

LE
COMITÉ DE SALUT PUBLIC
ET LES
FABRICATIONS DE GUERRE
SOUS LA TERREUR

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

CAMILLE RICHARD

AGRÉGÉ D'HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE
PROFESSEUR AU LYCÉE DE POITIERS



PARIS
LIBRAIRIE F. RIEDER ET C^{ie}
7, PLACE SAINT-SULPICE

1921

A MES MAITRES DE LA FACULTÉ DES LETTRES
DE LILLE

Hommage respectueux et reconnaissant

C. R.

LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC

ET LES

Fabrications de Guerre sous la Terreur

IMPRIMÉ

AVEC LE CONCOURS DU FONDS ALPHONSE PEYRAT

LE
COMITÉ DE SALUT PUBLIC
ET LES
FABRICATIONS DE GUERRE
SOUS LA TERREUR

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

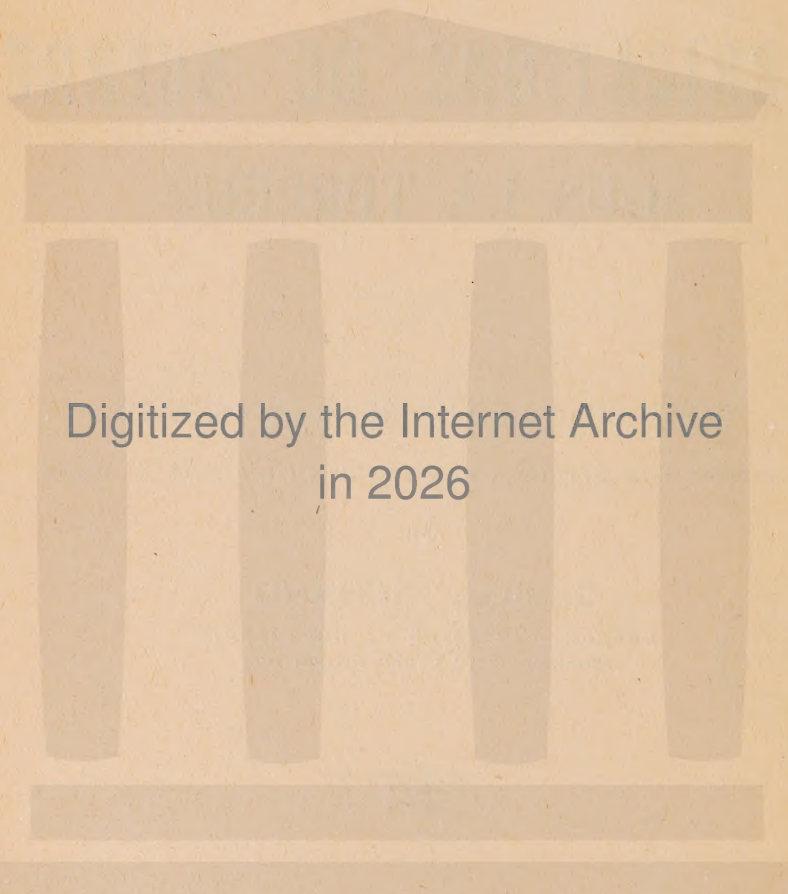
CAMILLE RICHARD

AGRÉGÉ D'HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE
PROFESSEUR AU LYCÉE DE POITIERS



PARIS
LIBRAIRIE F. RIEDER ET C^{ie}
7, PLACE SAINT-SULPICE

—
1921



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Près de périr en août 1793, la France républicaine triomphe de l'Europe monarchique à la fin de l'an II. Pour expliquer ce « redressement », il ne suffit pas d'invoquer l'héroïsme des soldats de l'an II, la valeur de leurs jeunes généraux et les talents stratégiques de Carnot. L'effort unanime que le gouvernement révolutionnaire sut imposer à la Nation tout entière fut l'une des causes essentielles de la victoire. Le second Comité de Salut public ne se contenta pas de lever des centaines de milliers d'hommes et de multiplier le nombre des armées ; il entreprit aussi de mobiliser en quelque sorte toutes les forces vives du pays et de requérir, selon l'expression de l'époque, le génie de ses savants et les ressources de son industrie. Je me suis attaché dans ce travail à mettre en lumière l'originalité de ses conceptions et la continuité de son action.

Il va sans dire que je n'ai pas la prétention d'avoir épuisé le sujet. Sur bien des points, j'ai dû me borner à de brèves indications ; il reste, dans les Archives départementales et même dans les dépôts parisiens, une masse considérable de documents que je n'ai pu atteindre. J'espère pourtant que cette étude ne paraîtra pas inutile et qu'elle rendra quelques services à ceux qui s'intéressent à l'histoire de la Révolution ou, d'une manière plus générale, au problème de la défense nationale.

Il m'est agréable d'exprimer ma vive reconnaissance à mes anciens maîtres de la Faculté des Lettres de Lille : M. Sagnac m'a encouragé à entreprendre ce travail, et ses conseils m'ont

été précieux ; M. A. de Saint-Léger a bien voulu me faire profiter de ses découvertes aux Archives Nationales. Je dois aussi des remerciements à M. H. Stein, conservateur aux Archives Nationales, qui m'a guidé dans mes recherches, et à M. Carré, Doyen de la Faculté des Lettres de Poitiers, qui a mis gracieusement à ma disposition les ressources de sa bibliothèque personnelle. Que tous reçoivent ici l'hommage de mon respect et de ma gratitude.

Poitiers, 12 mai 1921.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

A. — SOURCES.

I. — ARCHIVES NATIONALES.

C'est là que se trouve la majeure partie des documents relatifs au sujet traité. Je me suis attaché à explorer les fonds les plus importants, sans avoir la prétention de tout voir, et je me borne à citer les articles qui m'ont fourni des renseignements précis.

- a) Dans A D VI (*Imprimés*), trois cartons fournissent des indications utiles.
- A D VI 39. Pièces relatives aux forges de la Charente et de la Dordogne sous l'ancien régime et au début de la Révolution. — Mémoires du sieur Blanc sur le perfectionnement des manufactures d'armes.
 - A D VI 40. Rapports et Comptes rendus à la Convention. — États décennaires de situation de la manufacture de fusils de Paris. — Décrets et lois relatifs aux manufactures et fabrications d'armes.
 - A D VI 79. Décrets et documents divers relatifs à l'exploitation des salpêtres et aux cours révolutionnaires.
- b) A F II renferme une masse considérable de documents de premier ordre ; c'est la source essentielle du sujet.

1° Cartons

- A F II 9, d. 56 et 60. Documents relatifs à la pénurie d'armes et de munitions.
- A F II 23. Organisation intérieure du Comité de Salut public.
- A F II 24. Organisation des Commissions exécutives.
- A F II 79. Documents relatifs aux mines (arrêtés du Comité de Salut public, etc.).
- A F II 214. Documents relatifs aux armes (mai 1793-ventôse an II).
- A F II 215^a. *Idem* (germinal-thermidor an II).
- A F II 215^b. *Idem* (fructidor an II-frimaire an III).
- A F II 217^a. Documents relatifs aux salpêtres et poudres (1793-ventôse an II).
- A F II 217^b. *Idem* (germinal an II-vendémiaire an IV).

- A F II 218. Missions des représentants du peuple Deydier, Ferry, Lakanal, Noël Pointe, Romme, Roux-Fazillac, etc.
- A F II 220. Documents relatifs au télégraphe, à l'aérostation et aux expériences de Meudon.
- A F II 223. Projectiles incendiaires et expériences de Meudon (1793-an II).
- A F II 411. Missions des représentants du peuple Ferry, Noël Pointe, Battelier, Niou, etc.

2° *Registres.*

- A F* II 120. Registre premier des instructions, autorisations et commissions. Fabrication des armes n° 1 (23 août 1793-30 prairial an II).
- A F* II 121. Premier registre des arrêtés du Bureau des armes, section du Comité de Salut public (22 août 1793-21 pluviôse an II).
- A F* II 122. Comité de Salut public. Section des armes. Second registre des arrêtés. Fabrication des armes n° 3. (fin pluviôse an II).
- A F* II 123. Comité de Salut public. Fabrication des armes n° 4. (1^{er} ventôse-fin de l'an II).
- A F* II 124. Comité de Salut public. Bureau de la grosse artillerie : extraits des lettres et arrêtés. Fabrication d'armes, premier supplément du n° 4 (20 ventôse-16 floréal an II).
- A F* II 125. Fabrication des armes. Deuxième supplément du n° 4 et commencement du n° 5. Bureau de la grosse artillerie : arrêtés (messidor an II-15 brumaire an III).
- A F* II 126. Comité de Salut public. Fabrication des armes n° 8. Bureau des armes, section des épreuves (2 germinal-30 prairial an II).
- A F* II 127. Comité de Salut public. Fabrication des armes, suite du n° 5. Bureau des armes et de la grosse artillerie : arrêtés (ans III et IV).
- A F* II 128. Registre du Bureau des armes, section du Comité de Salut public : correspondance (20 août-9 octobre 1793).
- A F* II 129. Fabrication des armes n° 7. Registre de correspondance des représentants du peuple chargés de la surveillance de la manufacture d'armes de Paris (8 floréal an II-17 vendémiaire an III).
- A F* II 130. Comité de Salut public. Poudres et salpêtres n° 1 (13 août 1793-fin de l'an II).
- A F* II 131. Comité de Salut public. Poudres et salpêtres, supplément au n° 1. (3 brumaire an II-fin germinal an II).
- A F* II 132^a. Comité de Salut public. Poudres et salpêtres, n° 2. (1^{er} vendémiaire an III-11 brumaire an IV).
- A F* II 132^b. Comité de Salut public. Mines (4 messidor an II — 1^{er} vendémiaire an IV).

- c) On trouve aussi, çà et là, dans divers fonds, des documents intéressants, mais en moins grand nombre.
- C. 355 (carton), d. 1874. Quelques pièces relatives à la Commission ministérielle des armes et poudres.

TABLE DES PRINCIPALES ABRÉVIATIONS

A. D.	Archives départementales.
A. H. G.	Archives historiques du Ministère de la Guerre.
A. N.	Archives nationales.
<i>Arch. parlam.</i>	<i>Archives parlementaires, 1^{re} série.</i>
Aulard, <i>Jacobins.</i>	Aulard, <i>La Société des Jacobins.</i>
Aulard, <i>Réaction thermidorienne.</i>	Aulard, <i>Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire.</i>
Aulard, <i>Recueil.</i>	Aulard, <i>Recueil des actes du Comité de Salut public.</i>
B. N.	Bibliothèque nationale.
B. V. P.	Bibliothèque de la Ville de Paris.
Charavay.	Charavay, <i>Correspondance de Carnot.</i>
J. Guillaume.	J. Guillaume, <i>Procès-Verbaux du Comité d'Instruction publique de la Convention nationale.</i>
P. V.	<i>Procès-Verbal de la Convention nationale.</i>
Tuetey.	Tuetey, <i>Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution,</i>

- Le ³⁸ 837. Barère, *Rapport... sur l'état de la fabrication révolutionnaire du salpêtre et de la poudre*, 26 messidor an II.
- Le ³⁸ 973. Lakanal, *Rapport sur le télégraphe du citoyen Chappe*, du 25 juillet 1793 (réimprimé en fructidor an II, avec des additions, par ordre de la Convention).
- Le ³⁸ 1127. Fourcroy, *Rapport... sur les arts qui ont servi à la défense de la République...*, 14 nivôse an III.
- Le ³⁸ 1173. *Second mémoire des membres de l'ancien Comité de Salut public dénoncés par Laurent Lecointre*, 5 pluviôse an III.
- Le ³⁸ 1195. Guyton-Morveau, *Rapport... sur l'état de situation des arsenaux et de l'armement des armées de terre et de mer de la République*, 14 pluviôse an III.
- Le ³⁹ 63. *Compte rendu à la Convention nationale et au peuple souverain, par Noël Pointe (d'Armeville), représentant du peuple envoyé dans les départements de la Nièvre, de l'Allier et du Cher*, 18 pluviôse an II.
- Le ³⁹ 81. *Compte rendu à la Convention nationale et au peuple souverain, par Noël Pointe, ouvrier de Commune d'Armes, commissaire envoyé dans les départements de la Nièvre, de l'Allier, de Saône-et-Loire et de l'Yonne*, vendémiaire an III.
- Le ³⁹ 109. *Compte rendu par G. Romme des dépenses qu'il a faites, des sommes qu'il a reçues et des distributions de fonds faites par ses ordres aux directeurs de fonderies chargés de fournir à la République des canons, des projectiles de guerre ou des matières en fer coulé, pendant sa mission dans le département de la Dordogne et autres circonvoisins*, 10 pluviôse an III.
- Le ³⁹ 205. *Compte rendu... par le représentant Lambert, chargé de mission dans les départements de la Haute-Marne et de la Côte-d'Or*, germinal an III.
- Le ³⁹ 222. Deydier, *Compte rendu... des différentes missions qui lui ont été confiées*, 22 nivôse an III.
- Le ³⁹ 243. Battelier, *Compte rendu des recettes et dépenses... pendant ses missions à Sèvres, à Meudon, dans les départements de l'Aisne, de la Meuse, de la Haute-Marne, de la Côte-d'Or et de la Marne*, germinal an III.
- Le ³⁹ 270. *Compte rendu... par le représentant du peuple Frécine, envoyé près des armées de Sambre-et-Meuse, par décret du 4 fructidor an II.*
- Le ³⁹ 299. *Compte rendu à la Convention nationale par Noël Pointe, représentant du peuple près les fonderies du Creusot, de Pont-de-Vaux et autres établissements dans les départements de Saône-et-Loire, de l'Ain, du Jura, de la Haute-Saône, du Doubs et de la Côte-d'Or*, messidor an III.
- Lb ⁴⁰ 523. *Arrêté de la section des Tuileries*, du 3 octobre 1793.
- Lb ⁴⁰ 2395. *Manufacture d'armes. Société des Hommes libres séante à la caserne Saint-Louis, section Révolutionnaire. Extrait du procès-verbal de la séance du 12 nivôse an II.*
- Lb ⁴⁰ 3264. *Proclamation des administrateurs des subsistances de la Commune de Paris*, 8 frimaire an II.

- Lb ⁴⁰ 3295. *Département de Paris. Adresse aux citoyens pour l'extraction de tout le salpêtre*, 18 frimaire an II. Signée de Dufourny, l'Homme libre, président du Département.
- Lb ⁴¹ 1050. *Français, tout le salpêtre ! Proclamation du préposé instructeur à l'exploitation révolutionnaire du salpêtre dans le département de la Loire-Inférieure*. Nantes, 21 germinal an II.
- Lb ⁴¹ 1120. *Mort aux tyrans ! Au nom du peuple français, Frécine, représentant du peuple chargé de l'établissement de la raffinerie révolutionnaire des salpêtres, aux citoyens employés à la construction du nouvel atelier, maison de l'Unité et aux travaux de la raffinerie des salpêtres*, 23 prairial an II.
- Lb ⁴¹ 2176 et 2177. *Circulaires de la Commission des armes et poudres*. (recueils factices).
- Lb ⁴¹ 3315. *Lettre circulaire de l'architecte Poyet aux sections de Paris*, 18 septembre 1793.
- Lb ⁴¹ 3561. *Boudet, inspecteur des poudres et salpêtres, nommé par le Comité de Salut public, à l'agent du district... pour la fabrication du salpêtre*, sans date.
- Lb ⁴¹ 3931. *Liberté, Egalité. Fabrication de baïonnettes. Avis aux ouvriers en fer*. Placard imprimé, signé de l'agent national du district de Caen, Lasseret, et daté du 2 messidor an II.
- Lb ⁴¹ 3942. *Raymond, commissaire du Comité de Salut public pour l'inspection des poudres et salpêtres de la République, aux administrations et sociétés populaires des départements du Tarn, Haute-Garonne, Ariège, Gers, Hautes et Basses-Pyrénées, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Cantal*, 13 messidor an II.
- Lb ⁴¹ 3960. *Lecouteulx, agent de la fabrication révolutionnaire du salpêtre dans le district de Breteuil, à ses concitoyens*, 5 thermidor an II.
- Lb ⁴¹ 4787. *Proclamation des représentants du peuple composant les Comités de Salut public, de Sécurité générale, de Législation et de la Guerre*, 23 frimaire an III.
- Lb ⁴¹ 4823. *Commission des armes. Les membres des trois Administrations de la fabrication extraordinaire des armes à leurs concitoyens...*, sans date (vers le début de nivôse an II).
- Lb ⁴¹ 4826. *J.B.N. Bouchotte, ministre de la guerre, à ses concitoyens*, sans date (mais certainement antérieur à la fin d'août 1793).
- Lb ⁴¹ 5022. *Fabrication extraordinaire d'armes à Paris. Le Comité de Salut public aux ouvriers et artistes qui travaillent à la confection des armes à feu*. Sans date (mais certainement du deuxième mois de l'an II).
- Lf ²¹⁸ 1. *Arrêté du Comité de Salut public, organisant le conseil d'administration de la manufacture de fusils établie à Paris*, 3 floréal an II.
- Lf ²¹⁸ 2. *Etats décadaires de situation des ateliers et magasins de la manufacture d'armes de Paris*, 10 nivôse an II-20 nivôse an III.
- Lf ²¹⁸ 3. *Mémoire présenté au Comité de Salut public par le citoyen B. Barrau, agent de l'administration du parc d'artillerie de Toulouse, sur l'importance des établissements militaires fondés dans cette commune, et sur l'utilité de leur conservation et agrandissement...*, an III.

- D § 3, 8 et 9 (cartons). Documents relatifs à la mise en valeur des ressources industrielles de la Belgique (ans II et III).
- D XLV 1 (carton). Etats de situation des ressources en armes et munitions (août 1793).
- F ¹² 1305^a, 1305^b, 1309 (cartons). Documents relatifs aux manufactures d'armes, forges, fonderies, etc.
- F ¹² 232-234 (registres). Comptabilité de l'atelier de perfectionnement de Paris.
- F ¹³. Renferme un grand nombre de cartons relatifs à la construction et à l'aménagement des ateliers ou des bureaux de la manufacture d'armes de Paris : mémoires d'entrepreneurs et de fournisseurs, très minutieux. Par exemple, F ¹³ 288 (atelier de perfectionnement) ; F ¹³ 895 (bureau de l'Administration des armes portatives, maison de l'Oratoire) ; F ¹³ 1038-1042^b (ateliers divers).
- F ¹⁴ 2 (registre). Commission des armes et poudres. Correspondance relative aux mines.
- F ¹⁴ 105. 233 (carton). Pièces relatives à l'armurier Dupias, de Mâcon.
- F ¹⁴ bis 7820. Documents relatifs aux mines d'Anzin.

II. — ARCHIVES HISTORIQUES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.

Des circonstances indépendantes de ma volonté m'ont interdit d'explorer ce dépôt aussi complètement que je l'aurais désiré. J'ai acquis pourtant la certitude qu'en règle générale les documents essentiels ne s'y trouvent pas. Quelques articles m'ont fourni des indications plus ou moins précises.

- A/5 (registre). Analyses de lettres du ministre de la guerre Bouchotte ou de son adjoint Dupin, reçues par le Comité de Salut public (juillet-septembre 1793).
- A/6 (registre). Analyses de lettres des ministres de la guerre et de la marine, reçues par le Comité de Salut public (octobre 1793-pluviôse an II).
- 22-a/1 (registre). Quelques arrêtés du Comité de Salut public. Actes et correspondance de l'Administration, puis de l'Agence des armes portatives. Quelques pièces émanant de la Commission des armes et poudres (1793-an IV).
- A/8 (registre). Délibérations et correspondance de l'Agence des armes portatives avec la Commission des armes et poudres (5 messidor-18 thermidor an II).

Correspondance militaire générale. Le carton consacré à la correspondance de janvier 1794 renferme d'intéressantes *Notes relatives à l'Agence des armes portatives*, qui émanent de la Commission des armes et poudres et furent certainement rédigées à la fin de l'an II ou aux premiers jours de l'an III.

Carton relatif à la *Manufacture de Paris* (1773-an IX). Renferme un très petit nombre de pièces intéressantes.

Carton relatif aux *Forges, fonderies, poudres et salpêtres*. Ne renferme que des brouilles.

III. — ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

Je ne pouvais songer à exploiter sérieusement les richesses que recèlent certainement les Archives départementales, et je me suis borné à faire quelques sondages aux *Archives départementales de la Vienne*, où j'ai consulté avec profit les articles suivants :

- L. 173 (liasse). Fabrication des poudres et salpêtres (1790-an X).
- L. 336 (registre). Délibérations du District de Châtellerauld (commencé le 24 septembre 1793).
- L. 452 (registre). Deuxième registre de la Société populaire de Poitiers (nivôse-messidor an II).

J'ai aussi obtenu communication du Registre des délibérations de la Société populaire de Châtellerauld et d'une liasse des *Archives départementales de l'Yonne*, L. 512, qui renferme la collection la plus complète que je connaisse des circulaires de la Commission des armes et poudres et des Administrations subordonnées.

Enfin, j'ai glané d'utiles renseignements dans diverses publications que l'on peut considérer comme de véritables recueils de documents :

Inventaire sommaire des Archives départementales postérieures à 1790, série L.

Côte-d'Or, t. I^{er}, Dijon, 1913.

Isère, t. I et II, Grenoble, 1900-08.

Lot-et-Garonne, t. I^{er}, Agen, 1908.

Sarthe, Le Mans, 1898.

Seine-et-Oise, t. I^{er}, Versailles, 1911.

Yonne, Auxerre, 1911.

Procès-Verbaux des séances de l'assemblée administrative du département de l'Hérault pendant la Révolution (1790-93), Montpellier, 1889-98, 4 vol. in-8°.

IV. — BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Le Département des Imprimés renferme un assez grand nombre de documents relatifs à l'organisation industrielle de la défense nationale.

Le ³⁸ 427. Barère, *Rapport à la Convention*, du 23 août 1793.

Le ³⁸ 545. *Adresse, au nom des ateliers extraordinaires établis dans Paris pour la fabrication des armes, à la Convention nationale...*, 13 brumaire an II.

Le ³⁸ 546. Carnot, *Rapport sur la manufacture extraordinaire d'armes établie à Paris...*, 13 brumaire an II.

Le ³⁸ 591. Prieur (de la Côte-d'Or), *Rapport sur le salpêtre...*, 14 frimaire an II.

Le ³⁸ 677. Barère, *Rapport et projet de décret sur l'établissement d'une Commission nationale des poudres et armes de la République*, 13 pluviôse an II.

Affiches de la Commune de Paris (B. N. Lb ⁴⁰ 2 et 2a).

Journal des Mines. Un numéro par mois, à partir de vendémiaire an III.

Journal des arts et manufactures, t. I^{er} (an III) et t. II (an IV).

IV. — RECUEILS DE DOCUMENTS.

Analyse des actes et délibérations de l'administration municipale de Limoges, t. I^{er} (1790-1800), Limoges, 1889, in-8°.

Archives parlementaires de 1787 à 1860, Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises, par Mavidal et Laurent, t. LXXII-LXXXII, Paris, in-8°.

F.-A. Aulard, *Recueil des Actes du Comité de Salut public, avec la correspondance officielle des représentants en mission*, t. I-XXV, Paris, 1889 et suiv., in-8°.

F.-A. Aulard, *La Société des Jacobins (Recueil de documents pour l'histoire du club des Jacobins de Paris)*, t. V et VI (1793-1795), Paris, 1895-97, in-8°.

F.-A. Aulard, *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire (Recueil de documents pour l'histoire de l'esprit public à Paris)*, t. I^{er}, Paris, 1898, in-8°.

H. et G. Bourgin, *L'industrie sidérurgique en France au début de la Révolution*, Paris, 1920, in-8°.

Bulletin des lois de la République (22 prairial an II-an IV), Cahiers 1-205, n^{os} 1-1233.

P. Caron. *La défense nationale de 1792 à 1795*, Paris, 1912, in-8°.

P. Caron. *Rapports des agents du ministre de l'Intérieur dans les départements* (1793-an II), t. I^{er}, Paris, 1913, in-8°.

P. Caron. *Paris sous la Terreur. Rapports des agents secrets du ministre de l'Intérieur*, t. I^{er} (27 août-25 décembre 1793), Paris, 1910, in-8°.

E. Charavay. *Correspondance de Carnot*, Paris, 1892-1907, 4 vol. in-8°.

A. Chuquet. *Quatre généraux de la Révolution (Lettres et notes inédites)*, 1^{re} et 3^e séries, Paris, 1911-12, 2 vol. in-8°.

J. Guillaume. *Procès-Verbaux du Comité d'Instruction publique de la Convention nationale*, Paris, 1890-1907, 6 vol. in-8°.

Inventaire analytique des Archives communales de Chinon (Époque révolutionnaire et xix^e siècle), Chinon, 1897, in-8°.

J. Kaulek. *Les papiers de Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse* (1792-1797), t. II, III et IV (1793-1795), Paris, 1886-89, in-8°.

A. Kuscinski. *Dictionnaire des conventionnels*, Paris, 1916-20, in-8°.

Ch. Lorain. *Les subsistances en céréales dans le district de Chaumont, de 1788 à l'an V*, Chaumont, 1911-12, 2 vol. in-8°. — Introduction en tête du t. II.

F. Mourlot. *Recueil des documents d'ordre économique contenus dans les registres de délibérations des municipalités du district d'Alençon* (1788-an IV), Alençon, 1907-10, 3 vol. in-8°.

Papiers inédits trouvés chez Robespierre, Saint-Just..., supprimés ou omis par Courtois, précédés du Rapport de ce député à la Convention nationale, Paris, 1828, 3 vol. in-8°.

- C. Pierre. *Les Hymnes et chansons de la Révolution*, Paris, 1904, in-4°.
Procès-Verbal de la Convention nationale, imprimé par son ordre, 72 vol. in-8°.
 A. Tuetey. *Réperioire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution*, t. X et XI, Paris, 1912-14, in-4°.
 Ch. Vellay. *Œuvres de Saint-Just*, t. II (30 mai 1793-thermidor an II), Paris, 1908, in-12.

V. — ARTICLES ET OUVRAGES.

- J. Adher. *Les établissements militaires de Toulouse en l'an II et en l'an III* (Bulletin de la Société de géographie de Toulouse, 1904, n° 3).
 H. Affre. *Tableau sommaire de la Terreur dans l'Aveyron* (Mémoires de la Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron, t. XIII, 1881-86).
 P. Arbelet. *Prieur (de la Côte-d'Or), ministre des munitions* (Revue Bleue, 5-12 janvier 1918).
 F.-A. Aulard. *Histoire politique de la Révolution française*, Paris, 3^e édition, 1905, in-8°.
 G. Arnaud. *Histoire de la Révolution dans le département de l'Ariège (1789-1795)*, Paris, 1904, in-8°.
 Ballot. *La Révolution technique et les débuts de la grande exploitation dans la métallurgie française : l'introduction de la fonte au coke en France et la fondation du Creusot*. (Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales, 1912, n° 1).
 Balseinte. *Les réquisitions militaires dans le district de Grenade* (La Révolution française, t. XLIII, 1902).
 H. Bardy. *Les ateliers révolutionnaires de salpêtre et de charbon à Saint-Dié* (Bulletin de la Société philomathique vosgienne, 25^e année, 1899-1900).
 L. Bernardin. *Les forges vosgiennes à l'époque révolutionnaire* (La Révolution dans les Vosges, 1^{re} année, n° 4, et 2^e année, nos 1 et 3).
 J.-B. Biot. *Essai sur l'histoire générale des sciences pendant la Révolution française*, Paris, an XI (1803), in-8°.
 Ch. Boëll. *Une usine de guerre pendant la Révolution* (Mémoires de la Société éduenne, nouvelle série, t. XLIII, 1919).
 G. Bourgin. *Régie ou entreprise ? en l'an II* (Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales, 1912).
 Buchez et Roux. *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XX-XXXVI, Paris, 1835-38, in-8°.
 Bultingaire. *Le club des Jacobins de Metz*, Paris, 1906, in-8°.
 P. Caron. *Les agences d'évacuation de l'an II* (Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. XIII, 1909-10).
 P. Caron. *Les Comités militaires des Assemblées de la Révolution* (Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. VI, 1904-05.)
 H. Carré. *La Noblesse de France et l'opinion publique au XVIII^e siècle*, Paris, 1920, in-8°.
 E. Champion. *Le premier télégramme* (La Révolution française, t. XLII, 1902).

V. — BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE DE LA VILLE DE PARIS.

Elle renferme beaucoup de documents que j'avais trouvés par ailleurs ; j'y ai consulté avec profit :

1^o Les manuscrits de nouvelle acquisition n^{os} 22, 147 et 152.

2^o Dans la *Collection A. de Liesville*, le recueil factice n^o 106.963 qui comprend les Programmes des cours révolutionnaires professés à Paris en l'an II et la plupart des Descriptions ou Instructions qui furent rédigées par les savants sur l'ordre du Comité de Salut public.

B. — BIBLIOGRAPHIE.

I. — TRAVAUX DES SAVANTS.

Procédés de la fabrication des armes blanches publiés par ordre du Comité de Salut public. Imprimerie du Département de la Guerre, an II, 106 p. in-4^o + 10 planches. « Commencé par ordre du Comité de Salut public le 3 vendémiaire an II et terminé le 16 brumaire an II, au Klingenthal, près Obernheim, par Vandermonde et Rauch, adjoint pour la partie du dessin » (B. V. P., n^o 106.963).

Avis aux ouvriers en fer sur la fabrication de l'acier, publié par ordre du Comité de Salut public, par Vandermonde, Monge et Berthollet. Imprimerie du Département de la Guerre, 31 p. in-4^o + 5 planches. (B. V. P. n^o 106.963. — Reproduit « avec de légers changements et quelques additions » dans le *Journal des arts et manufactures*, t. II, an IV, p. 572-619).

Description de l'art de fabriquer les canons, faite en exécution de l'arrêté du Comité de Salut public, du 18 pluviôse de l'an II de la République française... par Gaspard Monge. Imprimerie du Comité de Salut public, an II, VIII + 231 p. in-4^o + 60 planches (B. V. P. n^o 106.963).

Instruction sur l'art de séparer le cuivre du métal des cloches, publiée par ordre du Comité de Salut public. Imprimerie du Comité de Salut public, an II, 18 p. in-4^o + 2 planches. Suivie d'un *Supplément à l'Instruction ou Rapport sur les derniers essais faits à Romilly pour opérer en grand le raffinage du métal des cloches, afin d'en séparer le cuivre.* Signé de Pelletier et Darcet. Paris, 22 ventôse an II, 9 p. in-4^o + 1 planche (B. V. P. n^o 106.963).

Instruction pour tous les citoyens qui voudront exploiter eux-mêmes du salpêtre, envoyée dans toutes les municipalités par le Comité de Salut public, conformément au décret du 14 frimaire de l'an II (B. N. Le 38 591).

Mort aux tyrans ! Programmes des cours révolutionnaires sur la fabrication des salpêtres, des poudres et des canons, faits à Paris par ordre du Comité de Salut public..., les 1, 11 et 21 ventôse, 2^e année... (B. V. P. n^o 106.963 et A. N. AD vi 79).

- Dulac, *L'Agonie de tous les tyrans ou les moyens de fabriquer la foudre qui va les exterminer*. Paris, an II, 67 p. in-8° (A. N. AD vi 79).
- Instruction sur la manière de faire le charbon destiné à la confection de la poudre*, 2 p. in-4° (B. N. Lb ⁴¹ 3715).
- Opoix, *Poudres et salpêtres. Moyen extraordinaire de se passer de potasse pour la fabrication du salpêtre*. 27 fructidor an II; vi + 16 p. in-8° (A. N. AD vi 79).
- Instruction sur la combustion des végétaux, la fabrication du salin, de la cendre gravelée, et sur la manière de saturer les eaux salpêtrées, par Vauquelin et Trusson, commissaires du Comité de Salut public, chargés de cette partie dans le département d'Indre-et-Loire et autres environnants*. Tours, an III, 39 p. in-4° + 3 planches (B. V. P. n° 106.963 et A. N. AD vi 79).
- Description de divers procédés pour extraire la soude du sel marin, en exécution d'un arrêté du Comité de Salut public du 8 pluviôse an II*. Datée du 2 messidor an II. Paris, 80 p. in-4° + 11 planches (B. V. P. n° 106.963).
- Instruction sur le raffinage du salpêtre (procédé révolutionnaire), publiée conformément à l'arrêté du Comité de Salut public du 12 vendémiaire an III, et précédée d'une circulaire de l'Agence des salpêtres et poudres à ses préposés, du 26 vendémiaire an III*. Paris, 12 p. in-4° (B. V. P. n° 106.963).
- Guyton et Darcet. *Rapport fait à l'Institut national sur les résultats des expériences du citoyen Clouet sur les différents états du fer et pour la conversion du fer en acier fondu* (Mémoires de l'Institut national des sciences et arts de la République, classe des Sciences mathématiques et physiques, t. II, fructidor an VII, p. 81-97).

II. — MÉMOIRES.

- B. Barère. *Mémoires publiés par H. Carnot et David d'Angers*, t. II, Paris, 1842, in-8°.
- L. Carnot. *Mémoires historiques et militaires sur Carnot, rédigés d'après ses manuscrits, sa correspondance inédite et ses écrits, précédés d'une Notice par P.-F. Tissot*. Paris, 1824, in-8°.
- Chaptal. *Mes souvenirs sur Napoléon*, Paris, 1893, in-8°. Mémoires personnels, rédigés par lui-même, pour la période 1756-1804.
- Durand de Maillane. *Histoire de la Convention nationale*, Paris, 1825, in-8°.
- S. Mercier. *Paris pendant la Révolution ou le Nouveau Paris*, nouv. édition, t. II. Paris, 1862, in-8°.
- C.-A. Prieur. *Souvenirs* (Fragments publiés dans la *Revue Bleue*, 12 janvier, 2-9 février, 16-23 février 1919, par M. Arbelet).

III. — PÉRIODIQUES.

- Almanach National*, an II et an III.
- Moniteur universel*.
- Journal des débats et des décrets*.

- Cuvier. *Notice historique sur Jean Darcet* (1^{re} série, t. IV, p. 74-88).
- Cuvier. *Eloge de Fourcroy* (1^{re} série, t. XI, p. xcvi-cxxviii).
- Delambre. *Notice sur J.-C. Périer* (2^e série, t. III, p. lxx-lxxxii).
- Cuvier. *Eloge de Duhamel* (2^e série, t. VI, p. clx-clxxvi).
- Cuvier. *Eloge de Berthollet* (2^e série, t. VIII, p. clxxix-cccxi).
- Cuvier. *Eloge de Vauquelin* (2^e série, t. XII, p. xxxix-lvi).
- Flourens. *Eloge de Chaptal* (2^e série, t. XV, p. i-xxiii).
- Arago. *Eloge de Carnot* (2^e série, t. XXII, p. i-cxvii).
- Arago. *Biographie de G. Monge* (2^e série, t. XXIV, p. i-clvii).
- Meyer. *Manuel historique de la technologie des armes à feu*, traduction Rief-fel, t. II, Paris, 1837, in-8°.
- H. Monin. *Le premier télégramme* (La Révolution française, t. XLII, 1902).
- F. Papillon. *La science et la défense nationale* (Revue des Deux Mondes, 15 novembre 1870).
- J. Penaud. *Le conventionnel Noël Pointe* (La Révolution française, t. V et VI, 1883).
- G. Pouchet. *Les sciences pendant la Terreur, d'après les documents du temps et les pièces des Archives nationales*. Réimpression avec avertissement, notes et corrections, par J. Guillaume. Paris, 1896, in-8°.
- G. Renard et A. Dulac. *L'évolution industrielle et agricole depuis 150 ans*, Paris, 1912, in-8°.
- Révolution dans l'Aube (La). *Notes sur la fabrication du salpêtre dans le district d'Ervy et sur la Révolution à Saint-Phal* (2^e année, n° 2 ; 3^e année, nos 3-4).
- A. Richard. *L'atelier de salpêtre de Lescar* (Annales révolutionnaires, 1920).
- C. Richard. *La crise du charbon dans le Nord en 1793* (Revue du Nord, t. V, 1914-19).
- La fabrication des armes dans le district d'Abbeville sous la Convention* (Revue du Nord, mai 1921).
- C. Romain. *Le district de Cany pendant la Révolution*, Yvetot, 1899, in-8°.
- A. Rossignol. *Histoire de l'arrondissement de Gaillac pendant la Révolution, de 1789 à 1800*, Toulouse, 1890, in-8°.
- F. Rouvière. *Histoire de la Révolution française dans le département du Gard*, t. IV, Nîmes, 1889, in-8°.
- Ph. Sagnac. *Le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire*, Paris, 1917, in-8°.
- L. Thiot. *Les sociétés populaires de Beauvais (1793-94)*, (Mémoires de la Société académique... de l'Oise, t. XX, 1907-09).

- A. Chuquet. *Wissembourg*, Paris, in-12.
Hoche et la lutte pour l'Alsace, Paris, in-12.
La jeunesse de Napoléon, t. III : Toulon. Paris, 1899, in-8°.
Dugommier (1738-1794), Paris, 1914, in-8°.
- Cotty. *Mémoire sur la fabrication des armes portatives*, Paris, 1806, in-8°.
- Coutanceau. *La campagne de 1794 à l'armée du Nord*, Paris, 1903-08, 4 vol. in-8°.
- G. Cuvier. *Histoire des progrès des sciences naturelles depuis 1789 jusqu'à ce jour*, t. 1^{er}, Paris, 1826, in-8°.
- A. Daguin. *Nogent et la coutellerie dans la Haute-Marne*, Nogent, 1878, in-8°.
- A. Demangeon. *La plaine picarde*, Paris, 1905, in-8°.
- Desbrière et Sautai. *La cavalerie pendant la Révolution, 1789-1795*, Paris, 1907-08, 2 vol. in-8°.
- E. Despois. *Le Vandalisme révolutionnaire*, Paris, 1868, in-8°.
- H. Destainville. *La réquisition des cloches dans l'Aube* (Annales révolutionnaires, 1920).
- L. Dubreuil. *Le régime révolutionnaire dans le district de Dinan (25 nivôse an II-30 floréal an III)*, Paris, 1912, in-8°.
- A. Dubut. *Les ateliers de salpêtre pendant la Révolution dans une région de l'Angoumois et du Périgord*, Montpont-sur-l'Isle, 1911, in-8°.
- V. Dupuis. *La campagne de 1793 à l'armée du Nord et à l'armée des Ardennes*, t. II (d'Hondschoote à Wattignies), Paris, 1909, in-8°.
Les opérations militaires sur la Sambre en 1794. Bataille de Fleurus. Paris, 1907, in-8°.
- V. Forot. *La fabrication des armes à Tulle, il y a un siècle*, Tulle, 1905, in-8°.
Le club des Jacobins de Tulle (1790-95), Tulle, 1912, in-8°.
Les travaux d'établissement de la manufacture d'armes de la Montagne à Tulle (Bulletin d'histoire économique de la Révolution, 1912, n° 2).
- P. Foucart et J. Finot. *La défense nationale dans le Nord de 1792 à 1802*, Paris, 1890-93, 2 vol. in-8°.
- Fourcy. *Histoire de l'Ecole polytechnique*, Paris, 1828, in-8°.
- P. Gaffarel. *Prieur de la Côte-d'Or* (Revue bourguignonne, 1899).
- J.-B. Galley. *Saint-Etienne et son district pendant la Révolution*, t. II, Saint-Etienne, 1904, in-8°.
- F. Gautier. *L'œuvre de Claude Chappe*, Paris, 1893, in-8°.
- E. Girod. *L'industrie morézienne pendant la Révolution* (Mémoires de la Société d'émulation du Jura, 3^e série, 2^e volume, 1881).
- L.-J. Gras. *Historique de l'armurerie stéphanoise*, Saint-Etienne, 1905, in-8°.
- E. Grimaux. *Lavoisier (1743-1794)*, Paris, 1888, in-8°.
- J.-H. Hassenfratz. *La Sidérotechnie ou l'art de traiter les minerais de fer pour en obtenir de la fonte, du fer ou de l'acier*. Paris, 1812, 4 vol. in-4°.
- P.-A. Helmer. *La manufacture d'armes blanches d'Alsace* (Revue d'Alsace, 1902 et 1903).
- P. Hémon. *Carhaix et le district de Carhaix pendant la Révolution*, Rennes, 1912, in-4°.

- Héricault (d'). *Robespierre et le Comité de Salut public en l'an II*, Paris, 2^e édition, 1878, in-8°.
- E. Hugues. *Les ateliers d'armes à Gap pendant la Révolution* (Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes, 1915-16, n° 13).
- E. Humblot. *La vallée du Cul-du-Cerf, ses établissements... métallurgiques* (Mémoires de la Société des sciences, des arts, de l'agriculture et de l'industrie de Saint-Dizier, t. XI, 1907-08).
- H. Labroue. *La mission du conventionnel Lakanal dans la Dordogne en l'an II (octobre 1793-août 1794)*, Paris, 1915, in-8°.
- Languépin. *La manufacture d'armes de Tulle, Période révolutionnaire* (Bulletin de la Société des Lettres, sciences et arts de la Corrèze, t. X, Tulle, 1888).
- Lépingard. *Notice sur la manufacture d'armes de Saint-Lô, 1793-94* (Notices, mémoires et documents publiés par la Société d'agriculture, d'archéologie et d'histoire naturelle du département de la Manche, 5^e volume, 1879).
- Le Téo. *La manufacture d'armes d'Autun pendant la Révolution* (Le Républicain du Morvan, n°s des 4, 11, 18, 25 septembre et 2 octobre 1890).
- L. Lévy. *Le conventionnel Jeanbon Saint-André (1749-1813)*, Paris, 1901, in-8°.
- A. Lichtenberger. *Le socialisme et la Révolution française*, Paris, 1899, in-8°.
- J. Lortet. *Des canons ! des munitions ! en 1793* (Grande Revue, mars 1916).
- A. Mathiez. *La Victoire en l'an II*, Paris, 1916, in-8°.
La mobilisation générale en l'an II (Revue de Paris, 1^{er} avril 1917).
La mobilisation des savants en l'an II (Revue de Paris, 1^{er} décembre 1917).
Danton et la paix, Paris, 1919, in-8°.
Lettres inédites d'Aigoin à Robespierre (Annales révolutionnaires, janvier 1920).
Robespierre terroriste, Paris, 1921, in-8°.
- G. Mathieu. *Documents inédits pour servir à l'histoire de l'industrie, du commerce et de l'agriculture en Bas-Limousin, à la fin du XVII^e siècle et au début du XIX^e siècle. La manufacture d'armes de Tulle* (Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France, publiés sous la direction de J. Hayem, 3^e série, Paris, 1913, in-8°.)
- F. Mège. *Chroniques et récits de la Révolution dans la ci-devant Basse-Auvergne... Les fabriques d'armes, 1791-1796* (Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand, t. IX, 1867).
- E. Mellié. *Les sections de Paris pendant la Révolution française (21 mai 1790-19 vendémiaire an IV). Organisation, fonctionnement*, Paris, 1898, in-8°.
- Mémoires de l'Institut national des sciences et arts de la République (Sciences mathématiques et physiques).*
 Lacépède. *Notice sur la vie et les ouvrages de Vandermonde* (1^{re} série, t. I, p. XIX-XXV).
 Lassus. *Notice sur la vie et les ouvrages de Pelletier* (1^{re} série, t. II, p. 138-143).

CHAPITRE PREMIER

Le Comité de Salut public et la crise d'août 1793.

I. — LA PATRIE EN DANGER.

« Vers la fin de la première année de la République, ce n'était qu'un cri : il nous faut des armes à tout prix ! et ce cri a sauvé la Patrie. » Ainsi s'exprimait Guyton-Morveau, dans le rapport qu'il présenta le 14 pluviôse an III à la Convention nationale, au nom du Comité de Salut public (1). Ses auditeurs évoquaient sans doute le souvenir des jours tragiques d'août 1793, de l'angoisse qui étreignait les cœurs des patriotes, des débats passionnés qu'avait soulevés, dans l'Assemblée, le problème de la défense nationale.

A cette date, la situation pouvait paraître désespérée. A l'intérieur, partout des embûches et des trahisons. L'agitation fédéraliste dressait contre Paris la majeure partie de la France. Sans doute, la tentative d'insurrection de huit départements de Normandie et de Bretagne venait d'échouer. Mais dans le Centre et le Midi, l'effervescence n'était pas encore éteinte. Lyon, Marseille, Toulon étaient en pleine révolte (2). A l'Ouest, les Vendéens s'attaquaient aux passages de la Loire.

Ainsi le Gouvernement ne pouvait pas même compter sur l'unanimité nationale pour faire face au péril qui grandissait sur toutes les frontières. Les Espagnols tenaient nos troupes

(1) B. N. Le²⁸ 1195.

(2) Toulon se livra aux Anglais le 29 août.

en échec aux deux extrémités des Pyrénées, envahissaient le Roussillon, s'avangaient jusqu'aux portes de Perpignan. Pour dompter les villes rebelles du Sud-Est, nos armées devaient dégarnir les frontières piémontaises. Au Nord-Est, la chute de Mayence (21 juillet) permettait aux Prussiens et aux Autrichiens de combiner leurs efforts. Les armées de la Moselle et du Rhin seraient-elles assez puissantes pour leur interdire l'entrée de la Lorraine et de l'Alsace ? Au Nord surtout, la situation était singulièrement précaire. Les coalisés entamaient le territoire national ; ils étaient maîtres de Condé et de Valenciennes ; leur cavalerie apparaissait dans la région du Catelet et de Bohain ; ils menaçaient Cambrai, Saint-Quentin, Péronne ; une nouvelle victoire leur eût ouvert la route de Paris. Les troupes républicaines, démoralisées par une longue série de revers, encadrées par des officiers suspects ou sans expérience, auraient-elles assez de ressort pour contenir, puis refouler l'invasion ? L'on commençait à comprendre que le courage ne supplée pas toujours à l'insuffisance des moyens matériels. Représentants du peuple et généraux réclamaient à l'envi des hommes, mais aussi des armes et des munitions. Or, le ministre de la Guerre Bouchotte, malgré son application, ne parvenait pas à satisfaire à leurs demandes les plus pressantes.

Ainsi, bloquée par les flottes anglaises, entamée ou menacée sur toutes ses frontières terrestres, réduite à ses seules forces et paralysée par la guerre civile, la France républicaine allait périr.

II. — LE SECOND COMITÉ DE SALUT PUBLIC, LES FÉDÉRÉS, LES JACOBINS ET LA CONVENTION.

Le premier Comité de Salut public, créé au lendemain des désastres de Belgique et de la trahison de Dumouriez, n'avait guère connu qu'une longue série d'échecs militaires et diplomatiques. La Convention l'avait renversé dès le 10 juillet. Danton et Delacroix quittèrent le pouvoir ; Barère, Jeanbon Saint-André, Hérault de Séchelles, Saint-Just, Gasparin furent maintenus en fonctions ; on leur adjoignit aussitôt

Couthon, Thuriot, Prieur (de la Marne) et R. Lindet ; le 27 juillet, Robespierre succéda à Gasparin (1).

Le nouveau Comité fit face au péril avec une froide résolution. Il eut la claire vision de l'effort immense qui seul pouvait sauver la République, et la ferme volonté de l'accomplir. Mais il sentit que dans la lutte suprême qu'il voulait engager, il devait mettre en œuvre toutes les énergies matérielles et morales de la Nation. Appelés à Paris pour célébrer l'anniversaire de la chute du tyran et proclamer solennellement l'Acte constitutionnel, les délégués des assemblées primaires lui parurent qualifiés pour provoquer dans la France entière un irrésistible élan de patriotisme et préparer l'opinion aux lourds sacrifices que la situation exigeait impérieusement. Admis aux séances du club des Jacobins, les discours de Robespierre, porte-parole du Comité, et de ses amis les éclairèrent sur la gravité de l'heure présente et les déterminèrent bientôt à solliciter eux-mêmes de grandes mesures de salut public. Le témoignage d'un conventionnel modéré, Durand de Maillane, peu suspect de tendresse pour les terroristes, ne laisse aucun doute sur cette manœuvre du Comité : « Robespierre, qui s'était servi des fédérés à l'égard des suspects, avait également provoqué par leur moyen une grande mesure contre les ennemis étrangers. Leur orateur, parlant au nom de ses collègues et des 48 sections de Paris, avait demandé une levée en masse (2). »

A cette époque, en effet, Paris vit dans l'angoisse. Aux Jacobins, l'émoi est à son comble et le problème de la défense nationale obsède tous les esprits. L'arrestation des suspects, la levée en masse sont à l'ordre du jour, et l'on proclame la nécessité de nouvelles fabrications de guerre. Le 9 août 1793, un orateur préconise l'utilisation des fusils de chasse et des fusils à deux coups « qui peuvent s'emmancher d'une baïonnette » ; il demande que tous les serruriers et les maréchaux soient employés à ce genre de travail (3). Le 11, Robespierre prononce un long discours sur les dangers qui menacent la

(1) Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 334-5.

(2) *Histoire de la Convention*, p. 159.

(3) Buchez et Roux, *Histoire parlementaire de la Révolution*, t. XXVIII, p. 418-19.

République, et sa conclusion renferme tout un programme d'action : « Le peuple se sauvera lui-même. Il faut que la Convention appelle autour d'elle tout le peuple français ; il faut qu'elle réunisse tous nos frères des départements ; il faut que nous fassions un feu roulant sur nos ennemis extérieurs ; il faut écraser tous ceux du dedans. » Xavier Audouin partage cette opinion : la République a besoin d'hommes, d'armes et de subsistances. Et la Société décide de demander à la Convention de décréter les mesures proposées par Robespierre et Audouin. Le lendemain, nouvelle séance présidée par Robespierre : Lejeune réclame une fabrication d'armes dans la France entière. Le 13, un citoyen de la Société de Sézanne demande la prompte confection des armes : 400 cloches, dit-il, sont à bas dans son département « et il n'est pas un seul ouvrier qui puisse les convertir en canons (1) ».

Cependant les inquiétudes et la nervosité de la Convention grandissaient de jour en jour, Le 11 août, l'Alsacien Rühl faisait admettre à la barre une députation des sections de Strasbourg ; elle réclama, pour cette place menacée d'un siège, des subsistances et des munitions ; pour résister six mois, il lui faudrait 1.200.000 livres de poudres, et ses magasins n'en renfermaient que 331.000. Les représentants en mission près de l'armée du Rhin, Borie, Ruamps, Milhaud, confirmaient cette déclaration dans une lettre envoyée de Strasbourg, le 2 août, au Comité de Salut public ; ils ajoutaient que Landau n'était pas mieux pourvue, que l'armée du Rhin elle-même était sur le point de manquer de poudres, et qu'il importait de multiplier au plus vite les envois. La Convention s'émut des révélations pourtant incomplètes qui lui étaient faites et qui justifiaient les pires appréhensions. En vain Legendre protesta contre la publicité donnée à des détails qui intéressaient au premier chef la défense nationale. « Si l'on agit toujours ainsi, s'écria-t-il, les généraux ennemis n'ont plus besoin d'espions. » En vain Laurent, appuyé par Mallarmé, soutint que la situation s'était améliorée à Strasbourg et que Landau était approvisionnée pour six mois. La Convention n'en décida pas moins, sur la motion de Bréard,

(1) Aulard, *Jacobins*, t. V, p. 341-47.

que le ministre de la Guerre remettrait au Comité de Salut public les états de situation des places fortes et des armées, tant en munitions de guerre et de bouche qu'en fourrages et en artillerie, et que le Comité déclarerait, sous huit jours, à la Convention si les approvisionnements nécessaires étaient assurés (1). Elle commençait à douter des aptitudes de Bouchotte et s'appropriait déjà à le dessaisir au profit de son Comité.

Le lendemain, 12 août, un député du Nord envahi, Gossuin, se fit l'interprète de cet état d'esprit. Il rappela que les coalisés, maîtres de Valenciennes et de Condé, cernaient Cambrai et marchaient sur Péronne, et rejeta sur Bouchotte la responsabilité de cette situation tragique : « Le ministre de la Guerre n'est qu'un mannequin qui ne fait rien par lui-même. Il ne prend conseil que des clubs ; il s'adresse aux Jacobins, il les trompe et leur dit : je suis patriote. Pendant ce temps, l'ennemi s'avance et le ministre ne fait rien pour l'arrêter... Que le Comité déclare s'il croit le ministre capable de sauver la France. S'il en est autrement, il faut s'occuper de choisir un ministre capable ; les circonstances l'exigent impérieusement. Enfin, il faut prendre des mesures pour que l'ennemi ne passe pas Péronne. » Delacroix appuya ce réquisitoire, en termes plus modérés, semble-t-il : il ne contestait pas le patriotisme de Bouchotte, mais seulement ses capacités. « Si les ministres se trompent, riposta Gossuin, leurs têtes doivent tomber. »

La Convention exigea du Comité un rapport immédiat. Barère monta à la tribune, fit l'éloge de Bouchotte, insista sur l'énormité de la tâche qui lui incombait, indiqua les mesures prises pour barrer la route aux envahisseurs et conclut avec assurance : « N'en doutez pas, citoyens, vos ennemis seront anéantis ! » La Convention, réconfortée sans doute par ces accents optimistes, accueillit avec calme les envoyés des assemblées primaires, puis, après un débat où intervinrent Fayau, Delacroix, Danton et Robespierre, elle décréta l'arrestation des suspects et confia au Comité de Salut public le soin de lui présenter incessamment les moyens d'organiser la levée en

(1) *Archives parlementaires*, première série, t. LXXII, p. 17-39, et P. V., t. XVIII, p. 279.

masse. Le lendemain 13, sur motion de Delacroix, elle proleagea en son entier, pour un mois, le Comité dont les pouvoirs avaient expiré le 10 (1).

Mais le 14, saisie d'une véritable fièvre patriotique, elle rouvrit le débat sur la défense nationale. Lejeune, dans un discours où perçait l'affolement, réclama un rapport immédiat sur les grandes mesures qu'exigeaient les circonstances. « Si nos places de troisième ligne étaient prises, je le soutiens, tout serait perdu. » Il proposait l'établissement de forges d'armes sur toutes les places publiques, pour que le peuple « n'ait plus devant les yeux que les instruments de sa vengeance ». Barère prit la parole, reconnut la gravité de la situation intérieure et militaire, proclama qu'un effort considérable était nécessaire pour sauver la République, fit appel au patriotisme, à l'union de tous, au zèle des délégués des assemblées primaires, évoqua les victoires du passé et réveilla la confiance ébranlée. Sur sa proposition, séance tenante, la Convention décréta que les envoyés des assemblées primaires, de retour dans leurs foyers, exposeraient à leurs concitoyens les dangers de la Patrie et ses ressources, et elle adjoignit au Comité de Salut public deux membres nouveaux : Carnot et Prieur de la Côte-d'Or (2).

Deux jours plus tard, le 16, elle adopta un décret préparé par le Comité : « Le peuple français déclare, par l'organe de ses représentants, qu'il va se lever tout entier pour la défense de sa liberté, de sa constitution et pour délivrer enfin son territoire de ses ennemis. » Dix-huit représentants du peuple, nommés par la Convention, et assistés des envoyés des assemblées primaires, dirigeront dans les départements les opérations « relatives aux mesures de salut public et aux réquisitions d'hommes, d'armes, de subsistances, de fourrages et de chevaux ». « Que toute affaire cesse ; que la grande, l'unique et l'universelle affaire des Français soit de sauver la République ! » s'était écrié, au début de la séance, l'orateur des

(1) *Archives parlementaires*, t. LXXII, p. 57-8, 93 et suivantes ; P. V. t. XVIII, p. 302 et 373.

(2) *Archives parlementaires*, t. LXXII, p. 147 et suivantes ; P. V., t. XVIII, p. 383 et suivantes.

envoyés des assemblées primaires et des sections de Paris (1).

Le Comité de Salut public devait présenter, dans les vingt-quatre heures, « le mode d'organisation de ce grand mouvement national ». Mais la mise en œuvre de toutes les ressources du pays exigeait de sérieuses méditations. Prieur et Carnot venaient à peine d'entrer en fonctions. Malgré son zèle, le Comité tarda quelque peu à obéir. Son silence inquiéta la Convention. Le 19, vers 11 heures du matin, elle décréta, sur motion de Delacroix, qu'il lui ferait rapport séance tenante. Prévenu aussitôt, le Comité demanda l'ajournement au lendemain et l'obtint, non sans que Garnier eût insisté pour que l'on ne tardât plus (2). Le 20, l'Assemblée reçut encore une députation des Jacobins et des envoyés des assemblées primaires, qui demanda la création de nouvelles fabriques d'armes. Enfin Barère parut à la tribune et exposa, en termes assez vagues, semble-t-il, le plan du Comité. Déjà, pourtant, il indiqua la nécessité de requérir non seulement les hommes, mais aussi les subsistances, les ouvriers en fer et toutes les fabriques d'armes. Une discussion confuse s'engagea. Deux conceptions s'entre-choquèrent : celle de la levée en masse pure et simple, défendue par Tallien, et celle d'une levée plus restreinte, mais mieux ordonnée. Danton fit appel à la réflexion et demanda le renvoi de la question au Comité pour une étude plus complète. « La multiplicité de ses opérations l'empêche trop souvent de mûrir ses rapports... Considérons que, pour marcher, il faut des armes et du pain. Or, avez-vous assez d'armes et de pain pour faire marcher à la fois tous les Français ? Non, sans doute... » Barère approuva ; il condamna sans ambages l'idée d'une levée en masse torrentielle. « Ne croyez pas que le Comité ait pensé à faire marcher à la fois vingt-cinq millions de Français ; il a pensé seulement que tous devaient être à la réquisition de la liberté. » Il demanda un nouveau délai, et la Convention lui accorda l'ajournement au lendemain (3).

(1) *Archives parlementaires*, t. LXXII, p. 251 et suivantes ; Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 3.

(2) *Archives parlementaires*, t. LXXII, p. 462-3.

(3) *Ibid.*, t. LXXII, p. 474 et suivantes ; P. V., t. XIX, p. 108 et 118.

III. — LE PROGRAMME DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC ET LE DÉCRET DU 23 AOUT 1793.

Si le Comité tardait à répondre aux invitations pressantes de l'Assemblée, ce n'était ni par négligence, ni par impuissance. Ses membres étaient mieux placés que quiconque pour mesurer l'étendue des périls qui menaçaient la République. Ils avaient le sentiment très net que l'heure n'était plus aux mesures de détail et aux palliatifs ; ils savaient que seules des décisions viriles pouvaient rétablir la situation. Robespierre avait agi sur les Jacobins et sur les envoyés des districts pour populariser l'idée d'une levée en masse. Mais à la crise des effectifs se joignait une crise plus redoutable encore du matériel et des munitions. Les vieilles manufactures d'armes à feu donnaient sous l'ancien régime 55.000 fusils par an et suffisaient aux besoins des troupes royales. Mais l'invasion venait de ruiner celle de Maubeuge. Celle de Saint-Etienne, la plus florissante, tombait aux mains des fédéralistes lyonnais. Charleville était à la merci d'une avance de l'ennemi. Les ateliers de Tulle, affectés à la marine, étaient sans activité. Sans doute, on avait décrété, depuis la Révolution, plusieurs manufactures nouvelles à Moulins, à Autun, à Clermont-Ferrand ; mais leur rendement était encore nul ou insignifiant, et l'on attribuait à la malveillance et aux sourdes manœuvres de l'aristocratie une inaction qui n'était peut-être que le fruit de la désorganisation générale. Pour les armes blanches, on ne disposait que de la seule manufacture de Klingenthal (1), trop proche de la ligne du Rhin, et en décadence. Bref, en septembre 1793, il n'y avait à l'Arsenal de Paris que 9.000 fusils en réparation, 7.000 vieux canons de fusils, 500 paires de pistolets et des fusils de rempart. Les dépôts de province ne renfermaient que des parties d'armes séparées, souvent rongées par la rouille.

Pour l'artillerie de terre et de mer, on ne possédait que deux fonderies en bronze et quatre fonderies en fer coulé (2).

Enfin, l'insuffisance des approvisionnements de matières

(1) Près d'Obernai, en Alsace.

(2) Guyton, *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

premières risquait de paralyser à brève échéance les industries de guerre. L'acier que l'on tirait d'Angleterre et d'Allemagne, le cuivre que l'on achetait en Suède, en Espagne ou en Hongrie, le salpêtre que l'on importait des Indes, tout manquait à la fois. La Régie des poudres se déclarait impuissante à porter ses fabrications au niveau des besoins.

Or, on avait déjà 600.000 hommes sous les drapeaux, et le grossissement démesuré des effectifs ne pouvait qu'aggraver la crise de l'armement. Le Comité comprit qu'il fallait mettre au point les idées parfois fumeuses que des orateurs irréfléchis avaient énoncées à la Convention ou dans les assemblées populaires ; il refusa de faire sienne la conception d'une levée en masse torrentielle. A ses yeux, l'appel de nouveaux contingents serait superflu si la France entière, debout contre les tyrans, n'accomplissait un effort industriel sans précédent. L'énergie de ses citoyens, la supériorité de ses savants lui inspiraient une confiance illimitée. Pour réaliser la mobilisation instantanée de toutes les forces vives de la Nation, il eut la sagesse de s'assurer le concours de deux techniciens, tous deux capitaines du génie, modestes et laborieux, Prieur et Carnot. Barère, qui revendique l'honneur de les avoir proposés au choix de ses collègues, reconnaît qu'ils furent unanimes à les accepter (1). Mais Prieur et Carnot n'entrèrent au Comité que le 14 août ; il fallut encore quelques jours de labeur et de méditation pour adapter les ressources aux besoins et dresser un programme d'action rapide et efficace.

D'autre part, le gouvernement révolutionnaire était à peine ébauché. Harcelé par la Convention, le Comité de Salut public avait maille à partir avec les bureaux des ministères qui n'avaient pas abdiqué toute indépendance et conservaient des habitudes invétérées de lenteur. Si Dupin, l'un des adjoints de Bouchotte, signalait dès le 21 août l'urgente nécessité de requérir les ouvriers en fer et de saisir les armes dispersées dans les départements, il attendit jusqu'au 25 pour transmettre l'état de situation des places fortes qu'avait réclamé le décret du 11 août (2).

(1) Barère, *Mémoires*, t. II, p. 103 et suivantes.

(2) A. H. G., *Reg.* A /5.

C'est au milieu de ces embarras que le Comité dut préparer le projet de décret qui fut soumis le 23 août à la Convention. Carnot l'avait rédigé de sa main, sans doute avec la collaboration de Prieur. Barère se borna à y apporter des retouches de pure forme, mais il sut le justifier à la tribune par des arguments décisifs.

Trop souvent on ne voit dans son discours qu'un brillant exercice de rhétorique. Certains couplets de bravoure sont devenus légendaires : « Les jeunes gens combattront, les jeunes gens seront chargés de vaincre ; les hommes mariés forgeront les armes, transporteront les bagages et l'artillerie ; ils prépareront les subsistances... La République n'est plus qu'une grande ville assiégée. Il faut que la France ne soit plus autre chose qu'un vaste camp... » Mais il y a dans le rapport de Barère plus et mieux que ces périodes enflammées : il renferme un programme précis, il expose une conception neuve de la défense nationale, fruit des méditations patriotiques du Comité de Salut public.

De prime abord, l'orateur élargit la question. Il ne s'agit plus de repousser l'invasion menaçante, mais « de terminer dans la campagne actuelle le grand procès que le vieux despotisme de l'Europe a suscité à la liberté naissante de la France ». Pour vaincre, il convient de ne pas céder à un enthousiasme irréfléchi, d'examiner froidement les besoins et les ressources, de n'user de celles-ci qu'à bon escient. « Le contingent de la France pour sa liberté comprend toute sa population, toute son industrie, tous ses travaux, tout son génie ». Il est temps de renoncer aux systèmes de recrutement partiel que l'on a pratiqués jusqu'à ce jour. « Dans les pays libres, tout citoyen est soldat. » Mais il ne s'ensuit pas qu'une levée en masse confuse soit indispensable ou même judicieuse. « La réquisition de toutes les forces est nécessaire sans doute, mais leur marche progressive et leur emploi graduel sont suffisants... Tous sont requis, mais tous ne peuvent marcher ou faire la même fonction. »

Barère insiste sur cette idée, qui pouvait choquer les partisans d'une stricte égalité. « La liberté est devenue créancière de tous les citoyens. Les uns lui doivent leur industrie, les autres leur fortune, ceux-ci leurs conseils, ceux-là leurs

bras ; tous lui doivent le sang qui coule dans leurs veines. Ainsi donc tous les Français, tous les sexes, tous les âges sont appelés par la Patrie à défendre la liberté. Toutes les facultés physiques ou morales, tous les moyens politiques ou industriels lui sont acquis ; tous les métaux, tous les éléments sont ses tributaires... Nous sommes tous solidaires. Le métallurgiste comme le législateur, le physicien comme le forgeron, le savant comme le manouvrier, l'armurier comme le colonel, le manufacturier d'armes comme le général, le patriote et le banquier, l'artisan peu fortuné et le riche propriétaire, l'homme des arts comme le fondeur de canons, l'ingénieur des fortifications et le fabricant de piques, l'habitant des campagnes et le citadin, tout est réuni. Ils sont tous frères ; ils sont tous utiles... » L'intérêt général exige que chacun occupe le poste où il servira le mieux la République : « Toute la France doit être debout contre les tyrans ; mais il n'est qu'une portion des citoyens qui soit mise en mouvement. Ainsi tous sont requis, mais tous ne marchent pas. Les uns fabriquent des armes, les autres s'en servent... » Car « ce n'est pas assez d'avoir des hommes ; ils ne manqueront jamais à la défense de la République. Des armes ! des armes et des subsistances ! c'est le cri du besoin ; c'est aussi l'objet constant de nos sollicitudes... »

Après avoir ainsi exposé les principes dont s'inspirerait le Comité dans sa politique d'armements à outrance, Barère entraînait dans le détail des mesures d'exécution qui devaient à bref délai transformer Paris et la France entière en un immense arsenal (1). L'Assemblée, subjuguée par son éloquence et séduite par l'originalité du plan d'action qui lui était proposé, ordonna d'enthousiasme l'impression du rapport et vota sur-le-champ le grand décret du 23 août :

« Les jeunes gens iront au combat ; les hommes mariés forgeront les armes et transporteront les subsistances... » (Article premier.) — « Les maisons nationales seront converties en casernes, les places publiques en ateliers d'armes, le sol des caves sera lessivé pour en extraire le salpêtre. » (Art. 2.) — « Les armes de calibre seront exclusivement remises à ceux

(1) *Archives parlementaires*, t. LXXII, p. 676 et suivantes ; B. N., Le 28 427.

qui marcheront à l'ennemi ; le service de l'intérieur se fera avec les fusils de chasse et l'arme blanche... » (Art. 3.) — « Le Comité de Salut public est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires pour établir sans délai une fabrication extraordinaire d'armes de tout genre qui réponde à l'élan et à l'énergie du peuple français. Il est autorisé en conséquence à former tous les établissements, manufactures et fabriques, qui seront jugés nécessaires à l'exécution de ces travaux, ainsi qu'à requérir pour cet objet, dans toute l'étendue de la République, les artistes et les ouvriers qui peuvent concourir à leur succès... L'établissement central de cette fabrication extraordinaire sera fait à Paris. (Art. 5.) — « Les représentants du peuple envoyés pour l'exécution de la présente loi (1) auront la même faculté dans leurs arrondissements respectifs, en se concertant avec le Comité de Salut public. Ils sont investis des pouvoirs illimités attribués aux représentants du peuple près les armées. » (Art. 6.)

En outre, 30 millions étaient mis à la disposition du ministre de la Guerre pour la fabrication extraordinaire des armes (2). Quelques jours plus tard, le 5 septembre, après une vigoureuse intervention de Danton, ce crédit fut porté à 100 millions (3). Enfin, le 11 septembre, sur la demande de Barère, la Convention nationale restitua aux ministres le droit d'envoyer des agents aux armées et dans l'intérieur de la République, mais « sous la surveillance immédiate du Comité de Salut public, auquel il sera rendu compte tous les huit jours du nombre de ces agents et de l'objet de leur mission ». Il s'agissait principalement de presser la fabrication des piques et des canons, et de couper court à « l'intervention lente et quelquefois malveillante » des administrations locales (4).

Déjà le Comité s'était mis à l'œuvre et travaillait à organiser sans retard la fabrication extraordinaire des armes portatives.

(1) L'article 15 du décret adjoint 18 nouveaux représentants à ceux qui se trouvent déjà dans les départements ou aux armées.

(2) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 72-76, et *Archives parlementaires*, t. LXXII, p. 688-90.

(3) *Archives parlementaires*, t. LXXIII, p. 711.

(4) *P. V.*, t. XX, p. 267, et *Archives parlementaires*, t. LXXIII, p. 691.

CHAPITRE II

La manufacture d'armes de Paris.

I. — LES PROJETS DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC.

« Paris, avait dit Barère, va voir dans peu de jours une manufacture immense d'armes de tout genre s'élever dans son sein. Dépositaire de tous les arts, cette cité a des ressources immenses que le Comité... a déjà mises en activité, en se concertant avec des patriotes très habiles... Le Paris de l'ancien régime vendait des modes ridicules, des hochets nombreux, des chiffons brillants et des meubles commodes à la France entière et à une partie de l'Europe ; le Paris de la République, sans cesser d'être le théâtre du goût et le dépôt des inventions agréables et des productions des arts..., va devenir l'arsenal de la France... Les plans s'exécutent dans ce moment par des artistes renommés et des administrateurs d'un patriotisme prononcé... »

La tâche était singulièrement complexe. Le fusil réglementaire ne comptait pas moins de 28 pièces, sans parler de celles de la platine ; 13 ouvriers participaient à la confection du canon et 64 à l'achèvement de l'arme garnie de sa baïonnette (1). Aussi le Comité prévoyait-il que la manufacture de Paris, qui devait donner progressivement 500, 700, puis 1.000 armes par jour, occuperait 6.000 travailleurs. Il fallait donc à la fois tirer parti de l'expérience acquise dans les établissements antérieurs, recruter une main-d'œuvre nombreuse

(1) Voir à ce sujet V. Forot, *La fabrication des armes à Tulle il y a un siècle*, et Cotty, *Manuel de la fabrication des armes portatives*, p. 116 et suivantes.

et exercée, former des ateliers pour les diverses branches de la fabrication, organiser une administration compétente.

Le Comité avait élaboré un programme très précis d'action, dont Barère avait exposé les grandes lignes à la Convention. « Huit artistes les plus forts, les plus exercés, se rendent dans les manufactures nationales pour examiner tous les procédés et rapporter à Paris des échantillons de toutes les pièces. Chaque manufacture... s'empresse de fournir quelques artistes... pour diriger les autres... On prend des ouvriers connus, des ouvriers en fer, et l'on pourra utiliser encore un grand nombre d'ouvriers d'horlogerie, partie un peu négligée dans le moment actuel... » Voilà pour la main-d'œuvre. Quant aux ateliers, « 250 forges pour fabriquer les canons de fusils » seront placées « ces jours-ci dans le pourtour du jardin du Luxembourg, contre les murs qui entourent en dehors le jardin des Tuileries, dans les extrémités de la place de la Révolution. Ce sera une belle décoration pour nos places publiques, en attendant les monuments des arts, d'y voir forger les armes contre les tyrans et les aristocrates ! » Dix grandes foreries seront établies dans des bateaux, sur la Seine. Seize ateliers publics seront créés dans des maisons nationales et recevront chacun de 120 à 150 ouvriers. Les pièces accessoires se fabriqueront à domicile. Enfin « une administration simple et active surveillera les travaux : une section distribuera l'ouvrage aux ouvriers ; la seconde recevra et paiera tout ce qui dépendra... des canons de fusils, et l'autre... tout ce qui se fabriquera en petites pièces... par les ouvriers du dehors ». Déjà cette administration s'est mise à l'œuvre ; « déjà les ouvriers sont rassemblés ; déjà des constructeurs et des mécaniciens préparent leurs matériaux, et les chefs de cette administration nous ont dit hier soir qu'ils se sont assurés de tous les moyens d'exécution (1) »...

Ce tableau péchait par excès d'optimisme. Des difficultés sans nombre, que le Comité n'avait pu prévoir ou qu'il pensait vaincre aisément, retardèrent la mise en marche de la manufacture de Paris. Mais il n'avait trompé la Convention ni sur ses desseins ni sur sa volonté d'agir.

(1) Barère, *Rapport à la Convention*, du 23 août 1793.

II. — LE RECRUTEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE.

Dès le 22 août 1793, le Comité avait envoyé à Charleville neuf commissaires. Les citoyens Rozat, Dellié, Doyen, Mayer, Fangle, Noé et Thirion, choisis « parmi les ouvriers les plus habiles dans le travail du fer », devaient « y suivre les détails de la fabrication des armes » et en rapporter des modèles. Guerne, charpentier de Paris, et son adjoint étudieraient « les machines de la forerie du canon (1) ». Des instructions minutieuses précisèrent l'objet de leur mission. Guerne et son adjoint visiteront les usines établies aux forges de Mouzon et du Moulin le Blanc « pour forer et blanchir le canon ». La municipalité de Charleville, le Conseil d'administration et l'inspecteur de la manufacture leur donneront toutes facilités, feront « jouer les machines » et travailler les ouvriers devant eux « toutes les fois qu'ils le désireront » ; ils leur laisseront emporter « toutes les pièces séparées dont ils auront besoin pour bien entendre et bien démontrer le travail de la forerie ». La mission de Guerne intéresse « essentiellement » le salut de la République, et le Comité « se repose entièrement... sur le zèle et le civisme de la municipalité, du Conseil d'administration et de l'inspecteur ». De leur côté, le citoyen Fangle et ses collègues visiteront « tous les travaux généraux et particuliers » de la manufacture ; les ouvriers exécuteront en leur présence « toutes les parties séparées de la fabrication des armes, autant de fois qu'ils demanderont, tant à Charleville qu'à Mouzon, au Moulin le Blanc que dans les villages chez les platineurs ». Ils emporteront toutes les pièces nécessaires pour monter deux fusils ; s'il en est « qui exigent plus de deux préparations avant d'être finies, ils les emporteront dans chaque intermédiaire propre à démontrer toute la succession du travail (2) »...

Ainsi le Comité ne laissait rien au hasard et s'astreignait à régler les moindres détails. Il se réservait d'introduire plus tard, à Paris et ailleurs, des méthodes de fabrication plus

(1) A. N. A. F* II 121 (2 arrêtés distincts).

(2) Ces deux instructions, très longues, furent délivrées les 22 et 23 août. (A. N. AF* II 120).

simples, plus parfaites. Mais soucieux d'aboutir vite à des résultats décisifs, il évitait les innovations prématurées. Il voulait, pour l'instant, que l'on suivit exactement « les procédés regus dans les manufactures établies (1) ».

Il leur emprunta aussi des instructeurs. Le 23 août, il décida que chacune des quatre manufactures de Maubeuge, Charleville, Saint-Etienne et Tulle enverrait à Paris, sans délai, 4 canonniers, 2 rémouleurs, 1 enculasseur, 2 platineurs et 2 monteurs ; il s'assurait ainsi le concours de 44 ouvriers d'élite.

Le 25, il prescrivit au ministre de la Guerre de rappeler à Paris « les compagnies d'arquebusiers... envoyées dans les villes pour raccommorder les fusils, à l'exception de ceux... qui seraient d'une nécessité absolue », et de fournir sans délai au Bureau des armes du Comité « la liste nominative des ouvriers employés à la manufacture d'armes de Paris (2), à l'Arsenal, dans le département de l'Aisne » et celle des arquebusiers rappelés. Il y joindrait « des renseignements positifs » sur leur âge, leur origine, leurs professions antérieures, leurs aptitudes. Enfin, il donnerait la liste des armuriers sortis de Maubeuge ou de Saint-Etienne qui se trouveraient « à Paris ou ailleurs, et que l'on pourrait employer (3) ».

Bientôt la manufacture de Maubeuge procura au Comité des ressources inattendues. « Peu avant le décret du 23 août, nous dit Carnot, les ouvriers de Maubeuge, ayant conçu de l'inquiétude du voisinage de nos ennemis, avaient abandonné cet établissement (4) » ; quelques-uns s'étaient retirés à Paris, la plupart s'étaient réfugiés avec leurs outils à Charleville. Ils se plaignaient de l'inaction où ils croupissaient et demandaient à quitter les Ardennes pour venir travailler dans les ateliers de la capitale (5). De son côté, le commandant de la

(1) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire an II.

(2) Un décret du 14 juin 1793 avait ordonné la création d'ateliers d'armes dans une partie de la maison Bretonvilliers, île de la Fraternité. Le représentant Legendre (de la Nièvre), puis Guyton furent chargés d'y veiller. (Aulard, *Recueil*, t. IV, p. 561, et t. V, p. 250.) Le 20 août 1793, le Conseil général de la Commune de Paris désigne deux de ses membres pour siéger au Conseil d'administration de cette manufacture, qui a été inaugurée la veille. (*Moniteur*, du 22 août.)

(3) A. N. AF* II 121, et Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 68 et 97.

(4) *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire.

(5) A. N. AF* II 128. (Lettres regues les 3 et 5 septembre.)

place de Maubeuge annonçait que l'évacuation totale de la manufacture serait bientôt achevée, et que parmi les ouvriers restés « l'ivrognerie et l'indiscipline étaient poussées à l'excès (1) ».

Le Comité n'était pas d'humeur à laisser sans emploi plusieurs centaines d'ouvriers exercés. Dès le 27 août, il disposa de leurs personnes et de leurs talents : « 1.200 des ouvriers les plus instruits venus de Maubeuge à Charleville se rendront sur-le-champ à Paris... » en deux détachements qui recevront l'étape et le logement comme les volontaires nationaux (2).

Arrivés à Paris, les ouvriers de Maubeuge devinrent, pendant quelques semaines, une source d'embarras. Le 17 septembre, Dupin, adjoint au ministre de la Guerre, demande pour les loger le couvent des Minimes, et l'architecte Poyet indique, le 21, que les « canonniers » peuvent trouver place aux Chartreux. Mais les ateliers n'étaient pas prêts : réduits à l'oisiveté, privés de ressources, les ouvriers de Maubeuge murmuraient, réclamaient les indemnités promises. On leur donna des acomptes et l'on s'évertua à occuper ces chômeurs qui vivaient aux dépens de la République (3).

Il fut question de les employer à l'aménagement des ateliers. Mais des forgerons, qui « ne connaissaient que la partie purement mécanique », n'étaient guère préparés à semblable besogne ; l'architecte Poyet avait mis en train un certain nombre de serruriers parisiens et ne pouvait les arracher à la tâche qu'ils avaient acceptée. Il proposa de louer les forges qui se trouvaient inoccupées chez les serruriers et d'y faire travailler, provisoirement, les ouvriers de Maubeuge. Mais l'Administration des petites pièces combattit ce projet : elle se disposait de son côté à faire réparer les platines et pièces de garniture qui venaient de lui arriver de Maubeuge en mauvais état, et fut en outre chargée, le 26 septembre, de confier à tel nombre d'ouvriers de Maubeuge et de Charleville

(1) A. H. G., *Reg. A* /5. (Lettre du 5 septembre, reçue le 13.)

(2) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 127.

(3) A. N. AF* II 128 : lettres au Comité de Dupin (11, 13, 17 et 24 septembre), de Poyet (21 septembre), de l'Administration centrale des armes (20 septembre).

qui lui paraîtrait nécessaire le soin de fabriquer des modèles de petites pièces qui seraient distribués aux travailleurs à domicile (1).

Le 29 septembre, le Comité reçut de l'Administration des platines une liste de 313 ouvriers de Maubeuge, « désignés par leur genre de travail », et quatre autres listes qui contenaient sans doute les noms des ouvriers employés aux autres branches de la fabrication (2). Le 13 brumaire (3 novembre), Carnot annonça que plusieurs centaines d'ouvriers de Maubeuge et d'arquebusiers avaient été distribués dans les forges et les ateliers publics : ils formèrent en quelque sorte le noyau solide du personnel de la manufacture.

Il y avait aussi à Paris une foule de petits artisans, habiles à travailler les métaux. Le Comité se persuada qu'un rapide apprentissage les mettrait en état de forger les canons et les pièces de garniture. Dès le 24 août, il s'adresse aux sections de Paris : « La levée générale qui va s'effectuer... exige impérieusement une quantité d'armes considérable. Il en faut pour le moment actuel, il en faut pour les besoins à venir. Il faut que tous les Français aient des armes pour résister aux ennemis extérieurs et aux projets liberticides des ennemis intérieurs. Il faut qu'un très grand nombre d'ouvriers soient entièrement et exclusivement occupés à fabriquer des armes... » Il les invite à recenser de suite « tous les ouvriers en fer..., tous les ouvriers qui travaillent de la lime, du marteau, sur toute espèce de métaux », en indiquant, pour chacun, son âge, la nature de son travail ordinaire, l'objet auquel il peut être destiné, « s'il est père de famille », et, s'il a une boutique, combien d'ouvriers il occupe (3).

Le travail demandé aux sections était long et assez délicat. Les réponses furent parfois lentes à venir. La section du Muséum annonce, le 28 août, qu'elle fournira bientôt la liste des ouvriers de son arrondissement ; celle des Champs-Élysées envoie, le 30, le résultat de ses recherches et fait part de ses doutes : faut-il recenser les mécaniciens et les charrons ? Elle s'excuse un peu plus tard de n'offrir qu'un faible contin-

(1) A. N. AF* II 128 (8, 9, 15 et 26 septembre).

(2) A. N. AF* II 128.

(3) Charavay, t. III, p. 502.

gent : ce quartier de l'Ouest parisien ne possédait guère d'autres ateliers que ceux des frères Périet à Chaillot, et leurs ouvriers, déjà employés au service de la République, avaient été portés sur une liste spéciale. Par contre, la section des Gravilliers affirme, le 2 septembre, que le nombre des ouvriers susceptibles de travailler aux armes est si considérable qu'il faut au moins vingt-cinq feuilles d'inscription pour les enregistrer. Vers la même date, la section des Gardes-Françaises envoie son tableau de recensement ; le 8, c'est le tour de la section du Mont-Blanc (1).

Mais ailleurs, on montra moins de zèle. Carnot déclara, le 13 brumaire, que plusieurs sections avaient déjà satisfait au vœu du Comité. C'était dire assez clairement que beaucoup, sinon la plupart, s'étaient abstenues ou tardaient encore. Un relevé du 29 brumaire prouve qu'à cette date 24 sections seulement avaient envoyé leurs états (2).

Il est certain, d'ailleurs, que d'autres s'exécutèrent par la suite : l'« état des citoyens à marteaux de la section armée des Quinze-Vingts » porte près de 300 noms d'ouvriers ; une liste de la section de l'Union n'en comprend que 22 (3).

Paris fournit ainsi au Comité plusieurs milliers d'artisans pour garnir les ateliers publics ou exécuter des travaux à domicile.

Certaines parties de la fabrication réclamaient des soins plus attentifs. La confection et l'assemblage des pièces nombreuses et délicates de la platine exigeaient de l'adresse et un coup d'œil sûr. Or, les horlogers de Paris étaient « accoutumés à manier la lime avec la plus grande précision et à exécuter des pièces qui exigent une grande exactitude dans les formes (4) ». Le patriotisme et l'intérêt devaient s'unir pour les déterminer à mettre leurs talents au service de la défense nationale, car la Révolution paralysait le commerce

(1) A. N. AF* II 128 (lettres des 28 et 30 août, 2, 8 et 14 septembre).

(2) Molière et La Fontaine, République, Gardes-Françaises, Maison-Commune, Mont-Blanc, Réunion, Gravilliers, Poissonnière, Faubourg du Nord, Finistère, Régénérée du Mail ou Guillaume Tell, Marchés, La Fontaine de Grenelle, Muséum, Panthéon français, Arcis, Tuileries, Beaurepaire, Bonnet Rouge, la Cité, Fraternité, Marseille et Marat, Faubourg Montmartre, Montreuil.

(3) A. H. G. Carton *Manufacture de Paris*.

(4) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire.

et les industries de luxe. Le 25 août, la « Commission des armes » indiqua au Comité « les moyens les plus prompts à former des plaques de platines » et lui transmit la liste des artistes qui pouvaient y travailler (1). Convoqués par le Comité, les horlogers patriotes de Paris s'engagèrent « à suspendre leurs travaux et à se consacrer à la fabrication des parties de l'arme auxquelles ils seraient jugés les plus propres (2) ». Le 25, un arrêté autorisa dix-neuf d'entre eux « à appeler... toutes les personnes dont ils auraient besoin pour faire le plus tôt possible un plan d'organisation tendant à faire ajuster des platines par tous les horlogers de Paris (3) ». Le 27, Barère, applaudi par la Convention, rendait hommage à leur zèle (4).

Cette initiative eut d'heureux effets. Carnot affirma, le 13 brumaire, que déjà l'on avait présenté au Comité des platines « limées et ajustées par des horlogers qui ne s'étaient jamais occupés de ce genre de travail ».

Ainsi les patriotes répondaient aux appels du Comité qui s'efforçait de placer chacun au poste où il servirait le mieux la République. Il eut pourtant de la peine à réaliser son programme primitif : les ateliers d'ajustage et de montage des fusils trouvèrent vite un nombre suffisant d'ouvriers, mais certaines branches de la fabrication souffrirent longtemps de la pénurie et de l'inexpérience de la main-d'œuvre.

Un arrêté du 10 brumaire (31 octobre) avoue que l'on ne dispose que de 22 « canonniers » instruits, alors qu'il en faudrait 250 pour souder 1.000 canons par jour. Le Comité veut porter remède à une situation aussi fâcheuse : des ouvriers de Paris « ayant au moins trois années de forge » seront confiés aux canonniers ; ceux-ci dirigeront leur apprentissage et recevront 100 livres de gratification pour chaque élève qu'ils auront formé. Les 64 forges de la place de l'Indivisi-

(1) A. N. AF* II 128.

(2) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire.

(3) A. N. AF* II 120. L'arrêté donne les noms des citoyens Bréant, Baillet, Charpentier, Cluny, Delacroix, Guy, Damour, Meignier, Lacombe, Bonnevieux, Becquet, Couturier, Regnault, Allard, Baudin, Bréguet, Hardet, Mormot, Jacob Courtot.

(4) *Archives parlementaires*, t. LXXIII, p. 108.

lité seront affectées à cet objet (1). Les apprentis seront payés provisoirement 5 livres par jour (2).

Un mois plus tard, le problème de la main-d'œuvre n'est pas encore entièrement résolu et le Comité généralise les mesures qu'il a prises tout d'abord pour les seuls forgerons. « Il est nécessaire, dit-il le 19 frimaire, que tous les artistes qui ont des connaissances dans la fabrication des armes enseignent ce genre particulier de travail à ceux qui n'y sont pas encore habitués, afin de former simultanément le plus grand nombre d'armuriers et obtenir ainsi la plus grande quantité d'armes possible. » Or, « beaucoup d'armuriers de Paris s'isolent... et ne rendent pas à la fabrication... tout le service qu'elle doit attendre d'eux ». A l'avenir, tous devront « faire des élèves, soit dans leur boutique, soit dans les ateliers publics ». Les Comités civils des sections enverront, dans les dix jours, la liste des armuriers, en indiquant « s'ils veulent faire des élèves chez eux ou dans les ateliers, le nombre d'élèves qu'ils pourront faire chez eux et l'espèce de travail qu'ils suivront de préférence ». Celui qui formera des élèves dans les ateliers sera payé à la journée, « en raison de ses connaissances et de sa capacité » ; celui qui travaillera à domicile recevra 50 livres pour chaque élève qu'il aura mis en état « d'entreprendre des canons, des platines ou des pièces de garniture (3) ».

Enfin, il semble aussi que de bonne heure on ait recherché des ouvriers habiles dans la France entière. Un tableau dressé vers la fin de 1793 porte les noms de 83 « citoyens qui peuvent être employés à la fabrication des armes » ; il indique leur état civil, leur domicile, leur profession, leurs actions civiques, leurs aptitudes, leur « caractère physique et moral ». Tel est signalé comme « doux et plein de probité » ; tel autre est « bien portant sans être robuste ». La liste comprend des maîtres de forges, des serruriers, des marchands de fer, etc. Beaucoup sont de régions relativement voisines de la capitale (Seine-et-Marne, Yonne, Oise, Aisne), de la Normandie

(1) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 143, et A. N. AF* II 121.

(2) *Id.*, *Recueil*, t. VIII, p. 20 et A. N. AF* II 121. (Arrêté du 5 brumaire.)

(3) *Id.*, *Recueil*, t. IX, p. 281 et A. N. AF* II 121.

(Seine-Inférieure, Calvados) ou de l'Est (Ardennes, Meurthe, Vosges, Haute-Marne, Côte-d'Or, Haute-Saône, Doubs, Ain) ; quelques-uns habitent le Centre (Indre, Allier, Nièvre, Aveyron), la Bretagne (Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine), voire la Charente-Inférieure et les Hautes-Pyrénées (1).

On ne saurait affirmer que tous aient été appelés à Paris. Il reste que des efforts furent tentés pour attirer des ouvriers de province. Barère déclare, dans son rapport du 13 pluviôse, que des circulaires en ce sens furent adressées par le Comité aux autorités constituées et aux sociétés populaires. Le 11 pluviôse, en effet, le Conseil général de la commune de Sées, dans l'Orne, désigne deux commissaires pour dresser l'état des personnes qui veulent bien se rendre à Paris pour travailler à la fabrication des armes et de celles qui préfèrent y travailler à domicile (2).

Le Comité retira aussi des armées un grand nombre d'ouvriers accoutumés au maniement des métaux (3).

Enfin, lorsque le Liégeois Guérault offrit, par l'entremise du représentant Legot, les services de plusieurs ouvriers de son pays, le Comité décida, avec empressement, le 20 nivôse, qu'ils seraient employés, selon leurs convenances, à Charleville ou à Paris (4).

Bref, le 13 pluviôse, Barère pouvait affirmer à la Convention que des progrès remarquables avaient été accomplis. Plusieurs centaines de canonniers travaillaient dans les ateliers publics et privés. Le Comité avait « créé en quelque sorte ce genre d'ouvriers » ; l'énergie et le républicanisme des Parisiens l'avaient aidé à opérer ce miracle. Les ouvriers s'étaient portés en foule dans les ateliers d'équipeurs-monteurs, et les platineurs eux-mêmes s'instruisaient avec un zèle qui annonçait de très prochains succès.

Pourtant le Comité n'était pas encore satisfait. Le 15 ventôse, une circulaire prescrivit aux agents des ateliers d'envoyer,

(1) A. H. G. Carton *Manufacture de Paris*. Ce tableau ne porte pas de date, mais il est certainement postérieur au 28 brumaire : il y est question de Jumelin, médecin de Paris, membre du jury des armes, qui n'a été créé qu'à cette date.

(2) Mourlot, *Recueil des documents d'ordre économique contenus dans les registres... des municipalités du district d'Alençon*, t. III, p. 199.

(3) Voir plus loin, chapitre xxii.

(4) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 142, et A. N. AF* II 121.

dans les cinq jours, la liste nominative de leurs ouvriers, avec des indications précises sur leur métier antérieur et leur intelligence ; travaillaient-ils à la pièce ? étaient-ils en réquisition ? quelle était leur conduite à l'atelier et au dehors ? l'atelier possédait-il assez de chefs, d'instructeurs et d'ouvriers (1) ?

Certaines dispositions du décret sur la police générale qui fut voté le 27 germinal, après rapport de Saint-Just, prouvent que le Comité tenait à conserver les ouvriers qu'il avait rassemblés : le séjour de Paris était interdit, pour la durée de la guerre, aux anciens nobles et aux sujets ennemis, mais une exception formelle était prévue en faveur de ceux qui travaillaient aux armes. D'une manière plus générale, le Comité était autorisé « à retenir par réquisition spéciale les ci-devant nobles et étrangers dont il croirait les moyens utiles à la République ». Dès le lendemain, il usa de cette faculté et arrêta que « les entrepreneurs ou autres agents, employés à la fabrication des armes de tout genre et des poudres et salpêtres, dans toute l'étendue de la République », continueraient l'exercice de leurs fonctions (2).

En floréal, sur sa demande, l'Administration des armes portatives étudia encore les moyens de procurer aux manufactures de Paris et de Versailles un surcroît de main-d'œuvre (3).

Le 21 prairial, il ordonna à chaque district d'envoyer à Paris deux limeurs et un forgeron. L'agent national les désignerait dans les cinq jours, parmi les « armuriers, arquebussiers, mécaniciens, penduliers, horlogers, couteliers, serruriers... », en prenant pour base de son choix « le civisme, le talent et les mœurs ». Munis de feuilles de route, ils viendraient à Paris « à pied, comme les défenseurs de la République ». Ils y seraient répartis entre les divers ateliers et payés, comme les autres ouvriers, en raison de leurs capacités (4). Le 19 messidor, un procédé analogue est employé pour compléter le personnel de la manufacture de Versailles : chacun

(1) A. N. AF* II 123.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 619 et 637.

(3) Délibération du 26 (A. H. G. *Reg.* 22-a/1)

(4) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 229. (Voir aussi un arrêté du 29 prairial, *ibid.*, p. 356.)

des districts de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne, de l'Oise, du Loiret, et de l'Eure-et-Loir y enverra dans les dix jours six ouvriers pris dans les mêmes catégories d'artisans (1).

Ainsi, pour peupler les ateliers de la capitale, le Comité y fixa les ouvriers dispersés de Maubeuge ; il excita le zèle des sans-culottes parisiens ; il rappela des armées les artisans exercés qui s'y trouvaient ; il tira de province un grand nombre de forgerons ou de limeurs ; il enrôla des ouvriers liégeois ; il retint même des ci-devant nobles ou des sujets ennemis qui échappèrent à la rigueur des lois révolutionnaires. Il attachait trop de prix aux services des uns et des autres pour leur permettre d'abandonner le travail sous aucun prétexte. Lorsque les ouvriers liégeois parlèrent de retourner dans leur pays délivré par les soldats de la République, le Conseil d'administration de la manufacture s'opposa à leur départ et, le 23 messidor, les représentants Fayau et Guillemardet approuvèrent hautement sa conduite : « Ils ne sont pas les amis de la République, ceux qui, au moment où nos armées victorieuses rendent leur pays à la liberté, sont assez ingrats pour cesser de lui prodiguer leurs travaux (2). »

Pourtant, le Comité n'avait la main-d'œuvre étrangère qu'en médiocre estime : « Un peuple libre sait se suffire à lui-même, écrit-il le 22 messidor à la Commission des armes et poudres ; la haine contre les tyrans et les esclaves lui fournit des moyens sûrs et extraordinaires pour les écraser, et il peut se passer de ceux que le préjugé plutôt que le vrai mérite lui présente. Loin d'introduire dans les ateliers d'armes les étrangers que vous proposez sur la demande de Clouet, le Comité voudrait, au contraire, les expulser entièrement. Cette mesure lui assurerait l'extirpation de tous les crimes et la pureté des mœurs républicaines (3). »

En somme, à force de soins, le Comité réussit à grouper et à maintenir dans les ateliers publics de la manufacture de Paris un nombre sans cesse croissant d'ouvriers : 2.249 au 10 nivôse, 3.065 au 30 ventôse, 4.020 à la fin de germinal,

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 781, et A. N. AF* II 123.

(2) A. N. AF* II 129.

(3) A. H. G., *Reg.* 22-a /1.

4.502 un mois plus tard, 5.064 au milieu de messidor. L'effectif total dépassa 5.200 en thermidor et se maintint entre ce chiffre et 5.400 jusqu'au mois de frimaire suivant (1).

III. — LE TRAVAIL A DOMICILE.

Les ateliers publics étaient destinés aux ouvriers qui ne possédaient pas de boutiques ou manquaient d'outils. Ils serviraient aussi de centres d'instruction où les artisans apprendraient rapidement la fabrication du fusil : le Comité comptait sur l'esprit d'émulation qui peut « enfanter des merveilles ».

Mais en même temps, il fit un large appel aux initiatives privées. Les pièces détachées du fusil (culasses, garnitures) et celles de la platine en particulier pouvaient aisément être confectionnées à domicile par un grand nombre d'ouvriers parisiens ; un apprentissage très court leur suffirait pour atteindre à la perfection ; « en forgeant toujours la même pièce, ils contracteront l'habitude, et ils inventeront des procédés qui rendront leur travail moins pénible et leurs salaires plus considérables ; en opérant chez eux, ils profiteront des secours de leurs femmes et de leurs enfants... ; ils ne perdront pas un temps précieux à aller à leurs ateliers et à en revenir ; ils ne seront pas privés des douceurs de leur ménage (2) »...

Dès le 31 août, le Comité suspendit la fabrication de 40.000 piques ou javelots qui employaient à Paris « un très grand nombre de bras, du fer et de l'acier ». Les ouvriers seraient invités à fabriquer désormais des baïonnettes, des baguettes ou des pièces détachées, telles que culasses, plaques de couche, brassadelles, capucines, chiens, bassinets, batteries, détentes, gâchettes, ressorts, vis, etc. (3).

D'autre part, pour alimenter la manufacture en attendant que les forges des places publiques fussent en état de satisfaire à tous ses besoins, des marchés furent passés dans les

(1) B. N. Lf.²¹⁸ 2 : États décennaires de situation de la manufacture.

(2) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire an II.

(3) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 205, et A. N. AF* II 121.

départements ou à Paris pour un certain nombre de canons achevés. Le montage des fusils fut réparti entre les ateliers publics et des soumissionnaires. Enfin les baguettes et les baïonnettes furent exclusivement données à l'entreprise, à Paris et surtout en province (1).

La manufacture occupa donc un très grand nombre d'ouvriers à domicile et de petits patrons. Leurs marchés portèrent sur des fabrications et sur des quantités très diverses. Le 24 août, par exemple, le citoyen Bridin, qui s'engage à fournir 100 fusils, reçoit une avance de 6.000 livres et trois voies de charbon de terre. Le 26, Chrétien Meller soumissionne pour 4.000 baguettes d'acier dont les trois quarts seront livrées le 29 septembre et le surplus le 10 octobre ; le 31, il promet, en outre, 20.000 bois de fusils, à raison de 4.000 par mois. Le 29, F.-C. Garnier promet de livrer 600 baïonnettes finies par mois, jusqu'à concurrence de 2.000 ; le 30, il s'engage pour 10.000 bois de fusils qu'il fournira à raison de 3.000 par mois. Des marchés analogues sont passés les 13, 22 septembre et 1^{er} octobre par J.-S. Carré, et le 8 octobre par P. Francoin (2). Théodore Pein et C^{ie} proposent, le 3 septembre, d'utiliser pour la réparation et la fabrication des fusils « les étaux et forges montés en la commune de Courneuve, près Saint-Denis ». Deux « machinistes » de la section du Temple, Juvet et Le Sueur, offrent, le 19, de fabriquer des platines à meilleur compte que les ouvriers de Maubeuge, si l'on met à leur disposition un local, des outils et des matières premières (3) ; ils s'engagent, le 23, à fournir, dans un délai de trois mois, 200 platines finies, et on leur accorde un atelier, des ouvriers mis en réquisition, du fer, du charbon de terre et des limes.

Le Comité, qui avait hâte de développer la fabrication des armes, ne cessa d'encourager les soumissionnaires. Il prescrivit, le 2 septembre, de préparer aux ateliers de l'île de la Fraternité, pour les leur distribuer, des assortiments de matrices (4). Ils reçurent aussi des avances de fonds, des matières

(1) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire an II.

(2) D'après les considérants d'un arrêté pris le 12 nivôse par le Comité. (Aulard, *Recueil*, t. X, p. 5, et A. N. AF* II 121.)

(3) A. N. AF*, II, 128.

(4) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 238, et A. N. AF* II 121.

premières, des combustibles, des outils. On leur procura même des ouvriers. Le 29 septembre, par exemple, le sieur Gillet fut requis pour travailler comme compagnon chez l'arquebusier Douste, domicilié rue de Charenton, section des Quinze-Vingts (1). Le 12 nivôse, un horloger, le citoyen Lépine, s'étant plaint de la désertion des huit ouvriers de son atelier, obtint l'autorisation d'en faire venir six autres de Dieppe (2). Enfin un arrêté général du 29 septembre dispensa de la réquisition militaire les ouvriers parisiens qui travaillaient aux armes (3).

Tout d'abord, le Comité se félicita de l'importance des résultats acquis. Au 13 brumaire, les soumissions recueillies à Paris ou ailleurs portaient sur 1.210 canons, 4 ou 5.000 platines, 38.470 baïonnettes et 48.108 baguettes par mois ; en outre, 183 marchés avaient été conclus pour la fourniture des pièces de garniture et des culasses ; et 2.200 fusils seraient montés dans des ateliers particuliers. En tout, 2.000 ouvriers parisiens travaillaient à l'exécution de 800 marchés (4).

Mais bientôt le Comité eut de singulières déceptions. Barère dénonça à la Convention, le 18 frimaire, des abus manifestes : certains ouvriers passaient des marchés, obtenaient du charbon et de l'acier et s'en servaient pour fabriquer des armes destinées aux particuliers, au lieu de travailler pour la République. Un décret, voté séance tenante, décida que les soumissionnaires inexacts seraient « traités comme personnes suspectes, sans préjudice des poursuites ordinaires pour... l'inexécution des conventions (5) ». La menace fut insuffisante. Beaucoup d'entrepreneurs continuèrent à méconnaître leurs engagements ; la fabrication des armes souffrit de ces retards, que le Comité attribuait à des calculs contre-révolutionnaires ou à la cupidité : les uns, pensait-il, nourrissaient le dessein perfide d'empêcher les administra-

(1) *Ms. de nouvelle acquisition*, n° 22, f. 15.

(2) A. N. AF* II 120.

(3) Voir plus loin, chapitre xxii.

(4) Voir Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire an II, et l'*Adresse* présentée le même jour à la Convention, au nom des ateliers de Paris. (B. N., Le 38 545.)

(5) *Archives parlementaires*, t. LXXXI, p. 122.

teurs d'exécuter la loi du 23 août, en leur inspirant de fausses espérances ; les autres n'avaient songé qu'à obtenir « les fers et les charbons venus à grands frais dans le moment de la sécheresse et de la pénurie, afin de... les employer à des travaux particuliers ». Le 12 nivôse, il résolut de sévir : par un arrêté qui devait être imprimé, affiché, envoyé aux assemblées générales des sections, aux Comités révolutionnaires, aux Sociétés populaires et à tous les fournisseurs, il chargea l'Administration centrale des armes de provoquer l'exécution de la loi du 18 frimaire contre sept soumissionnaires qui s'étaient distingués par leur négligence : les citoyens Bridin, Meller, F.-C. Garnier, J.-S. Carré, Juvet, Le Sueur et Francoin furent mis en arrestation. Vers le 14 nivôse, une décision identique frappa le citoyen Perret qui n'avait encore rien fourni des 6.000 fusils et des 30.000 bois promis par marché du 12 septembre (1).

Cette sévérité ne laissa pas de porter ses fruits. Le Comité reconnu peut-être aussi par la suite que l'inexpérience ou les difficultés de la situation économique expliquaient des retards imputés à tort à la malveillance. Dès le 19 nivôse, il consentit à la mise en liberté du citoyen Francoin qui commençait à remplir ses engagements (2). Juvet et Le Sueur ne tardèrent pas, sans doute, à bénéficier d'une mesure semblable (3). Plus tard, le 1^{er} floréal, le soumissionnaire Garnier obtint à son tour son élargissement (4). Le 9, l'Administration des armes portatives décida l'examen de la conduite du citoyen Carré (5) ; le 15 messidor, l'Agence reconnut qu'il avait fait un gros effort et conclut à sa mise en liberté (6).

Le Comité n'en continuait pas moins à exercer une surveillance active sur les fabrications privées. Le 29 nivôse, il réclamait à l'Administration centrale une liste nominative des soumissionnaires : pour éviter des retards, elle pourrait

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 5.

(2) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 116.

(3) Voir plus loin, chapitre II, x.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 706.

(5) A. H. G. *Reg.* 22-a /1.

(6) A. H. G. *Reg.* A /8.

l'envoyer « par parties, en commençant par les dates les plus anciennes » ; il prescrivait, en outre, d'indiquer dans les états décadaires distribués à la Convention « la quantité d'objets fournis en exécution des marchés (1) ».

Il s'appliquait, d'autre part, à réprimer les malfaçons. Les commissaires de la Convention nationale, qui surveillaient les ateliers publics, se plaignirent plusieurs fois de la qualité défectueuse des vis qu'on avait procurées aux ouvriers et du mauvais état des fusils livrés par les soumissionnaires : l'atelier des Capucins dut travailler pendant plus d'un mois à les réparer. Dès le 18 ventôse, le Comité attira sur ces abus l'attention de l'Administration des armes portatives. Le 17 germinal, il lui reprocha sa négligence obstinée : « il faut enfin mettre un terme à la sorte de dilapidation qui résulte du peu de surveillance dans la réception » ; l'Administration rendra compte, dans les vingt-quatre heures, des mesures qu'elle a adoptées, examinera la conduite des agents coupables ou négligents et prendra envers eux « le parti que la justice et la sûreté de nos défenseurs exigent » ; à l'avenir, les fusils défectueux seront réparés aux frais des agents qui les auront reçus (2).

Par contre, des garanties furent données aux fournisseurs pour les encourager à l'exécution ponctuelle de leurs marchés : le Comité rappela, le 8 floréal, que les ouvrages apportés dans les magasins de la manufacture devaient être payés sur-le-champ et déclara qu'aucune opposition ne serait admise sur ces paiements (3).

En dépit de ces efforts, le travail à domicile ne donna pendant longtemps que des résultats médiocres. Sans doute, on avait enregistré un nombre toujours croissant de soumissions, mais la plupart restaient sans effet ou ne s'exécutaient qu'avec une lenteur extrême. Au 10 nivôse, 17 marchés avaient été conclus pour une fourniture mensuelle de 2.248 canons forgés ; un dix-huitième marché, passé vers la fin du mois, porta théoriquement cette quantité à 2.323. Or, on ne reçut que

(1) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 306.

(2) A. N. AF* II 123.

(3) A. N. AF* II 123.

10 canons au début de pluviôse, 7 pendant la décade suivante et 13 vers le milieu de germinal. — Pour les canons forés, l'écart ne fut guère moins sensible entre les espérances et les réalités : des 600 canons promis par l'unique marché qui existait au début de nivôse, 141 seulement furent livrés en ventôse ; un second marché, passé en germinal pour 1.080 canons, semble n'avoir pas même reçu un commencement d'exécution.

Le nombre des marchés conclus pour fournitures de platines complètes s'accrut, de décade en décade, avec une régularité impressionnante : 57 au 10 nivôse, 78 à la fin de germinal, 118 au 30 floréal. Les quantités promises (par mois) s'élevèrent peu à peu de 1.872 à 2.648. Mais, au 30 floréal, on n'avait reçu, en tout, que 852 platines.

Les bois de fusils rentrèrent avec plus de facilité : au 30 pluviôse, les magasins en avaient reçu 41.262, sur les 115.100 promis par 78 soumissionnaires.

Enfin, 125 ouvriers s'étaient engagés à monter 5.260 fusils par mois : au 30 floréal, ils en avaient livré 20.647 (1).

Le déficit portait donc surtout sur les pièces les plus délicates du fusil, en particulier sur les platines. L'inexactitude des soumissionnaires menaçait de paralyser les ateliers publics ; le Comité sentit qu'il était imprudent de faire fond sur des ressources aussi aléatoires et décida, le 23 floréal, de créer « sans retard » un commissariat temporaire chargé « de prendre connaissance de tout ce qui a été fait jusqu'à ce jour... relativement aux soumissionnaires » ; ses trois membres, nommés par le Comité, « examineront l'état des livraisons faites et les compareront aux engagements pris ; ils vérifieront l'emploi que les soumissionnaires ont fait des matières, des outils et du travail des ouvriers... mis à leur disposition ; ils chercheront à découvrir quelle espérance fondée l'on peut concevoir, pour l'avenir, du produit des marchés » ; enfin, ils indiqueront les vices qui ont pu s'introduire dans cette partie, et proposeront « leurs vues sur les moyens d'y remédier (2) ». L'Administration des armes portatives devait leur

(1) D'après les états décadaires de situation de la manufacture.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 462.

fournir tous renseignements et tous documents utiles à leur mission. L'Agence qui lui succéda le 1^{er} prairial s'occupa, en effet, de la question : « Nous ne vous dissimulerons pas, écrivait-elle le 7 thermidor à la Commission des armes et poudres, que la majeure partie des marchés contractés par la ci-devant Administration générale des armes ont été illusoires, excepté pour les objets les moins difficiles... Le tableau des marchés qui ne sont pas exécutés sera bien plus considérable qu'on ne s'imagine (1). »

Mais les membres du commissariat de vérification, les citoyens d'Hazard, Driois et Nouet ne furent désignés que le 24 messidor (2). Le premier était membre du Conseil général de la Commune de Paris et périt sur l'échafaud le 10 thermidor (3) ; il fut remplacé, le 4 fructidor, par le citoyen Laporte, ancien membre de l'Agence de la conservation des armes qui venait d'être supprimée. Les commissaires étaient certainement en fonctions au 23 fructidor, lorsque le Comité fixa leurs appointements à 500 livres par mois ; un chef de bureau, deux expéditionnaires et un garçon travaillaient sous leurs ordres (4).

Leurs lenteurs finirent par exaspérer le Comité. Le 23 nivôse an III, il les somma de « rendre compte..., dans trois jours pour tout délai, de l'état actuel de leurs opérations (5) ». Ils obéirent, mais ne purent remettre qu'une partie de leur travail. « Il n'est plus temps d'en rechercher les bases, déclara Guyton dans son rapport du 14 pluviôse à la Convention ; les marchés sont presque tous ou soldés ou annulés ou changés d'après un plan uniforme et mieux combiné. » La manufacture de Paris subit, en effet, vers cette époque une transformation profonde qui restreignit singulièrement son importance (6). La Convention décréta donc, sur la proposition du Comité, la suppression du commissariat des marchés ; ses membres

(1) A. H. G. *Reg.* A/8. Voir aussi une lettre du 6, où l'Agence parle du nombre excessif des soumissionnaires monteurs de fusils.

(2) A. N. AF* II 123.

(3) Wallon, *Histoire du Tribunal révolutionnaire*, t. V, p. 253.

(4) A. N. AF* II 123.

(5) Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 439.

(6) Voir plus loin, chapitre XXIV, II.

recevraient leur traitement jusqu'au 1^{er} germinal, à charge « de terminer et de remettre dans la quinzaine la suite de leur travail et tous les mémoires ou documents qu'ils ont dû recueillir (1) ».

Le 25 pluviôse, le Comité affirma encore sa volonté de corriger les abus dont les marchés avaient été le prétexte et invita expressément les autorités constituées à faire rentrer les matières que les soumissionnaires avaient reçues « au prix du maximum » : ils s'acquitteraient « soit en armes ou parties d'armes, soit en nature » s'ils avaient des raisons légitimes de ne pas continuer la fabrication ; les réfractaires seraient « dénoncés... et poursuivis comme coupables d'infidélité envers la République (2) »...

IV. — LES SALAIRES.

Le recrutement rapide d'une main-d'œuvre nombreuse et habile était une des conditions essentielles du succès de la manufacture. Pour attirer les meilleurs artisans de la capitale et l'élite des travailleurs de province, il était indispensable de leur assurer des salaires élevés ; mais il n'était pas moins nécessaire de ménager les deniers de l'Etat. Il fallait à la fois « ne pas léser les intérêts de la République » et « éviter tous les mécontentements qui pouvaient refroidir le zèle des ouvriers, donner lieu à une foule de contestations, dont un des moindres inconvénients aurait été de faire perdre un temps précieux ».

On adopta, en principe, le système du travail aux pièces, « plus convenable aux formes républicaines », et qui devait soulager l'Administration « d'une pénible surveillance de l'emploi du temps », simplifier la comptabilité et procurer « dans le même temps... de plus grands produits » ; il ne serait pas moins favorable aux intérêts des ouvriers, puisqu'ils auraient « la liberté de travailler plus ou de simplifier leurs pro-

(1) Reproduit à la suite du *Rapport de Guyton à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XX, p. 243.

cédés, et par là d'augmenter leurs salaires par leur industrie (1) ». Il fallut donc établir pour les ouvriers des ateliers publics et pour les artisans à domicile de longues séries de prix. Mais l'on manquait de bases certaines pour les déterminer. Paris possédait peu d'armuriers de profession ; il était impossible d'adopter purement et simplement les tarifs des manufactures anciennes : les conditions d'existence n'étaient pas les mêmes à Paris qu'à Charleville ou à Saint-Etienne ; d'autre part, le *maximum* n'existait pas encore et la dépréciation croissante des assignats entraînait le renchérissement progressif des denrées et des matières premières ; enfin, s'il paraissait équitable de payer les ouvriers en raison de leurs talents et de les pousser, par une saine émulation, à redoubler d'efforts, il n'était pas moins nécessaire d'encourager par des salaires suffisants ceux qui, sans expérience de la fabrication des armes, s'astreindraient à un apprentissage long et délicat.

Le Comité remit le soin de résoudre ce problème complexe à une commission d'arbitrage où seraient également représentés les ouvriers et l'Etat patron.

Sur son invitation, l'assemblée générale de chacune des 48 sections de Paris désigna 4 ouvriers « exercés aux travaux de la lime et du marteau » : un maréchal, un forgeron, un serrurier et un taillandier. Les 192 délégués des sections se réunirent à l'Evêché et choisirent dans leur sein 24 commissaires qui furent chargés, avec 6 députés élus par les ouvriers de Maubeuge, de défendre les intérêts des travailleurs. 30 commissaires reçurent mission de soutenir les intérêts de la République : 6 furent choisis par le Département de Paris, 6 par la Commune, 6 par l'Administration des fusils et 12 par le ministre de la Guerre. Les uns et les autres devaient délibérer en commun sous la présidence de deux représentants du peuple (2).

Un arrêté du 31 août décida qu'outre les salaires des ou-

(1) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire an II.

(2) *Id.*, *ibid.* Le 31 août, Pache, maire de Paris, transmet aux sections une lettre du Comité, du 29, qui les invite à nommer leurs 4 délégués. (Bibliothèque de la Ville de Paris : *ms. de nouvelle acquisition*, n° 152, f° 230.)

vriers des ateliers publics ils fixeraient aussi les prix de toutes les pièces séparées du fusil qui seraient fournies par les soumissionnaires particuliers (1). Le 2 septembre, le Comité recevait copie du procès-verbal de nomination des 24 commissaires des sections de Paris (2). Mais il y avait eu méprise : en effet, le 3 septembre, des commissaires des 48 sections se présentent à l'Hôtel de Ville où un arrêté du Conseil général les convoquait pour l'habillement ; on leur répond qu'il y a eu erreur des secrétaires, « qu'il était question de fixer les prix de la fabrication des armes et que l'arrêté demandait des armuriers plutôt que des tailleurs (3) ». Il fallut réparer ce malentendu et l'on convint que l'assemblée plénière aurait lieu les 10, 11, 12 et 13 septembre. Le 9, l'Administration des petites pièces mande au Comité qu'elle y sera représentée par deux de ses membres, Deschaseaux et Rouillard, et envoie la liste des commissaires nommés par les ouvriers de Maubeuge. Le 11, Lulier, procureur général syndic, annonce que le Département s'est empressé de désigner ses commissaires, mais qu'ils n'ont trouvé à l'Évêché ni les délégués du ministre de la Guerre, ni les représentants du peuple. Pour des raisons qui nous échappent, l'assemblée avait donc été retardée une fois encore. Elle se tint vers le milieu de septembre : le 18, Mollien, commissaire des guerres, transmet le procès-verbal de ses opérations au Comité, et celui-ci reçut, le 19, des « commissaires pour la discussion des prix... », une lettre où ils demandaient « à être continués pour la prochaine discussion (4) ».

En effet, l'assemblée avait dû se séparer sans aboutir : « les ouvriers, ne connaissant pas encore le travail qu'exige la fabrication de chacune des pièces, n'avaient pas une idée exacte de sa valeur ». Les arbitres convinrent « de commencer les travaux d'après des prix provisoires et de se réunir ensuite pour débattre en connaissance de cause (5) ».

Le Comité ratifia leur décision. Déjà, le 31 août, il avait fixé à 4 livres par jour le salaire minimum des ouvriers em-

(1) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 205 et A. N. AF* II 121.

(2) A. H. G. *Reg. A* /5 (lettre de Dupin).

(3) *Affiches de la Commune de Paris*, n° 77.

(4) A. N. AF* II 128.

(5) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire an II.

ployés à l'île de la Fraternité ; il se réservait d'accorder davantage à ceux « qui auraient un talent supérieur (1) ». Le 20 septembre, « considérant que, deux fois consécutives, les commissaires des sections ont été réunis pour discuter les prix... ; que, dans ces deux réunions, il a été impossible d'en fixer aucun, faute d'avoir des connaissances assez détaillées du travail ; que chaque fois, après avoir discuté sans pouvoir rien arrêter, on s'est ajourné, et que dans la dernière séance l'ajournement a été indéfini », le Comité décide que néanmoins les travaux seront « continués avec la même activité » et que les ouvriers recevront « par forme d'acompte » les prix de Charleville. En même temps, il prévoit les moyens d'aboutir à un statut définitif : 6 commissaires seront élus dans chaque section, le 1^{er} octobre ; ces commissaires se réuniront, le 4, à l'Évêché « pour en choisir 24, qui se réuniront les 8, 9, 10, 11 octobre pour fixer les prix des travaux » ; ils seront pris « parmi les ouvriers de toutes les classes qui ont des entreprises de parties de fusils, en sorte que ces citoyens, ayant déjà travaillé, soient plus à même de fixer et de déterminer le prix de chaque chose ». Le ministre de la Guerre, de son côté, réunira aux délégués des sections ceux du Département, de la Commune, etc. (2).

Les 24 commissaires des sections ne furent choisis que le 12 octobre ; l'Assemblée plénière commença ses travaux le 15 à l'Évêché, et les acheva le 18. Un procès-verbal imprimé (3), très précis, jette un jour assez curieux sur la physionomie de ses séances. Trois représentants du peuple : Noël Pointe (ancien ouvrier armurier de Saint-Etienne), Dupuis et Sergent, les délégués du Département, ceux du Conseil général de la Commune, des administrateurs de la fabrication extraordinaire des fusils prirent une part active aux débats. Le 15 octobre, la séance s'ouvrit à midi et demi. Hassenfratz fut élu président. On décida que les commissaires des sections

(1) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 205.

(2) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 577.

(3) Il porte le titre suivant : *Assemblée des commissaires des sections de Paris et de ceux nommés par le ministre de la Guerre pour la fixation du prix du travail de chaque partie de la fabrication des fusils, tenue dans une des salles de l'Évêché...* (A. N. F¹² 1309.)

recevraient des cartes, signées des trois représentants du peuple et des membres du bureau de l'assemblée, qui leur permettraient d'assister aux délibérations et aussi de visiter, « toutes les fois qu'ils le jugeraient à propos », les machines que l'on établissait sur la Seine pour forer les canons de fusils, car un membre avait prétendu qu'elles « n'auraient pas la force nécessaire, la chute de l'eau n'étant pas assez considérable ».

Puis, l'Assemblée aborda l'objet essentiel de ses travaux : la détermination des salaires et du prix des pièces. Mais pour combien de temps convenait-il de les établir ? Si l'on voulait organiser à Paris la fabrication considérable ordonnée le 23 août, il fallait y employer « un grand nombre d'ouvriers qui n'ont jamais travaillé à ces sortes d'ouvrages » ; mais, « habitués à gagner une journée moyenne à leurs travaux ordinaires, ils ne pourraient quitter leur ouvrage pour faire une sorte d'apprentissage sans obtenir une juste indemnité... », car ils forment « la classe utile des ouvriers, des artistes sans-culottes, qui, étant obligés de vivre chaque jour du produit de leur travail, ne peuvent supporter sur ce produit une diminution sans courir le danger de laisser manquer de nourriture leurs femmes et leurs enfants ». Mais par ailleurs, « des ouvriers déjà habitués à travailler le fer, l'acier et le bois, à manier le marteau et la lime, à forger des pièces de toutes natures, devaient en très peu de temps avoir contracté l'habitude que le travail des pièces séparées du fusil exige ». Il fut donc entendu que les prix ne seraient établis que pour trois mois, jusqu'au premier jour du cinquième mois. Passé ce délai, les ouvriers de Paris « s'occuperont de fixer de nouveaux prix qui seront plus analogues à ceux de Maubeuge, Charleville, Saint-Etienne, Tulle... Ils s'empresseront de concourir avec leurs frères des autres manufactures d'armes à procurer de bons fusils à la République, au meilleur marché possible. Ils sauront se contenter de l'exact nécessaire et n'auront de plus grand soin que d'économiser les fonds de la République que trop de dilapidateurs dissipent ».

L'Assemblée prit pour base de ses évaluations le rendement normal d'un « canonnière » de force moyenne : cinq canons en deux jours ; elle décida aussi que la République ne suppor-

terait pas les pertes en fer et charbon que feraient les ouvriers lorsqu'ils « brûleraient » les canons en les forgeant, mais que les « non valeurs » entreraient en ligne de compte dans la fixation des prix. Enfin, « l'objet mûrement discuté et apprécié », il fut arrêté que la République fournirait les lames et, le cas échéant, un atelier et des outils, qu'en revanche les ouvriers paieraient leur charbon, qu'ils seraient responsables de leurs ouvrages et qu'ils recevraient 8 livres par canon forgé. « Un ouvrier de Maubeuge saisit cette occasion pour proposer, tant en son nom qu'en celui de ses collègues, de se servir des outils qu'ils ont apportés, jusqu'à ce que la République leur en ait fourni. L'Assemblée applaudit à cette offre et en ordonne l'insertion au procès-verbal. »

Mais des charges plus lourdes pèseraient sur les ouvriers à domicile : achat ou confection des outils, frais de location, etc. Ne convenait-il pas de leur accorder un prix plus élevé ? Plusieurs membres de l'Assemblée le pensaient. On leur répondit que la République, en venant au secours des ouvriers qui n'étaient pas assez fortunés pour avoir un atelier, ne devait pas leur faire payer le service qu'elle leur rendait, et il fut décidé qu'il n'y aurait qu'une série unique de prix.

Quant aux ouvriers qui viendraient apprendre à forger les parties du fusil dans les ateliers publics, ils recevraient 20 livres par jour, mais on n'y admettrait « que des ouvriers reconnus pour forgerons ». Le ministre de la Guerre serait prié de les grouper dans l'un des deux ateliers qui se trouvaient déjà prêts et de leur donner des instructeurs : ceux-ci recevraient « le maximum de ce que peuvent gagner les meilleurs ouvriers dans chaque partie ». On laissa, d'autre part, à l'Administration le soin de déterminer la durée des journées des apprentis ; mais on établit des règles précises pour la réception des canons.

Le canon forgé passait aux mains du garnisseur, chargé d'ajuster les tenons, de percer les lumières, de limer et tarauder la culasse : il fut convenu que ce travail serait payé 40 sols, mais que la République fournirait l'outillage nécessaire.

Les séances des jours suivants ne furent pas moins laborieuses : on y détermina les prix de la platine entière, de ses différentes pièces et des pièces de garniture. Le

procès-verbal témoigne du souci constant de sauvegarder les intérêts supérieurs de la République tout en accordant aux ouvriers une rémunération équitable. Le 16 octobre, après une discussion approfondie, le prix de la platine entière (bassin et ressorts exceptés) fut établi à 3 livres 16 s. et l'on décida que toutes les pièces de forge composant le fusil seraient marquées d'un poinçon particulier à l'ouvrier. Le 17, J.-J. Vernelle, ouvrier de Maubeuge, demanda 45 sols par embouchoir. « Ce prix exorbitant, qui ferait donner par la République à un seul ouvrier une journée de 30 livres, a soulevé une grande partie de l'Assemblée ; elle a arrêté que cette demande et le nom de celui qui l'a faite seraient inscrits au procès-verbal... » Le même jour, l'Assemblée accorde d'abord 7 sols pour forger la capucine et 5 sols pour la limer ; plusieurs membres protestent, la discussion est rouverte et finalement on estime que 4 sols pour la forge et autant pour la lime seront suffisants. Le lendemain, une scène analogue se déroule : le citoyen Olivier propose 40 sols pour les tire-bourres. L'Assemblée, indignée, décide qu'il sera « censuré nominativement » et fixe le tarif à 12 sols.

Il serait fastidieux d'entrer dans le détail des décisions prises par l'Assemblée de l'Evêché ; l'échelle des prix qu'elle adopta se trouve reproduite à la suite du rapport présenté par Carnot à la Convention le 13 brumaire an II. Délégués des travailleurs et commissaires du gouvernement avaient rivalisé de civisme ; sans méconnaître les besoins réels et les mérites des ouvriers, ils avaient fait effort pour ménager les deniers de la République ; ils s'étaient appliqués à prévenir les conflits futurs, en réglant par le menu les conditions de la fabrication et en déterminant avec précision les devoirs réciproques de l'Etat patron et de ceux qu'il employait. La bonne volonté des uns et des autres avait permis d'aplanir de sérieuses difficultés. Les représentants des pouvoirs publics sentaient que le nouveau régime politique ne saurait se passer du concours dévoué de la démocratie parisienne : la sagesse et l'équité voulaient que l'on payât ses services au juste prix. De leur côté, les délégués des sans-culottes comprirent qu'ils étaient solidaires de l'ensemble de la Nation et que leur intérêt bien entendu leur défendait de spéculer

sur les besoins de la Patrie ; ils subirent sans doute l'ascendant des chefs qui avaient leur confiance : trois représentants du peuple assistèrent aux délibérations ; la Commune et le Département de Paris y avaient des commissaires. Il est probable enfin qu'Hassenfratz joua à l'Évêché un rôle considérable : le souvenir des services politiques qu'il avait rendus à la Commune et à la Montagne aux jours tragiques de mai 1793 (1), l'autorité qu'il tenait de sa science et de ses connaissances techniques, le prestige qu'il tirait de la confiance du Comité de Salut public, tout dut contribuer à lui assurer au sein de l'Assemblée de l'Évêché, qu'il présida, une influence prépondérante.

La procédure d'arbitrage, imaginée par le Comité de Salut public, avait donc donné des résultats satisfaisants. Les prix établis à l'Évêché ne lui parurent pas excessifs, car il éprouva bientôt le besoin d'y ajouter, provisoirement, de véritables primes à la production (2). « Pour suppléer à l'espèce d'apprentissage que les ouvriers et les artistes de Paris sont obligés de faire dans la fabrication des armes et pour accélérer cette fabrication », il décide d'accorder « 10 0/0 en sus des prix fixés... dans les séances des 24, 25, 26 et 27 du premier mois pour toutes les parties de la fabrication du fusil qui seront reçues dans le courant de ce deuxième mois... et 5 0/0 en sus... pour tous les ouvrages qui seront fixés (3) dans le courant de ce deuxième mois ».

Cependant le Comité n'entendait pas s'écarter des bases solides fixées contradictoirement par l'assemblée de vendémiaire. Lorsque certains ouvriers, qui travaillaient pour l'Arsenal, émirent la prétention d'obtenir des conditions plus favorables que les ouvriers de la manufacture, il leur opposa un refus très net. Sa lettre du 15 frimaire à l'un des pétitionnaires, le mécanicien Kobierski, ne laisse aucun doute

(1) Membre du Comité révolutionnaire de la Commune de Paris qui réclama, le 31 mai, le décret d'accusation contre 22 Girondins.

(2) B. N. Lb 41 5022, imp. 1^o plano : proclamation « aux ouvriers et aux artistes qui travaillent à la confection des armes à Paris » ; elle porte les signatures de Carnot et C.-A. Prieur. Pas de date précise ; mais elle est évidemment du deuxième mois de l'an II.

(3) Il s'agit sans doute des soumissions qui seront passées au cours du mois.

sur les raisons de son attitude : Hassenfratz l'avait rédigée ; Carnot et Prieur la signèrent. « Le Comité... ne peut avoir deux mesures : les mêmes ouvrages ne peuvent pas être payés deux prix différents... Il serait de toute injustice de payer un chien complet 20 sols à un ouvrier du faubourg Saint-Antoine qui travaille pour la fabrication des armes, et payer le même chien plus cher à son voisin parce qu'il travaille pour l'Arsenal... Dis à tes concitoyens qu'ils prennent bien garde à l'effet de la demande qu'ils ont faite..., qui ne peut leur avoir été suggérée que par des hommes perfides, à l'effet de présenter, sous une apparence de justice, une proposition qui pouvait produire le plus grand trouble dans Paris, si on l'avait accordée sans réflexion. Dis à tes concitoyens qu'ils se défient de ces hommes qui, se couvrant du masque du patriotisme, viennent émouvoir leur intérêt et les porter à des demandes dont les résultats peuvent être très funestes. Les prix des travaux de la fabrication des fusils ont été fixés par les ouvriers eux-mêmes... Toutes les sections ont nommé des commissaires ; ce sont eux, ce sont tes concitoyens, tes camarades et les camarades de ceux qui ont présenté la pétition, qui ont fixé ces prix ; on les leur a accordés comme ils les ont demandés. Que diraient donc ces ouvriers, que diraient ceux de toute la République si... on accordait davantage à d'autres, et cela parce qu'ils travaillent pour l'Arsenal ? » Déjà, le fusil coûte 60 livres à Paris, au lieu de 43 à Charleville ; « c'est bien assez que l'on paye à Paris près de moitié en sus de ce que l'on paye dans les autres fabriques... sans encore payer davantage. Tous les membres de la République ont les yeux dirigés sur Paris, cette grande commune qui l'a sauvée plusieurs fois. Eh bien ! forçons, par notre contenance et notre désintéressement, nos ennemis au silence, et ne les excitons pas, ne leur donnons pas les moyens de nous trouver des torts en faisant des demandes exagérées (1) ».

Ainsi, le Comité refusait de se laisser entraîner à des concessions dangereuses ; il s'appliquait à faire entendre aux ouvriers le langage de la raison ; avec une rare franchise, il ne célaît rien de sa pensée. Les arguments qu'il donne prou-

(1) Charavay, t. IV, p. 229

vent qu'il se préoccupait de ne pas donner aux départements de nouveaux griefs contre la capitale, mais aussi et surtout qu'il avait pleinement conscience de la force politique des ouvriers parisiens. Il sentait qu'on ne voue pas impunément plusieurs milliers de travailleurs à la même tâche et que, malgré le morcellement de la fabrication, la masse des ouvriers d'armes offrait une proie facile aux agitateurs. Une collaboration loyale et patriotique avec les artisans de la défense nationale lui apparaissait comme la condition primordiale d'un travail fécond et comme la garantie la plus sûre du maintien de l'ordre. Mais il fallait prendre garde de ne pas remettre sans cesse en question le pacte conclu en vendémiaire : un instant de faiblesse risquait de ruiner tout l'édifice, d'ouvrir la voie aux revendications les plus audacieuses, d'inaugurer une ère de troubles sociaux que les ennemis du régime républicain souhaitaient peut-être et dont ils ne manqueraient pas de tirer parti.

Le Comité resta donc fidèle à la ligne de conduite qu'il avait adoptée. Le 21 frimaire, un arrêté qui témoigne de son souci d'établir une stricte discipline (1) décide que seuls seront admis dans les ateliers publics « des ouvriers ayant au moins deux ans d'apprentissage d'un travail analogue » à celui qu'ils voudront entreprendre, que le prix des journées sera uniforme dans tous les ateliers, que le maximum sera de 5 livres et le minimum de 3 livres, et que le taux des salaires sera déterminé « entre ces deux extrêmes..., en raison de la capacité de chacun (2) ».

Pourtant, la nécessité d'encourager certaines catégories d'ouvriers amena le Comité à prendre des décisions d'espèce. Le 12 pluviôse par exemple, voulant mettre les ouvriers « à même de travailler promptement à leurs pièces », il augmente de 2 livres, à dater du 20 courant, « le prix de la lime et de l'ajustage de la platine », qui exige un long apprentissage (3). Le 17 germinal, il revient sur le même sujet : « La plupart des élèves platineurs font naître des difficultés lorsqu'on veut

(1) Voir à ce sujet, chapitre xxii.

(2) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 322.

(3) A. N. AF* II 121.

les mettre à leurs pièces », car ils craignent de ne plus gagner les 5 livres par jour qu'ils ont en travaillant à la journée. Or, « il est avantageux pour la République de déterminer le plus grand nombre possible d'ouvriers à travailler à leurs pièces, parce que ce mode augmente le travail, diminue la surveillance et donne à l'ouvrier un sentiment plus intime de la liberté ». Aussi assurera-t-on aux platineurs « jugés capables de travailler à leurs pièces » un salaire quotidien de 5 livres « dans le cas où la valeur des platines qu'ils auraient confectionnées dans un mois ne leur rapporterait pas une journée aussi considérable ». Inversement, le 27 germinal, le Comité s'efforce de stimuler le zèle des ouvriers à la journée : ceux qui ne font qu'une platine par décade ne recevront plus que 4 livres par jour ; par contre, ceux qui en achèveront deux recevront 6 livres pendant une décade, et ceux qui en achèveront trois recevront 6 livres pendant trois décades de suite. Mais, « passé ce terme, ils travailleront à leurs pièces, et il leur sera accordé une gratification de 36 livres (1) ».

Nous ignorons si les prix adoptés en octobre 1793 furent modifiés le 1^{er} pluviôse, comme il avait été prévu, ou si on les maintint purement et simplement. Par contre, il est certain que l'arrêté du 3 floréal an II (2), qui remania l'organisation administrative de la manufacture, décida qu'à l'avenir les prix de la main-d'œuvre seraient établis contradictoirement tous les trois mois. « La première fixation aura lieu le 1^{er} prairial prochain. A cet effet, il sera tenu quatre assemblées à jours consécutifs. » La première séance sera consacrée aux prix « de tout ce qui a rapport au travail des canons de fusil, comme forgeage, forage, émouillage, garnissage » ; la seconde aux platines, pièces de garniture, baguettes et baïonnettes ; la troisième au montage et ajustage du fusil ; la dernière à la réparation des armes et à la fabrication des outils. Chacune de ces assemblées se tiendra en présence de deux représentants du peuple, nommés par le Comité, et comprendra un membre de la Commission des armes et poudres, un du Département de Paris, un de la municipalité, trois de l'Administration des

(1) A. N. AF* II 123, et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 425 et 618.

(2) B. N. Lf 218 1. Articles 36 à 38 de l'arrêté.

armes portatives, les sept membres du Conseil d'administration de la manufacture, les directeurs des travaux des ateliers dont les prix devront être discutés, un ouvrier de chacun de ces ateliers et « six experts nommés par la Commission des armes et choisis parmi les artistes étrangers à la manufacture ». Tous auront voix délibérative.

Il semble bien que la composition de ces assemblées allait être moins favorable aux ouvriers que celle de la réunion d'octobre 1793, puisque leurs délégués se trouvaient nécessairement en minorité par rapport aux représentants des pouvoirs publics et des administrations.

L'arrêté du 3 floréal fut appliqué au début de prairial. Nous savons seulement que l'Administration des armes portatives fut représentée, lors de la discussion des prix, par les citoyens Simonne, Régnier et Labolle qu'elle avait désignés le 26 floréal (1), et que le tarif adopté fut, au moins sur certains points, supérieur au maximum général des salaires de l'époque : en effet, le Comité stipula expressément, le 17 messidor suivant, que les articles de la loi du maximum n'étaient pas applicables à la manufacture de Paris, à cause de « sa nouveauté (2) ».

Vers la même époque, on dut fixer le prix des travaux des ouvriers de l'atelier des outils, créé depuis l'assemblée de prairial (3). Enfin, le Comité décida, le 24 thermidor, que le tarif élaboré en prairial resterait en vigueur même après le 1^{er} fructidor, jusqu'à nouvel ordre (4). Il ne semble pas qu'il y ait eu par la suite de nouvelle fixation contradictoire des prix.

V. — LA CONSTRUCTION DES ATELIERS.

Le programme établi en août 1793 par le Comité prévoyait des forges dressées sur les places publiques pour façonner les canons de fusils, des usines sur bateaux placées sur la

(1) A. H. G. *Reg.* 22-a /1.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 736.

(3) D'après une lettre des représentants Fayau et Guille-mardet, du 20 messidor. (A. N. AF* II 129.)

(4) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 26.

Seine pour les forer, seize ateliers pour les autres parties de la fabrication, des magasins pour recueillir les matières premières et les armes ou pièces d'armes, et des maisons pour loger les administrations.

On demanda au Directoire du Département de Paris, nous dit Carnot, « l'état des bâtiments nationaux disponibles » et l'on choisit « les plus convenables ». Mais ils étaient distribués dans tout Paris et très éloignés les uns des autres. Les travaux d'aménagement furent confiés à plusieurs architectes, de préférence à ceux dont les noms se trouvaient sur la liste des Jacobins, des électeurs de 1792 et de la Commune du 10 août. Ainsi furent désignés les citoyens Vignon, Glise, Hubert, Mouton, Poyet, Piron, Poidevin, Signy, Vachette, Delespine, de Wailly et Roucelle (1). Ils prirent aux ateliers déjà établis à la maison Bretonvilliers des renseignements « sur les détails des objets nécessaires aux ouvriers », et se mirent aussitôt à l'œuvre (2). Ils étaient subordonnés au ministre de la Guerre qui ne tarda pas à éprouver le besoin de contrôler de près leurs opérations. Le Comité l'autorisa, le 27 août, à nommer un ingénieur des ponts et chaussées pour accélérer et surveiller la construction des ateliers d'armes (3). Son choix se porta sur le citoyen Teissier. Vers le 10 septembre, Dupin, adjoint au ministre, l'annonce au Comité et pense que cette mesure mettra des bornes aux dépenses excessives de l'architecte Poyet et de ses collègues (4).

D'autre part, les menuisiers se plaignent du despotisme des architectes, demandent la répartition des travaux entre les 48 sections et la nomination de « six architectes reconnus amis des sans-culottes... et qui aient des talents et de la probité (5) ». Des attaques particulièrement vives furent dirigées contre Poyet, chargé de construire les forges publiques. On l'accusait de ne s'être adressé qu'à des entrepreneurs amis. Il s'en défendit avec vigueur dans une circulaire du 18 septembre aux 48 sections. « Des intrigants, des malveil-

(1) Notices biographiques sur ces personnages dans Charavay, t. III, p. 90-91.

(2) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire an II.

(3) A. N. AF* II 121.

(4) A. N. AF* II 128.

(5) Même référence (12 septembre).

lants se plaisent à répandre que des entrepreneurs par moi favorisés ont été seuls chargés des travaux relatifs à l'établissement des hangars destinés à la fabrication des armes. » Pour réfuter « cette plate calomnie », il donne la liste de ceux qu'il emploie et ajoute que beaucoup de menuisiers et de serruriers n'y sont point compris. « Voulant étendre, autant que possible, tous les travaux sur la masse des entrepreneurs, je reconnus la nécessité de procéder, en Republicain, à un autre mode de distribution, au moyen d'un syndic qui fut nommé par les entrepreneurs eux-mêmes (1). » La liste qui accompagne ce plaidoyer ne renferme pas moins de 177 noms d'entrepreneurs : 29 en maçonnerie, 30 en charpente, 24 en couverture, 56 en menuiserie, 38 en serrurerie, tous occupés à la construction des forges. Poyet déclare qu'elle est incomplète ; il observe, en outre, que rien n'est encore décidé pour les ouvrages de peinture et de vitrerie, et invite ceux qui désireraient y travailler à s'inscrire dans ses bureaux. Or, les forges n'étaient que l'un des éléments de la manufacture ; il fallait, par ailleurs, aménager un grand nombre de maisons nationales pour y installer des ateliers. Les travaux ordonnés par le Comité fournirent donc de la besogne à plusieurs centaines de citoyens de Paris, petits entrepreneurs, artisans, manouvriers : ils prirent, de ce fait, une réelle importance sociale.

Les exigences des ouvriers créèrent aux architectes de sérieux embarras. Ils « font la loi aux entrepreneurs » et réclament 7 livres par jour, écrit Poyet au début de septembre ; leur attitude risque de provoquer des retards (2). Le Comité dut intervenir. Le 5 septembre, il signifia au maire de Paris que les architectes pouvaient « employer... tous les citoyens maçons, charpentiers, menuisiers, plâtriers... », et il ajoutait : « Ces ouvriers seront payés sur le taux des prix courants des ouvrages et des journées, déterminé par les travaux du mois d'août dernier. Nous invitons tous les ouvriers amis du bien public, et qui veulent sincèrement le salut de

(1) B. N. Lb 41 3315, imp., 8 p. in-4°. Voir aussi A. N. AF* II 128 : lettre du 19 septembre au Comité de Salut public.

(2) A. N. AF* II 128 : lettre reçue le 4 septembre par le Comité.

la Patrie, de se réunir pour contribuer à faire accélérer ces travaux importants. Nous invitons les sections de Paris, le Conseil municipal, le Directoire du département, toutes les autorités constituées à user de tout leur pouvoir pour la prompte construction de ces immenses ateliers qui produiront les foudres qui doivent exterminer les tyrans (1). »

Ainsi le Comité marquait sa volonté d'aboutir vite et d'écartier toute spéculation malsaine sur les périls de la Patrie : l'avènement du *maximum* était proche. Mais au début de septembre 1793, il n'avait pas encore cette puissance irrésistible dont il usera plus tard pour briser tous les obstacles. Les ouvriers qui se sentaient indispensables continuèrent à imposer leurs conditions. Poyet renouvelle ses plaintes au Comité et le presse de « prendre une détermination sur le prix des journées que les ouvriers veulent régler eux-mêmes (2) ». Le 10 septembre, considérant que l'esplanade des Invalides est « fort éloignée des lieux où se rassemblent les subsistances », le Comité accorde aux ouvriers qui y travaillent une augmentation de salaire : les compagnons maçons recevront 5 livres par jour, les « limousins limousinants » 4 livres et les « garçons maçons » 3 livres (3).

D'autres difficultés se présentèrent. Les travaux, écrit Poyet, « vont aussi bien que les circonstances le permettent », mais « le temps que les ouvriers perdent à la porte des boulangeries s'oppose à l'accélération de ces constructions, de même que les difficultés que l'on éprouve pour avoir voitures et chevaux pour le transport des matériaux... » ; ne pourrait-on employer les voitures et chevaux requis par l'administration des fourrages (4) ? En outre, le personnel qu'il a recruté lui échappe déjà en partie : les sections font entrer dans la réquisition militaire ordonnée le 23 août beaucoup d'ouvriers, voire « des chefs de maçonnerie et de charpente » ; il invite le Comité à retenir douze d'entre eux jusqu'à l'achèvement des travaux (5).

(1) Charavay, t. III, p. 90-91.

(2) A. N. AF* II 128 : lettres des 9 et 13 septembre.

(3) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 398.

(4) A. N. AF* II 128. (Lettre reçue le 9 septembre par le Comité.)

(5) Même référence : vers le 15 septembre.

Malgré ces multiples embarras, les travaux furent menés à bonne fin. Le 17 septembre, l'ingénieur Teissier annonce que plusieurs ateliers sont prêts à recevoir des ouvriers. Le 22, il prie le Comité de ne plus accorder d'autres propriétés nationales ou particulières, « à moins que les ouvrages de celles que l'on a prises ne soient terminés (1) ».

Une délibération de la section des Tuileries, du 3 octobre, témoigne de l'impatience avec laquelle les patriotes attendaient la mise en marche de la manufacture. « Vous le savez, citoyens, déjà la voix de l'inquiétude s'est fait entendre au sein de la Convention nationale. Un membre a dit que l'on s'amusait à faire travailler les maçons lorsque déjà les coups redoublés des forgerons devraient faire jaillir sur mille enclumes les étincelles brûlantes, emblèmes de la foudre dont ils vont armer nos mains... » Elle demande la nomination d'un commissaire par section, pour vérifier « les dispositions faites ou à faire, tant pour la fabrication des armes que pour la continuation des ateliers..., contrôler toutes sortes de dépenses, dénoncer et empêcher toutes dilapidations dans ces établissements qui peuvent avoir excité non seulement la cupidité, mais la malveillance même des ennemis cachés de la République ». Six contrôleurs, « investis de toute la confiance des sections, reconnus incorruptibles, fermes et clairvoyants », devraient aussi, « par huitaine ou quinzaine », dénombrer tous les fusils fabriqués à Paris et les marquer pour éviter les fraudes (2). Cette délibération fut imprimée pour être envoyée aux autorités contribuées et aux sections de Paris. Le même jour, les trois Administrations réunies de la fabrication extraordinaire prirent un arrêté pour accélérer les travaux (3).

La construction des forges, l'aménagement des ateliers, et des bureaux entraînèrent des dépenses considérables. Les honoraires de l'architecte Poyet, calculés à raison de 6 deniers par livre, s'élevèrent à 9.739 livres 6 sols pour l'établissement des seules forges des Invalides (4).

(1) A. N. AF* II 128.

(2) B. N. Lb 40 523, imp., 4 p. in-8°.

(3) A. N. AF* II 128. Analyse d'une lettre au Comité.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XXII, p. 615. Aux Archives nationales, plusieurs car-

D'aucuns prétendirent que l'on avait gaspillé les deniers de la République. Le 10 frimaire an II, le Comité lui-même observe que les architectes « se sont tous conduits par des principes différents » et que des accusations de dilapidation ou de négligence, fondées ou « enfantées par l'intrigue », ont été portées contre eux. Or il importe de distinguer ceux « qui ont dirigé leur entreprise avec intelligence et activité » et de « rendre à chacun le degré d'éloge ou de blâme qu'il mérite ». Trois « artistes » nommés respectivement par le Département de Paris, la Commune et la Société des Jacobins, vérifieront donc les dépenses qu'ils ont faites (1). Le 14 pluviôse suivant, ces commissaires n'avaient pas encore donné signe de vie et le Comité les somma de lui rendre compte chaque décade (2). Nous ignorons quels furent les résultats de leur enquête.

Quant à l'ingénieur Teissier, il conserva ses fonctions jusqu'à la fin de l'an II. Le 4 messidor, le Comité demande à la Commission des armes s'il n'y a pas lieu de le remplacer : la réponse fut sans doute négative, car Teissier fut maintenu jusqu'à la suppression de son poste, le 3 fructidor (3).

VI. — LES FORGES DES PLACES PUBLIQUES.

Le canon du fusil se formait en roulant « à chaud », puis en soudant au marteau une lame de fer de dimensions déterminées. Pour fabriquer ces lames à Paris, il eût fallu y construire des « martinets (4) » en nombre suffisant ; mais on ne pouvait y parvenir « sans sacrifier des moulins à farine ou sans établir des chutes d'eau par le moyen de machines à feu » ; or on manquait de charbon de terre (5). Le Comité préféra

tons de la série F¹³ sont bourrés de mémoires d'entrepreneurs qui ont participé à ces travaux : très copieux, très minutieux, ils fourniraient sans doute des indications précises sur l'organisation du travail et sur les prix de l'époque.

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 62. Voir aussi dans Charavay, t. IV, p. 216, lettre du même jour à la Commune.

(2) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 619, et A. N. AF* II 121.

(3) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 447, et t. XVI, p. 226.

(4) Marteau destiné à donner aux fers les dimensions requises, et, par suite, atelier où l'on se sert de ce marteau.

(5) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire.

donc commander les lames dans des forges des départements (1). Mais elles seraient façonnées et soudées à Paris, dans des forges dressées sur les places publiques. Un arrêté du 24 août décida qu'elles seraient construites : 1^o « en adossement et dans toute la longueur » de la terrasse des Tuileries donnant sur le quai ; 2^o dans le jardin du Luxembourg, « au devant du mur de clôture, du côté des ci-devant Char treux » et devant le mur parallèle à la rue Notre-Dame-des-Champs ; 3^o place de la section de l'Indivisibilité, ci-devant Royale, entre la grille et les arcades. Le 28, ce plan fut modifié : les forges qui devaient être placées aux Tuileries seraient établies sur l'esplanade des Invalides ; l'architecte Poyet mettrait tout d'abord en activité celles du Luxembourg (2).

La section du Luxembourg protesta ; elle observa que les forges seraient « très préjudiciables » au jardin, que cette propriété nationale était « susceptible de dépérissement » si l'on persistait à vouloir y installer des ateliers, et qu'il serait « beaucoup plus convenable de les établir dans les terrains immenses qui sont adjacents à ce monument (3) »... Le Comité maintint sa décision. Dès le 27 août, Barère avait annoncé à la Convention que les travaux de construction commenceraient sous peu de jours (4), et l'architecte Poyet promit de les terminer en trois semaines (5). Ce délai fut sensiblement dépassé. Le 2 octobre, les administrateurs de la fabrication extraordinaire déclaraient que dans 8 jours les ateliers du Luxembourg et de l'Indivisibilité seraient achevés ; Poyet transmit, le 3, « un engagement souscrit par un très grand nombre d'entrepreneurs pour opérer l'entière confection des forges (6) »... Bref, la fabrication des canons ne commença qu'en brumaire.

Elle n'occupa d'abord que peu d'ouvriers, la plupart sans expérience. Au 13 brumaire, 19 ouvriers établis au Luxembourg avaient forgé 104 canons ; 20 ouvriers établis place de

(1) Voir à ce sujet chapitre ix.

(2) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 84 et 142, et A. N. AF* II 121.

(3) Lettre reçue le 2 septembre par le Comité. (A. N. AF* II 128.)

(4) *Archives parlementaires*, t. LXXIII, p. 108.

(5) Lettre reçue le 29 août par le Comité. (A. N. AF* II 128.)

(6) Même référence.

l'Indivisibilité en avaient forgé 134 (1). Mais ni les retards ni les mécomptes du début n'entamaient la volonté du Comité de Salut public. Paris allait posséder 258 forges : 140 aux Invalides, 54 au Luxembourg, 64 place de l'Indivisibilité. « Lorsque les ouvriers seront exercés, déclara Carnot, chaque forge produira 4 canons par jour, soit un total de 1.032. » Ainsi serait assuré l'approvisionnement de la manufacture qui devait donner 1.000 fusils complets par jour. Carnot rappela aussi le but politique que l'on poursuivait en faisant de la capitale le foyer des industries de guerre et en y créant des forges en plein air. « En les distribuant en grandes masses sur les places publiques et dans les promenades..., le Comité... a eu pour objet d'inspirer au peuple la confiance qu'il doit avoir dans ses ressources et de le rendre lui-même le surveillant des entraves de tous genres que cette grande fabrication pourrait éprouver (2). »

L'obstination du Comité fut couronnée de succès. Un procès-verbal rédigé le 12 nivôse par des commissaires de la « Société des hommes libres, séante à la caserne Saint-Louis, section Révolutionnaire » (3) constate des progrès considérables. Place de l'Indivisibilité, 140 ouvriers sont en « grande activité » ; les 54 forges du Luxembourg occupent 110 canonniers, garnisseurs et culasseurs ; « sous peu de jours », quand les élèves seront plus instruits, elles produiront 112 canons par jour ; aux Invalides, 38 forges seulement travaillent, mais il se présente journellement des ouvriers, et tout irait bientôt pour le mieux, si les outils ne faisaient défaut et « si les menuisiers construisaient avec moins de lenteur ».

Le mois suivant, Barère annonça à la Convention des résultats encore plus satisfaisants. « Nous comptons maintenant plus de 500 canonniers dans les trois grands ateliers publics (4). » Il exagérait quelque peu. Les états décadaires qui furent soumis à la Convention à partir de nivôse prouvent que le nombre des ouvriers employés sur l'esplanade des Invalides alla sans cesse croissant : 90 au 10 nivôse, 166 un mois

(1) B. N. Le 88 545.

(2) *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire an II.

(3) B. N. Lb 40 2395 et A. N. AD VI, 40.

(4) *Rapport à la Convention*, du 13 pluviôse an II.

plus tard, 270 au 30 floréal. Mais l'effectif total des trois groupes de forges n'est que de 418 au 10 pluviôse. Au 30 floréal, il s'élève à 542.

Cet accroissement régulier de la main-d'œuvre et les progrès accomplis par les apprentis permirent, sinon d'atteindre le but que l'on s'était proposé, du moins de s'en rapprocher. La manufacture parvint à fournir jusqu'à 6.000 canons forgés par décade (1).

VII. — LES USINES (*Foreries et émouleries*).

Quand le canon est forgé, nous dit Carnot, « on le met de calibre et l'on adoucit l'intérieur dans des usines, au moyen d'alésoirs gradués qu'on y fait passer de force successivement et qui sont mis en mouvement par une machine. On a pensé qu'il était possible d'établir, sur la Seine et dans les lieux où le courant est le plus favorable, cinq grands bateaux garnis chacun de deux tournants et montés de seize foreries, ce qui fait quatre-vingts foreries; et en supposant que chacune d'elles ne pût aléser que 12 ou 15 canons par jour, 1.000 canons subiront cette opération... » Ces canons devaient être ensuite usés sur des meules par les « émouleurs », pour enlever les parties trop épaisses (2).

On parvint sans trop de peine à se procurer un nombre suffisant de meules. Le 5 septembre, le Comité autorise le ministre de la Guerre à envoyer à Rouen le citoyen Périer, pour acheter toutes celles qu'il y trouvera, puis décide, le 11 octobre (3), que le même Périer fera fabriquer, pour essai, six meules avec du grès de Pontchartrain (4). Dès le 19 brumaire, Périer annonce que 24 ou 25 meules ont été expédiées de Rouen par terre et que 200 autres, chargées sur un bateau, parviendront dès que la Seine sera navigable; il attend aussi, sous peu de jours, une meule fabriquée à Pontchartrain, dont il éprouvera la qualité. Enfin, il a pris des informations

(1) Guyton, *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

(2) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire an II.

(3) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 284.

(4) Commune de Seine-et-Oise.

sur les carrières de la région de Saint-Etienne : les marchands sont disposés à expédier des meules de toutes grandeurs. Reste à préciser les besoins pour une année et à déterminer les dimensions des diverses espèces de meules qui pourront être nécessaires (1).

Vers la fin de l'an II, le Comité se préoccupe encore de la question ; il ordonne, le 1^{er} messidor, de mettre en activité la carrière de meules de la citoyenne veuve Marin, à Langeac, et accorde 2.000 livres au District de Brioude pour lui avancer des fonds et rechercher d'autres carrières. Le 21, il demande à la Commission des armes de lui indiquer, sous trois jours, les mesures prises ou à prendre pour assurer l'approvisionnement en meules de la manufacture (2). Les renseignements fournis le 5 thermidor par l'Agence des armes portatives prouvèrent qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter : depuis le 11 ventôse, le magasin de la rue de l'Université avait reçu 2.089 meules de 12 à 45 pouces de diamètre ; il en avait livré 366 aux ateliers publics et à divers soumissionnaires ; 1.723 restaient donc disponibles. D'autre part, on pouvait escompter des ressources prochaines : Barbier, commissaire ambulant de l'Agence, avait découvert près de Langres un terrain capable de fournir environ 180 meules de 6 pieds de diamètre sur 10 pouces d'épaisseur et les citoyens Faure, négociants à Langres, avaient reçu pouvoir de les exploiter promptement ; l'Agence avait aussi autorisé l'agent comptable des ateliers de Versailles à faire continuer l'extraction et la confection des meules de Pontchartrain ; enfin, instruite qu'il existait des carrières dans les bois de la ci-devant abbaye de Flabémont, district de La Marche (Vosges), elle s'était occupée d'en tirer parti. Bref, les ressources ne pouvaient manquer de s'accroître rapidement (3).

Mais, par ailleurs, la construction des usines avait donné de singuliers déboires. Dès le 24 août 1793, le Comité envoie à Charleville un « charpentier célèbre » de Paris, Guerne, pour étudier le mécanisme des foreries. Le même jour, il

(1) Lettre autographe de Périer à Dupin. (B. V. P., *ms. de nouvelle acquisition*, n° 147, f° 388.)

(2) A. N. AF* 11 123 et Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 29.

(3) A. H. G. *Reg.* A/8.

charge l'entrepreneur Genty d'acheter des bateaux et de les réparer ; il met 60.000 livres à sa disposition, lui accorde pour ses courses deux chevaux de selle et un cabriolet, et invite les autorités à « le munir de tous certificats ou laissez-passer d'usage ». Le 21 septembre, il lui confie le soin « d'établir les machines nécessaires à la forerie » sur les bateaux dont il a fait l'acquisition ; le ministre de la Guerre y veillera et fournira les fonds (1). Le 13 brumaire, Carnot déclare à la Convention qu'on a travaillé sans relâche à radoubler les bateaux achetés en août et à y établir les foreries, et que l'un d'eux est en place au pont de la Tournelle, prêt à recevoir les ouvriers.

Mais bientôt la correspondance du Comité révèle une impatience et des inquiétudes qui démentent son optimisme officiel. Le 5 frimaire, il avoue à Vandermonde sa déception et son embarras. « En prenant des bateaux tout faits et qui, à cause de la sécheresse, se trouvaient sans emploi », il avait cru que la construction des usines « serait peu coûteuse et rapide, et que le spectacle de la rivière couverte d'ateliers contribuerait avec celui des places publiques couvertes de forges à échauffer le zèle des ouvriers de Paris pour la fabrication des armes... et inspirerait aux amis de la République de la confiance dans leurs ressources et dans leurs moyens de défense »... Mais les travaux n'avancent guère : une seule forerie est installée ; chaque forerie coûtera 120.000 livres environ ; d'autre part, « on représente que les usines seront exposées pendant l'hiver à être dans l'immobilité à cause des gelées, à être détruites par les débâcles, à être contrariées par la navigation qu'elles gêneront (2) », et Périer propose d'utiliser une machine à feu établie à la Maison de Seine, près Franciade (3) : destinée à un laminage de plomb, elle se trouve aujourd'hui sans emploi et il serait aisé de l'aménager à peu de frais. Le Comité entend n'agir qu'à bon escient. Il veut « être assuré s'il est avantageux de négliger l'effet moral que produira dans une commune immense le spectacle

(1) A. N. AF* 11 121 et Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 85 et 145.

(2) Déjà, à l'Assemblée de l'Évêché, du 15 octobre, on avait émis des doutes sur l'efficacité des foreries sur bateaux.

(3) Saint-Denis.

continuel d'usines nombreuses occupées nuit et jour à la fabrication des armes ». Il veut savoir « ce qu'il y a de raisonnable dans les craintes que l'on a que les gelées et les débâcles ne suspendent les travaux sur les rivières ». S'il y a « de l'avantage à mettre à terre tous ces établissements ou au moins une partie », faudra-t-il adopter pour l'usine de Franciade le système de l'entreprise ou celui de la régie ? Et, en admettant qu'une régie fût profitable, ne vaudrait-il pas mieux prendre l'usine à bail que de l'acheter ? Autant de points sur lesquels le Comité invoque les lumières et le patriotisme de Vandermonde ; il se transportera à la forerie *le Sans-Culotte*, sous le pont de la Tournelle, examinera sa construction et son mécanisme, visitera les chantiers de l'entrepreneur Genty à la Râpée pour juger de l'état de ses travaux, se rendra à la Maison de Seine, étudiera la machine à feu et fera « dans le plus bref délai au Comité un rapport qui le mette à portée de prendre sur tous ces objets la détermination la plus avantageuse à la célérité et au succès de la fabrication des armes (1) ».

Vandermonde ne tarda guère à recevoir une mission plus large. Le 18 frimaire, désireux de confier à un citoyen « instruit, probe et républicain » la surveillance et la direction d'ensemble des travaux des usines, c'est à lui que le Comité s'adressa ; il fut autorisé à correspondre sur cet objet « avec toutes les parties de l'Administration des armes » pour rendre compte de l'état des travaux et des perfectionnements possibles (2).

Ses conseils déterminèrent sans doute le Comité à rassembler, par prudence, de nouveaux moyens de fabrication, tout en poursuivant avec ténacité l'exécution de son plan primitif. Le 17 frimaire, considérant « que les foreries et émouleries sont ce qu'il y a de moins abondant et de moins complet, pour le moment, dans la fabrication des armes », il accueille avec faveur une machine inventée par le mécanicien Charpentier et dont « les commissaires Dufourny et Régnier lui ont fait un rapport avantageux » : 2.400 livres sont mises à sa disposition pour l'exécuter « en grand » dans

(1) Charavay, t. IV, p. 174.

(2) A. N. AF* 11 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 255.

les vingt jours ; cette machine, qui sera mue par un cheval, contiendra « huit forets et huit machines à dresser l'extérieur (1) ».

Le même jour, ayant appris que les machines à forer de l'hôtel Bretonvilliers « sont, quoiqu'en activité, loin de la perfection à laquelle on peut atteindre », le Comité autorise les citoyens Francastel et Bénard « à établir deux machines de foreries à bras, à prendre les mesures de celles de l'île de la Fraternité, ainsi que des usines placées au pont de la Tournelle ». Le 18 nivôse, il leur permettra d'installer leur « banc à forer » dans une des maisons nationales de leur section (2).

Le 22 frimaire, il proclame la nécessité d'établir promptement des machines provisoires, car « il y a plus de canons forgés que les usines ne peuvent en forer » et « il est prudent de prendre à l'avance des mesures pour prévenir l'effet de la gelée : cinquante forets neufs, à bras, seront construits et placés dans l'église des Quatre-Nations. Le 24, Périer reçoit l'ordre d'achever ce travail en un mois. Le 1^{er} nivôse, on change d'avis, et il est décidé que les forets seront installés dans le cloître de l'abbaye Saint-Germain-des-Prés (3). A la même époque, le Comité accepte l'offre que fait J. Gerentey d'une machine à feu sise à l'île Louviers : elle actionnera six meules à émoudre des canons ; un mois est donné à Périer pour la mettre en marche (4).

Cependant le Comité presse de toutes ses forces l'installation des usines sur bateaux. Le 22 frimaire, il enjoint à Guerne et Genty, surchargés de besogne, de céder au charpentier Bouchot, qui l'aménagera dans l'espace d'un mois, un des bateaux qu'ils ont achetés. Il n'en continue pas moins à les seconder de son mieux : le 25, il autorise Genty à faire forger sans délai aux environs de Paris « les arbres qui doivent porter les meules destinées... aux émouleries, lesquels arbres seront faits en fer corroyé et de la meilleure qualité ». Il finit pourtant par perdre patience et résolut de sévir. Le 4 pluviôse, considérant que Genty, malgré des avertissements réitérés,

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 236.

(2) A. N. AF* II 120 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 237, et t. X, p. 102.

(3) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 321, 391 et 560.

(4) A. N. AF* II 121 (arrêté du 23 frimaire).

n'a point rempli ses engagements... », que sa négligence a contraint le Comité « à faire construire des foreries et des émouleries à bras, sans s'arrêter par la dépense extraordinaire qui doit en résulter..., que les plaintes contre Genty s'accroissent de jour en jour et que cependant il ne prend pas les moyens nécessaires pour donner à ses travaux l'activité à laquelle il était tenu », le Comité ordonne l'arrestation immédiate de l'entrepreneur : il restera détenu jusqu'à nouvel ordre et sera mis en jugement s'il y a lieu (1). Genty demeura en prison au moins jusqu'en floréal : les 9 et 29 pluviôse, puis le 10 ventôse, des arrêtés l'autorisèrent seulement à se rendre chez lui, sous la garde d'un gendarme, pour y payer ses ouvriers (2).

Mais son associé Guerne devait continuer, avec toute la rapidité possible, les travaux commencés. Le Comité, qui lui avait demandé l'état de ses besoins et de ses ressources, s'efforça de l'aider dans sa tâche. Le 16 pluviôse, quatre charpentiers et deux menuisiers de Paris reçoivent l'ordre de fournir vingt-quatre de leurs ouvriers, choisis parmi les plus intelligents, et de les envoyer dès le lendemain aux chantiers de la Râpée, où ils travailleront pendant deux mois au plus. Un inspecteur de la Commune vérifiera chaque jour leur présence, excitera leur zèle et rendra compte « du progrès de la confection des usines et des obstacles qu'elles éprouvent (3) ». Le 7 ventôse, un gendarme est requis pour travailler comme charpentier, à la Râpée (4) ; le 10, deux cloutiers sont appelés de Saint-Dizier à Paris pour fabriquer les clous nécessaires aux bateaux (5).

Malgré tous ces efforts, la construction des usines flottantes n'avancait guère. Le 20 nivôse, les ouvriers occupés à les établir présentaient à la Convention les drapeaux qui devaient les orner et annonçaient qu'ils avaient planté un arbre de

(1) A. N. AF* 11 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 349, et 419, et t. X, p. 396.

(2) A. N. AF* 11 121 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 221 et 451. Voir aussi le texte de l'arrêté du 8 floréal dont il sera question plus loin.

(3) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 679 et 681, et A. N. AF* 11 121.

(4) *Id.*, *Recueil*, t. XI, p. 385.

(5) A. N. AF 11 218.

la Liberté (1). Mais, au 13 pluviôse, on ne disposait encore que de deux bateaux portant 32 forets, et de 50 foreries à bras ; d'autre part, six émouleries « à feu » marcheraient « dans six jours » ; deux émouleries à chevaux et quatre sur bateaux étaient en construction (2). Un mois plus tard, la situation ne s'était pas améliorée : deux bateaux, *le Sans-Culotte* et *le Républicain*, placés près du pont de la Tournelle et sous le Pont au Change, occupaient chacun 45 ouvriers ; les ateliers à bras de Saint-Germain-des-Prés en employaient 154. Les trois établissements réunis n'avaient foré que 2.120 canons pendant la décade précédente : on était loin des 1.000 fusils complets qui devaient sortir chaque jour de la manufacture (3).

Le Comité n'en travaillait qu'avec plus d'ardeur à réparer les fâcheux effets de la négligence de Genty et à se procurer des ressources nouvelles, soit à Paris, soit dans les environs. Le 5 pluviôse, il décide l'achat du bateau de Leigradier et C^{ie}, « placé sur la rivière de Seine et contenant des meules à émoudre ». Le 9, acceptant les offres de Périer, il l'invite à construire en un mois une émoulerie à chevaux et l'autorise, le 23, à l'installer dans la ci-devant église Notre-Dame-de-Lorette (4). Le 3 germinal, il requiert le moulin à vent des ci-devant Chartreux et celui des ci-devant Lazaristes : l'Administration des armes portatives essaiera s'ils « ne seraient pas propres à faire marcher des meules à émoudre des baïonnettes (5) ».

En même temps, le Comité étudie le moyen de créer des usines aux environs de la capitale. Dès le 20 frimaire, il charge Vandermonde, qui connaît les établissements de Klingenthal et de Libreville, de se rendre au Moulin Bouchet et au Moulin Galant, dans le district de Corbeil, « afin d'examiner si le premier... peut être destiné à une fabrique de baïonnettes et... le second... à une forerie et émoulerie de canons..., en ayant soin de ne pas changer la destination des moulins à farine ». Le rapport de Vandermonde fut sans doute favorable ;

(1) P. V., t. XXIX, p. 89.

(2) Barère, *Rapport à la Convention*, du 13 pluviôse an II.

(3) État de situation de la manufacture, du 20 ventôse.

(4) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 415, et t. XI, p. 67 ; A. N., AFⁿ n° 121.

(5) A. N. AFⁿ n° 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 122.

un arrêté du 6 pluviôse décide, en effet, que Jassène, charpentier de Corbeil, dressera le plus promptement possible les plans et devis de deux usines : une forerie et émolerie de canons, qui serait installée au Moulin Galant, près d'Essonnes, et une émolerie de canons qui serait montée sur la chute voisine de la Chopinière. Si l'Administration centrale des armes les juge utiles, ces deux établissements seront confiés au propriétaire du moulin, Jars, qui les exécutera à son compte et recevra, sur sa demande, une avance. D'autre part, Cordelle, ingénieur hydraulicien à Vaugirard, dressera les plans et devis d'une usine (émolerie ou forerie de canons) à établir à la commanderie de Saint-Jean-de-l'Isle, près de Corbeil, et d'une forerie de douilles de baïonnettes, qui serait créée sur une chute près de l'usine du Bouchet (1).

Le 20 pluviôse, le Comité requiert encore le moulin de Bougival (district de Versailles), pour recevoir deux meules et douze foreries (2). Le 3 ventôse, « considérant... qu'il y a peu de moulins dont on puisse disposer dans les environs de Paris et qu'il faut... y suppléer par toutes les machines possibles », il ordonne l'achat de la Maison de Seine, près Franciade (3) : on y construira, en quatre décades, « des foreries et des émouleries autant que la machine à feu pourra en faire mouvoir ». Une circulaire du 25 prescrit aux agents nationaux des districts voisins de Paris d'envoyer à la Section des armes du Comité « l'état des usines et moulins inoccupés que l'on peut transformer dans ce moment en émouleries ou foreries » ; ils indiqueront aussi « leur degré de bonté ou de vétusté » et le nombre des citoyens qui seraient capables de se livrer à ce genre de travail ; comme le temps presse, ils rendront un premier compte des renseignements obtenus dans les dix jours. Le 6 germinal, plusieurs moulins inoccupés du district de Pontoise retiennent l'attention du Comité ; il charge l'agent national d'une enquête rapide et, le 13, ordonne l'achat de quatre de ces moulins : l'Administration des armes portatives y fera construire, en un mois, des foreries

(1) A. N. AP* 11 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 304; t. X, p. 438, et t. XI, p. 248.

(2) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 771.

(3) Indiquée par Périer dès frimaire.

et émouleries de canons et de baïonnettes. Enfin le représentant Battelier signale, le 14, un moulin de Sèvres qui pourrait faire tourner trente meules à émoudre des baïonnettes : huit jours suffiraient pour l'aménager (1).

A la fin de germinal, le Comité de Salut public examina la situation générale de la manufacture de Paris ; au début de floréal, il la réorganisa, la dota d'un Conseil d'administration, la soumit à la surveillance spéciale de deux représentants du peuple, Fayau et Guillemardet. La question des usines retint tout particulièrement son attention. Six foreries sur bateaux avaient été prévues ; trois seulement étaient en activité : le *Sans-Culotte*, la *Carmagnole* et le *Républicain* ; pendant la dernière décade de germinal, leur rendement s'était élevé à 1.100 canons. De son côté, la grande forerie à bras de Saint-Germain des Prés en avait fourni 1.267 (2).

2.367 canons forés par décade, c'était encore insuffisant : il fallait arriver à 10.000. Les constructions entreprises permettraient-elles de combler le déficit ? L'usine de Bougival était achevée ou sur le point de l'être : l'agent des ateliers de Versailles avait annoncé à l'Administration des armes portatives qu'elle marcherait le 1^{er} floréal (3). Vingt-quatre bancs avec leurs forets allaient être installés à la Maison de Seine, près Franciade. Deux moulins de Pontoise allaient être aménagés en foreries.

D'autre part, on ne disposait encore que d'une seule émoulerie à canons : elle était placée sur un bateau, le *Tyrannicide*, amarré près du Pont-au-Change. Une seconde venait d'être descendue sous le Pont de la Tournelle (l'*Intrépide* qui apparaît dans l'état de situation du 20 floréal) ; une troisième était en construction à la Râpée. La machine à feu de l'île Louviers allait actionner six meules. Enfin, « quatre meules mues par des chevaux » étaient en construction à Notre-Dame de Lorette, la machine à feu de la Maison de Seine en actionnerait six autres et deux des moulins requis à Pontoise seraient sous peu convertis en émouleries.

(1) A. N. AF* 11 123 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 310, et t. XII, p. 190, 345 et 369.

(2) État décadaire de situation de la manufacture, du 30 germinal.

(3) A. H. G., *Reg.* 22-a /1.

Le Comité estima qu'il suffirait, pour couvrir les besoins de la manufacture de Paris, de créer encore trois foreries et trois émouleries : rien ne serait plus aisé, car au dire des agents nationaux il existait dans des districts voisins « un grand nombre de moulins à farine inoccupés ». Mais seul un représentant du peuple, investi de pleins pouvoirs, saurait assurer l'exécution rapide de ce programme. Legendre (de la Nièvre) reçut donc mission, le 8 floréal, d'accélérer les constructions commencées, de choisir six moulins à Pontoise, Melun, Nogent-sur-Seine, ou d'une manière générale aux environs de Paris, et d'y installer « le plus promptement possible » trois foreries et trois émouleries. Le Comité l'autorisait « à s'environner de tous les artistes éclairés » qui lui seraient nécessaires, et à « requérir tous les ouvriers et matériaux, ainsi que les autorités constituées ou agents quelconques (1) »...

Malgré les soins de Legendre, plusieurs mois s'écoulèrent encore sans qu'on eût obtenu des résultats décisifs. Le Comité apprend tout d'abord que l'émoulerie de l'île Louviers ne donne que des produits insignifiants et, le 29 floréal, enjoint aux entrepreneurs, Périer frères et Martin, de réparer la pompe à feu avant le 3 prairial : passé ce délai, les frais seront à leur charge (2). Un mois plus tard, la manufacture traverse une crise très grave. Les représentants Fayau et Guillemardet constatent, le 7 messidor, que le rendement des usines est insuffisant et qu'il est urgent de se procurer des vieux canons. Ils demandent à l'Agence des armes portatives d'indiquer sans délai la quantité de fusils à réparer dont elle dispose et ce que l'on pourrait tirer « des armées ou des divers points de la République ». Le 12, ils développent leur pensée : « les canons sont la partie de la fabrication dont les besoins sont plus sensibles » ; or, il en existe des quantités énormes dans le magasin des Feuillants ; « nous nous sommes convaincus par nous-mêmes qu'il serait possible de s'en procurer à suffisance en ordonnant un triage de 20 à 25.000 canons » qui y sont déposés et « qu'en peu de temps on pourrait ren-

(1) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 97.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 589.

dre utiles un nombre considérable de fusils sujets à de très minces réparations, tels que fusils danois, fusils de l'armée révolutionnaire et beaucoup d'autres venant des divers dépôts de la République... ». L'Agence reçoit l'ordre d'agir sans délai ; le Conseil d'administration distribuera aux divers ateliers les ressources ainsi obtenues. « Les premiers besoins des hommes qui défendent leur liberté sont des armes. Nous sommes chargés de pourvoir le peuple de cette subsistance. Remplissons notre tâche. Fabriquons, réparons, mais des fusils (1) ! » L'Agence obéit : le 13 messidor, elle écrit à la Commission des armes qu'elle a invité, en termes pressants, les entrepreneurs de toutes les manufactures à expédier sur Paris le tiers des fusils à réparer qui se trouvaient dans leurs ateliers (2).

Ainsi, les retards successifs apportés à l'organisation définitive des usines et l'insuffisance de leur production imposaient l'emploi de véritables expédients. Si l'on n'y mettait bon ordre, la manufacture projetée se réduirait à un immense atelier de réparations. D'accord avec le Comité, Fayau et Guillemardet luttèrent avec acharnement contre les obstacles qui surgissaient de toutes parts. Ils écrivaient, le 29 messidor, au Conseil d'administration : « D'après une entrevue que nous avons eue avec notre collègue Legendre, il est constant qu'il existe dans les usines de forerie un vice que nous devons nous empresser de corriger. Les hommes et les choses semblent être d'accord pour entraver la manufacture, mais votre vigilance et votre patriotisme lèveront tous les obstacles, et avec quelques réformes nous marcherons » ; plus de 3.000 canons ont été rebutés : les inspecteurs ne connaissent donc pas leur partie, puisque les forgerons « trouvent des moyens de soustraire à leur surveillance des défauts importants » ; par suite, les ouvriers des usines « se plaignent du temps qu'ils perdent à forer un canon qui est rejeté après l'opération et... la République est victime de la supercherie ou de l'ignorance... » ; il en résulte une nouvelle diminution du rendement déjà insuffisant des usines ; il faut donc « que des hommes instruits

(1) A. N. AF* n° 129.

(2) A. H. G. *Reg.* A/8.

visitent les canons avant le forage ». Le 7 thermidor, ils dénoncent encore « le défaut d'inspection (1) ».

Cependant, sous l'impulsion de leur collègue Legendre, la construction des usines nouvelles se poursuivait avec activité à Paris et dans les districts voisins. Au milieu de messidor, la Commission des armes et poudres demande à l'Agence des armes portatives un rapport détaillé sur l'état des travaux hors de Paris. L'Agence s'excuse, le 17, de n'avoir pu l'établir en deux jours et annonce qu'elle y travaille : d'ores et déjà elle a pris des mesures pour que l'on choisisse des chutes d'eau telles « que la baisse des eaux et la sécheresse ne puissent arrêter ou ralentir leur force » ; elle espère « suppléer par là à... la faiblesse du travail d'été dans les usines de l'intérieur de Paris (2) ». Le 7 thermidor, le Comité ordonne au Conseil d'administration de la manufacture de mettre dans le jour à la disposition de l'Agence « deux chefs ouvriers d'usines à forer les canons », pour être employés à Franciade, et décide, le 8, que l'on y enverra sur-le-champ deux ouvriers foreurs. Le 18, il requiert, pour servir d'émoulerie de baïonnettes, « le moulin du citoyen Guettard, assis sur la rivière d'Etampes (3) ».

Vers la fin de l'an II, ces efforts persistants commençaient à porter leurs fruits. Un tableau présenté le 5 fructidor au Comité par le représentant Legendre indique avec précision la situation des usines, les résultats qu'elles donnent dès à présent et les espérances que l'on peut concevoir pour l'avenir.

A Paris même, il existe cinq émouleries de canons de fusils dont chacune actionne quatre meules : trois d'entre elles sont installées sur des bateaux amarrés au Pont-au-Change, au Pont-Neuf et au Pont de la Montagne, le *Tyrannicide*, l'*Intrépide* et le *Révolutionnaire* ; les deux autres se trouvent à l'île Louviers et à Notre-Dame-de-Lorette, rue Faubourg-Marat.

Deux émouleries de baïonnettes qui comprennent res-

(1) A. N. AF* 11 129.

(2) A. H. G. Reg. A /8.

(3) A. N. AF* 11 123 et Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 422, 426 et 671. Voir aussi à ce sujet une lettre de l'Agence à la Commission des armes, du 4 thermidor (A. H. G., Reg. A /8).

pectivement 12 et 24 meules sont établies au Pont-au-Change et au Pont de la Montagne sur deux autres bateaux, le *Régicide* et le *Terrible* ; en outre, 18 meules travaillent aux Quinze-Vingts.

Cinq foreries d'inégale importance sont aussi prévues dans la capitale : trois bateaux, le *Sans-Culotte*, la *Carmagnole* et le *Républicain*, placés le premier au Pont de la Raison, les deux autres au Pont-au-Change, portent chacun 16 forets ; il y en a 48 à l'abbaye Germain, et 8 seront mus par une machine nouvelle établie aux Gobelins.

En dehors de Paris, on a achevé ou commencé la construction de plusieurs usines : à Bougival, près de Marly (8 forets), — à Franciade, Maison de Seine (24 forets et 4 meules), — au Bouchet, district de Corbeil (8 forets et 3 meules), — à Chantilly, district de Senlis (42 forets et 8 meules), — aux moulins de Pontoise (20 forets et 29 meules).

Ainsi, lorsque le programme sera entièrement réalisé, la manufacture de Paris disposera de 206 forets, de 49 meules à canons et de 54 meules à baïonnettes. Pour l'instant, « il n'y a en activité que 112 forets, 20 meules à canons (en tenant compte de l'usine de l'île Louviers, qui est en réparation) et 30 meules à baïonnettes ». Leur produit, « diminué de plus de moitié par la baisse extraordinaire des eaux », est insuffisant pour le service de la manufacture, d'autant que « les ouvriers qu'on a été obligé de former ne sont pas encore très habiles dans leur art ». Mais « lorsque les nouvelles constructions seront achevées et qu'on aura décidé à quel nombre de fusils on croira à propos de fixer définitivement la fabrication des armes à Paris, alors le produit des usines marchera en proportion égale à celui des ateliers et toutes les parties de la fabrication se trouveront réglées sur ce produit ; alors aussi on pourra supprimer les usines à manège ou à bras, dont l'entretien est très dispendieux et le produit très médiocre (1) ».

Legendre prévoit donc une réorganisation de la manufacture de Paris ; il indique des économies possibles ; il admet qu'il faudra sans doute renoncer aux 1.000 fusils par jour promis en

(1) A. N. AF II 214, d. 1840.

août 1793 ; mais rien dans son exposé ne laisse penser que les ateliers de la capitale sont destinés à disparaître bientôt : il s'agit seulement de donner à l'ensemble des travaux plus de cohésion.

En fait, jusqu'à la fin de l'an II, on travailla à l'aménagement des usines nouvelles. Le 8 fructidor, le représentant Guillemardet rappelle à l'Agence des armes portatives que depuis dix jours l'usine de Saint-Cloud est prête à marcher ; mais il y manque « des ouvriers, des canons, de la graisse et quelques autres agrès » ; il lui reproche sa négligence, « essentiellement nuisible aux progrès de la manufacture... surtout dans un moment où la disette d'émoulerie est sur le point de faire suspendre une grande partie des travaux » et la somme de « prendre dans le jour toutes les mesures nécessaires (1)... » Le 23, le Comité ordonne au Conseil d'administration d'envoyer sur-le-champ à Pont-la-Montagne (Saint-Cloud) quatre émouleurs pour faire marcher cette usine : ils reviendront à Paris dès qu'ils auront formé des élèves capables de les remplacer (2).

Vers cette époque, les ateliers de monteurs manquaient encore de travail, faute de bois de fusils et de canons éprouvés, et le Conseil d'administration proposait, le 24, d'employer les ouvriers monteurs à d'autres besognes. Legendre approuva le lendemain, mais il annonçait que le déficit qui se faisait sentir dans les magasins ne tarderait pas à être rempli. Et le troisième sans-culottide an II, il refusait d'acquiescer une patache (3) que le propriétaire offrait pour y établir une émoulerie : « les différentes usines en construction sont en assez grande quantité pour rejeter son offre (4) ».

Ainsi, tant qu'il conserva le pouvoir, le Comité de l'an II resta fidèle à ses desseins primitifs ; les obstacles surexcitaient en quelque sorte sa volonté d'aboutir ; il ne cessa de travailler à l'achèvement des usines qui constituaient l'une des parties essentielles de la manufacture de Paris.

(1) A. N. AF* II 129. Nous ignorons pourquoi il n'est pas question de cette usine dans le tableau présenté trois jours plus tôt par Legendre.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 597.

(3) Sorte de bateau de rivière.

(4) A. N. AF* II 129.

VIII. — LA FABRICATION DES PLATINES.

Le Comité ne mit pas moins de persévérance dans l'organisation des ateliers de platineurs. La platine était un organe très complexe ; ses multiples pièces devaient être forgées une à une « dans les boutiques... des particuliers », mais elles seraient ensuite limées, ajustées, trempées et assemblées « par un nombre immense d'excellents ouvriers de Paris, accoutumés à manier la lime pour des objets qui exigent une grande précision » : horloges, montres, pendules, instruments de mathématiques, etc. Quelques jours d'apprentissage leur suffiraient pour voir travailler des ouvriers exercés, « étudier leurs procédés..., apprendre les formes que les pièces doivent avoir ». On les réunirait « dans de grands ateliers où les procédés se communiquent avec une grande rapidité et où l'émulation excite à faire mieux et plus vite (1) ». Le programme primitif en prévoyait huit (2), distribués dans les différents quartiers de Paris. Divers arrêtés des 26, 28, 29, 30, 31 août et 3 septembre chargèrent les architectes de Wailly, Piron, Poidevin, Delespine, Mouton, Glise et Signy de les établir dans la maison de Bachy, rue Dominique, faubourg Saint-Germain, — dans les écuries et remises de la maison Montmorency, — dans le collège ci-devant Cardinal Le-moine, — à la maison d'Aine, rue Dominique, — aux ci-devant Cordeliers, rue de Marat, — dans la maison des Quinze-Vingts, située rue de Charenton, faubourg Saint-Antoine, — et au ci-devant couvent de Sainte-Magloire, rue Saint-Denis (3).

Mais diverses modifications furent apportées par la suite au plan des travaux. Carnot, dans son rapport du 13 brumaire, ne parle plus que de quatre ateliers. A cette date, seul celui des ci-devant Chartreux, qui devait recevoir 240 ouvriers, était en activité. On y avait installé des platineurs de Maubeuge. « Les boutiques garnissent tous les cloîtres,

(1) Carnot, *Rapport à la Convention* du 13 brumaire.

(2) Arrêté du 30 août (A. N. AF* n 121).

(3) A. N. AF* n 121 et Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 115, 145, 166, 187-8, 205 et 251.

s'écriait Carnot ; les cellules sont habitées par les ouvriers, et ce local, consacré jadis au silence, à l'inaction, à l'ennui, aux regrets, en retentissant du bruit des marteaux, offrira le spectacle de l'activité la plus utile et le tableau d'une population heureuse. » Trois autres ateliers qui contiendraient respectivement 300, 120 et 200 ouvriers seraient établis dans la maison de l'émigré Bachy, dans celle de Montmorency, rue Feydeau, et au Marché aux poissons. Carnot estimait que chacun des 860 ouvriers ainsi répartis monterait une platine par jour, lorsqu'il serait exercé. En y joignant les platines complètes que livreraient les soumissionnaires, les besoins de la manufacture seraient couverts.

Les prévisions du Comité péchaient par excès d'optimisme. En nivôse, les quatre ateliers groupèrent 505 ouvriers pendant la première décade, 543 pendant la seconde, 549 pendant la troisième ; on se rapprochait donc peu à peu de l'effectif jugé nécessaire et suffisant. Mais l'expérience prouvait que l'apprentissage serait plus long et plus laborieux qu'on ne l'avait imaginé.

Occupés en partie à confectionner des outils et des modèles, les quatre ateliers produisirent, au cours du mois, plusieurs milliers de pièces détachées, mais seulement 759 platines finies, dont 607 étaient dues à l'atelier des Chartreux, où travaillaient les ouvriers exercés de Maubeuge. On était loin de compte, puisqu'il fallait à la manufacture un millier de platines par jour.

Pour les obtenir, le Comité dut accroître le nombre des travailleurs et celui des ateliers. Le couvent des Ursulines Sainte-Avoye, réservé d'abord pour le montage des fusils, reçut des platineurs : 23 au début de nivôse, 82 un mois plus tard, 159 à la fin de ventôse ; la confection de leurs outils les occupa pendant plusieurs décades, et c'est seulement aux derniers jours de pluviôse qu'ils livrèrent 15 platines finies. A la fin de nivôse, apparaît aussi un atelier placé dans la maison Tessé, rue de Varennes : il compta bientôt près de 200 ouvriers, mais ne donna d'abord que des produits insignifiants (71 platines en deux décades). Enfin, les états de situation du 20 ventôse font mention de l'atelier des Quinze-Vingts, dont les 62 ouvriers ont fabriqué 30 platines pendant

la décade précédente et qui, au moins jusqu'à la fin de germinal, bien que son effectif ait été porté progressivement à 116 ouvriers, n'accrut pas sensiblement sa production (1). Son propriétaire, Douste, l'avait offert au Comité qui avait accepté en principe le 1^{er} pluviôse ; le 3, l'Administration centrale des armes et celle des platines avaient été chargées de faire rapport, dans les vingt-quatre heures, sur les capacités de Douste qui désirait être nommé directeur de son atelier devenu national, mais il avait fallu un nouvel arrêté du 26 pour presser la mise en activité de l'établissement (2).

Ainsi le nombre des ateliers se trouva porté de quatre à sept ; celui des ouvriers s'accrut sans cesse : 528 au 10 nivôse, 645 au 10 pluviôse, 951 au 20 ventôse, 1.056 au 30 germinal. On dépassa donc l'effectif prévu par Carnot. Les résultats n'en restèrent pas moins très inférieurs aux espérances : 759 platines en nivôse, 1.542 en pluviôse, 2.394 en germinal. Le rendement avait triplé, mais il atteignait à peine le dixième de celui que l'on avait escompté. Pour alimenter les autres parties de la manufacture, il fallut puiser largement dans les produits de l'atelier de réparations de l'île de la Fraternité qui « rhabilla » 3.920 vieilles platines en nivôse, 2.163 en pluviôse, 831 pendant les deux dernières décades de ventôse. En germinal, l'atelier de réparations des Capucins Saint-Honoré, deux ateliers d'ajusteurs-monteurs installés rue Dominique, aux Jacobins et à la maison d'Aine, et les ateliers de platineurs eux-mêmes durent collaborer à cette besogne, et l'on parvint à rhabiller 10.559 platines (3).

De tels expédients ne pouvaient que retarder la chute de la manufacture. Le Comité redoubla d'énergie pour éviter cette catastrophe. La mauvaise qualité de certaines des pièces livrées aux platineurs contribuait à diminuer leur production ; de nombreux ressorts s'étaient brisés entre leurs mains ; deux arrêtés du 4 germinal prouvent que le Comité se préoccupait de ces malfaçons et s'efforçait d'y porter remède ; le 15 floréal, il accorda à la Commission des armes,

(1) D'après les états décadaires de situation de la manufacture de Paris.

(2) A. N. AF* II 121 et 122.

(3) D'après les états décadaires de situation de la manufacture.

pour y former un atelier de ressorts de platines, la maison dite des Petites Ecuries, rue du Faubourg-Denis (1).

D'autre part, la fabrication d'outils dans les ateliers retardait la confection des platines : le 20 germinal, « considérant que la platine étant la partie la plus difficile du fusil à obtenir, il est de la prudence d'employer tous les moyens qui peuvent en accélérer la fabrication... », le Comité ordonne de créer au ci-devant couvent de l'Assomption un atelier spécial « pour la réparation des étaux, des enclumes et la confection des outils qui ne se trouvent point dans le commerce... ». Le couvent de l'Assomption fut remplacé, le 18 floréal, par la maison Joseph, rue Dominique, puis le 4 prairial par la maison des ci-devant Récollets, près la foire Laurent, où était installé jusqu'alors « l'atelier de filature du Nord » ; à la fin de fructidor, l'atelier des outils n'était pas encore entièrement aménagé (2).

Mais la véritable cause du déficit de la production était l'inexpérience des ouvriers ; il ne dépendait pas du Comité d'abrégéer un apprentissage qu'il eût souhaité moins pénible ; aussi se résigna-t-il à accroître encore le nombre des ateliers et leur personnel. Le 8 floréal, il charge le Conseil d'administration de la manufacture de porter de 1.009 à 1.509 le nombre des ouvriers des sept ateliers déjà établis, et d'en installer 100 autres à l'Arsenal pour y fabriquer des platines neuves ; de son côté, l'Administration des armes portatives rassemblera 200 platineurs à Versailles. Des dispositions seront prises pour assurer à tous les ateliers, anciens et nouveaux, un outillage complet : étaux, soufflets, enclumes, etc. ; le recrutement et les préparatifs devront être achevés au 1^{er} prairial. Les deux Administrations prendront par ailleurs « les mesures les plus promptes et les plus certaines pour amener les 1.809 ouvriers... à fournir à la République chacun cinq platines par décade ». On obtiendrait ainsi 9.045 platines, « conséquemment 1.000 par jour ». Mais le Comité ose à peine y compter. Il observe que « loin de fournir chacun ces cinq platines par dé-

(1) A. N. AF* II 123, et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 146, et t. XIII, p. 267.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 485, t. XIII, p. 347 et 698 ; t. XIV, p. 271, et t. XVI, p. 648.

cade, ce qui ferait pour tous 5.045 platines, les 1.009 ouvriers occupés au travail n'en produisent encore que 800 par décade, ce qui ne fait même pas une platine par ouvrier » ; il est possible que la manufacture « soit arrêtée dans peu », si l'on ne parvient à « augmenter promptement, d'une manière simple et très expéditive, le nombre des platines... » ; le moyen le plus efficace serait sans doute d'employer des machines pour préparer les pièces, afin que les ouvriers n'aient plus « qu'un très petit travail à faire... pour les mettre en état, les monter, les ajuster et les finir (1)... ». Pressé par le besoin, le Comité reprenait une idée qui le hantait depuis l'origine de la manufacture, et il ordonnait la création d'un atelier d'essai et de perfectionnement, dont il se réservait la surveillance immédiate (2).

Par ailleurs, il encouragea diverses tentatives pour simplifier, par des procédés mécaniques, la fabrication des platines : le représentant Lakanal à Bergerac, le citoyen Blanc à Roanne (3) essayèrent de mettre en œuvre un outillage perfectionné. Plus près de Paris, les citoyens Juvet et Le Sueur, qui depuis longtemps croyaient avoir découvert des moyens d'accélérer la fabrication des platines, proposèrent d'établir une manufacture au château de Presles (4) : ils emploieraient vingt-deux forges et 60 limeurs et pourraient donner 100 platines par jour, puis davantage. L'Agence des armes, saisie de leur demande, émit un avis favorable : il conviendrait de leur accorder un local, d'y faire des réparations aux frais de la République, de leur procurer des outils et des ouvriers (5). Il ne semble pas qu'on ait eu le temps d'exécuter ce projet.

Malgré ses efforts, le Comité dut s'avouer que les espérances conçues en août 1793 étaient singulièrement audacieuses. On parvint pourtant à réaliser de sensibles progrès, s'il est vrai qu'en une seule décade la manufacture donna, comme l'affirme Guyton, plus de 1.900 platines (6).

(1) A. N. AF* n 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 98.

(2) Voir plus loin, chap. II, x.

(3) Voir plus loin, chap. III, viii et x.

(4) Sans doute en Seine-et-Oise.

(5) A. H. G. *Reg. A* /8, *Délibérations* des 27 prairial et 25 thermidor.

(6) *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

IX. — ATELIERS DIVERS.

L'organisation des autres parties du travail présenta moins de difficultés. Le 30 août 1793, le Comité de Salut public autorisa le ministre de la Guerre à établir à Paris un atelier d'équipiers de canons et huit d'ajusteurs et monteurs de fusils (1). Dès le début de nivôse, le premier était installé rue de Varennes, dans les écuries de la maison de Broglie : jusqu'en floréal, il n'occupa jamais plus de 29 ouvriers (2). D'autre part, du 26 août au 3 septembre, plusieurs architectes, les citoyens de Wailly, Piron, Hubert, Delespine, Mouton, Glise et Signy reçurent mission d'installer des ateliers d'ajusteurs-monteurs « dans le cloître des ci-devant Jacobins et dépendances, situé rue du Bac et communiquant dans la rue Dominique, faubourg Saint-Germain », — « dans les écuries du ci-devant Monsieur, rue Plumet, même faubourg », — dans la maison d'Egmont, rue des Piques, — à la maison des Carmes de la place Maubert et à la maison de Sorbonne, — dans la maison Tessé, rue de Varennes, faubourg Saint-Germain, — dans la maison des ci-devant Chartreux, rue d'Enfer, près du Luxembourg, — dans la maison des Ursulines, rue Sainte-Avoye, et dans le ci-devant couvent de Sainte-Magloire, rue Saint-Denis (3).

Ce programme fut bientôt modifié ; Carnot ne prévoit plus, le 13 brumaire, que six ateliers publics où seraient groupés 880 ajusteurs, capables de monter chacun un fusil par jour : 200 aux Jacobins de la rue du Bac, 200 aux écuries du ci-devant Monsieur, 200 à la maison d'Egmont, 80 dans la maison de l'émigré d'Aine, 100 dans la maison Tessé et 100 aux Ursulines, rue Sainte-Avoye (4). A cette date, les trois premiers seulement sont en activité : 14 monteurs et ajusteurs travaillent à l'atelier de la rue Plumet, 32 aux Jacobins et 62 à la maison d'Egmont ; ils ont livré en tout 375

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 187.

(2) D'après les états décadaires de situation.

(3) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 114-5, 145, 166-7, 187-8, 205 et 251.

(4) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire an II.

fusils (1). Le 10 nivôse, cinq ateliers d'ajusteurs-monteurs étaient ouverts, mais trois seulement fabriquaient des fusils ; les ouvriers de la rue Plumet et de la rue de Varennes étaient encore occupés à confectionner leurs outils, et il en fut ainsi jusqu'à la fin du mois. Déjà le couvent des Ursulines Sainte-Avoye est affecté à des platineurs ; au début de pluviôse, l'atelier de la rue de Varennes reçoit à son tour la même destination. Le nombre des ateliers d'ajusteurs se trouve donc ramené à quatre.

Par contre, celui des ouvriers ne cesse de croître régulièrement : 108 le 13 brumaire, 629 au début de pluviôse, 672 à la fin du mois, 822 au 30 floréal. On avait donc atteint, à peu de chose près, l'effectif prévu par Carnot.

La production avait aussi accompli de gros progrès : 3.912 fusils achevés en nivôse, 7.160 en pluviôse, 6.895 en germinal. Il convient de noter pourtant que la fabrication de l'arme neuve reste stationnaire ou se ralentit à partir de ventôse, car les autres parties de la manufacture n'alimentent pas suffisamment les ateliers d'ajustage ; les ouvriers monteurs doivent consacrer une partie de leurs journées à d'autres besoins, émoudre ou rhabiller des baïonnettes, rhabiller de vieux fusils ou des platines défectueuses (2) ; l'Administration des armes portatives arrête même, le 5 floréal, qu'aucun ouvrier capable de travailler le fer et l'acier ne pourra sous aucun prétexte s'occuper du montage des fusils (3). Malgré ces précautions, à la fin de fructidor, les monteurs sont encore sur le point de chômer (4).

Par contre, les ateliers de rhabillage furent constamment alimentés. Des arrêtés du 26 août et du 7 septembre avaient mis la totalité de la maison Bretonvilliers, que des ateliers d'armes occupaient déjà en partie, à la disposition des administrateurs de la fabrication extraordinaire. Le 5 brumaire (26 octobre), le Comité décida que les ouvriers de la maison Bretonvilliers et ceux des Capucins de la rue Saint-Honoré

(1) B. N. Le⁸⁸ 545.

(2) D'après les états décadaires de situation.

(3) A. H. G. Reg. 22-a fl.

(4) A. N. AF* II 129 : Lettre du 25 au Conseil d'administration.

s'occuperaient exclusivement des réparations (1). « Ces ateliers, dit Carnot le 13 brumaire, peuvent être regardés comme des lieux d'apprentissage pour la fabrication des différentes parties du fusil. » A cette date, ils occupent respectivement 200 et 150 ouvriers. Bientôt leur effectif s'accroît dans des proportions considérables : 569 ouvriers au début de nivôse, 780 à la fin de pluviôse. Puis il tend à diminuer jusqu'en floréal, sans doute parce que certains ouvriers, ayant acquis une expérience suffisante, passaient dans d'autres ateliers pour y travailler aux pièces. Vers la fin de floréal, les deux ateliers reçoivent de nouvelles recrues, car leur effectif total s'élève à 819 (2). Une centaine d'ouvriers travaillaient aussi aux réparations à l'Arsenal : un arrêté du 25 pluviôse les rattacha à la manufacture (3).

De ces trois ateliers sortirent des quantités assez considérables de fusils remis à neuf, de pistolets réparés et de platines « rhabillées » : par exemple, 2.176 fusils et 1.400 platines pendant la première décade de nivôse, 1.497 fusils et 490 platines pendant la dernière décade de ventôse.

Enfin, divers ateliers qui n'avaient pas été prévus à l'origine furent créés au cours de l'an II. Des ouvriers chargés de forger et limer des pièces de garniture furent installés dans l'église des Carmes de la place Maubert : leur nombre s'éleva progressivement de 139 au début de nivôse à plus de 260 en floréal. Un deuxième atelier du même genre apparaît vers le milieu de pluviôse dans le bâtiment des Cordeliers, rue de Marat ; en floréal, il occupe plus de 230 ouvriers (4).

D'autre part, pour procurer des armes aux bataillons de nouvelle levée, l'Administration départementale de Seine-et-Oise avait décidé, le 24 septembre 1793, de créer une manufacture à Versailles (5) et confié le soin de l'organiser à une commission

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 114, et t. VIII, p. 20.

(2) D'après les états décadaires de situation.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 113. Voir aussi, dans AF II 218, d. 1878, un procès-verbal établi le 5 nivôse par les Comités révolutionnaires des sections des Quinze-Vingts et de l'Arsenal sur les salaires de cet atelier. Il fut supprimé par arrêté du 15 vendémiaire an III (A. N. AF* II 127).

(4) D'après les états décadaires de situation.

(5) Sur ces ateliers, voir *Inventaire sommaire des Archives départementales*, série L, Seine-et-Oise, t. I, p. 228, 243, 245, 250, 253, 483, 489.

centrale dirigée par le citoyen Bénézech qui avait déjà rendu des services « importants et inappréciables... dans cette partie (1) ». Les représentants en mission Delacroix et Musset mirent en réquisition les ouvriers propres à la fabrication, accordèrent pour y établir les ateliers « la maison dite du Grand Commun, à Versailles », et désignèrent comme inspecteur le citoyen Boutet, armurier de la ville. En même temps, ils demandaient au Comité de Salut public, les 25 et 30 septembre, 50 ou 100 ouvriers de Maubeuge (2). L'atelier fut inauguré le 7 octobre et les représentants annonçaient à la Convention, le 15, qu'il était en pleine activité (3). Le 28 brumaire, le Conseil général s'adressait au ministre de la Guerre : « Nous n'avons pu l'employer encore qu'à la réparation des armes ; le moment approche où nous pourrons y fabriquer des armes neuves ; mais il nous manque des canonniers et enclumes à canonniers. » Le 7 frimaire, il autorisait un serrurier de Versailles à se transporter à Villeneuve-Saint-Georges pour « faire venir deux bateaux de charbon de terre pour la consommation de l'atelier... ». Le 13 pluviôse an II, un arrêté du Comité de Salut public décida que les ateliers de Versailles seraient soumis désormais au même régime et à la même administration que ceux de Paris : ils serviraient « à instruire les ouvriers envoyés des autres manufactures de la République pour apprendre à fabriquer séparément » les différentes pièces du fusil (4). Le 7 ventôse, « le local appelé ci-devant le Grand Commun » fut mis définitivement à la disposition de l'Administration générale des armes portatives (5).

On y installa plus tard une centaine de platineurs (6) et on y organisa une fabrication de carabines. En effet, le 23 frimaire, voulant donner à la cavalerie républicaine « des armes égales à celles de l'ennemi », le Comité ordonne de cons-

(1) Membre de l'Administration départementale, il s'était occupé activement en 1792 de l'équipement des volontaires.

(2) A. N. AF* II 128.

(3) *Arch. parlementaires*, t. LXXVI, p. 581.

(4) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 590.

(5) A. N. AF* II 123.

(6) Arrêté du 8 floréal, analysé plus haut.

truire à Paris (1) des carabines « en quantité considérable » et « sans diminuer la quantité d'armes déjà demandée par le décret du 23 août ». Tous les ouvriers propres à ce travail seront requis dans la France entière. Le 12 nivôse, les Districts sont chargés de les rechercher : ils pourront à leur choix venir à Paris ou travailler chez eux ; dans ce dernier cas, ils enverront leur soumission à l'Administration centrale de Paris, en indiquant la quantité qu'ils veulent entreprendre et à quel prix. Les Districts fourniront, dans les six jours, l'état de ces ouvriers ; ils requerront, en outre, les carabines et canons de carabines, vieux ou neufs, qui se trouvent dans leurs arrondissements et les expédieront à Paris. Le même jour, le Comité enjoint aux trois Administrations de choisir à Paris un emplacement convenable pour y établir un atelier commun où seront réunies toutes les parties du travail et où les armuriers venus des départements seront occupés dès leur arrivée (2). C'est à Versailles que cette fabrication fut placée : au début de l'an III, les ateliers de cette ville fournissaient 200 fusils par décade et s'adonnaient en outre à la confection des carabines (3).

Par ailleurs, le 8 ventôse, le Comité avait ordonné en principe la formation d'un atelier de garnisseurs de canons dans la cour d'entrée et le cloître de l'abbaye de Geneviève, et d'un atelier de débit de bois dans les cours et églises de l'abbaye Antoine. Mais le premier ne fut jamais ouvert : un arrêté du 6 fructidor ordonna de cesser les travaux d'aménagement et de chercher un autre local (4) ; d'autre part, le Comité avait décidé, le 17 germinal, que le second serait placé dans le couvent de l'Ave Maria. Enfin, le 28 ventôse, il avait prescrit l'établissement d'un « atelier de dérouillage de pièces et adoucissage de canons » dans le « petit cloître attenant au ci-devant chapitre Notre-Dame (5) ».

(1) La fabrication en était inconnue en France, selon Fourcroy, *Rapport à la Convention*, du 14 nivôse an III.

(2) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 368, et t. X, p. 8-9.

(3) Guyton, *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

(4) Le 2 fructidor, un incendie avait détruit une partie de la raffinerie de salpêtre établie dans la même abbaye.

(5) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 419 ; t. XII, p. 39 et 425 ; t. XVI, p. 287.

X. — JURY DES ARMES ET ATELIER DE PERFECTIONNEMENT.

Le Comité de Salut public, pour éviter les retards et les à-coups avait voulu tout d'abord qu'à Paris « on suivit exactement les procédés reçus dans les manufactures établies ». Mais il entendait « profiter dans la suite des lumières des artistes, échauffer leur génie et favoriser les nouveaux procédés qui tendraient soit à une simplification dans les méthodes, soit à un plus grand degré de perfection ». Carnot affirmait, le 13 brumaire, que les armes de la nouvelle manufacture seraient sous peu les meilleures de l'Europe (1).

De bonne heure le ministre Bouchotte avait fait appel à l'ingéniosité de ses concitoyens : « Il faut des fusils, il faut perfectionner les procédés... et en inventer de nouveaux pour accélérer et améliorer leur fabrication. » Les projets devaient être adressés avant le 30 août à la « Commission des armes, quai Voltaire, n° 17 ». Des experts les examineraient et décerneraient un prix de 3.000 livres, deux de 1.500 livres et trois de 500 livres (2).

D'autre part, on plaça dans chaque atelier un directeur des travaux, « choisi par les ouvriers, investi de leur confiance », dont la fonction principale fut « de surveiller la qualité des matières employées et les procédés de la fabrication ». Ces directeurs furent « subordonnés à un artiste distingué, membre de l'Administration centrale » (sans doute Hassenfratz), qui devait assurer « l'uniformité du travail et... la communication des procédés ». Tout procédé nouveau serait soumis à l'examen des directeurs, essayé dans un des ateliers et, en cas de succès, introduit dans toute la manufacture (3).

Très vite, des inventeurs offrirent le résultat de leurs recherches. Le 8 septembre 1793, on signale au Comité un jeune citoyen de Charleville qui a trouvé le moyen de simplifier les platines de fusils ; il s'agissait, sans doute, du citoyen Cassan que Perrin, représentant du peuple à l'armée des Ardennes,

(1) *Rapport à la Convention.*

(2) B. N. Lb⁴¹ 4826, 1^o plano.

(3) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire.

envoya à Paris, le 28 septembre, « avec un fusil de son invention (1) ». Vers la même époque, deux mécaniciens de Paris, Jouvét et Le Sueur, proposent des platines d'un type nouveau : l'Administration centrale les invite à en fabriquer 200, dont la solidité sera comparée à celle des platines ordinaires (2). Guerne, charpentier de Paris, envoyé à Charleville pour y étudier les foreries, perfectionne et simplifie quelques-unes des parties des machines. Enfin, Carnot annonce, le 13 brumaire, que déjà plusieurs artistes recommandables ont présenté pour forger les canons, pour les forer, pour les blanchir, « des machines nouvelles... qui doivent dispenser les ouvriers de l'attention nécessaire dans les procédés en usage et suppléer à l'adresse qui ne s'acquiert qu'avec le temps et par l'habitude ». Le ministre de la Guerre, concluait-il, « a été chargé d'en faire faire l'essai, et si elles réussissent, comme il y a lieu de l'espérer, la fabrication en sera plus parfaite et plus rapide (3) ».

Mais bientôt le Comité se réserve, le 22 brumaire, le soin de surveiller « immédiatement » la fabrication extraordinaire des armes. Désormais, les inventions et découvertes seront jugées « par une réunion d'hommes intelligents, nommés par les sociétés d'artistes, de savants... » ; cette réunion se fera à l'Administration centrale (4). Un arrêté du 28 brumaire créa un *Jury des armes* (5). Une lettre écrite le lendemain par le Comité à la Commune de Paris exposa clairement le but de l'institution. « Des citoyens animés d'un pur républicanisme, désireux de détruire promptement les ennemis de la République, nous présentent de toutes parts des machines de guerre et des inventions/nouvelles. » Il est nécessaire de faire un choix parmi ces offres. « Autant il faut mettre de soin pour aller chercher l'homme de génie timide et modeste, autant il faut repousser l'ignorance et le charlatanisme. » Les artistes auront toutes garanties, s'ils sont jugés « par leurs

(1) A. N. AF* II 128. Un citoyen Cassan devient, le 1^{er} prairial an II, membre de l'Agence des armes portatives.

(2) Lettre de l'Administration centrale au Comité, du 27 septembre. (A. N. AF* II 128.)

(3) *Rapport à la Convention*.

(4) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 359-62 (article 15 de l'arrêté).

(5) Guyton, *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

camarades, leurs frères et leurs amis ». Aussi le Comité a-t-il résolu de former un jury « de bons républicains et d'artistes intelligents » ; il invite la Commune à lui désigner dans les dix jours « un citoyen en état de remplir ses vues (1) ».

Le 9 pluviôse, pour que le jury des armes puisse comparer avec les découvertes « déjà constatées » celles qui lui sont présentées chaque jour, le Comité met à sa disposition « toutes les armes, toutes les pièces d'armes et tout ce qui est relatif aux armes et à la fabrication existant dans les dépôts de la ci-devant Académie et chez le ci-devant duc d'Orléans (2) ». Le 19 ventôse, il l'autorise à accorder une indemnité aux artistes intelligents : elle les dédommagera « en quelque sorte du temps qu'ils auront perdu, lorsque leur invention ne pourra être utile aux armées de la République » ; 20.000 livres seront affectées « pour cette année » à cet objet. L'indemnité variera de 50 à 300 livres, et il en sera fait rapport au Comité (3).

Quels furent les membres du jury des armes ? Nous ne pouvons citer avec certitude que les noms de Jumelin, médecin de Paris (4), et de Hassenfratz. Aux Jacobins, le 3 germinal, un citoyen présente une cotte de mailles qui mettait un soldat « à l'abri de l'arme blanche et des balles », ne pesait que vingt livres et ne coûtait pas plus de 100 livres. Sur sa demande, on décide qu'une commission examinera cette invention » ; mais Hassenfratz refuse d'en faire partie : il déclare que le jury des armes s'est déjà prononcé, qu'il a trouvé l'armure bien construite, mais qu'une invention de ce genre était un moyen de rendre les Français lâches. Dufourny soutient au contraire qu'elle serait utile dans certains cas, par exemple pour les ingénieurs, les porteurs d'ordres, etc. La Société se range à son avis et nomme des commissaires, notamment Merlin (de Thionville) et Levasseur (de la Sarthe) (5).

(1) Charavay, t. IV, p. 131.

(2) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 492.

(3) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 606.

(4) D'après un état qui se trouve aux Archives historiques du ministère de la guerre, carton *Manufacture de Paris*. Voir plus haut, chap. II, II.

(5) Buchez et Roux, *Histoire parlementaire de la Révolution*, t. XXXII, p. 48-50, et Aulard, *Jacobins*, t. VI, p. 9-10.

Nous savons aussi que le jury siégeait au ci-devant Louvre, qu'il adressait chaque mois au Comité un tableau de ses opérations, que ses membres n'étaient pas rétribués et que seul son « secrétaire-dessinateur », le citoyen Allais, recevait 2.400 livres par an (1). Il s'occupa non seulement des armes portatives, mais encore du départ du métal des cloches et de problèmes relatifs à l'artillerie (2). Il fut supprimé par décret du 14 pluviôse an III (3).

Le Comité de l'an II ne cessa de rechercher les moyens de perfectionner les armes portatives ou d'en simplifier la fabrication. Le 30 frimaire, il ordonne de monter « trois fusils ayant la lumière placée à la moitié de l'espace qu'occupe la charge dans le tonnerre du canon » et de les soumettre, avec des fusils ordinaires, à une épreuve comparée « pour juger de la force du coup ». Le 4 pluviôse, « considérant que le bien du service exige qu'il se procure tous les détails relatifs à la fabrication de toutes les espèces de canons de fusils », il ordonne de fabriquer « un canon à ruban et un canon à fil de fer... de manière à présenter distinctement chaque partie du travail » ; l'Administration centrale confiera cette commande à « un ou plusieurs canonniers intelligents » et l'enverra à la Section des armes du Comité. Le 9, il décide qu'« il sera fabriqué à Commune d'Armes des détails de la fabrication des canons des fusils », car on y emploie un procédé différent de celui de Paris et de Charleville.

C'est Hassenfratz qui dirige, sous les yeux du Comité, les recherches de ce genre. Le 1^{er} pluviôse, pour qu'il puisse « faire sur la fabrication des armes les travaux dont il est chargé », un arrêté désigne six jeunes disciples de l'Ecole des élèves de la Patrie, Thermidor Hollé, Floréal Lemerle, Prairial Vincent, Primevère Geoffroy, Messidor Liguier, Fructidor Hartaud, qui parcourront les ateliers de Paris,

(1) D'après une notice sur le travail de la Section des armes du Comité (A. N. AF II 23, d. 190). Un arrêté du 9 nivôse an III porta à 3.000 l. le traitement du citoyen Allais (AF* II 127).

(2) Voir plus loin, chap. VI, vi et vii.

(3) Sur la demande de Guyton, rapporteur du Comité de Salut public.

deux par deux, et dessineront « les outils, les machines et tous les objets relatifs à la fabrication des armes (1) ».

Le 5 pluviôse, Hassenfratz reçoit mission de décrire les outils et les procédés « employés dans la fabrication de chaque partie du fusil ». Ces descriptions, tirées à 3.000 exemplaires, seront distribuées dans les ateliers pour « faire jouir tous les ouvriers qui fabriquent des armes entières ou des parties d'armes de tous les perfectionnements apportés dans les différents travaux » et répandre « tous les moyens de perfectionnement connus, tant ceux usités que ceux qui ont été tenus secrets (2) ». Le 29 du même mois, le Comité désigne encore six jeunes élèves de la Patrie, Erable Lageneteur, Cerfeuil Alluaud, Basilic Liénard, Cerisier Gombart, Noisetier Foulbert et Colza Segoillot, pour suivre « les opérations et les expériences qui se font journellement au laboratoire de l'Administration des armes portatives... ; le citoyen chargé spécialement des expériences de ce laboratoire » leur fournira les moyens de manipuler eux-mêmes (3).

De plus en plus, en raison même des obstacles qui s'opposaient à la formation rapide d'un nombre suffisant d'ouvriers exercés, le Comité orienta ses efforts vers le développement de l'outillage mécanique. Le 13 pluviôse, Barère expose à la Convention que le citoyen Zoland, forgeron de l'atelier de la maison de Bachy, a inventé des instruments, des outils avec lesquels il fabrique les pièces de platines beaucoup plus exactement et plus promptement que par les moyens ordinaires ; il a reçu du Comité une lettre de félicitations, ainsi que d'autres ouvriers qui se sont également distingués ; la Convention à son tour décrète « la mention honorable dans le *Bulletin* du nom et du zèle civique » du citoyen Zoland (4).

Peu après, le 26, un décret centralisa à Paris les opérations

(1) Ils présentent à la Convention, le 10 germinal, seize planches qu'ils ont dessinées et « qui ont mérité les suffrages de Monge et d'Hassenfratz ». (*Journal des Débats*, n° 557, germinal an II, p. 167.)

(2) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 395, 491, 331 et 416.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 222.

(4) P. V., t. XXX, p. 315.

du monnayage (1). Les hôtels des monnaies établis dans les départements se trouvèrent supprimés ; les balanciers, matrices, poinçons, qui servaient à la frappe restèrent sans emploi. Le Comité songea à tirer parti de cette ressource pour la fabrication des armes. Le 15 ventôse, il invita l'Administration des armes portatives à étudier la question et à indiquer les lieux où ce matériel pourrait être employé (2). On aboutit sans doute à des conclusions favorables, car dès le 27 ventôse, un commissaire fut envoyé à Rouen pour rassembler « les balanciers, découpoirs et moutons » de l'hôtel des monnaies et les expédier à Paris (3). Le 25 germinal, le Comité chargea le représentant Lakanal « de requérir à la maison de la monnaie à Limoges deux balanciers et six découpoirs pour établir à Bergerac une fabrique de platines avec des machines ». De même, le 1^{er} floréal, le graveur Tirlier fut autorisé « à se servir des balanciers et obtenir avec ces instruments des matrices de platines (4) ».

Le Comité encourageait par ailleurs les initiatives privées : le 17 ventôse, il autorisait les citoyens Juvet et Le Sueur à choisir aux environs de Paris, dans un rayon de douze lieues, « le local le plus commode et le plus favorable à la pratique des procédés qu'ils ont imaginés pour accélérer la fabrication des armes » ; les Districts étaient invités à leur réserver bon accueil (5).

En floréal, la stagnation de la manufacture de Paris et en particulier les lenteurs de la fabrication des platines inspirèrent au Comité de vives inquiétudes. Le 8, sur rapport de l'Administration des armes portatives (6), il décida la création d'un atelier spécial *d'essai et de perfectionnement*, dont il se réserva « la surveillance immédiate » : on y rechercherait les « moyens de fabriquer la platine d'une manière plus exacte et plus active ». Le 14, Vandermonde et Hassenfratz, qui venaient de rédiger un rapport sur « les perfec-

(1) P. V., t. XXXI, p. 253-282.

(2) A. H. G. Reg. 22-a /1.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 16.

(4) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 584 et 706.

(5) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 582.

(6) A. H. G. Reg. 22-a /1 : séance du 1^{er} floréal.

tionnements qu'il serait avantageux d'introduire dans la fabrication des armes portatives, soit en employant des machines, soit en changeant les procédés de la main-d'œuvre », furent chargés d'organiser le nouvel atelier, avec le titre de commissaires du Comité de Salut public. La Commission des armes et poudres, les administrations et les agents qui lui étaient subordonnés, les autorités constituées et tous autres devaient leur fournir tout ce dont ils auraient besoin « pour la plus prompte exécution des projets... approuvés par le Comité ». Le 26, la Commission reçut l'ordre de confier à un agent spécial la comptabilité de l'atelier, les commissaires ne devant s'occuper que de « la partie des arts (1)... ». Le jour même, à la requête de Vandermonde et Hassenfratz, l'Administration des armes portatives nomma provisoirement un agent comptable, Antelmy, un inspecteur, Mégnié le jeune, et accorda un premier fonds de 10.000 livres (2).

Installé rue Marc, l'atelier de perfectionnement commença bientôt ses travaux : 39 ouvriers, tourneurs, graveurs, mécaniciens, serruriers, etc., y furent admis du 28 floréal à la fin de l'an II, et 12 autres du 1^{er} vendémiaire au 9 brumaire de l'an III (3). On les recruta, semble-t-il, dans la France entière : le Comité y employa le citoyen J. Glaesner, horloger de Lyon, qu'il avait mandé à Paris le 22 pluviôse, à cause de ses « talents distingués dans la fabrication des platines (4) » ; il y appela un ouvrier de l'Arsenal de Tours, le 27 thermidor, et le 21 frimaire suivant un professeur de mathématiques de Châlons-sur-Marne (5) ; mais la plupart des ouvriers furent sans doute empruntés à la manufacture de Paris (6).

L'atelier s'occupa notamment des platines : on y exécuta, par exemple, celle que le citoyen Bonnard, de Saint-Etienne, avait imaginée pour un fusil de nouvelles dimensions (7).

(1) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 98-100, 240 et 530.

(2) A. H. G. *Reg.* 22-a /1.

(3) A. N. F¹² 1309.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 44. Voir aussi pétition de Glaesner, du 4 germinal an III (A. N. F¹² 1310).

(5) A. N. AF* II 127.

(6) A. N. AF* II 129. (Lettre du représentant Guillemardet au Conseil d'administration, du 28 thermidor.)

(7) Arrêtés du 6 messidor an II et du 21 brumaire an III. (Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 493, et t. XVIII, p. 73.)

Mais il est certain que des recherches d'un ordre différent s'y poursuivirent ; on y travailla aux machines à poser les grains de lumière des pièces d'artillerie (1).

Le 13 nivôse an III, le Comité déclare que l'atelier avait eu pour objet « non seulement de réaliser, par une exécution soignée, les vues des savants et artistes pour une méthode de fabrication uniforme et économique des armes à feu, par le moyen des estampes et autres machines, mais encore de préparer une ressource précieuse et toujours à la disposition du gouvernement pour avancer la perfection des instruments dans la plupart des arts mécaniques ». Mais « ce double objet peut être rempli et les opérations combinées avec le secours des mêmes lumières, sans que l'atelier soit conservé sous la surveillance d'une administration particulière » ; il passera donc, à compter du 20, sous la surveillance de la Commission d'agriculture et des arts, et fera partie du Conservatoire des arts et métiers. Un plan de réorganisation sera incessamment élaboré. On continuera, d'ailleurs, à s'y occuper des travaux « concernant la fabrication des armes » et « des machines à poser les grains des pièces d'artillerie (2) ».

XI. — L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA MANUFACTURE.

Barère avait annoncé, le 23 août 1793, qu'une administration « simple et active », divisée en trois sections, dirigerait à Paris la nouvelle fabrication des armes. Elle s'était mise à l'œuvre dès la veille et s'était concertée avec le Comité de Salut public. Mais elle n'existait encore qu'à l'état d'ébauche, puisqu'un arrêté du 24 août invita le ministre de la Guerre à organiser dans le plus court délai « une administration chargée de tous les détails... de la grande fabrication d'armes... de Paris (3) ». Il fallut, en réalité, créer trois administrations

(1) Voir plus loin, chap. VI, VII.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 226. Sur le Conservatoire, créé par décret du 19 vendémiaire an III, voir les rapports de Grégoire (8 vendémiaire) et de Roberjot (9 brumaire an III).

(3) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 85.

distinctes : une administration des canons, une administration des petites pièces et une administration centrale.

La première, composée de cinq membres, devait recevoir les lames à canons envoyées de province, les distribuer aux « canonniers », puis recevoir les canons forgés et les transmettre successivement aux foreurs et aux émouleurs, recevoir les culasses, distribuer les culasses et les canons « forés et blanchis » aux équipeurs, diriger les épreuves des canons équipés, enfin payer les matières et ouvrages dont elle ferait recette.

L'Administration des petites pièces ou des platines, composée aussi de cinq membres, fut chargée de recevoir les pièces des platines, les platines montées, les garnitures, bois, baguettes de fusils et baïonnettes, de distribuer ces objets aux platineurs-monteurs, de payer les matières et ouvrages dont elle ferait recette.

L'Administration centrale, composée de huit membres, reçut une mission plus large : elle devait rassembler les matières premières, passer les marchés et en presser l'exécution, surveiller et perfectionner les procédés de fabrication. Elle n'effectuait aucun paiement, mais elle correspondait avec le ministre de la Guerre et le Comité de Salut public, contrôlait en fait les actes des deux autres administrations et imprimait aux travaux une direction d'ensemble (1). Elle prit souvent, au début, le titre de Commission des armes, mais il faut éviter de la confondre avec la Commission ministérielle des armes et poudres qui fut créée seulement le 13 pluviôse an II et dont les attributions, beaucoup plus complexes, s'étendirent à la France entière.

Les trois Administrations eurent quelque peine à se constituer. Le ministre de la Guerre envoyait au Comité, le 29 août, la liste de leurs membres ; il annonçait, le 3 septembre, qu'il les avait convoqués en assemblée générale pour le lendemain, mais que la réunion serait incomplète, car plusieurs des citoyens choisis étaient employés à l'armée ou dans les manufactures de Charleville et de Tulle. C'est ainsi que le citoyen Clouet faisait savoir, par lettre reçue le 7 septembre, qu'il

(1) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire an II.

était retenu dans les forges nationales des Ardennes et ne pouvait venir tout de suite à Paris. D'autre part, les premiers choix ne furent pas tous maintenus : l'Administration centrale des armes annonce au Comité, le 11 septembre, qu'elle vient d'être complètement renouvelée (1). Le 29 septembre, elle comprenait les citoyens Labolle, Lehoux, Jullien, Régnier l'aîné, Clouet, le Républicain J.-H. Hassenfratz, Simonne et Mégnié. C'étaient, nous dit Carnot, des républicains zélés ; les uns étaient « très exercés dans la comptabilité des matières et finances », les autres avaient « la connaissance de la nature et du prix des matières » ; d'autres encore « étaient au fait de tous les détails de la fabrication (2) » : tels étaient Régnier l'aîné, armurier de son état (3), le chimiste Clouet et surtout le savant Hassenfratz qui fut la cheville ouvrière de l'organisation.

La « Commission des armes chargée de l'administration centrale de la grande fabrication des armes à feu » se trouvait à l'étroit au n° 17 du quai Voltaire, qu'elle occupa tout d'abord. Le Comité lui accorda, le 28 août, la jouissance de la maison de Montdragon, située rue d'Antin, puis, le 3 septembre, la maison de Vaubecourt, quai Voltaire (4). En brumaire, elle était installée au n° 4 de ce quai ; le 21 pluviôse, elle obtint en outre le n° 6 (5).

L'Administration des canons établit ses bureaux et ses magasins à la maison des Feuillants, rue Saint-Honoré, et celle des petites pièces élut domicile dans la maison du ci-devant évêque de Metz, rue de Tournon, section du Luxembourg (6).

Ces administrations, à côté de techniciens éprouvés, renfermaient sans doute trop d'hommes politiques, dont la compétence n'égalait pas le zèle : il apparut vite qu'une activité brouillonne ne pouvait suppléer aux lumières de l'expérience. D'autre part, les Administrations des canons et des

(1) A. N. AF* II 128.

(2) *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire.

(3) Prieur, d'après ses *Souvenirs*, l'avait fait venir exprès à Paris pour surveiller la fabrication des armes blanches.

(4) A. N. AF* II 121.

(5) Carnot, *Rapport à la Convention*, et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 6.

(6) Carnot, *Rapport à la Convention*.

platines, qui dépendaient à certains égards de l'Administration centrale, tendirent « à s'affranchir de la subordination (1) ». Des fautes furent commises qui retardèrent la mise en train de la manufacture et provoquèrent les attaques des patriotes impatients ou des adversaires du Comité de Salut public. Carnot reconnut, le 13 brumaire, que ces critiques n'étaient pas sans fondement. « Il est impossible que dans l'organisation d'une aussi grande masse de travaux, absolument neufs pour la plupart des agents qui devaient y être employés, ces agents aient pu tout prévoir, éviter tous les tâtonnements, mettre du premier coup chaque chose à sa place, qu'il n'y ait enfin ni temps ni efforts perdus ; cependant, quelques oublis peu importants, quelques erreurs inévitables ont été présentés comme des effets de la malveillance ; on a attaqué dans de minutieux détails une entreprise colossale et qui ne devait être considérée que dans son ensemble et dans ses résultats... » C'était plaider les circonstances atténuantes.

Plus tard, lorsque le Comité eut affermi son autorité, lorsque les résultats obtenus eurent effacé le souvenir des erreurs du début, Barère avoua franchement à la tribune ce que Carnot n'avait dissimulé qu'à demi : « Le ministre de la Guerre avait été chargé de nommer tous les agents qui doivent diriger la fabrication, tant dans les administrations que dans les ateliers. Obligé de prendre indistinctement les patriotes qui se sont présentés, il n'a pu empêcher de nommer... des hommes parmi lesquels une grande partie n'avait aucune connaissance de la fabrication des armes... De là est résulté une confusion dans les travaux ; les ouvriers faisaient ce qu'ils pouvaient ; les chefs ne pouvaient ni les diriger ni les enseigner... » D'autre part, les bureaux de la Guerre, surchargés de besogne, n'agissaient qu'avec lenteur ; « les commis..., n'ayant aucune connaissance de la fabrication, faisaient souvent des réponses à contre-sens ». Bref, « avec la meilleure volonté dans les hommes en place, la fabrication allait naturellement s'arrêter (2) ».

(1) A. H. G. *Correspondance militaire générale*, carton janvier 1794 : Notes relatives à l'Agence des armes portatives.

(2) *Rapport à la Convention*, du 13 pluviôse an II.

Le Comité de Salut public y mit bon ordre. Le 22 brumaire, il remania de fond en comble l'organisation de la fabrication extraordinaire des armes. « La nécessité absolue d'armer en ce moment les défenseurs de la Patrie exige que l'on mette la plus grande célérité dans les travaux et que les entraves qui se multiplient de toutes parts soient promptement anéanties ; ...la correspondance entre les bureaux de la Guerre, l'Administration centrale et le Comité éprouve un ralentissement inévitable occasionné par les nombreux travaux dont les bureaux de la Guerre sont surchargés ; ...les ordres donnés, partant de deux points différents, sont exposés à se croiser et à s'entraver mutuellement. »

Or, le décret du 23 août donne pleins pouvoirs au Comité pour établir et diriger la fabrication extraordinaire des armes de tout genre. A l'avenir, les travaux de la manufacture seront placés sous sa surveillance « immédiate et exclusive ». Dès à présent, il soumet les trois Administrations à une « épuration » dont « les bases seront le patriotisme et les lumières ». Une liste de leurs membres, indiquant leur profession, leur domicile antérieur et leurs actions civiques, sera envoyée au Comité. Il recevra aussi « la liste de tous les autres employés, ... avec les observations des trois Administrations réunies sur leurs capacités et les attestations de civisme des Comités révolutionnaires et des Sociétés populaires des lieux qu'ils habitaient, afin que le Comité puisse confirmer la nomination. A l'avenir, les trois Administrations présenteront les citoyens capables de remplir les places et le Comité les nommera... ». Ainsi le Comité s'assure la haute main sur le choix des administrateurs et de leurs auxiliaires et il affirme sa volonté d'exiger d'eux autant de savoir que de patriotisme.

Il exercera aussi un contrôle direct sur toutes les opérations de la manufacture. Les trois Administrations réunies détermineront la destination des ateliers et la nature de leurs travaux. L'Administration centrale sera chargée de la correspondance générale et du perfectionnement des établissements nouveaux ; « elle demandera à toutes les autorités constituées, à tous les artistes intelligents, les renseignements qui lui sont nécessaires ; elle connaîtra toute l'étendue des besoins et des ressources ; elle présentera des moyens de les

égaliser et elle examinera tous les projets... pour en faire un rapport au Comité de Salut public ». Les commissaires envoyés par le Comité en France ou à l'étranger pour recueillir des matières propres à la fabrication des armes ou former de nouveaux établissements correspondront avec elle ; mais, par contre, « toutes commissions accordées par quelque autorité que ce soit » pour des objets analogues devront être portées à la connaissance du Comité.

Enfin, un commissaire du Comité surveillera tous les établissements nouveaux et lui en rendra compte ; il correspondra en son nom avec toutes les autorités, il assemblera les trois administrations « toutes les fois qu'il le jugera nécessaire » et il aura son bureau à l'Administration centrale (1).

En somme, le décret du 23 août avait remis au ministre de la Guerre, sous la surveillance du Comité, le soin de diriger la fabrication extraordinaire des armes. Mais Bouchotte succombait à la tâche ; le 22 brumaire, par une interprétation hardie de la loi, le Comité le décharge de la majeure partie de ses attributions nouvelles et en assume tout le poids. Il lui laisse pourtant la comptabilité des établissements « révolutionnaires » : deux commissaires qu'il nommera approuveront les marchés passés par l'Administration centrale, « pourront assister aux assemblées générales des trois administrations et y délibérer », examineront et arrêteront les comptes de la manufacture, arrêteront « la dépense des travaux nécessaires pour la confection des ateliers... » ; un arrêté du 22 frimaire précisa leur responsabilité, et comme le ministre tardait à les désigner, il fut sommé, le 4 nivôse, de fixer son choix dans les cinq jours (2). Mais bientôt la Convention porta aux pouvoirs du ministre de la Guerre un coup plus grave qui laissait prévoir sa disparition prochaine : le décret du 13 pluviôse créa une Commission des armes et poudres qui reçut à la fois la direction de toutes les fabrications de guerre, anciennes et nouvelles, et le maniement des fonds. Le 27 du même mois, le Comité décide que le bureau

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 359.

(2) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 347 et 627.

de comptabilité « n'aura plus lieu (1) ». Il semble qu'il n'ait jamais été formé.

Par contre, les autres dispositions prises le 22 brumaire furent exécutées à la lettre. Dès le 27, Hassenfratz reçut le titre de « commissaire du Comité de Salut public pour les manufactures et fabriques d'armes », aux appointements de 10.000 livres par an. Chimiste distingué, patriote ardent, Hassenfratz avait pris une part active aux événements qui précipitèrent la chute des Girondins ; membre de l'Administration centrale, il avait déployé beaucoup d'activité et d'intelligence dans l'organisation de la manufacture de Paris. Le Comité ne croyait pas pouvoir « faire un meilleur choix, tant sous le rapport du républicanisme que sous celui des talents (2) ». Hassenfratz conserva ses fonctions jusqu'au 10 floréal. Mais entre temps l'organisation de la fabrication extraordinaire des armes subit de nouvelles transformations.

Il ne semble pas que l'épuration prescrite le 22 brumaire ait modifié sensiblement le personnel de l'Administration centrale : la plupart de ses membres, sinon tous, trouvèrent grâce auprès du Comité ; peut-être se borna-t-il à remplacer Hassenfratz. L'Administration centrale avait mission de diriger les travaux de la manufacture de Paris. Mais pour l'approvisionner et pour rassembler une main-d'œuvre exercée, elle fut amenée à entretenir une correspondance active avec les Districts. Elle invite, par exemple, les agents nationaux à lui indiquer les ouvriers « susceptibles de fabriquer des outils propres à la fabrication des fusils et des sabres » ; le 16 frimaire, elle leur dénonce les « sangsues » qui ne paient aux « braves sans-culottes » chargés de voiturier des fers à Paris qu'« un prix très inférieur à celui déterminé par la loi (3) ».

Ainsi, peu à peu, le champ de ses opérations s'étend à l'ensemble du territoire national. Au reste, dès le 1^{er} ventôse, elle passe sous les ordres de la Commission ministérielle des armes et poudres ; le 4, elle reçoit le titre d'« Administration des

(1) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 161.

(2) A. N. AF* n 121 et Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 486.

(3) A. D. Yonne, L. 512.

armes portatives ». Son autorité s'exercera désormais dans la France entière sur toutes les manufactures et ateliers, anciens ou nouveaux (1).

Six semaines ne s'étaient pas écoulées que déjà la nouvelle organisation était battue en brèche. Des plaintes parvenaient au Comité contre l'Administration des canons qui avait été conservée, ainsi que celle des platines. Le 11 germinal, il ordonne une enquête sur les étaux de bois fournis aux ateliers, et qui « se sont pour la plupart brisés entre les mains des ouvriers ». Le 21, il prescrit un triage des lames à canons déposées dans les magasins de la manufacture : « il s'en trouve beaucoup de défectueux ». Le 30, il accueille les plaintes des ouvriers de l'usine *le Républicain*, placée sous le Pont-au-Change, qui « n'ont pas assez de forêts pour travailler continuellement ». En même temps, il prépare des mesures plus radicales. Le 16, il enjoint à la Commission des armes « d'examiner individuellement » chacun des administrateurs des canons et de rendre compte dans les cinq jours. Le 18, « informé des abus qui se sont glissés dans l'administration des armes », il charge deux représentants du peuple, Guyton et Fourcroy, « de les recueillir, d'en faire un rapport... et de présenter des vues de simplification et d'utilité... pour le perfectionnement de cette partie du service (2) ».

Le 19, une circulaire qui fut tirée à 5.000 exemplaires invite les ouvriers, instructeurs, sous-chefs, chefs, inspecteurs, agents et directeurs des ateliers de la manufacture de Paris à communiquer leurs griefs, dénoncer les abus et proposer des remèdes. « Le Comité apprend qu'il n'y a pas entre tous les ateliers l'uniformité de régime qui doit exister ; il voit avec peine que les ouvriers ont des besoins qui ne sont pas satisfaits et qu'ils font quelquefois des réclamations justes qui ne sont point écoutées. » Enfin la manufacture « ne produit pas la quantité d'armes ou de pièces que la République avait droit d'attendre ». Des défauts inévitables ont pu se glisser dans une machine aussi vaste ; par ailleurs, les tyrans et leurs esclaves « doivent avoir cherché à entraver, par les moyens

(1) Voir plus loin chapitre xx.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 301, 684 et 437.

qui leur sont ordinaires », les progrès d'un établissement qui assurera leur perte. Mais désormais « les ateliers sont établis..., de nombreux ouvriers y sont employés, des bras robustes y fabriquent les foudres qui doivent porter la mort dans les bataillons ennemis ; l'époque est arrivée où le Comité doit revoir ce grand ouvrage... », en fixer l'organisation dans tous les détails, corriger « les vices dépendant de la rapidité de sa création et connaître les malveillants ou les fonctionnaires infidèles, s'il a pu s'en glisser dans quelques parties de cet établissement ». Le Comité a déjà découvert « un grand nombre de vices qui entravent la fabrication des armes » ; il a cherché à les corriger, à mesure qu'il les a aperçus. « Mais il est possible, il est même naturel qu'il ne les connaisse pas tous ou qu'il ne les connaisse que tardivement, par la difficulté que les ouvriers ont à les faire parvenir. » Il faut cependant qu'il soit « complètement instruit de tous les abus avant de statuer sur le mode général qui doit les faire disparaître. Qui peut mieux les indiquer que les ouvriers eux-mêmes qui en éprouvent la première influence, les agents qui les dirigent et les administrateurs qui les surveillent ? »

Le Comité prescrit donc des réunions fraternelles dans chaque atelier : « Mettez par écrit, en articles séparés et de la manière la plus simple et la plus nette, les différentes observations et réclamations que vous avez à faire, soit ensemble soit séparément ; adressez-les... au Comité... ; il les examinera avec soin et fera droit à toutes les demandes justes et raisonnables. Ces observations serviront encore de base au Comité pour former la nouvelle organisation que la situation actuelle de la manufacture... exige impérieusement et qui doit lui donner le dernier degré d'activité auquel elle peut atteindre (1)... ».

Cette longue circulaire vaut la peine qu'on s'y arrête. Elle met en lumière la méthode de travail du Comité de l'an II, sa vigilance et ses conceptions démocratiques. Entouré de savants éminents, il ne dédaigne pas les avis des artisans les plus modestes. Investi de la toute-puissance, il aime à se pencher sur les humbles, il accueille leurs doléances, les solli-

(1) A. N. AF II 215^a, d. 1844.

cite au besoin. Il exige l'obéissance, mais se sait enclin à l'erreur ; il recherche loyalement les points faibles des institutions qu'il a dû improviser, descend aux moindres détails et s'applique sans cesse à perfectionner son ouvrage.

A la fin de germinal, il veut consolider enfin cette manufacture de Paris qui lui a coûté tant de peines, qui a parfois déçu son attente, mais qu'il considère toujours comme l'un des outils essentiels de la victoire. Le 26, la Commission des armes et poudres lui remet un rapport mûrement réfléchi. Elle critique, non sans âpreté, un plan de réforme des magasins qu'avait élaboré l'Administration des armes portatives, puis, élargissant le sujet, elle expose à son tour un projet plus vaste « d'organisation des ateliers d'armes de la manufacture de Paris ». L'Administration, dit-elle, « doit avoir une marche sûre, rapide et simple ». Il lui faut réunir des approvisionnements suffisants, surveiller la fabrication chez les soumissionnaires et dans les ateliers, assurer enfin la conservation des produits. « Les approvisionnements doivent être prévus et ordonnés par l'Administration ; ils doivent être proportionnés à la fabrication possible à Paris et dans les districts ; ils doivent être faits par des marchés. » Trois grands magasins (fers et aciers, — cuivre jaune, plomb et bois de fusils, — charbons) suffiront pour les contenir. Trois autres magasins recevront les produits de la fabrication : fusils complets, — pièces détachées, — armes blanches. Chacun des six magasins aura son personnel propre.

Des principes analogues présideront à l'organisation des travaux. Chaque atelier aura son agence particulière, mais une surveillance d'ensemble sera exercée par des Agences générales correspondant aux diverses branches de la fabrication (canons, — pièces détachées, — montage et rhabillage, — armes blanches) et subordonnées étroitement à l'Administration générale des armes portatives qui, délivrée du soin de régler les détails, aura le temps et les moyens de donner à la manufacture une impulsion vigoureuse.

Au reste, il ne faut pas négliger non plus les ateliers des districts et la Commission insinue qu'il serait désirable « que le Comité de Salut public se déterminât à donner la direction de la manufacture de Paris à une Agence particulière

qui en rendrait compte à l'Administration générale (1) ».

Ces conseils furent entendus. Le Comité s'inspira du projet de la Commission des armes et adopta une solution plus radicale et plus complexe à la fois. Son arrêté du 3 floréal (2) indique nettement le but poursuivi : détruire les abus et les entraves qui nuisent aux progrès de la manufacture, « la porter rapidement au degré de perfectionnement qu'elle doit atteindre », n'en confier la direction « qu'à des républicains zélés, laborieux et suffisamment instruits ».

L'Administration générale des armes portatives fournira comme par le passé aux magasins de la manufacture les matières premières et les parties de fusils ; elle continuera, en effet, à passer les marchés avec les soumissionnaires particuliers et à recevoir les produits de leur travail.

Mais la manufacture proprement dite sera gérée par un Conseil d'administration qui relèvera directement de la Commission des armes et poudres. Il comprendra sept membres aux appointements de 6.000 l. chacun. Il entrera en fonctions le 10 floréal ; il dirigera à la fois la comptabilité et la fabrication. Il sera « seul chargé de pourvoir la manufacture de tous les ouvriers et de tous les agents qui lui sont nécessaires », mais les nominations « autres que celles des ouvriers et instructeurs » seront soumises, pour les agents de la comptabilité, à l'approbation de la Commission des armes et poudres, pour les autres à l'approbation du Comité lui-même.

Le Conseil procédera de prime abord à une épuration générale de tous les employés, agents ou ouvriers, et destituera, après les avoir entendus, « ceux qui n'auront ni le civisme ni les qualités nécessaires pour bien remplir leurs fonctions ». « Les directeurs, les inspecteurs des ateliers, les instructeurs des travaux ne pourront être pris que parmi les citoyens ayant la pratique de l'art. » Aucun emploi nouveau ne sera créé sans l'aveu du Comité. Cependant, « pour éviter la multiplicité des lettres et des correspondances », le Conseil nommera « un nombre suffisant de visiteurs des magasins et ateliers » qui rendront compte de vive voix.

(1) A. N. AF II 218, d. 1878.

(2) B. N. Lf²¹⁸ 1.

Il y aura six magasins : trois pour les matières premières (fers, — aciers et outils, — bois de fusils) et trois pour le produit du travail des ateliers et des soumissionnaires (lames à canons, — platines et pièces détachées, — fusils complets). Le Conseil d'administration n'aura point de magasin pour les charbons ; l'Administration des armes portatives les lui fournira par bateaux complets, mais il en surveillera la distribution dans les ateliers.

D'une manière générale, il indiquera ses besoins à la Commission des armes qui donnera les ordres nécessaires à l'Administration des armes portatives, afin que les magasins soient toujours approvisionnés « au moins pour trois mois à l'avance ».

D'autre part, l'Administration des armes portatives fera connaître au Conseil, chaque décade, « la quantité des objets pour lesquels elle aura passé des marchés et les époques de la livraison de ces objets ». Le Conseil pourra ainsi mesurer le degré d'activité qu'il doit donner aux ateliers sur lesquels il exercera sa surveillance immédiate.

En effet, les agences particulières des canons et des platines disparaissent. Il n'y aura plus que des agences d'ateliers qui comprendront un directeur, un inspecteur des travaux et un agent comptable. Dans les ateliers d'apprentissage, il y aura autant d'instructeurs et dans les ateliers de rhabillage, où le travail s'est fait jusqu'ici à la journée, autant de chefs et de sous-chefs que le Conseil d'administration le trouvera nécessaire.

Enfin, le Conseil gérera avec soin, selon des règles précises et sous le contrôle de la Commission des armes, les fonds qui lui seront remis.

Ainsi, l'arrêté du 3 floréal assure au Conseil d'administration une large autonomie. Mais en revanche il lui dicte son emploi du temps et lui impose une collaboration régulière avec le personnel de la manufacture.

Tous les jours, sans exception, il « tiendra une assemblée générale ». Celle du quintidi « sera destinée aux affaires de la comptabilité... ; tous les agents comptables des ateliers et des magasins y seront appelés ». « Celle du décadi sera consacrée à examiner la situation générale des travaux de tous les ateliers, à les comparer et à les balancer entre eux » ; les direc-

teurs des ateliers et les inspecteurs des magasins y assisteront. « Les autres assemblées seront destinées à l'examen des travaux particuliers des ateliers, de manière que toutes les parties soient traitées successivement dans chaque décade. » Les primidis et sextidis, on s'occupera des canons de fusils : « un des membres de l'agence et un ouvrier de chaque atelier de forgeurs, foreurs, émouleurs et garnisseurs assisteront à l'assemblée ». Même procédure pour les réunions des duodis et septidis, consacrées aux platines, pièces de garniture, baguettes et baïonnettes, — pour celles des tridis et octidis où l'on discutera « tout ce qui concerne le montage et l'ajustage des fusils », — pour celles des quartidis et nonidis qui auront pour objet « le rhabillage, le dérouillage et la fabrication d'outils ».

Les ouvriers qui assisteront aux assemblées générales recevront une indemnité équitable : s'ils travaillent à la journée, ils seront payés « comme s'ils avaient été à leurs ouvrages » ; s'ils travaillent aux pièces, ils toucheront 3 livres par assemblée. Ils seront élus par leurs camarades : chaque atelier nommera, le 30 du mois, six délégués à la fois qui se rendront successivement aux six assemblées du mois suivant et « tireront au sort l'ordre dans lequel ils doivent y assister ».

Le Conseil délibérera donc en présence des délégués des ateliers ; mais ceux-ci se borneront à lui donner les renseignements nécessaires ; les représentants des agences (dont il nomme les membres) seront d'ailleurs aussi nombreux que ceux des ouvriers, et les administrateurs resteront libres de leurs décisions.

Le Conseil d'administration, soumis à la surveillance de la Commission des armes et poudres, entretiendra aussi des relations suivies avec le Comité de Salut public : il lui enverra chaque décade les états de situation de la fabrication et des magasins, pour être imprimés et distribués à la Convention, et il recevra directement les arrêtés relatifs à la manufacture.

Dans l'organisation nouvelle, la présence d'un commissaire du Comité de Salut public devenait inutile : Hassenfratz devait cesser ses fonctions le 10 floréal. Un deuxième arrêté du 3 désigna, pour faire partie du Conseil d'administration, les citoyens P. Burguburu, F. Lenoir, J.-P. Tellier,

Lionnet, J.-L. Galonde, J.-L. Borson et Michel La Barre (1). Ils s'installèrent à la maison de l'Oratoire (2).

Dès le début, deux représentants du peuple exercèrent sur leur activité un contrôle de tous les instants. Le Comité de Salut public, parvenu au faite de la puissance, ne craignait pas d'associer les membres de la Convention à son labeur et à sa dictature. Le 6 floréal (3), il charge les représentants Fayau et Guillemardet de la surveillance spéciale de la manufacture de Paris et « les investit du pouvoir de donner tous les ordres qu'ils jugeront nécessaires, tant au Conseil d'administration qu'à tous les autres agents, employés ou ouvriers... pour l'exécution des arrêtés du Comité... ou pour le plus grand bien du service ». Ils veilleront à ce que l'Administration des armes portatives assure à la manufacture des matières premières et des outils « en quantité suffisante, ainsi que des qualités et dans les temps convenables » et livre régulièrement les objets confectionnés par les soumissionnaires. Ils pourront requérir les hommes et les choses. « Les autorités constituées et les citoyens seront tenus de déférer à ces réquisitions... Ils sont autorisés à employer extraordinairement tels agents qu'ils jugeront convenables pour donner la plus grande activité à leurs opérations,... à donner des décisions sur toutes les difficultés qui se présenteraient entre les diverses autorités ou agents et qui apporteraient obstacle aux travaux... » Ils devaient informer fréquemment le Comité « des résultats de leurs opérations ». Au reste, leur bureau fut installé précisément à côté de ceux de la Section des armes (4).

Fayau et Guillemardet se dépensèrent sans compter. Leur registre de correspondance témoigne de leur zèle et de leur vigilance. Le 13 floréal, ils réclament à l'Administration des armes portatives des renseignements précis sur le nombre des ateliers de la manufacture, leur emplacement, leur genre de travail, l'effectif des ouvriers, sur le nombre des soumissionnaires, leur résidence et la nature de leurs marchés, sur la

(1) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 759.

(2) D'après un arrêté du 9 floréal (AF* II 123 et Aulard, t. XIII, p. 114).

(3) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 55.

(4) D'après une lettre qu'ils écrivirent le 5 messidor (A. N. AF* II 129).

situation des magasins. La réponse tardant à venir, ils insistent, le 21 floréal, en termes pressants. D'autre part, ils prennent contact avec les membres du Conseil d'administration dès le 16 floréal, leur envoient, le 18, la collection des arrêtés du Comité de Salut public relatifs à la fabrication extraordinaire des armes et réclament d'eux, le 24, une collaboration fraternelle : « C'est par une communication active et franche que nous répondrons au vœu de la Patrie ; aidons-nous de toutes nos lumières, de toutes nos forces ; indiquez-nous vos besoins et nous emploierons tous les pouvoirs qui nous sont confiés pour les satisfaire... » Le Conseil devra donc chaque décade leur fournir l'état des travaux de chacun des ateliers, l'état de situation des magasins, et leur indiquer « les besoins de la manufacture dans toutes ses parties ». L'Administration des armes portatives, de son côté, fournira l'état des marchés qu'elle aura passés, celui des objets livrés par les soumissionnaires et l'état de situation de ses magasins.

Les représentants ne se confinent pas dans leur bureau ; ils veulent voir par eux-mêmes et contrôlent sur place l'exactitude des rapports qu'ils reçoivent. Le 19, ils annoncent au Conseil d'administration qu'ils visiteront tous les ateliers et donnent rendez-vous à deux de ses membres pour le 22, à 7 heures du matin. Retenus au Comité de Salut public par des affaires urgentes, ils remettent leur inspection au 23, et ce même jour envoient au Conseil 550 exemplaires d'une proclamation qui devra être lue à tous les ouvriers et affichée à la porte des ateliers.

Les objets les plus divers retiennent leur attention. Leur correspondance, assez restreinte en prairial, se développe en messidor : ils se préoccupent de la discipline, du bien-être des ouvriers et font bon accueil à leurs réclamations justifiées ; ils veillent aux approvisionnements, à la marche régulière des travaux et s'efforcent de réprimer les abus. Le 4 messidor, ils invitent les représentants de la Commission des armes, ceux du Conseil d'administration et leur collègue Legendre, « chargé de la surveillance des usines », à une conférence qui aura lieu « le sextidi... à neuf heures du soir, au Comité de Salut public, afin de statuer sur des difficultés qui se présentent dans la fabrication des fusils... ». Le 8, ils accor-

dent au Conseil d'administration une entrevue pour le soir même, toujours à 9 heures.

Les représentants ont parfois maille à partir avec les administrations qui leur sont subordonnées : le 7 messidor par exemple, ils n'ont reçu ni de l'Agence ni du Conseil les tableaux décadaires qui doivent « servir de base » à l'état de situation de la fabrication des armes que l'on soumet régulièrement à la Convention ; ils invitent l'Agence à ne plus tarder, à simplifier son tableau autant que possible « et surtout à n'y porter que des objets propres à la fabrication des fusils ». Le 8, ils annoncent encore et à l'Agence et au Conseil que le Comité les a chargés de préparer les états destinés à la Convention, et prescrivent de leur adresser directement, « tous les duodis de chaque décade », les états de fabrication et d'approvisionnements de la décade précédente.

Les lenteurs bureaucratiques les exaspéraient. Ils s'appliquaient à convertir le Conseil d'administration à des méthodes de travail plus expéditives. « Si un de vos membres, lui écrivaient-ils le 23 messidor, se transportait sur les lieux pour avoir des renseignements exacts et s'il se concertait ensuite avec le Département, il est probable que cette affaire serait bientôt terminée... » Ces sages conseils n'étaient guère écoutés et Guillemardet dut insister le 17 fructidor : « Je vous ai souvent dit et je vous répète que les écritures ne font que ralentir les opérations et je vous observe en passant que si votre organisation intérieure avait le mouvement révolutionnaire qu'elle doit avoir, un seul de vos membres serait chargé pendant le jour du travail de correspondance et d'administration, lorsque les autres s'occuperaient de donner le mouvement à la manufacture en correspondant immédiatement avec tout ce qui peut la mettre en activité (1). »

Pendant quatre mois, Fayau et Guillemardet avaient agi de concert. La plupart des pièces du registre de correspondance portent leurs deux signatures. Mais du 7 au 12 thermidor, Fayau semble s'effacer. Il signe de nouveau les 15, 16 et 17, puis disparaît définitivement. Peut-être était-il suspect de robespierrisme. Il contresigna pourtant avec son collègue

(1) D'après leur registre de correspondance (A. N. AF* II 129).

une lettre du 16 thermidor qui ordonnait au Conseil d'administration de remplacer dans le jour l'un des membres de la Commission d'examen des marchés, « prévenu d'être l'un des agents du tyran que nous venons d'abattre ». Quoi qu'il en soit, il dut ou voulut se retirer. Le 24, le Comité décide que « les représentants du peuple Guillemardet et Legendre (de la Nièvre) surveilleront en commun toutes les parties de la manufacture des fusils à Paris et des usines qui en dépendent » et « se concerteront à l'avenir pour la suite des opérations dont ils ont été respectivement chargés jusqu'à ce jour (1)... ». En fait, à partir du 25 fructidor, le nom de Guillemardet cesse de figurer au registre de correspondance et Legendre signe seul.

Au reste, les pièces qui émanent de lui sont fort peu nombreuses ; la dernière est du 17 vendémiaire an III. Guillemardet et Legendre démissionnent le 1^{er} brumaire (2). Par une coïncidence curieuse, qui n'est peut-être pas fortuite, la surveillance exercée par les représentants prend fin à l'instant précis où Prieur de la Côte-d'Or vient de quitter le Comité de Salut public (3). Les jours de la manufacture elle-même étaient comptés.

A la fin de l'an II, rien ne semblait annoncer sa disparition prochaine ou son démembrement. Au lendemain de la chute de Robespierre, le 11 thermidor, le Comité de Salut public avait ordonné l'arrestation de l'un des membres du Conseil d'administration, Burguburu, mais ce n'était qu'une mesure de haute police. Le 15, un coup plus grave fut porté au Conseil : un arrêté du Comité lui enleva, pour les soumettre à la surveillance immédiate de l'Agence des armes portatives, « toutes les usines employées à la fabrication des armes existantes hors de Paris ». Peut-être estimait-on que le Conseil n'était pas à la hauteur de sa tâche et qu'il était en partie responsable des à-coups qui entravaient la marche de la manufacture (4). Le 3 fructidor, le Comité lui enlève encore

(1) A. N. AF* II 129 et Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 26.

(2) A. N. C. 355, d. 1874.

(3) Le 15 vendémiaire an III.

(4) Peut-être cette décision fut-elle prise dès messidor. C'est ce qui semblerait résulter d'une délibération de l'Agence, citée plus haut, chap. II, VII.

le soin de diriger les constructions et les réparations d'ateliers ou d'usines ; désormais la Commission des armes ou le Comité lui-même, s'il s'agit de travaux importants, s'en occuperont (1). Le Conseil d'administration ne fut pourtant supprimé qu'à la fin de brumaire an III.

XII. — RÉSULTATS GÉNÉRAUX.

Vers la fin de l'an II, la manufacture de fusils proprement dite comprenait, outre les « usines » et les forges des places publiques, deux ateliers de garnisseurs de canons, sept de platineurs, deux pour les pièces de garniture, quatre pour l'ajustage des armes, trois pour le « rhabillage » et un pour les outils (2).

Dans la pensée de ses créateurs, elle devait donner 1.000 fusils par jour. On n'atteignit jamais ce résultat. Sans doute, six fusils fabriqués de toutes pièces à Paris furent présentés à la Convention dès le 13 brumaire an II. A cette date, les ateliers publics occupaient 633 ouvriers : 39 forgerons, 244 platineurs, 108 ajusteurs - monteurs, 242 rhabilleurs. Mais le rendement était à peu près insignifiant : 238 canons forgés et 375 fusils complets, issus pour la plupart des ateliers de réparation (3). En effet, les ouvriers manquaient, en général, d'expérience ; beaucoup étaient retenus par la con-

(1) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 496 et 600 ; t. XVI, p. 226.

(2) Voir la liste de ces ateliers dans AF II 214, d. 1840 (établie sans doute en même temps que celle des usines, présentée par Legendre au Comité de Salut public, le 5 fructidor, et dont nous avons donné plus haut l'analyse). Vers cette époque, la plupart des ateliers ont pris des noms révolutionnaires, le plus souvent ceux des sections où ils se trouvent. Les forges du Luxembourg s'appellent forges de la Montagne. Les ateliers de l'abbaye Germain, des Cordeliers, des Carmes et des Miramionnes (baïonnettes) deviennent les ateliers de l'Unité, de Marat, du Panthéon français et des Sans-Culottes (AF* II 123 : arrêté du Comité du 16 thermidor an II). Les ateliers des Chartreux, de la rue Feydeau, du Marché aux Poissons, des Capucins, de la rue Plumet, de la rue Avoye, de la maison d'Aine, des écuries de Broglie, de la maison Bachy et de la maison Tessé s'intitulent désormais ateliers de l'Observatoire, Lepelletier, Bonne Nouvelle, des Tuileries, de la Fontaine de Grenelle, de la Réunion, de Jemmapes, Brutus, Jean-Jacques Rousseau et Helvétius (AF* II 129 : lettre des représentants Fayau et Guillemandet au Conseil d'administration, du 11 fructidor an II).

(3) B. N. Le³³ 545.

fection des outils et les travaux d'aménagement n'étaient pas encore achevés. Le 25 brumaire, le procureur de la Commune dénonce « le peu d'activité que l'on apporte à la fabrication des armes » et le Conseil général décide qu'un commissaire sera désigné chaque décade « pour surveiller ces travaux, en rendre compte au Conseil, dresser des procès-verbaux de plaintes contre les auteurs de cette négligence (1) ». Le 28, à la Convention, Bourdon (de l'Oise) met en doute les capacités d'Hassenfratz, dont Carnot prend la défense avec vigueur. Un mois plus tard, des progrès certains ont été réalisés, mais les adversaires du Comité de Salut public les jugent insuffisants et dirigent de violentes attaques contre la manufacture. Les trois Administrations la défendent publiquement, affirment qu'elle a déjà fourni plus de 3.000 fusils, qu'elle en donne pour l'instant 200 par jour et que sa production ne tardera pas à se développer (2).

Vers la même époque, la Société des hommes libres, « séante à la caserne Saint-Louis, section Révolutionnaire », nomme des commissaires pour « constater l'état d'activité » des ateliers d'armes de Paris « et lui faire connaître les inconvénients qui pourraient entraver ces établissements si nécessaires à la prospérité de la République ». Ils lui présentent, le 12 nivôse, un rapport daté du 9 qui indique en détail l'effectif de chaque atelier, la nature de ses travaux, les obstacles matériels et moraux qui nuisent à leur plein rendement. Leurs conclusions sont plutôt optimistes. « Partout ils ont été reçus avec la fraternité qui convient à de vrais amis de la Patrie et... les régisseurs sans exception sont animés du plus pur patriotisme (3). »

Les chiffres donnés par les états décadaires distribués à la Convention (4) confirment cette impression favorable et témoignent d'un développement continu. Pendant la première décade de nivôse, il sort des ateliers publics 2.176 fusils réparés et seulement 908 fusils neufs. A la fin du mois (dernière décade), l'équilibre tend à s'établir : 1.533 fusils neufs, 1.643

(1) *Affiches de la Commune de Paris*, n° 143.

(2) Sur ces incidents, voir plus loin chap. XXIII.

(3) A. N. AD VI 40 et B. N. Lb 40 2395.

(4) B. N. Lf 218 2.

fusils réparés. A la fin de pluviôse (dernière décade), sur 3.466 fusils, 2.234 sont des armes neuves ; encore observe-t-on que le travail de l'un des ateliers d'ajustage avait été gêné par le manque de pièces de garniture et qu'il avait dû se livrer à la réparation de 4.000 fusils.

En ventôse, le progrès s'accroît : du 21 au 30, la manufacture livre 2.699 fusils neufs et en rhabille 1.497. Mais en germinal la production reste stationnaire ou tend à fléchir : 2.685 fusils neufs et 1.270 fusils rhabillés pendant la dernière décade. En effet, l'atelier d'ajusteurs de la rue Plumet a dû réparer 132 fusils et celui des Jacobins Saint-Dominique dérouiller ou rhabiller un millier de platines.

Somme toute, vers cette époque, les ateliers publics donnaient environ 400 fusils par jour dont les deux tiers entièrement neufs. D'autre part, jusqu'à la fin de floréal, les soumissionnaires particuliers en montèrent 20.647.

Mais les diverses branches de la fabrication ne marchent point d'un pas égal ; le Comité n'est pas encore parvenu à résoudre le problème des usines de forerie et d'émoulerie ; par ailleurs, malgré ses efforts, la production des platines reste déficitaire. Il avoue, le 9 floréal, que la manufacture a « un besoin pressant de platines » et ordonne à la Commission des armes de rassembler tout de suite dans les magasins de l'Administration des armes « toutes celles qui se trouvent chez les soumissionnaires de Paris et des départements » ; il décide, en outre, que l'atelier de Versailles et les ateliers de rhabillage de Paris répareront les 16.000 platines qui sont déjà dans les magasins de la rue de Tournon, « en commençant par les moins endommagées (1) ».

Pour la période suivante, les états se bornent à indiquer, d'une part, le total des armes fabriquées de toutes pièces ou réparées dans les ateliers publics et, d'autre part, les livraisons des soumissionnaires. Ils permettent de constater que ceux-ci fournissent des quantités sans cesse décroissantes : 3.728 fusils en messidor, 2.411 en thermidor, 1.874 en fructidor ; la chute s'accroît encore en l'an III : 1.544 en vendémiaire, 1.864 en brumaire, 1.635 en frimaire.

(1) A. N. AF² II 123.

Par contre, la production des ateliers publics, beaucoup plus importante, augmente régulièrement jusqu'à la fin de l'an II : 10.430 fusils en messidor, 13.110 en thermidor, 18.606 en fructidor. Elle finit donc par dépasser 600 fusils par jour et l'ensemble de la manufacture en donne 680 (près de 700, en tenant compte des trois jours de repos décadaire).

En l'an III, on note d'abord de nouveaux progrès : les ateliers publics livrent 19.314 fusils en vendémiaire. Mais bientôt le déclin commence et très vite il s'accélère : 15.064 fusils en brumaire, 9.451 en frimaire. Les deux premières décades de nivôse n'en donnent plus que 1,123 et 911. A cette époque, en effet, la manufacture succombe sous les coups des Thermidoriens (1).

En résumé, à la fin de l'an II, elle produisait près de 700 fusils par jour. Il est probable qu'avec de la persévérance on eût réalisé, à peu de chose près, le programme d'août 1793. Sans doute, la manufacture ne se suffisait pas à elle-même. Elle a, dit Carnot, « son établissement central à Paris, mais elle étend ses ramifications dans toutes les parties de la République ; les matières premières et les pièces ébauchées lui arrivent de tous les départements (2) ». De tout temps, elle dut tirer de l'extérieur les lames à canons. Quelques soumissionnaires entreprirent d'en fabriquer à Paris même (3), mais à des conditions si onéreuses que le Comité y renonça dès le 8 nivôse an II (4). D'autre part, si les forges des places publiques parvinrent à façonner un nombre à peu près suffisant de canons, le rendement des usines, et en particulier des foreries, resta toujours très inférieur aux prévisions et aux besoins : 3.986 canons forés en messidor, 4.026 en thermidor, 4.393 en fructidor. Il faut noter pourtant que ces chiffres témoignent d'une progression lente, mais continue. Ils tendent à prouver que le programme conçu en floréal par le Comité et dont il avait confié l'exécution au représentant Legendre (5)

(1) Voir plus loin, chapitre xxiv.

(2) *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire an II.

(3) Voir plus haut, chap. II, III.

(4) A. N. AF^{II} 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 722.

(5) Voir plus haut, chap. II, VII.

était de nature à éteindre tôt ou tard, au moins dans une forte proportion, le déficit de la production. Les résultats des deux premiers mois de l'an III confirment cette hypothèse : 5.769 canons forés en vendémiaire, 5.236 en brumaire. L'hostilité des thermidoriens interrompit brusquement l'effort tenté par les hommes de l'an II.

La confection des platines avait aussi donné lieu à de nombreux déboires ; mais l'obstination du Comité avait en partie triomphé des obstacles : les ateliers publics livrent 7.981 platines en messidor, 12.865 en thermidor, 12.384 en fructidor an II, 13.593 et 13.309 en vendémiaire et brumaire de l'an III ; ces chiffres comprennent, il est vrai, une forte proportion de platines « rhabillées », mais la production des platines neuves s'éleva pourtant à 1.900 par décade (1). A ces quantités venaient s'ajouter, chaque mois, quelques centaines de platines fournies par les soumissionnaires et celles que l'on tirait des départements, par exemple de la région d'Abbeville (2).

Il paraît donc légitime de conclure que la ténacité du Comité de l'an II avait été couronnée de succès et que quelques mois de persévérance eussent permis de réaliser presque entièrement son programme primitif. Au reste, Guyton a fait justice devant la Convention, le 14 pluviôse an III, des accusations portées contre la manufacture de Paris et réfuté les arguments invoqués trois mois plus tôt par la Commission des armes pour obtenir sa « régularisation » ou plus exactement sa suppression progressive (3). Il observe qu'en treize mois elle a produit 157.249 canons forgés et 44.012 platines neuves ; il reconnaît que « pour satisfaire encore plus promptement aux besoins des armées » on a « habillé de vieilles armes ou plutôt recueilli dans les pièces éparses arrivant des anciens arsenaux tout ce qui pouvait être mis en œuvre... » ; il avoue aussi que les usines « sont restées bien au-dessous des espérances... à cause des basses eaux et même du peu de vitesse des courants de la rivière » ;

(1) Guyton, *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

(2) Voir plus loin, chap. III, xi.

(3) Voir plus loin, chap. xxiv.

la manufacture n'en a pas moins donné à elle seule, de frimaire an II au 20 nivôse de l'an III, 145.630 fusils ou pistolets, « c'est-à-dire plus que les sept manufactures de province réunies (1) ».

Ainsi donc, en l'an II, par la volonté du Comité de Salut public, Paris était devenu le centre le plus important de France pour la fabrication des armes à feu.

(1) Témoignage confirmé par celui de Prieur (de la Côte-d'Or) dans ses *Souvenirs*.

CHAPITRE III

La fabrication des armes à feu dans les Départements

I. — GÉNÉRALITÉS

En août 1793, la France possédait sept manufactures d'armes à feu. Celles de Saint-Etienne, Maubeuge, Charleville et Tulle dataient de l'ancien régime. Les trois autres avaient été créées depuis la Révolution, à Moulins le 17 juillet 1792, à Autun et Clermont-Ferrand les 27 janvier et 14 juillet 1793 (1). Mais à l'heure où les besoins des armées grandissaient dans des proportions imprévues, le travail des manufactures anciennes se ralentissait : l'invasion dispersait les ouvriers de Maubeuge ; l'agitation fédéraliste et une incursion des Lyonnais paralysaient les ateliers de Saint-Etienne ; ceux de Charleville et de Tulle étaient languissants. Les manufactures nouvelles ne parvenaient pas à se constituer et leur rendement était pour ainsi dire nul. C'est alors que le Comité résolut d'organiser sous ses yeux, à Paris, centre de l'action révolutionnaire, une puissante manufacture qui produirait à elle seule plus que tous les établissements de province. Mais il n'entrait pas dans ses desseins de négliger les ressources que ceux-ci pouvaient offrir. La manufacture de Paris, affirme Barère le 23 août, « ne

(1) Guyton, *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III. Un décret du 19 août 1792 avait donné aux établissements de Maubeuge, Saint-Étienne, Tulle, Moulins, Klingenthal, le titre de manufactures nationales d'armes de guerre. Elles étaient gérées par des entrepreneurs, assistés de conseils d'administration et placées sous la surveillance du pouvoir exécutif. Le décret les soumet à des règlements très précis. Un décret postérieur, du 13 octobre 1792, porte qu'elles ne fabriqueront des armes que pour la Nation.

portera aucune entrave aux autres manufactures nationales ni aux manufactures particulières... Les arts et les artistes doivent s'aider et non se détruire ». Et il ajoutait pour préciser sa pensée : « Il est... des départements dans lesquels vous avez établi des manufactures d'armes, et d'autres dans lesquels les établissements anciens sont négligés. Vous devez autoriser les représentants du peuple que vous allez envoyer à accélérer cette fabrication et à prendre, de concert avec le Comité et le Conseil exécutif, toutes les mesures propres à ranimer et accélérer cette précieuse fabrication. »

Le décret du 23 août donna, en effet, pleins pouvoirs aux représentants dans les départements (1). Leur activité, contrôlée par le Comité, fut des plus fécondes. Carnot déclare, le 13 brumaire, que le Comité n'a pas négligé les manufactures de province, qu'il a cherché « à les encourager toutes, à en former de nouvelles ». Barère expose à son tour à la Convention, le 13 pluviôse (2), la politique suivie par le Comité, les obstacles qu'il a dû vaincre, les résultats qu'il a obtenus. Soucieux de développer promptement la production, il a envoyé des commissaires dans les départements pour établir de nouvelles fabrications. Par ailleurs, on pouvait redouter « la destruction des manufactures existantes, comme Saint-Etienne, Charleville, Tulle, l'isolement ou la tendance au fédéralisme ». Il fallait aussi les défendre contre une concurrence néfaste : « Plusieurs départements ont envoyé des commissaires qui ont cherché à séduire les ouvriers avec l'or de la République, et sans la résistance ferme du Comité... toutes les fabrications déjà en activité étaient désorganisées. » Bref, le Comité a su accorder aux entreprises récentes les secours dont elles avaient besoin, tout en résistant à leurs « insinuations dangereuses », et les trois vieilles manufactures « procurent aujourd'hui 16.000 fusils par mois à la République (3) ». Mieux encore : loin de nuire à la province, Paris lui a fourni de nouveaux éléments de force ; « c'est dans les ateliers de Paris que les

(1) Article 6. Voir plus haut, chap. PREMIER.

(2) B. N. Le³⁸ 677.

(3) Ce chiffre paraît exagéré; les résultats indiqués par Guyton dans son rapport du 14 pluviôse an III et par les documents sont sensiblement inférieurs à l'évaluation de Barère.

entrepreneurs de nouvelles manufactures envoient les ouvriers qui se destinent à fabriquer des armes. C'est dans cette commune brûlante de patriotisme que les ouvriers des autres départements viennent apprendre l'art de forger les foudres qui doivent donner la mort aux tyrans... ». Enfin le Comité a combattu l'esprit d'intrigue, « l'avidité que montrent un grand nombre d'hommes pour avoir des places » ; il a voulu « empêcher qu'avec l'or de la République il ne s'élevât des fabriques d'armes propres à protéger le fédéralisme » et dans ce but il a « ôté ces fabrications des mains des administrateurs ».

Barère estime, au surplus, qu'il serait injuste d'attacher trop d'importance « à quelques imperfections de détail, à quelques retards involontaires... ». Les malversateurs seront punis selon la loi. Mais rien ne serait plus propre à paralyser les bonnes volontés que de prétendre « exiger une exactitude rigoureuse de détail qui ne serait que l'excuse des perfides qui voudraient perdre la République en mettant à couvert leur responsabilité personnelle ». Au reste, la présence des représentants du peuple a déjà « multiplié les travaux, en répandant l'encouragement dans l'âme des ouvriers » ; leurs soins vont anéantir les abus et accroître « les moyens de fabrication (1) ».

Ainsi Barère se déclare satisfait des résultats acquis et l'avenir lui semble plein de promesses. L'étude des documents confirme dans une large mesure son témoignage. Sous l'impulsion énergique du Comité, les vieilles manufactures reprirent de la vigueur ; les établissements décrétés en 1793 commencèrent à travailler ; des entreprises nouvelles surgirent un peu partout. Bref, une émulation féconde régna dans la France entière.

II. — LA MANUFACTURE DE SAINT-ÉTIENNE.

La manufacture de Saint-Etienne (2) travaillait sous l'ancien régime à la fois pour l'Etat et pour les particuliers. En 1792, elle dut se consacrer tout entière aux besoins de la défense nationale. Un décret du 23 juillet, sanctionné le

(1) Barère, *Rapport à la Convention*, du 13 pluviôse an II.

(2) Voir l'ouvrage de L.-J. Gras, *Historique de l'armurerie stéphanoise*, précieux notamment pour l'organisation administrative de la manufacture.

28, avait autorisé les Districts à acheter directement, aux frais du trésor public, des armes et des munitions. Cette mesure, dictée par le souci d'assurer la prompte organisation des bataillons de volontaires, eut des conséquences assez fâcheuses. Les fabricants de Saint-Etienne furent assaillis de commandes et les livraisons se firent au hasard. Pour remettre un peu d'ordre dans ce chaos, la Convention envoya trois de ses membres, Romme, Soubrany et Bourbotte, qui placèrent la manufacture sous le contrôle étroit du pouvoir central : tous les ouvriers furent requis ; ils ne devaient plus fabriquer que des armes du type réglementaire. Les marchés qui n'avaient pas été passés par le pouvoir exécutif furent annulés et toutes les commandes des autorités locales durent lui être renvoyées pour obtenir son approbation.

Désormais une surveillance active et presque constante fut exercée sur place, soit par des commissaires du pouvoir exécutif, soit par des représentants du peuple : ils s'appliquèrent à lever les obstacles qui entravaient les travaux, à développer leur activité, à améliorer les produits de la fabrication. L'inspecteur militaire qui jusqu'alors avait joui d'une autorité considérable, la commission de vérification des armes instituée par la loi du 8 juillet 1792, le Conseil d'administration créé par celle du 19 août suivant, leur furent strictement subordonnés et se virent réduits à un rôle subalterne.

Au milieu de l'année 1793, l'insurrection fédéraliste paralysa la manufacture. Le 12 juillet, les Lyonnais pénétrèrent dans la ville et s'emparèrent de plusieurs milliers de fusils. Or la Convention avait envoyé, le 30 mai, le représentant Lesterpt-Beauvais « pour surveiller les agents du Conseil exécutif et empêcher qu'ils n'expédient aucune arme sans la réquisition des représentants du peuple près des armées ou l'autorisation du Conseil exécutif ». Le 21 août, Lesterpt-Beauvais fut violemment attaqué à la tribune. Plusieurs députés, et notamment Chabot, l'accusèrent de complicité avec les fédéralistes. Il essaya vainement de se défendre : décrété d'arrestation, il périt sur l'échafaud (1).

(1) Sur toute cette affaire, voir *Archives parlementaires*, t. LXXII, p. 547, 554, 582 et suivantes. Voir aussi Aulard, *Recueil*, t. V, p. 306.

Il se peut que la passion politique ait obscurci le jugement de ses dénonciateurs et qu'ils aient vu à tort une trahison dans l'attitude d'un homme faible et desservi par les circonstances. La perte de Saint-Etienne et de sa manufacture équivalait à un désastre national : tout manquait aux armées et les arsenaux étaient vides. C'était l'époque où la Convention décrétait une fabrication extraordinaire d'armes dont les patriotes les plus optimistes ne pouvaient attendre de résultats avant plusieurs semaines ou plusieurs mois.

Fort heureusement, une éclaircie ne tarda pas à se produire. Le 6 septembre, une adresse de la commune de Saint-Etienne annonça sa délivrance (1). Hubert, commissaire du pouvoir exécutif, y fut aussitôt envoyé (2). Il est probable qu'il recueillit des informations assez fâcheuses sur l'état de la manufacture : le 17 octobre, un arrêté du Comité de Salut public déclare qu'elle « a été en partie désorganisée pendant la durée des troubles », et affirme son désir d'en rendre, si possible, les travaux « plus utiles encore qu'ils ne l'étaient auparavant » ; le représentant Romme, envoyé à Saint-Etienne, prendra « toutes les mesures que le salut public exigera pour donner à la manufacture... toute l'activité dont elle est susceptible... » ; d'accord avec les autorités constituées du département de Rhône-et-Loire et avec une députation d'ouvriers, il fixera le prix de chaque pièce du travail sur les bases de la loi du maximum ; « il emploiera tous les moyens les plus efficaces pour mettre à la disposition du ministre de la Guerre tous les fusils qui seront fabriqués... et pour qu'il ne se fabrique que des fusils uniformes ;... il pressera les travaux de tous les ouvriers sans s'arrêter au défaut d'aucune espèce d'assortiment » et enverra à Paris « toutes les pièces qui dans ce moment ne pourraient pas être assorties (3) ».

Mais Romme ne vint pas à Saint-Etienne. Pendant plusieurs décades, la manufacture fut soumise à la dictature des représentants chargés de réprimer la révolte lyonnaise. Ils

(1) *Archives parlementaires*, t. LXXV, p. 38.

(2) En septembre, selon Galley, *Saint-Etienne et son district pendant la Révolution*, t. II, p. 217.

(3) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 464.

s'appuyèrent sur les patriotes avancés (1). Le 21 octobre 1793, la Société populaire de Saint-Etienne envoyait à la Convention une curieuse adresse. « Le nouveau calendrier nous a tout à fait brouillés avec nos vieux saints... Depuis longtemps, un veto avait suspendu les miracles au point qu'on n'y croyait plus. La Société populaire de Saint-Etienne, persuadée que les armes fabriquées dans sa cité opèrent plus de miracles dans les mains des braves soldats, nos frères, que tous les saints du paradis, vous prie, citoyens représentants, de vouloir bien, par un décret, changer le nom de Saint-Etienne en celui d'Armeville. Désormais nos canons de fusils serviront mieux la République que tous les canons de Trente (2)... » Le 12 brumaire, la Convention fit droit à cette requête des sans-culottes stéphanois (3).

Leur langage imagé prouve qu'ils avaient conscience des services que leur manufacture pouvait rendre à la défense nationale. Ils se remirent au travail avec ardeur. Le 15 brumaire, le Conseil général du département de la Loire, récemment créé, réclame des fonds pour la manufacture (4). Vers la même époque, un jury des armes est institué et l'on réorganise le Conseil d'administration (5). Le représentant Javogues médite déjà de construire des ateliers nouveaux ; il prescrit aux autorités de veiller à ce qu'on travaille sans relâche et exclusivement à l'armement (6). Ses collègues Albitte, Fouché, Laporte et Collot d'Herbois (ce dernier membre du Comité de Salut public) s'intéressent aussi à la manufacture. Le 22 frimaire, ils confient le soin de la surveiller à Dorfeuille, ex-président de la Commission de justice populaire à Lyon : il activera les travaux, enverra aux représentants des états décadaires de production, dressera la liste des agents de la manufacture avec des notes sur leur civisme et leurs talents, vérifiera la comptabilité et n'autorisera

(1) Galley, t. II, p. 217 et suiv.

(2) *Archives parlementaires*, t. LXXVIII, p. 165.

(3) *P. V.*, t. XXIV, p. 268.

(4) Lu à la Convention le 29 brumaire (*Archives parlementaires*, t. LXXIX, p. 490).

(5) Pour plus de détails, voir l'ouvrage de Gras, p. 198 et suiv.

(6) Galley, t. II, p. 226 et suiv., et p. 410.

que la fabrication des fusils ou pistolets de munition (1). Dorfeuille et Millet, « commissaires nationaux », trouvèrent la manufacture « dans une affreuse détresse » ; ils s'efforcèrent d'« électriser » le peuple ; ils demandèrent aux représentants de leur envoyer de Lyon tous les ouvriers en fer. « Pour augmenter leur zèle, écrivaient-ils à la Convention, nous mangerons à la même gamelle ; à la prochaine décade, nous guillotinerons en effigie le pape et les émigrés qui nous font la guerre (2). »

De son côté, le Comité de Salut public n'avait cessé de veiller sur la manufacture. Il en avait écrit à Javogues les 27 brumaire et 3 frimaire (3). Le 17 frimaire, « instruit par la lettre... du District d'Armeville aux représentants du peuple à Commune-Affranchie que la fabrication des fusils éprouve une stagnation funeste occasionnée en partie par le retard apporté au paiement de 12.000 fusils... », il ordonne au ministre de la Guerre d'envoyer sans délai les fonds nécessaires.

Le 23, il constate que les représentants qui se sont succédé à Saint-Etienne depuis sa délivrance et les commissaires qu'ils ont envoyés ont songé beaucoup plus à se procurer promptement des armes qu'à organiser la manufacture, et que, par suite, elle est tombée « dans un état de langueur qui exige pour ainsi dire une création nouvelle, une réorganisation complète ». Il observe, en particulier, que le prix des fusils n'y a pas été modifié : or, la loi du maximum a diminué le prix des matières premières et des journées de travail ; celui des fusils « aurait dû l'être dans la même proportion ». Le représentant du peuple Girard (de l'Aude) se transportera donc à Saint-Etienne : des commissions mixtes, formées de délégués des ouvriers, des entrepreneurs et des pouvoirs publics fixeront, sous sa présidence, le prix de chaque partie du fusil et le bénéfice que percevront les entrepreneurs ; il organisera un système de réception des armes qui évite aux fournisseurs tout retard dans les paiements et « prendra des mesures pour que tous les ouvriers puissent travailler

(1) Galley, t. II, p. 217 et suiv.

(2) P. V., t. XXX, p. 33.

(3) D'après une lettre de Javogues (Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 270).

sans interruption... » ; si la fabrication de certaines pièces présente un excédent que l'on ne puisse employer sur-le-champ, il l'enverra à Paris ; enfin, il rendra compte au Comité tous les cinq jours (1).

Cet arrêté fut exécuté. Après avoir consulté les intéressés, Girard détermina, le 11 nivôse, les prix des différentes pièces du fusil : l'arme complète serait payée 41 livres 10 sols. Des arrêtés analogues des 23 nivôse et 14 pluviôse établirent, selon la même procédure, les prix des pistolets et des sabres (2).

L'activité du représentant s'étendit à l'ensemble des opérations de la manufacture. Il voulut accroître le nombre des ouvriers : une proclamation du 7 nivôse et les appels du Comité révolutionnaire de Saint-Etienne lui procurèrent beaucoup d'apprentis, d'une valeur souvent douteuse. Il reprit les projets de Javogues : en nivôse et pluviôse, 17 forges furent établies dans une vieille église. Il rêvait de porter la production à 15.000 fusils par mois. Mais la dispersion de la main-d'œuvre rendait la surveillance singulièrement malaisée ; la fabrication des armes occupait une foule de petits ateliers à Saint-Etienne et dans les environs : il y avait des canonniers à Rochetaillée, des platineurs à la Tour-en-Jarez ; beaucoup se livraient à un trafic clandestin d'armes ou de parties d'armes. Pour mettre fin à ces abus, Girard prescrivit des recensements inopinés qui devaient se faire la nuit. Il se préoccupa aussi de rassembler des matières premières : le district fournit près de 200 quintaux de vieux fers, arrachés aux églises ou aux châteaux (3).

Girard entretenait avec le Comité une correspondance suivie : le 16 nivôse, il lui annonce l'expédition de 7.000 fusils aux armées ; le 1^{er} pluviôse, il dénonce son collègue Javogues qui a empêché le Département de la Loire de lui envoyer 2.057.000 livres pour le salaire des ouvriers. Le 9, Dupin, adjoint du ministre de la Guerre, reçoit l'ordre de faire parvenir sur-le-champ deux millions à Armes-Commune (4).

Deux jours plus tard, considérant que Girard a « rempli

(1) A. N. AF* II 121.

(2) A. N. AF II 218, d. 1878.

(3) Galley, t. II, p. 226 et suiv., et p. 410.

(4) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 76, 346 et 390.

la mission qui lui était confiée », le Comité le rappelle à Paris. Girard observe, le 17, que « les travaux commencés ici sembleraient nécessiter le séjour d'un mois de plus, ou au moins l'arrivée d'un successeur qui se mettrait au courant... » ; il ne croyait pas qu'on pût sans danger abandonner une manufacture qui serait avant peu « l'atelier le plus conséquent de la République ». Mais le lendemain, il s'était ravisé : « Vous me rappelez dans le sein de la Convention ; je m'empresse d'obéir à cet ordre, parce qu'en effet ma mission est remplie... » Il ne quitta pourtant Saint-Etienne qu'en ventôse ; ayant obtenu un congé, il se rendit à Narbonne d'où il écrivait, le 23, à la Convention pour lui recommander la manufacture qui pouvait donner 180.000 fusils par an (1).

Le Comité avait senti la nécessité de lui donner un successeur. Le 14 pluviôse, il désigna le représentant Legendre (de la Nièvre) pour suivre les opérations commencées par Girard, donner à la fabrication « la plus grande activité », assurer l'approvisionnement de la manufacture sans nuire à celle de Paris et augmenter le nombre des ouvriers, « autant qu'il en trouvera l'occasion (2) ».

Mais Legendre ne partit pas (3). Par contre, les représentants à Lyon chargèrent, le 15 ventôse, deux commissaires, les citoyens Richard et Giraud, pour surveiller et activer les travaux de la manufacture. (4) Cet arrêté fut sans doute exécuté, car « les commissaires nationaux à Commune d'Armes » écrivent en germinal à la Convention que la fabrication « se ranime au point qu'ils peuvent promettre à la République 12 à 13.000 fusils par mois (5) ».

Cependant le Comité ne perdait pas de vue l'importance de Saint-Etienne ; il se préoccupait à la fois de stimuler les travaux et d'en réserver les produits à la République. Le 1^{er} germinal, il décide qu'à l'avenir aucune espèce d'arme n'en sortira sans son approbation formelle, et, le 4, il invite le Con-

(1) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 534, 722, 735, et t. XI, p. 30, 686 et 706.

(2) A. N. AF* II 121.

(3) Du moins on ne trouve trace de son activité ni dans les documents ni dans les monographies locales.

(4) Galley, t. II, p. 552.

(5) P. V. t. XXXV, p. 98.

seil d'administration à s'expliquer sur les livraisons qu'il a effectuées. Le 5 floréal, il enjoint à la Commission des armes et poudres de s'informer « des entraves qui paraissent s'opposer à l'augmentation et au bon régime » de la manufacture et de prendre les mesures propres à les faire cesser (1). Le 17, l'Administration des armes portatives décide l'envoi à Saint-Etienne de 25000 pierres à fusil ; le 25, elle accorde 200.000 livres pour les besoins de la manufacture (2).

Tant d'efforts ne furent pas inutiles. La production s'accrut : 6.642 fusils en septembre 1793, 9.727 en floréal an II (3). Mais ces progrès paraissaient insuffisants au Comité. Le 6 prairial, « voulant donner les plus grands encouragements » à la manufacture, il accorde une gratification de 30 livres par mois aux ouvriers canonniers et platineurs « pour chaque élève qu'ils entreprendront ». L'instruction et la gratification dureront trois mois. Si l'élève est formé dans un moindre délai, l'instructeur « recevra la gratification de trois mois » ; mais « si après les trois mois le jury ne trouve pas l'élève suffisamment instruit, la gratification cessera » et l'instructeur devra « continuer l'instruction jusqu'à ce que le jury la trouve suffisante ». De même, chaque élève canonnier ou platineur recevra 60 livres par mois pendant trois mois : si son instruction est achevée avant ce terme, il pourra travailler à son compte et n'en recevra pas moins l'indemnité totale. Des encouragements analogues sont prévus pour les autres parties du fusil, mais ils ne seront que des deux tiers de ceux fixés pour le canon et la platine. D'autre part, l'Administration des armes portatives devait envoyer dans les cinq jours à Saint-Etienne un commissaire pour exécuter sans délai « le plan d'organisation... approuvé le 25 ventôse par le Comité (4) ».

Claude Boyer, désigné le 12 prairial, quitta Paris le 18. A Saint-Etienne, le commerce clandestin des platines, des canons et autres pièces de garniture se poursuivait. « L'abus était tel que des ouvriers en donnaient en paiement de leur nourriture. » D'accord avec le Comité révolutionnaire, Boyer

(1) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 85 et 145, et t. XIII, p. 29.

(2) A. H. G. *Reg.* 22-a /1.

(3) Galley, t. II, p. 229.

(4) A. N. A* II 123.

fit procéder (comme naguère le représentant Girard) au recensement des armes ou parties d'armes achevées ou sur le point de l'être. Il en résulta qu'en messidor (1) on pouvait compter sur 20.000 fusils environ « et 20.000 canons disposés », plus 1.287 paires de pistolets et 902 canons de pistolets « éprouvés », 6.084 platines de fusils et 819 paires de platines de pistolets. Boyer organisa un jury des armes de seize membres où entrèrent quatre canonniers et quatre platineurs et proposa de donner à la manufacture une administration plus centralisée.

Il se préoccupa surtout d'accroître la production : on prit des mesures pour que les ouvriers ne fussent pas distraits de leurs travaux ; on alla jusqu'à interdire aux propriétaires de les contraindre à déménager. La Commune accorda un terrain pour y créer 62 ateliers nouveaux qui seraient construits aux frais de l'Etat. Mais les fonds nécessaires tardèrent à venir ; Boyer dut attendre pour réaliser ses desseins l'arrivée du représentant du peuple Reverchon. Celui-ci sanctionna la plupart des mesures dont le commissaire du Comité avait pris l'initiative. Le 10 thermidor, il décida que les travaux des ateliers nouveaux seraient « commencés sans délai, continués sans relâche et finis sans repos » ; il requit les ouvriers et les matériaux nécessaires, interdit provisoirement toute autre construction sur le territoire de la commune, sauf dans le cas d'utilité publique. Une dépense de 600.000 livres était prévue ; il s'en procura la moitié par un prélèvement sur la taxe révolutionnaire et le reste par un emprunt qui devait être souscrit dans un délai de quatre décades ; les prêteurs seraient remboursés après la guerre, sur le produit de la vente des forges comme biens nationaux (2).

Reverchon fixa encore le prix des armes à feu et des armes blanches, requit pour la confection des bois de fusil tous les noyers, débités ou non, des départements voisins, et notamment de l'Isère, réorganisa l'administration de la manufacture, écarta des ateliers les jeunes gens de première

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 41, et A. H. G. *Reg.* A/8 (rapport de l'Agence des armes, du 1^{er} thermidor).

(2) Galley, t. II, p. 734 et suiv.

réquisition qui s'y étaient introduits indûment. Ces mesures étaient, en général, conformes aux désirs du Comité de Salut public qui les ratifia pour la plupart le 26 brumaire an III (1).

Le Comité n'avait cessé de prouver par ses actes l'intérêt qu'il portait à la manufacture : le 26 thermidor, il met à la disposition de la Commission des armes et poudres les plateaux de bois de noyer qui se trouvent dans les maisons des émigrés et détenus du district de Saint-Etienne ; le 24 fructidor, il autorise le Conseil d'administration « à louer... une petite usine située près de cette commune, appelée la Folie..., pour étirer de l'acier... tant pour ressorts que pour baguettes et baïonnettes (2) ». Le 15 vendémiaire an III, la Convention décrète, sur sa demande, que le représentant Lemoyne « se rendra dans les départements de la Loire, de la Haute-Loire et de l'Ardèche pour surveiller les travaux de l'exploitation des mines et des manufactures d'armes (3) ». Enfin, le 26 brumaire, le Comité réorganise la manufacture selon les vues de Claude Boyer : un Conseil d'administration de cinq membres, choisis par la Commission des armes et poudres et approuvés par le Comité de Salut public, la dirigera. La Commission des armes sera représentée à Saint-Etienne par un agent spécial qui exercera une surveillance générale sur l'administration, la fabrication et la comptabilité ; elle recevra et présentera au Comité des comptes rendus décadaires, enverra les fonds nécessaires aux dépenses de la manufacture et à l'achat des armes, organisera l'instruction des élèves et « le jury qui doit en connaître (4) ».

Ainsi, au début de l'an III, l'action énergique et continue du Comité de Salut public a restauré la manufacture de Saint-Etienne. Sans doute, les espérances conçues en l'an II ne se sont pas toutes réalisées ; mais elle est encore de beaucoup la plus importante de province : 3.000 fusils et 600 pistolets, moitié plus qu'en septembre 1793, sortent chaque décade

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 179-181, et A. N. AF* II 127 (arrêtés de Reverchon des 4, 8, 10, 12 thermidor et 4 fructidor).

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 69.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 263.

(4) *Id.*, *Recueil*, t. XVIII, p. 179-181.

de ses ateliers, et les constructions que l'on a entamées permettent d'escompter à brève échéance une augmentation considérable de son rendement (1).

III. — LA MANUFACTURE DE CHARLEVILLE.

La manufacture de Charleville ne fut ni dévastée par l'ennemi comme celle de Maubeuge ni rançonnée par les insurgés de l'intérieur comme celle de Saint-Etienne. Mais elle traversa en 1793 une crise très grave d'organisation et de production (2). En août, les représentants Prieur (de la Marne) et Jeanbon Saint-André y découvrirent un amas de 64.000 fusils non réparés ou inachevés, les uns sans chiens, les autres sans platines. Entrepreneurs et ouvriers négligeaient les commandes de l'Etat et préféraient travailler pour le commerce. Les inspecteurs militaires fermaient les yeux. Les représentants du peuple dénoncèrent ces abus au Comité de Salut public et instituèrent un Comité de surveillance révolutionnaire qui exercerait sur toutes les branches de la fabrication un contrôle rigoureux (3).

Pourtant le Comité de Salut public, lorsqu'il voulut créer la manufacture de Paris, emprunta aux ateliers de Charleville quelques-uns de leurs meilleurs ouvriers et de nombreux modèles. Il y envoya des commissaires pour étudier les procédés et dessiner les machines. Il ordonna, le 27 août, de tirer des magasins de Charleville 19.000 fusils neufs, non montés, avec les pièces et les bois nécessaires pour les achever, et quelques milliers d'armes à réparer : le tout serait envoyé à Paris. Mais en même temps il confirme les décisions prises par Prieur et Jeanbon : « Les ouvriers de la manufacture et ceux mis en réquisition s'occuperont sans délai tant des tra-

(1) Guyton, *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

(2) Les représentants du peuple Perrin, Massieu et Calès écrivaient pourtant, le 30 juin 1793, qu'elle donnait 1.200 fusils par semaine. (Aulard, *Recueil*, t. V, p. 134).

(3) Voir Lévy, *Jeanbon Saint-André*, p. 376 ; Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 5, et *Archives parlementaires*, t. LXXIII, p. 169 et 171 (déclarations de Jeanbon à la Convention).

vaux nécessaires à la fabrication de nouveaux fusils qu'à la réparation de 37.000 fusils de rempart qui se trouvent dans les magasins..., parmi lesquels il sera fait une recherche exacte de ceux qui peuvent servir à l'usage de l'infanterie pour être réparés les premiers et... armés... de baïonnettes » ; la municipalité, le Département, l'administration de la manufacture donneront aux travaux « la plus grande activité ». Ceux des ouvriers de Maubeuge, réfugiés à Charleville, qui ne sont pas appelés à Paris, seront employés sur place. Enfin le ministre de la Guerre mettra la manufacture à l'abri des incursions de l'ennemi et présentera au Comité deux commissaires expérimentés pour la surveiller et « en tirer le parti le plus avantageux (1)... ».

Ainsi, pour donner un aliment immédiat aux ateliers qui surgissent à Paris, le Comité enlève à la manufacture de Charleville les fusils qu'elle ne parvient pas à réparer et les matériaux qu'elle ne peut utiliser à bref délai ; mais il s'efforce aussi de lui procurer un supplément de main-d'œuvre et de l'arracher à sa torpeur.

Il poursuit sans faiblesse l'exécution de ce double dessein. Boyer, administrateur des relais militaires, organise le transport, en soixante heures, des canons de fusils destinés à Paris. Perrin, représentant du peuple à l'armée des Ardennes, déclare que Charleville peut fournir à la capitale, sans inconvénient, 10.000 canons et autant de platines. Plusieurs envois sont effectués dès septembre (2). Le 3 octobre, le Comité renouvelle ses instructions : le ministre de la Guerre fera « conduire sur-le-champ à l'Arsenal de Paris les fusils à réparer et à confectionner qui se trouvent à Mézières et Charleville ». Le 14 brumaire (4 novembre), « instruit par les rapports verbaux du représentant du peuple Perrin » qu'il existe à Charleville et aux environs beaucoup plus de canons que les équipiers de la manufacture ne peuvent en monter, tandis que ceux de Paris sont exposés à manquer d'ouvrage, le Comité envoie le citoyen Duval à Charleville pour rechercher et expédier sur Paris les canons équipés, les lames et les canons

(1) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 127.

(2) A. N. AF* II 128 (3, 12, 20, 21 et 24 septembre).

forés « qui excéderont ce que les autres travaux, pressés avec la plus grande activité, peuvent en employer (1) ».

Ainsi le Comité ôte à la manufacture de Charleville son superflu, mais en même temps il veille à satisfaire à ses besoins réels. Le représentant Perrin lui signale, le 6 septembre, le défaut d'acier et la possibilité d'en acquérir dans le Palatinat. Le 19, les propriétaires de la manufacture déclarent qu'ils attendent ses vues sur les moyens d'accroître l'utilité de leur établissement ; le 24, on lui annonce que les ouvriers, payés en assignats, réclament des indemnités, et le 25, que le besoin d'acier devient de plus en plus pressant. A la fin du mois, les propriétaires de la manufacture lui envoient un état des objets fabriqués ; le 3 octobre, ils demandent au Comité « une conférence pour faire connaître le résultat de la fabrication depuis le 14 novembre 1789 jusqu'à ce jour ». Le lendemain, ils offrent encore de « concourir à augmenter le travail de la manufacture et celui des ateliers de Paris (2) ».

Ces protestations de zèle et cet empressement suffiraient à témoigner de l'intérêt que le Comité attachait à la prospérité de l'entreprise. Mais il prit aussi des décisions positives. La municipalité de Charleville avait demandé qu'on établît « dans la fabrication des fusils un ordre qui pût en accélérer les travaux ». Pour y parvenir, le Comité réunit le député envoyé par la commune, un des préposés de la manufacture, l'adjoint au ministre de la Guerre Dupin, un membre de chacune des trois Administrations de la fabrication extraordinaire de Paris et « plusieurs députés et artistes de Charleville » et autres lieux. Après mûre discussion, il arrêta, le 3 octobre, un plan général de réorganisation : la République continuera à louer, comme par le passé, les bâtiments et usines appartenant aux propriétaires de la manufacture ; elle « donnera à l'entreprise », à ceux qui offriront les conditions les plus avantageuses, « les approvisionnements nécessaires à la fabrication... et la livraison des fusils fabriqués » ; tout citoyen français pourra soumissionner ; il sera procédé, dans les quinze jours, à une adjudication en présence des représentants du

(1) Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 229, et t. VIII, p. 224.

(2) A. N. AF* II 128.

peuple ; « toute chose égale d'ailleurs », celui qui offrira le plus grand nombre d'armes obtiendra la préférence ; mais des sanctions seront prévues pour le cas d'inexécution du contrat. L'adjudicataire jouira, pendant trois ans, des usines louées par la République ; les réparations seront à sa charge ; « les entrepreneurs devront résider à Charleville pour donner le plus d'activité possible à la fabrication » ; enfin « tous les ouvriers... seront en réquisition permanente et ne pourront sous aucun prétexte... fabriquer autre chose que des armes pour la République... (1) ».

A la suite de l'adjudication ordonnée par le Comité, les anciens entrepreneurs, qui avaient laissé déchoir la manufacture, furent remplacés par un homme nouveau, le citoyen Gossuin (2). Ils semblent ne s'être résignés qu'avec peine. L'un d'eux, Pressoles, éleva de vives protestations ; il alla, si l'on en croit le représentant du peuple Massieu, jusqu'à exciter les ouvriers contre son successeur, qui dut se justifier, par un mémoire, des calomnies dont il était l'objet (3).

Le représentant Massieu, envoyé le 25 brumaire à l'armée des Ardennes, sur rapport du Comité de Salut public, était « chargé de surveiller principalement les manufactures d'armes et l'exploitation des mines de fer (4) ». Il prit des mesures « pour concilier les intérêts de la République et ceux des ouvriers dans la fixation [du prix] des fusils », s'efforça de calmer « la fermentation » qui se manifesta au début de pluviôse parmi les artisans de Charleville et attira l'attention du Comité « sur les marchés de la Commission centrale, désastreux dans plus d'un sens (5) ».

Le Comité continuait d'ailleurs à surveiller directement la manufacture : le 13 pluviôse, malgré le Conseil d'administration qui alléguait « la différence d'âge et de talents qui se trouvait entre les ouvriers... », il donna l'ordre formel de ne

(1) A. N. AF* II 121.

(2) D'après un arrêté du 7 brumaire an IV, qui remet le citoyen Pressoles en possession de la manufacture, à charge de remplir les engagements pris par Gossuin. (A. N. AF* II 127.)

(3) Lettres de Massieu au Comité, des 3 et 29 pluviôse (Aulard, *Recueil*, t. X, p. 382, et t. XI, p. 234).

(4) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 434.

(5) Lettres au Comité, des 3 et 29 pluviôse.

fabriquer que des armes neuves (1) ; le 26 ventôse, il réclama « l'état exact de toutes les parties d'armes fabriquées » au cours du mois et arrêta que des tableaux analogues lui seraient envoyés régulièrement ; il accorda, en outre, « une prime d'encouragement pour chaque pièce fabriquée tous les mois au-dessus du nombre obtenu » en ventôse : 12 sols pour le canon, 20 sols pour la platine, 20 pour la garniture complète, 5 pour la baïonnette. Le 8 messidor, il confirma l'arrêté pris le 24 prairial par le Conseil d'administration : « tous les citoyens ou artistes qui ont été retirés de leur profession de limeurs pour travailler à la platine, n'étant pas capables de la finir, continueront de recevoir 40 sols par jour pendant un troisième mois (2) ».

L'Agence des armes portatives se préoccupe de son côté de procurer des meules aux usines de Libreville ; elle en écrit à Barbier et Jamet, ses commissaires à Langres ; elle examine « les plaintes réitérées de cette manufacture en augmentation de salaires », reconnaît qu'elles sont en partie fondées et propose de porter le prix de la platine de 10 livres 10 sols à 12 livres 10 sols (et non à 15 comme on le demande) (3).

Le problème de la fabrication des platines est en effet l'un des plus délicats à résoudre, dans les Ardennes comme à Paris. Le Comité autorise, le 8 thermidor, les citoyens Gossuin et C^{ie} à établir à Sedan un atelier de platines et de pièces détachées du fusil (4). Le même jour, le représentant Levasseur (de la Sarthe) envoie au Comité « son arrêté relatif à l'établissement de platines qui sera dans peu en activité » ; il annonce aussi qu'il va se rendre à Namur pour procurer à la manufacture de l'acier et du charbon (5).

En fructidor, son collègue Delacroix, à son tour, accorde à l'entrepreneur Gossuin un acompte de 100.000 livres (6). Le 23 du même mois, le Comité fixe les appointements des membres du Conseil d'administration de la manufacture

(1) A. N. AF* II 121.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 534.

(3) Délibération du 29 messidor (A. H. G. *Reg* A /8).

(4) A. N. AF* II 123.

(5) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 451.

(6) Lettre du 26 au Comité (Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 654).

qui comprend un inspecteur, deux contrôleurs, un réviseur un secrétaire et deux garde-magasins (1).

Si incomplets qu'ils soient, ces renseignements suffisent à prouver la vigilance du Comité de l'an II. Ses efforts ne restèrent pas infructueux : il parvint à tirer de Charleville 2 à 300 fusils et 1.300 pistolets par décade (2).

IV. — LA MANUFACTURE DE TULLE.

Sous l'ancien régime, la manufacture de Tulle travaillait à la fois pour la Marine royale et pour le commerce privé. Le décret du 13 octobre 1792 la mit tout entière au service de l'Etat. Pourtant, malgré une augmentation sensible du nombre des ouvriers (237 au 1^{er} janvier 1792, 310 au 1^{er} septembre 1793), son rendement était inférieur aux espérances (3) : des conflits incessants mettaient aux prises le ministre de la Marine qui revendiquait la totalité de ses produits et son collègue de la Guerre qui, pressé par le besoin, y puisait des armes pour les troupes de la Vendée ou des Pyrénées. D'autre part, vers le milieu de 1793, le renchérissement des denrées provoqua une hausse formidable des salaires. Le 20 septembre, un député qui revenait de la Corrèze (4) dénonça à la Convention le mal et ses funestes conséquences : « Une platine coûte maintenant 8 livres ; un ouvrier peut en faire deux par jour et gagner 16 livres là où il ne gagnait autrefois que 5 livres ; ainsi, en travaillant deux jours de suite, il se fait payer 32 livres et trouve de quoi ne pas travailler le reste de la semaine... » Il proposait d'exiger des ouvriers un minimum de production et d'accorder une prime à ceux qui le dépasseraient (5).

D'après un mémoire rédigé en l'an IX par le propriétaire

(1) A. N. AF* II 123 et A. H. G. *Reg.* A /8 : délibération de l'Agence des armes, du 22 messidor.

(2) Guyton, *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

(3) Languepin, *La manufacture d'armes de Tulle*. (Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 1888, t. X, p. 5-45.)

(4) Peut-être Brival qui avait été chargé, par décret du 22 juin 1793, de « surveiller, accélérer et augmenter les travaux de la manufacture ». (Aulard, *Recueil*, t. V, p. 49 et 238.)

(5) *Archives parlementaires*, t. LXXIV, p. 535-6.

de la manufacture, Bettinger, le représentant Elie Lacoste, sur la réclamation des ouvriers en août 1793, avait accru de moitié leurs salaires à cause de la dépréciation des assignats. Or, Bettinger continuait à recevoir par fusil complet le prix fixé par son marché du 26 février 1788 : 31 livres 10 sols ; il n'obtint 60 livres qu'en pluviôse an II (1). Il se peut que dans ces conditions il n'ait apporté qu'un empressement médiocre à développer la production. En tout cas, il devint suspect. Le représentant Lanot le dénonça « comme violemment soupçonné d'avoir entravé la fabrication des fusils dans le dessein d'aider aux manœuvres de l'aristocratie ». La Société populaire de Tulle lui fit subir un interrogatoire en présence du peuple et du Comité. Le 13 frimaire, le Comité de Salut public renvoya l'examen de l'affaire au ministre de la Marine Dalbarade (2). Il ne semble pas que Bettinger ait été autrement inquiété.

Quoi qu'il en soit, les représentants qui se succédèrent dans la Corrèze s'intéressèrent à la manufacture. Brival annonce, par lettre reçue le 9 septembre 1793, qu'il a passé à Limoges des marchés avantageux pour lui procurer du fer et demande des fonds pour développer ses travaux (3). Le 9 nivôse, Roux-Fazillac est envoyé en mission dans la Corrèze et le Puy-de-Dôme ; le 17, le Comité lui recommande la manufacture : « Abandonne pour elle toutes les autres occupations. Des armes ! des armes ! Voilà la mesure de salut public essentielle ; voilà celle qui exige les soins les plus assidus des représentants du peuple. Ecris souvent, et que chaque lettre annonce des succès (4) ». Le 27, Roux-Fazillac répond qu'il va se rendre de Périgueux à Tulle ; le maître de forges qui fournit le fer et l'acier à la manufacture donne, dit-il, « les plus grandes espérances d'amélioration » ; bien dirigée, elle pourrait donner de 12 à 15.000 fusils par an (5).

(1) G. Mathieu, *Documents inédits pour servir à l'histoire de l'industrie... en Bas-Limousin, à la fin du XVIII^e siècle*. (Mémoires et documents... publiés par J. Hayem, 3^e série, p. 59-77.)

(2) Charavay, t. IV, p. 225 : lettre de Carnot et Prieur à Dalbarade.

(3) A. N. AF* II 128.

(4) Cité par Roux-Fazillac dans une lettre au Comité, du 1^{er} fructidor suivant (Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 197).

(5) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 278. Brival, chargé aussi le 28 nivôse par le Comité

Le 26 pluviôse, le Comité ordonne de transférer tout de suite à Tulle les ouvriers et l'outillage de la manufacture de création récente qui végétait à Périgueux, et charge Roux-Fazillac d'y veiller. Celui-ci estime que la manufacture de Tulle réclame tous ses soins et demande, le 1^{er} ventôse, qu'un de ses collègues reçoive mission d'organiser le gouvernement révolutionnaire dans le Puy-de-Dôme. En fait, il resta dans la Corrèze, et, pendant de longs mois, y déploya une activité fébrile, qui ne laissa pas de produire de bons résultats. Il dut d'abord se procurer des fonds pour éviter l'arrêt complet des travaux (1). Il créa, en ventôse, pour perfectionner et accroître la manufacture, un « Comité des armes permanent », où entrèrent des représentants du Département, du District, de la municipalité, un artiste « non fonctionnaire public » élu par la Société populaire, l'ingénieur en chef des ponts et chaussées et les membres du Conseil d'administration ; les entrepreneurs pourraient assister aux séances avec voix délibérative.

Roux-Fazillac se préoccupa aussi de rassembler des ouvriers, des outils et des matières premières. Il ordonne aux Districts de la Corrèze, le 3 ventôse, de dresser un état précis des horlogers, armuriers, couteliers, serruriers, forgerons qui pourraient être employés à la manufacture, — de recenser les instruments et outils propres à la fabrication des armes, — de requérir ceux dont les citoyens n'ont pas absolument besoin. Il requiert les noyers situés dans les biens nationaux de la région : dès le 12 floréal, on en avait assez pour façonner 100.000 bois de fusils. Le 24 floréal, il autorise le Département à faire toutes réquisitions d'hommes et de matériaux nécessaires. Il s'efforce d'encourager les apprentis en leur maintenant la prime mensuelle de 15 livres accordée le 15 août précédent par Brival. Il réclame au Comité de Salut public le rappel des anciens ouvriers de la manufacture qui servent dans les bataillons de volontaires. Il autorise le District à loger au besoin des ouvriers dans des maisons d'émigrés et de

de veiller sur la manufacture, s'étonne à juste titre, le 1^{er} pluviôse, d'apprendre indirectement qu'il venait d'y être remplacé. (Aulard, *Recueil*, t. X, p. 293 et 340).

(1) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 140 et t. XI, p. 283 et 355.

détenus suspects. Il décide, le 22 prairial, que des pensions « proportionnées à leur position et à leurs services » seront payées aux victimes d'accidents du travail, conformément à la loi du 19 août 1792 (1).

Ses efforts furent couronnés de succès ; le nombre des ouvriers et des apprentis doubla : 310 (dont 79 apprentis) au 1^{er} septembre 1793, 663 (dont 128 apprentis) au 1^{er} nivôse an IV. La manufacture occupait une assez forte proportion d'ouvriers étrangers : 23 venaient de Liège, 16 des Ardennes, 10 de Maubeuge. Mais il est certain que le désir d'échapper à la réquisition militaire détermina chez beaucoup de jeunes gens, à Tulle comme à Saint-Etienne, des vocations qui s'ignoraient jusqu'alors : 46 ouvriers, compagnons ou apprentis, purent être renvoyés sans dommage à leurs bataillons du 1^{er} ventôse an III au 1^{er} frimaire an IV et 75 autres le mois suivant.

Cet accroissement de la main-d'œuvre exigeait la création d'ateliers nouveaux. Roux-Fazillac transmit, le 2 prairial, avec avis favorable, un projet de décret autorisant la manufacture à acquérir le ci-devant collège de Tulle. En attendant, les bâtiments nationaux furent mis à contribution : dès 1793, des forges avaient été installées dans le couvent de Saint-Bernard ; la cathédrale abrita un atelier de canons de fusils, l'église Saint-Pierre un atelier de platines et la chapelle de Notre-Dame du Chapitre un dépôt de charbon de terre (2).

Roux-Fazillac se félicitait des résultats obtenus et pressait le Comité de donner une destination aux armes qui s'accumulaient sans profit dans les magasins : « Il nous reste 1.600 fusils, écrivait-il le 7 floréal ; le mois dernier en a produit 1.100 ; si je n'avais pas été obligé de m'absenter quelque temps, pour surveiller la fabrication des fers et de l'acier, la recette eût été plus considérable ; ces ouvriers ont besoin d'être continuellement surveillés... Comptez ce mois-ci sur 1.200 et progressivement chaque mois sur un plus grand nombre, même jusqu'à 30.000 par an si vous me secourez. » Il insiste le 2 prairial : la manufacture a 2.400 bons fusils tout emballés

(1) D'après Languepin, *article cité*, et A. N. AF II 218, d. 1880.

(2) Languepin, *article cité*, et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 658.

et qui attendent une destination ; elle en aura 1.200 autres à la fin du mois.

Ainsi Roux-Fazillac avait ranimé la fabrication qui languissait à son arrivée ; mais il sentait que sa présence était nécessaire à Tulle. « Je ne pourrais, écrit-il le 20 thermidor, quitter la manufacture... sans craindre que les travaux ne se ralentissent et peut-être même qu'il ne s'ensuivît une sorte de désorganisation. » Il précise sa pensée le 1^{er} fructidor lorsqu'il explique pourquoi il n'a pu se rendre dans le Puy-de-Dôme : « Je n'aurais pu quitter une manufacture dont les ouvriers sont toujours disposés à la désorganisation ou à l'inaction sans manquer essentiellement à mes devoirs (1)... »

En effet, son départ fut suivi d'une crise très grave. Au début de vendémiaire an III, la Commission des armes et poudres dut envoyer à Tulle un agent spécial, le citoyen J. Berger, pour donner à la fabrication toute l'extension possible, supprimer avec l'aide des autorités constituées les entraves qui gênaient les approvisionnements, veiller à ce que les entrepreneurs, les membres du Conseil d'administration et les ouvriers n'abandonnent pas leur poste (2). Le 7 du même mois, la Convention décréta, sur rapport du Comité de Salut public, que le représentant du peuple Elie Lacoste se rendrait à la manufacture de Tulle « pour y rétablir l'ordre et l'activité du travail ». Il fut remplacé, le 19 nivôse suivant, par son collègue Paganel (3).

Il était temps d'agir : la production avait sensiblement décru ; dans son rapport du 14 pluviôse an III, Guyton l'évalue à 200 fusils et 200 pistolets en moyenne par décade. C'était beaucoup moins que n'avait obtenu Roux-Fazillac. Au dire des entrepreneurs, ils avaient dû, en l'an II, donner à leurs travaux « une extension plus que du double ».

Roux-Fazillac, encouragé par le succès et peut-être aussi stimulé par l'exemple de Bergerac, voulut même créer dans la ville une seconde manufacture dite de la *Montagne*. « Il faut des armes pour achever d'écraser les rois et leurs esclaves,

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 84 et 658 ; t. XV, p. 741, et t. XVI, p. 197.

(2) Languepin, *article cité*. Un arrêté du 6 accorde à Berger une voiture de poste (A. N. AFⁿ II 127).

(3) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 121, et t. XIX, p. 364.

s'écriait-il dans une proclamation enflammée du 13 thermidor... Déjà les édifices élevés autrefois à la superstition sont devenus de vastes et bruyants arsenaux. Les débris des autels du fanatisme se sont changés en forges ; les soufflets des orgues allument et embrasent les fourneaux où le fer se change en canons. Mais ce n'est pas assez : il faut centupler la fabrication des armes tyrannicides. » Il voyait grand. Le même jour, il exposait son plan aux administrateurs du département : « Le terrain que j'ai choisi... présente l'aspect le plus favorable et un espace de plus de 100 toises, dans lequel on peut construire des usines, qui portées au nombre de vingt pourront au moyen d'un bassin être en activité dans les temps les plus secs de l'année... ; il ne s'agit pas moins (*sic*) d'une fabrication annuelle de 100.000 fusils qui s'ajouteront aux 30.000 de l'ancienne manufacture. » Et il insistait avec complaisance sur les avantages que ne manquerait pas d'en tirer la région tout entière.

Une « commission révolutionnaire des armes », de quatre membres, fut créée pour diriger les travaux de construction (1). Roux-Fazillac les poussa avec vigueur. Il alla chercher des ouvriers jusqu'à Limoges (2). Les travaux se poursuivirent après son départ ; mais le Comité de Salut public en ordonna, le 18 germinal an III, la suspension « provisoire », puis, le 28 fructidor suivant, la cessation définitive (3). La manufacture de la *Montagne* ne fut donc jamais achevée et ne donna pas un seul fusil.

V. — LA MANUFACTURE DE MOULINS.

Décidée le 17 juillet 1792, la manufacture de Moulins ne donnait encore, vers le milieu de 1793, que des espérances. Les rapports favorables que recevait le ministre de l'Intérieur

(1) V. Forot a publié dans le *Bulletin d'histoire économique de la Révolution*, 1912, n° 3, p. 387-499, le Journal de cette commission, qui va du 13 thermidor an II au 13 messidor suivant.

(2) *Actes de la municipalité de Limoges*.

(3) A. N. AP* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XXI, p. 622.

Garat (1) étaient démentis par les dénonciations qui parvenaient au Comité : elles mettaient en doute le civisme de l'entrepreneur Marion Brillantais et de l'inspecteur Ville-neuve, ci-devant marquis. Le 5 septembre (2), le représentant Legendre (de la Nièvre) confirme cette impression fâcheuse : les entrepreneurs qui avaient reçu 300.000 livres de la République n'avaient produit que 3.000 canons et une soixantaine de fusils complets ; leurs ouvriers étaient sur le point de manquer de subsistances ; les corps constitués de Moulins les accusaient de malveillance ; tous les habitants réclamaient leur destitution et la nationalisation de l'établissement. Legendre appuyait cette demande et invitait le Comité à ne pas accueillir les offres de Brillantais et C^{ie} qui avaient proposé de résilier leur premier marché et de prendre de nouveaux engagements (3).

Mais le Comité se hâta de répondre, le 8, que, soucieux d'« éviter les voleries et le gaspillage », il tenait à ne pas multiplier le nombre des régies ; car dans le cas d'une entreprise particulière « l'Etat ne paye que ce qu'il reçoit ». « Nous sentons, ajoutait-il, qu'un grand établissement national pourrait être agréable au département de l'Allier, mais nous sommes représentants de la Nation entière... Il doit d'ailleurs être indifférent aux ouvriers de travailler pour des régisseurs ou pour des entrepreneurs... » Mais n'est-il pas un moyen très simple d'éviter à la fois la paralysie d'une manufacture dont la prospérité importe à la République et le gaspillage ? « Il nous paraît que c'est de dire aux entrepreneurs : Faites des fusils, faites-en le plus que vous pourrez ; nous les prendrons tous au prix courant, et si vous n'en fournissez pas une quantité déterminée et suffisante, la Nation rentrera dans ses bâtiments et vous lui rembourserez les avances qu'elle vous aura faites (4). »

Le 10 septembre, sur rapport de Carnot, la Convention

(1) Voir P. Caron, *Rapports des agents du ministre de l'Intérieur...*, t. I, p. 404, 407, 410, 421, 435.

(2) A. N. AF* II 128.

(3) Dupin transmet, en effet, au Comité, le 2 septembre, un nouveau projet de marché envoyé par Brillantais (A. H. G. *Reg.* A /5).

(4) Charavay, t. III, p. 103.

vota un décret qui résiliait le marché conclu le 23 février 1792 par M. de Narbonne avec l'entrepreneur Brillantais ; le ministre de la Guerre Bouchotte passerait tout de suite, « aux conditions les plus avantageuses », un nouveau marché qui n'aurait d'effet qu'après avoir été ratifié par le Comité de Salut public. Le conseil d'administration de la manufacture était supprimé ; l'inspecteur militaire Villeneuve devait être mis en arrestation et traduit à Paris. Le Comité le soupçonnait d'avoir entravé la fabrication et d'avoir inspiré les champions de la nationalisation, dans l'espoir de devenir le directeur de l'établissement transformé. Mais bientôt le Comité de Sûreté générale déclara que Villeneuve était victime de véritables calomnies : le 7 octobre, sur rapport d'Amar, la Convention reconnut son innocence, lui accorda une indemnité et le renvoya dans l'Allier « pour y former plusieurs établissements relatifs à la défense de la République et aux progrès de l'industrie (1)... ».

Cependant on s'appliquait à donner à la manufacture de Moulins une impulsion décisive. Le 12 septembre 1793, les entrepreneurs signaient un nouveau marché et obtenaient l'autorisation d'engager différents ouvriers étrangers à la région (2). Le représentant Noël Pointe, désigné par décret du 15 octobre pour remplacer dans la Nièvre son collègue Legendre, fut invité à se transporter à Moulins, à surveiller les travaux de la manufacture et à « surmonter tous les obstacles moraux » qui s'opposeraient à son activité (3).

Il quitta Paris le 29 ; il visita avec l'entrepreneur Brillantais les forges de La Ferté-Chandron et de Guérigny où des enclumes furent commandées pour la manufacture. Arrivé à Moulins, il jugea nécessaire d'y passer une huitaine de jours : le mécontentement des ouvriers était vif et ils voulaient quitter en masse leurs travaux (4). Pointe les rassembla le 18 brumaire (8 novembre) et recueillit leurs doléances. Ils rendirent hommage aux « bons procédés » et aux efforts de

(1) *Archives parlementaires*, t. LXXIII, p. 642, et t. LXXVI, p. 207.

(2) A. N. AF* II 128.

(3) Article de Penaud sur N. Pointe (*Révolution française*, t. V, p. 554-6).

(4) *Ibid.*, p. 551-567. Voir aussi lettre de Pointe au Comité, du 17 brumaire dans Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 286.

l'entrepreneur Brillantais, mais il avait été enchaîné, disaient-ils, « par une faction qui sous les apparences de vouloir faire le bien de la manufacture ne cherchait rien moins qu'à l'anéantir » ; ils dénonçaient l'insouciance du directeur Rambourg, le peu d'intelligence de l'ingénieur Janson, « la malveillance cachée » et les intrigues de l'inspecteur Villeneuve ; ils se plaignaient surtout du manque de subsistances, de l'hostilité des autorités locales et des gens de la ville qui leur faisaient payer tout très cher et les traitaient plus durement que des étrangers (1). Par contre, les autorités constituées furent presque unanimes à dénoncer l'inertie de Brillantais : il offrit de céder son entreprise et Pointe accepta en principe (2).

Éclairé sur la situation, le représentant agit : il accorda aux ouvriers des salaires plus élevés et voulut accroître leur nombre, car ils n'étaient que 152 et leur habileté laissait à désirer. « Il faut des bras », écrira-t-il encore le 6 nivôse, et il ajoutera qu'avec ses ouvriers actuels l'entrepreneur resterait impuissant à exécuter ses engagements.

Aussi avait-il pris, dès le 23 brumaire, un arrêté pour former rapidement des apprentis exercés et stimuler le zèle de tous les artisans. Trente jeunes gens nés dans l'Allier, âgés de 16 à 18 ans, et choisis parmi « les plus propres à la fabrication », seront requis par les autorités constituées de Moulins, « classés de suite ouvriers de la manufacture et confiés à des maîtres expérimentés... » ; ils se consacreront à la pièce pour laquelle ils auront le plus de dispositions, car il y a déjà trop d'équipeurs et monteurs, tandis que « d'autres pièces éprouvent une pénurie préjudiciable ». On requerra, en outre, quinze ou vingt pères de famille accoutumés à travailler le fer ou l'acier. Les jeunes gens recevront 3 livres par jour, les hommes mariés 4 livres 10 sols, mais cette gratification cessera au 30 pluviôse, sauf décision contraire.

Les ouvriers, sauf les maîtres chargés de former des élèves, seront payés aux pièces. Ils doivent se pénétrer « d'une grande vérité » : ils ne sont exceptés de la réquisition militaire « que

(1) Voir le procès-verbal imprimé de cette assemblée (A. N. AF II 411, d. 3311).

(2) *Compte rendu* de N. Pointe, du 18 pluviôse an II (B. N. Le³⁹ 63). Les détails qui suivent sont empruntés, sauf indication contraire, à ce compte rendu, qui paraît très complet.

pour travailler constamment à armer les bras des défenseurs de la liberté... ; celui qui épargnerait sa sueur à la République pendant que son frère la cimente de son sang... serait un lâche, un ingrat, indigne du nom français ». Si un ouvrier quitte son atelier sans motif légitime, « le temps perdu lui sera compté » et il versera, en outre, 10 livres la première fois, 20 la seconde, 40 la troisième, « et ainsi de suite en doublant ». Ces amendes serviront à « soulager les indigents ».

L'entrepreneur devra réunir une quantité suffisante de matières premières ; si les ouvriers chôment par sa faute, ils seront payés à ses frais ; il versera, en outre, une indemnité à la République pour retard de fabrication. Afin d'accélérer la forge des canons et de soulager les ouvriers, il sera tenu de construire sans délai un martinet « pour battre les lames à canons dans toutes leurs proportions (1) ».

Enfin, Pointe requit des plateaux de noyer pour façonner des bois de fusils et ordonna de faire venir des meules du Cantal et du Puy-de-Dôme.

Il n'était pas mécontent de cette première inspection, mais il mettait le Comité en garde contre des espérances exagérées. Les usines, « quoique imparfaites », et le martinet dont il avait ordonné la construction suffiraient aux besoins les plus pressants. La manufacture possédait « un beau local, des forges et des ateliers assez bien distribués, mais peu de bras ». Elle pouvait devenir « conséquente », mais pour le moment il ne fallait pas compter sur de grandes ressources.

Vers le 1^{er} frimaire, N. Pointe quitta Moulins pour se rendre dans la Nièvre où l'appelait d'autre besogne. Cependant le Comité l'exhortait à redoubler d'efforts : « Lève tous les obstacles, lui écrivait-il le 13 frimaire, échauffe le zèle des ouvriers, engage les serruriers et autres forgerons à s'adonner à la fabrication de quelques-unes des parties de l'arme. Fais en sorte que la manufacture de Moulins contribue à l'armement des défenseurs de la République ... ; et si on ne peut assortir les travaux, envoie tout l'excédent : les monteurs ne nous manquent pas (2). »

(1) *Compte rendu* et A. N. AF II 218, d. 1879.

(2) Penaud, *article cité*, p. 559.

Quand il revint à Moulins le 21 nivôse (1), N. Pointe dut constater que la manufacture était « presque moins active » qu'en frimaire ; il s'en plaignit amèrement à la Société populaire, aux autorités constituées qu'il accusa d'avoir méconnu ses ordres et transmit ses doléances à Paris. Cette fois, le Comité perdit patience et prit, le 29 nivôse, un arrêté rigoureux : il résulte, dit-il, des renseignements donnés par les représentants du peuple qui se sont succédé dans l'Allier que la République a subi « un dommage réel » et qu'elle a été « trahie dans ses intérêts par la mauvaise administration de la manufacture ... ». En conséquence, l'entrepreneur Brillantais, contre qui Fouché a porté des accusations graves, et l'inspecteur Villeneuve seront mis en arrestation. Le Comité « accepte la démission nécessaire de Brillantais, tant en sa qualité d'entrepreneur... que comme acquéreur des bâtiments domaines nationaux » qui dépendent de la manufacture. Le citoyen Hérissey, que proposent les autorités constituées de Moulins, le remplacera, à charge de remplir tous ses engagements « et de s'arranger avec lui soit à l'amiable, soit à dire d'experts (2)... ».

Une nouvelle difficulté se présenta : Brillantais s'étant caché, son successeur ne put traiter avec lui ; le Comité dut l'autoriser, le 11 pluviôse, à prendre possession sur-le-champ de la manufacture pour la « mettre dans la plus grande activité ». Un peu plus tard, Brillantais fut découvert, enfermé à la Force et céda ses droits (3).

Au début de pluviôse, Noël Pointe, après une courte apparition à Moulins, regagna Paris. Éclairé par lui sur l'état de la manufacture, le Comité redoubla d'efforts. Le 16 ventôse, il chargea le représentant du peuple Vernerey, en mission dans la Creuse et l'Allier, d'étudier l'affaire du citoyen Villeneuve qui repoussait les accusations lancées contre lui (4). Le 29, il prescrivit à la Commission des armes d'établir dans les deux jours un rapport d'ensemble sur la fabrication

(1) Il y resta jusqu'au 25. Voir sa lettre du 25 au Comité (Aulard, *Recueil*, t. X, p. 255).

(2) A. N. AF* II 121.

(3) *Ibid.*, et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 534. Voir aussi Tuetey, X, n° 1851.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 572.

des armes à Moulins et sur les mesures à adopter (1). Le 10 floréal, il envoya dans l'Allier le représentant Forestier pour surveiller la manufacture. Peu après, il reçut de Vernerey des détails assez encourageants. « Je me suis occupé de la manufacture, écrivait-il le 4 prairial; je l'ai visitée plusieurs fois; j'ai parlé aux ouvriers que j'ai tâché d'électriser et à qui je crois avoir..., avec mon collègue Forestier, inspiré ce zèle qui est nécessaire à la prompte activité de cette manufacture »; il annonçait l'envoi prochain de 500 fusils, et, le lendemain, promettait « un succès complet »; enfin il ajoutait que son enquête tendait à prouver l'innocence de l'inspecteur Villeneuve (2).

Encouragé, le Comité soutint plus que jamais l'entreprise : le 25 prairial, l'Agence des armes portatives décide qu'un acompte de 30.000 livres sera versé sans retard au citoyen Hérissé (3) ; au début de thermidor, elle rend hommage à son activité et aux sacrifices qu'il a consentis ; ses ouvriers avaient réclamé l'application des tarifs de Paris ; Hérissé leur avait offert ceux de Libreville ; une assemblée où étaient représentées les autorités constituées et les ouvriers de chaque classe avait réglé le différend à l'amiable : on avait adopté pour les canonniers les prix de Libreville et pour les autres pièces du fusil ceux de la capitale. D'autre part, le règlement édicté par Noël Pointe pour former des artistes exercés « n'avait pas produit tout le bien qu'on s'en était promis ». Les maîtres se plaignaient de perdre beaucoup de temps à dresser des élèves et de ne recevoir qu'une indemnité insuffisante ; les progrès des apprentis n'étaient pas assez sensibles. Bref, Hérissé proposait la création d'« ateliers d'instruction » et l'Agence se montrait favorable à son plan. Il demandait, en outre, six ouvriers de Klingenthal (4).

Tant d'efforts ne restèrent pas stériles. Le 6 thermidor, la manufacture expédiait à Paris 600 fusils complets et 6.600 pièces de garniture (5). Le 22 fructidor, Forestier annonce à la

(1) A. N. AF* II 123.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 130, 709 et 732.

(3) A. H. G. *Reg.* 22-a/1.

(4) A. H. G. *Reg.* A/8. (Délibérations des 6 et 8 thermidor.)

(5) *Journal des Débats*, n° 680, thermidor an II, p. 243. Voir aussi l'adresse de la Société régénérée de Moulins, lue le 21 aux Jacobins de Paris (Aulard, *Jacobins* t. VI, p. 329).

Convention un nouvel envoi de 300 fusils munis de leurs baïonnettes et de 12.200 pièces d'armes : à la visite, ces différents ouvrages avaient été reconnus parfaits ; le représentant louait le zèle de l'entrepreneur et des ouvriers et déclarait que cette manufacture, « établie au centre de la République et au milieu des matières premières », ne pouvait manquer « de s'élever promptement au plus haut degré d'activité et de perfection (1) ».

Mais on avait peine à retenir les ouvriers. Forestier lui-même avait dû publier en thermidor une proclamation pour empêcher leur désertion, et il pensait qu'elle avait produit bon effet (2). Pourtant la discipline laissa longtemps encore à désirer, si l'on en juge par le règlement qu'une assemblée générale des chefs d'atelier et employés elabora le 19 vendémiaire an III et que le Comité de Salut public ratifia le 24 ventôse suivant : il établit un conseil de direction, prévoit pour les absences injustifiées des amendes qui alimenteront « un fonds de bienfaisance destiné au soulagement des ouvriers malades ou incapables de travailler ou à celui de leurs familles qui se trouvent dans le besoin », frappe de peines sévères les ouvriers déserteurs, réglemente les congés, interdit tout détournement de matières premières, de pièces d'armes ou d'outils (3).

Ainsi, les abus persistaient, malgré les efforts des représentants du peuple et l'appui que le Comité prêtait à l'entrepreneur : le 6 fructidor, il prescrivit au Conseil d'administration de la manufacture de Paris de renvoyer sans délai à celle de Moulins trois canonniers de Libreville qu'elle avait engagés (4) ; le 5 vendémiaire an III, il requit le citoyen Jean Keith et les deux frères Bodan pour le service de la manufacture ; le 21 brumaire, il autorisa deux forgerons canonniers de l'atelier des Invalides à s'y rendre. Entre temps, le 23 vendémiaire, il enjoit à neuf ouvriers qui s'étaient réfugiés à Saint-Etienne (quatre du 10 au 15 prairial, cinq du 9 au 11 messidor) de rejoindre sur-le-champ les ateliers de Moulins.

(1) P. V., t. XLV, p. 152.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 135-7.

(3) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XXI, p. 53.

(4) A. N. AF* II 123.

L'insuffisance, la médiocrité et l'instabilité de la main-d'œuvre furent donc, semble-t-il, les causes essentielles qui paralysèrent la manufacture naissante de Moulins et ralentirent ses progrès : le 3 vendémiaire an III, le Comité consentit à modifier le marché souscrit le 6 floréal précédent par Hérissé et l'autorisa à remplacer par des lames à canon les fusils qu'il ne pourrait fournir (1) ; le 14 pluviôse, Guyton avoua que malgré des avances considérables de fonds la manufacture ne produisait encore que 100 fusils par décade.

VI. — LA MANUFACTURE D'AUTUN.

Un décret du 27 janvier 1793 avait autorisé le citoyen Deroche (2) à créer une manufacture d'armes à Autun. Il devait recevoir une avance de 60.000 livres remboursable en cinq ans, à charge de mettre ses ateliers en activité dans les six mois qui suivraient l'acquisition des bâtiments nécessaires (3). Le 15 avril, il entra en possession de l'ancienne abbaye Saint-Jean-le-Grand qui lui avait été adjudgée le 12 mars. En juin et juillet, il acquit plusieurs moulins. Mais il ne donnait pas signe de vie au Comité de Salut public qui s'en plaignit amèrement, le 3 brumaire an II, à la municipalité d'Autun (4). Celle-ci nomma des commissaires : le 8, ils visitèrent l'établissement, constatèrent que les travaux d'aménagement avaient été exécutés « avec beaucoup d'intelligence et de solidité », qu'il y avait place, à Saint-Jean, pour 150 ouvriers et que des approvisionnements de matières premières avaient été constitués ; il ne manquait à Deroche que des ouvriers (5). Le 12, il l'avoua lui-même au Comité qui, dès le 20, lui reprocha en termes très vifs son inertie. S'il avait envoyé des ouvriers d'Autun à Saint-Etienne ou à toute autre manufacture pour y apprendre le métier, ils seraient aujourd'hui en état

(1) A. N. AF* II 127.

(2) Ancien procureur, dont la charge avait été supprimée sous la Constituante

(3) A. N. AD VI 40.

(4) Charavay, t. III, p. 396.

(5) Le Téo, *La Manufacture d'armes d'Autun pendant la Révolution*. (« Le Républicain du Morvan », nos des 4, 11, 18 et 25 septembre et 2 octobre 1890.)

de travailler. « Au lieu de prendre cette mesure active, tu as été recevoir l'argent d'avance que l'on te destinait, tu t'es reposé sur la possibilité de retirer des ouvriers des manufactures en activité, de les dégarnir et de diminuer leur produit. Aujourd'hui, tu pousses un peu plus loin tes prétentions... ; tu viens demander les ouvriers que l'on fait venir à Paris... et tu te plains de ce que tu ne peux pas les obtenir ; tu sembles désapprouver qu'on ne te permette pas d'entraver la fabrication qui s'exécute à Paris. » En créant de nouveaux établissements, la Convention a voulu augmenter la production des armes et non diminuer celle des manufactures anciennes. « Lorsqu'elle a décrété la manufacture d'Autun, elle ne s'est pas chargée de lui donner des ouvriers. Elle a eu de la confiance en toi ; elle t'a fait donner des avances... Son espoir est déçu et tu n'as rien fait... Tu n'as pas rempli tes engagements envers elle, quoiqu'elle les ait remplis avec toi. Deroche, sous le régime des despotes, on obtenait de l'argent du gouvernement, on faisait de belles promesses, on profitait de l'argent et on ne faisait rien ; sous le régime de la République, il faut que chacun remplisse les engagements qu'il contracte avec elle ; tous les républicains doivent avoir les yeux fixés sur chaque entrepreneur et les dénoncer lorsqu'ils ne font pas leur devoir. Ta manufacture devrait être en activité et elle ne l'est pas ; redouble de moyens, envoie-nous toutes les décades ton état de situation, afin que nous puissions juger de l'activité qu'elle aura et déterminer les mesures que nous prendrons contre toi pour n'avoir pas rempli tes engagements(1) ... »

Stimulé par ces menaces, surveillé par la municipalité, Deroche secoua satorpeur. Le Comité lui permit, le 25 nivôse, d'envoyer à Paris, pour y faire leur apprentissage, trente ouvriers « très intelligents » et ayant déjà « trois années d'apprentissage au moins dans des métiers analogues à ceux de la fabrication des armes » ; à Paris, ils seront distribués dans les ateliers et payés selon leurs capacités, d'abord à la journée pendant trois mois, puis « à leurs pièces », jusqu'à ce qu'ils sachent assez le métier pour retourner à Autun ; la République

(1) Charavay, t. IV, p. 70.

prendra à sa charge leurs frais de voyage et leur entretien à Paris (1). Le 13 germinal, le Comité charge encore l'Administration des armes portatives d'examiner les propositions de Deroche, de prendre avec lui « les arrangements convenables pour que la Nation ne souffre pas plus longtemps des entraves qu'éprouvent ses ateliers », et de rendre compte dès le lendemain (2). Le 26 floréal, l'Administration décide de lui verser 20.000 livres sur l'avance promise. Le Comité vient encore à son secours vers la fin de prairial : ordre est donné à deux maîtres de forges de Charolles et de Corbelin de lui délivrer le fer et l'acier dont il a besoin.

Les résultats n'en restèrent pas moins fort médiocres : vers le milieu de prairial, la manufacture avait en magasin 13.000 pièces de fusils ; elle en fabriqua 1.159 pendant la seconde décade du mois et 407 seulement pendant la troisième. En messidor, son rendement faiblit encore. Au début de l'an III, elle paraissait vouée à une mort prochaine.

Le Comité tenta de la sauver. Le 17 vendémiaire, il accorda à Deroche une avance de 30.000 livres et chargea la Commission des armes de lui envoyer un instructeur pour la platine, deux platineurs, deux canonniers et deux émouleurs (3). Deroche n'eut guère à se féliciter de ces collaborateurs : deux d'entre eux disparurent sans crier gare ; les autres se distinguèrent par leur turbulence et leur paresse ; il dut les congédier. Dès lors, le désordre le plus complet ne cessa de régner dans son établissement, en dépit des interventions du représentant du peuple Boisset et de l'agent national qui fixent les salaires, s'efforcent de restaurer la discipline par un règlement strict et de retenir les ouvriers qui s'évadent pour aller travailler à Moulins ou dans la fonderie voisine du citoyen Olinet.

Au début de pluviôse, la manufacture ne produisait que 60 canons forgés et 12 platines par décade (4). Impuissant ou incapable, Deroche essaya vainement de trouver des associés ou de céder son entreprise à l'amiable. La Commission des

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 241.

(2) A. N. AF* II 123.

(3) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 306.

(4) Guyton, *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

armes, fatiguée de ses échecs, l'y poussait. Mais nul ne se présenta pour recueillir cette succession difficile. Deroche affirmait pourtant, le 30 pluviôse, qu'il était outillé pour livrer désormais 50 platines par décade, que sa forerie serait en marche avant la fin de la semaine et que les meules seraient montées dans une quinzaine de jours.

Il se faisait illusion ou cherchait à donner le change. Le 16 germinal an III, le représentant Noël Pointe, de passage à Autun, dressait un véritable réquisitoire contre l'entrepreneur et son établissement. « La manufacture d'armes portatives n'en a que le nom... Que peut-on attendre de trente ouvriers, dont la majeure partie des enfants de l'âge de 15 à 18 ans, qui à peine savent tenir un outil ? Aussi ai-je vu des canons de forge... qui ne peuvent être dressés, n'ayant pas la force extérieure, des plaques de couche et autres pièces dont la presque totalité est de fer mal employé et n'est propre que pour la ferraille, des platines finies mais peu solides et très mal traitées ; en général, je n'ai pas vu une pièce qui approche de la perfection. L'usine répond parfaitement à l'atelier ; elle est composée de deux meules moitié trop faibles pour aiguiser des canons... La forerie est aussi peu de chose : un marteau de martinet paraît ce qu'il y a de meilleur. Pour tout dire en peu de mots, si la République attendait les armes de cette prétendue manufacture pour terminer la guerre, nous aurions à combattre longtemps ou plutôt elle serait éternelle. Je ne connais que la vérité et ne sais point trahir ma conscience. Le gouvernement a été trop longtemps trompé sur les nouvelles manufactures d'armes. Plusieurs particuliers se sont servis de ce beau prétexte pour faire des acquisitions avantageuses pour eux et ruineuses pour la République. D'un côté, des dépenses infructueuses ; de l'autre, les biens nationaux vendus la moitié de leur valeur. Je pense que Deroche ne doit pas être mécontent de l'acquisition qu'il a faite pour 60.000 livres. Vous pèserez dans votre sagesse si elle ne doit pas être examinée et peut-être annulée, ainsi que la manufacture (1)... »

(1) Aulard, *Recueil*, t. XXI, p. 582. Deroche était encore propriétaire de cette manufacture en frimaire de l'an IV. Voir pour plus de détails les articles de Le Téo, déjà cités.

VII. — MANUFACTURE DE CLERMONT-FERRAND.

Dès juin 1793, les citoyens Meynadier et Desmontils avaient proposé de créer à Clermont-Ferrand une manufacture d'armes à feu (1). Un décret du 14 juillet les autorisa à s'installer près de la ville, à Saint-André, dans les bâtiments des ci-devant Prémontrés. Les débuts furent difficiles. La levée en masse contre les insurgés lyonnais paralysa les entrepreneurs pendant près de deux mois. Ils eurent aussi beaucoup de peine à recruter des ouvriers exercés. Ils obtinrent un maître canonnier et un maître platineur, embauchèrent des forgerons originaires des Vosges (2), des horlogers parisiens pour le travail de la platine et 28 armuriers liégeois qui s'établirent à Clermont avec leurs familles ; le Puy-de-Dôme leur fournit un certain nombre d'aides ou de manœuvres ; enfin ils organisèrent à Thiers un atelier de platines et une fabrication de baïonnettes. Le 13 nivôse an II, ils firent hommage à la Convention des deux premiers fusils sortis de leur manufacture (3).

Malgré leur ardeur, la difficulté de se procurer des matières premières, du combustible et des subsistances nuisit au succès de l'entreprise. On leur accorda un bâtiment national pour loger leurs ouvriers, des rations militaires pour les nourrir. Le Comité les soutint énergiquement : le 6 prairial, il autorisa le District de Clermont-Ferrand à acheter à Moulins 60 milliers de fer de qualité convenable, « nonobstant toute réquisition ou disposition contraire (4) » ; le 5 vendémiaire an III, il envoya à Clermont un ouvrier de la manufacture de Paris, puis le 2 frimaire dix ouvriers des forges des Invalides ; il accorda aux entrepreneurs des avances de fonds considérables : 416.000 livres dont 100.000 le 2 frimaire

(1) Voir pour plus de détails F. Mège, *Les fabriques d'armes* (1791-96) (Mémoires de l'Acad. des sciences... de Clermont-Ferrand, 1867, t. IX).

(2) Notamment dans la région de Plombières. Voir Bernardin, *Les forges, vosgiennes à l'époque révolutionnaire* (la Révolution dans les Vosges, 2^e année, n° 1, p. 26-33).

(3) *Archives parlementaires*, t. LXXXII, p. 584.

(4) A. N. AF* II 123.

an III (1). Mais les résultats restèrent médiocres : la production ne dépassa jamais 80 fusils par décade (2).

VIII. — MANUFACTURES DE PÉRIGUEUX ET DE BERGERAC.

La Dordogne, riche en fers et en établissements métallurgiques, fut le théâtre de deux tentatives pour créer deux manufactures d'armes, l'une à Périgueux, l'autre à Bergerac (3).

Celle de Périgueux n'eut qu'une existence éphémère. Les représentants du peuple Elie Lacoste et Jeanbon Saint-André en avaient décidé la création au début de 1793. Prieur et Carnot en connaissaient l'existence. Le 19 frimaire an II, Roux-Fazillac, sans exagérer son importance, semblait croire à son utilité : « Tout s'y fait à bras ; elle est peu de chose, presque rien. Cependant Guyton-Morveau m'a dit plus d'une fois que la difficulté du moment était d'avoir des platines : je dirige l'industrie des ouvriers de ce côté... » Le 29, il insistait : « L'homme qui la dirige, Brugière, est fort industriel ; il va s'occuper uniquement de faire des platines ; s'il n'eût pas voulu préparer les matériaux de plusieurs fusils, il y a longtemps qu'il vous en aurait présenté un. Dans quelques jours, il va m'en présenter un fini, que je vous ferai passer aussitôt. Si vous avez quelques ouvriers de reste, envoyez-les moi ; nous leur donnerons de l'ouvrage. » Il rappelle combien sont grandes les ressources du département en fers et se fait fort de trouver du charbon (4). Malgré ces promesses, le 26 pluviôse an II, le Comité supprima la manufacture de Périgueux qui n'avait « ni usines ni aiguiseries » et où tous les travaux se faisaient « à bras », et ordonna le transfert des ouvriers, des outils et des approvisionnements à Tulle. Il semble que Lakanal ait protesté et obtenu leur envoi à Bergerac.

La manufacture rivale de Bergerac eut beaucoup plus

(1) A. N. AF* II 127.

(2) Guyton. *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

(3) Sur ces deux manufactures, voir l'étude très précise de Labroue, *La mission du conventionnel Lakanal dans la Dordogne en l'an II*.

(4) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 291-4 et 533.

de succès. Sa création avait été décidée, en principe, le 10 septembre 1793, par les représentants Tallien et Pinet, envoyés dans la région pour exécuter le décret du 23 août. Le surlendemain, ils en informent le Comité de Salut public (1). Le District s'enquiert d'une mine de charbon et envoie à Tulle un ingénieur qui ne présente son rapport que le 20 octobre. Lakanal, qui vient d'arriver pour présider à la levée des chevaux, se passionne pour l'idée de ses prédécesseurs ; il veut doter sa ville natale d'un établissement modèle. « Tout y abonde, bois, eaux, mines, usines, écrit-il le 13 brumaire à la Convention ;... un mot, et je fonde à Bergerac, sans qu'il en coûte une obole à la République, la plus belle de ses manufactures d'armes. » Il se proposait, en effet, de mettre à contribution les « valets de cour engraisés des sueurs du peuple » qui vivaient en grand nombre dans le département (2). Le 24, la Convention décrète qu'une manufacture sera établie à Bergerac par les soins de Lakanal (3). Mais le 27 il est envoyé à l'armée de l'Ouest ; il proteste ; un décret du 12 frimaire le maintient à Bergerac et le même jour le Comité de Salut public l'invite à lui rendre compte des progrès de la manufacture (4).

Déjà il s'était mis à l'œuvre et il s'y acharna pendant plusieurs mois. Il exige de chacun des neuf districts de la Dordogne 50.000 livres sur la taxe civique dont ils doivent avoir frappé les « riches égoïstes ou sans entrailles pour la Patrie » et triomphe des résistances de son collègue Roux-Fazillac et de la jalousie des gens de Périgueux. Il requiert les tailleurs, maçons, charpentiers de la commune ; il organise le transport des matières premières, bois, pierres, fers, et pour s'en procurer fait démolir des châteaux. En floréal, les travaux de construction occupent 580 ouvriers.

Lakanal n'attend pas leur entier achèvement pour préparer une main-d'œuvre exercée à la fabrication des armes. Il se rend à Paris ; le Comité de Salut public confirme sa mission le 7 nivôse et l'autorise, le lendemain, à rassembler des

(1) A. N. AF* II 128.

(2) Aulard, *Recueils*, t. VIII, p. 212-3.

(3) P. V., t. XXV, p. 212.

(4) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 99.

ouvriers, à les mettre en activité dès qu'ils seront en état de travailler, à envoyer à Paris les « forgerons, serruriers, horlogers, menuisiers, sculpteurs » qui auront besoin de se perfectionner dans la fabrication des parties du fusil : ils devront avoir exercé leur métier depuis trois ans au moins et « il ne sera distrait aucun ouvrier de la manufacture de Tulle dont il faut plutôt augmenter que diminuer le nombre (1) ».

Revenu à Bergerac, Lakanal fait appel aux artistes qui veulent se rendre à Paris, aux patriotes qui désirent travailler à la manufacture et il requiert des ouvriers dans tout le département. Désigné de nouveau pour se rendre à l'armée de l'Ouest, il proteste le 10 ventôse. « Dans deux mois au plus tard, écrit-il au Comité, la Convention nationale recevra notre premier fusil et... la machine sera montée pour en donner 15.000 par an » ; il répond du succès sur sa tête ; « les plus habiles orfèvres, arquebusiers, serruriers, etc., se sont réunis ici en écoles normales sous la direction de quelques excellents artistes retirés... Les Sociétés populaires les surveillent et les encouragent... Dans un mois, j'aurai une colonie précieuse de canonniers, monteurs, platineurs ». Au reste, il vient de faire lui-même à Tulle « un apprentissage à la Pierre-le-Grand » et il promet, en outre, de fournir plus de 100 ouvriers aux fabrications d'armes de Paris (2).

Il obtient d'être maintenu à son poste. Le 25 germinal, le Comité estime que la manufacture de Bergerac « présente les plus belles espérances », assigne des fonds à Lakanal, lui envoie deux canonniers et leurs deux élèves, venus de Tulle à Paris ; il l'autorise à « requérir à la maison de la Monnaie de Limoges deux balanciers et six découpoirs pour établir à Bergerac une fabrique de platines avec des machines », charge Hassenfratz de faire exécuter à son usage « les modèles en bois des découpoirs propres à découper toutes les pièces de la platine » et invite le représentant à requérir « tous les ouvriers de la Dordogne » habiles à travailler à la fabrication des armes (3). Lakanal, pourtant, n'est pas encore satisfait,

(1) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 689 et 721, et A. N. AF* II 121.

(2) *Id.*, *Recueil*, t. XI, p. 465.

(3) A. N. AF* II 123.

car il réclame, le 13 floréal, le pouvoir de requérir des ouvriers de l'Ariège et de la Haute-Garonne (1). En messidor, il s'efforce d'en obtenir aussi du Bec-d'Ambès et de Lot-et-Garonne. Bref, dès floréal, 150 canonniers, platineurs, monteurs, baïonnetteurs étaient au travail.

Lakanal s'efforça aussi d'alimenter, par des réquisitions, qui frappent parfois les départements voisins, la population ouvrière de Bergerac, comme le faisaient à la même époque les représentants chargés d'établir les fonderies révolutionnaires (2). Non content de nourrir ses ouvriers, il s'occupe de les loger. En même temps, il requiert les noyers des biens nationaux, obtient des fers de la forge de Lavaure (district de Mussidan) et s'en procure dans les églises ou les châteaux ; il fait venir du charbon de terre d'Argental (Corrèze) ; il rassemble des outils.

Il crée pour diriger la manufacture une « administration des armes » et un conseil d'administration, et en confie l'inspection au général de division Morand-Dupuch, ancien directeur de la manufacture de Maubeuge ; il soumet les ouvriers à une sévère discipline ; il dénonce publiquement les manœuvres de l'aristocratie, « la malveillance, la sotte jalousie » et menace d'envoyer au Tribunal révolutionnaire quiconque tentera de paralyser les travaux.

Bref, il accomplit un effort considérable. Dès la fin de germinal, la manufacture produisait des platines. Le 23 messidor, les premiers fusils complets furent présentés à la Convention et Lakanal, dans sa lettre d'envoi, déclare que « tous pourraient servir de modèles ». Car il ne se fait pas faute de célébrer son œuvre. « J'ai concilié la célérité de l'exécution avec la solidité des bâtiments : 3.230 toises d'ouvrages en pierre de taille, la majeure partie plongée dans les eaux, ont été construits dans deux mois, toutes les machines hydrauliques faites et placées. Treize canonniers, un nombre proportionné de platineurs, garnisseurs, monteurs, forgers de baïonnettes, etc., réunis en école normale, ont été formés dans le même temps, et le travail ne le cède en rien à celui des meilleurs

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 223.

(2) Voir plus loin, chapitre VII.

artistes. La fabrique, ...montée dans ce moment sur le pied de 15.000 fusils par an, sera portée dans trois mois à 25.000... Vive la République ! Elle seule peut enfanter des prodiges incroyables pour les infortunés courbés encore sous la verge des rois et ces prodiges-là valent bien les miracles des prêtres (1). »

Le mois suivant, Lakanal quittait Bergerac. Le représentant Pellissier le remplaça bientôt. « La manufacture, écrivait-il le 26 fructidor, offre de belles espérances, mais il est impossible que la République y trouve encore les ressources que l'on ne peut exiger que d'un ancien établissement. C'est une machine ingénieusement montée, mais qui a besoin d'une forte impulsion... » Au reste, ses ouvriers sont pleins de zèle (2).

Il est certain que la manufacture de Bergerac ne donna pas les résultats espérés ou annoncés par Lakanal. Guyton, dans son rapport du 14 pluviôse an III, estime sa production à 100 fusils par décade, ce qui fait moins de 4.000 par an. Il est juste d'observer pourtant que si les vieilles manufactures de Saint-Etienne, de Charleville et de Tulle étaient plus prospères, seul de tous les établissements créés en province depuis la Révolution, celui de Moulins parvint à des résultats analoges.

IX. — PROJETS DE MANUFACTURES A ISSOUDUN ET LIMOGES.

On tenta aussi, mais sans succès, de créer des manufactures d'armes à feu dans deux villes situées sur le pourtour du Massif central, à Issoudun, dans l'Indre, et à Limoges, dans la Haute-Vienne.

1. A la fin d'août 1793, un administrateur du District d'Issoudun sollicita la jouissance gratuite, pendant six ans, du bâtiment des Ursulines, et quelques avances pour y établir une fabrication de fusils. Le Conseil général de la commune certifia le civisme et la solvabilité des entrepreneurs, les ci-

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 702.

(2) *Id.*, *Recueil*, t. XVI, p. 361 et 655.

toyens Jousselin, Poya (1) et Godan. Aux yeux de la Société populaire, leur projet ne présentait que des avantages : à une fortune honnête, les entrepreneurs joignaient une probité reconnue et le plus pur patriotisme ; on avait sous la main les matières nécessaires ; les forges voisines fabriquaient « les fers les plus ductiles » ; la manufacture pourrait employer 3.000 individus, occupés à la culture des vignes et privés de travail pendant une partie de l'année ; enfin la maison nationale des Ursulines offrait toutes les commodités désirables (2).

Il y eut commencement d'exécution : Godan et Poya passèrent marché le 21 brumaire ; ils s'engageaient à livrer 500 fusils la première année, 2.000 la seconde, 3.000 la troisième, 4.000 pendant chacune des trois années suivantes ; ils recevraient en six ans une avance de 100.000 livres. Ils demandèrent à acquérir le couvent de la Visitation, et le Comité de Salut public leur promit satisfaction. Le 15 floreal, l'agent national du district annonça qu'ils n'attendaient pour se mettre à l'œuvre que le retour des élèves qu'ils avaient envoyés s'instruire à Paris et le décret mettant le local à leur disposition. Le 26, la Commission des armes et poudres pressa l'Administration des armes portatives de lui fournir un rapport à ce sujet ; il lui fut remis le 5 prairial. Le 11 thermidor, les entrepreneurs attendaient encore une solution : ils n'avaient pas reçu d'avances et n'avaient effectué aucune livraison. Sans perdre courage, ils se disposèrent pourtant à commencer à forger des canons ; ils occuperaient ainsi les premiers élèves que les ateliers de la République leur avaient envoyés ; quand les autres seraient de retour, ils travailleraient à l'achèvement des fusils. Ils demandaient qu'on fixât le salaire de leurs ouvriers à la journée ou à la pièce ; ils observaient qu'à Issoudun la vie était moins chère qu'à Paris d'un tiers environ, mais que le charbon de terre y coûtait deux fois plus. L'Agence des armes portatives proposa de payer les armes d'Issoudun aux prix de Moulins ; le taux des journées pourrait être fixé par une assemblée des

(1) Ancien membre de l'Assemblée Constituante.

(2) A. N. AF* II 128 (23 août et 20 septembre 1793).

représentants des corps constitués d'Issoudun, des chefs de la manufacture et de délégués ouvriers, sauf approbation de l'autorité supérieure (1).

Le silence de Guyton dans son rapport du 14 pluviôse an III laisse présumer que la manufacture d'Issoudun, malgré la bonne volonté de ses promoteurs, resta à l'état de projet.

2. La tentative de deux armuriers de Limoges, les citoyens Barbier et Tharaud, n'eut pas plus de succès. Vers la fin de ventôse an II, ils offrirent au District et à la Société populaire d'occuper une soixantaine de « vrais sans-culottes » à la fabrication des fusils et des baïonnettes. Le District leur accorda provisoirement le couvent des ci-devant Jacobins, le moulin de l'émigré Nourissard, une avance de 3.000 livres et du fer. Ils montèrent des forges, fabriquèrent des outils, et dès le 4 floréal l'agent national proclamait que leur atelier recevait chaque jour des agrandissements. Le 11, il précisait que Barbier et Tharaud occupaient 56 ouvriers ; ils avaient 22 forges garnies, 10 forges non garnies et la majeure partie de l'outillage nécessaire ; ils avaient monté à neuf 35 fusils dont on ne leur avait fourni que le canon et fabriqué 1.475 baïonnettes ; ils étaient disposés à développer leur entreprise ; les conditions locales étaient excellentes : dans les districts d'Yrieix-la-Montagne et de Junien (2), un grand nombre de forges à fer fabriquaient aussi l'acier du pays, déjà très bon, d'après les instructions données par le citoyen Pradier l'ainé (3) ; on trouverait du charbon de terre soit dans le district de Bourganeuf (Creuse), soit à Meyrac, dans la Corrèze, où s'alimentait déjà la manufacture de Tulle. Le 5 messidor, il donnait des détails encore plus satisfaisants : Barbier et Tharaud avaient fabriqué 2.000 baïonnettes, 32 fusils complets, 94 platines, 1.203 pièces détachées. Le citoyen Brigueil, préposé de l'Agence des armes portatives, visita leur atelier et confirma les dires de l'agent national du district ; il y avait remarqué, écrivait-il le 17 messidor, « beaucoup d'objets com-

(1) A. H. G. *Reg.* A/8 : Lettres de l'Agence à la Commission des armes, des 11 et 16 thermidor an II.

(2) Saint-Yrieix et Saint-Junien.

3) Sur ce commissaire du Comité de Salut public, voir plus loin, chap. IV, 1.

mencés, quantité de provisions et d'ouvriers en action » ; les résultats étaient surtout importants pour les baïonnettes ; « je pense, concluait-il, que les ouvriers qui composent le fond de cet établissement ont des dispositions et de la bonne volonté » ; déjà, Barbier et Tharaud en occupaient 60 et ils allaient disposer de 32 forges, dont 22 déjà « établies ».

Cependant les entrepreneurs se rendaient à Paris, et la Commission des armes se montra d'abord disposée, le 13 messidor, à leur accorder tous les encouragements possibles. Mais ils demandaient une avance de 10.000 livres, l'autorisation de faire requérir par les agents nationaux du département des ouvriers et des outils, l'envoi d'un ou deux artistes capables de perfectionner leur établissement, et enfin la mise à la disposition du District de Limoges des sommes nécessaires pour payer leurs ouvriers. L'Agence des armes portatives, consultée, estimait, le 2 thermidor, que leurs offres méritaient « quelque considération » et que si l'on ne jugeait pas à propos de donner à leur établissement le titre de manufacture complète, ils méritaient toutefois « quelques encouragements ». La Commission des armes et poudres jugea sans doute qu'il valait mieux porter tous les efforts sur la manufacture de Tulle, comme elle l'avait marqué par lettre du 22 messidor (1). On peut conjecturer que Barbier et Tharaud furent invités à se consacrer exclusivement à la fabrication des baïonnettes, car les documents postérieurs à cette époque ne portent plus trace des fusils de Limoges et le rapport de Guyton, du 14 pluviôse an III, n'en souffle mot.

X. — MANUFACTURES DIVERSES

(BAR-SUR-ORNAIN, GRENOBLE, ROANNE, ETC.).

1. La création d'une manufacture d'armes à feu dans la Meuse fut décidée en septembre 1793 ; elle fut d'abord exploitée en régie nationale. De Bar-sur-Ornain (2), le 8 nivôse

(1) A. H. G. *Reg.* A/8. Délibérations de l'Agence des armes portatives des 14, 17, 23 messidor et 2 thermidor an II.

(2) Bar-le-Duc.

an II, le représentant Massieu écrivait : « Il se forme ici un établissement de douze forges qui pourra sous peu de temps devenir très utile à la fabrication des armes et dont je vous rendrais sous quelques jours un compte détaillé (1). » L'Agence des armes portatives et la Commission des armes s'occupèrent de cette manufacture en messidor, puis en thermidor. On avait ordonné d'y envoyer des modèles de toutes les pièces du fusil et du pistolet (2).

Le 29 nivôse an III, le Comité de Salut public approuva la cession de l'établissement à un entrepreneur, le citoyen Picquot (3). A cette époque, son rendement était encore presque nul : 17 fusils et quelques platines par décade, selon Guyton (4).

2. Grand producteur de fer et d'acier, le département de l'Isère voulut avoir sa manufacture d'armes à feu. Bréard en indiqua les avantages à la Convention, les 15 et 20 août 1793 (5) ; le Directoire du département en réclama la création aux représentants du peuple, le 4 septembre, et l'on ne tarda guère à passer aux actes, car dès le 5 octobre Ph. Simond, en mission dans les Alpes, autorisa la mise en activité des forges et fourneaux de la Chartreuse de Saint-Hugon pour alimenter des forges à canons de fusils établies au pied des forêts de la Grande-Chartreuse (6).

En brumaire, le Département envoya à Saint-Etienne, avec l'autorisation de Javogues, deux commissaires pour y choisir six chefs d'ateliers ; ils abusèrent de la confiance du représentant et débauchèrent, par l'appât d'un salaire d'un louis par jour, 60 ouvriers, au risque de désorganiser la manufacture de Saint-Etienne ; Javogues ordonna leur arrestation et dénonça leurs manœuvres au Comité de Salut public, le 18 frimaire. Le Comité n'en suivit pas moins avec sympathie

(1) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 735.

(2) A. H. G. *Reg.* A/8 (13 messidor et 4 thermidor).

(3) Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 548.

(4) *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

(5) C'est du moins ce qui semble résulter des comptes rendus contradictoires et incomplets des journaux de l'époque. Voir *Archives parlementaires*, t. LXXII, p. 223 et 474.

(6) *Inventaire des Archives départementales de l'Isère*, série L., t. II, p. 234-6 et 314.

les efforts des patriotes de Grenoble. Le 1^{er} nivôse, le représentant Petitjean lui transmettait, avec avis favorable, les propositions d'une société qui s'était formée sous ses yeux à Grenoble pour créer une manufacture de fusils et qui avait réuni en deux ou trois jours un capital de 500.000 livres, divisé en actions de 500 livres (1).

Le 21 germinal, Joseph Chanrion et Claude Pérrier, « procureurs fondés » des actionnaires, passèrent avec la Commission des armes et poudres, qu'un arrêté du 13 ventôse avait autorisée à traiter, un marché que le Comité de Salut public approuva (2). Le 1^{er} floréal, un décret de la Convention leur permit d'acquérir, après estimation contradictoire, la maison claustrale des Minimes à Grenoble, les bâtiments de la Grande Chartreuse et de la Chartreuse de Saint-Hugon, avec leurs dépendances, bois, forges, fourneaux, etc. Ils verseraient un acompte du tiers de la valeur de ces biens et acquitteraient le surplus en neuf annuités, mais ils devraient sous peine de déchéance établir leur manufacture de fusils dans un délai de quatre mois. En fait, les choses traînèrent en longueur et il fallut un nouveau décret du 23 brumaire an III pour préciser les conditions de l'expertise (3).

Lorsque Guyton lut à la Convention son rapport du 14 pluviôse an III, la manufacture de Grenoble, qui avait reçu 100.000 livres d'avances, ne donnait encore que des espérances.

3. Il en était de même des manufactures de Chambéry et d'Avignon, dont parle aussi Guyton. Les renseignements nous manquent absolument sur la première, et Avignon ne possédait guère, en réalité, qu'un gros atelier de réparations (4).

4. Un gros effort fut aussi tenté pour créer à Roanne, dans le département de la Loire, une manufacture destinée principalement à fabriquer en séries des platines de fusils. Le Comité de Salut public, soucieux d'abrégier l'apprentissage des ouvriers et de réduire leur nombre, avait accueilli les

(1) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 270 et 577.

(2) A. N. AF* II 123.

(3) P. V., t. XXXVI, p. 16-19, et t. XLIX, p. 135-7.

(4) Voir plus loin, chap. III, xiii.

offres d'un ancien contrôleur des manufactures d'armes, le citoyen Blanc, qui avait imaginé des procédés nouveaux et plus rapides de fabrication à l'aide de machines. Sa méthode, qu'il proposa dès 1790, reçut l'approbation de l'Académie des Sciences et d'une commission d'officiers d'artillerie ; le ministre de la Guerre le chargea de la mettre en pratique dans une ville de son choix ; Blanc estima que Roanne « réunissait les moyens les plus efficaces, tant sous le rapport des eaux et des fers que sous celui du bois et du charbon ». Il demanda qu'on lui adjugeât en bloc, sur estimation contradictoire, « les bâtiments des ci-devant Ursulines et dépendances comprenant la chapelle des Pénitents, ensemble la maison des ci-devant dames de Beaulieu » ; il s'engageait à y installer une fabrique de limes et à fournir 30.000 platines dès la première année (2.500 par mois, à compter du quatrième mois de son entrée en possession), plus 15.000 armes complètes par an. Les Comités réunis de Salut public et d'aliénation é mirent un avis favorable ; le projet de décret qu'ils soumirent à la Convention le 4 brumaire fut adopté le 11 (1).

En ventôse, le Comité, inquiet des lenteurs du citoyen Blanc, se préoccupa de le soustraire à la dépendance de ses bailleurs de fonds et de le mettre en mesure d'exécuter ses engagements. Le 18, il lui enjoignit de partir sur-le-champ pour Roanne et d'y expédier sans délai les outils qu'il avait rassemblés à Paris. Il décida que les bâtiments que lui accordait en principe le décret du 11 brumaire étaient « dès ce moment » à sa disposition et qu'un agent de l'Administration générale des armes portatives, envoyé à Roanne, acquitterait, à titre d'avances, toutes les dépenses faites pour la fabrication des platines ; Blanc recevrait, en outre, 600 livres par mois pour ses dépenses particulières (2). Ce régime transitoire durerait jusqu'à la mise en marche de l'établissement.

L'agent de l'Administration des armes, le citoyen Chaulet, demande bientôt 100.000 livres pour les besoins de la manufac-

(1) *Archives parlementaires*, t. LXXVII, p. 524-5 (Rapport de Corenfustier) et t. LXXVIII, p. 134.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 590, et A. N. AF* II 123.

ture et assure, le 27 germinal, qu'elle sera sous peu en activité. Puis il annonce, le 2 floréal, que la disette de subsistances laisse craindre la désertion des ouvriers. La Commission du commerce, prévenue le 12, répond le 20 qu'elle prend des mesures pour approvisionner la manufacture « d'un mois à l'avance ». Le 20 prairial, Chaulet déclare que l'on continue à construire les forges et les ateliers de limeurs et qu'incessamment les ouvriers y seront installés. En thermidor, il observe que les procédés de Blanc lui permettent d'employer utilement, sous la direction de quelques chefs, beaucoup de manœuvres et d'apprentis : ne serait-il pas avantageux de l'excepter de la loi générale qui interdit d'admettre dans les manufactures des ouvriers ayant moins de deux ans d'apprentissage ? L'Agence, rendant hommage au zèle et à l'activité de Blanc, donne un avis favorable. A la fin du même mois, elle transmet à la Commission des armes de nouvelles demandes du citoyen Blanc : il réclamait divers outils, un forger, un tailleur de limes et huit platineurs ; quatre de ses forges étaient déjà en activité ; quatre autres le seraient dans un avenir prochain ; ses ateliers étaient aménagés pour recevoir 66 ouvriers et il pourrait encore en placer 100 à la ci-devant église des Pénitents, mais il n'avait sous la main que 17 ouvriers ; aussi insistait-il pour qu'on lui accordât ceux qu'il désignait et même pour qu'on lui permit d'en requérir suivant ses besoins (1).

Le 26 frimaire an III, le Comité de Salut public requit encore un ouvrier pour la manufacture de Roanne et autorisa la Commission des armes à y envoyer dix platineurs tirés des ateliers de Paris (2).

Le 14 pluviôse suivant, Guyton parla dans son rapport des espérances que donnait l'établissement de Roanne, sans lui assigner de produit précis ; il semble en résulter qu'il en était resté à la période des essais, bien qu'il eût déjà coûté 150.000 livres à la République (3).

(1) A. H. G. *Reg.* A /8 (5, 19 et 24 thermidor).

(2) Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 755, et A. N. AF* II 127.

(3) Guyton, *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

XI. — FABRICATIONS PARTIELLES.

A la fin du XVIII^e siècle, la dispersion de la main-d'œuvre atteignait un degré que nous avons peine à concevoir : l'atelier était encore la règle et l'usine (au sens actuel du mot) l'exception ; souvent même, l'artisan ne demandait à l'industrie qu'un supplément de ressources, et des liens très forts l'attachaient à la terre qu'il cultivait et qui lui procurait le plus clair de ses revenus. Le Comité de Salut public parvint pourtant à coordonner ces activités éparses et à en tirer parti pour la défense nationale, au moins dans certaines régions.

1. C'est ainsi qu'une « manufacture » très originale fut organisée dans le département de la Somme (1). Dès le 1^{er} septembre 1793, le représentant du peuple André Dumont annonçait à la Convention que l'atelier d'Abbeville, établi dans un hôtel d'émigré, était en pleine activité et qu'il rendrait de grands services à la République. Il s'agissait, sans doute, d'un simple atelier de réparations. Mais des projets plus vastes ne tardèrent pas à éclore. Le Comité militaire et de sûreté d'Abbeville, appuyé par la Société populaire, par le Conseil général de la commune et par le Directoire du district, proposa bientôt la création d'une véritable manufacture de fusils (2). Mais c'est seulement au début de l'an II que le Comité entreprit de mettre en œuvre les ressources en main-d'œuvre de la région. Il préparait une campagne décisive de printemps, il savait que les troupes républicaines manquaient d'armes, et la manufacture de Paris ne réalisait pas toutes ses espérances. Il est probable que des renseignements précis lui furent fournis par l'un des représentants de la Somme à la Convention, Rivery ; celui-ci, maire de Saint-Valéry en 1790, puis membre du Directoire du département, avait été élu par ses concitoyens à l'Assemblée Législative, puis à la Convention ; il y siégea dans les rangs des modérés, vota pour

(1) Voir mon article sur *La fabrication des armes dans le district d'Abbeville sous la Convention*. (Revue du Nord, mai 1921.)

(2) *Archives parlementaires*, t. LXXIII, p. 382, et t. LXXVIII, p. 257.

la détention du roi jusqu'à la paix et protesta contre les journées du 31 mai et du 2 juin 1793 qui avaient eu pour conséquence la proscription des Girondins. Les Montagnards qui composaient le Comité de Salut public en l'an II n'hésitèrent pas pourtant à tirer parti de ses connaissances locales : il y avait dans le district d'Abbeville un grand nombre d'ouvriers en fer (1), intelligents et exercés, et nul mieux que Rivery ne saurait utiliser leurs talents. Un arrêté du 21 pluviôse lui enjoignit de se rendre sur les lieux, de réunir les ouvriers en fer, « soit tous ensemble, soit par des commissions », de les inviter à consacrer leur temps à la fabrication des baïonnettes, des baguettes, des platines et des pièces de garniture des fusils. Les prix seraient fixés dans ces assemblées en présence des autorités constituées, sur la base des tarifs en vigueur à la manufacture de Libreville. Rivery ferait « passer des soumissions, soit par des ouvriers, soit par des associations d'ouvriers ». Il assurerait aux entrepreneurs un approvisionnement régulier de fer, d'acier et de charbon et organiserait « un mode de réception et de paiement des ouvrages tel que les réceptions et paiements soient faits directement par l'Administration des platines et pièces de garnitures à Paris, et que les ouvriers n'éprouvent point de retard dans les paiements, après la réception de leur ouvrage ». Il emporterait aussi de Paris des modèles de toutes les pièces séparées et serait accompagné de deux instructeurs qui enseigneraient aux artisans « les procédés les plus simples » pour exécuter leurs travaux « avec célérité et précision (2) ». Ainsi le Comité évitait de créer un organisme d'Etat : au système de la régie directe, qu'il jugeait onéreux et peu productif, il préférait celui de l'entreprise, qui laissait le champ libre aux initiatives individuelles et à une émulation féconde. Il se réservait seulement le soin de distribuer les commandes, d'en contrôler l'exécution loyale, et il prenait à tâche de procurer aux entrepreneurs toutes les facilités désirables pour remplir leurs engagements.

(1) Sur les ouvriers en fer, et en particulier sur les serruriers du Vimeu, voir Demangeon, *La Plaine picarde*, p. 277, 280, 287 et 292-5.

(2) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 7 et A. N. AF* II 122.

Rivery partit aussitôt et se mit à l'œuvre avec succès. De Saint-Valéry, il annonce le 9 ventôse que 24 soumissions nouvelles se sont ajoutées aux 216 qu'il a précédemment recueillies. Il insiste sur le besoin urgent de charbon de terre et informe le Comité qu'il enverra successivement à Paris des jeunes gens de bonne volonté pour apprendre à bien platinier (1). Le Comité ne néglige rien pour aider le représentant dans ses efforts : le 16 germinal, par exemple, il lui adjoint son fils, compris dans la première classe de la réquisition et incorporé comme canonnier sur les côtes ; Rivery le jeune sera mis en congé et aidera désormais son père à « monter des ateliers nombreux de platines de fusils dans plusieurs communes du département de la Somme (2) ». Le représentant, de son côté, déploie une activité féconde, si l'on en juge par sa lettre du 1^{er} floréal où il donne un aperçu des résultats obtenus. De nombreux soumissionnaires, dit-il, se sont déterminés à travailler à la défense de la Patrie : plus de 700 marchés sont déjà passés. Les instructeurs venus de Paris visitent les ateliers et trouvent partout « intelligence, aptitude et bonne volonté ». Et Rivery ajoute avec enthousiasme : « Les ressources que j'ai trouvées dans ce pays sont immenses et avant peu nous aurons un grand nombre de platineurs. »

Il y a pourtant une ombre au tableau. Le zèle des ouvriers est souvent paralysé par l'insuffisance des approvisionnements : on manque de fer, d'acier, de limes et de charbon. Il faudrait aussi des modèles. Or, malgré un voyage de Rivery à Paris pour « accélérer une partie des fournitures et des décisions » dont il avait besoin, on tarde à lui envoyer les matières et les objets qu'il a réclamés. Le représentant insistait avec d'autant plus d'énergie que le district d'Abbeville répondait avec plus d'ardeur à ses appels. Le 3 floréal, il adressait encore au Comité 252 marchés souscrits pour fournitures de platines, baïonnettes, sabres et pièces de garniture (3).

On réussit enfin à vaincre les difficultés du début. Le 21 floréal, l'Administration générale des armes portatives or-

(1) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 442.

(2) A. N. AF* II 123.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 708 et 765.

donne d'expédier de Paris, sur-le-champ, 25 milliers de fer et 1.500 livres d'acier (1). Le 7 prairial, Rivery annonce qu'il a reçu les matières et qu'il va mettre au travail les ouvriers dont le nombre et l'industrie procureront des ressources infinies. Mais il demande encore l'autorisation de faire transporter le charbon par mer, car la voie de terre est devenue ruineuse et elle occupe un grand nombre de chevaux que réclament par ailleurs les travaux agricoles ou les charrois des armées (2).

Il s'intéresse aussi au sort des instructeurs qu'il dirige et qui parcourent sans cesse les communes voisines de Saint-Valéry. Le 26 prairial, sur sa demande, l'Administration des armes portatives accorde à l'un d'eux, ancien ouvrier de Maubeuge, une augmentation de salaire et une avance de 600 livres.

Au début de messidor, le magasin des platines de Paris avait déjà reçu de la « manufacture » de Saint-Valéry plusieurs livraisons, et 800 ouvriers environ avaient passé des soumissions. Aussi s'empressait-on de satisfaire aux demandes du représentant Rivery. Le 11 messidor, l'Agence des armes portatives lui accorde un bon pour 25 milliers de fers, dont 3 seront délivrés tout de suite, et met à sa disposition une somme de 40.000 livres pour payer les soumissionnaires « aussitôt après l'inspection et réception de leurs ouvrages à Paris (3) ».

Nous ignorons quand prit fin la mission du représentant Rivery, mais il est certain qu'elle fut efficace. Le district d'Abbeville devint l'un des centres les plus actifs pour la fabrication des armes. Le 1^{er} vendémiaire an III, le Comité de Salut public rend hommage au zèle des sans-culottes du département de la Somme qui « sans instructeurs et spontanément, se sont déjà livrés à cette fabrication au nombre de 1.500 » ; il proclame la nécessité de les encourager « par tous les moyens » ; il autorise la Commission des armes et poudres à tirer de la manufacture de Paris, pour les envoyer à Saint-Valéry, « quatre instructeurs, savoir deux pour la lime et l'a-

(1) A. H. G. *Reg.* 22-a /1.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 762.

(3) A. H. G. *Reg.* 22-a /1.

justage de la platine, un pour la forge de la garniture et un pour la lime de la garniture » ; il requiert, « pour retourner travailler dans leur département », trois citoyens des communes de Cheppy, Ecarbotin et Belloy, qui se trouvent occupés dans les ateliers de la capitale ; il ordonne enfin de payer aux artisans de la Somme, « par forme d'indemnité et d'encouragement... le prix de 5.000 pièces rebutées sur les 44.000 qu'ils ont fournies (1) ». Le 8 brumaire, il autorise les agents préposés au magasin de Saint-Valéry à livrer aux soumissionnaires d'armes du charbon de terre au prix de revient ; le 29 frimaire, il ordonne de mettre à leur disposition la moitié de celui qui forme la cargaison d'une prise anglaise arrivée à Boulogne (2) ; le 23 nivôse, il fixe l'organisation de l'« Agence temporaire de fabrication d'armes de Saint-Valéry », qui avait été créée par le représentant Rivery ; cette fabrication, « disséminée sur une cinquantaine de communes », mérite encouragement, dit l'arrêté, et elle a besoin d'un centre commun où puissent être déposées les matières premières et reçues les pièces fabriquées (3).

La production totale de la région fut considérable : le 14 pluviôse an III, Guyton l'évaluait à 400 platines par decade.

2. Des tentatives analogues furent faites dans d'autres régions de la France. Nulle part peut-être le travail agricole et l'activité industrielle n'étaient associés d'une façon plus intime que dans les vallées et sur les plateaux du Jura. Les projets de fabrications d'armes s'y multiplièrent.

Dans le canton de Morteau (Doubs), plusieurs citoyens, Humbert, Bournel et Gaillier élaborèrent un plan original ; approuvé par la municipalité, la Société populaire du lieu et le District de Pontarlier, il fut transmis le 29 messidor an II par l'Agence des armes portatives à la Commission des armes et poudres. Les ressources de la région sont multiples, dit le rapport ; le Doubs et les rivières qui s'y jettent fournissent la force motrice en abondance ; un grand nombre

(1) A. N. AF^{II} 127.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 673, et t. XVIII, p. 797.

(3) A. N. AF^{II} 216.

d'usines et d'ateliers y existent déjà. Il ne s'agit pas d'« établir une vaste manufacture en un emplacement unique », mais d'employer les habitants de ce petit pays, « presque tous exercés à travailler le fer », dans leurs ateliers respectifs, « de manière néanmoins qu'il y ait un ensemble dans les opérations qui concourront toutes au même but ; c'est une sorte de République de Cyclopes, une fédération d'industrie, une colonie de forgerons présidée par trois surveillants et à laquelle seront agrégés tous les individus qui savent façonner le fer ». De plus, ces ouvriers « sont presque tous pères de famille et cultivateurs, de sorte qu'ils pourront employer dans les ateliers les instants qui ne seront pas consacrés à l'agriculture » et qu'ils procureront aux défenseurs de la Patrie à la fois des armes et des subsistances (1). Il n'est pas certain que ce projet séduisant ait abouti.

De son côté, le citoyen Huguenin père, mécanicien à Héricourt, district de Lure (Haute-Saône), avait offert, dès le 1^{er} septembre 1793, de créer une manufacture d'armes à feu. « Cet établissement, dit-il dans une pétition du 30 messidor an III, aurait été l'un des plus actifs et des plus avantageux, puisque par des moyens mécaniques j'aurais épargné le nombre des bras, abrégé l'ouvrage et donné aux armes qui en seraient sorties une perfection et une solidité qu'il est difficile de joindre à l'activité par un autre moyen. » Mais ni le ministre de la Guerre, ni le Comité de Salut public n'accueillirent ses offres (2). Il vint à Paris, assiégea les bureaux et devint « plus qu'ennuyeux ». Econduit, il réclama une indemnité pour le temps qu'il avait perdu. Le 14 messidor, l'Agence des armes portatives proposa de lui accorder, par commisération, 5 livres par jour (3). Il ne se tint pas pour battu et poursuivit ses démarches pendant de longs mois encore, avec un insuccès persistant.

Le Directoire du département du Mont-Terrible avait également sollicité, dès le 18 septembre 1793, l'organisation d'une manufacture d'armes à Porrentruy (4). Des rapports

(1) A. H. G. *Reg.* A /8.

(2) A. N. AD VI 40.

(3) A. H. G. *Reg.* A /8.

(4) A. N. AF* II 128.

furent présentées à ce sujet au Comité de Salut public, le 9 floréal, puis en messidor. Au début de thermidor, aucune solution n'était encore intervenue (1).

D'autres entreprises eurent plus de succès. Guyton signale dans son rapport du 14 pluviôse an III la « manufacture » de Trey (2), dans le Doubs, qui forgeait 100 canons de fusils par décade.

Une fabrication d'armes, qui ne semble pas se confondre avec la précédente, fut aussi organisée dans la région de Besançon. Le citoyen Calamar, « commissaire provisoire aux ateliers d'armes du département du Doubs », annonçait vers le milieu de l'an II le succès « de cette importante manufacture », qui était propre, disait-il, à alimenter les ateliers de Besançon, Ornans, Saint-Hippolyte, tous trois destinés à subvenir aux besoins de l'armée du Rhin ; mais il se plaignait de l'indiscipline, de l'avidité et de l'inertie de beaucoup d'ouvriers. Le 7 messidor, l'Agence des armes portatives proposait d'adresser au citoyen Faivre, « entrepreneur de la manufacture de Besançon », une lettre de félicitations, de louer le commissaire de son activité, de l'engager à persévérer et à se concerter avec le District pour obtenir les réquisitions nécessaires (3).

Dans le département du Jura, les horlogers de Morez, petite ville du district de Saint-Claude, mirent leurs talents au service de la défense nationale. Dès 1792, ils entreprirent la confection de plusieurs centaines de piques. La loi du 23 août 1793 leur donna l'idée de se consacrer à la fabrication des pièces du fusil. Le 4 septembre 1793, un horloger de Paris, Raguet Lépine, qui se rendait en Suisse avec une mission du Conseil exécutif provisoire, passa à Morez, recueillit les vœux des artisans et les encouragea sans doute à donner suite à leur projet. Le lendemain, le Conseil général de la commune décida, en principe, la création d'une « manufacture » d'armes et chargea Raguet Lépine d'obtenir l'agrément du pouvoir central. A son retour de Genève, on lui remit un mémoire

(1) A. H. G. *Reg.* A /8 (5 thermidor).

(2) Je n'ai pas pu identifier cette localité.

(3) A. H. G. *Reg.* A /8.

pour le Comité de Salut public : on y demandait l'envoi à Morez, pour quelques semaines, de deux ou trois maîtres armuriers qui enseigneraient aux ouvriers du pays les procédés de fabrication et le maintien dans leurs foyers des jeunes gens capables de travailler aux armes. Le 25 septembre, Maillard (1), commissaire du Comité de Salut public, visitait à Morez les forges que l'on pourrait destiner à la confection des platines de fusils. Le rapport favorable qu'il envoya à Paris assura le succès des démarches de Lépine : celui-ci reçut mission d'organiser dans le Jura des fabriques d'armes et de retenir provisoirement les ouvriers requis pour le service militaire. Quand il revint à Morez, le 30 nivôse an II, il trouva le terrain déjà préparé. Un autre horloger de Paris, le citoyen Janvier, avait été chargé par le Comité de Salut public, dès le 29 août, de se rendre à Charleville « pour y prendre connaissance de tous les objets relatifs à la fabrication des armes », puis dans le Jura. Il devait « y examiner les différents établissements qui pourraient être employés à la fabrication des armes, voir les nombreux ouvriers qui sont occupés actuellement aux ouvrages de grosse horlogerie, serrurerie, et apprécier leurs talents et voir le parti qu'on en pourrait tirer pour le salut de la République (2)... ». Janvier arriva vers le mois de brumaire et requit les jeunes gens qu'on lui désigna comme habiles ouvriers : 28 à Bellefontaine et 19 à Morez. Lépine n'eut qu'à poursuivre l'œuvre commencée ; il recruta de nouveaux artisans et guida leurs premiers travaux. Il fut aidé dans sa tâche par le citoyen A. Cochet que le Comité de Salut public finit par autoriser, le troisième sans-culottide an II, à se démettre de ses fonctions d'agent national de la commune pour se consacrer tout entier à la direction de la manufacture (3). Lépine, en effet, ne cessait de circuler entre Morez et Paris : arrivé le 30 nivôse, il repart le mois suivant, revient le 22 germinal, retourne à Paris au début de messidor, revient à la fin du mois. Ses voyages avaient sans doute pour but de lever les obstacles qui entra-

(1) Sur sa mission, voir plus loin chap. IX, II.

(2) A. N. AF* II 120.

(3) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 791.

vaient le développement de l'entreprise : on eut de la peine à se procurer des étaux, des limes ; il fallut amener de Charleville deux maîtres armuriers pour perfectionner les ouvriers du pays et former des apprentis.

Le succès semble avoir couronné ces efforts. Le 23 brumaire an III, le Comité de Salut public autorisa la Commission des armes à payer à Lépine les platines livrées ou à livrer « en exécution du marché du 17 messidor ou de tout autre », à raison de 27 livres pièce, « compris les frais d'emballage et non ceux de transport (1) ». La manufacture finit par occuper environ 400 ouvriers, dont une centaine de réquisitionnaires ; beaucoup réussirent, en moins de six semaines, à faire des platines. Il est probable que les résultats obtenus furent assez encourageants, puisque la manufacture subsista au moins jusqu'à la fin de l'an III (2).

Cet exemple excita l'émulation de la ville voisine de Saint-Claude, dont la Société populaire décida en principe la création d'une manufacture d'armes ; elle en fit part à la Convention ; sa requête fut transmise le 16 floréal aux Comités du commerce, d'aliénation et de Salut public, puis renvoyée à la Commission des approvisionnements et par celle-ci, le 27 prairial, à la Commission d'agriculture et des arts (3). Il est probable que le projet n'eut pas de suite.

Les fabrications partielles se multiplièrent sans doute dans le Jura. C'est ainsi que l'Agence des armes s'intéressa, le 29 messidor, à des « braves gens » du district d'Orgelet, soumissionnaires d'armes portatives, qui avaient besoin d'avances pour acheter des fers et des aciers (4).

Dans le même département, les citoyens Morel et C^{ie}, exploitant les forges de Bourg-en-Montagne (5) et Fontenay (district de Poligny), s'engagèrent le 13 brumaire an II à fournir 100.000 fusils en huit ans. Mais leur tentative échoua.

(1) A. N. AF* II 127.

(2) Voir pour plus de détails E. Girod, *L'industrie morézienne pendant la Révolution* (Mémoires de la Société d'émulation du Jura, 3^e série, 2^e volume, 1881, p. 51 et suiv.).

(3) A. N. F¹² 1309. Saint-Claude demandait aussi une filature et un tissage.

(4) A. H. G. Reg. A /S.

(5) Bourg-de-Sirod.

En messidor, l'Agence et la Commission des armes examinèrent leur cas. Fallait-il attribuer leur défaillance à la disette de platineurs ? Pouvait-on les autoriser à ne livrer qu'une certaine quantité de canons de fusils ? Morel expliquait, par lettre du 9 messidor, que lorsqu'il avait passé marché il y avait à six lieues à la ronde environ 2.000 ouvriers propres à la fabrication des armes. Mais une fabrique de fusils qui se formait alors à Besançon et plusieurs établissements du même genre les lui avaient enlevés. Le citoyen Lépine, de Paris, « s'étant fixé dans le centre de ses ouvriers, avait engagé la presque totalité de ceux qui y existaient » ; enfin les agents nationaux avaient invité les ouvriers « à faire leur soumission aux Districts pour la partie des armes qu'ils étaient en état de fabriquer ». Malgré ces explications, l'Agence reprochait à J.-B. Morel et C^{ie}, le 24 messidor, « d'avoir soumissionné sans s'être assurés d'aucuns moyens réels d'exécution..., sans s'être tracé un plan régulier de travail, sans avoir même les premières connaissances relatives à la confection des armes ». A son avis, « cette conduite au moins équivoque » voulait « être éclairée de très près ». Aussi proposait-elle de mettre les citoyens Morel et C^{ie} en arrestation, jusqu'à ce qu'on eût reconnu « incontestablement » la pureté de leurs intentions. Encore conviendrait-il, dans ce cas, de les déclarer « inhabiles à former avec la Nation de nouveaux engagements (1) ».

Le Comité de Salut public se montra plus indulgent : le 18 messidor, il autorisa la Commission des armes à résilier le marché de Morel et C^{ie} et à accepter leurs nouvelles soumissions ; « si elle l'estime convenable et plus avantageux au service de la République », elle facilitera l'exécution de leur projet « de fabriquer sur leurs usines des canons de fusils et des obus » ; ils pourront construire un haut fourneau « pour le temps de leur exploitation de la forge de Fontenay seulement ». Le 25, il requit encore à leur service cinq ouvriers qu'ils occupaient déjà et cinq mineurs du district de Monistrol (Haute-Loire) (2).

(1) A. H. G. *Reg.* A /8.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 749, et t. XV, p. 135.

XII. — FABRICATIONS ET PROJETS DIVERS.

Dans la région des Vosges, des conditions analogues à celles qui se trouvaient réunies dans le Jura provoquèrent diverses tentatives, pour la plupart infructueuses.

Le propriétaire des forges de Rambervillers proposa d'y établir une manufacture complète d'armes à feu. Dupin, adjoint au ministre de la Guerre, prescrivit une enquête vers la fin de frimaire. Les conclusions du commissaire V. Simon furent nettement défavorables : il rendait hommage au zèle du citoyen Colombier, mais pensait qu'il serait sage de se borner à fabriquer des lames à canons et des tôles. « Le local des forges » ne se prêtait pas à la création de multiples ateliers ; pour fabriquer par an 9 ou 10.000 armes, il faudrait rassembler au moins 250 ouvriers ; or Colombier n'avait pas assez de forgerons pour les lames à canons et il n'en avait pas un seul qui fût capable de confectionner les pièces du fusil (1).

D'autre part, on avait annoncé au Comité de Salut public, dès le 17 septembre 1793, que la commune de Saint-Dié possédait deux excellents serruriers et qu'on pourrait y fabriquer sous leur direction beaucoup de pièces de fusils : il suffirait d'envoyer des modèles (2). Il n'est pas impossible que cette offre ait été accueillie et il est certain que des fabrications partielles furent organisées sur les flancs des Vosges et en Lorraine. L'Administration des armes portatives accorde, le 25 floréal (3), au citoyen Terillon, de Plombières, 5 livres pour chaque garniture complète qu'il aura livrée au District de Libremont (4). Des parties d'armes furent fabriquées à Thionville ou aux environs : le District sollicita en messidor un acompte de 12.000 livres pour permettre aux soumissionnaires de continuer leurs travaux ; la cherté des

(1) A. H. G. *Correspondance militaire générale*, janvier 1794 : Rapport de V. Simon, commissaire du Comité de Salut public et de la Convention nationale, contrôleur général des forges de l'artillerie.

(2) A. N. AF* II 128.

(3) A. H. G. *Reg.* 22-a /1.

(4) Remiremont.

approvisionnement avait épuisé leurs ressources et ils ne pouvaient payer leurs ouvriers qui menaçaient de les quitter ; l'Agence émit, le 28, un avis favorable (1).

Longuyon posséda peut-être aussi des ateliers. En août 1793, une « manufacture », dirigée par un certain Guillaume, y fabriquait des fusils de chasse. Boileau, commissaire du pouvoir exécutif, estimait qu'il serait possible de lui procurer du charbon de terre et que deux ouvriers pourraient y monter par mois 20 fusils de munition. Le 26 août, Guillaume offrit ses services à la Convention nationale et se déclara prêt, les 15 et 22 septembre, à exécuter les ordres du Comité de Salut public, pourvu qu'on levât les obstacles qui paralysaient sa bonne volonté. Dès le 16, la municipalité de Longuyon annonçait qu'elle avait requis la manufacture, mais qu'elle manquait d'ouvriers (2).

Il fut aussi question d'organiser une fabrication d'armes à feu en Alsace, à Mutzig. Les représentants J.-B. Lacoste et Baudot s'en occupèrent. Mais l'Agence des armes portatives, qui ne croyait pas à son utilité, observait, le 2 thermidor an II, qu'elle ne recevait de cette manufacture « aucuns états qui en constatent l'existence » et qu'au surplus l'établissement devrait être affecté exclusivement au service de la grosse artillerie. Le 27 nivôse an III, le Comité à son tour se plaignit de n'avoir « aucune connaissance... sur l'établissement, l'utilité et la situation de cette manufacture », bien que 300.000 livres eussent été mises à la disposition de ses chefs, et invita la Commission des armes à se faire rendre compte sans délai de l'état des travaux, de l'emploi des deniers « et des motifs de conserver ou supprimer cet établissement (3) ».

En Normandie, plusieurs projets de manufactures d'armes à feu virent le jour. Au début de septembre 1793, le directeur de la fonderie de canons de Maromme, près de Rouen, assurait aux représentants du peuple Delacroix, Legendre et Louchet qu'il pourrait monter aisément une fabrication de 5 ou 600 fusils par mois. L'offre fut transmise à Paris. Carnot se déclara

(1) A. H. G. *Reg.* A/8.

(2) A. N. AF* II 128.

(3) A. H. G. *Reg.* A/8, et Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 513.

favorable, mais en insistant sur la double nécessité de ne pas « contrarier » l'établissement qui s'organisait dans la capitale et de s'en tenir au système de l'entreprise : point de régie, « point de orsrivilèges ni de conseils, administration, qui ne sont que des moyens de gaspillage » des avances pourraient être accordées sous cautionnement, et les armes fabriquées seraient achetées « en quelque nombre qu'elles soient, au prix courant », après avoir subi les épreuves convenables (1). Il ne semble pas que le projet ait été exécuté, bien que les représentants eussent transmis, le 20 septembre, des offres plus précises (2).

Le District de Verneuil, d'accord avec le Département de l'Eure, songea de son côté à organiser une fabrication de fusils dans la ci-devant maison claustrale de la Vieille-Lyre et, le 6 septembre 1793, demanda l'autorisation nécessaire au Comité de Salut public (3). Mais les choses traînèrent en longueur. L'Agence des armes portatives, favorable en principe, proposa, le 6 thermidor an II, d'établir à Verneuil une fabrication de pièces détachées et d'y employer les ouvriers qui travaillaient dans les ateliers de réparations de Fresnoy, Mondoubleau, Pont-Audemer, Mortagne et Pontoise ; il y aurait intérêt à grouper de préférence ceux qui seraient en état de confectionner des platines (4). Rien ne prouve que ce programme ait été ratifié.

Il est certain, par contre, que le citoyen Blanchet jeune entreprit à Breteuil, dans le même district, la fabrication de pièces détachées. Le Comité invite, le 3 floréal, la Commission des armes à vérifier si les sous-gardes de fusils qu'il présente « sont de nature à être admises, rebutées ou réparées » et à indiquer « s'il y a lieu de lui donner quelque encouragement ou indemnité ». L'Administration des armes proposa, le 27, de lui accorder une avance de 10.000 livres. D'autre part, le représentant Deydier avait été chargé, le 2 floréal, d'examiner l'état de cette fabrication d'armes, d'avancer les sommes nécessaires pour lui donner « toute l'activité possible » et

(1) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 306 et 308.

(2) A. N. AF* II 128.

(3) A. N. AF* II 128.

(4) A. H. G. *Reg.* A /8.

de faire un rapport motivé sur la demande d'indemnité du citoyen Blanchet. Mais Deydier n'eut connaissance de cet arrêté qu'en fructidor et ne put donner son avis que le 12 (1). Blanchet continua ses travaux, car le Comité lui accorda 2.000 livres, le 8 vendémiaire an III, à titre d'indemnité et de récompense, puis ordonna, le 23 frimaire suivant, d'estimer les pièces de garniture qu'il avait présentées et de lui en tenir compte pour le remboursement de l'avance de 10.000 livres que lui avait faite la Commission des armes ; mais il rapporte cet arrêté le 21 messidor et ordonne « une nouvelle estimation de la valeur des 11.246 pièces de garniture dont il s'agit, considérées seulement comme vieux fers » ; finalement, le 5 vendémiaire an IV, remise est faite à Blanchet de l'avance de 10.000 livres qu'il avait obtenue. En somme, son échec avait été complet (2).

Le Département du Calvados tenta aussi d'avoir sa manufacture d'armes. Le citoyen Bastard, qu'il envoya à Paris pour se perfectionner dans l'art de forger les canons de fusils, fut assimilé par le Comité de Salut public, le 25 frimaire, aux ouvriers de Maubeuge ; le 12 fructidor seulement, il fut autorisé à retourner à Caen pour y travailler à la fabrication qu'y organisait le Département (3). Plus tard, le 3 pluviôse an III, le Comité rejeta un projet du citoyen Lelaisant, ci-devant caporal au 1^{er} bataillon de la Commune de Paris, qui songeait à établir une manufacture d'armes à Bayeux (4).

Dans le Loiret, une tentative mieux conduite faillit réussir. Le citoyen Mollière passa marché, le 22 août 1793, avec le ministre de la Guerre, pour créer une manufacture d'armes à feu à Orléans. Le Comité affirma, par deux arrêtés du 13 pluviôse an II, son désir de seconder ses efforts et l'autorisa à se procurer des charbons à Saint-Etienne, Moulins, Saint-Rambert et Decize, à acheter 1.500 livres de cuivre à Orléans, à requérir 20 milliers de fer et un millier d'acier dans chacune des forges d'Ivoy, Roches, Clavières et Nevers, enfin « à en-

(1) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 725, et t. XVI, p. 404.

(2) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 129, t. XVIII, p. 680, et t. XXV, p. 274.

(3) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 418, et t. XVI, p. 396.

(4) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 618.

voyer à Paris quatre habiles ouvriers pour se perfectionner dans les ateliers (1) ». Au début de l'an III, la Commission des armes se déclarait satisfaite des renseignements reçus sur cette manufacture qu'elle estimait devoir être un jour l'une des plus intéressantes de la République, et un arrêté du représentant Porcher, du 15 pluviôse, ordonna de payer à Mollière les 50.000 livres qui devaient lui être versées lorsque son établissement serait en pleine activité : cette décision fut confirmée le 7 ventôse par le Comité (2).

Vers la fin de l'an II, le directeur de l'arsenal de Nevers songeait à y adjoindre une manufacture de fusils : il invoquait la position avantageuse de la ville, environnée de forges et de forêts, la proximité des mines de charbon, l'abondance des noyers ; mais il lui fallait une avance de 30.000 livres. Le 2 thermidor, l'Agence des armes portatives émettait un avis favorable ; mais il ne semble pas qu'on soit allé plus loin (3).

Les administrateurs du département de la Côte-d'Or, qui pourtant s'y étaient pris beaucoup plus tôt, n'avaient pas eu plus de succès. Dès le 27 juillet 1792, ils avaient décidé en principe la création d'une manufacture de fusils qui serait donnée à l'entreprise à compter du 1^{er} septembre : l'excellente qualité des fers de la région, le voisinage des mines de charbon de Givors et de Montcenis leur laissaient espérer de promptes réalisations. Mais des obstacles imprévus retardèrent, puis empêchèrent l'exécution de ce beau projet. On s'en occupa encore le 16 août 1792 ; on entreprit en mai 1793 des démarches à Paris pour obtenir l'autorisation nécessaire ; on décida même, le 30 juin et le 2 juillet, de solliciter de la Convention l'établissement de deux manufactures, l'une à Auxonne et l'autre à Dijon, qui seraient exploitées par des entrepreneurs pour le compte de la République. Tous les arguments propres à emporter une décision favorable furent mis en avant : Dijon pourrait fournir 4.000 fusils et Auxonne 8 à 10.000 dès la première année, à des prix analogues à ceux de Charleville. Les bâtiments étaient indiqués ; un devis très précis portait

(1) A. N. AF* II 120 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 587 et 589.

(2) A. N. AF II 218, d. 1883, et AF* II 127.

(3) A. H. G. *Reg.* A /8.

à 128.400 livres les frais de premier établissement pour les deux manufactures et à 717.000 livres les avances nécessaires pour achats de matières. Chabeuf, premier commis du bureau des contributions, fut chargé, le 11 juillet, de porter à Paris les mémoires arrêtés par le Conseil ; le 19, le représentant Fouché se montra favorable à ces projets. Il est même question, les 25 et 27, d'une troisième manufacture qui serait établie à Semur (1). D'autre part, le 20 août, le Comité de Salut public, statuant sur la requête du citoyen Arnoult, qui proposait de créer une fabrique de fusils ou de canons de fusils à Bèze, district d'Is-sur-Tille, parut disposé à accepter ses offres et invita le Département de la Côte-d'Or à lui transmettre tous renseignements utiles (2) ; le 3 septembre, un commissaire fut chargé de prendre sur les lieux des informations (3). Mais aucun de ces multiples projets n'aboutit, sans doute parce que le Comité jugea préférable de porter son principal effort à Paris même.

Bon nombre de projets analogues, qui avaient éclos dans le Midi, eurent le même sort.

Vivement appuyé par le représentant du peuple Ysabeau, le District de Cadillac (Gironde) envoyait au Comité de Salut public, le 16 septembre 1793, un mémoire pour obtenir une fabrique d'armes (4).

Le représentant Monestier prescrivit de former à Pau une manufacture de fusils et de baïonnettes ; mais l'Agence des armes portatives avouait, le 19 thermidor an II, qu'elle n'avait connaissance ni de cet arrêté ni des moyens qui avaient pu être employés pour l'exécuter : elle allait prendre des informations (5).

Le 9 septembre 1793, Rovère et Poulthier signalaient qu'un ouvrier intelligent s'offrait à commencer lui-même l'établissement d'une manufacture d'armes près de Nîmes, et demandaient l'autorisation de lui consentir une avance de 20.000 li-

(1) *Inv. sommaire des Archives départementales, Côte-d'Or, série L, p. 51 et suiv., 66 et suiv., 77 et suiv.*

(2) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 38.

(3) *Inv.*, p. 86.

(4) A. N. AF* II 128.

(5) A. H. G. *Reg. A* /8.

vres. Le Comité approuva en observant que le système de l'entreprise serait préférable de beaucoup à une régie (1).

Non loin de là, en août 1793, le citoyen Martin Passabosc proposa de créer une manufacture complète à Montpellier. La Société populaire et le District appuyèrent sa requête. Le 30, le Département de l'Hérault décida de solliciter l'approbation de la Convention : il fallait des fusils pour les bataillons de nouvelle levée et pour l'armée des Pyrénées-Orientales, et il n'y avait pas de manufacture dans le Midi. Un rapport du Comité militaire du Département établit, le 6 novembre, que l'on parviendrait à fabriquer 25 fusils par jour, à 40 livres la pièce, mais qu'il faudrait engager une dépense de 200.000 livres pour mettre en marche les ateliers. Il fut décidé pourtant, le 26, que les ouvriers seraient installés dans le château de Castries et organisés militairement sous la direction de Passabosc. Il est à présumer que le manque d'eau pour actionner des « usines » et que l'énormité des frais firent reculer les promoteurs de l'entreprise. Montpellier dut sans doute se contenter, comme Nîmes, d'un simple atelier de réparations (2).

XIII. — ATELIERS DE RÉPARATIONS.

Au reste, il est difficile de tracer une ligne de démarcation très nette entre les « manufactures » qui souvent ne produisirent que certaines parties de l'arme et les ateliers de réparations qui parfois fabriquèrent des pièces neuves.

Il n'existait en France, au début de la Révolution, que six ateliers de réparations. La guerre les multiplia ; les corps administratifs et les représentants du peuple en créèrent un peu partout pour satisfaire aux besoins des bataillons de réquisitionnaires et des armées ; un jour vint où onze départements voisins des principaux théâtres d'opérations en comptèrent 188 (3).

(1) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 390.

(2) *Procès-verbaux des séances de l'assemblée administrative du département de l'Hérault...*, t. III, p. 414, et t. IV, p. 203, 232-3, 320-5.

(3) Guyton, *Rapport à la Convention* du 14 pluviôse an III.

Ces ateliers furent d'importance très inégale et plus ou moins bien organisés (1). En l'an II, le représentant Florent Guiot s'occupa de ceux du Nord. Le Comité s'étant plaint du coût trop élevé des travaux à Lille, il fit une enquête et établit que l'accusation était mal fondée ; un certain Crosne, chef d'atelier, fut pourtant arrêté sur l'ordre du représentant Châles et traduit à Paris pour rendre ses comptes (2). En thermidor, Lille possédait deux ateliers. L'un, dirigé par le citoyen Lecoq, était en pleine activité et occupait au moins 500 artisans, mais celui de la citadelle était peuplé d'ouvriers incapables et trop grassement payés : l'Agence des armes portatives estimait qu'il fallait ou le supprimer ou le réorganiser de fond en comble (3). Au début de l'an III, les deux ateliers donnaient encore des produits appréciables (4). Un agent de la Commission des armes fut chargé, le 1^{er} nivôse, de prendre à leur sujet « les renseignements les plus étendus » ; un arrêté du 28 pluviôse licencia la brigade d'armuriers qui y travaillait, et bientôt, le 18 germinal, la Commission des armes obtenait du Comité le renvoi de beaucoup de jeunes citoyens de la première réquisition, « absolument étrangers aux armes et à la fabrication », que la faveur « avait entassés » dans les ateliers de Lille (5).

Un atelier, qui compta jusqu'à 200 ouvriers, fut créé à Valenciennes, au lendemain de la reprise de la ville, à la fin de l'an II, par les représentants J.-B. Lacoste et R. Ducos : il ne fut supprimé que le 2 messidor an III (6).

Celui d'Arras fut aussi très actif et l'on y fabriqua même, semble-t-il, des armes neuves. Par contre, celui de Cambrai ne comptait en floréal an II que six ouvriers et ne réparait que 40 ou 50 fusils par décade (7).

(1) Voir sur ces ateliers de nombreuses délibérations de l'Agence des armes portatives : 15, 17, 18, 22 messidor ; 1^{er}, 4, 11, 13, 14, 17 et 19 thermidor. (A. H. G. *Reg.* A/8.)

(2) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 125 et 299, et t. XII, p. 131.

(3) A. H. G. *Reg.* A/8 (4, 13 et 17 thermidor).

(4) Voir plusieurs états décadaires, signés du général Songis (A. N. D §³, 8, d. 79).

(5) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 8, t. XX, p. 318, et t. XXI, p. 624.

(6) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XX, p. 135 et 781, et t. XXIV, p. 557,

(7) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 299, et t. XIII, p. 445.

Vervins, où l'on avait songé un instant à créer une manufacture complète, ne possédait en messidor qu'un atelier de réparations d'une importance si médiocre que l'Agence des armes proposait de le dissoudre (1).

Dans la première moitié de l'an III disparurent aussi l'atelier établi à Amiens, « dans le ci-devant couvent de Marie » et ceux de Saint-Omer et de Boulogne. Par contre, celui d'Abbeville fut conservé, le 1^{er} brumaire, peut-être à cause des ressources en main-d'œuvre du Vimeu (2).

Plus près de Paris, nous ne pouvons que citer les ateliers de Beauvais et de Pontoise.

Dans l'Ouest, toutes les villes importantes et même de simples bourgades eurent leurs ateliers d'armes. En Normandie, l'un des plus actifs fut celui de Caen, organisé par le représentant Pomme ; en thermidor, 62 ouvriers y travaillaient ; il avait réparé 5.940 fusils et fabriqué à neuf un grand nombre de pièces détachées et 300 baïonnettes ; l'Agence des armes portatives proposait de l'aider et de le mettre à l'entreprise : il fut, en effet, conservé par arrêté du 19 thermidor, et le 6 nivôse suivant, le Comité approuva le règlement qu'on lui avait donné (3).

Des ateliers du même genre, moins prospères pour la plupart, existèrent à Aumale (Seine-Inférieure), à Pont-Audemer et Breteuil (Eure), à Vire et à Falaise (Calvados), à Mortagne (Orne), à Cherbourg, Saint-Lô et Valognes (Manche) (4).

En Bretagne, un atelier créé à Dinan en ventôse de l'an II travailla jusqu'en frimaire suivant et occupa, à un moment donné, plus de 70 ouvriers (5). Celui de Port-Briec (6)

(1) Voir la commission donnée le 9 septembre 1793 au citoyen Gossuin (A. N. AF* II 120) et les lettres de l'Agence à la Commission des armes, des 22 messidor et 1^{er} thermidor (A. H. G. Reg. A /8).

(2) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 560 ; t. XXI, p. 212, et t. XXV, p. 3.

(3) A. H. G. Reg. A /8 (Rapport du 14 thermidor) et A. N., AF* II 123 et 127.

(4) Sur Saint-Lô, voir Lépingard, *Notice sur la manufacture de Saint-Lô* (Société d'agriculture, d'archéologie... de la Manche, 5^e volume, p. 54-55). Sur Valognes, voir P. V., t. XLIII, p. 277.

(5) Dubreuil, *Le régime révolutionnaire dans le district de Dinan*, p. LIX.

(6) Saint-Briec (A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XXI, p. 178.

ne fut supprimé que le 29 ventôse an III, au profit de celui de Rennes. Nantes en posséda plusieurs : celui du Château qui fut conservé le 23 brumaire an III et ceux des maisons « appelées Elisabeth, Yves, du Bel-Air et des Jacobins » qui disparurent à la même date (1). Le 11 prairial, le représentant Bourbotte s'était déclaré satisfait du zèle des ouvriers qui pourtant ne recevaient qu'une livre et demie de pain par jour ; il annonçait aussi son intention de visiter tous les ateliers de la région et de supprimer les moins importants, qui coûtaient trop cher. Le 23 messidor, son collègue Bô avouait que des abus s'étaient introduits dans les ateliers de Nantes, envoyait « le plan d'une usine propre à accélérer la fabrication des armes » et indiquait l'existence d'ouvriers soumissionnaires auxquels il conviendrait de venir en aide (2).

D'autres ateliers existaient encore dans la vallée de la Loire, à Blois et Mondoubleau (Loir-et-Cher), à Tours, à Angers, et plus au sud, sur les confins de la Vendée, à La Rochelle, Niort, Poitiers (3). Ceux-ci travaillaient pour l'armée de l'Ouest ; le représentant Ingrand affirmait le 19 thermidor qu'ils étaient « en pleine activité » et qu'il serait fâcheux de leur retirer des fusils pour les expédier à Paris (4). Une brigade d'armuriers qui avait été envoyée de Paris à Niort ne fut licenciée que le 18 germinal an III (5).

De nombreuses villes du Sud-Ouest travaillèrent pour alimenter les armées des Pyrénées. Des fusils furent réparés à Agen (6). Le 16 pluviôse an II, le représentant Paganel signale deux petits ateliers à Gaillac et Albi ; le premier disparut en nivôse de l'an III (7). Vers cette époque, le Comité de Salut public semble n'avoir voulu conserver pour l'armée des Pyrénées-Orientales que les ateliers de Toulouse, Taras-

(1) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 776.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 37, et t. XV, p. 90.

(3) Voir arrêté du Comité du 24 thermidor (A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 25).

(4) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 713.

(5) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XXI, p. 623.

(6) *Inv. sommaire des Archives départementales*, Lot-et-Garonne, série L, p. 111, 161, 386-7.

(7) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 692, et Rossignol, *Histoire du district de Gaillac* p. 416-7.

con (1) et Carcassonne : il approuva, le 8 nivôse, la suppression de ceux de Saint-Girons, Bagnères, Entremont, Viella et Collioure, « à cause de leur très faible produit (2) ».

En Provence, les représentants Barras et Fréron méditèrent d'organiser à Marseille une véritable manufacture. « Un immense atelier, écrivent-ils à la Convention le 12 brumaire, sorti comme de dessous terre et construit en trois jours, couvre dans sa longueur près de la moitié de l'allée du Cours... Là, dès le point du jour, les forges publiques sont allumées ; le marteau résonne ; on dérouille les canons de fusils, on ajuste les bois ; un peuple d'ouvriers les remplit, un peuple de spectateurs les encourage. Sur le port, à la Cannebière, à l'Antienne Comédie, sur la place de la Nouvelle, mêmes ateliers vastes et commodes, même activité dans les travaux. Menuisiers, serruriers, taillandiers, armuriers, couteliers, charpentiers, ébénistes sont en réquisition et travaillent avec joie. Beaucoup d'artisans manquaient de pain et d'ouvrage ; tous ont l'un et l'autre aujourd'hui et la République est servie en grand. Marseille l'Ionienne avait besoin de ce spectacle mâle et révolutionnaire ; nous le lui avons donné... » Les représentants ont été « puissamment secondés... par le patriotisme ardent et le zèle infatigable de deux Jacobins de Paris, les citoyens Nouet et Lambert... ». Pour l'instant, on répare à Marseille 9.000 canons de fusils déterrés au fort Saint-Nicolas. Des ateliers semblables, créés à Brignoles, Draguignan, Barjols, donnent par jour 400 fusils. Tous les armuriers d'Aix ont été requis de se rendre à Marseille, où l'on établit, en outre, aux Capucins une manufacture pour fabriquer à neuf. Les fers ne manqueront pas : on a requis ceux des magasins de la ville, les grilles des églises, « celles des bastides de Messieurs les négociants et jusqu'aux tringles des lits et des rideaux pour faire des baguettes de fusils (3) ».

Le 23 ventôse, Maignet célèbre à son tour l'activité des ateliers marseillais : « Le fusil, l'arme blanche, le canon,

(1) Dans l'Ariège.

(2) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 136. Il s'agit, sans doute, de Bagnères-de-Luchon (Haute-Garonne) et de Viella dans l'Aude. (Il y a un autre Viella dans le Gers.)

(3) P. V., t. XXV, p. 106, et *Archives parlementaires*, t. LXXVIII, p. 644 et suiv.

tout s'y fabrique avec une adresse qui le dispute à celle que l'on peut trouver dans les anciennes manufactures, et avec de nouveaux procédés qui attestent le succès que les arts doivent obtenir dans un pays libre (1). »

Pourtant, le 3 germinal, le Comité de Salut public ordonne de diviser l'atelier de Marseille et de transporter à Avignon, « avec prudence et sans secousses », une partie des ouvriers, des armes et des outils : un commissaire de l'Administration générale des armes portatives dirigera l'opération (2). Mais en messidor, l'Agence signale à la Commission des armes que les représentants Robespierre le jeune et Ricord ont envoyé de Marseille à Nice 100 armuriers, 12 forgerons, 12 serruriers, et que, par suite, les ressources sur lesquelles comptait Belleville, son commissaire à Avignon, se trouvent considérablement diminuées. Elle déclare pourtant que les ateliers d'Avignon vont prendre une grande activité et demande qu'on leur accorde une avance de 40.000 livres (3).

De nouveaux obstacles se présentèrent. Le quatrième sans-culottide an II, les représentants Serres et Auguis écrivent que l'atelier d'armes d'Avignon n'a pas d'ouvriers et qu'à Marseille « on met toutes les entraves possibles pour qu'il n'aille pas, en refusant même de lui donner ce qui lui est utile... ». Par contre, le 3 vendémiaire an III, Turreau semble annoncer le déclin des ateliers de Marseille. Le 18 nivôse, le Comité décide que les ouvriers et les outils de l'atelier de Nîmes seront transférés à Avignon (4) et Guyton, dans son rapport du 14 pluviôse, parle des espérances que donne la manufacture de fusils d'Avignon.

Les renseignements nous manquent sur les ateliers d'Aix-en-Provence, de Toulon, de Privas (Ardèche), du Puy (Haute-Loire) (5), de Chambéry, où au dire de Guyton une manufacture était en voie d'organisation au début de l'an III (6).

(1) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 688.

(2) A. N. AF* II 123.

(3) A. H. G. *Reg.* A/8 (17 et 29 messidor).

(4) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 819, t. XVII, p. 61 et t. XIX, p. 328.

(5) Créé en septembre 1793 par le représentant Reynaud (Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 95-6).

(6) *Rapport*, du 14 pluviôse an III.

Il fut un instant question d'en créer un à Briançon. Quelques ouvriers travaillèrent à Gap pour les armées des Alpes et d'Italie (1).

Il y eut aussi sans doute de nombreux ateliers de réparations dans les départements du Nord-Est : par exemple à Libreville, à Reims (2), à Vitry-le-François où des entrepreneurs s'étaient engagés à réparer 300 fusils par mois. L'atelier de Belfort fut supprimé le 3 fructidor an II, au profit des ateliers voisins de Besançon, Vesoul, Altkirch, Colmar et Strasbourg qui, au dire de l'Agence des armes portatives, suffisaient largement pour l'armée du Rhin (3).

XIV. — L'ACTION DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC.

Les pouvoirs confiés au Comité par le décret du 23 août 1793 s'étendaient à la France entière. Il ne cessa de surveiller étroitement les manufactures de province et les ateliers de réparations. Son action devint particulièrement efficace après l'institution définitive du gouvernement révolutionnaire.

Le 23 frimaire an II, soucieux « de mettre de l'ensemble dans les opérations de fabrications d'armes », il invite le ministre de la Guerre à lui fournir dans les dix jours l'état de tous les ateliers de réparations de la République ; de leur côté, les directeurs des magasins et arsenaux reçoivent l'ordre d'envoyer, dans le même délai, « l'état de tous les fusils et pistolets hors de service et de toutes les parties de fusils et pistolets » dont ils disposent, avec l'indication des moyens existant sur place pour réparer les armes. Le lendemain, le Comité arrête que les conseils d'administration des manufactures et les municipalités de Tulle, Libreville, Armeville, Moulins et Autun lui enverront chaque décade l'état des fusils et pistolets fabriqués, livrés ou restant en magasin et celui des parties d'armes disponibles ; un premier état indiquant les

(1) Hugues, *Les ateliers d'armes à Gap pendant la Révolution*.

(2) Lettre du représentant Delacroix du 4 vendémiaire an III (Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 73).

(3) A. N. AF* II 123 et A. H. G. Reg. A /8 (11 thermidor).

quantités d'armes « livrées cette année » sera envoyé dans les dix jours (1).

Le 8 nivôse, une circulaire demande aux Districts une liste des fabriques d'armes et ateliers de réparations, avec la nature et la quantité de leurs produits (2). Le 28 pluviôse, plusieurs agents nationaux qui ont négligé de répondre sont sommés, sous leur responsabilité personnelle, de s'exécuter dans les dix jours (3). Une circulaire du 13 ventôse astreint les Districts à fournir des états décadaires de production, selon un modèle qui fut modifié le 10 floréal suivant (4) ; le 21, les agents nationaux sont invités à envoyer dans les dix jours, au plus tard, l'état des armes ou parties d'armes qui se trouvent dans les magasins de leurs arrondissements, en indiquant les moyens dont ils peuvent disposer pour en assurer la réparation. Le 18 ventôse, des états décadaires semblables sont exigés des agents nationaux de chaque commune intéressée (5). Le lendemain, le Comité recommande au représentant F. Guiot de rassembler tous les fusils à réparer qui peuvent se trouver dans les communes du Nord et du Pas-de-Calais, de maintenir les ateliers dans la plus grande activité et d'expédier à Paris les armes qu'ils ne pourraient rhabiller en deux mois (6).

C'est l'époque où se préparent les opérations de la campagne de printemps qui doit être décisive : le Comité se préoccupe de combler par tous les moyens les lacunes de l'armement des troupes républicaines ; il s'entoure de renseignements aussi précis que possible sur les ressources latentes dont il peut disposer et s'efforce d'encourager toutes les initiatives.

Plus tard seulement, lorsque la situation militaire se fut éclaircie, on prit le temps de mettre un peu d'ordre dans le chaos des ateliers de réparations. En messidor, l'Agence des armes portatives et la Commission des armes se préoccupèrent d'établir « un mode uniforme de fixation des journées..., et des prix des différentes pièces », car les ouvriers voulaient

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 367, 368 et 392.

(2) A. D. Yonne, L. 512.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 180.

(4) A. D. Yonne, L. 512.

(5) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 641.

(6) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 609.

« maîtriser les entrepreneurs » et réclamaient sans cesse des augmentations de salaires (1). On travailla aussi à réduire le nombre des ateliers. Leur multiplicité, « heureux fruit d'une noble émulation », entraînait « des frais de régie hors de toute proportion avec les produits ». 128 ateliers furent successivement supprimés ; 60 seulement furent conservés « sur les points les plus à portée des armées » ; en frimaire an III, ils livrèrent à la République 10.011 fusils et 2.913 pistolets.

Par ailleurs, la correspondance très active que le Comité entretenait avec les représentants chargés de surveiller les grandes manufactures prouve qu'il n'entendait nullement les négliger au profit de celle qu'il créait à Paris. Des sommes considérables furent dépensées pour les développer ou fournir des avances aux entrepreneurs : plus de 800.000 livres à Saint-Etienne, 385.000 à Libreville, 80.000 à l'ancienne manufacture de Tulle et 110.000 pour la construction de la nouvelle, 70.000 livres à Autun, 416.000 à Clermont-Ferrand, 400.000 à Chambéry, 150.000 à Roanne, 100.000 à Grenoble, 1.010.000 livres à Moulins depuis le 7 ventôse an II, sans compter « quelques avances de fournitures données à des soumissionnaires particuliers dans plusieurs autres communes des départements (2) ».

Ces encouragements, l'action incessante du Comité et des administrations qui lui étaient subordonnées, l'émulation des représentants en mission permirent d'obtenir d'importants résultats. Les manufactures anciennes furent restaurées et développées ; des établissements nouveaux surgirent ; des fabrications partielles s'organisèrent un peu partout. Sans doute, des maladresses furent commises et on essuya beaucoup d'échecs. Il reste que dans l'ensemble les manufactures de province finirent par livrer, chaque jour, environ 600 armes, fusils ou pistolets (3).

(1) A. H. G. *Reg.* A /8 (15 messidor).

(2) Guyton, *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

(3) Même référence et *Souvenirs* de Prieur (de la Côte-d'Or).

CHAPITRE IV

La Fabrication des armes blanches.

I. — SABRES.

On attribuait en partie les défaites de 1793 à l'infériorité de notre cavalerie et surtout aux lacunes de son armement. En septembre 1792, on lui avait enlevé ses mousquetons pour les distribuer aux bataillons de volontaires ; elle manquait aussi de pistolets et de sabres ; ceux qu'elle avait étaient souvent de qualité médiocre. Aussi le Comité songea-t-il de bonne heure à la réorganiser, à augmenter ses effectifs et à la doter d'armes robustes (1).

Depuis la Révolution, « l'empressement du gouvernement » avait incité beaucoup de fournisseurs, ignorants ou cupides, à livrer des sabres dont les uns pliaient comme du plomb, les autres comme du verre (2). Des plaintes très vives parvenaient sans cesse des armées. De Lille, le 28 ventôse, le représentant Florent Guiot écrivait au Comité : « Le 9^e régiment de hussards qui est aux avant-postes m'a renvoyé environ 60 sabres dont il ne peut pas se servir. J'en ai essayé plusieurs ; ce ne sont que des lames de plomb, qui se replient sans efforts et même ne se redressent pas. Surveillez les ateliers de Paris et prenez garde que la cupidité ne s'y combine avec l'aristocratie pour fabriquer de mauvaises armes aux défenseurs de la Patrie (3). »

(1) Voir sur cette question Desbrières et Sautai, *La cavalerie pendant la Révolution*, 2 vol. 1907-08.

(2) *Souvenirs* de Prieur (de la Côte-d'Or).

(3) Au lard, *Recueil*, t. XII, p. 44.

Déjà le Comité avait organisé des épreuves très sévères, dirigées par des « hommes de probité » ; à Paris, « où l'abus était le plus grand », Prieur en donna l'inspection générale à un artiste habile et zélé, le citoyen Régnier, qu'il fit venir exprès de la Côte-d'Or (1).

Mais il ne suffisait pas de réprimer les malfaçons ; il fallait en même temps développer la fabrication. Or, la France ne possédait guère qu'une grande manufacture, celle de Klingenthal. Créée au début du XVIII^e siècle dans la vallée de l'Ehn, en amont d'Obernai (Alsace), elle était dirigée depuis 1786 par J.-F. Perrier et occupait au début de la Révolution un peu plus de 200 ouvriers (2). En septembre 1793, le Comité apprend de Ferry, député des Ardennes, que le travail y diminue de jour en jour : les ouvriers ont peine à se procurer des subsistances et ils se plaignent, par ailleurs, de la tyrannie des officiers d'artillerie (3). Les représentants à l'armée du Rhin s'efforcent de stimuler la manufacture : ils augmentent le nombre et le salaire des ouvriers (4). Le 7 pluviôse an II, le Comité permet au régisseur Perrier, sur sa demande, d'acheter à Paris 100 livres de borax, puis autorise, le 1^{er} ventôse, l'Arsenal de Strasbourg à lui délivrer une certaine quantité de cuivre jaune. Le 14, pressé par le besoin, et rassuré sur le sort de l'Alsace longtemps menacée d'invasion, il proclame qu'« il est instant de tirer parti... des ressources trop négligées » de la manufacture et ordonne à la Commission des armes d'employer « tous les moyens qui sont en son pouvoir » pour y tripler dans l'année la fabrication des armes blanches : elle rendra compte, chaque décade, des succès obtenus ; de son côté, la Commission des approvisionnements « prendra les mesures les plus promptes » pour procurer aux ouvriers « des moyens de subsister tels qu'ils n'aient point de temps à perdre pour les chercher et à un prix auquel leurs salaires les mettent à portée d'atteindre ». Le 5 germinal, l'Administration des subsistances militaires reçoit mission d'assurer à

(1) *Souvenirs de Prieur*.

(2) Helmer, *La manufacture d'armes blanches d'Alsace*. (Revue d'Alsace, 1902, p. 435-461, et 1903, p. 25-47, 197-208, 258-280).

(3) A. N. AF* II 128.

(4) Chuquet, *Wissembourg*, p. 83.

chacun des 350 ouvriers et employés de la manufacture une ration quotidienne de 8 onces (1) de pain, qui pourra être remplacée, deux fois par décade, par 6 onces de viande salée (2).

Les travaux durent reprendre une activité réelle, car l'Agence des armes portatives accorda au directeur Perrier, le 14 messidor, un acompte de 200.000 livres sur les fournitures faites depuis 1793 (3).

Mais en août 1793, la manufacture de Klingenthal était en plein désarroi ; on pouvait craindre qu'elle ne tombât bientôt aux mains de l'ennemi. De toute façon, elle était hors d'état de suffire seule aux besoins immenses des armées républicaines. Le Comité de Salut public se préoccupa donc de susciter des établissements nouveaux. Dès le 26 août, il demande au citoyen P.-A. Liger, fourbisseur à Paris, « les renseignements que son expérience peut lui inspirer pour accélérer et améliorer la fabrication des sabres ». Le 30, il décide en principe l'envoi de commissaires « dans les villes renommées pour la coutellerie et taillanderie, à l'effet de reconnaître celles où il serait possible d'établir des fabriques de baïonnettes et lames de sabres (4) ». Le 9 septembre, il proclame qu'il est « extrêmement urgent » de prendre des mesures promptes et efficaces pour fabriquer des sabres de cavalerie. Or des villes telles que Langres, Moulins, Châtellerault, « renommées pour la coutellerie et la taillanderie, renferment un grand nombre de braves républicains accoutumés à traiter le fer et l'acier, et qui ne demandent qu'à employer leur industrie et procurer de bonnes armes aux défenseurs de notre liberté ». Un commissaire exercé sera envoyé dans chacune de ces villes pour presser les artistes d'entreprendre ce genre de fabrication et les aider de leurs conseils. Le 10, N. Pradier, inspecteur et contrôleur général des armes blanches à l'Arsenal de Paris, est envoyé dans le pays de Langres, son frère J.-A. Pradier à Thiers, et le citoyen Dubenca à

(1) L'once équivalait à la seizième partie de la livre.

(2) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 461 ; t. XI, p. 269 et 526 ; t. XII, p. 171.

(3) A. H. G. *Reg.* 22-a /1.

(4) A. N. AF* II 120 et 121.

Châtellerault ; le 12, J.-B. Huette est désigné pour se rendre à Grenoble, Vienne et Valence (1).

Mais pour développer la fabrication des armes blanches « dans tous les lieux où il y a un grand rassemblement d'ouvriers occupés à faire des instruments tranchants », il était nécessaire de leur enseigner les méthodes adoptées « dans la grande fabrique ». Vandermonde fut invité, le 12 septembre, à se transporter en Alsace à la manufacture de Klingenthal, « pour suivre les détails de tous les procédés... » et les décrire (2). Il partit aussitôt avec un adjoint « pour la partie des dessins », le citoyen F.-A. Rauch. Son travail, commencé le 3 vendémiaire, fut achevé le 16 brumaire. Dans ses *Procédés de la fabrication des armes blanches, publiés par ordre du Comité de Salut public* (3), il étudia successivement la fabrication de la baïonnette, des sabres et des baguettes de fusils ; l'exposé, clair et précis, était accompagné de dix planches.

Cette publication arrivait à son heure. La réorganisation de la cavalerie républicaine était entravée par le manque d'armes (4). Un décret du 17 vendémiaire an II (8 octobre 1793) avait décidé que chaque canton fournirait six chevaux, plus un sabre et deux pistolets par cheval. Mais les représentants du peuple chargés de l'exécuter se heurtèrent à des obstacles presque insurmontables. Boursault écrivait de Rennes, le 23 brumaire : « La majeure partie des cantons exécute mal ou pas du tout la partie de la loi relative à la fourniture des sabres et pistolets... Presque tous s'excusent sur le défaut d'ouvriers et l'éloignement des grandes villes. » Cavaignac dans le Gers, Ichon dans l'Yonne, Faure dans la région de Nancy, Bollet dans le Soissonnais rencontraient des difficultés analogues et parfois essayaient de les résoudre en organisant des ateliers de fortune (5).

Un second décret du 27 brumaire rappela les représentants

(1) A. N. AF* II 121.

(2) A. N. AF* II 120 et 121, et Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 445.

(3) B. V. P., n° 106.963.

(4) Desbrières et Sautai, *ouvrage cité*, t. I, p. 196.

(5) Lettres au Comité de Salut public des 23, 25 et 28 brumaire (Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 400, 407, 409, 410, 453, 532).

qui présidaient à la levée des chevaux ; désormais un représentant serait placé auprès de chacune des armées pour organiser les escadrons de formation nouvelle, avec pleins pouvoirs « pour tout ce qui est relatif au complément des cadres... tant en hommes qu'en chevaux et effets d'armement et d'équipement (1) ».

Mais les arsenaux restaient vides. Jeanbon Saint-André écrivait encore de Cherbourg, le 23 frimaire, qu'il avait besoin de sabres et de pistolets pour assurer la défense de la Manche (2). Le 16 ventôse, Barère dut avouer à la Convention que malgré l'activité constante des manufactures, la cavalerie républicaine, dont on avait accru les effectifs dans des proportions considérables, n'avait pas encore assez d'armes. Un décret voté séance tenante interdit aux « militaires à pied » de porter des sabres de 30 pouces de lame et au-dessus, leur enjoignit de les remettre dans les quinze jours et prescrivit aux Districts de requérir sur-le-champ les armes de ce genre que les marchands, fourbisseurs et simples citoyens avaient dû déclarer en vertu du décret du 25 frimaire (3) et de confisquer celles qui ne l'auraient pas été (4).

Le 17 germinal, une circulaire de la Commission des armes pressa les agents nationaux, « au nom de la Patrie », d'assurer l'exécution du décret ; le 13 floréal, elle fixa le maximum des indemnités à accorder à 26 livres pour les sabres de cavalerie, de dragons, de chasseurs et de gendarmes, et à 38 livres pour les sabres de hussards (5). Le 15 germinal, le Comité requiert encore toutes les lames de ce genre « renfermées dans des cannes ou disposées pour l'être » et interdit expressément « à tout fourbisseur d'en fabriquer de telles pour les marchands... et à ceux-ci d'en employer et d'en vendre (6) ». Le 24 floréal, il arrête que la Commission des armes lui présentera sous deux jours l'état des sabres qui existent à Paris et

(1) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 490-2.

(2) *Id.*, *Recueil*, t. IX, p. 376.

(3) *P. V.*, t. XXVII, p. 487.

(4) *P. V.*, t. XXXIII, p. 57-63. Le décret du 16 ventôse fut précisé le 18 (*Ibid.*, p. 128-9).

(5) A. D. Yonne, L. 512.

(6) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 383.

autres lieux « et dont on pourra disposer soit actuellement soit prochainement ». Le 25 prairial, il décide que toutes les manufactures suspendront « la fabrication des lames évi-
dées de 26 à 28 pouces, connues sous la dénomination de lames de luxe ou de fantaisie » ; la Commission des armes disposera de celles qui sont déjà fabriquées et en tirera « le parti le plus avantageux pour la République » ; les ouvriers occupés à ce genre de travail forgeront des lames de sabres de cavalerie ou d'infanterie (1).

Réduit par la nécessité à l'emploi de ces expédients précaires, le Comité n'avait cessé de presser la fabrication des armes neuves. Parfois des initiatives locales avaient prévenu ses désirs. D'Amiens, par exemple, les représentants Lebon et A. Dumont écrivent, le 19 août 1793 : « Serruriers, armuriers, fondeurs et charrons ont été requis et travaillent sans discontinuer à réparer les sabres et à fabriquer des piques (2)... » Le 10 septembre, le citoyen Ballas, fabricant d'armes à Sarrelibre (3), propose des sabres dont il a soumis les modèles au représentant Maribon-Montaut (4). Vers la même époque une manufacture d'armes blanches est créée à Metz (5).

Mais l'action des commissaires nommés les 10 et 12 septembre fut particulièrement efficace. Dans la Haute-Marne, le 22 septembre, le Directoire du département arrête que les ouvriers en piques et ceux des ouvriers en fer qui seront requis par le commissaire Pradier travailleront désormais à la confection des sabres de cavalerie. Pradier parcourt les environs de Langres et annonce, le 3 octobre, qu'il enverra sous huitaine des modèles de lames de sabres (6). Le Conseil général de la commune de Nogent-le-Roi où il arrive le 25 septembre décide l'établissement d'une « manufacture (7) ».

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 486, et t. XIV, p. 286 ; A. N. AF* II 123.

(2) *Id.*, *Recueil*, t. VI, p. 30.

(3) Sarrelouis.

(4) A. N. AF* II 128.

(5) *Ibid.*, Lettre reçue le 28 août.

(6) A. N. AF* II 128.

(7) Voir Daguin, *Nogent et la coutellerie dans la Haute-Marne*, p. 18 et suiv., et Lorain, *Les subsistances en céréales dans le district de Chaumont*, t. II, p. XLVI-XLVII.

Plusieurs citoyens soumissionnent aussitôt pour 15.000 lames de sabres ; ils obtiennent, le 9 frimaire, l'autorisation d'installer leurs forges dans une partie de l'église de Nogent-le-Bas ; le District leur accorde, le 4 ventôse, le presbytère de Nogent-le-Haut pour y établir un magasin et prescrit à la municipalité de réquisitionner les ouvriers et les charbons dont ils ont besoin. La « manufacture » de Nogent prospéra. L'un des entrepreneurs, Charles Renaud, qui avait passé marché le 16 frimaire, reçut même une avance (1) et acquit « une réputation méritée par la perfection de son travail et l'art d'imiter celui des manufactures anglaises (2) ». Des manufactures semblables furent organisées à Langres par les citoyens Bertrand et associés (3), qui eurent, semble-t-il, moins de succès et à Chaumont (4). Dès le 26 brumaire an II, le représentant Rühl affirmait que Langres, Chaumont, Nogent possédaient des manufactures de sabres très actives et qui faisaient de très bon ouvrage (5).

Pendant que Nicolas Pradier stimulait le zèle des artisans de la Haute-Marne, son frère aîné agissait dans les départements du Centre. Vers la fin de septembre, il envoyait un long exposé de ses premières opérations : il avait visité plusieurs usines de fer et d'acier le long de la Nièvre et commandé des lames de sabres à Pont-Saint-Ours, près de Nevers (6). Arrivé à Thiers le 10 octobre, il y trouva un terrain favorable à sa mission. Dès 1792, plusieurs couteliers avaient passé des marchés avec le ministre de la Guerre pour des sabres de cavalerie ; l'un d'eux, Pierre Courby, occupait en avril 1793 plus de 600 ouvriers. Au début d'août, le Conseil général de la commune s'était adressé à la Convention pour obtenir

(1) A. H. G. *Reg.* 22-a /1 (13 floréal an II)

(2) D'après Chaptal qui transmet au ministre de la Guerre, avec avis favorable, le 2 germinal an IX, une pétition de Renaud pour être employé à Klingenthal (A. N. F¹² 1309).

(3) Le Comité de Salut public leur permet, le 6 brumaire an III, d'employer 25 prisonniers de guerre autrichiens, et leur accorde, le 22, les trois quarts du prix de 9.105 lames qui n'avaient pas résisté à l'épreuve (Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 643 et XVIII, p. 88, et A. N. AF* II 127).

(4) *Journal des arts et manufactures*, t. I (an III), p. 342-388.

(5) *Archives parlementaires*, t. LXXIX, p. 319-20 et 344.

(6) A. N. AF* II 128.

une fabrication d'armes (1). Pradier fut le bienvenu et il donna un nouvel essor à l'industrie locale. La fabrication des piques fut suspendue ; la municipalité recensa les ouvriers disponibles, mit en réquisition outils et matières premières et rechercha des combustibles ; on utilisa les grilles des églises et les soufflets des orgues furent employés pour activer le feu des forges ; des ateliers furent établis dans la cour de l'ancien collège et à l'église Saint-Jean. Plusieurs entrepreneurs, Courby, Guillemot, Brasset-Lhéraud, Chazaud s'adonnèrent à la fabrication des sabres (2).

Le 13 nivôse, des députés de Thiers offrirent à la Convention douze sabres « pour armer les bras des sans-culottes » et déclarèrent que leur commune en avait fabriqué une grande quantité, « tous prêts à être mis en usage ». Sur leur demande, l'Assemblée chargea le Comité de Salut public « de prendre les moyens de faire fournir les aciers à Lyon à la manufacture de Thiers au prix convenu (3) ». Le Comité n'avait pas attendu cette invitation pour agir. Le 22 frimaire, il avait permis à la commune de tirer des mines en réquisition les charbons dont elle avait besoin (4). Le 30 pluviôse, il astreint divers maîtres de forges de Rives à « fournir entre eux aux fabricants d'armes blanches de Thiers... 180 quintaux par mois d'acier » en ventôse, germinal et floréal, à moins d'ordres contraires des représentants du peuple dans l'Isère (5).

Thiers fournit aussi des baïonnettes, des baguettes et des platines de fusils (6). Le 23 messidor, le Comité se préoccupa de tourner de ce côté les efforts des ouvriers qui continuaient à travailler dans les ateliers de quincaillerie ; il invita la Commission des armes et celle des approvisionnements à se concerter pour leur procurer des fers et des aciers « en affectant des forges et aciéries à leurs besoins » et chargea la Commission des armes d'envoyer dans le district de Thiers 50 milliers d'acier tirés des magasins de Paris (7). Le 20,

(1) Lu à la Convention le 13 août (*Archives parlementaires*, t. LXXII, p. 118).

(2) F. Mège, *article cité*.

(3) *Archives parlementaires*, t. LXXXII, p. 582.

(4) A. N. AF* II 123.

(5) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 248.

(6) Voir plus haut, chap. III, vii.

(7) A. N. AF II 215.

il avait autorisé Courby et Brasset à se rendre à Klingenthal pour « y puiser les connaissances nécessaires à la manipulation et l'épurement des aciers (1) ».

Les premiers essais de ces entrepreneurs, qui avaient passé marché le 15 février 1793 avec le ministre de la Guerre Beurnonville pour une fourniture de 24.000 sabres, avaient été malheureux ; leurs ouvriers manquaient d'expérience et la presque totalité de leurs lames avaient été rebutées. Puis leur arrestation par ordre des représentants du peuple à Lyon avait suspendu leurs travaux. Le Comité de Sûreté générale rendit justice à leur patriotisme et ils se remirent à l'œuvre ; ils suivirent les conseils de Pradier et obtinrent des lames de bonne qualité. Le Comité, sur avis favorable de l'Agence des armes portatives (2), estima qu'il était équitable de leur donner un encouragement qui leur permit de continuer leurs travaux : le 24 messidor, il autorisa la Commission des armes à leur faire payer les trois quarts du prix des lames qui n'avaient pas résisté à l'épreuve, sans que cette faveur pût constituer un précédent pour l'avenir, et à leur verser le surplus d'une avance de 50.000 livres qui leur avait été consentie (3).

La production des artisans de Thiers fut sans doute assez considérable : à une époque où, il est vrai, la dépréciation des assignats battait son plein, 4.500.000 livres restaient dues aux seuls fabricants de sabres (4).

Par contre, à Châtellerault, l'échec fut complet. Le commissaire Dubenca se plaint, dès le 29 septembre 1793, des difficultés qu'il éprouve « relativement aux ouvriers (5) ». Turreau et Francastel, représentants du peuple à l'armée de l'Ouest, viennent à son secours et permettent, le 22 brumaire, de distraire provisoirement de leurs bataillons 50 jeunes gens de la nouvelle levée, reconnus propres à la fabrication des sabres. Le 25, le Conseil général du district décide qu'ils

(1) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 2.

(2) Du 27 prairial an II (A. H. G. *Reg.* 22-a /1).

(3) A. N. AF* II 123. Un arrêté du 22 brumaire an III prescrit encore de leur avancer 70.000 l. sur l'indemnité accordée en messidor, « à la charge pour eux de souscrire de nouveaux marchés ». (AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 88.)

(4) F. Mège, *article cité*.

(5) A. N. AF* II 128.

seront choisis, d'accord avec Dubenca, par des députés du District, de la municipalité et de la Société des Amis de la Liberté. L'atelier des sabres devait être établi dans un ancien couvent de religieuses (1). La Société populaire s'y intéressa vivement. « De toutes parts, écrivait-elle dans une adresse du 5 frimaire, les assignats ont tombé entre les mains de la Société pour l'encouragement des artistes (2)... » Elle avait pris, en effet, l'initiative d'une souscription patriotique pour créer et soutenir la « manufacture ». Son appel fut entendu. Une société très originale se forma dont les actionnaires n'étaient mus « par aucun point d'intérêt personnel » et destinaient aux indigents les bénéfices éventuels de l'entreprise. Mais les résultats furent lamentables. Le 25 prairial, l'Agence des armes portatives accorde à Rivière et C^{ie}, de Châtellerault, un acompte de 12.000 livres sur leurs fournitures de sabres ; mais, à l'épreuve, la majeure partie des lames s'étaient trouvées défectueuses ; l'avance ne portera donc « que sur les montures et fourreaux, qui seront payés en totalité » ; sur les lames défectueuses, « il leur sera déduit le quart seulement », conformément à l'avis de la Commission des armes et poudres, qui ne voulait pas désespérer du succès final (3). Malgré cet encouragement, la manufacture de Châtellerault ne parvint pas à se réhabiliter. Ses chefs péchèrent-ils par inexpérience ou, comme on les en accusa en fructidor, par négligence (4) ? Toujours est-il qu'à la fin de l'an II, la manufacture était à l'agonie et que le 12 nivôse an III le Comité de Salut public en ordonna la suppression ; il consentit pourtant à payer les trois quarts du prix des sabres livrés ou restant à livrer qui ne pouvaient supporter l'épreuve (5).

Une tentative semblable échoua dans le département de l'Isère. La région produisait en abondance des fers de qualité supérieure ; les aciers de Rives jouissaient d'une réputation solidement établie. Aussi le conventionnel Bréard avait-

(1) A. D. Vienne, L. 336 (délibérations des 25 et 26 brumaire).

(2) *Archives parlementaires*, t. LXXX, p. 593.

(3) A. H. G. *Reg.* 22-a /1.

(4) *Registre de la Société populaire de Châtellerault* : Séances des 10 thermidor, 26 et 27 fructidor an II.

(5) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 202.

il proposa le 15, puis le 20 août, d'y créer une manufacture d'armes de toute espèce (1). Le 10 septembre, la municipalité de Vienne rappela au Comité que la ville possédait naguère des établissements de ce genre et qu'il serait aisé de les restaurer (2). Le 12, un commissaire, Huette, fut envoyé à Grenoble, Vienne et Valence pour y organiser la fabrication des armes blanches. En octobre, il établit à Grenoble une « manufacture » et ordonna la construction de bâtiments pour y installer des forges et des meules. Mais il outrepassa ses pouvoirs en mettant l'entreprise au compte de la République. Aussi fut-il rappelé par le Comité, toujours hostile au système des régies directes. Le soin de surveiller l'atelier fut alors confié au District. Le représentant du peuple Gaston s'y intéressa : le 17 pluviôse, il accorda aux ouvriers la ration de pain des soldats et prescrivit d'achever, dans le plus bref délai, « la construction de la meulière à aiguiser les sabres et baïonnettes située près de la ville sur le ruisseau du moulin de Canel (3) ».

Huette avait aussi traité avec des soumissionnaires ; mais leurs lames succombèrent à l'épreuve. L'atelier public lui-même périlita : l'inexpérience des chefs et des ouvriers, la médiocre qualité de l'acier employé, tout contribua à sa ruine. Le District, découragé, suspendit la fabrication. En vain la Commission des armes s'efforça de « soutenir, si possible, cette manufacture » ; elle envoya des instructions sur l'épreuve du billot, invita les maîtres de forges à fournir de meilleurs aciers, chargea l'agent national de découvrir « des citoyens industriels et en état de suivre les opérations ou de les faire suivre par un artiste » et de mettre l'établissement à l'entreprise. Aucun adjudicataire ne se présenta, et le 5 floréal an III, l'agent national demanda à la République « de nouveaux sacrifices ». Mais on avait déjà dépensé 100.000 livres : la suppression de la manufacture, proposée par la Commission des armes le 26 floréal, fut décidée le 6 prairial par le Comité de Salut public (4).

(1) *Archives parlementaires*, t. LXXII, p. 223 et 474.

(2) A. N. AF* II 128.

(3) *Inv. sommaire des Archives départementales*, Isère, série L, t. II, p. 315.

(4) A. N. AF* II 127.

De son côté, le 3 frimaire an II, le procureur général syndic du département de l'Isère avait invité la Société populaire de Vienne à faire revivre les anciennes fabriques de sabres des rives de la Gère ; nous ignorons quelle suite fut donnée à ce projet (1).

En somme, deux des quatre commissaires envoyés par le Comité de Salut public dans les départements échouèrent, à Châtellerault et à Grenoble. Mais les manufactures organisées dans la Haute-Marne, aux environs de Langres et de Nogent, et celle de Thiers dans le Puy-de-Dôme répondirent aux espérances.

Sur d'autres points du territoire, les représentants du peuple ou les autorités constituées provoquèrent des tentatives qui furent parfois heureuses. Florent Guiot annonce, le 27 nivôse, qu'il va monter à Lille un atelier de sabres (2). Prieur (de la Marne) et Garrau découvrent à l'arsenal de Nantes 5.000 lames destinées aux colonies et créent un atelier pour les allonger et les monter ; ils espèrent en tirer 3.000 bons sabres de cavalerie et se félicitent du zèle des ouvriers nantais (3). Le 11 prairial, Guimberteau signale une fabrique de sabres en activité à Rouen : installée dans l'église Saint-Ouen, elle marchait encore le 16 pluviôse an III (4).

Dans la Manche, Coutances, Villedieu et Saint-Lô rivalisèrent pour satisfaire aux besoins des armées de l'Ouest. Le représentant Laurence avait indiqué le 14 août à la Convention les ressources que l'on pourrait tirer de Villedieu (5). Le 2 septembre, Le Carpentier écrivait à Prieur (de la Marne), qui siégeait encore au Comité de Salut public : « Saint-Lô est digne de la République... Nous allons employer... des couteliers pour les lames de sabres ; Villedieu nous fournira des poignées. » Le 7, Prieur le félicitait de son ardeur : « Des armes, des canons et des sabres, voilà ce qui nous est absolument nécessaire. Vous avez sûrement vu à Coutances

(1) *Inventaire*, t. II, p. 610. ☞

(2) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 276.

(3) *Id.*, *Recueil*, t. XII, p. 115, et t. XIII, p. 471 (lettres au Comité, des 2 germinal et 23 floréal an II).

(4) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 34, et t. XX, p. 63 ; A. N. AF* II 127.

(5) *Archives parlementaires*, t. LXXII, p. 162.

un citoyen fondeur... qui m'a écrit pour des sabres. Examinez et veillez surtout à ce que les sabres soient de bonne trempe. J'en ai vu aux armées ; les lames pliaient comme si elles eussent été de plomb. Informez-vous aussi à Villedieu si on pourrait y trouver des ouvriers propres à la fabrication des armes. J'ai vu en passant qu'un grand nombre manquait d'ouvrage faute de matières premières.» Le Carpentier agissait : « Je viens, annonçait-il le 11 septembre, de m'aboucher avec un citoyen de Coutances qui, avec une vingtaine d'ouvriers au moins, va nous faire des lames et des poignées de sabres (1). » Les dangers que courut la Normandie lorsque les Vendéens eurent franchi la Loire surexcitèrent l'ardeur des patriotes. Le Carpentier annonce, le 22 frimaire, que de nombreux ateliers sont établis à Saint-Lô : « Ici on répare les armes, là on forge des lames et des montures de sabres (2)... » Cette activité se soutint jusqu'en fructidor ; plusieurs milliers de lames de sabres furent façonnées, avec assez de succès (3).

La fabrique de Coutances fut moins heureuse peut-être, malgré les encouragements qu'elle regut. Un député du District fait hommage à la Convention, le 2 brumaire an III, de 250 sabres confectionnés à Coutances et demande que cet établissement soit sanctionné et alimenté. La pétition est renvoyée au Comité de Salut public (4) ; il proclame, le 18 frimaire suivant, « que la République a fait des dépenses pour... cette manufacture, que ce serait s'exposer à en perdre le fruit que de juger de son succès sur un premier essai, et que le zèle de ses ouvriers laisse espérer des sabres capables de résister à l'épreuve du billot ; il invite donc la Commission des armes à lui fournir des aciers pour fabriquer 2.400 sabres de cavalerie (5).

Des tentatives intéressantes furent faites dans d'autres régions. Le 11 messidor, l'Agence des armes portatives juge nécessaire de favoriser la fabrication de l'acier et des lames de sabres dans la Haute-Vienne et la Dordogne. « Plusieurs mai-

(1) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 241, 331 et 426-7.

(2) *Archives parlementaires*, t. LXXXI, p. 589.

(3) Lépingard, *article cité*.

(4) *P. V.*, t. XLVIII, p. 20.

(5) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 577.

tres de forges, ouvriers et artistes se sont occupés avec succès de ces objets importants » et annoncent des fournitures prochaines ; mais beaucoup manquent de fonds : 10.000 livres seront distribuées sur-le-champ à ceux qui en auront le plus pressant besoin (1). A Limoges, la manufacture du citoyen Blanchard donnait par décade, vers la fin de l'an II, 140 lames et 340 garnitures de sabres : des encouragements lui furent donnés par l'Agence des armes portatives (2). De même, le 3 fructidor, le Comité requit le moulin des Bordes, propriété nationale, pour le service de la manufacture d'armes blanches de Brives-la-Gaillarde (3).

Une fabrication de sabres de cavalerie fut aussi organisée à Toulouse, sans doute par les soins du représentant du peuple Dartigoeyte (4). Des ateliers du même genre existèrent à La Charité sur-Loire (Nièvre), Rennes, Saint-Omer, Saumur, si l'on en croit le *Journal des arts et manufactures* (5).

Enfin, la « manufacture » de Saint-Etienne produisit aussi des sabres : 970 en septembre 1793, 1.032 en floréal an II (6). Mais elle jouissait d'une assez fâcheuse réputation. Un rapport de l'Agence des armes portatives sur les abus qui se sont introduits dans la fabrication des sabres conclut, le 6 thermidor, à la nécessité de montrer plus de sévérité dans les épreuves, de réduire le nombre des modèles et d'annuler les marchés de tous les soumissionnaires qui se sont engagés à monter des sabres complets avec des lames de Commune d'Armes, car « aucune ne résiste au billot (7) ».

II. — PIQUES ET BAIONNETTES.

En 1792, pour suppléer à la rareté des fusils, on avait entrepris, à Paris et dans les départements, la fabrication de

(1) A. H. G. *Reg.* 22-a /1.

(2) A. H. G. *Reg.* A /8 (2 et 6 thermidor).

(3) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 226.

(4) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 786, et Barrau, *Mémoire présenté en l'an III au Comité*, p. 19 (B. N. Lf¹⁸ 3).

(5) Tome I (an III), p. 342-388.

(6) Galley, *ouvrage cité*, t. II, p. 229.

(7) A. H. G. *Reg.* A /8.

milliers de piques. Mais si la pique pouvait convenir à la garde nationale pour des opérations de police élémentaire, ce n'était qu'un médiocre moyen de défense contre les troupes régulières de la coalition. Carnot, qui avait fait naguère un éloge enthousiaste de la pique (1), revint à des idées plus saines lorsqu'il eût assumé la charge de diriger les armées.

Dès le 30 août 1793, la fabrication des piques est suspendue à Paris ; le 7 septembre, le ministre de la Guerre reçoit l'ordre « d'arrêter la fabrication des grandes piques partout où il a donné des ordres, et de les remplacer par des piques ordinaires, si toutefois elles sont utiles (2) ». Le 20, Robert Lindet et Oudot, en mission à Caen, demandent si les commissaires du Conseil exécutif provisoire, nommés pour presser la fabrication des piques, doivent être maintenus en fonctions ; le 23, Carnot répond affirmativement, mais en des termes qui trahissent son embarras : « Quant à la nature de cette mission, elle a été jugée utile, puisqu'elle a été ordonnée par décret et qu'il faut bien suppléer de quelque manière à la pénurie des fusils. L'expérience prouve, d'ailleurs, que l'arme blanche réussit très bien entre les mains des Français. On ne peut donc discontinuer la fabrication des piques sans un motif puissant, tel que serait, par exemple, celui qui la fait suspendre à Paris : ce motif, c'est la fabrication extraordinaire des fusils qui absorbe tous les fers et tout le temps des ouvriers. Si donc la même raison avait lieu dans votre arrondissement, il serait à propos de changer de même la destination des fers qui seraient plus utilement employés à faire des fusils (3)... »

Ainsi, aux yeux du Comité, l'emploi des piques n'est qu'un expédient sans grande valeur militaire. A la Convention, beaucoup de députés partagent cette manière de voir : lorsque Collot d'Herbois, le 20 septembre, affirme qu'il serait bon de se désaccoutumer des fusils, ses paroles sont accueillies

(1) Le 1^{er} août 1792, sur rapport de Carnot, l'Assemblée Législative avait ordonné à toutes les municipalités de fabriquer un nombre suffisant de piques pour en distribuer à tous les citoyens en état de porter les armes. (Charavay, t. I, p. 409 et suiv.)

(2) A. N. AF* II 123.

(3) Charavay, t. III, p. 194.

par des murmures (1). Le club des Jacobins ne tarde guère à professer des sentiments analogues. Le 9 octobre, Bентаbole y déclare que les piques suffisent pour la garde des villes, mais que tous les fusils doivent être portés aux frontières ; Boulanger, général de l'armée révolutionnaire, et Hébert appuient cette opinion ; une députation est envoyée au Comité pour le prier d'agir en ce sens (2).

Celui-ci attendit pourtant jusqu'à l'hiver pour prendre une décision ferme. Les piques, dit un arrêté du 15 nivôse, sont trop inférieures aux fusils pour qu'on puisse les employer aux armées « si ce n'est dans le cas d'une nécessité absolue » ; il faut donc « diriger l'industrie nationale, le travail des ouvriers, l'emploi du fer, de l'acier et du charbon vers la construction des fusils... » ; la fabrication de toute espèce de piques sera suspendue sur-le-champ ; les Districts enverront à la Section des armes du Comité l'état des ouvriers qui y travaillent et indiqueront « la partie du fusil qu'ils se proposent de fabriquer en échange » : baïonnettes, baguettes, pièces de garniture, pièces de platines ou canons (3).

A cette époque, le Comité, persuadé que les lacunes de l'armement des troupes républicaines expliquaient pour une large part l'insuffisance des résultats militaires obtenus en 1793, travaillait à les combler, et préparait une campagne décisive de printemps. La fabrication des fusils, malgré ses efforts, n'était pas encore aussi active qu'il l'eût désiré. L'expérience avait prouvé, à Jemmapes, puis à Wattignies, que le soldat français excellait dans le maniement de la baïonnette. La fabrication en était relativement aisée. Le Comité s'appliqua à la développer.

Le 8 pluviôse, il proclame que la fabrication des armes blanches « n'est pas dans ce moment au niveau des besoins » et enjoint aux ministres de la Guerre et de la Marine de lui faire parvenir « dans le cours de la décade prochaine des états complets de leurs approvisionnements actuels... ainsi que de leurs ressources prochaines et futures à cet

(1) Voir plus loin, chap. XXIII, 1.

(2) Aulard, *Jacobins*, t. V, p. 452.

(3) A. N. AF* II 121.

égard (1) ». Une circulaire du 22 pluviôse envoie aux agents nationaux des districts les *Procédés de la fabrication des armes blanches* rédigés en brumaire par Vandermonde. « Nous confions à ton zèle le soin de répandre et de faire fructifier les connaissances qui y sont renfermées. C'est à toi de choisir, d'après les connaissances que tu as des localités, les meilleurs moyens pour y parvenir... Il importe de n'en négliger aucun pour procurer de bonnes armes à la République. On n'en aura jamais assez, ni assez tôt... Sollicite, éclaire, encourage tous les artistes de ton district et dusses-tu ne procurer à la République que quelques bonnes baïonnettes au commencement de la campagne prochaine, tu auras bien servi ton pays (2). » Un arrêté du 13 ventôse déclare « que l'arme favorite des Français est la baïonnette, qu'à son aspect les tyrans tremblent et les esclaves fuient, que l'on a fabriqué des piques dans une grande partie de la République et que partout où l'on a fabriqué des piques, on peut fabriquer des baïonnettes » ; ordre est donné aux agents nationaux des districts de requérir pour ce genre de travail « tous les ouvriers... qui en seront capables », de leur faire passer des soumissions, à des prix voisins de ceux de Libreville, Tulle et Armes-Commune : la baïonnette coûtait 3 livres 14 sols 6 deniers à Libreville, 4 livres 8 sols 6 deniers à Tulle, 2 livres 10 sols à Armes-Commune ; les soumissions seront examinées et ratifiées par l'Administration des armes portatives.

Le lendemain 14, le Comité décide qu'il sera fabriqué « cette année, dans l'étendue de la République, 1.200.000 baïonnettes (3) ». Le 15, « considérant que la baïonnette est l'arme des héros, que devant elle échoue la tactique des despotes, qu'elle est le signal ou de la fuite précipitée de leurs satellites ou l'instrument de leur carnage et de leur mort », il arrête qu'un atelier de baïonnettes sera ajouté à la manufacture de Paris : la Commission des armes l'organisera promptement dans les

(1) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 477.

(2) A. D. Yonne, L. 512.

(3) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 507 et 526. Un arrêté du 25 ordonne, en outre, la confection de 1.200.000 fourreaux (A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 714).

« remises, écuries, etc., aboutissant de droite et de gauche à l'ancienne salle des Assemblées nationales ».

Paris donnerait ainsi l'exemple aux départements. Le Comité y mit en œuvre les procédés révolutionnaires auxquels il avait recours chaque fois qu'il désirait obtenir un résultat rapide. Le 16 germinal, il constate « que le besoin de baïonnettes... est extrême » ; or les magasins de Paris renferment « 19.600 baïonnettes brutes » ; mais le nombre des usines construites est insuffisant pour achever ce travail « en peu de temps » ; invoquant la loi du 23 août qui requiert tous les ouvriers pour travailler à la fabrication des armes, il enjoint à plusieurs couteliers de la capitale d'émoudre par décade une quantité déterminée de baïonnettes (1). Par ailleurs, 113 soumissions avaient été recueillies à Paris, avant le 30 pluviôse, pour une quantité de 60.205 baïonnettes dont 15.042 étaient déjà livrées (2).

Dans les départements, l'émulation ne fut pas moins vive. Le 22 ventôse, la Commission des armes et poudres adressa aux agents nationaux des districts une circulaire pressante : « La République a besoin d'armes ; il faut surtout des baïonnettes ; que tous les ateliers des serruriers, forgerons, couteliers, soient convertis en autant de fabriques de baïonnettes... Si nous révolutionnons la terre pour extraire de ses entrailles la foudre, si nous révolutionnons les végétaux pour en retirer la potasse..., nous devons aussi révolutionner les ateliers... »

De son côté, l'Administration générale des armes portatives avait envoyé la veille aux Sociétés populaires une ardente proclamation. Elle célébrait la victoire qui venait « de parcourir en même temps les bords de la Moselle, du Rhin et de la Loire », la reprise de Toulon, « le plus beau port de la République » ; elle annonçait l'extermination prochaine des « derniers brigands de la Vendée ». Cependant, disait-elle, « il n'est pas temps encore de fermer les portes sanglantes de Mars ; il faut un dernier effort... ; les tyrans tiennent en leur puissance Condé, Valenciennes et Le Quesnoy ; il serait

(1) A. N. AF* n 123 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 553, et t. XII, p. 408.

(2) États décadaires de situation de la manufacture de Paris.

déshonorant de ne pas les en chasser bientôt ». Il faut aussi abattre l'Angleterre qui tyrannise les mers. « Des armes ! des armes ! s'écrient les bons républicains, et sa dernière heure est sonnée... La saison qui doit ouvrir aux nombreux patriotes qui couvrent nos frontières une nouvelle carrière de triomphe s'avance à grands pas... » ; fabriquons-leur les armes « qui seules peuvent assurer à la France une paix durable, une paix assise sur les droits sacrés de l'humanité. Que la France ne soit plus qu'un immense arsenal, et que nos ennemis se repentent d'avoir osé porter leurs pieds sacrilèges sur notre territoire... ». Or, « l'immense fabrication de fusils nécessite une bien plus grande quantité de baïonnettes. Les ouvriers en fers et en aciers des différentes communes de la République doivent tous en fabriquer... ». Plus de piques, impuissantes à « seconder l'ardeur des soldats français », mais des baïonnettes ! Sans doute, la « construction » en paraîtra d'abord plus difficile, mais « l'amour de la patrie suppléera à l'expérience... » et au surplus des descriptions du travail seront envoyées aux districts qui en auraient besoin (1).

Ces appels furent entendus. La fabrication des baïonnettes exigeait moins de science et de savoir-faire que celle des lames de sabres ; le travail de Vandermonde, répandu à profusion, et les conseils des commissaires désignés en septembre déterminèrent un grand nombre de couteliers, taillandiers, serruriers, forgerons à s'y adonner. Les représentants en mission, les Districts, les Sociétés populaires s'appliquèrent à encourager les initiatives, à lever les obstacles, à rassembler les matières premières. Bref, des centaines d'artisans se mirent à l'œuvre un peu partout.

A Nogent, dans la Haute-Marne, une proclamation de la Société populaire fit connaître les désirs du Comité. Bientôt tous les ouvriers en fer, fonte et acier qui restaient disponibles furent requis : 77, dont 64 appartenaient à la commune de Nogent, furent affectés aux ateliers de baïonnettes ; ils n'avaient jusqu'alors fabriqué que des ciseaux et réclamèrent des instructeurs ; il est probable qu'ils ne tardèrent pas à acquérir une expérience suffisante (2).

(1) A. D. Yonne, L. 512.

(2) Voir Daguin et Lorain, *ouvrages cités*.

A Thiers, les citoyens Meynadier et Desmontils, qui avaient créé une manufacture de fusils à Clermont-Ferrand, établirent un atelier de baïonnettes. D'autres entrepreneurs, les citoyens Bizet, Chabrol, etc., en fournirent aussi (1).

Dans l'Isère, cette fabrication réussit mieux que celle des sabres. Dès le 30 nivôse, un arrêté du représentant Cassanyès ordonna de verser sur-le-champ à l'arsenal de Grenoble 3.423 baïonnettes livrées par les ateliers de la ville (2). Dans le même département, Allevard posséda une « manufacture » semblable (3) et la Société populaire de Vif annonçait à la Convention, le 21 messidor, que des forges élevées dans son canton préparaient avec succès des baïonnettes (4).

Il semble que d'une manière générale les travaux aient été particulièrement actifs dans les régions frontalières. Les représentants du peuple et les autorités locales y sentaient mieux qu'ailleurs la nécessité de pourvoir aux besoins sans cesse renaissants des armées ; il était avantageux de fixer la fabrication des baïonnettes dans les villes où les troupes avaient coutume de se ravitailler : on évitait ainsi des charrois onéreux et l'on y trouvait une main-d'œuvre habituée depuis de longs mois à travailler pour la guerre.

Les ateliers de l'Isère contribuèrent à alimenter l'armée des Alpes, ainsi que l'atelier de réparations de Gap qui se mit, à partir de floréal, à fabriquer des baïonnettes neuves (5). Au même but devait concourir l'atelier de sabres et baïonnettes que le citoyen Bouché voulut créer à Oullins, près de Lyon, avec l'appui du District de la Campagne de Ville-Affranchie : il offrait de fabriquer 600 baïonnettes par décade, à 3 livres 10 sols chacune ; il évaluait à 12.510 livres la mise de fonds nécessaire ; en messidor, l'Agence des armes portatives se montra favorable à l'octroi d'une avance, pourvu que l'affaire fût dirigée par un entrepreneur (6).

Les produits des départements de Saône-et-Loire et du

(1) F. Mège, *article cité*.

(2) *Inv. sommaire des Arch. dép.*, série L, Isère, t. II, p. 318.

(3) Voir A. H. G. *Reg.* A/8 : délibération du 8 thermidor.

(4) *P. V.*, t. XLI, p. 114.

(5) Hugues, *article cité*.

(6) A. H. G. *Reg.* A/8 : 18 messidor.

Jura recevaient peut-être la même destination. Un atelier de baïonnettes fut installé à Autun, dans les cuisines du ci-devant évêché (1). En messidor, plusieurs soumissionnaires du district de Bellevue-les-Bains (2) réclamèrent le paiement de fournitures antérieures, car il leur fallait renouveler leurs achats de matières premières et de charbons (3). Le 3 thermidor, l'Agence des armes portatives examina une requête de six ouvriers de Salins (district d'Arbois) qui offraient de livrer 2.000 baïonnettes par an. Mais ils demandaient le couvent des ci-devant Cordeliers, six soufflets d'orgues, les fers des églises qui se trouvaient dans les magasins de Salins et dans ceux du District, l'autorisation pour l'un d'eux de se rendre en Suisse afin d'acheter des limes aux frais de la République ; les autorités constituées devaient aussi leur procurer des ouvriers, des matières premières, des voitures. L'Agence se récria : les soumissionnaires ne pourraient-ils restreindre leurs prétentions, consentir, par exemple, à payer le loyer des bâtiments nationaux qui leur seraient accordés ? Sur avis conforme de la Commission des armes, il leur fut écrit en ce sens le 12 thermidor (4).

Dans le Midi, Toulouse fut la grande place d'armes des troupes qui combattaient aux deux extrémités des Pyrénées (5). En germinal, le District requit les municipalités d'envoyer au chef-lieu tous les ouvriers en fer qui n'étaient pas indispensables à l'agriculture. De leur côté, les artisans de la ville se mirent au travail : il y eut jusqu'à 25 soumissionnaires, et l'agent national promettait à la Convention, le 2 germinal, 500 baïonnettes par décade (6). En fait, du 20 germinal au 20 floréal, l'industrie privée donna 362 baïonnettes. Mais la production se ralentit bientôt, malgré les efforts de

(1) Le Téo, article du 4 septembre 1890 dans *le Républicain du Morvan*.

(2) Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire).

(3) A. H. G. *Reg.* A /8 (23 messidor). Plus tard, le 4 messidor an III, le Comité accorde à 21 citoyens de cette commune une indemnité de 40 sols, « seulement pour chaque baïonnette qui aura été jugée bonne à la seconde révision » (A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XXIV, p. 612).

(4) A. H. G. *Reg.* A /8.

(5) Voir Adher, *Les établissements militaires de Toulouse en l'an II et en l'an III* (Bulletin de la Société de géographie de Toulouse, 1904, n° 3, p. 261-282).

(6) P. V., t. XXXIV, p. 38.

l'agent national : 180 baïonnettes seulement en messidor et 74 pour la première décade de thermidor. En effet, les ouvriers étaient souvent arrachés à leurs ateliers et requis pour d'autres travaux urgents ; le manque de fer et de charbon achevait de les paralyser. C'est ainsi que le citoyen Ch. Dumas, qui s'était engagé, le 6 germinal, à livrer par mois 1.000 baïonnettes, dut, faute d'ouvriers, solliciter la transformation de son marché ; il fut convenu, le 6 messidor, qu'il se contenterait d'émoudre par mois 2.100 baïonnettes qui lui seraient fournies toutes forgées (1). Fort heureusement, il y avait dans la région d'autres ateliers qui versaient leurs produits à l'Arsenal de Toulouse : tel celui de Lavaur qui livra « une quantité considérable d'armes et de pièces de rechange pour les fusils (2) ».

Montadour (Saint-Sever) posséda aussi une « manufacture » de baïonnettes, établie au compte de l'Etat, sans doute par quelque représentant en mission. En messidor, les citoyens Dudon et Labrèche qui la dirigeaient refusaient de se charger de l'entreprise, malgré le désir de la Commission des armes ; ils alléguaient l'insuffisance des prix qu'on leur offrait, les dépenses considérables qu'avaient entraînées la formation de leurs ateliers, les frais d'entretien des outils, la rareté des subsistances et l'inexpérience des ouvriers. La fabrication commençait à se ralentir : « les ouvriers vigoureux qui y travaillaient depuis quatre heures du matin jusqu'à six heures du soir, réduits à une livre de pain par jour et exténués de fatigue, manquent déjà de force et se disposent à désertir l'atelier » ; ne pourrait-on leur accorder une livre et demie de pain par jour, plus la ration de viande, « comme c'est l'usage dans les autres ateliers de la République » ? L'Agence des armes portatives estima, le 12 messidor, que ces revendications étaient justifiées ; elle pria la Commission des armes d'intervenir auprès du Comité pour faire étendre à tous les ateliers de ce genre le bénéfice de son arrêté du 5 germinal qui attribuait aux ouvriers de Klingenthal 24 onces de pain et six onces de viande salée. Elle pensait aussi qu'il serait

(1) A. H. G. *Reg.* 22-a /1.

(2) Barrau, *mémoire cité*.

avantageux d'accorder aux chefs de l'atelier de Saint-Sever une indemnité, « au lieu d'augmenter pour eux seuls le prix des baïonnettes ». La Commission des armes entra dans les vues de l'Agence qui, le 25 messidor, décida d'envoyer à Montadour son préposé dans le Sud-Ouest, le citoyen Brigueil, pour prendre les renseignements nécessaires (1).

Non loin de Saint-Sever, à Tartas, dans les Landes, les citoyens Bastia et Barbo avaient établi un atelier de baïonnettes : un arrêté du 2 pluviôse an III les dispensa de rembourser l'avance de 1.200 livres qu'ils avaient reçue et leur alloua même une indemnité supplémentaire de 390 livres (2).

A l'autre extrémité de la région pyrénéenne, dans l'Ariège, tous les maréchaux reçurent l'ordre de fabriquer des baïonnettes et les Sociétés populaires y tinrent la main (3). Dans l'Aude, le citoyen F. Gleizes, de Fouganx, district de Quillan, avait soumissionné ; le 17 floréal an II, le représentant Chaudron-Rousseau requit cinq ouvriers pour travailler chez lui et le Comité de Salut public confirma cette décision le 26 frimaire an III (4).

Plusieurs ateliers du district de Béziers (Hérault) fabriquaient, au dire de l'agent national, plus de 3.000 baïonnettes en trois mois (5). Dans le Gard, les ateliers d'Alais et d'Anduze en fournirent aussi à l'armée des Pyrénées-Orientales (6) ; le représentant Borie vantait, le 12 floréal, l'activité et la bonne tenue de la « manufacture » d'Alais, capable de produire à elle seule 3.000 baïonnettes par mois (7). De son côté, l'agent national du district du Vigan signala à la Convention, le 4 germinal, l'empressement avec lequel ses concitoyens se livraient à cette fabrication (8).

Les villes de l'Ouest rivalisèrent d'ardeur pour alimenter

(1) A. H. G. *Reg.* A/8, 12 et 25 messidor.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 598, et A. N. AF* II 127.

(3) Arnaud, *La Révolution dans l'Ariège*, p. 536.

(4) A. N. AF* II 127.

(5) P. V., t. XLV, p. 171 (23 fructidor an II).

(6) A. Chuquet, *Dugommier*, p. 187.

(7) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 197. Un rapport de la Commission des armes au Comité, du 17 frimaire an III, évalue sa production à 300 par mois. (A. N. AF* II 127.)

(8) P. V., t. XXXIV, p. 82.

les armées qui luttèrent contre les insurgés vendéens et assuraient la défense des côtes. En messidor, le général commandant l'artillerie à La Rochelle propose d'y établir à peu de frais une manufacture de baïonnettes dans une partie des bâtiments de l'ancienne Monnaie. En thermidor, l'atelier de Marennes réclame du fer et des limes (1) ; le district fournissait à cette époque 400 baïonnettes par décade (2). Dans la Dordogne, le District de Ribérac requit, le 3 germinal, tous les serruriers, forgerons, couteliers et armuriers de traiter sans délai pour la fabrication révolutionnaire des baïonnettes avec son agent national. Cet arrêté semble avoir été exécuté ; en tout cas, un atelier fut organisé au chef-lieu (3). La manufacture créée à Bergerac sous l'impulsion du représentant Lakanal comprit aussi des ateliers de baïonnettes (4). En messidor, on espérait que le district de Limoges pourrait bientôt donner 600 baïonnettes par décade (5). Au début de germinal, les représentants Prieur (de la Marne) et Garrau s'occupent d'organiser la fabrication à Nantes et le 23 floréal ils vantent le zèle des ouvriers (6).

Le District de Rochefort, dans le Morbihan, dispose, au 1^{er} thermidor, de 396 baïonnettes fabriquées sur les lieux (7). On en confectionna aussi dans le district de Morlaix ; mais elles revenaient trop cher, à 6 livres 10 sols la pièce : le Comité de Salut public ordonna aux administrateurs, le 13 pluviôse an II, de prendre un prix moyen entre ceux de Klingenthal (2 livres 5 sols 2 deniers), de Libreville (3 livres 5 sols) et de Paris (5 livres 4 sols) (8).

Il y eut des soumissionnaires à Saint-Lô et dans les environs (9) — et aussi dans le district de Mortain (Manche) : le 13 vendémiaire an III, le Comité de Salut public autôrisa

(1) A. H. G. *Reg.* A /8 (28 messidor et 13 thermidor.)

(2) P. V., t. XLII, p. 86 (3 thermidor).

(3) Dubut, *Les ateliers de salpêtre... dans une région de l'Angoumois et du Périgord*, notamment p. 9 et 73.

(4) Labroue, *ouvrage cité*.

(5) A. H. G. *Reg.* A /8.

(6) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 115 (Lettre du 2 germinal) et t. XIII, p. 471.

(7) A. H. G. *Reg.* A /8 (12 thermidor).

(8) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 588.

(9) Lépingard, *article cité*, p. 55.

la Commission des armes à requérir à leur usage de l'acier dans plusieurs communes de la région (1). Un atelier fonctionna à Falaise (2) (Calvados). Le 2 messidor, dans le même département, l'agent national du district de Caen adresse aux ouvriers en fer une pressante exhortation ; déjà, dit-il, un grand nombre de citoyens se sont présentés à son bureau et y ont passé des soumissions ; mais certains ont réclamé un prix supérieur à celui que la loi accorde ; l'Agence des armes portatives, consultée, déclare qu'elle ne peut donner que 4 livres 10 sols pour les baïonnettes du modèle 1763 et 5 livres pour celles du modèle 1777 ; tous les fabricants doivent se consacrer à la défense nationale ; « ce serait un crime à eux de s'occuper d'un travail de luxe lorsque la Patrie a besoin de leurs bras pour forger des armes pour terrasser les ennemis » ; ainsi donc, « que toutes les boutiques de serruriers et autres ouvriers en fer se transforment en ateliers de baïonnettes (3) ».

Dans le Nord, le général Songis avait organisé à Lille des ateliers de baïonnettes. Le 19 ventôse, le Comité les recommanda vivement au représentant Florent Guiot : « Il faut doubler la fabrication... afin d'avoir, au centre de l'armée du Nord, un magasin... pour fournir aux défenseurs de la liberté. Nous t'invitons à voir cette fabrication, à y porter toute ton attention, et à prendre des mesures pour lui donner la plus grande extension. Tu conçois que c'est la célérité dans l'exécution que nous devons surtout rechercher... » Florent Guiot promit le 27, d'y consacrer tous ses soins et annonça, le 10 germinal, que les ateliers de Lille étaient « dans la plus grande activité (4) ». Ils existaient encore au début de l'an III et livrèrent 924 baïonnettes du 21 au 30 brumaire, 435 pendant la première décade de frimaire, 2.070 pendant la seconde (5).

Les Ardennes furent sans doute aussi un centre important de fabrication : deux arrêtés du 18 nivôse an III requièrent quatre militaires des armées de Sambre-et-Meuse et de l'Ouest,

(1) A. N. AF* II 127.

(2) *Inv. sommaire des Archives départementales*, Calvados, série L, t. I, p. 85.

(3) B. N. Lb 41 3931, placard imprimé.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 609, et t. XII, p. 23 et 291.

(5) A. N. D§³ 8, d. 79 : États de situation des ateliers de Lille.

fabricants d'armes blanches à Sedan « et soumissionnaires en cette partie, pour exécuter les nouveaux engagements qu'ils se proposent de contracter » ; le 23 pluviôse suivant, une avance de 3.000 livres est accordée au citoyen Laute, fabricant de baïonnettes à Mouzon (1).

Dans l'Est, le Comité de Salut public éprouva le besoin d'envoyer un représentant du peuple. Le 3 germinal an II, il chargea Lambert de surveiller les manufactures d'armes blanches dans la Haute-Marne, la Côte-d'Or et les départements voisins (2). Peu de renseignements nous sont parvenus sur cette mission, et nous ne pouvons guère qu'indiquer l'itinéraire du représentant (3). Il alla tout d'abord à Belan, dans le district de Châtillon-sur-Seine, et à Dijon où il resta dix-sept jours, passa dans la Haute-Marne, consacra cinq jours à Langres, et, par Auberive, revint à Châtillon. Puis il élargit le cercle de ses opérations, visita Chaumont, Bielle, Nogent, poussa jusqu'à la manufacture d'acier de la Hütte dans les Vosges et revint à Dijon où il se fixa pendant près de quatre décades. Il accomplit encore « différents voyages » de Châtillon à Langres, de Langres à Dijon et de Dijon à Dôle dans le Jura, visita les fonderies et les mines du Creusot, se transporta à Besançon et dans les manufactures d'acier des environs, puis en Alsace, à la manufacture de Klingenthal, et rentra enfin à Dijon, par Bourbonne et Langres. En sept mois, Lambert avait parcouru « sept à huit départements » et « fait environ 800 lieues tant de poste que de traverse » ; sa dépense totale s'était élevée à 6.291 livres 10 sols.

Il résulte de cet itinéraire que sa mission avait un caractère purement technique, qu'il s'occupa des manufactures d'armes blanches, sabres et baïonnettes, et s'intéressa au problème de la fabrication de l'acier. Mais il est difficile de préciser quelle fut son action. Les 21 et 29 germinal, il écrit au Comité que beaucoup d'ouvriers sont disposés à organiser à Châtillon une fabrication d'armes et de baïonnettes ; il demande

(1) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 327-28, et t. XX, p. 204.

(2) A. N. AF* II 123.

(3) D'après le compte rendu succinct qu'il fit de ses dépenses, au début de l'an III (B. N. Le³⁹ 205).

de l'acier et l'indication du prix qu'il conviendrait d'accorder aux soumissionnaires ; les ouvriers sont unanimes à réclamer 6 livres par baïonnette ; en vain les a-t-il pressés d'accepter les conditions de l'Administration des armes portatives qui ne veut pas donner plus de 4 livres 10 sols ; ils s'y refusent et « il paraît qu'il faudra renoncer à cet atelier » s'ils n'obtiennent pas satisfaction (1).

A Dijon, 25 ouvriers s'étaient associés pour fournir des baïonnettes et des fusils. Un décret du 10 ventôse avait autorisé le District à leur adjuger, après estimation contradictoire, le cours d'eau « du foulon des Chamoiseurs, situé au-dessous du moulin de Chèvremont », à charge d'y établir dans un délai de quatre mois « les émouleries, polissoirs et forets nécessaires », — et à leur laisser pour trois ans la jouissance gratuite de la partie du bâtiment des ci-devant Jacobins qu'ils occupaient déjà (2). Le 22 floréal, Lambert s'intéressa à cette société qui ne trouvait chez les marchands de l'endroit aucune qualité de fer convenable et requit les citoyens Rochet et Millot, maîtres de forges à Seine-sur-Vingeanne (district d'Is-sur-Tille) de lui fournir, sur échantillons, 1.500 livres de fer par décade (3). Quand il revint à Dijon, deux mois plus tard, Lambert constata de graves abus ; le 28 messidor, il dénonçait au Comité « les brigandages » qu'il avait découverts dans l'atelier des baïonnettes ; il s'efforça d'y mettre fin et songea même à ordonner l'arrestation des coupables (4).

Peu après les journées des 9 et 10 thermidor, il écrivit à la Convention, le 21, pour la féliciter de son énergie. Mais bientôt un décret du 26 rappela la plupart des représentants en mission. Le 1^{er} fructidor, Lambert exposa à la Convention et au Comité de Salut public qu'il surveillait la fabrication des armes « dans un espace d'environ trente lieues de diamètre ». Dix manufactures s'adressaient journellement à lui pour obtenir ce qui leur manquait ; plusieurs d'entre elles seraient déjà tombées sans la présence d'un représentant et elles souffraient plus que jamais du défaut de matières pre-

(1) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 674.

(2) *P. V.*, t. XXXII, p. 328-330.

(3) *A. N. AF* II 218, d. 1882.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 232.

mières. Tout récemment, il s'était rendu au Creusot, pour diriger « des expériences de charbon de terre et de soufre qu'il présumait convenir à la fabrication des baïonnettes » ; il avait essayé d'y ramener l'ordre et la subordination par une proclamation aux ouvriers ; il leur avait fourni des limes, des huiles, dont ils avaient grand besoin. Il serait donc imprudent de priver la région de la surveillance d'un représentant du peuple ; Lambert insistait pour qu'on lui donnât un successeur et pour qu'on lui permit de rester à son poste jusqu'à l'arrivée de son collègue : il lui communiquerait son journal de correspondance. Il rappelait enfin qu'il avait précédemment signalé « des infidélités ouvertement protégées » et il se réservait de dénoncer à son retour les protégés et les protecteurs (1).

Il ne semble pas que Lambert ait été remplacé, mais il déclare dans son compte rendu que sa mission dura sept mois et on peut en déduire que, désigné le 3 germinal an II, il ne rentra pas à Paris avant la fin de vendémiaire an III. Rien n'autorise à croire que son activité ait été vaine. Des ateliers avaient été organisés dans la Côte-d'Or, à Dijon et peut-être à Châtillon-sur-Seine ; dans la Haute-Marne, à Nogent-le-Roi, à Chaumont et sans doute à Langres ; dans le Doubs, à Pontarlier (2), à Besançon et dans les environs. Le 18 vendémiaire an III, le Comité de Salut public accorda, « à titre d'indemnité », aux divers soumissionnaires fabricants de baïonnettes dans le district de Besançon, une somme de 10 sols par baïonnette livrée, et le 21 pluviôse suivant il requit le citoyen Quinchard de continuer à travailler dans l'atelier de Cleret, soumissionnaire de 7.000 baïonnettes à Besançon (3).

A la fin de l'an II, Dulac, commissaire du Comité de Salut public, avait signalé, le 8 thermidor, l'existence d'un atelier semblable à Ornans, dans le même département : « un brave sans-culotte, disait-il, y a levé une petite manufacture de baïonnettes dont le maintien et l'accroissement méritent éloge

(1) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 777, et t. XVI, p. 200.

(2) Les ateliers de Chaumont et Pontarlier sont indiqués dans le *Journal des arts et manufactures*, t. I (an III), p. 342-388.

(3) A. N. AF* n° 127 et Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 324.

et protection » ; il avait commencé avec deux ouvriers et en occupait maintenant 38 ; mais il manquait d'outils et serait réduit au chômage si on ne lui accordait une avance de 400 livres (1).

Des fabrications analogues s'organisèrent un peu partout. Le 11 prairial, le Comité de Salut public accepte en principe les offres des forgerons de Sézanne (Marne) qui ont inventé une machine à forer les baïonnettes et proposent de « fabriquer une certaine quantité de ces armes pour la République », et décide qu'ils recevront une indemnité pour leur invention (2). Une lettre lue à la Convention nationale le 3 thermidor déclare que trois ouvriers du district de Libreval (3) forgent 21 baïonnettes par décade. On fabriqua aussi des baïonnettes à Etampes (Seine-et-Oise), à Bellac (Haute-Vienne), à La Marche (4), à Pau (Basses-Pyrénées), à Saint-Omer (Pas-de-Calais) (5).

Si incomplètes que soient les données que nous avons pu recueillir, elles permettent d'affirmer que les ateliers de baïonnettes furent très nombreux. Il ne faut pas se laisser égarer par l'expression de « manufactures » que l'on retrouve assez souvent dans les textes : elle n'avait pas, au XVIII^e siècle, le sens qu'on lui donne aujourd'hui. En général, les soumissions furent passées, semble-t-il, par de petits artisans qui travaillaient seuls ou avec l'aide de quelques compagnons, parfois aussi par des associations d'ouvriers, et elles ne portaient le plus souvent que sur de faibles quantités. Ces modestes entreprises, dispersées sur tous les points du territoire, occupèrent des centaines, peut-être des milliers d'artisans et les intéressèrent à l'œuvre de défense nationale. Elles prirent assez d'importance pour que le Comité éprouvât le besoin d'en centraliser les produits.

Une circulaire du 19 floréal enjoint aux agents nationaux des districts d'envoyer le plus tôt possible à la Section des armes la situation des fabriques de baïonnettes, de renouveler

(1) A. N. F¹² 1305^b.

(2) A. N. AF* II 123.

(3) Saint-Amand-Montroind (Cher).

(4) Sans doute dans les Vosges.

(5) D'après le *Journal des arts et manufactures*, t. I (an III), p. 342-388,

cet envoi chaque mois et d'indiquer en même temps les soumissions faites par les ouvriers à l'Administration des armes portatives, qui seule peut ratifier celles qui sont avantageuses (1). En thermidor, la Commission des armes réclame de l'Agence des armes portatives un plan d'organisation uniforme des dépôts de baïonnettes dans les départements ; ce travail lui fut envoyé le 18 (2) et servit sans doute de base à l'arrêté pris par le Comité le 14 vendémiaire suivant. Désormais les agents nationaux recevront « toutes les baïonnettes, tant de forge que de lime », qui seront fabriquées dans leur district, après vérification par un expert qu'ils nommeront et qui touchera 1 livre 10 sols par 100 baïonnettes. Dès que les quantités reçues seront suffisantes, ils les enverront dans un certain nombre de dépôts généraux, administrés chacun par un préposé spécial et placés sous la surveillance de la Commission des armes qui y puisera selon les besoins. Tous les mois, les fonds nécessaires pour payer les fabricants seront versés dans la caisse des receveurs de district (3). Une circulaire de la Commission des armes rappelle, aux Districts, le 14 frimaire, les dispositions de cet arrêté et les invite, en outre, à mettre « dans les prix autant d'uniformité que le comporte la différence des localités » ; il serait désirable tout au moins qu'un prix unique fût établi dans chaque district et pour chaque catégorie de travail : baïonnettes finies ou baïonnettes de forge. Il conviendrait d'interroger les hommes de l'art, de tenir compte du coût de la matière première et de la main-d'œuvre et d'assurer un gain légitime aux fabricants. Les projets de tarif seraient soumis, dans le délai d'un mois, à la Commission (4).

Une seconde circulaire du même jour indiqua aux agents nationaux, avec précision, quels seraient à l'avenir leurs devoirs et leur expliqua les motifs qui avaient inspiré l'organisation nouvelle. « Jusqu'ici les fabricants de baïonnettes versaient directement le produit de leur patriotique industrie soit dans les armées, soit dans les ateliers d'armes, suivant

(1) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 362.

(2) A. H. G. *Reg.* A/8.

(3) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 231.

(4) B. N. Lb⁴¹, 2177 et A. D. Yonne, L. 512.

qu'ils se trouvaient plus à portée des unes ou des autres. Ce mode de distribution a pu être toléré tant que la quantité produite n'a pas de beaucoup excédé les besoins. Mais aujourd'hui cette utile fabrication est devenue prodigieusement active. Ce n'est pas seulement dans le voisinage des armées, ce n'est pas seulement auprès des manufactures d'armes et des ateliers de réparations, c'est partout où il existe du fer qu'elle s'est développée avec énergie, et déjà elle ne garde plus de proportion avec l'emploi habituel (1)... »

Pourtant le programme du Comité, qui prévoyait la confection de 1.200.000 baïonnettes en une année, ne fut pas rempli. Il s'en fallut même de beaucoup, si l'on en croit le rapport que Guyton présenta à la Convention le 14 pluviôse an III : quelques mois auparavant, disait-il, il n'existait en France qu'une seule manufacture d'armes blanches ; vingt autres avaient été créées en divers départements ; elles avaient coûté à la République 190.000 livres d'avances ; il évaluait leur production à 3.142 sabres et 4.018 baïonnettes par décade ; il fallait y ajouter la fourniture d'un entrepreneur de Lyon « qui avait rempli en quelques mois un marché de 8.000 sabres ». Mais les chiffres donnés par Guyton comprenaient-ils les livraisons des soumissionnaires particuliers dispersés dans un grand nombre de districts ? Il est difficile de le savoir.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons affirmer que les fabrications nouvelles d'armes blanches contribuèrent à la victoire des soldats de l'an II et qu'elles sont dues à l'esprit d'initiative et à la persévérance du Comité. Prieur de la Côte-d'Or insiste dans ses *Souvenirs* sur l'importance des résultats obtenus grâce à l'augmentation du nombre des fabriques, mais, ajoute-t-il, « cet avantage n'a pas eu la durée que l'on devait espérer : Bonaparte, tendant toujours à remettre les choses sur l'ancien pied, a fait tomber ces établissements en cessant de leur donner des commandes ».

(1) A. D. Yonne, L. 512.

CHAPITRE V

Le problème de l'acier.

I. — LE RÔLE DES SAVANTS.

La confection des outils, des sabres, des baïonnettes et de certaines pièces du fusil exigeait des quantités assez considérables d'acier que l'on tirait d'Angleterre et d'Allemagne en temps ordinaire. La guerre tarissait les sources d'importation à l'heure précise où les besoins grandissaient dans des proportions imprévues. Le 6 septembre 1793, par exemple, le représentant du peuple Perrin annonce au Comité de Salut public que la manufacture de Charleville manque d'acier et qu'un citoyen propose d'en tirer du Palatinat. Le 10, Huart, administrateur en chef des forges de la Chaussade (Nièvre), déclare qu'il ne voit d'autres moyens de procurer à Paris une grande quantité d'acier que de s'adresser au commerce. Le 12, la « Commission centrale des armes » écrit qu'elle vient de s'enquérir auprès des administrateurs des départements du nombre des aciéries, de la nature de leurs produits et des quantités qu'elles pourraient fournir à la consommation de Paris (1).

Mais les rares établissements de France qui se livraient à ce genre de fabrication employaient, en général, des procédés empiriques dont ils conservaient le secret avec un soin jaloux, et ne fournissaient guère que des aciers médiocres. Le Comité de Salut public voulut mettre un terme à cette situation qui était à la fois dangereuse et humiliante : chargé d'organiser la fabrication extraordinaire des armes, il s'efforça d'en tirer

(1) A. N. AF* II 128.

tous les éléments du sol national et d'affranchir définitivement la France du tribut qu'elle payait sous l'ancien régime à l'étranger. Les savants dont il aimait à s'entourer lui fournirent les moyens de réaliser ce programme.

La science française venait précisément de découvrir la véritable théorie de la formation de l'acier (1) ; elle avait déterminé les meilleurs moyens de l'obtenir et démontré que les minerais du Cher, de l'Allier, de la Nièvre, de la Haute-Saône, de l'Isère et de l'Ariège étaient capables de donner d'excellents produits ; mais les résultats de ses travaux n'avaient pas été vulgarisés (2). Le Comité y pourvut. Un arrêté du 7 septembre 1793 proclame « qu'il est nécessaire d'encourager la fabrication de l'acier » et d'en « faire connaître tous les procédés aux artistes » ; les citoyens Monge, Vandermonde et Berthollet rédigeront « un ouvrage pratique avec des planches sur la fabrication de l'acier de forge et de cémentation » ; cette instruction, tirée à 1.500 exemplaires, sera distribuée « à tous les citoyens travaillant en fer et en acier qui témoigneront le désir d'établir des fabriques d'acier ». Le 13 brumaire, Carnot annonce à la Convention que les savants ont terminé cet ouvrage ; le 16, le Comité ordonne qu'il sera imprimé à 15.000 exemplaires et répandu « avec profusion (3) ». Le 15 frimaire, il le transmet à tous les agents nationaux des districts (4).

L'*Avis aux ouvriers en fer sur la fabrication de l'acier* parut sous la forme d'une courte brochure de 34 pages in-4°, accompagnée de cinq planches (5). Les auteurs distinguent trois sortes d'aciers : acier naturel, acier de cémentation, acier fondu, et ils exposent avec une grande clarté les procédés qui permettent de les obtenir.

Pour l'acier naturel, qui se tire immédiatement de la fonte par une simple fusion, ils indiquent la méthode pratiquée notamment en Styrie et en Carinthie, d'après les observations autrefois recueillies sur les lieux par Hassenfratz.

(1) Les progrès récents de la chimie avaient permis de démontrer que l'acier n'était autre chose que du fer combiné avec une faible proportion de charbon.

(2) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire an II.

(3) A. N. AF* II 121.

(4) A. D. Yonne, L. 512.

(5) B. V. P., n° 106.963.

L'acier de cémentation se forme, au contraire, « par le moyen d'un ciment dont on entoure des barreaux de fer dans une caisse disposée au milieu d'un fourneau où ils éprouvent un grand feu ». Les Anglais s'adonnent presque exclusivement à ce genre de fabrication ; ils y emploient les meilleurs fers de Suède qu'ils achètent fort cher. Mais des expériences ont prouvé que des fers du Berry ou du ci-devant comté de Foix, « forgés et corroyés avec soin », donnent des aciers de même qualité. En dépit de préjugés très répandus, « il n'y a point de secrets pour la composition du ciment ; les Anglais n'emploient que le charbon de bois réduit en poudre... ; la seule condition essentielle est que le fer s'imprègne de la substance même du charbon d'une manière uniforme et jusqu'au centre... ». Suit une description des procédés usités à Newcastle et quelques conseils pratiques. On obtient ainsi de l'acier poule ou « boursoufflé » que l'on soumet d'ordinaire à la forge avant de le livrer au commerce.

L'acier fondu résulte de la fonte de l'acier naturel et surtout de l'acier de cémentation. « L'état liquide que prend le métal dans cette opération fait disparaître les cendres et les pailles et donne plus d'uniformité à toutes les parties de l'acier. » Les auteurs rappellent la description donnée par Jars (1) de la méthode suivie à Sheffield et signalent que « l'une des grandes difficultés que l'on rencontre dans ce pays pour fondre l'acier, c'est de se procurer de bons creusets ; l'art de la poterie, vraiment important dans toutes ses parties, est l'un de ceux qui sollicitent le plus notre industrie ».

L'ouvrage s'achève par des considérations sur les propriétés particulières de chacune des trois espèces d'acier et sur les usages auxquels elles se prêtent. Les auteurs déclarent que l'acier cimenté leur paraît « mériter le plus d'attention, parce qu'il est facile d'en faire partout de petits établissements, avec des frais peu considérables et avec la promptitude qu'exigent les besoins, et parce qu'il se prête facilement

(1) Jars, métallurgiste célèbre du XVIII^e siècle (1732-1769). Après sa mort, son frère publia les résultats de ses études dans *Voyages métallurgiques ou recherches et observations sur les mines et forges de fer, la fabrication de l'acier faites depuis l'année 1757 jusques et y compris 1769, en Allemagne, Suède, Norvège, Angleterre et Ecoisse*, Lyon, 1774-81, 3 vol. in-8°.

à tous les usages » ; il convient notamment à la fabrication des ressorts et des sabres.

Les savants de premier ordre qui rédigèrent l'*Avis aux ouvriers en fer* ne croyaient pas déchoir en vulgarisant les données positives de la science et en étudiant leurs applications pratiques. Ils savaient allier la clarté à la précision. Leur exposé était de nature à dissiper l'espèce de mystère qui entourait les opérations de la métallurgie et à guider dans leurs travaux les maîtres de forges et les artisans.

Au reste, le Comité ne cessa d'encourager les recherches qui tendaient à préciser les connaissances déjà acquises et à perfectionner les procédés. Dès le 5 septembre 1793, il avait autorisé le citoyen Potter à faire à Chantilly et dans les environs des expériences sur la fabrication de l'acier ; les autorités constituées devaient « lui procurer toutes facilités pour l'emploi des ouvriers et des machines (1) ». Mais il apprend, le 11, que le maire de Chantilly, Hautin, s'était permis, « sous de vains prétextes », de faire arrêter le citoyen Potter. Il ordonne de le relâcher sur-le-champ et mande Hautin à Paris. Celui-ci sut se disculper : il ignorait la mission confiée à Potter, contre lequel il avait reçu des dénonciations de nombreux citoyens et de la Société populaire de Vineuil (2). Le 13, le Comité se réserva de statuer ultérieurement sur le sort de Potter (3). L'incident est significatif : il prouve quelle importance on attachait en 1793 aux recherches sur l'acier. Il est probable que Potter ne tarda pas à reprendre ses essais : Carnot cite, le 13 brumaire, la manufacture de Chantilly comme l'une de celles qui bientôt suffiront à tous les besoins (4).

Sans doute, le 19 messidor suivant, le citoyen Chaffle se plaignit amèrement de n'avoir pu obtenir audience de Prieur de la Côte-d'Or, et demandait à Robert Lindet de conférer de nouveau avec lui sur les moyens qu'il avait de tirer le fer et l'acier du minerai sans le réduire en fonte (5). Mais il est

(1) A. N. AF* n° 121.

(2) Vineuil-Saint-Firmin (Oise).

(3) A. N. AF* n° 11 21 et Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 413 et 460.

(4) *Rapport à la Convention*.

(5) A. N. F¹² 1305a.

probable que les savants qui présidaient aux travaux de la Section des armes n'avaient pas pris cette offre au sérieux.

Parfois aussi les prétentions excessives de certains praticiens se heurtèrent à de légitimes résistances. Le citoyen Tembé, qui avait réussi, à Avignon, à couler du fer en acier, réclamait une récompense de 200.000 livres. L'Agence des armes portatives se déclara, le 27 messidor, hostile à semblable dépense, et proposa de renouveler les épreuves à Paris, « sous les yeux d'habiles maîtres en métallurgie et en chimie, et surtout d'artistes intelligents et inaccessibles à l'envie » ; le cas échéant, on pourrait placer Tembé « à la tête d'une manufacture naissante (1) ». Cet avis prévalut : un arrêté du 18 frimaire an III requiert « les citoyens Pierre Tembé, artiste, et J. Duplessis, son beau-père, tous deux domiciliés à Marseille... pour rester à Paris autant de temps que la Commission des armes... jugera nécessaire de les y retenir pour les expériences de cémentation d'acier pour laquelle ils y ont été appelés (2) ».

Mais on peut supposer que le Comité de Salut public attachait plus de prix aux travaux désintéressés de savants tels que Clouet qui fut, le 15 pluviôse an III, rappelé des Ardennes où il dirigeait les forges nationales de Dagny et de Givonne pour continuer à Paris ses recherches « sur le perfectionnement de la fabrication de l'acier et particulièrement de l'acier fondu ». De même, le 14 fructidor an III, Darcet et Jumelin furent chargés « de continuer les travaux que l'un d'eux avait commencés pour le perfectionnement de l'art de traiter le fer et l'acier » et reçurent à cet effet 6.000 livres (3).

II. — LES ACIÉRIES.

Le Comité de Salut public n'avait pu attendre les effets

(1) A. H. G. *Reg.* A /8.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 486.

(3) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XX, p. 36. Sur les résultats des recherches de Clouet, voir le *Rapport fait à l'Institut national (Classe des sciences physiques et mathématiques)*, par Guyton et Darcet, en l'an VI (*Journal des mines*, n° 45, volume VIII, prairial an VI, p. 703-718).

de la propagande scientifique dont il prenait l'initiative. En 1793, il lui fallut approvisionner sans retard les manufactures d'armes et en particulier celle de Paris. Dès le mois de septembre, ayant appris qu'Amboise possédait « une superbe manufacture de limes et d'acier », fort bien outillée, il appela aussitôt les administrateurs à Paris ; ils demandèrent qu'on exemptât de la réquisition militaire leurs ouvriers et employés. Le Comité leur accorda « les secours nécessaires » et ils passèrent avec le ministre de la Guerre « des marchés considérables ». Le 13 brumaire, Carnot déclare que « la fabrique d'Amboise sera incessamment dans la plus grande activité (1) ». Le 1^{er} nivôse, le Comité autorise encore le directeur « à se procurer, même parmi les fers actuellement mis en réquisition..., jusqu'à concurrence de 35 milliers de fer de qualité et échantillons convenables à la cémentation » et invite les autorités constituées « à favoriser de tout leur pouvoir ses opérations (2) ».

Plus près de Paris, à Souppes, au sud du département de Seine-et-Marne, existait une manufacture semblable sur laquelle le maire de Château-Landon avait envoyé des renseignements le 16 septembre 1793 (3). Le Comité ne tarda guère à en tirer parti. Dès brumaire, l'Administration des armes avait traité avec les entrepreneurs pour retenir tous leurs produits et développer la fabrication (4). Le 17 floréal, elle ordonna de leur délivrer 100 milliers de fers pour être convertis en acier (5). On entreprit même des agrandissements : le 8 vendémiaire an III, le Comité met en réquisition spéciale, pour deux mois, des chevaux qui seront affectés au transport des bois nécessaires aux constructions nouvelles (6) ; le 19 nivôse suivant, le directeur Goiral est requis « de se livrer tout entier » à la surveillance de sa manufacture « et d'en activer les travaux par tous les moyens... sans pouvoir

(1) A. N. AF* II 128 (5, 14, 20 et 21 septembre) et Carnot, *Rapport à la Convention* (13 brumaire). Un décret du 19 septembre « maintient tous les marchés passés avec les administrateurs de cet atelier ». (*Archives parlementaires*, t. LXXIV, p. 484.)

(2) A. N. AF* II 120.

(3) A. N. AF* II 128.

(4) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire.

(5) A. H. G. *Reg.* 22-a /1.

(6) A. N. AF* II 127.

en être distrait pour quelques fonctions que ce soit (1) ».

Le Comité accepta-t-il les propositions de Bruce et C^{ie} qui offrirent au début de septembre 1793 de fabriquer « des grosses limes à la façon d'Angleterre » si on leur fournissait des fonds pour établir deux ou trois forges (2) ? Nous ne savons. Mais il est certain que deux fabriques de limes s'élevèrent à Paris peu après le décret du 23 août et que dès brumaire leur succès paraissait assuré (3).

Enfin des limes furent fabriquées à Nantes par Gaudin et C^{ie} ; le 17 frimaire an II, le Comité de Salut public enjoint au District de lever les obstacles qui empêchent l'entrepreneur d'effectuer ses livraisons, et le 30 pluviôse il requiert divers citoyens de Nantes pour le service de cette manufacture (4).

En effet, les organisateurs de la fabrication extraordinaire des armes s'étaient heurtés dès le début à une grosse difficulté : comment se procurer un nombre suffisant d'outils et surtout de limes (5) ? Car on avait l'habitude de les tirer en majeure partie d'Angleterre ou d'Allemagne. Les établissements d'Amboise, de Souppes, de Nantes et de Paris ne pouvaient satisfaire à toutes les demandes. On dut recourir à de véritables expédients : le 9 brumaire, par exemple, le Comité chargea Monge, Berthollet et Hassenfratz d'essayer un procédé qui permettrait, disait-on, de « remettre en état toutes les limes hors de service sans les détremper et à très peu de frais (6) ». Barère, dans son rapport du 13 pluviôse, insiste sur ce point : « Les limes étaient les outils qui paraissaient laisser le moins d'espérance à obtenir. Le Comité a fait acheter toutes celles qui existaient ; il a mis toutes les fabriques en réquisition ; il a fait donner des avances aux fabricants ; il a fait porter au plus haut degré la quantité de leurs fabrications ; il a créé de nouvelles fabriques. Déjà les magasins sont remplis d'un nombre considérable de limes ; l'approvisionnement n'est

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 358.

(2) A. N. AF* II 128.

(3) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire.

(4) Charavay, t. IV, p. 235, et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 243.

(5) Voir A. N. AF* II 128 (12 septembre 1793).

(6) A. N. AF* II 121.

pas complet dans quelques espèces, mais des fabriques nouvelles vont y pourvoir et ce déficit sera rempli. »

Cet optimisme se trouva démenti par les faits. Un long rapport de l'Agence des armes portatives proclame encore, le 9 thermidor, la nécessité de « nationaliser » la fabrication des limes (1) ; et le 27 du même mois, les représentants Fayau et Guillemardet avouent que les ateliers de la manufacture de Paris « sont dénués de limes (2) ».

Pour les aciers comme pour les limes, le Comité ne se borna pas à répandre les instructions lumineuses des savants de son entourage. Une action plus directe lui parut nécessaire pour vaincre l'esprit de routine et des préjugés solidement enracinés. Aussi envoya-t-il dans les pays de métallurgie des hommes énergiques et éclairés pour améliorer la fabrication et en accroître les produits.

Le département de l'Isère fournissait « la quantité la plus considérable d'acier de forges employé à la fabrication des armes ». Deux arrêtés du 2 octobre 1793 enjoignent au représentant du peuple Deydier de s'y rendre « incessamment » et lui confient des pouvoirs très étendus : il mettra toutes les aciéries en réquisition, donnera à leurs travaux la plus grande activité et s'efforcera d'en tirer « le plus grand produit possible » ; il s'assurera des quantités nécessaires à Saint-Etienne et expédiera le reste à Paris ; « il prendra les mesures les plus certaines pour que dans la suite les envois se fassent successivement et sans retard » ; il fixera les prix de manière à ménager les intérêts de la République tout en garantissant « un bénéfice raisonnable » aux entrepreneurs et ouvriers. Deydier pourra « se faire aider dans toutes les opérations relatives à sa mission par les gens de l'art (3)... ».

Son absence dura deux mois et demi (4). Le 29 nivôse an II,

(1) A. H. G. *Reg.* A /8.

(2) A. N. AF* II 129.

(3) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 183. Voir aussi Carnot, *Rapport du 13 brumaire an II à la Convention* : le Comité chargea le Directoire du département de l'Isère et la municipalité de Rives « d'arrêter, pour le compte de la fabrique de Paris, tous les aciers que l'on ne prouverait pas être destinés à des manufactures d'armes et de les envoyer à Paris » ; il les autorisa aussi à prendre tous les moyens pour accroître la fabrication.

(4) B. N. Le ³⁹ 222.

un arrêté ordonna au ministre de la Guerre de lui rembourser les 1.479 livres qu'il avait dépensées (1). Le Comité, satisfait de l'activité du représentant, ne tarda pas à lui confier successivement deux missions importantes, l'une sur les rives du canal de Briare, pour y rétablir la navigation, l'autre dans l'Eure et l'Orne pour y créer des fonderies de canons de marine (2).

Dès le milieu de frimaire, les magasins de la manufacture de Paris renfermaient « une quantité considérable » d'acier naturel et de cémentation. Le Comité déclare, le 17, qu'il a formé de nouveaux établissements et « pris des moyens pour perfectionner les procédés dans ceux qui existent... » et il se croit en mesure de lever la réquisition dont il avait frappé les aciers détenus par les marchands de Paris (3).

Mais si les besoins présents se trouvaient couverts, le Comité songeait à l'avenir et poursuivait ses efforts pour « nationaliser » l'industrie de l'acier. Ses commissaires parcouraient les régions métallurgiques et les représentants du peuple s'appliquaient à encourager les entreprises existantes, à en former de nouvelles, à surexciter l'esprit d'initiative et l'émulation.

Dans l'Isère, Gauthier et Cassanyès prennent, le 17 frimaire, un arrêté en faveur du citoyen Billaz, « commissaire du Comité de Salut public chargé de surveiller, activer et améliorer la fabrication des fers et aciers dans le département (4)... ». Le 3 nivôse, le Comité affirme une fois de plus que sa richesse en fers permet à la France de produire des quantités suffisantes d'aciers de toutes sortes ; « il suffit de perfectionner les procédés mis en usage dans nos aciéries et de les multiplier... ». L'inspecteur des mines Duhamel, qui a étudié en Allemagne et en Angleterre la manière d'obtenir les aciers les plus estimés (5), visitera les fourneaux et affineries de l'Isère et y portera « le perfectionnement que son expérience, les localités, pourront lui suggérer soit dans

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 284 et 306.

(2) Voir plus loin, chap. X, I et VII, IV.

(3) A. N. AF* II 121.

(4) *Inv. sommaire des Archives départementales*, Isère, Série L, t. II, p. 317.

(5) Voir Cuvier, *Eloge historique de M. Duhamel*.

les opérations de la fonte, soit dans celles de l'affinage, soit enfin dans celles du martelage ». Il entretiendra « une correspondance très suivie avec le Comité... qui a très à cœur de pourvoir de la manière la plus efficace aux besoins de la République et de la mettre par la suite hors de la dépendance des étrangers pour les matières de première nécessité (1) ».

Le 24 nivôse, lorsqu'il confie au représentant du peuple Petitjean le soin de développer dans l'Isère et le Mont-Blanc la fabrication des canons de marine (2), le Comité lui recommande expressément les aciéries de la région et le charge de leur procurer de bonnes fontes. L'« artiste » Lamotte, placé le 9 pluviôse sous les ordres de Petitjean, reçoit des instructions analogues. « Il avisera aux moyens de doubler, de tripler s'il est possible le produit des aciéries, en augmentant dans le même rapport la production de la fonte qui doit les alimenter » ; il se concertera avec Duhamel, commissaire du Comité, qui se trouve déjà sur les lieux (3).

Les autorités locales s'intéressèrent aussi à cette branche de l'industrie. Le 15 messidor an II, le Directoire du département de l'Isère accueille une requête de J.-Cl. Silvestre, fabricant d'aciers à Rives, qui vient d'interrompre ses travaux parce qu'il manque d'eau, de charbon, d'argent et « parce que les ouvriers veulent être payés tant en activité qu'en repos », et il invite le District des Thermopyles (4), au nom de la loi et du salut public, à user de tous les moyens révolutionnaires que la loi met à sa disposition pour rendre à la fabrique Silvestre et à toutes les fabriques du même genre l'activité qu'elles n'auraient jamais dû perdre. Le 6 vendémiaire an III, une « insurrection » des ouvriers des forges de Rives provoque une nouvelle intervention du Département qui reproche vivement au District des Thermopyles son inertie (5).

(1) A. N. AF* II 121.

(2) Sur cette mission, que Petitjean ne put accepter, voir plus loin, chap. VII, 1, et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 498.

(3) A. N. AF* II 121.

(4) Saint-Marcellin.

(5) *Inventaire* ..., t. II, p. 293 et 240.

La région de Rives comptait au début de l'an III environ 30 forges à acier (1). Ses entrepreneurs restèrent sans doute les principaux fournisseurs de l'Etat. Le 30 germinal an III, le Comité de Salut public décida que les aciers requis en 1793 leur seraient payés 140 livres le quintal et ceux qu'ils avaient fabriqués pendant le maximum 85 livres. Le 18 fructidor suivant, il porta à 1 livre 8 sols la livre le prix des aciers « corroyés et étirés » fournis par le citoyen Treillard qui en avait livré à lui seul plus que tous les autres fabricants de Rives (2).

Les départements du Centre attirèrent aussi l'attention du Comité de Salut public. Dès le 18 septembre 1793, il autorisa le citoyen Rambourg « à établir une fabrique d'aciers de forges dans ses usines » de l'Allier et à se transporter à Rives avec un adjoint, le citoyen de Belloy, pour y étudier les procédés en usage (3). Plusieurs maîtres de forges de la Nièvre et de l'Allier suivirent cet exemple : le Comité les détermina à entreprendre le même travail et les envoya à Rives pour y faire une sorte d'apprentissage (4). Quelques mois plus tard, le 19 ventôse, il confie à l'ingénieur des mines Anfry, pour les départements de l'Allier, de la Nièvre et du Cher, une mission semblable à celle de Duhamel dans l'Isère : Anfry se rendra au chef-lieu de chacun de ces départements « afin d'avoir l'état des aciéries qui y sont déjà en activité » et de l'envoyer tout de suite à la Section des armes du Comité. Puis il visitera « chacune de ces aciéries..., fera fabriquer devant lui de l'acier par les procédés ordinaires de l'usine » et ensuite « par les procédés perfectionnés ». Il adressera au Comité des échantillons des produits obtenus dans l'un et l'autre cas, avec « un état des dépenses comparées de chacun

(1) D'après un arrêté du Comité du 10 germinal (A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XXI, p. 399). Un mémoire publié dans le *Journal des mines* (n° 4, nivôse an III, p. 3-23) porte que 15 fourneaux de l'Isère et du Mont-Blanc donnent par an 5 millions de livres de fonte et que les aciéries de l'Isère donnent 12.096 quintaux d'acier.

(2) A. N. AF* II 127. Pour cette région, le *Journal des arts et manufactures*, t. I (an III), p. 342-388, signale des aciéries dans les districts d'Annecy, Grenoble, la Tour du Pin et Vienne.

(3) A. N. AF* II 121.

(4) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire an II.

des procédés » ; il y joindra « des notes sur l'intelligence des ouvriers et sur le plus ou moins de difficultés qu'ils montreront à employer les procédés perfectionnés ».

Une circulaire du 16 germinal, animée du même esprit, organisa une enquête générale : chaque maître de forges enverra, dans les dix jours, à la Section des armes du Comité, « un échantillon de la mine qu'il emploie, de la fonte qu'il raffine, du fer et de l'acier qu'il obtient » ; il indiquera avec précision la position des usines, leur production, la quantité de livres de charbon dépensées pour obtenir la fonte, le fer ou l'acier (1). Ainsi le Comité voulait renforcer par les leçons de l'expérience les enseignements donnés par l'*Avis aux ouvriers en fer* et soumettre à l'examen des savants de son entourage les résultats acquis sur les différents points du territoire. Cette enquête lui donnerait les moyens de découvrir les lacunes de l'industrie nationale, d'y porter remède, de corriger les erreurs ou de vaincre la mauvaise volonté d'une main-d'œuvre ignorante.

Le représentant du peuple Roux-Fazillac, qui surveillait alors la manufacture d'armes de Tulle, était arrivé à des conclusions analogues à celles des membres du Comité : « Ne croyez pas, leur écrivait-il le 7 floréal (2), qu'il soit possible à des ouvriers en fer de faire de l'acier à l'aide du seul mémoire que vous avez fait distribuer ; il est trop savant et intelligible seulement pour les ouvriers qui savent en faire. Pour le rendre complet, il faut que vous y fassiez ajouter une narration exacte de tous les procédés... et ne pas craindre d'entrer dans des détails trop minutieux. »

Roux-Fazillac se préoccupait à cette époque d'encourager et perfectionner « cet art utile », en y employant les excellents fers de la Dordogne. Craignant que la manufacture de Tulle ne vînt à manquer de « cette matière précieuse », il avait requis les entrepreneurs d'ajouter une seconde aciérie à leur forge de Miremont ; des forges voisines leur fourniraient « le complément de fonte et de fer qui leur serait nécessaire ». Mais comme « il n'eût pas été possible de former cette nou-

(1) A. N. AF* II 123.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 84.

velle aciérie avec des ouvriers du pays », on s'était adressé à des prisonniers de guerre allemands. « On leur a promis une récompense et ils travaillent dans les deux aciéries qui sont voisines l'une de l'autre ; on a déjà fait de l'acier dans la nouvelle. » En effet, ces établissements fournirent des aciers non seulement à la manufacture de Tulle, mais aussi à celles de Versailles et de Bergerac et aux ateliers d'armes blanches de Limoges (1).

Ce succès partiel ne suffisait pas au représentant. Pour développer la fabrication de l'acier dans la région, il songeait à « y établir une école dans laquelle se rendraient les forgerons et autres ouvriers... ». Mais les Allemands qu'il employait ignoraient la langue française. « Envoyez-moi, disait-il au Comité, un ouvrier qui puisse instruire et manipuler en présence de nos forgerons, et je vous réponds que dans peu le département de la Dordogne pourra fournir de l'acier à toute la République. » Ne pourrait-on d'autre part, dans les pays récemment occupés de Sarrebrück et des Deux-Ponts, requérir des ouvriers aciéristes et les « disperser dans les départements les plus propres à ces sortes d'établissements » ?

Cette idée ne fut reprise qu'au début de l'an III, lorsque les armées de la République eurent solidement occupé le Palatinat : le 6 brumaire, le Comité de Salut public autorise la Commission des armes « à employer dans les manufactures... de la République les ouvriers aciéristes qu'elle pourra tirer du pays des Deux-Ponts et autres d'Allemagne... » ; elle se concertera, en outre, avec la Commission du mouvement des armées de terre « pour découvrir, choisir et employer » tous ceux qui peuvent se trouver parmi les prisonniers de guerre, « en n'employant cependant pour chaque aciérie que trois ou quatre de ces ouvriers (2) ».

Dès la fin de l'an II, Roux-Fazillac et son collègue Romme n'en avaient pas moins créé à Miremont, près de Tulle, une école d'aciérie, qui devait former tous les six mois « un assortiment d'ouvriers » exercés. Leur arrêté du 2 fructidor était précédé d'une proclamation « aux sociétés populaires, fonc-

(1) Languépin, *article cité*.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 640, et A. N. F¹² 1309, d. 3.

tionnaires publics, directeurs des forges et forgerons » ; le 30, la Commission des armes déclara qu'elle ne pouvait « qu'applaudir à l'idée et aux dispositions prises (1).

Ainsi le Comité de Salut public se préoccupa surtout des régions où la métallurgie était particulièrement développée comme l'Isère, la Nièvre, l'Allier, le Cher, la Dordogne. Mais il estimait que l'on ne saurait créer trop d'établissements nouveaux, et il s'appliqua à en provoquer la formation sur l'ensemble du territoire national. Dès le 15 frimaire, une circulaire transmet l'*Avis aux ouvriers en fer* à tous les agents nationaux et les invite « à le communiquer à ceux de nos frères qui sont susceptibles d'en tirer parti, soit comme propriétaires de hauts fourneaux, de forges ou aciéries, soit comme ayant le désir d'élever ou de diriger ces usines ». Il faut que la République sorte « de la dépendance des Anglais et des Allemands » ; elle a « tout ce qui est nécessaire pour fabriquer de bon acier ;... nous sommes même dans une position plus avantageuse que les Anglais, car nous avons toutes les matières premières sur notre territoire » ; déjà on fabrique dans plusieurs départements de l'acier naturel et de l'acier de cémentation, mais en quantités insuffisantes et avec des procédés imparfaits. « C'est pour éclairer les fabricateurs d'acier,... c'est pour garantir les patriotes des suggestions des charlatans, qui font croire que la fabrication de l'acier est un secret, que nous distribuons cet ouvrage. Aide-nous à répandre les lumières qu'il contient, à les propager, et... à fixer en France cette branche d'industrie. Républicain, fais-nous connaître les artistes... qui se destineront à fabriquer de l'acier... ; donne-nous communication des succès qu'ils auront eus et des entraves qu'ils éprouvent ; dès lors, ils nous trouveront prêts à les seconder (2)... »

Le Comité tint ses promesses ; les initiatives individuelles trouvèrent auprès de lui un appui efficace, et ses appels provoquèrent une véritable émulation. Des essais furent tentés dans l'Indre, aux forges nationales de Clavières : vers la fin de l'an III, le fermier Grétre envoya à Paris « un lingot d'acier

(1) A. N. AF II 218, d. 1882.

(2) A. D. Yonne, L. 512.

de cémentation » dont le Comité ordonna, le 23 fructidor, l'examen par des artistes (1).

Il y avait à Pont-Saint-Ours, près de Nevers, une aciérie déjà ancienne : quatre prisonniers de guerre anglais furent mis à sa disposition le 5 prairial an III. Dans le même département, Berthier, propriétaire des forges et fourneaux de Bizy, fut chargé, le 5 ventôse an III, de fournir à Saint-Étienne 8 à 9.000 livres d'acier par mois (2).

Les citoyens Duvernay et Bevières fabriquèrent aussi de l'acier à Rive-de-Gier : le 3 ventôse an III, les maîtres de la forge de Champagnolles (Jura) reçurent l'ordre de leur fournir chaque mois, par préférence, 25 milliers de fers fins (3).

En Saône-et-Loire, un décret du 29 messidor an II, voté sur rapport des Comités de Salut public et des domaines réunis, ordonna d'adjuger au citoyen Simonne, après expertise contradictoire, la forge de Beauchamp (district de Bellevue-les-Bains) (4) et ses dépendances, à charge d'y établir dans les trois mois une fabrique d'acier naturel et de fournir, tant que les besoins de la République l'exigeraient, 100.000 baquettes de fusils par an (5). D'autre part, Dupias, armurier de Mâcon, construisit un fourneau de cémentation, obtint du District la jouissance gratuite de la maison nationale du Jeu de Paume, à charge de fabriquer 3.000 livres d'acier par décade, et sollicita du Comité une avance de 40.000 livres. Mais les échantillons qu'il envoya à Paris parurent impropres à la fabrication des armes. Dulac, commissaire du Comité de Salut public, conseilla pourtant, dans un rapport du 8 thermidor, de lui donner des facilités. Le 12 vendémiaire an III, l'Agence des armes portatives proposa de lui accorder seulement 1.200 livres pour de nouveaux essais qu'elle jugeait indispensables (6).

Dans la Côte-d'Or, Dubois, ancien serrurier de Dijon, essaya de fabriquer de l'acier. Le Comité autorisa le District

(1) A. N. AF* II 127.

(2) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XX, p. 486, et t. XXIII, p. 482.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XX, p. 438, et A. N. AF* II 127.

(4) Bourbon-Lancy.

(5) Décret du 29, complété le 30 (P. V., t. XLI, p. 310-11 et 333).

(6) A. N. F¹⁴ 105.233 et, pour le rapport de Dulac, F¹² 1305 b.

de Langres, le 30 pluviôse an II, à lui fournir certaines terres calcaires et, le 26 fructidor, lui accorda une avance de 12.000 livres et le droit de disposer de « la ci-devant chapelle de Mont-sur-Tille... pour y établir des fours à cémenter (1) ».

De même, Billot, fermier des forges nationales d'Orquevaux (district de Bourmont, Haute-Marne), construisit en l'an III un grand four de cémentation et reçut des encouragements de la Commission des armes (2).

Dans l'Aube, Lecomte et C^{ie} projetèrent de créer « un établissement d'aciérie par cémentation » à Brienne, où se trouvaient réunis, « par la proximité des forges, des forêts et de la rivière d'Aube, tous les avantages propres à féconder en peu de temps cette branche précieuse d'industrie » : le 4 thermidor an III, le Comité leur accorda l'autorisation nécessaire (3).

De Sedan, le 3 pluviôse an II, le représentant Massieu annonce qu'« il va suivre les vues du Comité sur les projets d'une fabrique d'acier, d'après les connaissances et les talents du citoyen Clouet (4) ».

La vieille manufacture de la Hütte, dans les Vosges, continua à fournir des produits de bonne qualité. On y construisit, en messidor an II, une forge nouvelle, sous la direction du citoyen Arnal, commissaire du Comité (5). Elle reçut aussi la visite du représentant Lambert (6) et celle de Dulac, autre commissaire du Comité, qui vers la fin de l'an II insista sur les avantages de l'établissement : abondance du bois, proximité de deux rivières, main-d'œuvre à bas prix, et sur la nécessité de venir au secours de son propriétaire (7).

Dès le 27 septembre 1793, le citoyen Naudet avait transmis au Comité des renseignements sur les aciéries et les forges du Mont-Terrible que des représentants en mission l'avaient chargé de visiter (8).

(1) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 244, et t. XVI, p. 642.

(2) E. Humblot, *La vallée du Cul-du-Cerf*. (*Mémoires de la Société des sciences, des arts... de Saint-Dizier*, t. XI.)

(3) Aulard, *Recueil*, t. XXV, p. 613.

(4) *Id.*, *Recueil*, t. X, p. 382.

(5) L. Bernardin, *article cité* (*La Révolution dans les Vosges*, 2^e année, n° 3).

(6) Voir plus haut, chap. IV, II.

(7) Rapport du 8 thermidor (A. N. F 13 1305 b).

(8) A. N. AF* II 128.

Enfin, il est certain que d'autres établissements surgirent dans le vaste arrondissement confié en l'an II au représentant Lambert (1). D'après le *Journal des arts et manufactures* (2), les districts de Colmar (Haut-Rhin), de Darney et de La Marche (Vosges), de Porrentruy (Mont-Terrible) et de Quingey (Doubs) possédèrent des aciéries.

En Normandie, le citoyen Dumas établit dans la commune de Caumont, canton de Bourgachard, district de Pont-Audemer (Eure), une aciérie et fabrique de limes. Située sur la rive gauche de la Seine, à quatre lieues de Rouen, elle comprenait en l'an III deux fourneaux de cémentation, un four à réverbère, deux forges, un martinet, un laminoir et son fourneau, enfin un atelier pour la fabrication des limes. Elle consommait 30.000 quintaux de charbon de terre de Littry et pouvait livrer jusqu'à 300 limes par jour. L'acier qui en sortait était propre à la confection des outils, des lames, des ressorts, mais jusqu'alors il avait été presque entièrement réservé aux ateliers d'armes auxquels elle devait en fournir 5 milliers par mois (3).

Un fourneau fut aussi construit à Saint-Lô pour des essais d'aciérage que surveilla l'ingénieur Guillot-Duhamel (4).

A Tours, Dinaron père et fils, « tailleurs et trempeurs de limes à l'arsenal », construisirent un fourneau et obtinrent de l'acier ; 400 livres leur furent accordées le 3 pluviôse an III, tant pour le prix des échantillons envoyés à Paris « que pour indemnité et encouragement (5) ».

En Bretagne même, le District de Dinan, d'accord avec le représentant Le Carpentier, songea à établir une manufacture d'acier qu'alimenteraient les forges de Paimpont (6). Le 19 brumaire an III, il se plaignait au Comité du silence persistant de la Commission des armes, prévenue dès le 10 prairial, et il énumérait les avantages que présentait à son avis la situation de Dinan ; il demandait que les produits de l'a-

(1) Voir plus haut, chap. IV, II.

(2) Tome I (an III), p. 342-388.

(3) A. N. F 12 1305 b.

(4) Lépingard, *article cité*, p. 55 et suiv.

(5) A. N. AF* II 127.

(6) Dans l'arrondissement de Montfort (Ille-et-Vilaine).

telier projeté ne fussent pas soumis au maximum. Le 11 frimaire, la Commission d'agriculture et des arts, qui désirait encourager cette initiative, en référa à celle du Commerce : nous ignorons quelle suite fut donnée à cette affaire (1).

Dans le Sud-Ouest, les efforts des représentants Roux-Fazillac et Romme ne restèrent pas isolés. Dès le 11 floréal an II, l'agent national du district de Limoges écrivait à l'Administration des armes portatives que dans les districts d'Yrieix-la-Montagne et de Junien (2) un grand nombre de forges suivaient les instructions du commissaire Pradier l'ainé (3) et obtenaient de l'acier de bonne qualité (4). Le 27 thermidor, Michelet, maître des forges de la Sérierie, est autorisé à quitter ses fonctions de membre du Directoire du district d'Yrieix-la-Montagne pour « se livrer exclusivement aux travaux de ses forges et répondre aux besoins de la République pour l'objet de la fabrication de l'acier (5) ».

En floréal, les représentants Dartigoyte et Beauchamp voulurent créer une manufacture d'acier à Toulouse. Le District avança 3.000 livres aux citoyens Lafforgue et Bagnérès qui envoyèrent à Paris des échantillons de leur travail, les 19 floréal et 8 prairial (6).

Une fabrique d'acier apparaît au début de l'an III à Cap-de-Bosc, commune de Damazan (Lot-et-Garonne). A la fin de prairial, un arrêté accorde au préposé Caballé 3 livres pour chaque livre d'acier marchand qu'il fabriquera pour l'administration ; le fer, le bois, le charbon, la main-d'œuvre « pour mettre le fer en calibre » et les réparations du fourneau resteront à la charge du Département (7).

Le 24 thermidor an II, on lit à la Convention une adresse de la Société populaire de Nogaro (Gers) qui « recommande

(1) Dubreuil, *Le régime révolutionnaire dans le district de Dinan*, p. LV et 123-4, et A. N. F¹² 1305^a.

(2) Saint-Yrieix et Saint-Junien.

(3) Voir plus haut, chap. IV, 1.

(4) D'après une lettre de l'Agence à la Commission des armes, du 2 thermidor (A. H. G. Reg. A/8).

(5) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 89.

(6) Adher, *article cité*.

(7) *Inv. sommaire des Archives départementales*, Lot-et-Garonne, série L, p. 168.

à la munificence nationale le jeune patriote Dupuy qui a découvert le moyen de fabriquer d'excellent acier et qui a converti en 119 livres de ce métal 123 livres de fer provenant des débris du luxe (1) ».

A Toulon, Le Vavas seur, officier d'artillerie, entreprit avec succès, pour les besoins de l'arsenal, une fabrication d'acier de cémentation, d'après les procédés publiés par le Comité de Salut public (2).

Le 12 brumaire an III, le Comité autorisa la Commission des armes à nommer un commissaire pour inspecter les forges de l'Ariège, de l'Aude, de la Haute-Garonne et des départements voisins, rechercher les causes de leur inactivité et y enseigner « la manière de fabriquer l'acier naturel (3) ». Le 15 prairial an III, il ordonna d'établir, « près du fourneau national de Villeneuve d'Olmes, district de Tarascon (Ariège), d'après le plan et sous la direction du citoyen Henry, directeur de la fonderie, une aciérie naturelle (4) ».

D'autre part, le 12 vendémiaire an III, une avance de 40.000 livres fut accordée à deux fabricants de limes et d'acier qui s'installaient à Alais (Gard) (5).

Ainsi se multiplièrent, sous l'impulsion du Comité de Salut public, les tentatives pour intensifier en France la production de l'acier. Sans doute il n'eut pas le temps de réaliser le programme qu'il s'était tracé en septembre 1793. Le 14 pluviôse an III, Guyton insistait de nouveau sur la nécessité de combattre « la malheureuse habitude de recevoir de nos voisins ce que nous pouvons créer par notre industrie » ; les efforts continuels du Comité « pour augmenter, pour perfectionner les aciéries, avaient déjà produit d'heureux effets » ; mais il restait encore, disait-il, « beaucoup à faire pour amener ces établissements à un degré de consistance qui réponde à nos besoins ».

L'œuvre improvisée en pleine tourmente révolutionnaire et guerrière resta donc imparfaite. Le Comité de l'an II dut

(1) P. V., t. XLIII, p. 174.

(2) *Journal des mines*, n° 63, volume XI, p. 239-252.

(3) A. N. AF* II 127.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XXIV, p. 5.

(5) A. N. AF* II 127.

se contenter d'un succès partiel, mais il indiqua la voie à ses successeurs. « C'est aux savants français qui les premiers ont découvert et fait connaître la nature de l'acier et la véritable théorie de sa formation que la Patrie devra la création et la multiplication des ateliers d'aciérie dans la République. » A cet hommage qu'il rendait à ses émules, Fourcroy associait le Comité de l'an II. « Le Comité, dit-il, demande aux sciences de créer l'art de l'aciérie ; les sciences le lui donnent et une instruction claire et suffisamment détaillée, répandue avec profusion, fait élever plusieurs manufactures d'acier dans les lieux où cet art était inconnu ; quelques ateliers anciens rectifient et perfectionnent leurs procédés ; l'aciérie devient bientôt indigène, et cette grande ressource, créée par l'esprit de la Révolution, naturalisée dans nos manufactures, restera comme un bienfait éternel lorsque les oscillations révolutionnaires seront calmées. Les préjugés sur le charbon et les mines, qu'on croyait autrefois peu propres à la préparation de l'acier, disparaîtront de tous les lieux où la possibilité de cette fabrication avait été regardée comme une chimère (1). »

C'est ainsi que par la diffusion des lumières le Comité de Salut public préparait, en pleine crise, cette renaissance économique de la France dont on attribue d'ordinaire tout l'honneur au Consulat, à l'Empire et à la Restauration.

(1) *Rapport à la Convention*, du 14 nivôse an III.

CHAPITRE VI

Les Fonderies en bronze.

I. — LA SITUATION EN 1793.

Le 23 août 1793, Barère n'avait parlé qu'incidemment des canons. De bonne heure pourtant le Comité se préoccupa de doter d'un matériel abondant les armées et la marine de la République.

L'artillerie de terre se servait de pièces de bronze. « Le peu de ténacité du fer coulé, écrit Monge (1), l'épaisseur des pièces qu'on en fait, leur poids font que dans le service de terre leur transport serait souvent impossible et toujours très difficile. » Le cuivre offrait plus de ténacité, mais ne pouvait « résister longtemps à la compression des boulets, qui creuseraient, déformeraient vite l'âme de la pièce ». Aussi avait-on pris le parti de l'allier avec de l'étain, à raison de dix parties de cuivre pour une d'étain : on obtenait ainsi le bronze.

Or, au début de la Révolution, on ne disposait que de deux grandes fonderies, à Douai et à Strasbourg. Rochefort et Toulon « ne fabriquaient guère que des caronades, pierriers, espingoles et ouvrages de gréement pour la marine (2) ». D'autre part, Strasbourg et Douai, situées trop près de la frontière; risquaient de tomber aux mains de l'ennemi. Enfin, les besoins augmentaient en raison directe de l'accroissement des effectifs.

(1) *Description de l'art de fabriquer les canons.*

(2) Guyton, *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

Depuis 1792, sur divers points du territoire, plusieurs administrations locales s'étaient efforcées de créer de nouvelles fonderies. Le Comité sentit la nécessité de tirer parti de ces établissements, de les développer, de les multiplier.

II. — FONDERIES DE PARIS.

Paris lui offrit de grandes ressources. Vers la fin de l'ancien régime, Jacques-Constantin Périer avait acquis une solide réputation de savant et d'organisateur (1). Il avait assuré la distribution de l'eau dans Paris, à l'aide de machines à vapeur, — outillé la fonderie de Romilly, près de Rouen, — terminé la construction des usines d'Indret et du Creusot. Les ateliers de Chaillot, qu'il dirigeait avec son frère, construisirent en 1792 des canons pour la municipalité de Rouen; puis, après le 10 août, pour la garde nationale parisienne. En 1793, les frères Périer mirent au service du Comité leurs talents et leur puissance de production. Le 22 septembre, leur fondé de pouvoirs, le citoyen Richard, lui envoie un mémoire sur les moyens d'augmenter les fabrications d'artillerie dans les fonderies de Chaillot (2). Ces offres furent accueillies avec empressement. Chaillot devint bientôt l'un des centres les plus actifs pour la fabrication des pièces de bronze. Le 4 brumaire an II (25 octobre 1793), alors que le manque de combustible menaçait de paralyser la manufacture de fusils de Paris, le Comité autorisa les frères Périer à faire expédier, pour leur propre compte, jusqu'à trente bateaux de charbon (3). Plus tard, ils travaillèrent aussi à la construction des pièces de marine, et 1.200 bouches à feu de différents calibres sortirent de leurs ateliers (4).

Leur exemple fut suivi : Brézin à l'Arsenal, Héban et Thury transformèrent leurs établissements ou créèrent des fonderies analogues et produisirent des canons.

Malgré leur activité et les faveurs du gouvernement, les

(1) *Notice sur la vie et les travaux de M. Périer*, par Delambre.

(2) A. N. AF* II 128 (analyse).

(3) A. N. AF* II 123.

(4) *Notice* de Delambre.

quatre fondeurs de Paris eurent souvent de la peine à exécuter les commandes dont on les accablait. Le 21 frimaire an II, le Comité de Salut public, considérant que l'obusier est l'une des armes les plus meurtrières employées par l'ennemi et que la République en possède fort peu, ordonne de ne fondre que des obusiers à Paris, pendant deux mois, « à commencer du 1^{er} nivôse » ; les directeurs rendront compte tous les décadis du nombre des pièces fondues et livrées. Mais dès le 28, il se ravise : « Si toutes les fonderies de Paris ne coulaient, pendant deux mois consécutifs, que des obusiers, il en résulterait qu'un assez grand nombre de ces pièces... seraient d'abord inutiles par la difficulté de les garnir d'affûts et... l'on se priverait sans nécessité des pièces de 8 et de 12 que l'on pourrait couler en même temps » ; Périer, Brézin, Héban et Thury se borneront donc à couler des obusiers à la place des pièces de 4, « à commencer du 1^{er} nivôse prochain et jusqu'à nouvel ordre » ; mais pour les pièces de 8 et de 12, « ils continueront leurs services conformément à leurs soumissions (1) ».

Plus tard, le 24 ventôse, voulant « procurer aux armées de la République une artillerie légère de petit calibre et susceptible d'être transportée avec facilité dans les pays de montagnes », c'est aux frères Périer que le Comité s'adresse pour faire couler en bronze, dans un délai de quatre décades, 100 petites pièces dont il indique minutieusement les caractéristiques. Le 25 floréal, les frères Périer reçurent encore une commande « de 100 pièces d'artillerie volante » conformes « au modèle qui a résisté aux épreuves faites par le représentant... Guyton ». Le 11 brumaire an III, le Comité ordonna de procéder à la réception de « pièces d'artillerie légère en bronze » qui venaient d'être achevées par les Périer (2).

Les autres fondeurs de Paris eurent aussi leur part des commandes et des faveurs du Comité. Le 20 pluviôse, il ordonne à l'Administration centrale des armes de délivrer à Brézin jusqu'à 45 milliers de cuivre rouge. Le même jour, il enjoint

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 483.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 691, et t. XVII, p. 715.

au ministre de la Guerre de faire recevoir 5 canons chez Thury, 18 chez Héban, 19 chez Brézin, de leur en procurer le plus tôt possible le paiement, et en outre de faire payer promptement au citoyen Héban 40.000 livres, « à compte de ce qui peut lui être dû pour fourniture de canons (1) ». Le 21 prairial, « voulant porter le nombre des foreries de canons à celui des fonderies établies à Paris, afin que ces deux services s'exécutent avec une activité égale », le Comité autorise « le citoyen Potier, serrurier, proposé par Thury, entrepreneur de bouches à feu », à faire construire « une forerie et les tours nécessaires pour tourner et forer des pièces du calibre de 12 et de 8... dans la partie la plus convenable de la maison des ci-devant Récollets, rue du Bac » ; la Commission des armes lui fournira toutes facilités nécessaires « soit en matériaux, soit en fonds, moyennant sûreté suffisante ». Un arrêté postérieur du 6 vendémiaire an III substitua le citoyen Gaudalet à Potier (2).

En même temps qu'il s'appliquait à développer les premières fonderies créées à Paris, le Comité s'attachait à en multiplier le nombre. Le 20 germinal, il autorise Ferry à établir une fonderie de canons « dans la ci-devant église de la rue du Cherche-Midi » ; la Commission des armes lui fera les avances nécessaires et passera marché avec lui (3). Un arrêté du 18 floréal requiert quatre voituriers de Gretz-les-Tournan (Seine-et-Marne) de transporter aux ateliers de Ferry, « entrepreneur d'une fonderie de canons, rue de Vaugirard, n° 61 », cinquante-six cordes de bois qu'il a achetées dans cette commune. Le même jour, Boudin, ouvrier fondeur, volontaire au 17^e bataillon d'infanterie, est mis à sa disposition (4). Le citoyen Frappier proposa plus tard d'agrandir sa fonderie des ci-devant Grands-Augustins et d'y fabriquer des canons. La Commission des armes indiqua, le 5 thermidor, qu'on pourrait lui céder « trois pièces contiguës » et, le 14, le Comité lui conseilla de s'entendre à ce sujet avec la Commission des revenus nationaux (5).

(1) A. N. AF* II 121.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 229, et t. XVII, p. 102.

(3) A. N. AF* II 124.

(4) A. N. AF* II 123.

(5) Charavay, t. IV, p. 535.

Bref, dès la fin de 1793, Paris possédait quatre fonderies dirigées par les citoyens Périer, Brézin, Héban et Thury, et capables de livrer par an 1.500 bouches à feu (1). Quelques mois plus tard, deux établissements analogues étaient en activité ou en formation. Les efforts du Comité n'avaient pas été étrangers à ce résultat.

III. — LES VIEILLES FONDERIES DE DOUAI ET DE STRASBOURG.

En province, les fonderies anciennes de Douai et de Strasbourg poursuivirent leurs travaux.

1. Au mois d'août 1793, les progrès de l'invasion inspiraient les plus vives alarmes. Letourneur et Delbrel, représentants à l'armée du Nord, songèrent à ordonner l'évacuation de la fonderie de Douai et son transfert à Abbeville (2). Le Comité de Salut public, qui ne voulait pas perdre confiance, s'y opposa. Cette mesure pourrait, disait-il, « exciter des mouvements fâcheux » dans la ville ; elle « causerait au moins un découragement qu'il importe de prévenir ; puisque les circonstances ne le commandent pas, il est prudent d'en écarter même le dessein (3)... ». L'événement justifia cette résolution virile, mais téméraire. Douai échappa à l'invasion et sa fonderie, bien outillée, rendit de grands services. Le Comité décida, le 12 pluviôse an II, qu'elle se consacrerait exclusivement à la fabrication des gros canons : pièces de 16, canons de campagne de 12 et de 8, obusiers de 8 et de 6 pouces. Le directeur devait prendre les mesures nécessaires « pour augmenter le nombre de ses moules, fosses, et approprier toutes les parties de l'établissement » à sa nouvelle destination (4). Les représentants Richard et Choudieu, qui avaient cru devoir enfreindre cet arrêté, furent rappelés à l'ordre le 10 germinal (5).

(1) Guyton, *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

(2) Lettre du 15 août 1793 au Comité de Salut public (Aulard, *Recueil*, t. V, p. 559).

(3) Lettre du 30 août (Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 189).

(4) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 567.

(5) A. N. AF* II 124.

Le Comité confia à la fonderie de Douai des besognes importantes ; le 19 thermidor par exemple, il ordonna d'y conduire toutes les bouches à feu hors de service et celles de calibre étranger que l'on avait trouvées à Landrecies : les pièces étrangères seraient reforées aux calibres français, si toutefois leurs dimensions s'y prêtaient ; l'on mettrait des grains de lumière aux pièces françaises qui en auraient besoin ; toutes les autres seraient refondues (1).

A maintes reprises, le Comité ou des représentants en mission intervinrent pour assurer la bonne marche de l'établissement. Le 13 pluviôse an II, le Comité gourmande l'adjoint du ministre de la Guerre qui tarde à envoyer des fonds à l'entrepreneur Bourguero et l'invite à réparer sa négligence dans les deux jours. Le 30 ventôse, Florent Guiot annonce qu'il a pris un arrêté pour procurer à la fonderie le cuivre rouge qui lui manquait : aussitôt, « les citoyens de Lille... ont porté en foule tout leur cuivre rouge à la municipalité, et les neuf dixièmes en ont fait un don civique (2) ». Bref, durant tout le cours de l'an II, Douai travailla efficacement pour la défense nationale : un arrêté du 9 floréal an III accorde à l'entrepreneur Bourguero des indemnités pour les fournitures de canons qu'il a faites depuis le 27 vendémiaire an II jusqu'au 30 vendémiaire an III (3).

2. Il est certain que la fonderie de Strasbourg ne fut pas non plus négligée. On y conduisit toutes les cloches de l'Alsace (4) et il fut sérieusement question de développer son outillage. Dans une lettre du 23 ventôse à la Commission des armes, le Comité parle d'une troisième forerie et d'un second grand fourneau qu'on veut y établir et la charge de prendre « les mesures qu'elle croira nécessaires (5) ». Plus tard, le District de Strasbourg proposa d'utiliser plusieurs moulins de la ville « pour accélérer le forage des canons », et le 17 germinal, Carnot invita le directeur de la fonderie à examiner

(1) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 708.

(2) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 590, et t. XII, p. 75.

(3) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XXII, p. 497.

(4) Voir la pétition de la Société populaire d'Auxerre, lue à la Convention, le 18 frimaire an II (*P. V.*, t. XXVII, p. 53).

(5) A. N. AF* II 124.

s'il convenait « d'augmenter les moyens de forage en raison du produit de la fonderie (1) ». Nous ignorons si ces projets aboutirent, mais il est probable qu'à la fin de l'an II les ateliers de Strasbourg étaient en pleine activité : le 28 fructidor, le Comité autorisait la Commission des armes à y entretenir « le même service » que par le passé (2).

IV. — NOUVELLES FONDERIES DES DÉPARTEMENTS.

En même temps qu'il utilisait les anciens arsenaux de l'Etat, le Comité sut tirer parti des initiatives prises par les autorités locales ou les représentants en mission pour assurer l'armement des bataillons de volontaires et de réquisition.

Dans la région du Nord par exemple, les autorités constituées de la ville d'Amiens décidèrent, en septembre 1793, la création d'une fonderie de canons ; le 17, le représentant André Dumont sollicitait une prompte approbation des mesures qu'elles avaient prises (3).

De son côté, le Comité de sûreté d'Abbeville réclamait une fonderie à la Convention, le deuxième jour du deuxième mois. « Il ne faut qu'ordonner et la fonderie se trouvera en pleine activité en très peu de temps ; quant aux matières premières, nous en avons déjà une très grande quantité qui ne cesse de grossir et d'affluer tous les jours. Le seul district d'Abbeville nous en a déjà fourni plus de 300 milliers pesant. Les cloches et le cuivre des districts circonvoisins se transportent journellement dans cette ville pour alimenter cet établissement et lui donner ce degré d'activité qu'inspire à tout bon républicain l'amour ardent de la Patrie... ». Le Conseil général de la commune, la Société populaire, le District et le « Comité révolutionnaire du département de la Somme » approuvaient le projet (4).

Nous ignorons si Amiens et Abbeville obtinrent satisfaction.

(1) Charavay, t. IV, p. 321.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 697.

(3) A. N. AF* II 128.

(4) Pièces lues à la Convention le 14 brumaire an II (*Archives parlementaires*, t. LXXVIII, p. 257).

Dans la région du Nord-Est, plusieurs établissements du même genre furent créés. Le *Journal des arts et manufactures* nous apprend que des canons furent fabriqués dans le district de Longwy et dans celui de Pontarlier (1).

D'autre part, les représentants du peuple Jeanbon Saint-André et Prieur (de la Marne) annoncèrent au Comité de Salut public, le 12 août, qu'ils venaient d'ordonner la création d'une fonderie à Metz (2). Chargé d'y veiller, le District réclama l'appui du Comité de Salut public (3) ; ordre fut donné au ministre de la Guerre, le 6 septembre, d'y faire transporter « la statue de cuivre rouge de Nancy (4) », et Dupin écrit le 11 qu'il va faire partir, pour diriger la fonderie, des artistes de Metz qui se trouvent à Paris (5). A Metz furent envoyées les cloches d'une vaste région : on y reçut notamment celles de la commune de Sedan et des districts d'Epernay et de Sarrebourg (6). Le succès ne répondit pas aux sacrifices consentis par le gouvernement. Le 4 prairial, le général de division Favart presse Carnot de désigner « un fondeur qui prenne le gouvernail de ce bel établissement ; il stagne autant par la mésintelligence entre les agents que par l'inexpérience qu'ils laissent apercevoir. Il est prouvé que cette République florissante n'a point assez de fonderies pour fournir à ses nombreuses armées ; ainsi, le Comité de Salut public doit constamment en vouloir une à Metz (7) ».

Vers la fin de l'an II, la Section des armes du Comité déclarait que la fonderie de Metz et celle de Colmar, sur laquelle nous n'avons pas d'autres détails, ne présentaient « aucun résultat avantageux » à cause de « l'impéritie des entrepreneurs » et du « vice de leurs procédés (8) ».

Dans la Meuse, une fonderie de canons fut organisée à Bar-sur-Ornain, avec l'autorisation des représentants Massieu

(1) Tome I (an III), p. 342-388.

(2) Lévy, *Jeanbon Saint-André*, p. 375.

(3) A. N. AF* II 128 (Lettres reçues les 26 et 28 août).

(4) A. N. AF* II 121.

(5) A. H. G. *Reg.* A /5.

(6) P. V., t. XXVII, p. 61, t. XXVIII, p. 253, et t. XXIX, p. 3 (18 frimaire, 14 et 17 nivôse).

(7) Charavay, t. IV, p. 373.

(8) A. N. AF II 23, d. 190, pièce 67.

et Calès. Le Comité n'apprit son existence qu'indirectement et, le 29 germinal an II, marqua sa surprise à l'agent national du district, en lui demandant des éclaircissements (1). Le 25 floréal, les citoyens Caunois et Béon passèrent marché avec l'Administration de la grosse artillerie et le Comité invita le District, le 12 messidor, à mettre promptement à leur disposition les bâtiments où se trouvait installée la fonderie, « à la charge pour eux d'en payer le loyer » ; il décida en outre, le 20, que la fonderie continuerait ses travaux et que les entrepreneurs établiraient leur forerie dans le plus court délai possible : le District leur procurerait « tous les moyens d'accélérer leurs constructions et fabrications (2) ».

Dans la Haute-Marne, on projeta d'établir à Chaumont une forerie au sujet de laquelle le Comité demandait un rapport, le 4 floréal, à l'Administration de la grosse artillerie (3).

Dans l'Yonne enfin, la Société populaire d'Auxerre puis les administrateurs du Département sollicitèrent en frimaire l'établissement d'une fonderie au chef-lieu (4) et le Comité chargea, le 15 floréal suivant, l'Administration de la grosse artillerie de lui présenter un rapport à ce sujet (5).

En Normandie, et en particulier dans la région rouennaise, plusieurs établissements travaillèrent avec succès pour l'artillerie.

Le 10 germinal, le Comité autorise le fondé de pouvoirs des citoyens Orford et Jean frères, fondeurs à Rouen, à faire sortir de Paris des ouvrages en fer fabriqués chez Périer « pour l'assortiment de la forerie de canons de gros calibre qu'ils se proposent d'établir (6) ».

Il existait aussi à Maromme, à une lieue de Rouen, une petite fonderie ; elle offrit en août 1793 de fournir un canon par

(1) A. N. AF* II 124.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 617, et t. XV, p. 3.

(3) A. N. AF* II 124.

(4) P. V., t. XXVII, p. 53, et *Archives parlementaires*, t. LXXXI, p. 102 (séance du 18 frimaire).

(5) A. N. AF* II 124.

(6) A. N. AF* II 124. Voir aussi une réquisition en leur faveur, du 19 germinal, dans Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 457. Nous n'avons pu déterminer s'il s'agissait d'une fonderie en bronze ou en fer coulé.

jour (1). Elle était déjà en pleine activité : douze pièces de 4 qu'elle expédiait à des administrations et à des communes des Côtes-du-Nord et du Finistère furent saisies au début de septembre par les représentants Delacroix, Legendre et Louchet qui craignaient qu'elles ne servissent aux fédéralistes ou aux royalistes. Mais ils écrivaient, le 6, que la fonderie, « supérieurement organisée », appartenait à un « très chaud patriote », membre de la Société populaire, que tous les ouvriers étaient d'excellents républicains et qu'elle pouvait procurer à la République deux canons par jour et un affût ; d'ores et déjà, le directeur offrait 30 pièces de 4, au prix accordé aux frères Périer (2). Carnot répondit en autorisant les représentants à donner à la fonderie toute l'activité possible. Le 20 septembre, les représentants transmirent des offres plus précises du directeur Lefrançois et, le 28, insistèrent encore sur la nécessité de l'encourager. Le 1^{er} octobre, Dupin annonçait qu'il avait invité les intéressés à envoyer l'un d'eux pour traiter avec le ministre et prendre les mesures propres à développer la fonderie (3). Dès lors, Maromme travailla pour l'Etat. Le 23 nivôse an III, le Comité requérait encore un citoyen d'Orléans de s'y rendre « pour être employé en qualité d'artiste (4) ».

La fonderie de Romilly, dans le même district, travailla à la fois pour la Guerre et pour la Marine. Dès septembre 1793, les intéressés demandent à conserver les artistes étrangers qu'ils emploient et qu'il leur serait impossible de remplacer (5). Ils obtinrent sans doute gain de cause. En tout cas, le Comité leur permet, le 7 brumaire (28 octobre), de tirer 60 ou 70 milliers de cuivre de Paris, puis, le 27 nivôse, de construire des chaudières pour le salpêtre, et le 29 pluviôse d'acheter en Suisse « 27.000 quintaux de cuivre propres à la marine » ; la Trésorerie nationale « fera transporter à Huningue la somme de 4 millions, valeur métallique, à rai-

(1) Séance de la Convention du 23 août (*Archives parlementaires*, t. LXXII, p. 682).

(2) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 306-8.

(3) A. N. AF* II 128.

(4) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 440.

(5) Lettre reçue vers le 10 septembre (A. N. AF* II 128).

son de 800.000 livres par mois, à compter du 1^{er} ventôse ». Le 4 ventôse, le Comité autorise les intéressés « à tirer directement de Saint-Etienne en Forez le charbon de terre propre à alimenter leurs fourneaux, pourvu toutefois qu'ils ne nuisent pas aux réquisitions déjà faites (1) ». Le 26, il ordonne de procurer à la fonderie 300 milliers de métal de cloches dont elle fera le départ : elle donnera au cuivre rosette qui en résultera « les formes convenables au service de la marine (2) ». Le 12 germinal enfin, la Commission des approvisionnements est chargée d'assurer au plus tôt les subsistances nécessaires à la nourriture des ouvriers de Romilly (3). Pendant de longs mois, Romilly ne cessa de travailler pour la défense nationale. Un arrêté du 1^{er} vendémiaire an III invite encore Gaspard Monge à s'y rendre pour déterminer la quantité de cuivre qu'elle peut donner à la marine et les moyens de porter son activité au plus haut degré (4).

Dans le département de la Manche, une véritable émulation s'établit entre Saint-Lô et Villedieu. Dès le 14 août 1793, on avait vanté à la Convention l'industrie des citoyens de Villedieu qui pourraient fondre des canons et « des doublages de vaisseaux en cuivre (5) ». Le 2 septembre, le représentant Le Carpentier proclame que Saint-Lô est digne de la République et fournira plus d'une ressource. « L'établissement de la fonderie de canons prend une bonne forme ; je vais lui donner une nouvelle activité. » Chargé d'organiser la levée en masse dans la Manche, il a de sa mission une conception large : « Des hommes, des armes et des munitions, voilà ce qu'il nous faut surtout, voilà ce qui doit absorber tous mes soins. » Prieur (de la Marne) l'approuve au nom du Comité (6) et les autorités locales le secondent dans sa tâche (7). Le

(1) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 76 ; t. X, p. 272 ; t. XI, p. 218 et 333.

(2) A. N. AF* II 123.

(3) A. N. AF* II 124.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 21. Un arrêté du 2 thermidor suivant accorde aux propriétaires un acompte de 500.000 l. sur des fournitures déjà faites. (*Ibid.*, t. XXV, p. 576.)

(5) *Archives parlementaires*, t. LXXII, p. 162.

(6) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 241, 243 et 331.

(7) Lettres du 11 septembre à Prieur (de la Marne) et du 12^e jour du 2^e mois à la Convention (Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 426, et *Archives parlementaires*, t. LXXVIII, p. 518).

19 frimaire, il parle avec enthousiasme des résultats obtenus par les citoyens qui dirigent provisoirement, sous la surveillance du District, la fonderie de Saint-Lô. « C'est un atelier miraculeux qui s'est formé tout à coup (1) et qui réussit parfaitement, sans d'autres secours que ceux du génie simple et de la bonne volonté. Cet établissement est trop intéressant pour ne pas le développer tout à fait. Je travaille dans ce moment à un plan d'organisation pour vous le soumettre bientôt (2). » Et il ajoute, le 22 : « Déjà dix-sept bouches à feu sont sorties du moule, une machine à forer a été heureusement montée, plusieurs canons sont percés (3)... » Le même jour, il donne à la fonderie le titre d'établissement national. De son côté, Jeanbon Saint-André, qui a besoin de canons pour organiser la défense des côtes, songe à en tirer de Saint-Lô et proclame la nécessité d'encourager ses ateliers (4).

Ils étaient dirigés par un *Comité des armes* dont les membres avaient été nommés par le District et la Société populaire et qui comprenait le minéralogiste Guillot-Duhamel. En ventôse, le Comité de Salut public cherche à mettre fin au système de la régie directe ; le 26, il indique au Comité des armes du Rocher de la Liberté (5) les conditions auxquelles seraient astreints les entrepreneurs éventuels ; la Commission des approvisionnements assurerait la subsistance des ouvriers et la Commission des armes fixerait le prix des matières de cloches et cuivres d'églises (6). Malgré le désir du Comité, la fonderie resta au compte de l'Etat. Elle reçut pourtant des agrandissements, obtint avant le 14 messidor 998.176 livres de métal de cloches et 45.326 livres de cuivre, venues de la Manche, de l'Orne et du Calvados ; on y appela même des ouvriers exercés de la Haute-Marne ; enfin elle se livra à l'« épuration » du métal de cloches. Le *Comité des armes* qui la dirigeait ne fut supprimé que le 11 brumaire an III par le

(1) Il avait été créé en principe dès avril 1793 par le District. Les premières pièces furent coulées en septembre et forées le 27 brumaire avec succès.

(2) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 290.

(3) *Archives parlementaires*, t. LXXXI, p. 589.

(4) Lettre du 23 frimaire (Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 376).

(5) Nom révolutionnaire de Saint-Lô.

(6) A. N. AFⁿ II 124.

Comité de Salut public : dorénavant, un commissaire la régirait « au nom de la République » jusqu'à ce qu'un entrepreneur se fût présenté (1). Vers cette époque, elle avait déjà livré 76 bouches à feu (2).

D'autre part, le représentant Bouret s'était efforcé en germinal de ranimer la fonderie voisine de Villedieu (3). Le 29 prairial, la Commission des armes reconnaît que « les habitants de cette commune, accoutumés à travailler les métaux, conviennent à la fabrication des bouches à feu en bronze » et qu'ils ont déployé beaucoup de zèle ; sans avoir reçu d'avances, ils ont, du 11 germinal au 6 prairial, disposé six moules et une forerie où quatre canons sont sur le point de passer ; ils ont, en outre, construit des affûts et des caissons ; bref « peu d'établissements ont procuré des avantages semblables en si peu de temps » ; celui de Villedieu pourrait fournir des caronades à la Marine et alimenter les armées des Côtes (4). Donnée à l'entreprise, la fonderie de Villedieu fut chargée, le 29 messidor, par le Comité de « s'occuper du départ des cloches pour l'approvisionnement » ; le 15 thermidor suivant, 21 ouvriers furent requis pour y travailler (5).

En Bretagne, Jeanbon Saint-André, membre du Comité de Salut public, s'intéressa aux travaux de la fonderie du port de Brest et commanda, en outre, à un entrepreneur, le citoyen Beurier, 50 caronades et des canons, à couler en métal de cloches. Il se préoccupa, d'autre part, d'installer une forerie pour achever les canons « pleins » qui seraient envoyés d'Indret (6). Dès le 13 floréal, le Comité annonçait à l'Administration de la grosse artillerie qu'une fonderie de canons et de caronades, récemment établie à Brest, était en activité (7). A Rennes, une fonderie avait été établie vers la fin de 1792 par un « ci-devant fondeur de cloches ». Il avait livré des canons de 4 à diverses communes. Des représentants du peuple,

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 717.

(2) Lépingard, *article cité*.

(3) Lettres des 10 et 12 germinal (Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 293 et 334).

(4) A. N. AF II 215^a, d. 1846.

(5) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 238 et 604.

(6) Lévy, *Jeanbon Saint-André*, p. 655, 716 et 759.

(7) A. N. AF^a II 124.

chargés d'inspecter les côtes de Bretagne, instruits de ses talents, lui confièrent une commande de pièces de petit calibre. Ses procédés de moulage étaient analogues à ceux de Douai et de Strasbourg ; il employa de vieux canons, des statues de Rennes, du métal de cloches et du cuivre rosette (1).

Dans l'Ouest, Rochefort et Limoges possédèrent aussi des fonderies en bronze : celle de Rochefort était antérieure à la Révolution et Limoges fut choisie plus tard pour y établir un dépôt de métal de cloches. Mais les fonderies nouvelles se multiplièrent surtout dans le bassin de la Garonne et en particulier dans la région toulousaine, pour satisfaire aux besoins des armées des Pyrénées. Le 28 brumaire an II, le Comité de Salut public, estimant qu'elles pouvaient « ou s'entr'aider mutuellement par la communication des procédés ou s'entraver par la consommation des matières, et désirant en même temps profiter de tous les avantages et lever tous les inconvénients », désigna le représentant du peuple Campmas pour étudier sur place l'ensemble du problème, prendre connaissance « de tout ce qui peut être favorable ou désavantageux aux différentes fonderies » et en instruire le Comité par une correspondance suivie (2). Il ne semble pas que Campmas ait accepté cette mission ; les établissements de Cahors, de Montauban, de Toulouse, expressément visés par l'arrêté du 28 brumaire, et celui d'Albi continuèrent à rivaliser.

La fonderie de Cahors avait été créée par les autorités du département du Lot, malgré les défenses des représentants Monestier et Lefiot (3). Il ne semble pas qu'elle ait jamais été bien prospère ; le silence presque complet des documents laisse présumer que son rendement fut médiocre : le 6 floréal an II pourtant, le Comité de Salut public demandait à l'agent national du district des renseignements sur la situation de la fonderie de Cahors et la manière dont elle était administrée (4).

(1) A. H. G. *Correspondance militaire générale*, à la date du 5 pluviôse an II (rapport détaillé du directeur de l'arsenal de Rennes au Comité de Salut public, du 24 nivôse an II).

(2) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 521.

(3) Du 17 juillet 1793 (Lévy, *Jeanbon Saint-André*, p. 364).

(4) A. N. AF* II 124.

Un établissement analogue avait été organisé dans le département voisin du Tarn. Le Conseil général écrivait dès le 19 octobre 1793 à la Convention : « ... Nous avons utilisé des forges ou martinets à cuivre pour fondre des boulets, et de la matière des cloches nous en faisons fabriquer des canons (1). » Ainsi naquit la fonderie d'Albi. Mais en pluviôse le représentant du peuple Paganel, ayant acquis la preuve de la supériorité de celle de Montauban, la réduisit à la fabrication des boulets. « Elle en a déjà envoyé plusieurs milliers à Perpignan, écrivait-il au Comité, et les derniers surtout, au dire des gens de l'art, égalent à très peu près la perfection de ceux qu'on fabrique dans les meilleures fonderies de la République. » Il lui accorda une avance de 70.000 livres et récompensa par une gratification son directeur qui travaillait sans relâche depuis six mois. Paganel avait cru pourtant qu'il était urgent de réorganiser l'établissement où « il n'y avait aucune économie et presque aucune règle » ; les salaires de tous les chefs étaient « exorbitants ». Aussi créa-t-il un conseil d'administration pour surveiller les travaux et les dépenses (2).

Mais la fonderie était au compte de la Nation et le Comité était radicalement hostile au système des régies. Dès le 24 ventôse, il chargeait la Commission des armes de traiter avec un certain Teissier qui offrait d'assumer les risques de l'entreprise (3). La négociation échoua, mais le Comité s'obstina. Son arrêté du 25 germinal dresse un véritable réquisitoire contre les régies nationales, « onéreuses aux intérêts de la République par le défaut d'économie et... défavorables au service », car les administrateurs « s'occupent plus de leurs propres commodités et de l'embellissement des établissements que de l'activité des travaux et de la réalité des produits » ; dans les régies, « les procédés nouveaux ne s'introduisent jamais et... la perfection du travail ne fait aucun progrès » ; enfin elles « mettent à la disposition d'agents la nomination aux places, ce qui leur donne une puissance dangereuse dans un Etat démocratique ». Le Comité décide donc

(1) *Archives parlementaires*, t. LXXVIII, p. 1.

(2) Lettre du 16 pluviôse (Aulard, *Recueil*, t. X, p. 692).

(3) A. N. AF* II 124.

une fois de plus que les fonderies d'Albi et de Saint-Juéry (1) seront données à l'entreprise ; les citoyens qui se présenteront pour les exploiter traiteront avec la Commission des armes qui leur procurera toutes facilités. Au surplus, en attendant, les travaux seront continués « avec la plus grande activité (2) ».

Divers agrandissements à la forge de Juéry avaient été prévus. Le 20 messidor, le Comité ordonna de les suspendre et de se borner à terminer un haut fourneau : « son exécution sera pressée de toute manière afin qu'il puisse fournir au plus tôt des projectiles aux armées des Pyrénées ». Mais le 21 frimaire suivant, cet arrêté fut rapporté. La Commission des armes reçut l'ordre de mettre la forge de Juéry en adjudication ; les entrepreneurs seraient laissés libres de poursuivre les travaux commencés ou de construire une forge à la catalane (3).

Energiquement soutenue par Jeanbon Saint-André, député à la Convention et membre du second Comité de Salut public, la fonderie de canons de Montauban fut l'une des plus actives de la région. Il en avait ordonné la création dès le 15 mai 1793, d'accord avec ses collègues en mission dans le Midi et avec l'état-major de l'armée des Pyrénées, pour suppléer à l'insuffisance de celle de Toulouse (4). Montauban, située sur une rivière navigable et au croisement de plusieurs grandes routes, offrait beaucoup de ressources ; il s'y trouvait déjà un certain nombre de fondeurs exercés ; les pièces seraient coulées dans les bâtiments de l'ancien collège, puis forées à l'aide des machines à fouler et ratiner les étoffes employées dans les moulins des environs. La fonderie fut donnée à l'entreprise le 20 mai ; Jeanbon s'efforça de lui procurer des matières premières, ordonna de descendre les cloches des églises, réclama le don patriotique de tous les déchets de métal. Le 10 juillet 1793, on coula cinq pièces de 4, et 61 canons furent livrés en six mois. Un décret du 24 juillet (5) consacra

(1) Haut fourneau voisin d'Albi.

(2) A. N. A F* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 583.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 3 ; t. XVIII, p. 625, et A. N. A F* II 127.

(4) Pour plus de détails, voir Lévy, *Jeanbon Saint-André*, notamment p. 271-2, 362-4 et 901.

(5) P. V., t. XVII, p. 156.

ce succès et prescrivit de donner à la fonderie le plus d'activité possible.

Les autorités locales s'y employèrent, appuyées par les représentants en mission qui se succédèrent dans le Midi. Leyris et Chaudron-Rousseau accordèrent à la fonderie, le 12 septembre, des machines prises dans des forges abandonnées du Périgord ; Paganel s'en occupa ensuite : elle commençait, écrivait-il le 16 pluviôse, à donner d'excellents canons ; « elle pourvoira seule à ce qui peut rester à cet égard de besoins à l'armée des Pyrénées-Orientales... » ; et il lui envoyait des cuivres de l'Aveyron (1). Le 23 pluviôse, le Comité de Salut public réintégra dans ses fonctions un chef d'atelier que le District avait destitué et interdit à celui-ci « de s'immiscer dans la direction de la fonderie » : il devra se borner à la surveiller et à dénoncer les abus à la Section des armes du Comité (2). Les 8 et 13 germinal, il invite la Commission des armes et l'Administration de la grosse artillerie à procurer à la fonderie du cuivre rouge et à examiner le marché des entrepreneurs « pour le ratifier si les conditions sont avantageuses aux intérêts et à la défense de la République (3) ». Bref, la fonderie de Montauban rendit de réels services. Lorsque Jeanbon Saint-André la visita de nouveau, en messidor an II, elle coulait des caronades pour la Marine ; elle fonctionna régulièrement jusqu'en 1795.

Plus ancienne, celle de Toulouse ne semble pas avoir été aussi prospère (4). Elle fut établie dans le couvent de Sainte-Claire ; en floréal, un fourneau était à peu près achevé et un second commencé ; la fonte ne commença que le 5 fructidor, et on coula d'abord des caronades ou des obusiers. Le 17 fructidor, le Comité de Salut public décida de donner l'établissement à l'entreprise : seules resteraient à la charge de la République les dépenses pour l'achèvement des fourneaux commencés (5). Les citoyens Berthas et Lhodey

(1) Lettres des 22 nivôse et 16 pluviôse (Aulard, *Recueil*, t. X, p. 194, et t. XI, p. 240).

(2) A. N. AF* II 122.

(3) A. N. AF* II 124.

(4) Les représentants du peuple Chaudron-Rousseau et Leyris s'en occupent déjà le 12 juillet 1793 (Aulard, *Recueil*, t. V, p. 248).

(5) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 492.

prirent possession de la fonderie au début de vendémiaire an III, pour quatre ans ; 100.000 livres d'avances leur avaient été promises (1). Au dire du citoyen Barrau, les constructions avaient été conçues comme devant durer plusieurs siècles, et la fonderie serait « toujours considérée comme l'un des plus beaux monuments en ce genre... » ; située sur un bras de la Garonne, assurée d'une force motrice constante, elle pourrait couler des bouches à feu de tous calibres (2).

Vers la même époque fut inaugurée la fonderie de Tarbes, décrétée le 30 mai 1793 (3). Deux commissaires du pouvoir exécutif, Varnier et Darnaudery, annonçaient en septembre 1793 qu'ils avaient les matières nécessaires et des ouvriers, et demandaient des directeurs. Mais la « Commission centrale des armes » jugeait la ville trop voisine de la frontière (4). La fonderie n'en fut pas moins organisée. Vers le milieu de pluviôse, le Comité de Salut public invite le représentant du peuple dans le département des Hautes-Pyrénées à en presser l'établissement (5) et à chercher « de bons sans-culottes, intelligents, en état d'entreprendre cette fabrication à leur compte » ; il leur accordera au besoin une avance de fonds, requerra les ouvriers, pourra y employer « les deux artistes précédemment chargés de la direction de la fonderie de Bordeaux (6) », et fera « louer ou vendre aux entrepreneurs, avec les formalités d'usage, tous les bâtiments nationaux qui seront jugés devoir convenir à cet établissement » ; la fonderie coulera d'abord des obusiers de 6 et de 8, « dont le besoin est le plus pressant », et si possible des pièces de 8, 12 court ou 16. Le 19 germinal, le Comité demande à la Commission des armes un rapport sur les mesures prises par le Département des Hautes-Pyrénées et la charge « d'en presser la confection en s'attachant spécialement à la mettre à l'entreprise » ; le 24, il approuve les arrêtés du Département qui accordent aux entrepreneurs la maison des ci-devant Cor-

(1) Adher, *article cité*.

(2) Barrau, *Mémoire cité*, p. 12 et suiv.

(3) A. N. AD VI 40.

(4) Lettres au Comité des 17 et 28 septembre (A. N. AF* II 128).

(5) Le 15, selon Aulard, *Recueil*, t. X, p. 636, ou le 16, selon AF* II 121.

(6) Supprimée, sans doute, depuis l'agitation fédéraliste.

deliers (1). Les premiers canons et obusiers furent coulés vers le début de vendémiaire an III, en présence des autorités constituées (2).

Dans la région du Centre, deux fonderies furent créées, l'une à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), l'autre à Autun (Saône-et-Loire).

Le citoyen Claude Boyer avait été chargé d'établir la première par décret du 13 septembre 1792 (3). Il s'était mis à l'œuvre sans tarder et employa surtout du métal de cloches. Les représentants qui se succédèrent dans la région l'encouragèrent : Monestier et Lefiot l'autorisèrent, en juillet 1793, à acquérir une propriété nationale à Lassaigne, près Chameilières. Leurs collègues, chargés de réprimer l'insurrection lyonnaise, n'eurent qu'à se louer de son zèle. « La manufacture de canons va jour et nuit », écrivait Couthon le 10 septembre (4).

Mais en l'an II Boyer eut de sérieux embarras. On se plaignit aux armées de la mauvaise qualité de ses canons. Le 3 germinal, le Comité de Salut public invite la Commission des armes à « surveiller avec la plus grande attention l'épreuve des bouches à feu qui proviennent de la fonderie de Clermont-Ferrand, afin qu'on puisse juger de leur solidité » ; le 10, il charge Vidalin et Bollet, représentants du peuple à Douai, d'envoyer à Paris « un morceau du canon provenant de la fonderie de Clermont qui n'a pu résister à l'épreuve du troisième coup » : il sera soumis à l'examen « des hommes de l'art » et leur décision « déterminera la conduite du Comité envers l'entrepreneur » ; le 19, Boyer est avisé que les fonds qu'il sollicite ne lui seront accordés qu'après réception des procès-verbaux des épreuves des pièces sorties de sa fonderie (5).

Pourtant des ouvriers fondeurs sont encore mis à sa disposition le 18 messidor (6). Mais vers la fin de l'an II il se

(1) A. N. AF* II 124.

(2) P. V., t. XLVI, p. 199 (lettre de l'agent national du district, lue le 10 vendémiaire).

(3) Voir, sur cette fonderie, F. Mège, *article cité*.

(4) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 408, et *Archives parlementaires*, t. LXXIV, p. 39.

(5) A. N. AF* II 124.

(6) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 759.

brouille avec le Département du Puy-du-Dôme qui avait dû lui consentir de nombreuses avances pour le paiement de ses ouvriers. Le 3 thermidor, il est mis en arrestation à son domicile. Le 9, de Tulle, le représentant Roux-Fazillac confie provisoirement l'administration de la fonderie à un conseil de cinq membres élus par le Département, le District, la municipalité et les Sociétés populaires. Le 14, la Commission des armes et poudres approuve ces mesures. Le 3 fructidor, le Comité de Salut public à son tour ratifie la sanction prise contre Boyer et décide que les travaux seront suspendus « jusqu'à ce qu'il se présente un entrepreneur et qu'on ait procédé au départ du métal de cloches pour approvisionner cette fonderie avec le cuivre qui en résultera (1)... ».

A cette date, la fonderie occupait 91 ouvriers, dont 8 fondeurs et 37 forgerons, et elle avait en magasin 48 pièces de 4, dont 27 étaient impropres au service, à cause de la mauvaise qualité du métal. On reprit les travaux vers le début de l'an III avec le concours de Boyer qui obtint du représentant Musset sa mise en liberté le 26 brumaire et fut adjoint, le 9 nivôse, au conseil d'administration comme chef d'atelier. De son côté, le 30 brumaire, le Comité de Salut public rappelait le citoyen Capon de l'armée de la Moselle « pour aller à Clermont-Ferrand rendre l'activité à la fonderie de canons (2)... ». Mais dès le 19 germinal la Commission des armes ordonna la fermeture de l'établissement. On obtint un sursis pour achever les ouvrages commencés et la fonderie ne cessa définitivement ses travaux qu'en vendémiaire an IV.

La fonderie d'Autun eut un succès plus complet (3). Le citoyen Olinet, qui la créa, était originaire de la région métallurgique d'Is-sur-Tille ; il avait travaillé au Creusot comme conducteur des hauts fourneaux, puis dirigé une fonderie à Lyon-Perrache. En 1790, il se chargea d'exploiter un fourneau que la marquise de la Magdeleine venait d'établir sur sa terre de Luz-Emiland, aux portes d'Autun, et fabriqua surtout des ustensiles de ménage. En 1793, sur les

(1) A. N. AF II 215 b, d. 1850.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 259.

(3) Voir l'article très solide de Ch. Boëll, *Une usine de guerre pendant la Révolution* (Mémoires de la Société éduenne, N^o 1^{re} série, t. XLIII, 1919, p. 293-331).

conseils de Guyon de Geis de Pampelonne (1), il entreprit de transformer la fonderie en usine de guerre ; le 9 février, le ministre de la Guerre lui commanda 300 canons, 300 affûts et 600 caissons et lui promit une avance de 150.000 livres. Très actif, Olinet disposait, dès juin 1793, de deux fourneaux à réverbère pour la coulée du bronze, de deux foreries et d'une forge.

Mais il dut disputer ses ouvriers à la réquisition militaire, lutter contre la malveillance de la Société populaire et du District d'Autun et contre la concurrence du Creusot. Les représentants Brival et Forestier à la fin de juin, Reverchon et Laporte en juillet lui prêtèrent leur appui. Le 20 août, il annonçait au Comité que sa fonderie était en activité (2). En vendémiaire de l'an II, le cuivre et le bronze commencent à arriver. La première coulée a lieu le 4 octobre. Mais de nouveau, la rivalité du Creusot entrave les opérations d'Olinet. Hubert, commissaire du pouvoir exécutif, lui fait enlever 19.542 livres de cuivre le 30 brumaire, puis 56.277 le 13 frimaire ; il affirme au District, le 5 frimaire, que les ouvriers d'Olinet ne sont « pas assez intelligents pour fondre avec succès » et le District écrit à la Convention pour qu'on ne lui confie que la fabrication des caissons et affûts.

Olinet triompha pourtant de ces hostilités ; il obtint en frimaire le droit d'acquérir du bronze et du cuivre et parvint à réunir jusqu'à 563.665 livres de métal provenant principalement des cloches enlevées aux églises de Saône-et-Loire, de la Côte-d'Or, de l'Allier, de l'Indre et de la Creuse. Le 11 nivôse, sur sa demande, des commissaires du District d'Autun visitent son établissement et témoignent de leur satisfaction : outre 17 canons déjà livrés, 39 avaient été coulés, 24 étaient forés et prêts à subir les épreuves.

Le Comité de Salut public s'intéressa aux efforts d'Olinet : le 27 pluviôse, il lui adjoint le citoyen Collombier, professeur à l'école d'artillerie d'Auxonne (3) ; le 21 ventôse, il l'autorise

(1) Voir plus loin le rôle joué par ce personnage dans la création de la fonderie de Valence.

(2) A. N. AF* II 128.

(3) A. N. AF* II 120 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 162. Des arrêtés postérieurs du 1^{er} germinal ou 1^{er} prairial an II et du 9 nivôse an III maintinrent Collombier à ce poste (Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 627, et t. XIX, p. 152. et A. N. AF* II 127).

à acheter de la tôle, du fer et de l'acier (1) ; il requiert plus tard pour son service un volontaire de l'armée, comme tailleur de limes (2). Le général Sagey, inspecteur des arsenaux, constate, le 6 prairial, que sur 55 canons examinés, 52 ont résisté à la première épreuve et 40 ont été reconnus n'avoir aucun défaut. Le 15 messidor, le représentant Noël Pointe loue à son tour le zèle et l'intelligence de l'entrepreneur : « Cette fonderie est en bon état. La forerie n'est pas compliquée, le mécanisme est aussi simple que le propriétaire, mais elle roule à merveille. Il y a là un grand nombre de canons... ; ils n'attendent que leur destination » ; Olinet « a la meilleure volonté, mais... il est livré à son seul courage ; il serait instant de lui envoyer des modèles et un chef d'artillerie. Cet établissement est plus conséquent que vous ne le pensez peut-être : 200 ouvriers y sont en activité... » ; si on lui procure les moyens nécessaires, « il peut être d'un grand secours à la République (3) ».

Encouragé par le succès, Olinet songea à étendre ses fabrications. Dès le 20 août 1793, il avait demandé le local, plus vaste, de l'abbaye Saint-Martin d'Autun où il pourrait tripler sa production. Il essaya de l'acquérir le 22 floréal, mais un menuisier d'Autun se la fit adjuger moyennant 142.000 livres ; Olinet s'adressa, le 3 prairial, au Comité de Salut public qui l'autorisa, dès le 12, à transférer ses établissements à la ci-devant abbaye, « en traitant de gré à gré avec l'acquéreur..., pourvu néanmoins que ce déplacement ne dérange point l'activité de ses travaux (4) ». Le 28, Olinet est en possession de l'abbaye ; il obtient de Paris le solde des 302.700 livres qui lui étaient dues pour ses livraisons antérieures ; le District requiert des ouvriers et des voitures pour l'aménagement des nouveaux ateliers et Olinet songe même à exploiter directement, pour ses besoins, une mine de houille sise à Epinac.

Bref, au début de l'an III, la fonderie est installée à Autun ; le représentant Boisset la visite avec satisfaction et s'efforce de faciliter la construction d'une forerie pour laquelle le

(1) A. N. AF* II 124.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 382.

(3) *Id.*, *Recueil*, t. XIV, p. 705-6.

(4) A. N. AF* II 123.

Comité accordera plus tard à Olinet, le 16 messidor, une avance de 400.000 livres (1).

Cependant l'usine de la Magdeleine continue à couler et forer des canons. Les deux établissements sont d'ailleurs surchargés de besogne. L'Agence de la grosse artillerie leur demande des espingoles pour les ports de la Méditerranée, des caronades en bronze pour les vaisseaux, des boulets et obus pour la marine, puis des pièces de siège et des mortiers. La Commission des armes et poudres charge Olinet de construire à Saint-Martin d'Autun, en un an, six fourneaux à réverbère au moins pour le départ des cloches. En ventôse, elle prie Noël Pointe, en mission dans la région, de visiter l'établissement, de lui procurer des bois et des charbons et de « prévenir la suspension de ses travaux (2) ». D'Autun, le 16 germinal, Noël Pointe écrivait au Comité son admiration : « L'atelier de charronnerie ne laisse rien à désirer. Jamais je n'ai vu de forges mieux distribuées et mieux construites que celles qui existent dans la ci-devant église, et je peux dire qu'elles sont occupées par des hommes qui savent manier le fer. Les fourneaux, tant pour les canons que pour le départ des cloches, touchent à leur perfection ; plusieurs sont achevés ; reste à monter une forerie. Collombier l'inspecteur m'a présenté un plan qui paraît digne d'être exécuté » ; Pointe s'en remet au Comité du soin de décider s'il convient d'engager la forte dépense qu'il exigera (3). Un mémoire adressé à cette époque au Comité par Olinet déclare qu'il occupe en moyenne 160 ouvriers, qu'il consomme environ 5.000 livres de « charbon de pierre » par jour, que la difficulté de s'approvisionner en fer et en « comestibles » ne lui a guère permis de travailler que douze mois sur dix-huit et qu'il a produit en tout 186 bouches à feu.

Lyon possédait au début de 1793 plusieurs fonderies en activité. L'insurrection fédéraliste leur fut fatale. Un décret rendu le 22 octobre sur la demande de Barère décide qu'« il n'y aura plus dans les villes qui se sont mises en état de révolte

(1) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XXV, p. 131.

(2) *Révolution française*, t. VI, p. 261, note 1.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XXI, p. 582.

ni établissements publics, ni arsenal, ni manufactures d'armes, ni fonderies de canons, ni magasins de subsistances (1) ».

Dès le 27 septembre, le représentant Albitte, pour suppléer aux pertes subies par suite de la trahison de Lyon et de Toulon, et alimenter les armées du Midi, avait ordonné de créer sur-le-champ à Valence une fonderie de canons, mortiers et munitions de guerre ; l'administration départementale de la Drôme fournirait les locaux nécessaires, les requerrait au besoin et rassemblerait des matières premières : cuivre, métal de cloches, bronze, fers ; le payeur général acquitterait les dépenses ; les mines de cuivre, de fer, de plomb et de charbons de terre seraient sur-le-champ mises en activité dans la Drôme et les départements voisins ; enfin, le citoyen Experton, fondeur, dirigerait les travaux (2). Un second arrêté, pris le 16 brumaire (6 novembre) par Albitte et ses collègues Laporte, Fouché et Collot d'Herbois (ce dernier membre du Comité de Salut public), précisa ces dispositions : les citoyens Boury et Pampelonne, entrepreneurs de fonderies et constructions d'artillerie à Lyon, feront transporter sans délai à Valence et Ossone toutes les pièces finies et éprouvées et tous les « attirails » qui peuvent se trouver dans leurs ateliers ; ils géreront provisoirement la fonderie qui s'établit à Valence, et dont les travaux continueront à être dirigés par Experton ; toutes les forges de Valence et des environs sont mises à leur disposition, ainsi que tous les ouvriers patriotes de Ville-Affranchie qu'ils jugeront à propos de requérir (3).

En frimaire, la Société populaire de Valence réclama pour la fonderie la protection de la Convention (4) ; la municipalité se plaignit plus tard de la Commission temporaire de Lyon qui refusait des passeports aux ouvriers qui désiraient se rendre à Valence. Le Comité de Salut public intervint et pria Albitte, le 30 nivôse, d'y mettre bon ordre : l'intention de la Convention étant de ne laisser à Commune-Affranchie aucune usine de guerre, il était nécessaire d'envoyer à Valence ou à Pont-deVaux tous les ouvriers qui « par

(1) P. V., t. XXIV, p. 79.

(2) A. N. AF II 214, d. 1834.

(3) A. N. AF II 218, d. 1885.

(4) P. V., t. XXVII, p. 155 (séance du 23 frimaire).

leur industrie » pourraient s'y rendre utiles ; il fallait veiller toutefois à ce que les fonderies « ne s'enlèvent pas réciproquement leurs ouvriers ou ne cherchent pas à se paralyser l'une l'autre ». Le 13 pluviôse, il écrivit dans le même sens à Fouché (1). Mais, fidèle à ses principes, il avait hâte de mettre la fonderie à l'entreprise : le 18 germinal, il enjoignait à l'agent national du District de presser les citoyens Boury et Exerton de se charger de l'établissement « sans cependant arrêter l'activité des travaux (2) ».

La fonderie de Valence prospéra ; le 17 fructidor, le Comité y nomma un inspecteur, le citoyen Aguettan, officier d'artillerie, et son importance devint telle que le 21 germinal an III, on jugea nécessaire d'y créer un poste de sous-directeur (3). Son organisation était due en partie à un personnage curieux, Guyon de Geis de Pampelonne, chanoine et archidiacre de la cathédrale de Viviers, puis député à la Constituante, il avait prêté le serment civique ; il renonça bientôt à l'état ecclésiastique et s'occupa de métallurgie ; après avoir dirigé une fonderie à Lyon, il présida à la naissance de celle de Valence. Plus tard, il sera envoyé comme ambassadeur à Constantinople, deviendra membre du Corps législatif sous l'Empire et administrateur des monnaies sous la Restauration (4).

L'établissement rival de Pont-de-Vaux fut créé par les citoyens Frèrejean, fondeurs de Lyon, qui s'étaient distingués par leur civisme lors de la révolte de la ville. « Sommés par les factieux et sous peine de la vie de fabriquer des mortiers ou pièces de gros calibre », ils avaient bravé les menaces et « mis tout en usage pour soustraire, mutiler ou démolir tous les objets qui auraient pu servir les vues de cette ligue perfide ». Sur rapport de Barère, la Convention décréta, le 13 brumaire (3 novembre), qu'ils avaient bien mérité de la patrie et que le ministre de la Guerre les placerait « à la tête d'une manufacture ou fonderie nationale de canons (5) ». Ils ne tar-

(1) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 320 et 596.

(2) A. N. AF* II 124.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 491 ; t. XXI, p. 759, et A. N. AF* II 127.

(4) Ch. Boëll, *article cité*.

(5) P. V., t. XXIV, p. 286, et *Archives parlementaires*, t. LXXVIII, p. 203-4.

dèrent pas, en effet, à organiser une importante fonderie dans le département de l'Ain, à Pont-de-Vaux, non loin de Mâcon ; ils y adjoignirent plus tard un atelier pour l'épuration du métal de cloches et y installèrent une machine à vapeur (1).

Au début de thermidor, la fonderie, établie depuis trois mois, était en pleine activité et avait déjà achevé 34 pièces de 6 ou de 4. Mais on y manquait de cuivre rouge, bien que les Frèrejean eussent découvert le moyen d'employer cinq pour cent de cuivre jaune (2). Chargé de l'inspecter par décret du 2 ventôse an III, le représentant Noël Pointe la visita dans tous ses détails ; il proclama, le 16 ventôse, qu'elle offrait de grandes ressources et loua sans réserves le zèle et l'intelligence des entrepreneurs (3).

En Savoie, une fonderie avait été créée ou projetée à Chambéry. Les 30 septembre et 1^{er} octobre 1793, le représentant Ph. Simond jugeait même utile d'en organiser une seconde à Annecy : il disposait déjà de 3.000 cloches et de mines de cuivre, de fer ou de charbon de bonne qualité. Mais plus tard, le 11 ventôse, Albitte observa qu'il était dangereux de multiplier les établissements de ce genre dans les régions frontalières : il proposait de réunir les ateliers d'Annecy à ceux de Chambéry auxquels il s'efforcerait de donner la plus grande activité. Le 26 ventôse, il annonçait qu'on allait couler des boulets à Chambéry. On y construisit aussi des canons de montagne, sous la direction du citoyen Debézis. Le Comité de Salut public y envoya, le 18 fructidor, « un agent chargé de constater la situation actuelle des travaux », de vérifier l'emploi des fonds et d'étudier les moyens de lever les obstacles qui jusqu'alors avaient nui à l'activité de la fonderie (4).

Au début de septembre 1793, les frontières du Midi étaient « attaquées de tous les points avec de grandes forces » ;

(1) D'après Notice géographique sur l'Ain. (*Journal des mines*, t. IV, n° 23, thermidor an IV, p. 39 et suiv.)

(2) Rapport de Dulac, commissaire du Comité de Salut public, du 8 thermidor. (A. N. F¹² 1305^b.)

(3) Aulard, *Recueil*, t. XX, p. 700.

(4) *Id.*, *Recueil*, t. VII, p. 157 et 179 ; t. XI, p. 493 ; t. XII, p. 10-12, et t. XVI, p. 508.

Rovère et Poultier, représentants dans les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse, manquaient de canons pour repousser les ennemis « ou pour contenir les malveillants de l'intérieur, qui au moindre de nos revers sont toujours prêts à s'insurger ». Le 8, ils annoncèrent au Comité que les circonstances les avaient déterminés à créer une fonderie à Avignon. Dès le 17, Carnot approuva leur initiative. L'établissement semble avoir eu quelque succès. Il fut d'abord destiné, en principe, au service de l'armée qui assiégeait Toulon. Mais les représentants écrivaient au Comité le 15 brumaire (5 novembre) que, sur sa demande et celle de leur collègue Robespierre le jeune, ils allaient « faire travailler avec vigueur pour envoyer incessamment des boulets de 8 à l'armée des Pyrénées-Orientales et du petit canon à l'armée d'Italie ». Rovère déclarait encore, le 12 frimaire, que la fonderie allait très bien.

Plus tard, on fabriqua aussi à Avignon, dans les ateliers de Fleurit-Cogniat, des canons pour la marine ; plusieurs militaires y furent affectés le 23 prairial par le Comité. La fonderie fut pourtant supprimée le 5 vendémiaire an III (1).

Une tentative faite à Marseille eut des résultats moins heureux. En septembre 1793, le Conseil général de la commune avait demandé que la Convention y décrétât l'établissement d'une fonderie de canons pour remplacer celle de Toulon. Sa pétition fut renvoyée pour examen au Comité de la guerre. Le 2 novembre, Barras et Fréron, représentants à l'armée d'Italie, dépeignaient avec enthousiasme à la Convention l'activité patriotique qui régnait à Marseille. Sous peu de jours, ils allaient inaugurer une fonderie de canons, de boulets, de mortiers et de bombes. « Nous faisons enlever à cet effet les balustrades en cuivre des églises et les marteaux des portes cochères, presque tous de ce métal ; les cloches arrivent de toutes parts (2)... » Ces belles espérances ne se réalisèrent pas. Le 18 fructidor, le Comité de Salut public supprime, en même temps que celle de Toulon, la fonderie « qui se construit dans la commune de Marseille ». L'échec avait été complet. « Cet

(1) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 366 et 540 ; t. VIII, p. 247 ; t. IX, p. 119 ; t. XIV, p. 261, et t. XVII, p. 83.

(2) *P. V.*, t. XXI, p. 327, et t. XXV, p. 106 ; *Archives parlementaires*, t. LXXV, p. 336. et t. LXXVIII, p. 644 et suiv.

établissement, écrivaient les représentants Serres et Auguis, le 4^e sans-culottide, n'est nullement en activité et coûte prodigieusement à la République, sans qu'elle en tire aucunes ressources... Cette machine est on ne peut plus mal montée ; l'ouvrage ne se fait pas ; il n'y a que d'être payé qui est à l'ordre du jour. » Leur collègue Turreau confirmait ce jugement le 3 vendémiaire suivant : la fonderie, disait-il, a coûté des sommes énormes et n'a rien produit (1).

Une fonderie en bronze avait aussi été rétablie à Toulon, en dépit du décret du 22 octobre 1793, sans doute pour satisfaire aux besoins de l'armée d'Italie. Le 13 messidor, le Comité y envoya d'Angoulême, pour la diriger en même temps que « la forge des Ardennes, distante d'une lieue », les frères Poitevin, anciens fondeurs. Mais elle fut supprimée dès le 18 fructidor ; seuls seraient conservés, pour la fabrication des boulets, bombes et obus, les fourneaux à réverbère et la forge des Ardennes (2).

V. — LE MANQUE DE CUIVRE ET LA DESCENTE DES CLOCHES.

La fabrication des canons de bronze exigeait l'emploi de quantités considérables de cuivre. Or la guerre privait la République des ressources que le commerce tirait autrefois de l'étranger, d'Angleterre, de Suède et de Hongrie, et les mines nationales ne donnaient qu'un rendement insignifiant. Les approvisionnements s'épuisaient d'autant plus vite que les besoins des armées grandissaient dans des proportions inouïes.

Le Comité eut recours à des expédients. Le 17 août, Garat, ministre de l'Intérieur, lui annonçait le transport à la fonderie de Paris de « 10.721 livres de cuivre provenant de la vente du mobilier de l'émigré Condé à Chantilly ». Le 9 septembre, il apprenait qu'il se vendait du cuivre dans plusieurs maisons d'émigrés du district de Corbeil : ses commissaires, Camus et Genret, proposaient d'arrêter la vente et de mettre à la

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 507 et 819, et t. XVII, p. 61.

(2) *Id.*, *Recueil*, t. XIV, p. 636, et t. XVI, p. 507.

disposition du Conseil exécutif tous les cuivres qu'ils trouveraient chez les émigrés ou dans les maisons de la ci-devant liste civile (1). Le Comité accueillit volontiers cette idée : les cuivres achetés à vil prix dans les adjudications par des accapareurs étaient revendus à l'Etat « à des prix excessifs ». Le 13 septembre, il mit à la disposition du ministre de la Guerre toutes les matières métalliques et, le 14, suspendit la vente des cuivres ; des commissaires seraient envoyés pour « reconnaître et mettre à part les ouvrages d'art dont la main-d'œuvre augmente sensiblement le prix... » ; tous les autres cuivres seraient conduits à la fonderie de Chaillot. La mesure ne tarda pas à être appliquée (2). Ayant appris, le 16 septembre, qu'une compagnie se proposait d'accaparer à bas prix la batterie de cuisine du ci-devant duc d'Orléans, le Comité arrête sur-le-champ « qu'il sera sursis à la vente des effets... du citoyen Egalité et que le ministre de la Guerre les fera acheter pour le compte de la République (3) ». Le 10 octobre, il étend à toutes les ventes publiques le système qu'il avait adopté pour les ventes nationales. « Toutes les batteries de cuisine qui seront adjugées par les huissiers-priseurs ou tous autres officiers chargés des ventes publiques seront mises à la disposition du ministre de la Guerre... Le prix en sera payé conformément au décret du 29 septembre et selon la fixation de la valeur des matières de première nécessité (4). »

Les ornements des églises, à Paris et dans les départements, fournirent aussi quelques ressources. Le 15 ventôse, par exemple, le Comité apprit qu'il existait au Panthéon « environ 4.000 livres de cuivre consistant en un pied, une boule et une croix destinés pour l'église dite Sainte-Genève, et les attribua à la Commission des armes pour le service des fonderies de canons établies à Paris (5). D'innombrables adresses envoyées à la Convention par les Districts, les municipalités et les Sociétés populaires prouvent que dans la France en-

(1) A. N. AF* II 128.

(2) A. N. AF* II 121.

(3) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 512.

(4) A. N. AF* II 121.

(5) A. N. AF* II 123.

tière on dépouilla les édifices du culte pour satisfaire aux besoins de la défense nationale (1).

On recueillit ainsi, de côté et d'autre, d'importantes quantités de cuivre ; on parvint même, en dépit de la guerre, à réaliser des achats à l'étranger, voire en Autriche (2).

Mais tout cela était encore insuffisant et le Comité dut créer en quelque sorte de nouvelles ressources. Certaines administrations locales avaient eu l'idée d'utiliser le métal de cloches brut qui pouvait entrer pour moitié dans la composition du bronze à canons. Cette initiative parut heureuse et la mesure fut généralisée. Un décret du 23 juillet 1793 porta qu'il ne serait laissé qu'une cloche à chaque paroisse. Aussitôt, le ministre de la Guerre pressa le Comité de Salut public et la Convention de mettre à sa disposition toutes les cloches condamnées, « vu l'urgente nécessité » d'alimenter les fonderies de canons (3). Un nouveau décret du 3 août lui donna satisfaction. Le Conseil exécutif provisoire devait envoyer dans les départements des commissaires pour presser la descente des cloches et leur conversion en bouches à feu.

Quelques semaines plus tard, le décret du 23 août rappela tous les commissaires et agents du Conseil exécutif ; mais dès le 25, le Comité de Salut public maintint en fonctions « les républicains envoyés par le ministre de la Guerre pour faire descendre et employer dans les fonderies les cloches de tous les clochers de la République » ; il décida que rien ne saurait empêcher leur départ et qu'il les regarderait comme des commissaires « envoyés par lui ». Le 28, il leur alloua un traitement de 15 livres par jour, plus une indemnité de 6 livres par poste (4).

Du 24 août au 4 septembre, 21 commissaires furent ainsi confirmés ou désignés par le Comité (5). Les citoyens L. Genret, Lesaint, Damjaud et Camus reçoivent mission d'explorer 17 départements voisins de la capitale : Paris, Seine-et-Oise, Oise, Seine-Inférieure, Calvados, Manche, Orne, Eure,

(1) Ces adresses, énumérées au *Procès-Verbal*, échappent à toute analyse.

(2) Voir plus loin, chapitre xvii.

(3) Lettres de Dupin au Comité, des 25 et 28 juillet (A. H. G. Reg. A 5).

(4) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 96 et 142.

(5) A. N. AF* II 120.

Eure-et-Loir, Sarthe, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret, Seine-et-Marne, Yonne, Aube, Marne, plus les deux districts de Château-Thierry et de Soissons dans l'Aisne.

Tirel et F. Jameth visiteront l'Alsace (Haut et Bas-Rhin), la Lorraine (Moselle, Meurthe, Vosges, Meuse), une partie de la Franche-Comté (Haute-Saône, Doubs, Mont-Terrible) et la Haute-Marne, soit 10 départements.

La Bretagne et les régions voisines (Vendée, Deux-Sèvres, Vienne, Mayenne-et-Loire, Mayenne) sont assignées à Scevola Noël, Laugier et S.-B. Gouverneur.

Cormier, Royer et Lejeune parcourront les deux Charentes, la Haute-Vienne, la Dordogne, la Corrèze, le Cantal, l'Aveyron, le Lot-et-Garonne et le Lot, — et Varnier la Gironde, les Landes, le Gers, les Hautes et Basses-Pyrénées.

Portallier et Mainvielle se transporteront dans la Haute-Garonne, le Tarn, l'Hérault, l'Aude, les Pyrénées-Orientales et l'Ariège.

Isoard, J.-B. Paquin et B. Butay parcourront toute la région du Sud-Est (Jura, Ain, Rhône-et-Loire, Puy-de-Dôme, Haute-Loire, Ardèche, Lozère et Gard, plus les huit départements situés au delà du Rhône).

Enfin Dinot, Mégnié et Chaudois opéreront en Bourgogne (Côte-d'Or, Saône-et-Loire) et dans le Centre (Nièvre, Allier, Cher, Indre, Creuse).

« Les corps administratifs, officiers civils et militaires, gardes nationales et tous autres », devaient accorder à ces commissaires « passage, accueil et protection ». Leurs pouvoirs furent encore élargis par un arrêté du 13 septembre qui les charge de recueillir les « plombs, cuivre, étain, fer, acier, fonte, métal de cloches qui sont dans les maisons nationales, celles des émigrés et celles de la ci-devant liste civile » et de les envoyer dans les lieux indiqués par le ministre de la Guerre ou la Commission des armes (1). Surveillés par le ministre de la Guerre (2), ils déployèrent une activité réelle et efficace. Des masses considérables de matières premières et surtout

(1) A. N. AF* II 121.

(2) Par circulaire du 28 nivôse, il demande aux Départements des renseignements sur la conduite des commissaires (A. H. G., *Reg.* A/6).

de métal de cloches furent accumulées dans les dépôts des districts et envoyées aux fonderies (1).

La région parisienne se distingua par son empressement. Le District de Corbeil déclare à la Convention, le 9 pluviôse, qu'outre les cloches livrées directement au « creuset national » par les communes, il vient d'envoyer 9.378 livres de métal ; celui de Gonesse annonce, le 15, qu'il en a mis 500 milliers à la disposition du ministre de la Guerre (2). Dans l'Oise, les opérations ne furent pas menées avec moins de vigueur. Le District de Clermont écrit le 19 octobre 1793 à la Convention : « ...Les cloches qui jusqu'alors ont servi la superstition sont maintenant à notre disposition et nous attendons vos ordres pour en faire des bouches à feu... » L'agent national du District de Beauvais, à son tour, annonce 200 cloches, le 3 pluviôse. Le 6, celui de Vervins en annonce 152 (3). Dès le 19 août 1793, A. Dumont et Lebon, représentants en mission, avaient écrit d'Amiens : « Les cloches étaient encore l'objet d'un sot respect ; nous les avons couvertes de ridicule, ainsi que leurs partisans, et le lendemain elles ont été descendues (4)... »

Le District de Montagne-sur-Mer (5) annonce, le 13 pluviôse, que toutes ses cloches sont en route pour la fonderie de Douai, et celui de Béthune, le 7 germinal, qu'il y a envoyé 80.586 livres de métal. Celui de Calais déclare, le 17 pluviôse, qu'il en expédie 33.385 livres à la fonderie de Saint-Omer. Vers la même époque, plus de 105 milliers sont sortis du district de Bergues (6).

Le District de Montargis (Loiret) en annonce 125 milliers, le 5 ventôse (7).

Dans l'Est, la loi fut aussi exécutée avec profit. Le 8 pluviôse, la Société populaire de Vertus (Marne) annonce 6.000 livres de métal. Le District de Reims déclare, le 28 frimaire,

(1) Voir au *Procès-Verbal* les innombrables adresses reçues à ce sujet par la Convention.

(2) *P. V.*, t. XXX, p. 200 et 340.

(3) *Archives parlementaires*, t. LXXVII, p. 383, et *P. V.*, t. XXX, p. 37 et 121.

(4) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 30.

(5) Montreuil (Pas-de-Calais).

(6) *P. V.*, t. XXX, p. 284 ; t. XXXIV, p. 175 ; t. XXXI, p. 26 et 157.

(7) *P. V.*, t. XXXII, p. 166.

que les temples de la superstition ont fourni 12.180 livres de cuivre et 353 milliers de métal de cloches envoyés à Paris et à Mézières. Celui de Rambervilliers (Vosges) affirme, le 6 pluviôse, qu'il a rassemblé 64 cloches. Celui de Langres, le 12 ventôse, annonce 100 milliers de métal et celui de Metz, le 5 prairial, 85.010 livres (1).

Dans la Côte-d'Or, les commissaires du Comité de Salut public sont à pied d'œuvre dès les premiers jours de septembre 1793 ; ils entrent en conflit avec le maire de la commune de Talant ; le 12, le Département charge le District de Dijon d'y envoyer le lendemain un commissaire pour procéder à une enquête et faire descendre les cloches (2). Le District de Châtillon-sur-Seine déclare, le 19 pluviôse, à la Convention, que les siennes sont descendues (3).

Dans l'Yonne, on semble y avoir mis beaucoup d'empressement : le District de Saint-Fargeau annonce, le 23 pluviôse, qu'il a 70 cloches en dépôt ; celui de Saint-Florentin, le 13 prairial, qu'il en a envoyé 113 à la fonderie ; celui de Sens, le 28 germinal, qu'il a recueilli 163.766 livres de matières métalliques (4).

Le 12 pluviôse, le District de Saint-Claude (Jura) affirme que toutes les cloches descendent aux fonderies (5). Le représentant Albitte écrit à la même époque qu'il n'en reste plus une seule dans l'Ain et que toutes se fondent à Pont-de-Vaux et à Valence. Son collègue Ph. Simond n'avait pas agi autrement dans le département du Mont-Blanc : « Je fais partout descendre les cloches », écrit-il le 30 septembre 1793, et il précise le lendemain que déjà 3.000 cloches « ont été amoncelées » ; avec une mine de cuivre dont il aidera l'exploitation, on aura de quoi faire à peu près 7 à 800 canons de tous calibres. La seule commune de Moutiers envoie à son District 200 quintaux de métal (6).

(1) *P. V.*, t. XXX, p. 181 ; t. XXVII, p. 297 ; t. XXX, p. 117 ; t. XXXII, p. 394, et t. XXXVIII, p. 97.

(2) *Inventaire sommaire des Archives départementales*, Côte-d'Or, série L. p. 89.

(3) *P. V.*, t. XXXI, p. 93.

(4) *P. V.*, t. XXXI, p. 181 ; t. XXXIII, p. 358, et t. XXXV, p. 281.

(5) *P. V.*, t. XXX, p. 269.

(6) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 491, et t. VII, p. 157 et 179, et *P. V.*, t. XXXI, p. 338, et t. XXXIII, p. 2.

Il est certain que la loi fut exécutée dans toute la région des Alpes : le 29 pluviôse, un député de la commune de Grenoble déclare à la Convention que 172 quintaux de métal de cloches y ont été récoltés ; beaucoup de cloches furent aussi descendues dans le district de Gap par les soins d'un commissaire du Comité de Salut public (1).

Le Midi paya sa contribution à la défense nationale : la commune de Fréjus, affirme le 5 ventôse, qu'elle a envoyé 88 quintaux de métal de cloches aux représentants à Marseille. Dans le Gard, le District d'Alais déclare, le 6 ventôse, qu'il en a expédié 55 depuis brumaire et celui d'Uzès, le 12 messidor, qu'il en a livré 269 à la fonderie d'Avignon. Celui de Lodève, dans l'Hérault, affirme, le 14 germinal, qu'il en a déjà donné 41.335 livres (2).

Dans l'Aveyron, le Directoire du département recommanda chaleureusement, le 5 septembre, l'exécution de la loi du 23 juillet : toutes les cloches, sauf une par paroisse, devraient être envoyées dans le délai d'un mois aux fonderies les plus voisines pour être transformées en canons. Une opposition très vive se manifesta dans plusieurs communes. Elle fut brisée. Le 6 pluviôse, 86 cloches étaient rassemblées à Espalion ; le 27, la Société montagnarde de Rodez offrait à la Convention plus de 350 quintaux de matière de cloches ; le 9 germinal, le District de Rodez avait amassé 208 cloches ; le 8 vendémiaire an III, la fonderie de Montauban avait reçu de l'Aveyron 1.366 quintaux de métal : le seul district de Rodez lui en avait fourni 76.759 livres et celui de Sauveterre en avait livré, avant le 13 frimaire an III, 376 quintaux à Toulouse ou à Montauban (3).

En Normandie, des résultats non moins importants furent obtenus. Le District de Gournay (Seine-Inférieure) annonce à la Convention, dès le 29 pluviôse, 456 quintaux de métal (4). Celui de Cany, dans le même département, vit éclater des troubles assez violents : le 4 octobre 1793, les habitants de la commune de Gueutteville s'opposèrent à la descente de

(1) *P. V.*, t. XXXI, p. 333, et Hugues, *article cité*.

(2) *P. V.*, t. XXXII, p. 166 et 211 ; t. XL, p. 304, et t. XXXIV, p. 382.

(3) Affre, *Tableau... de la Terreur dans l'Aveyron*, et *P. V.*, t. XXXI, p. 294.

(4) *P. V.*, t. XXXI, p. 336.

leurs cloches ; le maire fut maltraité ; mais la garde nationale fut envoyée sur les lieux et force resta à la loi (1). Dans la Manche, les districts de Carentan et de Coutances envoyèrent leurs cloches à la fonderie de Saint-Lô : le dernier en fournit 118.271 livres (2).

La Bretagne dut aussi se soumettre. Le District de Pont-Croix (Finistère) annonce à la Convention, le 18 frimaire, que toutes ses cloches sont descendues et fourniront bientôt des canons. Celui de Fougères fit passer les siennes à la fonderie de Rennes. La fonderie de Brest en reçut 146 du district de Ville-sur-Aulne (3) et plus de 100 du district d'Auray (4).

Dans les Deux-Sèvres, le District de Melle affirme, le 22 germinal, que toutes ses cloches sont rendues au chef-lieu du département (5). Enfin, la Vendée elle-même paya son tribut à la défense nationale. Le Comité de Salut public prescrit au ministre de la Guerre, le 5 octobre, de « faire enlever les cloches des paroisses de la Vendée, à mesure qu'elles seront occupées par les troupes de la République et de les faire conduire à l'Arsenal de Paris (6) ». Dupin répond, le 26^e jour du premier mois, que des ordres avaient été donnés en conséquence (7). En fait, le District de Fontenay-le-Peuple put annoncer, le 1^{er} pluviôse, qu'il venait de faire partir plusieurs cloches, pour La Rochelle, et la commune de Luçon déclarait, le 9, qu'elle avait envoyé au District celles de son église (8).

Bref, « chaque village fournit son lingot du précieux métal ». Décidée antérieurement à la campagne de déchristianisation, la descente des cloches fut surtout un expédient commandé par les exigences de la défense nationale, et le Comité continua à y tenir la main, même lorsqu'il eut désavoué la politique de violences que certains représentants avaient

(1) C. Romain, *Le District de Cany pendant la Révolution*, p. 65.

(2) P. V., t. XXXV, p. 296, et t. XXXVIII, p. 182.

(3) Châteaulin (Finistère).

(4) P. V., t. XXXII, p. 113 ; t. XXVII, p. 60 ; t. XXXII, p. 59, et t. XXXIV, p. 219.

(5) P. V., t. XXXV, p. 144.

(6) Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 229.

(7) A. H. G. *Reg.* A/6.

(8) P. V., t. XXX, p. 6 et 197.

inaugurée contre son gré. « Des hommes aveugles crièrent au sacrilège. Leurs clameurs se dissipèrent comme un vain bruit. Quoi de plus religieux, dans le véritable sens de ce terme, que la défense de la liberté, de l'indépendance nationale (1) ! »

Les opérations, qui se heurtèrent parfois aux résistances des habitants, surtout dans les campagnes, se poursuivirent pendant de longs mois. Le 26 messidor, le Comité rappelle que la loi laisse une cloche à la disposition de chaque commune ; mais si des communes ont « gardé la plus grosse ou une des plus considérables, tandis qu'une moins forte pouvait suffire », elle sera remplacée si possible par une petite cloche. A cette date, la récolte du métal de cloches touchait à sa fin. Plusieurs commissaires étaient déjà rentrés à Paris. Les autres furent virtuellement rappelés le 14 thermidor : le Comité, en les plaçant sous l'autorité de la Commission des armes et poudres, stipule qu'ils cesseront leurs fonctions au 1^{er} fructidor, si leurs pouvoirs ne sont pas expressément renouvelés (2).

VI. — LE DÉPART DU MÉTAL DE CLOCHES.

« L'immense quantité de métal de cloches qui est actuellement à la disposition de la République française, écrivait Monge en l'an II, peut être considérée comme une mine de bronze riche, abondante et qui présente pour la défense de la liberté des ressources très supérieures à celles que peuvent avoir tous ses ennemis réunis. Il est nécessaire d'en tirer parti, il est urgent de le faire... »

Or le métal des cloches renfermait environ 25 pour 100 d'étain. Cet alliage, sonore mais fragile, ne résistait pas à l'explosion de la poudre. Pour l'employer à la confection des pièces d'artillerie, il fallait y ajouter à peu près pareille quantité

(1) Arago, *Biographie de Gaspard Monge*.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 162 et 581. Voir aussi, t. XIV, p. 753, un arrêté du 18 messidor qui autorise la Commission des armes à payer 3.145 l. qui restent dues à Mainvielle et Portallier, commissaires aux cloches, pour traitement et frais de route.

de cuivre (1). Mais, précisément, les approvisionnements de cuivre étaient insuffisants. Guidé par les savants de son entourage, le Comité s'avisa d'une méthode toute différente. Il serait avantageux, dit un arrêté du 11 brumaire, d'exploiter le métal des cloches « pour retirer d'une partie le cuivre rosette qu'on allierait ensuite avec l'autre, ce qui nous tirerait de la dépendance dans laquelle nous sommes de l'étranger à cet égard ». En conséquence, le représentant Fourcroy est « invité à rédiger le plus promptement qu'il lui sera possible les procédés les plus avantageux pour faire le départ du cuivre compris dans le métal de cloches et à en composer un ouvrage à la portée du plus grand nombre des artistes et qui sera publié et distribué au nom du Comité de Salut public ».

Fourcroy eut-il le loisir de s'acquitter de cette mission ? Il avait déjà publié, dans le tome IX des *Annales de chimie*, un mémoire relatif aux expériences faites sur le départ des cloches. Le 24 frimaire, le Comité estime « qu'il est nécessaire de distribuer ce mémoire jusqu'à ce qu'il y ait un ouvrage expositif imprimé » sur la question, et ordonne d'en acheter vingt exemplaires « pour être distribués aux artistes qui voudront entreprendre le départ des cloches... ».

Mais les procédés imaginés jusqu'alors ne donnaient pas entière satisfaction et le Comité réservait bon accueil aux savants ou aux artistes qui recherchaient ou croyaient avoir découvert la solution du problème. Le 20 nivôse, il prend en considération « l'offre faite par le citoyen Gauthier d'affiner le métal de cloches et de le rendre propre à la confection des canons, en faisant passer ce métal à plusieurs reprises consécutives par un fourneau à manche dans lequel il espère que les métaux volatiles se dissiperont et que la proportion d'étain s'affaiblira à un point convenable » ; il autorise Gauthier à essayer son procédé sur six milliers de métal que le ministre de la Guerre lui procurera ; des commissaires du jury des armes suivront les détails de l'expérience et feront rapport au Comité (2). De son côté, Chaptal, inspecteur des

(1) Monge, *Description de l'art de fabriquer les canons*.

(2) A. N. AF* II 121.

salpêtres dans le Midi, signalait que le citoyen Bazil avait construit à Montpellier un fourneau où il faisait le départ du métal de cloches « d'une manière très facile ». Le 23 pluviôse, le Comité accorde à Bazil une somme de 10.000 livres et vingt milliers de métal de cloches ; il enverra à la Section des armes les plans de son fourneau et, chaque décade, « le journal et les détails de ses opérations (1) ».

Cependant, pressé d'aboutir, le Comité avait, le 14 pluviôse, chargé deux chimistes éminents, Darcet et Pelletier, d'entreprendre « sans aucun retard » des expériences « exactes et faites en grand » ; ils devaient examiner les divers procédés proposés, « chercher le moyen de réussir promptement et... rédiger leurs recherches » ; le ministre de la Guerre leur fournirait le métal, le combustible, un local et une somme de 10.000 livres ; ils rendraient compte tous les quintidis de l'état de leur travail (2).

Pelletier avait reconnu, dès 1791, la possibilité d'extraire le cuivre du métal de cloches, et les travaux de Fourcroy avaient confirmé son opinion. Sur-le-champ, il se remit à l'œuvre en compagnie de Darcet dans l'atelier de Daumy, fondeur à Paris. De là sortit une *Instruction sur l'art de séparer le cuivre du métal des cloches* (3), qui fut publiée par ordre du Comité.

Elle expose très clairement le dessein du gouvernement : « Toutes les sciences, tous les arts, toutes les connaissances humaines, poussés par les Français au plus haut degré de perfection, doivent concourir en ce moment à l'affranchissement de la liberté et de l'égalité, à l'établissement de la République une et indivisible, à la destruction des ennemis qui par une guerre impie s'opposent au succès de notre glorieuse Révolution. Les talents de tous genres sont véritablement en réquisition pour le salut de la Patrie... La physique et la chimie doivent s'empresser d'offrir l'hommage de leurs recherches pour la défense d'une si belle cause. C'est à elles à diriger et à éclairer les travaux établis de toutes parts pour la fabrica-

(1) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 67.

(2) A. N. AF* II 130.

(3) B. V. P., n° 106.963.

tion des armes, à fournir toutes les ressources possibles pour tirer le parti le plus prompt et le plus utile de tous les matériaux que la nature a donnés à la France et à couvrir toute la surface de la République d'ateliers redoutables aux despotes qui la pressent. » Or, on craint que le cuivre ne manque « ou au moins ne soit pas en suffisante quantité pour les besoins des arsenaux » ; il faut donc, en attendant le développement des mines nationales, faire le départ des cloches.

L'*Instruction*, accompagnée de deux planches, ne décrivait qu'un seul procédé, mais, disait-elle, « le Comité en fait suivre plusieurs en ce moment », qui seront publiés dans un Supplément. En effet, le fourneau dont Darcet et Pelletier s'étaient servi chez le fondeur Daumy n'était pas assez puissant et ne donnait pas une chaleur suffisante. Ils s'adressèrent au Comité, qui leur permit, le 25 pluviôse, de se transporter à Romilly, près de Rouen, pour y continuer leurs expériences « avec plus de promptitude et de sûreté (1) ». Le 28, ils arrivèrent à Romilly. Daumy et son chef d'atelier Herba, qui devaient leur servir d'aides, les accompagnèrent. Lainé, directeur de la fonderie, et l'inspecteur Grimpret assistèrent à leurs essais et se mirent à leur entière disposition. « Tout nous a été ouvert ; tout nous a été fourni et communiqué avec la franchise et le zèle qu'inspire seul l'amour du bien public. » Les travaux durèrent du 28 au 30 ; ils aboutirent à des résultats très satisfaisants qui furent consignés dans un *Supplément à l'instruction sur l'art de séparer le cuivre du métal de cloches*, que Darcet et Pelletier datèrent de Paris, le 22 ventôse (2). Leur conclusion déborde d'enthousiasme. Les cloches, disent-ils, assurent aujourd'hui à la République « une mine plus riche que celle qu'on arrache aux entrailles de la terre ».

Le Comité se hâta d'exploiter le succès des recherches qu'il avait suscitées. Au dire de Barère, on allait pouvoir tirer des cloches vingt millions de livres de cuivre, assez pour alimenter les fonderies pendant plusieurs années (3). Aussi l'ouvrage

(1) A. N. AF* II 130.

(2) B. V. P. n° 106.963.

(3) *Rapport à la Convention*, du 13 pluviôse an II.

rédigé par Darcet et Pelletier, *Instruction et Supplément*, fut-il tiré à 6.000 exemplaires et les encouragements furent prodigués aux « artistes » qui se disposaient à appliquer les procédés nouveaux.

Dès le 19 ventôse, la Commission des armes est invitée à rendre compte dans les vingt-quatre heures des mesures qu'elle a prises pour mettre en activité le départ des cloches à Paris. Le fondeur Daumy avait fait « une proposition très étendue ». Un arrêté du 3 germinal ordonna de mettre à sa disposition le terrain « ci-devant appelé le Jardin des enfants de chœur, à la pointe de l'île Notre-Dame » ; le 5 prairial, trois voituriers furent requis pour aider à la construction de ses ateliers (1).

Le Comité voulut multiplier dans les départements ce genre d'établissements. Le 30 ventôse, il mande à Paris le citoyen Despax cadet, fondeur à Montauban, dont Jeanbon Saint-André lui a vanté le zèle et les lumières, et le citoyen Bonin, fondeur à Dijon, sans doute pour les initier aux procédés qui viennent d'être inventés (2). Une circulaire du 15 germinal aux Districts ordonne de concentrer dans un certain nombre de dépôts, désignés par l'Administration de la grosse artillerie, « tous les cuivres rouges trouvés dans les maisons d'émigrés et ceux qui sont à la disposition de la Nation pour être employés à la fabrication des canons, ainsi que les cloches et le métal de bronze » et d'en dresser un inventaire exact (3). Le District d'Argentan, par exemple, reçut, le 1^{er} prairial, l'ordre d'envoyer sans tarder ses cloches à Paris (4). Le 24 prairial, le Comité invite la Commission des armes à « s'occuper sans délai des moyens d'établir des ateliers de départ » dans les lieux désignés le 15 germinal ; elle passera marché pour cette opération « avec tels artistes qu'elle jugera propres » et leur procurera toutes les facilités nécessaires. Le 3 messidor, il réclame l'envoi immédiat de l'« état exact et certifié du poids des matières en cloches, cuivre rouge et bronze versés » dans les dépôts généraux et décide que le « préposé à la garde de ces matières » lui adressera

(1) A. N. AF* II 123 et Aulard, t. XII, p. 122.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 67 et 72.

(3) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 386.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 627.

désormais chaque décade l'état « des versements progressifs qui auront été effectués et des livraisons qu'il aurait pu faire ».

Le 4 messidor enfin, il groupe en quatre « arrondissements » les ateliers qui seront placés auprès des dépôts généraux (1) : le premier comprendra les établissements de Douai, Metz et Strasbourg ; le second ceux de Rouen, Saint-Lô et Rennes ; le troisième ceux de Rochefort, Limoges, Montauban et Tarbes ; le quatrième ceux d'Autun, Clermont, Pont-de-Vaux, Valence et Avignon. Quatre inspecteurs visiteront les ateliers, « suivront la marche des travaux, indiqueront les moyens de l'art propres à vaincre les obstacles qui pourraient les entraver ; ils veilleront à ce que les procédés indiqués pour le départ... soient suivis avec exactitude et à ce que cette opération se fasse partout avec activité ». L'Agence de la grosse artillerie désignera au Comité les artistes les plus propres à ces fonctions, lui soumettra un projet d'instruction et indiquera « le traitement qu'il convient de leur donner ». Elle recevra leur correspondance, surveillera leur conduite et « instruira le Comité du résultat de leurs travaux (2) ».

Cette organisation ne fut achevée que vers la fin de l'an II. Le Comité attendit jusqu'au 26 thermidor pour assigner aux inspecteurs 500 livres de traitement par mois, plus les frais de poste, et pour nommer trois d'entre eux : Grimpret, ingénieur à Romilly, dans le deuxième arrondissement, Daumy l'aîné dans le troisième et Bonin dans le quatrième (3). Pour enseigner le départ des cloches à Douai, Metz et Strasbourg, l'Agence de la grosse artillerie et la Commission des armes avaient proposé le citoyen Auguste ; mais le Comité refusa de ratifier ce choix. Le chimiste Gass, ancien employé en chef à la manufacture de Sèvres, fut désigné, mais seulement le 29 brumaire an III (4).

On avait choisi, pour y concentrer le métal des cloches, et pour y construire les ateliers de départ, des villes qui possédaient des fonderies de canons de bronze : on leur

(1) Il y avait, en outre, 4 dépôts à Paris.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 274, 434 et 449.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 72.

(4) A. N. AF* II 127.

assureraient ainsi un approvisionnement facile et à peu de frais. A la fin de l'an II, les mesures prises par la Commission des armes permettaient d'espérer les plus grands succès (1). Pourtant les travaux d'aménagement n'étaient pas encore achevés.

Le 6 prairial, le Comité avait autorisé les frères Hellot à établir dans une maison nationale d'Avignon « des fourneaux propres à faire le départ du métal des cloches, un laminoir pour réduire en plaques le cuivre qui proviendra de cette opération et une fabrique de clous de cuivre pour la marine » ; la Commission des armes leur consentirait des avances. Le 5 vendémiaire an III, la fonderie de canons d'Avignon fut supprimée, mais l'entreprise des frères Hellot survécut et continua à jouir des faveurs du gouvernement. Le 24 vendémiaire, le Comité les autorise à faire fabriquer aux forges nationales de la Chaussade les pièces et les fers nécessaires à la confection de leurs machines ; le 15 brumaire, il leur accorde des limes venues d'Allemagne ; le 24, il invite la Commission du commerce à puiser dans les magasins militaires des subsistances pour 40 ouvriers et 5 chevaux (2) ; le 24 germinal, 150 quintaux de grains et 50 d'avoine leur sont alloués ; les 11 messidor et 17 thermidor, ils obtiennent des bois pour confectionner leurs machines (3).

Un établissement du même genre fut créé dans la vallée du Rhône à Valence. Le 24 fructidor, le Comité autorisa le citoyen Ganivet à y construire des fourneaux dans une maison nationale et lui accorda une avance : ils furent installés dans les bâtiments et les jardins des ci-devant Capucins. Le 16 nivôse an III, le Comité enjoignit à l'inspecteur Bonin de se concerter avec les Districts de Valence, Grenoble et Saint-Etienne « pour la réquisition des ouvriers, matériaux et autres objets nécessaires... » et aux corps administratifs de seconder l'entrepreneur « de tout leur pouvoir (4) ».

Le 2 messidor an II, le citoyen Lehodey avait reçu des

(1) A. N. AF II 23, d. 190, pièce 67.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 735 ; t. XVII, p. 439 et 804 ; t. XVIII, p. 707.

(3) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XXIV, p. 817.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 612 ; t. XVII, p. 128 ; t. XIX, p. 276, et A. N.

facilités analogues (maison nationale, avances) pour entreprendre le départ des cloches à Toulouse (1).

Le 29 messidor, le Comité décida que les entrepreneurs de la fonderie de canons de Villedieu seraient « tenus de s'occuper du départ des cloches » et il arrêta, le 9 frimaire an III, qu'un ouvrier des fonderies de Romilly se rendrait sur-le-champ au Rocher-de-la-Liberté (Saint-Lô), pour y construire un fourneau sous la surveillance de l'inspecteur Grimpret (2).

Enfin, le 19 thermidor an II, il autorisa l'établissement que le citoyen Bonvallet voulait créer à Amiens ; les cloches du district, dont l'arrêté du 15 germinal ordonnait l'envoi à Rouen et Maromme, resteraient sur place (3).

Ainsi, par les soins du Comité de Salut public, des établissements surgirent de toutes parts pour extraire du métal des cloches les quantités considérables de cuivre qu'il renfermait. Annexés à des usines déjà florissantes ou créés de toutes pièces, ces ateliers appliquèrent les procédés imaginés ou mis au point par des savants tels que Fourcroy, Darcet et Pelletier. Le programme, qui ne put être réalisé qu'en l'an III, avait été conçu par le Comité de l'an II. Sa clairvoyance avait assuré à la République des ressources inespérées. Dans son rapport à la Convention, du 14 nivôse an III, Fourcroy rendit hommage à l'importance de l'œuvre accomplie : « Un métal précieux que la nature n'a pas refusé à la France, mais que l'art, toujours lent à se perfectionner sans le secours des sciences, n'a encore retiré de nos mines que dans une proportion bien inférieure à nos besoins, le cuivre, manquait à la République, et le commerce, si entravé depuis plusieurs années, n'en fournissait que pour une très petite partie de notre consommation. La fonte de nos canons, la construction et le doublage de nos vaisseaux en demandaient de grandes quantités : la science métallurgique a fourni comme les autres son tribut à la Patrie. Le métal des cloches que la philosophie et les lumières ont enlevées à la superstition est devenu, par de nouveaux procédés chimiques, une immense mine

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 412.

(2) *Ibid.*, t. XV, p. 238, et A. N. AF* II 127.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 707.

de cuivre à exploiter par les mains républicaines : une instruction sur ce nouvel art a été publiée par les soins du Comité de Salut public. Des artistes intelligents ont associé la recrudescence de leur pratique aux découvertes répandues par cette instruction, et plusieurs ateliers consacrés à ce départ révolutionnaire sont aujourd'hui en pleine activité, de sorte qu'en laissant aux besoins particuliers des citoyens tout le cuivre que le commerce saura tirer de l'étranger par le mouvement et la liberté que vous venez de lui rendre, nos ports et nos arsenaux seront approvisionnés par le produit de cette nouvelle création. »

VII. — LES RÉSULTATS DE L'ACTION DU COMITÉ.

Le Comité de Salut public exerça un contrôle aussi étroit sur les fabrications d'artillerie que sur celles d'armes portatives. Jusqu'à la fin de 1793, il collabora régulièrement avec le ministre de la Guerre. Lorsque le gouvernement révolutionnaire se fut définitivement consolidé, il s'attacha plus que jamais à recueillir des informations directes et constamment mises à jour sur les besoins, les ressources et la marche des travaux.

Par une circulaire du 24 frimaire, il prescrivit au directeur de chaque fonderie de canons de lui envoyer « dans le plus court délai » les plans détaillés de ses fourneaux, foreries et machines ; il décrira les procédés de moulage et coulage des pièces adoptés dans son établissement et indiquera la nature des matières qu'il peut employer. Le Comité veut, en effet, « porter dans la fabrication des objets relatifs à l'artillerie la perfection nécessaire pour que les armes soient d'un service assuré pour les défenseurs de la République et d'un effet plus terrible pour ses ennemis ». Le lendemain, pour se procurer une connaissance précise « des besoins et des ressources actuelles de la République », il décide que dans chaque place de guerre deux commissaires, nommés l'un par le commandant temporaire, l'autre par la municipalité, dresseront et enverront dans les dix jours « l'état exact, circonstancié... de tous les effets relatifs à la grosse artillerie » qui peuvent s'y trouver, en indiquant « tout ce qui peut éclairer le Comité

sur les besoins et les ressources ». Un recensement analogue aura lieu dans chaque armée. Enfin les directeurs des fonderies et arsenaux fourniront chaque décade au Comité l'état de ce qu'ils auront « fabriqué, reçu et délivré (1) ».

Le 8 pluviôse, ordre est donné à Mazurier, « adjoint par intérim à la 3^e division de la Guerre » et à Capon, « chef des bureaux de la Marine pour la partie de l'artillerie », d'apporter au Comité, le 10, à 9 heures du soir, « des renseignements complets sur l'état des fabrications de canons... dans toute l'étendue de la République (2) ». Plus tard, le 14 ventôse, pour répartir les réquisitions en connaissance de cause, il invite la Commission des armes à lui envoyer, dans les dix jours, une carte de la République indiquant toutes les fonderies de bronze et les arrondissements où devront se faire les réquisitions de cuivre rouge, d'étain et de métal de cloches. Le 24 messidor, il demande encore à des entrepreneurs de fonderies d'envoyer dans les cinq jours l'état des bouches à feu qu'ils pourraient exécuter en sus de leurs commandes actuelles : ils indiqueront les calibres et la durée d'activité de leur établissement (3).

En même temps, on multipliait les efforts pour améliorer le matériel de l'artillerie. Dès le 6 septembre 1793, la Convention avait ordonné d'examiner l'invention du mécanicien Boullangé : il s'agissait d'« un canon foudroyant, composé de quatre pièces du calibre de 4 montées sur le même affût » et qui « d'une seule décharge » tirait « douze coups précipités (4) ». Le 26 du même mois, un autre mécanicien, Levayer, offrit au Comité un canon de son invention (5). Plus tard, le 24 nivôse, « considérant que si l'on pouvait se procurer des armes dont le transport fût beaucoup plus facile et l'effet aussi certain que celui des canons, nos troupes obtiendraient un avantage considérable sur nos ennemis, en s'emparant de hauteurs inaccessibles pour la grosse artillerie », le Comité ordonne la construction de canons de fer forgé « d'un pouce

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 393 et 417.

(2) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 474-5.

(3) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 527, et t. XV, p. 106.

(4) *Archives parlementaires*, t. LXXIII, p. 459.

(5) A. N. AF* II 128.

de diamètre, de longueurs différentes, depuis la longueur ordinaire des fusils de grenadiers jusqu'au triple de cette grandeur..., de cinq pouces en cinq pouces ». Sur chacun d'eux des essais seront faits pour déterminer « quelle quantité de poudre et quelle forme de balles il faut avoir pour obtenir la plus grande portée » ; ils seront dirigés par Hassenfratz et des commissaires que désigneront les trois Administrations des fusils et le jury des armes (1).

Le 30 prairial, il procure des facilités à Forfait, ingénieur en chef au Havre-Marat, « pour essayer et perfectionner les différentes pièces d'artillerie navale dont il est l'inventeur ». Le deuxième sans-culottide, il ordonne de couler sans délai, dans une des fonderies de Paris, un canon de 36 court inventé par Belair, officier d'artillerie : quatre « ingénieurs » furent employés sous ses ordres pour « perfectionner les bouches à feu et projectiles de guerre de son invention à Paris (2) ». Une pièce de campagne en fer forgé, du calibre de 4, fut construite à Saint-Etienne, d'après des procédés nouveaux, par le citoyen Coquerel, puis amenée à Paris : le 23 pluviôse an III, plusieurs commissaires furent chargés de l'examiner, et un arrêté du 23 germinal suivant reconnut la valeur de l'invention (3). Le jury des armes étudia « un nouveau moyen de pointer les canons, proposé par le citoyen Moreau », et un arrêté du 23 vendémiaire an III prescrivit à la Commission des armes des expériences comparatives (4).

Enfin, les pièces de bronze de l'artillerie de terre présentaient un grave inconvénient. L'action de l'amorce sur un métal trop tendre provoquait « l'égueulement de la lumière » et les mettait rapidement hors de service. « Un artiste de Paris y remédia heureusement. Pour cela il suffit de forer la pièce à l'endroit de la lumière sur une certaine largeur et de substituer au métal enlevé un morceau de cuivre pur et écroué dans lequel on perçait ensuite une lumière. Ce morceau, analogue au grain des fusils, avait ses bords taillés en

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 226.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 382 ; t. XVI, p. 773, et t. XX, p. 521 (arrêté du 7 ventôse an III).

(3) Aulard, *Recueil*, t. XX, p. 202, et t. XXII, p. 7.

(4) *Ibid.*, t. XVII, p. 419.

vis et s'ajustait solidement au canon dont le trou était refouillé en écrou. » Le procédé accrut de beaucoup la durée des nouveaux et même des anciens canons et il n'exigeait que l'emploi d'un appareil « commode et très portatif (1) ».

En effet, dès le 1^{er} germinal, le Comité avait prescrit à la Commission des armes de « faire placer des grains de cuivre rouge aux lumières des canons ». De sérieux mécomptes l'engageaient à surveiller de très près la construction du matériel d'artillerie (2). Le 9 messidor an II, Guyton lui écrit, du quartier général des armées réunies sur la Sambre, que la veille une pièce de 12, quoique neuve, « s'est trouvée hors de service au bout de 150 coups, par défaut de grain » et que les pièces françaises retrouvées à Charleroi ont eu le même sort. Il insiste sur la nécessité de ne recevoir à l'avenir que des pièces plus solides et de « faire réparer celles qui sont dégradées faute de grain ». Le 12, le Comité décide de créer à Paris « un atelier de précision destiné à la construction des instruments propres tant à la vérification des projectiles de guerre qu'aux épreuves des bouches à feu... » et arrête, le 14 thermidor, qu'il sera placé dans la maison Céran, rue de Lille (3).

Cependant, les représentants aux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse renouvellent leurs plaintes. Beaucoup de pièces, écrivent-ils le 19 thermidor, sont hors de service après avoir tiré 40 coups. « Ce vice vient de ce qu'on ne place plus à froid des grains de lumière ; cet usage avait précédemment été suivi dans les anciennes fonderies ; les frères Périer et autres les ont supprimés, et depuis ce temps il a été donné des ordres de les supprimer dans toutes les fonderies. » Carnot répondit dès le 30 que le Comité ne se désintéressait pas de la question. Il avait ordonné « qu'on plaçât les grains à froid avant d'envoyer les pièces aux armées » ; pour celles qui s'y trouvent maintenant et qui sont détériorées, « on prépare les outils nécessaires pour faire cette opération sur place et on fera partir incessamment les ouvriers qui doivent l'exécuter (4) ».

(1) *Souvenirs* de C.-A. Prieur.

(2) A. N. AF² II 124.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 562 et 613, et t. XV, p. 579.

(4) *Id.*, *Recueil*, t. XVI, p. 102 et 176, et Charavay, t. IV, p. 587.

En effet, un arrêté du 3 fructidor décide qu' « il sera fourni au citoyen Brézin, chargé de la construction de ces machines, quatre ouvriers menuisiers habiles, pris parmi ceux de l'atelier de perfectionnement, pour terminer dans l'espace de deux jours au plus le modèle en bois déjà commencé » ; la Commission des armes requerra 18 ouvriers en bois pour construire douze châssis à l'Arsenal « en un jour et demi » ; « à mesure que les pièces seront coulées, elles seront transportées à l'atelier de perfectionnement... où 18 ouvriers limeurs et taraudeurs seront employés à les... achever » ; Brézin fournira dans les dix jours 100 grains du calibre de 8 et continuera ensuite la fabrication ; six ouvriers forgerons et limeurs très habiles, requis par la Commission des armes, « suivront la fabrication des machines, s'instruiront de leur emploi » et se rendront aux armées pour poser les grains. Les travaux seront placés sous l'inspection du serrurier Deslandes, qui rendra compte de leurs progrès au Comité tous les jours à 9 heures du soir ; il indiquera notamment « s'il reconnaît de la négligence, de l'insubordination de la part des ouvriers ». Le 17, ordre est donné à tous les fondeurs en bronze « de placer des grains de lumière du cuivre le plus pur, corroyé et à froid », à toutes les bouches à feu qui se trouvent encore dans leurs ateliers ou qu'ils couleront dorénavant (1). Le 6 vendémiaire an III, le Comité annonce à Gillet, représentant à l'armée de Sambre-et-Meuse, qu'il a jugé préférable de réparer sur place les pièces avariées, « en envoyant à cet effet des grains tout préparés, des outils faciles à transporter et des ouvriers en état de les poser » ; des grains sont déjà prêts pour les pièces de 12, de 8 et de 4, et un instrument perfectionné « va suppléer aux outils jusqu'alors en usage » ; mais il serait « dispendieux » de déplacer « pour un travail momentané » des artistes de Paris ; aussi le représentant est-il chargé de requérir à l'armée, de préférence parmi les canonniers, six ouvriers ayant déjà de l'expérience, et de les envoyer sur-le-champ à Paris, où ils recevront les instructions, les matières et les instruments nécessaires (2).

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 233 et 491. Voir aussi un arrêté du 6 fructidor (*Ibid.*, t. XVI, p. 288).

(2) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 104.

Ainsi, tout en multipliant les fabrications d'artillerie, le Comité s'attache à perfectionner leurs procédés traditionnels. Selon le mot de Fourcroy, la découverte de la machine à poser les grains de lumière répondait « à la rapidité de nos succès » et « à l'énergie de nos soldats (1) ».

D'une manière générale, des progrès considérables furent accomplis. Avant la Révolution, seules les fonderies de Douai et de Strasbourg coulaient en bronze pour l'artillerie de terre ; celles de Rochefort et de Toulon ne fabriquaient guère que des caronades, pierriers, espingoles et ouvrages de gréement pour la marine. Dès la fin de pluviôse an II, 4 fonderies, « montées rapidement » à Paris, où l'on profita de grands ateliers « tout formés », assuraient « un produit annuel de 1.500 bouches à feu ». En outre, 9 fonderies, « élevées successivement par les soins des représentants en mission dans les départements », étaient en état de fournir 3.000 canons de divers calibres.

Au début de l'an III, bien qu'il eût fallu transférer ailleurs les ateliers de Lyon et de Toulon, il existait, sans compter les établissements de Paris, de Douai et de Strasbourg, 13 fonderies dans les départements. Elles avaient fourni 597 canons dans le seul mois de frimaire et assuraient un produit annuel de plus de 7.000 pièces de bronze. D'autre part, 2.803 canons avaient été enlevés à l'ennemi, et on pouvait y ajouter ceux que l'on venait de prendre en Hollande. « Nous pouvons désormais, déclarait Guyton, réserver à d'autres usages, et particulièrement au doublage des vaisseaux, le cuivre dont les cloches sont devenues pour nous une mine si abondante (2). »

(1) *Rapport à la Convention*, du 14 nivôse an III.

(2) Même référence.

CHAPITRE VII

Les Canons de fonte pour la Marine.

I. — LES PROJETS ET L'ACTION DU COMITÉ.

La guerre contre l'Angleterre exigeait des efforts considérables. La trahison de Toulon avait encore accru les besoins de la marine. Dès le mois d'août 1793, le Comité de Salut public se préoccupa d'y pourvoir.

Le 28, par exemple, il autorise le ministre de la Marine « à continuer d'employer le citoyen Capon pour accélérer les travaux dans les forges et fonderies (1)... ». La veille, il avait confirmé les pouvoirs de deux commissaires, les citoyens Wilfelsheim et Lion, envoyés dans le Cher, l'Indre, la Charente et la Dordogne « pour examiner les forges et usines nationales susceptibles d'être affectées aux fabrications d'effets d'artillerie » et poursuivre leurs opérations auprès des usines en activité : les corps administratifs devaient leur donner « toute protection et facilités (2) ». Bientôt, le ministre de la Marine attire l'attention du Comité sur la forge de la Chapelle Saint-Robert, située dans le district de Nontron et « devenue propriété nationale par l'émigration de son propriétaire » ; le fermier, qui avait traité en 1789 pour une fourniture de canons et de boulets, n'avait encore fait aucune livraison (3). Un arrêté du 10 septembre ordonna de surseoir à la vente de la forge pendant la durée de la guerre, la mit à la disposition du ministre de la Marine et l'autorisa « à

(1) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 140.

(2) A. N. AF* II 120.

(3) Lettre reçue le 30 août par le Comité (A. N. AF* II 128).

y faire les réparations nécessaires et à la faire administrer de la manière la plus avantageuse pour le service de la République (1) ». Mais Dupin, adjoint à la Guerre, annonçait, le 5 octobre, que la remise en marche de l'usine serait sans doute retardée, parce que le District avait déjà vendu les charbons et minerais rassemblés pour l'approvisionner (2).

Le 28 septembre, Chappatte, adjoint au ministre de la Marine, demanda aussi qu'une indemnité fût promise aux entrepreneurs des fonderies de Forgeneuve et de Lamothe (Dordogne) pour les déterminer à rallumer sur-le-champ leurs fourneaux qu'ils avaient dû éteindre au mois d'août, faute d'eau (3). Sur décision favorable rendue le 2 octobre par le Comité, des ordres furent donnés par le ministre pour remettre les deux forges en activité (4).

Mais l'un des deux commissaires envoyés dans la région, le citoyen Lion, fut appelé comme suppléant au sein de la Convention nationale (5) et y prit séance le 6 octobre. Son collègue Wilfelsheim périt assassiné. Le Comité, privé des renseignements qu'il apportait, charge le représentant Campmas, le 28 brumaire, de veiller, dans la Dordogne, « à ce que celles des forges nationales qui sont actuellement en régie soient incessamment adjudgées à des fermiers », qui passeront marché avec les ministres de la Guerre et de la Marine « pour fournitures d'objets nécessaires aux services de leurs départements » et à ce que les fers « d'excellentes qualités » soient réservés « à des objets pour lesquels ils sont nécessaires, tels que les essieux pour l'artillerie de terre et les fers à l'usage de la marine (6) ».

Aucun indice ne laisse supposer que Campmas ait rejoint le poste qui lui était assigné. Mais il est certain que le Comité ne perdit pas de vue les ressources du département de la Dordogne. Le 9 frimaire, il transmet encore à Chappatte une lettre de son collègue Dupin qui indique les forges de La

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 399.

(2) A. H. G. *Reg.* A /6.

(3) A. N. AF* II 128.

(4) A. H. G. *Reg.* A /6 : lettre du 6 octobre au Comité.

(5) Kuscinski, *Dictionnaire des conventionnels*.

(6) A. N. AF* I 121 et Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 521.

Mouline, district de Belvès, comme propres à la fabrication des canons, et l'invite à tirer profit de ces renseignements ; car « ...il est plus avantageux à la République de tirer parti de la bonne qualité des fontes de cette forge pour des bouches à feu que de les employer à couler des boulets, et... d'ailleurs le département de la Marine a un besoin pressant d'artillerie (1)... »

En ce mois de frimaire, les conceptions du Comité s'élargissent. Il songe à diriger de puissants efforts contre l'Angleterre, qu'il considère comme l'âme de la coalition. Il lui arrache Toulon ; il veut lui ravir l'empire des mers, ou du moins de la Méditerranée. Mais les moyens d'action de la République étaient très faibles. « Réduite à ses propres forces contre les marines réunies de l'Angleterre, de la Hollande, de l'Espagne, de la Russie et de Naples, elle n'avait pas un assez grand nombre de vaisseaux pour lutter contre tant d'ennemis, et il lui manquait 6.000 pièces de canons de fer coulé pour armer ceux dont la construction était ordonnée (2). »

Le Comité avait en effet conçu un vaste programme de constructions navales. Mais quatre fonderies seulement travaillaient pour la marine et ne donnaient par an que 36.000 quintaux de « fer coulé », soit environ 900 canons de tous calibres (3). C'était trop peu. Pour multiplier les établissements et développer leur production, le Comité fit un large appel à l'industrie nationale et au génie des savants français. Il entreprit de convertir en fonderies de canons un certain nombre de hauts fourneaux, qui coulaient de la fonte de bonne qualité, et de transformer en foreries « toutes les grosses forges qui se trouveraient sans emploi par la nouvelle destination de cette fonte (4) ».

Dès la fin de frimaire, il prépare fiévreusement l'exécution de ce plan. Le 24, il charge l'ingénieur des mines Lefèvre « de visiter les fonderies de Périer, Brézin et autres fondeurs de Paris », de « lever et dessiner le plan des moules, des fourneaux et des foreries, de faire faire en bois tous les modèles d'ou-

(1) Charavay, t. IV, p. 207-8.

(2) Monge, *Description de l'art de fabriquer les canons*.

(3) Guyton, *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

(4) Monge, *ouvrage cité*.

tils... ». Il décide bientôt « d'envoyer sur les lieux qui produisent du fer de bonne qualité des citoyens qui puissent y porter la manière de monter et de conduire les fourneaux, les machines, etc., et les procédés les plus avantageux pour le moulage et le coulage des pièces » ; or, « pour remplir ce but, il est nécessaire que des citoyens intelligents prennent dans les fonderies actuellement existantes une connaissance détaillée des fourneaux, machines et procédés employés... ». Le 1^{er} nivôse, deux inspecteurs des mines, Hassenfratz et Gillet-Laumont, reçoivent mission de se rendre sans délai, l'un au Creusot, l'autre à Indret, pour s'y mettre au courant « de la construction et de la conduite de tous les établissements nécessaires à la fabrication des armes, et principalement de la partie de ces établissements applicable aux fourneaux ordinaires et dans lesquels les machines à feu ne sont pas employées », de manière à pouvoir « mettre en activité de semblables établissements » partout où le Comité jugera utile de les envoyer. Ils devaient étudier aussi « les procédés les plus avantageux pour le moulage, coulage et forage des pièces ». Ils étaient autorisés à emmener avec eux « un citoyen intelligent, capable de les aider dans la levée des plans, le tracé des pièces et la description des procédés ». Enfin ils enverraient au Comité « les plans détaillés de toutes les parties de l'établissement applicables aux fourneaux des forges ordinaires pour la confection des canons (1) ».

Le 18 nivôse, instruit par le District d'Orgelet (Jura) « des ressources que présentent les forêts et les mines de fer des environs de la commune de Chambéria », le Comité y envoie le citoyen Baillet-Belloy, qui a déjà rempli une mission analogue dans l'Isère, « à la satisfaction du Comité » ; après un stage de dix jours au Creusot, il se concertera avec le District d'Orgelet « pour tirer des établissements de forges déjà existants et des facilités que les mines et les bois offrent pour en former de nouveaux le parti le plus prompt et le plus avantageux à la confection du grand nombre de pièces d'artillerie de tous calibres » dont la marine a « le plus pressant besoin » ; à tout le moins, les fontes des fourneaux du district

(1) A. N. AF* II 121.

pourraient alimenter le Creusot (1). Plus tard, le 19 germinal, le Comité chargea encore Baillet de se concerter avec le District et la Société populaire d'Orgelet pour « engager quelques bons sans-culottes à faire l'entreprise de la fonderie de Chalea et de Chambéria (2) ».

Le 24 nivôse, l'attention du Comité se porta sur les départements de l'Isère et du Mont-Blanc dont les fers, d'excellente qualité, alimentaient naguère les fonderies réputées d'Allevard et les aciéries des environs de Rives. Mais, « depuis quelque temps », les fourneaux sont dans une « espèce d'abandon » et leurs fontes sont mal employées : on les consomme en boulets « pour lesquels des fontes médiocres peuvent suffire » ; le Comité, trop éloigné, n'a pas « la connaissance exacte des localités » qui lui permettrait « de régler par lui-même toutes les mesures de détail que les circonstances peuvent demander ». D'autre part, « le changement de destination des fontes de ces départements, la malveillance des ennemis de la République, les rivalités entre les propriétaires et d'autres petites passions peuvent donner lieu à une foule de difficultés qu'un représentant du peuple peut lever rapidement et même empêcher de naître ». Le Comité charge donc spécialement Petitjean, représentant dans l'Isère, « d'employer tous les moyens que le caractère dont il est revêtu met à sa disposition et ceux que ses lumières particulières le mettent à portée de trouver », pour donner aux fourneaux de l'Isère, du Mont-Blanc et de la Drôme « l'activité la plus grande » et leur assurer un prompt approvisionnement de minerais et de charbons de bois. Il procurera des fontes aux aciéries anciennes ou nouvelles et, après avoir pourvu aux besoins indispensables de l'agriculture, affectera le surplus à la fabrication des canons pour la marine. A cet effet, il « fera rétablir les anciennes fonderies de canons, si les bois nécessaires à l'affouage et les facilités de communications rendent cette mesure avantageuse », et il en créera de nouvelles « partout où l'abondance des fontes et les autres circonstances locales pourront le permettre ».

(1) A. N. AF* II 121. Voir aussi dans AF* II 120 le texte de l'instruction donnée à Baillet.

(2) A. N. AF* II 124.

Pas de régies nationales : elles sont « onéreuses aux finances de la République, lentes dans leurs travaux, magnifiques dans tout ce qui regarde les administrations et pauvres en produits ». Petitjean excitera « les sans-culottes intelligents et courageux du pays » à passer marché avec le ministre de la Marine. Un artiste exercé sera incessamment « envoyé à ses ordres ». Lamotte fut en effet désigné le 9 pluviôse et reçut des instructions analogues à celles du représentant (1) ; mais le même jour Petitjean annonçait qu'un envoyé déjà dans l'Allier et la Creuse il ne pouvait accepter la mission qu'on lui confiait (2). Il ne semble pas avoir été remplacé ; Lamotte lui-même n'eut sans doute pas le temps de se rendre dans l'Isère : dès le 25 pluviôse, il était envoyé dans la Dordogne et subordonné au représentant Romme.

Mais les autorités locales s'intéressèrent à la question : d'accord avec la Société populaire de Grenoble, le Département demanda, le 17 pluviôse, la conservation des forges d'Allevard et proposa, le 19, au Comité l'établissement, au confluent de l'Isère et du Rhône, d'une grande fonderie de canons de fer coulé, qui serait alimentée par les minerais de l'Isère et les charbons de terre de Rive-de-Gier (3). Il semble que ni l'un ni l'autre de ces projets n'ait abouti (4).

De son côté, le 16 floréal, le Comité ordonna de restaurer la fonderie de Saint-Gervais dans l'Isère, de lui affecter les charbons provenant de plusieurs forêts nationales, les mines de fer d'Allevard et lieux circonvoisins, et de surseoir à la vente de tous bâtiments ou propriétés nécessaires à l'établissement (5). Mais, au début de l'an III, cet arrêté n'avait pas encore été exécuté.

Vers la fin de nivôse, le Comité écrit au représentant Noël Pointe, alors en mission dans l'Allier, la Nièvre et le Cher, « que les besoins de la marine en canons de fer coulé sont énormes » et le prie de charger le citoyen Darche de pren-

(1) A. N. AF* II 121.

(2) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 498.

(3) *Inv. des Archives départementales*, Isère, série L, t. II, p. 88, 98, 167 et 319.

(4) C'est certain pour Allevard. Voir l'arrêté du 10 germinal an III (A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XXI, p. 399).

(5) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 293.

dre connaissance dans les trois départements « de tous les fourneaux, de ce qu'ils coulent de fonte par an, de ce qui s'y trouve de disponible ». Pointe répond de Nevers, le 1^{er} pluviôse, qu'en l'absence de Darche il envoie des commissaires instruits pour recueillir ces renseignements. Le 8, il annonce qu'il sera bientôt de retour à Paris, qu'il rendra « un compte fidèle de tous les fourneaux des trois départements qui lui sont confiés » ; déjà il insiste sur le gain de temps et d'argent que l'on réaliserait en reprenant et achevant les travaux d'une forerie commencée à Nevers (1).

Le département de la Dordogne produisait aussi des fontes de bonne qualité et la plupart des fourneaux avaient déjà coulé des bouches à feu pour la marine de l'Etat ou le commerce. Les procédés de fabrication y étaient mieux connus qu'ailleurs ou s'y répandraient « avec plus de facilité et de promptitude ». Ordre fut donné, le 11 pluviôse, à Gillet-Laumont et Dumas de s'y rendre, « après avoir passé chacun une décade à Indret », et d'y remplir une mission analogue à celle qui venait d'être confiée à Lamotte dans l'Isère (2).

Enfin, le 30 pluviôse, le directeur de la fonderie de Montauban fut chargé de convertir en foreries, dans cette commune, « toutes les usines, telles que moulins à foulons, à ratines et autres qui ne sont point destinés à des objets de première nécessité, d'y faire construire les bancs à forer et les autres attirails nécessaires à cette nouvelle destination (3) ».

Ainsi le Comité rechercha dans la France entière les moyens de subvenir aux besoins de la marine. Quand il eut recueilli des indications suffisamment précises, il distribua les territoires où se trouvaient les fourneaux dont il avait décidé la transformation en quatre arrondissements, à la tête de chacun desquels il plaça un représentant du peuple. Il assigna l'Eure, l'Orne et les départements voisins à Deydier, le Cher et l'Indre à Ferry, la Dordogne et la région du Sud-Ouest à Romme, la Nièvre et l'Allier à Noël Pointe. Un

(1) Voir son *Compte rendu* (du 18 pluviôse an II) et A. H. G. *Correspondance militaire générale*, janvier 1794.

(2) A. N. AF*II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 534.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 246.

arrêté du 24 pluviôse détermina l'objet de leur mission et leur conféra des pouvoirs très étendus.

Chaque représentant, dans sa circonscription, devra « former tous les établissements de fonderie et de forerie que la localité comporte, y donner à ceux déjà existants toute l'étendue dont ils sont susceptibles, suivant les vues qui lui seront développées dans l'instruction qui lui sera remise et de manière que dans deux mois au plus tard tous les établissements possibles soient dans la plus grande activité ». Il prendra « toutes les mesures qu'il jugera convenables », emploiera « tous les agents, artistes et ouvriers qui seront nécessaires », traitera au nom de la République « avec tous les entrepreneurs, fournisseurs et autres citoyens, pour disposer soit de leur travail soit de leurs propriétés », requerra au besoin les fonctionnaires publics et les citoyens, réglera « toutes les difficultés qu'il serait instant de lever, de quelque nature qu'elles soient », puisera dans les caisses publiques « les fonds nécessaires pour les dépenses urgentes et pour donner une vive impulsion aux établissements », sauf à en aviser sur-le-champ le Comité. Il pourra destituer ou faire arrêter « tous ceux qui nuiraient ou s'opposeraient à l'efficacité de ces mesures » et « ordonner tout ce que l'intérêt et la sûreté de la République lui paraîtront exiger ».

Au reste, le représentant « entretiendra avec le Comité la correspondance la plus active », lui communiquera ses arrêtés et ses ordres, lui demandera, « pour ajouter à toutes les ressources que fournit la localité, tous les moyens qui ne peuvent se tirer que de la République entière », et veillera à ce que « tous les établissements formés se trouvent parfaitement subordonnés à l'autorité centrale du gouvernement (1) ».

En somme, les quatre représentants allaient exercer sur de vastes parties du territoire national une véritable dictature économique, sous le contrôle et avec l'appui du Comité de Salut public. Ils avaient été soigneusement choisis. Tous étaient personnellement connus de Prieur, qui en 1792 ou au début de 1793 avait accompli en leur compagnie diverses missions. Tous se recommandaient par leurs talents

(1) A. N. AF* II 122 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 87.

ou par l'éclat des services rendus : Ferry et Romme passaient pour des mathématiciens distingués ; le dernier avait déjà exercé les fonctions de commissaire de l'Assemblée législative près des manufactures de Moulins et de Saint-Etienne ; Deydier venait de remplir avec succès, coup sur coup, deux missions importantes, l'une dans l'Isère, l'autre sur les rives du canal de Briare ; Noël Pointe, ouvrier armurier de Saint-Etienne, connaissait à merveille la région de la Nièvre et de l'Allier, où il venait précisément de passer plusieurs mois pour presser la fabrication des fers et des lames à canons.

Le Comité prit soin, d'ailleurs, de leur adjoindre « des artistes instruits dans les mécaniques et dans l'art de la fonderie ». L'ingénieur des mines Gillet-Laumont et le citoyen Lamotte furent mis à la disposition de Romme ; Lefèvre-Hellancourt fut désigné pour les départements de l'Eure et de l'Orne, Hassenfratz et Guillaume pour le Cher, Henry pour la Nièvre et l'Allier (1). Ce dernier fut remplacé par le citoyen Gazeran dès le 10 ventôse (2). Les instructions de ces commissaires, analogues à celles des représentants auxquels ils étaient subordonnés, leur prescrivaient de faire « en sorte que tous les maîtres de forges dont les fontes ne sont pas employées d'une manière utile à la défense de la République et ne sont pas indispensablement nécessaires au service de l'agriculture coulent des canons pour le service de la marine ». Ils devaient, d'accord avec la Commission des armes et le Comité, répartir les commandes entre les fourneaux d'après leurs « facultés », de manière à obtenir d'abord les calibres dont la marine avait le besoin le plus pressant, et empêcher la conversion des bonnes fontes en boulets, bombes et obus, « pour lesquels les fontes ordinaires et de qualité inférieure sont suffisantes (3) ».

Le Comité voulut procurer aux représentants et à ses commissaires, pour aménager les nouveaux établissements, « des ouvriers intelligents et exercés, qu'on ne pouvait espérer de trouver dans les lieux écartés où sont ordinairement placés

(1) A. N. AF* II 122 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 114 et 140 (arrêtés des 25 et 26 pluviôse).

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 449 et 476.

(3) Arrêtés des 25 pluviôse et 10 ventôse.

les fourneaux de fer coulé (1) ». C'est alors qu'il organisa pour 50 charpentiers de Paris et pour deux citoyens par district les cours révolutionnaires sur la fabrication des canons (2).

Sa sollicitude va même au delà des besoins du moment. Il estime « qu'il est important de multiplier les hommes instruits dans la fabrication des armes de toute espèce et dans les procédés à suivre pour porter les matières que l'on y emploie au degré de perfection désiré, afin que leur nombre suffise aux besoins de la République » et « que la manière de répandre l'instruction par les entretiens d'hommes éclairés, les voyages et l'inspection peut suppléer avantageusement et avec plus de fruit aux établissements que les circonstances où se trouve la République n'ont pas encore permis d'instituer ». Il décide donc, le 24 pluviôse, que chacun des quatre représentants envoyés dans les départements « se fera accompagner dans ses courses de deux jeunes sans-culottes pris parmi les enfants d'ouvriers et artistes intelligents et qui sachent lire, écrire et compter » : il leur donnera, soit par des entretiens, soit en leur faisant voir « les ateliers et productions naturelles », soit en leur faisant écrire des lettres, « les connaissances indispensables d'histoire naturelle, de physique, de mécanique et de chimie, pour les mettre à portée de bien concevoir et de bien exécuter, en examinant les différents procédés à suivre dans la fabrication des canons ». Les élèves seront entretenus aux frais de la République et des notes seront envoyées au Comité sur leur nom, leur âge, leur pays et leurs progrès (3). C'est ainsi que Noël Pointe choisit Noël Lardoire et son propre fils Libre Pointe ; il leur assigna, le 1^{er} fructidor an II, un traitement de 9 livres par jour et confia, avant son départ pour Paris, l'instruction du premier à Gazeran et celle du second à Robert l'aîné, qui avaient été ses principaux collaborateurs (4).

Enfin, le Comité craignit que les cours révolutionnaires ne fussent insuffisants et « qu'une instruction aussi rapide, sur des objets aussi multipliés et aussi nouveaux pour la plu-

(1) Monge, *Description de l'art de fabriquer les canons*.

(2) Voir plus loin, chapitre XIII.

(3) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 89.

(4) Voir son *Compte rendu*, de vendémiaire an III.

part des élèves, ne jetât pas des racines assez profondes » ; aussi ordonna-t-il à Monge, le 18 pluviôse, de rédiger « une description des procédés employés dans la fabrication des canons » et d'y joindre des gravures représentant « les plans et les détails de toutes les parties de la fabrication (1) ».

Monge s'acquitta de cette tâche avec le talent qu'on était unanime à lui reconnaître. Sa *Description* porte la marque d'un esprit singulièrement lucide. Elle résume, avec une simplicité qui n'exclut pas la précision, l'état de la science métallurgique à la fin du XVIII^e siècle. Monge étudie tour à tour les matières traitées dans les usines : minerai de fer, fer coulé, fer forgé, acier, bronze, métal de cloches ; il indique leurs propriétés essentielles et la manière de les obtenir. Puis il analyse avec une limpidité parfaite les procédés les plus avantageux pour mouler, fondre et forer les pièces d'artillerie. Soixante planches gravées ajoutent encore à la clarté de l'exposition.

En même temps qu'il confiait la construction des nouveaux établissements à des artistes exercés et à des ouvriers habiles, le Comité songeait à les doter d'un outillage perfectionné. Jusqu'alors on avait suivi en France, dans les fonderies de canons, le procédé du *moulage en terre* : il était employé à Douai, à Strasbourg, à Ruelle et même à l'Arsenal de Paris avec, il est vrai, « plusieurs changements très avantageux ». « On a porté, dit Monge, dans les fonderies de canons, les procédés des fondeurs de cloches ; et quoique dans un même établissement on dût couler un assez grand nombre de pièces de même calibre, on a toujours conservé l'usage de former, pour chaque canon, un modèle en terre, qu'il faut détruire pour vider le moule. » La lenteur de cette méthode « ne convenait point aux circonstances ». Or, depuis un certain nombre d'années, quelques fonderies avaient adopté le procédé du *moulage en sable* qui permettait de couler avec un modèle unique toutes les pièces de même calibre et procurait une économie considérable de temps et de main-d'œuvre. Le Comité voulut généraliser cette méthode ou tout au moins l'appliquer dans les fonderies « révolutionnaires (2) ». Les commis-

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 730.

(2) Monge, *Description de l'art de fabriquer les canons*.

saires désignés le 25 pluviôse devaient établir les procédés du moulage en sable partout où ils le pourraient « avec succès et avantage, en observant néanmoins que si leur introduction devait apporter des retards trop considérables, il vaudrait mieux en faire le sacrifice, et que le principal mérite de leurs services doit être la célérité (1) ».

Le moulage en sable exigeait l'emploi de modèles creux en fer ou de préférence en cuivre, divisés en tronçons qui se moulaient séparément (2). Le Comité résolut d'en faire fabriquer un grand nombre et de les distribuer ensuite aux établissements de province.

Dès le 30 frimaire, il ordonne aux directeurs des fonderies du Creusot, d'Indret et de Chaillot d'exécuter sur-le-champ avec soin, en fonte, « deux modèles de chacune des pièces de canon de tout calibre, depuis celui de 4 livres de balles jusqu'à celui de 36 ». Le 9 pluviôse, il commande à Thury, fondeur de Paris, pour les établissements où sera envoyé Hassenfratz, trois modèles des calibres de 12, 18 et 24 : le premier devra être fourni dans un mois et les deux autres de quinzaine en quinzaine (3). Le 21, il décide encore que vingt modèles de chacun des calibres usités dans la marine seront exécutés sous ses yeux dans les fonderies de Paris ; elles sont pour la plupart sur le point de suspendre leurs travaux « par le manque de cuivre rouge » et peuvent sans inconvénient se livrer pour quelque temps « à une opération qui ne consomme que du cuivre jaune » ; Périer, Thury, Brézin et Héban suspendront donc la fabrication des canons de bronze et emploieront « tous les moyens qui sont en leur disposition pour couler en cuivre jaune et perfectionner les modèles... ». Périer en confectionnera vingt de chacun des calibres de 36, 18 et 6 long, et cinq de 6 court, Thury vingt de 12 et cinq de 8 long, Brézin vingt de 24 et vingt de 6 long ; Héban vingt de 4 long et cinq de 4 court. Le citoyen Ferry tournera et ajustera « les modèles qui seront fondus par Thury et Héban qui n'ont pas d'ateliers ». Tous devront s'efforcer de livrer ces

(1) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 114.

(2) Monge, *Description de l'art de fabriquer les canons*.

(3) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 491.

modèles dans l'espace de cinq décades... ». L'Administration centrale des armes leur procurera les matières nécessaires : cuivre jaune, fer et charbon. Le même jour, Périer est chargé de construire rapidement « en bois, pour chacun des calibres de 36, 24, 18, 12, 8 long, 6 long et 4 long, six modèles de caisse pour couler en sable et deux modèles pour chacun des calibres courts de 8, 6 et 4 (1) ».

Les canons étaient coulés « pleins » ; il fallait ensuite les forer. Les commissaires envoyés dans les départements devaient établir, à proximité des fourneaux, « les forets nécessaires, soit en augmentant le nombre des tournants dans les foreries déjà existantes et en activité, soit en relevant d'anciennes foreries qui pourraient être abandonnées, soit en établissant de nouvelles dans les lieux qui présenteraient à cet égard des facilités » ; ils s'attacheraient à éviter des dépenses excessives et « des retards fâcheux ». La construction des foreries était, en effet, une tâche délicate : les charpentiers de Paris s'en chargeraient. Il était à craindre aussi que l'on ne pût aisément se procurer sur les lieux l'outillage nécessaire ; le Comité voulut doter chaque établissement nouveau d'« un équipage de taillants de forets » qui serviraient de modèles « pour s'entretenir par la suite de cette espèce d'outils ». Le 22 pluviôse, il commande à Périer « vingt taillants de forets pour chacun des calibres de 36, 24, 18, 12, 8, 6 et 4 » et l'invite à les confectionner avec « la plus grande activité (2) ». Dans le même ordre d'idées, il enjoindra au citoyen Bergeron, le 26 ventôse, de construire sans délai « vingt-quatre filières doubles garnies de coussinets et de tarauds (3) ».

Le Comité suivit avec attention l'exécution de ces commandes. Les multiples arrêtés par lesquels il accorde aux fondeurs de Paris toutes sortes de facilités prouvent assez l'importance qu'il attachait au succès et à la rapidité de leurs opérations ; réquisitions d'ouvriers, de chevaux, de voitures, fournitures de charbons, de bois et de matières premières, rien ne fut épargné (4).

(1) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 8 et 9.

(2) *Id.*, *Recueil*, t. XI, p. 44.

(3) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 3.

(4) Sont requis, le 20 pluviôse, pour travailler chez Héban, le taillandier Lebrun

Les travaux pourtant n'avancèrent pas assez vite au gré du Comité que les représentants envoyés dans les départements harcelaient de leurs demandes. Le 12 germinal, il astreint les fondeurs de Paris à lui fournir un état décadaire des progrès accomplis ; il les invite à forcer leurs moyens de fabrication, à employer tous les bras nécessaires et à livrer les modèles dans un court délai. Il charge la Commission des armes d'exercer une surveillance active, de presser les travaux (1). Le citoyen Jommard, qu'un arrêté du 28 ventôse avait « mis aux ordres et sous l'inspection du citoyen Vandermonde », reçoit mission, le 12 floréal, de suivre dans les quatre fonderies de Paris la confection des vingt taillants de forets et de rendre compte chaque jour au Comité (2). Le 24 floréal, le citoyen Adet, agent du Comité, est autorisé à prendre connaissance, le lendemain, aux ateliers des frères Périer, « des différents objets qui y ont été commandés » ; il s'assurera « de la possibilité où sont les citoyens Périer d'exécuter ces commandes, en quel temps et de quelle manière » et « concertera avec eux les mesures que l'on pourrait employer pour donner la plus grande activité à ces travaux (3)... ». Le 3 prairial, ordre est donné à l'Agence de la grosse artillerie de se faire rendre compte par les citoyens Héban, Thury, Périer et Brézin de l'état de la fabrication et de recevoir les modèles « au fur et à mesure de leur achèvement » ; elle préviendra le Comité, afin qu'il « puisse statuer sur la destination de ces objets ».

Les travaux, étroitement surveillés par le Comité, durèrent jusqu'aux derniers mois de l'an II. Le 24 prairial, il invite la Commission des armes à lui présenter dans le

et le menuisier Caberet, avec tous ses ouvriers, — et pour travailler chez Brézin les tourneurs qu'il emploie déjà, ceux dont il aura besoin et dix ouvriers de l'Arsenal (A. N. AF* II 121). Divers ouvriers sont requis pour le service de Ferry, les 21, 22, 24, 28 pluviôse et 6 ventôse (AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 43, 90, 181, 368). Le Comité met à la disposition de Périer cinq ouvriers le 22 ventôse, puis, le 3 germinal, le fondeur Gaudalet (AF* II 123 et Aulard, t. XI, p. 659 et t. XII, p. 126). Divers arrêtés des 20 et 21 pluviôse accordent à Brézin, Périer, Thury, Héban, Ferry, du bois, du charbon de bois et du charbon de terre (AF* II 121).

(1) A. N. AF* II 124.

(2) A. N. AF* II 123 et 124 et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 185 et 790.

(3) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 493.

jour « un rapport sur les différences qui se trouvent entre les modèles... qui se fabriquent par les quatre fondeurs de Paris et les tables de construction (1) ». Le 2 messidor, il réduit les commandes confiées aux frères Périer, qui sont surchargés de besogne : Brézin et Ferry exécuteront le surplus en six décades ; les ouvriers requis dans leurs ateliers y resteront jusqu'à l'entier achèvement de ce travail et la Commission des armes leur procurera « les facilités nécessaires en matières, bois et charbon (2) ».

Vers cette époque, les livraisons s'accroissent. Le 26 prairial, le Comité ordonne de faire parvenir à Deydier, dans les trois jours, un modèle de chacun des calibres de 24, 12 et 8 long, puis, le 29, de lui envoyer une filière double et des tarauds. Le 12 messidor, la Commission des armes est invitée à expédier sans délai deux modèles de 18 au représentant Ferry, un de 18 et un de 6 court à Deydier, un de chacun des calibres de 36, 24, 18 et 6 court à Noël Pointe, avec quatre forets et divers accessoires ou outils ; Romme recevra pour les fonderies anciennes ou révolutionnaires de la Dordogne un modèle de 36, un de 24, un de 18, deux de 12, deux de 8 long, un de 8 court, deux de 6 long, un de 6 court et un de 4 court. Le 17, le Comité ordonne d'expédier trois modèles de 36, 18 et 8 court à la fonderie d'Indret et trois de 12, 8 et 6 court à la fonderie du citoyen Dacosta, à Nantes. Le 20, la Commission des armes est chargée de fixer le prix des modèles exécutés ou à exécuter par les fondeurs de Paris ; le 23, le Comité exige qu'elle rende compte, dans les vingt-quatre heures, des mesures prises pour faire parvenir à Nantes, à Indret et aux fonderies révolutionnaires les modèles dont il a ordonné le transfert. Un mois plus tard, le 23 thermidor, il lui demande encore un rapport sur la répartition des 120 modèles entre les établissements révolutionnaires et les établissements anciens ; le 26, il ordonne l'envoi à Moulins de trois modèles réclamés par Noël Pointe, et, le 28, il attribue quatre modèles et des forets à la fonderie que le représentant

(1) A. N. AF* II 123.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 411.

Ferry vient de créer à Libreval (Saint-Amand-Montrond) (1).

Vers la fin de l'an II, la fabrication des 120 modèles était presque terminée. Les fonderies révolutionnaires étaient « assorties » et la Commission des armes fut chargée de faire pour le 20 fructidor un rapport sur les fonderies anciennes auxquelles il conviendrait d'attribuer les modèles restants (2).

Ainsi, de Paris, le Comité de Salut public collaborait étroitement avec les quatre représentants du peuple qu'il avait envoyés dans les départements pour multiplier les fabrications de canons de marine.

II. — LA MISSION DU REPRÉSENTANT FERRY.

Ferry était parti le premier. Dès la fin de pluviôse, il est à Bourges et réclame du District de Vierzon un vigoureux effort pour mettre sur pied les fonderies révolutionnaires. « Les ressources ordinaires des arts seraient insuffisantes pour ce grand projet ; s'il n'est réalisé dans deux mois, nous n'aurons rien fait pour la République » ; la forge de Vierzon « va devenir l'un des arsenaux de la République » ; elle doit être pourvue à bref délai, par la voie des réquisitions, d'ouvriers, de voitures, de matériaux de construction (bois, tuiles, briques) (3).

Dans l'Indre, où il ne tarde pas à se rendre, Ferry prend des mesures analogues. Il ordonne au District d'Indrelibre (4) de requérir les briqueteries de la ville et des environs, de leur fournir au besoin des chevaux, de leur procurer autant d'ouvriers qu'il le faudra, de leur accorder des avances de fonds. Il invite les Sociétés populaires et les Comités de surveillance à présider à ces travaux et à leur donner une allure vraiment révolutionnaire (5). Plus tard, le 28 germinal, il requerra de même les briqueteries de Langeais et des environs, dans l'Indre-et-Loire (6).

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 315, 355, 613, 738 ; t. XV, p. 3 et 70 ; t. XVI, p. 6, 74, 113.

(2) A. N. AF II 23, d. 190, pièce 67.

(3) A. N. AF II 218, d. 1885.

(4) Châteauroux.

(5) Arrêté du 13 ventôse (A. N. AF II 218, d. 1885).

(6) Même référence.

Cependant, Ferry se préoccupait de former un noyau d'ouvriers exercés. Les deux commissaires que le Comité lui avait adjoints, Hassenfratz père et Guillaume, ne semblent pas l'avoir accompagné ; mais des arrêtés du 28 ventôse, du 17 germinal et du 4 prairial lui envoyèrent, pour diriger la construction des fourneaux à réverbère et des foreries dans le Cher, les citoyens Fillon, Pourchet, Champenne, Suire et Bouchette, puis le citoyen Martin David, « directeur constructeur » à Paris et enfin deux fondeurs de Versailles (1). De son côté, Ferry requit huit ouvriers des forges de Clavières, Ardentes et Indrelibre de se rendre sur-le-champ au Creusot « pour y être instruits dans le moulage et le forage des canons, le chauffage des fours à réverbère et généralement dans tout ce qui concerne la fabrication des canons de fer fondu (2) ». Il déclare, le 8 germinal, qu'il recevra « avec un bien grand plaisir » les charpentiers et les élèves dont le Comité lui annonce l'envoi ; il demande, en outre, trois maçons et insiste le 12 (3).

Le problème des subsistances lui créa de graves soucis. Il veut assurer aux ouvriers des fonderies les grains nécessaires à leur nourriture et à celle de leurs familles, sans qu'ils aient à se déplacer ou à se détourner de leurs travaux. La célérité de ses opérations et leur succès sont à ce prix. Il en écrit, le 17 ventôse, au Directoire du département du Cher qui, sur ses indications, prend, le 18, un arrêté très précis. Tout District, toute commune qui possédera une fonderie de canons ou des forges requises pour le service de ces fonderies, assurera la subsistance des ouvriers qui y seront employés et celles de leurs familles ; chaque ouvrier recevra, par jour, 24 onces de pain ; sa femme et ses enfants recevront une ration égale à celle des autres citoyens ; le District veillera à ce que les approvisionnements soient réunis au moins une décade d'avance ; si les ressources locales sont insuffisantes,

(1) A. N. AF* II 120 et 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 40 et 426, et t. XIII* p. 693. Confirmé pour les trois premiers par arrêté du 6 germinal (A F* II 123 et Aulard, t. XII, p. 189).

(2) A. N. AF II 218, d. 1885 : arrêté du 13 ventôse.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 246 et 335.

il s'adressera au Département qui y suppléera par des réquisitions sur d'autres districts (1).

Ferry tint la main à l'exécution de cet arrêté. Le District de Vierzon, qui par négligence ou mauvaise volonté avait différé de l'appliquer, reçut, le 6 germinal, un avertissement sévère : « Vous auriez dû l'exécuter plus tôt ; mais je sais les égards que l'on doit aux peines attachées à vos fonctions. Je vous déclare cependant que si le grenier destiné aux ouvriers n'est pas formé avant le 20 germinal, je serai forcé d'user envers vous de la sévérité des lois révolutionnaires. » Ordre était donné de rassembler, dans le délai fixé, 500 quintaux de grains. Le représentant reconnaissait la difficulté de la tâche : le district de Vierzon, comme beaucoup d'autres, souffrait « de la disette factice que la malveillance et l'égoïsme ont su créer au milieu de nous ». Il ajoutait que tous ses efforts tendraient à y porter remède et à établir un régime de fraternité (2).

Ce n'étaient pas de vaines paroles. Ferry savait d'ailleurs que des responsabilités plus hautes étaient engagées. Dans une longue lettre du 5 germinal au Comité de Salut public, il insistait sur l'étendue des travaux dont il avait la surveillance et sur les difficultés inouïes qu'il rencontrait. « 23 fourneaux à réverbère, environ 60 foreries et des outils pour tout cela, des chemins affreux à rendre praticables, 50 à 60.000 quintaux de charbon de terre à faire arriver sur place avant la fenaison, qui exigera que l'on laisse à l'agriculture toutes ses ressources, des ouvriers à former, à remuer, à dégourdir, deux départements à tirer de la stupeur, à arracher à l'habitude de la paresse, l'entreprise est forte, surtout quand il faut l'exécuter dans un pays affamé. Si la Commission des subsistances s'obstine à pressurer le département du Cher par des réquisitions inexécutables, faites cesser les travaux, retirez vos charpentiers et tous vos travailleurs, renoncez à toutes les ressources des forges et des forêts. » Ferry se plaint de passer « la plus grande partie » de son temps à « empêcher que les ouvriers ne meurent de faim ». Si semblable

(1) A. N. AF II 218, d. 1885.

(2) Même référence.

situation doit durer, il ne pourra exercer une surveillance active sur toutes les parties des travaux ; il ne pourra ni né voudra plus se mêler de rien, car il ne pourra répondre de rien. Il est donc urgent que le Comité y prête la plus sérieuse attention et fasse cesser les réquisitions qui accablent le département. Jusqu'à nouvel ordre, Ferry fera « exécuter à la lettre les lois sur les subsistances et ces fatales réquisitions ; tant qu'il y aura ici un morceau de pain, il sera partagé, mais n'arrachez pas le dernier ».

Ferry ne critique pas avec moins de vivacité « les mesures inconsidérées et souvent contradictoires de plusieurs agents du gouvernement ». Mais il se sent de taille à y mettre bon ordre. « Je m'en tirerai bien sans vous. » Si l'un de ces agents, « quel qu'il soit, s'avise d'absorber en pure perte les ressources de la République pour un seul objet, important ou non, je lui interdirai l'exercice de ses fonctions partout où s'étend l'action de mes pouvoirs ». Et il cite un exemple d'incurie : des bateaux requis par un employé des fourrages de l'armée de l'Ouest sont restés plus d'un mois dans l'inaction : « l'imbécile avait requis ce qui était disponible, s'était servi d'une partie et avait oublié le reste, sans songer à lever sa réquisition ». De tels errements ne sauraient être tolérés à une époque où la crise des transports atteint un degré d'acuité fort inquiétant. Précisément, Ferry réclame le droit de disposer des prisonniers de guerre qui sont répartis dans la région : « Je les destine principalement à remonter les bateaux sur la Loire. » Cette mesure s'impose si l'on veut « conserver quelque activité à la navigation si intéressante de la Loire ; les bateaux qui descendent par l'Allier ne remontent plus, et on n'en construit pas assez ». Les préposés aux fourrages de l'armée de l'Ouest semblent avoir conçu le dessein de les emmener tous à Saumur et « d'anéantir la navigation de la partie supérieure de la Loire ». Le petit nombre de bateaux qui y restent est employé à transporter des charbons de terre pour la manufacture d'armes de Paris. Il en faut pourtant pour approvisionner les fonderies du Cher et de l'Indre. Ferry trouvera des ressources à Briare, s'il a un moyen de faire remonter les bateaux, et il conclut avec humour : « Les lourdes masses d'Allemands qui sont ici et dans les départements

environnants paraissent nous avoir été envoyées exprès pour cela. Laissez-les moi. »

Ferry obtint-il le renfort qu'il réclamait ? C'est probable, mais le problème des subsistances continua à l'inquiéter. Le 8 germinal, il insiste auprès du Comité : « Surtout, faites en sorte que ce malheureux pays ne soit pas livré aux horreurs de la disette ; car sans pain, point de travail. Il faut nourrir depuis le bûcheron jusqu'au fondeur et... on ne peut pas plus se passer des uns que des autres. Les difficultés vont toujours croissant, l'inquiétude est extrême, et tout semble préparer ici un orage violent si la Commission des subsistances persiste à enlever à ce pays-ci ses faibles ressources (1) ».

Bientôt le Comité élargit le champ d'action du représentant. Son arrêté du 18 germinal (2) constate que Ferry n'a pas trouvé dans le Cher et l'Indre des ressources suffisantes, et que pour lui permettre de se procurer assez d'ouvriers, d'outils et de matériaux, il est urgent d'étendre ses pouvoirs « sur un plus grand espace » et « principalement sur des communes qui contiennent des manufactures et des arts ». Désormais son autorité s'exercera sur un immense arrondissement qui englobe 48 districts (3) du Cher, de l'Indre et des départements voisins (Maine-et-Loire, Indre-et-Loire, Vienne, Loir-et-Cher, Loiret, Creuse, Allier, Puy-de-Dôme).

Ferry en profite pour agir plus vigoureusement que jamais. Le 1^{er} floréal, de Vierzon il requiert le Département du Loiret de fournir à celui du Cher, pour l'approvisionnement des forges et fonderies, 3.000 quintaux de grains : 1.000 devront être livrés pour le 15 floréal, et le surplus avant le 25 (4). Semblable injonction est adressée au Département de Loir-et-Cher. Ferry, dès le lendemain, en avise le Comité : si ses ré-

(1) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 178-9 et 246.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 439.

(3) Châteauneuf, Angers, Baugé, Saumur (Maine-et-Loire) ; — Chinon, Tours, Loches, Preuilly, Châteaurenault, Amboise (Indre-et-Loire) ; — Châtellerault (Vienne) ; — Vendôme, Blois, Saint-Aignan, Romorantin, Mer (Loir-et-Cher) ; — Beaugency, Orléans, Neuville, Pithiviers, Boiscommun, Nemours, Montargis, Gien (Loiret) ; — La Souterraine, Guéret, Boussac, Evaux (Creuse) ; — Montluçon, Montmarault (Allier) ; — Montaigut, Riom, Clermont, Billom, Thiers (Puy-de-Dôme).

(4) A. N. AF II 218, d. 1885.

quisitions ne sont pas exécutées à la lettre, les ouvriers vont s'en aller, et lui-même sera contraint d'abandonner l'entreprise (1).

Satisfait, sans doute, des résultats obtenus, Ferry devient optimiste. Le 7 floréal, il annonce que la construction des fonderies et des foreries est poussée avec énergie : « On commencera bientôt à couler à Vierzon ; tout va bien. » Mais dès le 27, il reçoit une lettre de rappel, brève et impérative : « Le Comité de Salut public, citoyen collègue, t'invite à rentrer sans délai dans le sein de la Convention nationale. » Quel pouvait être le motif de cette brusque disgrâce ? Le Comité désapprouvait-il l'attitude prise par le représentant dans la question des subsistances ? Je ne sais. Ferry s'étonna, mais se disposa à obéir. Il observe seulement que les travaux qu'il dirige « exigent la présence et l'action continuelle ou d'un représentant du peuple ou d'un délégué du Comité de Salut public revêtu de pouvoirs plus étendus que les commissaires qui sont ici » ; il importe donc de le remplacer sur-le-champ ou d'envoyer un « artiste » muni des attributions nécessaires. « Je resterai encore une décade ; passé ce temps, soit que vous m'ayez remplacé ou non, je me rends à mon poste (2). » Le Comité révoqua-t-il sur-le-champ son ordre de rappel ? Ferry dut-il venir à Paris ? C'est possible, car s'il est encore dans l'Indre au début de prairial, sa correspondance semble cesser ensuite pendant près de six semaines. Mais il est certain qu'il rentra en grâce.

De Vierzon, le 13 messidor, il adresse une circulaire impérative aux Départements du Cher, de l'Indre, du Loiret, du Loir-et-Cher, de Maine-et-Loire et du Puy-de-Dôme : les besoins de la marine en fer vont croissant ; l'intérêt général exige de nouveaux sacrifices ; il faut, au plus vite, abattre les clôtures inutiles, les grilles de fer forgé, etc., et les envoyer aux fonderies. Le 30, il gourmande les administrateurs du Loiret dont l'empressement laisse à désirer et les invite à plus d'énergie (3).

(1) Lettre du 2 floréal (Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 738).

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 83, 466 et 564.

(3) A. N. AF II 218, d. 1885.

Cependant, son collègue Pointe lui réclame des fontes pour les établissements qu'il forme de son côté dans la Nièvre et l'Allier ; il lui en avait offert, dès le 23 ventôse, car il en avait découvert de grandes quantités sur la petite rivière de l'Aubois. Le 12 messidor, Ferry s'excuse de ne pouvoir tenir tout de suite ses promesses antérieures, car il a dû envoyer un million de fontes à l'usine d'Indret, qui fournit actuellement 100 pièces de gros calibre par mois et qui se trouvait totalement dépourvue. Mais il va faire rallumer quelques fourneaux et sera bientôt « dans une abondance qui lui permettra de partager avec ses amis ». En effet, le 28 thermidor, quand Pointe lui annonce que ses travaux de construction touchent à leur fin, mais qu'il lui faut des fontes, Ferry répond avec empressement : « Te voilà au port ; tant mieux pour la République et pour toi. Tu as besoin de fontes ; il faut donc que je t'en envoie ; j'autorise ton exprès, que j'ai vu avec grand plaisir, à prendre d'abord les fontes de bonne qualité qui sont en place dans les fourneaux du district de Sancoins. » Il excepte celles qui sont destinées à Indret, mais il y en a d'autres à La Salle, à La Guerche, et au Chantay. « Quand tu les auras consommées, demande de nouveau. Tu ne manqueras, je t'assure, que de ce que je ne pourrai te procurer. Vive la République ! » Le 9 fructidor, il fait encore fondre pour Noël Pointe des châssis et renouvelle ses offres de service (1).

Bel exemple de fraternité révolutionnaire ! Ferry ne songe pas à prendre ombrage des succès de son collègue ; il ne calcule pas les embarras que peuvent lui attirer des comparaisons fâcheuses ; l'amour-propre personnel et l'envie lui sont étrangers ; les intérêts supérieurs de la défense nationale priment à ses yeux toute autre considération.

Au reste, si laborieuse qu'ait été sa mission, elle finit par porter ses fruits. Des fonderies et des foreries de canons s'élevaient élevées dans l'Indre à Clavières, à Habilly, aux environs de Buzangais (2), et dans le Cher à Vierzon, à la Canonniers-sur-Aubois, à Libreval (3). L'agent national du district

(1) Penaud, *article cité* (Révolution française, t. VI, p. 610 et suiv.).

(2) Voir arrêté de Ferry du 28 floréal an II (A. N. AF II 218, d. 1883).

(3) Saint-Amand-Montrond.

de Libreval annonce à la Convention, vers la fin de messidor, que les travaux de la fonderie avancement, puis, en thermidor, qu'elle sera bientôt achevée ; le premier canon y fut coulé le jour de la fête du 5^e sans-culottide an II, en présence de Ferry (1).

Quand il rentra à la Convention, il avait bien mérité de la Patrie.

III. — LA MISSION DU REPRÉSENTANT ROMME.

Son collègue Romme avait quitté Paris le 5 ventôse, accompagné de deux « secrétaires » et de deux commissaires du Comité de Salut public, l'ingénieur des mines Gillet et un artiste très distingué, Lamotte, dont les services lui furent infiniment précieux. Son activité s'exerça dans une circonscription très vaste qui comprenait huit départements, groupés autour de celui de la Dordogne, et cinquante-quatre districts.

Les ressources de la région étaient immenses, à la vérité, et le Comité ou les ministres avaient déjà songé à en tirer parti (2) ; mais à la fin de 1793 une crise très grave paralysait la plupart des établissements qui sous l'ancien régime travaillaient pour l'Etat.

L'attention du représentant se porta tout d'abord sur l'importante fonderie de Ruelle. Naguère encore, elle était gérée, sous le contrôle des agents de la marine royale, par une société d'entrepreneurs, les sieurs Lambert, Poupillier et Scillier, qu'un marché du 3 juillet 1789 pour la fourniture de canons liait au gouvernement. Mais les discordes politiques avaient rendu plus aiguës les rivalités d'intérêts. Accusé de « malveillance » et d'« inertie perfide », Lambert fut évincé par un décret du 20 septembre 1793 (3). Depuis lors, il ne cessait de dénoncer les menées de ses adversaires et de réclamer réparation. Une liquidation était en cours. Le 18 nivôse an II, un procès-

(1) Séances des 3 et 21 thermidor an II et 18 vendémiaire an III (*P. V.*, t. XLII, p. 87, t. XLIII, p. 110, t. XLVII, p. 50).

(2) Voir plus haut, chap. VII, I.

(3) *P. V.*, t. XXI, p. 106.

verbal du Directoire départemental de la Charente évalua à 233.217 livres seulement l'actif de la Société. Lambert protestait contre cette estimation qui consommait sa ruine et harcelait de ses requêtes le Conseil exécutif provisoire et le ministre de la Marine (1). L'usine souffrait de cet état de choses et de l'incertitude qui en résultait.

A peine arrivé à Angoulême, Romme constata, d'autre part, que la fonderie de Ruelle était sous l'inspection de Dubouchage, « instruit dans cette partie, très actif et d'autant plus dangereux pour la République » ; un de ses collègues lui dénonça « ce noble, ex-ministre, suppôt de la Cour à l'époque du 10 août ». Aussi demandait-il d'urgence au Comité son remplacement par « un homme plus révolutionnaire (2) ». Cependant, Romme se préoccupait d'approvisionner l'usine, s'efforçait de lui procurer du charbon de terre et exigeait en échange une activité soutenue (3).

Le 18 germinal, le Comité approuva les décisions du représentant et l'invita à ne pas négliger les nouvelles fonderies (4). Avertissement superflu, car déjà Romme est en route ; il remonte la vallée du Bandiat ; le 18 germinal, il est à Périgueux (5) ; il parcourt le département de la Dordogne ; au début de messidor, il est à Bordeaux, le 14 à Cahors, le 4 fructidor à Excideuil. Partout, il écarte les obstacles et réveille les énergies.

Le 2 germinal, à Angoulême, il prend deux arrêtés pour assurer l'approvisionnement en bois de Ruelle ; le 7, il ordonne de continuer les coupes commencées dans le district de La Rochefoucauld (Charente) pour alimenter la forge de Montisson ; le même jour, il décide que la commune de Saint-Claud aidera celle de Nieul à transporter des mines à la forge de

(1) Voir sur cette affaire quelques pièces dans F ¹² 1305 ^a et un arrêté du Comité de Salut public du 29 messidor an III qui résilie le contrat de la société à compter du 1^{er} vendémiaire an IV. Le 18 thermidor an III, un deuxième arrêté ratifie le marché que Lambert vient de passer pour exploiter Ruelle pendant neuf ans. (A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XXV, p. 487.)

(2) Lettre du 1^{er} germinal an II (Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 95).

(3) Lettre du 12 germinal au Comité (Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 336).

(4) A. N. AF* II 124.

(5) Lettres au Comité des 12 et 18 germinal (Aulard, *Recueil*, t. XII, 336 et 442).

Chanlorier ; le 19, il requiert dans le district de Belvès les bois nécessaires aux forges de La Brame et de La Mouline ; le 2 floréal, nouvelle réquisition de bois pour les forges de Chanlorier et de Montisson (1). Le 18 floréal, il mande au Comité qu'il a trouvé les forges de la Dordogne en plein rendement ; seule celle de Lavaure chômailt, faute de charbon ; les bois nécessaires au fondage étaient encore sur pied le 28 germinal ; mais à son appel, vingt-cinq communes voisines ont fait tout le travail en trois jours ; les fonctionnaires publics ont payé de leur personne ; une fête civique a clos cette période d'activité révolutionnaire (2).

De Périgueux, le 22 floréal, Romme organise le transport des fontes, approvisionnements et canons pour la fonderie de Ruelle. Le développement des travaux, la mise en feu de quelques nouvelles fonderies, accroîtraient à l'excès les charges de certaines communes qui fléchissent déjà sous le poids de réquisitions multiples. Le mauvais état des chemins ralentit les transports et enlève aux champs, pendant de longues journées, les paysans et leurs attelages. Or, la fenaison et la moisson approchent. Romme établit donc à Ruelle, point central, pour le service des fonderies, une division permanente de vingt-cinq mulets ou chevaux d'artillerie qui seront fournis par les dépôts de l'armée. On se procurera par la voie des réquisitions les voitures convenables, les écuries pour les loger, les hommes pour les conduire ; vivres et fourrages seront livrés par les magasins militaires. Un arrêté du 11 prairial compléta ces dispositions.

Le problème des subsistances fut de ceux que Romme eut le plus de peine à résoudre. Il jugea de prime abord qu'une forte nourriture était nécessaire aux ouvriers qui fournissaient dans les forêts ou les fonderies un travail particulièrement pénible : les 15 et 27 ventôse, il fixa à deux livres par jour leur ration de pain ; le 2 germinal, il ordonna de former à Angoulême un dépôt de grains pour les ouvriers de Ruelle ; le 10, il somma le District de Cognac d'en fournir 1.000 quintaux, dont 500 tout de suite ; le 23 floréal, il prescrivit de

(1) A. N. AF II 218, d. 1882.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 353.

distribuer du pain tous les deux jours aux ouvriers des fonderies, ainsi qu'à leurs familles (1).

Mais il eut à lutter pour réunir des approvisionnements suffisants. Il écrit, le 2 germinal, au Comité de Salut public qu'il ne répond plus des subsistances des ateliers si l'on maintient les réquisitions accordées au département de la Haute-Vienne sur celui de la Charente. Le 2 floréal, il pousse un véritable cri d'alarme : « Je vous ai écrit plusieurs fois sur les subsistances, vous ne me répondez pas, et cependant le mal empire. Les fonderies ne peuvent continuer leur première activité et n'en peuvent recevoir une nouvelle qu'autant que nous aurons pour elles des greniers assurés... On réduit partout à une livre de mauvais pain des hommes qui n'ont aucune espèce d'autre nourriture, et qui font le travail pénible des forges ; les autres sont réduits à demi-livre ; et [le District] d'Excideuil ne peut encore fournir à cette modique ration... » ; il faut donc étendre à la Dordogne la mesure que Romme a déjà prise dans la Charente et nourrir les ouvriers des fonderies sur les greniers des émigrés.

Mais, de son côté, son collègue Lakanal réclamait au District de Périgueux 1.000 quintaux de grains pour celui de Bergerac ; Pinet et Cavaignac venaient en chercher dans la Dordogne pour l'armée des Pyrénées-Occidentales ; Ysabeau en enlevait pour Bordeaux et le Bec d'Ambès. Romme dut à son tour essayer d'en obtenir dans le département du Cher, et il avouait, le 22 floréal, que ses craintes restaient entières. Le 3 prairial, il renouvelle ses doléances. « Les subsistances manquent, parce qu'elles sont mal réparties et parce que l'égoïsme et la malveillance ont su échapper jusqu'à présent à l'œil de la justice. Les ouvriers, réduits à une ration trop faible, désertent ; les travaux sont abandonnés... » Or un agent, le citoyen Pelusset, qu'il a envoyé à Paris depuis un mois, reste dans l'inaction. Si le Comité ne vient promptement à son secours, Romme « regardera son silence comme une révocation de confiance » et rentrera à Paris ; en attendant, il annonce qu'il prend 1.000 quintaux de blé sur les magasins

(1) A. N. AF II 218, d. 1882.

des émigrés (1). Ainsi, Romme se heurtait à des difficultés analogues à celles qui paralysaient son collègue Ferry dans le Centre et il tenait au Comité un langage identique.

D'autre part, le recrutement d'une main-d'œuvre exercée lui procura de sérieux embarras. Il n'avait, comme bons mouleurs en sable, que les Ardennais envoyés par la Commission des armes ; arrivé au terme de sa mission, il estimait encore qu'il serait utile d'en envoyer d'autres, bien qu'il eût pris des mesures pour assurer la formation d'apprentis. Quant aux élèves des cours révolutionnaires, ils n'avaient pas tous « répondu aux espérances de la Patrie » et il avait dû en congédier plusieurs ; il avait encouragé les autres « par un bon salaire ». Seize avaient été distribués le 1^{er} floréal entre diverses fonderies, notamment pour y établir le moulage en sable ; de même furent répartis, le 13 floréal, dix-neuf charpentiers de Paris (2). Le 30 prairial, le Comité de Salut public mit encore à la disposition de Romme, sur sa demande, le citoyen J.-J. Blandy, architecte, demeurant à Argenteuil, qui devait toutefois se rendre au préalable dans les ateliers des frères Périer, à Chaillot, pour « donner des preuves de ses talents dans l'art de dessiner (3) ». Enfin, le représentant n'hésita pas, le cas échéant, à requérir des militaires qui pouvaient être utiles dans les fonderies ou à réclamer leur rappel (4).

Après avoir dressé l'inventaire des ressources de la région confiée à ses soins, et revivifié des entreprises jusqu'alors languissantes, Romme publia, le 4 prairial, un long arrêté précédé d'une proclamation solennelle, qu'il fit imprimer et distribuer aux autorités constituées, aux Sociétés populaires, aux propriétaires, maîtres de forges et ouvriers des fonderies. Il y exposait le vaste programme qu'il entendait réaliser avec le concours de tous et systématisait en quelque sorte les mesures de détail qu'il avait prises jusqu'alors (5).

La proclamation ne manque pas d'allure ; elle reflète les

(1) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 118, 336, 736, et t. XIII, p. 450 et 680.

(2) A. N. AF II 218, d. 1882.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 380.

(4) Voir, par exemple, sa lettre du 14 messidor au Comité. (*Ibid.*, t. XIV, p. 676).

(5) A. N. AF II 218, d. 1882.

sentiments qui animaient en cette période critique l'élite de la Révolution ; on y retrouve les idées exprimées le 23 août 1793 par Barère. « La France entière ne présente aujourd'hui, dans son intérieur, qu'un vaste atelier où chacun travaille pour la République et aux frontières qu'une place forte immense, hérissée d'armes et couverte d'enfants de la Liberté qui brûlent d'en devenir les héros. Tous les bras, toutes les vertus, tous les talents, toutes les ressources utiles sont en réquisition pour la Patrie... » Qui voudrait renoncer aux conquêtes politiques et sociales de la Révolution ? Les ennemis rêvent de les anéantir, de rétablir les droits féodaux et les multiples abus de l'ancien régime. Mais « les bras des Français s'exercent sans relâche » à tirer du sol national « des subsistances pour leurs frères, du fer et du salpêtre pour foudroyer nos ennemis ». Ici, Romme s'applique à flatter l'amour-propre local. Il vante le civisme des départements du ci-devant Périgord, « ceux qui comptaient le plus de nobles parmi leurs habitants et qui étaient le plus enfoncés dans les erreurs de la superstition. Aujourd'hui cette contrée est une de celles qui offrent le plus de ressources pour combattre les ennemis de la Patrie. L'arsenal de la marine de la République est dans les entrailles de cette terre jadis si opprimée... », car sa richesse en fers et en bois est sans égale. 1.200.000 hommes sont aux frontières, à leur poste. « Le vôtre, hommes libres de la Dordogne et des départements circonvoisins, est dans les champs, aux usines, dans les bois, près des fourneaux ; vous composez l'armée de l'intérieur qui doit nourrir, vêtir, armer nos légions des frontières. »

L'arrêté qui suit ce vigoureux appel au patriotisme est très précis. Le représentant mobilise pour ainsi dire toutes les ressources matérielles et techniques de la région. Il requiert « pour la totalité de leur fondage », toutes les forges et fonderies de la Dordogne, de la Charente, de la Haute-Vienne, de la Corrèze, du Lot, du Lot-et-Garonne et des départements circonvoisins, « qu'elles soient en activité ou susceptibles de l'être ». Il requiert les mines de fer, les mines de charbon de terre, connues ou à découvrir, et ordonne de les mettre en exploitation. Il prescrit le rassemblement des vieilles fontes, grilles, plaques de foyer, etc. On dénombrera

les ouvriers spécialistes : bûcherons, charbonniers, voituriers, fondeurs. « Tous ceux qui seront appelés pour être employés seront regardés comme ouvriers de la République » et soumis à une discipline sévère : matin et soir, des appels constateront leur présence ; des retenues sur les salaires puniront les absences injustifiées ; l'entrée dans les cabarets est interdite, sauf le décadi ; des sanctions sont prévues contre les délinquants et les aubergistes complaisants ; des états mensuels seront fournis sur la conduite des ouvriers.

Mais en revanche, le représentant édicte une série de mesures propres à les délivrer du souci de leur subsistance. « Les ouvriers de l'intérieur et les charbonniers recevront par jour chacun une livre et demie de pain, deux onces de légumes secs, autant qu'il sera possible de s'en procurer, et une pinte de vin ; ils recevront, le quintidi de chaque décade, une ration de viande en place de légumes, ainsi que le décadi, s'ils travaillent ce jour-là ». Les ouvriers de l'extérieur recevront une livre et demie de pain et du vin. Le prix de ces rations sera imputé sur les salaires.

Tous les grains qui restent dans les magasins des émigrés de la Dordogne seront tenus en réserve pour les fonderies : rien n'en sera distrait sans un ordre exprès du représentant. Les citoyens qui ont encore des légumes secs, châtaignes et pommes de terre sont invités « à les partager avec leurs frères des fonderies ». Des réquisitions de « cochons femelles coupées », à raison de dix pour cent ouvriers employés aux travaux intérieurs des fonderies, assureront l'approvisionnement en viande. Des distributions de vin auront lieu tous les deux jours.

Les municipalités sont expressément chargées « de veiller à la subsistance des familles, à l'éducation des enfants, aux soins des pères, mères, vieux ou infirmes, et à la culture des champs des ouvriers employés dans les fonderies à un travail qui ne permet ni absence ni interruption ».

Ainsi les diverses classes de la société devaient concourir à l'œuvre de défense nationale. Rome les invitait à prendre conscience de l'étroite solidarité qui les unissait ; il rappelait à chacun ses obligations envers la collectivité ; il s'efforçait, comme son collègue Ferry dans le Centre, d'instaurer un régime de véritable fraternité.

Une *Commission révolutionnaire*, créée le 11 prairial, fut chargée d'exécuter cet arrêté capital et de surveiller les fonderies. Romme en choisit soigneusement les membres. Elle comprit les deux commissaires du Comité de Salut public, Gillet et Lamotte ; les citoyens Pelusset, « commissaire pour les approvisionnements de la marine » ; Ehrhard, directeur de la fonderie de Ruelle ; Seguy, maître de forges, et un certain Corron. Chacun reçut des attributions précises : Gillet, par exemple, s'occuperait plus spécialement des mines ; Lamotte dirigerait l'établissement du moulage en sable, des foreries, des fourneaux à réverbère (1).

Les dispositions adoptées par Romme ne soulevèrent à Paris aucune objection. Mais on inclinait à penser qu'il avait trop tardé à mettre en train la grande fabrication « révolutionnaire » des canons de marine. L'arrêté du 11 prairial parvint le 17 au Comité de Salut public ; une note marginale, qui pourrait être de la main de Prieur, indique avec précision l'état d'esprit des dirigeants. « Tout ce que le représentant Romme a arrêté tient au bien de sa fonction révolutionnaire, mais ces mesures auraient dû être prises beaucoup plus tôt. Il convient de presser le citoyen Romme pour lui faire accélérer ses travaux et l'instruire de la marche des travaux des trois autres représentants. Le représentant Deydier a déjà coulé ; Ferry coule maintenant et Noël Pointe va couler incessamment. Il a autant de moyens qu'eux pour marcher rapidement (2). »

Cette note prouve avec quelle sollicitude le Comité suivait aux quatre coins de la France l'exécution du plan qu'il avait tracé et avec quelle impatience il attendait les résultats qu'il s'en était promis. Non sans habileté, il s'appliquait à entretenir entre les représentants investis de sa confiance une émulation profitable à la République.

Peut-être n'appréciait-il pas à leur juste valeur les multiples obstacles qu'il fallait vaincre. Romme avait reçu en partage une région très vaste et riche en ressources, mais mal exploitée. N'avait-il pas agi sagement en débrouillant tout d'a-

(1) A. N. AF II 218, d. 1882. La Commission fut supprimée par arrêté du 8 frimaire an III (A. N. AF* II 127).

(2) A. N. AF II 218, d. 1882.

bord ce chaos, en réorganisant ou en améliorant des établissements déjà solidement assis et qui ne réclamaient qu'une impulsion vigoureuse pour marcher à plein rendement ?

En prairial, le terrain est déblayé. Le 29, Romme charge son collaborateur Lamotte et l'ingénieur des ponts et chaussées Mathieu d'examiner le moulin d'Abzac et ses dépendances, situés sur l'Isle, dans le canton de Coutras, district de Libourne. Leur rapport constate l'abondance des eaux, l'heureuse disposition, la solidité et l'étendue des bâtiments et insiste sur les avantages de la position géographique d'Abzac. Romme, qui est à Bordeaux, décide aussitôt, le 3 messidor, d'excepter le moulin de la vente des biens nationaux et d'y établir une puissante fonderie, comparable à celle de Ruelle ; les citoyens Lamotte et Mathieu lui soumettront dans les trois jours un plan d'organisation rapide et ils dirigeront les travaux d'aménagement. Le 4 thermidor, Romme est sur les lieux et requiert en bloc tous les maçons, tailleurs de pierres, serruriers, forgerons, terrassiers, etc., du district de Libourne : les municipalités enverront sur-le-champ à Abzac les ouvriers inoccupés ; les autres seront appelés successivement en raison des besoins. Le 15, il dote la fonderie nouvelle d'un Conseil de direction de cinq membres où siégeront Lamotte et Mathieu, et la baptise du nom de Gardor-isle : sa position l'invite, en effet, à « recevoir ses approvisionnements et verser ses produits par la Garonne, la Dordogne et l'Isle ». Le lendemain, un long arrêté précédé d'une proclamation aux « ouvriers républicains » affirme son désir de créer un établissement modèle ; il recommande un labeur assidu et une stricte honnêteté ; des dispositions très précises organisent le travail ininterrompu de jour et de nuit, par équipes, règlent la question des salaires et des subsistances, instituent une discipline sévère, prévoient des sanctions : amendes, renvoi des mauvais ouvriers qui seront tenus pour suspects et traités comme tels. Des réunions décadaires, des lectures en commun assureront au personnel des distractions saines et un supplément d'éducation civique (1).

(1) A. N. AF II 218, d. 1882. L'arrêté et la proclamation du 16 furent imprimés et ne remplissent pas moins de 12 p. in-4°.

Jusqu'à la fin de sa mission, Romme suit de près les travaux d'Abzac. Il y revient au milieu de fructidor et requiert du District de Ribérac 1.000 quintaux de grains pour la fonderie qui occupe, dit-il, près de 600 ouvriers (1) : il s'agit évidemment de ceux qui participaient aux travaux de construction.

Ainsi, et c'est l'un des caractères distinctifs de sa mission, Romme se préoccupe avec un soin particulier des questions ouvrières. Il a le souci constant de traiter avec équité les serviteurs les plus modestes de la République. Jusqu'à la fin de l'an II, il se prodigua pour leur assurer des subsistances. Le Comité de Salut public l'avait autorisé, le 14 prairial, à faire dans les départements qui lui étaient confiés toutes les réquisitions nécessaires au succès de sa mission (2). Romme en profita pour créer, le 29 messidor, dans chaque district, un « grenier des fonderies », qui devrait toujours être alimenté pour trois mois (3). Mais il dut insister le 4 fructidor pour obtenir la confirmation de son arrêté (4).

Il ne cesse donc de harceler le Comité ; il secoue l'inertie des autorités locales, l'égoïsme des particuliers. Ses collègues Ferry et Noël Pointe luttèrent de même. Mais Romme fit davantage : son arrêté du 19 fructidor mit en vigueur la loi, qui n'avait jamais été sérieusement appliquée, du 19 août 1792 et détermina les soins et les secours auxquels auraient droit les ouvriers blessés pendant leur service (5). Il y a là une amorce de législation sociale qu'il n'est pas indifférent de signaler (6).

Cet esprit d'humanité n'abolissait pas en lui le sens de l'ordre. Il savait que sans discipline une entreprise industrielle est vouée à la stagnation ou à la ruine. S'il s'efforçait d'arracher les ouvriers à leur misère, il voulait aussi éveiller en eux la conscience de leur dignité d'hommes et de citoyens.

(1) A. N. AF II 218, d. 1882.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 81.

(3) A. N. AF II 218, d. 1882.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 262.

(5) A. N. AF II 218, d. 1882.

(6) Voir plus loin, chap. XXII, II.

L'expérience lui apprend, s'il l'ignorait, que des transformations de ce genre ne s'opèrent qu'à la longue. Il eut à combattre des habitudes invétérées de nonchalance, d'insubordination et de gaspillage. Après avoir essayé de la persuasion, il dut parfois sévir.

Le 7 messidor, d'Agen, il ordonne de ramener aux forges les ouvriers qui les ont désertées sans permission ; en cas de récidive, ils seront incarcérés et, s'il y a « soupçon d'intention contre-révolutionnaire », dénoncés au Comité révolutionnaire de l'arrondissement. Le 11, à la fonderie de Grèzes, il prend un arrêté qui précise et renforce les dispositions disciplinaires de celui du 4 prairial. « Des malveillants, dit-il, se présentent sous différents prétextes dans les divers ateliers des fonderies, pour souffler la discorde, le trouble, l'insubordination et le découragement parmi les ouvriers, et leur faire négliger ou abandonner le travail » ; des citoyens « faciles à égarer ou à corrompre » se sont laissés entraîner ; « le service de quelques fonderies en a été retardé, suspendu ou mal fait ». Désormais, les maîtres de forges tiendront registre des noms de leurs ouvriers, de leur domicile et de leur signalement ; « ils examineront scrupuleusement la conduite de chacun et renverront tous ceux qui seront ennemis du travail, ivrognes et mauvais citoyens ». L'ouvrier congédié sans certificat de bonne conduite ne pourra être reçu dans une autre fonderie. Une amende de 5 livres sera infligée à tout ouvrier ou voiturier qui refusera d'obéir aux réquisitions ; en cas de récidive, il sera mis en arrestation. « Tous les ouvriers d'un même atelier sont responsables les uns pour les autres de l'activité et du succès du travail qu'ils font en commun. » Enfin, le représentant s'attache à réprimer l'ivrognerie qui sévissait sans doute dans ce pays viticole : plus de distribution de vin en dehors des repas ; défense à tout cantinier de s'établir dans l'enceinte des fonderies ; les aubergistes même ne pourront servir à boire aux ouvriers, sinon le décadi, sous peine de 300 livres d'amende.

Ce n'étaient pas de vaines menaces ; Romme sut à l'occasion frapper les coupables ; quelques-uns des anciens élèves des cours révolutionnaires déguèrent son attente ; il renvoya

« les paresseux et les ivrognes » : trois d'entre eux furent ainsi congédiés les 14 et 15 fructidor (1).

Romme rentra à Paris au début de vendémiaire an III, après sept mois d'un labeur assidu. Il avait accompli une œuvre considérable. Il avait créé ou ranimé des fonderies dans les districts de La Rochefoucauld, Angoulême, Ruffec, Confolens (Charente), de Saint-Junien, du Dorat et de Saint-Yrieix (Haute-Vienne), d'Uzerches (Corrèze), de Franc-Céré (2) (Lot), de Montflanquin (Lot-et-Garonne), de Belvès, Sarlat, Montignac, Excideuil, Nontron, Bergerac, Mussidan (Dordogne). Le *Compte rendu* qu'il adressa à la Convention nationale le 10 pluviôse an III (3) et qui précéda de bien peu sa mort tragique énumère avec orgueil les ressources qu'il avait procurées ou rendues à la République et à la défense nationale. La région qu'il avait organisée ne renfermait pas moins de 54 hauts fourneaux dont plusieurs, à la vérité, étaient encore en réparation ou en construction : 16 « canonnards accouplés », capables de produire des pièces de gros calibre, 8 « canonnards simples », réservés aux petits calibres, 28 « fontards », ne produisant que de la fonte, 2 fourneaux affectés à la fabrication des projectiles. Il les avait répartis en deux « arrondissements » : 27 de ces hauts fourneaux étaient groupés autour de la vieille et puissante fonderie de Ruelle, 25 autour de la fonderie naissante de Gar-dor-isle. Chacune d'elles, lorsque les travaux en cours seraient achevés, posséderait 16 fourneaux à réverbère et consommerait par mois 420 milliers de fonte.

Ce dédoublement avait été la grande pensée du proconsulat de Romme. Il assurait, à ses yeux, une meilleure répartition géographique des efforts, simplifiait les transports, multipliait les ressources de la marine : Ruelle et Indret fourniraient à tous les besoins des ports de l'Ouest et du Nord-Ouest, Gar-dor-isle à ceux des ports du Sud-Ouest et même du Sud.

Docile aux instructions du Comité de Salut public, Romme

(1) A. N. AF II 218, d. 1882.

(2) Saint-Céré.

(3) B. N. Le³⁹, 109.

avait aussi amélioré l'outillage ; le concours exercé de l'artiste Lamotte lui avait permis d'établir le procédé plus expéditif du moulage en sable dans sept fonderies : à Ruelle, La Chapelle, Jomelière, Ans, La Mouline, Montclar, Gar-dor-isle. Il eut le regret de partir sans avoir achevé son œuvre ; « il faudrait encore, écrit-il dans son compte rendu, dix bons mouleurs et de nouveaux modèles ».

D'autre part, le nombre des foreries, qu'il avait porté à 13, était encore insuffisant et il proclamait la nécessité d'un effort supplémentaire.

En dépit de ces lacunes, il avait obtenu des résultats pleins de promesses : les hauts fourneaux étaient capables de couler, par décade, 140 canons de calibres variés, et au retour des eaux on pourrait peut-être aller jusqu'à 210. Les foreries achevaient 77 canons par décade, mais les nouvelles constructions porteraient ce chiffre à 150. La région produisait 155.595 quintaux de fonte, quantité suffisante pour alimenter non seulement les 12 fourneaux à réverbère des deux fonderies principales, mais encore les manufactures d'armes de Tulle et de Bergerac, les trois aciéries dont on projetait l'établissement, les arsenaux, les ateliers d'armes blanches, l'agriculture et même, dans une certaine mesure, l'usine d'Indret.

Enfin, Romme s'était préoccupé de développer et d'améliorer l'extraction du minerai de fer, notamment dans les districts de Nontron, Excideuil et Montflanquin. Il y avait appelé, du Puy-de-Dôme, des prisonniers de guerre allemands, « plus propres que les Espagnols à ce genre de travail ». Il s'était intéressé aux gisements de houille du district d'Aubin, dans l'Aveyron, et à ceux de Carmaux dans le Tarn, qui devaient alimenter Toulouse, Bordeaux, Rochefort et Gar-dor-isle : le 12 messidor, il requit tous les charbons de Carmaux, sauf le nécessaire pour alimenter les forges et fourneaux à réverbère d'Albi et environs. Il avait même travaillé, d'accord avec son collègue Roux-Fazillac, au développement de la fabrication de l'acier.

Bref, il avait rendu à la République d'éclatants services.

IV. — LA MISSION DU REPRÉSENTANT DEYDIER.

Chargé d'une mission supplémentaire à Indret, où il passa un mois environ, Deydier ne quitta Paris pour l'Eure qu'au début de germinal an II. Il était accompagné de l'ingénieur Lefèvre-Hellancourt et de « deux jeunes sans-culottes ». Il ne tarda pas à être rejoint par le citoyen Dronet (1), puis par deux artistes venus des forges de Couvin, les citoyens Bienfait et Marin, qui furent assimilés aux charpentiers de Paris (2).

Le 3 germinal, Deydier est à Breteuil et se met à l'œuvre. Il décide que tous les ouvriers employés à l'abatis des bois seront tenus d'achever leur ouvrage sans désemparer, de s'entraider au besoin, de manière que les coupes soient terminées au 1^{er} floréal ; il prescrit aux « charbonniers » de travailler « avec la dernière activité », autorise les maîtres de forges à faire fouiller tous les terrains qui renferment des mines de fer, sauf à indemniser les propriétaires. Les municipalités devront requérir les ouvriers en bois, les sabotiers et tous ceux qui seront nécessaires à l'exploitation des mines. Les ouvriers des forges, usines, ateliers, chantiers dans les forêts, « employés directement ou non à la fabrication des armes », ne pourront chômer que les jours de décadi.

Il accepte les offres de Blanchet, directeur des forges de Breteuil, et, dès le 6, il peut annoncer au Comité que trois fonderies s'élèveront à Breteuil, Bourth et La Bonneville : deux maîtres de forges, Levacher-Grandmaison et Mercier, dirigeront les deux premières ; celle de La Bonneville est confiée à Dobson, « artiste anglais très intelligent », occupé jusqu'alors à la forge voisine de Vaugoins.

Le 11, il requiert les hauts fourneaux de la région de fournir chaque mois, à compter du 15 courant, 805 milliers de fontes. La fonderie de Breteuil en recevra 245 milliers : 145 des fourneaux de Breteuil et de l'Allier, 100 de ceux de Condé. La fonderie de Bourth recevra 240 milliers : 70 de Bourth,

(1) Désigné le 22 ventôse et subordonné à Deydier le 23 (A. N. AF* II 123).

(2) Arrêté du 28 ventôse (A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 40).

150 de Rugles et La Poulrière, 20 environ de Lyre. La fonderie de La Bonneville, plus puissante encore, recevra 320 milliers : 230 de Lyre et des deux fourneaux de Vaugoins, 90 des fourneaux de La Ferrière et La Bonneville. Seules seront acceptées des fontes douces, grises, non friables. Une machine d'épreuves, conforme aux instructions du Comité de Salut public, sera établie dans chacune des fonderies. L'arrêté indique la forme et les dimensions que devront avoir les gueusets ou saumons. Les fontes reçues seront payées sur-le-champ ; les fontes refusées seront renvoyées au fournisseur à ses dépens, sans indemnité. Enfin, les fourneaux requis cesseront sur-le-champ toute fabrication de boulets ou obus. Le 8 prairial, Deydier dut remanier ses premières dispositions. Le manque d'eau, la difficulté des approvisionnements en charbon condamnaient à l'inactivité l'un des deux fourneaux de Vaugoins. Les 100 milliers de fontes qu'il devait livrer furent répartis entre les autres fourneaux. La dotation des fonderies fut également modifiée : 275 milliers par mois à Breteuil, 280 à Bourth, 250 à La Bonneville. Ce programme réservait pour les besoins de l'agriculture 300 milliers, auxquels 335 viendraient s'ajouter chaque mois (1).

L'installation des fonderies exigeait d'importants travaux, le concours d'ouvriers nombreux et d'artistes exercés. Aussi Deydier accueillait-il avec plaisir les dix charpentiers que le Comité lui envoyait de Paris. Il faisait aussi un large appel aux ressources locales : le 7 germinal, il requiert tous les ouvriers travaillant en charpente, maçonnerie, ferronnerie, etc., qui seront nécessaires pour la prompte exécution des fonderies, tous les matériaux propres à y être employés, tous les voituriers nécessaires aux transports, avec leurs chevaux et leurs bœufs. Les uns et les autres seront tenus de se rendre avec leurs outils aux chantiers ou ateliers que les conducteurs des travaux leur indiqueront (2). Le 5 floréal, Deydier appuie la demande de Périer, maître des forges au Champ de la Pierre, qui voudrait qu'on rappelât des armées plusieurs de ses ouvriers. Pour le moulage des canons, il

(1) A. N. AF II 218, d. 1883.

(2) Même référence.

disposa de dix élèves venus de Paris et trouva dans la région beaucoup d'ouvriers « très instruits (1) ».

Le problème des subsistances lui créa de vifs soucis. La pénurie, écrit-il le 23 prairial au Comité de Salut public, est telle que si l'on n'en fait parvenir sur-le-champ à l'étafier de Breteuil les ouvriers qui travaillent aux minerais, charbons, fourneaux et forges vont cesser leurs travaux : plusieurs les ont déjà quittés. Dans l'Orne, la situation est encore plus grave : des fourneaux ont été éteints faute d'ouvriers et de subsistances.

Deydier veillait aux moindres détails. Il réclame au Comité, le 21 prairial, de l'huile et du suif pour les foreries (2). Le 2 messidor, il interdit aux riverains de « prendre sans mesure » l'eau des rivières qui doivent alimenter les usines à fer (3). Le 6, il invite le Comité à dispenser expressément les maîtres des forges et fourneaux de la réquisition des avoines prescrite par arrêté du 28 prairial (4). Le 16, il s'efforce de régler l'exploitation, désordonnée à l'excès, des terrains miniers (5). Le même jour, il se plaint du retard des modèles de canons qu'on lui a promis. Le 21, il dénonce les Districts d'Argentan et d'Alençon qui refusent de délivrer aux maîtres de forges des bois au prix du *maximum* (6).

Le Comité de Salut public s'appliquait à soutenir ses efforts. Le 16 germinal, il approuve les décisions déjà prises par Deydier ; il lui annonce en même temps l'envoi d'un quintal d'acier pour confectionner des limes ; il l'autorise à accorder deux livres de pain par jour aux ouvriers des fonderies, à requérir les maisons nationales ou églises les plus rapprochées pour y installer des hangars ou des fourneaux, à se servir « des raffineries de fer qui sont sur les lieux pour des foreries (7) ». Le 19 prairial, il met à sa disposition un bateau de charbon de terre. Le 21, il ordonne de lui envoyer des mo-

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 32, et t. XII, p. 194 (lettre du 6 germinal).

(2) *Id.*, *Recueil*, t. XIV, p. 264 et 234.

(3) A. N. AF II 218, d. 1883.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 502.

(5) A. N. AF II 218, d. 1883.

(6) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 719, et t. XV, p. 41.

(7) A. N. AF* II 124.

dèles, puis, le 29, une filière et des tarauds. Le même jour, il se préoccupe de lui assurer des fonds (1).

Deydier sut aboutir : dès le début de prairial, on commence à couler des canons à Breteuil ; le 27 messidor, il annonce au Comité que « les travaux des fonderies sont à leur fin » ; les charpentiers demandent à rentrer dans leurs familles, et il n'y voit pas d'inconvénient ; dès à présent, il remet à la disposition du Comité six élèves canonniers ; les autres suivront bientôt. Pourtant, il déclare, le 6 thermidor, qu'un seul marché est commencé pour la fourniture de 450 canons par an et réclame encore des modèles, des forets, du charbon de terre (2).

Un grave accident avait failli être funeste au représentant. Le 12 prairial, il assistait au fourneau de l'Allier, avec tout son état-major, à la coulée d'un canon de 6. « Au moment où le moule fut rempli, il y eut explosion telle que toute la fonte enflammée s'est élevée, a mis en feu tout l'atelier et a blessé quinze personnes au moins, dont plusieurs le sont grièvement. » Au nombre des victimes se trouvaient le fondeur qui mourut le lendemain, Drouet et le citoyen Bonnejean qui succombèrent peu après, l'ingénieur de la marine Mariez, Lefèvre et Deydier lui-même qui avait reçu de graves brûlures (3).

Alité, le représentant continua à diriger les travaux et à entretenir une correspondance active avec le Comité ; il réclame des secours pour les familles des victimes et annonce son projet d'établir une quatrième fonderie à Alençon. Dès la fin de germinal, satisfait des résultats obtenus dans l'Eure, il avait entrepris une tournée dans le département voisin de l'Orne. Il lui parut qu'il serait aisé de créer rapidement une fonderie au chef-lieu, dans l'église de Montsort. « Nous n'aurons, écrivait-il, que des fourneaux et une fosse à exécuter. » Le 5 messidor, il en ordonne l'établissement, mais paralysé par ses blessures il confie le soin de réaliser son plan à l'ingénieur Baillet-Belloy qui, à son retour du Jura, avait été chargé par

(1) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 194, 315 et 355.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 199 et 410.

(3) Lettres des 13, 14, 25 prairial et 8 messidor (Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 62, 87, 295 et 543).

le Comité de remplacer l'ingénieur Lefèvre rappelé à Paris (1).

Baillet arrive dans l'Eure le 15 prairial et bientôt se présente à Alençon muni de pouvoirs étendus : il est autorisé à requérir tous les ouvriers et tous les matériaux dont il aura besoin ; les fourneaux de Rânes, du Champ de la Pierre, de Carrouges, La Roche, La Battaye, La Gaudinière et Antoigny alimenteront la nouvelle fonderie ; une mine de charbon, signalée près de la ville, sera fouillée « si les indices paraissent promettre un résultat heureux (2) ». On se mit à l'œuvre, et les travaux étaient déjà fort avancés lorsqu'un arrêté du Comité, le 11 nivôse an III, les interrompit : les trois fonderies de l'Eure suffisaient aux besoins (3). C'était un hommage indirect à l'efficacité de la mission de Deydier.

Il avait rejoint Paris, après plus de six mois d'absence. Il n'avait dépensé que 7.200 livres. Sa mission peut être considérée comme un modèle d'activité intelligente et désintéressée.

V. — LA MISSION DU REPRÉSENTANT NOËL POINTE.

Noël Pointe (4), envoyé dans la Nièvre et l'Allier, n'arriva à Nevers que le 3 germinal. Il avait dû retarder son départ de quelques jours, pour obtenir de la Commission des subsistances qu'elle vînt au secours du département de la Nièvre, « affamé depuis très longtemps » ; mais elle ne lui avait accordé un secours que pour une quinzaine au plus et il s'en plaignait amèrement au Comité de Salut public. « C'est une goutte d'eau à un homme très altéré. Si ce département n'est pas approvisionné, il me sera impossible de faire travailler les ouvriers, et je me verrai, malgré tous mes soins et la bonne volonté de ces républicains, incapable d'atteindre le but... qui est

(1) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 439, et t. XIV, p. 114.

(2) Mourlot, *recueil cité*, t. I, p. 254, 255, 259 et 264.

(3) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 186.

(4) Voir le *Compte rendu*, très copieux, publié par Pointe en vendémiaire an III (B. N. Le³⁹ 81). Il reproduit la correspondance et les arrêtés du représentant. Les lettres sont reproduites ou analysées dans le *Recueil* d'Aulard. Les arrêtés se retrouvent aux Arch. Nationales, AF II 218, d. 1879 et 1885.

de fabriquer promptement des canons... Du pain pour nourrir les ouvriers, je vous répons du succès de la mission que vous m'avez confiée. »

Il demandait aussi qu'on lui envoyât promptement « le tableau de construction des canons, bombes, boulets et obus pour la marine » ; il fait à ce propos le procès de la bureaucratie : « Le ministre ne peut pas me le procurer ; je fus plusieurs fois à la Commission des armes, quai Voltaire, pour l'avoir ; mais il faudrait faire vingt fois antichambre à la porte d'un commis ; c'est le citoyen Capon qui est chargé de cette partie ; j'avais laissé une note pour qu'on m'envoyât ce tableau, mais point du tout, il est encore à venir... »

Cependant, il entreprend de créer à Nevers une fonderie et une forerie pour les grosses pièces d'artillerie. Le 6 germinal, il ordonne à la municipalité de retenir pour les travaux de construction les terrassiers, maçons, charpentiers, serruriers et tous autres ouvriers qui passeront dans la commune. Le 8, il requiert ceux qui se trouvent à Nevers d'aller travailler le lendemain matin « à l'établissement qui doit se construire pour la fabrication des canons de fer coulé... ». Le 9, il met en réquisition les tuileries du district. Le 10, il accepte les soumissions faites par cinq citoyens pour construire les fours et les bâtiments nécessaires ; le 12, il ratifie une sixième soumission ; les ouvrages devront être achevés dans les délais prescrits, sous peine d'une retenue du tiers sur les prix convenus. Le 11 germinal, il invite les commissaires des guerres à retenir pour un mois plusieurs citoyens qui doivent partir aux frontières, mais ont été requis pour la construction des usines. Il en informe le Comité et lui demande son approbation. « ... Le moment presse, il faut profiter du peu d'eau que nous avons ; car la rivière est déjà bien basse. Je sais qu'à cet égard je déroge à la loi. Si vous en ordonnez autrement, je les ferai partir de suite. » Il laisse d'ailleurs espérer des réalisations rapides. « L'établissement pour les grosses pièces prend déjà ici une activité qui promet beaucoup... » ; un fourneau donnera, sans machines compliquées, et dans quatre décades, des pièces de 4, de 6 long, de 6 court et de 8.

Pointe ne se borne pas à pousser la construction des usines ; il s'applique à pourvoir à leurs besoins futurs. Il accorde

des fonds aux maîtres de forges dont les fourneaux serviront à les alimenter, pour qu'ils les maintiennent en activité : le 6 germinal, par exemple, Ruffroy, maître du fourneau de La Charbonnière, reçoit une avance de 20.000 livres. Un arrêté du même jour ordonne le recensement des grains dans tout le département. Le 13, le District de Nevers est chargé de se concerter sur-le-champ avec la municipalité et les citoyens Robert l'ainé et Daubigny, artistes, et de désigner un nombre suffisant de boulangers qui fourniront le pain nécessaire à la nourriture des ouvriers de tous états qui sont ou seront employés à la forerie et à la fonderie. Pointe rappelle au Comité, le 15, la gravité du problème des subsistances : « Vous savez que sans pain je ne pourrai pas faire travailler les ouvriers et qu'il m'en faut un grand nombre. »

Au reste, il se déclare satisfait de la marche des travaux et de l'entrain général. « J'ai donné une grande activité à nos établissements. Les braves sans-culottes de Nevers ont la meilleure volonté ; une seule invitation suffit pour les faire accourir en foule. Je prends toutes les mesures nécessaires pour aller vite et j'espère vous contenter. »

Pourtant les élèves envoyés de Paris pour la fabrication des canons lui causent une vive déception. Les premiers arrivent à Nevers dans la soirée du 14 germinal, et Pointe les accueille avec plaisir : « Je pense que les autres ne tarderont pas ; ils seront tous employés de suite... ». Mais bientôt, le 19, il déclare que ces élèves lui sont de peu d'utilité et que les charpentiers ne valent guère mieux. « Des hommes qui n'ont jamais travaillé ni le fer ni le bois ne pouvaient, en se promenant quinze jours dans les ateliers de Paris, devenir très expérimentés ; j'en étais sûr d'avance et je vous assure que je comptais peu sur eux. Comment pourrait-il se faire qu'un professeur de langue allemande, un passementier, un cordonnier, un imprimeur, etc., eussent en si peu de temps acquis l'expérience de la fabrication ? J'espérais beaucoup des charpentiers, mais ils sont tous comme le premier arrivé d'hier ; ils me sont inutiles. J'ai plus besoin d'ouvriers que de constructeurs ; cependant ils n'entendent pas travailler. Je vais m'en procurer par la voie de la réquisition. Si ceux qui vont m'arriver ne me sont pas d'un grand secours, j'éco-

nomiserai les deniers de la République en renvoyant ceux qui ne me sont pas nécessaires. » Il tint parole. Le 25 germinal, il annonce au Comité qu'il vient de lui renvoyer l'un des élèves, le citoyen Coteret ; il lui avait paru « de la plus mauvaise volonté pour le travail, d'un esprit exalté », et avait « déclaré littéralement qu'il était incapable de remplir les fonctions » auxquelles on l'avait destiné. Pointe essaya pourtant de tirer parti des meilleurs élèves ; le 17 germinal, il envoya au Creusot quatre « élèves d'artillerie » : trois d'entre eux devaient y acquérir « un degré de perfection dans la partie de la moulerie des canons » et le quatrième devait apprendre à diriger les travaux de la forerie.

Mais c'est à Nevers même qu'il avait trouvé son auxiliaire le plus précieux, le citoyen Robert l'ainé, « ingénieur », qu'il nomma, dès le 11 germinal, inspecteur général des foreries et fonderies dans la Nièvre, avec pouvoir de requérir toutes les matières nécessaires à ces établissements. Il n'eut qu'à se louer des services de cet « artiste », qui réunissait « à une rare expérience la meilleure volonté et le zèle infatigable d'un ami sincère de la République ».

Pendant que Noël Pointe dirigeait en personne la construction de la fonderie de Nevers, Gazeran, commissaire du Comité de Salut public, étudiait les ressources du département de l'Allier. Il visita la fonderie de canons de bronze et l'arsenal de Moulins, les fourneaux du Tronçais et les forges de Messarges. Le 1^{er} floréal, il se présenta à l'Administration du département et lui exposa ses vues. L'entrepreneur du Tronçais s'était engagé envers le Comité à fabriquer des canons et y emploierait la totalité de ses fontes. Il y avait « impossibilité physique » à établir des fosses et des étuves dans les forges de Messarges et de l'arsenal, à cause de l'humidité, mais elles donnaient de très bonnes fontes. Le moyen le plus prompt de procurer des canons de fer à la marine sera donc de suspendre la fabrication de ceux de bronze qui se poursuit à Moulins (1) dans les bâtiments des ci-devant Sœurs de la

(1) Sur les origines de cette fonderie, née vers brumaire an II, grâce à l'initiative de l'administrateur du Département Reignaud, et qui coula, pendant les deux premiers mois de son existence, 16 pièces de 4 et 2 de 8, voir P. Caron, *Rapports des agents du ministre de l'Intérieur dans les départements*, t. I, p. 475-6.

Croix, « jusqu'à ce qu'on puisse donner à cet important établissement toute l'extension dont il sera susceptible » ; on se servira provisoirement des machines à forer qui y ont été élevées et on le convertira en une fonderie de canons de fer : elle sera alimentée par les forges de Messargès et de l'arsenal « qui vont fournir au moins 8 à 900 milliers de fontes ». Les inconvénients de cette transformation seront médiocres, car il ne reste dans le département qu'une faible quantité de cuivre. Rien n'empêche d'ailleurs de compléter les approvisionnements de cuivre pendant la fonte des canons de fer, « pour continuer en bronze, lorsque la marine sera servie ». Le changement s'opérera à peu de frais, car il ne sera pas nécessaire de construire des bâtiments ; pour fabriquer aisément de grosses pièces d'artillerie, il suffira d'établir une nouvelle fosse, une étuve, quatre fourneaux à réverbère, trois bancs et un manège de forerie ; ces travaux demanderont moins de quatre décades. On pourra utiliser l'outillage actuel, conserver les ouvriers, mouler en terre pendant qu'on fera les dispositions nécessaires pour mouler en sable, amener aisément les fontes et même les charbons, car les mines sont relativement proches. Enfin cinq grandes routes qui rayonnent de Moulins permettront de transporter les gros canons. L'Administration départementale adopta le programme de Gazeran et prit sur-le-champ, pour en assurer la prompte exécution, un arrêté que Noël Pointe devait approuver le 21 messidor.

Ainsi deux grands établissements allaient s'élever pour le service de la marine, l'un à Nevers, l'autre à Moulins. Noël Pointe semblait assuré du succès de sa mission. « Les établissements vont le mieux possible, écrivait-il le 11 floréal au Comité ; vous aurez bientôt des canons et en abondance. »

Pourtant, il se plaignait parfois, non sans vivacité, du silence et des lenteurs du Comité. « Répondez-moi sur tout ce que je demande, lui écrivait-il le 11 germinal, car vous savez que je suis très délicat pour ma responsabilité. » Il dut prendre des initiatives parfois audacieuses qui l'exposaient à un désaveu. A deux reprises, le 28 germinal, puis le 2 floréal, il disposa pour les dépenses de la marine des fonds de la caisse destinée à la fabrication des armes.

Dans la seconde moitié de floréal, il se rendit à Paris, en compagnie de Robert, pour régler les questions en suspens. Le 24, le Comité de Salut public prescrivit à l'Administration de la grosse artillerie d'entendre Robert sur les origines des établissements de Nevers, les dépenses qu'ils ont occasionnées, les ressources qu'ils peuvent offrir : dans un délai de trois jours, « elle fera du tout un rapport au Comité... en y joignant son avis et lui proposant les mesures qu'elle croira convenables ». Le 30, après avoir pris connaissance de ce rapport, le Comité ordonne à Robert de rejoindre Nevers sans délai « pour suivre les opérations qui lui ont été confiées par le représentant Noël Pointe (1) ».

Celui-ci prolongea son séjour à Paris. Le Comité mit à sa disposition, le 10 prairial, des filières et des modèles de canons qui lui étaient nécessaires (2). Il ne rentra à Nevers que le 27. Le jour même, il visita les travaux de la fonderie et les trouva « dans l'état le plus satisfaisant » ; mais les progrès seraient plus marqués, dit-il, « si la disette des subsistances n'eût fait évader forcément des chantiers un nombre considérable d'ouvriers ». Aussi presse-t-il le Comité d'agir. « Veillez à l'envoi prompt des subsistances que la Commission a accordées au département de la Nièvre et bientôt vous aurez des canons, malgré les entraves et les retards... ». Le 30, il insiste : « Les établissements... étaient tous désorganisés par le défaut de subsistances ; je prends quelques jours pour leur donner l'activité qui doit bientôt les achever... » Le 1^{er} messidor, il envoie au Comité le marché qu'il vient de passer pour la construction, sur la Nièvre, d'un barrage qui servira à la fonderie. Le 2, il lui adresse le bordereau des mandats qu'il a tirés sur le payeur général du département au profit des entrepreneurs de la fonderie, et dont le total s'élève à 195.792 livres 19 sols 6 deniers.

Bref, il fait diligence pour atteindre au but. Cependant le Comité avait appris, par une lettre de Robert, du 18 prairial, que le départ des ouvriers ralentissait les travaux de Nevers et que quatre des forges sur lesquelles on comptait

(1) A. N. AF* II 123.

(2) Penaud, article cité (*Révolution française*, t. VI, p. 613).

avaient « mis hors », et, le 22, il en avait marqué son étonnement à Noël Pointe. Piqué au vif, celui-ci répliqua, le 4 messidor, sans aménité : « ... Pouvait-on faire travailler les ouvriers sans pain ? Et ai-je la puissance de requérir Neptune de lever les ondes de la mer ou percer les nuages pour nous procurer de l'eau ? Je suis aussi empressé à vous fournir des canons que vous à me les demander. » Il repousse l'accusation de négligence qu'on semble porter contre lui. « Le Comité, dites-vous, ne s'attendait pas à recevoir un résultat si défavorable, surtout après la certitude que tu lui en avais donnée ; peut-être n'aurait-il pas eu lieu si, toujours à ton poste, tu eusses toi-même surveillé les travaux. » Je ne pouvais pas être à Paris à solliciter des subsistances et en même temps à mes établissements. Vous me dites enfin que deux de mes collègues ont déjà mis en feu. Ce n'est pas surprenant : ils sont partis avant moi et dans des départements où les établissements étaient tout prêts, pendant qu'il m'a fallu mettre la première pierre. Au reste, ce ne sont point des lettres promettant beaucoup qui pulvériseront les tyrans ; ce sont des canons, et nous verrons au bout qui en fournira le plus. »

Cette rude franchise n'était pas pour déplaire au Comité. D'ailleurs, Pointe ne tarda guère à prouver par des résultats tangibles l'efficacité de son action. Le 11 messidor, il visita les chantiers de Nevers et trouva les ouvriers « dans la stagnation ». Indigné, il leur adressa « les reproches les plus vifs », mais ils répondirent « que le défaut de manger ne donnait pas de bras ou au moins que pendant le laps de temps qu'ils étaient obligés de rester à la porte des boulangers pour avoir du pain ils ne travaillaient point ». Sur-le-champ, le District et la municipalité regurent l'ordre de leur en procurer et de le faire distribuer par les chefs d'atelier.

A cette date pourtant, Pointe annonçait au Comité des succès prochains : « Malgré la pénurie des subsistances, malgré que les voitures aient été employées plusieurs jours pour le transport des grains qui nous ont été accordés et qu'il était nécessaire d'avoir promptement ou mourir de faim, malgré les retards apportés aux charrois des matières et matériaux indispensables à nos établissements, ils touchent néanmoins à leur fin : sous peu de jours, les fourneaux à réverbère sont

en feu. Pour profiter du temps, je pars dès ce moment pour visiter les travaux de l'Allier et voir en même temps les travaux... de Saône-et-Loire et de l'Yonne. »

En effet, il entreprend aussitôt une tournée dont la rapidité étonne. Accompagné de Robert, il visite à Moulins les établissements dirigés par Gazeran ; il y assiste à la mise en feu d'un fourneau. Cette fonderie, dit-il, « promet beaucoup en petites pièces » ; Gazeran et les autorités de Moulins voudraient y construire une pompe à feu pour la forerie ; elle serait montée en deux mois et coûterait 15.000 livres ; faut-il autoriser cette dépense ?

De là, il se rend à Bellevue-les-Bains (1), où l'on produit de très bonnes fontes, dans des forges qui alimentent Moulins. Le 14, il est à Autun et annonce son départ immédiat pour Montcenis : « Je mets la plus grande célérité dans le voyage, pour que nos établissements de la Nièvre ne souffrent aucun retard par notre absence... » Chemin faisant, il visite les ateliers du citoyen Olinet à Luz-Emiland, et fait le plus vif éloge du zèle et de l'intelligence de l'entrepreneur. Le 15 et le 16, il parcourt les « immenses » établissements du Creusot. Le 17, il part pour Toulon-sur-Arroux et visite, semble-t-il, diverses forges ou fourneaux. Le 18, il est à Charolles, transmet une demande de congé du citoyen Fallet, commissaire du Comité, et requiert le District de choisir quatre jeunes sansculottes de 15 à 17 ans, qui s'exerceront à fabriquer les obus à la forge du Verdrat où il y a d'excellents mouleurs et fondeurs. Mais il a hâte d'en finir. « Je marche jour et nuit, écrit-il, pour accélérer ma tournée... » Le 23, il arrive enfin à Nevers et promet au Comité de le renseigner en détail par le prochain courrier sur les ressources des forges et fourneaux qu'il a inspectés. « Je vous donnerai même un échantillon de gueuse de fonte et tout ce qui est nécessaire pour faire le fer. Les qualités de chaque fourneau seront séparées dans une petite caisse. »

En dépit de la rareté des ouvriers et des voitures, conséquence de la moisson, il a retrouvé « dans un état satisfaisant » ses établissements de Nevers. « Dans cinq jours au plus tard

(1) Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire).

les fourneaux seront en feu. » L'inauguration de la fonderie eut lieu, en effet, le 26 messidor. « L'anniversaire du 14 juillet vient d'être... célébré avec toute la solennité qu'il mérite ; j'ai choisi ce jour mémorable pour mettre en feu les fourneaux à réverbère... où vont se couler les canons de 36. Les braves sans-culottes ont contribué de tout leur pouvoir à accélérer ces utiles établissements qui vont fabriquer les bouches à feu pour vomir la foudre et pulvériser le reste des tyrans et de leurs satellites. »

Dès lors, il gourmande à son tour, sinon le Comité, du moins les administrations qui lui sont subordonnées. Il réclame avec insistance, le 5 thermidor, les forêts promises. « Vous m'avez marqué que vous aviez donné des ordres précis pour qu'ils me fussent envoyés promptement ; cependant cette expédition éprouve la lenteur ordinaire. Mes fourneaux sont en feu, vous le savez ; nous allons les charger pour couler des canons, tout comme nous pouvions le désirer ; mais si la fabrication éprouve des retards, aura-t-on à s'en plaindre en me laissant manquer de tout ? »

Néanmoins, le succès de la fonderie de Nevers s'affirme. Pointe annonce, le 11 thermidor, qu'on a coulé la veille un canon de 36 en présence d'un peuple immense et aux cris de *Vive la République* ! Il ajoute que dans une heure on va couler aussi deux canons de 18 et un de 24, et que l'on continuera.

Au reste, il ne ménage pas sa peine ; le 15, il se rend aux mines de Decize pour s'y procurer du charbon. Le 26, il arrive à Moulins et assiste le soir même à la coulée des deux premières pièces du calibre de 6 court. « Le succès fut aussi heureux qu'à Nevers ; tout va au parfait. » Il se hâte de prendre toutes les mesures pour que cet établissement n'ait plus besoin de sa présence. Car il se déclare à bout de forces. « Après quatorze mois de mission, tant de pénibles voyages que de fatigues, je ne peux plus y tenir ; je suis anéanti. » Il croit, d'ailleurs, avoir rempli sa tâche ; les établissements qu'il a fait construire sont en pleine activité ; il n'a pas « apporté moins de soin à ceux déjà existants », et il annonce qu'il rentrera bientôt « au sein de la Convention nationale ».

De retour à Nevers, il y constate de nouveaux progrès.

« La fonderie, écrit-il le 4 fructidor, prend chaque jour une activité plus rapide ; ... avant-hier, il s'est coulé quatre canons avec la plus grande facilité. » Il rend un hommage éclatant au citoyen Robert : tout ce qu'il pourrait dire de lui « serait au-dessous de son intelligence et de son zèle... ; je ne vois de vrais amis de la République que ceux qui la servent de tous leurs moyens ; Robert l'aîné est de ce nombre ; je désirerais, pour vous convaincre de cette vérité, qu'il fût envoyé ici par votre ordre un commissaire artiste capable de juger ses immenses travaux ; il ne voudrait pas croire qu'ils ont été faits dans un si court espace de temps ; enfin, malgré la pénurie des subsistances, malgré l'intrigue des malveillants, notre courage a su tout braver et procurer à la République des fonderies où elle trouvera toujours de grandes ressources. » Avant de quitter la Nièvre, Noël Pointe confirma Robert l'aîné, le 7 fructidor, dans ses fonctions d'inspecteur général des fonderies et foreries du département et lui assigna un traitement annuel de 8.000 livres. Le 10, il avait repris le chemin de la capitale.

Il avait, pendant les cinq mois précédents, déployé une activité féconde et il pouvait à juste titre se féliciter de l'importance des résultats acquis.

Moulins possédait désormais une fonderie pour les petites pièces, jusqu'au calibre de 16. Dans la Nièvre, plusieurs fourneaux avaient été disposés pour couler aussi des pièces de 4, 6, 8 et 12 ; les fosses étaient faites, les grues montées ; on n'attendait « que de l'eau pour mettre en feu ».

Mais c'est à Nevers que se trouvait le principal établissement ; la fonderie de Bel-Air, installée dans les bâtiments des ci-devant Capucins, coulait de grosses pièces de 18, 24 et 36, « avec autant de succès que des fonderies de trente ans ». Elle comprenait huit fourneaux à réverbère, deux fosses, une étuve, des grues. La Nièvre, dont le cours n'était jamais interrompu par la sécheresse, passait au pied de l'usine, et un « chemin d'eau » actionnait cinq roues qui faisaient tourner « sous un simple hangar, quinze forets de front sur cinq bancs garnis de leurs agrès, par un mécanisme très simple ». Pointe se félicitait d'avoir évité « les funestes et inévitables inconvénients des pompes à feu » que dérangent souvent des

accidents. Il annonçait un brillant avenir à cette fonderie qu'il avait tirée du néant. Sa position lui assurait de précieux avantages : on avait sous la main, dans la Nièvre, les matières premières ; la Loire permettrait de transporter les canons vers les deux mers. Enfin, l'établissement était susceptible de grands accroissements : il serait facile de doubler le nombre des fourneaux à réverbère et des forets et d'en faire « la plus belle et la plus avantageuse » fonderie de la République.

Pointe avait été secondé dans la Nièvre par Robert, dans l'Allier par Gazeran, avec un zèle et une intelligence qu'il se plaisait à proclamer. Il rendait aussi hommage au patriotisme des habitants : beaucoup de citoyens, accoutumés à travailler la terre, étaient devenus très vite d'excellents ouvriers d'armes. « Partout les canons, les mortiers, les obusiers, les affûts, les caissons, bombes, boulets, ancres, fers ouvragés de toute espèce... se fabriquent avec une adresse étonnante... »

En effet, Pointe n'avait pas borné ses efforts à la création des fonderies de Nevers et de Moulins ; son attention s'était portée aussi sur des établissements déjà anciens, tels que ceux du Creusot et sur des entreprises récentes dues à des initiatives privées. C'est ainsi qu'il s'intéressa aux travaux du citoyen Rambourg, maître des forges et fourneaux du Tronçais, district de Cérilly, dans l'Allier, qui s'était engagé à fournir des canons de fer coulé à l'Etat (1) ; en thermidor, il aplanit des différends qui s'étaient élevés entre Rambourg et le District ; le mois suivant, il lui accorda des subsides : « Il touche au moment de fournir des canons à la République, écrit-il le 7 fructidor ; il lui manquait des fonds ; je lui ai fait l'avance de 20.000 livres, ce qui, joint à 20.000 livres précédemment accordées, fait 40.000 livres... »

Il était parfois difficile de concilier les besoins contradictoires des usines qui travaillaient pour la défense nationale. Pointe sut débrouiller ce chaos.

Il comptait, par exemple, sur le fourneau de Beauchamp pour alimenter en fontes la fonderie de Moulins ; mais le Comité de Salut public le destina à une fabrication d'acier et de ba-

(1) Un décret du 8 octobre 1793 lui avait permis d'élever un second fourneau (*P. V.*, t. XXII, p. 263, et *Archives parlementaires*, t. LXXVI, p. 237).

guettes de fusils (1), et invita Pointe à le remplacer par celui de Percy ou par tout autre. Or, Percy ne produisait que de la fonte cassante, peu propre à la fabrication des canons. Pointe découvrit d'autres ressources : trois fourneaux situés près de La Charité-sur-Loire avaient été réservés pour les besoins éventuels de la fonderie de canons que la compagnie Marette avait promis de créer dans cette ville. Mais rien n'autorisait à espérer de ce côté des résultats prochains. « Ce n'est pas de six mois qu'on puisse faire des canons à La Charité... D'ici à ce temps, les nouvelles fonderies auront fourni la République au delà de ses besoins. C'est donc à présent qu'il faut se servir des bons fourneaux ; celui de Ravaux est du nombre ; j'ai cru devoir l'employer... »

Par ailleurs, il s'occupe à maintes reprises de la manufacture de fusils de Moulins, prend un arrêté pour élever les salaires des ouvriers des forges nationales de Guérigny, s'intéresse aux établissements créés près d'Autun par le citoyen Olinet ; le 25 messidor, il annonce qu'il a découvert dans divers magasins au moins 500 milliers de fer propre au service de la marine : « L'égoïsme, sans doute, le tenait enfermé, pour éluder les salutaires effets de la loi du maximum, mais je vais réprimer la cupidité en donnant des ordres... pour les faire partir pour nos ports... »

Aussi les malentendus qui s'élevèrent parfois entre Pointe et le Comité de Salut public n'eurent-ils pas de lendemain. On lui sut gré de sa rude franchise et de l'importance des services qu'il rendait. Les éloges ne lui furent pas ménagés et quelques mois plus tard, le 14 pluviôse an III, lorsqu'il devint nécessaire d'envoyer un représentant du peuple au Creusot, pour ranimer l'activité languissante de l'usine, ce fut Noël Pointe que Guyton proposa, au nom du Comité, au choix de la Convention.

VI. — LE CREUSOT.

Déjà, en l'an II, le Comité de Salut public avait su tirer parti des établissements du Creusot. Ils avaient été créés

(1) Voir décret du 29 messidor an II, analysé plus haut, chap. v.

en 1782 par une puissante compagnie où entrèrent les représentants les plus illustres de la métallurgie française, notamment J.-C. Périer et M. de Wendel, des grands seigneurs et le roi lui-même (1). A la veille de la Révolution, ils rivalisaient avec les grandes usines anglaises par la perfection de leur outillage, par l'emploi des machines à vapeur, par le nombre de leurs ouvriers et la masse de leurs produits, et on les considérait comme les premiers de France. Le gouvernement révolutionnaire voulut les mettre au service de la défense nationale. A la fin de septembre 1793, les représentants du peuple Reverchon et Laporte dénonçaient au Comité l'administrateur Acante et le directeur Ramus, qui n'avaient fourni que 100 pièces de canon au lieu des 300 prévues par leur marché ; ils reprochaient à Ramus son ignorance et celle de ses ouvriers et réclamaient des mesures énergiques. Un rapport sur les décisions qu'ils avaient prises pour ranimer la fonderie fut transmis le 2 octobre au Comité par le ministre de la Guerre (2). De son côté, le ministre de la Marine demandait qu'on y fabriquât des obus de nouvelles dimensions (3).

Les autorités locales intervinrent à leur tour. Une adresse des républicains du canton de Montcenis, lue à la Convention le 22 brumaire, insistait sur les ressources que l'établissement du Creusot offrirait à la République, s'il était encouragé (4). Le 5 frimaire, le Directoire du district d'Autun examina à son tour la conduite de Ramus, qui dirigeait le Creusot au nom de l'ancienne société. La lenteur de la production n'indiquait-elle pas des desseins hostiles à la Révolution ? La concurrence des ateliers créés à la Magdeleine par le citoyen Olinet ne nuisait-elle pas à la prospérité du Creusot ? Le Directoire, pour en avoir le cœur net, chargea deux commissaires de s'informer sur les intérêts que la République pouvait avoir dans la société, par suite de l'émigration de certains de ses membres, et sur les travaux accomplis depuis 1789. Le procès-

(1) Voir Ballot, *La Révolution technique et les débuts de la grande exploitation dans la métallurgie française* (Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales, 1912, n° 1).

(2) A. N. AF* II 128 (analyses).

(3) Voir plus loin, chap. VIII.

(4) *Archives parlementaires*, t. LXXIX, p. 57.

verbal qu'ils dressèrent le 26 nivôse constate qu'une grande activité règne pour l'instant à la fonderie et en attribue le mérite au citoyen Hubert, commissaire envoyé par les représentants en mission près de l'armée des Alpes et qui est arrivé il y a deux mois. Au reste, le Creusot ne fournit des canons et des munitions à la République que depuis le 1^{er} mars 1793, et c'est seulement en 1792 qu'il a reçu une commande de 300 canons. Le témoignage de quelques ouvriers incite les commissaires du District à douter du civisme de la plupart des chefs de l'établissement. Ils regrettent que le premier arsenal de la France et de l'Europe ne soit pas propriété nationale et demandent que l'Etat en assume la direction : il pourrait fournir par mois 50 pièces de gros calibre et leurs munitions.

A la requête du District d'Autun, Prieur et Carnot répondirent le 8 pluviôse par un refus très net. « L'intérêt de la République s'y oppose ; l'intérêt même de cet établissement... exige une mesure contraire à celle que vous proposez... Le Comité n'aura... qu'un principe à cet égard ; aucun atelier ne doit être au compte de la République ; il faut que tous soient à l'entreprise (1)... » Mais le Comité, qui se préoccupait à cette date de reconstituer et de développer l'artillerie de marine, ne méconnaissait nullement l'importance de l'usine du Creusot. Elle avait passé des marchés pour la fourniture de canons de fer coulé, et le ministre Dalbarade avait désigné le citoyen Odelin pour en presser l'exécution. « Il est extrêmement pressant, lui écrit le Comité le 13 nivôse, que ce commissaire parte pour rétablir l'ordre dans cette fonderie, pour la déterminer à consacrer tous les moyens qu'elle a au service de ton département, pour l'empêcher d'entraver la fonderie de la Magdeleine, destinée à couler en bronze pour le service de la Guerre (2)... » A la fin du mois, Odelin était à son poste et les commissaires du District d'Autun louaient fort son activité.

Pendant le Comité ne cessait de harceler le ministre de

(1) Bourgin, *Régie ou entreprise en l'an II ?* (Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales, 1912).

(2) Charavay, t. IV, p. 258.

la Marine. « Le Comité apprend avec une grande surprise, écrit-il le 18 nivôse, que les engagements... pris depuis un mois en présence de la Section... des armes, pour que la fonderie du Creusot soit entièrement affectée au service de la Marine, particulièrement en ce qui regarde la fonderie des canons de fonte..., n'ont encore reçu aucune exécution. Il voit avec peine qu'il n'y a encore aucun marché de passé. » Les entrepreneurs du Creusot ne veulent rien conclure avant que 300 milliers de fonte ne soient rendus dans leurs établissements. Il faut en finir, leur commander « tout ce qu'ils pourront fabriquer en canons, surtout de gros calibre, parce que les petits calibres pourront facilement être exécutés dans les autres forges », les inviter à « se donner les mouvements nécessaires » pour rassembler les approvisionnements qui leur manquent, leur accorder toutes facilités, bref « employer tous les moyens... pour que la fonderie... soit le plus tôt possible dans la plus grande activité (1) ».

Malgré cette mise en demeure, près de deux mois s'écoulèrent encore avant que l'on n'aboutît à une solution. Enfin, Ramus fit des offres précises. En dépit des attaques dirigées contre lui à la fin de 1793, c'était un artiste de réelle valeur. Pour le récompenser de ses services, Louis XVI lui avait cédé quelques-unes de ses actions, vers 1786, et il avait assumé depuis lors la direction générale des travaux (2). Il proposait de se charger, à ses risques et périls, de l'établissement tout entier, et « d'y faire des augmentations considérables » qui en doubleraient le produit : la construction de six fourneaux, d'une seconde pompe à feu et de nouvelles foreries lui permettrait à bref délai, de livrer 100 canons de plus par mois. Le Comité, « considérant combien il importe de pourvoir aux besoins de la marine... et qu'un des moyens les plus propres est de donner aux établissements déjà assis toute l'extension que comporte leur localité », adopta, le 14 ventôse, le programme qui lui était soumis. La fonderie sera mise en réquisition ; la République indemniserà les propriétaires « d'une non-jouissance momentanée que nécessitent des mesures révolution-

(1) Charavay, t. IV, p. 262.

(2) Ballot, *article cité*.

naires et l'intérêt général ». Ramus dirigera les travaux ; il devra mettre en activité trois des nouveaux fourneaux et les machines à forer dans un délai de quatre décades, et les trois autres fourneaux dans les quatre décades suivantes ; il passera marché « pour une fourniture de canons proportionnée à ses nouveaux moyens » ; des avances de fonds lui seront consenties. « Toutes ces dispositions devront être exécutées avec la célérité que requiert la défense de la République (1). »

Dès lors, rien ne doit détourner Ramus de sa tâche essentielle. Le représentant Bernard (de Saintes) avait ordonné de couler au Creusot dix grandes chaudières pour les hôpitaux de Dijon : le 24 ventôse, le Comité l'invite à révoquer son arrêté. Le 10 germinal, celui que Fouché, Laporte et Méaulle avaient pris le 17 ventôse pour faire couler au Creusot « une quantité considérable de bombes, boulets et obus » subit le même sort : les entrepreneurs de la fonderie « ne feront d'autres travaux que ceux qui leur seront commandés sur une autorisation expresse du Comité (2)... ».

Le Comité mit un soin particulier à assurer l'approvisionnement du Creusot. Le 21 ventôse, il charge les agents nationaux de sept municipalités du district d'Autun « de tenir la main à ce que les habitants de leurs communes voient les objets nécessaires à l'approvisionnement de la fonderie... » et s'il blâme l'agent national du district d'Autun d'avoir puisé dans les magasins militaires de l'avoine pour nourrir les chevaux de l'usine, c'est uniquement parce qu'il a négligé de prévenir la Commission des subsistances. Le 29, il reproche aux propriétaires des fourneaux d'Echalonge et d'Autrey d'avoir disposé de leurs fontes au préjudice du Creusot et les invite à faire les livraisons demandées par Odelin. Le 3 germinal, l'agent national du district de Châlon-sur-Saône reçoit l'ordre de requérir tous les moyens de transport de son arrondissement pour « procurer à la fonderie du Creusot l'approvisionnement dont elle a besoin et qui paraît se faire avec lenteur ». Le 4, celui du district de Gray est invité à requérir avec célérité des voitures pour le transport des mines et char-

(1) A. N. AF* II 120 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 525.

(2) A. N. AF* II 124.

bons destinés aux forges de Seveux, Beaujeux et de La Romaine ou Pont-de-la-Planche. Celui du district de Champlitte agira de même pour les forges de Bley et Autrey. Le même jour, Odelin reçoit mission d'assurer l'approvisionnement de l'usine « en se concertant avec la Commission des armes sur les forges à y affecter » ; dès que les travaux seront en activité, il visitera les forges et fourneaux de la Côte-d'Or et lui en fera rapport (1).

En floréal, le Comité apprend que « des retards et des difficultés » entravent le transport des fontes requises pour le Creusot. Il arrête, le 18, que les autorités constituées des districts « seront tenues de mettre en réquisition les bateaux et voitures disponibles, et dans la quantité qui leur sera indiquée par le citoyen Odelin ». Le 20, il précise ses intentions. « ... Une des principales causes de l'inactivité des forges et fourneaux vient, dit-il, de la difficulté qu'éprouvent les entrepreneurs à se procurer les voitures et chevaux nécessaires au transport des mines, charbons et autres matières qui servent à alimenter leurs usines... ; si les travaux de la fonderie du Creusot ont quelquefois été ralentis et même arrêtés, la cause en est à la cupidité ou impéritie des maîtres de forges qui, quoique leurs mines fussent reconnues de la meilleure qualité, faisaient des fournitures en fontes blanches, impropres au service de cette fonderie et trompaient par là l'espérance de l'entrepreneur. » Désormais, dans chaque district, l'agent national procurera aux maîtres de forges toutes facilités « pour maintenir dans leurs établissements l'activité la plus grande et la plus soutenue » ; il assurera la subsistance des ouvriers, d'accord avec la Commission du commerce, requerra les voitures et chevaux nécessaires aux transports des matières premières et combustibles et recommandera aux entrepreneurs « le plus grand soin dans la fabrication de leurs fontes, attendu que de leur qualité première dépend leur conversion en canons (2)... ».

Malgré ces multiples précautions, le Comité dut encore intervenir à maintes reprises. Il décide, le 5 messidor,

(1) A. N. AF* II 124.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 346 et 389.

que l'agent national du district de Gray mettra en réquisition permanente dix voitures « pour être à la disposition du citoyen Odelin... et voiturer sur son avertissement, au port de Gray, les fontes des divers fourneaux destinés à son approvisionnement » ; l'agent national du district de Champlitte requerra, pour le même objet, « dix voitures à prendre dans les communes d'Arc, La Maison-du-bois, Montureux et Dampierre ». Le 6 thermidor, l'agent national du district de Châlon-sur-Saône est chargé « de veiller à ce que les bateaux marqués et requis pour le service de la fonderie du Creusot ne soient point enlevés et employés à d'autres services, sans un arrêté du Comité ou le consentement du citoyen Odelin... ». Le 12, l'entrepreneur du fourneau de Pretin-les-Charolles, qui doit alimenter le Creusot, reçoit l'ordre de mettre en feu (1).

Ramus reçut par ailleurs des encouragements précis. Le 18 floréal, le Comité requiert pour loger ses employés et ses ouvriers les bâtiments habités au Creusot par les intéressés de la manufacture de cristaux. Le 23 prairial, dérogeant aux règles du *maximum*, il décide que les canons fabriqués au Creusot et à Indret seront payés à raison de 35 livres le quintal, car les fontes et charbons employés dans ces fonderies « se tirent de lieux éloignés et à grands frais... ; l'entretien des pompes à feu coûte beaucoup de charbon de terre ;... les canons s'y fabriquent aux fourneaux à réverbère et à la deuxième fusion, ce qui entraîne une dépense bien supérieure à celle qui a été calculée sur les procédés ordinaires (2)... ». Le 29, il ordonne de réparer sans délai le chemin qui conduit du Creusot à Mévrin « dans le parcours d'une demi-lieue, afin de faciliter le transport des pièces de canons qui y sont envoyées pour être forées ». Le même jour, il enjoint à l'agent national du district d'Autun « de favoriser par tous les moyens qui sont en son pouvoir les opérations du citoyen Ramus... ; il veillera attentivement à ce que les autorités constituées, auxquelles il est défendu de s'immiscer dans le régime des fonderies, ne se permettent aucun acte préjudiciable à l'activité révolutionnaire que l'intérêt de la République exige

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 469, et t. XV, p. 407 et 529.

(2) *Id.*, *Recueil*, t. XIII, p. 345, et t. XIV, p. 260.

dans les opérations de ce genre ; les ouvriers, les chevaux, en un mot tout ce que l'entrepreneur, de concert avec le commissaire inspecteur, jugera convenable au service de cette fonderie, seront entièrement laissés à sa disposition, sans qu'il puisse être permis de l'inquiéter, sous quelque prétexte que ce soit, avant d'avoir préalablement pris les ordres du Comité... ». L'agent national, responsable de l'exécution de cet arrêté, dénoncera au Comité « tous ceux qui refuseraient de s'y conformer » et qui « par des mesures contraires » exposeraient l'entrepreneur à ne pas remplir ses engagements (1).

Ainsi, Ramus était assuré de la protection du Comité. Le représentant Noël Pointe, qui fit une courte apparition au Creusot et visita l'usine dans tous ses détails, les 15 et 16 messidor, rendait hommage à son zèle et à son intelligence. Une nouvelle forerie allait être inaugurée à bref délai. Un accident survenu la veille au balancier de la pompe à feu paralysait la forerie principale pour cinq jours. « Des machines aussi compliquées » n'inspiraient au représentant qu'une confiance médiocre. « Un établissement de cette nature, écrivait-il, eût été bien mieux auprès d'un cours d'eau... Mais il n'est plus temps ; il est ici ; il faut s'en servir. » Aussi s'efforça-t-il de lui procurer ce qui lui manquait. « Partout la moisson fait sentir dans ce moment-ci la rareté des voitures ; le citoyen Ramus est à bout des approvisionnements. » Un arrêté de Pointe invita les municipalités de Marcigny-Ecuise et Laurent (2) à requérir toutes les voitures nécessaires au transport des mines de fer qui se trouvaient à Montchanin et qui étaient destinées aux fonderies du Creusot.

Les soins du Comité de Salut public et de ses auxiliaires donnèrent des résultats heureux. A la fin de 1793, le rendement du Creusot était insignifiant. Ramus, devenu le maître de l'entreprise, développa son outillage et en fit l'un des principaux arsenaux de la République. Il s'était engagé, par marché du 22 ventôse, à doubler la production et à fournir par an 1.200 canons de fer coulé, sans préjudice d'autres li-

(1) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 354.

(2) Saint-Laurent.

vraisons, et il tint ses promesses. En thermidor, l'établissement comprenait quatre hauts fourneaux dont deux étaient en feu, treize fourneaux à réverbère et seize foreries. Il fabriquait 4 canons de gros calibre par jour (2 de 36 et 2 de 24), des obusiers, des boulets et du lest.

Mais déjà l'insuffisance de ses approvisionnements laissait redouter un arrêt des travaux. Les fontes tirées de la Haute-Saône n'arrivaient qu'« avec une lenteur effrayante », à cause des basses eaux. Même au printemps, on n'avait reçu que les quantités nécessaires à la consommation quotidienne. On manquait d'huile et de suif. Il paraissait indispensable de placer au Creusot « un commissaire actif et intelligent », qui pût « à l'instant » porter remède à cette situation fâcheuse ; il faudrait l'investir « de pouvoirs propres à faire aller constamment la machine et à traiter cette partie révolutionnairement ». Il faudrait aussi qu'il pût dire aux ouvriers « que leurs bras, que leurs moments ne sont pas à eux, qu'ils sont la propriété de la République, qu'ils trahissent ou qu'ils trompent son espoir quand, au lieu de travailler, ils vont perdre leurs journées dans les cabarets..., se révoltent contre les ordres... ou se querellent entre eux (1) ». Vers la même époque, en effet, le représentant du peuple Lambert, s'étant rendu au Creusot, essaya d'y ramener l'ordre et la subordination par une proclamation aux ouvriers, et leur fournit des limes et des huiles dont ils avaient grand besoin (2).

Il est certain, d'autre part, qu'à la fin de l'été la crise des transports s'accrut et que la sécheresse provoqua de vives alarmes. Le 26 fructidor, le Comité dut encore intervenir. « Tous les propriétaires et administrateurs des fourneaux et usines destinés à approvisionner de fontes la fonderie du Creusot sont mis en réquisition et tenus de ne point laisser chômer leurs fourneaux... L'emploi des eaux sera dirigé de manière que le fourneau ne cesse jamais son travail. Les agents nationaux des districts prendront les mesures nécessaires pour assurer le transport des fontes à la fonderie du

(1) Rapport de Dulac, commissaire du Comité de Salut public, du 8 thermidor (A. N. F¹² 1305b).

(2) Lettre du 1^{er} fructidor (Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 200).

Creusot, en conciliant ce service avec les besoins de l'agriculture... ». Plus tard, pour encourager les maîtres de forges, le Comité accélère les paiements : il décide, le 12 brumaire an III, que les fontes requises dans le Doubs, le Jura et la Haute-Saône « seront payées sans aucune retenue par les receveurs de district... et sans attendre le résultat de la visite qui doit en être faite au Creusot ». Il suffira de présenter un certificat de réception délivré par l'agent de la Commission des armes, qui aura soin d'ailleurs de n'expédier que des fontes de bonne qualité (1).

Enfin, le 18 frimaire, le Comité précise les obligations des Districts intéressés : ils fixeront, avant le 1^{er} nivôse, le nombre des voitures nécessaires au transport des mines et charbons, les répartiront entre les fourneaux affectés au Creusot, « en raison des besoins de chaque usine et de la proximité des forêts et des mines », et surveilleront l'exécution des mesures qu'ils auront prises. « Les communes seront responsables de toute négligence ou de tout retard volontaire. » D'autres voitures seront attribuées à chaque fourneau pour conduire les fontes au port de Gray et « seront toujours aux ordres de l'agent de la Commission des armes (2) ».

L'arrêté énumère les fourneaux qui contribuaient à l'alimentation du Creusot : 10 dans le district de Champlitte, 7 dans celui de Gray, 3 dans celui de Vesoul, 4 dans celui de Dôle, 2 dans celui d'Is-sur-Tille, 1 dans chacun des districts de Dijon et de Charolles. Ainsi l'activité du Creusot dépendait d'une organisation rationnelle des transports par terre ou par eau et du bon fonctionnement de 28 petites exploitations métallurgiques, dispersées dans les départements de la Haute-Saône, du Jura, de la Côte-d'Or et de Saône-et-Loire, dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres (3). Il fallait animer une région comparable par son étendue à

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 647, et t. XVII, p. 752.

(2) A. N. AF* II 127.

(3) Fourneaux d'Échalonge, Autrey, Bley, La Barbe, Le Crochet, Dampierre, Montureux, Trecourt, Renaucourt, Vaucancourt (district de Champlitte) ; Pesmes, Vellay, Beaujeux, Seveux, Vellexon, Etravaux, La Romaine (district de Gray), Osy-le-Ferroux, Baigne, Scey-sur Saône (district de Vesoul) ; les Étangs Fraisans, Rans, Foucherans (district de Dôle) ; Fontaine-française et Lacey (district d'Is-sur-Tille) ; Pellerey (district de Dijon) ; Pretin (district de Charolles).

celles que surveillaient les représentants Deydier, Pointe, Romme et Ferry. La tâche était complexe ; elle exigeait la collaboration étroite du Comité, de l'entrepreneur Ramus et de l'agent du ministre de la Marine, plus tard de la Commission des armes, le citoyen Odelin, qui fut remplacé le 21 vendémiaire an III, lorsqu'il eut été nommé ingénieur des mines de la République par le citoyen Fouilhoux (1).

Au début de l'an III, la suppression du *maximum*, le rétablissement de la liberté du commerce et le relâchement progressif du gouvernement révolutionnaire compromirent la prospérité du Creusot et nuisirent à ses approvisionnements en fontes. Le représentant Noël Pointe fut chargé, par décret du 14 pluviôse, de lever les obstacles qui menaçaient l'usine d'une paralysie prochaine (2). Mais Guyton, qui proposa cette mesure au nom du Comité de Salut public, pouvait rappeler avec orgueil l'œuvre accomplie en l'an II. « Cet établissement ancien, l'un des plus beaux qui existent en ce genre, restait bien au-dessous des produits sur lesquels on avait dû compter ; il a fallu le retirer des mains d'une régie d'actionnaires, y appeler un entrepreneur intelligent et actif ; sous sa direction, il a bientôt repris le rang qu'il devait occuper : 404 canons de fer coulé en sont sortis depuis le 1^{er} ventôse dernier ; six nouveaux fours et huit bancs de forerie ont été ajoutés à ceux qui existaient, et cette fabrique si heureusement placée, près des mines de charbon les plus abondantes, près d'un canal qui verse sur les deux mers, devient une ressource précieuse pour la République (3). »

Sans doute, on avait perdu de vue le programme primitif des créateurs du Creusot : ils s'étaient proposé d'introduire en France les procédés de fonte du minerai de fer au coke, usités depuis longtemps en Angleterre (4), mais leurs tentatives n'avaient abouti qu'à des résultats médiocres et si la crise révolutionnaire retarda le succès final de leurs efforts, il reste que le Comité de l'an II sut, à force d'énergie et de volonté,

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 379.

(2) Sur cette mission, voir son *Compte rendu à la Convention*, messidor an III. (B. N. Le 39, 299.)

(3) *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

(4) Voir Ballot, *article cité*.

ranimer une entreprise languissante et en tirer des ressources considérables pour la défense nationale et pour la restauration de la marine républicaine. La décadence de l'établissement ne se manifesta qu'après la chute du gouvernement révolutionnaire et s'accrut surtout sous le Directoire.

VII. — INDRET.

Comme ceux du Creusot, les établissements d'Indret, affectés à la marine, languissaient en 1793. A la fin d'août, le ministre se plaignit au Comité de Salut public de l'inaction où les tenaient la malveillance et l'aristocratie. En septembre, les administrateurs offrirent de céder leur entreprise au gouvernement et demandèrent qu'on remplaçât tout au moins l'inspecteur militaire de leur fonderie, dont l'absence prolongée nuisait à leurs travaux (1). Bientôt, les représentants Jeanbon Saint-André et Bréard poussèrent un cri d'alarme. « Les canons écrivaient-ils au Comité le 14 brumaire, vont manquer très incessamment dans le port de Brest. Déjà il n'y a plus de pièces de 4, et si vous ne vous hâtez de prendre des mesures pour donner à l'atelier d'Indret une très grande activité, il est à craindre que le printemps prochain vous ne soyez embarrassés pour armer tous vos vaisseaux, si même la pénurie ne se fait ressentir avant cette époque (2)... »

Déjà, au début du mois, les représentants à l'armée de l'Ouest, « convaincus de la négligence et peut-être même de l'incivisme des entrepreneurs... d'Indret », les avaient destitués et avaient confié l'établissement, « sous forme de régie », au citoyen Demangeat, dont ils connaissaient « le civisme et les talents ». Le Comité de Salut public n'osa désavouer les représentants, mais critiqua vivement leur décision et les pria de chercher une autre solution. « Nous ne pouvons qu'approuver cette mesure que vous avez crue nécessaire, écrivait-il le 19 brumaire ; nous vous observons cependant qu'on ne peut considérer ce mode que comme provisoire.

(1) Lettres reçues les 30 août, 5, 19 et 22 septembre 1793 (A. N. AF* II 128).

(2) *Archives parlementaire*, t. LXXIX, p. 97.

Les régies, en général, ne conviennent point aux intérêts de la République : 1^o parce que les régisseurs n'y apportent pas la même économie que les propriétaires ; 2^o parce que l'expérience prouve que les perfectionnements dans les procédés s'y introduisent beaucoup plus tard ou même ne s'y introduisent pas ; 3^o parce que de pareils établissements sont, entre les mains d'un ambitieux, un moyen de puissance qui peut être très dangereux pour la liberté de la Nation. Nous vous recommandons de vous occuper des moyens de changer l'état de régie provisoire en un autre qui soit plus convenable aux formes austères du gouvernement républicain (1). »

Le Comité n'obtint pas tout de suite satisfaction. Le 27 pluviôse, il envoya à Indret le représentant du peuple Deydier, peut être pour régler la question, mais sans doute aussi pour presser la fabrication des obus de nouvelles dimensions (2) et celle des canons de fer coulé pour la Marine.

Deydier s'y rendit en compagnie d'un officier d'artillerie et y séjourna un mois environ (3). Il était dans l'Eure le 3 germinal. Il est à présumer que ses rapports ne furent pas étrangers aux mesures que le Comité prit à partir de la fin de ventôse pour ranimer la fonderie et « la mettre en état de fournir aux commandes que l'on y a assises ». Le 21 ventôse, il charge la Commission des armes et celle des approvisionnements de se concerter et de lui assurer une provision de charbon pour une année. Le 22, il invite l'agent national du district des Sables-d'Olonne à y « faire transporter, par les voies les moins coûteuses, les vieux canons en fer qu'il a découverts dans sa commune ». Le 19 germinal, il met à sa disposition, d'urgence, le charbon de terre découvert sur une prise anglaise ou quantité égale tirée des mines de Montre-lais, car le charbon expédié de Decize et de Montcenis n'est pas encore arrivé. Mais ce n'était là qu'un expédient. Il était « de l'intérêt de la République d'approvisionner abondamment en charbon de terre les fonderies de Ruelle et d'Indret pour maintenir les travaux dans une activité révo-

(1) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 306.

(2) Voir plus loin, chapitre VIII.

(3) *Compte rendu à la Convention* (B. N. Le³⁹, 222).

lutionnaire... ». Pour couper court aux difficultés qui entravent les expéditions des mines de Blanzv, le Comité arrête, le 18 floréal, « que les autorités constituées des districts de Charolles, Roanne et Marcigny mettront en réquisition, sans délai, tous les bateaux disponibles (1)... ».

Le 7 floréal (2), le Comité se préoccupe aussi, « pour entretenir la fonderie d'Indret dans la plus grande activité » et ne pas l'exposer à un chômage, de lui procurer des fontes de la qualité requise. Or, le transport de celles de la Dordogne devient très onéreux. Désormais, Indret s'approvisionnera aux forges voisines de Moisdon, forges nationales que la Commission des armes donnera à l'entreprise pour y fabriquer des fontes à canons ; on cessera d'y couler des bombes et obus ; les ouvriers attachés à ce travail seront transférés aux forges de Pouancé et de La Provôtère (3). D'autre part, le 28 floréal, le représentant Ferry affecte à Indret une partie des fontes des fourneaux de Grossouvre, La Guerche, Sautay, Mauregard, Feulliarde, Torteron et Précv (4) (départements du Cher et de l'Indre) et il affirme en messidor, dans une lettre à son collègue Pointe, qu'il a ainsi disposé d'un million de livres de fonte (5).

A la même époque, le 14 floréal, le Comité observe que les usines d'Indret et de Moisdon, situées l'une dans une île, l'autre au milieu des forêts, éprouvent de la peine à se ravitailler, et que la pénurie des subsistances risque de ralentir leurs travaux ; il décide qu'à l'avenir leurs ouvriers « recevront le pain nécessaire à leur consommation journalière comme le reçoivent les troupes de la République... » : il présume que la quantité nécessaire dépassera 300 rations. La position des forges de Moisdon les exposait aussi aux attaques des brigands de la Vendée. Le général en chef de l'armée de l'Ouest regut l'ordre, le 13 prairial, d'y cantonner sur-le-champ

(1) A. N. AF* II 123 et 124 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 629.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 73.

(3) La première était située dans le Maine-et-Loire, la seconde dans la Loire-Inférieure.

(4) A. N. AF II 218, d. 1883.

(5) Voir plus haut, chap. VII, II.

60 hommes, puis, le 5 messidor, d'y envoyer une garnison de 200 hommes (1).

Entre temps, les vœux du Comité avaient été exaucés. Demangeat prit l'usine d'Indret à son compte et passa marché le 26 germinal an II avec l'Administration de la grosse artillerie pour une période allant jusqu'au 1^{er} floréal an IV (2).

Le représentant Bourbotte, qui visita la fonderie un peu plus tard, se déclara satisfait, le 11 prairial, de l'activité de ses travaux (3) ; le District de Châteaubriant, dans une adresse lue à la Convention le 23 prairial, annonce que les forges d'Indret et de Moisdon vont fournir 80 canons par mois (4), et si l'on en croit la lettre déjà citée du représentant Ferry à son collègue Pointe, cette quantité avait été portée à 100 canons vers le début de messidor.

Le Comité ne ménagea pas les encouragements à l'entrepreneur. Il s'efforça de lui assurer une main-d'œuvre de choix. Le 25 prairial, Prieur de la Côte-d'Or approuvait la réquisition qu'il avait faite de 47 ouvriers, d'accord avec le représentant Prieur (de la Marne) ; il lui recommandait toutefois de ne demander que le nécessaire pour ses ateliers et de ne jamais porter son choix « sur des citoyens sans instruction qui pour ne point courir l'effet de la réquisition aux frontières préféreraient se cacher dans la poussière du charbon sous le manteau de l'utilité (5) ». Le 2 thermidor, le Comité confirmait encore un arrêté du 14 messidor par lequel le représentant Bô avait requis 16 ouvriers pour le service de la fonderie et il ordonnait de renvoyer à Indret, pour deux mois, 12 des 32 ouvriers qui venaient d'être incorporés dans la marine. Le 17 fructidor, Demangeat obtint 30 chevaux pour ses entreprises d'Indret et de Moisdon (6). L'arrêté du 23 prairial l'avait soustrait dans une certaine mesure, comme l'entrepreneur du Creusot, aux effets de la loi du *maximum* (7). Enfin

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 238 ; t. XIV, p. 55 et 465.

(2) D'après l'arrêté du 23 messidor an III (A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XXV, p. 349).

(3) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 37.

(4) P. V., t. XXXIX, p. 199.

(5) A. N. AF II 218, d. 1883 (*de la main de C. A. Prieur*).

(6) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 313, et t. XVI, p. 488.

(7) Voir plus haut, chap. VII, vi.

des travaux d'agrandissement furent entamés à Indret : un arrêté du 23 vendémiaire an III ordonne d'y continuer la construction d'une pompe à feu et d'une forerie (1). A cette époque, l'établissement occupe ou fait vivre plusieurs centaines d'ouvriers (2).

VIII. — RÉSULTATS GÉNÉRAUX.

Ainsi, pendant de longs mois, le Comité suivit avec une vigilance inlassable l'exécution du vaste programme de constructions d'artillerie qu'il avait conçu et dont il avait tracé les lignes essentielles vers la fin de 1793. Il sut régénérer les établissements anciens, il sut en créer de nouveaux. Aux uns et aux autres, il procura des ouvriers exercés, des instructeurs, des modèles, des matières premières, des subsistances. Il ne cessa d'entretenir, soit avec les chefs d'industrie, soit avec les représentants en mission auxquels il avait délégué une bonne partie de ses pouvoirs, une correspondance très active et très minutieuse et multiplia les efforts pour assurer leur succès. Le 25 floréal, par exemple, il recommande à Deydier, à Ferry, à Pointe et à Romme de mettre « la plus grande activité dans leur correspondance », de rendre compte tous les cinq jours des mesures qu'ils auraient prises, d'envoyer « l'état des fourneaux compris dans leur arrondissement qui produisent de la fonte propre à la confection des canons, de la quantité de fonte que chacun d'eux peut couler par mois, du nombre de mois qu'il est possible de les entretenir à feu, d'après leurs approvisionnements effectués et possibles » ; ils fourniront, d'autre part, « l'état des fourneaux convertis en fonderies, des fourneaux à réverbère qu'ils ont fait construire », en indiquant pour chacun où en sont les travaux d'aménagement, « et l'époque à laquelle a commencé ou commencera la première coulée » et le nombre et le calibre des pièces qu'il pourra couler par décade ; enfin, ils donneront des

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 421.

(2) 300 selon un arrêté du 17 vendémiaire an III, 500 selon un arrêté du 24 frimaire. (Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 307, et t. XVIII, p. 706.)

renseignements analogues au sujet des forges converties en foreries et des fourneaux consacrés au moulage des châssis (1).

Cette instruction suffirait à mettre en lumière l'esprit de méthode qui présidait aux travaux du Comité et de sa Section des armes. Tant d'intelligence et d'application devaient donner des résultats surprenants.

Au début de la guerre, on ne disposait que de 4 fonderies produisant environ 36.000 quintaux de fonte par an, soit 900 pièces de tous calibres. Au 10 pluviôse an II, leur nombre avait été porté à 9, « dont les produits présumés ne pouvaient excéder 3.400 canons par an (2). » Dès le 26 messidor, Barère annonce que grâce aux efforts des représentants en mission « les travaux de cette partie présentent pour résultat 1.020 canons par mois pour la marine (3). » En effet, vers cette époque, d'après un mémoire de la Section des armes du Comité, 16 établissements nouveaux sont « sur le point d'être en activité » et Romme espère en mettre 4 autres en marche « au retour des eaux », c'est-à-dire au mois de vendémiaire suivant (4). Enfin, le 14 pluviôse an III, Guyton affirme que la République possède 30 fonderies, en y comprenant celle de Saint-Gervais que l'on s'occupait à rétablir dans l'Isère. « Tout a été disposé dans les autres ou pour mieux dire créé par l'activité des représentants du peuple... : les fours à réverbère sont construits, les approvisionnements faits, les modèles et châssis envoyés de Paris, les foreries prêtes à tourner. » La production s'élèverait à 520.000 quintaux environ et l'on pourrait compter sur 12 à 13.000 canons par an.

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 519, et A. N. AF* II 123.

(2) Guyton, *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

(3) Barère, *Rapport à la Convention*, du 26 messidor an II.

(4) A. N. AF II 23, d. 190, pièce 67.

CHAPITRE VIII

Les Expériences de Meudon

Pendant que les représentants Deydier, Ferry, Noël Pointe et Romme multipliaient dans les départements les fonderies de canons de marine, des expériences se poursuivaient à Meudon, aux portes de Paris, sous la surveillance immédiate du Comité de Salut public, pour créer des projectiles d'une efficacité sans précédent et, d'une manière générale, pour doter la République de moyens de défense inédits.

Depuis longtemps, la question des projectiles incendiaires était à l'ordre du jour. On en avait employé au siège de Gibraltar, pendant la guerre d'Amérique. Ils n'avaient pas donné les résultats espérés. La reprise de la lutte contre l'Angleterre suscita de nouvelles recherches. Des boulets incendiaires, fabriqués à Metz, furent amenés à Versailles, et un officier d'artillerie, Fabre, proposa en mars 1793 d'en modifier la charge : il fut autorisé à poursuivre ses expériences à La Fère. En avril, les progrès de l'invasion autrichienne inquiétèrent le ministre de la Marine Monge. Hassenfratz, envoyé à La Fère, dirigea sur Paris les boulets déjà fabriqués, les approvisionnements, les outils et les ustensiles. Le tout fut déposé au Palais-Bourbon où l'on songea un instant à continuer la fabrication. Mais il fallut y renoncer et se mettre en quête d'un local plus propice. En juin, Fabre, las d'attendre, demanda à retourner à La Fère, puis proposa Châlons-sur-Marne ; le ministre y consentit le 13 juillet.

Mais avant de rejoindre son nouveau poste, Fabre dut assister, en compagnie de Choderlos-Laclos, Adet, Berthollet et Bellot, à des tirs réels « sur un membre de vaisseau » qui,

décidés en juillet, furent exécutés à La Fère aux premiers jours d'août, avec des pièces de 36 et de 24 (1). Les résultats en parurent assez encourageants pour que l'on éprouvât le besoin de les renouveler dans des conditions plus proches de la réalité. Le 29 août, le Comité de Salut public autorisa le ministre de la Marine à organiser sans délai « plusieurs expériences très importantes sur l'effet des bouches à feu (2) » ; il fut décidé que la commission de La Fère se rendrait à Rochefort et aux environs ; le 6 septembre, Guyton fut pressenti pour diriger les opérations avec sa double autorité de savant et de représentant du peuple.

Mais Fabre venait à peine de s'installer à Châlons et il désapprouvait le choix de Rochefort. Il souleva des objections : son départ arrêterait la construction des projectiles incendiaires. Bref, il ne bougea pas, en dépit des ordres réitérés du ministre qui se fâcha, puis changea d'avis. Le 28 septembre, il invite Laclos, Berthollet, Fabre et Bellot à renouveler « immédiatement » avec la poudre de muriate (3) les expériences de La Fère et à les étendre aux boulets de 18 et de 12 ; il leur confère le droit de réquisition auprès des autorités et les charge de découvrir aux environs de Paris, dans un rayon de quatre ou cinq lieues, une propriété nationale bien close et assez vaste pour que l'on puisse y tirer le canon ; enfin, il autorise Fabre à ne quitter Châlons que lorsque les premiers préparatifs seront faits (4).

La commission ne tarda pas à trouver l'emplacement désiré, et, le 20 octobre, un arrêté du Comité de Salut public jeta les bases du nouvel établissement. « Considérant combien il importe de donner suite aux expériences de guerre faites à La Fère... et d'en obtenir un résultat décisif et poussé à sa dernière perfection », il décide que le ministre de la Marine « chargera les mêmes commissaires qui ont fait ces expériences ou autres qu'il jugera propres à cet objet d'en faire sous son inspection immédiate une nouvelle série qui sera exécutée

(1) A. N. AF II 223. Voir aussi lettre de Dupin au Comité, du 31 juillet (A. H. G. Reg. A /5).

(2) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 166.

(3) Voir plus loin, chap. XVI, III.

(4) A. N. AF II 223.

avec le secret nécessaire ». Le château neuf de Meudon et le petit parc seront mis à la disposition des commissaires. « Cette enceinte sera désignée par des inscriptions sous le titre d'*Elablissement national pour différentes épreuves sous la surveillance du Comité de Salut public*... Il sera fait dans le parc les travaux en terre et les légères constructions nécessaires auxdites expériences... Il sera conduit au petit Meudon une pièce de canon de 18 et une de 12, et par la suite, s'il est jugé nécessaire, une de 36 et une de 24..., plus un nombre suffisant de boulets de chaque calibre, plus une quantité suffisante de poudre de guerre. » Le ministre délivrera aux commissaires « une lettre officielle qui constate la mission dont ils sont chargés, afin qu'ils puissent se faire connaître sans être obligés de montrer leur instruction, laquelle doit rester secrète » ; ils recevront, s'ils ne jouissent déjà d'un traitement, une indemnité convenable ; enfin ils seront logés au petit château, et les ouvriers « dans les bâtiments connus sous le nom d'écurie du château de Meudon ». 50.000 livres seront affectées aux expériences et le ministre de la Marine prendra toutes mesures propres à en « accélérer et faciliter la prompte et entière exécution, afin que le Comité... soit promptement assuré de leur succès (1) ».

Le 27 octobre, un deuxième arrêté, rédigé par C.-A. Prieur, invita les représentants Treilhard et Auguis, qui surveillaient en Seine-et-Oise la vente du mobilier de la liste civile, à faire remettre aux préposés du ministre de la Marine le parc et le château de Meudon. Ces décisions furent portées à leur connaissance, le 28, par une lettre que Robespierre écrivit de sa main. Elle suffirait à prouver qu'en dépit d'une légende forgée par ses adversaires après sa mort il ne se désintéressa pas des problèmes soulevés par la défense nationale et qu'à l'occasion il collaborait étroitement avec Prieur : « Comme il est important que l'objet de ces expériences soit secret, il n'est pas convenable d'en parler à la tribune ; mais nous avons pensé qu'en prenant l'arrêté qui vous charge spécialement de donner les ordres nécessaires pour l'exécution de

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 513.

l'arrêté du 1^{er} (1), vous seriez suffisamment autorisés. Nous vous invitons... à favoriser de tous vos pouvoirs une opération à laquelle le Comité prend le plus grand intérêt (2). »

60.000 obus « de nouvelles dimensions » devaient être fabriqués dans différentes forges, puis chargés et essayés à Meudon, et de là expédiés aux lieux indiqués par le Comité. Pour réaliser ce programme « dans le moindre délai possible », une note du 8 octobre 1793, signée par Chappatte, adjoint du ministre de la Marine, proposait : 1^o de faire une commande d'obus aux forges de Naix (Meuse) ; 2^o d'envoyer sur-le-champ au Montcenis un préposé qui mettrait en activité les ateliers du Creusot ; 3^o de réclamer du Comité la restitution partielle ou totale à la Marine des forges d'Hayange qui fabriquaient des boulets pour la Guerre ; 4^o de restaurer sans retard la forge de La Chapelle Saint-Robert, dans le district de Nontron (Dordogne) ; 5^o d'examiner si la fonderie d'Indret ne pourrait pas, sans négliger ses travaux ordinaires, fabriquer aussi des obus ; 6^o d'obtenir du Comité ou du ministre de la Guerre les facilités nécessaires pour que le fourneau de Montcornet (Ardenne), occupé en ce moment à la fabrication de 900 obus, puisse en fournir davantage.

Le ministre approuva ce plan d'action et s'efforça aussitôt de l'appliquer. Il se préoccupa de mettre en activité la forge de La Chapelle Saint-Robert (17^e et 26^e jour du premier mois) et de stimuler le zèle de l'entrepreneur de la forge de Naix (17^e jour) : celui-ci offrit (21^e jour) de livrer 1.500 à 1.800 obus par mois, pourvu qu'on lui rendit huit ouvriers requis pour le service militaire et qu'on le payât comptant à raison de 150 livres le millier pesant ; le 2^e jour du deuxième mois, Fabre reçut l'ordre de se rendre à Naix pour lever les obstacles ; mais il fallut encore lui en écrire le 19 brumaire, puis les 6 et 7 frimaire.

Le ministre acquit dès le 28^e jour du premier mois la certitude qu'Indret pourrait entreprendre une fabrication d'obus. Le représentant Deydier s'en occupa en ventôse, lors de sa mission dans la Loire-Inférieure. Le 17^e jour du premier mois,

(1) 1^{er} jour du 2^e mois. Il s'agit évidemment de l'arrêté du 20 octobre.

(2) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 57 et 78.

Le ministre de la Marine pria son collègue de la Guerre de ne pas détourner de quelque temps le fourneau de Montcornet de la fabrication des obus et demanda au Comité de Salut public la restitution des forges d'Hayange. Nous ignorons quel accueil reçut la première requête, mais le Comité refusa d'enlever Hayange à la Guerre. Déçu dans ses espérances, le ministre de la Marine insista, le 24^e jour du deuxième mois, pour qu'on lui réservât tout au moins les forges du Creusot ; il avait déjà demandé à son collègue de l'Intérieur, le 27^e jour du premier mois, l'ingénieur Odelin pour y diriger la fabrication des obus (1).

Ainsi cette fabrication des boulets incendiaires mettait aux prises les intérêts contradictoires de la Guerre et de la Marine. Fabre était tiraillé en tous sens ; s'il n'avait pu se rendre aux forges de Naix quand il en reçut l'ordre pour la première fois, c'est que le ministre de la Guerre venait de le mander à Paris. Dupin le chargea de conduire devant Toulon, dont le siège traînait en longueur, les boulets incendiaires qu'il fabriquait. Mais aussitôt Dalbarade protesta : « La fabrication de ces boulets, écrivait-il le 17 brumaire, a été ordonnée par le ministre de la Marine pour être employés, comme il est convenu avec le Comité de Salut public, pour de grandes mesures maritimes » ; si leur départ n'est pas arrêté, « le secret et le succès qu'ils devaient opérer ne pourront que manquer et l'ennemi instruit pourra se porter à en faire usage ». Le Comité révoqua l'ordre donné par Dupin (2).

Cependant Fabre répugnait à quitter Châlons où il venait à peine de réinstaller ses ateliers. Il observait, le 24, nivôse que l'un des quatre commissaires nommés pour suivre les expériences à Meudon, Laclos, avait été arrêté comme suspect ; Berthollet, inventeur de la poudre muriatique, était retenu par ses fonctions de « commissaire de la fabrique des armes au Comité » ; Bellot devait se borner à jouer le rôle de secrétaire et à surveiller la main-d'œuvre ; Fabre lui-même n'entendait rien à certaines des expériences prévues ; aussi

(1) A. N. AF II 223.

(2) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 266.

demandait-il à être envoyé dans un port pour y essayer les obus de 18 et de 12.

Chappatte s'efforça, le 29, de rétorquer ses arguments : l'intention du ministre était d'autoriser Fabre à faire venir à Meudon tout ce qui était relatif à son établissement de projectiles incendiaires. Fabre essaya encore de résister ; il annonça, le 17 pluviôse, qu'il ne serait pas en état de reprendre ses travaux à Meudon avant six à huit semaines : quinze jours seraient nécessaires pour les transports de Châlons à Meudon ; il faudrait ensuite réparer ce que le voyage aurait avarié et construire des fourneaux ; bref, il demandait une fois de plus à essayer ses projectiles de 18 et de 12 dans un port de la Manche, La Hougue ou Le Havre. Le ministre perdit patience et mit Fabre en demeure de répondre sans ambages : voulait-il, oui ou non, se rendre à Meudon ? A la fin de pluviôse, Fabre était encore à Châlons, mais il dut obéir (1).

Sur ces entrefaites, le 1^{er} ventôse, les ministres de la Guerre, de la Marine et des Contributions publiques furent dessaisis des questions relatives aux armements. Mais le Comité crut devoir soustraire l'établissement de Meudon au contrôle de la Commission des armes et poudres qui venait d'être créée.

Le 2 germinal, « voulant donner la plus grande activité à la confection des objets d'artillerie, qui doivent être exécutés d'après les expériences et recherches qu'il a ordonné de faire à Meudon... et de manière à concilier le secret et la prudence qu'exige cette importante opération avec l'organisation actuelle du travail des armes », il institue une commission spéciale dont les trois membres, nommés par lui, placés sous sa surveillance immédiate, recevront « des instructions particulières et secrètes » et rendront compte chaque décade. Un traitement de 600 livres par mois leur sera alloué. Ils auront à leur disposition « les maisons connues sous le nom de grand et petit château de Meudon, avec leurs dépendances, ainsi que le terrain connu sous le nom de petit parc ». Ils indiqueront au Comité « les autres lieux ou établissements » dont

(1) A. N. AF II 223.

ils pourraient avoir besoin. « Il sera mis sur la porte et les grilles servant de clôture... un écriteau portant ces mots : *Etablissement national pour différentes épreuves sous la surveillance du Comité de Salut public.* » Nul, s'il n'est employé dans l'établissement, ne pourra y pénétrer « sans une permission expresse du Comité ». Par contre, tous les agents y seront logés et le District de Versailles fournira « les lits et meubles indispensables », qu'il prendra dans des maisons nationales. La Commission aura des pouvoirs fort étendus. Elle « prendra le nombre d'ouvriers et d'employés » dont elle aura besoin, déterminera leur traitement, requerra de la Commission des armes et poudres « les matières telles que bois, fer, cuivre, plomb, armes, etc... » et disposera des 50.000 livres précédemment assignées aux expériences sur les fonds de la marine (1).

Dès le 3, le Comité désigna ses membres : Fabre, auquel il ne tint pas rigueur de ses longues résistances ; Pain, membre du Conseil général de la Commune de Paris et inspecteur des élèves des cours révolutionnaires, et le citoyen Welter (2). Il ordonne, le même jour, au ministre de la Marine de rendre compte sur-le-champ des dépenses faites sur les 50.000 livres affectées le 20 octobre aux épreuves et de remettre le reliquat à la nouvelle Commission. Deux arrêtés du 4 enjoignent à la Commission des armes et poudres de faire venir, dans le plus court délai possible, « les obus de nouvelles dimensions qui se trouvent fabriqués dans les fonderies... » et de procurer dans les trois jours à l'établissement de Meudon « une pièce de canon de 36, une de 24, une de 18 et une de 12, toutes de fer, une pièce de 8 et une de 4 de bronze (3) ».

Le 16, le Comité apprend du représentant Battelier, en mission à la manufacture de Sèvres, que le château est libre et que Fabre prendra possession de ses ateliers le lendemain. Le même jour, il arrête que la Commission des armes et poudres fera incessamment fabriquer chez les frères Périer à Chaillot deux dizaines de boulets pour les pièces de 8 et de 4,

(1) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 103. Un arrêté du 28 lui accorde 50.000 l. pour les dépenses qui ne doivent être connues que du Comité (*ibid.*, t. XIII, p. 574).

(2) A. N. AF* II 126 et AF II 215, d. 1843.

(3) A. N. AF* II 126 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 121, 148 et 149.

d'un type déterminé, et l'invite à indiquer le jour « où ils pourront être emportés à Meudon, pour en faire l'épreuve (1) ».

Dès lors, on entre dans une période d'activité soutenue. Le 16 germinal, Hanriot informe la garde nationale parisienne qu'une épreuve de canons de siège aura lieu dans la journée à Meudon ; le 18, il rappelle à ses concitoyens « qu'il doit se faire des transports d'armes et de munitions dans l'établissement formé à Meudon... sous la surveillance du Comité de Salut public... » ; le 5 floréal, il annonce qu'un détachement des braves vétérans de Paris est parti la veille pour Meudon, sur l'ordre du Comité, et donne en exemple « ces respectables vieillards (2) ». Le 9 floréal, Barère déclare à la Convention nationale qu'il se fait tous les jours des épreuves d'artillerie à Meudon, dénonce « les bruits alarmants » que les malveillants ont répandus à ce propos et obtient la mention honorable au *Bulletin* du zèle des habitants de Meudon qui se sont empressés de travailler à la clôture du parc réservé aux expériences (3).

En effet, le Comité redouble d'efforts pour obtenir des résultats décisifs. Le 23 floréal, il invite Hassenfratz à se rendre le lendemain à Meudon « pour y prendre connaissance des opérations... faites jusqu'à ce jour par la Commission des épreuves. Il concertera avec cette Commission les mesures qu'il serait nécessaire de prendre pour donner aux travaux toute l'activité qui est dans l'intention du Comité et il lui fera du tout un rapport (4) ». Le 1^{er} prairial, un arrêté signé de Prieur charge Monge et Hassenfratz « de prendre connaissance à Meudon des expériences qui ont été faites sur le tir des obus, de les faire répéter pour en assurer l'observation, enfin de concerter avec les membres du Commissariat (5) les moyens de remédier aux inconvénients qui se sont manifestés dans ces expériences et de faire du tout un rapport (6)... ».

(1) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 411 et 408, et A. N. AF* II 123.

(2) Tuetey, t. XI, n^{os} 1050, 1067 et 1796.

(3) *Journal des Débats*, n^o 586, floréal an II, p. 125.

(4) A. N. AF* II 123 et 126 et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 461.

(5) Un arrêté du 30 floréal décide que la Commission de Meudon s'appellera désormais Commissariat des épreuves (Aulard, t. XIII, p. 604).

(6) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 628.

Les résultats des tirs exécutés le 1^{er} prairial, avec une pièce de 36, en présence de Monge et Hassenfratz, furent décevants. Au premier coup, l'obus éclate et au second il se brise dans la pièce ; le troisième obus sort du canon, va frapper l'objectif, « un membre de vaisseau », le traverse, mais l'explosion ne se produit qu'à dix pas en arrière ; le quatrième obus sort, mais n'éclate pas, etc. Des épreuves tentées le 3 prairial avec une pièce de 24 eurent, semble-t-il, plus de succès, mais sans apporter les certitudes que l'on cherchait (1).

Le découragement n'était guère dans les habitudes des hommes du Comité de l'an II. Tant que Prieur fut à la tête de la Section des armes, les expériences se succédèrent. Le 13 prairial, de sa main, il réclama le procès-verbal des tirs exécutés à La Fère ; le 21 messidor, il ordonna de procéder sans délai à une fabrication de boulets inflammables à Meudon, en présence du représentant du peuple Battelier et de « l'agent du Comité (2). » Même lorsqu'il eut quitté le Comité, il ne cessa de s'occuper de la question. Le 5 brumaire an III, des tirs furent encore exécutés à Meudon, sous la direction de deux contre-amiraux, Bouvet et Delmotte, de plusieurs officiers de marine, parmi lesquels se trouvait Renaudin, de l'ancien ministre Dalbarade, devenu membre de la Commission de la marine, de Fabre et de Pain, membres du Commissariat des épreuves et d'un officier d'artillerie, Borthon, « agent du Comité » ; les représentants du peuple Trullard et Rougemont, les deux Prieur et Guyton y assistèrent. Les résultats furent relativement satisfaisants : treize obus, tirés à 200 et 300 toises de distance, éclatèrent dans la cible en y produisant « des déchirements considérables ». Le lendemain, Carnot, Treilhard et Eschassériaux se joignirent à leurs collègues, et l'on recommença, mais cette fois sans grand succès. Il y eut encore des épreuves à Meudon les 23, 25, 27, 29 frimaire et 1^{er} nivôse an III, « sur le tir des obus et particulièrement sur la composition des incendiaires brûlés à l'air libre » : des planches coloriées annexées aux procès-verbaux indiquent les effets obtenus (3).

(1) Voir les procès-verbaux, signés de Fabre (A. N. AF II 220, d. 1896).

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 55, et t. XV, p. 34.

(3) A. N. AF II 220, d. 1899.

Le Comité de l'an II comptait fermement sur le succès des expériences de Meudon et il n'en avait pas attendu la conclusion pour presser et pour développer la fabrication des obus. Le 9 germinal, il désigne deux commissaires, J.-B.-F. Marie et J.-Ph. Lamidey pour se rendre aux forges de Morley (district de Gondrecourt), de Bressant, Chamouilley et Dom-martin-le-Franc (district de Saint-Dizier) et presser « la fabrication des obus de nouvelles dimensions qui y ont été commandés » ; ils feront expédier à Meudon, « le plus promptement possible », les obus déjà fabriqués ; « ils parcourront tous ceux des fourneaux... de la Meuse et de la Haute-Marne qui ne fournissent pas du fer de première qualité et y feront... des commandes de semblables obus... » ; ils distribueront ces commandes « de manière que dans les deux départements... il y en ait 12.000 de chacun des calibres de 36 et 24 et 18.000 de chacun des calibres de 18 et 12 ;... ils presseront la fabrication de ces munitions avec la plus grande activité..., veilleront à ce qu'elles soient parfaitement exécutées et coulées... » et les feront expédier à mesure de leur achèvement ; ils entretiendront avec la Commission des épreuves une correspondance active et adresseront au Comité de Salut public un compte sommaire de leurs opérations. Le 15, des arrêtés analogues envoient le citoyen Fallet en Saône-et-Loire, aux établissements du Creusot, de Charolles, du Verdrat et du Montet, etc. ; le citoyen J.-S. Bochet dans l'Eure et l'Orne ; J.-B. Catelain dans la Dordogne et la Charente, et F. Delagrange dans la Côte-d'Or, pour le fourneau de Vanvey (district de Châtillon-sur-Seine) (1).

Bientôt, le 4 floréal, pour coordonner les efforts des commissaires qui résidaient à Meudon et de ses agents dans les départements, le Comité place les uns et les autres sous la direction du représentant du peuple Battelier. « Il est investi... du pouvoir de donner à la Commission des épreuves tous les ordres qu'il jugera nécessaires pour remplir les vues du Comité. Il aura soin que les agents et ouvriers... soient en nombre suffisant et aient le civisme et l'aptitude nécessaires. Il veillera à ce que les approvisionnements des différentes ma-

(1) A. N. AF* II 124 et 126 et Aulard, *Recueil*, t. XII, 260 et 384-5.

tières soient fournis promptement et en quantité suffisante. Il régénérera toutes les autorités constituées, tous les agents ou tous les citoyens qui pourront y servir. Il se transportera, s'il le juge utile, dans les lieux où se préparent les approvisionnements et y enverra des agents pour les presser... Il n'épargnera aucun moyen pour arriver au succès que le Comité désire et pour concilier ce qu'exigent la prudence et l'activité dans les opérations dont il s'agit... ». Enfin il « rendra compte fréquemment au Comité du progrès des travaux confiés à ses soins (1). »

Battelier se mit aussitôt à l'œuvre. Il quitta Meudon le 13 floréal et dès lors ne cessa de voyager jusqu'au début de l'an III. Il se transporta dans les départements de l'Est où plusieurs forges fabriquaient déjà des obus. « J'ai parcouru, écrivait-il le 25 floréal, les onze forges qui bordent la Marne ; j'ai requis leurs propriétaires de fournir à la République 50.000 obus dans deux mois, indépendamment du nombre des boulets que le surplus des fourneaux produiront, puisqu'on ne peut couler en obus, à cause de la petite étendue des locaux, que moitié de la quantité de métal fondu. Dans le mois de prairial, je ferai augmenter les locaux qui en seront susceptibles ; nous aurons alors des ouvriers, et conséquemment plus d'obus. » Mais la timidité routinière des entrepreneurs, l'insuffisance de la main-d'œuvre, de l'outillage et des approvisionnements sont autant d'obstacles qu'il faut vaincre. Battelier affirme qu'il saura en triompher. « Sur ma demande de 50.000 obus, les maîtres de forges ont crié à l'impossible ; j'ai insisté au nom de la République, et nous les aurons. Il n'y a point d'ouvriers ; j'en fais instruire. Il n'y a point de châssis, point de globes, point d'arbres, rien enfin, et au 1^{er} prairial, nous aurons assez de tout. Quant à présent, je vous promets de ne pas dormir que tout ne soit en pleine activité. Je mettrai en réquisition les charbons des maîtres de forges qui en ont trop pour les maîtres de forges qui n'en ont point. J'ai promis des récompenses à ceux qui marcheront loyalement et d'incarcérer ceux qui entraveront la fabrication. J'ai nommé le citoyen Véry, maître de forges à Cousances,

(1) A. N. AF* II 126 et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 8.

et son fils, pour monter et conduire nos onze ateliers ; ce sont eux qui instruisent les ouvriers et fabriquent les globes ; ils sont très actifs : vous fixerez leurs appointements. J'ai mis les serruriers de Bar-sur-Ornain en réquisition pour les arbres d'obus et tous les menuisiers d'alentour pour les châssis ; j'ai requis des jeunes citoyens dans les campagnes voisines des forges pour les instruire à fabriquer des obus. Tout ira bien et nos obus se fabriqueront aux portes de Meudon... »

Mais la pénurie de subsistances qui règne dans le district de Saint-Dizier et dans toute la région risque de paralyser les établissements métallurgiques. « Nos forgerons... de la Meuse et de la Haute-Marne désertent les ateliers pour se procurer du pain ; ils sont quelquefois quatre jours absents : ils rentrent découragés. Je fais tous les jours quinze à vingt lieues pour leur parler, mais nos travaux cesseront si vous ne venez à leur secours ; pressez la Commission des subsistances (1). »

La précision des renseignements fournis par Battelier et les heureux débuts de sa mission encouragèrent le Comité à étendre ses pouvoirs. Les forges de la Haute-Marne et de la Meuse offraient des ressources variées qu'il importait de mettre en œuvre pour procurer aux armées de terre et de mer « de bonnes munitions de guerre ». Par leur voisinage de la Marne et la qualité des mines qu'on y employait, les forges de Fraudes, Morley, Bayard, Bienville, Ecouville, Cousances, des deux Chamouilley, de Marnaval, Closmortier, Hérouville, Jandeuse, Pont-sur-Saulx, Châtillon, Tampilon, Montreuil, Châtelier, Le Buisson et Allichamp, étaient les plus propres à ce genre de fabrication. Mais, dit l'arrêté pris par le Comité le 11 prairial, les martinets de quelques-unes de ces forges « ne rebattent pas uniformément et sont insuffisants... » ; le manque d'eau interdit d'en élever de nouveaux dans certaines forges, et les autres devraient chômer pendant la durée de cette construction ; pourtant « il importe essentiellement d'avoir des martinets qui procurent... cette uniformité inappréciable dans le rebattage qu'on n'a pas obtenue jusqu'alors ;...

(1) A. N. AF II 411, d. 3299 et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 496.

il est aussi également essentiel que les cylindres et les lunettes vérificateurs des calibres soient sous la garde d'un seul responsable, que leur justesse soit souvent vérifiée, pour éviter le malheur tant de fois répété au commencement de la guerre d'envoyer aux armées des boulets non de calibre...». Le Comité charge donc Battelier de « faire construire, dans quatre décades au plus, six martinets, une affinerie d'acier, une batterie de tôle propre à faire des cartouches à canons et un gros marteau pour forger des essieux ; ces établissements seront placés sur la Marne, au-dessus du grand pont de Saint-Dizier, sur le terrain appelé la Vieille-forge...». Battelier passera les marchés nécessaires et déterminera « le service qui doit être fait dans ces usines, lorsqu'elles seront en activité (1) ».

Un mois plus tard, le 17 messidor, le Comité décide encore « qu'il sera construit dans trois décades un haut fourneau, deux s'il est possible, destiné à couler des munitions de guerre dans la forge appelée la Foudroyante, dont il a ordonné la construction à Saint-Dizier... », et invite Battelier à prendre toutes les mesures convenables. Les travaux durèrent plus que ne le désirait le Comité : un arrêté du 18 vendémiaire an III accorda aux citoyens Martin et Dalichamps qui les avaient entrepris de nouvelles facilités « pour achever les constructions nécessaires à la forge de la Foudroyante » et requit à leur usage la totalité de l'île des Dévotes (2).

Cependant la fabrication des obus de nouvelles dimensions se poursuivait et Battelier en expédiait à Meudon des quantités considérables. Le Comité jugea même utile, le 18 messidor, de placer sous ses ordres le citoyen Mainvielle « comme commissaire pour l'arrivage à Paris ou à la fabrication des obus (3) ».

En thermidor, le représentant dut accomplir un second voyage dans l'Est pour ranimer les travaux et réorganiser les transports. « Deux bateaux chargés d'obus, écrit-il de Saint-Dizier, le 21, étaient expédiés pour Meudon au moment où

(1) A. N. AF* n 126 et Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 21.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 738 et 324, et A. N. F¹³ 1309, d. 3.

(3) *Id.*, *Recueil*, t. XIV, p. 757.

j'ai reçu votre lettre du 15. Le premier... est arrivé le 16 à sa destination, le second doit y arriver le 17. La Commission des transports militaires avait ordonné le transport des obus par terre : la difficulté de se procurer les voitures nécessaires ralentissait le service et coûtait immensément ; j'ai pris, au choix des administrateurs de Saint-Dizier, deux mariniers patriotes ; je les ai chargés de caboter les obus dans des bateaux jusqu'à Châlons ; il en coûte 25 livres par cent pour ce cabotage ; ce prix, réuni à celui du voyage par eau depuis Châlons jusqu'à Meudon, donne une dépense de 40 livres, au lieu de 112 livres qu'il en coûtait par terre. Les obus arriveront... aussi promptement et j'ai l'avantage incalculable de laisser les voitures pour le charroi des mines et du charbon... » Il dut aussi réveiller le zèle des maîtres de forges et lever bien des obstacles : « Tout concourait à ralentir la fabrication des obus : huit forges ont cessé leurs travaux ; plusieurs maîtres de forges se sont permis de mettre hors feu sans consulter qui que ce soit ; le désordre qui régnait dans le flottage des bois de marine faisait perdre deux jours par décade aux ateliers en activité. » Deux arrêtés du représentant rétablirent la situation. Dès à présent, dit-il, « le nombre des obus fabriqués se monte à 64.000. Tout est parti pour Meudon (1) ».

A la fin de l'an II, le Comité se croyait en possession de moyens efficaces pour rétablir à notre profit l'équilibre maritime. Les obus, chargés et éprouvés à Meudon, étaient expédiés dans les ports de guerre, avec certaines précautions pour garder le secret de leur composition. Un arrêté du 24 thermidor décide « que les obus qui sont préparés en ce moment à Meudon et ceux qui le seront par la suite seront jusqu'à nouvel ordre envoyés au Port-de-la-Montagne sous le nom de poudres et munitions de guerre... ». Le 29, il met à la disposition du représentant Jeanbon Saint-André, qui travaillait à réorganiser nos forces navales de la Méditerranée, 1.200 boulets incendiaires de tous calibres : 200 partiront en poste pour le Port-de-la-Montagne et 200 pour Nice ; 800 seront transportés à Aix par les moyens ordinaires. Le 4 fructidor,

(1) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 772.

il lui annonce leur départ, et celui de 4.000 obus : « Fais usage de ces moyens pour brûler, s'il est possible, les vaisseaux ennemis. » Le 14 vendémiaire an III, il prescrit au Commissariat de Meudon de mettre en caisse des boulets incendiaires destinés à Brest, et à la Commission des armes de les expédier sans retard. Le 15, il ordonne de préparer sur-le-champ 560 obus de 36 et 180 boulets incendiaires du même calibre et de les transporter « au plus tôt » à Dunelibre : « le Commissariat distraira ces objets, s'il est nécessaire, de ceux qui avaient été précédemment affectés à une autre destination » et prendra des mesures pour que le départ ait lieu dès le lendemain (1).

Mais la qualité de ces projectiles laissait encore à désirer. Le vice-amiral Villaret-Joyeuse, à bord de la *Montagne*, en rade de Brest, se plaignait, le 5 frimaire an III, du mauvais état de ceux qui lui parvenaient : mal emballés, ils souffraient du voyage et leurs mèches étaient pénétrées par l'humidité. Au reste, il se déclarait partisan des obus de nouvelles dimensions, souhaitant seulement qu'on les perfectionnât et qu'on en modifiât la forme (2).

Tant qu'il siège au Comité de Salut public, Prieur ne cessa de donner tous ses soins aux expériences de Meudon. Le 5 vendémiaire an III, il réfute devant la Convention les attaques perfides dirigées contre l'établissement (3). Le 11, il rédige de sa main plusieurs arrêtés qui témoignent de la haute importance qu'il attachait à ses travaux. Le Commissariat préparera « une instruction contenant tous les détails de la fabrication des incendiaires de toute sorte » et l'enverra le lendemain au Comité. Borthon, agent du Comité, « fera sans délai fabriquer devant lui un incendiaire de chaque espèce, d'après les procédés décrits, afin de servir de vérification ». Des expériences seront organisées au plus tôt « pour s'assurer si et comment les incendiaires à carcasses entrent dans le bois et le pénètrent, étant tirés à forte ou petite charge par le canon ». On répétera ces expériences « comparativement avec des incendiaires dont les carcasses seraient

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 23, 149, 258, et t. XVII, p. 235-6 et 257.

(2) Lettre à Dalbarade, commissaire de la Marine (A. N. AF II 220, d. 1889).

(3) Voir plus loin, chap. XXIV, I.

en fer coulé, dès qu'on aura pu s'en procurer ». Borthon ordonnera « toutes les expériences de perfectionnement ou d'épreuve qu'il jugera utile de faire exécuter à Meudon pour remplir les vues du Comité ». Enfin, la Commission des armes fera exécuter à Paris 5.000 carcasses d'incendiaires « de chacun des calibres de 36, de 24, de 18 et de 12... » ; elle « divisera cette commande entre un assez grand nombre d'ouvriers pour que cette fourniture ait lieu dans deux décades, et plus promptement encore s'il est possible... ». Elle rendra compte chaque jour au Comité. De son côté, le Commissariat « pressera l'achèvement des préparatifs destinés à confectonner à Meudon même des carcasses d'incendiaires et montera ses ateliers pour suffire à la fabrication entière des incendiaires dans la proportion des carcasses qui lui seront livrées ». Il enverra, « dans le jour », au Comité l'état positif des incendiaires qui existent actuellement à Meudon et lui indiquera les quantités de matières inflammables dont il a besoin pour le moment et celles qu'il faudra fournir successivement ; la Commission des armes fera les démarches nécessaires pour se les procurer « sans en faire connaître l'objet à qui que ce soit » (1).

Guyton et Fourcroy continuèrent l'œuvre de Prieur. Le 19 vendémiaire, un décret de la Convention nationale chargea les représentants Trullard et Rougemont de la surveillance de l'établissement de Meudon (2). Mais leur prédécesseur Battelier avait été chargé par le Comité, le 17, d'accompagner aux fonderies de Cousances (district de Bar-sur-Ornain), de Bienville, Eurville, Bayard, Châtelier, Chamouilley-haut et Chamouilley-bas (district de Saint-Dizier) le citoyen Welter, membre du Commissariat, et de lui donner, « dans le cours d'une décade », les instructions nécessaires pour « suivre, diriger et presser l'exécution des commandes ». Le 13 brumaire, le Comité arrête que les forges de Bayard, Bienville, Eurville, des deux Chamouilley, Cousances, Marnaval, Naix, Dammarie, Hérouville, Pont-sur-Saulx, Dommartin, Mon-

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 171-3.

(2) *Ibid.*, t. XVII, p. 342. Ils seront remplacés, le 24 nivôse an III, par Enlart et Deydier (*ibid.*, t. XIX, p. 538).

treuil, Châtelier et Allichamp, requises par Battelier de fabriquer des obus et autres projectiles creux, ne pourront, sous aucun prétexte, être détournées de ces travaux sans un ordre formel du Comité. Le 23, un nouvel arrêté décide « que la fabrication des obus destinés pour Meudon sera montée sur le pied de 300.000... par an » et charge les représentants du peuple à Meudon d'y veiller, de maintenir l'activité des forges déjà requises, d'étendre les commandes « à d'autres forges des départements de la Haute-Marne, de la Meuse ou autres environnants si cela devient nécessaire », d'assurer les transports et les arrivages. L'un d'eux ou un des membres du Commissariat se transportera en cas de besoin sur les lieux de fabrication. Le même jour, Battelier est encore autorisé à accompagner son collègue Rougemont dans la tournée qu'il va faire dans la Meuse et la Haute-Marne, « afin de lui donner tous les renseignements et de lui transmettre toutes les connaissances locales les plus utiles pour assurer l'exécution » des plans du Comité (1).

Prieur, qui pourtant ne siégeait plus au Comité depuis quatre décades, avait rédigé ces arrêtés que signa son oncle Guyton. Ce détail prouve que les thermidoriens eux-mêmes continuaient à recourir à ses talents et il démontre quel prix il attachait aux expériences de Meudon. Plus tard, dans une note rédigée en l'an VIII pour le ministre de la Guerre et où il énumère les services qu'il a rendus, il affirmait que les 80.000 projectiles « d'une nouvelle sorte » confectionnés à Meudon « offraient un moyen,... mal à propos abandonné, d'obtenir les plus grands avantages dans les combats de mer » (2).

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 305 et 771, et t. XVIII, p. 106 et 121.

(2) *Ministère de la guerre*, dossier Prieur, pièce n° 33 (Cité par P. Gaffarel, *Prieur de la Côte-d'Or*).

CHAPITRE IX

Les Forges

I. — LE BESOIN DE FERS.

Pour alimenter les ateliers d'armes de Paris, il fallut rassembler des quantités considérables de fers, d'aciers, d'outils. On commença par « arrêter » toutes les matières qui se trouvaient dans les magasins de Paris pour les acheter « à un prix raisonnable » et couper court aux manœuvres des spéculateurs. Le 11 septembre, le Comité décida que les prix seraient établis par quatre arbitres dont deux seraient « désignés par chaque marchand », un par l'Administration centrale des armes et un par la Commune de Paris. Un sur-arbitre choisi par le Département prononcerait en cas de besoin. Ainsi seraient ménagés à la fois les intérêts du commerce et ceux de la République (1).

Le Comité estima aussi « qu'il serait très avantageux de faire rentrer dans la circulation tout le fer employé d'une manière inutile et de suspendre [tout emploi] de ce métal qui n'aurait pas pour objet la défense de la liberté » ; aussi ordonna-t-il, le 13 septembre, de démolir la grille de la place des Fédérés et d'en transférer les débris dans les magasins de l'administration, « pour être employés ou à la confection des armes si la qualité le permet, ou au moins à l'établissement des

(1) A. N. AF* II 121. Voir aussi la lettre adressée le même jour par le Comité à la Commune de Paris (Charavay, t. III, p. 126). — Dès le 14, la Commune nomme deux de ses membres (*Affiches...* n° 88) et le 16, le procureur général syndic du département annonce la désignation du citoyen Lépine (A. N. AF* II 128).

ateliers ». Les architectes qui dirigent ces travaux « rechercheront... si dans les bâtiments nationaux il ne se trouve pas quelques objets en fer dont la démolition ne ferait aucun tort à la valeur de ces bâtiments » et en rendront compte au Comité. Enfin on renoncera provisoirement à « élever une grille de fer à l'entrée de la cour du Palais National sur la place du Carrousel (1) ».

D'autre part, dès le 16 août, Dupin avait demandé que la Convention mit à la disposition du ministre de la Guerre tous les cuivres, fers, plombs, etc., de la République (2). Le 26, le Comité de Salut public ordonna de rassembler dans chaque commune, pour les besoins des arsenaux de la marine, « les fers provenant des édifices nationaux et tous autres fers inutiles au service des citoyens, qu'on pourrait exiger par voie d'invitation ou de réquisition en en payant la valeur (3) ». Le 13 septembre, il prend une mesure analogue en faveur du ministre de la Guerre qui doit acheter « à des prix énormes » le cuivre, l'étain, le métal de cloches, le fer, l'acier, le plomb dont il a besoin « pour fabriquer des canons, des fusils et des balles » ; il met à sa disposition les quantités considérables de ces matières qui se trouvent dans les maisons d'émigrés et autres propriétés nationales, et que des accapareurs se font adjuger à vil prix pour les revendre avec des bénéfices excessifs. Les commissaires envoyés pour les cloches seront chargés de les recueillir et de les expédier dans les lieux indiqués par le ministre (4).

Tous ces arrêtés furent exécutés à la lettre. A Paris, le commissaire aux accaparements de la section du Mail reçoit l'ordre, le 20 septembre, de « faire enlever la grille de fer qui entoure la cour des ci-devant Petits-pères » et de s'entendre avec la municipalité « pour détruire les obstacles que des malveillants pourraient faire naître à ce sujet ». Le 23, le Comité décide que les commissaires aux accaparements feront enlever, sous la surveillance de la municipalité, tous les fers inutiles des églises de Paris, tels que « grilles de chapelle, grilles de

(1) A. N. AF* II 121.

(2) A. H. G. *Reg.* A /5.

(3) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 116.

(4) A. N. AF* II 121.

chœur, etc. » : mieux vaut employer à la fabrication extraordinaire des fusils ce fer qui « appartient à la République » que d'en acheter « en grandes masses », ce qui provoquerait une nouvelle hausse des prix (1). Le 6 octobre, Dupin annonce que le commissaire des guerres Baudecourt a reçu mission de faire enlever les cuivres, fers et autres matières des maisons d'émigrés et nationales des environs de Paris (2). De son côté, la « Commission centrale des armes » se préoccupe « d'accélérer les approvisionnements en fer dont la République a un besoin urgent » et de rester en correspondance à ce sujet avec les commissaires aux cloches (3). Sur les observations de l'un d'eux, Mégnié, le Comité arrête, le 17 brumaire, « que les églises qui n'ont pas encore été vendues et qui appartiennent dans tout leur entier à la République sont comprises dans la classe des maisons nationales (4) ».

Les commissaires du pouvoir exécutif sont aidés dans leur tâche par les corps administratifs, les sociétés populaires et les représentants du peuple. La Société populaire de Guérard, petite commune de Seine-et-Marne, écrit spontanément, le 23 septembre, qu'il serait plus simple et moins dispendieux pour alimenter la fabrication des armes de requérir les grilles de fer et le plomb des ci-devant châteaux, en les payant « sur le pied du vieux fer et du vieux plomb ». Le Département du Morbihan annonce, le 30 septembre, qu'il a pris un arrêté pour le rassemblement des vieux fers (5). A Toulouse, le représentant Paganel requiert, le 12 vendémiaire, toutes les matières de plomb et de fer des bâtiments nationaux, des églises et clochers « non employés au culte ». Toutes celles « que de fausses idées de culte religieux ont exposées sur les routes, sur les places et autres lieux que des églises, seront aussi consacrées à la défense de la Patrie, l'objet du culte de tous les Français ». On saisira « les portes, grilles et les clôtures de fer des maisons de la ville et de la campagne appartenant aux personnes reconnues suspectes » et le fer en sera « employé à

(1) A. N. AF* II 121.

(2) A. H. G. *Reg.* A /6.

(3) Lettre du 3 octobre au Comité (A. N. AF* II 128).

(4) A. N. AF* II 121.

(5) A. N. AF* II 128.

l'usage de la guerre ». On requerra même le fer et le plomb employés aux mêmes usages « dans les maisons des citoyens riches non suspects ». Enfin, les riches suspects seront tenus de fournir pour la fabrication des canons « une certaine quantité de cuivre..., déterminée dans la proportion des fortunes et du degré de suspicion par les administrations de district et de département, d'après l'avis du comité de surveillance (1) ». Le 23 brumaire, le représentant Bô écrit de Reims à la Convention qu'« environ 300 milliers de fer, détachés de la seule église ci-devant cathédrale se rendent aux ateliers de Paris pour se transformer en fusils (2)... ». D'innombrables adresses reçues par la Convention nationale pendant plusieurs mois témoignent de l'ardeur que l'on mit un peu partout à dépouiller des fers inutiles les églises, les châteaux, les maisons nationales (3).

Bientôt les magasins de Paris regorgent de fers, et l'on s'aperçoit que la plus grande partie ne peut servir à la fabrication des armes. Le Comité de Salut public ordonne, le 22 frimaire, de procéder à un triage : ceux qui paraîtront inutilisables seront vendus à des particuliers ou aux entrepreneurs d'affûts et caissons. Le 29, il constate que les quantités considérables d'aciers et de fers, recueillies « dans toutes les parties de la République », sont envoyées à Paris « sans choix ni distinction », quelle que soit leur qualité ou leur dimension, ce qui entraîne des frais de transport inutiles. A l'avenir, les fers et aciers provenant des démolitions seront rassemblés au chef-lieu de chaque district ; l'état en sera envoyé au Comité toutes les décades et on n'en disposera que sur avis de l'Administration centrale. Enfin, le 13 nivôse, il ordonne aux maîtres de forges de verser dans le commerce tous les fers qui ne sont pas nécessaires aux ministres de la Guerre et de la Marine ou à l'Administration des armes : les réquisitions superflues seront levées, afin que « les rela-

(1) *Inventaire sommaire des Archives départementales*, série L, Lot-et-Garonne, p. 312.

(2) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 409.

(3) Le seul District de Versailles avait en magasin, au 24 ventôse, 150.599 l. de fers (lettre de l'agent national au Comité. A. H. G. *Reg.* 22-a/1).

tions commerciales puissent prendre leur cours comme par le passé (1)... ».

II. — FABRICATION DES LAMES A CANONS ET DES FERS.

Mais les vieux fers ne pouvaient suffire à tous les besoins des ateliers d'armes. Le Comité de Salut public avait décidé de tirer des forges des départements les lames à canons de fusils, qui seraient façonnées et soudées dans les forges de la capitale. Or, la manufacture de Paris devait produire 360.000 fusils par an ; une lame pesait en moyenne 9 livres ; ce seul objet exigeait donc un approvisionnement de plus de 3.200.000 de livres. En y ajoutant les fers « d'échantillons » nécessaires pour la fabrication des autres parties de l'arme, on estimait que la seule manufacture de Paris consommerait par an près de 6 millions de livres de fers (2). C'était, à l'époque, une quantité considérable. Pour se la procurer, on dut mettre à contribution des régions très diverses, la plupart éloignées de Paris, car la métallurgie française n'était pas encore une industrie fortement concentrée. Le problème des transports ne fut pas moins délicat à résoudre : la voie de terre était fort onéreuse et la navigation se heurtait à une foule d'obstacles dont on ne triompha qu'à grand'peine (3).

Le Comité agit avec méthode. Il fit tout d'abord dresser un relevé général des forges et fourneaux qui appartenaient naguère soit à l'Eglise, soit aux émigrés et qui étaient devenus propriétés nationales.

Au XVIII^e siècle, en effet, le clergé et surtout la noblesse s'étaient intéressés de plus en plus aux spéculations industrielles ou minières et y avaient trouvé d'importantes sources de revenus. L'étendue de leurs domaines fonciers, les droits réservés aux propriétaires de la surface, la possession des bois et des forêts leur avaient permis de poser leurs conditions à ceux qui aspiraient à monter des entreprises nouvelles.

(1) A. N. AF* II 121.

(2) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire an II.

(3) Voir chap. x.

C'est ainsi que le prince de Croÿ et le comte de La Marck étaient devenus les principaux actionnaires de la Compagnie minière d'Anzin, la plus prospère de France. La part prise par l'aristocratie aux exploitations métallurgiques fut considérable. La famille royale elle-même donna l'exemple. Louis XVI était intéressé dans les établissements du Creusot et d'Indret. Son frère le comte d'Artois possédait la fonderie de Ruelle, dans l'Angoumois, les forges de Vierzon (Cher) et de Clavières (Indre). Le duc d'Orléans était propriétaire du fourneau d'Allichamp (Haute-Marne). La haute noblesse ne dédaigna pas davantage les profits industriels : la forge de Moisson (Loire-Inférieure) et le fourneau de Larrey (Côte-d'Or) appartenaient au prince de Condé, la forge de Pouancé (Maine-et-Loire) à M. de Villeroy, le fourneau de Villeneuve-d'Olmes (Ariège) au marquis de Lévis-Mirepoix, celui de Dagny (Ardenne) à Petit de Morenville, ancien secrétaire du roi, la forge de Pesmes (Haute-Saône) au marquis de Choiseul, les forges d'Orquevaux (Haute-Marne) et de Taizé-Aizie (Charente) à la famille de Broglie, etc. (1).

Le Comité n'eut garde de négliger les ressources qui s'offraient à lui. Dès le 24 août, Amelot (2) lui soumit, pour être envoyé aux Districts, un modèle de circulaire et de tableau, relatifs « aux renseignements à fournir sur toutes usines et forges dépendant des domaines nationaux et d'émigrés » ; il lui demande, en outre, « un moment pour lui faire part des lumières qu'il a recueillies à ce sujet » (3). Une liste des établissements utilisables fut bientôt établie « avec beaucoup de soin », puis complétée à l'aide des informations que l'on recueillit par la suite. Ainsi éclairé, le Comité jeta son dévolu sur les forges et fourneaux du Cher, de l'Allier, de la Nièvre, de la Haute-Saône et sur quelques entreprises de la Côte-d'Or et de la Haute-Marne, qui produisaient des fers de bonne qualité, faciles à transporter vers Paris (4). / / /

(1) Voir Carré, *La Noblesse de France et l'opinion publique au XVIII^e siècle*, p. 145 et suiv., et Bourgin, *L'Industrie sidérurgique... au début de la Révolution*, passim.

(2) Administrateur des domaines nationaux.

(3) A. H. G. *Reg.* A 5.

(4) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire, et *Souvenirs* de C.-A. Prieur.

Un arrêté du 11 septembre indiqua aux autorités locales les intentions du Comité et leur dicta une ligne de conduite très précise. «...Les fers sont matière de première nécessité pour la fabrication des fusils indispensables à la défense de la liberté... ; les forges appartenant à la Nation... et... placées de manière à ce que leurs produits puissent être transportés commodément à Paris sont en état de fournir tous les fers et aciers nécessaires... ; il est en même temps et plus simple et plus économique d'employer... les fers des forges nationales de préférence au produit des forges des particuliers... » Le Comité retient donc pour les besoins de la République « tous les fers et aciers actuellement existants dans les fourneaux, forges et fonderies nationales » dont un état est joint à l'arrêté ; le ministre de la Guerre acquittera aux maîtres de forges « celles de ces matières qui auraient été fabriquées pour le compte de quelques débitants... et conformément aux marchés passés entre eux ». Le prix des matières invendues « sera réglé sur les prix courants des fers de même qualité dans le pays par un arrêté de la municipalité... certifié par le Directoire du district et visé par celui du département ».

Si les fourneaux appartenant à la Nation n'ont pas de forges ou n'en ont pas assez pour affiner toutes leurs fontes, « les affineries et fonderies auxquelles on a coutume de conduire ces fontes seront également requises, » quoiqu'elles ne soient pas nationales, et fabriqueront dès à présent des fers « pour le compte de l'Administration de Paris, sur les échantillons et modèles qui seront envoyés ». De même seront requis les fourneaux appartenant à des particuliers qui livrent ordinairement leurs fontes à des affineries et fonderies nationales, « du moins pour la partie des fontes qui pourront être exploitées dans les usines nationales » : les maîtres de ces fourneaux devront « entretenir de fontes les usines nationales de manière à ce que le travail soit poussé avec la plus grande activité ». Exception sera faite pour « tous fourneaux, affineries et fonderies dont les produits sont destinés au service des armées de terre et de mer, mais seulement pour la partie de ces produits qui ont cette destination (1) ».

(1) A. N. AF* II 121 et AF II 214, d. 1842.

Ainsi le Comité adoptait un plan d'action singulièrement audacieux : il disposait d'un grand nombre de forges et de fonderies nationales et, du même coup, des établissements privés dont la production, en tout ou en partie, était nécessaire à leur pleine activité ; il allait jusqu'à déposséder les négociants des commandes qu'ils s'apprêtaient à recevoir ; il se substituait à eux purement et simplement, sans se préoccuper du trouble que cette expropriation apporterait dans leurs affaires. Mais le salut de la République était en jeu : sans hésiter, il sacrifiait les intérêts privés aux intérêts supérieurs de la défense nationale.

Les Départements, les Districts et les municipalités furent chargés d'assurer l'exécution de ce programme. Des circulaires impératives signifèrent aux maîtres de forges les volontés du gouvernement. Ils devaient expédier à Paris les fers d'échantillons convenables, convertir en lames « tous ceux qui par leur nature et leurs dimensions en étaient susceptibles », poursuivre leurs travaux « toujours pour le compte de la République, en proportionnant la confection des lames à celle des autres fers, d'une manière conforme aux besoins de la fabrication des armes à Paris (1) ».

Ces ordres furent exécutés avec zèle. Le 19 septembre, le Directoire du département de l'Indre annonçait qu'il se conformait à l'arrêté du Comité. Le 25, le Directoire du département de la Haute-Saône écrivait qu'il s'efforçait d'accélérer la fabrication des 1.000 fusils par jour (2). Le même jour, Massieu, représentant du peuple à l'armée des Ardennes, déclarait qu'il se renseignait sur les forges du district de Couvin (3). Vers le début d'octobre, le Comité recevait un aperçu des ressources qu'il pouvait tirer de plusieurs usines des Ardennes « régies pour le compte de la République » : il y avait, dans les fourneaux de Villancy, Chauvency et Daigny, « un million de fer fort fondu », dont 250 milliers dans la seule forge de Daigny, « propres à fabriquer des canons de fusils (4) ».

(1) Carnot, *Rapport à la Convention*, du 13 brumaire.

(2) A. N. AF* II 128.

(3) Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 59.

(4) A. N. AF* II 128.

Le Comité prit soin d'envoyer sur les lieux de grande fabrication des représentants du peuple ou des commissaires de son choix.

Dès le 22 août, le représentant Legendre (de la Nièvre) avait été chargé d'accélérer dans son département la fabrication des canons de fusils et de pistolets. L'instruction qui lui fut remise déclare « qu'il importe au salut de la République de presser et faire exécuter par tous les moyens imaginables et possibles la fabrication des armes à feu et de donner à la manufacture... de Paris toute l'activité dont elle est susceptible... ». Legendre fera donc forger dans les usines de la Nièvre, et en particulier dans celles du district de La Charité, des maquettes de canons « jusqu'au nombre qui lui sera indiqué par le Comité » ; il recrutera des ouvriers exercés, surveillera les travaux, passera des marchés avec les propriétaires des établissements requis (1).

Un décret de la Convention, du 25 août, avait décidé qu'on établirait à La Charité-sur-Loire une fonderie de canons et une manufacture d'armes : les bâtiments des ci-devant Bénédictins seraient cédés par la Nation, après estimation rigoureuse de leur valeur, à la compagnie Marette qui s'engageait à monter son entreprise dans un délai de quatre mois et à fournir pendant la guerre, outre des armes complètes, au moins 30.000 canons de fusils pour les ateliers de Paris (2).

Mais ceux-ci ne pouvaient attendre si longtemps : il fallait leur procurer des approvisionnements sans tarder. Or, des difficultés s'annonçaient. Huart (3), commissaire de la Marine à La Chaussade, promettait d'unir ses efforts à ceux du représentant Legendre, mais ne voyait dans la Nièvre que les usines de Beaumont, de Cosne et de Nevers qui fussent en état de fabriquer des lames. Le ministre Dalbarade craignait aussi que les nouvelles commandes ne fussent exécutées aux dépens de celles de la Marine. Huart se mit pourtant à l'œuvre. Il alla chercher à Moulins des modèles de lames et convint avec le représentant Legendre de suspendre sur-le-champ

(1) A. N. AF* II 120.

(2) *Arch. parlem.*, t. LXXIII, p. 23.

(3) Beau-frère de Monge.

la confection des piques dans les forges qu'il surveillait. Il signalait l'existence, aux environs de Nevers, de deux établissements pourvus de martinets et capables de livrer des fers d'échantillons pour les différentes parties du fusil : celui de La Charité travaillait déjà pour le compte du gouvernement ; l'usine de Pont-Saint-Ours, qui appartenait à Sauche et C^{ie} (comme la manufacture d'acier d'Amboise), était dans une inaction absolue : si les propriétaires ne se prêtaient pas à un arrangement, on pourrait la requérir. Mais Huart estimait qu'il était impossible de réclamer un nouvel effort aux forges de la marine, déjà surchargées de commandes urgentes, surtout depuis la perte de Toulon (1). Cette attitude contribua sans doute à le rendre suspect. Dénoncé comme aristocrate par Chaumette, procureur de la Commune de Paris, qui fit une sorte d'enquête à Guérigny, accusé d'entraver sans cesse la marche des usines confiées à ses soins et de les avoir laissées dans un état de dénuement absolu, Huart fut arrêté sur l'ordre du représentant Fouché (2). Son innocence fut reconnue quelques mois plus tard : le ministre de la Marine annonçait, le 26 nivôse au Comité, qu'il allait le renvoyer à son poste (3).

Cependant Legendre multipliait les efforts. Arrivé à Moulins au début de septembre, il annonçait, le 5, qu'avant huit jours des lames de bonne qualité seraient exécutées, puis, le 12, que ces lames seraient essayées à la manufacture de Moulins : en cas de succès, il ferait monter assez de martinets pour en fabriquer jusqu'à 200.000. Le 21, le Département de la Nièvre, en présence de Fouché, mit en réquisition l'usine de Pont-Saint-Ours et ordonna d'y édifier des martinets. Le 23, Robert l'ainé, maître de forges à Nevers, promit d'employer, de concert avec Fouché, les moyens les plus sûrs et les plus prompts pour procurer des fers à la manufacture de Paris (4).

(1) Lettres reçues par le Comité les 30 août, 6, 7 et 16 septembre (A. N. AF* II 128).

(2) Lettre de Fouché au Comité, vers le 18 ou 19 septembre (Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 569).

(3) A. H. G. *Reg.* A /6.

(4) A. N. AF* II 128.

Le Comité de Salut public s'appliquait à lever tous les obstacles. Il faut, écrivait-il à Legendre le 29 septembre, presser le citoyen Boulllyer de rallumer son fourneau de Druy (district de Decize), qu'il a éteint faute d'eau et d'approvisionnements, autoriser les maîtres des usines qui travaillent pour la République « à garder le grain qu'ils ont récolté... et même à en acheter s'ils en ont besoin », requérir sur place les ouvriers et employés nécessaires à l'activité de ces établissements : ils y rendront plus de services « qu'avec leurs bras mal armés ». Il faut encore assurer aux forges et fourneaux des combustibles en quantité suffisante « et ne favoriser la conversion en marchandises que des bois nécessaires au service des armées de terre et de mer ». Enfin les maîtres d'usines recevaient de leurs débiteurs des billets « qui leur procuraient des fonds d'avance » ; pour y suppléer, « des facilités leur seront accordées par le ministre de la Guerre ou l'Administration centrale des armes (1).

Legendre, à qui le Comité recommandait « avec la plus vive sollicitude » l'exécution de ces mesures « salutaires », déployait une réelle activité. De La Charité, il écrit, le 30 septembre, qu'il ne perd pas un seul instant : il a fait essayer, avec succès, des maquettes et va assurer la fabrication de 300.000 lames à canons. De Nevers, le 7 octobre, il promet d'approvisionner les usines selon les désirs du Comité et de requérir « tous les fers et aciers en magasins qui peuvent servir... à la marine et à la guerre (2) ».

Cependant son collègue Fouché dénonce en phrases sonores l'égoïsme et la perfidie des riches manufacturiers. « Les richesses sont l'arme la plus terrible contre la République lorsqu'elles se trouvent entre les mains de ses ennemis ; elles produisent depuis longtemps la disette au milieu de l'abondance et entretiennent dans un dénuement effrayant tous les ateliers d'armes, en salariant des ouvriers pour ne rien faire... » Son arrêté du 2 octobre, précédé d'une proclamation retentissante, menace de déclarer suspects « tous les manufacturiers du département, maîtres de forges, de four-

(1) Charavay, t. III, p. 218-220.

(2) Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 145 et 290.

neaux et de toutes espèces d'usines qui négligeront de faire travailler », enjoint aux administrations « de faire construire, aux dépens des entrepreneurs, les usines qui seront jugées nécessaires pour mettre les ateliers dans la plus grande activité » et prescrit aux membres du comité de surveillance de visiter sur-le-champ « toutes les manufactures et... tous les ateliers, pour s'assurer de leur activité (1) ».

Le Comité de Salut public estima sans doute que l'attitude démagogique de Fouché n'était pas de nature à procurer à la fabrication extraordinaire de Paris les ressources dont elle avait besoin, et Legendre lui-même fut peut-être jugé insuffisant. Le 15 octobre, sur rapport de Barère, la Convention rappela Legendre et le remplaça par Noël Pointe, ancien armurier de Saint-Etienne (2).

L'instruction remise au nouveau représentant expose une fois de plus, avec précision, les désirs du Comité. Le département de la Nièvre est « celui qui, par la nature et l'abondance des fers qu'il produit et par la facilité des transports, offre les plus grandes ressources pour l'approvisionnement de la fabrication de Paris ». Noël Pointe emportera des modèles analogues à ceux qui servent à Maubeuge et à Charleville et les distribuera aux forges qu'il aura choisies ; il fera établir des martinets dans les forges nationales « où le cours d'eau et les autres localités le permettent » ; il requerra celles qui sont déjà « garnies de martinets » et qui ne sont pas actuellement « employées au service des armées de terre et de mer ». Bref, il mettra en œuvre « tous les moyens que ses lumières et les circonstances locales lui suggéreront pour multiplier, hâter et expédier promptement le plus grand nombre possible de lames ». Au reste, il ne fera convertir en lames les fers requis à Nevers ou ailleurs que si leurs dimensions s'y prêtent ; il pressera l'envoi du surplus à Paris lorsque la qualité sera propre « à la confection de toutes les autres parties de l'arme ». Il agira de même pour les aciers et charbons de terre. Enfin, si la manufacture de fusils de Moulins, qu'il est chargé de mettre en pleine activité, « a de l'excédent dans

(1) *Arch. parlem.*, t. LXXXVI, p. 342 et suiv.

(2) *P. V.*, t. XXIII, p. 105.

quelques parties de la fabrication », il en ordonnera le transport à Paris : « la grande manufacture est non seulement destinée à produire les fusils dont toutes les pièces auront été fabriquées sur les lieux, mais encore ceux qui pourraient résulter des excédents de toutes les autres manufactures (1) ».

Pointe partit sur-le-champ, mais passa d'abord plusieurs jours à Moulins pour réorganiser la manufacture de fusils (2). Le 3 frimaire, il est à Nevers (3). Tout de suite, il ordonne de couler des « marteaux de poids » pour les forges de Pont-Saint-Ourset et de Greux, visite d'autres forges qui seront bientôt en activité et s'apprête à parcourir tout le département. « Ne craignez point d'être au dépourvu pour les lames, écrit-il le 5 au Comité ; les fers, aciers et charbons abonderont aussi... » Le 7, il annonce qu'il a inspecté les forges de Pont-Saint-Ours et de Greux : la première ne sera en activité que le surlendemain, mais la seconde va marcher bon train. Il s'est rendu à Guérigny, où il y a plusieurs martinets, mais il les laisse à la Marine. Enfin, il va se transporter à La Charité. « Votre cri unique est : des lames ! m'avez-vous dit... ; vous en aurez sous peu de jours et en abondance. »

Le Comité approuve. « Continue, cher collègue, à bien servir la Patrie et compte sur la confiance que nous avons dans ton patriotisme et tes lumières (4). » Pointe redouble de zèle. Il achève le 12 frimaire une tournée de quatre jours dans les forges ; il a vu notamment celles de Beaumont, de Sauvage, celle de La Vernière qui appartient à son collègue Legendre et annonce qu'elles vont bientôt produire. Sur la demande du Comité qui craint que le manque de lames ne paralyse les ateliers de Paris (5), il lui promet, le 16 et le 21, d'expédier celles qui sont déjà « battues » et les 4.000 canons qui se trouvent sans emploi à la manufacture de Moulins (6).

(1) *Révolution française*, t. V, article de J. Penaud, déjà cité.

(2) Voir plus haut, chap. III, v.

(3) Les renseignements utilisés dans ce chapitre sont puisés, sauf indications contraires, dans le *Compte Rendu* de Pointe, daté du 18 pluviôse an II. (B. N. Le³⁹ 63)

(4) Lettre du 10 frimaire (*Révolution française*, t. V, p. 557-8).

(5) Voir à ce sujet une lettre du Comité à l'Administration des armes portatives, du 9 frimaire (A. H. G. Reg. 22-a /1).

(6) *Arch. parlem.*, t. LXXXI, p. 720.

« A l'égard des lames, ajoute-t-il, il en partira souvent maintenant ; les martinets de Pont-Saint-Ours me dédommagent des peines que j'ai prises pour les mettre en activité ; son premier envoi part (1), et les lames sont battues au parfait... »

Le 18 frimaire, le Comité fait étendre les pouvoirs de Noël Pointe au département du Cher (2) et lui confie, le 19, le soin d'éclaircir l'affaire des forges de Guérigny et de l'inspecteur Huart qui fut peut-être victime d'une intrigue (3). Le 4 nivôse, il place sous ses ordres le citoyen Darce, commissaire civil pour la fabrication des armes : il le conservera près de lui pour utiliser ses talents ou le renverra à Paris quand il le jugera bon. Le 5, prévenant ses désirs, il lui envoie un ouvrier de Maubeuge, Pierre Thomas, pour enseigner aux forgerons de la Nièvre, de l'Allier et du Cher, l'art de préparer les lames.

Pointe se prodigue pour répondre aux vœux du Comité. A la fin de frimaire, il se rend à Bourges et à Vierzon où il trouve « le noyau d'une nouvelle Vendée ». Au début de nivôse, il est de retour, étudie l'affaire Huart et semble se prononcer en faveur de l'accusé. Il presse la fabrication et l'expédition des lames, annonce, le 6, que 120 bateaux chargés de fer, d'acier et de charbon descendent sur Paris. Vers le 19 (4), il reçoit du Comité copie d'une lettre où le régisseur de Pont-Saint-Ours se plaint de la mauvaise qualité du fer qu'il doit transformer en lames. Pointe s'explique aussitôt : «...Un accident imprévu est survenu à la forge que j'avais chargée de leur en fournir ; la grande roue s'était cassée ; le service fut interrompu quelques jours ; mais elle est réparée, puisqu'ils vont expédier demain un bon nombre de lames. A l'égard des ouvriers, il n'est pas facile de s'en procurer un grand nombre ; au reste, je ferai tout ce qui dépendra de moi. »

Lorsqu'il partit, le 12 pluviôse, 11 forges de la Nièvre et

(1) 550 lames, suivant une lettre de Pointe, du 25 frimaire.

(2) Cette nouvelle mission a un caractère politique (Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 256).

(3) Voir plus haut, chap. VII, v, et deux lettres de Pointe (*Révolution française*, t. V, p. 560-1).

(4) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 139.

du Cher fournissaient des lames à canons : Cosne, Barbelaine, Chaulmes, La Vernière, Laboulée, Beaumont, Sauvage, Greux, Pont-Saint-Ours, Trezy, Beauregard. Il avait décidé qu'à compter du 1^{er} pluviôse les ouvriers de chaque martinet qui auraient « le mieux et le plus solidement travaillé dans le mois » recevraient trois primes de 40, 30 et 20 livres ; elles seraient attribuées par le représentant ou en son absence par le Directoire du département de la Nièvre (1).

Ainsi, pendant près de trois mois, Noël Pointe se dépensa pour approvisionner la manufacture de Paris. Le Comité appréciait ses services et goûtait fort ses avis. A diverses reprises, Pointe lui avait observé « que la réquisition, mise indistinctement sur tous les fers, pouvait entraver le commerce et les utiles travaux de l'agriculture... » ; elle avait eu pour conséquence la formation, dans la Nièvre et ailleurs, de dépôts considérables, et dont on ne disposait guère. Des ressources précieuses se trouvaient ainsi immobilisées et il était à craindre que les fabricants, paralysés par l'interdiction de vendre leurs marchandises, ne fussent contraints à ralentir leurs travaux. Le Comité sentit la nécessité de porter remède à cette situation. Il chargea les ministres de la Marine et de la Guerre « de faire dresser avec la plus grande célérité... l'état des qualités et échantillons » des fers dont ils avaient besoin (2). Muni de ces renseignements, Pointe ordonna un triage rapide : les fers utiles à la guerre, à la marine et à la fabrication des fusils de Paris seront conservés ; le reste sera rendu au commerce. Si certains fers peuvent être « ramenés par une main-d'œuvre simple » à la forme et aux dimensions demandées par les ministres, il sera bon de le faire « sur les lieux où les charbons sont abondants et où les ouvriers sont exercés à ce genre de travail ». Bref, « il faut se hâter de mettre à profit la réquisition et de faire cesser la gêne qu'elle apporte au commerce ». D'autre part, les deux ministres, dès qu'ils auront reçu « la note des fers réservés pour leur

(1) Un arrêté semblable du Département de la Nièvre fut approuvé en ventôse par le Comité. Voir à ce sujet une lettre d'Hassenfratz à l'Administration des armes portatives, du 21 ventôse (A. H. G. *Reg.* 22-a/1).

(2) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 298, et Penaud, article cité (*Révolution française*, t. V, p. 560 et suiv.).

service », procureront aux fournisseurs « le prompt paiement des objets qu'ils auront livrés, afin de les mettre à portée de continuer leurs travaux ».

Vers le milieu de pluviôse, Pointe était de retour à Paris. Dès la fin du mois, le Comité le renvoyait dans la Nièvre et l'Allier pour y organiser des fonderies révolutionnaires de canons de marine.

En somme, dans les départements du Centre, deux représentants du peuple, Legendre (de la Nièvre) et Noël Pointe, avaient tour à tour dirigé les opérations relatives à l'approvisionnement de la manufacture de Paris en fers et en lames à canons.

Par ailleurs, un arrêté du 30 août avait décidé l'envoi de commissaires du pouvoir exécutif dans les départements « qui produisent du fer propre aux différents objets de la fabrication des fusils », pour « visiter et reconnaître les forges qui sont actuellement munies des martinets nécessaires à la confection des lames de canon et des fers de différents échantillons, et celles où ces martinets pourraient promptement être établis », et se renseigner sur les prix des objets et les quantités qui pourraient être fournies (1).

Le citoyen Darche, que le Comité avait désigné le 2 septembre (2) pour se rendre dans l'Allier et qu'il avait pourvu d'instructions précises datées du 4, se trouva placé sous les ordres de Legendre, puis de Noël Pointe, et réduit à un rôle subalterne (3). Toutefois, il parcourut seul le Cher et envoya de Bourges, le 4 octobre, « un rapport circonstancié sur toutes les branches qui peuvent... concourir à la fabrication des armes (4) ».

Par contre, J.-A. Maillard, qui reçut le 4 septembre mission de parcourir la Côte-d'Or, le Jura, le Doubs et l'Isère, et P. Billaz, auquel on assigna les départements de la Côte-d'Or, de la Haute-Marne et de la Meuse, semblent avoir joui d'une liberté d'action plus grande. Ils devaient s'aboucher avec les autorités locales et stimuler le zèle des maîtres de

(1) A. N. AF* II 121.

(2) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 23.

(3) A. N. AF* II 120.

(4) A. N. AF* II 128.

forges qui étaient invités, « au nom du salut public », à leur réserver bon accueil. Tous leurs efforts tendraient à fournir à Paris des lames à canons et des combustibles. Ils correspondraient en détail avec l'Administration centrale des armes et enverraient des comptes rendus sommaires au Comité que leur recommandait la plus grande activité, car « chaque jour de retard prive de 1.000 fusils les défenseurs de notre sainte liberté ».

Quelques renseignements nous sont parvenus sur les opérations de ces commissaires. Le 9 septembre, Maillard demanda l'autorisation de visiter le département de la Haute-Saône, qui possédait « des forges distinguées par la bonté des matières et leur abondance ». Le 13, il est dans la Côte-d'Or et attire l'attention du Comité sur le renchérissement exorbitant des fers et sur la réquisition militaire qui prive les ateliers de leurs ouvriers. Le 16, il rend compte de ses opérations dans le district de Châtillon-sur-Seine et des entraves qui s'opposent « à la formation des établissements de fabrication d'armes (1) ». Le 18, il est à Dijon où il requiert 50 milliers de fers chez un certain Courtois (2) ; le même jour, il donne des renseignements sur les forges de Bèze et les avantages qu'en peut tirer la République. Le 24, il est à Auxonne ; il y trouve 964 milliers de fer dans deux magasins et prie la municipalité de surveiller ces dépôts jusqu'à décision du Comité (3). Le 25, il visite les forges de Morez dans le Jura (4). Le 4 brumaire (25 octobre), il est à Grenoble (5).

Billaz, de son côté, n'est pas resté inactif. Il annonce, le 11 septembre, qu'il va commencer sa tournée par Joinville et Saint-Dizier, puis, le 29, qu'il a fait forger et corroyer des lames à canons dans les forges de Dammarie et de Naix : « si elles sont reconnues bonnes, les maîtres de forges sont très disposés à remplir leur devoir (6) ».

(1) A. N. AF* II 128.

(2) Voir l'arrêté du Comité du 29 nivôse an III (Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 552).

(3) A. N. AF* II 128.

(4) Girod, *article cité*.

(5) *Inv. des Arch. dép.*, Isère, série L, t. II, p. 85.

(6) A. N. AF* II 128.

Nous perdons pendant quelque temps la trace de Maillard et de Billaz. Un arrêté du Comité de Salut public, du 12 nivôse, nous apprend que le premier est tombé malade et que le second « ne peut, malgré son zèle, se porter assez rapidement partout où le besoin l'exige, ce qui apporte dans les travaux un ralentissement préjudiciable à la fabrication des canons » : le citoyen Pelgrin, de Chaumont, dont Billaz a éprouvé les lumières et l'activité, lui sera adjoint (1).

Tous deux poursuivirent sans doute encore leurs opérations pendant plusieurs mois, car, le 12 floréal, l'Administration des armes portatives, soucieuse d'« activer par tous les moyens possibles la fabrication des fers d'échantillons, lames à canons et aciers », leur reproche de n'avoir pas établi jusqu'à ce jour le prix des lames. Elle charge le citoyen Lecomte de se rendre sur les lieux, de dresser l'état de situation de chaque forge et de passer des marchés. Le 6 messidor, ce dernier reçoit mission de commander chez les maîtres de forges et dans les manufactures d'acier « des matières de bonne qualité, propres à la fabrication des armes et outils », de surveiller le travail et de donner aux entrepreneurs les instructions nécessaires. Ses pouvoirs s'étendent à plusieurs départements : Meuse, Haute-Marne, Aube, Côte-d'Or, Haute-Saône et Jura. Aussi le citoyen Marnais lui est-il adjoint dès le 11 messidor (2).

Il semble bien que, grâce à ces efforts, les usines de la région de l'Est aient fourni à la manufacture de Paris d'appréciables ressources. Un tableau dressé par les soins de l'Administration centrale des armes (3) donne la liste de 30 martinets, 9 fenderies et 11 batteries qui devaient « servir à l'approvisionnement de la fabrication extraordinaire de 1.000 fusils par jour établie à Paris par le décret du 23 août 1793, style esclave ». Quelques-uns de ces établissements se trouvaient dans la Nièvre : La Cigogne et Sauvage « dite La Charité », — dans le Jura : Bourg-en-Montagne et Clairvaux — et dans la Haute-Saône : Seveux, Pesmes et Fraisans. Mais la plupart étaient situés dans la portion orientale du bassin de

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 9.

(2) A. H. G. *Reg.* 22-a/1.

(3) A. N. F¹² 1309.

la Seine : Errouvillè, Jeand'heurs et Naix, dans le département de la Meuse, — Marnaval, Bologne, Ecot, Esnouveau, Closmortier, Eurville, Rimaucourt, Cirey, Le Blanc, Saucourt, Pélincourt, Noncourt, Ormoy et Lanty, dans la Haute-Marne, — Clairvaux, Grancey, Belan, Chamesson, Aigney, Marey, Is-sur-Tille, Bèze, Buffon, Velars, dans la Côte-d'Or, — Dainteville, dans l'Aube, Scey et Renaucourt dans la Haute-Saône. Leurs produits seraient versés à Saint-Dizier, Joinville, Arcis-sur-Aube, Auxerre, La Roche et Dijon, et acheminés vers Paris par la Seine et ses affluents.

Il serait intéressant de savoir si toutes ces forges travaillèrent réellement pour la défense nationale et de déterminer avec précision quelle fut l'importance de leur production. Il est certain que beaucoup d'usines des départements de l'Est furent mises à contribution.

Le 13 pluviôse an II, voulant « multiplier autant que possible les martinets pour forger les lames à canons de fusils pour mettre la République à même de repousser ses ennemis et pourvoir les ateliers de Paris », le Comité ordonne de reconstruire deux martinets aux forges nationales d'Orquevaux, district de Bourmont (1), qui donnent des fers de qualité convenable ; le 28, le District de Bourmont autorise le fermier Billot à requérir dans les communes voisines des voitures et chevaux pour transporter des charbons et des minerais (2).

Le 10 prairial, le Comité ordonne aux deux Commissions des armes et des subsistances d'alimenter pour cinq mois les forges d'Undersviller (Mont-Terrible), dont l'adjudicataire s'est engagé à fournir des fers propres à la fabrication des canons de fusils (3).

Les citoyens Millot et Rochet, qui exploitaient notamment les forges de Drambon, Montigny, Rome et Bèze dans la Côte-d'Or, fournirent des fers en vertu d'un marché passé en 1793. Dans le même département, les frères Bureau, fermiers des forges de Mont et Is-sur-Tille, travaillèrent aussi pour la République, ainsi que le citoyen Chaussier, qui fit des li-

(1) Haute-Marne.

(2) A. N. AF* II 121 et Humblot, *article cité*.

(3) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 3.

vraisons de septembre 1793 au 17 brumaire an II, et que Berthier, maître de la forge de Buffon, qui obtint en prairial une avance sur le prix de ses fournitures (1).

De la Franche-Comté, on tira des lames à canons et des fers. Le représentant du peuple Bernard (de Saintes) est dans les meilleurs termes avec le citoyen Rochet, fermier des forges d'Audincourt, et prend un arrêté, le 21 nivôse, pour assurer aux usines de la région des fourrages, des chevaux, des subsistances (2). Le 24 ventôse, le Comité de Salut public charge la Commission des subsistances de procurer des vivres aux ouvriers des forges d'Audincourt (Doubs) et de Chagey (Haute-Saône); il invite la Commission des armes à déterminer la nature des commandes qu'on y placera et à indiquer aux frères Rochet le résultat de l'épreuve faite sur les lames à canons qu'ils ont envoyées, « afin qu'ils sachent s'ils doivent continuer cette fabrication (3). Les forges du Beuchau et de La Chaudeau (district de Luxeuil, Haute-Saône), qui appartenaient aux citoyens Demandre et Boyer, fournirent plusieurs milliers de livres de fers. Garnier puîné, directeur des forges de Breurey-les-Sorans (district de Vesoul), en livra 125.115 livres (4).

Des fournitures analogues furent faites par Michel Gros et Nodin, maîtres des forges de La Canche, en Saône-et Loire (5).

Dans la région ardennaise, les forges d'Haraucourt, de Saint-Roch, de Folemprise, du Haut-Marteau (districts de Couvin et d'Avesnes) et de Stenay reçurent des commandes analogues (6).

Dès le 12 octobre 1793, d'après les renseignements fournis le 30 du mois précédent par le représentant Lecointre sur les

(1) A. N. AF* II 127 (arrêtés des 9 frimaire, 30 germinal an III et 18 vendémiaire an IV) et délibération de l'Agence des armes portatives du 15 prairial an II A. H. G. Reg. 22-a /1).

(2) *Annales révolutionnaires*, t. VII (1914), p. 312-3.

(3) A. N. AF* II 124.

(4) A. N. AF* II 127 (arrêtés des 29 pluviôse et 3 fructidor an III).

(5) A. N. AF* II 127 (arrêté du 30 germinal an III).

(6) A. N. AF* II 127 (arrêtés des 30 germinal, 17 messidor, 11, 14 et 17 fructidor an III).

ressources de l'Eure et de l'Eure-et-Loir, le Comité de Salut public envoie l'ingénieur des mines Lefèvre dans les forges des environs de Breteuil (district de Verneuil), pour reconnaître si leurs fers sont propres « à la confection de quelques-unes des parties du fusil et principalement des canons ». Dans l'affirmative, il « mettra sur-le-champ ces forges en réquisition », pour « travailler de suite à la confection des lames à canons et aux autres fers d'échantillons nécessaires ». Il emportera des modèles et mettra les maîtres de forges en correspondance avec l'Administration centrale des fusils « qui recevra leurs soumissions et passera les marchés sous l'approbation du ministre de la Guerre ». Enfin « il fera expédier avec la plus grande célérité pour Paris... tous les objets à mesure qu'ils seront fabriqués et principalement les lames dont le besoin est plus urgent (1) ».

Dans le Sud-Ouest, un commissaire du Comité de Salut public chargea la forge de Taizé-Aizie (Charente) de fabriquer des lames à canons (2).

Dans le Cher, les frères Brière, fermiers des forges nationales de Vierzon, passèrent en septembre 1793 ou au début d'octobre avec l'Administration centrale des armes un marché pour la fourniture de 3 millions de livres de fers, à raison de 250 milliers par mois (3).

Des fabrications du même genre furent organisées aux portes de Paris. Dans la seconde moitié d'août 1793, l'attention du Comité fut attirée sur les forges situées au Bouchet, près de Corbeil, qui pouvaient occuper 100 ouvriers et produire 20 fusils par jour (4). Des lames à canons y furent commandées. Renette, « maître d'une forge à martinet au Bouchet, près d'Arpajon », se plaint, le 27 septembre, du District d'Etampes qui lui a enlevé les ouvriers dont il a besoin pour exécuter ses engagements envers la Commission des armes. Le 29, l'Administration des petites pièces annonce qu'elle va lui

(1) A. N. AF* II 121 et AF II 214, d. 1834.

(2) Lettre du représentant Romme, du 22 germinal an II (Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 523).

(3) A. N. AF* II 128.

(4) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 29, et A. N. AF* II 128 (lettre reçue le 28 août).

envoyer des fers (1) et le 19 octobre, le Comité de Salut public lui procure du charbon de terre (2).

D'autre part, le 19 brumaire (9 novembre), le Comité, considérant que la sécheresse a retardé les arrivages de lames à canons destinées à la manufacture de Paris, requiert pour en fabriquer nuit et jour les martinets de la forge du Moulin Galant, près d'Essones, et charge un commissaire, le citoyen Poulet, de leur assurer des fers et de presser les travaux. Le 22, il prend un arrêté analogue au sujet de l'établissement du Bouchet (3). Le 18 nivôse, il autorise Jars, propriétaire de l'usine du Moulin Galant, à retenir, au passage à Corbeil, un second bateau de charbon de terre pour sa fabrication de lames, mais l'invite à acheter désormais lui-même les fers ou combustibles dont il aura besoin (4).

Ainsi la fabrication extraordinaire des armes portatives fournit un aliment à l'activité d'un grand nombre de petits établissements métallurgiques, situés pour la plupart dans les départements de l'Est et du Centre. Au dire de Barère, en pluviôse de l'an II, la seule production des lames à canons et des fers « d'échantillons » destinés à Paris occupait une quarantaine de forges (5).

III. — LA PRODUCTION DES FONTES.

Il fallut aussi réunir des quantités considérables de fontes pour procurer du lest aux vaisseaux, pour faire face aux besoins variés des arsenaux de la Guerre et de la Marine et surtout pour accélérer la fabrication des canons de fer coulé. Les vieilles usines du Creusot, d'Indret, de Ruelle et les établissements nouveaux que les représentants du peuple créèrent aux quatre coins de la France en consommèrent des masses énormes. Deydier, Ferry, Noël Pointe et Romme

(1) A. N. AF* II 128. Voir aussi une lettre du Comité à l'Administration des armes, du 27^e jour du 1^{er} mois de l'an II (A. H. G. *Reg.* 22-a/1).

(2) A. N. AF* II 121.

(3) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 304.

(4) Charavay, t. IV, p. 263.

(5) *Rapport à la Convention*, du 13 pluviôse an II.

mirent au service de la République presque tous les fourneaux des vastes arrondissements confiés à leurs soins, et les régions qui échappèrent à leur action payèrent aussi leur tribut.

Ici encore, il est impossible d'évaluer d'une façon précise l'importance des résultats obtenus pendant la Terreur. Les documents laissent entrevoir du moins que le gouvernement révolutionnaire ranima la métallurgie languissante et que beaucoup d'établissements, assurés d'une protection efficace, connurent quelques mois de grande activité.

Dans la Nièvre par exemple, les citoyens Durand et Vélou fournirent, avant le 29 septembre 1793, 300 milliers de livres de fontes aux forges de Guérigny (1). Boulluyer, maître du fourneau de Druy (district de Decize), en fabriqua 328.350 livres pour le compte de la République ; Petit, maître de forges à Prémery, en livra 185.475 livres à la fonderie de Nevers ; enfin Berthier, propriétaire des forges de Bizy, en produisit, avant et pendant le *maximum*, plus de 500 milliers, notamment pour Indret (2).

Dans la Côte-d'Or, les frères Bureau, fermiers des forges de Fontaine-Française et Is-sur-Tille, en fournirent 181 milliers, et Coubladoz, maître de forges à Fouchéran, dans le Jura, 26.293 livres pendant le *maximum* (3).

Dans l'Isère, Maillard, régisseur des forges de Saint-Hugon (district de Grenoble), en livra 300 quintaux, et Paulin Barral, propriétaire des forges d'Allevard, 882 milliers (4).

Dans l'Eure, les fourneaux de Rugles et de La Poultière fournirent 651 milliers de gueusets, La Bonneville et La Ferrière 675.034 livres, Breteuil et L'Allier 100.175, pendant la durée du premier *maximum* (5).

Dans le Cher, les frères Brière, maîtres de forges à Charenton (commune de Meillant, district de Librevall), en livrèrent 741.414 livres (6).

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 754.

(2) A. N. AF* II 127 (arrêtés des 30 nivôse, 7 ventôse et 17 messidor an III).

(3) *Ibid.* (arrêtés des 30 germinal et 2 floréal an III).

(4) A. N. AF* II 127 (arrêtés des 4 germinal et 23 messidor an III).

(5) Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 710 (arrêté du 8 pluviôse an III) et A. N. AF* II 127 (arrêtés des 23 et 24 messidor an III).

(6) A. N. AF* II 127 (arrêtés des 25 pluviôse et 23 germinal an III).

Dans la région ardennaise, les fourneaux de Saint-Roch et de Nismes (district de Couvin) en fournirent respectivement 348.552 livres et 192.994 livres, à grands frais, car « le terrain dans lequel ces usines s'approvisionnaient ordinairement de mines était au pouvoir de l'ennemi ». Paul Maibe, propriétaire des forges de Folemprise et de Haut-Marteau (districts de Couvin et d'Avesnes), en livra de son côté 345.860 livres (1).

IV. — LA FABRICATION DES PROJECTILES.

On dut enfin couler pour les besoins des armées et de la marine un nombre considérable de projectiles de toutes sortes : boulets, bombes, obus. Le 2 ventôse, par exemple, le Comité transmettait à la Commission des armes l'état des obus nécessaires pour approvisionner à 24 coups par canon 83 vaisseaux de ligne stationnés à Brest, Rochefort, Lorient et Toulon ; il fallait 133.760 obus de 36, 24, 18 et 12 ; on n'en avait encore commandé que 63.840 dans diverses forges (2).

Le 18 août 1793, le représentant Legot se plaint qu'on n'ait pas imité les ennemis qui emploient l'obus avec succès. Or, la supériorité des coalisés tient à leur innombrable cavalerie et nulle arme n'est plus meurtrière contre les troupes à cheval que l'obus ou la bombe à ricochet. Le 31, le Comité répond que « déjà l'on travaille avec activité à la confection de cette espèce d'arme (3) ». Il s'efforça en effet, nous l'avons vu, de créer des types nouveaux de projectiles, plus puissants et plus efficaces. Des expériences furent menées sans relâche à La Fère, puis à Meudon, et la fabrication fut organisée dans de vastes proportions. Un état du 3 prairial nous renseigne sur les établissements affectés à la production des obus de nouvelles dimensions. La plupart travaillaient déjà ou allaient travailler pour Meudon : les forges de Morley, dans le district de Gondrecourt (Meuse), de Cousances, Chamouilley et

(1) A. N. AF* II 127 (arrêtés des 21 germinal et 14 fructidor an III).

(2) A. N. AF II 214, d. 1841.

(3) Charavay, t. III, p. 69.

Châtillon, dans celui de Saint-Dizier (Haute-Marne) et celles du Creusot avaient fourni, avant le 4 prairial, 18.696 obus de divers calibres. Les forges de Verdrat, du Montet et Charolles (Saône-et-Loire), de Vanvey, dans le district de Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or), de Rânes, Saint-Patrick et Bernay, dans les districts d'Argentan, Alençon, Bernay (Orne), avaient reçu la même destination, mais n'étaient pas encore outillées.

On fabriquait aussi ou on allait fabriquer des obus à Indret et dans les établissements voisins de Moisdon et du citoyen Dacosta à Nantes. Il en était de même des forges d'Etouars, Bonrecueil, Chanlorier, Montisson, dans le district de Nontron (Dordogne) (1).

Mais ce programme de fabrication fut modifié au cours de l'an II, d'abord parce que les commandes s'accrurent au delà des prévisions primitives, ensuite parce que l'on réserva pour les besoins de l'artillerie de marine les établissements qui produisaient les meilleures fontes. C'est ainsi que, d'une part, Battelier multiplia dans la Meuse et dans la Marne le nombre des usines affectées à la production des obus et que, par contre, Romme destina aux canons de fer coulé presque tous les fourneaux de la Dordogne et des départements voisins. De même, le Comité réserva les forges de Moisdon pour les travaux ordinaires d'Indret. Enfin certains des établissements désignés se trouvèrent impropres à la mission qu'on avait voulu leur confier et plusieurs des commissaires envoyés par le Comité échouèrent dans leurs tentatives (2).

Le Comité ne mit pas moins de soin à organiser la fabrication des projectiles d'usage courant, bombes et boulets. Barère déclara le 13 pluviôse que le désordre des commandes était tel « que l'on fabriquait des bombes et des obus dans les fourneaux qui produisaient de bonnes fontes, de manière qu'il ne restait plus de fontes pour l'acier, le bon fer, les canons ». Le Comité avait dû arrêter « cette dilapidation de matières ». D'autre part, il veilla à la bonne qualité des livraisons. Il recommande, le 20 germinal an II, aux préposés

(1) Etat en date du 3 prairial an II, signé par Fabre, membre du Commissariat des épreuves (A. N. AF II 220, d. 1896).

(2) A. N. AF II 23, d. 190, pièce 67.

chargés de les vérifier, de faire « exécuter avec soin les procédés du battage qui donnent à la fonte plus de ténacité, enlèvent les défauts et rendent les boulets unis ». Cette précaution était nécessaire « pour ménager les bouches à feu et en tirer un service soutenu ». Le 22, il prescrit à Pérrier, de Chaillot, « de lui présenter sous un bref délai le dessin détaillé d'une coquille dont l'effet est de rendre les boulets, sans être obligé de les rebattre et sans perdre de leurs dimensions, parfaitement ronds et unis dans toute leur surface ». Le 15 prairial, il autorise pourtant la Commission des armes à expédier aux armées les boulets non rebattus par des martinets, lorsqu'elle ne ne pourra en envoyer d'autres (1).

Cette fabrication fut encore plus dispersée que celle des obus. Toutes les régions métallurgiques de France y participèrent.

Dans l'Ouest, les départements de l'Eure et de l'Orne y travaillèrent avec activité. Avant d'être affectés aux fonderies révolutionnaires, les fourneaux de La Poultière, Rugles et La Ferrière (district de Verneuil) livrèrent respectivement 260,105 et 75 milliers de boulets ; ceux des Vaugoins, Lyre et La Bonneville (district d'Evreux) en livrèrent 635,150 et 313 milliers (2). Dupuis et Giraucourt, fermiers des forges de Rugles et La Poultière reçurent en l'an III un supplément de prix pour 318.628 livres de boulets fournis au temps du premier maximum ; ils avaient cessé leur fabrication le 13 germinal sur l'ordre du représentant Deydier. Le citoyen Mallard, sur certificats des municipalités de La Bonneville et de La Ferrière, obtint une décision semblable pour 120.416 livres de boulets. De même, Levacher-Grandmaison avait fabriqué 359.286 livres de projectiles avant le 1^{er} germinal, puis 22.800 livres du 1^{er} au 20 (3). La forge de Randonay, dans le district de Mortagne (Orne), passa marché au début de l'an III pour 300 milliers d'obus et de boulets (4) et la forge du Moulin-Renault, commune de la Madeleine-Bouvet,

(1) A. N. AF* II 123 et Aulard *Recueil*, t. XII, p. 517, et t. XIV, p. 99.

(2) A. N. F¹² 1305 B.

(3) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 710, et t. XXII, p. 237 (arrêtés des 8 pluviôse, 1^{er} et 7 ventôse, 4 et 30 germinal an III).

(4) A. N. F¹² 1305 B.

livra 134.250 livres de boulets pendant le maximum (1). Collet, maître de forges à Champsecret (Orne), est autorisé, le 26 frimaire an III, à construire à ses frais, un fourneau pour couler des projectiles (2).

En Bretagne, Moisdon (près de Nantes) reçut des commandes analogues qui furent ensuite reportées sur la forge de la Provôtière. A Nantes même, Gaudin et C^{ie}, qui fournissaient des balles de fer battu, coulèrent aussi 532.487 livres de boulets et obus ; ils avaient improvisé cette fabrication en germinal de l'an II pour subvenir aux besoins de l'armée des Côtes-de-Brest, privée pour un temps de relations avec l'arrière-pays (3).

Dans le Sud-Ouest, le ministre de la Guerre annonça dès le 5 août 1793 qu'il avait envoyé deux commissaires, V. Simon et Wilfelsheim, pour rétablir les deux forges de La Mouline (district de Sarlat) et de Sauveterre, propres à la confection des boulets (4). Plus tard, le représentant Romme reconnaît, le 17 floréal, la nécessité de promptes mesures pour que les armées ne manquent pas de boulets et d'obus, mais il insiste sur le mauvais choix des matières employées à cette fabrication et sur la défectuosité des modèles. Il demande qu'on lui indique sans tarder les besoins à cet égard et qu'on lui envoie de bons modèles et si possible des instructeurs. A son avis, ce genre de commandes devait être confié de préférence à la fonderie de Nantes. Le 27, il propose aussi d'utiliser 20.000 quintaux de fontes et deux fourneaux à réverbère qui se trouvent à Bordeaux au fort de la Révolution ; il avait même songé à y créer une fonderie et une forerie de canons, mais ses commissaires s'étaient heurtés à un refus catégorique de son collègue Ysabeau ; il s'en plaint amèrement et en réfère au Comité (5). Bientôt, par arrêtés des 6 et 13 prairial, il destine aux fonderies de canons toutes les fontes de son arrondissement (6). Le Comité de Salut public,

(1) Arrêté du 3 fructidor an III (A. N. AF* II 127).

(2) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 755.

(3) Arrêté du 21 ventôse an III (A. N. AF* II 127).

(4) A. H. G. *Reg* A /5.

(5) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 330 et 565. Voir aussi une lettre de Romme à l'Administration de la grosse artillerie, du 16 floréal (A. N. AF II 218, d. 1882).

(6) A. N. AF II 218, d. 1882.

surpris, ordonne au directeur des forges de Bonrecueil et Etouars, le 30 prairial, de reprendre la fabrication des obus pour Meudon, mais il ne tarde pas à se raviser, ordonne à l'Agence de la grosse artillerie, le 4 messidor, de reverser ses commandes sur d'autres forges, puis décide, le 2 thermidor, que quatre forges de la Dordogne et de la Charente seront affectées à la fabrication des projectiles ; la Commission des armes se concertera avec Romme pour les choisir « parmi celles qui en fabriquaient précédemment et dont les fontes ne sont pas propres à la fabrication des armes (1) ». En fait, Romme désigna seulement la forge de La Mouline (Dordogne) et celle de Taizé-Aizie (district de Ruffec) (2).

Dans le Midi, l'Arsenal de Toulouse qui occupait 600 ouvriers, produisit, outre des affûts et 8 millions de cartouches d'infanterie, 67.907 projectiles de fer coulé (3). Le représentant Paganel affecta la fonderie d'Albi à la fabrication exclusive des boulets. Dans l'Ariège, le fourneau national de Villeneuve d'Olmes (district de Tarascon) produisit des boulets et de la mitraille (4). Mais il dut y avoir une assez longue interruption dans ses travaux. Le Comité de Salut public reçut du Département, le 13 septembre 1793, la nouvelle que le fourneau venait « de se briser (5) » ; il ne semble pas qu'on se soit hâté de le réparer, car un arrêté du 19 messidor an II ordonne « que le haut fourneau commencé à Villeneuve... sera confectionné le plus tôt possible » ; la Commission des armes veillera à ce que « les mobiles de guerre » qu'on doit y couler « s'exécutent avec la plus grande activité » (6). 54.607 livres de boulets de 4 furent aussi fabriqués dans les forges à la catalane du citoyen Varnier à Quillan (Aude), bien que les procédés y fussent plus dispendieux que dans les hauts fourneaux (7).

Les usines du Centre fournirent aussi leur contingent.

(1) Charavay, t. IV, p. 441, et Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 381, et t. XV, p. 309 et 759.

(2) *Compte rendu à la Convention*, du 10 pluviôse an III (B. N. Le³⁹, 109).

(3) Barrau, *mémoire cité*.

(4) Arnaud, *ouvrage cité*, p. 537 et 620.

(5) A. N. AF* II 128.

(6) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 781.

(7) A. N. AF* II 127 (arrêté du 3 thermidor an III).

Le représentant Laplanche annonce, le 10 octobre 1793, que les forges de Vierzon (Cher) fabriquent chaque jour « une immense quantité de boulets » (1). Dans l'Indre, Legendre, propriétaire de la forge de Lugay, travailla de bonne heure à la confection des projectiles. Ancien fermier général, il fut mis en état d'arrestation. Une adresse de la commune de Valençay, lue à la Convention le 20 frimaire, réclama sa liberté en invoquant les services qu'il rendait et en attestant son civisme (2). Le 11 floréal, le représentant Ferry ordonna d'inventorier ses biens, d'examiner sa conduite, de lui donner un successeur capable et recommanda, le 3 prairial, de ne pas mettre les scellés pour ne pas entraver la fabrication (3). En effet, ses établissements fournirent 175.128 livres de boulets, dont 125.520 fabriqués avant le 3 germinal an II (4).

Les travaux furent particulièrement actifs dans les centres métallurgiques du Nord-Est et de l'Est. L'Ardenne, voisine des principaux théâtres d'opérations, produisit des quantités considérables de projectiles. Le 8 pluviôse an II, le Comité autorise Poulain l'aîné, propriétaire de la forge de Boutancourt, à allumer un second fourneau pour la durée de la guerre (5) ; toutes ses fontes seront converties en boulets, bombes et obus ; il en livra au moins 715.690 livres (6). — Le 10 germinal, l'Administration de la grosse artillerie est chargée de recevoir promptement les « mobiles » fabriqués au fourneau de Vendresse (7) : le citoyen Bourgeois, qui le dirigeait, obtint plus tard un supplément de prix pour 568.034 livres de bombes et obus (8). — Le 2 thermidor, le représentant Levasseur (de La Sarthe) annonce l'arrestation de trois maîtres de forges, coupables d'indélicatesse ; les fournitures n'en souffriront pas ; on livrera plus de boulets et de meilleure qualité (9). — La veuve Fort, proprié-

(1) Aulard, *Recueil* t. VII, p. 348.

(2) *Arch. parlem.*, t. LXXXI, p. 302.

(3) A. N. AF II 218, d. 1885.

(4) A. N. AF* II 127 (arrêté du 3 ventôse an III).

(5) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 477.

(6) A. N. AF* II 127 (arrêtés des 22 ventôse et 6 prairial an III).

(7) A. N. AF* II 124.

(8) A. N. AF* II 127 (arrêté du 3 thermidor an III).

(9) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 319.

taire des forges d'Haraucourt, fournit 221.867 livres de boulets ; les citoyens Desliards, propriétaires des forges de Hurtaut, 995.931 livres de projectiles (bombes, boulets et obus) ; Raux, maître des forges de La Roche, Signy et Bonneau (district de Rocroi), 558.687 livres d'obus et 315.209 de boulets ; Célestin Poulain jeune, qui exploitait les forges de Montcornet et des Mazures, 923.600 livres de boulets ; et la veuve Boudet, fermière des forges de Stenay, 34.995 livres de boulets et biscayens (1).

Dans la Meuse, Véry, maître des forges de Cousances, livra 151.867 livres d'obus. Raux, maître des forges de Montblainville et Champigneulles (districts de Clermont et de Grandpré) fournit 295.275 livres de boulets sous le premier maximum et 472.509 par la suite (2). Toujours dans le district de Grandpré, Bourgeois, maître des forges d'Allipont, livra pendant le maximum 168.438 livres de boulets (3). Claudot, maître des forges de Pont-sur-Saulx (commune de Robert-Espagne) en livra 92.227 livres et Vivaux, maître de forges à Morley, fournit avant le 17 germinal an II 123.141 livres de boulets et 56.144 d'obus (4).

Dans la Haute-Marne, la veuve Moulin, propriétaire d'une forge à Chamouilley, livra 38.600 livres de boulets et 19.189 livres d'obus pendant la durée du premier maximum, puis 240.254 livres de boulets et 78.183 d'obus en vertu d'un marché du 16 pluviôse an II. La forge de Bayard (district de Saint-Dizier) livra au moins 103.652 livres d'obus (5).

Dans les Vosges, les représentants du peuple à Strasbourg requièrent, le 9 décembre 1793, les forges de Framont de livrer des boulets et obus à l'armée du Rhin et Louis Champy, fermier de ces forges, demanda à conserver ceux de ses ouvriers qui étaient d'âge militaire (6).

(1) A. N. AF* II 127 (arrêtés des 25 ventôse, 4, 6 et 23 germinal an III et 15 vendémiaire an IV).

(2) *Ibid.* (arrêtés des 25 ventôse et 29 floréal an III).

(3) *Ibid.* (arrêté du 4 brumaire an IV).

(4) *Ibid.* (arrêtés des 29 floréal et 27 messidor an III).

(5) *Ibid.* (arrêtés des 2 et 6 pluviôse et 24 ventôse an III).

(6) L. Bernardin, *article cité*.

Les départements de Franche-Comté et de Bourgogne furent aussi mis à contribution. Le 8 thermidor an II, le commissaire Dulac annonce au Comité que les forges de Clairvaux (district d'Orgelet) offrent de couler des boulets et que l'on pourrait aussi en commander à celles de Pont-du-Navoy, sur l'Ain (district de Poligny). Le charroi de ces projectiles serait, disait-il, moins onéreux que celui des produits des forges de Loulans et Larians, situées dans la Haute-Saône (1). Le régisseur de ces dernières obtint en effet, le 23 pluviôse an III, des suppléments de prix pour 918.139 livres pesant de projectiles livrés depuis la dernière loi du maximum (2). Dans le même département, on en fabriqua aussi chez le citoyen Praieur, dans le district de Lure (3),— à Mailleroncourt, chez le citoyen Galland (4),— à Baigne (district de Vesoul), dans les forges du citoyen C.-F. Rochet, où Robespierre jeune avait requis, le 8 pluviôse an II, trois ouvriers d'âge militaire (5).

Dans le Jura, le citoyen Vermillet, qui exploitait la forge du Moulin-Rouge, à Audelange, près de Dôle, livra au moins 86.702 livres de boulets (6). Le Comité l'autorise, le 8 vendémiaire an III, « à établir deux feux de forges ou affineries dans l'emplacement des moulins de Rochefort, à supprimer les deux affineries établies dans le local de sa forge et à faire construire à leur place un martinet propre à rebattre les boulets... », et il est maintenu, le 13 frimaire suivant, dans le droit exclusif d'exploiter certains minerais. — Le 2 nivôse an III, Olivier, maître de forges à Champagnolles (district d'Arbois), est autorisé à construire à ses frais, sur la rivière de Salins, un haut fourneau où il devra couler des projectiles (7).

En Saône-et-Loire, des boulets furent livrés par Perrot,

(1) A. N. F¹² 1305 b.

(2) A. N. AF* II 127.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 727 (arrêté du 9 pluviôse an III).

(4) A. N. AF* II 127 (arrêté du 25 pluviôse an III).

(5) *Annales révolutionnaires*, t. VIII (1916), p. 97-8.

(6) A. N. AF* II 127 (arrêté du 13 frimaire an III).

(7) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 130 ; t. XVIII, p. 486, et t. XIX, p. 28.

maître des forges de Gueugnon et Perrecy, par M. Gros, maître des forges de La Canche, et par Corvillon, maître de forges à Conches (1).

V. — RÉSULTATS GÉNÉRAUX. L'ACTION DU COMITÉ.

Si fragmentaires qu'ils soient, les renseignements que nous avons pu recueillir donnent une idée suffisamment précise de l'immensité et de la variété des efforts que l'énergie du Comité de Salut public imposa à la métallurgie française. En fructidor de l'an II, 70 à 80 forges travaillaient à la confection des projectiles ; 40 environ produisaient les fers destinés aux arsenaux et aux manufactures d'armes (2), et plusieurs dizaines de fourneaux coulaient des fontes pour la prompte fabrication de milliers de canons de marine.

La fabrication des projectiles s'était accrue « à proportion de l'augmentation des bouches à feu ». Au début de la guerre, plusieurs usines y travaillaient déjà, notamment dans l'Eure, les Ardennes, la Meuse, la Moselle, la Haute-Marne, le Doubs, la Haute-Saône, le Jura, le Cher et l'Indre. Mais « quelques-unes avaient souffert du voisinage de l'ennemi ; les autres étaient loin d'avoir acquis toute l'activité dont elles étaient susceptibles ou ne versaient dans les arsenaux que la plus faible partie de leurs produits ». En ventôse de l'an II, « on ne pouvait guère compter que sur 12 millions pesant de ces projectiles et 600 milliers de balles de fer battu ». Le nombre croissant des armées, l'habitude prise d'engager les combats par un feu redoutable d'artillerie rendaient ces résultats insuffisants. Le Comité s'était appliqué à développer ce genre de fabrication, avec succès, car Guyton déclara le 14 pluviôse an III que la production annuelle s'élevait à 38 millions pesant : elle avait donc triplé (3).

D'une manière ou de l'autre, toutes les régions métallurgiques de l'ancienne France se trouvèrent intéressées à l'œu-

(1) A. N. AF* II 127 (arrêtés des 14 floréal et 1^{er} ventôse an III). Voir aussi le rapport du commissaire Dulac, du 8 thermidor an II (A. N. F¹² 1305 b).

(2) A. N. AF II 23, d. 190, pièce 67.

(3) *Rapport à la Convention.*

vre de défense nationale. Le Comité de l'an II ne cessa de veiller à la meilleure utilisation possible des ressources du pays. Il ne suffisait pas de passer des commandes : encore fallait-il les distribuer avec sagacité et en assurer l'exécution. Dans beaucoup de cas, les représentants en mission, munis de pleins pouvoirs, levèrent les obstacles qui se présentaient : Deydier, Ferry, Romme et Noël Pointe avaient organisé les fonderies révolutionnaires de canons de marine, rassemblé d'énormes provisions de matières premières et procuré des subsistances aux ouvriers. Mais souvent aussi, le Comité intervint et il conserva la direction d'ensemble des travaux.

Dès le 11 octobre 1793, il demande aux Districts de lui envoyer dans le plus bref délai un tableau des fourneaux, forges et aciéries, qui indiquera leur emplacement, la nature et la quantité de leurs produits. « Au moyen de ce tableau et des autres renseignements que vous pourrez nous procurer, nous assurerons la distribution des fournitures pour la fabrication extraordinaire des armes entre tous les départements et ils auront tous des droits à la reconnaissance nationale en coopérant tous à sa défense (1). » Il renouvela ses injonctions le 21 brumaire, puis le 8 nivôse et le 19 ventôse. Plusieurs administrations ayant négligé de répondre, il se décide à sévir le 4 germinal, et applique aux agents nationaux des districts de Challans, Montaigu, Saint-Céré, Mauléon et Céret (2) l'article 6 de la loi du 19 vendémiaire (3) : les comités révolutionnaires vérifieront leur correspondance, et s'ils sont vraiment coupables de négligence, les mettront provisoirement en arrestation ; ils rendront compte dans les deux jours et le Comité prendra les mesures « que l'exécution de la loi lui impose ». Cet arrêté devait être imprimé et envoyé à tous les Districts de la République (4).

(1) A. D. Yonne, L. 512.

(2) Challans et Montaigu (Vendée) ; Saint-Céré (Lot), Mauléon (Basses-Pyrénées), Céret (Pyrénées-Orientales).

(3) C'est le décret du 10 octobre 1793, qui porte que le gouvernement provisoire de la France est révolutionnaire jusqu'à la paix. L'article 6 est ainsi conçu : « L'inertie du gouvernement étant la cause des revers, les délais pour l'exécution des décrets et des mesures de salut public seront fixés. La violation des délais sera punie comme un attentat à la liberté. »

(4) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 144.

Par ailleurs, une circulaire du 2 nivôse invite le directeur de chaque fourneau à rendre compte dans les dix jours « des facilités qu'il peut avoir pour couler des bombes, boulets et obus, de la quantité en poids de fonte qu'il peut destiner à cet objet », sans nuire à l'agriculture et aux autres arts de première nécessité, « du nombre d'ouvriers dont il peut disposer, du nombre et de l'espèce de ceux dont il peut manquer » et des facilités que le gouvernement devrait lui procurer « pour mettre la fonderie dans la plus grande activité ». Le Comité veut, en effet, assurer l'approvisionnement des armées de terre et de mer « et ne rien donner au hasard dans les mesures qu'il se propose de prendre incessamment et distribuer les commandes de manière qu'elles soient sûrement exécutées et qu'elles ne puissent entraver aucun autre genre de service » (1). Le 29 frimaire, le Comité astreint aussi les directeurs de fonderies et maîtres de forges à envoyer des états décadaires de leurs produits. La plupart d'entre eux s'étant montrés « peu exacts », un arrêté du 28 germinal les menace de leur appliquer la loi du 19 vendémiaire (2).

Les travaux ne doivent être interrompus sous aucun prétexte. Le 20 messidor, le Comité enjoint aux propriétaires des aciéries et fonderies « de se pourvoir de suite des matières qui leur sont indispensablement nécessaires pour le moment actuel, de manière à pouvoir donner des secours en hommes et en chevaux pour les travaux de la moisson ». Une liste nominative des ouvriers indispensables sera remise à l'agent national du District, qui les requerra de rester à leur poste et ils ne pourront en être détournés sous aucun prétexte (3).

Soumis à un contrôle sévère, les chefs d'entreprise et leurs ouvriers peuvent du moins compter sur l'appui efficace du gouvernement. Un décret du 8 pluviôse, proposé par le Comité de législation, maintient jusqu'à nouvel ordre les baux de bois et forêts « dans la propriété desquels les communes sont rentrées ou rentreront à l'avenir..., lorsque les coupes annuelles sont affectées au roulement des usines où

(1) A. N. AF* II 121.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 642.

(3) A. N. AF* II 125 et Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 4.

les fers, armes et boulets se fabriquent ». Un second décret du 13 pluviôse, rendu sur rapport de Barère, ordonne une coupe extraordinaire de bois dans toutes les forêts de la République, dont les produits « pourront être mis en réquisition par la Commission des armes et poudres..., suivant le besoin qu'elle en aura pour les forges, fourneaux, usines (1)... ».

Des décisions générales ou particulières retiennent auprès des établissements métallurgiques ou rappellent des armées les ouvriers nécessaires à leur roulement. Par ailleurs, le 9 frimaire, Carnot et Prieur approuvent les mesures proposées par l'Administration des armes portatives pour assurer aux forges et usines des régions frontières la jouissance de leurs chevaux (2). Le 26 floréal, le Comité décide qu'on affectera au service des forges « autant de chevaux que leurs besoins constatés l'exigeront ». Le 7 fructidor, il charge les autorités constituées du département des Vosges, « sous leur responsabilité personnelle, de protéger de toute leur puissance la fabrication du fer... et l'approvisionnement des forges,... de veiller avec attention à ce qu'elles aient toujours le nombre de travailleurs et d'ouvriers nécessaire pour en assurer le service, sans qu'ils puissent en être distraits sous prétexte de réquisitions pour d'autres services ou autrement (3)... ».

Des avances de fonds sont consenties aux maîtres ou aux fermiers des forges, pour leur permettre de satisfaire à leurs engagements et d'assurer la marche régulière de leurs travaux. Le 9 frimaire, un arrêté décide que les Directoires des départements feront délivrer aux fournisseurs de fers, d'aciers ou de lames à canons « les deux tiers de la valeur de ces substances, sur le pied du maximum, en forme d'acompte sur leurs livraisons » et que le règlement définitif se fera à Paris, après la réception dans les magasins de cette commune (4).

Le Comité va jusqu'à déroger en quelque sorte à la loi du maximum en faveur de certains établissements. Il considère, le 12 vendémiaire an III, que dans ceux où les ca-

(1) P. V., t. XXX, p. 183-4 et 312-4.

(2) A. H. G. *Reg.* 22-a /1.

(3) A. N. AF* II 123.

(4) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 40.

nons se fabriquent aux fourneaux à réverbère, « l'éloignement des mines, le transport des fontes et charbons occasionnent aux entrepreneurs des frais considérables, ce qui... élève nécessairement le prix des canons bien au-dessus du taux fixé par la loi et calculé par les procédés ordinaires ». Aussi autorise-t-il la Commission des armes « à payer les canons au prix de 35 livres le quintal dans toutes les fonderies où on les coule en seconde fusion (1) ».

Enfin, le Comité se préoccupa de procurer des subsistances aux ouvriers de toutes catégories qui vivaient de l'industrie métallurgique. Il ne semble pas qu'il ait jamais désavoué les mesures vigoureuses adoptées par les représentants pour obtenir une répartition équitable des denrées de première nécessité et il est certain qu'il prit lui-même, à l'occasion des décisions d'espèce. Le 20 germinal, par exemple, il invite la Commission des approvisionnements à assurer le plus promptement possible des subsistances aux ouvriers des forges de Chamouilley (Haute-Marne). Le 26, il lui recommande les ouvriers de toutes les forges des Ardennes, de la Meuse et de la Moselle (2). La même préoccupation lui dicte un arrêté du 14 floréal en faveur des ouvriers d'Indret et de Moisdon (3).

Le problème était particulièrement délicat à résoudre, car les forges et fourneaux étaient situés le plus souvent dans des régions forestières où les ressources agricoles étaient assez médiocres.

Un arrêté général du 4 prairial essaya de régler la question. « Les Directoires des districts dans lesquels il se trouve des forges employées à la fabrication des armes ou des fers et autres matières destinées au service de la République pour les armées de terre ou les armées navales seront tenus », sous leur responsabilité personnelle, de rassembler « des approvisionnements suffisants à la subsistance de tous les ouvriers », de les mettre à leur portée, de les distribuer en tenant compte du nombre des consommateurs et de leurs besoins,

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 196. — Une mesure semblable avait déjà été prise en faveur des entrepreneurs du Creusot et d'Indret, le 23 prairial an II. Voir plus haut chap. VII, VII.

(2) A. N. AF* II 124.

(3) Voir chap. VII, VII.

d'après l'activité, la durée et la nature des travaux. « Toute fixation, toute réduction faite par quelque autorité que ce soit, même par des arrêtés des représentants du peuple, est annulée... Tous les citoyens des districts sont en réquisition pour contribuer de tous leurs moyens et approvisionnements à la subsistance des ouvriers » des forges, ateliers et usines. « Nul ne pourra se refuser... à fournir à proportion de ses ressources le contingent qui lui sera demandé » et qui sera payé « sur le pied du maximum (1) ».

Tant que dura le gouvernement révolutionnaire, il semble qu'en règle générale on soit parvenu à assurer aux ouvriers des usines une nourriture suffisante. Mais ce ne fut qu'au prix d'efforts continus et d'une vigilance de tous les instants. Lorsqu'au début de l'an III la surveillance du Comité et des représentants du peuple se relâcha, une crise très grave paralysa la plupart des établissements métallurgiques et leur production tomba bien au-dessous de celle qu'ils avaient atteinte en l'an II.

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 696.

CHAPITRE X

Les Mines de Houille

I. — L'INSUFFISANCE DES RESSOURCES ET LA CRISE DES TRANSPORTS.

L'exploitation des mines de cuivre, de fer et de houille attira de bonne heure l'attention du Comité de Salut public. Pour approvisionner de combustibles et de matières premières les innombrables ateliers de Paris et des départements, il s'efforça d'accroître la production et de recueillir des renseignements précis sur les ressources dont on disposait et sur celles que des initiatives intelligentes pourraient procurer à la République dans un avenir plus ou moins rapproché.

Tout d'abord il s'appliqua à pourvoir aux besoins de la capitale en combustibles. Naguère, le gouvernement royal, ému de la rareté croissante du bois de chauffage, avait travaillé à introduire et à développer l'usage du charbon de terre. Lorsque la Révolution éclata, Paris, qui renfermait une foule de petites industries, en consommait déjà des quantités assez considérables, en dépit de préjugés difficiles à déraciner : brasseurs, teinturiers, chapeliers, ouvriers en fer l'avaient adopté et s'en trouvaient bien.

Mais la région du Nord ne contribuait pas encore à l'approvisionnement de la capitale ; les gisements les plus anciennement exploités, ceux de Hardingham, dans le district de Boulogne-sur-Mer, suffisaient à peine aux besoins locaux ; les fosses d'Aniche, récemment ouvertes, ne donnaient encore qu'un rendement médiocre ; celles d'Anzin, Fresnes et Condé, en pleine prospérité, tombèrent aux mains de l'ennemi dès

le début de 1793 (1). D'ailleurs, le canal de Saint-Quentin n'existait pas encore ; il eût fallu transporter la houille par voie de terre, sur de longs parcours, jusqu'à la Somme ou jusqu'à l'Oise et les charrois étaient sensiblement plus onéreux que la voie d'eau. Par ailleurs, chevaux et voituriers avaient été requis pour le service des armées, et l'agriculture se plaignait déjà d'être privée de ses moyens d'action. Paris continua donc à s'alimenter de houille dans le Centre de la France, aux mines du Bourbonnais, du Forez, de l'Auvergne et du Nivernais. Les produits des fosses de Fins et de Noyant, dans le Bourbonnais, étaient particulièrement estimés : on les comparait aux meilleurs charbons anglais. Les bateaux chargés du précieux combustible descendaient l'Allier et la Loire, puis par le canal de Briare, ou le cas échéant par celui d'Orléans, atteignaient la Seine à Saint-Mammès (2).

L'établissement de la manufacture d'armes de Paris accrut très sensiblement la consommation : 2.400 voies de charbon de terre (3) par mois suffisaient naguère ; il en fallut 1.200 de plus pour alimenter les ateliers publics et ceux des soumissionnaires. Les besoins augmentaient donc de moitié à une époque où des obstacles de toute nature nuisaient à la régularité des arrivages. Les sociétés privilégiées qui exploitaient les gisements du Centre n'avaient jamais su donner à l'extraction une activité suffisante ; elles s'en tenaient à des procédés empiriques de recherche et dédaignaient ou ignoraient les indications précises de la science minéralogique. Pour éviter des mises de fonds considérables, on s'abstenait, en général, de creuser profondément le sol. Un rapport du 5 août 1793 (4) dénonce à juste titre « la routine, l'ignorance, l'avarice ou l'impuissance des propriétaires ». La Révolution et l'état de guerre avaient accentué le désarroi de l'industrie minière : les administrations locales tardaient à appliquer la loi de juillet 1791 ; les conflits se multipliaient

(1) Voir C. Richard, *La crise du charbon dans le Nord en 1793*. (Revue d u Nord t. V, 1914-1919, p. 325 et suiv.).

(2) En Seine-et-Marne, au confluent du Loing

(3) La voie équivaut à peu près à un mètre cube.

(4) Rapport au ministre de l'Intérieur, publié par P. Caron, *Bulletin d'histoire économique de la Révolution*, 1913, n° 1, p. 210-3, d'après A. N. F¹¹ 1185.

entre les sociétés et les propriétaires des terrains enclavés dans leurs concessions ; l'incertitude du lendemain, la désorganisation de la vie économique n'étaient guère de nature à développer chez les capitalistes le goût des entreprises. D'autre part, les départements maritimes, « privés tout à coup des charbons anglais », disputaient à Paris les produits des fosses du Centre. Enfin la crise de production se doublait d'une crise des transports. La sécheresse anormale qui marqua l'été de 1793 rendait singulièrement pénible la navigation sur la Loire et menaçait de tarir le canal de Briare. Le renchérissement général des matières premières et du bois en particulier paralysait la construction des bateaux qui étaient souvent détournés vers l'armée de l'Ouest pour le transport des fourrages.

Tels étaient les éléments du problème très complexe que le Comité de Salut public eut à résoudre. Dès le 26 août 1793, il charge le ministre de la Guerre de se concerter avec Périer « pour faire acheter et conduire dans le plus bref délai à Paris les charbons de terre qui sont à Cosne ou autres lieux plus près de Paris sur la Loire et partout où il pourra en trouver, sans oublier la prudence qu'exige l'approvisionnement des manufactures utiles à la République ». Le 30, il invite les commissaires qu'il envoie dans les départements producteurs de fer « à prendre des renseignements sur les charbons de terre et de bois que leurs arrondissements pourraient fournir à la fabrication de Paris (1) ». Legendre (de la Nièvre) lui écrit de l'Allier, le 12 septembre, qu'il va s'occuper des moyens de procurer les charbons de terre dont on a besoin. L'Administration centrale des armes lui transmet, le 21, « l'état des charbons de terre existant sur les rivières » et des mines dont elle propose de tirer parti (2). Vers la même date, le Comité charge le citoyen Veille, habitant de Soissons, de visiter les gisements que l'on signale dans le canton de Blérancourt, district de Chauny (Aisne), d'envoyer des échantillons et de faire rapport sur les espérances qu'on serait en droit de concevoir (3). La question préoccupe aussi le maire

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 114 et 187.

(2) A. N. AF* II 128.

(3) A. N. AF* II 121.

de Paris, Pache. Le 22 septembre, il invite le Comité à requérir les mines des bords de la Loire ; le 28, il lui envoie une note de l'administration des subsistances sur le même sujet et le presse d'agir. Le 29 septembre, le ministre de l'Intérieur transmet « l'état des mines de charbon connues dans la République et celui des mines de fer, forges et usines d'une partie de la République seulement (1) ».

Eclairé sur l'étendue des besoins et les ressources dont il peut disposer, le Comité agit. Un arrêté du 1^{er} octobre requiert plusieurs mines du Forez, du Puy-de-Dôme, de l'Allier et de la Nièvre, enjoint aux propriétaires de mettre « la plus grande activité dans l'extraction », d'envoyer leurs charbons à Paris et de n'en rien distraire sans autorisation spéciale du Comité (2).

Mais la crise des transports complique la situation. Le 27 septembre, le Comité constate que « le défaut d'eau empêche que l'on ne puisse faire venir sur la rivière et le canal des charbons qui sont sur la Loire ». Il serait onéreux de les acheminer vers Paris par voie de terre. L'ingénieur des mines Lefèvre se rendra donc au Creusot, près Montcenis, et examinera la qualité des charbons qu'on y extrait : en les transportant par voitures jusqu'à Auxerre, puis par eau, peut-être réaliserait-on une sérieuse économie. Cet arrêté fut-il exécuté ? En tout cas, rien n'autorise à croire que des charbons du Creusot aient jamais été amenés à Paris. Le Comité de Salut public y renonça sans doute. Le 19 octobre, craignant que « la grande fabrication de fusils » ne soit interrompue « dès le commencement », il envoie en toute hâte deux commissaires dans la Nièvre et l'Allier pour presser l'envoi par terre d'une quantité suffisante de charbons, « jusqu'à ce que les rivières et les canaux permettent l'emploi d'un moyen moins dispendieux » ; les autorités constituées devront requérir le nombre de voitures nécessaires (3).

Mais la situation ne tarde pas à empirer. Le 23 brumaire, le Comité a recours à un expédient : il invite le Département

(1) A. N. AF* II 128.

(2) A. N. AF* II 121.

(3) Même référence.

de Paris à faire lever « dans le plus bref délai » les scellés apposés sur les effets du ci-devant duc d'Orléans et à remettre aux agents du ministre de la Guerre les charbons amassés à Paris et au Raincy ; « cette provision de charbons est la seule ressource au moyen de laquelle on puisse alimenter les ateliers de la fabrication de fusils jusqu'à ce que les rivières et les canaux permettent le transport de nouveaux charbons (1) ».

Sur ces entrefaites, Prieur apprend, le 29 brumaire, qu'un des bateaux de charbon destinés à la capitale a été arrêté par la commune de Tracy (2). « C'est une des mesures les plus contre-révolutionnaires », écrit-il avec indignation ; le citoyen Aberet se rendra sur-le-champ à Tracy, notifiera à la municipalité le décret du 18 brumaire, l'éclairera sur les dangers qu'elle court en entravant les réquisitions et la sommerà de relâcher le bateau sans délai. Le même jour, Hassenfratz reçoit mission de se transporter dans l'Yonne, la Nièvre, l'Allier et le Cher et d'acheminer sur Paris, « par les moyens les plus expéditifs, les charbons qu'il trouvera et qui sont mis en réquisition ou qu'il croira devoir y mettre (3)... ».

Une éclaircie se produit au début de frimaire : le 6, le Comité annonce à la municipalité de Paris l'arrivée prochaine de nombreux bateaux de charbons et de fers et, « pour éviter les contestations qui pourraient s'élever à l'égard du prix du transport », il institue une commission arbitrale de trois membres, nommés respectivement par la Commission des subsistances, le Département de Paris et la municipalité (4). Le 8, les bateaux sont arrivés et le Comité en cède six à la Commune « pour les besoins de cette grande cité ». Mais « les ouvriers se portent en foule aux bateaux ;... il en est qui, sous prétexte de marchés particuliers, veulent avoir le charbon destiné à la fabrication des fusils ». La municipalité organisera un service d'ordre et veillera à ce que le charbon ne soit pas employé indûment (5). Sans tarder,

(1) A. N. AF* II 121.

(2) Sans doute Tracy-sur-Loire (Nièvre).

(3) A. N. AF* II 121.

(4) Charavay, t. IV, p. 180.

(5) Lettre du Comité à Pache (A. N. AF II 214, d. 1835).

les administrateurs des subsistances de la Commune annoncent à leurs concitoyens que les charbons seront vendus le 11 frimaire, au port Saint-Paul, aux soumissionnaires qui justifieront de leur qualité par un certificat du comité révolutionnaire de leur section : nul n'en recevra plus d'une voie (1).

Le 21 frimaire, Noël Pointe écrit de Nevers qu'il part fréquemment du charbon, qui vient surtout de Saint-Rambert (2). Le 27, en effet, le Comité accorde à la Commune 3 bateaux de charbon de Decize ; le 28, 2 bateaux sur les 7 qui viennent d'arriver et, le 8 nivôse, 6 sur 15.

Pourtant, la crise n'était pas conjurée ; le Comité redoublait d'énergie pour accélérer les transports et développer l'extraction. Le 23 frimaire, il ordonne aux Districts de Nemours, Montargis et Gien de prendre des mesures « pour que le canal de Briare soit promptement fourni d'eau », de remettre en marche les bateaux de charbon, de fer et d'acier qui auraient pu être arrêtés et d'examiner la conduite des propriétaires des étangs riverains que le Département de la Nièvre accusait d'avoir entravé les transports en pêchant à une époque illicite. Le 24, il prescrit à l'Administration centrale d'envoyer sur les lieux « un commissaire actif et intelligent... pour accélérer les arrivages ». Le 4 nivôse, instruit que « des malveillants avaient desséché l'étang de la Grande-Rivière » et par suite tari le canal de Briare, il ordonne de diriger les bateaux sur le canal d'Orléans et accorde une priorité absolue aux « matières destinées à la fabrication des armes (3) ». Le 12, « sur l'exposé des obstacles et des difficultés suscitées par les malveillants pour retarder la navigation », il autorise le citoyen Balandreau, commissaire du représentant Fouché, « à faire passer de préférence à tous autres par les canaux de Briare et d'Orléans » les bateaux de charbon de terre destinés à Paris (4). Enfin, le 25, il prend une décision énergique. Quatre étangs qui alimentent le canal de Briare ont été desséchés ; des digues ont été rompues ; on ignore les causes exactes de ces accidents. Un représen-

(1) Placard imprimé, du 8 frimaire (B. N. Lb⁴⁰ 3264).

(2) *Arch. parlem.*, t. LXXXI, p. 720.

(3) A. N. AF* II 121.

(4) A. N. AF* II 120.

tant du peuple se rendra donc sur les lieux ; il fera une enquête sévère, ordonnera « l'arrestation de tous ceux qui auront contribué à retarder et entraver la navigation..., donnera des ordres précis pour que le charbon de terre... arrive sans délai et sans obstacles, et pour que cette matière passe préféralement à toute autre », et fera punir ceux qui auraient sans autorisation changé la destination des charbons envoyés à Paris. Il rendra compte tous les cinq jours (1).

Deux décades suffirent au représentant Deydier pour rétablir la situation. Le 4 pluviôse, de Briare, il annonçait au Comité que 68 bateaux de charbons et 2 de fers, tous destinés à Paris, passeraient dans la journée par les écluses et promettait de ne rien négliger pour en expédier d'autres sans retard (2). Il tint parole. Pendant quelques semaines, le Comité disposa de ressources supérieures aux besoins de la manufacture de Paris ; le 13 pluviôse, il autorise la Commission des subsistances à retenir à leur passage, l'un à Corbeil, l'autre à Meudon, deux bateaux de charbon de Decize ; le 16, il met à sa disposition 25 des 48 bateaux qui viennent d'arriver, pour les vendre aux habitants de Paris (3). Le 2 ventôse, il lui accorde encore pour les distribuer aux ouvriers de Paris « les 10 bateaux de charbon de Decize qui ne lui sont pas dans ce moment d'une nécessité absolue... ». Le 4, Jullien, membre de l'Administration générale des armes portatives, annonce que 8 bateaux (6 de Decize, 2 de Saint-Etienne) sont arrivés l'avant-veille au port de Charenton et que deux seulement sont nécessaires à la fabrication : le Comité attribue le surplus à la Commission des subsistances. Le 8, il décide que l'Administration des armes portatives remettra à cette même Commission « l'excédent de ses besoins en charbon de terre », pour qu'elle puisse satisfaire aux demandes qu'elle reçoit « de tous côtés... pour la consommation de l'agriculture et des usines... ». Le 9, il lui accorde encore 10 bateaux de charbon.

(1) A. N. AF* II 121. Voir un arrêté relatif à ses dépenses, du 29 nivôse (Aulard, *Recueil*, t. X, p. 306) et son *Compte rendu*. (B. N. Le 39 222) : il dépensa en tout 609 l. 10 s.

(2) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 404.

(3) A. N. AF* II 121.

Le Comité s'applique à exercer un contrôle de plus en plus serré sur les arrivages et à déterminer les quantités qu'il est nécessaire d'obtenir. Plusieurs arrêtés du 23 ventôse réclament des états précis qui seront fournis dans les cinq jours par l'agent national de chaque atelier, par l'Administration des armes portatives (1) et par l'agent comptable du magasin des charbons. Le 25, il constate que des abus ont été commis : le charbon remis par l'Administration des armes portatives à la Commission des subsistances a été envoyé hors de Paris ; la fabrication des affûts et caissons en souffre ; il rapporte donc son arrêté du 8 ventôse. Désormais la Commission des armes et poudres disposera des charbons inutiles aux ateliers d'armes portatives ; ils ne seront délivrés « que sur des bons de l'Administration de la grosse artillerie et de l'Administration révolutionnaire des salpêtres et poudres » ; nul n'en recevra « qu'en raison des fournitures qui seront à faire » et les fournisseurs infidèles seront rigoureusement punis selon la loi.

Le même jour, le Comité, qui reçoit de toutes parts des plaintes sur la disette de charbon de terre et à qui personne n'apprend, malgré ses demandes réitérées, le nombre des bateaux qui arrivent chaque jour à Paris, enjoint à l'Administration des armes portatives de rendre compte dans les vingt-quatre heures des quantités reçues depuis le 20 ventôse ; par la suite, elle lui indiquera jour par jour « la quantité de bateaux de charbons arrivée, celle conservée pour la fabrication des armes portatives et celle mise à la disposition de la Commission des armes ».

Enfin, ayant appris que la pénurie dont souffrait Paris « venait moins du défaut de charbons dans les mines que du défaut de bateaux pour les transporter et de mariniers pour les conduire », il arrête que la Commission des subsistances rendra compte sous les trois jours des mesures qu'elle a prises pour réunir des moyens de transport suffisants. Le 30, il la somme de s'expliquer dans les quarante-huit heures, car les ouvriers occupés aux affûts, aux caissons, aux salpêtres,

(1) Un état est envoyé dès le 28 au Comité par Jullien, administrateur des armes portatives. (A. H. G. *Reg.* 22-a/1).

multiplient les demandes de charbons et « les travaux de l'artillerie se ralentissent ».

Le Comité réprime à l'occasion les empiétements des autorités locales : l'agent national du district de Nevers reçoit, le 3 germinal, l'ordre formel d'expliquer, dans les trois jours, l'arrestation de dix bateaux destinés à la capitale et de protéger, « sous sa responsabilité », la descente de tous les bateaux. Par contre, il soutient énergiquement les autorités locales lorsqu'elles collaborent au ravitaillement de Paris. Le District de Decize avait requis, le 12 pluviôse, les propriétaires et gardiens de bateaux de Decize de les amener au port de La Charbonnière ; or, « des hommes malintentionnés » refusaient d'obéir à cet arrêté. D'autre part, le citoyen Allaud, voiturier par eau, avait promis en brumaire de conduire à Paris 50 bateaux de charbon ; il n'en avait conduit que 3, « malgré des avertissements réitérés ». Enfin, le citoyen Breton, maire de la commune de La Charbonnière, avait détourné « l'effet des réquisitions des voitures de charbon... en les portant sur des objets semblables à la vérité, mais d'une urgence moins reconnue ». Le Comité prescrit, le 18 germinal, à l'agent national de vérifier les faits et de provoquer la punition des coupables, aux termes de la loi (1).

Cependant, la Commission des subsistances avait déterminé les causes de la rareté des bateaux. Elle provenait moins, dit l'arrêté du 25 germinal, « de la difficulté de se procurer des bras pour leur confection, que du monopole qu'exercent... des hommes qui, se disant marchands de houille, font des chargements de charbons de terre, déposent en route ces matières et trafiquent ensuite de leurs bateaux avec les marchands de vins qui leur en donnent un prix exorbitant ». Pour mettre un terme à cet abus, le Comité rend les municipalités riveraines responsables des retards que ces manœuvres apporteront dans les arrivages, défend « à tous marchands, propriétaires ou conducteurs de bateaux, qui auront fait charger de la houille avec destination, d'en faire faire le déchargement sur la route et d'y substituer des vins ou autres marchandises ». Quiconque aura vendu ou acheté

(1) A. N. AF* II 123.

un bateau chargé de houille pour y substituer d'autres matières « sera considéré comme entravant la circulation de l'intérieur et puni suivant la loi ». Les agents nationaux qui ne dénonceront pas les coupables « encourront les peines portées par l'article 4 de la 5^e section du décret du 14 frimaire (1) ».

Le Comité pressait d'autant plus l'approvisionnement des ateliers de Paris que la période des basses eaux approchait de nouveau et laissait prévoir la fermeture prochaine du canal de Briare. Il décide, le 27 germinal, d'encourager les mariniers « qui amèneront du charbon de terre à Paris à toute charge de leurs bateaux, pour en faciliter l'achat et les indemniser des frais de navigation ». Ses agents sur les mines pourront accorder des primes à ceux qui transporteront « une charge au-dessus de l'ordinaire », et il en fixe le maximum : 15 livres pour un chargement de 10 à 11 voies, 20 livres pour 9 voies, 25 livres pour 8 voies, 30 livres pour 7 voies, 35 livres pour 6 voies. Dans le même ordre d'idées, le 4 messidor, il astreint tout marchand ou conducteur qui expédiera à Paris, de Saint-Rambert ou de Roanne, des bateaux de vins, à prendre à Saint-Just (2) trois voies de charbon de terre par bateau « et trois nouvelles voies à Briare lors du dédoublement (3) ».

Un arrêté du 5 fructidor interdit encore « à tout voiturier ou conducteur de bateaux chargé d'amener des mines, charbons, métaux ou toute autre espèce d'objets destinés à la fabrication des armes, de distraire aucune partie de ces objets » sans ordre spécial de la Commission des armes ou du Comité (4).

A cette époque, « la fermeture des canaux de Briare et du Loing » et le manque d'eau dans celui d'Orléans risquaient de priver de charbon la fabrication des armes : la septième

(1) Peines prévues contre les fonctionnaires publics « coupables de négligence dans la surveillance ou dans l'application des lois » : privation du droit de citoyen pendant quatre ans et amende égale au quart du revenu annuel pour les fonctionnaires salariés ; « trois ans d'exclusion de l'exercice du droit de citoyen » pour les autres.

(2) Saint-Just-en-Ch valet (Loire).

(3) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 582 et 618, et t. XIV, p. 445.

(4) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 268.

Commission (1) fut autorisée, le 5 fructidor, à requérir « depuis Briare jusqu'à Saint-Mammès et dans les communes adjacentes, les chevaux, voitures et charretiers nécessaires au transport... » ; elle reçut l'ordre, le 12 vendémiaire suivant, d'organiser « sans délai, soit par ses moyens, soit par la voie de réquisition..., un service pour faire arriver à Paris et mettre chaque jour à la disposition de la Commission des armes 30 voies de charbon de terre, en attendant que la navigation du canal de Briare soit rétablie ». Le lendemain, le Comité lui permit de requérir 280 tombereaux à Paris ou de faire aménager d'autres voitures et mit à sa disposition 100 prisonniers de guerre qui recevraient 30 sols par jour. Le même jour il réclama de la Commission des armes, dans les trois jours, « un état contenant la quantité de charbon de terre existant dans chacun des ateliers de la manufacture de Paris et celle qui est nécessaire à leur consommation pendant quatre décades (2) ».

Ainsi, pendant de longs mois, la vigilance du Comité ne se démentit pas un seul instant. Dans l'ensemble, ses efforts furent couronnés de succès : lorsqu'il eut conjuré la crise du début, les ateliers de la capitale disposèrent d'approvisionnements suffisants.

II. — DÉVELOPPEMENT DE L'EXTRACTION.

Pour obtenir ce résultat, il avait fallu non seulement surveiller de très près les transports, mais encore développer la production des régions minières. Fidèle à ses méthodes d'action directe, le Comité employa des commissaires munis de pouvoirs étendus et choisis parmi des « artistes » exercés.

C'est ainsi qu'il envoie, le 4 nivôse, à Decize, Finet et Noyant l'élève de l'Ecole des mines Peltier, et, le 12, l'inspecteur Monnet à Brassac, Saint-Just, Saint-Rambert, et en général dans toutes les mines qui fournissaient à Paris « les charbons con-

(1) Commission des transports.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 267, et t. XVII, p. 196, 213, 217.

nus sous le nom de Forez et d'Auvergne » ; les autorités constituées devront leur procurer toutes facilités et ils rendront compte tous les cinq jours à la Section des armes du Comité. Un arrêté du 20 précise l'objet de leur mission. Il faut, par mois, 2.400 voies de charbon de terre pour l'approvisionnement de Paris, et 1.200 pour la fabrication des armes. Peltier tirera des mines de Decize 200 voies pour Paris, 100 pour les armes, et autant des environs de Moulins. Monnet fera envoyer de Brassac 500 voies pour Paris, 250 pour les armes et de Saint-Just 1.500 pour Paris, 750 pour les armes. D'autre part, il est essentiel « de rendre au commerce tout l'excédent du charbon qui sera exploité, comme aussi de prendre des mesures pour que cette exploitation ait toute l'extension possible ». Peltier et Monnet y veilleront ; ils s'assureront « avant tout » des quantités exigées pour Paris, mais le surplus « sera mis à la disposition de la Commission des approvisionnements ou distribué dans les communes (1) ».

Ainsi le Comité a le sentiment très net que la prospérité économique du pays dépendra dans une certaine mesure de l'utilisation rationnelle de ses ressources naturelles. Pour la préparer, il compte sur les savants dont il aime à s'entourer et il les aide de toute sa puissance. Il ordonne, le 8 ventôse, la prompte réparation aux frais de la République du chemin qui unit les mines de Brassac au port d'embarquement (2). Le 17 germinal, il affirme la nécessité de rétablir les mines de Fins et de Noyant, district de Montmarault, qui ont été « négligées » ; une pompe à feu dont la Nation avancera les frais y sera installée pour dessécher les travaux ; « les droits des concessionnaires seront examinés et vérifiés... ainsi que les actions qui appartiennent à la Nation, en cas de non-déchéance ». En fait, depuis la fin de vendémiaire, ces gisements étaient administrés par une *Commission des mines, établissements et arts*, créée par la Société populaire de Moulins et les autorités constituées de l'Allier (3).

Dans le même département, la Société populaire de Mont-

(1) A. N. AF* II 121.

(2) A. N. AF* II 123.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 424, et t. XVIII, p. 700 (arrêté du 24 frimaire an III).

luçon attira l'attention sur les mines de houille « de la meilleure qualité » qui existaient à Commentry. La Commission des armes la remercia le 27 floréal et invita la Commission des travaux publics à étudier un projet d'aménagement du Cher « qui établirait une communication très importante... jusqu'à Nantes ».

Le 30 prairial suivant, Gazeran, commissaire du Comité de Salut public dans l'Allier, fit un rapport sur le gisement de Commentry, mais il ne semble pas avoir été exploité sérieusement à cette époque (1).

Par contre, une avance de 12.000 livres fut consentie, le 12 messidor, aux entrepreneurs de Saint-Symphorien-de-Lay (district de Roanne), et les représentants du peuple établirent, le 15 fructidor, une *Commission des mines* à Rive-de-Gier dont les charbons allaient jusque dans l'Isère (2). En Saône-et-Loire, les charbons de Montcenis et de Blanzay approvisionnèrent les fonderies du Creusot et d'Autun (3).

Au sud du Massif central, un sérieux effort fut tenté pour tirer parti des mines de Carmaux qui alimentaient les ateliers du Sud-Ouest, et notamment les fonderies de Toulouse, Bordeaux, Ruelle, Rochefort. Le représentant Bô, le 13 floréal, les déclarait « inépuisables » : leurs charbons, bien exploités, vaudraient ceux de Newcastle ; mais il constatait « avec peine que l'extraction était bien au-dessous des besoins de la consommation » ; donnée à l'entreprise, « elle serait bien moins dispendieuse ». Il s'appliquait à ranimer les travaux, demandait des ouvriers instruits à l'armée des Pyrénées-Orientales, signalait, le 3 prairial, qu'une voie d'eau inondait la fosse principale : il était urgent que le Comité en fit ouvrir d'autres et envoyât sur les lieux un citoyen instruit. Le Comité char-

(1) A. N. F¹⁴ 2. Voir aussi une lettre du représentant Giraud, du 9 messidor an III (Aulard, *Recueil*, t. XXIV, p. 780).

(2) Pour les mines de Saint-Symphorien, voir les arrêtés du Comité des 12 messidor an II et 9 nivôse an III (Aulard, t. XIV, p. 616, et t. XIX, p. 150). Pour celles de Rive-de-Gier, voir *Invent. des Arch. dép.*, Isère, série L, t. II, p. 317, et arrêtés du Comité des 11 nivôse et 21 ventôse an III (Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 184, et t. XX, p. 791).

(3) Voir les arrêtés du Comité des 25 prairial et 18 fructidor an II, 11 frimaire et 21 nivôse an III (Aulard, t. XIV, p. 284 ; t. XVI, p. 509 ; t. XVIII, p. 447, et t. XIX, p. 397).

gea en effet, le 17 messidor, la Commission des armes d'envoyer sans délai à Carmaux un ingénieur des mines qui aiderait les propriétaires « de toutes ses lumières », s'efforcerait de dessécher la houillère inondée et d'augmenter l'extraction. Il répartirait la houille entre les ateliers de la région proportionnellement à leurs besoins et veillerait « à ce que les réquisitions relatives aux besoins de l'agriculture soient servies avec réserve et n'entravent point l'approvisionnement des armées ».

L'importance de ces mines pour les départements de l'Ouest et du Midi était telle que de Bordeaux, le 6 thermidor, le représentant Garnier (de Saintes) indiquait la nécessité d'en laisser la direction au citoyen Solages, « ci-devant noble et accusé d'avoir deux enfants émigrés », qu'un arrêté du Comité de Sûreté générale venait de traduire à Paris, si toutefois les faits reprochés n'étaient pas d'une nature grave. Il le croyait persécuté par l'envie et affirmait que grâce à ses talents « précieux » la mine allait « donner l'existence à plus de 3.000 ouvriers sans pain ». De Nantes, le 11 du même mois, Bô déclarait à son tour ne voir aucun inconvénient à ce qu'on mit Solages en réquisition pour rétablir l'exploitation (1). Vers la fin de l'an II, les fosses étaient ouvertes et le Comité autorisait la Commission des armes à y employer 300 déserteurs ou prisonniers de guerre (2).

Pour suppléer dans une certaine mesure à l'insuffisance des mines de Carmaux, le représentant Bô avait aussi attiré l'attention du Comité sur celles de Cransac, situées dans l'Aveyron, à une heure de distance du Lot et qui étaient en pleine activité (3).

Les ports, les arsenaux et les fonderies de la Basse-Loire et de la Bretagne étaient approvisionnés par les mines de Montrelais (district d'Ancenis). Mais plusieurs actionnaires avaient émigré et au début de l'an II les entrepreneurs restés à leur poste étaient en conflit avec le Département, chargé par le Comité de Salut public de rétablir et accélérer

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 231 et 686; t. XIV, p. 735; t. XV, p. 412 et 508.

(2) A. N. AF* II 132 b.

(3) Lettres des 3 prairial, 15 messidor et 11 thermidor (Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 686; t. XIV, p. 699, et t. XV, p. 508.

les travaux. Le 10 brumaire, le Conseil exécutif provisoire décida d'y envoyer l'ingénieur des mines Laverrière. Puis les insurgés vendéens saccagèrent les installations, et il semble que l'exploitation ait été suspendue pendant de longs mois. Le 8 prairial seulement, le Comité mit en réquisition permanente les ouvriers, chargea le District, la municipalité et les commissaires des guerres de leur assurer des subsistances, en particulier des rations de pain d'une livre et demie par tête. Le même jour, il y envoyait quatre compagnies de pionniers de l'armée de l'Ouest pour les travaux « de l'intérieur » et la réparation du chemin qui menait à Ingrande (1).

Mais les Chouans menaçaient de revenir et d'égorger les ouvriers. Le représentant Bô demandait, les 3 et 4 messidor, qu'on plaçât à Montrelais un poste militaire. Il annonçait, le 15, qu'il avait rassemblé à Nantes « tous les outils et autres objets nécessaires » au rétablissement des mines ; « sous quelques jours, ajoutait-il, l'extraction recommencera, mais elle ne sera pas de sitôt abondante comme elle l'était ; cependant les besoins des ateliers augmentent par l'activité qu'on y porte ; je suis obsédé de demandes et l'approvisionnement baisse ». Le Comité ordonna, le 24 thermidor, d'installer aux mines de Montrelais une garnison de 2 ou 300 hommes ; il ne semble pas que cet arrêté ait été exécuté, car le représentant Bézard signalait, le 22 brumaire suivant, que les sapeurs détachés à Montrelais, exposés nuit et jour aux coups de fusils des Chouans, étaient absolument sans armes (2). Néanmoins l'exploitation se poursuivit. Le Comité ordonna, le 24 frimaire (3) d'établir un service constant de six voitures pour transporter le charbon à Ingrande et décida, le 3 nivôse, que les deux tiers de l'extraction seraient réservés à la marine et le reste au commerce et à l'agriculture (4).

Dans la même région, le Comité avait, le 23 germinal an II, autorisé les citoyens Gaudin fils et C^{ie} à reprendre à leur compte

(1) Port d'embarquement sur la Loire.

(2) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 144 ; t. XIII, p. 770 ; t. XIV, p. 441, 457 et 699 ; t. XVI, p. 23, et t. XVIII, p. 100. (Voir aussi lettre du représentant Ingrand, du 3 fructidor, *ibid.*, t. XVI, p. 242.

(3) A. N. F¹² 1305 a.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 42.

les mines de Languin, près de Nort, que les héritiers Jarry ne pouvaient plus exploiter faute de fonds, bien qu'elles fussent « d'une utilité indispensable » pour alimenter les fonderies de la marine, l'agriculture et les arts. Il s'intéressa aussi aux mines de Saint-Georges-Châtelais, district de Vihiers, département de Mayenne-et-Loire, et ordonna, le 3 brumaire an III, d'y établir « une garde suffisante en cavalerie et infanterie » pour protéger les machines, les ouvriers, les chevaux et les transports nécessaires à leur exploitation « contre les incursions et les dévastations des brigands de la Vendée (1) ». Enfin un arrêté général du 18 messidor an II avait requis les mineurs d'Anzin et Fresnes, réfugiés dans les districts d'Amiens, Arras ou autres environnants, pour être envoyés à Ancenis, puis répartis entre les mines de Nort, Montrelais et Saint-Georges (2).

Dans le Finistère, Jeanbon Saint-André mit en régie les mines de Carhaix : quelques actionnaires avaient émigré, les autres résidaient à Paris et les ouvriers, maltraités, mouraient de faim (3).

En Normandie, les gisements les plus importants furent sans doute ceux de Littry dans le Calvados. Ils alimentaient notamment la fonderie de Romilly et celle du citoyen Orford près de Rouen, les établissements de Chandai (Orne), de Bêru et de Saint-Lô et pouvaient en outre, au début de l'an III, fournir 3.000 quintaux par mois à la Commission des armes pour ses ateliers (4). On tira aussi quelques ressources des mines d'Isigny et Entrevernes que Gaspard Monge fut chargé de visiter le 1^{er} vendémiaire an III, pour chercher les moyens d'augmenter leurs produits et de satisfaire aux besoins de la fonderie de Romilly (5).

Dans le Nord de la France, pour alimenter les fonderies et ateliers d'armes, on ne disposait, depuis l'occupation du district de Valenciennes par l'ennemi, que des mines

(1) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 535, et t. XVII, p. 593.

(2) *Ibid.*, t. XIV, p. 735.

(3) Lettre du 17 ventôse an II au Comité (Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 587).

(4) Voir les arrêtés du Comité des 7 frimaire et 7 prairial an III (Aulard, t. XVII, p. 362, et t. XXIII, p. 547).

(5) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 21.

d'Hardinghem et Rety, exploitées aux environs de Boulogne-sur-Mer par les citoyens Cazin et C^{ie} (1). Le 26 germinal, le Comité requit jusqu'à nouvel ordre tous les ouvriers qui s'y trouvaient employés, et plus tard, le 28 vendémiaire an III, il pressa les représentants à l'armée de Sambre-et-Meuse d'y renvoyer des ouvriers mineurs, car leur inactivité était « très préjudiciable aux besoins actuels de la République (2) ».

Mais leur rendement était assez médiocre. Aussi le Comité apprit-il avec joie la délivrance des puissantes mines du district de Valenciennes et s'empressa-t-il de les réorganiser. Le 10 fructidor, le représentant J.-B. Lacoste lui annonce la capitulation de Valenciennes : « Les mines... seront fidèlement remises aux troupes de la République, sans qu'il en soit distraît aucun objet... » Le 22, le Comité enjoint à la Commission des armes de lui rendre compte, « dans le plus bref délai possible », de l'état de ces mines, « ainsi que de la manière dont elles sont exploitées et des mesures propres à en accélérer l'exploitation ». Le 24, J.-B. Lacoste indique que les mines de Vieux-Condé et d'Anzin « sont de la plus grande conséquence et doivent être sur-le-champ remises dans la plus grande activité ». Mais il ajoute, le deuxième sans-culottide, que les villages de Fresnes et d'Anzin ont été totalement ravagés. Par contre, il annonce qu'il a trouvé vingt bateaux de charbon sur la rivière et 150.000 mannes sur le carreau des fosses. « De toutes parts, on y accourt en foule pour en avoir ; faut-il en conserver pour Paris ? » — « Il n'y a pas de doute, lui répond Carnot le 1^{er} vendémiaire suivant, que vous ne deviez prendre... tous les moyens de ranimer les manufactures et l'exploitation des mines de charbon (3). »

Dès le 13 fructidor, la Commission des armes et poudres pressait l'Agence des mines d'envoyer un inspecteur ou un ingénieur dans le district de Valenciennes pour restaurer l'exploitation ; le 14, l'ingénieur Mathieu était désigné et recevait des instructions précises. La plupart des actionnaires d'Anzin

(1) Leur concession fut confirmée par arrêtés des 26 nivôse et 8 messidor an III (Aulard, t. XIX, p. 493, et t. XXIV, p. 735).

(2) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 597, et t. XVII, p. 526.

(3) *Ibid.*, t. XVI, p. 370, 583, 620, 776-9, et t. XVII, p. 25.

ayant émigré, l'entreprise fut gérée pendant plusieurs mois au compte de la République (1).

En somme, jusqu'à la fin de l'an II, le Comité de Salut public ne disposa, pour alimenter les innombrables ateliers d'armes et de salpêtres, que de ressources médiocres, dispersées, souvent mal exploitées. Dans la région de Saint-Etienne, comme dans l'Allier, beaucoup de petits propriétaires se bornaient à gratter les couches superficielles avec des procédés et des moyens d'action rudimentaires. Les compagnies privilégiées de l'ancien régime avaient eu à souffrir des passions révolutionnaires : les registres de celle de Rive-de-Gier, par exemple, avaient été brûlés sur l'ordre du représentant Javogues : « Vous avez été longuement opprimés par une compagnie de brigands, qui vous volaient impunément, écrivait-il à la municipalité le 22 septembre 1793 ; la Révolution vous débarrasse de ce fléau (2). »

III. — RÉORGANISATION ADMINISTRATIVE.

Le Comité n'ignorait pas cette situation désastreuse. Il ne s'était pas contenté de pourvoir aux besoins du moment, de ravitailler les industries de Paris et des départements. Bien que le décret du 22 octobre 1793 (3) eût confié à la Commission des subsistances et approvisionnements les mines enlevées au ministre de l'Intérieur, le Comité s'appliqua de son côté à recueillir des informations directes sur les richesses du sous-sol national, sur l'état présent de leur exploitation et sur les espérances que l'on pouvait concevoir pour l'avenir.

Une circulaire du 18 brumaire aux Districts leur prescrivit d'envoyer, dans un court délai, « à la Section des armes » l'état des mines de charbons exploitées ou non, et d'indiquer

(1) A. N. F¹⁴ bis 7820.

(2) Galley, ouvrage cité, t. II, p. 207-8. Voir aussi l'arrêté du 18 frimaire an III qui envoie le représentant Lemoyne en mission dans la Loire (Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 575).

(3) P. V., t. XXIV, p. 30-34.

la nature de leurs produits et l'emploi qu'on en faisait (1). Le 20 pluviôse, le Comité somme ceux qui n'ont pas encore obéi de s'exécuter dans les dix jours (2). Le 9 germinal, il laisse aux agents récalcitrants un dernier délai de cinq jours, passé lequel il leur appliquera la loi du 19 vendémiaire (3). Muni de renseignements précis, le Comité sentit « l'utilité de s'occuper sans délai du rétablissement des mines et minières... ». Le 24 ventôse, il enjoignit à la Commission des subsistances « de présenter le plus tôt possible une nouvelle organisation de l'Ecole des mines », conforme aux principes républicains et de faire traduire avec exactitude, à l'usage des élèves, « les meilleurs ouvrages allemands sur la science des mines (4) ».

Bientôt, le décret du 12 germinal rattacha ce service à la Commission des armes. Pendant quelques décades, les mines furent confiées d'abord à l'Administration des armes portatives, puis, lorsqu'elle eut été remplacée le 1^{er} prairial par une Agence, à la Commission des armes elle-même, à titre provisoire (5). Déjà, en effet, le Comité se préoccupait de leur donner une organisation solide et autonome. Il ne lui suffisait plus de satisfaire tant bien que mal aux besoins du moment ; il songeait à l'avenir ; il voulait mettre en œuvre, selon un programme raisonné et avec le concours des lumières de la science, toutes les ressources du sous-sol français.

Le 27 floréal, il invite Hassenfratz et Fourcroy à présenter leurs vues sur la création d'une Agence des mines qui serait subordonnée à la Commission des armes et poudres, et à « proposer tous les moyens... pour la plus prompte installation et le meilleur travail de cette Agence (6) ». Le 4 prairial,

(1) A. D. Yonne, L. 512. Il y a en réalité deux circulaires, presque identiques, du même jour ; elles émanent du *Bureau de la fabrication extraordinaire des armes*.

(2) A. N. AF* II 121.

(3) A. N. AF* II 123.

(4) A. N. AF II 79, d. 587.

(5) Voir les lettres adressées les 20, 22 et 23 floréal à la Commission du commerce par celle des armes au sujet du transfert des archives et des employés des mines — et une circulaire du 22 aux Districts pour leur annoncer ce changement (A. N. F¹⁴ 2 et A. D. Yonne, L. 512). — Voir aussi dans Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 716, un arrêté pris le 5 prairial par le Comité.

(6) A. N. AF* II 123.

Prieur rappelle à Paris, sans délai, l'inspecteur Gillet et l'ingénieur Lefèvre qui avaient été adjoints, pour les fonderies de canons, aux représentants Romme et Deydier (1). Enfin, le 13 messidor, le Comité crée une Agence des mines, composée de trois membres qu'il nommera. Elle dirigera des inspecteurs, des ingénieurs et des élèves. Elle correspondra directement avec les concessionnaires et tous les citoyens exploitant des mines. Elle s'occupera de l'extraction et du traitement des minerais, terres et pierres de toute nature, « de l'exploitation des combustibles fossiles, tels que charbons de terre..., pétrole, tourbe, soufre..., et de leur préparation », de l'exploitation du sel commun, tiré du sein de la terre, des sources salées ou des eaux de la mer, de l'extraction, préparation et purification des sels fossiles et oxydes métalliques, tels que les sulfates de soude, de magnésie, d'alumine, de zinc, de fer, de cuivre, les oxydes de plomb, de cuivre, de fer, etc., excepté le salpêtre et la potasse ». Placée sous l'autorité de la Commission des armes et poudres, elle lui adressera régulièrement des états de situation, lui proposera « les concessions à accorder, les avances à faire et les encouragements à donner ». Enfin elle publiera un *Journal des mines*, « d'après les programmes... approuvés par le Comité de Salut public (2) ».

L'inspecteur des mines Gillet et l'ingénieur Lefèvre furent nommés membres de l'Agence le 16 messidor. Daubancourt, ci-devant membre de l'Agence révolutionnaire des salpêtres, supprimée par décret du 26, leur fut adjoint le 29. Il fut éliminé au lendemain de la chute de Robespierre. Le 26 thermidor, le citoyen P.-A. Adet le remplaça (3) : il avait déjà surveillé à Paris, pour le compte du Comité, les travaux de l'artillerie. Mais, appelé à représenter la République à Genève, il quitta bientôt l'Agence (4). L'inspecteur Lelièvre lui succéda, le 1^{er} vendémiaire an III (5).

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 697-8.

(2) *Journal des mines*, n° 1 (an III).

(3) A. N. AF* II 132b et Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 709; t. XV, p. 248, et t. XVI, p. 72.

(4) Il est à Genève dès le 20 septembre 1794 (Kaulek, *Papiers de Barthélemy*, t. IV, p. 288 et 313.

(5) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 22.

En vertu d'un arrêté du 18 messidor, l'Agence devait avoir sous ses ordres huit inspecteurs, aux appointements annuels de 6.000 livres, et douze ingénieurs à 3.000 livres. Ils seraient choisis par le Comité sur la proposition de l'Agence, « parmi les anciens inspecteurs ou ingénieurs, ou parmi les directeurs des travaux des mines ou autres qui auraient les connaissances nécessaires... ». Un examen public, ouvert à « tous les citoyens qui ont des connaissances relatives à la métallurgie, à la docimasie et l'exploitation des mines » permettrait de recruter quarante élèves.

Le territoire de la République sera divisé en huit arrondissements minéralogiques. Chacun d'eux sera parcouru tous les ans pendant huit mois, du 1^{er} ventôse au 30 vendémiaire, par un inspecteur et un ingénieur accompagnés chacun de deux élèves. « ...Les quatre ingénieurs restants remplaceront les inspecteurs et les ingénieurs malades ou qui seraient employés à d'autres fonctions par le gouvernement » ; au besoin, l'Agence les enverra « dans les arrondissements où les travaux des mines seront dans la plus grande activité ».

Inspecteurs et ingénieurs devront visiter les mines exploitées, les fonderies et tous les établissements analogues, donner des conseils et des avis, veiller à la solidité des travaux et à la sûreté des ouvriers, instruire les élèves. « Ils lèveront les plans des travaux déjà faits dans les mines », reporteront sur des cartes leurs découvertes, décriront les procédés employés dans les usines et les manufactures qui dépendent des mines, en dessineront les machines et les fourneaux. Ils tiendront un journal de leurs opérations. Ils enverront tous les jours à l'Agence leurs journaux, mémoires et dessins.

De retour à Paris, ils « se réuniront deux fois par décade pour former une conférence sur les mines » qui étudiera notamment les moyens d'améliorer et de développer l'exploitation. « Ils rédigeront les observations qu'ils auront faites dans leur tournée ; ils feront les expériences qui en seront la suite ; ils feront l'essai des substances que l'Agence leur donnera à essayer. »

En outre, les inspecteurs professeront à Paris, du 16 brumaire au 14 pluviôse, « quatre cours publics et gratuits dont chacun comprendra deux leçons par décade : sur la

minéralogie et la géographie physique, sur l'extraction des mines, sur la docimasia ou l'essai des mines, sur la métallurgie ou le travail des mines en grand.

Quant « aux élèves », pendant les quatre mois d'hiver, l'Agence les enverra « à l'une des mines les plus exploitées de la République, pour y prendre des leçons de pratique ».

Enfin, la maison destinée à la conférence des mines recevra « une bibliothèque de lithologie, de minéralogie, docimasia et métallurgie, un cabinet de modèles de fourneaux et de machines servant à l'exploitation des mines, un cabinet de cartes et dessins des mines et des gîtes de fossiles, un dépôt de manuscrits et mémoires relatifs à l'histoire des minéraux, un cabinet de minéralogie contenant toutes les productions du globe... et de la République..., enfin un laboratoire pour les essais (1)... ».

Le Comité de l'an II n'eut pas le temps de réaliser pleinement ce vaste programme, mais il en ébaucha l'exécution.

Dès les 3 et 4 vendémiaire an III, l'Agence des mines entra en rapports avec tous les directeurs d'exploitations ; elle leur envoyait des modèles d'états décadaires à fournir régulièrement, à compter du premier jour de l'an III ; elle les invitait, en outre, à indiquer le plus tôt possible l'état actuel de leurs travaux, les quantités extraites, et à faire passer des échantillons pour former une collection générale des minéraux de la République. « La Convention nationale a senti, disait-elle, combien il serait avantageux pour la République de donner à l'exploitation de ses mines la plus grande activité : elle veut les éclairer et les encourager (2). »

Par ailleurs, le Comité se préoccupa de réunir sous les ordres de l'Agence un personnel d'élite. Il demande à la Commission des armes, le 21 messidor, « un tableau indicatif de toutes les sortes de places et de tous les genres d'emplois qui existaient ou existent actuellement pour l'exploitation des mines, telles que places de professeurs, ingénieurs, inspecteurs, élèves ou autres ». Le 30, il désigne sept inspecteurs, les citoyens Duhamel père, Besson, J.-H. Hassenfratz, Faujas

(1) *Journal des mines*, n° 1 (an III), et Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 750.

(2) *Ibid.*, n° 1 (an III).

Saint-Fond, Schreiber, Vauquelin, Lelièvre. Le huitième, Monnet, ne fut nommé que le 26 fructidor ; le même jour, l'ingénieur Baillet-Belloy remplaça Besson, démissionnaire. Plus tard, le 5 brumaire an III, le citoyen Picot succéda à Lelièvre, devenu membre de l'Agence, et le terroriste Hasenfratz, destitué le 20 ventôse an III, fut remplacé le 9 floréal par l'ingénieur Guillot-Duhamel fils (1).

Douze ingénieurs furent aussi nommés le 30 messidor an II. Ce furent les citoyens Anfry, Mathieu (de Valenciennes), Blavier, Muthuon, Duhamel fils, Henry Lenoir, Miché, Baillet-Belloy, Laverrière, Giroud, Odelin et Mathieu (de Montauban). Quelques mutations se produisirent par la suite. Baillet et Duhamel fils, promus inspecteurs, eurent pour successeurs les citoyens Brongniart et Renaux, directeur des mines d'Alais. Ce dernier se refusa et fut remplacé à son tour, le 7 prairial, par l'élève Cavillier. Anfry et Odelin, démissionnaires, furent remplacés, les 9 floréal et 13 messidor an III, par Dolomieu et Pelletier (2).

Il fut, semble-t-il, plus difficile de recruter des élèves. Les deux premiers, Brochant et Trémery, furent nommés le 8 vendémiaire an III. Le 15, trente-huit places restaient vacantes. On voit apparaître ensuite dans les documents les citoyens Renaux, Cavillier et Pelletier, qui très vite devinrent ingénieurs (3). Pourtant des concours furent organisés sans tarder. Le 16 fructidor, le Comité décide que le premier aura lieu à Paris, du 20 au 30 courant, et en fixe le programme ; des concours analogues seront ouverts pendant la dernière décade de chaque mois, jusqu'au 30 pluviôse an III (4). Des décisions particulières des 23 brumaire, 23 frimaire, 9 floréal et 14 floréal, admirent à subir les épreuves les citoyens Depuche, ci-devant noble, J.-J. Drappier, sergent-major au premier bataillon de Chartres, Champeaux, adjoint du génie et J.-B.-E. Decressac (5). Un arrêté du 9 pluviôse

(1) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 29 et 258-9 ; t. XVI, p. 642-3 ; t. XVII, p. 627 ; t. XX, p. 773, et t. XXII, p. 496.

(2) *Id.*, *Recueil*, t. XV, p. 259, t. XVI, p. 642, t. XXII, p. 496, t. XXIII, p. 496 et 548, t. XXV, p. 37.

(3) *Id.*, *Recueil*, t. XVII, p. 135, et t. XXII, p. 496.

(4) *Journal des mines*, n° 1, et Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 467-8.

(5) Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 105 et 679 ; t. XXII, p. 496 et 611.

avait interdit, en effet, à tout citoyen « déjà attaché à un service public » de se présenter au concours sans l'autorisation expresse du Comité de Salut public. Il résulte d'un arrêté du 21 ventôse an III qu'il existait à cette date au moins 27 élèves des mines, et de la date de certaines des autorisations que nous venons de signaler, on peut conclure avec certitude que des concours eurent lieu même après le 30 pluviôse an III (1).

En même temps qu'il recrutait un personnel d'élite, le Comité pressa l'installation et l'organisation de l'Agence. Le 24 messidor an II, il lui accorde, rue de l'Université, la maison Périgord pour y loger ses bureaux et la maison Monchy pour y établir les salles de la conférence et des cours publics, la bibliothèque et les cabinets de modèles. Il intervient à deux reprises, le 17 fructidor, puis le 1^{er} sans-culottide, pour faire exécuter cet arrêté. Il attribue à l'Agence, le 26 fructidor, « la collection minéralogique du citoyen Guettard », qui se trouve « partie dans les greniers de la ci-devant Académie des sciences, partie dans son cabinet ». puis, le 28, « les livres de minéralogie, métallurgie et chimie, les manuscrits et modèles relatifs aux mines, provenant de la bibliothèque ou du cabinet de Dietrich, ci-devant maire de Strasbourg ». Elle est autorisée, le 9 frimaire an III, à acquérir le cabinet de minéralogie du citoyen Joubert (2). Dès le 15 thermidor, les citoyens Haüy, secrétaire de la Commission des poids et mesures, et Macquart avaient été nommés « conservateurs de la collection de minéralogie (3) ».

Enfin, un *Journal des mines* commença à paraître le 1^{er} vendémiaire an III, et la solidité de sa documentation lui valut un grand succès, même à l'étranger (4).

Ainsi la réorganisation des services des mines fut l'œuvre du Comité de l'an II. Il en arrêta les grandes lignes de ven-

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 726, et t. XX, p. 790.

(2) *Id.*, *Recueil*, t. XV, p. 109 ; t. XVI, p. 642, 691, 751, et t. XVIII, p. 424.

(3) *Id.*, *Recueil*, t. XV, p. 603.

(4) 54 numéros se succédèrent, de mois en mois, sans interruption, jusqu'en ventôse an VII. La publication fut reprise en l'an IX grâce à Chaptal, ministre de l'Intérieur. Le *Journal* fut remplacé plus tard par les *Annales des mines*. — Dès l'an III, il fut imité par le *Journal des arts et manufactures*.

tôse à messidor. Les mesures essentielles datent du temps où Prieur dirigeait la Section des armes. Fourcroy, qui poursuivait son œuvre en l'an III, et Hassenfratz, proscrit à la même époque, furent à la fois ses confidents et ses inspirateurs. Au reste, le corps des mines avait fourni au Comité de l'an II quelques-uns de ses plus précieux collaborateurs. Bon nombre de ceux qui furent placés à la tête de l'organisation nouvelle avaient joué un rôle considérable, soit à Paris comme Hassenfratz et Adet, soit dans les départements comme Gillet, Lefèvre et Vauquelin.

Bref, en pleine tourmente révolutionnaire, à une époque où la guerre faisait rage sur toutes les frontières, le Comité sut découvrir et utiliser le véritable talent. Il jeta les bases d'institutions qui devaient en des temps meilleurs assurer le développement de ressources à peine soupçonnées jusqu'alors et affranchir la France dans le domaine économique comme dans l'ordre politique.

CHAPITRE XI

Le Problème du Salpêtre et des Poudres

I. — LA DÉTRESSE EN AOÛT 1793.

L'immense effort d'armement auquel présidait le Comité de Salut public fût resté vain s'il n'eût par ailleurs découvert les moyens de fabriquer en peu de temps de fortes quantités de poudres de guerre. Le problème fut l'un des plus angoissants qu'il ait eu à résoudre. « En révolution militaire, disait Barère le 23 août, après la pain vient la poudre. »

La Régie des poudres et salpêtres, créée en 1775 par Turgot, avait eu des débuts assez heureux (1). L'activité intelligente de ses premiers chefs, dont le plus illustre fut Lavoisier, porta la production nationale des salpêtres de 1.600.000 livres en 1775 à 3.770.000 en 1788, améliora la fabrication des poudres et reconstitua les approvisionnements de guerre.

Survint la Révolution. La loi du 23 septembre 1791 (2) maintint les règlements en vigueur, ramena de quatre à trois le nombre des régisseurs, organisa le recrutement et l'avancement de leurs employés avec le souci de former un personnel instruit et expérimenté. En 1793, les trois régisseurs nationaux, qui relèvent du ministre des Contributions publiques, résident à Paris, à l'Arsenal : Faucheux et Champy avaient gravi successivement tous les échelons de la hiérarchie ; Dufourny devait son poste autant à ses talents qu'à son rôle politique (3). Dans les départements, 47 commis-

(1) Voir Grimaux, *Lavoisier*.

(2) Sanctionnée le 19 octobre.

(3) Membre très actif du club des Jacobins et président du Département de Paris.

saires, surveillés par deux inspecteurs généraux et deux inspecteurs particuliers, dirigent les opérations d'un grand nombre de salpêtriers, des raffineries et des poudreries (1).

Mais quels que fussent le mérite de ses chefs et la valeur de son personnel, la Régie succombait à la tâche. Elle n'était pas outillée pour subvenir aux besoins d'une guerre générale contre l'Europe coalisée et ses moyens d'action se trouvaient restreints à l'heure où il eût fallu les multiplier. Elle tirait de l'Inde la majeure partie de ses salpêtres, à cause de leur bas prix, mais les croisières anglaises interceptaient les convois, ou du moins nuisaient à la régularité des arrivages. La fouille des terrains des maisons en fournissait aussi ; la loi du 23 septembre 1791 avait maintenu les règlements de l'ancien régime ; s'il était interdit aux salpêtriers brevetés de pénétrer dans les lieux d'habitation sans la permission des citoyens, ils avaient conservé dans leurs arrondissements respectifs le droit de fouiller les écuries, les bergeries, les colombiers. Mais les mesures prises par la Régie, au temps de Turgot, pour alléger les charges des paroisses, n'avaient pas diminué l'horreur qu'inspirait le privilège des salpêtriers. Les répugnances des populations furent plus fortes que les lois ; les salpêtriers, sans appui auprès des autorités locales élues, furent impuissants à remplir leur office. Bref, la récolte nationale du salpêtre « tomba de beaucoup par les résistances de l'esprit de liberté contre toute espèce de vexation (2) ».

« Le salpêtre manque », avouait Barère dans son grand discours du 23 août, et déjà il affirmait la nécessité de lessiver le sol de toutes les caves. En effet, au 1^{er} août 1793, les magasins de la marine à Dunkerque, Le Havre, Saint-Malo, Brest, Lorient et Rochefort ne renfermaient que 459.923 livres de poudres. Ce chiffre ne comprenait pas, il est vrai, les quantités embarquées ou réparties dans les batteries côtières. Il n'en restait pas moins que les réserves étaient insignifiantes ou nulles : à Cherbourg, par exemple, 50 milliers de poudre,

(1) Etat nominatif envoyé par le ministre et reçu par la Convention le 9 septembre 1793 (*Arch. parlem.*, t. LXXIII, p. 555 et 609-17).

(2) *Souvenirs* de Prieur de la Côte-d'Or.

regus depuis peu, avaient été absorbés sur-le-champ par l'armement de douze vaisseaux, la restitution partielle d'avances consenties par les services de la Guerre et l'envoi de 2 milliers à Granville (1). Lorsque les royalistes eurent livré aux Anglais Toulon et la flotte de la Méditerranée, le 28 août, la marine républicaine se trouva réduite à l'impuissance.

Sur terre, la situation n'était pas moins alarmante. Un état, très détaillé, qui fut remis au Comité de Salut public le 25 août, porte à 13.977.345 livres de poudre l'approvisionnement total des places fortes de la République (2). Sans doute, ce document présentait des lacunes, mais le témoignage de Prieur (de la Côte-d'Or) est formel. « Nous n'avions pas, écrit-il dans ses *Souvenirs*, le quart de la poudre qu'eût exigé l'approvisionnement de nos places fortes. » Il évaluait à 80 millions de livres les quantités nécessaires pour ce seul objet. Il fallait, en outre, pourvoir aux énormes besoins des armées de terre, prévoir l'inévitable accroissement de consommation qui résulterait de l'entrée en ligne de centaines de milliers d'hommes inexpérimentés.

Où se procurer les moyens de remplir les arsenaux épuisés ? Il eût été vain de compter sur le commerce extérieur. La supériorité, désormais incontestable, des flottes anglaises rendait précaires les communications avec les Indes et l'Amérique du Nord. La coalition assiégeait toutes nos frontières terrestres. Genève et les cantons suisses, dont la neutralité n'était, en général, rien moins que bienveillante, offraient peu de ressources ; et il était à peu près impossible de tirer quelque chose de l'Allemagne ameutée contre nous. La contrebande n'introduirait en France que des quantités dérisoires de poudres ou de matières premières : salpêtres, potasse, soufre.

Force était donc de s'en tenir aux produits de l'industrie nationale. Or, la Régie avouait officiellement son impuissance. Une note du 4 août résume sans ambages la situation (3). Au 1^{er} janvier 1793, les magasins de la Guerre renfermaient

(1) A. N. D^{XLV} 1. Etat signé du ministre Dalbarade.

(2) A. N. D^{XLV} 1.

(3) A. N. A^{FII} 9, d. 55.

18.132.516 livres de poudre, ceux de la Marine 2.910.000. Du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet, la Régie a livré 1.401.171 livres de poudre à la Guerre, 306.900 livres à la Marine. L'approvisionnement total s'est donc élevé à 22.750.787 livres. Or, pendant la campagne de 1792, 2.274.426 livres ont été dépensées ; en supposant une consommation double pour les sept premiers mois de 1793, il doit rester en magasin 18.201.935 livres. La Régie espère pouvoir fabriquer encore 4.976.901 livres de poudre : 3.476.901 avec ses réserves de salpêtres, 1.500.000 avec les produits de la récolte nationale pendant les derniers mois de l'année. On attend en outre, de jour en jour, 600 milliers de salpêtres de l'Inde : achetés à Hambourg et Amsterdam avant la guerre, ils ont été embarqués sur des vaisseaux neutres et sont « assurés ». D'autre part, l'agent de la République à Copenhague a reçu l'ordre d'acquérir « plusieurs parties de cette matière arrivées récemment dans les ports du Danemark et qui doivent être mises en vente ce mois-ci, jusqu'à concurrence de 1.200 milliers, *si cela se peut* (1) ». Enfin le ministre des Contributions publiques fera acheter « les parties qui pourront se présenter dans nos ports ».

Mais le Comité savait à quoi s'en tenir sur la sécurité présumée des transports par mer ; d'autre part, la surabondance même du salpêtre n'eût pas tari ses inquiétudes : la Régie fabriquait par an 4.500.000 livres de poudres ; elle avait plus que doublé sa production antérieure, et elle déclarait formellement qu'il lui était impossible « de la porter plus loin ».

Il est aisé de concevoir l'angoisse qui étreignit les membres du Comité de l'an II lorsqu'ils mesurèrent l'immensité du péril qui menaçait à brève échéance la République. Nul secours à attendre du dehors. L'épuisement des arsenaux, l'incertitude des approvisionnements de matières premières, l'insuffisance des moyens de fabrication, tout devait contribuer à semer dans leurs âmes le doute et le découragement. Devrait-on, faute de munitions, jeter bas les armes, négocier, subir la loi des tyrans coalisés, consentir à l'humiliation de

(1) Voir aussi, à ce sujet, une note de la Régie, reçue le 21 août par le Comité (A. N. AF* II 128).

la France, à son démembrement, à la ruine de la liberté et de l'égalité ? Républicains et patriotes, les hommes du Comité de l'an II repoussèrent avec horreur l'idée d'une capitulation de la France révolutionnaire devant l'Europe monarchique. La Nation leur avait remis le soin de la sauver ; ils firent confiance à la Nation. Ils eurent le sentiment très net qu'un peuple libre est invincible ; le pays qui se levait en masse à leur appel saurait fournir à ses défenseurs les armes et les matières qui forceraient la victoire ; il suffirait de mettre en œuvre, méthodiquement, les ressources inépuisables du sol français, l'ardeur de ses habitants, le génie de ses savants.

II. — LA LOI DU 28 AOÛT 1793 ET SON APPLICATION.

Tout de suite, le Comité réclama de la Régie un nouvel effort. Le 28 août, cinq jours après le décret qui organisait la réquisition des jeunes citoyens et la fabrication extraordinaire des armes, la Convention, sur rapport de Carnot, étendit les pouvoirs de la Régie.

« Toutes les terres et matières salpêtrées, dans l'étendue de la République, sont mises à la disposition du Conseil exécutif provisoire. » Les restrictions apportées depuis 1775 aux droits des salpêtriers disparaissent. Non seulement ils fouilleront et exploiteront les biens des émigrés et autres domaines nationaux, en évitant les dégradations inutiles, mais encore ils sont autorisés « provisoirement et pour la durée de la guerre actuelle seulement, à faire, même dans les maisons particulières, toutes recherches, fouilles et travaux que nécessite le besoin présent... Les corps administratifs chargés de maintenir l'égalité ne protégeront ni ne souffriront aucune exception, mais appuieront de toute l'autorité du décret l'exécution des mesures précédentes ». L'invitation n'était pas superflue : l'inertie volontaire des autorités élues favorisait trop souvent les résistances traditionnelles des populations. Au reste, les salpêtriers auront soin de « remettre dans leur état primitif » les lieux qu'ils auront fouillés et d'indemniser les propriétaires du dommage subi. Les municipalités y

veilleront ; elles reçoivent pleins pouvoirs pour régler les différends.

« Afin que les terres les moins riches soient encore exploitées avec avantage », le prix du salpêtre est porté à 24 sols la livre. Et comme « l'augmentation des ressources de l'exploitation » exigera un supplément de main-d'œuvre, les Régisseurs élèveront le nombre des salpêtriers en raison des besoins. Il importe aussi que la levée en masse ne désorganise pas le personnel : « les employés et ouvriers dans les ateliers, raffineries de salpêtre et fabriques de poudre sont mis en réquisition actuelle. » Enfin il est urgent de développer l'outillage des poudreries, pour que la fabrication marche de pair avec la récolte du salpêtre : la Régie fera « établir, sans délai, de nouvelles batteries dans toutes les fabriques nationales où l'abondance des cours d'eau pourra le permettre ». Un premier crédit d'un million est ouvert au ministre des Contributions publiques pour l'exécution du décret (1).

Aussitôt les Régisseurs demandèrent au Comité, « vu l'importance et la multiplicité de leurs travaux », qu'on leur adjoignît un quatrième collègue. « Sans vouloir influencer », ils proposaient le citoyen Ducamp, commissaire à Bordeaux. Une loi du 31 août leur donna satisfaction, en principe (2). Mais le ministre différa la nomination : les troubles de Bordeaux n'avaient pas permis à Ducamp de se procurer un certificat de civisme ; dès qu'il l'aurait, il entrerait en fonctions (3). En fait, plusieurs mois s'écoulèrent avant qu'une décision ferme n'eût été prise. Le 3 nivôse, après le vote du décret du 14 frimaire sur les salpêtres, le Comité de Salut public somma le ministre de désigner, dans les quarante-huit heures, « l'homme le plus capable par ses lumières et son patriotisme » (4). Le ministre observa, le 7 nivôse, que le délai était bien court pour découvrir un citoyen réunissant toutes ces qualités. Il y parvint pourtant et annonça, le 9, que

(1) *Arch. parlam.*, t. LXXIII, p. 121-2. Le décret du 28 août fut rectifié pour un détail de forme, le 31 août (*ibid.*, t. LXXIII, p. 242).

(2) *Arch. parlam.*, t. LXXIII, p. 242.

(3) Lettre du 22 septembre au Comité (A. N. AF* II 128).

(4) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 603.

son choix s'était porté sur Leblanc, « citoyen de Franciade et administrateur du Département de Paris (1) ».

Cependant la Régie, énergiquement soutenue par le Comité, s'était mise à l'œuvre. Un de ses membres partit en tournée, vers la fin de septembre, pour assurer l'exécution du décret (2). D'autre part, dès la fin d'août, Jacob Dupont, député d'Indre-et-Loire à la Convention, signalait au Comité les mines considérables de salpêtre que renfermaient les villes de Loches, d'Amboise et leurs environs ; il proposait d'y envoyer, pour organiser la production en masse, des savants tels que Guyton-Morveau et Fourcroy, ou des membres de la Régie comme Champy, ou encore des membres de la Commission établie dans la ci-devant Académie des Sciences (3). Déjà, sous le règne de Louis XVI, Lavoisier et son collègue Clouet avaient entrepris un voyage d'études pour reconnaître les matériaux salpêtrés qui abondaient sur les coteaux de la Loire, du Cher, de la Vienne, du Clain et de la Charente (4). La Régie de 1793 aurait dû, semble-t-il, en conserver le souvenir. Ce fut pourtant Jacob Dupont qui attira l'attention du gouvernement sur les richesses naturelles de son pays.

Le Comité agit aussitôt. Le 31 août, « considérant... qu'il importe au salut de la République d'augmenter la production du salpêtre en usant de toutes les ressources imaginables et surtout de celles qu'offre la République », il autorisa le ministre des Contributions publiques à envoyer sur-le-champ dans l'Indre-et-Loire le citoyen Vauquelin, « apothicaire aide-major de l'hôpital de Meaux ». « Cet artiste parcourra toutes les caves, souterrains et autres lieux produisant du salpêtre » et indiquera les moyens d'en tirer parti. La Régie lui adjoindra l'un de ses agents et fera établir de nouveaux ateliers si elle le juge nécessaire (5).

Vauquelin partit vers la fin de septembre (6). Son activité

(1) A. H. G. *Reg.* A /6.

(2) Lettre du 27 au Comité (A. N. AF* II 128).

(3) Lettres reçues par le Comité les 29 et 30 août (A. N. AF* II 128).

(4) Grimaux, *Lavoisier*, p. 88.

(5) A. N. AF* II 121 et 130.

(6) Lettre du ministre des Contributions publiques au Comité, du 21 septembre 1793 (A. N. AF* II 128).

ne tarda pas à porter ses fruits. Le 21 octobre, le Comité, renseigné « sur la quantité énorme de salpêtre contenue dans les maisons de la ville de Tours, le château de Loches, la ville de Beaulieu et tous les lieux voisins », lui donna pleins pouvoirs pour créer « de nombreux établissements de cuite de salpêtre dans les lieux indiqués » et requérir « les hommes..., les cuves, le cuivre, les chevaux, le bois, le charbon de terre, le fer, et tous les objets nécessaires... ». Il lui adjoignit le citoyen Jacotot (1), que Prieur avait connu à l'Académie des sciences de Dijon. Tous deux « prendront le titre de commissaires du Comité de Salut public pour l'exploitation des salpêtres ». Ils donneront, « soit séparément, soit collectivement..., tous les ordres qu'ils jugeront convenables... aux agents de la Régie... » et leurs ordres seront exécutés « sans délai ». Ils délivreront des commissions de salpêtriers « autant qu'ils le croiront nécessaire ». Une somme de 100.000 livres sera mise à leur disposition. La Régie leur expédiera sur-le-champ 10 milliers de potasse et, par la suite, tout ce dont ils auront besoin. Vauquelin et Jacotot entretiendront avec le Comité une correspondance régulière, lui rendront compte au moins une fois par décade et lui « demanderont au besoin de nouveaux moyens ». Ils se mettront en relation avec les représentants du peuple à l'armée de l'Ouest, « leur feront connaître les obstacles qu'ils ne parviendraient pas à surmonter..., recourront à leur autorité toutes les fois qu'elle deviendra nécessaire ». Prieur, qui rédigea l'arrêté, enjoint, pour conclure, « à toutes les autorités civiles et militaires de faciliter de tous leurs moyens les opérations dont le présent arrêté est l'objet, ainsi qu'à tous ceux qui seront requis en conséquence d'y obtempérer, sous peine d'être poursuivis comme ennemis de la République et punis suivant toute la rigueur des lois révolutionnaires (2) ».

Le Comité donnait donc carte blanche à ses commissaires et n'épargnait rien pour assurer leur succès. Sa lettre du

(1) Principal du collège de Dijon.

(2) Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 601-3. Un arrêté du 25 met 4.000 l. à la disposition de Jacotot ; le 26, on lui assigne un traitement de 500 l. par mois ; celui de Vauquelin est fixé le même jour à 700 l. ; enfin la Trésorerie nationale est invitée à envoyer sur-le-champ 100.000 l. à Tours (*ibid.*, t. VIII, p. 3, 19, 20, 21).

7 brumaire (28 octobre) aux représentants du peuple près l'armée de l'Ouest, témoigne de l'importance qu'il attachait à cette mission. « Il faut, citoyens collègues, que vous brisiez tous les obstacles que la malveillance ou le modérantisme pourraient apporter aux travaux du salpêtre, que tout ce qui se trouve salpêtré passe par la chaudière, que toutes les administrations concourent à cette œuvre, que tout fléchisse devant le besoin le plus impérieux de la République (1). » C'est ainsi que le Comité de Salut public préludait à l'organisation du vaste mouvement révolutionnaire qui allait couvrir la France entière de milliers d'ateliers de salpêtre.

Pendant plusieurs mois, il ne cessa de suivre avec sollicitude les efforts de ses commissaires dans l'Indre-et-Loire. Le 21 frimaire, il ordonne que plusieurs chaudières requises à Orléans par Vauquelin seront réparées dans un des martinets du citoyen Jars à Essonnes, bien que celui-ci soit employé déjà à la fabrication des lames à canons de fusils. Le même jour, il charge F. Guillemain, apothicaire aide-major à l'armée de l'Ouest, « de prendre les mesures les plus vigoureuses » pour donner à la mission de Vauquelin et Jacotot « toute l'énergie que les besoins exigent » ; il se concertera avec les autorités constituées de l'Indre-et-Loire et des départements voisins, requerra « les choses et les personnes » et lèvera « les obstacles que pourraient opposer à la récolte du salpêtre la malveillance, l'inertie et les préjugés ». Le 22, il autorise Vauquelin et Jacotot à exploiter « toutes les parties de châteaux... et édifices nationaux, sans remplacement de construction, après avoir fait constater par un commissaire nommé par le District du lieu que le remplacement est inutile aux intérêts de la République » ; dans les cas douteux, le Comité sera consulté. Le 12 nivôse, il ordonne de remplacer les 60.000 livres que Vauquelin a déjà dépensées, notamment pour ses achats de chaudières à Orléans (2).

Mais déjà d'autres régions avaient attiré l'attention du Comité. A son appel, le ministre des Contributions publiques étudie les ressources du département du Mont-Terrible,

(1) Charavay, t. III, p. 424-5.

(2) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 323 et 346, et t. X, p. 4 et 118.

récemment formé (1). Un commissaire du Conseil exécutif, Capon, signale que le Comtat recèle du salpêtre en abondance et qu'Avignon possède plusieurs moulins à poudre qu'il serait aisé de remettre en activité (2). Lyon, domptée en octobre, et livrée aux démolisseurs, offre bientôt un vaste champ d'expériences. « La ville rebelle, s'écriera Barère le 13 pluviôse an II, a présenté aussi aux représentants chargés de la punir une nouvelle carrière de salpêtre ; Commune-Affranchie va payer ce nouveau tribut à notre artillerie ; de nombreux ateliers, de vastes chaudières en travaillent actuellement les décombres et donneront un aliment abondant au feu des républicains. » Toulon, « l'infâme cité convertie en Port-de-la-Montagne », subit le même sort. « Ses édifices odieux, affirme Barère, tomberont sous le marteau des républicains et seront convertis en salpêtre tyrannicide (3). » Bordeaux, un instant complice des fédéralistes, ne fut sans doute pas épargnée : il semble résulter d'un arrêté, assez obscur, du 27 brumaire, que le citoyen Roussillon reçut à cette date, pour les départements de Rhône-et-Loire, de Vaucluse et du Bec d'Ambès, une mission analogue à celle de Vauquelin et Jaocotot, « avec tous les pouvoirs nécessaires pour mettre en réquisition les choses et les personnes et pour lever les obstacles que pourraient opposer à la récolte du salpêtre la malveillance, l'inertie ou les préjugés (4) ». Il est certain, d'autre part, que la Régie proposa, le 6 frimaire, l'envoi immédiat de l'inspecteur particulier Laforte dans le département de Vaucluse « dont les troubles du Midi avaient retardé l'organisation administrative » : il devait « aviser... aux moyens les plus prompts pour tirer parti, non seulement des établissements de salpêtres et de fabriques de poudres... déjà existants, mais encore pour en former de nouveaux, pour établir des salpêtriers dans tous les lieux qui en sont susceptibles et pour y mettre en vigueur les lois qui régissent les poudres et salpêtres dans toutes les autres parties de la République » ; la nomination, approuvée par le ministre le 12, fut confirmée

(1) Lettre reçue par le Comité le 9 septembre 1793 (A. N. AF* II 128).

(2) Lettre du 5 septembre, reçue le 9 (AF* II 128).

(3) Barère, *Rapport à la Convention*, du 13 pluviôse an II.

(4) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 486.

le 18 par le Comité qui invita Laforte à « prendre les mesures les plus énergiques (1) ». Le 13 pluviôse suivant, Barère parla des commissaires qui parcouraient « en ce moment » le Vaucluse d'où l'on tirerait beaucoup de salpêtre.

Certains représentants du peuple en mission collaboraient avec ardeur avec le gouvernement central. Le 30 septembre, Laplanche annonçait de Bourges que les huit premiers mois de 1793 n'avaient donné que 19.500 livres de salpêtre (au lieu de 36.585 pour la période correspondante de 1792) ; mais il espérait que les mesures prises allaient porter la récolte à 60 milliers (2). De la Nièvre, Legendre écrivait le 5 septembre qu'il avait requis les salpêtriers de Moulins et de Nevers et qu'il comptait annoncer bientôt au Comité quelques quintaux de salpêtre (3). Il trouva le temps d'établir trois « salpêtrières » ; elles « fourniront, déclare-t-il le 30, plus d'un million de salpêtre, si je peux parvenir à leur donner toute l'activité dont elles sont susceptibles (4) ». Un officier municipal de Cosne qu'il avait chargé, d'accord avec son collègue Fouché, de créer un atelier de salpêtre, fut autorisé le 14 brumaire (4 novembre) par le Comité à se procurer 1.000 livres de cuivre à la fonderie de Romilly, pour construire des chaudières (5). Le 18 de ce mois, Jeanbon Saint-André et Bréard annonçaient à leur tour la création à Brest d'une commission pour rechercher et mettre en œuvre toutes les terres salpêtrées. « Nous avons lieu d'attendre d'un premier essai, écrivaient-ils, que ce ne sera pas sans succès (6) ».

Parfois aussi les autorités locales déployèrent une activité féconde. Sur l'invitation du ministre des Contributions publiques, le Conseil du département de l'Hérault prescrivit aux Districts, le 29 septembre, de faciliter par tous les moyens les opérations des salpêtriers et de créer des ateliers nouveaux. Au début de frimaire, le chimiste Chaptal, naguère compromis dans le mouvement fédéraliste, offrit d'organiser à

(1) A. N. AF* II 130.

(2) Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 144.

(3) A. N. AF* II 128.

(4) Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 145.

(5) A. N. AF* II 130.

(6) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 296.

Montpellier un atelier de salpêtre : le Département lui accorda, le 18, un crédit de 10.000 livres et l'autorisa, le 6 nivôse, à visiter les caves, écuries et plâtras (1). De son côté, le Comité de Salut public agissait. « Instruit que dans... l'Hérault, l'exploitation... se trouve dans un état de langueur et que le nombre des salpêtriers y est en grande disproportion avec les travaux qu'on peut y établir », il autorisait, le 26 brumaire, Marc Vilarette, commissaire des poudres et salpêtres à Montpellier, à délivrer des commissions provisoires de salpêtriers aux citoyens « capables d'exercer cet art (2) ».

Le cas du département de l'Hérault ne fut pas isolé. Dès le 21 septembre, la Régie exposait au Comité les premiers résultats de ses efforts : à Paris, les entrepreneurs des bâtiments « ont fait des dispositions dont l'exemple et la concurrence exciteront l'émulation » et augmenteront les produits. Dans la Somme, la Marne, la Seine-Inférieure, « on a demandé de nouvelles autorisations (3) ». Le 18 frimaire, les administrateurs de l'Indre écrivaient à la Convention : « Dans l'étendue du département, il n'existait qu'un atelier de salpêtre ; il vient de s'y en former plusieurs ; nous en favoriserons les travaux de tout notre pouvoir (4). »

Ce concours empressé de bonnes volontés laissait espérer un accroissement sensible de la récolte nationale. Mais le développement de l'outillage devait marcher de pair avec les progrès de l'exploitation des terres. Sans chaudières, pas de salpêtre. Or, le cuivre était rare. Le Comité eut recours à des moyens de fortune. Il ordonne, le 5 brumaire, de délivrer à la Régie « les cuivres propres à fournir des chaudières, bassins d'évaporation et bassins à cristallisation », qui sont ou seront déposés à l'Arsenal de Paris et dans les autres fonderies de la République (5). Le 16, il met à sa disposition « les chaudières et bassins qui se trouvent sans activité dans les raf-

(1) *Procès-verbaux... de l'assemblée administrative du département de l'Hérault...*, t. IV, p. 70, 348, 435 et 463.

(2) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 454.

(3) A. N. AF* II 128.

(4) Lu à la Convention le 30 frimaire (P. V., t. XXVII, p. 346).

(5) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 20.

fineries de sucre, teintureries, brasseries et en général qui se trouvent comprises dans les cuivres mis en réquisition » ; la valeur en sera payée « en raison du poids et de la main-d'œuvre, conformément à la loi du maximum (1) ».

Le zèle intempestif de certains allait parfois à l'encontre des véritables intérêts du pays. Plusieurs sections de Paris, mues par le louable souci de satisfaire aux besoins des armées, s'avisèrent de saisir les chevaux des salpêtriers ; cette mesure risquait de provoquer l'arrêt de l'exploitation : le 8 brumaire, le Comité mit en réquisition, à Paris et dans la France entière, les chevaux employés par la Régie et les salpêtriers, et interdit de les distraire de leurs travaux sous aucun prétexte (2).

Le Comité couvrait donc de sa protection tous ceux qui par leur activité concouraient à l'œuvre de défense nationale. Il n'hésitait pas à leur donner des gages réels de son appui : c'est ainsi que Duquesnoy, entrepreneur de la manufacture de salpêtre du Mans, qui se proposait d'élargir son exploitation, obtint, le 4 octobre, la faculté de passer un bail de neuf années pour la maison qu'il occupait et le terrain adjacent, bien qu'ils fussent devenus biens nationaux (3).

Quelle que fût sa foi dans les richesses actuelles du sol national, le Comité songea pourtant à demander à la science les moyens de créer du salpêtre à volonté. Un membre du Comité (sans doute Prieur de la Côte-d'Or) exposa à ses collègues, le 16 septembre, « que dans un moment où l'on était obligé de prendre des mesures extraordinaires pour pourvoir à l'approvisionnement de salpêtre, on ne devait négliger aucun des moyens d'avancer la découverte d'un procédé pour en produire à volonté, procédé dont la possibilité est reconnue par les chimistes » ; il en avait « conféré avec des citoyens versés dans cette science » et « il avait été unanimement conclu qu'une dépense d'environ 300 livres suffirait pour une expérience dont le succès pourrait fixer les espérances que l'on serait fondé à en concevoir et conduire à des expériences ulté-

(1) A. N. AF* II 130.

(2) Même référence. Le 20 du même mois, cet arrêté est confirmé et envoyé aux Districts.

(3) Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 209.

rieures et décisives ». Le Comité accorda la somme nécessaire, sur les fonds à sa disposition. Monge devait diriger l'expérience et rendre compte (1). Nous ignorons quels furent la nature et les résultats de ces essais. Mais il est certain que Prieur fut un partisan convaincu des *nitrières artificielles*. Il déclare dans ses *Souvenirs* qu'on avait formé plusieurs établissements de ce genre, « moins comme ressource du moment que comme expériences fructueuses pour l'avenir » ; il observe que ce système avait été adopté avec succès dans le Nord de l'Europe, notamment en Suède. « Il est fâcheux, conclut-il, que cette innovation ait été plus tard répudiée par le Conseil des Cinq-Cents, qui en craignait la dépense et l'insuffisance ; elle aurait cependant remplacé avec avantage la fouille des terrains d'une manière permanente ; la conviction des savants et de la Régie elle-même ne laisse là-dessus aucun doute. »

Les tentatives encouragées par le Comité n'ont laissé que peu de traces. Le commissariat créé à Brest par les représentants du peuple pour diriger l'exploitation des salpêtres commença des travaux à l'anse Sapin pour y établir des *nitrières artificielles* (2). Il résulte aussi d'un curieux arrêté du 10 nivôse an II qu'un chimiste de Rouen, Descroizilles, proposa pour perfectionner les *nitrières artificielles* plusieurs moyens dont l'un méritait « une attention particulière » : il consistait « à faire entrer dans la composition des couches génératrices du salpêtre les caques ou vidanges des harengs ». 1.000 livres furent accordées à Descroizilles pour faire une expérience à Dieppe ; la municipalité lui fournirait un emplacement convenable (3).

Enfin, le 26 messidor, Barère déclare encore que « le Comité fait faire des recherches sur la construction et l'établissement des *nitrières artificielles*, sur le nombre qu'il conviendra d'en former pour la République ; cet art une fois assuré, le travail des citoyens sera diminué, les besoins journaliers satisfaits sans peine, et la récolte proportionnée non seule-

(1) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 513.

(2) *Id.*, *Recueil*, t. XVIII, p. 424 : arrêté du 9 frimaire an III.

(3) A. N. AF* II 130.

ment aux besoins, mais portée bien au delà ». A la fin de son rapport, il insiste sur la valeur de ces établissements, « très faciles à former et à entretenir », et qui « finiront par être l'aliment habituel de nos salpêtrières, lorsque les circonstances révolutionnaires seront passées, et sans occasionner aucune gêne aux citoyens (1) ».

Mais il ne suffisait pas de presser la récolte du salpêtre ou de rechercher des moyens inédits de s'en procurer. A la fin de 1793, la production immédiate de fortes quantités de poudres n'était pas moins urgente. Or, la France ne possédait qu'un nombre insuffisant d'usines ; leurs procédés, malgré les efforts de Lavoisier, restaient très imparfaits et très lents ; enfin, de graves accidents les paralysaient souvent. Le Comité se réservait d'étudier l'ensemble du problème. La loi du 28 août, parant au plus pressé, se borna à prescrire l'établissement de nouvelles batteries dans les fabriques existantes. La poudre s'obtenait, en effet, par un « battage » prolongé des matières qui entraient dans sa composition : charbon, soufre, salpêtre.

Dès le 21 septembre, des travaux importants, ordonnés par la Régie, étaient en cours : à Essonnes, on établit une nouvelle batterie ; « à La Fère, on reconstruit celle qui avait été détruite ; à Mézières, on aura une batterie de plus avec de légers travaux ; à la fabrique de Vouges (près de Dijon), on va s'assurer des moyens de rétablir une troisième batterie (2) ».

Dans l'Hérault, l'initiative de l'Administration départementale remit en activité la poudrerie de Castelnau, près de Montpellier. Le directeur des poudres, Duffau, avait été destitué par le représentant Boisset ; son successeur n'était pas arrivé ; il consentait à s'occuper provisoirement du raffinage du salpêtre et à surveiller l'expédition des poudres, mais il refusait obstinément de s'occuper des batteries, « à raison des accidents qu'on ne peut ni prévoir ni prévenir ». Grand émoi au Département : le chômage des moulins, « qui auraient battu six quintaux de matières par jour, porte le plus grand préjudice à la République » ; l'envoi récent de 20 milliers de

(1) *Rapport à la Convention*, du 26 messidor an II.

(2) *Lettre de la Régie au Comité* (A. N. AF* II 128).

poudre à l'armée qui assiège Toulon a épuisé les dernières réserves ; il est urgent de rétablir la fabrication. Duffau reçoit l'ordre formel de remettre en activité, sans délai, les batteries du moulin de Castelnau et de « faire fabriquer autant de poudre qu'il sera possible, pour dédommager, s'il se peut, la République du temps qui a été perdu » ; l'Administration déclare que les accidents « ne pourront lui être imputés, moyennant qu'il justifie avoir pris toutes les précautions pour les éviter ». Duffau obéit (1).

Enfin le Comité s'appliquait déjà à susciter la création d'établissements nouveaux. Un décret de l'Assemblée Constituante, du 1^{er} janvier 1791 (2), avait permis au sieur Weiland-Stahl de fabriquer pour essais une poudre de son invention. Il fut reconnu, par des épreuves régulières, qu'elle avait une portée plus grande que celle de la Régie. Le Comité, résolu à tirer parti des talents de Weiland-Stahl, l'autorise, le 25 brumaire an II, « à exploiter, dans l'étendue du département de l'Oise, les terrains et plâtras salpêtrés qui ne se trouvent pas dans les arrondissements attribués aux salpêtriers... » et à établir un moulin à poudre à Montataire, près de Creil, « sur le terrain dit des Anglais... ou sur tout autre terrain... » : les produits en seront réservés rigoureusement aux besoins de la guerre (3).

III. — LA LÉGISLATION RÉVOLUTIONNAIRE DES SALPÊTRES.

LE DÉCRET DU 14 FRIMAIRE AN II.

La mise en train de la grande fabrication des salpêtres et des poudres fut donc contemporaine du vaste programme d'armements élaboré par le Comité de Salut public et adopté par la Convention. Le décret du 23 août 1793, qui organisa la levée en masse et créa la manufacture de fusils de Paris,

(1) *Procès-verbaux... de l'assemblée administrative du département de l'Hérault...*, t. IV, p. 177 et suiv.

(2) Sanctionné le 9.

(3) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 433. Un arrêté du 3 frimaire met en réquisition, pour assister Weiland-Stahl, le citoyen Brochet, de la 6^e compagnie du bataillon des Indivisibles (*ibid.*, t. VIII, p. 648).

eut pour corollaire celui du 28, qui élargit le champ d'action de la Régie des poudres : l'un et l'autre procédèrent du même état d'esprit.

Les événements justifiaient cette politique. À la fin de 1793, la situation militaire s'était éclaircie. La victoire de Wattignies avait fermé la route de Paris à l'envahisseur. Mais le Comité savait à quel prix il avait dû acheter ce premier succès ; il savait aussi que le sort de la guerre n'était pas encore décidé ; si Jourdan n'avait pu, malgré des ordres formels, pénétrer en Belgique ; si les armées du Rhin et de la Moselle tardaient à délivrer l'Alsace ; si le siège de Toulon languissait, c'était en grande partie parce que l'on manquait de munitions. Pour ôter à l'ennemi toute velléité de retour offensif, pour achever la libération du sol national et dicter la paix à l'Europe, il fallait redoubler d'énergie, réclamer de la Nation un supplément d'efforts, tirer parti de l'expérience acquise pendant les derniers mois.

Les recherches entreprises dans l'Indre-et-Loire, le Mont-Terrible, le Vaucluse, le Bec d'Ambès avaient vérifié les calculs des savants qui entouraient le Comité : le sol français recélait d'énormes quantités de salpêtre. Mais la Régie n'était outillée ni pour les recueillir en quelques mois, ni pour les transformer sur-le-champ en poudre ; l'accroissement du nombre des salpêtriers commissionnés, la construction de nouvelles « batteries » n'étaient que des expédients. C'est alors que le Comité fit appel à l'ensemble des citoyens.

[Le 14 frimaire an II, Prieur (de la Côte-d'Or) présentait à la Convention un projet de loi sur l'exploitation révolutionnaire des salpêtres (1). Enseveli dans ses bureaux, il n'abordait que rarement la tribune et laissait, en général, à Barère ou à Carnot le soin de traduire sa pensée. Son rapport n'a pas l'éclat de ceux de Barère ; on y chercherait vainement les périodes ampoulées, les images hardies, parfois heureuses, de l'orateur officiel du Comité. Son style est celui d'un savant qui dédaigne l'élégance de la forme et s'exprime sans apprêt.

Brièvement, Prieur rappelle la richesse du sol national en

(1) Le rapport de Prieur, le texte du décret et l'instruction qui l'accompagne sont reproduits dans les *Arch. parlem.*, t. LXXX, p. 617 et suiv.

salpêtre, les recherches heureuses « des naturalistes et des chimistes » ; il rend hommage aux efforts de la Régie. « Mais les récoltes accoutumées ne répondent plus à l'ardeur républicaine et le riche dépôt de salpêtre que la nature confie sans cesse à nos terres demande à passer en plus grande abondance dans la main de nos guerriers... » Le Comité a étudié la question. Il s'est « entouré de toutes les lumières, de toutes les connaissances qui pouvaient le mettre à portée de réaliser ses vues sur tous les moyens de multiplier promptement la récolte du salpêtre... à proportion des armes à feu que l'énergie républicaine vient en quelque sorte de tirer du néant... ». Déjà des hommes éclairés ont exploré plusieurs départements. Mais « les mesures partielles et isolées n'atteindraient point encore le but que l'on doit se proposer ».

Le salpêtre n'existe pas seulement dans les décombres des grandes villes. « La nature produit abondamment ce sel dans tous les lieux où des matières animales et végétales sont peu à peu accumulées : ainsi le sol des écuries, des étables, des remises, des serres, des caves, des cuisines, celui d'une foule d'ateliers où l'on travaille des substances organisées, s'enrichit perpétuellement du nitre ou salpêtre qui s'y forme spontanément. » La loi autorise les salpêtriers à fouiller les plus vastes de ces dépôts. « Mais combien de terrains ont échappé jusqu'ici à leurs recherches ? Quelle masse de salpêtre y repose inerte et sans utilité pour la République ? Quelles espérances ne doit-on pas concevoir de la quantité qu'on peut en obtenir en intéressant tous les citoyens à cette récolte ?... Tout ce qui peut contribuer à la défense de la Liberté appartient à la République... et celui qui recèlerait sciemment des matériaux utiles à cette défense, soit par le conseil de la malveillance, soit par la froideur de l'indifférence, serait justement rangé dans la classe des contre-révolutionnaires et des conspirateurs. C'est sur ces bases que les lumières des artistes et les principes républicains rendent également certaines » qu'est fondé le projet du Comité ; « il propose aux habitants de la France, qui tous sont devenus soldats, de recueillir aussi le salpêtre qu'ils ont sous la main ».

Il ne s'agit pas d'exercer un art difficile ; une instruction

de deux pages, « rédigée par les hommes les plus habiles en ce genre », mettra ce travail « à la portée de l'intelligence la plus commune ». Quel patriote refuserait de saisir cette occasion nouvelle « de servir efficacement la cause de la liberté et de l'égalité ? Sous les tyrans français, les citoyens étaient obligés de laisser faire, dans tous les points de leurs demeures, des recherches, des fouilles... ; sous l'empire de la liberté et de la raison, le bon citoyen offre de lui-même ce qu'il possède d'utile pour la patrie ; et si l'égoïste s'y trouve contraint par des mesures révolutionnaires, ce n'est qu'à son opiniâtreté qu'il peut imputer la gêne qu'il éprouve ». Au reste, la loi armera « les sans-culottes de toutes les municipalités » contre la tiédeur et la malveillance des modérés et des aristocrates ; « ils sauront bien faire fouiller pour eux dans leurs caves et y puiser la matière même qui doit servir à détruire leurs espérances et à renverser leurs projets ».

Le rapport s'achève par un vibrant appel à l'émulation et au patriotisme. En quelques décades, « des hommes que leurs occupations avaient éloignés du métier des forges et des ateliers d'armes sont devenus non seulement habiles dans cet art, mais même capables de diriger les travaux des autres et de leur apprendre ce qu'ils n'avaient pas encore pratiqué. L'énergie et l'adresse des Français sont, il faut le dire sans cesse, au-dessus de celles de tous les peuples. L'amour-propre de chaque citoyen est aujourd'hui l'amour de la République ; toutes les choses comme toutes les personnes et tous les talents sont en réquisition. Que les tyrans qui conspirent contre nous apprennent que leurs efforts seront toujours vains, que nous ferons servir jusqu'aux débris même de nos corps et de notre sol pour les foudroyer ! »

Les mesures proposées par le Comité assureront une récolte de 30 à 40 millions de salpêtre, « quantité suffisante pour exterminer tous les ennemis de la Liberté que pourraient vomir l'Europe et l'Asie si elles étaient liguées contre elle ».

La Convention adopta sans débats le projet qui lui était soumis et dont la précision ne laissait rien à désirer. « La Convention nationale, considérant que tous les citoyens français sont également appelés à la défense de la liberté, que tous les bras doivent être armés pour elle, que toutes les propriétés

doivent concourir aux moyens de repousser la tyrannie, et qu'au moment où les manufactures d'armes à feu se multiplient sur toute la surface de la République, il faut multiplier les fabriques de salpêtre en même proportion, décrète ce qui suit » :

Tous les citoyens, propriétaires ou locataires, sauf ceux qui habitent dans l'arrondissement d'un salpêtrier, « sont invités à lessiver eux-mêmes le terrain qui forme la surface de leurs caves, de leurs écuries, bergeries, pressoirs, celliers, remises, étables, ainsi que les décombres de leurs bâtiments ». Le salpêtre ainsi récolté leur sera payé 24 sols la livre, selon la loi du 28 août.

« Pour mettre cette opération à la portée de tous les citoyens », le Comité enverra dans chaque commune une instruction qui « sera lue sous l'arbre de la Liberté trois décadis consécutifs et sera déposée à la municipalité pour être consultée ou transcrite par tous ceux qui voudront en faire usage ».

« Afin de suppléer au travail de ceux qui ne pourraient pas s'y livrer par eux-mêmes, les municipalités sont invitées à former un atelier commun destiné à lessiver les terres ou à faire évaporer les lessives que les citoyens y feraient transporter... Elles choisiront l'homme le plus propre, par ses connaissances et par son patriotisme, à diriger ces opérations et à éclairer ses concitoyens sur celles qu'ils voudront faire chez eux. Le salpêtre provenant de ce travail commun sera de même payé par la Régie, à raison de 24 sols la livre. » Les municipalités pourront, avec l'approbation du District, louer une maison nationale ou particulière pour y établir l'atelier commun ; le prix de la location et les autres frais seront acquittés sur le produit du salpêtre.

Dans chaque département, un préposé de la Régie instruira les agents des districts, jugera de leur capacité et entretiendra avec eux la correspondance nécessaire. En effet, chaque District enverra au chef-lieu de département « un citoyen qui fera preuve des connaissances suffisantes ou qui s'instruira dans le travail de l'extraction du salpêtre... ». Lorsque ce citoyen aura obtenu du préposé de la Régie un certificat de capacité, il prendra le titre d'« agent du district pour l'exploitation du salpêtre... ». Il recevra un traitement de 150 livres

par mois, inspectera toutes les communes, répandra la connaissance des procédés « les meilleurs et les plus économiques » ; il visitera les lieux propres à donner du salpêtre, « afin de s'assurer s'il n'y en a point dont l'exploitation soit négligée » et provoquera, au besoin, la création des ateliers nécessaires.

Les municipalités pourront obtenir du District, sur leur demande, une avance pour frais de premier établissement... « Cette somme... sera remplacée sur le produit du salpêtre récolté... et, en cas d'insuffisance, par une addition d'imposition sur les habitants de la commune. »

Citoyens et municipalités porteront leur salpêtre au chef-lieu du district. Il y sera éprouvé, et, s'il est « d'une qualité suffisante », payé sur-le-champ, puis transporté dans les raffineries.

Ainsi le décret ouvrait un vaste champ d'activité au zèle des citoyens. Il reconnaissait toutefois la nécessité de ne pas morceler à l'excès l'exploitation ; il en confiait la direction aux municipalités et aux Districts, organes essentiels du gouvernement révolutionnaire ; il la recommandait « à la vigilance patriotique des Sociétés populaires » ; il prévoyait la formation d'un personnel exercé.

La Régie n'était pas entièrement dessaisie de ses prérogatives ; elle conservait, par ses préposés, un droit de regard et de contrôle sur les opérations qui allaient se juxtaposer à celles de ses salpêtriers ; les produits de la nouvelle récolte viendraient grossir ses ressources antérieures. Mais déjà le Comité se réservait de surveiller l'exécution du décret « dans toutes ses parties » ; son action allait tendre à établir l'autonomie de la nouvelle exploitation.

Son premier soin fut de donner la plus large publicité à l'instruction prévue par le décret. Elle exposait en termes familiers, avec une clarté parfaite, la manière de préparer le salpêtre. Le travail, disait-elle, est d'une extrême facilité ; « chacun dans son ménage pourra l'exécuter ». Il se réduit, en effet, à trois opérations principales : reconnaissance et choix des terres salpêtrées, lessivage de ces terres, évaporation de la lessive.

« Toutes les terres ne sont pas également propres à la fabrication du salpêtre : une terre mêlée de beaucoup de sable

ou fort graveleuse en contient rarement ; il en est de même de celle où la glaise domine ; mais les terres végétales, marneuses, coquillères, et les craies sont très favorables à la production de ce sel. Il ne se forme point dans les lieux trop secs et une trop grande humidité lui est également contraire. Enfin, dans les lieux même où il se forme le plus abondamment, il est des places qui en contiennent beaucoup et d'autres fort peu. La partie, par exemple, d'une écurie ou d'une bergerie qui est le plus habituellement imprégnée de l'urine des animaux en contient peu ; on en trouve davantage à mesure qu'on se rapproche de la mangeoire ; il est plus uniformément répandu dans les caves. » Mais à quels signes reconnaîtra-t-on la présence du salpêtre ? Le procédé le plus simple « consiste à goûter la terre qu'on soupçonne salpêtrée ; on creuse dans cette terre d'abord à deux ou trois pouces de profondeur ; on en prend une petite portion sur laquelle on applique la langue pendant un instant ; si la terre est salpêtrée, on la trouve fraîche, amère, légèrement piquante et un peu salée ; si elle ne l'est point, elle est insipide comme la terre des champs ; on continue ensuite à creuser et à faire l'essai de la terre jusqu'à ce qu'on n'y trouve aucune saveur ; on fait cette épreuve dans cinq ou six endroits du local et l'on est en état de reconnaître ainsi toute la quantité de terre qu'on peut exploiter avec succès ».

Le lessivage n'offre guère plus de difficultés. « Le salpêtre se dissout dans l'eau comme le sucre ou le sel de cuisine ; si donc on délaie une terre salpêtrée dans une quantité suffisante d'eau, le salpêtre se fond ou se dissout, mais la terre ne fond pas ; c'est ce qui donne le moyen de séparer le salpêtre de la terre par le lessivage. » Trois cuiviers munis de bondes suffisent pour former un atelier rudimentaire. « Pour un travail plus considérable, on peut augmenter le nombre de ces cuiviers trois par trois, autant qu'il est nécessaire... » On se servira au besoin de tonneaux sciés en deux. Au fond de chacun des cuiviers, on dispose « un lit de deux pouces d'épaisseur de menus bois ou de sarments, qui sert à arrêter la terre et à laisser filtrer l'eau ». Puis « on remplit de terre les trois cuiviers... ; on verse sur le premier de l'eau jusqu'à ce qu'il en reste deux travers de doigt qui surnage la terre » ;

trois heures après, « on remue la terre avec une pelle ou une spatule de bois ; on laisse encore reposer trois heures, on ouvre la bonde et on laisse écouler l'eau, que l'on reçoit dans un vaisseau placé au-dessous ». Cette première lessive « est repassée de la même manière » sur le second cuvier « qui contient de la terre neuve ; après cela, elle est assez chargée de salpêtre et on la réserve pour l'évaporation ».

L'opération devient ensuite un peu plus complexe. L'eau n'est portée à l'évaporation qu'après avoir traversé successivement trois cuiviers, « le dernier étant chargé de terre neuve », et la terre de chaque cuvier n'est renouvelée qu'après avoir été « lessivée trois fois, et en dernier lieu par de l'eau pure ».

Les terres ainsi traitées peuvent être replacées sans inconvénients dans les lieux d'où on les avait extraites. « Elles s'y rechargent elles-mêmes de salpêtre, et plus promptement encore qu'elles ne l'avaient fait la première fois. » En ajoutant aux terres des cendres de bois, « on obtiendrait du salpêtre en plus grande quantité ou plus pur ». C'est la méthode des salpêtriers. Par économie, et pour réserver les cendres à leur usage ordinaire, il suffira d'« ajouter à l'eau que l'on verse sur les cuiviers les eaux qui ont servi à la lessive du linge, au lieu de les jeter ». Mais il faut « se garder d'employer les eaux de lessive qui contiennent de la soude ; ainsi celles des blanchisseuses à Paris ne conviennent point ».

L'évaporation exige plus de temps et de soins. Elle consiste à faire bouillir l'eau salpêtrée « à petits bouillons, dans une chaudière ou un chaudron..., jusqu'à ce qu'elle soit assez réduite pour donner son salpêtre par le refroidissement. A mesure que l'eau diminue, on remplit avec de l'eau salpêtrée nouvelle ». Une épreuve très simple indiquera « si la liqueur est au degré convenable » : il suffit d'en prendre une cuillerée et de la laisser refroidir. Si l'on aperçoit « de petits points brillants en forme d'aiguilles..., la liqueur est à son point ». « On la relève de dessus le feu et on la verse dans des terrines de terre, de cuivre ou de fer... » Au bout de trois ou quatre jours, « il se forme au fond et tout autour du vase des cristaux brillants ; c'est le salpêtre dans l'état où l'on doit le livrer ; il ne s'agit plus pour l'obtenir que de verser la liqueur qui

le surnage, et de la laisser égoutter pendant quelques jours en inclinant le vase ».

Mais il faut recueillir avec soin cette eau et la réunir à de nouvelles eaux salpêtrées « pour la faire évaporer... comme la première fois, parce qu'elle contient encore une quantité considérable de salpêtre ». Les citoyens auront d'ailleurs avantage à ne pas négliger cette précaution, car pendant la seconde évaporation, « il se forme des cristaux d'un sel différent du salpêtre ; c'est du sel marin, du sel de cuisine. A mesure qu'il se forme, il faut le recueillir avec une écumoire et le mettre dans un panier d'osier que l'on suspend au-dessus de la chaudière, pour ne rien perdre de ce qui peut en dégoutter... ». Ce sel « peut être donné au bétail... ; il peut servir aux salaisons, et il a même l'avantage de lui donner une couleur rougeâtre, ce qui est dû à une petite portion du salpêtre qu'il retient ; et c'est pour obtenir cet effet que les charcutiers mêlent souvent un peu de salpêtre dans le sel dont ils font usage ».

Enfin, « l'eau qui surnage la dernière cristallisation et que l'on en a séparée peut encore fournir du salpêtre ». Mais l'opération exige des connaissances particulières et de fortes quantités de potasse ou de cendres. Mieux vaudra donc réunir ces « eaux-mères » (c'est ainsi qu'on les nomme) et les envoyer à l'établissement le plus voisin de la Régie, « à moins que l'agent du District, celui de la commune ou quelque homme expérimenté ne se charge de les traiter ».

En somme, le travail du salpêtre est aisé ; il peut devenir rémunérateur et le patriotisme exige que l'on s'y adonne avec ardeur. « Si chaque citoyen s'imposait le devoir de fournir au moins une livre de salpêtre, il en résulterait presque en un instant un approvisionnement de 25 millions, qui serait plus que suffisant pour terrasser tous les esclaves des tyrans. »

CHAPITRE XII

L'Extraction révolutionnaire du salpêtre à Paris.

I. — L'ORGANISATION.

Les appels du Comité de Salut public furent entendus. Paris, citadelle de la Révolution, centre des fabrications d'armes, donna l'exemple. Le concours des savants, l'action immédiate du gouvernement, l'abondance des ustensiles, la richesse des matériaux et notamment des plâtras de démolition y rendirent l'extraction du salpêtre prompt et fructueuse (1).

La loi du 14 frimaire fut portée à la connaissance des citoyens par une proclamation vibrante de Dufourny, membre de la Régie, président du Département. « Aux armes ! aux armes ! la liberté est en péril ! Des ennemis au dehors, des rebelles au dedans ! Tels sont les cris que jettent de toutes parts les ardents amis de la Liberté. Aux armes, citoyens ! aux armes ! Aussitôt les forges, les atelires s'élèvent en tous lieux ; sous la Liberté, tout vit, tout s'agrandit ; le coutelier fait des sabres, l'horloger des machines de guerre ; les fusils naissent par milliers ; le sol de la liberté se convertit en métaux tyrannicides ; la terre se change en fer, le fer en acier et l'acier en sabres et en lames ; tout bronze devient canon ; et les cloches, lasses de conjurer vainement la foudre, foudroient elles-mêmes les brigands et les tyrans, leurs exécrables chefs. » Mais les vrais patriotes sont avares du sang des hommes libres et voudraient « rendre invulnérables ceux qui leur servent de

(1) *Souvenirs de Prieur (de la Côte-d'Or).*

boucliers ». « Oui, c'est trop peu du fer, il faut encore le feu. La Nature l'a condensé dans le salpêtre ; il est l'âme des fusils et des canons... » ; il faut le recueillir « jusqu'au dernier atome ». L'instruction du Comité de Salut public, celle que les Régisseurs donneront à leur bureau de l'Arsenal, guideront les patriotes dans leurs travaux. Le zèle des sections, « sans ôter aux citoyens le mérite de l'offrande volontaire », veillera à ce qu'« aucune cave n'échappe sous peu de temps à la recherche par gens instruits et à l'exploitation ». Que chacun se dise : « Le salut du genre humain est peut-être dans la dernière livre de salpêtre que recèle ma demeure (1) ! »

De son côté, le Conseil général de la Commune s'occupa de l'exploitation. Il en délibéra les 12 et 13 nivôse et décida, sans plus, que tous les citoyens seraient invités à lire l'instruction dans les assemblées générales des sections et les sociétés populaires, à faire eux-mêmes ou à provoquer l'extraction des terres de leurs caves, remises, magasins, écuries, à en faire la première lessive et à porter le salpêtre brut à la Régie. Le 14, Dufourny lut « une proclamation aux citoyens et une instruction d'une extrême clarté » ; le Conseil arrêta que chacun de ses membres la lirait à l'assemblée générale de sa section.

Il n'avait joué jusqu'alors que le rôle d'un organe de transmission. Mais à la même séance, Dufourny avait présenté ses vues sur les moyens d'accélérer et de rendre uniforme le travail des sections. Le Conseil promit de s'occuper « de cet objet important (2) ». Il n'y songea pourtant que le 3 pluviôse. Il venait de recevoir du Comité de Salut public une circulaire qui insistait sur la nécessité d'accélérer les travaux ; elle s'élevait contre les craintes et les faux bruits qui tendaient à discréditer l'extraction révolutionnaire et dénonçait le zèle inconsidéré qui avait fait dégrader des caves, en mêlant aux terres salpêtrées beaucoup de plâtras. « ...Des malveillants, conseillés par un vil intérêt, ou des contre-révolutionnaires, conduits par le parti de l'étranger, répandent partout le bruit

(1) B. N. Lb⁴⁰ 3295.

(2) *Affiches de la Commune de Paris*, nos 186, 187 et 189 (Séances des 12, 13 et 14 nivôse) et *Moniteur*, n° 107.

que les mesures ordonnées... ne donneront point de salpêtre. De bons citoyens, trompés par ces perfides insinuations, sont arrêtés dans leurs travaux... et leurs efforts sont paralysés. Le Comité a remarqué même, dans un mémoire qui lui a été adressé par les salpêtriers de Paris, et aux justes demandes desquels il a sur-le-champ répondu, un passage qui annonce dans ces hommes des préventions funestes ou une ignorance qui n'est pas pardonnable. Ils disent que les fouilles des caves ne produiront point de salpêtre ; cependant les lumières réunies de tous les hommes éclairés dans cette partie, dont le Comité s'est entouré, répondaient d'avance à cette difficulté qu'ils avaient prévue. » L'expérience a confirmé leurs prévisions. « Il n'y a presque pas de cave dont la terre, fouillée à quelques pouces de profondeur, ne puisse donner à peu près une livre de salpêtre par quintal de terre. » Mais rien ne doit compromettre « une si belle cause » ; il faut éviter les vexations qui refroidissent le zèle des citoyens. « Dans quelques sections, on a proposé de faire abattre des murs, des constructions supposées salpêtrées ; on s'est même déjà livré à cet excès. La loi a prévenu ce danger du zèle exagéré ou de la malveillance cachée sous le masque du patriotisme. » Elle n'ordonne que la fouille des souterrains. Le reste (vieux édifices, plâtras, décombres) appartient aux salpêtriers (1).

Après une longue discussion, le Conseil de la Commune prit un arrêté par lequel il assumait la direction générale des travaux et s'efforçait de leur donner une impulsion décisive. Les sections nommeront, dans leur prochaine séance, « une commission pour vérifier les terres salpêtrées qui se trouveraient dans l'étendue de leurs arrondissements et présider à l'extraction du salpêtre ». Les citoyens devront provoquer, avant la fin de la décade, la visite de leurs caves, « sous peine d'être traités comme suspects » ; les membres de la Commission visiteront les caves « pour lesquelles on ne les aurait pas appelés ». Une commission de six membres du Conseil général surveillera les progrès de l'opération et en rendra compte au Comité de Salut public. L'administration des tra-

(1) A. D. Yonne, L 512

vaux publics fera exploiter le sol des caves des maisons appartenant à la Commune (1).

L'arrêté était conforme à l'esprit de la loi. Il tendait à mettre un terme aux sourdes résistances de la malveillance et de l'inertie ; il jetait les bases d'une organisation d'ensemble : une commission centrale coordonnerait les opérations des ateliers qui s'étaient formés spontanément ou qui se formeraient par ordre dans les 48 sections. Le 7 pluviôse, le Conseil général décida que sa commission des salpêtres siégerait à la Salle de l'Égalité et s'y réunirait pour la première fois le 9, à 6 heures du soir (2).

Une décision du Comité de Salut public rendit vaines ces dispositions. Il sentait le besoin de « hâter la récolte du salpêtre brut et extrait par les citoyens... et les sections ». Il voulait aussi monter à Paris des ateliers suffisants pour raffiner ce salpêtre selon des méthodes plus abrégées que celles usitées jusqu'à présent. Il prévoyait enfin la création d'établissements « pour fabriquer la poudre de guerre par les procédés aussi faciles qu'expéditifs » qui venaient d'être inventés. Or la Régie, « retenue par les formes de son institution et ayant cependant de grandes augmentations à faire à ses travaux », était incapable de donner à la fabrication une impulsion « révolutionnaire ». Le Comité créa donc, le 7 pluviôse, une *Administration des salpêtres et poudres de la Commune de Paris*.

Elle comprendra trois membres solidairement responsables qui recevront 8 000 livres d'appointements annuels comme ceux de l'Administration centrale de la fabrication extraordinaire des armes. Ils presseront la récolte des salpêtres, d'accord avec les sections de Paris, surveilleront tous les ateliers, communs ou particuliers, et en rassembleront les produits dans des magasins. Ils formeront les établissements nécessaires « pour le raffinage de ces salpêtres par les procédés les plus avantageux ». Ils devront enfin « administrer la fabrication révolutionnaire des poudres, former les établissements nécessaires, ainsi que les magasins qui doivent

(1) *Affiches...*, n° 203, et *Moniteur*, n° 125.

(2) *Affiches...*, n° 204.

en dépendre » et les approvisionner en matières de toute espèce. L'Administration aura sa comptabilité propre et recevra des fonds particuliers dont elle sera responsable (1).

Pour la former, le Conseil général de la Commune présenta trois de ses membres, les citoyens Millier, Caillot et Daubancourt (2). Ce choix fut ratifié par le Comité, le 15 ou le 16 pluviôse (3). Déjà les nouveaux administrateurs s'étaient mis en quête d'une maison nationale pour y installer leurs bureaux ; le 11, le Comité leur avait accordé l'hôtel Juigné, quai Voltaire, n° 6 (4).

Cette Administration révolutionnaire avait été dotée d'une autonomie complète. « Elle sera, dit l'arrêté du 7 pluviôse, totalement indépendante du ministre des Contributions publiques et de la Régie des poudres. Elle sera sous l'autorité et la surveillance immédiate du Comité de Salut public. » Ainsi, le Comité laissait subsister la Régie, mais son monopole disparaissait : elle conservait son domaine traditionnel et même, dans une certaine mesure, par les préposés instructeurs, la direction des travaux révolutionnaires dans les départements ; mais les ateliers des sections de Paris, les raffineries, les poudreries qui allaient surgir dans la capitale, échappaient à son contrôle.

D'ailleurs, le Comité méditait déjà une réforme plus vaste. Un décret voté le 13, sur sa demande expresse, créait une Commission des armes et poudres qui lui serait étroitement subordonnée, en attendant que la loi du 12 germinal généralisât le système en prononçant la suppression de tous les ministères.

Dès le 7 pluviôse, il s'assura la docilité de l'Administration révolutionnaire établie à Paris. Peut-être se méfiait-il de la compétence des hommes politiques auxquels il faisait appel, car il prit soin de leur adjoindre un commissaire de son choix, « qui surveillerait en son nom tous les travaux ré-

(1) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 480. Un arrêté du 10 pluviôse lui accorde 500.000 l. et le Comité ordonne à la Commission des armes, le 6 ventôse, de lui remettre dans les 24 heures le reliquat de cette somme (*ibid.*, t. X, p. 507, et t. XI, p. 366).

(2) Séance du 9 pluviôse (*Affiches...*, n° 206).

(3) Le 15, selon A. N. AF* II 130 ; le 16, selon Aulard, *Recueil*, t. X, p. 680.

(4) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 532.

volutionnaires relatifs aux salpêtres et aux poudres » et aurait voix délibérative dans l'Administration. Le 15 pluviôse, il confia ce poste important au citoyen Carny, dont il appréciait « le zèle, l'activité et l'intelligence et, » qui venait de révéler « des procédés ingénieux et expéditifs pour raffiner le salpêtre et fabriquer la poudre ». Il lui accorda un traitement élevé, 12.000 livres par an, et des attributions considérables : « ses fonctions seront d'introduire *dans toute l'étendue de la République* les procédés les plus prompts et les plus expéditifs, tant pour le raffinage des salpêtres bruts fournis par les citoyens et les communes... en vertu du décret du 14 frimaire, que pour la fabrication de la poudre dans les mêmes districts ». Il entretiendra une correspondance suivie avec la Commission des armes et poudres et avec l'Administration révolutionnaire. Il tiendra le Comité de Salut public au courant de ses opérations, lui signalera les obstacles qu'il rencontrera et proposera les moyens de les lever. Ainsi se précisait la tendance à restreindre de plus en plus les attributions de la Régie. Cette évolution n'était pas achevée. Bientôt un nouvel arrêté du 9 ventôse étendit à l'ensemble de la République les pouvoirs de l'Administration révolutionnaire, dont Carny assumait en fait la présidence, comme le prouvent ses circulaires (1).

Les patriotes de Paris n'avaient pas attendu la mise au point de cette laborieuse organisation. En divôse, pluviôse et ventôse, ils déploient une activité féconde. La Régie, le Département, l'Administration révolutionnaire, les sections rivalisent de zèle et d'ardeur pour créer des ateliers de lessivage et les doter d'un personnel exercé, d'un outillage complet et d'approvisionnements.

Le 27 nivôse, Lulier, agent national du District près le Département de Paris, s'adresse aux sections et aux sociétés populaires. « L'Administration du département invite, par mon organe, tous les sans-culottes, tous les bons citoyens à porter leur bûche patriotique à l'atelier de salpêtre de leur section respective. O braves sans-culottes ! vous dont le zèle pur a déjà fait tant de sacrifices à la chose publique, vous n'hé-

(1) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 635, et t. XI, p. 434.

siterez pas à fournir une bûche qui, par contre-coup, doit écraser les ennemis de la Patrie... Et vous, hommes riches, sachez que la Patrie a les yeux sur vous. Sachez qu'il ne suffit pas de ne pas faire de mal à la République et qu'il faut que tous les citoyens s'acquittent envers elle par tous les efforts dont ils sont susceptibles. L'œil du peuple est là (1). »

Le 1^{er} pluviôse, le club des Jacobins décide, sur la motion de Dufourny, d'établir dans son enceinte un atelier de salpêtre (2). Le 11, la Régie annonce l'ouverture de cours d'instruction à l'Arsenal. Le 16, le Conseil général de la Commune transmet aux 48 sections une lettre du Comité qui recommande l'emploi des eaux « des lessives que les citoyennes blanchisseuses ont faites avec de la cendre, sans mélange de soude » ; il invite les sections qui lui demandent des outils à s'en procurer chez les citoyens, car il n'en a pas à sa disposition (3).

Les sections réclament aussi des chaudières : le 3 pluviôse, le Comité de Salut public autorise les commissaires de la section de la Montagne pour l'exploitation du salpêtre « à prendre les vases de cuivre et de fonte dont ils auront besoin et qui se trouvent dans le magasin national, maison de Maupeou, rue de l'Université, sous la condition que les vases seront pesés et que le poids en sera restitué... lorsque le travail sera achevé ». Il accorde à la section des Tuileries, sous les mêmes réserves, « cinq chaudières ou baignoires qui se trouvent dans le magasin national du Garde-Meubles. La section du Museum obtient, le lendemain, cinq chaudières ou baignoires du Garde-Meubles. Le 9, le Comité accorde à la section des Droits de l'Homme deux chaudières de fonte de cloches qui seront prises à l'Arsenal ; le 12, à la section Régénérée de Beaurepaire, quatre grandes chaudières du collège d'Harcourt, et à la section de l'Homme-Armé une chaudière de cuivre de la maison Maupeou ; le 13 encore, une chaudière de la maison Maupeou à la section des Amis de la Patrie (4).

Plus tard, c'est l'Administration révolutionnaire créée le

(1) B. N. Lb⁴⁰ 1338.

(2) Aulard, *Jacobins*, t. V, p. 615.

(3) *Affiches...*, n° 210.

(4) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 377, 378, 396, 491, 566-7, 588.

7 pluviôse, organisée vers le 15, qui doit pourvoir aux besoins des sections. Mais le Comité ne cesse de lui procurer le nécessaire. Dès le 12, il met à sa disposition 25 milliers de cuivre de Saint-Bel (1). Le 17, il l'autorise à requérir à Bicêtre et dans les autres « hospices et maisons nationales... tous les ustensiles de cuivre ou de fer propres à la fabrication du salpêtre qui ne sont pas nécessaires au service de ces établissements, et les grilles et fourneaux en dépendant » ; elle les distribuera aux raffineries ou aux sections. Le 25, il lui accorde, en outre le droit, « de se faire livrer dans le magasin situé rue de l'Université, maison ci-devant de Maupeou, et dans les autres magasins de la Guerre, tous les ustensiles de cuivre » propres aux travaux du salpêtre ; elle restituera un poids équivalent de cuivre dès qu'elle aura reçu celui qui a été mis à sa disposition à la manufacture de Saint-Bel (2).

Le 12 ventôse, le Comité apprend que les sections de Paris manquent de potasse : la Commission des armes et poudres reçoit l'ordre d'en faire venir 20 milliers de Rouen, « par voitures et avec célérité », et de les remettre à l'Administration révolutionnaire (3). Il va, le 18, jusqu'à indemniser la section des Gardes-Françaises qui dans son zèle a acheté « de l'alcali fixe à un prix trop considérable (4) ». Entre temps, le 18 pluviôse, il avait assimilé les sections aux communes des départements : l'Administration révolutionnaire pourra leur accorder, sur leur demande, des avances remboursables de 1.200 livres au maximum, pour leur permettre d'activer leurs travaux (5).

Ce concours empressé de bonnes volontés eut d'heureuses conséquences. Très vite, Paris se couvrit d'ateliers de salpêtre. De simples citoyens exploitèrent eux-mêmes le sol de leurs demeures. Dès le 12 nivôse, Mariette, dégraisseur, rue des Bourdonnais, section des Gardes-Françaises, se pré-

(1) A. N. AF* II 121.

(2) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 710, et t. XI, p. 112. Plus tard, le 22 ventôse, le Comité ordonne de construire des chaudières de fonte de fer et accorde à l'Administration révolutionnaire 4 milliers de cuivre jaune pour faire 20 modèles (A. N. AF* II 123).

(3) A. N. AF* II 130.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 590.

(5) *Ibid.*, t. X, p. 710.

sentait à la barre de la Convention et lui offrait le premier salpêtre retiré de la cave de sa maison : « Les républicains, dit-il, ne connaissent aucune difficulté ; ce qui est impossible à d'autres ne l'est pas à des patriotes... Nous ne connaissions pas le salpêtre il y a huit jours ;... l'instruction publiée par le Comité de Salut public, quelques mots de votre collègue Fourcroy qui habite la même maison que nous, ont suffi pour nous engager à l'ouvrage. 600 livres de terres de cave nous ont donné près de 6 livres de bon salpêtre à l'aide des cendres que nous avons employées dans les lessives... » L'expérience n'était-elle pas décisive ? Il fallait donc repousser « les objections que la malveillance, l'intrigue et sans doute encore les agents du parti étranger s'empressaient de faire déjà contre cette mesure salutaire ; les aristocrates ne trouveront point de salpêtre, parce qu'ils ne veulent pas en trouver », mais les sans-culottes y pourvoiront. « Trois jours d'un travail facile et simple nous ont fourni de quoi tuer plus de 400 ennemis... Nous espérons en retirer encore six fois autant pour le contingent de notre maison. Puisse cet exemple encourager tous nos frères et ils auront contribué à sauver la Patrie (1) ! »

Bientôt, les ateliers se multiplièrent. Un témoin, Mercier, membre de la Convention, nous a retracé le tableau de l'activité fébrile de la capitale. « ...Tout à coup, chaque particulier descend dans sa cave, en fouille le terrain ; dans toutes les cuisines, on soulève les pavés, on enlève les cendres des foyers ; on lèche pour ainsi dire chaque mur, et tout ce qui porte le goût de sel est enlevé pour la fabrication révolutionnaire ; elle fut prompte, elle fut universelle ; l'opération se fit dans toutes les maisons, elle se fit avec zèle... Personne ne cria à la vexation, parce que lorsqu'on ne peut se sauver que par une opération hardie, elle est toujours adoptée et sentie. On vit sur les portes, dans plusieurs quartiers de Paris, des inscriptions qui subsistèrent plus d'un an et qui étaient conçues en ces termes : *Pour donner la mort aux tyrans, les citoyens logés dans cette maison ont fourni leur contingent de salpêtre* (2). »

(1) *Arch. parlem.*, t. LXXXII, p. 539.

(2) Mercier, *Le Nouveau Paris*, t. II.

Il est probable pourtant que la majeure partie des terres fut traitée dans des ateliers communs, administrés par les sections : c'était assurément le meilleur moyen d'éviter la dispersion des efforts, de procéder avec économie et de parer aux multiples inconvénients que pouvaient entraîner l'ignorance ou la mauvaise volonté de certains. Très souvent, les ateliers furent établis dans des églises enlevées au culte. Les 7 et 11 pluviôse, la section des Lombards demande le droit de disposer de l'église Sainte-Magloire ; le 11, le Conseil général de la Commune accorde Saint-Paul à la section de l'Arsenal ; la section de la République, qui tenait séance dans l'église de la Madeleine, y installe ses travaux et se transporte à la caserne de la rue Verte (1).

Une véritable émulation s'établit entre les différents quartiers de la capitale. La section « constante » du Faubourg-Montmartre donna, l'une des premières, l'exemple d'une organisation rationnelle de la récolte et du lessivage. Dès le 15 nivôse, l'assemblée générale adopta et soumit à l'approbation du Comité de Salut public un règlement fort précis qui ne compte pas moins de 29 articles. Cinq commissaires élus l'avaient élaboré : Hassenfratz était du nombre. « Tous les citoyens et citoyennes de la section exploiteront toutes les terres qu'ils auront et qui seront propres à produire peu ou beaucoup de salpêtre. » S'ils ne peuvent lessiver leurs terres chez eux, ils les enverront dans les lieux désignés par les commissaires. « Tous les tonneaux vides des marchands de vin et des citoyens... seront mis en réquisition ; tous ceux dont on aura besoin seront estimés et la valeur en sera payée aux propriétaires. » Si les citoyens possèdent des tonneaux vides, ils s'en serviront pour lessiver leurs terres ; s'ils n'en ont pas, « la commission leur en prêtera de ceux mis en réquisition ». Les tonneaux prêtés aux particuliers serviront successivement à tous ceux qui lessiveront à domicile. Il y aura plusieurs ateliers « pour faire des lessives générales » ; le citoyen qui les dirigera sera payé « si ses facultés ne lui permettent pas de donner son temps à la République ».

(1) *Affiches...*, n^{os} 204, 207 et 210.

Pour l'évaporation, les chaudières des brasseurs, des raffineurs, etc., seront requises, sauf indemnité aux propriétaires. Tous les citoyens resteront libres « de procéder à domicile à l'évaporation de leurs lessives » et de porter le salpêtre obtenu à l'Arsenal, « pour en recevoir la valeur s'ils n'aiment mieux faire présent de ce salpêtre à la section ». Dans le premier cas, ils devront déclarer à la section la quantité obtenue et rapporter de l'Arsenal « un reçu de la vente qu'ils en auront faite ». C'était un moyen discret d'exciter l'amour-propre de tous, de rappeler aux riches leurs devoirs, bref, de provoquer un concours de générosités plus ou moins spontanées.

Le salpêtre provenant des dons particuliers et des lessives publiques « sera porté à l'Arsenal et l'argent qui en proviendra servira à payer les frais d'exploitation ». Un emprunt sur les riches permettra de subvenir aux premières dépenses : achats de bois, transport des terres, des plâtras, des cendres, des eaux de lessive, des tonneaux, des chaudières, salaires des ouvriers et des commissaires.

Une commission de 17 membres, nommés en assemblée générale, dirigera les opérations : elle comprendra un surveillant par arrondissement de compagnie, trois « surveillants des établissements publics (ateliers de lessivage et d'évaporation), un trésorier et « trois membres qui n'auront aucune fonction déterminée ». Les commissaires recevront 5 livres par jour, mais chacun conservera « la liberté de recevoir ou de ne point recevoir le paiement ». Un contrôle rigoureux sera exercé sur l'emploi des fonds. Une délibération de la commission sera nécessaire pour « toutes les dépenses un peu considérables ». Seules « les dépenses partielles de chaque arrondissement et des établissements » pourront être engagées sous la responsabilité du surveillant.

Le surveillant de chaque arrondissement de compagnie aura soin « de faire exploiter, lessiver et évaporer toutes les terres », instruira s'il le faut « les citoyens et citoyennes », fera transporter aux ateliers publics « les terres et les cendres qui ne pourront pas être lessivées... ainsi que les lessives qui ne pourront pas être évaporées » à domicile. — Les commissaires des ateliers publics surveilleront les travaux, tien-

dront compte des journées d'ouvriers et assureront les approvisionnements en bois, cendres, etc. — « Les trois autres commissaires seront chargés de se trouver aux assemblées générales, de s'occuper de l'ensemble des opérations, de les voir en détail, de concilier et mettre de l'ordre dans les opérations de tous les surveillants. » La commission se réunira les 2, 4, 7 et 9 de chaque décade pour délibérer sur toutes les mesures utiles et rendra compte tous les décadis à l'assemblée générale de la section « de la situation de ces opérations, des dépenses et recettes de la fabrication (1) ».

Ainsi, l'arrêté de la section du Faubourg-Montmartre prévoyait une récolte intégrale du salpêtre par le concours unanime de tous les citoyens ; il soumettait à un contrôle sévère les ateliers publics ou privés. Une commission responsable assurerait la bonne marche de l'exploitation et veillerait à la régularité du budget du salpêtre. Cet arrêté modèle devait être revêtu de l'approbation du Comité de Salut public, puis imprimé, affiché et envoyé aux 47 autres sections.

La plupart des sections suivirent bientôt l'exemple de la section du Faubourg-Montmartre. Une au moins l'avait devancée. Le 14 nivôse, le Comité de Salut public avait accordé un local à la « commission des salpêtres de la section de l'Unité (2) ». Des commissions analogues fonctionnaient au début de pluviôse dans les sections des Tuileries, de la Montagne, du Museum, des Droits de l'Homme, de Beaurepaire, de l'Homme-Armé et des Amis de la Patrie (3). Les 24 nivôse et 5 pluviôse, la section de Brutus organise la sienne, qui installe bientôt deux chaudières et 36 futailles (4).

II. — LES RÉSULTATS.

L'émulation qui s'était emparée des patriotes de Paris ne tarda pas à produire des résultats pleins de promesses.

(1) A. N. AF II 217, d. 1870, et AF* II 130.

(2) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 48.

(3) Cela résulte des arrêtés, cités plus haut, par lesquels le Comité leur accorde des chaudières.

(4) Mellié, *Les Sections de Paris pendant la Révolution*.

Le 11 pluviôse (deux mois ne s'étaient pas écoulés depuis le vote de la loi du 14 frimaire), la section de la Halle aux Blés offrait au Conseil général de la Commune un bocal de salpêtre ; et la section de l'Unité annonçait que ses travaux, déjà fort avancés, laissaient concevoir les meilleures espérances ; elle se proposait de faire hommage à la Convention de ses premiers essais et le Conseil nommait une députation pour l'y accompagner (1).

Les sections de la Montagne et de Mont-Marat se joignirent au cortège. Le 15, on se présente à la Convention. « Les tambours annoncent un cortège militaire ; des canonniers marchent les premiers ; des citoyens armés les suivent. Ils défilent en ordre avec leurs drapeaux, au son d'une musique guerrière. Au milieu du cortège, des citoyens s'avancent, portant de grandes bassines remplies de salpêtre. Nous en comptons onze. Le cortège se termine par une longue suite de citoyens portant des pelles, des pioches et tous les instruments nécessaires pour la fouille des terres. Les plus vifs applaudissements éclatent dans la salle et jusqu'au dehors. » Et les discours commencent : « Que les tyrans tremblent ! s'écrie l'orateur de la section de l'Unité ; leur dernière heure est sonnée ! » Un membre de la Commune de Paris célèbre le zèle des sans-culottes : « N'en doutez pas, législateurs, des hommes qui ont su remplacer si promptement les futiles magasins de modes par des forges et des ateliers d'armes... sauront aussi produire tout le salpêtre qu'il faudra pour mettre en œuvre les formidables machines de guerre qu'ils construisent. » Vadier, qui présidait l'Assemblée, répondit par une furieuse diatribe contre l'Angleterre et par l'éloge de la Montagne et de ses « nouveaux Spartiates ». « Que nos canons et nos mortiers soient autant de volcans dont la lave brûlante dévore bientôt l'île orgueilleuse d'Albion et précipite dans l'Océan l'infâme Pitt et ses méprisables conquêtes. Détruisons cette superbe et trop insolente Carthage et renversons-la pour le bonheur des nations maritimes... » La Convention décréta que les trois sections de Mont-Marat, de la Montagne et de l'Unité avaient bien mérité de la Patrie et ordonna

(1) *Affiches...*, n° 207.

l'insertion au *Bulletin* des discours des pétitionnaires et de la réponse du Président (1).

Deux jours auparavant, le 13 pluviôse, Barère avait exposé à la tribune le programme du Comité de Salut public : il avait repoussé avec vigueur l'idée d'une paix prématurée, prêché la guerre à outrance, dénoncé l'Angleterre comme le pilier de la coalition. Il est visible que les orateurs des sections s'inspiraient de son discours. Le spectacle de l'activité fiévreuse des ateliers d'armes et de salpêtre, les cortèges qui se déroulent au long des rues de la capitale, les manifestations qui se succèdent au sein de la Convention, tout contribue à maintenir Paris dans un état d'effervescence patriotique. On sent très nettement à la lecture des documents de l'époque que la masse des sans-culottes, docile aux directions du Comité de Salut public, a pris conscience de la nécessité d'un nouvel effort pour assurer le triomphe de la Révolution. Dans toutes les sections, les patriotes rivalisent de zèle et la Convention reçoit sans cesse les témoignages de leur ardeur.

Le 30 pluviôse, les sections des Gardes-Françaises et des Champs-Élysées, que trois membres du Conseil général de la Commune accompagnent, lui apportent le salpêtre qu'elles ont fabriqué. L'orateur de la section des Gardes-Françaises prend la parole : « ...Un de vous (2), sorti de notre sein, et qui ne nous abandonne pas, est venu nous crier : au salpêtre ! Aussitôt deux milliers de salpêtriers ont paru (3)... Déjà plus de quinze quintaux sont préparés, nous venons vous les présenter. Reconnaissez-en la perfection ; il est en état d'être employé et réduit en poudre pour exterminer les ennemis de la République... » Puis les pétitionnaires entonnent un hymne civique qui est vivement applaudi et dont l'Assemblée ordonne l'insertion au *Bulletin* (4) :

Descendons dans nos souterrains,
La Liberté nous y convie ;
Elle parle, Républicains,
Et c'est la voix de la Patrie (*bis*).

(1) *Journal des Débats*, n° 502, pluviôse an II, p. 210-14, et *P. V.*, t. XXX, p. 346

(2) Il s'agit, sans doute, de Fourcroy.

(3) D'après Tuetey, la section comptait 1.900 citoyens.

(4) *Journal des Débats*, n° 517, et *P. V.*, t. XXXI, p. 364-5.

Lavez la terre en un tonneau ;
En faisant évaporer l'eau,
Bientôt le nitre va paraître :
Pour visiter Pitt en bateau,
Il ne nous faut que du salpêtre (*bis*).

Mettons fin à l'ambition
De tous les rois, tyrans du monde,
De ces pirates d'Albion
Qui prétendaient régner sur l'onde.
Nous avons tout ce qu'ils n'ont pas,
Nous avons le cœur et les bras
D'hommes libres et faits pour l'être ;
Nous avons du fer, des soldats ;
Il ne nous faut que du salpêtre.

C'est dans le sol de nos caveaux
Que gît l'esprit de nos ancêtres ;
Ils enterraient sous leurs tonneaux
Le noir chagrin d'avoir des maîtres.
Cachant sous l'air de la gaieté
Leur amour pour la Liberté,
Ce sentiment n'osait paraître ;
Mais dans le sol il est resté
Et cet esprit, c'est du salpêtre !

On verra le feu des Français
Fondre la glace germanique.
Tout doit répondre à ses succès ;
Vive à jamais la République !
Précurseurs de la Liberté,
Des lois et de l'égalité,
Tels partout on doit nous connaître,
Vainqueurs des bons par la bonté,
Et des méchants par le salpêtre.

Trouve-t-on quelque vérité,
C'est un devoir de la répandre ;
Tout doit, avec fraternité,
Se publier, comme s'entendre.
Les vers ont tort, s'ils sont mal faits ;
Si vous en êtes satisfaits,
Qu'est-ce qu'un nom, quel qu'il puisse être ?
Tandis qu'on chante ses couplets,
L'auteur chez lui fait du salpêtre.

Cette Marseillaise du salpêtre, dont les appels aux armes sont tempérés par un soupçon d'ironie, eut, semble-t-il, un immense succès. On l'imita ; toute une littérature naquit,

pour célébrer les vertus du nitre vengeur et des sans-culottes qui l'exploitaient (1).

En ventôse, les manifestations de loyalisme révolutionnaire se multiplient. Le 5, les militaires « invalides » présentent à la Convention le salpêtre qu'ils ont fabriqué « malgré les glaces de leur âge et leurs infirmités (2) ». Le 10, puis le 11, des « essais » sont présentés par la section de la Halle-aux-Blés (3). Le 11, la commission des salpêtres de la section des Gardes-Françaises annonce à Saint-Just, président de la Convention, une livraison de 1.014 livres, qui s'ajoute aux 1.200 livres envoyées le 30 pluviôse (4). Le 12, la section des Quinze-Vingts offre 1.200 livres, « puissant émétique pour purger la terre des ennemis de la liberté (5) ». Le 14, le comité révolutionnaire et la commission des salpêtres de la section Révolutionnaire s'excusent de n'avoir encore fourni que 200 livres de nitre : les eaux de la Seine inondent souvent les caves de leurs habitations, mais on a vaincu tous les obstacles et les ateliers sont en pleine activité (6). Le 15, la section Poissonnière et sa société populaire offrent du salpêtre. Puis une nombreuse députation de la section de Marat pénètre dans la salle, au bruit du tambour et des applaudissements. Plusieurs citoyens portent sur des brancards de grands pains de salpêtre. Momoro prend la parole, annonce que la section a produit déjà un millier pesant de salpêtre, et qu'elle en fournira désormais 600 livres par décade. Au reste, elle possède « un salpêtre moral dont la source est inépuisable et dont les explosions ont déjà servi à la cause de la liberté et de l'égalité ». Ce « rapprochement » excite les plus vifs applaudissements (7).

Le même jour, l'assemblée générale de la section de la Maison-

(1) Voir C. Pierre, *Les Hymnes et chansons de la Révolution*, nos 140, 1218, 1218*, 1220, 1221, 1222, 1222*, 1250. Le chant cité plus haut fut par la suite mis en musique par Chérubini.

(2) Tuetey, t. X, n° 1757.

(3) P. V., t. XXXII, p. 340 et 378.

(4) P. V., t. XXXII, p. 380, et Tuetey, t. X, n° 1762.

(5) P. V., t. XXXII, p. 399; Tuetey, t. X, n° 1763, et *Journal des Débats*, n° 529.

(6) Tuetey, t. X, n° 1766.

(7) *Journal des Débats*, n° 532; P. V., t. XXXIII, p. 39-40, et Tuetey, t. X, n° 1760.

commune décide d'offrir à la Convention les prémices de ses travaux. On s'y rendra « en cortège, président en tête, avec les drapeaux et flammes de chaque compagnie, qui seront déployés pour cette auguste cérémonie... ». Le 17, en effet, la section, précédée d'une musique militaire, offrit des pains de salpêtre à l'Assemblée nationale et traversa la salle au milieu des applaudissements (1). La veille, la section du Temple s'était livrée à une démonstration semblable (2).

La Convention ne se lassait pas d'accueillir ces témoignages d'un zèle ardent pour la chose publique. Parfois la salle des séances prenait un air de fête, et l'on s'abandonnait à l'attendrissement. Le 18 ventôse, les aveugles des Quinze-Vingts offrent un pain de salpêtre qu'ils ont fabriqué ; ils forment des vœux pour la Liberté et exécutent deux chœurs dont la musique était de Gossec et les paroles de Dorat-Cubières (3). Puis c'est la section de l'Arsenal qui se présente « en masse » ; elle déclare que près de 1.200 livres de salpêtre « sont actuellement dans les bassins » et que sa commission espère en fournir un millier par décade. Le Président répond que grâce au concours de tous les sans-culottes, la France saura se suffire à elle-même et exterminer la tyrannie (4).

Le décadi 20 ventôse, c'est un défilé ininterrompu. La section de Brutus « dépose sur l'autel de la Patrie » un échantillon de son travail : elle a déjà versé 2.000 livres de salpêtre à l'Arsenal et en promet un millier par décade. La section du Faubourg-du-Nord annonce 600 livres et en promet autant par décade. La section des Droits de l'Homme n'a fourni, le 14 du mois, que 556 livres, mais « reconnu de très belle qualité » ; pareille quantité existe en ce moment dans son atelier, prête à être livrée, et elle espère produire en tout de 50 à 60 milliers. La section de Montreuil, moins zélée ou moins favorisée par les circonstances, se borne à remettre « son essai ». La section et la société populaire de la Réunion semblent vouloir regagner le temps perdu : elles offrent « les prémices de leurs travaux », 1.200 livres, et espèrent en obtenir 1.500 par

(1) Tuetey, t. X, n° 1769, et P. V., t. XXXIII, p. 96.

(2) *Journal des Débats*, n° 533 ; Tuetey, t. X, n° 1771, et P. V., t. XXXIII, p. 53.

(3) *Journal des Débats*, n° 535, et P. V., t. XXXIII, p. 121-2.

(4) P. V., t. XXXIII, p. 123.

décade. La section du Bonnet-Rouge vient de livrer 800 livres et donnera davantage à l'avenir : elle proclame qu' « avec du fer, des canons, du salpêtre et la salutaire activité de la guillotine dans l'intérieur », la République n'a rien à redouter (1).

Dès lors, le mouvement gagne tous les quartiers de la capitale. Les sections retardataires se hâtent de donner des gages de leur civisme. Le 21 ventôse, la section de Popincourt offre à la Patrie ses 400 premières livres de salpêtre et celle de l'Indivisibilité affirme que deux décades ont suffi à ses membres pour apprendre le métier de salpêtriers (2). La section de la Fraternité (3) se présente le lendemain, proteste de sa bonne volonté, s'excuse de sa lenteur et de son faible produit : « Le peu d'étendue de son enceinte, qui par sa position au milieu de la Seine se trouve encore inondée aux premières crues de la rivière, ne lui permettra pas malheureusement de répondre au zèle et à l'ardeur de ses citoyens (4). Le même jour, la section Révolutionnaire et le lendemain 23 celle du Finistère apportent les prémices de leurs récoltes (5). Le 25, la section de la République offre son premier essai. Le 26, la section de la Fontaine de Grenelle déclare qu'elle a déjà fourni 2.195 livres de salpêtre et en promet 1.200 livres par décade ; celle des Gravilliers, qui en offre deux milliers, poursuivra son effort jusqu'à la chute du dernier des tyrans (6).

Même note, le 28, dans l'adresse de la section de l'Homme-Armé dont l'atelier, malgré bien des obstacles, a fourni 500 livres pour débiter et va en fabriquer 1.000 par décade. La section de Mutius Scevola comparait le 29 et annonce une récolte de 1.800 livres (7). Le 30 enfin, la section du Museum, qui exploite le Châtelet, « malgré les obstacles et tout ce que peuvent avoir de rebutant les souterrains qui recélaient

(1) *P. V.*, t. XXXIII, p. 168-9, 171, 173-4, et Tuetey, t. X, n° 1776, 1778, 1780, 1781, 1782 et 1783.

(2) *P. V.*, t. XXXIII, p. 204, et Tuetey, t. X, n° 1784-85.

(3) Ile Saint-Louis.

(4) *P. V.*, t. XXXIII, p. 235 ; *Journal des Débats*, n° 539, et Tuetey, t. X, n° 1786.

(5) *P. V.*, t. XXXIII, p. 229, et *Journal des Débats*, n° 540.

(6) *P. V.*, t. XXXIII, p. 373, 374, 378 ; Tuetey, t. X, n° 1789, et *Journal des Débats*, n° 542 et 543.

(7) Tuetey, t. X, n° 1790, et *P. V.*, t. XXXIII, p. 406 et 429.

autrefois le crime », offre à la Convention 1.800 livres de salpêtre ; celle du Contrat-Social en présente 1.000 livres et la section de Châlier 1.844 livres (1).

Ce même jour, Paris tout entier célébrait avec éclat la fête des poudres et la Convention s'associait à l'enthousiasme général (2). Cette apothéose du labeur patriotique des sans-culottes surexcita sans doute l'ardeur des Parisiens. Partout l'on poursuivit avec acharnement la récolte et le lessivage des terres salpêtrées. Les adresses que la Convention continue à recevoir en font foi : le 1^{er} germinal, adresses de la section des Tuileries qui a déjà fourni 1.276 livres de salpêtre, et de la section de Bondy qui en a remis 1.139 et en promet 8.000 ; le 7, adresses de la section de Bon-Conseil qui en a déposé 1.930 livres et de celle des Marchés qui a déjà livré 1.200 livres et fournira pareille quantité chaque décade (3) ; — le 20, adresses de la section des Sans-Culottes qui annonce une fabrication totale de 2.267 livres et de la section Le Peletier qui en a livré 1.574 livres ; — le 23, adresse de la section des Gardes-Françaises dont la récolte s'élève déjà à 6.804 livres (4).

Ainsi l'impulsion donnée par le Comité de Salut public aboutit à des résultats décisifs. Les sections de Paris ne mirent peut-être pas toutes un égal empressement à l'exploitation du salpêtre. Certaines donnèrent sans tarder l'exemple d'une organisation méthodique du travail et d'une activité féconde : telles furent celles de l'Unité, du Faubourg-Montmartre, des Gardes-Françaises et des Piques dont Barère célébrait le zèle dès le 13 pluviôse an II ; Hassenfratz et Fourcroy ne furent sans doute pas étrangers à leurs succès. Ailleurs, des obstacles divers imposèrent aux citoyens un supplément d'efforts ; les sections Révolutionnaire, de la Fraternité, du Museum, voisines de la Seine, eurent à lutter contre l'humidité du sol. Enfin il se peut que dans d'autres sections le défaut de zèle ou d'instruction ait contribué à retarder

(1) Tuetey, t. X, n° 1792, et 2116 et t. XI, n° 912 ; — P. V., t. XXXIII, p. 473, et 485.

(2) Voir plus loin, chap. XIII.

(3) P. V., t. XXXIV, p. 13, 28 et 188, et Tuetey, t. XI, n° 915.

(4) P. V., t. XXXV, p. 98 et 170.

les premières livraisons. Mais il est certain que toutes collaborèrent, au moins à partir de ventôse, à l'œuvre commune. La contagion de l'exemple dut entraîner les hésitants et le Comité de Salut public n'eût toléré ni les résistances ni l'inertie.

La capitale répondit donc à son attente. « Des montagnes de salpêtre s'élèvent... », affirmait à la Convention, le jour de la fête des poudres (30 ventôse), l'orateur de la municipalité de Paris, et l'Administration révolutionnaire évaluait à plus de 50.000 livres la quantité déjà obtenue (1) ; les sections en avaient livré 12.142 livres pendant la décade précédente et plusieurs n'avaient pas encore apporté leur contingent ; on escomptait, pour Paris seulement, une récolte de plusieurs millions de livres (2).

Ces prévisions ne laissaient pas d'être exagérées. Il n'en reste pas moins que le travail se poursuivait avec ardeur jusqu'à la chute du gouvernement révolutionnaire et qu'il procura à la défense nationale un aliment précieux. Le 11 floréal, la section Le Peletier affirme aux Jacobins qu'elle poursuit ses travaux avec succès (3). Le 12, celle des Amis de la Patrie déclare à la Convention qu'elle ne cesse de donner ses soins à l'exploitation (4). Le 19, la section de Brutus annonce aux Jacobins une fabrication totale de 8.000 livres (5). Le 20, la section de la Montagne déclare à la Convention que ses ateliers ont donné jusqu'à ce jour 7.618 livres et se flatte de n'avoir pas encore exploité « la moitié... des ressources immenses de ses caves (6) ». Le 23, la section des Lombards annonce qu'elle a fabriqué, depuis le 9 germinal, 5.773 livres (7) ; le 30, celle de Mutius Scevola proclame que ses ateliers, en pleine activité, ont fourni 7 milliers ; le 4 prairial, celle de l'Unité déclare qu'elle a produit 10.757 livres depuis le 6 ven-

(1) *Journal des Débats*, n° 548.

(2) Rapport au Conseil général de la Commune (*Affiches de la Commune de Paris*, n° 245).

(3) Aulard, *Jacobins*, t. VI, p. 106.

(4) *P. V.*, t. XXXVI, p. 265.

(5) Aulard, *Jacobins*, t. VI, p. 115.

(6) *P. V.*, t. XXXVII, p. 81, et *Journal des Débats*, n° 599.

(7) *Journal des Débats*, n° 600, et Tustey, XI, n° 1697.

tôse (1) ; le 9, celle de l'Indivisibilité, qu'elle en a produit 12.853 livres (2). Le 10, la section de Châlier expose les progrès de « plusieurs » ateliers qu'elle a établis. Le 17, la section de la Réunion affirme que le succès dépasse ses espérances : ses livraisons décadaires atteignent 2.300 livres, elle a déjà fourni 15 milliers et pense pouvoir doubler cette quantité ; en effet, ses livraisons jusqu'au 14 brumaire an III s'élevèrent à 65.181 livres (3). En prairial et messidor, la section du Panthéon français s'occupe encore d'accélérer l'exploitation : elle a établi 12 ateliers de lessivage pour les terres et un pour les cendres ; 65 citoyens sont commandés chaque jour pour y travailler. Enfin, la section de Brutus livra, en quinze fois, jusqu'au 10 frimaire an III, 35.335 livres de salpêtre (4).

Paris travailla donc pendant de longs mois à la fabrication du salpêtre révolutionnaire. Le 4 messidor, le Comité accorda à chaque section un cheval « pour hâter et faciliter l'exploitation des terres (5)... ». Le 26, Barère put rendre un hommage éclatant au zèle des citoyens de Paris, insister sur les ressources nouvelles que leur activité procurerait à la République dans un avenir prochain et faire l'apologie de l'œuvre accomplie sous les auspices du Comité. « Ses idées et ses vues, dit-il, se sont agrandies et ont été secondées par tous les républicains. Les ateliers de salpêtre commençaient à s'élever lors du rapport du 13 pluviôse et déjà la République en est couverte. Les sections de Paris ont fourni près de 600 milliers de salpêtre depuis cette époque ; leur travail n'est pas encore à moitié pour la plupart d'entre elles. Que sera-ce lorsque la perfection des procédés, l'habitude du travail et la facilité des moyens vont se combiner ? Il y a plus de 60 ateliers d'extraction dans Paris ; chacun fournit au moins 800 livres par décade (terme moyen) : c'est près de 50.000 livres par décade. Nous aurions de quoi renverser tous les trônes et incendier tous les royalistes de l'Europe et détruire

(1) *Journal des Débats*, n° 607, et *P. V.*, t. XXXVII, p. 306, et t. XXXVIII, p. 78.

(2) Tuetey, XI, n° 2226.

(3) *P. V.*, t. XXXVIII, p. 189 ; t. XXXIX, p. 48, et t. XLVIII, p. 186.

(4) Mellié, *Les Sections de Paris pendant la Révolution*.

(5) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 447.

leurs hordes scélérates, si les autres parties de la République répondaient au zèle et à l'activité des travaux de Paris (1)...! »

Après la chute de Robespierre, les adversaires du Comité de l'an II eurent l'occasion de vérifier l'exactitude rigoureuse des déclarations de Barère. Des notes remises à Treilhard constatent que les ateliers révolutionnaires des sections de Paris donnent par décade 50 milliers de salpêtre et qu'ils en ont fabriqué 730 milliers jusqu'au 10 thermidor (2).

(1) *Rapport à la Convention*, du 26 messidor an II.

(2) A. N. AF II 23, d. 190, pièce 67.

CHAPITRE XIII

Les Cours Révolutionnaires

Le Comité de Salut public comprit vite que le décret du 14 frimaire resterait lettre morte s'il ne prenait soin de former « un grand nombre d'agents éclairés » : les lumières étaient plus rares dans les départements qu'à Paris ; le patriotisme y était souvent moins ardent ; à Paris même, l'inexpérience de la masse des sans-culottes entravait le zèle des sections. Au dire de Monge, l'un des confidents de sa pensée, le Comité devait aussi redouter « l'effet des préjugés, qui dans les fabriques résistaient à l'introduction des procédés nouveaux et celui de l'ignorance qui se déconcerte au premier revers et ne sait pas profiter des tentatives infructueuses (1) ». Il importait donc de recruter sur-le-champ un personnel exercé, capable de secouer l'apathie des masses, de triompher de la malveillance et de répandre jusque dans les campagnes les méthodes expéditives, « révolutionnaires », qui devaient procurer en peu de temps aux armées et aux escadres de la République le salpêtre, la poudre, les canons dont elles avaient le plus pressant besoin.

Le 11 pluviôse, la Régie des poudres avait pris l'initiative d'organiser à l'Arsenal de Paris des conférences publiques sur le lessivage et l'évaporation des salpêtres. Le Comité s'empara de l'idée en élargissant le programme. Son arrêté du 14 pluviôse s'adresse à la France entière et prévoit un enseignement plus complexe. Tous les Districts choisiront dans les cinq jours, sur la présentation des Sociétés populaires, et

(1) *Description de l'art de fabriquer les canons.*

enverront tout de suite à Paris « deux citoyens robustes, intelligents et accoutumés au travail, pris dans les compagnies de canonniers ou parmi les citoyens qui ont fait le service le plus actif dans la garde nationale. Paris en fournira deux par section ». Ils seront âgés de 25 à 30 ans : « un au moins de chaque district devra savoir lire et écrire ». Munis de feuilles de route, les élèves voyageront par étapes, comme les canonniers de l'armée ; ils ne pourront rester à Paris que trois décades ; ils seront logés par les soins de la municipalité et toucheront 3 livres par jour.

Neuf instructeurs, nommés par le Comité, leur enseigneront « l'art de raffiner le salpêtre, de fabriquer la poudre, de mouler, fondre et forer les canons ». Les cours seront à la fois théoriques et pratiques : « Les citoyens seront exercés aux manipulations particulières des arts qu'on y démontrera. » Ils recevront ensuite des instructions simples, « accompagnées des planches nécessaires pour bien comprendre les procédés... et pour pouvoir guider tous les artistes dans la fabrication des machines et ustensiles ». Les élèves ainsi formés « par les leçons et l'expérience » seront employés « à raison de l'intelligence qu'ils auront montrée et des connaissances qu'ils auront acquises (1) ».

Le lendemain 15 pluviôse, le Comité décide que 50 charpentiers de Paris suivront aussi « les cours du moulage, fondage et forage des canons », puis se rendront dans les départements pour y construire des foreries nouvelles. La Commission des armes leur assignera un salaire convenable pour la durée de leur instruction et de leur mission. Ils devront être choisis avec soin parmi les ouvriers les plus habiles. « Les sections nommeront, dans leur assemblée du 20 pluviôse, chacune six charpentiers intelligents... ; les 288 charpentiers se réuniront le 23 pluviôse, à midi précises, dans la salle de l'Evêché où se rassemblent ordinairement les électeurs de Paris. » Là, en présence de douze commissaires (six de la Commune et six du Comité), « ils choisiront au scrutin les 50 charpentiers qu'ils croient les plus capables (2) ».

(1) *Journal des Débats*, n° 505.

(2) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 633.

Un arrêté du 25 pluviôse précisa les détails de l'organisation. « Trois cours de huit leçons chacun... seront donnés de suite tous les jours, exceptés les décadis,... dans l'amphithéâtre du Muséum d'histoire naturelle... On y fera toutes les expériences et on y répétera tous les procédés nécessaires pour faire connaître l'extraction, la purification du salpêtre et la fabrication de la poudre. » Trois cours analogues, « de huit leçons chacun, seront donnés sur la fabrication des canons, dans la salle des Electeurs à l'Evêché ». La Commune de Paris délivrera aux élèves une carte portant leur nom et leur signalement, qui leur permettra d'« entrer dans les lieux des leçons, dans les ateliers de la Régie des poudres, dans ceux des sections, et en général dans tous les lieux de la République où l'on fabrique le salpêtre, la poudre et les canons (1) ».

Deux représentants du peuple, les premiers savants de l'époque, les conseillers les plus écoutés du gouvernement, ne dédaignèrent pas d'enseigner à d'humbles patriotes les éléments de la science. Le Comité désigna, pour professer les cours révolutionnaires, les citoyens Guyton, Fourcroy, Berthollet, Monge, Hassenfratz, Périer, Dufourny, Carny et Pluvinet.

Rien ne fut négligé pour assurer le succès des cours. Le Comité ordonne à Périer, le 18 pluviôse, de fondre à Chaillot « des pièces d'artillerie en fer coulé pour le service de la marine, de donner à cette fabrication l'activité nécessaire pour employer tous les forets vacants et de disposer le travail de manière qu'il puisse employer les citoyens appelés... à Paris et les mettre au fait des procédés » ; le magasin de la rue Dominique lui fournira « toute la fonte qu'il jugera propre à cet objet » et il pourra faire venir des forges de la Nièvre « les fontes neuves dont il aura besoin pour mélanger avec les vieilles fontes (2) ». Le 19, le Comité accorde à Lenoir, « chargé des préparations pour les cours révolutionnaires », 12.000 livres qu'il emploiera « d'après les visas des instructeurs (3) ». Le 26, il charge son secrétaire-commis Anthelmy

(1) A. N. AF* II 130.

(2) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 729.

(3) A. N. AF* II 131.

de faire transporter le tableau noir de la ci-devant Académie des Sciences, « avec les petits meubles accessoires », dans la salle des Electeurs de Paris « et de s'assurer que tout sera disposé pour l'ouverture des cours fixée au 1^{er} ventôse (1) ». Le 6 ventôse, il enjoint à la Régie de remettre à Carny, pour les expériences des cours, « 50 livres de salpêtre de troisième cuite et 8 livres de soufre ». Le 8, il apprend « que le laboratoire de chimie du Muséum..., qui sert en ce moment à donner les cours révolutionnaires..., se trouve, par le vice de son administration ancienne, absolument dénué des machines, ustensiles et matériaux nécessaires aux démonstrations » ; il nomme sur-le-champ trois commissaires, Guyton, Fourcroy et Berthollet, qui visiteront les maisons de la ci-devant liste civile, celles des émigrés, « les cabinets des ci-devant Académies » et « autres dépôts dans lesquels on a fait des collections nationales » ; d'accord avec deux représentants de la Commission des arts, ils y prendront « les machines, vases, ustensiles et matériaux » qui font défaut au Muséum ; ils pourront également tirer de la manufacture nationale de Sèvres « les vases de porcelaine, tels que cornues, capsules, creusets et autres ustensiles de ce genre » ; enfin, 40.000 livres sont mises à la disposition des professeurs du Muséum pour couvrir les frais de transport, de réparation, d'aménagement, et pour acheter « les matières salines et métalliques » dont ils auront besoin (2).

Cependant, à Paris et dans les départements, l'arrêté du 14 pluviôse recevait son exécution. Le 18 pluviôse, le Conseil général de la Commune de Paris en réclame 200 exemplaires pour les distribuer sur-le-champ aux sections et sociétés populaires. Le 19, il nomme l'un de ses membres, le citoyen Pain, « commissaire pour surveiller, fraterniser et faire fournir tous les objets nécessaires » aux citoyens envoyés par les Districts. Le 23, il invite les sections à leur réserver un accueil fraternel et Pain obtient l'autorisation de leur délivrer « une reconnaissance de dépôt de leur nomination, laquelle portera leur signalement, signature et logement » et leur servira

(1) A. N. AF* II 130.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 366 et 416.

de carte de sûreté (1). Le 25, le général Hanriot porte cet arrêté à la connaissance de la garde nationale (2).

Les premiers élèves des districts arrivèrent sans doute vers la fin de pluviôse. Le 1^{er} ventôse, en effet, le Conseil général de la Commune renvoie à l'Administration révolutionnaire des poudres et salpêtres, au coin de la rue des Saints-Pères, n^o 13, ceux « qui se présentent pour avoir des renseignements sur le logement qui leur est destiné et leur traitement (3) ». Le 3, Hanriot recommande aux postes des barrières de communiquer cette décision aux nouveaux arrivants et il invite les sections de Paris, « qui ne sont jamais en retard lorsqu'il s'agit du bonheur commun », à nommer promptement leurs jeunes élèves « afin qu'ils profitent des cours publics commencés à cet égard (4) ».

Ainsi, lorsque les cours furent ouverts, les sections de Paris n'avaient pas toutes désigné leurs représentants ; peut-on s'étonner si certains Districts tardèrent davantage ? Il fallait plusieurs jours pour que les décisions du Comité parvinssent aux extrémités de la France et les agents nationaux étaient accablés de besogne. En général, le Comité fut obéi. Dans la Vienne, par exemple, dès le 23 pluviôse, la Société populaire de Poitiers, sur l'invitation de l'agent national du district Fradin, charge une commission de former une liste de candidats et décide de s'aboucher avec les autres Sociétés populaires du district, notamment avec celle de Mirebeau ; le 25, la Commission présente les citoyens Louvel et Outrat (5). Dans l'Yonne, le District d'Avallon désigne dès le 23 pluviôse les citoyens Chamerot et Champion ; le District de Joigny désigne, le 25, les citoyens Martin, maréchal à Aillant, et Renaud Pichot ; le District de Tonnerre attend jusqu'au 4 ventôse pour envoyer à Paris les citoyens Dieudonné et Fondard (6).

La plupart des élèves arrivèrent assez tôt, semble-t-il,

(1) *Affiches...*, n^{os} 212, 213 et 217.

(2) Tuetey, t. X, n^o 1663.

(3) *Affiches...*, n^o 222.

(4) Tuetey, t. X, n^o 1808.

(5) A. D. Vienne, L. 452.

(6) *Inv. Arch. dép.*, Yonne, série L, p. 337, 362 et 495.

pour suivre l'une des trois séries de cours que la prévoyance du Comité de Salut public avait institués. Dès le 8 ventôse, les citoyens appelés à Paris se présentèrent « en foule » au club des Jacobins ; à cette date, on attendait encore les commissaires des départements du Midi (1). Rien ne permet de soupçonner qu'ils aient déçu l'attente du Comité. Dans l'Aveyron, par exemple, et dans l'Ariège, l'arrêté du 14 pluviôse avait été exécuté en temps utile. La municipalité de Maubeuge obtint aussi, le 11 ventôse, le droit d'envoyer quatre élèves, et le même jour le Comité, « considérant que plusieurs Districts sont en retard », autorisa le citoyen Delalande, de Bourges, à suivre les cours (2).

Le 30 pluviôse, Barère parut à la tribune de la Convention. Deux sections de Paris venaient d'offrir les prémices de leur récolte de salpêtre et « la salle retentissait encore des acclamations de l'enthousiasme républicain qui venait de se développer ». Barère annonça que les cours révolutionnaires seraient inaugurés le lendemain. « Sous l'ancien régime, le pédantisme se serait emparé de cette institution, l'aurait contrariée par ses lenteurs. Il aurait fallu trois ans pour obtenir quelques effets douteux de l'instruction. Aujourd'hui, c'est le patriotisme et la science qui dirigeront l'enseignement ; c'est l'amour de la Liberté qui hâtera l'instruction de la part de ceux qui se chargent de la donner et de ceux qui la recevront ; enfin, dans trois décades, les cours seront finis et les succès en sont assurés. » Il désigna les maîtres choisis par le Comité, et l'Assemblée nationale, sur son invitation, nomma pour assister à l'ouverture des cours quatre de ses membres : Ch. Delacroix, Levasseur (de la Sarthe), Charlier et Granet (3).

Les documents de l'époque nous renseignent avec assez de précision, sinon sur la physionomie de ces cours (qui dut être assez originale), du moins sur la nature de l'enseignement qui s'y donna (4).

Le « cours révolutionnaire de la fabrication du salpêtre

(1) Aulard, *Jacobins*, t. V, p. 663.

(2) A. N. AF* n° 123 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 476 et 496.

(3) P. V., t. XXXI, p. 365, et *Journal des Débats*, n° 517, pluviôse an II, p. 432.

(4) *Programmes des cours révolutionnaires...* (A. N. AD vi 79 et B. V. P., n° 106.963).

et de la poudre » comprit huit leçons, qui furent professées du 1^{er} au 8 ventôse : I. Histoire naturelle et principales propriétés du nitre ou salpêtre. — II. L'art de séparer le salpêtre des matériaux salpêtrés. — III. Examen de la lessive des terres et des plantes ; évaporation et cristallisation des lessives ; salpêtre de la première cuite. — IV. Raffinage et purification du salpêtre. — V. Nature et traitement des eaux-mères du salpêtre. — VI. Art de la fabrication de la poudre suivant les procédés en usage dans les ateliers de la Régie nationale. — VII. Procédé révolutionnaire pour la fabrication de la poudre de guerre. — VIII. Propriétés de la poudre de guerre ; épreuves ; conservation. — Une leçon supplémentaire fut faite, le 19 ventôse, sur « la composition des sels dont il a été parlé dans les précédentes leçons et l'action que ces sels exercent les uns sur les autres ». Un sommaire imprimé, qui fut distribué aux élèves, indique très nettement le plan de chaque leçon et ses idées essentielles. Clairs et simples, ces aperçus font honneur à la lucidité du savant qui les rédigea.

Pour la fabrication des canons de fer coulé, on se contenta de six leçons données du 1^{er} au 6 ventôse : I. Mines de fer. — II. Fonderie du fer. — III. Moulage des canons. — IV. Coulage des canons. — V. Forage des canons. — VI. Forage de la lumière, visites, épreuves. — Un résumé d'environ deux pages fut établi pour chacune de ces leçons. Les trois journées suivantes furent consacrées à la visite des ateliers et du champ d'épreuves.

Bref, on mena de front l'instruction théorique et la formation pratique des élèves. Le Comité, nous dit Monge, « avait arrêté que chacun des trois instituteurs pour un même objet ferait un cours complet, afin que les mêmes choses, par les manières différentes d'être exposées, devinssent claires pour tous les genres d'esprits ». Fourcroy, Pluvinet, Dufourny enseignèrent tour à tour l'art du salpêtre ; Guyton, Carny, Berthollet, l'art de fabriquer la poudre ; Hassenfratz, Monge et Périer l'art de fabriquer les canons. Mieux encore : un élève assidu pouvait suivre à la fois les cours du salpêtre qui se faisaient le matin à l'amphithéâtre du Jardin des Plantes et les cours de la fabrication des canons qui ne commençaient

qu'à 2 heures de l'après-midi dans la salle de l'Evêché. « Le reste du jour était employé à visiter les ateliers de salpêtre des sections de Paris et à suivre les travaux de la fabrication des canons dans les quatre principales fonderies. » On se rendait, par exemple, à l'Arsenal, chez Brézin, ou à Chaillot, chez Périer.

Monge n'a que des éloges pour l'exactitude, l'intelligence et le zèle des élèves : « La nuit, dans leurs casernes, ils rédigeaient les leçons de théorie et de pratique qu'ils avaient reçues dans la journée ou ils s'occupaient du perfectionnement des procédés nouveaux (1) ». Professeurs et élèves rivalisaient d'ardeur et de civisme ; le cri de *Vive la République ! Mort aux tyrans !* « ouvrait et fermait » chaque leçon. Parfois des manifestations patriotiques interrompaient l'austérité de leurs travaux. Le 7 ventôse, une députation de la Convention nationale et du Comité de Salut public assista au cours du matin ; puis les élèves conduisirent à leurs casernes « les citoyens députés ». On chanta l'hymne de la Liberté. « Les représentants du peuple avec les élèves, des membres de la Commune de Paris, des comités révolutionnaires et civils des sections du Finistère et de l'Observatoire ont entouré les tables et mangé à la gamelle. La pomme de terre y a été servie avec d'autres légumes simples, mets de la nature, mais assaisonnés d'une franche et loyale gaîté. » La plantation d'un arbre de la Liberté succéda à ces agapes fraternelles. L'après-midi, les élèves se rendirent à l'Arsenal où Brézin coula devant eux une pièce de canon et leur démontra « la manière de faire des moules de tout calibre », puis au moulin de forage du même Brézin, situé près de la Seine, qui forait quatre pièces à la fois en cinq heures et dont Hassenfratz expliqua le fonctionnement (2).

Le lendemain, nouvelle manifestation ; les élèves des cours « se présentent en foule » au club des Jacobins « et sont introduits dans la salle aux acclamations unanimes des membres et des citoyens des tribunes ». Hassenfratz prend la parole ;

(1) Monge, *Description de l'art de fabriquer les canons*.

(2) Rapport de Pain, inspecteur des élèves, au Conseil général de la Commune (*Affiches...*, n^{os} 226, 227 et 228).

il fait l'éloge du Comité de Salut public « qui veut que les lumières soient pour tous les citoyens et qui proscriit l'aristocratie des académies » ; il célèbre l'ardeur des élèves des départements ; certains ont pris la poste pour devancer le vœu du Comité ; tous ont montré un zèle qui ne peut exister que chez des républicains : en huit heures, ils ont appris à fabriquer la poudre et à fondre les canons. Aussitôt Léonard Bourdon déclare qu'il ne vit jamais spectacle plus consolant que celui que présente cette séance ; il propose de célébrer cette scène « sublime » par une fête solennelle. « Allons décadi prochain au Champ de Mars, s'écria-t-il, jurer avec nos frères, sur la tombe future des tyrans, que nous défendrons la Liberté. » On inviterait la Convention « à assister en masse à cette fête ». Mais Maribon-Montaut observe qu'il serait préférable d'attendre l'arrivée des citoyens des départements du Midi, et la cérémonie est remise à la fin du mois (1).

Pourtant, le 10 ventôse, les élèves sollicitent leur admission à la barre de la Convention. « Ils entrent, précédés d'un tambour, d'un drapeau et de deux bannières qui portent ces inscriptions : *Envoyés des districts, guidés par le Génie de la liberté, nous savons tout entreprendre pour la Patrie, mourir pour la défendre !* Un membre de la Commune de Paris les présente, loue leur zèle et leur activité féconde. « ...Tremblez, tyrans ; fuyez, esclaves ; les foudres s'apprêtent et bientôt il ne restera de vous qu'un souvenir éloigné... » Un des élèves, au nom de ses camarades, félicite la Convention de ses travaux : « Le gouvernement révolutionnaire a sauvé la chose publique... Pas de trêve avec les ennemis ; guerre à mort à la Tyrannie ! Déjà nous sommes impatients d'aller, partout où le besoin de la Patrie nous appelle, communiquer les instructions données par des professeurs aussi complaisants qu'éclairés, justifier l'attention des Sociétés populaires, du Comité de Salut public et de la Convention nationale. Partout nous mettrons en réquisition les richesses que la nature bienfaisante et révolutionnaire a enfouies dans le sol de la Liberté... Avec du fer, du salpêtre, nous allons bientôt

(1) Aulard, *Jacobins*, t. V, p. 663-666.

forger la foudre et la vomir en éclats pour anéantir jusqu'au dernier des tyrans (1)... ».

Certes, il faut se garder d'exagérer l'importance de ces manifestations oratoires et de prendre à la lettre ces déclarations souvent emphatiques. Elles n'en ont pas moins un sens très net. Elles témoignent de l'ascendant pris par le Comité de Salut public sur des âmes simples mais sincères : de même qu'en août 1792 les fédérés marseillais et brestois, grisés par les orateurs des clubs parisiens, s'étaient rués à l'assaut des Tuileries ; de même qu'en août 1793 le Comité de Salut public s'était appuyé sur les délégués des assemblées primaires pour réaliser la levée en masse et inaugurer sa politique d'armements à outrance, de même, en ventôse de l'an II, il s'assura le concours des élèves des sections de Paris et des districts à la fois contre les adeptes de la faction de l'étranger, qu'il allait abattre à la fin du mois et contre les partisans d'une paix prématurée que Barère avait dénoncés le 13 pluviôse. Lorsque l'on apprit l'arrestation des Hébertistes (2), les envoyés des districts s'empressèrent d'affirmer de nouveau leur loyalisme républicain : le 25 ventôse, ils reparurent à la barre de la Convention, retracèrent le tableau de leurs efforts pour le triomphe de la liberté, et félicitèrent l'assemblée d'avoir déjoué les plans des conspirateurs (3).

C'est ainsi que se maintenait sous le régime révolutionnaire le contact entre les dirigeants et la masse agissante de la Nation. Les garanties constitutionnelles avaient disparu ; les élections n'étaient plus qu'un leurre ; mais le Comité associait à ses travaux la Convention et les représentants des Sociétés populaires ; tous collaboraient d'un même cœur à la défense du territoire et de la liberté.

Le 26 ventôse, l'Administration révolutionnaire annonça au Conseil général de la Commune que les élèves avaient « fondu un canon et fait de la poudre » ; le Conseil décida qu'une fête civique aurait lieu le décadi suivant pour célébrer « les efforts

(1) *P. V.*, t. XXXII, p. 340, et *Journal des Débats*, n° 527, ventôse an II, p. 138-140.

(2) Les premiers furent arrêtés dans la nuit du 23 au 24 ventôse.

(3) *Journal des Débats*, n° 542 et 545, ventôse an II, p. 334-5 et 365-7.

des républicains (1) ». Le 30 ventôse, à 11 heures précises, un immense cortège, qui s'était formé place de la Maison-commune, s'ébranla vers la Convention.

Des trompettes, des gendarmes à cheval, des canonniers avec deux pièces attelées, des tambours ouvraient la marche. Derrière une bannière portant cette inscription : *Arrêté du Comité de Salut public concernant la fabrication révolutionnaire du salpêtre, de la poudre et des canons*, s'avancait un groupe de sapeurs et de mineurs, quatre membres de chacune des Sociétés populaires, les juges de paix, commissaires de police et officiers de paix, des tambours encore, les gendarmes des tribunaux, les tribunaux civil et criminel, le Tribunal de cassation et le Tribunal révolutionnaire. Puis venaient les héros de la fête.

Précédée par les vétérans et les élèves de la Patrie, une seconde bannière portait cette inscription : *Offrande à la Convention nationale des premiers travaux des élèves de la République pour la fabrication des poudres et salpêtres et la fonte des canons*. L'Agence nationale des armes portatives et l'Administration révolutionnaire des poudres précédaient « les commissions des sections pour la fabrication des salpêtres, portant chacune une corbeille ou bassine de salpêtre, posée sur un brancard orné de rubans et de guirlandes de verdure » ; dix ouvriers « armés de pelles et de pioches » suivaient le brancard de chaque section et le portaient à tour de rôle. Chaque commission était « accompagnée de deux membres de chacun des comités civil et révolutionnaire et de quatre citoyens choisis dans l'assemblée générale de la section ». Ces délégations étaient divisées en deux groupes égaux, entre lesquels s'avancait la Commission des armes, suivie de 80 ouvriers des ateliers de la manufacture de fusils qui entouraient « un faisceau d'armes surmonté du bonnet de la Liberté ». Les gendarmes de la Convention nationale et « un grand corps de musique » précédaient ensuite un groupe original qui jetait une note gracieuse dans ce défilé belliqueux. « Deux mères de famille et deux jeunes citoyennes, choisies dans chacune des 48 sections, portant chacune une branche de

(1) *Affiches...*, n^{os} 241 et 242.

verdure ou des fleurs », escortaient une bannière avec cette inscription : *Nous unissons aux verlus sociales le courage républicain.*

Enfin, derrière leurs professeurs, les élèves des cours révolutionnaires apparaissaient. Ils marchaient « sur vingt-cinq de front, se tenant par le bras et portant dans la main droite un exemplaire de l'instruction qui leur a été donnée ». Ils formaient trois groupes. En tête du premier était porté « un brancard orné de draperies et guirlandes, chargé d'une corbeille de salpêtre ». Le second escortait « un brancard drapé et orné, portant le tonneau mécanique qui remplace les moulins à poudre » ; sur le tonneau, on lisait la devise révolutionnaire : *Mort aux tyrans.* Enfin, les élèves du troisième groupe traînaient un char portant le canon qu'ils avaient fabriqué ; « un jeune citoyen, en bonnet rouge, représentait le Génie de la Liberté, à cheval sur le canon, et travaillant à le perfectionner » ; le char était entouré « de citoyens portant les outils et les attributs de la fabrication ».

Une nouvelle bannière avec l'inscription célèbre : *Le Peuple français debout contre les tyrans et ceux qui les servent*, était escortée par les 50 charpentiers qui devaient « diriger la construction des ateliers d'armes dans différentes parties de la République ». Enfin, derrière « un second corps de musique », s'avançaient les autorités constituées : Conseil général de la Commune, Département de Paris, Conseil exécutif provisoire, accompagnés par « les vétérans de l'hospice de l'Humanité ».

Ce brillant cortège, encadré par « deux haies de la force armée », longea les quais jusqu'à la place de la Révolution, franchit le Pont Tournant, traversa le Jardin national et défila longuement dans la salle des séances de la Convention.

« La municipalité marche à la tête » ; un de ses membres se place à la barre, célèbre la loi du 14 frimaire : « Sur-le-champ, tous les Français sont devenus salpêtriers et des montagnes de salpêtre s'élèvent... » Le Président répond et « un peuple immense commence à défiler, les uns portant du salpêtre, d'autres portant les outils avec lesquels ils l'ont fabriqué ». Tour à tour, les défenseurs de la Patrie et un invalide prennent la parole. Puis « la section de la Fontaine de Grenelle dépose sur l'autel de la Patrie une montagne formée de salpêtre,

au sommet de laquelle est assise l'image de Marat, faite de la même matière ».

La Commission des armes et poudres proteste de son dévouement et de son activité ; l'Administration de la fabrication révolutionnaire des poudres et salpêtres présente les élèves des cours : « Déjà Paris a fourni un grand nombre de bouches à feu et plus de 50.000 livres de salpêtre. L'énergie républicaine, dirigée par vous, fait de toute la France un atelier d'armes, une fabrique de salpêtre. Bientôt la République, hérissée de bouches à feu, portera la terreur et la mort parmi ces hordes esclaves qui osent combattre contre elle... » Les élèves invitent la Convention à « assister aux épreuves qu'ils se proposent de faire de la poudre et des canons qu'ils ont fabriqués ». Elle décide d'y envoyer une députation. « Les élèves de la fabrication du salpêtre succèdent, conduisant avec eux une pièce de canon, de la poudre et du salpêtre qu'ils ont fabriqué. » On applaudit leur orateur : « Quand nous aurons suffisamment fait des canons et de la poudre, s'écria-t-il..., notre tâche sera-t-elle remplie ? Non ; il nous en restera une plus glorieuse ; ce sera d'aller avec nos frères d'armes au champ de la gloire terrasser les tyrans et leurs satellites !... »

Puis l'Agence nationale des poudres « présente un bonnet de la Liberté formé avec du salpêtre ». Les élèves de la Patrie affirment leur civisme. La commission des salpêtres de la section de la Montagne réclame des matériaux pour ses ateliers. La citoyenne Berger offre une palme au nom de la section de la Réunion : « Citoyens représentants, recevez l'hommage de cette palme où brille le courage des défenseurs de la Liberté ; bientôt ils sauront la convertir par leurs succès en une branche d'olivier... » La section des Lombards annonce que ses travaux sont en bonne voie.

Bref, toutes les sections de Paris avaient rivalisé de zèle. Elles apportaient à la Convention, selon l'expression de Monge, « l'hommage de leurs travaux en salpêtre, qu'elles avaient fait cristalliser sous des formes patriotiques, toutes très aimables, la plupart très ingénieuses ». C'était, dira plus tard Barère (1), « un véritable gâteau des rois que chaque section venait offrir à ceux qui avaient juré de les détruire ».

(1) Dans son rapport du 26 messidor à la Convention.

La Convention ne ménagea pas ses applaudissements aux patriotes qui défilaient devant elle et qui incarnaient à ses yeux toute la France républicaine debout contre les tyrans. « La marche du cortège excita le plus vif enthousiasme et la séance s'acheva aux cris mille fois répétés de *Vive la République une et indivisible ! Vive la Convention ! Vive la Montagne ! Mort aux tyrans !* (1) »

Telle fut la fête du salpêtre et des poudres, « une des plus gaies et des plus simples, une des plus républicaines qui aient été célébrées ». Par son éclat, elle rappelle la grande Fédération du 14 juillet 1790 ; elle annonce la fête de l'Être suprême que Robespierre allait présider trois mois plus tard. Elle eut à certains égards un caractère politique. Ce fut la consécration de l'œuvre du Comité de l'an II et des grandes mesures révolutionnaires qu'il avait prises depuis août 1793 pour sauver la France et la République ; elle fut en quelque sorte le signe visible de sa victoire récente sur les Hébertistes ; la chute de Danton et de ses amis suivit de près.

Rentrés dans leurs foyers, les élèves des districts allaient y porter à la fois les lumières qu'ils avaient acquises et « l'énergie révolutionnaire » ; ils allaient y répandre les leçons que le Comité leur avait procurées et les idées maîtresses de sa politique générale. Un arrêté du 30 ventôse ordonna de leur distribuer avant leur départ le rapport de Saint-Just sur la conspiration, les bulletins des séances de la Convention auxquelles ils avaient assisté et la brochure que l'Assemblée avait fait imprimer sur le gouvernement révolutionnaire (2). Admis à la Société populaire des Amis de la liberté et de l'égalité, les élèves, dira plus tard Barère, « se sont élevés à la hauteur des révolutions en même temps qu'ils préparaient des armes à la Révolution » et il ajoutait, en s'adressant à la Convention : « Le lieu de vos séances est le plateau électrique ; les districts sont les anneaux de la chaîne ; et la commotion a été faite jusqu'au bout » (3).

Le jour même de la fête des poudres, 30 ventôse, un arrêté

(1) B. N. Lb⁴⁰ 1339 ; — P. V., t. XXXIII, p. 486-93 ; Tuetey, t. X, n^{os} 2120 et 2121 ; *Journal des Débats*, n^{os} 547 et 548.

(2) A. N. AF* II 130.

(3) *Rapport à la Convention*, du 26 messidor an II.

du Comité de Salut public disposa des élèves. Tous les élèves des salpêtres, poudres et canons, et les 50 charpentiers de Paris se réuniront le lendemain 1^{er} germinal à 9 heures du matin, salle de l'Evêché. On les répartira en deux groupes : « ceux qui ont encore besoin d'instruction... retourneront dans une caserne » ; les autres « se diviseront en deux parties, l'une à la disposition du Comité..., l'autre désirant retourner chez elle ». « Les citoyens qui retourneront chez eux se réuniront dans une caserne et s'inscriront en désignant les causes de leur retour ; ils jugeront les causes entre eux et enverront au Comité... le jugement prononcé ; ce jugement sera envoyé aux sociétés populaires de chacun afin qu'elles envoient leur opinion sur le jugement. » Les citoyens qui se mettront à la disposition du Comité formeront trois groupes : « division des canons, division de la poudre, division du salpêtre ».

Les 50 charpentiers et les élèves de la division des canons seront répartis entre les quatre représentants du peuple chargés d'organiser les fonderies révolutionnaires. « La division de la poudre se subdivisera en deux parties », affectées aux deux fabriques de Paris. Les 60 élèves les plus instruits de la division des salpêtres « seront envoyés s'instruire à la Raffinerie révolutionnaire » ; les autres « se diviseront en 48 » et seront envoyés dans les sections de Paris « pour la surveillance des commissions de salpêtres ». « C'est parmi les élèves les plus instruits d'entre eux que l'on prendra pour envoyer dans les raffineries qui se formeront dans toute la République. » Les élèves employés aux travaux du salpêtre à Paris recevront 4 livres par jour, ceux qui suivront les leçons 3 livres comme par le passé, ceux qui rejoindront leurs départements recevront « l'étape ». L'exécution immédiate de cet arrêté était confiée à Pain, « commissaire aux élèves (1) ».

Dès le 2 germinal, le Comité répartit les 50 charpentiers de Paris : 12 se rendront à Nevers, auprès de Noël Pointe ; 10 à Verneuil, près de Deydier ; 10 à Bourges, près de Ferry ; 18 à Angoulême, près de Romme. Deux « suppléants » sont, en outre, désignés pour Bourges et un pour Angoulême. Le même

(1) A. N. AF* II 123 et Ar. ard, *Recueil*, t. XII, p. 70.

jour, 51 élèves qui « ont déjà toutes les connaissances théoriques et pratiques nécessaires pour rendre à la République dans la fabrication des canons les services qu'elle est en droit d'attendre d'eux... » sont attribués aux mêmes représentants : 16 iront dans la Dordogne et la Charente, 13 dans l'Indre et le Cher, 11 dans la Nièvre, 11 dans l'Orne et l'Eure. Charpentiers et canonniers partiront sur-le-champ et Pain rendra compte dans les quarante-huit heures. A la fin du mois, le 29 germinal, 38 autres élèves, désignés par leurs camarades, furent encore affectés aux fonderies révolutionnaires : 14 furent attribués au représentant Romme, 9 à Ferry, 5 à Deydier, 10 à Noël Pointe (1).

Si les représentants du peuple avaient besoin d'auxiliaires instruits pour monter les fonderies et foreries révolutionnaires, plusieurs parties de la République manquaient aussi d'hommes capables d'accélérer l'exploitation du salpêtre. Le 15 germinal, le Comité charge l'Administration révolutionnaire « de choisir, sur les élèves qui ont déjà suivi le raffinage, les préposés qui peuvent encore manquer aux départements » et d'envoyer les autres aux huit inspecteurs des poudres et salpêtres, qui disposeront de leurs talents. Le 18, il lui confie la surveillance des élèves « qui se sont destinés au travail des salpêtres et des poudres » et l'invite à les employer « de la manière la plus utile ». Le 29, il la presse d'agir : elle lui fera passer chaque jour, à compter du 1^{er} floréal, la liste des élèves qu'elle aura fait partir et « prendra les moyens les plus propres à accélérer l'emploi de la totalité de ces élèves (2) ». Parfois le Comité se réserve le soin de placer certains élèves : le 24 germinal, il retient à Paris Maurice et Pierre Barbot, « pour les employer à des destinations particulières concernant la fabrication des salpêtres (3) ».

Ainsi furent instruits par la volonté du Comité de Salut public, en quelques décades, plusieurs centaines de patriotes exercés : ils appliquèrent sans tarder les procédés rapides, « révolutionnaires », qu'avait créés le génie de leurs profes-

(1) A. N. AF* II 123 et AF II 215^a, d. 1843.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 382, 438 et 660.

(3) A. N. AF* II 123.

seurs. Partout, à la raffinerie de l'Unité et à la poudrerie de Grenelle comme dans les ateliers de salpêtre et les fonderies des départements, ils portèrent « l'audace et la confiance nécessaires au succès de tout établissement nouveau (1) ». D'autre part, un patriote parisien, le citoyen Dulac, que le Comité chargea plus tard d'une mission dans les départements de l'Est, publia une sorte de petit catéchisme du salpêtre, rédigé par demandes et par réponses, où il résu-mait, à l'usage des citoyens qui n'avaient pu suivre les cours, l'enseignement donné à Paris. Cette courte brochure était intitulée : *l'Agonie de tous les tyrans ou les moyens de fabriquer la foudre qui va les exterminer* (2).

Le succès des cours fut si vif que la méthode inaugurée en ventôse reçut bientôt de nouvelles applications. « Ce mode révolutionnaire de cours publics, disait Barère dans son rapport du 26 messidor, est devenu pour le Comité un type d'instruction qui lui servira utilement pour toutes les branches des connaissances humaines utiles à la République. » Dès le 11 ventôse, le *Moniteur* avait, en effet, annoncé que la méthode révolutionnaire appliquée à l'Evêché et au Jardin des plantes serait sans doute généralisée. Le 1^{er} prairial, Coupé lut à la Convention, au nom du Comité d'Instruction publique, « un projet de décret tendant à révolutionner l'instruction » ; il proposait d'appeler à Paris quatre citoyens de chaque district : comme les élèves des canons, poudres et salpêtres, ils recevraient l'étape, 4 livres par jour, et seraient logés ; ils suivraient pendant deux mois les cours de professeurs nommés par le Comité de Salut public ; on leur remettrait avant leur départ des sommaires imprimés des leçons qu'ils auraient entendues et ils répandraient dans les départements les méthodes enseignées à Paris (3). Approuvé par le Comité de Salut public le 5 prairial, le projet ne revit le jour qu'à la fin de l'an III ; défiguré par les thermidoriens, il aboutit à la création de la première École normale supérieure.

Mais, entre temps, Barère avait, le 13 prairial, soumis à la

(1) Monge, *Description de l'art de fabriquer les canons*.

(2) A. N., AD VI 79.

(3) J. Guillaume, *Procès-Verbaux du Comité d'Instruction publique de la Convention*, t. IV, Introduction, p. XXI et suiv.

Convention le projet qui créait l'École de Mars et qui s'inspirait étroitement des principes appliqués en ventôse : plusieurs milliers de jeunes sans-culottes, choisis sous le contrôle des Sociétés populaires, vinrent s'exercer au camp des Sablons, près de Paris ; ils devaient fournir à l'armée des cadres instruits et dévoués au régime républicain. La même méthode révolutionnaire présida au recrutement de l'École centrale des travaux publics, créée en vendémiaire de l'an III, et des Ecoles de santé organisées au mois de frimaire suivant ; elle devait être appliquée à l'École d'agriculture dont le Comité prévoyait l'organisation en messidor de l'an II (1).

Bref, les cours inaugurés en ventôse furent sans doute l'une des institutions les plus originales du gouvernement révolutionnaire. Les hommes du Comité de l'an II estimaient que du progrès des lumières dépendaient le salut et l'avenir de la République. Patriotes ardents, ils avaient au plus haut degré la religion de la science ; démocrates convaincus, ils savaient que dans les classes populaires des intelligences sommeillaient qui ne demandaient qu'à s'épanouir. Le succès des leçons libéralement données en ventôse par les premiers savants de l'époque aux sans-culottes des sections et des districts les incita à développer l'expérience. Ils n'eurent pas le temps de la pousser jusqu'au bout. Mais rien n'autorise à croire que leur effort fût resté vain.

(1) J. Guillaume, *Recueil cité*, t. IV, Introduction.

CHAPITRE XIV

L'Extraction du salpêtre dans les Départements.

I. — L'IMPULSION DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC ET DES ADMINISTRATIONS RÉVOLUTIONNAIRES.

La loi du 14 frimaire chargeait les Districts de présider à l'exploitation révolutionnaire du salpêtre, avec le concours des municipalités, des Sociétés populaires et sous le contrôle de la Régie des poudres.

Le Comité de Salut public leur enjoignit, le 23, de faire réimprimer sur-le-champ la loi et l'instruction qui y était jointe, d'en ordonner l'affichage dans toutes les communes, bref de leur assurer la plus large publicité. Il se préoccupa de leur procurer un outillage suffisant et un personnel exercé. Le 3 pluviôse, Guyton, membre de la Convention, reçut mission « de faire exécuter... 1.000 pèse-liqueurs de cuivre et de fer-blanc pour être distribués aux sections de Paris et aux Districts, et dès le 26 ventôse, l'Administration révolutionnaire fut chargée d'expédier un aréomètre à chaque District (1). Le 14 pluviôse, les cours révolutionnaires furent organisés.

Mais sans attendre l'effet de ces mesures, le Comité pressa les Districts de se mettre à l'œuvre. Vers la fin de nivôse (2), une circulaire impérative exigea des agents nationaux une action immédiate : « Cette loi vous a été envoyée il y a plus de quinze jours ; sans doute plusieurs [districts], qui ont déjà pris des arrêtés sages sur l'exécution de cette loi et nommé des

(1) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 366 ; t. X, p. 377, et t. XII, p. 3.

(2) A. D. Yonne, L. 512. — Voir plus haut, chap. XII, la délibération de la Commune de Paris sur cette circulaire (3 pluviôse).

commissaires pour la mettre en activité ont déjà un produit quelconque en salpêtre ; mais nous sommes instruits que quelques [uns] n'ont encore rien fait... » Or les succès des armées dépendent de cette opération. « ...C'est à la prompte, à la très prompte exploitation du salpêtre, qui doit être dix fois plus considérable qu'elle n'a été jusqu'ici dans toute la République française, qu'est attaché son salut... » Il faut donc que chaque citoyen se mette à l'œuvre sur-le-champ. « On n'a recueilli jusqu'ici que 3 millions de livres de salpêtre par an ; le nombre de nos ennemis, l'étendue de nos armées, la sûreté de vos personnes et de vos propriétés en exigent plus de 20 millions. Le sol de la République recèle, pour la défense de la liberté, cent fois plus de salpêtre qu'elle n'en demande... Les Américains, pour soutenir la guerre qui les a rendus libres, n'ont eu le salpêtre nécessaire... qu'en exigeant sous peine de mort six livres de ce sel de chaque propriétaire. N'oubliez pas que le temps presse, qu'il nous faut de la poudre dans deux mois... »

Peu après, le 11 pluviôse (1), une seconde circulaire invite les agents nationaux à redoubler d'énergie. « Rappelle à l'Administration ses devoirs et leur pressante nécessité. Invite sur-le-champ tous les citoyens à l'exploitation demandée ; multiplie l'instruction qui t'a été envoyée. Tandis que les jeunes républicains combattent en héros sur les frontières, tous les citoyens qui ne sont pas attachés impérieusement à la culture des terres, dans l'intérieur de la République, doivent devenir dans quelques décades fabricants d'armes ou de salpêtre... » Chaque agent national rendra compte dans les six jours des mesures prises et du travail fait, puis fournira des états décadaires de production. Au reste, des inspecteurs ont été nommés qui vérifieront sur les lieux les efforts accomplis. Le 15 pluviôse, une instruction recommande encore aux agents nationaux « l'exécution la plus ponctuelle de toutes les lois » et en particulier de « celles qui intéressent la défense nationale », et les invite expressément à faire appliquer « dans toute l'étendue » de leur arrondissement la loi du 14 frimaire.

En ce même mois de pluviôse, le Comité s'adressa aux

(1) A. D. Yonne, L. 512.

Sociétés populaires pour accélérer la récolte du salpêtre. « ...Notre correspondance nous apprend que cette loi salulaire n'est point encore convenablement sentie par tous les citoyens. La plupart ne sont point assez persuadés qu'il est pressant de la mettre en vigueur et que le moindre retard peut compromettre la chose publique. Frères et amis, réchauffez sur cet objet tous vos concitoyens ; que par vos soins ils se mettent promptement à l'ouvrage ; que tous les amis de la liberté et de l'égalité deviennent pour quelques décades autant de salpêtriers... » Aux frontières, « les grands coups vont être portés » ; les citoyens de l'intérieur doivent fournir à leurs frères des armées « le fer et le feu qui préparent et assurent la victoire ». « Nous avons vu avec étonnement que dans plusieurs lieux on dit qu'il n'existe point de salpêtre ; que dans d'autres on annonce n'avoir point d'hommes au fait du travail des salpêtreries ; que dans quelques-uns on attend les agents de la Régie nationale des poudres ; qu'ici on confond ce travail extraordinaire et révolutionnaire avec celui des salpêtriers qui ne doivent exploiter que les décombres les plus riches ; que là on se plaint de manquer d'ustensiles et de moyens ; que dans beaucoup de districts il règne une tiédeur et une négligence coupable... » C'est aux Sociétés populaires qu'il appartient d'écarter ces obstacles, d'éclairer les citoyens sur la simplicité du travail qu'on leur demande et de prêcher d'exemple. « Que le local habité par chaque Société populaire soit partout exploité ; que la poudre tyrannicide en sorte de toutes parts ; que chaque souterrain devienne aussi redoutable aux ennemis de la France que la tribune populaire qui le surmonte (1) !... »

Ces appels énergiques du Comité n'étaient pas sans produire quelque effet. Mais il ne se lassait pas de les répéter et il exigeait des preuves tangibles de bonne volonté. Le 23 ventôse, il écrivait encore aux agents nationaux des districts : « Déjà le patriotisme s'est signalé dans plusieurs parties de la France et une quantité considérable de salpêtre est sortie du sein de la terre de la liberté ; mais il faut que cette opération révolutionnaire serve à former un tableau qui nous mette en état

(1) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 637, et t. XI, p. 252-4.

de distinguer les nuances de l'ardeur républicaine. » Et il réclamait l'envoi régulier d'états décadaires de production (1).

Enfin, non content de surexciter le patriotisme et l'esprit d'émulation, il accorda, le 7 germinal, aux agents spéciaux nommés par les Districts, pour stimuler leur zèle, une prime de 3 deniers par livre de salpêtre révolutionnaire produit du 1^{er} floréal au 1^{er} thermidor ; elle serait abaissée à 2 deniers pour la période du 1^{er} thermidor au 1^{er} brumaire, à un denier pour les trois mois suivants (2).

Le Comité n'ignorait, pas d'ailleurs, que des administrations surchargées de besogne et souvent inexpérimentées ne parviendraient pas sans peine à secouer la torpeur des uns, à corriger les erreurs des autres, et à vaincre, pour parler la langue de l'époque, l'inertie, la malveillance et les préjugés. D'autre part, les représentants en mission ne pouvaient entrer dans les détails d'une opération qui allait se poursuivre à la fois sur tous les points du territoire. Il lui parut nécessaire de confier à des patriotes instruits le soin de surveiller de près l'application de la loi du 14 frimaire. Les succès obtenus par Vauquelin dans la région de Tours indiquaient la marche à suivre. Un arrêté du 4 nivôse divisa la France en huit arrondissements qui seraient parcourus par « huit inspecteurs temporaires, commissaires du Comité de Salut public ». Ces inspecteurs devaient « examiner la conduite des agents chargés de l'exécution de la loi..., indiquer et provoquer les établissements utiles pour accroître et accélérer le travail de la poudre et du salpêtre..., répandre les lumières et l'ardeur républicaine pour l'exploitation que réclame la Patrie ». Ils s'occuperaient, en outre, « des moyens d'augmenter la fabrication des salins et potasses ». Ils entretiendraient avec le Comité « une correspondance active, soit pour l'instruire de l'état de la fabrication, soit pour lui dénoncer les administrations ou agents négligents, incapables ou malveillants ». Un traitement de 700 livres par mois leur était assigné ;

(1) A. D. Yonne, L. 512.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 220.

leurs frais de poste, chevaux et voitures leur seraient remboursés (1).

Le premier inspecteur désigné fut Chaptal, déjà célèbre par ses travaux de chimie appliquée et par son enseignement à Montpellier. Compromis dans l'agitation fédéraliste de juin 1793, il avait échappé à la proscription grâce à ses talents et, semble-t-il, à la protection de Robespierre qui savait pardonner au patriotisme égaré. Vers la fin de 1793, il rentra en grâce et donna des gages de civisme en créant à Montpellier un grand atelier de salpêtre (2). Le Comité ne craignit pas de l'employer. Dès le 28 frimaire, Carnot et Prieur l'appelèrent à Paris en termes pressants (3). Le 18 nivôse, le Comité lui donna mission d'inspecter un arrondissement qui ne comprenait pas moins de 11 départements (Var, Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Gard, Hérault, Lozère, Aveyron, Aude, Pyrénées-Orientales, Haute-Garonne, Lot) : c'était tout le Languedoc et toute la Provence. Il s'acquitta sans doute de sa tâche avec zèle et intelligence, car dès ventôse le Comité le nomma membre de l'Administration révolutionnaire des salpêtres et poudres dont il venait d'étendre les pouvoirs à l'ensemble de la République. Le 24 floréal, un apothicaire de Nîmes, le citoyen Fournier, le remplaça dans le Midi (4).

Les autres inspecteurs n'avaient été désignés que le 24 nivôse (5) ; ils n'avaient pas tous la science et la réputation de Chaptal ; le Comité les choisit pourtant avec soin.

Vauquelin, qui avait rendu de grands services en Touraine, fut chargé de surveiller 10 départements : Indre-et-Loire, Deux-Sèvres, Vendée, Vienne, Charente et Charente-Inférieure, Haute-Vienne, Bec-d'Ambès, Dordogne, Corrèze, bref, toute la région de l'Ouest, entre la Loire et la Garonne.

Son collaborateur Jacotot reçut une circonscription nouvelle qui englobait 10 départements du Centre : Loir-et-Cher,

(1) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 626. — Voir aussi l'arrêté du 8 pluviôse qui règle le mode de paiement de ces traitements et indemnités (*ibid.*, t. X, p. 476).

(2) Voir plus haut, chap. XI, II.

(3) D'après les *Souvenirs* de Chaptal.

(4) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 101, et t. XIII, p. 492.

(5) *Ibid.*, t. X, p. 224-6.

Loiret, Yonne, Nièvre, Allier, Cher, Indre, Creuse, Puy-de-Dôme, Haute-Loire.

Un chimiste de Rouen, Descroizilles, qui s'était distingué par ses recherches sur les nitrières artificielles (1), fut chargé de 10 départements du Nord : Seine-Inférieure, Eure, Eure-et-Loir, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Somme, Oise, Aisne, Pas-de-Calais, Nord. Appelé en ventôse à l'Administration révolutionnaire des poudres et salpêtres en même temps que Chaptal, il fut remplacé le 19 (2) par Pluvinet, l'un des professeurs des cours révolutionnaires.

Le citoyen Guillemain eut à inspecter les cinq départements bretons plus la Manche, le Calvados, l'Orne, la Sarthe, la Mayenne et le Maine-et-Loire.

10 départements du Nord-Est (Ardennes, Moselle, Meurthe, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Meuse, Vosges, Aube, Marne, Haute-Marne, Haute-Saône) échurent à l'apothicaire Boudet.

Tartelin fut envoyé dans l'Est et la région des Alpes (Côte-d'Or, Jura, Doubs, Saône-et-Loire, Isère, Mont-Blanc, Ardèche, Drôme, Hautes-Alpes et Basses-Alpes).

Enfin Anselme Dorthès, remplacé dès le 23 ventôse par Raymond (3), devait surveiller la majeure partie du bassin de la Garonne : Lot, Lot-et-Garonne, Gers, Landes, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne, Ariège, Tarn et Cantal (4).

Les pouvoirs des huit inspecteurs furent encore accrus par la suite. Le 16 pluviôse, ils reçurent le droit de délivrer des certificats de capacité aux agents nommés par les Districts pour l'exploitation des salpêtres et de « faire toutes les réquisitions nécessaires pour l'exécution prompte de la loi du 14 frimaire ». Le 19, le Comité décide que chacun d'eux se fera accompagner dans ses courses « de deux jeunes gens au-dessous de l'âge de la première réquisition, pris parmi les enfants des ouvriers et artistes intelligents et qui sachent lire, écrire et compter ». « Soit par leurs entretiens, soit par les lettres qu'ils

(1) Voir plus haut, chap. XI, II.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 605.

(3) *Id.*, *Recueil*, t. XI, p. 669.

(4) Le Lot et la Haute-Garonne avaient été attribués le 18 nivôse à Chaptal. — Y avait-il eu erreur ou avait-on jugé utile de modifier les circonscriptions ? En tout cas, Raymond opéra dans la Haute-Garonne.

leur feront écrire, soit enfin par les ateliers et par les productions naturelles qu'ils leur feront voir, ils leur donneront les connaissances indispensables d'histoire naturelle, de physique, de mécanique et de chimie, pour les mettre à portée de bien concevoir et de bien exécuter eux-mêmes les différents procédés propres à reconnaître les matériaux salpêtrés, à extraire le salpêtre, à le purifier ou le raffiner, à fabriquer la poudre et à en déterminer la force. » Les inspecteurs pourvoiront à l'entretien et à la nourriture des élèves ; ils indiqueront au Comité leur nom, leur âge, leur pays et rendront compte de leurs progrès. L'un de ces élèves, le citoyen A.-P. Pasteur, fut autorisé plus tard, le quatrième sans-culottide, à rester à Paris pour y continuer son instruction jusqu'à ce que le Comité lui eût confié un emploi (1), et un arrêté du 5 vendémiaire suivant lui alloua un traitement de 125 livres par mois (2). Enfin, le 19 germinal, instruit que plusieurs des préposés envoyés dans les départements pour y diriger les opérations du salpêtre « ne remplissaient pas leurs devoirs avec l'exactitude et l'intelligence que leurs fonctions exigeaient », le Comité autorisa aussi les inspecteurs à les destituer et à les remplacer (3).

Investis d'une autorité considérable, les « inspecteurs des salpêtres et poudres, commissaires du Comité de Salut public », parcoururent sans relâche les départements, répandirent les saines méthodes, recrutèrent un personnel exercé et ne cessèrent de stimuler les administrations récalcitrantes. Le 19 thermidor, Tartelin, Raymond, Guillemain, Jacotot et Boudet furent continués dans leurs fonctions pour un mois encore, à dater du 1^{er} fructidor. Guillemain fut rappelé pour rendre compte le deuxième sans-culottide et il semble qu'il ait cessé ses fonctions à la fin de vendémiaire, ainsi que ses collègues Raymond et Boudet. Par contre, la mission de Jacotot ne s'acheva qu'au 1^{er} frimaire an III (4).

(1) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 677 et 750, et t. XVI, p. 800. — Voir plus haut, chap. VII, 1, un arrêté analogue qui adjoint deux élèves à chacun des représentants Deydier, Ferry, Pointe et Romme.

(2) A. N. AF* II 132.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 455.

(4) *Id.*, *Recueil*, t. XV, p. 705 ; t. XVI, p. 771, et t. XVII, p. 418, 437, 529 (arrêtés des 23, 24 et 29 vendémiaire an III).

De Paris, le Comité de Salut public présidait aux opérations des huit inspecteurs. Il avait adjoint à sa Section des armes un bureau spécial des poudres et salpêtres. Le 15 pluviôse, il avait remis à un savant de premier ordre, Carny, le soin d'introduire dans la France entière les procédés nouveaux de raffinage des salpêtres et de fabrication de la poudre. La Commission ministérielle des armes et poudres, créée par décret du 13 pluviôse, entra en fonctions le 1^{er} ventôse. Le 9, le Comité plaça sous ses ordres l'Administration révolutionnaire des poudres et salpêtres de Paris dont il modifia la composition et les attributions. L'Administration révolutionnaire « sera augmentée de deux membres qui seront nommés par la Commission des armes et poudres ; un mois après leur nomination, les cinq administrateurs se réuniront ; ils s'épurèrent en prenant pour bases de l'épuration les lumières et le patriotisme ; à l'avenir, lorsqu'il faudra remplacer un administrateur, les membres de l'Administration présenteront eux-mêmes les candidats à la réception de la Commission ».

Désormais les pouvoirs de l'Administration révolutionnaire s'étendront à toute la République. « Elle sera chargée de recueillir les salpêtres fabriqués par les citoyens, les communes, les sections et les Districts..., de faire raffiner les salpêtres qu'elle aura recueillis et de fabriquer la poudre par la méthode révolutionnaire. Elle prendra sous ses ordres les agents des districts nommés... par la Régie », établira des préposés « dans les lieux où il n'y en a point encore », installera des raffineries « dans les lieux qui seront jugés convenables », après avis du Comité, et placera à leur tête des citoyens instruits, « qu'elle choisira... parmi ceux qui auront assisté aux cours révolutionnaires ». « Elle formera également... des établissements pour la fabrication de la poudre suivant les procédés révolutionnaires », avec l'approbation du Comité qui mettra à sa disposition les locaux nécessaires. Elle fera traiter les terres salpêtrées des maisons nationales qui ne seront point exploitées par les sections de Paris ou par les citoyens des districts (1). Bref, la Régie ne conserve que ses attributions d'avant 1793.

(1) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 434.

L'Administration révolutionnaire fut réorganisée sur-le-champ. Millier, Caillot, Daubancourt continuèrent à y siéger. Membres du Conseil général de la Commune de Paris, ils n'étaient guère préparés à leur tâche, si l'on en croit Chaptal (1). Millier, ancien perruquier de la rue de Vaugirard ; Daubancourt, marchand de maroquins du passage de la Reine de Hongrie ; Caillot, ancien clerc de procureur, eurent du moins le mérite de reconnaître leur insuffisance et de réclamer eux-mêmes le concours de techniciens. Le choix du Comité se porta sur deux des inspecteurs des poudres et salpêtres qu'il avait nommés en nivôse : Descroizilles et Chaptal.

Descroizilles prit sans tarder possession de son nouveau poste : une circulaire de l'Administration révolutionnaire, datée du 12 ventôse, porte déjà sa signature (2). Chaptal se fit prier. Il était en tournée d'inspection, depuis un mois, dans le Midi, lorsqu'une lettre de Berthollet, du 7 ventôse, lui apprit à Carcassonne que « la roue de la Révolution allait l'appeler à d'autres fonctions ». Il essaya de se récuser ; il redoutait le séjour de la capitale où le Tribunal révolutionnaire sévissait contre les fédéralistes de la veille. Berthollet s'efforça de calmer ses craintes, d'exciter son zèle patriotique et lui affirma qu'au surplus toute résistance serait vaine ; il lui écrivait le 29 ventôse : « Quoique le refus que tu fais de venir occuper une place dans l'Administration révolutionnaire m'ait affligé, mon cher ami, j'ai cependant tâché de le faire approuver par les membres du Comité de Salut public. Mais ils m'ont paru bien décidés à te mettre en réquisition et à t'obliger à venir occuper le poste auquel ils pensent que tu es indispensable par tes talents et par ta réputation. »

Le lendemain, il insista : « Ton refus, ton retard nous nuisent beaucoup. Sais-tu que l'Agence, avec tous ses moyens, ne pourra fabriquer plus de six millions de poudre dans l'année et que nous en voulons et que nous en ferons trente millions ?.. Il s'agit bien de compromettre ta réputation ; ta réputation ne peut être compromise... Le Comité... te mettra sûrement en réquisition. » Une dernière lettre de Berthollet, écrite vrai-

(1) Voir ses *Souvenirs*.

(2) A. D. Yonne, L. 512.

semblablement au début de germinal, fut encore plus pressante : « Le Comité... n'a rien voulu entendre sur ton refus ; il sait que tu es fort utile dans ta mission..., mais il a besoin de toi pour te placer au centre de l'action... Viens ici : tu auras derrière toi la force du Comité de Salut public pour faire le bien et pour résister aux malveillances s'il s'en montrait... Je crois qu'une plus longue éristance serait mal interprétée... » Le Comité lui-même fit savoir à Chaptal, en termes flatteurs, mais impératifs, qu'il entendait être obéi : « Lorsque tu nous as marqué par ta lettre du 21 ventôse que tu préférerais la mission dont nous t'avons chargé aux fonctions que la Commission des armes et poudres t'a proposé de remplir..., tu ignorais sans doute que ta nomination était concertée avec le Comité de Salut public. Nous avons reçu de fréquents témoignages de ton zèle et de ton activité dans l'inspection que nous t'avons confiée ; mais nous avons jugé que tu serais plus utile à la République en te plaçant au centre de l'action révolutionnaire que nous imprimons à la fabrication des salpêtres et poudres, et il est du devoir d'un bon citoyen de se dévouer à la République ; ainsi nous t'invitons à te rendre sans délai au poste auquel tu es appelé. »

Cette lettre, signée de Carnot et de C.-A. Prieur, mit fin aux hésitations de Chaptal. Il partit pour Paris ; le soir même de son arrivée, il se rendit au Comité qui lui exposa la situation. « La campagne projetée par Carnot ne pouvait s'ouvrir ; la plupart de nos quatorze armées étaient arrêtées dans leur marche en avant, faute de poudres. Celle des Pyrénées-Orientales avait été obligée de rétrograder pour le même motif. » Robespierre enjoignit à Chaptal de prendre ses mesures « pour que dans le délai d'un mois la campagne pût s'ouvrir sur tous les points ». Il se mit aussitôt à l'œuvre, sans doute en germinal. L'appui énergique du Comité ne lui fit jamais défaut. Chaptal en convient ; il rapporte que par trois fois ses écrits fédéralistes de 1793 furent envoyés ou portés aux Jacobins et trois fois transmis par arrêté à Fouquier-Tinville ; le club de Montpellier qui le poursuivait de son animosité envoya à Paris un député, Espinasse, pour le dénoncer. Le Comité tint bon. « Le Comité de Salut public qui croyait avoir besoin de moi, écrit Chaptal, a constamment ordonné à Fouquier-

Tinville de différer l'accusation à six mois, persuadé qu'alors je ne serais plus aussi utile. Ainsi j'ai dû la conservation de mes jours à la chimie, comme je lui dois ma fortune et une grande partie de la considération dont je jouis (1). » Il y a dans ce témoignage de gratitude une nuance perfide. Rien n'autorise à croire que Robespierre qui avait sauvé de l'échafaud 73 députés favorables à la Gironde eût sacrifié Chaptal. Il avait vu dans le mouvement, fédéraliste un crime contre la Patrie, mais il était capable de pardonner à un patriote l'erreur d'un instant, s'il donnait des gages de son civisme : et ce fut le cas de Chaptal.

L'Agence révolutionnaire, renforcée de savants éminents, soutenue et surveillée par le Comité de Salut public, s'appliqua à développer la récolte du salpêtre dans les districts. Le 30 ventôse, elle notifia son avènement aux agents nationaux et les invita à faire exécuter sans défaillance la loi du 14 frimaire. Chaque municipalité devait établir « de suite » un atelier public et faire choix d'un directeur. « Ce directeur n'a besoin que d'une dose ordinaire d'intelligence ; il lui suffira d'avoir suivi pendant une décade au plus les travaux du salpêtre brut dans un atelier tout monté. » Les récalcitrants étaient menacés de la rigueur des lois : « Excite donc à la fois une salubre terreur et une patriotique émulation. Songe que depuis trois mois la loi est rendue et que les simples invitations n'ont encore rien produit ; songe enfin qu'il est temps d'y substituer une exécution révolutionnaire (2). »

Une seconde circulaire insista sur la nécessité d'agir vite. « Toutes les terres... doivent être exploitées en quelques mois... Développe un caractère conforme à la mission que tu as à remplir ; écarte les procédés timides et languissants de la routine. Que ton activité soit celle du salpêtre...! » Des conseils pratiques suivaient ces injonctions impératives. « Au lieu de transporter et d'amonceler les terres dans un atelier particulier..., il est plus convenable, plus économique et plus expéditif de les lessiver sur place et de transporter l'eau de lessive à un atelier central pour y opérer l'évaporation. »

(1) *Souvenirs de Chaptal.*

(2) A. D. Yonne, L. 512.

Cette méthode ne présente que des avantages : elle diminue sensiblement les frais de transport et permet de mener de front le lessivage de 1.000 ou 1.200 cuviers, « comme on le pratique déjà dans quelques communes du Midi ». Si des circonstances particulières obligent à lessiver dans un atelier public, il est aisé de simplifier l'opération. « Il n'est question pour cet effet que de prendre trois chapelles... ; on y élève un mur de deux à trois pieds sur le devant, ce qui en forme de suite un grand bassin carré, et on dispose un ou plusieurs bassins pour recevoir l'eau des lessives qui en provient. Les chapelles peuvent recevoir trente à quarante tombereaux de terres et la lessive qui en sort est infiniment plus forte que celle que fournissent des cuviers moins considérables (1). »

Les préposés instructeurs des départements recevaient aussi de l'Administration révolutionnaire de véritables sommations. « Qu'as-tu fait depuis que tu es investi de la confiance publique ? Quels ateliers de salpêtre as-tu formés ? Quelle extension as-tu donnée à ceux qui existaient ? Quelle quantité de salpêtre existe-t-il dans tes magasins ?... Voilà ce que l'Administration te demande au nom de la République. Il n'est plus temps de nous occuper de projets : la République veut du salpêtre. Il n'est plus permis de nous parler des obstacles qui peuvent entraver les mesures : la Loi et le Comité de Salut public les ont tous levés. Il n'est pas question de nous occuper du peu de ressources que peuvent présenter les terres de ton arrondissement : tu n'auras rempli tes engagements que du moment qu'il n'y aura plus un pouce de terre salpêtrée dans tes districts. Ne viens plus nous parler de la modicité de ton traitement ; la République reconnaissante y pourvoira incessamment ; et pense que le républicain qui verse son sang sur la frontière perçoit un salaire bien plus modique. N'accuse point la négligence ou l'incapacité de tes agents ; c'est à toi à les instruire ou à les suppléer. Cesse de te plaindre de la lenteur ou de l'insouciance de certaines administrations ; propose-leur des mesures sages, sûres, promptes ; demande-leur l'exécution des lois et il n'en est aucune qui ose s'en écarter. »

(1) A. N. AF II 217, d. 1877.

Après cette réfutation vigoureuse des objections qu'on avait coutume de lui soumettre, l'Administration faisait un appel pressant au zèle et à l'activité des préposés : « C'est sur toi que repose l'espérance de la Patrie... Pénètre-toi bien de toute l'importance de ta mission... Que tes mesures soient promptes, sûres, terribles, comme le sel que tu prépares ! Parcours avec courage et activité les districts et les communes de ton arrondissement. Que sur tous les points il y ait des ateliers de salpêtre, puisque sur tous nous avons des soldats. Que là où tu ne trouveras pas d'atelier établi, il y en ait un dans les vingt-quatre heures... » Le préposé qui sacrifierait aux « coupables considérations de l'intérêt particulier ou de la tranquillité individuelle » serait indigne de son poste ; on lui appliquerait « sans pitié » la loi du 13 pluviôse qui déclare suspects tous ceux qui entravent les opérations des salpêtres. Au reste, l'Administration mesurera le patriotisme de chacun aux résultats de ses travaux. Un état devra lui être fourni toutes les décades ; elle le rendra public. « Ce compte rendu à la Nation entière est la plus belle des récompenses pour le républicain pénétré de ses devoirs (1)... »

Ainsi les préposés instructeurs des départements comme les agents nationaux des districts étaient rendus strictement responsables de la bonne marche de l'exploitation. L'Administration révolutionnaire, d'accord avec le Comité de Salut public, ne leur ménageait ni les avertissements, ni les conseils, ni son appui. Elle leur parlait un langage clair, précis, énergique ; elle leur rappelait les besoins de la Patrie ; elle leur signifiait aussi, en termes qui ne laissaient pas de doute sur sa ferme volonté de sévir, qu'aucune défaillance ne serait tolérée et qu'à l'œuvre on jugerait l'ouvrier. Le patriotisme et la prudence les invitaient à agir.

L'Administration révolutionnaire ne cessa de veiller à la stricte exécution de ses ordres. Elle déclare aux agents nationaux des districts, le 10 floréal, que la nomination d'agents spéciaux pour les salpêtres ne les dispense pas d'exercer une action personnelle : « ...Appelle à ton secours les Sociétés populaires... Mesure toute l'étendue de tes obligations...

(1) A. N. AF II 217, d. 1877.

Consulte surtout le magasin où doivent être versés les salpêtres de ton district...» Le 13, elle leur dicte la marche à suivre pour obtenir le rétablissement, dans la caisse des receveurs des districts, des sommes qu'ils ont avancées pour l'exploitation révolutionnaire et leur rappelle l'obligation d'envoyer des états décadaires de production. « Ils n'ignorent point, dit-elle, que devoir et responsabilité ne sont plus aujourd'hui des mots insignifiants (1). »

Au début de prairial, une Agence succède à l'Administration révolutionnaire et poursuit son action. Elle transmet aux Districts l'arrêté du Comité de Salut public, du 4 prairial, qui ordonne de lever tout de suite les scellés apposés sur les caves des émigrés et autres biens nationaux pour exploiter les terres salpêtrées qu'elles contiennent : l'opération devra être menée avec activité et sans nuire aux propriétés nationales (2). Le 11 messidor, l'Agence rappelle aux Districts que la loi du 28 août 1793 met en réquisition pour les travaux des salpêtres tous les citoyens qui y sont employés, que l'arrêté du Comité de Salut public du 29 nivôse « a déterminé le mode de réquisition pour rappeler dans les ateliers... ceux qui seraient aux armées » et y retenir « ceux qui sont dans le cas de la réquisition militaire » ; d'autre part, la loi du 13 pluviôse déclare suspects tous ceux qui entravent les opérations des salpêtres, « et ce serait à coup sûr les entraver que d'en abandonner les ateliers, même momentanément » ; tout récemment, trois ouvriers de la poudrerie de Grenelle ont refusé de travailler et ont excité leurs camarades à les imiter, s'ils n'obtenaient une augmentation de salaire : un décret du 22 prairial les a livrés au Tribunal révolutionnaire. De tels refus sont inadmissibles, quand les soldats affrontent les pires dangers. « Lorsqu'ils abandonnent pour nous leurs plus douces affections, nous pourrions refuser de les seconder ! Nous calculerions froidement les salaires de nos services ! Nous transigerions avec la Patrie !... Qu'on ne nous parle plus de sacrifices ; la liberté est d'un prix à les mériter tous ; et c'est

(1) A. D. Yonne, L. 512.

(2) Pour l'arrêté, voir Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 699, et pour la circulaire, A. D. Yonne, L. 512.

avec du salpêtre que nous pourrions la conquérir et la conserver. Qu'on ne prétexte pas les travaux de la campagne : quelques hommes par district, occupés aux salpêtres, ne sauraient en ralentir ni en hâter les opérations. Nous vous parlerons, nous, des besoins de la Patrie, de la nécessité d'exterminer au plus tôt les tyrans et nous ne cesserons de vous répéter : du salpêtre ! du salpêtre (1) ! »

Ces vigoureux appels ne restèrent pas infructueux ; dans la France entière on se mit, avec plus ou moins d'enthousiasme, à lessiver les terres et à en tirer le salpêtre.

II. — LES ATELIERS RÉVOLUTIONNAIRES

La région parisienne participa, semble-t-il, à la fièvre patriotique de la capitale. Dès le 10 ventôse, des citoyens de Vincennes promettent à la Convention 10.000 livres de salpêtre, et le 25, les élèves du citoyen Billaudel, instituteur dans cette commune, en offrent 10 livres, « fruit précieux de leurs récréations ». Le 20, la commune de Villejuif, à son tour, rend compte de ses travaux. A Choisy-sur-Seine (2), un atelier est créé dans le ci-devant château royal, et le Conseil général annonce, le 30, que « déjà l'asile de la tyrannie, le repaire de tous les vices, est purifié... par la fabrication du salpêtre (3) ».

En germinal, les députations et les adresses à la Convention se multiplient. Le 3, la Société populaire et les habitants de Nogent-sur-Marne déclarent qu'ils partageront désormais leur temps entre l'agriculture et l'extraction de la poudre ; la commune d'Argenteuil annonce qu'elle a déjà produit 1.200 livres de salpêtre (4). Le 4, les citoyens de Boulogne-sur-Seine protestent de leur ardeur ; le 5, la commune de Châtillon offre du salpêtre et la Société populaire de Bercy affirme qu'on en a déjà récolté plus de 500 livres. Le 8, une dé-

(1) B. N. Lb⁴¹ 2177 et A. D. Yonne, L. 512. L'exemplaire des Archives de l'Yonne porte les signatures imprimées de Chaptal, Daubancourt et Millier.

(2) Choisy-le-Roi.

(3) P. V., t. XXXII, p. 335, et t. XXXIII, p. 346, 172 et 477.

(4) Tuetey, X, n^{os} 2167 et 2171.

putation de la commune de La Chapelle-Franciade offre les prémices de ses travaux ; celle de Bains-sur-Seine (1) déclare, le 9, une production de 300 livres (2). Le 15, la municipalité de Franciade (3) annonce que l'humidité du terrain de la commune n'a pas ralenti l'ardeur des citoyens : ils ont déjà extrait deux milliers de salpêtre et promettent d'en fournir cinq milliers par mois (4). Le 18, neuf « jeunes citoyens » de Vincennes offrent 12 livres de nitre (5). Le 20, le maire de Bry-sur-Marne présente un échantillon de celui qu'on a recueilli dans sa commune (6). Le 10 floréal, les citoyens de Neuilly affirment qu'ils travaillent nuit et jour, et ceux de Colombes présentent une deuxième épreuve du salpêtre qu'ils ont fabriqué sous la direction d'un vieillard respectable, René Decousu ; le 30, la Société populaire et les autorités constituées de Courbevoie offrent les prémices de leurs travaux (7). Le 9 prairial, le Comité de Salut public accorde une chaudière à la commune de Villejuif pour « l'exploitation patriotique du salpêtre (8) ». Enfin, le 27 vendémiaire an III, l'agent salpêtrier du district de Franciade proclame que sa récolte s'est élevée à 65.319 livres en six mois (9).

En Seine-et-Oise, les travaux furent, en général, poussés avec activité. Le 29 ventôse, les citoyens de Montagnebon-air (10) protestent de leur zèle : ils ont déjà préparé 2.666 livres de salpêtre et en fabriqueront 1.200 par décade (11). La commune de Sèvres annonce, le 5 germinal, qu'elle en a déjà porté 546 livres à Versailles (12). Le représentant du peuple Crassous écrit au Comité, le 27 germinal, que la fabrication commence à prendre bonne tournure dans le dis-

(1) Saint-Ouen.

(2) *P. V.*, t. XXXIV, p. 126, 128, 229. et 263, et *Journal des Débats*, n° 558, germinal an II, p. 172.

(3) Saint-Denis.

(4) Tuetey, XI, n° 919, et *P. V.*, t. XXXIV, p. 426.

(5) *P. V.*, t. XXXV, p. 75.

(6) Tuetey, XI, n° 924.

(7) *P. V.*, t. XXXVI, p. 214 et 215, et t. XXXVII, p. 310.

(8) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 794.

(9) *P. V.*, t. XLVII, p. 234.

(10) Saint-Germain-en-Laye.

(11) *Journal des Débats*, n° 546, et *P. V.*, t. XXXIII, p. 437.

(12) *P. V.*, t. XXXIV, p. 129.

trict de Gonesse : les ateliers sont bien installés ; les premiers résultats ont été très favorables et les cuites se multiplient avec succès. Le 13 floréal, il déclare que dans le district de Pontoise « le salpêtre va assez bien, quoique ce ne soit pas de la plus grande vigueur », et le 27, que la fabrication commence à s'organiser dans le district de Mantes (1). Cependant, la Société populaire de Dourdan annonce, le 20 germinal, que la commune a déjà préparé 400 livres de salpêtre ; le même jour, les communes de Chatou et de Surresnes offrent les prémices de leurs travaux. Le 23, Pont-la-Montagne (2) suit leur exemple. Le District de Versailles déclare, le 17 floréal, que déjà 8 milliers ont été le fruit des efforts de ses administrés, et celui d'Etampes, le 28, que l'exploitation est très active : elle donna, en l'an II, 2.000 et même 3.000 livres par décade (3).

Le département de Seine-et-Marne se distingua aussi par son empressement. Dès le 30 pluviôse, la commune de Crécy présente à la Convention 400 livres de salpêtre ; la Société populaire de Provins déclare, le 28 ventôse, que tous ses membres travaillent avec ardeur (4). En germinal, le représentant Maure célèbre l'entrain des citoyens de Fontainebleau. « Les chants de la joie qui accompagnaient leurs opérations, tout annonce aux ennemis de la Patrie leur prochaine destruction. » L'atelier était établi dans le ci-devant château du tyran. « Je mis le feu, aux cris redoublés de *Vivent la République et la Convention* ! à deux grandes chaudières pleines d'eau de salpêtre... et c'est dans ce palais où un luxe insolent méditait la ruine du peuple que se prépare le triomphe de la liberté. » Le 8 floréal, en effet, la commune de Fontainebleau annonçait 1.000 livres de salpêtre (5).

(1) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 627, et t. XIII, p. 219 et 554.

(2) Saint-Cloud.

(3) P. V., t. XXXV, p. 96, 104, 105, 176 ; t. XXXVII, p. 34 et 268, et t. XLIX, p. 37. Il y eut certainement des ateliers à Sceaux, Houdan, Saint-Arnault, Arpajon et Montmorency (P. V., t. XXXVIII, p. 190 ; t. XL, p. 65 ; t. XLI, p. 145 ; t. XLII, p. 157. — Voir aussi Aulard, *Jacobins*, t. VI, p. 206, et *Journal des Débats*, n° 698).

(4) P. V., t. XXXI, p. 361, et t. XXXIII, p. 401.

(5) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 175, et P. V., t. XXXIV, p. 220, et t. XXXVI, p. 160.

Le reste du département paya aussi son tribut à la défense nationale. Le District de Meaux écrit à la Convention, le 24 germinal, qu'il fabrique du salpêtre « pour faire danser la carmagnole aux despotes », puis, le 18 prairial, que son premier envoi, de 2.267 livres, est parti pour la raffinerie de l'Unité (1). Le 30 floréal, la petite commune de Liverdy fait hommage de ses premiers essais ; le 8 prairial, celle de Nemours déclare qu'elle a déjà produit 60 livres de salpêtre, malgré la médiocrité de ses ressources (2) ; les Jacobins de Tournan (district de Melun) affirment à leurs frères de Paris, puis à la Convention, les 16 et 17 prairial, que leurs concitoyens recherchent avec ardeur le salpêtre, et la Société populaire de Rebais déclare, le 25 thermidor, à la Convention qu'elle continue la fabrication avec succès. Bref, on obtint certainement des résultats importants : le seul district de Melun produisit 25 milliers de salpêtre en cinq mois (3).

Dans l'Oise, l'action des autorités constituées et des Sociétés populaires fut très efficace. A Beauvais, on visite tous les terrains, on fouille les caves des particuliers, on remue le sol des remparts. L'agent national du district ordonne aux communes voisines de recueillir soigneusement les bois de vignes et de les envoyer à l'atelier établi aux ci-devant Jacobins. Nombre de citoyens se font inscrire pour récolter dans les environs des mousses et des herbes. La Société populaire dirige le mouvement ; elle désigne deux citoyens pour suivre les cours révolutionnaires de Paris et reçoit solennellement, le 30 floréal, les commissaires de l'atelier qui lui apportent un pain de salpêtre (4). Le 11 prairial, elle annonce à la Convention l'envoi prochain de 30.000 livres de salpêtre. Cet exemple fut suivi dans tout le département : à Mouy (district de Clermont), lors de la fête de l'Etre suprême, des citoyens portèrent en triomphe « 600 livres de très beau salpêtre (5) ». En thermidor, le préposé instructeur de l'Agence

(1) *P. V.*, t. XXXV, p. 190, et t. XXXIX, p. 63.

(2) *P. V.*, t. XXXVII, p. 305, et t. XXXVIII, p. 135.

(3) Aulard, *Jacobins*, t. VI, p. 166, et *P. V.*, t. XXXIX, p. 48; t. XLIII, p. 186, et t. XLVIII, p. 154.

(4) L. Thiot, *Les Sociétés populaires de Beauvais*, p. 54.

(5) *P. V.*, t. XXXVIII, p. 206, et t. XLI, p. 234.

révolutionnaire exposait dans une lettre à la Convention le résultat de ses efforts : « Neuf agents pour le salpêtre dans les districts et 76 commissaires dans les cantons... ont dressé et dirigé 40 chaudières de cuite et 700 ateliers de lessivage des terres... » ; on avait déjà obtenu 30 milliers de salpêtre ; « présentement 1.700 muids d'eau... attendent les terres de 774 communes qui vont continuellement (1) ». Jusqu'au 30 brumaire de l'an III, le seul district de Senlis fournit 14.756 livres de salpêtre (2).

Vers la même époque, le 14 brumaire, l'agent national du district de Saint-Quentin, dans le département voisin de l'Aisne, déclarait que la production atteignait maintenant 1.800 livres par décade et que 18.058 livres avaient déjà été fabriquées (3).

Dans le département du Nord, entamé par l'ennemi, représentants du peuple, Districts, municipalités et Sociétés populaires rivalisèrent d'ardeur. « Je viens de faire une tournée dans le district d'Hazebrouck, écrit Florent Guiot, le 29 pluviôse ; j'y ai dirigé les vues des patriotes sur la fabrication du salpêtre ; j'ai promis des secours aux bons citoyens qui formeraient de pareils établissements, et déjà deux établissements de salpêtre... ont été l'effet de mes soins. » De Lille, le 2 ventôse, il ajoute : « J'excite et j'encourage de tous mes moyens la fabrication... Nous en avons ici deux ateliers et j'espère que sous huit jours il y en aura dix autres en activité dans les districts de Lille et d'Hazebrouck. » S'il peut se rendre à Bergues et Dunkerque vers la fin de la décade, il dirigera « l'industrie nationale vers cet objet intéressant ». Le 11, il annonce qu'à Lille les travaux sont en pleine activité sous la direction du citoyen Lambert, et il rend compte, le 22, des mesures qu'il a prises pour mettre de l'ordre dans ces opérations (4).

Le 2 floréal, la Société populaire de Bouchain et la commune de Bois d'Oingt annoncent à la Convention qu'elles travaillent

(1) Lu à la séance du 10 thermidor (*Journal des Débats*, n° 678, thermidor an II, p. 208).

(2) P. V., t. LI, p. 76.

(3) P. V., t. XLVIII, p. 185.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 233, 299, 481 et 664.

sans relâche au salpêtre ; le 29 prairial, le District de Douai proclame que ses ateliers vont au pas de charge révolutionnaire et qu'ils vont expédier quatre milliers à Paris (1). Une adresse du Conseil général de la commune d'Avesnes, du 25 pluviôse, annonce qu'une fabrique de salpêtre est en activité ; celui de Maubeuge se préoccupe, le 27 germinal, de procurer du bois à son atelier ; celui de Cambrai délibère le 29 pluviôse sur l'établissement « du laboratoire pour le traitement du salpêtre » et le District annonce, le 3 fructidor, une production totale de 7.139 livres (2). A Valenciennes, l'extraction ne fut organisée, bien entendu, qu'après la reprise de la place : le 19 pluviôse an III, le représentant Pérès annonçait l'inauguration prochaine de l'atelier : « Tout m'assure, écrivait-il, que cette partie essentielle des opérations militaires marchera bientôt avec la même rapidité que dans les autres districts de la République (3). »

Dans le Pas-de-Calais, la commune d'Arras annonce, le 23 ventôse, qu'elle vient de recueillir 300 livres de salpêtre et qu'elle espère en envoyer au moins le double par décade « avec le concours des campagnes voisines » ; puis, le 11 germinal, qu'elle a célébré par une fête la réussite de ses opérations. La Société populaire de Béthune, celle de Fauquemberg (district de Saint-Omer), la commune de Berneville (district d'Arras) s'occupèrent de l'exploitation. La commune de Hesdin annonçait, au début de l'an III, l'envoi de 5.213 livres de salpêtre. Le district de Boulogne en produisit 17.911 livres jusqu'au 30 vendémiaire an III ; à la même époque, le district de Saint-Omer en donnait 5.000 livres par décade, et celui d'Arras 4.000 livres : les livraisons de ce dernier s'élevaient déjà à 45.000 livres (4).

La Champagne et la Lorraine étaient du ressort de l'inspecteur Boudet, qui par une circulaire éloquente stimula

(1) P. V., t. XXXVI, p. 27, et t. XXXIX, p. 357.

(2) Voir *Journal des Débats*, n° 517, pluviôse an II, p. 429. — Foucart et Finot, *La défense nationale dans le Nord*, t. II, p. 324, et P. V., t. XXXI, p. 355, et t. XLIV, p. 26.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XX, p. 135.

(4) P. V., t. XXXIII, p. 273 ; t. XXXIV, p. 295 et 421 ; t. XXXVII, p. 75 ; t. XLVII, p. 4 ; t. XLVIII, p. 196 ; t. XLIX, p. 36 et 261.

les agents nationaux des districts : « ...Ce serait te faire injure que de te recommander d'être un patriote énergique, un homme probe, un républicain entièrement dévoué à tes devoirs. Ce dévouement dont tu sens la nécessité, tu dois le porter jusqu'à l'héroïsme. Il faut du salpêtre, il en faudra beaucoup, il le faut promptement. Il faut, par conséquent, diriger tes facultés morales et physiques vers cet objet. Il faut en même temps attirer les sentiments des autres individus, toute la force, toute la volonté des autorités constituées. Remue, électrise les cantons, les municipalités, les habitants du district... Appelle à ton secours les Sociétés populaires et les sans-culottes... » Dans chaque commune, la municipalité et une commission de patriotes intelligents, choisis par les Sociétés populaires, visiteront les maisons ; des chaudrons d'évaporation seront établis sur les places publiques, pour montrer « aux citoyens les plus bornés » la simplicité de l'opération ; on requerra les futailles, les chaudières dont les fabricants, brasseurs, teinturiers, n'ont pas strictement besoin ; la municipalité fournira le bois ; les cendres seront recueillies chez les particuliers, on arrachera les bruyères, les arbrisseaux des terrains vagues et le menu bois des forêts pour les convertir en cendres (1).

Ce pressant appel fut sans doute écouté. Dans l'Aube, dès le 7 floréal, la commune de Troyes promet 8 à 900 livres de salpêtre par décade, sans préjudice des 2.000 livres que donne l'atelier d'un salpêtrier commissionné. Le District de Bar-sur-Seine annonce, le 23 ventôse, que ses travaux sont en activité, et le 12 floréal qu'il envoie 1.000 livres à Châlons (2). Le 14 germinal, le District d'Ervy presse les communes de se mettre à l'œuvre : « Debout, républicains ! les tyrans et leurs satellites sont levés, le tocsin sonne de toutes parts contre les hommes libres ! Du salpêtre, du salpêtre et bien vite du salpêtre ! » Il leur rappelle la loi du 14 frimaire : « Cette invitation, citoyens, est dans ce moment un ordre impérieux pour vous ; alerte, citoyens, alerte ! du salpêtre, du salpêtre ! Il faut agir avec énergie et célérité, former des ateliers sans

(1) B. N. Lb⁴¹ 3561.

(2) P. V., t. XXXIII, p. 279, et t. XXXVI, p. 152 et 267.

tarder, requérir des ouvriers, rassembler des tonneaux, envoyer au chef-lieu un ou deux citoyens intelligents pour s'instruire « dans l'art important de la fabrication ». Le chef-lieu prêcha d'exemple : un atelier y fut créé dans le Temple de la Raison ; des ateliers de lessivage furent établis dans tous les hameaux de la commune et l'on y concentra les eaux et les cendres des villages voisins (1). Le 20 fructidor, le représentant Maure écrivait à la Convention que le département de l'Aube avait déjà livré 104.438 livres de salpêtre, que les travaux étaient en pleine activité, que la première décade du mois avait donné 10.097 livres et que cette quantité irait toujours en augmentant à cause du perfectionnement des ateliers (2).

Dans la Marne, l'agent national du district de Reims déclare qu'au chef-lieu la production s'est élevée à 27.740 livres de salpêtre jusqu'au 20 fructidor an II, qu'il existe d'autres ateliers aux alentours et qu'il espère fournir trois milliers par décade ; le 29 brumaire an III, il évalue les livraisons faites à 37.781 livres (3).

Dans les Ardennes, le comité de surveillance de Château-sur-Aisne annonce, dès le 7 germinal, que cette commune vient d'établir un atelier et que les sans-culottes y travaillent avec empressement ; la Société populaire de Rethel déclare, le 21 messidor, que l'on espère produire deux fois plus que ne demande la loi, et celle de Sedan, le 9 fructidor, que l'on a déjà obtenu 13.906 livres de salpêtre (4).

Dans la Haute-Marne, la petite commune de Charmes-la-Grande, la Société populaire de Mézières et les officiers municipaux de Chaumont s'occupent de bonne heure des travaux du salpêtre. Les derniers écrivent à la Convention, en germinal : « Nous arrachons à nos rochers stériles, par l'enthousiasme de la liberté..., des milliers de salpêtre (5). » Au 30 messidor, les 20 ateliers du district de Langres ont déjà envoyé 11.193 livres à Paris et leur activité persiste au moins jusqu'à

(1) *Révolution dans l'Aube*, 2^e année, n^o 2, p. 81-84.

(2) *P. V.*, t. XLV, p. 236.

(3) *P. V.*, t. XLVI, p. 75, et t. XLIX, p. 282.

(4) *P. V.*, t. XXXIV, p. 178 ; t. XLI, p. 112, et t. XLIV, p. 133.

(5) *P. V.*, t. XXXIV, p. 39 et 416, et *Journal des Débats*, n^o 563.

la fin de l'an II, grâce au « zèle vraiment républicain » du citoyen Colmot, officier de santé. Le district de Saint-Dizier expédie 16.816 livres, du 15 floréal au 10 fructidor (1).

Même entrain en Lorraine. Le district de Commercy (Meuse) produit 17.404 livres avant la fin de l'an II (2). Dès le 24 ventôse, la Société populaire de Metz annonce qu'une commission a été formée pour développer l'extraction, que toutes les autorités constituées y apportent leurs soins et que les premiers résultats promettent les plus grands succès. En effet, le District déclare en messidor que la fabrication est en pleine activité et que la seule ville de Metz a donné 25.300 livres de salpêtre (3). Des ateliers fonctionnèrent aussi, dans la Moselle, à Saint-Avold, à Boulay, à Rosereuil. Le district de Pont-à-Mousson livra 23.414 livres de salpêtre avant le 16 fructidor, et celui de Nancy (Meurthe) 28.176 livres du 30 germinal au 28 fructidor (4); celui de Toul avait annoncé dès le 7 germinal que ses premiers essais en avaient donné 4.000 livres (5).

Tout laisse supposer que l'Alsace ne resta pas étrangère au mouvement patriotique qui agitait la France entière. La Société populaire de Colmar annonçait, le 26 germinal, qu'on travaillait au salpêtre avec succès; l'agent national du district de Wissembourg déclarait, le 15 prairial, que la commune de Bergzabern, réunie à la France en mars 1793, et un apothicaire de Lauterbourg avaient déposé des échantillons de salpêtre; le comité de surveillance de Thann s'en occupa. A la fin de l'an II, l'extraction était en pleine activité dans plusieurs communes du district de Wissembourg et avait donné 2.111 livres pour la seconde décade de fructidor; le seul district de Colmar en produisit des quantités considérables : 46.223 livres de pluviôse an II au 1^{er} vendémiaire an III (6).

(1) P. V., t. XLI, p. 321; t. XLIV, p. 57, et t. XLVI, p. 32.

(2) P. V., t. XLV, p. 199.

(3) P. V., t. XXXIII, p. 305, et *Journal des Débats*, n° 658.

(4) P. V., t. XXXVIII, p. 55 et 305; t. XLI, p. 116; t. XLV, p. 175, et t. XLVII, p. 35.

(5) P. V., t. XXXIV, p. 181. Peut-être faut-il lire 400 au lieu de 4.000.

(6) P. V., t. XXXV, p. 241, t. XXXVIII, p. 309, t. XLI, p. 321, t. XLVI, p. 186 et t. XLVII, p. 175.

Dans la région vosgienne, les autorités constituées déployèrent aussi beaucoup de zèle. A Belfort, le Conseil général de la commune décida dès le 19 pluviôse la création d'un atelier de lessivage et d'un atelier d'évaporation. A Saint-Dié, le 21 du même mois, une commission de six membres est chargée de rechercher les terres salpêtrées et d'en faire faire l'extraction, le lessivage et l'évaporation, soit par les particuliers, soit par des ouvriers salariés ; un chef d'atelier est nommé le 3 ventôse ; le 6, on demande au District une avance de 1.200 livres ; vers la fin de messidor, les terres sont épuisées ; plusieurs ateliers doivent cesser leurs travaux, sauf un où l'on versera les eaux-mères (1).

Dans l'Yonne, les efforts combinés du préposé-instructeur Quinault-Descreaux, médecin-chimiste à Auxerre, des Districts et des Sociétés populaires provoquèrent une émulation féconde. Les agents chargés de diriger les travaux révolutionnaires furent désignés de bonne heure : le 16 pluviôse, dans le district de Saint-Florentin, le 25 dans celui d'Avallon, le 24 ventôse dans celui de Saint-Fargeau. Le citoyen Schmitz, choisi par le District d'Auxerre, alla suivre pendant un mois un cours de chimie pratique à Dijon (2).

D'autre part, les Districts collaborèrent étroitement avec les Sociétés populaires, très nombreuses dans le département. Celles du district de Sens furent stimulées, le 21 floréal, par une circulaire de l'agent national : « Les Sociétés populaires, écrivait-il, sont autant de foyers de patriotisme où doivent se forger les armes de la Liberté qui doit préparer la foudre et exterminer les tyrans. » Elles jouèrent, en effet, un rôle très actif : celle de Ligny-sur-Serain décide, par exemple, le 24 ventôse, que ses membres travailleront à tour de rôle à l'extraction ; celle de Châblis entend, le 7 pluviôse, un discours de l'agent national du district sur la fabrication du salpêtre et prend, le 8 ventôse, des mesures pour l'accélérer. Un arrêté rendu le 17 thermidor par le District de Saint-Fargeau sur la fabrication du salin, le rassemblement des cendres et le lessivage des terres, est communiqué le 21 par

(1) H. Bardy, *Les ateliers révolutionnaires de salpêtre... à Saint-Dié*.

(2) *Inventaire des Archives départementales*, Yonne, série L, p. 300 et suiv.

l'agent national aux Sociétés populaires de Saint-Fargeau, Druyes, Champigneulle, Saint-Sauveur et Fontenoy. La Société populaire de Tonnerre, les comités de surveillance de Chichery et de Joigny s'occupèrent aussi de la question (1).

Secondés par ces groupes de patriotes actifs, les Districts et leurs agents nationaux rivalisèrent de zèle. Dès le 15 pluviôse, l'agent national du district d'Auxerre rend compte d'une promenade civique qu'il vient d'achever : il a visité en quatre jours neuf communes du canton de Châblis, veillant entre autres à l'exécution de la loi du 14 frimaire ; il annonce, le 25, que la fabrication du salpêtre est en train (2). En effet, la Société républicaine de Châblis déclare à la Convention, dès le 30 ventôse, que ses chaudières sont en activité (3). La seule commune d'Auxerre crée deux ateliers considérables, dont l'un dans l'église de Saint-Pierre-en-Vallée (4). Le représentant Maure en écrivait grand bien à la Convention, le 19 floréal. « Les dispositions nécessaires pour un travail en grand ont retardé les premières livraisons, mais elles viennent de s'effectuer. Le produit d'un seul atelier a été de 4.000 livres. Chaque décade, il en sera livré 1.500 livres, surtout si on ne manque ni de salin ni de potasse. Le sol des caveaux où ont été depuis si longtemps renfermés d'excellents vins paraît contenir en quantité considérable cet esprit, ce feu sacré que nos ancêtres y conservaient en secret et que les enfants de la Liberté ont développé avec tant d'énergie et de succès (5)... » D'autres ateliers furent organisés à Seignelay, Cravant, Vermenton, Coulanges-la-Vineuse, Châblis, Ouanne (6).

Le district d'Avallon obtint sans doute des résultats moins brillants, car il est en partie occupé par les derniers contreforts du Morvan. Il travailla pourtant avec ardeur, annonça à la Convention, le 7 germinal, que ses communes avaient déjà produit plusieurs milliers de salpêtre, reçut,

(1) *Inventaire*, p. 443, 583, 580, 392, 202, 561, 566.

(2) *Inventaire*, p. 320 et suiv.

(3) *P. V.*, t. XXXIII, p. 451.

(4) *Ibid.*, p. 288 et 299.

(5) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 420.

(6) *Inventaire*, p. 202, 300, 301.

le 20 germinal, la visite de l'inspecteur Jacotot ; les ateliers d'Avallon et de Vézelay survécurent jusqu'au 15 germinal an III (1).

Il en fut de même dans le district de Saint-Fargeau. Le représentant Maure regrettait, le 19 floréal, que le salpêtre n'y fût pas plus abondant. L'atelier du chef-lieu, écrivait-il, « est conduit avec intelligence par le citoyen Lagarde, architecte. Ce directeur a suppléé à la rareté des chaudières par de grosses cloches, et il est à remarquer que la chaleur s'y entretient avec plus de force et moins de frais que dans les chaudières ordinaires. La citoyenne Le Peletier, fille adoptive de la République et de notre collègue de glorieuse mémoire, a fait don de 800 cordes de bois pour le service de l'atelier ; elle a ordonné à ses agents d'augmenter ce nombre s'il ne suffisait pas. Cette conduite annonce qu'elle est digne fille du premier martyr de la liberté (2). » Le District, de son côté, agit avec vigueur : des ateliers surgirent à Saint-Privé, Lavau, Saint-Martin-des-Champs, Bléneau, Rogny, Champcevais et Saint-Sauveur. Un certain ralentissement dans les travaux se manifeste dans quelques communes à l'époque de la moisson, mais les municipalités négligentes sont rappelées à l'ordre sans ménagements (3).

Le District de Tonnerre décida, le 27 pluviôse an II, la formation de quatre ateliers au chef-lieu avec un dépôt central aux ci-devant Ursulines, et s'il ordonna, le 9 messidor, de suspendre le lavage des terres des granges, pour éviter de gâter par l'humidité la moisson prochaine, il prescrivit en revanche, le 15 du même mois, de fouiller le sol des ci-devant églises. Une adresse lue à la Convention le 9 brumaire an III affirme qu'une seule décade a donné 2.067 livres de salpêtre (4).

Le 6 messidor précédent, l'agent national du district de Sens écrivait que la dernière décade de floréal en avait donné 800 livres et que le chef-lieu possédait une des plus belles salpêtrières de la République (5).

(1) *P. V.*, t. XXXIV, p. 189, et *Inventaire*, p. 335 à 342.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 382.

(3) *Inventaire*, p. 377-81 et 390.

(4) *Ibid.*, p. 469, 471, 483-4, et *P. V.*, t. XLVIII, p. 114.

(5) *P. V.*, t. XL, p. 118.

Il semble que tous les départements de l'ancienne Bourgogne et même de la Franche-Comté aient été des foyers très actifs d'extraction du salpêtre. Dans la Côte-d'Or, les Districts, les municipalités (par exemple celles de Montbard et d'Auxonne), les Sociétés populaires (notamment celles de Montigny-sur-Aube, de Châtillon-sur-Seine et d'Is-sur-Tille) surveillèrent et pressèrent les travaux. Dans le district de Semur, en messidor, tout est en mouvement pour le salpêtre ; la seule commune d'Auxonne en fabrique 3.468 livres avant le 28 vendémiaire an III, celle de Beaune 15.652 livres, et le district 25.432 livres, du 26 germinal an II au 25 vendémiaire suivant. L'agent salpêtrier du district de Châtillon-sur-Seine déclare en messidor que 36 ateliers sont en pleine activité ; ils produisent 2.106 livres pendant la seconde décade de fructidor, et en tout, jusqu'à la fin de l'an II, en six mois, 18.585 livres (1).

L'agent national du district de Champlitte (Haute-Saône) affirme en brumaire an III que ses ateliers ont déjà donné 13.651 livres et que les travaux se poursuivent (2).

En Saône-et-Loire, l'empressement ne fut pas moins vif. Le 21 ventôse, le Comité de Salut public autorise le District de Châlon à se procurer à Lyon les chaudières et ustensiles nécessaires (3). La commune de Louhans déclare, le 6 germinal, qu'elle s'est mise à l'œuvre, et le District de Charolles signale, le 13, qu'un respectable vieillard de 80 ans se livre avec ardeur à l'extraction. Le 26 floréal, la Société populaire d'Autun rend hommage au zèle des habitants. Le seul District de Châlon annonce dès le 16 prairial une récolte de 14.464 livres, obtenue surtout au chef-lieu, mais aussi dans les ateliers de Chagny, Givry, Bruxy et Sumerney (4). Plus tard, le 13 messidor, le Conseil municipal

(1) A. D. Côte-d'Or, L. 16 (d'après *Inventaire des Archives départementales*, série L), et P. V., t. XXXV, p. 167 ; t. XLI, p. 54 et 229 ; t. XLIV, p. 126 ; t. XLVI, p. 177 ; t. XLVII, p. 257 ; et t. XLIX, p. 300.

(2) P. V., t. XLIX, p. 282.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 640.

(4) P. V., t. XXXIV, p. 137 et 353 ; t. XXXVII, p. 222 ; t. XXXVIII, p. 20 ; t. XXXIX, p. 22, 23, 33, et t. XLI, p. 153.

de Châlon proclame que les ateliers de sa commune ont donné 47.500 livres en huit mois (1).

L'extraction fut aussi menée vigoureusement à Lyon et dans les environs. Le Comité, le 25 frimaire, invite le citoyen Libour à « prendre les mesures les plus énergiques pour tirer tout le salpêtre que des siècles y ont accumulé et dont un travail aussi rapide que révolutionnaire doit dépouiller ses ruines ». Les autorités constituées devront le seconder dans ses fonctions. Le 3 prairial, les représentants du peuple qui sont à Lyon sont priés de « fixer leurs regards sur le salpêtre » et de presser les travaux : « un grand nombre d'individus se portent aux démolitions sans y travailler (2) ». Dupuy et Reverchon répondent que l'extraction a donné 47 milliers jusqu'à la fin de germinal et qu'à l'avenir le produit sera de 9 à 10 milliers par décade, « quoique les terres de démolition soient peu fertiles en sel de nître ».

Les environs participèrent à cette activité : la Société populaire de Romain-Libre du Mont d'Or déclare, le 8 germinal, qu'elle fabrique le salpêtre ; la commune de Tarare établit son atelier dans une église. Le District de la Campagne de Commune-Affranchie déclare, le 25 messidor, qu'elle a déjà expédié 6.786 livres à Paris et annonce un troisième envoi le 10 fructidor. La Société populaire de Villefranche-sur-Saône affirme, le 11 brumaire an III, que son district en a fabriqué 13.703 livres (3).

Dans la Loire, la Société populaire de Roanne annonce en ventôse qu'elle vient d'établir un atelier, puis, le 25 prairial, que le magasin du district renferme plus de 5 milliers de salpêtre et qu'on espère en produire un millier par décade ; on y travaille aux environs, même dans de petites communes telles que Saint-Sulpice et Villeret (4). A Saint-Etienne, tous les citoyens, sauf les armuriers, furent invités à parti-

(1) Y compris, sans doute, les ateliers de salpêtriers brevetés. (*P. V.*, t. XL, p. 317).

(2) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 416, et t. XIII, p. 674. Un arrêté du 3 vendémiaire an III assigna au citoyen Libour un traitement de 500 l. par mois (*ibid.*, t. XVII, p. 51).

(3) *P. V.*, t. XXXIV, p. 215 ; t. XXXVIII, p. 251 ; t. XL, p. 319 ; t. XLI, p. 118 ; t. XLII, p. 9 ; t. XLIV, p. 172, et t. XLVIII, p. 145.

(4) *P. V.*, t. XXXIII, p. 221 et 358 ; t. XXXIX, p. 234, et t. XL, p. 59.

ciper aux travaux. Les ateliers installés dans l'ancien couvent des Visitandines, desservis par des équipes de travailleurs recrutés dans la garde nationale, fournirent la majeure partie de la production du district : environ 1.000 livres par décade (1). Le district de Montbrison en récolte 15.731 livres en vendémiaire de l'an III (2).

Dans l'Ain, le représentant du peuple Albitte s'occupa de l'extraction révolutionnaire (3) et le Comité de Salut public, dès le 29 pluviôse, félicitait le District de Nantua de son zèle, l'invitait à provoquer, le cas échéant, la destitution des agents négligents ou incapables (4). Les Sociétés populaires de Bagé, d'Unité-sur-Reyssouze (district de Pont-de-Vaux), de Lent-sur-Veille s'intéressèrent aux travaux (5).

Dans l'Isère, le Directoire du département conjure, au nom du salut public, tous les bons citoyens à redoubler d'efforts pour activer la production du salpêtre (6), et le District de Vienne déclare au début de fructidor qu'il en a livré 49.910 livres (7).

Lorsque Chaptal fut appelé à l'Agence révolutionnaire, il avait déjà parcouru, au moins en partie, la vaste circonscription que l'arrêté du 18 nivôse lui avait assignée et qui comprenait notamment tout l'ancien Languedoc. Ses soins et ceux des représentants en mission eurent d'assez heureux effets.

Dans l'Aveyron, le citoyen Vachette est désigné, le 6 ventôse an II, pour enseigner le travail du salpêtre dans le département. Le 8, un arrêté du représentant Paganel accorde des rations de pain aux ouvriers employés à l'extraction ; le même jour, le District annonce qu'il a choisi deux élèves, présentés par la Société populaire, pour suivre les cours révolutionnaires de Paris. Le 11, Chaptal charge le citoyen Barge de parcourir l'Aveyron et la Lozère, très riches en salpêtres, pour y

(1) Galley, *ouvrage cité*, t. II, p. 147.

(2) *P. V.*, t. XLVIII, p. 111.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 29.

(4) Charavay, t. IV, p. 290.

(5) *P. V.*, t. XXXVII, p. 7 ; t. XXXIX, p. 8, et t. XLIII, p. 236.

(6) *Inventaire des Archives départementales*, série L., t. II, p. 88.

(7) *P. V.*, t. XLIV, p. 59.

former des ateliers et des ouvriers exercés. Le 14, le préposé invite chaque District à envoyer à Rodez, le plus tôt possible, un agent qui recevra l'instruction nécessaire. Le 14 germinal, l'agent national du district d'Aubin presse les municipalités d'agir et les menace des rigueurs du code révolutionnaire : « Du salpêtre, citoyens, du salpêtre ! que dans les vingt-quatre heures de la réception de la présente, un atelier s'établisse dans la commune. » Le 30 prairial, cinq ateliers fonctionnaient dans ce district. L'agent national jugea sans doute ce résultat insuffisant, car le 24 messidor il adressa une véritable sommation aux communes du canton de Conques : « Vous me certifierez dans les vingt-quatre heures que vous avez établi un atelier..., faute de quoi je dénonce votre coupable négligence et votre insouciance au Comité de Salut public. » Un atelier fut établi dans la cathédrale de Rodez, sur l'ordre du District qui enjoignit, le 26 germinal, à toutes les communes et spécialement aux chefs-lieux de cantons de suivre cet exemple. Vers le milieu de l'an II, le district comptait plus de 46 ateliers. Pourtant, à la fin de l'an II, la production totale ne s'élevait qu'à 9.449 livres de salpêtre. Enfin, vers la même époque, le district de Sauveterre possédait 8 ateliers (1).

Le sol calcaire des Causses qui couvre une bonne partie du département de l'Aveyron était en effet éminemment favorable à l'exploitation révolutionnaire. Certains cantons de l'Hérault présentaient des conditions analogues. Chaptal lui-même y avait prêché d'exemple à la fin de 1793. Des ateliers surgirent, non seulement dans les grandes villes comme Montpellier et Béziers, mais aussi dans des bourgades de moindre importance, telles que Poussan et Olonzac. Un des ateliers de Montpellier fournit 31.243 livres de salpêtre du 9 germinal an II au 9 brumaire suivant, et les 16 ateliers du district de Béziers livrèrent plus de 160 quintaux, du 29 germinal au 19 thermidor (2). Dans l'Aude, l'agent national du district de Narbonne annonce 16.756 livres pour l'an II (3). Dans la région des Pyrénées-Orientales, vers la fin de l'an II, le re-

(1) Affre, *Tableau sommaire de la Terreur dans... l'Aveyron*, passim.

(2) P. V., t. XLI, p. 110 et 119; t. XLIII, p. 208-9, 233 et 262; t. XLV, p. 171, et t. XLIX, p. 262.

(3) P. V., t. XLVIII, p. 73.

présentant Delbrel, voulant pourvoir aux besoins en poudre de l'armée du général Dugommier, astreignit la population entière aux travaux de l'exploitation révolutionnaire (1).

Dans le département voisin de l'Ariège, on tenta aussi un sérieux effort. Dès pluviôse, un atelier avait été créé dans chaque canton. Mais les premiers essais furent infructueux. Il fallut attendre le retour des élèves envoyés à Toulouse et à Paris. L'un d'eux, chaud patriote, Séguier-Lapique, que la Commission des armes et poudres avait muni de pouvoirs étendus, ouvrit un atelier modèle à Foix, le 13 germinal, et forma des ouvriers habiles qui dès la fin du mois établirent des ateliers dans tous les chefs-lieux de cantons. Les travaux furent menés avec vigueur, sous l'impulsion des autorités constituées et des Sociétés populaires, et semblent avoir entretenu la population tout entière dans une sorte d'effervescence patriotique. A la fin de prairial, chaque district livra plus de 1.000 livres de salpêtre (2). La commune de Tarascon se vanta, dans une adresse lue à la Convention le 8 messidor, d'avoir été la première du district à former un atelier et d'avoir fourni un quintal de salpêtre malgré la pauvreté de son sol (3).

L'Ariège faisait partie de la circonscription de l'inspecteur Raymond, mais les travaux avaient été mis en train, çà et là, avant son arrivée. Le représentant Paganel écrivait au Comité, dès le 16 pluviôse, qu'il avait lu à Albi l'instruction sur le salpêtre et qu'il en avait fait le sujet d'une séance de la Société populaire. « Cette commune, ajoutait-il, a plusieurs hommes instruits ; ils ont été chargés de rédiger un mémoire sur cet objet et de l'envoyer à toutes les Sociétés populaires du département (4)... » Cette propagande porta ses fruits. A Gaillac, par exemple, le District, d'accord avec la Société populaire, désigna, le 3 ventôse, deux citoyens pour suivre les cours de Paris et un autre qui s'instruirait auprès de l'agent de la Régie des poudres à Castres. Un atelier s'ouvrit à Gaillac même le 12 germinal ;

(1) Chuquet, *Dugommier*, p. 408.

(2) Pour plus de détails, voir Arnaud, *ouvrage cité*.

(3) *Journal des Débats*, n° 644, messidor an II, p. 102.

(4) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 692.

d'autres surgissent en prairial à Rabastens, Cordes, Lisle, Castelnau, Salvagnac ; ceux de Técou, Tonnac, Tauriac, etc., apparaissent un peu plus tard. Le 4 thermidor, le district avait envoyé à Toulouse 959 livres de salpêtre ; mais la production ne fut jamais très considérable : 138 livres pour la première décade de fructidor, 1.826 le 26 du même mois, 2.362 le 21 brumaire an III. Le District dut prescrire aux comités de surveillance, le 3 vendémiaire, de déjouer les manœuvres hostiles des malveillants. Lorsque l'exploitation prit fin, en prairial de l'an III, le seul atelier de Gaillac avait produit en tout 16.828 livres (1).

Sur les départements voisins, nous avons moins de lumières. En ventôse, le représentant Bô inaugure une fabrique de salpêtre à Aurillac, puis visite celle qui est en activité à Cahors. « Elle donnerait des résultats satisfaisants s'il y avait des hommes plus instruits ; comme homme de l'art, je leur ai donné quelques renseignements qui leur seront utiles (2). » En vendémiaire de l'an III, l'agent national du district de Cahors annonça une récolte de 1.600 livres et son collègue du district de Lauzerte 9.851 livres (3).

Le représentant Dartigoeyte s'intéressa aux opérations dans la Haute-Garonne, et sans doute aussi dans le Gers (4), où des ateliers apparaissent dans des bourgades telles que Marsiac et où l'agent national du district d'Auch annonce 85 quintaux pour l'an II (5). Toulouse, qui possédait une raffinerie de salpêtre et un moulin à poudre, fut un centre d'activité réelle. Le District ordonna une coupe extraordinaire de bois, requit les cendres des boulangers et des fours communaux. L'agent national annonce à la Convention, le 2 germinal, que la fabrication du salpêtre est à l'ordre du jour. Lorsque l'inspecteur Raymond se présenta, le 22 du même mois, il parut satisfait de l'état des travaux : les cinq ateliers déjà créés devaient fournir 13 ou 14 quintaux de salpêtre avant la fin de la décade ; un nouvel effort porta leur nombre à

(1) Rossignol, *ouvrage cité*, p. 423 et suiv.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 346, et t. XII, p. 9.

(3) P. V., t. XLVI, p. 81 et 240.

(4) Lettre du 30 germinal an II au Comité (Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 697).

(5) P. V., t. XLII, p. 157, et t. XLVI, p. 129.

dix, le mois suivant, et la production ne semble s'être ralentie qu'en l'an III (1). Les ateliers établis dans le district de Grenade, au chef-lieu et dans les communes de Beaumont, Verdun et Bouillac travaillèrent jusqu'en l'an III et donnèrent 12.430 livres de salpêtre (2). Des ateliers apparaissent aussi à Nailloux, à Bologne et à Revel, chef-lieu de district (3).

L'extraction révolutionnaire fut organisée jusque dans la montagne : Féraud, représentant à l'armée des Pyrénées-Occidentales, mandait au Comité, le 12 ventôse, qu'il venait de parcourir les vallées du district de La Barthe-sur-Neste (Hautes-Pyrénées) et que l'activité y était générale (4). Resterait à savoir si les résultats répondirent aux espérances. Pour le district de Tarbes, l'agent national ne peut annoncer que 5.588 livres de salpêtre, le 28 fructidor, mais promet mieux pour l'avenir (5). Les sans-culottes de la Société populaire de Bayonne proclament en germinal qu'ils ont déjà formé plusieurs ateliers et qu'ils travaillent sans relâche (6). Dans le district de Pau, la récolte ne devient fructueuse qu'en floréal. Les communes de Pau et de Nay fournirent, paraît-il, beaucoup de salpêtre, mais l'agent national dénonçait l'inertie d'un grand nombre de municipalités ; à Lescar, par exemple, le travail, mal organisé, ne donna que de maigres résultats : les habitants et la Société populaire elle-même se plaignaient de l'abus des réquisitions et la municipalité ne vivait pas en bonne intelligence avec les chefs de l'atelier (7).

Il est probable que les conflits de ce genre se multiplièrent surtout dans les bourgades et dans les campagnes et que l'exploitation révolutionnaire se heurta souvent à l'indifférence, à l'hostilité ou à l'ignorance des habitants. De Tarbes, le 13 messidor, l'inspecteur Raymond se plaignit amèrement des

(1) Adher, *article cité*.

(2) Balseinte, *Les réquisitions militaires dans le district de Grenade* (Révolution française, 1902, t. XLIII, p. 106-120).

(3) P. V., t. XXXV, p. 217, et t. XXXVI, p. 64 et 269.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 503.

(5) P. V., t. XLV, p. 248.

(6) P. V., t. XXXV, p. 333.

(7) A. Richard, *L'atelier de salpêtre de Lescar*. (Annales révolutionnaires, 1920, p. 232-7).

obstacles qui s'opposaient aux progrès des travaux dans les dix départements placés sous sa surveillance et il rappelait leurs devoirs aux administrations et aux Sociétés populaires. « Le zèle, citoyens, l'ardeur républicaine, tout, jusqu'à l'instruction même, paraît encore manquer dans plusieurs communes... : éclairer et agir, voilà votre tâche ! Puisqu'il est encore des Français qui sont sourds à la voix de la Patrie, que la terreur soit pour eux à l'ordre du jour. Dénoncez sans miséricorde, faites punir sans pitié ; il est temps enfin de livrer au mépris et à la vengeance des lois tous ces êtres insoucians pour la fabrication du salpêtre, qui par leurs discours ou leur apathie ont entravé jusqu'ici sa marche révolutionnaire et constante. » (1)

Dans les départements de l'Ouest, confiés à l'inspecteur Jacotot, les travaux furent souvent très fructueux. A vrai dire, en maints endroits, il les avait mis en train, avec son collègue Vauquelin, avant même que ne fût votée la loi du 14 frimaire. La récolte fut particulièrement considérable dans la région de Tours, riche en tufs calcaires. La Société populaire de Tours fait hommage à la Convention, le 20 ventôse, « d'un essai de salpêtre et d'un baril de poudre tirés du lieu même de ses séances (2). » Dans une seconde adresse, lue le 5 germinal, elle célèbre les efforts heureux des patriotes. « Partout de grands établissemens pour la fabrication du salpêtre s'élèvent avec rapidité, et dans le département de l'Indre-et-Loire ils sont déjà en pleine activité. Mais c'est particulièrement dans la commune de Tours que le plus grand zèle s'est manifesté ; les ateliers des quatre anciens salpêtriers sont devenus des écoles publiques où ceux qui se destinent à l'art de fabriquer le nitre reçoivent de la part de ces salpêtriers toutes les instructions et toutes les connaissances qu'une longue expérience les a mis à portée de communiquer à leurs frères... » Les commissaires du Comité de Salut public, Jacotot et Vauquelin, et celui de la Régie, Riffaut, ont parcouru le département en tous sens ; leur acti-

(1) B. N. Lb⁴¹ 3942. Imprimé par ordre du Département de la Haute-Garonne, « pour être répandu avec profusion ».

(2) P. V., t. XXXIII, p. 169.

vité patriotique et le zèle des citoyens ont donné d'heureux effets ; la seule commune de Tours a tiré de son sol, depuis le 14 frimaire, 60 milliers de salpêtre, et ce n'est « qu'un acompte des 300 milliers que les salpêtriers de cette commune se proposent de livrer dans le courant de la campagne prochaine ». La Société populaire a prêché d'exemple ; « elle a fait fouiller le lieu même de ses séances, et des mains intelligentes en ont retiré 437 livres de salpêtre de première qualité... ». Bref, le département d'Indre-et-Loire « a fourni aux armées de l'Ouest 380 milliers de poudre et il en fournira à la République, dans la campagne prochaine, plus de 800 milliers. Déjà, il s'en fabrique 2 milliers par jour au Ripault, et très incessamment cette fabrication sera portée à 3 milliers (1) ». De leur côté, les membres de la Société populaire d'Amboise avaient annoncé, le 13 ventôse, que leurs frères des campagnes travaillaient tous à la fabrication du salpêtre, et le District déclarait, le 13 germinal, que les travaux étaient en pleine activité (2).

Les patriotes d'Indre-et-Loire étaient singulièrement favorisés par la constitution calcaire du sol de leur pays. « Des données exactes et portées au minimum, déclara Barère le 26 messidor, prouvent qu'il y a plus de 12 millions de salpêtre à exploiter dans ce seul département. » Aussi le Comité avait pris soin d'y envoyer en prairial un représentant du peuple, Nioche, avec trois « chimistes », pour presser l'extraction et alimenter à la fois la poudrerie de Paris et celle du Ripault (3).

Dans la Vienne, on exécuta sans tarder la loi du 14 frimaire. Le District de Châtellerault envoie, dès le 22 nivôse, le fils aîné de son agent national, le citoyen Montaubin, auprès du préposé de la Régie dans le département, « pour y faire preuve de ses connaissances ou s'y instruire dans l'extraction du salpêtre... ». Le 4 pluviôse, le préposé instructeur n'étant pas encore nommé, l'inspecteur particulier des poudres et salpêtres, en résidence à Châtellerault, lui délivre un certificat de ca-

(1) P. Caron, *La Défense nationale de 1792 à 1795*, p. 33.

(2) P. V., t. XXXII, p. 423, et t. XXXIV, p. 342.

(3) *Rapport à la Convention* du 26 messidor an II. Voir plus loin, chap. xv.

pacité. Le 12, le Conseil général arrête qu'il sera reconnu comme agent du District pour l'exploitation du salpêtre, l'invite à commencer sa tournée dans les communes, à « former et encourager le plus d'ateliers de lessivage qu'il sera possible », et enfin à « répandre les procédés les meilleurs et les plus économiques, à se donner dans cette partie si intéressante tous les mouvements que son zèle pour le bien de la République et son patriotisme lui suggéreront (1) ».

La Société populaire de Civray annonce à la Convention, le 30 ventôse, que « tous les citoyens, sans distinction d'âge ni de sexe, se sont empressés de travailler le salpêtre ». L'agent salpêtrier du district de Loudun lui écrit, vers la fin de l'an II, que les habitants, et notamment ceux du chef-lieu, se lèvent en masse et que l'on escompte une récolte de 300 milliers (2).

A Poitiers, la Société populaire entend lecture, dès le 24 nivôse, de la loi et de l'instruction du 14 frimaire. Le 19 pluviôse, elle prend connaissance du rapport que Barère venait de présenter le 13 à la Convention ; un membre observe qu'il ne suffit pas d'applaudir aux mesures prises par l'Assemblée nationale : « Il faut que tout le salpêtre que renferment les caves, les souterrains, il sorte de sa terre native » (*sic*). On décide qu'une commission sera chargée « d'analyser les procédés à employer pour extraire ce sel si précieux et les mettre à la portée de tout le monde », puis « d'en surveiller l'exécution ». Le 21, en présence du représentant du peuple Brival, la Société désigne les six membres de cette commission, dont deux chirurgiens et deux apothicaires. Les citoyens qui ont des lumières sur le lessivage ou sur les lieux riches en salpêtre leur présenteront leurs observations par écrit. Le 22, on arrête que la commission s'assemblera le lendemain et les jours suivants, puis rendra compte. On vote aussi, à l'unanimité, la réimpression de l'instruction du Comité de Salut public, mais déjà le District y a pourvu. Enfin deux citoyens font hommage à la Société « de plusieurs poêles et autres ustensiles de cuivre propres à la fabrication du sal-

(1) A. D. Vienne, L. 336.

(2) P. V., t. XXXIV, p. 454, et t. XLV, p. 302.

pêtre » ; la Société accepte avec reconnaissance, invite les patriotes à imiter cet acte de civisme et ordonne que mention honorable en sera faite au procès-verbal. Le 24 pluviôse, la commission des salpêtres lit son rapport. L'intérêt qu'il présente « engage plusieurs membres à demander qu'il en soit donné une nouvelle lecture à la séance de décadi prochain et qu'il soit mis à l'impression. Ces deux propositions sont décrétées. » Le 25, des commissaires sont envoyés à la municipalité pour l'inviter à requérir toutes les eaux de lessive. Le 26, on lit une circulaire pressante du Comité de Salut public. Un membre offre, au nom du citoyen Thomas, amidonnier, un local propre au travail du salpêtre et « tous les ustensiles qui lui servaient à la fabrication des amidons... ». La Société applaudit à ce témoignage d'un civisme ardent. Le 27, débat théorique sur la formation du salpêtre. Le 2 ventôse, le citoyen Champion, ci-devant curé de Mirebeau, présente à son tour quelques « observations » que la Société semble goûter beaucoup. Ainsi, presque chaque jour, la Société populaire de Poitiers s'occupe de la question des salpêtres.

Elle ne se borne pas à de vaines discussions académiques. Elle agit, collabore avec la municipalité, avec le District. Ses membres prêchent d'exemple ; certains se signalent par des dons patriotiques ; l'un d'eux, Outrat, a été nommé « commissaire du District pour les salpêtres » ; tous sont prêts à payer de leur personne : la Société arrête, le 28 ventôse, « qu'il sera envoyé 30 membres journellement à la salpêtrerie ». Les sans-culottes de Poitiers n'étaient pas ennemis de saines distractions. Les séances du décadi prenaient parfois un air de fête : des exhortations civiques, des chants patriotiques interrompaient l'austérité des débats ordinaires. Le 30 ventôse, en présence du représentant du peuple Ingrand, un citoyen « fait un discours fortement conçu, propre à volcaniser les esprits les plus tièdes, comme le salpêtre a volcanisé les terres les plus froides ». Le 10 germinal, un autre citoyen entonne une chanson patriotique sur l'utilité du salpêtre. « Elle a tellement flatté les patriotes que si déjà ils n'avaient pas donné des preuves de leur ardeur à fabriquer cette matière, ils y auraient été déterminés par le plaisir qu'ils ressentirent

à entendre chanter ceux qui consacrent leur temps, leurs facultés et leurs talents à la recherche de cette matière. »

Le 20 floréal, la Société apprend enfin que la salpêtrerie, établie à la ci-devant maison des Minimés, « est totalement finie » et qu'« elle est même déjà en activité ». On décide que « la Société, les citoyens et les citoyennes s'y rendront en masse » le lendemain « pour mettre le feu aux fourneaux » : quatre commissaires sont nommés pour donner « à cette fête tout l'appareil qu'elle exige ». Le 21, la Société s'assemble « sur les quatre heures du soir » ; elle tient une courte séance, apprend que 200 canons viennent d'être pris aux Espagnols. Le représentant Ingrand annonce son prochain départ pour l'armée de l'Ouest et donne des détails rassurants sur l'état de la Vendée. On entonne la *Marseillaise* et *Mourir pour la Patrie* et l'on se met en route, musique en tête. « La marche est ouverte par deux pièces d'artillerie, un détachement de cavalerie et un détachement d'infanterie. » Un groupe de citoyens et de citoyennes s'avance « au milieu de la force, armée ». La Société populaire vient ensuite, précédée du représentant du peuple Ingrand. « Les membres des autorités constituées, revêtus de leurs marques distinctives, marchent mêlés parmi les membres de la Société populaire. » Des pelotons de cavalerie et d'infanterie ferment le cortège qui entonne « différentes chansons patriotiques ». On arrive à la salpêtrerie. Ingrand met le feu aux fourneaux et l'on chante l'hymne du salpêtre. Le cortège regagne enfin le local de la Société populaire, où la cérémonie s'achève par une allocution du représentant (1).

Telle fut à Poitiers la fête du salpêtre : un défilé, des discours, des chants patriotiques, un geste symbolique, rien de plus. Comme la fête des poudres qui venait d'être célébrée à Paris le 30 ventôse, mais dans un cadre plus modeste, elle montre l'importance que tous les patriotes de France, éclairés par les appels du Comité de Salut public, attachaient aux travaux du salpêtre et elle met en pleine lumière le rôle que jouèrent souvent en l'an II les Sociétés populaires : elles collaborèrent de toute leur âme à la défense nationale.

(1) A. D. Vienne, L. 452.

Dans la Dordogne, l'Administration départementale envoya des ouvriers à Paris et dans les villes qui possédaient des poudreries nationales pour apprendre le métier de salpêtriers. A leur retour, ils devaient instruire leurs concitoyens. Les instituteurs reçurent l'ordre de conduire leurs élèves dans les salpêtrières et de leur en expliquer les travaux. De nombreux ateliers surgirent. Celui de Bergerac semble avoir été prospère ; il fallut l'agrandir en thermidor ; Lakanal l'encouragea : il annonçait au Comité de Salut public, le 8 floréal, qu'on avait obtenu en 20 jours 765 livres de salpêtre et que l'on espérait arriver à sept milliers par mois (1).

Dans le district de Ribérac, on déploya aussi, en règle générale, beaucoup d'ardeur, mais la pauvreté des terres, l'insuffisance de l'outillage, l'inexpérience des ouvriers nuisirent au succès des travaux. Lorsque le citoyen Lamusché, préposé instructeur du département, se présenta au District le 16 messidor, son discours énergique « électrisa » les auditeurs, mais l'agent national dut avouer que les mesures prises jusqu'alors étaient restées « à peu près illusoires ». Un arrêté rendu sur-le-champ prescrivit la réquisition des barriques chez les citoyens, organisa le recrutement des ouvriers et leur assigna un salaire ; chaque municipalité serait tenue de former au moins un atelier de lessivage, de le mettre en pleine activité dans une décade et de « fournir à l'atelier d'évaporation de son arrondissement autant de barriques d'eau salpêtrée, forte de 12 degrés, qu'il y aura de fois 500 habitants dans la commune ». En fait, des ateliers existaient, à la fin de l'an II, non seulement à Ribérac, mais aussi à Montagrier, Tocane, Cumond, Saint-Privat, Chanterac, Saint-Vincent-Jalmoutiers (2).

Dans le reste du département, la Société montagnarde d'Excideuil mandait aux Jacobins de Paris, le 24 ventôse, que tous les sans-culottes étaient prêts à fouiller la terre pour extraire le salpêtre (3). Celle de Belvès écrit plus tard que le 1^{er} floréal tous ses membres « se sont portés en masse dans les

(1) Voir Labroue, *ouvrage cité*, et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 104.

(2) Dubut, *ouvrage cité*.

(3) Aulard, *Jacobins*, t. V, p. 683.

caves et les souterrains désignés par la municipalité, pour sortir la matière première qui sert à la fabrication du salpêtre...; ils en ont trouvé une quantité prodigieuse » ; la journée s'est achevée par une fête, des discours et des danses. Le District de Périgueux annonce à la fin de messidor que ses ateliers sont en pleine activité. La Société populaire de Saint-Cyprien-sur-Dordogne (district de Sarlat) écrit au début de l'an III qu'elle a obtenu 360 livres de salpêtre depuis deux mois et en promet 130 par décade (1).

Dans la Charente comme dans la Dordogne, les instituteurs jouèrent un rôle assez important : ils furent chargés de faire, les décadis, des conférences sur les travaux du salpêtre. A Aubeterre (district de Barbezieux), un atelier fut installé dans l'église Saint-Jean (2). La Société populaire de Cognac annonce à la Convention, le 10 ventôse, qu'elle s'occupe sans relâche de l'extraction ; elle proteste de son zèle par une seconde adresse lue le 5 prairial. Celles de Confolens et de Montbron s'occupent aussi du salpêtre, et le District de Barbezieux en envoie plus de 2.000 livres à Paris avant la fin de thermidor (3).

Il est vraisemblable que le département voisin de la Charente-Inférieure se distingua aussi par son zèle. L'agent national du district de Marennes, puis la Société populaire du chef-lieu annoncent à la Convention, les 8 ventôse et 12 germinal, d'heureux résultats, malgré l'ingratitude du sol trop voisin de la mer, et les travaux s'y poursuivirent au moins jusqu'en thermidor (4). La Société populaire de La Rochelle écrit en floréal qu'elle a célébré une fête civique « dont le premier salpêtre fabriqué par ses soins avait fait les frais : notre activité et notre travail vont faire produire à la terre des miracles en ce genre (5) ». Le 23 prairial, le représentant Garnier (de Saintes) écrivait de Pons que le district de Saintes était « abondant en matières salpêtrées » et que l'agent na-

(1) P. V., t. XXXIX, p. 150 ; t. XLI, p. 284, et t. XLVI, p. 129.

(2) Dubut, *ouvrage cité*.

(3) P. V., t. XXXII, p. 333 ; t. XXXVIII, p. 55 et 97 ; t. XLI, p. 40, et t. XLIII, p. 188.

(4) P. V., t. XXXII, p. 284 ; t. XXXIV, p. 316, et t. XLII, p. 86.

(5) *Journal des Débats*, n° 587.

tional donnait « beaucoup d'activité à cette partie » ; mais l'atelier du chef-lieu ne possédait que deux chaudières qui donnaient à peu près 500 livres de salpêtre par décade ; on en avait fait fabriquer deux autres qui doubleraient au moins les produits ; quant aux autres parties du district , « quoique moins abondantes », elles fourniraient « un contingent raisonnable (1) ».

Dans les Deux-Sèvres, malgré le voisinage de la Vendée, des ateliers furent organisés au moins dans les villes principales. Le 23 ventôse, le District de Niort requit les citoyens de livrer leurs cendres (2). La Société populaire du chef-lieu annonce, en germinal, que dans peu l'atelier donnera deux milliers de salpêtre. Trois ateliers sont en activité dans le district de Thouars vers la fin de l'an II : ils ont déjà envoyé 4.757 livres de salpêtre à Paris, malgré la stérilité du sol et d'autres obstacles (3).

La Vendée elle-même apporta sa contribution à la défense nationale. La commune de Fontenay-le-Peuple déclare à la Convention, le 9 germinal, qu'elle exécute les lois révolutionnaires, « quoique placée sur les bords de la guerre civile », et promet de donner une grande activité à la fabrication du salpêtre (4).

Les terrains granitiques ne purent donner, en général, que des récoltes médiocres. Sans doute, le Comité de Salut public crut devoir permettre, le 27 germinal, à l'agent national du district de Bellac (Haute-Vienne) d'employer 330 livres de cuivre provenant de chandeliers et ustensiles d'églises, pour procurer à la commune un nombre suffisant de chaudières ; mais nous savons par ailleurs, par une lettre du représentant Chauvier, du 17 ventôse an III, que l'extraction dans la Corrèze souffrait à la fois et de l'ignorance des agents salpêtriers et de la médiocrité des terres, « sablonneuses et sans cesse lavées par les eaux de ruisseaux nombreux et les pluies (5) ». A Tulle cependant, la Société populaire s'occupa de la ques-

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 268.

(2) *Inventaire des Archives départementales*, série L, p. 179 et 107.

(3) *P. V.*, t. XXXV, p. 2, et t. XLV, p. 38.

(4) *Journal des Débats*, n° 558, et *P. V.*, t. XXXIV, p. 245.

(5) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 619, et t. XX, p. 729.

tion (1) ; l'agent national du district d'Ussel écrit en brumaire an III qu'il a obtenu en tout 7339 livres de salpêtre et le préposé instructeur, en frimaire, que la production de ce département montagnard s'est élevée à 40.000 livres (2).

Des conditions analogues n'empêchèrent pas davantage les citoyens de la Creuse d'obtenir, au moins dans les villes, des résultats appréciables. Le District de La Souterraine affirme au début de thermidor que l'extraction est active (3). La Société populaire de Guéret promet, en floréal, 800 livres par décade ; elle annonce vers le milieu de messidor que la récolte s'élève déjà à 1600 livres ; la commune en envoie plus de 5,000 livres en fructidor et l'agent salpêtrier du district déclare à la fin de l'an II que la production décadaire atteint 1.200 à 1.400 livres (4).

A Limoges (Haute-Vienne), la municipalité créa un atelier à l'église Saint-Pierre, dès nivôse ; le District accorda des avances de fonds ; on rassembla des tombereaux, des barriques, des chaudières ; on reçut des dons patriotiques : tel offrit un tonneau, tel autre du bois de chauffage ; toutes les maisons furent visitées ; les citoyens furent appelés à tour de rôle à travailler dans l'atelier ; on organisa la récolte des cendres. En messidor, la production battait son plein ; dès lors, les livraisons au District se succèdent rapidement et dépassent 1.000 livres par décade ; le déclin commence en brumaire an III et le rendement devient bientôt insignifiant ; en floréal, on supprime l'atelier. Limoges avait donné environ 20.000 livres de salpêtre (5).

En Bretagne même, l'énergie des patriotes obtint quelques résultats. Il fallut pourtant lutter contre un sol ingrat et contre l'inertie de la masse des habitants.

Jeanbon Saint-André et Bréard avaient devancé les vœux du Comité en créant à Brest, dès brumaire, pour rechercher et mettre en œuvre les matières salpêtrées, une commission

(1) V. Forot, *Les Jacobins de Tulle*, p. 380.

(2) P. V., t. XLIX, p. 37, et t. L, p. 137.

(3) P. V., t. XLII, p. 159.

(4) P. V., t. XXXVII, p. 268 ; t. LXI, p. 60 ; t. XLV, p. 146, et t. XLVI, p. 22.

(5) *Actes de la municipalité de Limoges*, p. 97-247, *passim*.

qui ne fut supprimée que le 29 frimaire an III (1). Laignelot, qui leur succéda, s'occupa aussi de la question en pluviôse (2). De son côté, la Société populaire de Landivisiau (district de Landerneau) déclare, le 14 germinal, à la Convention que ses concitoyens ont offert du salpêtre (3). Mais il semble bien que les habitants du Finistère ne témoignèrent, en général; que d'un empressement médiocre. L'agent national de Villesur-Aulne (4) écrivit au Comité, le 6 germinal, que son arrondissement ne renfermait pas de salpêtre. « Ce ne peut être que malveillance ou ignorance de la part de ceux qui ont fait la recherche... », répliquèrent Carnot et Prieur, le 14 ; il y en a partout ; les caves, les écuries, les bergeries, les étables et autres lieux semblables en sont remplis. Si l'amour de la Patrie eût animé ces recherches, elles n'auraient pas été infructueuses. Arme-toi d'un nouveau courage, communique-le aux communes du district et, jalouses de mériter de la Patrie, elles trouveront des terrains d'où elles extrairont du salpêtre (5)... » Il semble, par contre, que les administrateurs du district de Carhaix déployèrent une grande activité, notamment au début de l'an III (6), et la Société populaire de Concarneau déclarait vers cette époque que la fabrication réussissait aussi bien qu'il était possible dans un pays voisin de la mer : elle annonçait l'envoi de 102 livres au District de Quimper (7).

Dans une lettre lue à la Convention le 17 germinal, le préposé instructeur du département des Côtes-du-Nord prétendait que l'extraction était en pleine activité dans plusieurs districts : il signalait le zèle de la Société populaire de Paimpol et du District de Pontrioux ; dans celui de Lannion, il avait été « très bien secondé par les officiers municipaux » ; certains d'entre eux, à son arrivée, avaient quitté leur écharpe et s'étaient mis aussitôt à l'ouvrage : deux heures après, le les-

(1) Voir plus haut, chap. XI, II, et Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 424.

(2) Lettre du 26 au Comité (Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 153).

(3) P. V., t. XXXIV, p. 378.

(4) Châteaulin.

(5) Charavay, t. IV, p. 320.

(6) Hémon, *Le District de Carhaix pendant la Révolution*, p. 420.

(7) P. V., t. XLVI, p. 30.

sivage des terres commençait (1). Mais cette belle ardeur ne dura guère. Dans le district de Dinan (2), la mauvaise volonté des habitants paralysa les travaux. Il fallut avoir recours à la réquisition pour obtenir des chaudières et des cendres. Quelques ateliers furent pourtant établis et fonctionnèrent assez longtemps. L'agent spécial, désigné par le District le 23 ventôse, alla s'instruire à Saint-Malo et n'en revint qu'à la fin de germinal. A cette date, l'intervention du représentant Le Carpentier avait provoqué la création de trois ateliers : à Plancoët, à Evran et à Dinan ; ce dernier comprenait 36 cuiviers et occupait 17 ouvriers. Tous devaient commencer leurs travaux le 1^{er} floréal, mais on se heurta à des difficultés sans nombre. Les fouilles pratiquées dans les églises et les cimetières blessèrent les sentiments religieux des habitants qui résistaient aux réquisitions. Le sol n'était pas favorable. Au début de messidor, on n'avait exploité que les terres de 4 communes ; on s'apprêtait, il est vrai, à commencer les travaux dans 12 autres communes, mais les résultats restèrent médiocres : 1.943 livres en tout jusqu'à la fin de thermidor, 1.181 livres en fructidor. Et pourtant, Le Maout, préposé instructeur du département, écrivait le 29 nivôse an III : « Votre district, après Port-Briec (3), est celui qui va le mieux. »

Son collègue de la Loire-Inférieure eut plus de succès, au moins dans la région nantaise. « Français, tout le salpêtre ! » écrivait-il dans une proclamation vibrante du 21 germinal. Il rappelait les décisions de la Convention, invitait les citoyens à concourir aux travaux des ateliers, à indiquer les lieux salpêtrés, à démolir les vieux murs, à recueillir les cendres inutiles aux besoins domestiques et les eaux de lessives, à brûler les broussailles, et priait les municipalités de « tenir sévèrement la main à la stricte exécution de ces mesures de salut public ». « Sans le salpêtre, sans la poudre qu'il produit, point de fusils, point de canons... » et il ajoutait : « Les ateliers de salpêtre de la Loire-Inférieure sont en activité ; Nantes et

(1) P. V., t. XXXV, p. 23.

(2) Voir Dubreuil, *Le District de Dinan pendant la Révolution*, passim.

(3) Saint-Briec.

Paimbœuf ont fourni du salpêtre ; Nantes, 2 milliers (1) ». Bientôt le District de Châteaubriant annonça à la Convention, le 23 prairial, qu'il avait obtenu 150 livres de salpêtre et que chaque jour était « employé avec de nouveaux succès à l'extraction de cette précieuse matière », bien que les campagnes fussent ravagées par les brigands (2).

Les terrains calcaires qui enveloppent le bassin parisien devaient nécessairement donner des récoltes plus abondantes. Noël Pointe écrit au début de l'an III que dans les départements qu'il vient de parcourir pendant sept mois (Saône-et-Loire, Nièvre, Allier) les ateliers de salpêtre sont « dans la plus grande activité (3) ». De son côté, le représentant Michaud avait loué devant la Convention, le 5 germinal, le patriotisme des habitants de l'Indre où les ateliers étaient aussi « en grande activité ». Plus tard, le 24 messidor, il déclare au Comité de Salut public que pendant sa mission, terminée depuis deux mois, dans l'Indre et le Cher, il a « multiplié... les Sociétés populaires et les ateliers de salpêtre (4) ».

En effet, la Société populaire de Château-Chinon pouvait annoncer au début de l'an III que son district, l'un des plus déshérités de la Nièvre, avait déjà fourni 8.000 livres de salpêtre (5).

Dans l'Allier, le district de Cusset, vers la même époque, en fabriquait 1.500 livres par décade ; celui de Moulins en avait obtenu 6.545 livres avant la fin de thermidor ; la commune de Montluçon en obtenait 300 livres par décade, vers la fin de messidor, et celle de Saint-Pourçain (district de Gannat) affirme, en prairial, que le produit de son atelier dépasse les espérances (6).

Dans le Cher, la Société populaire de Sancoins s'occupe de l'extraction, dès ventôse (7) ; les ateliers du district de Bourges fabriquent 9.372 livres de salpêtre, du 4 prairial à

(1) B. N. Lb⁴¹ 1050.

(2) P. V., t. XXXIX, p. 199.

(3) *Compte Rendu à la Convention*, de vendémiaire an III (B. N. Lc³⁹ 81).

(4) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 9, et t. XV, p. 113.

(5) P. V., t. XLVII, p. 8.

(6) P. V., t. XXXVIII, p. 277 ; t. XLII, p. 35 ; t. XLIV, p. 25, et t. XLVII, p. 132.

(7) P. V., t. XXXIII, p. 403.

la fin de thermidor (1), et ceux du district de Libreval (2), en pleine activité dès prairial, fournissent 16.500 livres en six mois (3).

Dans le Loir-et-Cher, où certains cantons présentaient des conditions de sol analogues à celles du département voisin d'Indre-et-Loire, on se mit à l'œuvre de bonne heure et avec succès. Le représentant Garnier écrit le 13 ventôse que les citoyens du district de Mer s'empressent d'extraire le salpêtre (4). La Société populaire de Blois proclame le 6 germinal que les travaux de cette commune « sont dans la plus grande activité... ; 12 milliers de salpêtres sont déjà prêts ; la Société en promet, en outre, 2 milliers par décade (5) ». La commune de Saint-Dyé-sur-Loire affirme, vers le milieu de prairial, qu'à la prochaine décade elle en aura fourni deux milliers. Au début de thermidor, le District de Vendôme annonce l'envoi d'un millier à Paris et celui de Romorantin qu'il en a déjà expédié 2.679 livres, malgré le sol ingrat de la Sologne (6).

Dans la Sarthe, l'activité ne fut pas moins féconde. « Vous apprendrez avec plaisir, écrit le représentant Garnier au Comité, le 3 floréal, que dans ce département la fabrication du salpêtre se fait avec beaucoup de succès et qu'il sera un de ceux de la République qui, proportion gardée, produira le plus » et il donne une note semblable dans une lettre lue le 10 germinal à la Convention : « Le salpêtre naît en abondance sous les doigts actifs et glorieux de ceux qui le fabriquent (7). » Les trois ateliers du seul district de La Flèche produisirent, en effet, 1.890 livres pendant la seconde décade de thermidor (8).

En Normandie, même activité. Le représentant André Dumont, qui vient de faire une course sur les confins des districts de Dieppe et de Neufchâtel (Seine-Inférieure), écrit le 4 germinal, de Saint-Valéry-sur-Somme : « Je n'entendais

(1) P. V., t. XLIII, p. 263.

(2) Saint-Amand-Montrond.

(3) P. V., t. XLI, p. 262 ; t. XLII, p. 153 ; t. XLIII, p. 110 ; t. XLVI, p. 55, et t. XLVIII, p. 145.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 513.

(5) P. V., t. XXXIV, p. 136, et *Journal des Débats*, n° 558.

(6) P. V., t. XXXIX, p. 96, et t. XLII, p. 30 et 111.

(7) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 769, et *Journal des Débats*, n° 587.

(8) P. V., t. XLIV, p. 185.

depuis longtemps parler que de fabrication d'armes et de salpêtre. Partout on me présentait ce dernier, mais j'étais loin de croire qu'au milieu des forêts on s'occupait de ce travail important. » Il louait en particulier le zèle de la citoyenne Li-baude, propriétaire de la verrerie de Roménil, qui avait « éteint un de ses fourneaux et changé ses usines en une superbe nitrière », et de son collaborateur, le chimiste Lapostolle (1). Dans le district de Cany, on déploya aussi beaucoup de zèle. L'agent national annonçait, le 29 ventôse, que la récolte était en pleine activité dans toutes les communes et que tous y travaillaient à l'envi : « Les femmes et les enfants même supportent avec un courage digne de l'ancienne Sparte les fatigues et les privations de cette opération vraiment révolutionnaire (2). » Le 3 germinal, au chef-lieu, « les citoyennes de tout âge et de toute condition » se rendent à la Société populaire ; un cortège se forme ; une musique guerrière ouvre la marche, puis vient « un groupe immense d'enfants », derrière une bannière portant cette inscription : *Espoir de la Patrie*. Les administrateurs du District, les membres du Conseil général de la commune, ceux du comité de surveillance, les juges du tribunal suivent, mêlés au peuple. On entonne des chants patriotiques, des hymnes à la Liberté. On arrive à l'atelier. Des discours sont prononcés par la citoyenne Leborgne, par la femme de l'agent national, par la citoyenne Yger, femme du député à la Convention nationale. Un drapeau tricolore est planté sur la voûte de l'atelier. Puis on chante, on danse, on boit à la gamelle et les citoyennes allument elles-mêmes les fourneaux (3).

Il est à présumer que l'ensemble du département de la Seine-Inférieure participa à cet enthousiasme, car il ne produisit pas moins de 141.927 livres de salpêtre jusqu'au 14 frimaire an III (4).

Dans l'Orne, les résultats furent beaucoup moins brillants. Le représentant Garnier (de Saintes) constatait le 17 floréal, « avec peine », que ce département offrait moins de ressources

(1) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 155, et *P. V.*, t. XXXIV, p. 220.

(2) *P. V.*, t. XXXIII, p. 420. — Voir aussi t. XXXIV, p. 245.

(3) C. Romain, *Le District de Cany pendant la Révolution*.

(4) *P. V.*, t. LI, p. 75.

que celui de la Sarthe, et que « cette partie y avait éprouvé un peu de lenteur (1) ». Pourtant, dès le 28 nivôse, la Régie avait désigné son préposé instructeur, le citoyen Vauvert. Le District d'Alençon mit à sa disposition, le 28 pluviôse, un atelier de démonstration, installé dans l'ancien couvent des Capucins et désigna son agent, le citoyen Legendre, le 25 ventôse. D'autre part, le 6 pluviôse, la commune avait chargé deux apothicaires de rechercher les chaudières à bière et les terres salpêtrées ; le 19, elle leur adjoignit un troisième commissaire et les invita à se concerter avec les délégués de la Société populaire. Mais ils ne découvrirent qu'une dizaine de caves salpêtrées. Aussi la commune refusa-t-elle, le 16 germinal, d'établir un atelier à son compte, mais elle se ravisa, les 19 et 26 floréal, sans doute sous la pression du représentant Garnier. La première livraison de salpêtre eut lieu le 28 prairial an II, et le 3 vendémiaire suivant, il est question de 3.055 livres déjà remises au District. La Société populaire veillait ; la commune requit, le 18 messidor, chaque individu de fournir 2 livres de cendres, puis décida, le 3 thermidor, l'acquisition d'un cheval pour l'atelier.

L'atelier d'Alençon qui travailla au moins jusqu'au milieu de l'an III fut le plus prospère du district.

Il y en eut d'autres à Courtomer, Le Mêle-sur-Sarthe et Sées (dans l'église du ci-devant séminaire), où les communes voisines amenèrent leurs terres salpêtrées. Mais il ne semble pas que le zèle ait été très ardent ni que les produits aient été considérables, malgré les invitations des Jacobins de Carrouges et d'ailleurs (2).

De même, au début de l'an III, le district de Laigle n'avait produit que 3.664 livres de salpêtre (3). Celui de Mortagne ne fournit jamais que de faibles quantités : 971 livres avant le 8 thermidor, 568 pour les deux dernières décades du mois, 846 pour les quinze derniers jours de l'an II (4).

Dans l'Eure, le rendement fut beaucoup plus élevé, car

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 327.

(2) Mourlot, *recueil cité*, t. I-IV, *passim*.

(3) *P. V.*, t. XLVII, p. 132.

(4) *P. V.*, t. XLI, p. 81 et 283 ; t. XLII, p. 35 et 187 ; t. XLV, p. 247 ; t. XLVI, p. 157, 219 et 315.

un rapport du Département de Seine-Inférieure déclare que la Seine-Inférieure, l'Orne et l'Eure ont livré 336.687 livres de salpêtre en l'an II (1).

III. — CARACTÈRES GÉNÉRAUX

ET RÉSULTATS DE L'EXPLOITATION DANS LES DÉPARTEMENTS

Quel fut, pour l'ensemble de la République, le résultat des travaux révolutionnaires ? Les espérances du Comité de Salut public furent-elles réalisées ?

Le 13 pluviôse an II, devant la Convention, Barère témoignait d'un bel optimisme. Après avoir célébré l'ardeur des sections et des sans-culottes de Paris, il rendait hommage au zèle des Districts et des Sociétés populaires. Il insistait pourtant sur la nécessité de donner encore à l'exploitation « plus d'activité, plus de mouvement ». « Il faut que la voix de la Convention nationale se fasse entendre jusqu'à l'extrémité la plus reculée des frontières et que la dernière cabane élevée sur le territoire de la République se change momentanément en atelier de salpêtre. C'est la chimie du peuple, c'est l'atelier de chaque citoyen armé contre les tyrans. »

En fait, le Comité de Salut public veilla avec un soin jaloux à l'exécution stricte de la loi du 14 frimaire. Sous son impulsion, la Commission des armes et poudres et l'Agence révolutionnaire s'appliquèrent à rendre l'extraction générale et fructueuse. Les inspecteurs ambulants des poudres et salpêtres portèrent dans la France entière les conseils de leur expérience et les ordres du pouvoir central. Dans chaque département, le préposé instructeur nommé par la Régie, les administrateurs des districts, leurs agents nationaux, leurs agents spéciaux pour le salpêtre, les municipalités collaborèrent à l'œuvre commune. Des « hommes de l'art », médecins, apothicaires, chimistes, etc., des « élèves », instruits à Paris ou dans les grands centres, formèrent le noyau d'un personnel exercé. L'autorité des représentants en mission et l'action

(1) P. V., t. XLIX, p. 37.

directe des Sociétés populaires contribuèrent aussi pour une large part au succès de l'entreprise.

Ce déploiement de forces révolutionnaires n'était pas superflu. Il fallut souvent secouer la torpeur ou l'inertie calculée des autorités constituées (municipalités ou Districts), triompher de l'indifférence ou de la malveillance des habitants. Les travaux révolutionnaires les troublaient dans leur quiétude domestique ; ils réveillaient le souvenir odieux des fouilles des salpêtriers commissionnés de l'ancien régime et celui des corvées. Beaucoup, par ignorance ou par égoïsme, se refusaient à saisir l'intérêt d'opérations qui les arrachaient à leurs champs ou à leurs occupations journalières. Presque partout, les travaux se ralentirent à l'époque de la moisson. Souvent aussi, les femmes répugnaient à livrer leurs cendres de lessives. Les réquisitions incessantes d'ouvriers, de chaudières, de bois, de cendres se heurtaient aux calculs de l'avarice et devaient tôt ou tard provoquer une lassitude générale. Enfin, il arriva que l'inexpérience des chefs d'ateliers et de leurs aides nuisit au succès de l'exploitation du salpêtre et fournit de nouveaux arguments à ceux qui ne demandaient qu'à se décourager.

Parfois des raisons d'ordre moral expliquent les résistances. Les adversaires du régime, réduits au silence, travaillèrent sans doute en secret à l'échec d'une entreprise dont les chefs de la République attendaient leur salut. En maints endroits, les fouilles menées dans les édifices naguère consacrés au culte, l'installation des ateliers dans les chapelles et les églises indisposèrent les masses catholiques.

Aussi l'importance des résultats obtenus varia-t-elle sensiblement d'une région à l'autre. Il semble que, d'une manière générale, les départements voisins de Paris subirent la contagion de l'exemple donné par la capitale et que l'exploitation du salpêtre, organisée sans délai, s'y poursuivit avec ardeur. Il en fut de même dans les pays frontières : le souvenir d'une invasion récente ou la crainte d'un retour offensif de l'ennemi y entretenaient une notion plus claire du péril. En Bretagne ; au contraire, l'ignorance de la masse des habitants, leurs sentiments politiques et leurs convictions religieuses paralysèrent les travaux.

D'autre part, il est certain que les villes et les bourgades montrèrent souvent plus d'empressement que les communes rurales et réussirent mieux. Les matériaux salpêtrés y étaient sans doute plus abondants ; il s'y trouvait un plus grand nombre d'hommes instruits ou d'ouvriers habiles ; mais leur supériorité tient aussi à leur rôle politique. Là siégeaient les Districts et les municipalités les plus énergiques, là s'étaient formées des Sociétés populaires, turbulentes mais actives ; elles identifiaient la République et la Patrie, elles sentaient que les lois révolutionnaires n'étaient au fond que des mesures de défense nationale et veillaient jalousement à leur application stricte ; elles eurent conscience de l'importance d'une extraction générale des salpêtres ; elles répandirent autour d'elles le mot d'ordre lancé de Paris ; elles prêchèrent d'exemple ; leurs appels stimulèrent les hésitants ; leur surveillance immobilisa les malveillants.

S'il était possible d'établir un tableau précis des travaux du salpêtre dans la France entière, peut-être serait-on en droit d'en tirer des conclusions intéressantes sur l'état de l'esprit public dans telle ou telle région et sur les forces comparées du parti révolutionnaire et de ses ennemis. Il ne faudrait pourtant se servir de ces données qu'avec une extrême prudence. Il serait indispensable de tenir compte des conditions géographiques, et en particulier de la diversité des sols, qui influèrent sur le rendement de l'exploitation. Les terrains granitiques du Massif armoricain, du Massif central, du Morvan et des Vosges, les sables de la Sologne ou des Landes, offraient moins de ressources aux patriotes les plus ardents que les calcaires de la Touraine, du Berry, de la Bourgogne, de la Champagne ou du pays de Caux.

Ainsi, selon les déclarations faites par Barère le 26 messidor, « le mouvement révolutionnaire que la Convention a voulu imprimer à toute la France pour l'exploitation du salpêtre n'a pas été le même partout. On a vu des hommes faibles, ignorants ou mal intentionnés, seconder faiblement l'extraction de ce sel. Ici, c'étaient les chaudières qui manquaient ; là, c'étaient des hommes instruits qu'on demandait ; partout on semblait ignorer qu'un républicain doit surmonter tous les obstacles, que le mot impossible est rayé de son vo-

cabulaire, que la Révolution ne se nourrit depuis le 14 juillet que d'efforts et de prodiges et que ceux-là qui nous parlent sans cesse d'obstacles, de difficultés, ne sont pas nés ni appelés à la conquête de la liberté. »

Mais le Comité entendait être obéi. Le 4 prairial, considérant que la loi du 14 frimaire n'avait pas reçu son entière exécution dans quelques districts, il avait pris un arrêté pour « préciser d'une manière rigoureuse l'obligation » où ils étaient de fournir des secours à la Patrie ; à compter du 20 prairial, chaque district devrait fournir au moins un millier de salpêtre par décade, jusqu'à « l'épuisement total et bien constaté du terrain (1) ».

Si vives qu'aient été les résistances, les résultats obtenus n'en furent pas moins considérables. « Les ateliers, disait Barère le 26 messidor, sont très multipliés dans les districts ; il y en a plus de 6.000 dans toute la République ; la plupart commencent à fournir et bientôt, tous étant en activité, l'abondance de salpêtre surpassera les espérances conçues... » Le Comité comptait obtenir plus d'un million et demi de salpêtre par mois, au moins 20 millions par an, c'est-à-dire « plus de dix fois l'ancienne production (2) ».

En fait, la récolte fut très abondante, et les travaux se poursuivirent pendant de longs mois encore, tant que dura le gouvernement révolutionnaire. Vers la fin de l'an II, les ateliers des districts fabriquaient 450 milliers par décade et jusqu'au 10 thermidor ils avaient livré 8 millions de salpêtre (3).

IV. — LES TRAVAUX DE LA RÉGIE

Le décret du 14 frimaire avait laissé intacts les privilèges de la Régie ; il prévoit même l'augmentation du nombre de ses employés ; il déclare expressément que les simples citoyens ne pourront se livrer à l'extraction, « lorsque l'agent du district jugera que les terrains salpêtrés peuvent être exploi-

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 698.

(2) *Rapport à la Convention*, du 26 messidor an II.

(3) A. N. AF II 23, d. 190, pièce 67.

tés dans l'année par les salpêtriers ordinaires de l'arrondissement ou lorsque les ateliers de la Régie suffiront (1)... ».

Fidèle à l'esprit de la loi, le Comité de Salut public s'efforça d'éviter le ralentissement des travaux de la Régie. Le 11 nivôse, les salpêtriers de Paris se trouvant « sur le point de manquer de plâtras », il prescrit à l'Administration des domaines de faire visiter par des architectes les maisons nationales, « sans excepter celles des émigrés », et de faire « abattre tout ce qui doit être démoli par vétusté et tout ce qui peut l'être sans détériorer la valeur de l'objet, après que les matériaux auront été jugés... propres à l'exploitation du salpêtre... ». Le 28, il généralise cette mesure et décide que la Régie exploitera, dans la France entière, les terrains des « prisons, hôpitaux, églises, maisons d'arrêt, maisons d'émigrés et autres établissements publics » ; elle choisira à cet effet autant d'agents qu'il sera nécessaire et un million sera mis à sa disposition. Cette partie de son service sera « tout à fait séparée... de son travail ordinaire » et elle en rendra compte chaque décadi au Comité. Les administrations et autorités constituées devront déférer à ses réquisitions et lui procurer des outils, des chaudières, des fourneaux. Exception est faite pourtant, le 16 pluviôse, pour les maisons nationales où « l'ardeur républicaine » des sections de Paris les a déjà portées à commencer l'exploitation (2). L'arrêté fut exécuté notamment au château de Chinon et dans le district de Châtellerauld (3).

La Régie est autorisée, le 19 nivôse, à faire venir à Paris des charbons de terre et notamment deux bateaux achetés à Decize ; puis, le 27, à se procurer des chaudières à Romilly, en fournissant le cuivre. Le 17 pluviôse, le Comité lui permet de requérir toutes les cendres des maisons occupées par les administrations nationales, à moins que celles-ci n'en aient besoin pour les exploitations de salpêtre qu'elles auraient entreprises elles-mêmes (4) ; le 22, elle s'adresse au Conseil exécutif pour obtenir l'application de cet arrêté : « Nous le

(1) Articles 14 et 15 du décret.

(2) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 773, et t. X, p. 286 et 678.

(3) *Inventaire analytique des Archives communales de Chinon*, passim, et A. D. Vienne, L. 336 (délibération du 6 pluviôse an II : District de Châtellerauld).

(4) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 117, 272 et 711.

demandons sans délai, car nous sommes révolutionnaires ; nous avons ajouté des ailes à la foudre, et notre cri est : Vélocité (1) ! »

Le 25 du même mois, le Comité s'efforce de préciser le domaine respectif des salpêtriers de profession et des simples citoyens. Deux commissaires, nommés l'un par la Régie, l'autre par l'Administration révolutionnaire, visiteront tous les ateliers des salpêtriers de Paris, vérifieront la quantité de matériaux dont ils disposent, détermineront celle dont ils ont besoin pour le travail d'une année, « au moyen de quoi les salpêtriers ne pourront rien prétendre sur les terres des souterrains exploités par les citoyens de Paris ». Chaque nouveau salpêtrier nommé par la Régie sera de même approvisionné pour un an (2). Le 22 germinal, le Comité invite la Commission des armes à rendre compte, dans quatre jours, des mesures prises pour exécuter cet arrêté. Le 25, il ordonne à l'Agence révolutionnaire de restituer à l'Agence nationale, ci-devant Régie, le salpêtre qu'elle lui a avancé ; de son côté, la Commission des armes fournira à la Régie, pour ses raffineries, du salpêtre provenant de l'exploitation révolutionnaire, et lui en procurera par les voies du commerce « pour donner la plus grande activité au travail des moulins à poudre ». Le 3 fructidor, un arrêté du Comité ordonne de continuer « avec la plus grande célérité... les démolitions déterminées jusqu'à présent dans les maisons nationales... » et comme elles « ne paraissent pouvoir suffire que pendant trois mois aux besoins des salpêtriers » de Paris, d'en déterminer « de nouvelles... dans une proportion assez considérable » pour alimenter leurs travaux pendant six autres mois. Un inspecteur particulier, nommé par l'Agence, surveillera la distribution de ces matériaux, d'accord avec deux salpêtriers choisis par leurs collègues, et rendra compte chaque mois de l'état des approvisionnements et des besoins (3).

Par ailleurs, une circulaire de la Commission des armes, du 10 floréal, rappelle « la démarcation nettement établie par

(1) A. N. AF II 9, d. 56.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 112.

(3) *Id.*, *Recueil*, t. XII, p. 517, 583, 586, et t. XVI, p. 228-9.

la loi du 14 frimaire et les arrêtés du Comité de Salut public » entre les opérations révolutionnaires et celles des salpêtriers commissionnés, et que beaucoup de Districts « méconnaissent totalement ». Ici, les salpêtriers de l'Agence nationale, ci-devant Régie, « éprouvent journellement des difficultés pour disposer des plâtras et matériaux » qui leur sont réservés. Là, on les oblige à livrer leur salpêtre dans les dépôts révolutionnaires. Ailleurs, ce sont les salpêtriers eux-mêmes qui y apportent spontanément leurs produits, « pour se soustraire, sans doute, à la retenue de quatre pour cent qui doit leur être faite dans les magasins de l'Agence nationale, et peut-être aussi pour pouvoir se défaire avec plus d'avantage d'un salpêtre d'une qualité inférieure à celle qu'ils se sont obligés de fabriquer ». De tels procédés privent l'Agence nationale des moyens d'alimenter ses raffineries et ses poudreries, et il importe d'y mettre bon ordre (1).

Il est certain qu'on eut beaucoup de peine à éviter toute confusion entre les travaux des salpêtriers brevetés et ceux que l'application de la loi du 14 frimaire multiplia dans la France entière. Barère en tira argument, le 26 messidor, pour demander à la Convention l'établissement d'une Agence unique des salpêtres et poudres (2).

Lorsqu'elle disparut définitivement, le 1^{er} thermidor, l'Agence nationale, ci-devant Régie, n'en avait pas moins fabriqué, depuis le décret du 14 frimaire, plus de 4 millions de livres de salpêtre brut (3) et les seuls salpêtriers commissionnés de Paris en fournissaient, vers la même époque, 40.000 livres par décade (4).

(1) A. D. Yonne, L. 512.

(2) Voir plus loin, chap. xx.

(3) A. N. AF II 23, d. 190, pièce 67.

(4) Barère, *Rapport à la Convention*, du 26 messidor an II.

CHAPITRE XV

Salins et Potasses

Le traitement des terres salpêtrées, puis la réduction des *eaux-mères* exigeaient des quantités considérables de potasse ; mais cette matière qu'on avait coutume de tirer de l'étranger manquait en France, la guerre ayant à peu près suspendu les opérations commerciales. On pouvait, il est vrai, y suppléer dans une certaine mesure par l'emploi des cendres de bois et des *salins*, comme on disait à l'époque. Encore fallait-il les recueillir avec soin et en développer la fabrication.

Pour résoudre le problème, le Comité fit appel au zèle de tous les citoyens et aux lumières des savants. Dès le début de septembre 1793, la Régie des poudres demanda qu'une mesure de salut public mît à la disposition du Conseil exécutif provisoire toutes les potasses de la République (1). Sans tarder, le Comité répondit à cet appel. Un décret du 21 septembre, voté sur rapport de Carnot, combla les vœux de la Régie. « Les cendres, salins et potasses, servant à la confection des salpêtres, les soufres, bois et charbons propres à la fabrication de la poudre sont mis à la disposition du Conseil exécutif provisoire, sauf indemnité » ; les salpêtriers recevront leur potasse des magasins de la Régie au prix courant, jusqu'à concurrence de leur consommation présumée « qui demeure fixée au tiers du poids du salpêtre qu'ils livreront » ; une indemnité équivalente leur sera versée s'ils remplacent la potasse par des cendres ou du salin (2).

(1) A. N. AF* II 128.

(2) *Arch. parlam.*, t. LXXIV, p. 590.

Le 23, le Comité chargea le ministre des Contributions publiques de procurer à la Régie une quantité suffisante de potasses et d'indemniser les propriétaires de celles qui seraient retenues pour le compte de la Nation. Le même jour, il envoya à Rouen le citoyen Tachereau pour mettre « sous la main de la Nation et en lieu sûr » 600 milliers de potasse dont on signalait l'existence chez un certain Chanteton le jeune ; si celui-ci avait fait la déclaration prescrite par la loi, il serait indemnisé ; sinon, il serait mis en arrestation (1). L'urgence des besoins justifiait cette sévérité. Le Comité se trouvait réduit à de véritables expédients. « Les résidus des opérations des fabricants d'acide sulfurique, dit un arrêté du 16 octobre, contiennent de la potasse dans un état de mélange et de combinaison » qui les rend « peu propres aux usages des arts, et même de peu de valeur » ; mais il serait possible d'en tirer parti dans les raffineries de salpêtre. Les fabricants enverront donc au Comité, sans délai, l'état des résidus qu'ils ont en magasin, en indiquant l'usage qu'ils en font d'ordinaire ; ils sont « requis de les conserver, ainsi que ceux qui proviendront de leurs opérations journalières », jusqu'à nouvel ordre (2).

Ainsi, les maigres ressources dont on disposait suffisaient à peine aux seuls ateliers de la Régie. La loi du 14 frimaire, qui invita l'ensemble des citoyens à exploiter toutes les terres salpêtrées, aggrava la situation. Le Comité parvint pourtant à couvrir les besoins. « La potasse, affirmait Barère le 13 pluviôse, ne manquera pas non plus à la République, quoique le commerce ennemi cherche à l'en priver. Outre celle que nous avons prise et que nous prendrons à nos lâches ennemis, on en fabriquera dans les départements ; les forêts, ces repaires des brigands de la Vendée, seront converties en potasse ; le sol infecté de ces contrées déshonorées sera purifié par le feu qui nous donnera en même temps ce sel précieux (3). » Un décret rendu séance tenante ordonna une coupe extraordinaire de bois dans toutes les forêts de la République,

(1) A. N. AF* II 121 et AF* II 130.

(2) A. N. AF* II 130 et Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 439.

(3) *Rapport à la Convention*, du 13 pluviôse an II.

nationales ou privées : on abattrait, dans l'année, la partie qui aurait dû l'être l'année suivante. Les produits serviraient à alimenter en charbons les forges, fourneaux et usines ou à procurer « la potasse nécessaire à la fabrication du salpêtre (1) ».

Le 22 ventôse, la Commission des armes, chargée de l'exécution, invita les agents nationaux des districts à presser les travaux : le menu bois qui ne pourrait être transformé en charbon serait entassé « pour être réduit en cendres », selon l'instruction que la Commission « faisait préparer sur la fabrication de la potasse (2) ». Dans les campagnes, les femmes, les enfants, les vieillards pourraient s'occuper à brûler « les mauvais bois », les broussailles, etc. La Commission recommandait aussi de requérir les cendres des fours communaux, celles des boulangers, et dans les départements méridionaux, celles des moulins à huile. Bref, il ne fallait rien négliger pour accroître les approvisionnements de cendres (3).

De son côté, le Comité avait autorisé, le 17 pluviôse, la Régie à requérir les cendres des maisons occupées par les administrations nationales ; le 22, il ordonnait de transporter à Paris, « dans le plus court délai », des potasses saisies dans le port du Havre (4). La Commission des armes veillait aux détails de l'application de la loi du 21 septembre 1793 : elle observait aux Districts, le 18 ventôse, qu'à Paris on pouvait employer sans inconvénient les cendres au lessivage des terres salpêtrées, car les citoyens n'avaient pas coutume de blanchir leur linge à domicile ; mais agir de même dans les petites communes et les campagnes serait priver l'habitant d'une ressource indispensable ; il suffirait donc de requérir les eaux de lessives et de les transporter aux ateliers les plus proches. Malgré ces précautions, la réquisition des cendres rencontra parfois des résistances. « Des égoïstes, des mauvais citoyens » se refusaient à livrer même leur superflu. La Commission des armes dut prescrire aux agents nationaux, le 14 ger-

(1) *P. V.*, t. XXX, p. 312-4.

(2) Déjà annoncée par une circulaire du 18 ventôse (*B. N. Lb*⁴¹ 2176). Peut-être s'agit-il de l'instruction qui fut rédigée, selon Prieur, « par le citoyen Perthuis, officier du génie très distingué ».

(3) *A. D. Yonne*, L. 512.

(4) *Aulard, Recueil*, t. X, p. 711, et t. XI, p. 46.

minal, d'assurer l'exécution de la loi et de ne laisser aux citoyens que les moyens de lessiver le linge. « Dans les villes où se fait la plus grande consommation de bois, la réquisition des cendres doit être en pleine vigueur » (1)...

Cependant, le Comité voulait constituer, sans tarder, par des procédés révolutionnaires, d'énormes approvisionnements. Un décret fut rendu, le 29 germinal, sur rapport de Barère, pour « encourager la fabrication des salins et potasses... par tous les moyens compatibles avec les besoins de l'agriculture et la conservation des forêts ».

« Toutes herbes qui ne servent ni à la nourriture des animaux, ni aux usages domestiques ou ruraux, et qui ne font que surcharger des terrains, seront de suite brûlées pour servir à l'exploitation du salpêtre ou converties en salins. Sont comprises dans cette classe les fougères, les mousses, genêts, bruyères et autres plantes qui croissent dans les bois et lieux incultes. Sont exceptées... les fougères ou autres plantes de même nature, dans les lieux où il est d'usage de les faire servir à l'engrais des terres ou à couvrir les habitations. » Tous les propriétaires ou fermiers devront brûler leurs herbes dans un délai de deux mois. S'ils négligent d'obéir à la loi, les agents nationaux y pourvoiront, « en invitant les citoyens à se livrer à ce travail, et surtout les femmes et les enfants, qui auront pour salaire le produit de la vente des cendres ». Les produits de l'opération seront distribués aux ateliers révolutionnaires de salpêtre. La Commission des armes et poudres disposera de l'excédent. Les citoyens seront libres de convertir eux-mêmes leurs cendres en salins qu'ils devront de toute manière livrer au magasin de leur commune. Dans l'un et l'autre cas, ils recevront une indemnité: la loi prévoit, en sus des prix du *maximum*, une prime de 6 livres par quintal de salin, et charge en outre le Comité de publier une instruction simple sur la manière de le fabriquer (2).

Le Comité jugea prudent de ne pas compter uniquement sur le zèle des autorités locales. Le 4 prairial, il enjoignit à l'Agence révolutionnaire des salpêtres et poudres de former

(1) B. N. Lb⁴¹ 2176 ; A. D. Yonne, L. 512 et Vienne, L. 173.

(2) P. V., t. XXXV, p. 306-9.

« des établissements de salins dans les lieux... les plus propres à ce genre de fabrique, sans préjudicier néanmoins aux forêts nationales et aux propriétés particulières ». Le 22, il décide de porter son principal effort sur le département d'Indre-et-Loire et les districts voisins de l'Indre, de la Vienne, de la Mayenne, du Cher et du Loir-et-Cher. L'exploitation révolutionnaire du salpêtre y était fort active : elle exigeait beaucoup plus de salin et de potasse que le commerce n'en pouvait fournir. Un *Commissariat temporaire* de trois membres (1) fut chargé d'organiser « la combustion des fougères, ajoncs et autres plantes inutiles qui couvrent les lieux incultes, et celle des bois ou branchages de bois malvenants... ». Il devait distribuer les cendres aux ateliers de salpêtre, diriger leurs travaux et en faire verser les produits à la raffinerie du Ripault ou aux établissements désignés par l'Agence révolutionnaire. Un représentant du peuple surveillerait les commissaires, pourrait au besoin étendre le champ de leurs opérations ou leur procurer des fonds si les 100.000 livres mises à leur disposition devenaient insuffisantes. Des comptes rendus seraient adressés au Comité deux fois par décade.

Les citoyens Vauquelin, Nicolas et Trusson furent nommés commissaires, aux appointements de 600 livres par mois et placés sous l'autorité du représentant Nioche, investi de pouvoirs illimités pour l'objet de sa mission (2). Leurs fonctions devaient prendre fin au 1^{er} thermidor, sauf décision formelle du Comité. En fait, ils les exercèrent jusqu'aux derniers jours de l'an II.

A cette époque, plusieurs établissements créés par leurs soins étaient en activité. Une lettre curieuse que Nioche adressa de Chinon à la Convention, le 26 thermidor (3), donne une idée des moyens originaux qui permirent d'obtenir très vite

(1) D'après une carte manuscrite (A. N. AF n 217^b, d. 1873), son arrondissement comprenait les localités suivantes : Le Mans, Château-du-Loir (Sarthe), Angers, Saumur, Baugé (Maine-et-Loire), Tours, Langeais, Chinon, Vinauze, Preuilly, Loches, Montbazou, Amboise, Châteaurenaud (Indre-et-Loire), Vendôme, Blois, Montrichard, Saint-Aignan, Romorantin (Loir-et-Cher), Châteauroux, Issoudun, Châtillon (Indre), Poitiers, Mirebeau, Châtellerauld (Vienne).

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 241-44.

(3) Lue le 4 fructidor (*P. V.*, t. XLIV, p. 36, et *Journal des Débats*, n° 700 fructidor an II, p. 53).

d'importants résultats : « Je viens de goûter dans cette commune un plaisir bien pur et fait pour être senti avec transport par des républicains. Dès qu'on a connu les besoins que la République a de salins et de potasses pour se procurer le salpêtre qui doit exterminer tous les ennemis de notre liberté, hommes, femmes, enfants, vieillards, se sont portés en masse à la forêt, au nombre de plus de mille, et nous avons établi dans le même jour dix-huit fourneaux de combustion. Je ne puis peindre la joie, l'allégresse et l'ardeur vraiment républicaine avec laquelle on a travaillé à couper et brûler toutes les branches inutiles qui couvrent dans ce pays des milliers d'arpents... » Vauquelin et Trusson rédigèrent aussi, à cette époque, une *Instruction sur la combustion des végétaux, la fabrication du salin, de la cendre gravelée et sur la manière de saturer les eaux salpêtrées*. Elle fut approuvée, le 28 fructidor, par le représentant Nioche qui la fit imprimer à Tours et en ordonna la distribution dans l'Indre-et-Loire et les départements voisins (1).

D'autres régions rivalisèrent avec la Touraine. Dans les Vosges, le Conseil général de la commune de Saint-Dié invite en germinal les citoyens et citoyennes à se porter en masse sur la montagne pour arracher les fougères et la bruyère ; les travailleurs, munis « de houes, de fossoirs, de serpettes et de haches », se réuniront à 8 heures du matin et se formeront en équipes qui se partageront la besogne. Plus tard, le 13 thermidor, il organise de nouveau la récolte des herbes ; « pour éviter toute espèce de malheur ou de dégradation dans les forêts », les citoyens s'y rendront « par brigades », sous la surveillance de vingt commissaires. Mais les herbes propres à la fabrication des cendres sont rares dans la commune ; aussi la municipalité fera des démarches pour qu'il soit permis de couper les bois morts « qui se trouvent dans les cantons où les citoyens peu fortunés ne peuvent facilement s'en procurer à cause de leur extrême élévation ou de leur trop grand éloignement » (2).

Vers la fin de l'an II, le représentant Charles Delacroix,

(1) B. V. P., n° 106.963.

(2) H. Bardy, *article cité*.

en mission dans la Meuse et les Ardennes, prend des mesures « pour augmenter la récolte des cendres » et invite les citoyens du pays libre de Bouillon à participer aux travaux (1).

Dans l'Aube, le 12 prairial an II, l'agent national du district d'Ervy prescrit de réduire en cendres les genêts et les bruyères (2) ; à Saint-Phal, la municipalité se préoccupe, en fructidor, d'assurer l'exécution de la loi du 29 germinal : le 14, elle astreint chaque individu à apporter, le décadi suivant, un demi-boisseau de cendres à la maison commune (3).

Dans la Côte-d'Or, l'agent national du district de Châtillon sur-Seine annonce à la Convention, le 18 messidor, que douze ateliers de salins ont été créés dans son arrondissement (4).

Dans l'Yonne, une adresse vibrante du District de Saint-Florentin prescrit, le 13 thermidor, de brûler les mauvaises herbes : « Citoyennes, accompagnez vos maris et vos enfants ! Instituteurs, réunissez les jeunes élèves confiés à vos soins ; conduisez-les aux champs et aux bois ! » Le District de Saint-Fargeau prend, le 17 thermidor, un arrêté sur la production du salin et le rassemblement des cendres au chef-lieu ; il l'envoie, le 21, à toutes les Sociétés populaires de son arrondissement. Le District de Tonnerre arrête, le 24 fructidor, que les femmes et les enfants seront occupés à couper les arbrisseaux et plantes inutiles, chardons, orties, fougères, bruyères, mousses, joncs, roseaux, aubépines, ronces, houx, etc., et recevront pour salaire le produit de la vente des cendres (5).

Dans l'Oise, cinq ateliers de salins, établis au début de thermidor, promettaient beaucoup (6). Le 5 du même mois, l'agent du District de Breteuil pour le salpêtre invite ses concitoyens à transporter les cendres obtenues par application du décret du 29 germinal « à l'atelier commun de lessivation des cendres et de la fabrication du salin, établi à Vendeuil (7).... ».

(1) Lettre du 26 fructidor au Comité (Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 654).

(2) *La Révolution dans l'Aube*, 2^e année, n^o 2, p. 81 et suiv.

(3) *Ibid.*, 3^e année, n^{os} 3-4, p. 144.

(4) *P. V.*, t. XLI, p. 54.

(5) *Inv. somm. des Arch. départ.*, série L, Yonne, p. 399, 392 et 484.

(6) *Journal des Débats*, thermidor an II, n^o 678, p. 208.

(7) B. N. Lb⁴¹ 3960.

Dans l'Orne, le préposé de l'Agence révolutionnaire des poudres prescrit, le 29 prairial, de brûler toutes les herbes inutiles. Les Sociétés populaires stimulent les municipalités et les récalcitrants sont punis : à Longuenoé, par exemple, procès-verbal est dressé contre un citoyen qui s'est refusé à obéir. A Alençon même, le Conseil général de la commune ordonne, le 9 messidor, aux possesseurs de jardins de couper leurs buis, haies, charmilles et autres végétaux, « faute de quoi lesdites coupes seront faites révolutionnairement par des citoyens qui seront nommés à cet effet (1) ».

Il est à présumer que les landes de Bretagne furent aussi exploitées : dans le district de Dinan par exemple, au cours de messidor, le salin se fabrique avec célérité ; mais on se plaint du coût élevé de la main-d'œuvre : l'atelier de Trébédan dépense 300 livres par décade et ne produit que 1.200 livres de cendres (2).

Dans la Charente, l'incinération des bruyères et des fougères fut organisée dans le canton d'Aubeterre (district de Barbezieux), et dans la Dordogne le District de Ribérac créa un atelier pour la fabrication du salin à Légé : alimenté par plusieurs communes voisines, il occupait une dizaine d'ouvriers et travailla jusqu'au milieu de l'an III (3).

Le Massif central dut fournir de précieuses ressources. La Convention apprit, le 4 thermidor, qu'un atelier créé dans la Haute-Vienne avait déjà fabriqué quatre milliers de potasse (4) et le 8, la Société populaire de Limoges demandait à la municipalité « l'indication d'un lieu où elle se rendrait en corps pour couper les herbes destinées à produire du salin (5) ». Un atelier du même genre fut installé dans la forêt de Grésigne (district de Gaillac) (6).

Le 13 messidor, l'inspecteur des poudres et salpêtres Raymond, dans un appel aux départements du Sud-Ouest confiés à sa surveillance, insiste sur la rareté des potasses ;

(1) Voir Mourlot, *ouvrage cité*, passim, et notamment t. I, p. 255-6, et 722-23.

(2) Dubreuil, *ouvrage cité*, p. 78.

(3) Dubut, *article cité*, p. 30 et suiv., p. 61 et suiv.

(4) *Journal des Débats*, thermidor an II, n° 677, p. 195.

(5) *Actes de la municipalité de Limoges*, p. 169.

(6) Rossignol, *ouvrage cité*, p. 423.

il dénonce l'âpreté des citoyennes « qui toutes ne sont pas encore bien républicaines », car trop souvent elles attachent plus de prix à leurs cendres qu'à la Liberté. Il déclare que malgré les instructions du Comité de Salut public la fabrication du salin « n'a pas encore assez frappé l'attention des citoyens » et qu'il faut s'y mettre sans retard dans chaque commune (1).

Aux portes de Paris, les forêts de Fontainebleau et de Saint-Germain-en-Laye furent aussi mises à contribution, et la coupe des plantes pour la fabrication du salin y servit de prétexte, paraît-il, à de véritables « dilapidations (2) ».

Bref, le décret du 29 germinal fut exécuté dans presque tous les districts et procura beaucoup de salin. Pourtant, à la fin de l'an II, on avait peine encore à suffire à la consommation qui s'en faisait (3).

Aussi, on ne se borna pas à brûler les mauvaises herbes et les végétaux inutiles. Divers expédients, suggérés par des savants ou par des « artistes », furent successivement adoptés. Le 26 fructidor, une députation du Lycée des Arts fit hommage à la Convention « d'une découverte très importante » : les cendres des marrons d'Inde renfermaient une proportion considérable de potasse ; « douze onces et demie de cendres nous ont donné neuf onces d'alcali fixe ou potasse de la première qualité ; le produit a donc été de près de trois quarts ». La députation proposait d'inviter tous les citoyens à recueillir les marrons et de requérir ceux des forêts, parcs et jardins nationaux. La Convention applaudit et chargea le Comité d'agriculture et des arts de faire rapport le lendemain. La mesure fut sans doute décrétée (4).

D'autre part, le citoyen Claude Pajot avait indiqué au Comité de Salut public, en messidor, le parti avantageux qu'on pouvait tirer « des marcs ou râfles de raisins séchés et brûlés... » : il s'en était servi avec succès pour procurer promptement « du salin ou alcali végétal » à la fabrique de

(1) B. N. Lb⁴¹ 3942.

(2) A. N. AF II 217^b, d. 1877. Compte des travaux du Bureau des salpêtres et poudres du Comité de Salut public pour la 3^e décade de brumaire an III.

(3) A. N. AF II 23, d. 190, pièce 67.

(4) *Journal des Débats*, fructidor an II, n° 722, p. 439-440.

salpêtre qu'il dirigeait dans la Côte-d'Or (1). Vers la même époque, le 17 messidor, Opoix, député de Seine-et-Marne, proposa à son tour à la Convention la « conversion des lies et marcs de raisin en cendres gravelées ». Son mémoire fut renvoyé au Comité de Salut public qui le fit imprimer. Le 27 fructidor, Opoix revint à la charge et soutint vivement que son procédé serait plus efficace que celui qu'on venait d'adopter : il faut, disait-il, 2 ou 300 livres de marrons verts pour obtenir du salin, et l'opération serait onéreuse (2). Sa thèse triompha. Le 1^{er} vendémiaire an III, le Comité de Salut public, sur rapport de la Commission du commerce et des approvisionnements, interdit de jeter les marcs de raisin et ordonna de les faire sécher et brûler pour en tirer des cendres et des salins (3). Dès le 5, la Commission des armes et poudres transmet cette décision aux Districts et leur prescrit de faire incinérer sans tarder les marcs de raisin « dont les propriétaires ne justifieront pas devoir faire un emploi utile (4) ». Par arrêté du 14, le Comité étendit ces dispositions aux lies de vin (5).

Les mesures ordonnées furent sans doute exécutées dans toutes les régions viticoles. On s'y conforma, par exemple, dans le district de Grenade (Haute-Garonne) (6). Dans l'Yonne, les marcs de raisin furent requis par les Districts de Tonnerre, Saint-Fargeau, Sens et Avallon, les 17, 18, 22 vendémiaire et 6 brumaire an III (7). Dans la Haute-Vienne, le 6 vendémiaire, la municipalité de Limoges invita ses concitoyens à porter à l'atelier de salpêtre les restes du pressurage de la vendange, s'ils ne préféraient les brûler eux-mêmes et, le 25, à convertir en cendres leurs marcs de raisin (8).

Enfin, le Comité avait décidé de bonne heure « de réserver les potasses pour le travail du salpêtre et de leur substituer la soude dans les arts qui employaient indifféremment l'un de

(1) A. N. F¹² 2237.

(2) P. V., t. XLI, p. 40, et A. N. AD vi 79.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 13.

(4) A. D. Yonne, L. 512.

(5) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 240.

(6) *Révolution française*, 1902, t. XLIII, p. 106-120.

(7) *Inv. des Arch. départ.*, Yonne, série L., p. 339, 380, 424 et 484.

(8) *Actes de la municipalité de Limoges*, p. 179 et 183.

ces alcalis ». Mais on ne pouvait plus tirer la soude d'Espagne, comme auparavant (1). Pour en « nationaliser » en quelque sorte la production, on s'adressa aux savants.

Dès le 30 frimaire, sur motion de Thibault, la Convention chargea la Commission des subsistances d'examiner s'il était possible de fabriquer du savon sans soude ni potasse (2). On ne parvint pas à résoudre ce difficile problème. Mais les recherches entreprises pour « multiplier » la soude furent couronnées de succès. Le 13 pluviôse, Barère annonçait à la Convention la découverte prochaine d'une méthode pour l'extraire du sel marin. En effet, peu de jours auparavant, le 8, le Comité de Salut public avait pris en considération un mémoire dans lequel le citoyen Carny exposait « ses vues sur les moyens de procurer à la République une fabrication de soude correspondante à ses besoins » et offrait de communiquer les procédés qu'il employait pour l'obtenir. « Dans un grand nombre d'usages, dit l'arrêté du Comité, et particulièrement dans les verreries, les fabriques de savon noir, le bleu de Prusse, les teintures, le dégraissage des caractères d'imprimerie, les lessives domestiques, etc., la soude peut remplacer la potasse dont l'exploitation du salpêtre réclame une grande quantité ;... l'emploi de la soude pour les savons, le blanchissement et les lessives assujettit la France à payer un tribut considérable aux nations voisines ;... cependant, la matière première dont il est possible de tirer ce sel est inépuisable ;... la République doit porter l'énergie de la liberté sur tous les objets qui sont utiles aux arts de première nécessité, s'affranchir de toute dépendance commerciale, et tirer de son sein tous les objets que la nature y a déposés, comme pour rendre vains les efforts et la haine des despotes, et mettre également en réquisition pour l'utilité générale les inventions de l'industrie et les productions. » En conséquence, trois commissaires, Darcet, Pelletier et Lelièvre, recevront et recueilleront « tous les mémoires présentés au Comité et qui pourraient lui être remis sur la manière la plus avantageuse de retirer la soude du sel marin » ; ils examineront les

(1) *Souvenirs de Prieur de la Côte-d'Or*.

(2) *P. V.*, t. XXVII, p. 354, et *Arch. parlem.*, t. LXXXII, p. 16.

procédés de Carny et autres, feront « les expériences nécessaires pour en constater l'utilité », en détermineront « la pratique en grand » et publieront leurs observations. Tous citoyens « qui ont commencé des établissements ou qui ont obtenu des brevets d'invention pour retirer la soude du sel marin » seront tenus d'indiquer aux trois commissaires, dans deux décades, « la situation de ces établissements, la quantité de soude qu'ils mettront dans le commerce, celle qu'ils pourront fournir et l'époque à laquelle ils pourront commencer la fourniture ». Enfin le ministre des Contributions publiques mettra à la disposition des commissaires jusqu'à 10.000 livres « pour les frais des expériences, impressions, gravures et autres dépenses (1) ».

Sept procédés furent étudiés « et passés au creuset de l'expérience » par la commission. Son rapport, promptement imprimé, répandit, nous dit Prieur, des connaissances précieuses (2). En effet, une *Description de divers procédés pour extraire la soude du sel marin* parut le 2 messidor (3), et le 26, Barère déclarait à la Convention que de nouvelles manufactures ne tarderaient pas à surgir.

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 626-7. — Un arrêté du 21 frimaire an III ordonna de leur rembourser 2,572 L 1 s. qu'ils avaient avancées.

(2) D'après les *Souvenirs* de Prieur, l'ingénieur Giroud participa aux travaux de la commission.

(3) B. V. P., n° 106.963.

CHAPITRE XVI

La Fabrication des Poudres

I. — RAFFINERIES DE SALPÊTRE

En neuf mois, 12 millions de livres de salpêtre entrèrent dans les magasins de la République, qui en recevaient à peine un million avant les lois révolutionnaires (1). Mais avant d'être employé pour la fabrication de la poudre, le salpêtre brut devait subir, dans des raffineries, une préparation longue et dispendieuse. Carny, ancien employé de la Régie et chimiste distingué, offrit au Comité un procédé de raffinage plus rapide qu'il venait de découvrir. Le 7 pluviôse, 10.000 livres furent accordées à Pelletier et Lelièvre pour vérifier cette méthode, et d'une manière générale toutes celles qui leur paraîtraient propres « à rendre cette opération plus expéditive (2) ». Les expériences confirmèrent les vues de Carny. On adopta son procédé, qui fut qualifié de « révolutionnaire » suivant le langage du temps.

Il se ramenait à quelques opérations très simples : écraser les salpêtres bruts, les laver pour éliminer les sels étrangers, dissoudre le salpêtre dans une faible proportion d'eau bouillante, le laisser cristalliser par refroidissement, en remuant pour l'obtenir très menu, le mettre à égoutter, le laver encore et le faire sécher, traiter enfin les eaux-mères et de lavage par la potasse et les autres moyens connus, extraire ainsi le salpêtre recélé dans ces eaux pour le joindre à celui

(1) Fourcroy, *Rapport à la Convention*, du 14 nivôse an III.

(2) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 479.

obtenu précédemment (1). Bref, Barère annonçait, le 13 pluviôse, que le raffinage ne demanderait plus que quinze jours au lieu de trois mois.

Ce procédé fut appliqué d'abord dans les établissements nouveaux que le Comité créa pour traiter les salpêtres révolutionnaires. A Paris même, on installa une raffinerie « vraiment gigantesque (2) » dans les vastes bâtiments et dans l'église de l'abbaye Saint-Germain-des-Prés. La section de l'Unité, qui l'avait transformée en Temple de la Raison, offrit de s'en dessaisir. Le Comité de Salut public accepta le 14 pluviôse, mit en échange à sa disposition l'église de l'hospice de la Charité et une vieille église dite « la chapelle de la Vierge », et lui accorda une indemnité de 30.000 livres. Le 12 ventôse, il autorisa l'Administration révolutionnaire des salpêtres et poudres à faire enclore un bassin qui se trouvait dans le terrain de la ci-devant abbaye, pour y recueillir les eaux-mères. Le 6 floréal, il lui accorda un terrain voisin, « d'environ 392 toises de superficie », qui était « loué à différents particuliers » et le bâtiment qui avait servi aux assemblées générales de la section de l'Unité (3).

Le Comité voulait donner à la raffinerie de l'Unité « tout l'accroissement et l'activité » dont elle était susceptible. Le 19 floréal an II, le représentant du peuple Fréçine reçut pleins pouvoirs pour la diriger. Il « pressera l'exécution des arrêtés du Comité... concernant cette raffinerie ; il déterminera l'organisation qu'il convient de lui donner, tant pour la police que pour y entretenir toutes les parties du service de la manière la plus avantageuse pour la République ». Il pourra employer « des agents en tel nombre qu'il le jugera nécessaire », requérir « tous ceux qui ne seraient pas déjà attachés à d'autres fonctions publiques », renvoyer et remplacer « ceux qui ne remplissent pas bien leurs fonctions soit par incivisme, soit par incapacité ». Il assurera l'approvisionnement « en toutes matières » et en ustensiles, « et s'opposera à tout ce qui tendrait à ralentir les travaux et à en diminuer les pro-

(1) *Souvenirs de C.-A. Prieur*.

(2) Même référence.

(3) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 617 ; t. XI, p. 496, et t. XIII, p. 51.

duits ». La Commission des armes, l'Administration révolutionnaire des salpêtres, les autorités constituées de Paris et tous les citoyens devront déférer aux ordres du représentant qui rendra compte « fréquemment » au Comité (1).

Vers le milieu de prairial, les travaux de construction des ateliers étaient assez avancés pour que l'on pût songer à la mise en marche prochaine de la raffinerie. Déjà l'on s'était préoccupé de réunir d'énormes approvisionnements. Au début de floréal, la Commission des armes ordonne le transport immédiat à Paris des salpêtres révolutionnaires de plusieurs départements (2). Le 14 prairial, le Comité intervient et prescrit à la Commission des armes de faire conduire à la raffinerie, dans les deux jours, 100 milliers de salpêtre brut, tirés des magasins de l'Agence nationale à Paris et d'y amener 200 milliers tirés de divers magasins de province : 100 d'Angély-Boutonne (3), 20 de Besançon, 20 de Commune-Affranchie, 20 de Metz, 20 de Poligny, 20 de Rouen. Le 14 et le 15, il organise le transport des salpêtres révolutionnaires : rassemblés au chef-lieu de chaque district, ils seront ensuite concentrés dans un certain nombre de dépôts généraux ; des comptes rendus décadaires et des états précis seront envoyés au Comité. Le 16, il enjoint à la Commission des armes de faire transporter à Paris, « de suite et sans délai », les salpêtres révolutionnaires qui peuvent se trouver à Vesoul, Gray, Boulogne-sur-Mer, Péronne, Reims, Epernay, Clermont (Meuse), Pont-à-Mousson, Bar-sur-Ornain, Dieuze, Lunéville, Strasbourg, Orléans, Sens, Cosne, Autun, Chaumont, Dijon, Vezence, et de lui adresser chaque jour le bulletin des quantités arrivées. Le 28, il invite la Commission des armes à lui rendre compte, dans deux jours, des quantités de salpêtres fabriquées à Commune-Affranchie et des mesures qu'elle a prises pour en assurer le transport à Paris. Le 29, Frécine est autorisé à assurer l'approvisionnement de la raffinerie de l'Unité par les moyens qu'il jugera convenables, sauf à respecter les dispositions arrêtées précédemment par le Co-

(1) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 367.

(2) Circulaire imprimée du 6 floréal, reçue dans l'Yonne (A. D., L. 512) et dans le Calvados (A. D., L. 533).

(3) Saint-Jean-d'Angély (Charente-Inférieure).

mité « et sous la condition de ne point nuire à aucune autre partie du service public (1) ». Bref, la moitié de la France fut mise à contribution pour alimenter la raffinerie de l'Unité.

L'établissement prospéra. Soutenu par le Comité de Salut public, Frécine eut de précieux collaborateurs : Carny présida à la construction des ateliers et des ustensiles nécessaires, et il enseigna ses procédés. Les soins des chefs, l'émulation des ouvriers, le zèle éclairé du représentant, « dont l'autorité leva toutes les difficultés », ne tardèrent pas à porter leurs fruits. Le rendement de la raffinerie, où l'ordre et l'activité régnaient, s'accrut très vite « d'une manière étonnante (2) ».

Barère proclama, le 26 messidor, qu'elle était devenue « une des plus belles et des plus utiles manufactures de la République » et loua vivement les procédés « simples et faciles » imaginés par Carny. « Leur durée est courte ; on a en quelques jours ce qui ne s'obtenait dans l'ancien raffinage qu'en deux mois de travaux ». On espérait que les ateliers de l'Unité, qui raffinaient déjà 30 milliers de salpêtre par jour, en donneraient jusqu'à 40. Or la plus active des raffineries anciennes avait « bien de la peine à atteindre 3 milliers ». Le succès était si complet que toutes les raffineries nouvelles dont le Comité avait prévu la création dans les districts devenaient inutiles. Prieur, dans ses *Souvenirs*, confirme les chiffres de Barère. Par ailleurs, un mémoire rédigé vers la fin de l'an II précise que la raffinerie de l'Unité donnait d'abord 8 à 10 milliers de salpêtre par jour, qu'elle avait porté sa production quotidienne à 25 milliers environ et que son rendement total jusqu'au 10 thermidor s'était élevé à 2 millions de livres (3).

Dans la soirée du 2 fructidor, un violent incendie éclata à la raffinerie de l'Unité, anéantit une étuve et dévora la

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 77, 78, 97, 135, 342, 356. Les arrêtés du 14 et du 15 prairial furent transmis le 24 par une circulaire imprimée de l'Agence révolutionnaire : l'exemplaire reçu par le District de Joigny porte les signatures autographes de Chaptal et de Descroizilles. — D'après un autre document du même jour, Sens devait recevoir les salpêtres des districts de Joigny, Avalon, Auxerre et Mont-Armance. (A. D. Yonne, L. 512).

(2) *Souvenirs* de Prieur (de la Côte-d'Or).

(3) A. N. AF II 23, d. 190, pièce 67.

précieuse bibliothèque de l'abbaye que par une négligence inconcevable on n'avait point pris la précaution de déplacer. La promptitude des secours, organisés par les Comités de Salut public et de Sûreté générale, permit de circonscrire le fléau, de sauver les manuscrits de la bibliothèque et la majeure partie des salpêtres : 15 milliers seulement furent consumés. Dès le lendemain, les travaux reprenaient avec activité. Une enquête de Frécine prouva qu'il fallait attribuer le sinistre à « un accident naturel » et non, comme on l'avait craint d'abord, à la malveillance et à « la vengeance des ennemis du peuple (1) ».

Lorsqu'il fut désigné quelques jours plus tard, le 8, pour remplir une mission nouvelle en Belgique (2), il laissait à la République un établissement bien outillé et qui rendait à la défense nationale des services éminents. Les procédés révolutionnaires y avaient été appliqués avec un succès complet. Aussi le Comité de Salut public ordonna-t-il, le 12 vendémiaire an III (3), de les introduire dans les anciens ateliers. Le 26, une circulaire de l'Agence des poudres et salpêtres, accompagnée d'une instruction précise, en souligna les principaux avantages : économie de combustible et de temps, séchage plus rapide, possibilité de se servir de locaux moins étendus (4).

La création de la raffinerie de l'Unité n'avait pas absorbé tous les soins du Comité de Salut public. Au début de l'an II, il avait songé à créer de nouveaux établissements ailleurs qu'à Paris et il maintint ou développa les ateliers anciens. Il en existait à Lille, Amiens, Châlons, Verdun, Poligny, Lyon, Moulins, Clermont-Ferrand, Avignon, Marseille, La Rochelle, Châtellerauld, Saumur, Orléans, Port-de-la-Liberté (5) et Port-Malo (6). Le 19 nivôse, le Comité enjoint au Département du Loiret de mettre à la disposition du citoyen

(1) Rapport de Barère (*Journal des Débats*, n° 699).

(2) Voir plus loin, chap. XVIII, III.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 194.

(4) B. V. P., n° 106.963.

(5) Port-Louis (Morbihan).

(6) D'après les arrêtés des 19 ventôse et 23 floréal an III (Aulard, *Recueil* t. XX, p. 753, et t. XXIII, p. 72).

Limoges, agent de la Régie à Orléans, le ci-devant couvent de Sainte-Euverte, pour y installer une raffinerie ; le 28, il autorise l'acquisition d'un jardin pour agrandir celle de Nancy ; le 23 germinal, il prescrit à l'Administration révolutionnaire d'établir une raffinerie à Villers-Cotterets et de rendre compte sans délai des mesures prises pour la mettre en activité (1).

Le Comité se préoccupa d'assurer à tous ces ateliers un outillage suffisant et un personnel exercé. Une circulaire du 29 frimaire demanda aux Départements, dans les dix jours, un relevé des chaudières de cuivre qui pourraient être affectées aux raffineries et l'état des hommes capables d'y travailler. Enfin, le Comité ne se lassait pas de rechercher de nouveaux perfectionnements. Le 5 germinal, il charge Carny d'expérimenter, avec Darcet et Pelletier, les moyens que le citoyen Lelièvre, commandant en second du 2^e bataillon des vétérans de la Commune de Paris, croit avoir découverts pour raffiner le salpêtre. Le lendemain, il invite encore Darcet et Pelletier à examiner une méthode indiquée par le citoyen Cadet de Vaux. Le 11 prairial, « informé que le citoyen Riffaut, commissaire de l'Agence des poudres au Ripault, près de Tours, pratique un procédé de raffinage... plus expéditif que celui qui est en usage dans les autres ateliers de l'Agence », il lui en demande sur-le-champ la description. Le 30, il « charge l'apothicaire Pelletier et Le Lus, essayeur à la Monnaie, d'examiner le nouveau moyen d'extraire le salpêtre » qu'a imaginé Leblanc, membre de l'Agence nationale des poudres (2).

L'introduction de méthodes perfectionnées, la création de la raffinerie de l'Unité, l'activité soutenue des établissements de province permirent de purifier, avec une rapidité sans précédent, les masses énormes de salpêtres que fournirent les ateliers de la Régie et les travaux révolutionnaires. D'après « un état de situation de la République », il existait, au 1^{er} pluviôse an II, 28 raffineries qui donnaient par mois 421.929 livres de salpêtre (3). Vers la fin de l'an II,

(1) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 117 et 285 ; t. XII, p. 540.

(2) *Id.*, *Recueil*, t. IX, p. 514 ; t. XII, p. 172 et 186 ; t. XIV, p. 222 et 383.

(3) A. H. G. *Correspondance militaire générale*, janvier 1794.

les anciens ateliers de la Régie en raffinaient 250 milliers par décade ; on espérait développer encore leur production ; et la raffinerie de l'Unité, à elle seule, en fournissait au moins autant (1). Au 1^{er} pluviôse de l'an III, l'Agence avait en magasin 2.012.278 livres de salpêtres raffinés ; elle en fabriqua 2.530.091 pendant le trimestre suivant ; le 1^{er} floréal, après avoir satisfait aux besoins des poudreries, elle disposait encore d'un excédent de 2.799.782 livres, suffisant pour donner 3.683.923 livres de poudre (2).

II. — LES POUDRERIES

Pour fabriquer la poudre, il fallait mélanger le salpêtre raffiné, en proportions convenables, à du soufre et à du charbon de bois. Le soufre, naguère importé d'Italie, n'allait-il pas manquer ? Le décret du 21 septembre 1793 mit à la disposition du Conseil exécutif provisoire tout celui qui se trouvait en France (3). Plus tard, le 2 pluviôse, le Comité ordonna à la Régie de lui indiquer « dans le jour et par écrit » les quantités qui pouvaient exister dans le commerce et les magasins de la République et les moyens de s'en procurer. Le 3, la Commission des subsistances reçut l'ordre de saisir sur-le-champ les approvisionnements considérables (un million de livres au moins) que détenaient les négociants de Marseille (4), et le 11, de prendre des mesures analogues à Bordeaux, Nantes, etc. (5). Le 23, il en fit transporter 200 milliers de Marseille à Paris, pour les besoins de l'Agence révolutionnaire (6).

Il songea aussi à tirer parti des ressources que pouvait offrir le sol national et accueillit favorablement, le 18 germinal, le projet d'exploiter une mine de soufre découverte au Brasset, dans le Puy-de-Dôme, qui devait en donner promp-

(1) AF II 23, d. 190, pièce 67.

(2) A. N. AF II 217b, d. 1876.

(3) Voir plus haut, chap. xv.

(4) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 358 et 374.

(5) A. N. AF* II 130.

(6) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 66.

tement « une quantité considérable (1) ». On ne négligea pas davantage les sous-produits des industries chimiques : en messidor, la Commission des armes chargea deux entrepreneurs d'acquérir des résidus d'acide sulfurique et d'en extraire le soufre (2).

Enfin, le Comité essaya de réaliser des achats à l'étranger, malgré l'état de guerre : le 29 vendémiaire an III, il autorisa la Commission des armes à traiter avec le citoyen Spohrer, négociant du Havre, « pour l'acquisition, aux conditions les plus avantageuses..., d'un million de livres de soufre qu'il a annoncé pouvoir être tiré d'Italie (3) ».

Bref, par le commerce et les réquisitions, on réussit à couvrir les besoins, et au delà (4). Au 1^{er} floréal an III, l'Agence nationale possédait en magasin de quoi fabriquer environ 27 millions de livres de poudre (5).

Quant au charbon de bois, on pouvait en trouver plus aisément dans le commerce. Le Comité craignit pourtant d'en manquer. Le décret du 21 septembre 1793 mit à la disposition du Conseil exécutif provisoire « les bois et charbons propres à la confection de la poudre ». Celui du 13 pluviôse, qui ordonna, sur la demande expresse de Barère, une coupe extraordinaire dans toutes les forêts de la République, procura un supplément de ressources (6). Dès le 24 pluviôse, sur la demande de l'Administration révolutionnaire des poudres, le Comité autorisa le citoyen Foy de Veaux « à se faire ouvrir les clos et parcs nationaux et particuliers », pour « en extraire les bois de bourdenne et autres qui donnent un charbon propre à la fabrication de la poudre », sans entreprendre toutefois « sur les arrondissements des charbonniers déjà établis par la Régie nationale » ; Districts et municipalités devront seconder ses opérations de tout leur pouvoir, « lever les obstacles qu'on chercherait à lui opposer » et en instruire le Comité (7).

(1) A. N. AF^{*} II 130.

(2) Arrêté du Comité du 17 messidor (Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 737).

(3) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 532.

(4) A. N. AF II 23, d. 190, pièce 67.

(5) A. N. AF II 217^b, d. 1876.

(6) Voir plus haut, chap. xv.

(7) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 86.

Le 27 ventôse, une circulaire de la Commission des armes et poudres requit dans la France entière « les bois de bourdenne de trois à neuf ans d'âge », le sanguin rouge et blanc, le coudrier ou noisetier, la tige de l'osier, l'aulne, et aussi le saule, en cas d'insuffisance des autres bois, « pour être convertis en charbon destiné à la fabrication de la poudre ». Les coupes seraient surveillées, dans les propriétés nationales, par les agents nationaux des districts et des communes. Les propriétaires particuliers devraient les faire sur la première réquisition des agents nationaux de districts. Il était recommandé de ne couper que des branches de 18 lignes de diamètre au plus, de les écorcer, de les fendre, de les mettre en bottes de 5 pieds de long sur 30 pouces (1) de diamètre, de réunir ces bottes par cantons, « jusqu'à concurrence de 8 à 10 milliers pesant », de les réduire ensuite en charbon qui serait envoyé aux fabriques de poudre les plus prochaines (2). Dès le 28 germinal, la Commission, assurée de ressources suffisantes, enjoignit de suspendre jusqu'à nouvel ordre la réquisition et la coupe du saule (3).

Les travaux furent menés avec vigueur. La Société populaire de Montjavoult (Oise) annonce à la Convention, le 23 messidor, que dans plusieurs communes les citoyens en masse coupent les bois (4), et le préposé instructeur du département fit établir huit ateliers, de carbonisation qui avaient fourni, avant le 10 thermidor environ 200 milliers de charbon pour la poudrerie de Grenelle (5). La Société populaire de Provins (Seine-et-Marne) déclare, le 25 thermidor, qu'elle a fourni une grande quantité de charbon (6). A Saint-Phal (Aube), les travaux commencèrent le 16 prairial et 125 fagots furent transportés à Saint-Mards-en-Othe (7). A Saint-Dié (Vosges), le Conseil général désigne, le 4 prairial, un officier

(1) Le pied contient 12 pouces et le pouce 12 lignes.

(2) A. D. Yonne, L. 512 et Vienne, L. 173. — La Commission publia une *Instruction sur la manière de faire le charbon destiné à la confection de la poudre* imp., 2 p. in-4°. (B. N. L^h41 3715.)

(3) A. D. Yonne, L. 512.

(4) P. V., t. XLI, p. 174.

(5) *Journal des Débats*, n° 678, thermidor an II, p. 208.

(6) P. V., t. XLIII, p. 188.

(7) *La Révolution dans l'Aube*, 3^e année, p. 144.

municipal pour rechercher les bois propres à faire du charbon, les faire couper, amasser et voiturier « en un lieu susceptible de l'établissement d'un four » ; le citoyen Strichard lui fut adjoint le lendemain pour diriger les travaux qui durèrent vingt jours (1). Dans l'Orne, des coupes sont effectuées, notamment dans la commune de Sées ; dans celle de La Roche-Mabile, on y emploie des femmes et des « jeunes gens » de 14 à 18 ans (2). De même, dans la commune de Derval, district de Châteaubriant (Loire-Inférieure), hommes, femmes et enfants s'empressèrent à couper et peler les bois de bourdenne, en chantant des hymnes à la liberté ; plus de 20 milliers furent fournis en huit jours (3). Dans le Midi, la Société populaire de Nogaro (Gers) annonce, le 24 thermidor, que l'on travaille à la confection du charbon à poudre et l'agent national du district de Tarbes, le 1^{er} fructidor, que 600 quintaux ont été fabriqués en un mois : tous y ont travaillé gratuitement (4).

Bref, les instructions de la Commission des armes furent exécutées avec zèle et l'on recueillit des approvisionnements suffisants. Au 1^{er} floréal an III, l'Agence nationale possédait assez de charbons pour fabriquer environ 14 millions de livres de poudres (5).

Ainsi un effort immense fut accompli avec succès pour réunir des masses considérables de matières premières. Encore avait-il fallu trouver les moyens de les mettre en œuvre sans tarder. Les procédés compliqués et lents des anciennes poudreries « ne répondaient plus aux besoins et au désir de combattre (6) ». « Il fallait, dit Barère, des machines compliquées, longues et difficiles à établir, ... des emplacements choisis sur les bords des rivières avec un courant à sa disposition ; il fallait un temps propice, une saison favorable pour étaler, pour sécher la poudre pendant six semaines (7). »

(1) H. Bardy, *article cité*.

(2) Mourlot, *ouvrage cité*, t. III, p. 550 et 548, et t. I, p. 507

(3) P. V., t. XL, p. 144 (séance du 7 messidor).

(4) P. V., t. XLIII, p. 174, et t. XLIV, p. 6.

(5) A. N. AF II 23, d. 190, pièce 67, et AF II 217^b, d. 1876.

(6) Fourcroy, *Rapport à la Convention*, du 14 nivôse an III.

(7) *Rapport à la Convention*, du 13 pluviôse an II.

D'autre part, pour mélanger les ingrédients qui entraient dans la composition de la poudre, on les soumettait à un *battage* qui se prolongeait pendant 21 heures. Stimulés par le Comité de Salut public, les savants s'attachèrent à améliorer les procédés de la Régie. On réussit d'abord à réduire à 12 heures la durée du *battage*. Les physiciens estimèrent que c'était encore trop. Une commission présidée par un représentant du peuple (1) se rendit à la fabrique du Ripault, près de Tours, et reconnut qu'un *battage* de 4 heures était suffisant (2).

Malgré ces perfectionnements successifs, la Régie avait seulement promis de doubler sa production annuelle et de la porter de 4 à 8 millions de livres de poudres, « si l'on autorisait les extensions dont elle donnait l'indication ». Le Comité de Salut public lui accorda ce qu'elle demandait, mais il accueillit aussi les offres des savants de son entourage qui s'engageaient à fabriquer des quantités bien supérieures, « par des moyens tout à fait nouveaux, sans toucher aux ressources de l'ancienne Régie, sans lui enlever ni matières, ni ateliers, ni ouvriers ou agents (3) ».

En effet, une méthode très originale, qui présentait le double avantage de la célérité et de l'économie, fut imaginée par le même Carny qui découvrit par ailleurs les moyens de simplifier le raffinage du salpêtre. Le 25 frimaire an II, quelques jours après avoir fait décréter l'exploitation révolutionnaire de toutes les terres de la République, le Comité lui accorde 100 livres de salpêtre de troisième cuite, 20 livres de soufre et 20 livres de charbon : Monge, Berthollet et Hassenfratz examineront la poudre obtenue et en adresseront un échantillon au Comité ; ils « ajouteront à leur rapport l'opinion qu'ils ont conçue du procédé de Carny et leurs vues sur les moyens de le faire servir en grand et avec promptitude (4)... ».

Il est certain qu'ils rendirent hommage sans tarder à la valeur de la méthode de fabrication proposée par Carny, et il fut décidé, en principe, qu'elle serait appliquée dans les nouvelles poudreries dont on méditait la création à Paris.

(1) Sans doute Guyton ou Nioche.

(2) *Souvenirs de Prieur* (de la Côte-d'Or).

(3) Même référence.

(4) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 416.

Le 13 pluviôse, Barère annonce à la Convention nationale la découverte de « moyens nouveaux, aussi simples qu'ingénieux », qui vont permettre de produire de la poudre « dans tous les temps, dans toutes les saisons, dans tous les lieux », voire dans une place assiégée. Déjà, dit-il, « l'on décrit cet art, on en dispose les procédés dans des dessins, dans des gravures » ; déjà des maisons nationales ont été désignées pour recevoir les établissements nouveaux ; « les machines, les dispositions générales pour mettre tout en activité sont commandées et seront prêtes dans quelques jours ». C'est l'époque, en effet, où le Comité organise l'Administration révolutionnaire des salpêtres et poudres, et lui adjoint Carny avec pleins pouvoirs (1) pour présider aux opérations, d'une extrême simplicité, qu'il avait imaginées.

Le salpêtre, le soufre et le charbon étaient au préalable et séparément « pulvérisés en grande ténuité ». Ces broyages s'exécutaient en dehors de l'usine proprement dite par des machines particulières, parfois à l'aide de moulins à vent. Puis, les matériaux, mêlés dans les proportions requises, étaient introduits dans des tonneaux, en compagnie d'un certain nombre de balles de bronze, « grosses à peu près comme des noix » ; on avait soin de laisser dans le tonneau « un vide d'environ la moitié de sa capacité ». Deux hommes imprimaient un mouvement de rotation à chaque tonneau, que traversait un axe de fer muni de manivelles. « Les matières roulant avec les balles et se heurtant contre des liteaux de bois attachés intérieurement aux douves, il en résultait non seulement un mélange homogène, mais encore une compression qui les faisait adhérer entre elles. » Ce mélange était étendu en couches minces sur des plateaux de bois d'environ deux pieds carrés. « On recouvrait chaque couche d'un canevas de toile à grosses mailles, puis on empilait les uns sur les autres plusieurs de ces plateaux... et dans cet état on les soumettait à une forte pression, au moyen d'un levier ou d'une vis. » Les galettes de pâte ainsi obtenues « avaient reçu l'empreinte des fils du canevas » et pouvaient se diviser en petits fragments qui formaient les grains de poudre. « Res-

(1) Voir plus haut, chap. xii.

taut à placer ces grains sur des cribles, à la manière ordinaire, pour en séparer la poussière ou pulvérin que l'on réemployait dans une opération subséquente (1) ».

En somme, le procédé de Carny n'exigeait qu'un outillage peu compliqué ; son exécution pouvait être confiée à un personnel de fortune ; il n'employait que des ingrédients préalablement débarrassés de leur humidité et supprimait l'opération longue et délicate du séchage de la poudre.

Prieur avoue cependant que la poudre ainsi fabriquée « avait moins de consistance que l'ancienne et était accompagnée de plus de pulvérin ». Mais il fallait aller vite et sa qualité était suffisante pour la guerre. Au reste, le Comité, qui n'entendait pas agir à la légère, fit exécuter à l'arsenal de La Fère « des expériences comparées avec différentes poudres et des armes de différents calibres », devant une commission d'hommes éclairés, au nombre desquels se trouvait le général d'Aboville, « si recommandable par ses talents et ses services » ; elles ne laissèrent aucun doute sur la valeur de la poudre révolutionnaire. Les commissaires insistèrent sur « la facilité de la confectionner en tous lieux » ; ils observèrent qu'il y aurait avantage à former dans les places de guerre « un approvisionnement des ingrédients de la poudre tenus séparément, afin d'éviter le danger des explosions », et à ne les mettre en œuvre qu'en cas de besoin. Ils essayèrent même de tirer le canon « avec un simple mélange de salpêtre, soufre et charbon, au dosage convenable » et constatèrent que le boulet en recevait « une impulsion assez considérable ». Ainsi, déclare Prieur, « dans un cas urgent, ce moyen serait encore une ressource précieuse (2) ».

Assuré du succès, le Comité pressa l'exécution du plan de Carny. Le 8 pluviôse, il lui ouvre un crédit de 6000 livres pour une série d'expériences en grand ; le 21, il lui accorde douze milliers de métal de cloches et une certaine quantité de fer « pour préparer les machines et les petits globes » dont il a besoin. Le 15 ventôse, il ordonne à l'Administration révolutionnaire de « faire déterminer dans le plus court délai

(1) *Souvenirs* de C.-A. Prieur.

(2) Même référence.

par des expériences quel est le nombre de révolutions que les tonneaux doivent faire pour que la poudre soit de bonne qualité et pour le moins aussi bonne que la poudre ordinaire de l'Agence », et de faire construire 6 000 compteurs en bois qui seront appliqués à l'axe des tonneaux et « indiqueront par un coup de marteau sur un timbre le moment où le tonneau aura fini le nombre désiré de révolutions (1) ». Le 24, il prescrit à l'Administration de la grosse artillerie de faire fabriquer en métal de cloches 1.200.000 boules de 14 lignes de diamètre, de distribuer la commande dans toutes les fonderies et les lieux qui pourront s'en charger, et d'en presser l'exécution. De son côté, l'Administration révolutionnaire dut fabriquer 40.000 boules : quinze milliers de métal de cloches furent mis à sa disposition les 24 ventôse et 8 germinal (2).

Il s'agissait d'outiller les quatre poudreries nouvelles dont on avait décidé la création à Paris ou dans les environs, et qui devaient produire chacune dix milliers de livres de poudre par jour. Dès le 3 pluviôse, l'architecte Poyet et Carny avaient reçu mission de visiter dans les départements de Paris et de Seine-et-Oise les bâtiments nationaux ou autres « qui offriraient les facilités et convenances nécessaires à de pareils établissements, sans exiger des constructions qui en reculeraient la jouissance (3) ». Le 10, le Comité leur accorda, pour les aménager sans délai, « la maison nationale, ci-devant château Grenelle, section du Gros-Caillou, et les bâtiments et enclos situés aux Ternes, appartenant au citoyen Monclair ». Si l'on en croit Prieur, deux autres emplacements furent choisis, vers la même époque, l'un à Vincennes, l'autre aux Loges dans la forêt de Saint-Germain. L'architecte Poyet, autorisé le 6 ventôse à visiter l'atelier d'Essonnes, sans doute pour y étudier le mode de construction des poudreries, entreprit les travaux en toute hâte (4). On se proposait, nous dit Prieur, de les mener de front dans chaque établissement nouveau ; la prudence conseillait « de répartir ainsi les

(1) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 476, et t. XI, p. 10 et 552.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 692.

(3) A. N. AF* II 130.

(4) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 506, et t. XI, p. 366.

moyens (1) ». Le 12 ventôse, l'achat d'un terrain nécessaire à l'atelier des Ternes était autorisé (2). Mais on se laissa bientôt entraîner à n'achever, pour le moment, que la fabrique de Grenelle.

Au milieu de germinal, on prévoit sa mise en activité prochaine. Dès le 22 ventôse, le Comité avait demandé compte à l'Administration révolutionnaire de l'état des approvisionnements qu'elle avait dû rassembler pour les fabrications de poudre à Paris, pendant deux mois, à raison de 10.000 livres par jour. Le 15 germinal, il arrête que la Commission des armes alimentera Grenelle d'une quantité suffisante de salpêtre, en attendant que la raffinerie de l'Unité soit en état d'y pourvoir. Le 19, il enjoint à l'Administration révolutionnaire d'employer « sans délai les moyens les plus prompts » pour rassembler les matières premières destinées à la fabrique de Grenelle, en supposant qu'elle « doive produire dix milliers de poudre chaque jour, et de manière qu'il y ait constamment l'approvisionnement d'un mois en avance » ; elle rendra compte par écrit sous quatre jours. Le même jour, Monge et Berthollet sont invités à « faire toutes les recherches et essais nécessaires pour déterminer d'une manière certaine les procédés à suivre dans la nouvelle fabrique... » et le représentant Niou reçoit mission de la « mettre promptement en activité et avec le régime le plus convenable ». Le Comité place sous ses ordres l'Administration révolutionnaire, le commissaire Carny, les agents déjà attachés à l'établissement, les « ouvriers de tout genre chargés de quelque construction ou fourniture... et généralement... tous ceux qu'il jugerait utile d'y employer (3) ».

Niou, ingénieur de la Marine, « était accoutumé aux grands travaux et à la conduite des ouvriers les plus nombreux ; ses lumières personnelles, la fermeté de son caractère, sa vigilance, sa probité, son zèle ardent lui avaient attiré la confiance générale du Comité ; il s'en servit pour agir avec une grande hardiesse et une volonté péremptoire (4) ». Il établit

(1) *Souvenirs* de C.-A. Prieur.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 497.

(3) *Id.*, *Recueil*, t. XI, p. 656 ; t. XII, p. 382, et t. XIII, p. 455-6.

(4) *Souvenirs* de C.-A. Prieur.

une discipline sévère : le 13 floréal, il interdit aux ouvriers de sortir de la poudrerie sans permission, si ce n'est aux heures de repas (1). Il poussa les travaux « avec une promptitude sans égale et leur donna une extension sans mesure. À peine quelques hangars en planches étaient-ils formés que déjà l'on y fabriquait régulièrement de la poudre ; d'autres ateliers s'y adjoignaient bientôt et même des constructions en pierre dans des vues de permanence. C'était un mélange inouï de constructeurs, de fabricants, manœuvrant en même temps et voyant transporter au milieu d'eux des approvisionnements et toutes sortes de matériaux, soit à bras, soit par des voitures attelées de chevaux (2)... »

Le Comité se laissa gagner par la fièvre patriotique du représentant et négligea « les conseils réitérés de la prudence ». Grisé par les premiers succès obtenus, il ferma les yeux sur les dangers et ne songea qu'à développer à tout prix et au plus vite le rendement. Le 28 floréal, les ouvriers et employés de Grenelle sont autorisés à se faire remplacer dans le service de la garde nationale. Le même jour, le Comité enjoint à l'Administration révolutionnaire de rendre compte le lendemain « des mesures qu'elle a prises pour assurer l'approvisionnement de la poudrerie... et de l'effet qu'ont produit ces mesures (3) ».

Au début de prairial, la fabrication est en train ; elle donne d'abord de 6 à 8 milliers par jour (4). Le 16 messidor, Niou annonce à Prieur qu'elle s'élève à 20 milliers (5). Le 26, Barère proclame que le succès dépasse toute espérance, que le produit est supérieur à 25 milliers par jour et que les travaux de Grenelle font vivre 1.500 pères de famille. Au début de fructidor, on obtient 30 milliers. Peut-être songea-t-on un instant à obtenir davantage encore : 40 milliers selon Chap-tal.

Mais, le 6 thermidor, le Comité arrachait Niou à Grenelle et l'investissait « de pouvoirs illimités pour hâter par tous les

(1) D'après un ordre du jour d'Hanriot, du 19 floréal (Tuetey, XI, n° 2012).

(2) *Souvenirs* de C.-A. Prieur.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 575.

(4) A. N. AF II 23, d. 190, pièce 67.

(5) A. N. AF II 411 et Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 712.

moyens possibles la construction, le radoub et l'armement des vaisseaux et frégates... » dans les ports de l'Atlantique et de la Méditerranée (1). Trullard, désigné le 1^{er} fructidor pour diriger la poudrerie de Grenelle et en « accélérer l'entier achèvement », fut remplacé dès le 8 par son collègue Valdruche. L'arrêté qui nomme ce dernier et que Prieur rédigea de sa main laisse croire que l'incendie récent de la raffinerie de l'Unité (2) avait inspiré au Comité de sérieuses réflexions et qu'il commençait à regretter les imprudences commises : Valdruche reste chargé, comme Trullard, d'accélérer l'entier achèvement des travaux, mais on l'invite aussi à assurer les approvisionnements nécessaires pour maintenir la confection de la poudre « au degré d'intensité où elle a été portée jusqu'à ce jour » ; il n'est pas question d'accroître le rendement (3).

La précaution, si elle fut prise, vint trop tard. Le 14 fructidor, une explosion formidable anéantit en quelques secondes l'œuvre de plusieurs mois. De l'établissement de Grenelle, sur lequel on avait fondé tant d'espairs, il ne resta que des ruines fumantes (4).

Si brève qu'ait été son existence, la poudrerie de Grenelle rendit d'incontestables services à la défense nationale. Son activité contribua aux victoires de l'an II. Elle fournit aux besoins des armées qui, massées sur les frontières du Nord, attendaient pour prendre leur élan d'être ravitaillées en munitions, puis leur permit d'exploiter à fond leurs succès, ce qu'elles n'avaient pu faire en 1793. « La Belgique, déclara Barère le 26 messidor, a été soumise avec la poudre révolutionnaire. »

Au lendemain de la destruction subite des ateliers de Grenelle, le Comité voulut « rétablir en peu de temps une fabrication de poudre équivalente ». Le 16 fructidor, il ordonna de disposer tout de suite l'atelier des Ternes, « pour y établir des moulins capables de broyer et tamiser les matières premières

(1) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 401.

(2) Du 2 fructidor. Voir plus haut, chap. XVI, 1

(3) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 192 et 336.

(4) Voir Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 429-35, 439-41 ; Mercier, *le Nouveau Paris*, t. II, chap. CXLIII, et un article de Cadet-Devaux, dans *la Décade philosophique, littéraire et politique*, n° 35, 20 fructidor an V, p. 449-456.

nécessaires à la confection de 30.000 livres de poudre par jour » ; les meules et autres objets échappés à l'explosion de Grenelle y seraient transportés incessamment. En même temps, il prescrivait d'établir le plus promptement possible à La Fère, Rouen, Saint-Omer et Dijon, le battage en trois heures, déjà adopté à Essonnes et à Tours : on augmenterait ainsi la production d'environ 15 milliers par jour. Enfin, l'Agence rechercherait « de suite » aux environs de Paris, « loin des habitations de toute commune, cinq maisons nationales entourées de parcs clos et capables de recevoir commodément les usines nécessaires pour fabriquer au plus dans chaque trois milliers de poudre par jour ;... les diverses parties de l'atelier seront distantes l'une de l'autre au moins de cent toises, et les constructions seront faites en planches minces, suspendues par des chevilles et présentant le moins de résistance possible ». L'Agence pourra requérir « tous les ouvriers et matériaux nécessaires à la prompte construction des nouveaux ateliers ».

Le 20, le Comité mit à la disposition de l'Agence « le clos et parc des ci-devant Minimes, situés dans le parc de Vincennes », où seraient établies deux poudreries distinctes, et « la ci-devant abbaye de Longchamp, près le bois de Boulogne » ; on y adopterait « les machines et les procédés révolutionnaires ». Mais, dès le 29, le Comité suspendit l'exécution de cet arrêté en ce qui concernait l'abbaye de Longchamp. Le 12 vendémiaire an III, par contre, il désigna deux autres emplacements : « le ci-devant couvent des Loges dans la forêt de Montagne-Bon-Air » et « l'île et les jardins de Saint-Jean », dans le district de Corbeil. Enfin il autorisa l'Agence à « établir un manège à tonneaux dans un des moulins d'Essonnes et à fournir à cette poudrerie les matières pulvérisées de l'atelier des Ternes... » ; elle rédigerait aussi « une instruction claire et précise pour faire connaître à tous ses préposés le raffinage révolutionnaire des salpêtres et en introduire le procédé dans tous les ateliers... de la République (1) ».

Ce vaste programme, destiné à réparer dans la mesure du possible et sans retard les effets désastreux de l'explosion de Grenelle, ne fut jamais pleinement réalisé. La poudrerie

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 469, 543, 721, et t. XVII, p. 194.

de Vineennes fut sans doute achevée la première : une garde de 50 hommes y fut placée le 23 frimaire (1) et elle était en activité en pluviôse. A la fin de germinal, on prévoyait l'inauguration prochaine des ateliers des Loges et de l'île Saint-Jean (2). D'autre part le Comité enjoignit à l'Agence, le 3 floreal, d'envoyer un préposé pour surveiller la poudrerie de Weiland-Stahl à Montataire, près de Creil, et en réserver les produits à la République (3).

A la même époque enfin, on mit à contribution les talents du citoyen Barthélemy. Dès 1793, celui-ci avait organisé aux ci-devant Chartreux, à Paris, des ateliers où il fabriquait, selon des procédés nouveaux, 4 ou 500 livres de poudre par jour. Le 12 août, sur sa demande, la Société des Jacobins avait nommé des commissaires pour examiner ses moulins (4). Convaincu de l'insuffisance de l'outillage et des méthodes de la Régie, le Comité de Salut public autorisa Barthélemy, le 23 septembre, à appliquer ses procédés, « à la charge de se procurer lui-même le salpêtre nécessaire » : la Régie lui réserverait « quelques-uns des terrains salpêtrés mis en réquisition par le décret du 28 août » ; sa poudre serait soumise aux épreuves ordinaires et lui serait payée au prix de revient de celle de la République (5).

Mais Barthélemy eut des déboires. Dufourny, membre de la Régie, le somma de vider dans les vingt-quatre heures les locaux qu'il occupait aux Chartreux. Peut-être agissait-il au nom du Département, sous le prétexte de faire place aux ateliers de la fabrication extraordinaire des armes. Lecointre (de Versailles) dénonça le geste à la Convention (6), invoqua l'arrêté pris par le Comité de Salut public, et observa que Barthélemy avait surtout le tort de fabriquer une poudre plus forte et moins coûteuse que celle de la Régie. Thuriot et Romme insistèrent sur la supériorité des procédés et

(1) Aulard *Recueil*, t. XVIII, p. 677.

(2) A. N. AF II 217b, d. 1876.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XXII, p. 333.

(4) *Id.*, *Jacobins*, t. V, p. 345.

(5) A. N. AF* II 123 et 130.

(6) Séance du 21 octobre 1793 : *Arch. parlem.*, t. LXXVII, p. 364-5, et *P. V.*, t. XXIII, p. 204.

des produits de Barthélemy. Fabre d'Eglantine déclara que Dufourny était un très bon sans-culotte et que « tous deux ayant les meilleures intentions de servir leur patrie », on devait « les réconcilier fraternellement ». La Convention décida que Barthélemy resterait aux Chartreux tant que le Comité ne lui aurait pas assigné un autre local, « fixe et commode », pour ses travaux. En dépit de ce décret, il semble que Dufourny n'ait pas désarmé. Barthélemy l'accusa devant les Jacobins, le 6 frimaire, d'avoir refusé de lui livrer des terres salpêtrées et d'avoir voulu déchirer l'ordre du Comité. Dufourny affirma que Barthélemy mentait et demanda qu'il fût exclu de la Société. Nous ignorons s'il obtint gain de cause, bien qu'il ait été nommé à la fin de la séance membre de la commission chargée de préparer un scrutin épuratoire (1).

En germinal, le Comité de Salut public reprend l'affaire en mains. Il arrête, le 15, que la Commission des armes entendra les plaintes de Barthélemy, le maintiendra « dans la possession des avantages qui lui sont assurés par les décrets de la Convention... et les arrêtés du Comité », et rendra compte « des obstacles qu'elle ne parviendrait pas à surmonter (2) ».

Le 23, il lui fait remettre, sans doute pour des essais, 40 livres de salpêtre raffiné, 10 de charbon de bois et 10 de soufre. Le 13 floréal, il charge la Commission des armes d'examiner les offres de Barthélemy et de présenter, dans les cinq jours, un rapport sur la possibilité et les moyens d'établir « d'ici à un mois » une manufacture capable de produire 1.000 livres de poudre de guerre par jour, selon sa méthode et avec ses machines. A la même date, il invite le Comité de la Guerre à recevoir les réclamations de Barthélemy au sujet des dépenses qu'il a engagées pour ses essais antérieurs et à déterminer les indemnités qu'il sera juste de lui accorder. Le 2 prairial, Barthélemy obtient du Comité une avance de 4.000 livres, « à imputer sur les indemnités qui peuvent lui être dues à raison du procédé avantageux... dont il met la Nation en possession (3) ».

(1) Aulard, *Jacobins*, t. V, p. 534.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 382.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 539, et t. XIII, p. 207, 208 et 649.

Cependant, on ne lui rendit pleinement justice qu'au lendemain de l'explosion de la poudrerie de Grenelle. Le 19 fructidor, le Comité de Salut public arrête que la Commission des armes lui fera, sous huit jours, un rapport « sur l'indemnité à accorder au citoyen Barthélemy pour ses travaux et recherches... » et prescrit à l'Agence des poudres d'étudier « la manière d'établir promptement aux environs de Paris un atelier pour faire fabriquer 1.000 livres de poudre par jour, par le procédé et les soins du citoyen Barthélemy, suivant l'arrêté du 13 floréal dernier ». Le 27 vendémiaire an III, il désigne pour cet objet le ci-devant couvent des Ermites, dans la forêt de Sénart, et assigne à Barthélemy un traitement annuel de 3.000 livres. Ce plan fut-il exécuté ? Il est seulement certain qu'il fallut renoncer à utiliser le couvent des Ermites et qu'un nouvel arrêté du 22 pluviôse an III autorisa l'Agence « à établir le plus promptement et le plus économiquement possible, dans l'une des poudreries en activité près de Paris, une machine de compression pour la fabrication de la poudre suivant le procédé de Barthélemy (1) ».

III. — RECHERCHES SCIENTIFIQUES. LA POUDRE DE MURIATE.

Les mésaventures du citoyen Barthélemy sont d'autant plus étranges que le Comité de l'an II se préoccupa sans cesse d'améliorer la qualité des poudres de guerre et les méthodes de fabrication.

Dès le 30 frimaire, il prescrit au ministre de la Guerre de faire transporter à Paris « une quantité de poudre prise sur les ennemis, suffisante pour en faire l'épreuve et la comparaison avec celle des manufactures françaises ». Le 11 pluviôse, il confie à Guyton le soin de diriger « une série d'expériences physiques et chimiques sur toutes les sortes de poudres de guerre qu'il sera possible de se procurer, afin de juger leur force comparative », de rechercher les procédés les plus avantageux de fabrication et de déterminer, « en variant les doses, les temps, la forme des grains, les dimensions des machines...,

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 530 ; t. XVII, p. 493, et t. XX, p. 171.

la combinaison qui donne le meilleur effet ». Des procès-verbaux seront établis, d'après lesquels le Comité statuera « sur les méthodes à prescrire à la Régie des poudres et sur celles à adopter pour leur fabrication révolutionnaire ». Guyton est autorisé à s'adjoindre « tous les coopérateurs », à employer tous les ouvriers qu'il jugera nécessaires, à disposer « des lieux et des instruments dont il aurait besoin », à requérir le ministre de la Guerre, la Régie « ou tous autres citoyens » de lui procurer les échantillons nécessaires « ou d'autres choses utiles à ces expériences (1) ».

Les essais semblent avoir été poursuivis avec beaucoup de persévérance. Le 1^{er} floréal, « sur le compte rendu des différences qui existent dans les proportions et compositions des poudres de guerre des différentes nations » et « voulant acquérir des bases sûres pour déterminer la meilleure composition, ainsi que le graissage le plus avantageux pour les différentes armes », le Comité ordonne à l'Administration révolutionnaire de fabriquer incessamment au moins 20 livres de six espèces de poudre dont il indique avec précision la teneur en nitre, charbon et soufre (2).

Dans un ordre d'idées différent, le 12 du même mois, il appelle Riffaut de Tours à Paris, « pour coopérer à des épreuves dont l'objet est d'accélérer la fabrication de la poudre ». Le 14, il décide que Riffaut et Pelletier se rendront sans délai à Essonnes, « pour y examiner les procédés qui sont employés dans la fabrication ordinaire de la poudre » et déterminer « quels changements il y aurait à faire, tant dans la composition de la poudre que dans la manière de la confectionner, pour obtenir avec les moulins déjà construits la plus grande quantité de poudre et de la meilleure qualité ». Le représentant du peuple Nioche présidera aux opérations, avec pleins pouvoirs pour requérir les citoyens, les matières, les instruments dont on aurait besoin. Pour la partie des expériences qui se fera à Grenelle, il se concertera avec son collègue Niou. Les épreuves aboutirent à un résultat qui parut concluant ;

(1) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 539, et t. X, p. 533.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 707. On essaya de se procurer par la Suisse des échantillons de poudres étrangères. Voir plus loin, chap. XVII.

le 11 prairial, le Comité ordonne d'appliquer au Ripault, près de Tours, et à Essonnes le nouveau procédé « pour fabriquer la poudre dans les moulins à pilons (1) ».

Enfin le Comité songea même très sérieusement à modifier radicalement la composition de la poudre de guerre. Dès 1785, Berthollet avait découvert le muriate suroxygéné de potasse (2) et conçu le projet de le substituer au salpêtre. Un essai tenté à Essonnes le 27 octobre 1788, sous les auspices de Lavoisier, provoqua un grave accident (3). Mais ni Lavoisier ni Berthollet ne renoncèrent à leur idée qui fut reprise en 1793. Le 12 avril, le citoyen Carny adresse à l'un des membres du Comité de Salut public un échantillon de muriate. Le 27, des expériences sont exécutées à l'Arsenal de Paris « sur la force de la poudre de muriate, par comparaison avec la poudre superfine d'Essonnes ». Le même jour, le Comité affirme son désir d'« en faire préparer sans retard une quantité suffisante pour les applications qui ont été proposées » ; la Commission créée par arrêté du 9 courant (4) examinera sur-le-champ les offres de Carny et indiquera « si le sel est de la qualité qui... convient pour la préparation de la poudre dont il s'agit ». Le 30, le Conseil exécutif provisoire reçoit l'ordre de « mettre en activité la fabrication de ce sel » : Carny obtiendra de la potasse aux mêmes conditions que les salpêtriers ; dès qu'il aura fourni du muriate, on en fabriquera une quantité suffisante de poudre, « de la même manière et avec les mêmes précautions que l'a été dans le laboratoire du citoyen Berthollet, de l'Académie des sciences, celle qui a été destinée pour les premiers essais » ; d'ailleurs, Berthollet « sera invité de donner ses soins à la direction des opérations » (5).

Bientôt une série d'expériences fut entamée à Paris, dans une maison de la section des Piques, au coin du boulevard

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 185 et 239 ; t. XIV, p. 23.

(2) Chlorate de potassium.

(3) E. Grimaux, *Lavoisier*, p. 92-93.

(4) Elle comprenait les citoyens Périer, Berthollet, Fourcroy et Lafitte, « chargés spécialement de rechercher et d'éprouver des moyens nouveaux de défense ». (Aulard, *Recueil*, t. III, p. 166.)

(5) Aulard, *Recueil*, t. III, p. 484-5, 530-1 et 556.

de la Madeleine ; mais, le 31 mai, une explosion blessa grièvement deux ouvriers. De nouveau, on essaya à l'Arsenal, le 18 juillet, les forces comparées de la poudre de muriate et de la poudre ordinaire (1). Un peu plus tard, le 5 septembre, Mathieu l'aîné, « homme de loi », écrit au Comité de Salut public que « la pénurie de salpêtre en France l'a décidé à tenter un établissement pour la fabrication de la poudre par le muriate... » ; mais ses moyens ne lui permettent pas de poursuivre ces essais en grand ; il demande que le gouvernement se charge des frais de l'établissement qu'il dirigerait « en qualité de porteur de pouvoirs spéciaux *ad hoc* (2) ». Il est probable que le Comité ne crut pas devoir retenir cette offre ; Mathieu obtint toutefois, le 21 ventôse, une indemnité pour ses frais de voyage à Paris (3).

Mais on poursuivit sans relâche les recherches précédemment commencées. Le 28 septembre par exemple, le ministre de la Marine prescrit à Laclos, Berthollet, Fabre et Bellot de renouveler avec la poudre de muriate les expériences de tir faites au début d'août sur des boulets de 36, 24, 18 et 12, d'étudier les moyens de rendre la fabrication de cette poudre « moins dangereuse et moins chère » et de faire construire un atelier « tel qu'aucun accident ne puisse y être grave comparativement à ceux qui arrivent dans la fabrication de la poudre ordinaire (4)... ».

Plus tard, Berthollet et ses collaborateurs travaillèrent à Meudon. Le 28 floréal, le Commissariat des épreuves est chargé d'y établir sur-le-champ un atelier « pour augmenter la quantité de muriate... qu'il doit employer pour faire de la poudre » et de chercher « les moyens d'améliorer le procédé et d'en augmenter les produits (5) ». Le 5 messidor, le Comité accorde des fonds à Carny pour construire les appareils qu'il

(1) A. N. AF II 223. Voir aussi un arrêté du Comité de Salut public, du 20 juin 1793 (Aulard, *Recueil*, t. V, p. 23).

(2) A. N. AF* II 128.

(3) A. N. AF* II 130.

(4) A. N. AF II 223, d. 1924.

(5) A. N. AF* II 123 et 126, et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 573.

juge « propres à perfectionner et à accélérer la fabrication du muriate (1)... ».

Le succès ne répondit pas à l'attente du Comité. Le 7 thermidor, il décide que « cette partie des épreuves » de Meudon « sera discontinuée » et « que les ouvriers qui y travaillent seront conservés pour être employés à d'autres objets ». Il est probable qu'un nouvel accident détermina l'abandon des tentatives obstinément poursuivies jusqu'alors. Le 15 du même mois, un arrêté accorde 300 livres à un citoyen qui a été blessé le 28 messidor, à Meudon, par l'explosion de la poudre de muriate et prie le Commissariat de faire connaître « à ce brave républicain tout l'intérêt que le Comité a pris à son accident (2) ».

IV. — RÉSULTATS GÉNÉRAUX

L'énergie du Comité, le concours empressé des savants permirent d'obtenir d'importants résultats. En même temps qu'on créait la poudrerie révolutionnaire de Grenelle et plus tard celles de Vincennes, des Loges et de l'Isle Saint-Jean, on maintint en activité et on améliora le rendement des établissements, pour la plupart moins importants, de l'ancienne Régie. Il y en avait à Saint-Omer, La Fère, Mézières, Metz, Nancy, Dijon, Besançon, à Port-Chamas (3) près de Marseille, à Montpellier, Perpignan, Toulouse, à Saint-Médard près de Bordeaux, à Angely-Boutonne (4), au Ripault près de Tours, à Pont-de-Buis dans le Finistère, à Rouen et à Essonnes (5). Le plus puissant fut, semble-t-il, celui du Ripault.

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 467. — Peut-être faut-il mettre en rapport avec ces recherches deux arrêtés des 11 et 29 floréal : le premier ordonne au Département de Paris de loger « dans le plus bref délai possible » le chimiste Bouvier dans la maison du ci-devant duc de Liancourt, boulevard des Invalides, et de mettre à sa disposition « le local nécessaire au travail dont il est chargé par le Comité » ; le second requiert Dubois, « aide du citoyen Bouvier, pharmacien » pour être employé aux travaux dont celui-ci « est chargé pour le commissariat des épreuves... » (Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 151 et 595, et A. N. AF* II 126).

(2) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 419 et 603.

(3) Saint-Chamas.

(4) Saint-Jean-d'Angély (Charente-Inférieure).

(5) Liste donnée par un arrêté du 19 ventôse an III (Aulard, *Recueil*, t. XX, p. 753).

Le Comité ne les négligea pas. Le 17 ventôse, par exemple, il ordonne que des salpêtres récemment arrivés de l'île de France à Lorient seront transportés à la fabrique de Pont-de-Buis, « chargée particulièrement des fournitures de la marine ». Le 6 floréal, il accorde des salpêtres révolutionnaires à l'Agence nationale pour alimenter ses moulins à poudre. Le 6 messidor, il prend des mesures pour assurer la continuité des travaux à Port-Chamas (1). Le 23, il accorde à Faucheux, membre de l'Agence, « pour rétablir sa santé », un congé de six décades pendant lequel il inspectera les raffineries et poudreries de Châlons, Verdun, Metz, Nancy, Mézières, La Fère « et autres où il jugera sa présence nécessaire (2) ».

Grâce à ces soins, la production totale fut considérable. Du 14 frimaire à fructidor de l'an II, les seuls moulins à poudre de l'ancienne Régie fabriquèrent, d'après les procédés ordinaires, plus de trois millions de livres de poudre : leur rendement, qui n'était en nivôse que de 100 milliers par décade, avait presque doublé. A ces quantités vinrent s'ajouter les produits de la poudrerie révolutionnaire de Grenelle (3). Au 1^{er} pluviôse de l'an III, l'Agence nationale avait en magasin 2.071.749 livres de poudre ; elle en fabriqua 1.721.188 pendant le trimestre suivant ; elle disposait encore au 1^{er} floréal d'une réserve de 2.699.045 livres et d'approvisionnements suffisants en salpêtre brut ou raffiné pour en fabriquer 6.469.366 livres (4).

Ces chiffres sont évidemment très inférieurs à ceux que l'on s'était proposé d'atteindre. Il n'en reste pas moins que malgré la catastrophe de Grenelle la fabrication avait été portée au niveau de la consommation ; nos armées étaient assurées de n'être plus arrêtées désormais dans leur marche victorieuse par le manque de poudres et de munitions.

(1) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 582 ; t. XIII, p. 49, et t. XIV, p. 493.

(2) A. N. AF* II 130.

(3) A. N. AF II 23, d. 190, pièce 67.

(4) A. N. AF II 217^b, d. 1876.

CHAPITRE XVII

Les Achats à l'Étranger.

Au plus fort de la lutte contre la coalition, la France s'efforça de tirer de l'étranger, comme par le passé, des armes, des munitions, voire des matières premières pour ses forges et ses fonderies. Mais les besoins s'étaient accrus, et aussi la difficulté d'y pourvoir. La supériorité de la marine anglaise, la guerre qui faisait rage sur presque toutes nos frontières terrestres, la pauvreté de la Suisse rendirent impossibles des importations régulières. Il fallut recourir à des moyens détournés, à la contrebande, pour se procurer des ressources toujours précaires.

« S'il était possible, écrivait le ministre Lebrun, le 29 mars 1793, à notre ambassadeur Barthélemy, que sans se compromettre on pût nous faire passer des armes de la Suisse, on rendrait à la République un service signalé. » Les instructions données le 8 mai à Chépy, envoyé dans le Valais, lui prescrivaient de s'y procurer des armes, si possible, mais avec discrétion, pour ne pas compromettre les Etats de Suisse vis-à-vis de la maison d'Autriche. Le Département de la Côte-d'Or envoyait aussi, le 15 mai, deux commissaires en Suisse pour le même objet (1).

Mais l'ambassadeur Barthélemy n'avait pas grand espoir : « Il n'y a point en Suisse de fabrique d'armes, répondait-il le 9 avril ; les Cantons ont toujours tiré les leurs de France... Toute demande directe ou indirecte aux Cantons serait considérée comme une atteinte à leur neutralité et serait néces-

(1) Kaulek, *Papiers de Barthélemy*, t. II, nos 295, 452 et 476.

sairement repoussée. » Il développait son point de vue le 20 mai : on ne pourrait acheter tout au plus que des armes de rebut ou un petit nombre de fusils appartenant à des particuliers. Le projet d'employer la République de Genève comme intermédiaire n'était pas moins impraticable. Mais peut-être pourrait-on tirer des armes d'une fabrique « qu'on dit exister dans le duché de Wurtemberg (1) ».

Il multipliait pourtant les efforts pour répondre au vœu du gouvernement et donnait à Lebrun, le 4 juin, quelque espoir d'obtenir des armes. Il est impossible, disait-il, « que les Cantons nous cèdent celles ou partie de celles qu'ils ont dans leurs arsenaux, mais si nous ne faisons pas de bruit, nous pouvons être assurés que d'une part des spéculations de commerce et de l'autre des manœuvres particulières nous en procureront un grand nombre. Il commence déjà à en entrer en France. On s'occupe à Berne des moyens de nous en fournir. Nous en tirerons aussi quelque peu de Bienne. » Le 8 juin, il demandait le prix maximum quel'on voulait mettre aux fusils à acheter ; le 15, il observait qu'il serait beaucoup plus facile de se procurer des sabres que des fusils (2). Ses agents, Digneffe et L.-M. Rivalz, intriguaient à Berne et à Bâle (3).

Cependant nos armées avaient dû évacuer la Belgique et défendaient péniblement les frontières du Nord. Le ministre Lebrun, dans une circulaire aux agents diplomatiques, insistait sur l'énormité des besoins et les pressait d'agir. « Les efforts immenses faits par la République pour résister aux ennemis nombreux qui l'ont assaillie de toutes parts ont épuisé en partie les ressources intérieures de l'Empire français, tant par l'accroissement de la consommation de certains articles que par l'interruption de l'industrie et de l'agriculture et par la stagnation des importations de plusieurs pays avec lesquels la France est en guerre et d'où elle tirait autrefois une infinité d'objets en complément de ses propres productions. » Parmi les articles dont la République avait

(1) Kaulek, t. II, n^{os} 339 et 493.

(2) *Ibid.*, n^{os} 556, 573 et 599.

(3) *Ibid.*, n^{os} 468, 542, 555, 562, 597, 598, 630, 771 et 783.

« un besoin immédiat et pressant », il citait notamment les armes de toutes espèces et les munitions de guerre (1).

Jusqu'en août 1793, la situation ne cessa de s'aggraver. La levée en masse rendit encore plus évidentes les lacunes de l'armement. Deforgues, successeur de Lebrun aux Affaires étrangères, pressé par Dupin, adjoint au ministre de la Guerre, réclamait encore des fusils à Barthélemy le 21 août Le citoyen Dubuisson était envoyé à Genève, le 22, pour négocier des achats d'armes (2). De son côté, la Régie des poudres déclarait au Comité de Salut public, le 17 septembre, que l'acquisition de poudres étrangères serait doublement utile en augmentant les moyens de défense de la République et en diminuant ceux de ses ennemis ; elle estimait qu'on pourrait les payer jusqu'à 4 livres la livre (3).

La persévérance du gouvernement et l'ingéniosité de ses agents en Suisse permirent d'obtenir d'importants résultats. « Des entrepreneurs du Brisgau, écrivait Bacher à Deforgues, de Bâle, le 27 septembre, font depuis plusieurs mois passer des fusils en Suisse, d'où on les expédie ensuite pour Genève et de là pour la France. M. de Buol a fait faire des recherches de tous les genres pour parvenir à la source de cette fourniture d'armes. Il a envoyé des émissaires en Allemagne et a présenté au Conseil de Berne la note ci-jointe. J'ai fait avertir nos commissionnaires de se tenir sur leurs gardes et de changer de route et la forme de leurs emballages, pour mieux masquer leurs expéditions... » Il fallait, en effet, multiplier les précautions pour ne pas compromettre les gouvernements des cantons suisses, dont les agents de l'Autriche surveillaient avec un soin jaloux les moindres gestes. « Mon commissionnaire bernois vient d'arriver avec des échantillons d'armes et de souliers, écrit le même Bacher le 25 brumaire ; je lui ai demandé s'il pourrait me procurer de la poudre ; il m'a répondu que l'éclat avec lequel plusieurs voyageurs français avaient acheté à tout prix celle qui se trouvait à Berne, avait provoqué la surveillance... de l'arsenal, au point

(1) Kaulek, t. II, n° 607 (vers le milieu de juin).

(2) *Ibid.*, t. II, n° 933, et t. III, n° 155.

(3) A. N. AF^{II} 128.

qu'on ne délivrait plus un seul baril... sans en connaître la destination... » Il espérait pourtant que les difficultés ne seraient pas insurmontables et pensait qu'« il serait peut-être plus facile de trouver du salpêtre (1) ».

Vers cette époque, le Comité de Salut public redoubla d'efforts pour compléter ses approvisionnements d'armes et de munitions par des achats considérables à l'étranger. Il savait que le manque de poudre avait arrêté l'armée du Nord au lendemain de sa victoire de Wattignies, qu'il rendait singulièrement précaire la situation en Lorraine et en Alsace et qu'il paralysait le siège de Toulon. Il songeait dès cette époque à une campagne décisive de printemps, pressait la fabrication extraordinaire des armes à l'intérieur de la République et faisait décréter l'exploitation révolutionnaire de toutes les terres salpêtrées. Il essaya en même temps de tirer de grandes ressources des Etats restés neutres que sa diplomatie ménage systématiquement, et, par leur intermédiaire, des Etats ennemis.

Le 4 frimaire, il ordonne le transport immédiat à Paris de 16.000 fusils qu'un brick venait d'amener au Havre (2). Le 17, il prescrit au ministre de la Marine de « faire venir le plus promptement possible de l'Amérique septentrionale tous les fusils, potasses et salpêtres qu'il sera possible de s'y procurer ». On pourra dépenser provisoirement jusqu'à 5 millions pour cet objet. Mais c'est surtout vers la Suisse et l'Allemagne qu'il dirige son attention (3). Les représentants à l'armée du Rhin, Mallarmé, Guyardin et J.-B. Lacoste lui écrivent de Strasbourg, le 27 octobre 1793 : « ...Nous dépouillerons l'aristocrate de son argent qui nous servira à acheter des armes et de la poudre chez l'étranger, et nous lui donnerons en échange des assignats... L'objet du salpêtre, de la poudre, des armes de tout genre et des grains est un de ceux qui nous occupent le plus. Nous venons de faire un traité avec un citoyen de cette ville pour 4.000 fusils qui seront délivrés dans vingt jours... » Le représentant Bernard (de

(1) Kaulek, t. III, n^{os} 126 et 372.

(2) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 672 et 690 et t. IX, p. 22. — Charavay, t. IV, p. 177.

(3) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 232.

Saintes) annonce de Montbéliard, le 14 frimaire, qu'il s'efforce d'acheter en Suisse des cuivres, de la poudre et des fusils (1).

Hérault de Séchelles, membre du Comité en mission dans l'Alsace méridionale, écrit de Huningue, le 21 brumaire, qu'un fournisseur suisse offre des fusils neufs. « Il en arrive d'ailleurs plusieurs caisses d'Allemagne. Les modèles seraient portés au quartier général et rendus, aux risques du fournisseur, sur territoire français. » Il pensait aussi qu'on pourrait avoir de la poudre (2). Une note de C.-A. Prieur avait tracé à Hérault la marche à suivre pour les achats de poudres et d'armes en Suisse : il était important, disait-il, d'en enlever le plus possible pour diminuer d'autant l'approvisionnement des troupes sardes (3). Le Comité accepte, le 24 frimaire, de payer 30 livres en numéraire « les 40.000 fusils neufs proposés par Viviant, sortant de l'étranger et livrables à Carouge ». Les fournisseurs « auront la liberté de sortir de la République les marchandises, le numéraire et le papier sur l'étranger donné en échange des 40.000 fusils ». Le 29, il prescrit au ministre des Affaires étrangères « de prendre sur-le-champ toutes les mesures nécessaires pour tirer de la Suisse, ainsi que de Genève, toute la poudre qu'on pourra en extraire, soit par des moyens diplomatiques, soit par des voies commerciales, et d'enjoindre en conséquence aux agents de la République de donner le plus promptement les renseignements convenables pour parvenir à ce but (4) ».

Barthélemy se mit en devoir d'exécuter les ordres du Comité : il réclame des fonds à Paris ; il entretient une correspondance active avec son agent dans le Valais, Hellflinger, — avec le citoyen Jeanneret, de Granson, — avec le citoyen Schweizer, de Zürich, et s'efforce de répondre à l'impatience du ministre Deforgues qui le harcèle sans cesse. De son côté, Bacher agit à Bâle (5).

(1) *Arch. parlem.*, t. LXXVIII, p. 673 (donne le texte d'un marché passé avec un certain Fesquet), et t. LXXXI, p. 194.

(2) Kaulek, t. III, n° 358.

(3) Non daté. (Tuetey, XI, n° 370.)

(4) A. N. AF* II 121 ; Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 390 et 514.

(5) Kaulek, t. III, nos 546, 584, 612, 621, 730, 763, 883, 889, etc.

A force d'intrigues, on réussit à se procurer en Suisse et en Allemagne des approvisionnements assez considérables. Une contrebande active parvint même à tirer du cuivre des Etats particuliers de l'Empereur. Dès le 16 mai 1793, Barthélemy avait signalé à Lebrun qu'il passait à Bâle « d'immenses quantités » de cuivre venant de Hongrie et allant en France. Le 8 septembre, il insistait auprès de Deforgues sur la nécessité de permettre l'exportation de certaines marchandises françaises au profit des Suisses et de conserver ainsi, « au moyen de la neutralité de leur territoire, la faculté de tirer de l'Allemagne des objets qui en viennent pour nous en très grande quantité, par exemple le cuivre et les bestiaux... ». Plus tard, le 10 pluviôse, Bacher dépeignait, de Bâle, la détresse financière de l'Empereur, le discrédit des billets de la cour de Turin, et il ajoutait, non sans humour : « Si la maison d'Autriche n'avait la ressource de vendre du cuivre à la République française, ses billets de banque ne vaudraient guère mieux (1). » En effet, le Comité de Salut public approuve, le 30 ventôse, une soumission pour la fourniture de 110 milliers de cuivre dit de Hongie et R. Lindet signe le 25 prairial une ordonnance de paiement en faveur d'un négociant de Neuchâtel pour fourniture de cuivre à la Marine (2).

Pour les armes, Bâle semble avoir été le principal entrepôt de contrebande : « Nous faisons entrer chaque jour du riz et de l'avoine, écrivait Bacher à Deforgues, le 10 janvier 1794, et dès que nous aurons des fonds suffisants, les mêmes débouchés nous serviront pour faire arriver les fusils qu'on fabrique en Allemagne. J'ai bien trouvé quelque crédit pour faire les premières avances, mais il faudrait encore une première mise d'un acompte de 50.000 livres pour mettre les fabriques de la Hesse et de la Saxe dans une plus grande activité (3)... » Bacher espérait, en effet, à cette date, tirer des armes du pays de Hesse : d'après ses informations, le landgrave, avide d'argent, était prêt à servir qui le paierait le mieux (4).

(1) Kaulek, t. II, n° 478, et t. III, n° 36 et 717.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 72, et t. XIV, p. 287.

(3) Kaulek, t. III, n° 588.

(4) Dépêches des 28 nivôse et 19 pluviôse à Deforgues (*ibid.*, t. III, n° 636 et 779).

En dépit des efforts de l'Empereur pour obtenir de la Diète germanique des interdictions d'exporter ; en dépit des prohibitions de sortie édictées par le gouvernement de Berne sous la pression de l'Autriche, des quantités appréciables de fusils, de salpêtres et de poudres passèrent par la Suisse (1). Le 13 pluviôse an II, persuadé que le citoyen Viviant pourra introduire en France les fusils promis par marché du 29 frimaire, le Comité de Salut public l'autorise à exporter de France par Genève ou par toute autre ville « le numéraire qui lui sera nécessaire » pour ses achats de fusils. Le 8 ventôse, il décide que la Commission des subsistances ouvrira un compte à Pourtalès, citoyen de Neuchâtel en Suisse, que les représentants du peuple à Commune-Affranchie ont chargé d'achats de grains et de fusils. Le 10, il arrête que la même Commission établira à Bourg-Libre (2) « un bureau particulier d'agence ou comptoir, composé de trois agents », pour importer les cuivres, plombs, salpêtres, potasses, etc., que l'on pourra tirer d'Allemagne, de Suisse et d'Italie (3). Buchot, commissaire aux Affaires étrangères, signale même au Comité, le 27 floréal, une tentative pour attirer à Besançon les ouvriers du Valengin, travaillant en montres et en fusils (4).

Jusqu'à la fin de l'an II, la correspondance de Barthélemy et de ses agents en témoigne, une contrebande très active se fit à travers la Suisse au profit de la France. C'est par cette voie que l'on se procura des échantillons des poudres des nations ennemies, dont Guyton avait besoin pour les expériences comparatives dont il était chargé (5). Le 8 fructidor, le Comité ordonna de verser dans la caisse du receveur du district de Carouge 10.000 livres en numéraire, qui seraient à la disposition de Delhorme, premier secrétaire à la légation française de Genève, « pour servir au paiement des poudres extraites de la Suisse (6) ». Le 22, il prescrivit à son nouve

(1) Kaulek, t. III, n^{os} 980, 1083 et 1189.

(2) Saint-Louis (près d'Huningue).

(3) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 591, et t. XI, p. 414 et 449.

(4) Kaulek, t. IV, n^o 360.

(5) Voir plus haut, chap. XVI, III ; Kaulek, t. III, n^o 982, et t. IV, n^{os} 160, 392, 663, 777.

(6) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 338.

envoyé à Genève, le citoyen Adet, de « protéger toutes les opérations de commerce des agences de la République (1)... ». Le 15 vendémiaire an III, il chargea le citoyen Empaytaz, « de se rendre dans l'intérieur de l'Allemagne, d'y vendre des marchandises de luxe pour le compte de la République jusqu'à concurrence de 3 millions et d'employer le produit en achats de denrées et marchandises de première nécessité pour les manufactures d'armes (2) ».

Ainsi furent importés en France, par mer et surtout par la Suisse, des armes, des cuivres, des salpêtres et des poudres. Mais ce n'étaient que des ressources précaires. Le Comité de l'an II avait eu le mérite de suppléer à leur insuffisance par la mise en valeur méthodique du sol national et du génie de ses habitants.

(1) Kaulek, t. IV, n° 1076.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 261.

CHAPITRE XVIII

Les Pays conquis

I. — POLITIQUE DU COMITÉ.

L'insuffisance des ressources dont on disposait à l'intérieur de la République, la difficulté de tirer de l'étranger, par le commerce ou la contrebande, les denrées et les matières premières dont on avait le plus pressant besoin déterminèrent les hommes de la Révolution à mettre en valeur, dès qu'ils en eurent l'occasion, les territoires arrachés à l'ennemi.

Un décret du 15 septembre 1793 décida qu'à l'avenir les généraux exerceraient « à l'égard des pays et des individus subjugués par leurs armes les droits ordinaires de la guerre (1) ». Le 18, un arrêté du Comité de Salut public précisa les intentions de l'Assemblée nationale. « Les commandants en chef se procureront, autant qu'il sera possible, sur le pays ennemi les subsistances nécessaires à l'approvisionnement des armées ainsi qu'à l'armement... ; ils feront prendre et passer sur les derrières de l'armée les vivres..., fers..., charbons, bois de chauffage et tous les objets qui ne seraient pas d'une utilité indispensable pour le moment et qui pourraient leur être utiles dans la suite (2)... »

Mais pendant de longs mois, ces prescriptions restèrent lettre morte, car on en était réduit à défendre pied à pied le sol national. Le 19 octobre 1793 pourtant, l'armée des

(1) Voir P. Caron, *Les Agences d'évacuation de l'an II* (Revue d'histoire moderne et contemporaine, 1909-10, t. XIII, p. 153-169).

(2) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 553.

Ardennes ayant occupé Sivry, dans la principauté de Chimay, le représentant Perrin signalait au Comité que le pays était riche en forges et fourneaux. « Nous ne négligerons rien, ajoutait-il, pour nous procurer les fers dont la République a besoin. » Lorsque les progrès de nos troupes s'accrochèrent dans la même région pendant l'hiver, le Comité songea aussitôt à en tirer parti. Il ordonna, le 14 nivôse an II, de porter 1.000 fantassins et 100 cavaliers de l'armée du Nord ou de celle des Ardennes « à Philippeville, Couvin, Marienbourg et cantonnements voisins, à l'effet de protéger l'exploitation des mines de charbon ainsi que les usines du pays d'Entre Sambre-et-Meuse » ; des forces plus considérables y seront envoyées si possible (1).

Au printemps de 1794, commença sur la frontière du Nord une offensive dont le Comité de Salut public espérait des succès décisifs. Le 19 floréal, la Commission d'agriculture et des arts proposa de créer auprès de chacune des armées d'opération une agence « chargée de choisir et de faire rentrer dans l'intérieur les objets pris sur l'ennemi, qui pourraient être utiles au progrès de l'agriculture et des arts ou à la subsistance du peuple » et en particulier les « aciers, fers et autres métaux » du Palatinat et de la Catalogne. Les Commissions exécutives indiqueraient à chacune de ces agences les objets dont elles jugeraient l'importation utile et les dépôts où il faudrait les concentrer. Le 24 floréal, le Comité de Salut public ratifia ce projet (2). Mais bientôt il éprouva le besoin de prendre des mesures spéciales pour les objets qui intéressaient directement l'organisation industrielle de la défense nationale. Il évita, d'ailleurs, d'appliquer des règles identiques aux différents théâtres d'opérations.

II. — RÉGION PYRÉNÉENNE.

Le 17 floréal, à l'armée des Pyrénées-Orientales, Augereau s'emparait de la fonderie espagnole de Saint-Laurent de la Mouga et le général en chef Dugommier insistait sur l'importation

(1) Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 504, et t. X, p. 47.

(2) P. Caron, *article cité*.

tance de cette conquête : la fonderie produisait 400 boulets par jour, des bombes, de la mitraille, des balles, etc. « Elle est très heureusement située ; la rivière fait mouvoir toutes les machines ; la mine de fer est sur les lieux ; les charbons sont abondants et les édifices très considérables ; on assure que cet établissement a coûté à l'Espagne plus de six millions ;... cette fonderie, la seule qui existe en Catalogne, fournissait à la majeure partie des villes fortes d'Espagne... Il importe à la République de conserver cet établissement qui fournira tout le Midi en munitions ; elles ne reviendront qu'au quart de ce qu'elles coûtent en France. Nous avons trouvé dans ladite fonderie environ 40.000 boulets de tout calibre, environ 500 bombes, autant de fer qu'il en faut pour en fabriquer presque autant, et les outils nécessaires (1). »

Le Comité de Salut public ne se laissa pas séduire par les arguments du général Dugommier. Un retour offensif de l'ennemi était à craindre, et de toute manière la décision à prendre dépendait du sort que l'on réservait à la Catalogne. Serait-elle annexée ou transformée en une République protégée par la France ? Le Comité, qui inclinait vers la seconde solution, écrivit le 7 prairial aux représentants Milhaud et Soubrany : « Nous regardons comme un point essentiel de politique en cette circonstance de détruire radicalement les fonderies et manufactures d'armes de ce pays ; il faut que ce soit la France qui fournisse ces objets à la nouvelle République, afin qu'en aucun temps elle ne puisse seconder les vues hostiles de l'Espagne. Nous observons maintenant ce principe sur toutes les frontières ; nous en éloignons toutes les manufactures de cette espèce, afin que nos ennemis n'en puissent jamais profiter. Aujourd'hui, elles sont tellement multipliées dans l'intérieur de la République qu'elles suffisent aux besoins de toutes les armées et que nous sommes obligés de nous restreindre à cet égard. Nous pensons donc, chers collègues, qu'il faut vous hâter de détruire entièrement les grandes fonderies de Saint-Laurent de la Mouga, après toutefois en avoir retiré tous les projectiles, les modèles et les ouvriers... » Un arrêté du 9 prairial prescrivit, en effet,

(1) *Journal des Débats*, n° 613, prairial an II, p. 76.

la démolition de la fonderie : les projectiles, les fontes, les modèles seraient transportés à Perpignan et mis à la disposition de la Commission des armes ; les ouvriers seraient « transférés à Toulouse avec leurs ustensiles et outils, pour être employés... dans les forges de la République (1) ».

Le Comité persista dans cette politique à l'égard de l'Espagne, lorsque l'armée des Pyrénées-Occidentales prit à son tour l'offensive ; il mit à la disposition de la Commission des armes, le 21 thermidor, les usines, mines et fers des districts occupés, et, le 22, envoya aux représentants du peuple des instructions impitoyables. « Détruisez radicalement les fonderies espagnoles et les manufactures d'armes, ainsi qu'on l'a fait très sagement aux Pyrénées-Orientales... ; les avantages légers que nous pourrions en tirer ne peuvent entrer en parallèle avec le chagrin que vous ferez à la cour de Madrid... » Le 24, il prescrivit à la Commission des armes « d'envoyer un commissaire à la suite de l'armée des Pyrénées-Occidentales », pour prendre connaissance « des forges, fonderies, usines et mines situées dans les pays conquis » et assurer le transport des fers à l'intérieur de la République. Le 29, le représentant du peuple Delcher fut spécialement chargé de surveiller ces opérations et de « détruire promptement et radicalement » les manufactures d'armes et fonderies de canons, notamment celle d'Henguy (2).

Certains représentants du peuple songeaient pourtant à l'annexion de quelques districts espagnols. « Nous pensons, écrivait Pinet l'aîné le 8 fructidor, que la province de Guipuzcoa doit appartenir en entier à la République française dès que son intention est de conserver Saint-Sébastien et le port du Passage... Cette province est riche par ses mines en fer, en plomb, en cuivre. C'était dans son sein que les départements des Landes, des Hautes et des Basses-Pyrénées venaient se pourvoir en fer et vous devez connaître la qualité supérieure du fer d'Espagne... » Les instructions du Comité n'en étaient pas moins exécutées et Pinet proclamait lui-même la nécessité d'incursions dans la Navarre et la Biscaye :

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 760-2 et 799.

(2) *Ibid.*, t. XV, p. 762, 795, et t. XVI, p. 26 et 147-9.

« Nous en avons déjà fait deux qui ont assez bien réussi ; quelques manufactures d'armes, forges et moulins du tyran de Madrid ont été brûlées (1)... »

En l'an III, le Comité se départit de son intransigeance primitive. Un arrêté du 14 brumaire ordonne aux représentants du peuple de mettre en activité, dans le plus court délai, « les forges et fourneaux autres que ceux qui appartiennent au gouvernement, situés dans les pays de la Castille » récemment conquis ; « les propriétaires, régisseurs et fermiers des forges qui refuseront d'obéir aux réquisitions... seront regardés comme ennemis de la République française et traités comme tels ; les magistrats de ces pays seront tenus d'indiquer... les fourneaux dont les propriétaires sont émigrés et les feront mettre en activité sous leur responsabilité ; ils dénonceront... ceux des maîtres de forges qui refuseraient ou négligeraient de consacrer leurs usines au service de la République » ; les fers, fontes et autres matières leur seront payés, lors de leur livraison, « au prix du maximum fixé dans les forges les plus voisines du pays conquis ; tous les ouvriers ci-devant employés aux travaux des forges et fourneaux sont mis en réquisition pour continuer ce service sans interruption (2) ».

Ainsi le Comité recommandait de respecter les propriétés privées et même d'en tirer parti. Peut-être songeait-il à des annexions prochaines. D'autre part, les succès continus de nos armées rendaient moins vraisemblable un retour offensif de l'ennemi et, à une époque où la crise des transports s'aggravait, où beaucoup d'usines de France languissaient faute de matières premières et de subsistances, il était utile d'assurer à nos troupes des ressources sur place.

Quoi qu'il en soit, il est certain qu'on avait abandonné le système des destructions. Le 15 frimaire an III, les représentants Garrau, Baudot et Delcher annoncent une grande victoire qui vient de nous assurer la possession de douze fonderies, toutes en activité, « que l'ennemi, dans sa fuite précipitée, n'a pu détruire » et qui « forment pour

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 354.

(2) A. N. AF* II 125.

la Nation une masse inappréciable de richesses (1)... ».

Il est difficile de préciser quels avantages procura l'exploitation des territoires conquis au delà des Pyrénées. Il semble qu'ils aient été appréciables. La Commission des armes déclare, le 27 brumaire que son agent en Espagne, le citoyen J. Capon, a rendu des services considérables. Malade, il fut remplacé le 9 frimaire par le citoyen Belfort, puis, le 18, par le citoyen Sabonadière (2).

III. — BELGIQUE.

Les premières mesures prises en Belgique sont antérieures à la victoire de Fleurus. Elles datent de l'époque où les armées combinées de la Moselle et des Ardennes entament leur offensive vers la Sambre.

Le 9 prairial, le Comité de Salut public arrête « que dans la partie du pays d'Entre Sambre-et-Meuse nouvellement occupée par les armées de la République et dans tout le territoire dont les armées s'empareront par la suite, on rassemblera les fers coulés, les fers forgés, les métaux de toute espèce... et généralement tous les objets qui peuvent être employés d'une manière utile à la défense de la liberté ». Toutes ces matières seront transportées dans le plus bref délai « sur l'ancien territoire de la République, pour y être distribuées dans les magasins et arsenaux, ou dans les usines et fabriques » si elles ont encore quelques opérations à subir. Dans les mines de charbon de terre, l'extraction « sera pressée avec la plus grande activité » et ses produits seront transportés sur-le-champ, par la Meuse ou toute autre voie, « dans les magasins de la manufacture d'armes de Libreville ou dans nos arsenaux... ».

Ainsi on augmentera les ressources de la République en diminuant celles de ses ennemis. Duval, commissaire du Comité aux forges du district de Couvin, et H. Rozier, réviseur de la manufacture nationale de Maubeuge, prési-

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 541.

(2) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 425 et 571.

deront à ces opérations. Le 22 prairial, Duval est, en outre, chargé de visiter les mines des environs de Vedette-Républicaine et de Traigner et de rendre compte sans délai. Le citoyen Blanchard lui fut adjoint le 17 messidor, sans doute en remplacement du citoyen Rozier (1).

Le 30 messidor, un arrêté général précisa « les devoirs et les fonctions des agents envoyés dans les pays occupés par les armées... ». La victoire de Fleurus venait, en effet, d'élargir singulièrement nos conquêtes. « Les armes seront mises en réquisition ; tout habitant sera tenu de déposer ses armes, poudre, plomb et autres munitions... » L'état « de l'artillerie, des munitions des arsenaux, de toutes les armes et de toutes les matières qui se trouvent dans les magasins et les ateliers » sera dressé par les commissaires des guerres et les commissaires ordonnateurs. Les agents de la Commission des armes et de celle des transports « se concerteront sur la destination et l'emploi des cuivres, fers, charbons de terre... ». L'agent de la Commission des armes « fera rassembler et expédier pour la France tous les fers, toutes les armes qui se trouveront dans le pays, la potasse qui doit se trouver surtout à Bruges, à Ostende, à Gand et dans les autres places de la Belgique où les négociants ont été à portée de s'en faire un objet de leurs spéculations particulières » ; il s'occupera aussi du rassemblement des cuivres et charbons de terre. Il sera subordonné aux représentants du peuple et rendra compte deux fois par décade à la Commission des armes (2).

De tous côtés, on songe aux immenses ressources de la Belgique. Le 8 thermidor par exemple, Levasseur (de la Sarthe), représentant dans les Ardennes, annonce qu'il va se rendre à Namur pour procurer de l'acier et du charbon à la manufacture de Libreville. Ses recherches aboutissent : il déclare, le 15, qu'il a trouvé beaucoup d'acier à Namur et qu'il se propose de pousser jusqu'à Liège, pour le même objet, en compagnie de son collègue Gillet. Le 20, le Comité autorise l'agent national du district d'Avesnes à puiser aux mines de Mons et Charleroi, par l'entremise de l'agent de

(1) A. N. AF* II 123 ; Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 791, et t. XV, p. 259.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 267.

la Commission des armes, le charbon nécessaire aux forges de son arrondissement (1).

Le Comité voulut mettre de l'ensemble dans des opérations qui devenaient de plus en plus vastes et complexes. Un arrêté du 8 fructidor précisa les attributions du représentant Frécine, envoyé par décret du 4 aux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, et lui donna pleins pouvoirs pour s'occuper des substances minérales, des minéraux, des métaux, diriger et surveiller les agents de la Commission des armes et de celle des transports (2). Il partit dès le 9 avec le citoyen Reth, membre du Bureau de consultation des arts et métiers, dont il loue le zèle et s'occupa sans relâche « de la partie industrielle », selon sa propre expression, non seulement en Belgique, mais aussi dans les pays situés entre Meuse et Rhin (3).

Il trouva à Bruxelles une *Agence des armes et poudres*, créée en vertu de l'arrêté du 30 messidor an II. Elle comprenait à cette époque les citoyens Saunier, Matton et Blanchard. Celui-ci, naguère adjoint à Duval dans sa mission aux forges d'Entre Sambre-et-Meuse, semble avoir fixé tout d'abord sa résidence à Liège. Mais le 11 fructidor, ses collègues le pressèrent de venir les rejoindre à Bruxelles, où ils allaient établir sans délai leur bureau central, conformément à une décision prise le 27 thermidor par les représentants du peuple. Des préposés de l'Agence devaient être établis dans les régions de Tournai et Courtrai, de Gand, de Bruges, d'Ostende, de Louvain, de Charleroi et Namur, de Bruxelles. Un magasin serait organisé dans chaque chef-lieu (4). L'Agence de Bruxelles ne fut supprimée que le 6 thermidor an III (5) : elle avait accompli, sous la direction des représentants du peuple, une œuvre considérable.

Dès la fin de l'an II, les réquisitions opérées en Belgique avaient procuré à la République une masse énorme de matières premières. Duval avait recueilli, entre Sambre et

(1) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 451, 610 et 725.

(2) *Id.*, *Recueil*, t. XVI, p. 341.

(3) B. N. Le³⁹ 270.

(4) A. N. D^{§3} 8, d. 75.

(5) Aulard, *Recueil*, t. XXV, p. 659.

Meuse, 7.500 milliers de fontes : 2.000 furent destinés à Paris, 2.000 aux arsenaux et fabriques d'armes, 3.000 aux trois fonderies de canons du district de Couvin (1). Le 18 vendémiaire an III, il écrivait aux représentants du peuple qu'avant le 26 fructidor les magasins de la République avaient reçu, en outre, 341.383 livres de fers forts, 364.376 livres de fers tendres, des quantités moins considérables d'acier, de cuivre, de plomb, d'étain. Les agents de la Commission des armes annoncent de leur côté, le troisième sans-culottide an II, l'envoi de plus de 200 caisses de fer-blanc à Douai, Lille et Ostende (2). Divers particuliers de Namur fournirent à eux seuls, d'après un état du 30 vendémiaire an III, 553.306 livres de fers (3).

L'Agence de Bruxelles travailla aussi à réunir de fortes quantités de cuivres : le 19 vendémiaire an III, elle enjoignit aux communes de déclarer les quantités qu'elles pouvaient posséder (4). Un état du 30 brumaire annonce que les magasins de la République ont reçu 214.764 livres de cuivres, dont les deux tiers ont été évacués à l'intérieur, et promet d'autres ressources : 200.000 livres requises par le représentant Frécine à Stolberg et 840.838 livres déclarées par les habitants (5).

En effet, le Comité de Salut public ne cessait de rappeler ses besoins à cet égard. Le 29 vendémiaire, il invitait les représentants du peuple qui se trouvaient à Bruxelles ou à Aix-la-Chapelle à s'entourer de renseignements sur les ressources en cuivre des pays occupés. Le 1^{er} brumaire, puis le 16 frimaire, il insistait encore sur « l'urgence extrême » des besoins de la marine, par suite de l'augmentation considérable du nombre des vaisseaux et il indiquait la possibilité d'utiliser les ustensiles de cuivre rouge. « Il s'agirait d'engager, par les moyens les plus persuasifs et par le remboursement de la valeur des objets, les habitants de la Belgique ou des contrées adjacentes à remettre... la plus grande quantité

(1) A. N. AF II 23, d. 190, pièce 67.

(2) A. N. D³ 8, d. 75.

(3) A. N. D³ 9, d. 83.

(4) A. N. D³ 9, d. 84.

(5) A. N. D³ 8, d. 78.

possible de ces ustensiles, en indiquant une proportion telle que les ménages les plus modiques puissent contribuer à cette espèce de prêt patriotique. » Il demandait que l'on mit dans cette opération le plus d'activité possible (1). Et en effet, pendant les mois qui suivirent, l'Agence de Bruxelles et les représentants en mission rivalisèrent de zèle et d'ingéniosité pour procurer du cuivre à la République : ils réalisèrent, en particulier, des achats considérables en Hollande, après la conquête.

On mit aussi à contribution les cloches de la Belgique. Duval annonçait, le 18 vendémiaire an III, qu'au 26 fructidor précédent 33.218 livres de métal de cloches étaient entrées dans les magasins de la République (2). Les opérations semblent avoir été menées avec une réelle activité, au moins dans certaines contrées. Deux commissaires employés à la descente des cloches dans les districts d'Ath et de Mons, du 21 thermidor an II à vendémiaire an III, puis en ventôse, en mirent 725 en réquisition. Mais beaucoup de communes résistèrent et il fallut faire intervenir la force armée : 300 cloches environ furent ainsi réunies à Maubeuge ou à Mons (3).

Mais le Comité de Salut public ne se borna pas à tirer du pays conquis des matières premières. La victoire de Fleurus avait eu des conséquences décisives. Bientôt on se crut assuré d'obtenir, lors de la paix générale, la Belgique au moins jusqu'à la Meuse. Déjà les armées républicaines franchissaient cette barrière, poussaient jusqu'au Rhin, se préparaient à subjuguier la Hollande. Pour les ravitailler plus vite et à moins de frais, le Comité s'enhardit à utiliser sur place les ressources minérales, les établissements tout formés et la main-d'œuvre exercée qui s'offraient pour ainsi dire à la France. De bonne heure, il pratiqua au delà des anciennes frontières du Nord une politique fort différente de celle qu'il avait adoptée vis-à-vis de l'Espagne.

Dès le 12 thermidor, il ordonne de réparer promptement et de remettre en activité « les fonderies de canons qui exis-

(1) A. N. D § 3 8, d. 75.

(2) Même référence.

(3) Rapport de l'Agence de Bruxelles, du 12 floréal an III (A. N. D § 3 9, d. 81).

taient à Saint-Roch, La Platinerie et Saint-Aubin (1) ». Toutes les forges du district de Couvin et celles du pays d'Entre Sambre-et-Meuse contribueront à les alimenter. La fonderie en cuivre d'Anthée (2) sera remplacée par « un laminoin en fer pour la fabrication de la tôle » ; le fourneau de Libre-sur-Sambre (3) « sera affecté à la fabrication des boulets » ; on y emploiera « les vieilles fontes en projectiles et affûts qui se trouvent dans cette commune ». Le 15, deux artistes mis naguère à la disposition du représentant Deydier dans l'Eure, les citoyens Bienfait et Marin, sont renvoyés aux fonderies du district de Couvin.

Le 17 fructidor, élargissant son programme, le Comité autorise la Commission des armes à employer dans le pays d'Entre Sambre-et-Meuse le citoyen Richebourg, qui mettra « dans la plus grande activité » les forges et fourneaux existants et y fera fabriquer des fers, des essieux, des bombes, des boulets, des obus. Le 5 vendémiaire an III, il étend à la région les dispositions de son arrêté du 19 messidor précédent qui avait requis tous les ouvriers des ateliers d'armes (4). Bientôt, Richebourg put annoncer qu'il avait commandé 1.660.000 boulets, bombes et obus à 9 usines de la province de Namur : Marche, Goyé, Aigneau, Burnot, Bouillon, Moulins, Bouvignes, Taillefert, Charleroi. Mais plusieurs de ces établissements avaient cessé leurs travaux, n'ayant reçu aucun paiement et ne voulant pas du maximum ; dans d'autres la fabrication languissait (5).

De son côté, l'Agence générale de Bruxelles avait adressé aux représentants du peuple un long rapport sur les moyens d'activer les forges et fourneaux du pays de Sambre-et-Meuse qui, paralysés par la guerre, avaient besoin de secours.

Dans le pays de Liège (6), « au delà de Vedette-Républi-

(1) District de Couvin (Ardennes).

(2) Près de Dinant, sur la rive gauche de la Meuse.

(3) Charleroi.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 528 et 602 ; t. XVI, p. 493, et t. XVII, p. 81.

(5) A. N. D § 38, d. 78.

(6) Le pays de Liège, tel que l'Agence semble le délimiter, s'étend sur la rive gauche de la Meuse jusqu'à la trouée de Philippeville.

caine », les fourneaux de Vaux, La Valette, Saint-Aubin, Froidmont, Auzinelle, Mariamé, Poucet, Rossignol, produisaient un fer de très bonne qualité ; mais seul le second était en activité ; encore ne recevait-il de charbon qu'au jour le jour ; les autres chômaient, faute d'approvisionnements ; car les voituriers étaient constamment requis pour le service des armées. Le fourneau de Saint-Aubin méritait une attention particulière, car il devait couler des canons pour la marine ; mais malgré ses efforts, Duval n'avait pu lui procurer que 40 à 50 bannes de charbon. Les fourneaux de la province de Namur donnaient un fer tendre propre à couler des projectiles de guerre. Plusieurs y travaillaient déjà ou s'y mettraient « incessamment » et fourniraient ensemble 250 milliers par mois. Tous seraient déjà à l'œuvre s'ils avaient eu des bateaux pour transporter les minerais et les charbons. Les fourneaux du pays de Chimay (Selognes, Saint-Rémy et Macou) produisaient du fer tendre supérieur à celui de la province de Namur ; le premier coulait déjà des projectiles et les deux autres des fontes en gueuses ; mais là encore les approvisionnements étaient insuffisants. Il y avait, d'autre part, 6 forges dans la région de Liège, 18 dans celle de Namur, 11 dans celle de Chimay, qui travaillaient pour les arsenaux et les transports.

Mais il paraissait impossible de mettre tous ces établissements en activité, faute de voitures, de subsistances et de bois. Aussi l'Agence proposait-elle de faire un choix ; encore faudrait-il, pour exécuter le programme réduit qu'elle traçait, exploiter 6.000 arpents de forêts pour la confection du charbon de bois, attacher 640 voituriers au service exclusif des fourneaux retenus, prendre des mesures pour assurer des subsistances aux ouvriers, accorder aux entrepreneurs des prix proportionnés à leurs dépenses (1).

Plus tard, l'Agence envoya des préposés aux forges d'Aix-la-Chapelle et des environs, qui donnaient « des fers précieux ». Ils contractèrent des marchés avec les propriétaires, « à la fois pour servir l'armée et favoriser le commerce » : 670.000 livres de fers furent mises en réquisition ; 135.871 avaient été

(1) A. N. D § 3 9, d. 83.

fournies en deux mois, avant le 20 pluviôse an III (1).

A cette époque, on avait acquis d'importants résultats, L'Agence proclamait dans un rapport du 23 pluviôse que les forges et ateliers d'armes des pays conquis avaient « renouvelé les forces des armées de la République ». Elle insistait sur les ressources qu'offraient Liège, « par le grand nombre de ses ateliers d'armes et de fer ouvragé », et les forges de l'Eifel, « par la grandeur de leurs produits ». Les mines de fer continuaient « à donner un résultat satisfaisant ».

Celles de charbon laissaient davantage à désirer, bien qu'elles eussent dès le début retenu l'attention du Comité de Salut public. Le 17 vendémiaire an III, le représentant J.-B. Lacoste lui avait indiqué la haute importance de celles du département de Jemmapes (2). « Elles étaient en partie abandonnées et la faible exploitation qui s'en faisait était en proie à l'agiotage. Nous avons pris les mesures convenables pour leur donner un degré d'activité qu'elles n'ont jamais eu. Nous avons mis un frein aux accapareurs et sous peu de jours l'abondance de cette matière, qui succédera à sa rareté, alimentera les ateliers publics... » Outre les bateaux à confisquer, il y avait déjà sur le carreau des mines assez de charbon pour en charger 100 bateaux (3).

Le Comité ne négligea pas ces avis. Le 16 brumaire, il trace un programme d'action aux représentants Briez et Haussmann, à Bruxelles. « Un des objets dont le besoin se fait le plus sentir... est le charbon de terre. Les ateliers de la Commission des armes, ses fonderies, ses établissements pour le départ du métal des cloches, entre autres ceux de Paris, en manquent... » Déjà le Comité connaît les ressources des districts de Valenciennes et de Mons. Mais il faut aussi prendre des informations « dans toutes les parties du pays conquis... contiguës aux rivières de l'Escaut, de la Sambre et de la Meuse, pour connaître les mines de charbon dont les produits, au moyen des facilités que présente le cours de ces rivières, peuvent se reverser dans l'intérieur de la République

(1) A. N. D § 3 8, d. 76.

(2) Bassin de Mons.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 309-316.

et spécialement vers Paris... ». Le Comité invite donc les représentants à dresser « un plan général de reversement », en tenant compte des moyens de transport « qui peuvent s'établir depuis les lieux où l'on est forcé de s'arrêter en remontant l'Escaut et la Meuse jusqu'aux rivières qui communiquent avec Paris... ». Une partie des charbons pourrait aussi être acheminée vers Dunelibre ou Calais par les canaux de la Flandre maritime, puis transportée « par un cabotage régulier... dans les ports et dans la Seine, pour remonter jusqu'à Rouen et y alimenter des fonderies intéressantes (1) ».

Les instructions du Comité furent exécutées. Réunis à Bruxelles vers la fin de brumaire, les représentants aux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, Briez, J.-B. Lacoste, Portiez, Berlier, Roger Ducos, s'occupèrent notamment « des mesures relatives à l'extraction de la Belgique et à l'évacuation... des matières et objets de première nécessité dont les ateliers et les manufactures sont totalement dépourvus » et leur attention se porta « sur les forges et les mines de charbon, cuivre et fer et sur tous les autres établissements importants (2)... ».

Certains d'entre eux avaient décidé, le 17 brumaire, que l'Agence de la Commission des armes serait seule chargée de surveiller, répartir, distribuer la moitié de tous les charbons des mines du département de Jemmapes et du comté de Namur, pour subvenir aux besoins des habitants. Mais bientôt, J.-B. Lacoste et R. Ducos prirent à Mons, le 3 frimaire, un arrêté dont l'article 11 annulait cette disposition (3).

Or, le même jour, une décision du Comité de Salut public modifia les données du problème. « Les besoins de la marine, à raison de la grande augmentation qu'il a été jugé convenable de faire dans cette partie, exigent, disait-il, des mesures extraordinaires et pressées au plus haut degré pour alimenter de combustibles les ateliers nombreux qui travaillent le cuivre à cet usage », et il prescrivait la formation de deux grands dépôts de houille à Calais et Maubeuge.

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 823-4.

(2) *Ibid.*, t. XVIII, p. 200 (lettre du 27 brumaire au Comité).

(3) Rapport de l'Agence, du 13 frimaire an III (A. N. D § 3 9, d. 83).

Le premier sera alimenté par les mines voisines de l'Escaut et de la Haine, dans les environs de Mons et de Valenciennes, de Tournai et de Gand, ou « à portée des rives de la Lys ». Les charbons y seront amenés par l'Escaut et les canaux de la Flandre maritime, puis transportés par mer « soit dans la Seine pour les fonderies diverses et autres établissements qui avoisinent cette rivière, soit en tout autre lieu... ». Toutefois on organisera « un service réglé » pour transporter par terre une partie de ces charbons à Boulogne « dans les temps où la navigation du Pas-de-Calais paraîtrait trop dangereuse ». Le dépôt de Maubeuge, alimenté par les mines voisines de la Sambre et de la Meuse approvisionnera les établissements de la Commission des armes à Paris ; « la Commission des transports établira un service réglé pour les transports par terre de Maubeuge jusqu'au lieu le plus prochain où l'Oise est navigable, et de là ils arriveront dans la Seine par cette rivière ». Enfin des charbons des rives de la Meuse seront amenés à Libreville pour les ateliers des Ardennes (1).

La Commission des armes et poudres était expressément chargée de former ces dépôts, et son Agence de Bruxelles réclama, le 13, des pouvoirs suffisants. En fait, elle continua à veiller sur les mines de charbon et sur la distribution de leurs produits, de concert avec les représentants du peuple.

La Belgique fournit aussi un nombre considérable d'armes portatives. Dès la fin de l'an II, d'accord avec les représentants du peuple, l'Agence de Bruxelles prit « des mesures sévères et promptes » pour assurer l'exécution de l'arrêté du Comité de Salut public du 30 messidor et désarmer les habitants (2).

Le pays de Liège offrit des ressources particulièrement étendues. Dès le 15 thermidor, le Comité y envoya Gossuin, entrepreneur de la manufacture d'armes de Libreville, pour recueillir toutes les pièces d'armes qu'il jugerait utiles à la République et les expédier à Paris. Le 18, le représentant Levasseur annonçait l'envoi à Givet de 12.000 fusils ache-

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 303 et 306.

(2) A. N. D § 3 9, d. 83 (Rapport du 2 brumaire an III).

tés à Liège « à différents particuliers (1) ». On songea même à tirer de la région, qui avait déjà fourni à la manufacture de Paris un certain nombre d'armuriers, un supplément de main-d'œuvre. Le 15 vendémiaire an III, le Comité de Salut public écrit à Frécine que des ouvriers liégeois arrivent journellement à Paris, avec femmes et enfants. Mais ce sont tous des équipeurs-monteurs ; or, les manufactures de la République en ont déjà trop et les nouveaux venus « donnent nécessairement de l'embarras et surtout à Paris ». Il faut donc arrêter cette émigration, mais favoriser, au contraire, celle des forgerons, canonniers, platineurs : « Cette espèce d'ouvriers nous sera précieuse, et en les déterminant à passer en France, tu favoriseras nos projets sur l'augmentation de la fabrication des armes (2). »

Par ailleurs, dès le 15 thermidor, le représentant Gillet avait proposé de passer marché avec des Liégeois qui offraient de fabriquer des armes (3). Le Comité ne tarda guère à accepter l'idée d'utiliser leurs talents sur place. Le 1^{er} vendémiaire an III, « voulant encourager la fabrication d'armes de toutes espèces à Liège et la faire tourner entièrement au profit de la République », il prescrivit à la Commission des armes d'y établir une *Agence de vérification, réception et paiement des fusils, autres armes et parties d'armes*. Tous les fabricants porteront à cette Agence les produits de leur travail ; après épreuve, elle les paiera à un prix déterminé d'avance « d'après le prix des matières et des denrées à Liège ». Il sera d'ailleurs laissé à l'Agence « une latitude de 5 livres au delà du prix fixé pour indemniser les ouvriers qui donneront à leur fabrication la perfection du travail des manufactures de France ». Par contre, elle pourra diminuer le prix des armes « reconnues de qualité inférieure ». Dès que son magasin contiendra 1.000 fusils « ou pareille quantité des autres armes », elle les expédiera sur Givet.

Aux termes d'un arrêté du 17, l'Agence devait comprendre « un agent comptable aux appointements de 500 livres par

(1) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 600 et 682.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 265.

(3) *Ibid.*, t. XV, p. 608.

mois et... deux agents artistes aux appointements de 400 livres... » ; l'un de ces derniers serait pris sur les lieux ; tous seraient nommés par la Commission des armes. L'Agence était autorisée à choisir dans le pays « cinq vérificateurs : un platineur, un canonnier, un baguettier, un fabricant d'autres pièces et un fabricant d'armes blanches, aux appointements de 250 à 300 livres par mois chacun », et un garde-magasin (1).

Son activité fut, semble-t-il, efficace. Elle envoya en France assez d'ouvriers pour fabriquer, dit-elle, 150 à 200 canons par jour. Mais la fabrication sur place ne fut organisée qu'à partir du 1^{er} frimaire. « Les ouvriers, écrit-elle le 11, commencent à venir prendre des renseignements sur notre manière d'opérer. » Elle espérait que les travaux ne tarderaient pas à reprendre une vigueur nouvelle. Mais il faudrait prohiber le commerce privé des armes, fournir aux ouvriers du pain (car il était impossible de s'en procurer dans les villages au prix du maximum et avec des assignats), leur avancer des fers et des aciers que l'Agence serait autorisée à requérir ; elle réclamait, en particulier, le droit de disposer de la forge de Smithoff, sise à deux lieues d'Aix-la-Chapelle, dont les directeurs avaient sans doute émigré et qui fournissait des fers d'excellente qualité pour les canons de fusils (2). Bientôt, le 7 nivôse, le représentant Gillet ordonne de faire fabriquer à Liège, dans le plus court délai, 10.000 carabines et 6.000 sabres pour les escadrons de l'armée de Sambre-et-Meuse (3).

Mais l'Agence se plaignit, le 30 frimaire, de n'avoir rien touché des 100.000 livres mises à sa disposition par la Commission des armes. Des 35.000 livres que les représentants Joubert et Portiez (de l'Oise) lui avaient procurées le 15 du mois, elle en avait déjà dépensé 24.759 ; or, il lui faudrait encore 25.000 livres au moins pour la première décade de nivôse. Il était urgent d'aviser : sinon, la confiance des ouvriers serait ébranlée. Le 23 nivôse, l'Agence revint à la charge : elle avait reçu 35.000 livres au milieu de frimaire, puis pa-

(1) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 13 et 307.

(2) Lettres des 11 et 30 frimaire (A. N. D § 3 8, d. 75).

(3) Desbrières et Sautai, t. II, p. 91.

reille somme le 17 courant ; mais la veille, il ne lui restait en caisse que 20.743 livres. Or il allait falloir payer 1.500 fusils à 37 livres en moyenne et dépenser, en outre, 10.000 livres vers la fin de la décade. « Nous pouvons assurer, disait-elle, que les armes et parties d'armes achetées donnent à la République un bénéfice de plus de 300.000 livres. Voilà notre utilité prouvée. » Il conviendrait donc, si l'on voulait exiger d'elle un travail plus considérable, de mettre à sa disposition 500.000 livres qui lui seraient versées par tranches de 30 ou 40.000 livres, selon les besoins. Assurée de moyens suffisants, elle saurait procurer à la République « un boni de 3 millions par an (1) ».

Enfin, on s'attacha à tirer de la Belgique des salpêtres, des salins et des poudres. Dès le 16 messidor an II, l'inspecteur Pluvinet, chargé de surveiller les travaux révolutionnaires dans la région du Nord, invite l'un des représentants à l'armée de Sambre-et-Meuse à « faire entrer dans les magasins de la République tous les salins, potasses, soufres et salpêtres que peut recéler la terre des esclaves » et lui propose un agent sûr pour présider à cette opération (2).

Le 14 vendémiaire suivant, le Comité étend à la Belgique entière la législation révolutionnaire des salpêtres. Toutes les terres salpêtrées seront exploitées sous les ordres du représentant Frécine. « Il fera commencer cette exploitation par les lieux les plus voisins de l'ennemi et poursuivre les travaux en se rapprochant de la frontière. Il ne sera fait aucun établissement durable ;... on se bornera à distribuer des tonneaux ou baquets dans les communes pour y lessiver les terres sous la surveillance de chefs intelligents et on transportera les eaux à un atelier central pour les faire évaporer. Comme le travail de l'évaporation n'est que momentané, on disposera pour cette opération des ateliers qu'on trouvera établis et on suspendra à cet effet les travaux ordinaires. Dans le cas où on ne trouverait pas quelque fabrique convenable, on montera au plus vite une ou plusieurs chaudières pour travailler les eaux de lessive. » Le salpêtre, concentré dans quel-

(1) A. N. D §³ 8, d. 75.

(2) A. N. D §³ 8, d. 77.

ques dépôts, sera expédié à Lille. « Pour presser et faciliter les travaux et en laisser le moins de traces possible dans la Belgique, l'Agence des salpêtres et poudres fera partir de suite tous les hommes capables qu'elle aura à sa disposition » ; Frécine « les répartira convenablement... » et se procurera « les usines propres à l'exploitation ». Le travail du salin sera « conduit de front avec celui du salpêtre ». Frécine « fera brûler tous les végétaux qui peuvent en produire abondamment, tels que fougères, genêts, tiges de haricots, tiges de blé, de sarrazin, de pommes de terre, les lies de vin, les tartres, etc. ». Les cendres seront employées aux travaux des salpêtres et le reste converti en salin, puis envoyé à Lille (1).

Les représentants du peuple en Belgique avaient devancé le vœu du Comité. Dès le 8 vendémiaire, ils avaient enjoint à l'Agence générale de Bruxelles de créer des ateliers de salpêtre, notamment à Anvers, sous la direction du citoyen Van Olm. Mais l'Agence leur observe qu'il serait préférable d'en établir un près de Bruxelles, au château de Ransbeek, où les matières arriveraient par le canal en plus grande quantité et plus facilement qu'à Anvers. Le 19, ils acceptent sa manière de voir et autorisent Van Olm et Van Eckhoven à s'installer dans le château, à enlever « toutes les terres salpêtrées, décombres et cendres qui peuvent se trouver dans les villes, bourgs, villages, abbayes, couvents, châteaux et fermes... », sauf à indemniser les propriétaires de gré à gré ou à dire d'experts, enfin à requérir les bateaux, voitures et chevaux nécessaires aux transports, en évitant d'entraver le commerce et l'agriculture. Van Olm et Van Eckhoven se mirent à l'œuvre ; ils s'occupèrent sans relâche de réunir des matériaux à Anvers, Malines, Vilvorde et, le 21 nivôse, ils demandaient aux représentants une décision prompte et favorable au sujet des plans d'aménagement à exécuter et des dépenses à engager.

Cependant l'Agence avait conçu un vaste programme d'exploitation. Dix ateliers seraient établis dans les villes principales : Ath, Tournai, Courtrai, Gand, Anvers, Malines, Louvain, Bruges, Termonde et Alost ; les communes voisines

(1) A. N. F¹² 1309, d. 3, et Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 237-8.

les alimenteraient ; on pourrait exiger des habitants de la campagne un sac de cendres par décade, et des villes bien davantage. Chaque atelier produirait d'abord 4 à 600 livres de salpêtre par décade et cette quantité pourrait s'accroître rapidement. Un établissement central, organisé à Bruxelles dans les couvents des Pauvres Claires et des Augustins, comprendrait une raffinerie et une fabrique de poudre. Dans chacune des villes désignées, un commissaire nommé par l'Agence serait chargé d'encourager la découverte des terres salpêtrées, de « suivre les instructions lumineuses qui ont tant servi à l'intérieur », d'exciter le patriotisme des Belges et de choisir des chefs habiles. Il est probable que les représentants du peuple ratifièrent ce plan qui leur fut soumis le 20 frimaire (1). A tout le moins peut-on affirmer qu'en brumaire des citoyens de Saint-Omer avaient créé un atelier de salpêtre à Mons et que le 4 pluviôse les représentants du peuple à Bruxelles accordèrent 150.000 livres aux « commissaires agents principaux de la Commission des armes », pour leur permettre d'établir une salpêtrerie, sans doute celle projetée à Bruxelles (2).

D'autre part, des poudres furent fabriquées en Belgique pour le compte de l'Agence. Elle proposa, le 1^{er} floréal, d'autoriser Blomaert, fabricant de poudres à Anvers, à acheter en Hollande le soufre et le salpêtre sans lesquels il lui faudrait cesser ses travaux. Des livraisons furent faites aussi par les citoyens Coopmal et Vermoelen, fabricants à Wetteren près de Gand : 5.653 livres le 21 messidor an II, 8.318 le 23 vendémiaire an III, 4.600 livres le 12 brumaire, etc. L'Agence décida, le 28 ventôse, de leur verser le surplus de ce qui leur était dû : 14.197 livres sur 134.197 (3). Ils continuèrent sans nul doute à travailler pour la République : le Comité de Salut public ordonne, le 13 messidor, de leur payer 35 milliers de poudre et prévoit des livraisons ultérieures (4).

Enfin, l'Agence ne négligea pas les ressources que pouvaient offrir les pays récemment conquis par nos armées ;

(1) A. N. D § 3 9, d. 83.

(2) A. N. D § 3 8, d. 75.

(3) A. N. D § 3 9, d. 81.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XXV, p. 45.

elle proposa, le 16 ventôse, d'envoyer à Cologne l'un de ses membres, le citoyen Saunier, pour y requérir entre autres 50.000 livres de potasse (1). Elle se tourna aussi vers la Hollande : le 15 ventôse, Walville annonçait de La Haye de prochains achats de potasse ; les premières expéditions se firent en floréal, d'Amsterdam et de Rotterdam sur Bruxelles (2).

Ainsi, de plus en plus, la Belgique fut assimilée en quelque sorte à l'ensemble du territoire national. Le Comité, qui voulait la conserver, entreprit de bonne heure la mise en valeur de ses richesses naturelles. Sans doute, il fut guidé surtout par le souci de procurer aux industries de guerre et aux armées des approvisionnements réguliers, mais il ne pratiqua jamais au delà des anciennes frontières du Nord la politique de destructions radicales qu'il avait inaugurée dans les régions pyrénéennes.

IV. — RIVE GAUCHE DU RHIN.

Au début de l'an II, le Comité de Salut public avait vu dans l'invasion du Palatinat « une occasion précieuse » de se procurer les aciers naturels de Nassau-Siegen, « les seuls qu'on ait pu employer avec succès jusqu'à présent à la fabrication des sabres longs de la manufacture nationale de Klingenthal ». Le 27 nivôse, il charge les commissaires envoyés dans le Palatinat par la Commission des subsistances « d'employer tous leurs soins et leur activité pour faire promptement rentrer dans le sein de la République tous les aciers qui pourront y être rassemblés et particulièrement les aciers naturels, soit bruts, soit affinés, soit fabriqués dans la principauté de Nassau-Siegen ; ceux-ci seront adressés à l'arsenal de Strasbourg (3) ».

Mais bientôt nos troupes durent rétrograder et les pays de la rive gauche du Rhin ne furent occupés de nouveau qu'a-

(1) A. N. D § 3 9, d. 83.

(2) A. N. D § 3 8, d. 75.

(3) A. N. AF* II 121.

près la conquête de la Belgique. Dès que nos armées eurent franchi la Meuse et repris pied dans le Palatinat, les représentants du peuple et le Comité tombèrent d'accord sur la nécessité d'y puiser quelques-unes des ressources qui manquaient à la République.

Le 5 vendémiaire an III, Gillet, attaché à l'armée de Sambre-et-Meuse écrit de Burtscheid au Comité : « Il y a près d'ici une superbe mine de cuivre qui fournissait autrefois beaucoup à notre marine. Je tâcherai d'en tirer parti. Il y a aussi des fonderies de boulets ; on ne les néglige pas non plus... » Le Comité lui répond le 29 : « ...Les besoins de la marine en cuivre pour le doublage des vaisseaux nécessitent de promptes mesures... Nous t'invitons... à charger les divers agents qui sont à ta disposition dans les provinces occupées... de rassembler sans aucun délai tous les documents qui pourront nous faire connaître avec exactitude les ressources en cuivre que la République pourra tirer de ces pays... » Semblables invitations étaient adressées aux représentants Briez et Haussmann à Bruxelles, Portiez et Joubert à Aix-la-Chapelle. Un mois plus tard, le 29 brumaire, le Comité prescrit à l'Agence des mines d'envoyer un inspecteur ou un ingénieur sur le territoire occupé par l'armée du Rhin. Il se concertera avec le représentant Merlin (de Thionville) pour assurer l'enlèvement de toutes les substances disponibles et pour activer l'exploitation des mines dont il dirigera les travaux. L'Agence rendra compte chaque décade au Comité (1).

Merlin, de son côté, presse le Comité d'agir. « J'ai demandé à Fourcroy, écrit-il le 6 frimaire, de Guntersblum, des élèves des mines ; j'espère qu'il me les enverra. Si ses grandes occupations lui laissaient un moment, il serait avantageux qu'il vînt avec eux. Dans le cas contraire, soyez persuadés que mon zèle secondera ceux qu'il enverra... » Il obtint satisfaction. L'inspecteur Schreiber et l'élève Brochin furent désignés pour se rendre dans le Palatinat (2). Le Comité, en effet, est acquis à l'idée d'exploiter méthodiquement les pays

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 89-91 et 534, et t. XVIII, p. 228.

(2) Voir Ph. Sagnac, *Le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire*, p. 113.

conquis. Les représentants près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse l'avaient consulté sur la conduite à tenir. Ils estimaient qu'il serait convenable « de donner la plus grande activité dans les pays conquis aux mines, forges,... aux ateliers de construction, de salpêtres et autres établissements travaillant pour les besoins des armées et qui n'exigent pas de grandes avances ». La réponse, du 1^{er} nivôse, fut catégorique : « Il faut tirer des mines, forges et manufactures tout ce qu'il sera possible pour nos armées et même pour rentrer dans l'intérieur ; mais on ne doit former ni laisser former ou subsister d'établissements qui puissent un jour servir les projets des ennemis de la République, tels que fonderies de bouches à feu, moulins à poudre, grandes manufactures d'armes, etc. (1)... »

Ces recommandations s'appliquèrent surtout à la rive gauche du Rhin : le Comité redoutait encore un retour offensif des coalisés ; la forteresse fédérale de Luxembourg tenait toujours ; le siège de Mayence allait traîner en longueur. Le Comité, d'autre part, hésita longtemps avant de se décider à l'annexion pure et simple, et les traités de Bâle ne tranchèrent pas la question.

V. — CONCLUSION.

Ainsi les hommes de la Révolution n'attendirent pas la réunion solennelle de la Belgique et de la rive gauche du Rhin pour tirer parti des richesses naturelles et industrielles de ces vastes régions. Ils n'agirent tout d'abord qu'avec prudence. Tant qu'ils purent craindre un retour offensif de la coalition, ils s'abstinrent de créer des établissements durables et se bornèrent à une exploitation sommaire des ressources qui s'offraient pour nos armées. Mais dès cette période incertaine, l'effort d'organisation qui fut tenté pour mettre en valeur les pays conquis, l'intérêt que l'on attacha aux entreprises métallurgiques et minières, le soin que l'on prit d'envoyer sur les lieux des techniciens de premier ordre, tout

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 356, 679, et t. XIX, p. 15.

démontre le désir de porter à son comble la puissance industrielle d'une France agrandie. Ici encore, c'est aux hommes du Comité de l'an II que revient le mérite d'avoir inauguré une politique hardie et prévoyante. Le souci immédiat d'assurer par tous les moyens possibles le triomphe des armées de la République ne les empêcha pas de préparer l'avenir et d'ouvrir les voies à cette renaissance économique dont on a coutume d'attribuer tout l'honneur au régime du Consulat.

CHAPITRE XIX

Le Télégraphe et l'Aérostation.

I. — LE TÉLÉGRAPHE.

L'idée d'un télégraphe aérien avait été soumise à l'Assemblée législative qui ne trouva pas le temps de s'en occuper. Le 5 avril 1793, la Convention, sur rapport de son Comité d'Instruction publique, avait chargé deux de ses membres, Lakanal et Daunou, de suivre aux environs de Paris les expériences de Claude Chappe. Le 2 juillet, sur rapport de Lakanal, un décret fut rendu pour assurer la protection des machines élevées par Chappe. Les habitants de la commune de Bellevue croyaient qu'elles serviraient à correspondre avec les émigrés et voulaient les briser. Le 12, Lakanal, Daunou et Arbogast assistèrent à une expérience décisive : trois postes installés à Saint-Martin-du-Tertre, sur les hauteurs d'Ecouen et dans le parc de Peletier Saint-Fargeau, à Ménilmontant, échangèrent avec succès plusieurs dépêches. Le 26, Lakanal exposa à la Convention les avantages du système de Chappe : rapidité des communications, simplicité des signaux, secret de la correspondance. La Convention décerna à l'inventeur « le titre d'ingénieur télégraphe, aux appointements de lieutenant du génie », et chargea le Comité de Salut public de déterminer les lignes de correspondance qu'il convenait « d'établir dans les circonstances présentes (1) ».

Le Comité décida de créer tout d'abord une ligne entre

(1) Voir J. Guillaume, *recueil cité*, t. I, p. 385, 396-7, 404, 434-5 ; t. II, p. 2-7 ; t. IV, p. 943-4.

Paris et la frontière du Nord, où le danger était le plus pressant et où se déroulaient les opérations les plus importantes. Son arrêté du 4 août mit en mouvement le ministre de la Guerre qui désigna un préposé, le citoyen Garnier, pour surveiller l'établissement de « la machine télégraphique » et les dépenses qui s'ensuivraient (1). Un décret du 23 août ayant rappelé tous les commissaires du Conseil exécutif, le Comité, dès le 25, maintient en fonctions le citoyen Garnier, l'autorise à presser les travaux « par tous les moyens possibles » et met à sa disposition 166.240 livres « pour les seize télégraphes nécessaires pour la correspondance de Lille ». Le même jour, il charge le ministre de la Guerre de rappeler à Paris les citoyens Pierre Chappe, Ignace Chappe et Prosper Delaunay, désignés par Claude Chappe pour le seconder dans ses opérations (2).

Le 19 septembre, ce dernier est autorisé, sur sa demande, « à acheter 3 milliers de fers, 30 bottes de gros fil de fer et 1.200 livres de fil de laiton ». Le 24, le Comité lui accorde de larges facilités. Il pourra « placer la machine télégraphique sur les tours, clochers et emplacements qu'il a choisis..., y faire faire tous les ouvrages et constructions nécessaires » et même « faire abattre les arbres qui pourraient gêner la direction de la vue d'une machine à l'autre ». Les municipalités devront veiller à la conservation de ses appareils et lui procurer les ouvriers et matériaux dont il aura besoin. Il nommera « les divers agents de la correspondance télégraphique » ; le ministre de la Guerre leur délivrera des commissions et fixera leurs appointements. Chappe présentera incessamment à l'approbation du Comité « un projet de règlement sur l'exactitude et la discipline à observer par les agents dans chaque partie de leur service ». Enfin, pour hâter les travaux, des ouvriers seront requis par le ministre de la Guerre, s'il est nécessaire (3). Le 28 octobre (7 brumaire), le ministre reçut l'ordre de donner un successeur capable au citoyen Garnier, appelé à d'autres fonctions (4).

(1) Aulard, *Recueil*, t. V, p. 471.

(2) *Ibid.*, t. VI, p. 97 et 98.

(3) *Ibid.*, t. VI, p. 565, et t. VII, p. 29.

(4) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 77.

Les travaux n'avancèrent qu'avec lenteur. Au début de l'été 1794, il semble que l'on va toucher au but. Un arrêté du 14 prairial décide que Chappe « fera établir sans délai une machine télégraphique sur la montagne de Montmartre et une sur le dôme au-dessus du grand escalier du Louvre (1) ».

Thermidor apporta enfin des résultats concluants. Le 6 de ce mois, le représentant Florent Guiot est appelé par Chappe de Dunkerque à Lille pour prendre connaissance de documents « concernant la machine télégraphique » dont le Comité vient de lui faire l'envoi... Il y trouve un dictionnaire du langage télégraphique, un vocabulaire de phrases et un arrêté du 28 messidor. Il commence aussitôt « l'étude importante de ce beau langage ». « J'espère, écrit-il le 7 thermidor, que sous peu de jours je serai en état de faire toutes les traductions nécessaires pour entretenir avec vous une correspondance très suivie et très secrète. » Il attend les nouvelles instructions qu'on lui annonce et promet de les étudier avec le même zèle. Il s'entretient avec les deux frères Chappe « sur la science télégraphique » et prendra « des leçons auprès de celui qui restera à Lille ». Il renonce, d'ailleurs, au projet qu'il avait formé de revenir à Paris dans huit ou dix jours pour se reposer de sa longue mission de huit mois. Le 13, il affirme qu'il est en état d'entrer en exercice ; il attend que le Comité lui envoie ses instructions secrètes et fixe le moment où devra commencer la correspondance. Le 17, il déclare que seule la correspondance télégraphique le retient encore à Lille (2).

Le 28, une dépêche de Lille annonce à Paris la reprise du Quesnoy, « une heure après que la garnison française y est entrée (3) ». Le 30, Barère proclame officiellement ce succès devant la Convention et célèbre l'ingéniosité du citoyen Chappe. Il avait fallu « près d'une année » pour réunir les instruments nécessaires, établir les machines, instruire le personnel. Désormais « on peut écrire... sur toute espèce d'objets, exprimer quelque chose que ce soit... et en recevoir la réponse et recommencer plusieurs fois le même jour ». Les

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 81.

(2) *Ibid.*, t. XV, p. 424-5, 561 et 656.

(3) Date confirmée par une lettre de Carnot aux représentants à l'armée de Sambre-et-Meuse, du 30 thermidor (*ibid.*, t. XVI, p. 175).

appareils du citoyen Chappe, « qui en conduit les manœuvres à Paris », résistent aux intempéries « et il n'y a d'interruption que dans les moments d'un très mauvais temps qui dérobe la vue des objets et des signes ». Ils permettent d'« établir des communications faciles entre les parties les plus éloignées de la République » et faciliteront les opérations du gouvernement. « C'est un moyen qui tend à consolider l'unité de la République par la liaison intime et subite qu'il donne à toutes ses parties. » Le secret est assuré ; le Comité « peut correspondre avec le représentant du peuple qui est à Lille sans que personne en connaisse l'objet ;... en cas de siège, nous saurions ici tout ce qui se passerait à Lille et... nous pourrions transmettre des décrets de la Convention sans que les ennemis pussent les connaître et s'y opposer ».

Le discours de Barère s'achève par des considérations qui prouvent à quel point les conceptions du Comité étaient larges et comment au milieu des pires dangers il savait préparer l'avenir. « Les peuples modernes, par l'imprimerie, par la poudre, par la boussole et par la langue des signes télégraphiques ont fait évanouir les plus grands obstacles qui s'opposaient à la civilisation des hommes et à leur réunion en grandes républiques. C'est ainsi que les arts et les sciences servent la liberté ! » Le devoir des législateurs est donc de défendre les inventeurs contre « les accusations ridicules » qui sont parfois portées contre eux, de « faire cesser les clameurs de l'ignorance ou les inquiétudes de la curiosité » et « d'encourager les arts et les sciences (1) ».

Le télégraphe aérien continua à prouver son efficacité. Par lui, le Comité apprit dans la matinée du 11 fructidor la reprise de Valenciennes que Treillard annonça le même jour à la Convention (2). Deux jours plus tard, au milieu du violent débat soulevé par la dénonciation de Lecointre contre sept membres des deux anciens Comités de gouvernement, Carnot annonça que la nouvelle de la prise de Condé à 6 heures du matin venait d'arriver. Sur-le-champ, la Convention décida que cette commune s'appellerait désormais

(1) *Journal des Débats*, n° 696, thermidor an II, p. 518-19.

(2) *Ibid.*, n° 707, fructidor an II, p. 167.

Nord-Libre et proclama que l'armée continuait à bien mériter de la Patrie. Sur motion de Cambon, elle ordonna que les deux décrets seraient transmis aussitôt par le télégraphe. Le soir même, un message de Chappe lui apprit que les deux décrets étaient arrivés à Lille (1).

Il résulte des documents que nous venons d'analyser que les premiers télégrammes furent échangés à la fin de thermidor entre le Comité de Salut public et le représentant du peuple Florent Guiot. Celui-ci, qui avait dû se rendre à Saint-Omer, écrivait encore le 7 fructidor qu'il serait à Lille le 12 ou le 13 au plus tard ; il désirait y trouver un successeur, « pour le mettre au fait de la partie télégraphique ». Le 15, il attendait Berlier pour le jour même ou le lendemain et s'appropriait à lui remettre « le vocabulaire télégraphique (2)... ».

Ainsi, dès la fin de l'an II, la persévérance du Comité de Salut public avait doté la France d'un nouvel instrument de défense et de progrès. Un succès éclatant avait couronné ses efforts. Il s'appliqua désormais à généraliser l'expérience et à créer de nouvelles lignes. Le 26 fructidor, il autorise Chappe à « transférer tous les instruments et ustensiles concernant la fabrication des machines télégraphiques dans les appartements restés libres de la maison ci-devant Villeroy, située rue de l'Université, faubourg Saint-Germain » et à y installer ses ateliers. Le 12 vendémiaire an III, il ordonne d'établir sans délai une ligne de Paris à Landau : Chappe dirigera « la construction et le placement des télégraphes... » ; la Commission des travaux publics lui fournira les hommes, les matières, les instruments et acquittera ses dépenses ; elle informera le Comité, chaque décade, « des résultats de ce travail », lui proposera « les traitements à donner tant aux citoyens Chappe qu'aux autres agents... » et « un projet de règlement pour le service de ces machines (3) ».

D'autre part, le représentant du peuple Tréhouart avait reçu mission de préparer l'installation d'une ligne de Paris à Brest. « Trop occupé par les grands travaux de la marine »,

(1) P. V., t. XLIV, p. 232 et 240 — et *Journal des Débats*, n° 710.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 323 et 457.

(3) *Ibid.*, t. XVI, p. 641, et t. XVII, p. 197.

il délégua cette partie de ses pouvoirs à un capitaine du génie, Chaigneau, dont lui-même et Prieur (de la Côte-d'Or) connaissaient le zèle et la capacité. Dès le 12 messidor an II, Chaigneau avait établi un projet qui prévoyait une centaine de postes échelonnés de deux en deux lieues et qui fut ratifié le 24 thermidor par le Comité (1). Il est probable qu'il se remit aussitôt à l'ouvrage, car Tréhouart écrivait de Brest le 26 frimaire suivant : « Il m'a informé régulièrement pendant sa route de ses opérations et doit être rendu à Paris où il vous les détaillera. Je vous invite... de lui donner des ordres pour revenir à Brest, en visitant les mêmes lieux qu'il a parcourus et les ouvrages qu'il a fait commencer, et je ne doute pas que la République ne jouisse au commencement du printemps des avantages qui doivent résulter d'un établissement aussi précieux (2) ».

Ces prévisions optimistes furent démenties par la réalité. Mais il reste que le Comité de l'an II s'était ingénié à tirer parti de l'invention de Chappe. « Il n'a rien négligé, dit Fourcroy dans son rapport du 14 nivôse an III, pour multiplier les lignes télégraphiques ;... les mesures sont prises pour la construction des lunettes achromatiques nécessaires à ces établissements ;... il a porté ses soins jusqu'à faire faire des expériences suivies sur l'art de fabriquer le flint-glass, espèce de composé vitreux qui n'a encore été que le produit du hasard... On travaille sans relâche par ses ordres à la recherche des moyens multipliés qui sont indispensables pour établir des télégraphes... »

Quelques mois plus tard, le 30 messidor, Rabaut-Pommier insista à son tour devant la Convention sur les services que le télégraphe pouvait rendre aux armées : « Vous savez combien la rapidité avec laquelle les avis et les ordres les plus importants ont été donnés et reçus nous a préparé de victoires. Il faut multiplier les moyens d'en obtenir de nouvelles. » En temps de paix, le télégraphe serait appliqué au commerce, à la physique, à la politique, à l'agriculture. Déjà on l'employait à annoncer les orages « avec une rapidité presque égale

(1) A. N. AF II 220, d. 1900.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 763.

à celle de la lumière » ; déjà il fonctionnait nuit et jour ; Chappe avait perfectionné son invention, rendu les signaux « aussi prompts que l'écriture ». « Lorsque des lignes de communication, concluait-il, seront réparties sur tous les points de la République, un décret pourra être transmis jusqu'à ses extrémités une demi-heure après avoir été rendu, proclamé séance tenante, exécuté le jour même. Et si dans ces temps de paix des despotes coalisés voulaient envahir notre territoire, le jour où ce cri de guerre : aux armes ! serait devenu un décret, il retentirait dans toute la République. Les citoyens quitteraient leurs occupations pour saisir leurs armes et des armées nombreuses, subitement formées, présenteraient à l'ennemi étonné des barrières qu'il ne pourrait surmonter (1) ».

Ainsi les hommes de la Révolution ne se lassaient pas de recourir aux lumières de la science. Ils avaient su comprendre que le sort des armées dépend dans une large mesure de la mise en œuvre de toutes les énergies nationales et déjà leur imagination prévoyait la possibilité de les mobiliser en un instant. Si l'invention de Chappe date des premières années de la Révolution ; si les essais qui en déterminèrent l'adoption sont dus à la Convention ou plus exactement à son Comité d'Instruction publique, et si les applications ne s'en multiplièrent qu'en l'an III, c'est au Comité de Salut public de l'an II que revient le mérite incontestable d'avoir vaincu les obstacles du début, d'avoir triomphé des résistances et d'avoir obtenu des résultats décisifs.

II. — L'AÉROSTATION MILITAIRE

Dès le 15 février 1793, Carnot écrivait à un de ses amis d'Arras, Antoine Buissart : « ...Guyton m'a souvent parlé du parti que l'on pourrait tirer à la guerre des ballons ; vous vous rencontrez à ce sujet ; il pense qu'ils pourraient être infiniment utiles ; je n'en doute pas, mais c'est à nos généraux à faire usage de toutes les ressources de leur art : on ne peut

(1) *Journal des Débats*, n° 1026, messidor an III, p. 394-6.

pas leur rien prescrire à ce sujet, et il est à craindre qu'ils ne suivent encore longtemps leur routine... ». Les ascensions aériennes étaient en effet à l'ordre du jour. Guyton avait publié, en 1784, avec Chaussier, une *Description de l'aérostat de l'Académie de Dijon*, et Carnot lui-même avait rédigé un *Mémoire sur les ballons* (1).

Le 28 mai 1793, les citoyens Marre et Desquimard annoncèrent même au premier Comité de Salut public « qu'après de longues recherches sur le vol des oiseaux et la natation des poissons, ils étaient parvenus à trouver les moyens de diriger les aérostats en temps calme... » à l'aide d'un système d'ailes. Le 29 août, un rapport signé de Monge et de Guyton conclut que ces recherches étaient « dignes d'attention », mais qu'il était indispensable de procéder à une nouvelle expérience qui coûterait 3.000 livres (2). Le 7 septembre, le Comité de Salut public donna l'autorisation nécessaire (3). En octobre, la Convention s'occupa aussi d'une machine proposée au Comité, à la veille de la Fédération du 10 août 1793, par le physicien Bonnemain et qui permettrait, disait-on, de « porter du haut des airs la mort et la destruction au milieu des bataillons et des escadrons ennemis » ; l'Assemblée accorda 6.000 livres pour des expériences qui seraient conduites « sous l'inspection des citoyens Guyton, Fourcroy et Moreau (4)... ». Le 16 octobre, un membre de la Convention, Seconds, annonça à son tour à ses collègues qu'il avait trouvé le moyen de diriger à volonté les aérostats dans les airs. « Quoi de plus utile, s'écria-t-il, que les globes aérostatiques, si on en trouvait la direction ? Ils seraient propres à propager les lumières, l'égalité, la liberté, l'esprit révolutionnaire chez tous les peuples. Ils fourniraient les moyens d'exterminer partout les ennemis de la justice et de la raison ; ils mettraient entre les mains de l'homme les feux du ciel et les foudres de la terre ! C'est cette direction que j'ai trouvée ; mes moyens sont simples et n'exigent aucuns frais. » Sur sa demande, l'Assemblée

(1) Charavay, t. I, p. 380-2.

(2) A. N. AF II 220, d. 1893.

(3) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 325.

(4) Séances des 6 et 10 octobre (P. V., t. XXII, p. 113 et 208, et *Arch. parlam.*, t. LXXVI, p. 309).

nomma Guyton et Fourcroy pour examiner son projet (1).

Une étude plus serrée du problème dissipa sans doute ces chimères. Mais le Comité de Salut public n'en suivait pas moins avec un vif intérêt ce genre de recherches : c'est ainsi qu'il demande, le 10 brumaire, au Bureau de consultation des arts et métiers, un rapport sur les inventions relatives aux aérostats qui lui ont paru mériter des récompenses nationales (2).

Dès cette époque, il est résolu à employer les ballons captifs pour les besoins de l'armée. Le 4 brumaire (25 octobre), il ordonne aux citoyens Coutelle, Conté et Lhomond de construire, « le plus promptement possible, un ballon capable de porter deux hommes, pour faire... des observations à l'armée du Nord ;... les préparatifs de cette machine seront faits de telle manière qu'elle puisse sous huitaine être employée au quartier général... ». Cinquante mille livres sont mises à la disposition de Coutelle « pour subvenir à toutes les dépenses d'ouvriers, de matières, de transports et toutes autres... ». Les trois commissaires recevront, outre leurs frais de voyage, un traitement de 20 livres par jour. Enfin, « il sera délivré à chacun un passeport et une commission ostensible, afin que l'objet de leur fonction demeure inconnu, excepté au général de l'armée du Nord et aux représentants du peuple, à qui ils seront tenus de la communiquer, et dont ils prendront les ordres ». Le 6, Coutelle obtient dix grands tuyaux en fonte qui se trouvent devant les Invalides et il part le 8 « pour faire les préparatifs sur les lieux », tandis que Lhomond, resté à Paris, fera exécuter les ouvrages et rassembler les matières « nécessaires pour un ballon d'observation » ; le 11, le Comité ordonne « de tenir à la disposition du citoyen Lhomond, le 19 du courant, le nombre de chariots suffisant pour transporter de suite et sans retard lesdites matières et instruments au quartier général de l'armée combinée du Nord et des Ardennes, ou dans tel autre lieu voisin qui sera indiqué par le général en chef (3) ».

Mais des difficultés imprévues surgirent. Coutelle reçut

(1) *P. V.*, t. XXIII, p. 117 ; *Arch. parlem.*, t. LXXVI, p. 631-2, et *Journal des Débats*, n° 393, octobre 1793, p. 205.

(2) *A. N. AF** II 121.

(3) *A. N. AF** II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 3, 57 et 161.

au quartier général un accueil assez étrange et Carnot dut intervenir pour qu'on le prit au sérieux. « Le citoyen Coutelle, que nous avons envoyé à Maubeuge pour l'établissement d'un ballon, n'est pas un charlatan, écrivait-il à Jourdan le 14 brumaire. C'est un artiste des plus estimables, et l'opération qu'il doit faire est le résultat des réflexions des savants les plus distingués et particulièrement de Guyton et Prieur, membres de la Convention nationale. Nous ne voyons pas en quoi cette opération pourrait nuire ; si elle ne fait pas de bien, elle ne fait aucun mal et cet essai peut avoir des conséquences importantes. Nous te prions donc, ainsi que notre collègue Duquesnoy, d'accorder assistance et protection au citoyen Coutelle (1). »

Bientôt pourtant, Coutelle revient à Paris pour « demander de nouvelles instructions ». Le 4 frimaire, le Comité considère « que la campagne est trop avancée pour qu'on puisse prévoir des mouvements qu'il serait utile d'éclairer ; que les obstacles que la saison apporterait à l'expédition pourraient en compromettre le succès et faire prendre des accidents pour des difficultés insurmontables », et ordonne de surseoir jusqu'à nouvel ordre à toute tentative aux armées. Mais il ne renonce pas à son dessein primitif et veut tirer parti du délai qu'il s'impose pour perfectionner l'aérostation. « Si la pratique de ce nouvel art était aussi familière que les avantages qu'on en retirerait sont évidents, les aérostats deviendraient des machines de guerre et... il faudrait se hâter d'en placer auprès de chacune des armées de la République ;... s'il y a des difficultés dont l'expérience seule puisse apprendre à se rendre maître, ce n'est pas dans le moment d'une action qu'elle peut être faite avec fruit, mais dans un temps, dans un lieu convenable, en présence de tous les hommes instruits, et en y appelant ceux qui auront à opérer avec ces instruments. » Des essais seront donc entrepris, notamment pour mettre au point un système de signaux. Ils n'exigeront que des dépenses de main-d'œuvre et « une consommation de fer et de combustible pareille à celle qui se renouvellera à chaque opération ». Ils auront l'avantage de « fixer les opinions »,

(1) Charavay, *Recueil*, t. IV, p. 25-26.

et permettront de « décider en connaissance de cause s'il est utile d'ordonner la construction de semblables machines, pour en disposer au moment du besoin ». L'aérostat préparé pour l'armée du Nord sera donc transporté incessamment, avec tous ses agrès, « en la maison nationale appelée le Petit Meudon ». Il « y sera élevé sous cordes, portant deux observateurs qui essaieront la correspondance des signaux, s'exerceront à faire la reconnaissance du pays et à dessiner la carte dans cette position ». Coutelle et Lhomond feront « les préparatifs et dispositions nécessaires » et indiqueront au Comité « le jour auquel l'élévation pourra avoir lieu, pour qu'il en donne avis aux artistes qu'il croira devoir y appeler et qui seront chargés de dresser procès-verbal des opérations » (1).

Ce programme fut exécuté à la lettre. Le 27 frimaire, le Comité met des voitures à la disposition de Coutelle et de Lhomond pour transporter à Meudon les « instruments et machines nécessaires ». Le 2 nivôse, il les autorise à requérir du bois à Versailles ; le 25 ventôse, il leur accorde 30 livres de cuivre rosette ; le 13 germinal, il ordonne de recueillir à leur intention, dans les ateliers de Paris, « les rognures de tôle, copeaux ou tournure de fer et grosse limaille de fer, en les enlevant au fur et à mesure du travail, et avant qu'elles soient altérées par la rouille ». Le même jour, il charge la Commission des armes « de faire exécuter, le plus tôt possible et comme objet très pressé, dans l'un des fourneaux du district d'Avesnes..., travaillant en sablerie », trente tuyaux de fonte de dimensions déterminées (2). Il prescrit, le 18, une réquisition générale des boyaux de bœufs appelés *baudruches*, dans tous les districts (3). Le 22, il ordonne de délivrer pour les épreuves 50 livres de cuivre rouge en feuilles et 50 de potasse. Le 8, il avait enjoint à l'agent national du district de Dijon et au citoyen Chaussier d'expédier sur-le-champ à sa Section des armes deux nacelles d'aérostats qui se trouvaient « dans les salles de la ci-devant Académie (4)... ».

Entre temps, il s'était efforcé de recueillir tous les éléments

(1) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 672 et 674.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 461, 583, et t. XII, p. 347-9.

(3) A. N. AF* II 123 et 126.

(4) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 518 et 234.

scientifiques qui pouvaient éclairer la question. Le général Meusnier, qui avait péri au siège de Mayence, était un savant de premier ordre ; il existait dans ses papiers « un travail considérable sur les aérostats et les moyens d'en faire d'utiles applications », qui renfermait, outre les vues personnelles du général, « le résultat d'un grand nombre d'expériences faites en commun par plusieurs membres de la ci-devant Académie des Sciences... ». Le Comité estima qu'il était « extrêmement important de se procurer un travail aussi précieux » où l'on trouverait « les principes et les calculs propres à diriger le choix des moyens et à prévenir des tentatives infructueuses ». Il décida, dès le 10 frimaire an II, que le juge de paix de la section du Luxembourg se transporterait place Saint-Sulpice, au domicile du général Meusnier, y rechercherait les manuscrits, même en levant les scellés, et les lui enverrait. Mais un procès-verbal du 17 constata l'absence de « la partie la plus considérable et la plus essentielle des papiers » et, le 22, le Comité prescrivit une enquête à Cherbourg, « où le général Meusnier résidait pour le service (1) ». Les résultats s'en firent attendre, car Monge fut encore chargé, le 3 vendémiaire an III, de rechercher à Cherbourg les mémoires sur l'aérostation. Il parvint à les y découvrir, et un arrêté du 4 pluviôse suivant ordonna d'en prendre copie à la Section des armes et de déposer les originaux à la Bibliothèque nationale (2).

Dès le mois de germinal an II, on avait obtenu des résultats satisfaisants. L'ouverture de la campagne était proche, Le 9, un ballon portant deux observateurs fut élevé à Meudon, sans doute avec un plein succès. Le 13, « désirant faire promptement servir à la défense de la République cette nouvelle machine qui présente des avantages précieux », le Comité ordonne de former incessamment « pour le service d'un aérostat près l'une des armées... une compagnie qui portera le nom d'aérostiers ». Elle comprendra un capitaine, un lieutenant, un sergent-major, un sergent, deux caporaux et vingt hommes, « dont moitié au moins aura un commencement de pratique

(1) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 61 et 344.

(2) *Ibid.*, t. XIX, p. 634.

dans les arts nécessaires à ce service, tels que maçonnerie, charpente, serrurerie, peinture d'impression et chimie pneumatique ». Coutelle, « qu'il a dirigé jusqu'à ce jour les opérations » de Meudon, sera capitaine de la compagnie et remettra incessamment au Comité « la liste de ceux qui se présenteront pour y être admis et qu'il jugera capables d'y remplir les différents grades ». Sans attendre que la compagnie soit au complet, les aérostiers désignés « se rendront sur-le-champ à Meudon pour y être exercés aux ouvrages et manœuvres relatifs à cet art ». Lorsqu'elle sera à l'armée ou dans une place de guerre, la compagnie sera soumise au régime militaire et prendra les ordres du général ou du commandant en chef. Mais elle conservera son autonomie financière. Un arrêté du 22 prescrivit, en outre, au ministre de la Guerre d'assurer son habillement et son armement (1).

Le recrutement de la compagnie fut, semble-t-il, assez laborieux. Le fils de l'ingénieur Lhomond, qui avait déjà travaillé à Meudon avec son père, y fut admis le 21 germinal. Mais le Comité dut ordonner, le 11 floréal, qu'elle serait « complétée par des hommes tirés des bataillons de la dernière réquisition servant actuellement dans l'armée du Nord, en y appelant de préférence ceux qui se trouveraient avoir un commencement de pratique... ». Le 14, il requit, par exemple, le citoyen Mouchard, caporal de la 4^e compagnie du 5^e bataillon de la Somme, cantonné à Cerfontaine, près Maubeuge et le citoyen Valot, caporal au 18^e régiment d'infanterie, ci-devant Auvergne (2).

A cette date, le départ des aérostiers pour la frontière du Nord était imminent. Le 1^{er} floréal, le Comité avait prescrit à Coutelle de se rendre sans délai à Maubeuge avec sa compagnie et d'y faire transporter « un aérostat et toutes les machines et instruments nécessaires pour le rendre utile au service de l'armée, sous les ordres du général et sous la surveillance des représentants du peuple près cette armée... ». Le citoyen Conté, qui depuis plusieurs mois avait coopéré aux épreuves

(1) A. N. AF* II 123 ; Musée des Archives nationales n° 1403 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 349-50 et 518.

(2) A. N. AF* II 123 ; Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 500, et t. XIII, p. 150-1, 242 et 705.

avec zèle et intelligence, remplacerait Coutelle à Meudon ; il poursuivrait les travaux commencés et dirigerait les « dispositions, exercices et préparatifs, tant pour le service et entretien de l'aérostat envoyé à l'armée que de ceux qu'il sera utile de tenir prêts pour d'autres destinations (1) ».

Le 11, le Comité indique aux représentants du peuple à l'armée du Nord l'intérêt que présente l'invention nouvelle : les épreuves de Meudon ont démontré que le ballon pourrait « servir à découvrir les mouvements des ennemis à la distance de plusieurs lieues et à donner des signaux, soit de jour, soit de nuit par des feux... » ; il ne faut rien négliger « pour assurer le succès d'une machine de guerre qui peut soutenir efficacement l'ardeur de nos braves bataillons contre les satellites des tyrans (2) ». Le 14, il fixe au 16 courant le départ du capitaine et du lieutenant et au 17 celui de la compagnie, « dans l'état où elle se trouve, sauf à la compléter et à lui faire parvenir ce qui lui manque après son arrivée à Maubeuge (3) ».

Enfin, il parut nécessaire au Comité d'envoyer sur les lieux l'homme qui par sa science, sa foi dans l'avenir de l'aérostation et son autorité de représentant du peuple était le mieux qualifié pour lever ou briser tous les obstacles. Le 21 floréal, Guyton est invité à « se rendre incessamment à Maubeuge ou dans tout autre point de l'armée du Nord qui serait convenu entre lui et ses collègues près cette armée pour diriger et surveiller les opérations de l'aérostat et de la compagnie d'aérostiers ; il donnera... tous les ordres nécessaires pour le grand succès de ces manœuvres (4) ». Le 2 prairial, le Comité lui envoie en toute hâte une lunette achromatique et un télescope. Le 6, il l'invite à remplacer Saint-Just au quartier du général Desjardins et à remplir, conjointement avec Levasseur (de la Sarthe), les fonctions de représentant du peuple près les armées : « Tu te trouveras encore assez près de Maubeuge pour continuer de surveiller les opérations qui y ont été préparées sous ta direction... Le Comité apprécie ton dévouement à la Patrie et les services

(1) A. N., AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 705.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 152.

(3) A. N., AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 242.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 411, et J. Guillaume, t. IV, p. 414.

que tu peux lui rendre ; il se repose avec confiance sur ton zèle (1). »

L'aérostat de Coutelle ne tarda pas à faire ses preuves. Le 25 prairial, à Maubeuge, il brave le feu d'une batterie de 17 ; bientôt, lorsque les troupes de Jourdan marchent vers la Sambre, il accompagne le quartier-général. Le 5 messidor, il passe sous les redoutes de Charleroi ; on le vit ensuite à Grosselies, à Fleurus, à Lambusart (2). Il se peut que les renseignements recueillis par ses observateurs n'aient eu qu'une valeur militaire médiocre (3). Mais il reste certain que son apparition au-dessus du champ de bataille de Fleurus et ses longues stations à 150 et 200 toises d'élévation contribuèrent à élever le moral des troupes de la République et provoquèrent dans les rangs ennemis une véritable stupeur. Pour rassurer leurs soldats énervés, les officiers autrichiens prétendaient que le ballon annonçait l'arrivée d'une armée de secours, et, le lendemain, que les Français s'amusaient (4).

Au lendemain de la victoire, Guyton note avec plaisir que l'on commence à se convaincre aux armées de l'utilité du ballon captif. « J'ai eu la satisfaction, écrit-il le 9 messidor, de voir les généraux en apprécier l'usage au point d'y monter eux-mêmes pour observer. Le général Morlot y est resté deux heures, la lunette à la main, hier matin ; il a jeté de là deux avis qui ont été portés sur-le-champ au général en chef et il est persuadé qu'ils ont contribué à décider des dispositions utiles (5). » Bientôt Lakanal écrira : « Il est démontré aujourd'hui qu'une armée qui livre une bataille sans aérostat observateur ressemble à un homme qui se bat en duel les yeux bandés (6). »

Encouragé par le succès, le Comité de Salut public poursuit

(1) A. N. AF* II 123 (3 arrêtés à ce sujet) ; Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 651 et 741.

(2) Rapport de Guyton à la Convention, du 2 vendémiaire an III (*Journal des Débats*, n° 733, vendémiaire-brumaire an III, p. 33-34).

(3) C'est l'opinion du général Coutanceau, *ouvrage cité*.

(4) Voir le rapport de Lakanal sur le télégraphe (réimpression de fructidor an II).

(5) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 563.

(6) Rapport cité.

l'expérience. « Le ballon est un secours important qu'il ne faut pas négliger », écrit-il le 17 messidor aux représentants à l'armée de Sambre-et-Meuse. Le 4 thermidor, il envoie d'urgence à Coutelle « une caisse de bois blanc sur le couvercle de laquelle est écrit : *Service des aérostiers*. Le 15, il ordonne à Conté d'expédier « sans délai... à Maubeuge celui des aérostats qu'il a été chargé de construire qui se trouve achevé, ainsi que la tente et les autres objets qui en dépendent (1) ». Lorsqu'il apprend, au début de l'an III, que Coutelle ne reçoit pas les instructions secrètes qui lui sont adressées, il s'inquiète, redoute des manœuvres d'espionnage, prescrit une enquête et invite le représentant Gillet à « voir s'il n'y a que négligence ou s'il y a quelques agents coupables de trahison ». Il ne tarda pas sans doute à être rassuré, car un arrêté du 5 brumaire ordonne à la Commission des transports de faire expédier à Liège un paquet adressé à Coutelle « et qui est resté à Givet depuis plus de quinze jours (2) ». Le 7 du même mois, il expédie à Burtscheid, par Liège, divers objets nécessaires à Coutelle, notamment des tuyaux de fonte de dimensions convenables et « environ trois milliers pesant de tournure de fer ». On avait essayé d'en recueillir en Belgique (3), mais celle qu'avait ainsi obtenue Coutelle n'était pas « de la qualité demandée par l'instruction qui spécifiait des rognures de tôle, grosse limaille, copeaux de fer sur le tour, et non de la ferraille rouillée » ; d'autre part, le prix demandé était excessif et très supérieur à celui de Paris (4).

Ainsi le Comité n'hésitait pas à entrer dans les détails de préparatifs dont il attendait de grands succès. Par ses soins, l'aérostation militaire était sortie du domaine du rêve et de la théorie. Le 2 vendémiaire an III, Guyton, sans entrer dans des détails techniques, exposait à la Convention ses états de service depuis la grande journée de Fleurus. Epruvé par une violente tempête sur les hauteurs de

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 743, et t. XV, p. 350 et 599.

(2) *Ibid.*, t. XVII, p. 383 (arrêté du 21 vendémiaire), 406 (lettre du 22 à Gillet) et 628.

(3) *Ibid.*, t. XVII, p. 441 et 652.

(4) Lettre du 14 nivôse an III aux représentants à l'armée de Sambre-et-Meuse (*ibid.*, t. XIX, p. 242).

Namur, le ballon de Coutelle avait été ramené à Maubeuge et remis « en état de tenir l'air ». Il en était parti le 22 fructidor, était arrivé à Bruxelles le 24, mais là un coup de vent lui avait causé « une avarie considérable » que l'on avait réparée sur place. Le 27, l'aérostat était au quartier général de Tongres ; le 28, on l'éleva dans la citadelle de Liège ; le 29, on le porta près de Visé, sur la Meuse ; le 30, sous la protection d'un fort détachement de cavalerie, on l'éleva aux avant-postes du général Lefèvre, près de Maestricht, puis on le ramena à Liège le jour même. Le 1^{er} sansculottide enfin, Coutelle recevait l'ordre de se porter trois lieues plus loin, vers la division du général Kléber (1).

L'expérience prouvait donc que le ballon captif était un engin suffisamment mobile et maniable pour suivre les opérations d'une armée en campagne. Sans méconnaître la nécessité de perfectionner sans cesse l'aérostation militaire, et tout en s'employant à y parvenir, Guyton et le Comité étaient tombés d'accord, dès le mois de messidor, sur l'intérêt qu'il y aurait à en multiplier les applications. Dès le 4 messidor, 30.000 livres sont mises à la disposition de Conté, pour construire à Meudon « un aérostat cylindrique terminé par deux hémisphères ». Le 5, « instruit par les épreuves faites à Maubeuge des avantages qu'une armée peut tirer du service d'un aérostat, et voulant être à portée de procurer ces avantages à toutes les armées qui pourront en avoir besoin », le Comité ordonne à Conté « de faire exécuter, dans le plus bref délai, six aérostats munis de leurs nacelles, tentes, agrès et instruments ; ces aérostats seront de forme cylindrique, terminés par deux hémisphères de même diamètre ; leur diamètre sera de dix-sept pieds et la partie cylindrique aura seize pieds de longueur ». Le 8, les deux Commissions du commerce et des armes sont invitées à procurer à Conté tous les secours nécessaires (2).

D'autre part, le Comité avait décidé, le 5, de former à Meudon une nouvelle compagnie d'aérostiers, sous les ordres de Conté. Elle s'occuperait d'abord de la construction des

(1) *Journal des Débats*, n° 733, vendémiaire-brumaire an III, p. 33-4.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 449, 466 et 539.

aérostats et ensuite « de toutes les opérations relatives au service de ces machines ». Le Comité prévenait ainsi les désirs de Guyton. Celui-ci annonçait au lendemain de Fleurus, le 9, qu'il avait accru l'effectif de la compagnie Coutelle ; elle pourrait ainsi, disait-il, « préparer des sujets pour former le noyau d'une nouvelle compagnie, lorsque vous jugerez devoir la former, ce qui ne peut être éloigné... ». En son absence, le représentant Battelier, déjà attaché à l'établissement de Meudon pour les épreuves d'artillerie, fut chargé, le 26 messidor, de présenter au Comité la liste des hommes qui formeraient la nouvelle compagnie et de « prendre les précautions convenables pour qu'aucun des hommes attachés à ce service ne trouble celui des autres expériences » et « notamment pour y faire respecter le secret ordonné par le Comité (1)... ».

La prévoyance du Comité de Salut public alla jusqu'à « employer les talents les plus distingués en mécanique, les connaissances les plus étendues dans l'art des tissus pour faire fabriquer à Lyon une étoffe de soie inconnue jusqu'alors » et qui réunissait des conditions de légèreté et de solidité qu'on n'aurait pas osé espérer (2) ». Le 18 thermidor, en effet, Vandermonde reçoit l'ordre de se rendre sur le champ à Commune-Affranchie où « 500 aunes de taffetas de qualité supérieure, destinées aux opérations aérostatiques » ont été commandées le 9 floréal précédent. Si la fabrication est commencée, il « en pressera l'achèvement et l'envoi » ; sinon, il distribuera la commande « aux fabricants qu'il jugera les plus enclins de l'exécuter avec la perfection et les conditions exigées ». Il s'assurera de la solidité des matières employées, « tant pour la chaîne que pour la trame », veillera à « ce que la première soit renforcée de manière à opposer la même résistance au déchirement », assistera à « la mise sur le métier des premières pièces pour reconnaître la qualité du tissu ». Vandermonde passa un marché avec le citoyen Nicolas Petit et, le 4 brumaire suivant, la Commission des armes fut chargée de faire à Lyon une commande de 5.000 aunes de taffetas de même

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 467 et 563 ; t. XV, p. 166.

(2) Fourcroy, *Rapport à la Convention*, du 14 nivôse an III.

qualité, de s'adresser à plusieurs fabricants « pour en accélérer l'exécution » et de leur imposer les conditions fixées par Vandermonde ; « elle informera le Comité des progrès de cette fabrication et des livraisons... pour qu'il donne en conséquence les ordres de construction des aérostats auxquels cette étoffe est destinée (1) ».

Dans le même ordre d'idées, le Comité précise, les 28 thermidor et 16 fructidor, son arrêté du 18 germinal relatif à la réquisition des boyaux de bœuf appelés baudruches (2). Le 18 vendémiaire an III, « instruit des progrès de l'approvisionnement des baudruches » et voulant « compléter le premier armement à expédier à l'une des armées de la République », il charge Conté de construire incessamment à Meudon « un aérostat de secours et de signaux, de forme ellipsoïde, de quatorze pieds de grand axe et huit pieds et demi de petit axe, dont l'enveloppe sera de cinq peaux de baudruche » ; il « portera le nom de l'*Agile* ». Le 24 nivôse, il élargit son programme. « Voulant être en mesure de tirer des machines aérostatiques tous les avantages que promettent les premiers essais qui en ont été faits à l'armée du Nord et de Sambre-et-Meuse », il ordonne de construire à Meudon, avant l'ouverture de la prochaine campagne, quatre aérostats, « y compris celui qui y est actuellement en construction, dans la forme ellipsoïde de 33 pieds grand axe et 22 pieds petit axe, dont l'enveloppe sera formée de l'étoffe commandée à Lyon (3) ».

D'autre part, on fut amené à rechercher les moyens de perfectionner les instruments d'optique usités dans la marine, la télégraphie et l'aérostation. Le 25 vendémiaire an III, le Comité, « après avoir examiné le mémoire présenté par le citoyen Fréminville, ingénieur des travaux publics... », le charge d'établir à Paris, sous la surveillance immédiate du Comité, un atelier pour la fabrication des lunettes achromatiques ; il en dirigera les travaux, se concertera avec deux commissaires déjà nommés par le Comité « pour faire des essais

(1) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 674, et t. XVII, p. 612.

(2) Mourlot, *recueil cité*, t. I, p. 278, et Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 470.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 321, et t. XIX, p. 455. — Ces deux arrêtés sont de la main de Guyton.

sur la composition du flint-glass » et présentera chaque décade « un état contenant la situation des travaux et leur dépense ». Le 12 brumaire, la maison ci-devant Boisgelin, située rue de Varennes, est mise à sa disposition ; le 25, la Commission des armes reçoit l'ordre de lui faire verser 23.700 livres « pour la confection de cet établissement et le paiement de ses ouvriers » ; par ailleurs, il se concertera avec celle des Domaines nationaux « pour désigner les cristaux, verres propres à cet établissement qui peuvent se trouver dans les maisons nationales de Paris (1) ».

Enfin, le 10 brumaire, un arrêté que Guyton rédigea de sa main, créa une « Ecole d'aérostiers » à Meudon. « Le service des aérostiers, dit-il, exige des connaissances et une pratique dans les arts que l'on ne peut espérer de réunir qu'en préparant par des études et des exercices appropriés les hommes qui s'y destinent. » L'expérience a déjà constaté l'utilité de « ce nouvel art » à la guerre ; on peut aussi l'appliquer « pour le figuré du terrain sur les cartes ». Les élèves de Meudon seront donc astreints à des exercices qui les formeront à la discipline militaire ; ils participeront aux travaux de construction et de réparation des aérostats ; ils recevront aussi « des leçons de mathématiques, de physique générale, de chimie, de géographie et des différents arts mécaniques relatifs à l'aérostation ». L'Ecole aura à sa tête un directeur, Conté, et un sous-directeur, Bauchart (2).

Ainsi naquit l'aérostation militaire, par la volonté du Comité de l'an II. La foi scientifique de ses membres triompha de l'esprit de routine. Carnot, Prieur et leur ami Guyton surent imposer leurs conceptions à l'état-major de Jourdan. Inaccessibles au découragement, ils écartèrent successivement les obstacles qui se présentèrent au début. Ils créèrent pour ainsi dire les matières premières et un personnel exercé. Ils s'entourèrent de plusieurs savants qui consacrèrent à l'aérosta-

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 459 et 750, et t. XVIII, p. 42.

(2) *Ibid.*, t. XVII, p. 702. L'arrêté, très long, règle dans le détail l'organisation administrative de l'Ecole. Un arrêté du 12 assimile les élèves pour l'habillement, les subsistances, etc., aux aérostiers de l'armée de Sambre-et-Meuse (*ibidem*, t. XVII, p. 753). Enfin, un règlement intérieur, approuvé par le Comité, précisa l'emploi du temps des élèves (A. N. AF II 220).

tion dix mois de leurs veilles (1). Lorsque les succès obtenus à Meudon, à Maubeuge, puis en Belgique eurent confirmé leurs espérances et leurs prévisions, ils n'en poursuivirent qu'avec plus d'ardeur la recherche de perfectionnements nouveaux et ils ne cessèrent de soumettre au contrôle de l'expérience les données théoriques de la science. Fourcroy pouvait déclarer, le 14 nivôse an III, que déjà trente-quatre ascensions avaient été faites et que bientôt toutes les armées auraient « leurs tentes, leurs agrès et leurs compagnies aérostatiques (2) ».

(1) Fourcroy, *Rapport à la Convention*, du 14 nivôse an III.

(2) En fait, l'aérostation militaire rendit encore des services sous le Directoire. Jourdan perdit un ballon à Wurtzbourg, en 1796. Conté accompagna Bonaparte en Egypte avec un ballon qui fut détruit à Aboukir et qu'il s'efforça de remplacer. L'aérostation militaire ne disparut que sous l'Empire. (Pouchet, *Les Sciences pendant la Terreur*, p. 35-36.)

CHAPITRE XX

La Commission des Armes et Poudres.

I. — CRÉATION D'UNE COMMISSION DES ARMES ET POUDRES.

Les décrets des 23 et 28 août 1793 avaient donné au Comité de Salut public mission d'organiser une fabrication extraordinaire d'armes et de développer la production des poudres. Les anciens départements ministériels subsistaient. Le Comité fit appel à leur collaboration, se réserva le soin de leur imprimer une direction d'ensemble et leur laissa, en principe, celui d'exécuter les mesures qu'il avait arrêtées. Il s'abstint même, en règle générale, de modifier la distribution traditionnelle des services. La Guerre et la Marine continuèrent à se partager les manufactures d'armes, les forges, les fonderies de canons : Maubeuge, Charleville et Saint-Etienne relevaient de la Guerre, Tulle de la Marine ; Douai et Strasbourg dépendaient de Bouchotte ; mais Dalbarade surveillait Ruelle, Indret et le Creusot, dirigeait les expériences d'artillerie entamées à La Fère et poursuivies à Meudon. La Régie des poudres dépendait du ministère des Contributions publiques et les mines de l'Intérieur.

De très bonne heure pourtant, des rouages nouveaux apparaissent et tendent à conquérir leur autonomie : à la fin d'août 1793, une Administration centrale de la fabrication extraordinaire des armes surgit à Paris pour assurer la mise en marche rapide de la nouvelle manufacture de fusils ; théoriquement subordonnée au ministre de la Guerre qui a désigné ses membres, elle ne tarde pas à s'affranchir :

l'importance même de l'entreprise qu'elle dirige et qui doit produire plus que toutes les vieilles manufactures réunies la pousse à élargir le cercle de ses attributions ; l'obligation de rassembler d'énormes approvisionnements de matières premières et de grouper plusieurs milliers d'ouvriers instruits l'amène à puiser des ressources dans la France entière. Les liens qui la rattachent au ministère de la Guerre se relâchent d'autant plus vite que le Comité, pressé d'aboutir, ne cesse d'intervenir dans le détail des opérations et, par son action directe, s'efforce de lever rapidement tous les obstacles. Au reste, l'Administration centrale a pour chef véritable le citoyen Hassenfratz, Montagnard exalté et savant de premier ordre ; il avait exercé au début de 1793 les fonctions d'adjoint au ministre de la Guerre et il jouissait de la confiance entière du Comité.

Dès le 22 brumaire (12 novembre), le Comité de Salut public se réserve la surveillance « immédiate » de l'Administration centrale et la soustrait à l'autorité du ministre de la Guerre. Peu auparavant, un décret du 22 octobre avait créé une Commission des subsistances et approvisionnements et lui avait attribué les mines, enlevées au ministre de l'Intérieur. Plus tard, lorsqu'il voulut assurer l'exploitation générale des terres salpêtrées, le Comité institua pour Paris, le 7 pluviôse, une Administration révolutionnaire : elle ne releva que de lui et fut totalement indépendante de l'ancienne Régie, et par suite du ministre des Contributions publiques.

Ces mesures s'expliquaient par le désir de ne pas accroître encore les attributions de ministères déjà défaillants et par le souci de ne pas confier à des administrations routinières le soin de diriger des entreprises révolutionnaires qu'il fallait créer de toutes pièces et mettre en marche sans tarder.

Mais en multipliant à l'excès les rouages administratifs, on risquait d'aboutir à une fâcheuse dispersion des efforts, qui nuirait au succès que l'on se proposait d'obtenir. Aux trois ministères qui continuaient à s'occuper des poudres et salpêtres (Contributions publiques), des manufactures d'armes et des fonderies (Guerre et Marine) s'ajoutaient désormais une Commission et deux Administrations révolutionnaires. Le Comité sentit qu'il serait malaisé de coordonner

les opérations de six administrations distinctes. Déjà la Guerre et la Marine se disputaient les forges. Pourrait-on par ailleurs répartir sans à-coups les matières premières et la main-d'œuvre entre les anciennes manufactures d'armes et les établissements nouveaux ? Qui déterminerait avec précision les domaines respectifs des agents commissionnés de la Régie et des citoyens appelés en masse à l'exploitation révolutionnaire du salpêtre ? Le Comité, malgré son activité débordante, était impuissant à surveiller le détail des mesures d'exécution. Il était urgent pourtant de mettre un terme à l'anarchie. C'est alors que fut conçu le projet de détacher des ministères tous les services qui concouraient à l'organisation matérielle de la défense nationale et de les soumettre à la direction d'ensemble d'une ou deux Commissions ministérielles qui recevraient l'impulsion directe du Comité.

Le 10 pluviôse an II, Barère exposa à la Convention les vues du Comité : « Son travail est fait, il a été arrêté avant-hier ; en voici l'aperçu. Vous avez déjà une Commission pour les subsistances ; il y en aura une sur laquelle je dois vous faire un rapport demain, qui embrassera les poudres et salpêtres ; une autre s'occupera uniquement de la fabrication des armes, une autre des charrois..., une autre des habillements et équipements. Toutes se rattacheront au centre que vous avez fixé et qui, réagissant sans cesse sur chacune d'elles, donnera à l'administration tout ce qui peut la rendre prompte et utile (1)... » Il s'agissait, en somme, de décongestionner les ministères, de substituer des commissions à des individus et de les soumettre à l'impulsion immédiate du Comité : l'autorité de celui-ci se trouverait accrue et les responsabilités des agents d'exécution, plus strictement définies, deviendraient effectives.

Le Comité remania son projet primitif, car le rapport annoncé pour le 11 pluviôse ne fut présenté que le 13 et conclut à l'établissement d'une seule Commission, chargée à la fois des armes et des poudres. A l'avenir, déclara Barère, « les ministres de la Marine et de la Guerre n'auront plus qu'à former à la Commission des demandes de tant de canons,

(1) *Journal des Débats*, n° 497.

de tant de milliers de fusils, de tant de milliers de poudre ;... et la responsabilité, ainsi que l'action ministérielle, commencera là où finira celle de la Commission nationale chargée de fabriquer et d'approvisionner ». Sur sa proposition, la Convention adopta « sans réclamations » un décret motivé « par la nécessité d'augmenter la fabrication d'armes, de salpêtres et de poudres, pour accroître tout à coup dans une grande proportion les moyens de défense de la République et d'exterminer les ennemis ».

« *La Commission des armes et poudres de la République...* réunira tout ce qui a rapport à la fabrication de ces deux objets » ; elle comprendra trois membres, présentés par le Comité, nommés par la Convention et solidairement responsables ; ils recevront chacun un traitement annuel de 12.000 livres. « L'un d'eux signera alternativement toutes les opérations et ordres... pendant quinze jours » et siégera au Conseil exécutif provisoire. La Commission dirigera « immédiatement », à Paris et dans la France entière, les manufactures et ateliers d'armes de toute espèce, la fabrication des bouches à feu et du matériel de l'artillerie de terre et de mer, la fabrication des salpêtres, potasses et poudres, les magasins et arsenaux de la guerre et de la marine. Elle aura pleins pouvoirs pour assurer « les approvisionnements de toute espèce nécessaires à la fabrication des armes et des poudres », passera les marchés convenables, exercera « le droit de réquisition et de préhension » ; elle n'aura à se concerter avec la Commission des subsistances que pour les matières à tirer de l'étranger. Barère avait justifié avec éloquence cette disposition. Les prérogatives que l'on avait dû accorder à la Commission des subsistances étaient plus indispensables encore à la Commission nouvelle. « Peut-il appartenir à aucun citoyen, à aucun propriétaire, à aucun négociant, à aucun manipulateur de conserver, de réserver, de cacher aucune des matières nécessaires à la fabrication des armes et des poudres ? Quel homme a le droit d'enchaîner le zèle des défenseurs de la Nation et de poser des bornes à ses moyens de défense ?... Tous les Français sont soldats ; les fortunes particulières forment au besoin la fortune publique ; les jouissances cessent d'être individuelles ; elle se mettent en masse... » Enfin, 40

millions furent mis à la disposition de la Commission, sans compter « les fonds décrétés pour la fabrication extraordinaire d'armes » et la somme attribuée le 14 frimaire au ministre des Contributions publiques (1).

Ainsi le décret du 13 pluviôse démembraït les ministères de la Guerre, de la Marine et des Contributions publiques et créait à leurs dépens un véritable ministère de l'armement. La Commission, « placée sous la surveillance immédiate du Comité de Salut public », devait entrer en fonctions le 1^{er} ventôse. Un décret du 17 pluviôse (2) désigna pour en faire partie les citoyens Dupin, adjoint du ministre de la Guerre, Capon, qui avait été à la Marine un des auxiliaires de Dalbarade, et Bénézech qui avait rendu des services très appréciés dans le département de Seine-et-Oise (3). Le choix des deux premiers prouvait qu'aux yeux du Comité, comme l'avait affirmé Barère le 10 pluviôse, les lenteurs et les échecs qu'avait éprouvés la fabrication des armes devaient être attribués moins aux individus qu'aux vices des institutions. Sans doute voulait-il aussi ménager les transitions, en évitant de trop brusques changements dans le personnel dirigeant.

Les commissaires se mirent en quête d'un local pour y établir leurs bureaux ; ils n'aboutirent pas sans peine. Le Comité mit à leur disposition, le 21 pluviôse, les meubles de la maison d'Havré ou de toute autre maison nationale et les autorisa à traiter avec le citoyen Praslin qui offrait de leur louer sa maison : elle était assez vaste, convenablement située et se trouvait « à la plus grande proximité du Comité de Salut public avec lequel la Commission devait être en relations continuelles ». Puis on se ravisa et il fut décidé, le 24, que l'Administration révolutionnaire des poudres et salpêtres, installée dans la maison ci-devant Juigné, quai Malaquais, céderait la place à la Commission et se transporterait un peu plus loin, au n^o 23 du même quai, « formant le coin de la rue des Saints-Pères (4) ».

(1) Rapport de Barère, du 13 pluviôse an II (B. N. Le ³⁸ 677) et P. V., t. XXX, p. 308-12.

(2) P. V., t. XXXI, p. 37.

(3) Voir plus haut, chap. II, ix.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 6 et 86.

Dans la pensée du Comité de Salut public, « la Commission devait être réduite à la surveillance et... son action devait être déléguée à des administrations subordonnées ». Il voulait à la fois donner « la plus grande activité possible » aux fabrications et « ne produire aucun mouvement » qui pût ralentir les travaux en cours (1). Un arrêté du 4 ventôse (2) conserva donc les rouages qui existaient déjà : Administration centrale de la manufacture de Paris, Administration révolutionnaire et Régie nationale des salpêtres et poudres, en élargissant la sphère d'attributions des deux premières, et créa deux Administrations nouvelles, l'une pour la Grosse artillerie, l'autre « pour la conservation, l'entretien et le mouvement des armes et munitions de guerre ».

La Régie nationale continuera ses travaux et « leur donnera toute l'augmentation dont ils sont susceptibles ». Les quatre Administrations seront chargées « de tous les détails de la fabrication de leur partie et des approvisionnements respectifs qui en dépendent ».

L'Administration révolutionnaire établie à Paris sera réorganisée, « de manière que son action puisse s'étendre sur la fabrication révolutionnaire des poudres et salpêtres des districts, des sections, des communes et des individus dans toute l'étendue de la République ».

L'Administration centrale de la fabrication extraordinaire des armes restera composée de cinq membres et prendra le titre d'« Administration des armes portatives » ; son autorité s'exercera également dans la France entière ; elle dirigera « tous les travaux des carabines, fusils, mousquetons, pistolets, sabres, piques, balles et pierres à fusils » ; elle surveillera les manufactures et ateliers d'armes, les approvisionnera de matières et d'outils, leur procurera des ouvriers, leur répartira les commandes, passera, sous l'approbation de la Commission des armes, tous marchés relatifs aux approvisionnements des établissements en régie ou aux fabrications « générales et particulières » ; elle mettra « de l'uniformité dans

(1) Notes relatives à l'Agence des armes portatives (A. H. G. *Correspondance militaire générale*, janvier 1794).

(2) A. N. AF* II 122.

les prix de toutes les parties de fabrication et de réparation, autant que les localités le pourront permettre ». Elle proposera à la Commission des armes « les nouveaux établissements qu'il faudra former si ceux qui existent ne suffisent pas » et les encouragements ou récompenses qu'il faudra accorder « pour porter la fabrication des armes au plus haut degré de perfection possible ». Elle correspondra avec les autorités constituées pour tout ce qui regarde ses attributions et avec le Comité de Salut public pour lui demander de requérir les ouvriers dont elle aura besoin (1).

L'Administration générale de la grosse artillerie et l'Administration de la conservation des armes et munitions de guerre, créées les 4 et 12 ventôse (2) et composées chacune de cinq membres, reçurent des prérogatives identiques. La première devait diriger « la fabrication des canons, obusiers, mortiers, pierriers, obus, bombes, affûts, caissons, pontons et généralement de tous les attirails de la grosse artillerie ». Les 8 et 23 ventôse, le Comité lui assigna pour établir ses bureaux la maison d'Angivilliers, rue ci-devant de l'Oratoire ; le 3 germinal, le ministre de l'Intérieur fut invité « itérativement » à la mettre en possession de ce local, et le 7 elle obtint l'église Saint-Séverin pour installer ses magasins (3).

La seconde serait « chargée de la réception et emmagasinement des armes et poudres, de leur entretien et menues réparations, de la confection des cartouches, gargousses et artifices de toutes espèces, et de l'achat des objets qui y sont nécessaires, de la distribution des armes aux armées, de la surveillance de ces armes et de leur entrée dans les magasins ou dans les ateliers de réparations, enfin de tout ce qui concerne le mouvement des armes et munitions ». La maison Pourpin, rue de l'Université, lui fut attribuée le 8 ventôse pour ses bureaux et on lui accorda trois autres maisons, le 15, sans doute pour servir de dépôts (4).

Cinq Administrations distinctes étaient donc subordon-

(1) Arrêté particulier, du 4 ou du 6 ventôse (A. N. AF* II 123).

(2) A. N. AF* II 122 et AF* II 123.

(3) A. N. AF* II 123.

(4) A. N. AF* II 122 et 123, et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 419.

nées à la Commission des armes et poudres (1) qui était, en outre, « chargée immédiatement de tous les objets de détail des autres parties de ses fonctions qui ne seraient point comprises dans les travaux des administrations séparées ». Le Comité de Salut public se réservait, d'ailleurs, les moyens d'exercer, comme par le passé, un contrôle direct sur les fabrications de guerre. « Il y aura trois commissaires du Comité..., chargés de surveiller en son nom toutes les opérations de la fabrication révolutionnaire des salpêtres et des poudres, des armes portatives et de la grosse artillerie. Les deux premiers étant déjà en exercice continueront leurs fonctions et les étendront à toutes les parties du travail des Administrations respectives près desquelles ils sont institués ; quant au commissaire pour la grosse artillerie, il sera nommé incessamment... et ses fonctions seront réglées par un arrêté particulier. » Hassenfratz et Carny conservèrent en effet, pendant quelques décades, leurs fonctions de commissaires du Comité. Mais il ne semble pas que le commissaire pour la grosse artillerie ait jamais été désigné.

II. — FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DES ARMES ET POUDRES.

Dès le 25 pluviôse, la Commission des armes annonce aux Districts son prochain avènement et réclame leur concours. « Exciter par une activité révolutionnaire une fabrication prompte et formidable de canons, de fusils, d'armes blanches, de salpêtre et de poudre, tels sont les grands objets que nous devons fournir aux défenseurs de la République et qui doivent donner la mort aux tyrans et la paix aux peuples... » Elle leur retrace leurs devoirs. « Il faut augmenter les approvisionnements de matières : c'est la tâche que nous vous confions ; nous nous chargeons de leur emploi. Le fer, l'acier, le cuivre, l'étain, le salpêtre, voilà les richesses d'un peuple

(1) Un arrêté du 1^{er} ventôse accorda la franchise postale à la Commission et aux Administrations subordonnées (A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 269).

libre ; cherchez-les avec activité ; que rien n'échappe à votre vigilance ; indiquez-nous-en les sources, nous vous donnerons les moyens de les rendre utiles... » Elle recommandait en particulier l'application de la loi du 14 frimaire : « Excitez, propagez la fabrication du salpêtre ; ...entourez-vous d'hommes instruits..., encouragez-les... ; que vos moments de délassement soient employés dans les ateliers de ces hommes précieux ; votre présence excitera leur zèle. Invitez, mais agissez... » Aussi bien les négligences seront signalées au Comité de Salut public (1).

Le 12 ventôse, elle demande à l'Administration générale des armes portatives l'état de situation des ateliers et magasins : ouvriers, approvisionnements, produits, car elle veut donner à cette fabrication toute l'extension possible (2). Le 24, elle expose aux autorités constituées, dans une circulaire très précise, les lignes essentielles de l'organisation nouvelle et leur indique la composition exacte des Administrations placées sous sa surveillance. Les citoyens Billioux, Jumelin, Durand, Vincent et Loiseleur formaient l'Administration de la grosse artillerie ; — Jullien, Mégnié, Labolle, Jaume et Régnier l'ainé celle des armes portatives ; — Daubancourt, Millier, Caillot, Descroizilles et Chaptal celle des poudres et salpêtres. L'Administration de la conservation des armes comprenait les citoyens Berger, Laporte, Duverger et Drouas (le cinquième membre n'est sans doute pas encore désigné à cette date). Enfin l'ancienne Régie, qui a pris le titre d'Agence nationale des poudres et salpêtres, se compose toujours des citoyens Dufourny, Faucheux, Leblanc et Champy.

La Commission des armes vantait les avantages du système adopté : « La correspondance deviendra facile, les autorités constituées et les citoyens qui auront des relations avec les Administrations voudront bien s'adresser directement à elles, suivant la nature des objets. La Commission portera la surveillance la plus active dans l'exécution des grandes mesures qui lui sont confiées. Elle attend le même zèle ré-

(1) A. D. Yonne, L. 512.

(2) A. H. G. *Reg.* 22-a/1.

volutionnaire des Administrations qui coopèrent avec elle, des autorités constituées et des citoyens qui auront des rapports avec ses opérations (1) ».

Les Administrations, de leur côté, se mirent au travail avec ardeur. Celle des armes portatives, par exemple, est autorisée par arrêté du 16 ventôse à nommer dans chaque district où l'on fabriquera des fusils, baïonnettes, sabres ou pièces séparées, un agent chargé de recevoir le travail des ouvriers, de leur donner des bons de paiement et d'expédier les objets dans les lieux indiqués ; son salaire sera proportionné aux quantités qu'il recevra, mais il devra veiller à la bonne qualité des livraisons (2). Le 21, l'Administration presse les Sociétés populaires d'encourager la fabrication des baïonnettes (3). Le 30, « considérant que son travail se multiplie beaucoup et va bientôt devenir plus considérable encore », elle décide que les commis de ses bureaux travailleront de 8 heures du matin à 4 heures du soir, « sans désemparer », que la moitié d'entre eux travaillera le décadi et qu'un quart travaillera chaque soir de 7 à 10 heures, sauf les quintidis et décadis « à cause des assemblées de sections (4) ».

Mais bientôt on s'aperçut que « les Administrations isolées..., n'ayant ni le spectacle ni le secret des autres produits de la fabrication, n'ayant point de correspondance entre elles, se nuisaient, s'arrachaient les matières ». La Commission des armes essaya de coordonner leurs efforts, mais elles avaient conservé le goût de l'indépendance ; autorisées à correspondre directement avec le Comité de Salut public et les autorités, « elles s'en prévalaient pour agir à l'insu de la Commission ; de là des contradictions de mesures et des pertes de temps (5) ».

Sur ces entrefaites, le décret du 12 germinal, voté sur rapport de Carnot, supprima à dater du 1^{er} floréal le Conseil exécutif provisoire et remplaça tous les ministres par des Commissions exécutives ; il enleva les mines à la Commission des subsistances pour les rattacher à celle des armes et pou-

(1) A. D. Vienne, L. 173, et Yonne, L. 512.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 568.

(3) A. D. Yonne, L. 512.

(4) A. H. G. *Reg.* 22-a/1.

(5) *Notes sur l'Agence des armes portatives*, déjà citées.

dres qui prit désormais le titre de *Commission des armes, poudres et exploitation des mines* (1). Elle ne devait plus comprendre que deux membres et un adjoint. Dupin en sortit ; Capon et Bénézech furent maintenus en fonctions par décret du 29 germinal. L'adjoint Campagne ne fut désigné que le 30 floréal (2).

La Commission reconstituée jouit d'une autorité grandissante. Elle dispose de crédits considérables : 20 millions sont mis à sa disposition par décret du 30 germinal, pareille somme le 13 prairial, puis le 1^{er} messidor, 6 millions le 21 fructidor, 8 millions le 8 vendémiaire an III, 10 le 11 brumaire, 6 le 9 frimaire (3).

Le Comité la soutient énergiquement et s'applique à perfectionner son organisation. Un décret du 27 ventôse, rendu sur rapport de Barère, avait supprimé toutes les commissions de salpêtriers délivrées par le Conseil exécutif provisoire et avait attribué à la Commission des armes le droit exclusif de les renouveler et d'en accorder d'autres (4). Il annonce, le 25 germinal, que tout directeur ou agent d'artillerie qui « ne se conformera pas à la subordination que la loi lui prescrit envers elle », sera destitué et mis en arrestation comme suspect. Il lui donne, le 29, le droit de faire parvenir, sans autorisation particulière, aux armées et aux places de guerre, « les projectiles, affûts, balles et autres menus objets », sauf à rendre compte au Comité de ces envois (5). Le 3 floréal, les plaintes multiples qui lui parviennent contre l'Administration des armes portatives le déterminent à lui enlever la surveillance de la manufacture de Paris et à établir un Conseil d'administration directement subordonné à la Commission des armes (6). Enfin, vers la fin du mois, il réalise une réforme plus radicale et transforme les Administrations en Agences dont le pouvoir fut « circonscrit à la fabrication » et qui per-

(1) *P. V.*, t. XXXIV, p. 334-9.

(2) *P. V.*, t. XXXV, p. 317, et t. XXXVII, p. 313-4.

(3) *P. V.*, t. XXXV, p. 337; t. XXXVIII, p. 209; t. XL, p. 21; t. XLV, p. 139. t. XLVI, p. 164; t. XLVIII, p. 147, et t. L, p. 184.

(4) *P. V.*, t. XXXIII, p. 392-3.

(5) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 581 et 660.

(6) Voir plus haut, chap. II, XI.

dirent le droit de correspondre avec les autorités constituées (1). C'est ainsi que furent désignés, le 27 floréal, pour composer l'Agence des armes portatives, les citoyens Mégnié, membre de l'ancienne Administration, Naudet, agent-comptable du magasin des fers, et Cassan. Ils recevraient 6.000 livres d'appointements annuels et entreraient en fonctions le 1^{er} prairial (2).

La création d'une Agence des mines, le 13 messidor, compléta la nouvelle organisation. A cette date, la Commission des armes a sous ses ordres, outre le Conseil d'administration de la manufacture de Paris, six Agences : Armes portatives, Grosse artillerie, Conservation des armes et des munitions, Mines, Agence nationale et Agence révolutionnaire des salpêtres et poudres. Tous ces services ne peuvent communiquer entre eux ou avec les autorités constituées que par son intermédiaire.

Mais elle est elle-même étroitement subordonnée au Comité de Salut public. Il a pris soin de l'installer à proximité de ses propres bureaux. En vertu d'un arrêté du 27 ventôse, son président doit venir chaque soir, « à neuf heures très précises, avec son portefeuille », à la Section des armes pour y rendre compte de ses opérations et proposer les mesures qui lui paraissent nécessaires (3). Le Comité lui demande, le 3 floréal, comme aux autres Commissions exécutives, « un mémoire abrégé sur la méthode de travail usitée dans les bureaux, et sur celle qui pourrait être adoptée pour assurer l'économie du temps et des moyens et surtout la rapidité d'exécution (4)... ». Le 18, il soumet à des règles précises la correspondance établie entre sa Section des armes et la Commission ou les administrations qui en dépendent immédiatement : les lettres et paquets adressés au Comité lui seront remis chaque soir à 8 heures ; des avis motivés accompagneront tous les dossiers soumis à son examen ; les renseignements demandés devront être fournis dans le délai déterminé, avec « la plus scrupuleuse exactitude » ;

(1) *Notes sur l'Agence des armes portatives.*

(2) A. N. AF* II 123.

(3) Même référence..

(4) A. N. AF II 24, d. 192.

les ordonnances ou commissaires « qui s'annonceront de la part du Comité » seront regus « à quelque heure que ce soit (1) ».

Le 13 prairial, le Comité détermina les heures de présence des employés des Commissions et Agences : de 8 heures du matin à 2 heures de l'après-midi, puis de 5 à 8 heures et demie du soir ; ils seront dispensés de travailler le soir du décadi ; dans chaque Commission, un citoyen, qui n'exercera aucune autre fonction et recevra pour cet office 2.400 livres par an, rendra compte de l'exactitude de tous les employés (2). Ces dispositions restèrent en vigueur jusqu'à l'arrêté du 3 fructidor, qui prescrivit un travail continu de 9 heures du matin à 4 heures de l'après-midi et rendit les chefs de bureaux responsables de l'assiduité de leurs commis (3). Enfin, le 2 thermidor, Prieur demande à la Commission des armes de donner, « dans le plus court délai, la liste nominative de tous ses subordonnés » dans la République entière, en indiquant leur emploi, leurs appointements et « autant que faire se pourra, leurs qualités personnelles (4) ».

Ainsi le Comité est attentif à exiger des agents de la République, à tous les degrés de la hiérarchie révolutionnaire, un labeur réel ; il ne l'est pas moins à perfectionner des institutions qu'il avait improvisées parfois au gré des circonstances et à simplifier les rouages de la machine administrative. Docile aux leçons de l'expérience, il n'hésite pas à remettre sans cesse sur le métier son ouvrage.

Le 8 messidor, il supprime l'Agence de la conservation des armes et munitions, à compter du 1^{er} thermidor. Son travail se fera dans les bureaux de la Commission (5).

Le 26, Barère expose longuement à la Convention les raisons qui justifient une fusion des deux Agences qui jusqu'alors se sont partagé les services des poudres et salpêtres. Les ateliers de l'ancienne Régie « récoltent souvent le salpêtre... qui devrait approvisionner les fabriques de l'Agence révo-

(1) A. N. AF* II 123.

(2) A. N. AF II 24, d. 192, et Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 54.

(3) A. N. AF II 23, d. 181.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 314.

(5) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 535.

lutionnaire » et celles-ci, qui emploient plus de matières, « sont souvent sur le point d'en manquer ». D'autre part, l'Agence nationale délivre des commissions à des citoyens qui, devenus salpêtriers, « entravent les exploitations particulières et modèrent la leur pour avoir de l'ouvrage et un produit successif et lent ». De plus, ses agents et ses commissaires, « placés et connus depuis longtemps, ont toutes les facilités... pour attirer à eux les ateliers révolutionnaires, les hommes qui y travaillent le salpêtre, le salpêtre qui s'y fabrique » et privent ainsi l'autre Agence d'une grande partie de ses ressources ; ils accaparent aussi la presque totalité des potasses. Enfin, très souvent, « les anciens salpêtriers commissionnés entravent l'exploitation révolutionnaire... par l'opposition de leur arrondissement ; ils usent de toute la rigueur de la loi et n'en saisissent l'esprit qu'à leur propre avantage, sans l'appliquer comme il devrait l'être à l'extraction prompte et rapide du salpêtre... ». Bref, « les deux Agences se gênent, se fatiguent, rivalisent avec perte et danger perpétuels pour la République... L'une a une origine révolutionnaire, l'autre a pris naissance dans l'ancien régime. Ces deux filles de deux lits différents pourraient nuire à la paix domestique et détruire le patrimoine commun au lieu de l'augmenter... »

Si le Comité n'a pas proposé plus tôt leur réunion, c'est qu'il ne voulait pas « risquer les produits assurés de l'ancienne méthode » avant d'avoir éprouvé la valeur des procédés nouveaux. Mais l'expérience a été concluante. Désormais une organisation unique ne présentera que des avantages. « Il y aura unité dans les mesures ; on connaîtra à chaque instant l'état du salpêtre, du salin, etc. ; la répartition égale et convenable des matières dans les divers ateliers se fera avec exactitude et célérité ; il n'y aura plus de stagnation nulle part ; des plans suivis pour la fabrication du salpêtre, du salin ou de la potasse, pour le raffinage du salpêtre et la fabrication de la poudre, pourront être faits et exécutés. Tous les agents et employés marcheront d'un pas égal vers l'amélioration de toutes les fabrications... »

La Convention se rendit à ces raisons, décida sur-le-champ que l'Agence nationale, ci-devant Régie des poudres, cesse-

rait ses fonctions le 1^{er} thermidor et chargea le Comité « d'organiser le travail de cette partie ». Le 28, le Comité supprima l'Agence révolutionnaire. Désormais l'ensemble des travaux sera dirigé par une Agence unique, composée de trois membres nommés par le Comité, aux appointements de 6.000 livres par an. Elle n'aura de relations qu'avec ses préposés ; la Commission des armes assurera la correspondance « avec les corps administratifs ou autres autorités constituées ». Le même jour, le Comité désigna, pour faire partie de l'Agence, les citoyens Champy, ancien Régisseur, Chaptal et Millier, anciens membres de l'Agence révolutionnaire. Le dernier, mis en arrestation au lendemain de la chute de Robespierre, fut remplacé le 21 thermidor par le citoyen Bonjour, « précédemment employé dans les bureaux de la Marine (1) ». Chaptal conserva ses fonctions jusqu'au 8 pluviôse an III ; son successeur, Riffaut, commissaire des poudres au Ripault, démissionna dès le 11 germinal et fut remplacé le 26 par Ducamp, commissaire à Essonnes (2).

Au début de l'an III, une réforme plus profonde renforça les attributions de la Commission des armes et poudres. Les deux Agences des armes portatives et de la grosse artillerie subirent le sort de celle de la conservation des armes et disparurent à leur tour. Elles avaient gardé les habitudes d'indépendance des Administrations qu'elles remplaçaient ; leurs décisions, prises à l'insu de la Commission des armes, se contrariaient. Le Comité de Salut public dut, le 27 prairial, leur interdire formellement de correspondre avec les Agences ou Commissions étrangères. D'autre part, un désordre « inextricable » régnait à l'Agence des armes portatives : les bureaux de la fabrication « accumulaient les marchés sans aucun discernement, sans autre but que d'en passer une très grande quantité », et ne prévenaient pas les bureaux chargés des approvisionnements ; la surveillance exercée sur les magasins était presque nulle et la comptabilité obscure (3).

S'il faut en croire un employé mécontent, le citoyen

(1) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 215 et 216 ; t. XVI, p. 75.

(2) *Ibid.*, t. XIX, p. 710 ; t. XXI, p. 424, et t. XXII, p. 103.

(3) *Notes sur l'Agence des armes portatives.*

Grébert (1), les membres de l'Agence de la grosse artillerie n'étaient pas moins incapables. Celui qui dirigeait les fonderies avait prouvé son impéritie « en laissant à la tête de plusieurs d'entre elles ou en voulant y placer des gens sans talents ou dont l'incivisme était connu », en laissant à l'abandon pendant très longtemps les entrepreneurs de Valence, « actifs et intelligents », en laissant languir la fonderie de Tarbes dont l'entrepreneur, artiste instruit, mais sans fortune, avait demandé vainement une avance de 60.000 livres, en ne donnant pas à l'entreprise l'établissement de Saint-Lô, malgré les principes et les ordres du Comité de Salut public, en ne formant que peu d'établissements pour le départ des cloches. L'agent chargé des forges avait des talents, mais peu de connaissances administratives. Celui qui devait approvisionner les arsenaux, les fonderies, les ports en fers, fontes, lest, tôles, cuivres, charbons de terre, « avait laissé manquer le plus grand nombre des établissements et des fournisseurs de l'un de ces objets » ; il avait fini par périr sur l'échafaud « avec la Commune rebelle dont il était membre ».

Vers le début de l'an III, un rapport de la Commission des armes (2) conclut à l'inutilité des deux Agences qui ne pouvaient passer aucun marché ni distribuer l'ouvrage sans son aveu. « Dans toutes les opérations, le travail de la Commission précède ou suit celui de l'Agence ; les écritures se doublent, les ordres se succèdent, l'exécution devient plus lente. » En fait, il n'est pas rare que la Commission donne ses ordres directement aux magasins ou aux manufactures. La disparition des Agences « procurera une grande économie et accélérera le service », sans augmenter considérablement les travaux de la Commission dont les bureaux correspondent aux Agences. Il suffira de conserver les agences des magasins, mais en les composant d'artistes et de bons comptables. De même, la suppression du Conseil d'administration de la manufacture de Paris s'impose. La manufacture comprend 22 ateliers de fabrication ou de réparations et 11 usines à forer ou émoudre et occupe plus de 5.000 ouvriers qui « se

(1) A. N. C. 355, d. 1874.

(2) *Notes sur l'Agence des armes portatives.*

dirigent difficilement parce qu'ils forment une espèce de corporation par le droit d'assistance qui leur est donné aux assemblées et aux délibérations du Conseil d'administration ; de là provient un ferment de jalousie et de discussion qui quelquefois a produit des effets alarmants ». Il suffirait de composer chaque agence particulière d'atelier « de manière que la partie de l'administration et celle de l'art y soient également bien suivies, sans opérer de réunion entre les agents, moins encore entre les ouvriers des différents ateliers », et de faire de chaque atelier une manufacture particulière « correspondant avec un régulateur commun ». Par contre, il faudrait conserver l'Agence des poudres, qui doit assurer un travail urgent et celle des mines qui a tout à créer.

Le Comité se rendit en partie à ces raisons. Dès le 12 vendémiaire an III, il supprima les deux Agences de la grosse artillerie et des armes portatives. Au 1^{er} brumaire, leurs bureaux seront rattachés à ceux de la Commission des armes : elle les organisera « de la manière la plus économique » et « proposera successivement... les réformes que permettra le nouvel ordre (1) ». Il fallait à la fois restreindre les dépenses et accélérer les travaux. En fait, la réforme aboutit à une économie de plus de 265.000 livres sur les traitements (2). Par contre, le Comité attendit jusqu'au 28 brumaire an III pour enlever à la manufacture de Paris son Conseil d'administration et la placer sous la surveillance immédiate de la Commission des armes (3).

En somme, au début de l'an III, les Administrations subordonnées naguère à la Commission des armes et poudres achèvent de disparaître, à deux exceptions près ; seules subsistent l'Agence des poudres, « à raison des connaissances que suppose la direction immédiate de ses ateliers », et l'Agence des mines, « qui est tout à la fois un conseil composé d'hommes versés dans cette partie, une école destinée à former des sujets capables et qu'il faudrait toujours maintenir

(1) A. N. AF* II 127.

(2) Rapport de la Commission des armes au Comité des Seize, du 27 frimaire an III (A. N. C. 355, d. 1874).

(3) Voir plus loin, chap. XXIV, II.

à ces deux titres, quand on jugerait qu'elle ne doit exercer aucune autorité administrative ».

Cette simplification présente aux yeux des contemporains un triple avantage : elle assure « une marche plus simple et plus rapide », évite la dispersion des responsabilités, procure une grosse économie par « la suppression d'agents inutiles (1) ».

A cette époque, la Commission ne comprend plus que deux membres, Bénézech et Capon ; l'adjoint Campagne, destitué le 12 thermidor, n'a pas été remplacé (2). Mais ses bureaux occupent plusieurs centaines d'employés ; ils forment un Secrétariat général dirigé par le citoyen Bocquet et six Divisions (comptabilité générale, grosse artillerie, armes portatives, poudres et salpêtres, mouvement et conservation des armes et munitions de guerre, mines et distribution des charbons), que dirigent respectivement les citoyens Gachet, Billioux, Bellart, Cindrieux, Cebet et Bertoult. Le Secrétariat et les 1^{re}, 4^e, 5^e et 6^e Divisions étaient installés dans la maison de la Commission, quai Malaquais. La 2^e (Grosse artillerie) occupait la maison d'Angivilliers, rue de l'Oratoire, et la 3^e (Armes portatives) la maison de l'Université, rue du même nom.

Chacune de ces Divisions constituait un ensemble imposant. Celle de la Grosse artillerie ne comprenait pas moins de sept sections (fonderies, forges et fourneaux, arsenaux, dessins, atelier de précision et inventions, comptabilité générale, enregistrement) ; elle surveillait, en outre, un grand dépôt de pièces, d'affûts, etc., à l'Arsenal et un magasin de matières premières établi dans la ci-devant église Saint-Séverin.

A la Division des armes portatives, qui ne comprenait pas moins de quatorze bureaux groupés en trois sections, sans compter un « bureau des usines et des dessinateurs », on avait rattaché l'administration de la manufacture de Paris qui, de son côté, occupait plusieurs bureaux et dirigeait plusieurs magasins.

Les trois dernières Divisions étaient sans doute moins développées, mais l'Agence des poudres et salpêtres, installée

(1) Guyton, *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

(2) *Ibid.* et Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 528.

au n° 13 du quai Malaquais, possédait de son côté une division de la correspondance avec trois sections, une division de la comptabilité et un secrétariat. L'Agence des mines, installée à la maison Périgord, rue de l'Université, dirigeait cinq bureaux.

Chacun de ces bureaux occupait plusieurs commis : au début de l'an III, on en comptait encore 9 au bureau central d'enregistrement, 6 ou 7 à celui des plans et dessins. Au dire du citoyen Grébert, leur nombre était excessif ; beaucoup étaient d'âge militaire et de valeur médiocre (1).

Partie de ce personnel avait été empruntée aux ministères supprimés. Le citoyen Gachet, par exemple, chargé de la comptabilité, avait exercé en 1793, à la 3^e Division de la Guerre, les fonctions de chef du bureau de la fabrication extraordinaire des fusils (2). Des 18 commis des bureaux du matériel de l'artillerie à la Guerre, 11 avaient été attachés à la Commission des armes, puis à l'Administration de la grosse artillerie (qui à elle seule occupait plus de 80 employés). D'autres venaient de la Marine. Les premiers avaient été amenés par Dupin, les autres par Capon en l'an II, mais « la rivalité haineuse » qui existait naguère entre les deux ministères s'était perpétuée, et si l'on en croit Grébert, depuis le départ de Dupin, attaché à la Commission des travaux publics, les anciens employés de la Guerre n'avaient cessé d'être persécutés (3).

Quoi qu'il en soit, la Commission des armes et poudres faisait figure d'un véritable ministère. L'activité et la compétence de ses chefs étaient publiquement reconnues. Ils échappèrent à la tourmente qui lors de la réaction thermidorienne emporta tant de créations et de créatures du gouvernement révolutionnaire. Guyton, qui les avait vus à l'œuvre de près, déclara le 14 pluviôse an III que le Comité jugeait inutile de proposer la réforme de la Commission des armes, comme il avait fait le 17 nivôse précédent pour celle du commerce.

Bien au contraire, un arrêté du 5 ventôse (4) accrut encore

(1) A. N. C. 355, d. 1874 (Rapport de la Commission des armes, du 27 frimaire).

(2) Voir *Almanach national* de l'an II.

(3) D'après un mémoire du citoyen Grébert (A. N. C. 355, d. 1874).

(4) Aulard, *Recueil*, t. XX, p. 487, et A. N. AF* II 127.

ses pouvoirs. La suppression du *maximum* avait déterminé le renchérissement des fers et compromis l'approvisionnement des ateliers qui travaillaient pour la défense nationale. Le Comité attribuait en partie cette augmentation des prix à la concurrence qui s'établissait pour les achats entre les différentes Commissions exécutives. Il estimait aussi que la fabrication du fer pouvait être activée « par une plus prompte exploitation de la mine et une bonne distribution de la fonte dans les... forges ». Aussi décida-t-il de concentrer entre les mains de la seule Commission des armes toutes les opérations relatives aux fers, aux aciers et aux charbons de terre. Elle reçut mission d'« exciter la fabrication du fer » (mines et forges), de diriger les aciéries, de les perfectionner et d'en accroître le nombre, de répartir les charbons, les fers et les aciers entre les divers services. A compter du 1^{er} germinal, tout achat particulier sera interdit aux autres Commissions exécutives ; elles indiqueront à celle des armes, dans le plus bref délai, les quantités et qualités dont elles auront besoin pendant un an. Ainsi la Commission des armes exercera un contrôle général sur la métallurgie, l'une des branches les plus importantes de l'industrie nationale.

Lorsque le Comité approuva, le 14 du même mois (1), les mesures qu'elle avait prises pour réformer ses bureaux et ses magasins, il était donc guidé non par le désir de restreindre le champ de son activité, mais par le souci de réaliser de nouvelles économies.

III. — SUPPRESSION DE LA COMMISSION DES ARMES ET POUDRES.

Bientôt pourtant, la Commission des armes prévoit elle-même sa disparition « très prochaine ». Le 10 floréal, elle décide que chaque Division de ses bureaux préparera pour le 16 courant un compte rendu de ses opérations, car elle doit présenter au Comité de Salut public, à la fin de la décade, un rapport d'ensemble sur ses travaux, sur « les objets qu'elle

(1) Aulard, *Recueil*, t. XX, p. 651, et A. N. AF* II 127.

laisse aux différents services, les marchés contractés et non remplis, les moyens de diviser et de rendre les établissements à chacun des départements de la Guerre et de la Marine (1) ».

En effet, la décadence du gouvernement révolutionnaire s'accélérait. La Convention voulait, avant de se séparer, donner à l'administration générale du pays une forme stable et définitive. Elle revint au système traditionnel des ministères, à la répartition des services qui avait été adoptée en 1791. Le décret du 18 floréal an III rattache à l'Artillerie « les arsenaux et ateliers particuliers, les fonderies tant en bronze qu'en fer, les manufactures d'armes, les forges employées au service de l'artillerie, les moulins à poudre » et réserve aux officiers de l'arme « la surveillance de ces établissements et des épreuves nécessaires... ». Dès le 1^{er} prairial, « les détails relatifs au matériel de l'artillerie, attribués à la Commission des armes..., seront réunis... à celle du mouvement des armées de terre et de mer », qui sera renforcée d'un membre nouveau. Un décret du 29 floréal surseoit, il est vrai, à l'exécution de cette dernière disposition ; mais le 24 messidor, la Convention ordonne à Bénézech de passer le 1^{er} thermidor de la Commission des armes à celle du mouvement des armées de terre et de mer où il sera chargé de « tout ce qui a rapport au service de l'artillerie et du génie, tant pour le personnel que pour le matériel ». Capon resta seul chargé du matériel de l'artillerie de marine, des mines, des poudres et salpêtres et du départ du métal de cloches.

Enfin, le 18 fructidor, Gossuin proclama, au nom du Comité de Salut public, que la Commission des armes avait « rempli ses devoirs d'une manière digne d'éloges ». Mais sa disparition était devenue nécessaire. « Le moment approche où vous allez établir un nouveau gouvernement... Douze Commissions devront être réduites à six départements. Il faut donc préparer à l'avance, et peu à peu, cette réduction, de manière que... la marche des affaires n'en soit point arrêtée... » La Convention décida que la Commission des armes cesserait ses fonctions au 1^{er} vendémiaire an IV : les pou-

(1) A. H. G. *Reg.* 22-a /1.

dres, les salpêtres et les fonderies pour le départ des cloches passeraient à la Commission des revenus nationaux, les mines et salines à celle des travaux publics, le reste à la Commission de la guerre, section de l'artillerie. Une commission extraordinaire de cinq membres fut nommée pour recevoir et apurer les comptes de la Commission des armes (1). Le 28 fructidor, un arrêté du Comité de Salut public chargea Capon de présider à la liquidation, lui accorda 2 millions pour ordonnancer toutes ses dépenses, décida que ses bureaux resteraient provisoirement à la maison Juigné et que les employés, à la fin de leurs travaux, obtiendraient, « de préférence à tous autres », des places dans les administrations de la République et recevraient en attendant trois mois d'appointements (2).

Le 30, la Convention aborda la discussion du projet de loi reconstituant les ministères. Eschassériaux proposa la création d'un ministère du Commerce, de l'Agriculture, des Arts et de l'Industrie. Il soutint que la tâche suffirait à absorber l'attention d'un seul homme. Ce département nouveau eût retenu la plupart des attributions de l'ancienne Commission des armes. Son organisation eût été conforme aux idées professées et réalisées dans une certaine mesure par le Comité de l'an II, qui avait compris le parti que l'on pouvait tirer de la science mise au service de l'activité nationale. Mais Thibaudeau et Bourdon (de l'Oise), qui naguère avait été l'adversaire farouche du « système ministériel », combattirent avec succès la motion d'Eschassériaux (3). Le décret du 10 vendémiaire an IV consacra le démembrement des services de la Commission des armes et rétablit purement et simplement les six ministères de 1791-1793 : les mines, l'industrie, les arts et inventions, les aciéries retournèrent à l'Intérieur ; les poudres et salpêtres et le départ du métal de cloches revinrent aux Finances (4).

(1) *Journal des Débats*, n° 1074, fructidor an III, p. 259-260, et *Bulletin des Lois de la République*, CXLIX, 859 et 863 ; CLXIII, 953, CLXXII, 1033, et CLXXVI, 1057.

(2) A. N. AF* II 127 et AF II 24, d. 195.

(3) *Journal des Débats*, n° 1087, fructidor an III, p. 427-30 et 432.

(4) *Bulletin des Lois de la République*, CXCII, 1153.

Au reste, le nouveau gouvernement ratifia les éloges que Guyton, puis Gossuin avaient accordés à la Commission des armes. L'un de ses membres, Bénézech, devint sur-le-champ ministre de l'Intérieur du Directoire et conserva ses fonctions jusqu'en l'an V.

CHAPITRE XXI

Le Comité de Salut public et les Savants.

I. — LA SECTION DES ARMES DU COMITÉ.

La Commission des armes et poudres travailla sous le contrôle étroit et selon les directions du Comité de Salut public, dont le décret du 13 pluviôse an II avait précisément renforcé la prépondérance. D'août 1793 aux premiers mois de l'an III, le Comité ne cessa de surveiller de très près les fabrications de guerre dont il avait conçu l'idée et dont il traçait les programmes. Les ministères, dont il s'efforça tout d'abord de coordonner les efforts, les Administrations révolutionnaires qu'il établit successivement, la Commission des armes dont il provoqua la création ne furent que des organes d'exécution. Le Comité leur demanda des avis, des enquêtes, des rapports, mais se réserva le privilège de prendre les décisions importantes.

En juillet 1793, le Comité ne comprenait que 9 membres. Ils essayèrent de se partager la besogne selon leurs aptitudes ou leurs goûts personnels, mais « toutes les parties essentielles restaient sans chefs, telles que la guerre, les plans de campagne, l'organisation et la formation des armées, en un mot la défense publique dans le matériel comme dans le personnel ». Le Comité sentit le besoin de s'adjoindre des collaborateurs avertis. Son choix se porta sur deux officiers du génie qui siégeaient à la Convention, Lazare Carnot et C.-A. Prieur (de la Côte-d'Or) ; ils étaient « pleins de zèle, de talent et de probité, doués du courage nécessaire » et possédaient « les con-

naissances profondes de leur art et tout le dévouement d'un patriotisme éclairé (1) ».

Barère, qui se vante d'avoir mis leurs noms en avant, reconnaît qu'il n'eut « qu'à les proposer pour les faire accepter ». Le 14 août, la Convention ratifia cet heureux choix. Prieur et Carnot prirent aussitôt possession de leur poste. Ils le conservèrent l'un et l'autre, sans interruption, jusqu'au 15 vendémiaire an III. Réélu membre du Comité le 15 brumaire, Carnot en sortit définitivement le 15 ventôse ; mais l'année suivante, il entra au Directoire exécutif ; proscrit en l'an V, il joua encore un rôle politique sous le Consulat et même à la fin de l'Empire. Prieur, plus modeste, se contenta de siéger à la Convention, puis au Conseil des Cinq-Cents et rentra bientôt dans le silence. Il s'éteignit en 1832, sans laisser de postérité et nul ne prit soin de sa gloire. Il mériterait pourtant de partager avec Carnot le titre d'organisateur de la victoire. Tous deux, en effet, travaillèrent avec une égale ardeur à une tâche commune. Ils mirent le Comité « à même de défendre la gloire du nom français par des plans de campagne admirables et de protéger contre toute invasion le territoire et les frontières de la France, au moyen d'un armement aussi prompt que fort et universel (2) ».

Né à Auxonne le 22 décembre 1763, Prieur avait donc moins de 30 ans lorsqu'il fut appelé au Comité de Salut public. Ancien élève de l'Ecole de Mézières, il appartenait à cette arme du génie où, selon ses propres termes, « le service militaire est lié à bien des égards à la culture des sciences ». Ses recherches personnelles lui avaient valu d'être admis, en 1790, à l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon, sur la recommandation de son oncle Guyton-Morveau et du principal du collège, Jacotot. Déjà il s'occupait de physique appliquée, de l'établissement d'un système uniforme de poids et mesures et proposait de fondre les cloches pour en fabriquer de la monnaie. Il se passionna pour la cause de la Révolution, fréquenta les clubs et devint président de la Société des Amis de la Constitution de Dijon. Elu à l'Assem-

(1) Barère, *Mémoires*, t. II, p. 105.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 103 et suiv.

blée législative par le département de la Côte-d'Or, il se distingua par son labeur assidu dans les trois Comités des assignats, d'examen des comptes et d'instruction publique. Puis le problème de la défense nationale retint son attention. Au lendemain du 10 août 1792, il fut envoyé à l'armée du Rhin, en compagnie de Carnot, puis chargé, le 5 septembre, d'organiser une armée à Châlons.

Elu à la Convention, il reçut, dès le 11 octobre, mission d'inspecter avec Guyton et Deydier la frontière du Jura, puis, le 21 janvier 1793, d'inspecter les côtes et les ports depuis Lorient jusqu'à Dunkerque ; enfin, le 30 avril, il fut attaché à l'armée des Côtes-de-Cherbourg. Le 10 juin, il était arrêté à Bayeux, ainsi que son collègue Romme, et transféré à Caen par les autorités fédéralistes du Calvados. Relâché le 29 juillet, il rentra à Paris le 6 août et fut adjoint, le 14, au Comité de Salut public en même temps que Carnot (1).

Au cours de ses missions successives, il avait pris contact avec les réalités ; il avait eu l'occasion de comparer, par des observations directes, l'étendue des besoins à la médiocrité des ressources. Depuis plusieurs mois, nous dit-il dans ses *Souvenirs*, il était « persuadé que la France risquait de périr par manque d'armes et de poudres ». Il avait exposé ses craintes à des membres du premier Comité de Salut public, et Danton lui avait répondu : « Va encore une fois en mission au Calvados ; à ton retour, nous te ferons faire des armes. »

C'est à lui que Barère songea tout d'abord, au début d'août 1793, pour l'associer au Comité. Il essaya de se récuser et indiqua son ami Carnot. On les nomma l'un et l'autre et ils se répartirent la besogne. Carnot prit la direction « d'une sorte de bureau militaire commencé par Saint-Just » et « abandonné depuis son absence » ; Prieur, « frappé depuis longtemps du danger où était la France de manquer d'armes et de poudres..., crut ne pouvoir rien faire de plus utile que d'entreprendre très en grand les moyens de s'en procurer(2)... ». En d'autres termes, Carnot se chargea de l'organisation générale des armées et de l'élaboration des plans de campagne ; Prieur se

(1) P. Gaffarel, *Prieur (de la Côte-d'Or)*.

(2) *Souvenirs* de Prieur.

réserva les fabrications de guerre. Le premier s'occupa du personnel, le second du matériel. L'œuvre de Prieur, moins brillante que celle de son collègue, ne fut pas moins utile. Sans son labeur obscur, mais intelligent et obstiné, Carnot eût été réduit à l'impuissance : les soldats et les généraux de l'an II n'auraient connu que la défaite.

Il semble qu'au début la collaboration de Carnot et de Prieur ait été particulièrement étroite. À peine installés, ils élaborèrent d'un commun accord et firent approuver par l'ensemble du Comité le programme que Barère développa à la tribune et dont les décrets du 23 et du 28 août ordonnèrent l'exécution immédiate : la levée des jeunes gens de 18 à 25 ans, que demandait Carnot, eut pour corollaire les fabrications nouvelles d'armes et de munitions que Prieur voulait organiser.

Pendant les mois qui suivirent, Carnot prit encore une part active à la direction des manufactures ou des usines qui relevaient du ministre de la Guerre et à la mise en train des nouveaux ateliers de Paris ; sa signature accompagne souvent celle de Prieur au bas des documents. Il faut se garder toutefois d'exagérer l'importance de son rôle. Malgré son étonnante capacité de travail, trop de tâches urgentes attiraient son attention pour qu'il pût entrer dans le détail des fabrications de guerre. Doué d'une certaine facilité de parole, il se chargeait volontiers de défendre à la Convention l'œuvre commune du Comité. C'est ainsi qu'il exposa le 13 brumaire, dans un long rapport, les efforts accomplis pour organiser la manufacture de Paris, mais il serait téméraire d'en conclure qu'il en avait eu seul le mérite.

Prieur, plus réservé, n'aborda que rarement la tribune. Membre du Comité de Salut public pendant près de quatorze mois, il ne parut guère à la Convention : le 14 frimaire an II, il proposa l'exploitation révolutionnaire des salpêtres ; il présida l'Assemblée du 1^{er} au 15 prairial, immédiatement avant Robespierre (1) ; enfin, le 5 vendémiaire an III, il défendit l'établissement de Meudon contre des attaques perfides.

(1) Elu le 1^{er} prairial par 94 voix sur 117 (P. V., t. XXXVIII).

Mais la valeur des services rendus par un homme de gouvernement ne se mesure pas au nombre de ses manifestations oratoires. Prieur déploya une activité surhumaine. Il visitait les ateliers, les magasins, les fonderies de Paris, « remédiait aux abus, apaisait des querelles, excitait le zèle de chacun, et employait l'autorité du Comité partout où il était besoin (1) ». Il assistait aux expériences secrètes de Meudon. Au début d'octobre 1793, il se rendit à l'armée de l'Ouest ; à la fin de décembre, il inspecta les frontières du Nord. Le plus souvent, « enseveli dans ses bureaux (2) », il étudiait les multiples problèmes que soulevait l'organisation industrielle de la défense nationale, rédigeait de sa main ou signait d'innombrables arrêtés, entretenait avec les départements une correspondance minutieuse, conférait avec les savants de Paris ; de longs mois d'un labeur acharné, qui se prolongeait très avant dans la nuit, lui permirent d'accomplir en silence une œuvre considérable. Il fut le véritable créateur et resta le chef, l'animateur de la *Section des armes* du Comité de Salut public.

Il eut, en effet, sous ses ordres toute une équipe d'employés dont le nombre grossit sans cesse. Il est assez difficile de déterminer comment ce personnel se constitua et se développa pour accomplir une besogne démesurément accrue. Un *Bureau des armes* apparaît peu après le vote de la loi du 23 août (3). Un arrêté du 1^{er} octobre 1793 ordonne de payer 80 livres au citoyen Vilmorin pour le travail qu'il a fait par ordre du Comité pour « enluminer » des cartes nécessaires à ce bureau (4). De là part, le 11 octobre, la circulaire qui enjoint aux Districts d'envoyer un état précis des fourneaux, forges et aciéries. Plusieurs circulaires qui se succèdent à partir du 9 brumaire émanent du *Bureau de la fabrication extraordinaire des armes* (5). Y avait-il eu dédoublement ou simple changement d'étiquette ? La seconde hypothèse est la plus

(1) *Souvenirs* de C.-A. Prieur.

(2) L'expression est de Saint-Just (discours non prononcé du 9 thermidor).

(3) Il en est question dans un arrêté du 25 (A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 97).

(4) A. N. AF* II 121.

(5) A. D. Yonne, L. 512.

vraisemblable, car il n'est plus question dans les textes de l'ancien Bureau des armes. On avait voulu marquer sans doute que le Comité ne s'occupait directement que des manufactures nouvelles et que les anciennes relevaient encore des ministres de la Guerre et de la Marine.

Mais cet unique bureau ne tarde pas à se subdiviser. Au 22 pluviôse, il comprend une *Section des armes blanches*. D'autre part, un *Bureau des poudres et salpêtres* apparaît en nivôse (1) : sa naissance fut sans doute la conséquence logique de la loi du 14 frimaire sur l'exploitation révolutionnaire du salpêtre. Un tableau des « secrétaires-commis » appartenant au « Bureau de la Section des armes » ou au « Bureau des armes », et qui semble se rapporter à la période des débuts, donne le nom de 27 employés : 3 chefs de bureau, 19 expéditionnaires, 2 « compositeurs de lettres » et 3 dessinateurs ; 13 sont entrés en fonctions du 1^{er} au 20 brumaire, 5 du 1^{er} au 25 frimaire, 9 du 2 au 21 nivôse (2).

La *Section des armes* du Comité se constitua donc de bonne heure. Dès le 9 brumaire, les Districts sont invités à lui adresser leurs réponses (3). Son organisation se compliqua par la suite, en raison des progrès de la puissance et des attributions du Comité. Il est probable que son rôle grandit d'abord lorsqu'en frimaire le Comité fut devenu le véritable centre du gouvernement, puis en pluviôse lorsque fut créée la Commission ministérielle des armes et poudres, plus étroitement subordonnée que ne l'étaient les anciens ministères : le 28 ventôse, un arrêté du Comité prévoit l'installation des bureaux de la Section des armes dans les bâtiments du Muséum (4).

Vers la fin de l'an II, la Section des armes se divise en deux parties principales (5) : l'une s'occupe des travaux publics, l'autre des armes, poudres et mines. Celle-ci, dirigée par un « secrétaire général de la Section des armes », comprend

(1) A. D. Yonne, L. 512.

(2) A. N. AF II 23, d. 188.

(3) A. D. Yonne, L. 512.

(4) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 38.

(5) A. N. AF II 23, d. 190, pièce 67.

six bureaux : armes portatives, grosse artillerie, poudres et salpêtres, mines, objets divers, dessinateurs.

Le premier rend compte chaque décade de la situation des ateliers établis à Paris et dans les départements pour fabriquer ou réparer les armes portatives de toute espèce. Il forme, d'après les états particuliers qui lui parviennent, l'état décadaire des fabriques de fusils situées hors de Paris, celui des ateliers de réparations de fusils, celui de la fabrication des armes blanches.

Le bureau de la grosse artillerie a dans son ressort la fabrication des bouches à feu de fer ou de bronze, des projectiles et du métal de cloches, la surveillance des arsenaux et ateliers de constructions, l'approvisionnement des places et des ports.

Le bureau des poudres et salpêtres et celui des mines correspondent aux deux Agences placées sous le contrôle de la Commission des armes.

Le bureau des objets divers s'occupe des opérations du Commissariat de Meudon, de l'aérostation, de l'atelier de perfectionnement des armes portatives, du jury des armes et inventions de guerre, de la Commission temporaire des poids et mesures, de l'Ecole de Mars et même de l'instruction rurale, bref, de tous les services dont le Comité s'est réservé la surveillance immédiate et qui échappent à l'autorité de la Commission des armes.

Enfin, il y a un bureau de dessinateurs. Ils reportent sur des cartes, « en couleurs convenues », les renseignements fournis par les Districts, à la demande du Comité, sur les mines, forges, hauts fourneaux, aciéries, fabrications d'armes ou de parties d'armes, raffineries de salpêtres, dépôts de cuivre et de métal de cloches. On y dessine toutes les forges et fourneaux, foreries, émouleries, machines et outils relatifs à la fabrication des armes « et même les attitudes des ouvriers employés à ces divers travaux ». L'un des employés avait été chargé « de différentes opérations relatives à l'enlèvement des ballons » et surveillait vers la fin de l'an II « la confection de huit chariots à essieux, dont les boîtes sont composées de manière à rendre le frottement beaucoup plus doux ».

Cette organisation porte l'empreinte de l'esprit de méthode et de l'amour de la science qui furent les qualités maîtresses

de Prieur de la Côte-d'Or. Il avait choisi, pour diriger l'ensemble des bureaux de la Section des armes, l'un de ses compatriotes, le citoyen Chabeuf (1). Mais à ce personnel de bureaucrates on ne pouvait confier que des besognes subalternes. Le 28 frimaire, le Comité éprouve le besoin de pourvoir la Section des armes d'un *Dictionnaire des arts et métiers*, car, dit-il, il entre souvent dans sa correspondance des termes techniques inconnus des expéditionnaires et « il en peut résulter des erreurs et des méprises fâcheuses (2) ».

II. — LE ROLE DES SAVANTS.

Prieur eut le rare mérite de s'entourer des premiers savants de l'époque, de les associer étroitement à l'œuvre de défense nationale, de provoquer leurs recherches et de suivre leurs avis. Un témoignage qu'il est difficile de récuser met en pleine lumière le rôle prépondérant que jouèrent les savants en l'an II. Fourcy, dans son *Histoire de l'Ecole Polytechnique* (3), dédiée en 1828 au duc d'Angoulême, fils de Charles X, écrit en propres termes : « Il y avait alors auprès du Comité de Salut public une espèce de congrès de savants, où la plupart des sciences exactes et naturelles se trouvaient dignement représentées. C'est de là que partaient, à la voix du Comité souverain, ces instructions lumineuses, ces inventions soudaines, ces expédients ingénieux et rapides qui, dégageant les procédés des arts des vieilles ornières de la routine, élevaient tout à coup leurs produits au niveau des immenses besoins de la Révolution. » Cet hommage rendu sous la Restauration à l'œuvre du Comité et des savants dont il s'assura les services confirme pleinement les assertions de Prieur lui-même. Il groupa autour de lui, nous dit-il, plusieurs hommes d'un rare mérite, presque tous membres de l'Académie des Sciences ou qui le devinrent plus tard. Ce furent d'abord Monge, Berthollet, Vandermonde, Fourcroy et Guyton,

(1) A. N. AF II 218. Elu administrateur du département de la Côte-d'Or en l'an IV, puis démissionnaire et remplacé en germinal an V.

(2) A. N. AF* II 121.

(3) Page 13.

ces deux derniers membres de la Convention, l'ingénieur des mines Hassenfratz et le citoyen Adet, « depuis ambassadeur et aujourd'hui conseiller-maître à la Cour des comptes ». D'autres savants ou artistes se joignirent à ce noyau primitif, quand le besoin s'en fit sentir. Ces citoyens zélés « vinrent assidûment et sans rétribution à la Section des armes », éclairèrent toutes les questions qui leur étaient soumises ou qu'ils proposèrent eux-mêmes « et prirent chacun une part active dans un immense travail ». « Ils constituèrent ainsi dans le Comité de Salut public une autre sorte de Comité entre lesquels Prieur servit d'organe réciproque, transmettant au second les vues, les ordres du premier et reportant à celui-ci les résultats, les demandes de l'autre (1). »

Il est difficile de déterminer avec précision le rôle exact de chacun des savants qui unirent leurs efforts à ceux du Comité. Associés à une tâche commune, ils collaborèrent étroitement ; aucun procès-verbal de leurs délibérations n'a été dressé et nous n'avons pour apprécier leur activité que des témoignages indirects ou fragmentaires. Ils suffirent pourtant à donner une idée de l'importance et de la variété des services qu'ils rendirent.

Monge se distinguait entre tous « par cette infatigable activité qu'il portait d'ordinaire sur tout objet qui avait saisi fortement son imagination et il s'était ainsi concilié la prédilection particulière des chefs de la République (2) ». Il semble qu'il ait été mêlé à toutes les opérations essentielles de la Section des armes. Mais l'universalité même de ses talents explique pourquoi il est malaisé de circonscrire son œuvre propre.

Le rôle politique qu'il avait joué à la fin de 1792 et au début de 1793 aurait pu le rendre suspect aux hommes de l'an II. Membre du Conseil exécutif provisoire, chargé du Département de la Marine, il avait échoué dans sa tâche d'administrateur ; sa gestion lui avait valu de violentes attaques et il avait dû se démettre. Le Comité sut le défendre contre ses adversaires et le couvrit énergiquement de sa protection.

(1) *Souvenirs de Prieur.*

(2) Fourcy, *ouvrage cité.*

Il apprend, le 22 frimaire, que Monge « est compris sur la liste des émigrés actuellement à l'impression » ; or cette liste a été établie en avril 1793 ; « il est notoire » qu'à cette époque Monge était ministre de la Marine et n'avait pas émigré ; « il est à la connaissance du Comité qu'il ne l'a pas fait depuis ». Il autorise donc l'Administration des biens nationaux « à suspendre l'impression du nom du citoyen Monge sur la liste des émigrés, jusqu'à ce que ce citoyen ait pu remplir les formalités exigées par la loi ». Quatre jours plus tard, le 26, le Comité dispense Monge de remplir pour cette année ses fonctions d'examineur des aspirants de la marine et le remplace provisoirement par son frère Louis : « Gaspard Monge a contribué par ses lumières à organiser et à mettre en activité la fabrication extraordinaire de 1.000 fusils par jour ; ...connaissant toute la série de l'opération de cette fabrication, il serait difficile qu'il s'absentât de la Section des armes du Comité de Salut public, sans faire éprouver une sorte de ralentissement à cette fabrication... Il est plus essentiel à la fabrication, où il ne peut être remplacé », que partout ailleurs (1).

Ce témoignage officiel se suffit à lui-même. Il n'est pas inutile pourtant d'y joindre celui que nous a laissé Prieur dans ses *Souvenirs*. Après avoir exposé la complexité des problèmes qu'il fallut résoudre pour créer la manufacture de Paris, il ajoute : « Monge et Hassenfratz préparèrent tous les détails de cette organisation ; ils se consacrèrent pendant plusieurs mois à la multitude d'écritures nécessitées par une telle entreprise ; on en remit ensuite à la tenue à un chef de bureau intelligent, ce qui permit à nos deux savants de reporter sur d'autres objets leurs lumières et leur activité. »

Monge avait trouvé le temps d'achever, dès brumaire, en collaboration avec Berthollet et Vandermonde, l'*Avis aux ouvriers en fer sur la fabrication de l'acier*. Plus tard, « rendu libre du travail relatif à la manufacture de fusils de Paris (2) », il fut chargé, le 18 pluviôse, de rédiger une *Description de l'art de fabriquer les canons* et il y préconisa notamment la sub-

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 345 et 439.

(2) *Souvenirs* de Prieur.

stitution du moulage en sable au moulage en terre. En ventôse, il enseigna aux élèves des districts et des sections de Paris l'art de couler et de forer les canons de bronze ou de fonte. Plus tard, en prairial, il surveilla à Meudon les expériences sur le tir des obus incendiaires.

En même temps, il prit une part prépondérante à l'organisation de la récolte révolutionnaire des salpêtres et au développement de la fabrication des poudres. « Dans la première réunion des savants d'élite qui avaient été convoqués » par le Comité, « la question de la fabrication de la poudre, la première de toutes par son importance et par sa difficulté, assombrit fortement les esprits. Les membres expérimentés de la Régie ne la croyaient pas soluble. Où trouver le salpêtre ? disaient-ils avec désespoir. — Sur notre propre sol, répondit Monge sans hésiter ; les écuries, les caves, les lieux bas en contiennent beaucoup, plus que vous ne croyez, et il ajouta : On nous donnera de la terre salpêtrée, et trois jours après, nous en chargerons les canons. » Le Comité adopta ses vues et n'eut qu'à s'en féliciter. En quelques mois, « la France devint une immense manufacture de poudres (1) ». Monge collabora peut-être à l'*Instruction* qui accompagna la loi du 14 frimaire. Dès le mois de septembre 1793, il avait été chargé de présider à des expériences sur la production artificielle du salpêtre. A la fin de frimaire, il examina avec Berthollet et Hassenfratz les procédés imaginés par Carny pour fabriquer la poudre révolutionnaire. En germinal, il surveilla avec Guyton et Berthollet l'organisation de la poudrerie de Grenelle.

Sa compétence était universelle. En août 1793, il rédigeait un rapport sur un projet de direction des aérostats. Le 1^{er} vendémiaire an III, il recevait mission de visiter la fonderie de cuivre de Romilly, les fonderies révolutionnaires de l'Eure et de l'Orne, la fonderie en bronze de Saint-Lô, les mines de charbon de terre d'Isigny et d'Entrevignes (2).

Il ne se bornait pas à donner des directives générales. Il s'astreignait à suivre l'application de ses idées dans les plus

(1) Arago, *Biographie de G. Monge*.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 21.

petits détails ; il « consacrait ses journées à la visite des ateliers ; la nuit il rédigeait des notices propres à diriger les ouvriers ». Il se vouait corps et âme à sa tâche, passait jusqu'à douze heures de suite dans les foreries de canons, se surmenait jusqu'à l'épuisement. Insensible aux privations comme à la crainte de la proscription, il se passionnait pour l'œuvre entreprise. En un mot, il fut l'âme de ce vaste, de cet immortel ensemble de travaux ; il dominait ses collègues par l'ascendant que donne un vif enthousiasme ; il les entraînait par l'exemple d'une activité dévorante (1)... »

Son émule, Berthollet, était en 1793, après Lavoisier, « le chimiste le plus connu du public, et il était presque impossible que l'on ne recourût pas à lui au moment où la chimie devint pour la guerre une auxiliaire de première nécessité et lorsqu'il fallut demander à notre sol le salpêtre, la potasse et jusqu'aux matières colorantes, qu'il fallut apprendre à faire en quelques jours toutes les opérations des arts ». Il partage avec Monge, son ami, l'honneur d'avoir suscité « cette prodigieuse et subite activité qui étonna l'Europe et arracha des éloges même aux ennemis qu'elle arrêta... C'était d'après leurs instructions que cet immense mouvement était dirigé. Les chimistes que l'on chargeait des essais devenus nécessaires pour tant de procédés nouveaux ne travaillaient que sur leurs indications ; et l'on dit que s'ils avaient voulu suivre tous les secrets qui se révélèrent à eux, des moyens destructeurs plus intenses qu'aucun de ceux que l'on possède seraient sortis de leurs laboratoires (2). »

En effet, Berthollet préside dès 1793 et sans doute aussi en l'an II aux essais qui se poursuivent à Paris, puis à Meudon, pour créer une poudre plus puissante, à base de muriate suroxygéné de potasse. Il dirige à la Fère, puis à Meudon, des expériences sur les projectiles incendiaires. Il rédige avec Monge et Vandermonde l'*Avis aux ouvriers en fer*. En frimaire, il examine avec Monge et Hassenfratz les procédés imaginés par Carny pour accélérer la production de la poudre. En ventôse, il est choisi pour professer l'un des

(1) Arago, *ouvrage cité*.

(2) Cuvier, *Eloge historique* de Berthollet.

cours révolutionnaires. En germinal, il est chargé avec Monge de préparer l'établissement de la poudrerie de Grenelle. Les termes dans lesquels il intervient, en ventôse, pour vaincre les résistances de Chaptal, appelé à l'Administration révolutionnaire, prouvent suffisamment qu'il était l'un des conseillers les plus écoutés du Comité de Salut public et qu'il n'ignorait rien de ses desseins.

Moins connu, Vandermonde (1) joua aussi un rôle très actif. Le Comité lui prodigua les marques de confiance et ne cessa de mettre à profit ses talents de chimiste et sa connaissance profonde de la mécanique. En septembre, il est envoyé à Klingenthal et en rapporte ses *Procédés de la fabrication des armes blanches*, qui furent répandus dans la France entière, « avec profusion ». Un peu plus tard, il collabore à la rédaction de l'*Avis aux ouvriers en fer*. En frimaire il est chargé, en termes flatteurs, de diriger la construction des « usines » de la manufacture de fusils de Paris. En floréal, il est placé, avec Hassenfratz, à la tête de l'atelier de perfectionnement. En thermidor, il se rend à Lyon pour organiser la fabrication d'un taffetas, d'une résistance insoupçonnée jusqu'alors, que l'on destine aux aérostats de Meudon.

L'ingénieur des mines Hassenfratz, Montagnard fervent et chimiste de premier ordre, fut l'un des auxiliaires les plus précieux du Comité de Salut public. Il fut avec Monge le grand organisateur de la fabrication extraordinaire des fusils. Membre de l'Administration centrale des armes dès septembre 1793, commissaire du Comité de Salut public pour les manufactures et fabriques d'armes, du 27 brumaire au 10 floréal, membre du jury des armes et inventions de guerre, placé à la tête de l'atelier de perfectionnement le 8 floréal, il déploya une activité et des talents auxquels Carnot dans son rapport du 13 brumaire et Prieur dans ses *Souvenirs* ont rendu un hommage élatant. Il préside, en octobre 1793, l'assemblée de l'Evêché, qui fixe contradictoirement les salaires des ouvriers. Il s'occupe tout particulièrement d'améliorer la fabrication du fusil et il est invité, le 5 pluviôse, à en rédiger une description. Vers la fin de floréal, le Comité

(1) Voir *Notice* de Lacépède sur sa vie et ses ouvrages.

le charge d'étudier avec Fourcroy l'organisation d'une Agence des mines et il est envoyé à Meudon, avec Monge, pour surveiller les travaux du Commissariat des épreuves. Le 30 messidor, une nomination d'inspecteur des mines le récompense de ses efforts.

Le chimiste Carny, qui dès les premiers mois de 1793 fabriquait le muriate suroxygéné destiné aux expériences de Berthollet, proposa et fit adopter, à la fin de la même année, des procédés nouveaux, simples et expéditifs, pour raffiner le salpêtre et fabriquer la poudre. Au début de pluviôse an II, le Comité est en possession d'une méthode qu'il a imaginée pour extraire la soude du sel marin. Tant de civisme et de talents lui valurent le titre de commissaire du Comité et des pouvoirs très étendus pour appliquer ses procédés. Le succès de la raffinerie de l'Unité et celui de la poudrerie de Grenelle lui sont dus pour une très large part. Infatigable, il poursuit ses recherches. Le 5 messidor, le Comité lui accorde des fonds pour des essais « sur les moyens de diminuer les dépenses d'eau dans les machines mues par cet agent » et pour la construction d'appareils « propres à accélérer la fabrication du muriate... » ; le 28, il lui donne un témoignage éclatant de son estime et de sa reconnaissance : il recevra 10.000 livres, « pour lui servir d'indemnité des travaux et recherches qu'il a faits pour sa découverte du procédé révolutionnaire de la raffinerie de salpêtre et de la fabrication de la poudre qui viennent d'être exécutés avec le plus grand succès aux ateliers de l'Unité et de Grenelle à Paris (1) ».

Deux représentants du peuple, qui étaient aussi de grands savants, Fourcroy et Guyton, furent associés étroitement aux efforts patriotiques du Comité. En ventôse, tous deux professèrent des cours révolutionnaires. Le 18 germinal, ils furent chargés de rechercher les vices de la manufacture de Paris et les moyens de la réformer. Les travaux du premier sur les poudres fulminantes (2) et sur le départ du métal des cloches le désignaient à l'attention du gouvernement : en floréal, il dut avec Hassenfratz préparer l'organisation de

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 467, et t. XV, p. 215.

(2) Cuvier, *Eloge historique de Fourcroy*.

l'Agence des mines. Le second, oncle de Prieur, avait siégé au Comité de Salut public jusqu'en juillet 1793 ; il fut chargé de diriger la construction d'aréomètres pour les ateliers révolutionnaires de salpêtre ; il surveilla des expériences comparatives sur les poudres et aussi sur des canons de montagne d'un type nouveau ; enfin et surtout il mérite d'être considéré comme le père de l'aérostation militaire. Plus tard, Guyton et Fourcroy continuèrent pendant quelques mois, à la tête de la Section des armes, la tradition inaugurée par Prieur.

Le Comité de l'an II mit encore à contribution la science, les connaissances techniques et le talent organisateur de J.-C. Périer (1). De ses ateliers de Chaillot sortirent des centaines de bouches à feu et des modèles pour les fonderies révolutionnaires des départements. En août, puis en septembre 1793, il fut chargé de procurer du charbon de terre, puis des meules à la manufacture de fusils de Paris. A maintes reprises, il reçut mission de construire ou de réparer des foreries ou des émouleries. En ventôse, il professa l'un des cours révolutionnaires sur l'art de fondre, forer et mouler les canons.

Le chimiste Darcet (2) et son élève Pelletier (3) mirent au point, en pluviôse, et décrivirent un procédé pour éliminer l'étain du métal des cloches et en extraire le cuivre ; par la suite, ils étudièrent pendant plusieurs mois les méthodes proposées pour la fabrication en grand de la soude. Le premier se livra aussi à des recherches sur la nature et la production de l'acier. Quant au second, la part qu'il avait prise à des expériences sur la poudre muriatée contribua, paraît-il, à ruiner sa santé.

Le chimiste Chaptal (4), inspecteur, puis administrateur des poudres et salpêtres, son collègue Descroizilles qui s'occupa des nitrières artificielles, des membres de la Régie des poudres comme Dufourny qui professa l'un des cours révolutionnaires, comme Leblanc et Champy qui travaillèrent

(1) Delambre, *Notice sur la vie et les travaux de M. Périer*.

(2) Voir Cuvier, *Notice sur J. Darcet*.

(3) Voir P. Lassus, *Notice sur la vie et les ouvrages du citoyen Pelletier*.

(4) Flourens, *Notice historique sur Chaptal*.

à développer la production de la soude, le citoyen Adet qui participa aux expériences de La Fère en 1793, puis surveilla à Paris les travaux de la grosse artillerie et devint à la fin de l'an II membre de l'Agence des mines, des membres du corps des mines, tels que Duhamel, Gillet-Laumont, Lefèvre-Hellancourt et les « aérostiers » Coutelle, Conté et Lhomond furent aussi de précieux collaborateurs dont le Comité de Salut public sut utiliser les talents.

III. — SOLIDARITÉ DES MEMBRES DU COMITÉ DE L'AN II.

Ainsi les savants français, qui vers la fin du XVIII^e siècle étaient les premiers du monde, prirent une part très active à l'organisation industrielle de la défense nationale. On peut affirmer que le Comité tout entier rendit hommage à leurs talents et eut pleinement conscience de l'importance capitale de leurs services. Sans doute, ce fut Prieur qui s'occupa spécialement des multiples problèmes qui se posèrent à cet égard ; mais il est certain qu'il fut énergiquement soutenu par tous ses collègues.

Le fait est indéniable pour Carnot qui connaissait mieux que personne l'immensité des besoins d'armes et de munitions, — pour Robert Lindet dont le labeur inlassable procura des matières premières aux ateliers de Paris et des départements et des subsistances à leurs ouvriers, — pour Jeanbon Saint-André qui au cours de ses longues missions ne cessa de s'occuper de fonderies, de manufactures de fusils, de salpêtres et de constructions navales (1), — pour Barère qui se fit à maintes reprises, et notamment le 23 août 1793, le 13 pluviôse, puis le 26 messidor an II, l'interprète éloquent des conceptions et de la politique générale du Comité.

Mais on a mis en doute la participation des victimes du 9 thermidor aux immenses travaux de la Section des armes. Dès le 14 nivôse an III, Fourcroy dénonçait avec âpreté leur malveillance à l'égard des savants. « Il faut que la Convention sache que... poursuivi par les usurpateurs des droits

(1) Voir Lévy, *Jeanbon Saint-André*.

du peuple, proscrit par la tyrannie qui en craignait l'utile influence, le génie des sciences et des arts a été défendu et caché en quelque sorte aux regards du triumvirat, dans le sein même du Comité où il exerçait cruellement son affreux despotisme ; il faut que la Convention soit instruite que c'est en appelant les hommes les plus illustres dans les sciences et dans les arts à concourir, par des travaux continuels, à la recherche des moyens de défense dont la République était privée, que la partie de l'ancien Comité de Salut public, qui par ses lumières et ses vertus devait être une des victimes des conspirateurs qu'il renfermait dans son sein, est parvenue... à arracher à la proscription ces hommes utiles et à profiter de leurs lumières pour le salut du peuple. La Convention n'apprendra pas sans un tendre intérêt que dans les nuits même où la tyrannie conspirait contre elle, des savants et des artistes, rassemblés peu loin du foyer de la conspiration, puisaient dans leur génie les moyens de résister à ses funestes efforts et de fournir à nos défenseurs toutes les ressources que la tyrannie, l'ignorance et la faction déprédatrice leur enlevaient sans cesse... C'est de ce foyer de lumières, c'est de cette réunion des premiers hommes dans les sciences exactes que les membres purs de l'ancien Comité de Salut public ont fait sortir les rayons qui couvrent aujourd'hui la France et qui repoussent de toutes parts les atteintes de la barbarie. Des découvertes plus illustres par leur utilité réelle que par le bruit qu'elles ont fait jusqu'ici dans le monde, parce qu'il fallait en quelque sorte pour les utiliser les soustraire aux yeux des scélérats conspirateurs, des découvertes dont chacune a contribué au salut de la France, sont sorties de cette réunion (1)... »

Ainsi Robespierre, Saint-Just et Couthon n'auraient songé qu'à conspirer ; ils n'auraient pas pris part à l'organisation méthodique de la défense nationale ; ils auraient ignoré ou contrecarré les desseins de leurs collègues ; et il aurait fallu soustraire à leurs fureurs sanguinaires les savants qui leur portaient ombrage et ne pouvaient travailler qu'à leur insu.

(1) *Rapport à la Convention, du 14 nivôse an III.*

Quelques jours plus tard, dans un mémoire daté du 5 pluviôse an III, les membres de l'ancien Comité, dénoncés par Laurent Lecointre, repoussaient le reproche de vandalisme qui leur était adressé et reprenaient à leur compte les accusations lancées par Fourcroy. « Le génie des sciences et des arts, réfugié et défendu dans le sein du Comité de Salut public, loin du regard d'un triumvirat ombrageux et vandale, est mis à l'abri de son affreux despotisme. Des hommes justement célèbres dans les sciences, Fourcroy, Guyton, Berthollet, Vandermonde et Monge, sont appelés, réunis dans le Comité ; des hommes dont l'art était nécessaire à l'humanité souffrante, sont arrachés aux proscriptions (1)... »

Mais en nivôse et en pluviôse de l'an III, la réaction thermidorienne battait son plein ; presque tous les membres de l'ancien Comité étaient attaqués avec violence comme complices de Robespierre et comme auteurs responsables des excès de la Terreur ; bientôt Carnot, Prieur, Robert Lindet seront pris à partie. Pour sauver leur tête, Barère, Billaud-Varennes et Collot d'Herbois s'appliquèrent à séparer leur cause de celle des pros crits de thermidor et revendiquèrent l'honneur d'avoir assuré seuls le triomphe de la République. Ils calculaient que nul sans doute n'oserait se lever pour réfuter leur thèse audacieuse, rétablir la vérité et défendre la mémoire de Robespierre et de ses amis. Leur attitude n'avait rien d'héroïque, mais elle était humaine.

A première vue, les assertions de Fourcroy sembleraient plus dignes de foi ; il avait pris une part active aux travaux de la Section des armes en l'an II et il devait savoir à quoi s'en tenir sur l'attitude et le rôle des différents membres de l'ancien Comité. Mais ce grand savant n'était pas un homme de caractère. En nivôse de l'an III, parlant au nom du nouveau Comité de Salut public où dominait l'esprit thermidorien, il n'hésita pas à flatter les passions qui soulevaient alors la majorité de la Convention et à altérer sciemment la vérité.

Que ses allégations aient par la suite trouvé créance auprès de ceux qui ignoraient tout de la Révolution, nul ne saurait s'en étonner. Mais il est étrange que les contemporains les

(1) B. N. Le³⁸ 1173.

aient accueillies sans protester, car les accusations portées contre Robespierre, Saint-Just et Couthon ne résistent ni à la réflexion ni à l'examen des faits. Qui admettra que la majorité du Comité de l'an II ait pu organiser la défense nationale, en dépit de la malveillance systématique d'une minorité influente et que l'œuvre si vaste, si complexe de la Section des armes ait pu être conçue, poursuivie et, somme toute, menée à bonne fin à l'insu de Robespierre, de Saint-Just, de Couthon, et contre leur volonté ? Ces singuliers dictateurs auraient-ils donc ignoré la mise en œuvre de toutes les forces vives du pays qu'ils aspiraient à régenter ?

A peine est-il besoin de souligner l'absurdité d'une semblable hypothèse. La mission essentielle du Comité de l'an II était de repousser l'invasion. En août 1793, il avait été unanime à reconnaître la nécessité de s'adjoindre Carnot et Prieur pour reconstituer les armées, élaborer les plans de campagne, multiplier les fabrications de guerre. Le Bureau militaire dont Carnot prit la direction avait été « commencé » par Saint-Just. L'organisation d'une Section des armes était conforme aux vues de Robespierre sur la division du travail gouvernemental (1). Enfin, Robespierre avait agi sur les délégués des assemblées primaires et au club des Jacobins de Paris pour populariser l'idée de la levée en masse et des fabrications extraordinaires qui furent décrétées le 23 août 1793. Robespierre, Saint-Just et Couthon ne purent ignorer la manufacture de Paris, ni la raffinerie de l'Unité, ni la poudrerie de Grenelle, ni l'envoi de plusieurs représentants pour créer des fonderies dans les départements, ni les rapports des 13 brumaire, 14 frimaire, 13 pluviôse et 26 messidor dans lesquels Carnot, Prieur et Barère rendirent tour à tour et publiquement hommage aux savants qui entouraient le Comité, ni les cours révolutionnaires professés à Paris par ces mêmes savants, ni les instructions qu'ils publièrent, ni la création d'une Commission ministérielle des armes et poudres.

(1) A. N. AF II 23, d. 180, pièce 13 (sans date). Robespierre, dans cette note rédigée de sa main, expose ses vues sur ce que doit être l'organisation intérieure du Comité. Il faut « un secrétaire général d'un grand mérite ». Chaque membre du Comité doit avoir sa tâche propre, des collaborateurs dignes de sa confiance et un emplacement à part où il puisse travailler.

En réalité, le programme d'armements à outrance faisait partie d'un système politique dont les « triumvirs » furent les défenseurs les plus ardents. Le gouvernement révolutionnaire fut définitivement organisé le jour même où l'on décréta l'exploitation générale des terres salpêtrées (14 frimaire), et il n'est pas indifférent d'observer qu'en pluviôse, à deux jours d'intervalle, le 11, puis le 13, Robespierre et Barère insistèrent, en termes presque identiques, sur la nécessité de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire décisive. Sans doute, Robespierre et ses amis laissèrent à Carnot, à Robert Lindet, à Prieur (de la Côte-d'Or), le soin de veiller plus particulièrement sur les détails d'une organisation qui faisait appel à toutes les branches de l'activité nationale. Mais les documents prouvent avec surabondance qu'ils n'ignoraient nullement les travaux de la Section des armes et ceux des savants, que les mesures essentielles furent prises avec leur assentiment et qu'ils les appuyèrent constamment de leur autorité.

Il est certain que Saint-Just ne cessa d'être obsédé par le problème de la défense nationale. Des notes manuscrites retrouvées dans ses papiers (1), il résulte avec évidence qu'il se préoccupa de bonne heure d'assurer l'approvisionnement des armées. Il y observe par exemple, en juillet 1793, que la place de Cambrai n'a que 198.500 livres de poudres et qu'il lui en manque 505.708. Vers cette époque, d'ailleurs, il dirige au sein du Comité un Bureau militaire qui sera repris et développé par Carnot. Aussi prit-il une part active aux mesures qui suivirent le vote de la loi du 23 août. Il signe, avec Robespierre, la circulaire du 24 août qui enjoint aux sections de Paris de recenser les ouvriers en fer, et celle du 11 octobre qui réclame aux Districts l'état des forges et aciéries, l'arrêté du 5 septembre qui charge Périer d'acheter des meules pour la manufacture de Paris, celui du 7 qui suspend la fabrication des mousquetons, celui du 29 qui exempte du service militaire les ouvriers d'armes parisiens, celui du 5 octobre qui ordonne le transport à Paris des fusils à réparer se trouvant à Mézières et à Charleville.

(1) Vellay, *Œuvres de Saint-Just*, t. II, p. 32-45.

Envoyé avec Lebas à l'armée du Rhin, il réclame de Strasbourg au Comité, le 3^e jour du 2^e mois, l'envoi de sabres, pistolets et carabines pour la cavalerie et ordonne, le 7, la prompte réparation des fusils. Plus tard, le 9 nivôse, il prescrit d'envoyer à Paris sans délai tous les fusils susceptibles de réparations qui existent à l'arsenal de Strasbourg. De retour à Paris, il signe l'arrêté du 28 nivôse par lequel le Comité charge la Régie des poudres d'extraire le salpêtre de toutes les maisons nationales et celui du 2 pluviôse qui demande l'état des soufres disponibles dans la République entière. Vers la même époque, il signe avec Robespierre la circulaire envoyée aux sections et aux Districts sur l'extraction du salpêtre, et dans laquelle le Comité invoque les lumières des savants pour réfuter les objections des malveillants ou des ignorants. Bientôt, il se rend avec Lebas à l'armée du Nord, et ses actes témoignent de l'importance qu'il ne cesse d'attacher au problème des armements : il s'enquiert à Lille, le 9 pluviôse, des quantités de poudres qui s'y trouvent et met à la disposition du général en chef, le 13, 3.000 fusils de l'arsenal de Maubeuge.

Revenu au sein du Comité, il signe encore deux arrêtés du 27 pluviôse, relatifs à la mission du représentant Deydier, deux arrêtés des 19 pluviôse et 3 ventôse relatifs à des achats de cuivre et de salpêtre en Suisse, une circulaire du 13 ventôse qui astreint les Districts à fournir des états décadaires de la production des ateliers et manufactures d'armes et un arrêté du 14 ventôse qui ordonne d'enlever les fusils de calibre aux douaniers pour les distribuer aux combattants. Il préside la Convention du 1^{er} au 15 ventôse, accueille les offrandes de salpêtre des sections de Paris et reçoit les élèves des cours révolutionnaires.

En germinal, il signe l'arrêté du 17 qui ordonne de restaurer les mines de l'Allier ; il rédige de sa main l'arrêté du 18 qui charge Guyton et Fourcroy de rechercher les vices de la manufacture de Paris et d'en étudier la réforme ; il signe celui du 27 qui se propose d'accélérer les transports de charbons vers Paris ; le 27, il fait voter un décret sur la police générale, qui proclame la nécessité d'encourager l'exploitation des mines

et prévoit des exceptions en faveur des ci-devant nobles ou des étrangers qui travaillent aux armes (1).

Vers le début de floréal, « dans une séance du soir, il s'éleva brusquement une querelle très vive entre Saint-Just et Carnot au sujet de l'Administration des armes portatives, dont Carnot n'était pas chargé, mais bien Prieur (de la Côte-d'Or). Saint-Just prenait grand intérêt au beau-frère de Sijas, agent comptable des ateliers du Luxembourg, que l'on prétendait avoir été opprimé et menacé d'arrestation arbitraire parce qu'il avait éprouvé quelques difficultés, pour l'objet de son service, avec l'Administration des armes ». Si l'on en croit Barère, Billaud-Varennes et Collot d'Herbois qui racontèrent plus tard la scène, le but de Saint-Just était « d'attaquer les membres du Comité qui s'occupaient des armes et de perdre leurs coopérateurs ». Il mit en cause Prieur (de la Côte-d'Or), l'accusa d'avoir voulu faire incarcérer l'agent dont il était question. Prieur nia si formellement que Saint-Just n'osa insister, mais « il se retourna alors vers Carnot qu'il attaqua avec une injure cruelle », en présence de plusieurs membres du Comité de Sûreté générale et du représentant Niou qui se retira consterné et... craignit d'accepter une mission pour les poudres, mission qui pouvait devenir, disait-il, un sujet d'accusation, puisque les patriotes s'occupaient à se détruire ainsi (2) ».

Que des querelles violentes se soient élevées entre des hommes passionnés, surmenés et accablés de responsabilités, rien n'est plus vraisemblable. Mais l'unique version qui nous est parvenue sur l'incident de floréal démontre que Saint-Just, loin d'être hostile aux armements, s'intéressait aux moindres détails de leur organisation ; elle renferme, d'ailleurs, une inexactitude manifeste : Niou avait été chargé de surveiller la poudrerie de Grenelle dès le 19 germinal.

Bientôt, Saint-Just quitta de nouveau la capitale pour se rendre à l'armée du Nord qui allait engager des opérations décisives, préparées par Carnot. Sa correspondance démontre

(1) Voir Vellay, *Œuvres de Saint-Just*, et Aulard, *Recueil...*, *passim*.

(2) *Réponse des membres des deux anciens Comités... aux dénonciations de Lecointre (D'Héricault, Robespierre et le Comité de Salut public en l'an II, p. 15-46).*

combien il était persuadé de l'urgente nécessité de produire et d'expédier des masses considérables de munitions. Il revint même à Paris pour insister sur les besoins de l'armée. C'est alors qu'un nouveau conflit le mit aux prises avec Carnot. Dans le discours qu'il se proposait de prononcer le 9 thermidor, il l'accuse d'avoir voulu enlever, le 1^{er} messidor, 18.000 hommes à l'armée de Sambre-et-Meuse, ce qui l'aurait contrainte à quitter Charleroi. « L'ennemi avait conduit devant elle toutes ses forces ; on la laissait sans poudres, sans canons, sans pain. » D'accord avec ses collègues en mission, Saint-Just avait envoyé au Comité, pour protester, un agent qui fut assez mal reçu, sauf par Prieur qui, « enseveli dans ses bureaux », ne prenait guère part aux discussions du Comité, mais qui avait paru « sensible » aux besoins des armées (1). Que faut-il conclure de ce deuxième incident, sinon que Saint-Just et Carnot pouvaient à l'occasion différer d'opinion sur les meilleurs moyens de forcer la victoire, que l'un ou l'autre a pu commettre des fautes ou des erreurs d'appréciation, mais que tous deux tendaient avec énergie vers un but commun ? Il n'est pas indifférent non plus d'observer qu'en la circonstance, Saint-Just rend hommage au labeur et à la modestie de Prieur.

Robespierre, qui prit aux yeux de la France et de l'Europe figure d'un véritable chef de gouvernement, ne se désintéressa nullement de l'organisation industrielle et scientifique de la défense nationale. Les notes de son *Carnet* (2) suffiraient à prouver qu'à la fin de 1793 les besoins des armées, la fabrication des armes et des poudres et leur répartition étaient l'objet de ses préoccupations quotidiennes. La division du travail entre les membres du Comité et la création d'une Section des armes étaient conformes à ses vues, mais il ne cessa de prendre une part active aux opérations majeures du gouvernement. A la fin d'août et au début de septembre, il signe de nombreux arrêtés relatifs à la mise en train de la manufacture de Paris. Il signe l'arrêté du 29 septembre qui requiert tous les ouvriers de Paris aptes à fabriquer des fusils

(1) Vellay, *Œuvres de Saint-Just*, t. II, p. 482-3 et 489.

(2) Publié par A. Mathiez (*Annales révolutionnaires*, janvier 1918).

et interdit de les détourner de ces travaux, et celui du 26 octobre, qui enjoint à la Trésorerie nationale de mettre sans tarder 100.000 livres à la disposition de Vauquelin, commissaire pour les salpêtres à Tours. Il écrit de sa main, le 28 octobre, aux représentants Treilhard et Auguis pour les presser d'organiser secrètement l'établissement des épreuves de Meudon. Il signe, avec Robert Lindet, une circulaire du 18 brumaire qui réclame aux Districts un état des mines de charbon et un arrêté du 16 frimaire par lequel le Comité de Salut public réclame à celui de Sûreté générale la liberté du citoyen Julien, « administrateur de la fabrication des armes, dont le civisme lui est connu et dont les talents sont essentiels à cet établissement important » et lui rappelle que sa liberté « a déjà été promise trois ou quatre fois (1) ». Le 22 frimaire, il signe l'arrêté qui précise les droits et les devoirs des ouvriers de la manufacture de Paris.

Dans un discours qu'il prépara pour dénoncer la faction de Fabre d'Eglantine, il rappelle avec amertume les efforts des ennemis du Comité pour paralyser l'œuvre de défense nationale. « Le Comité..., qui malgré tous les efforts de la malveillance avait proposé, établi, soutenu la plus belle manufacture d'armes de l'Europe, est dénoncé par Bourdon, par Montaut, par Philippeaux, sous le prétexte qu'elle n'était point encore en pleine activité ; et on confia la surveillance de cette manufacture à un nouveau comité. C'était toujours le Comité de Salut public qu'on attaquait, quoiqu'on se crût obligé de protester du contraire, soit en attaquant les agents qu'il employait, en divinisant ceux qu'il destituait par l'intermédiaire du ministre, en critiquant toutes ses opérations et surtout en les contrariant sans cesse (2) ». L'allusion aux attaques de Bourdon contre Bouchotte et Hassenfratz est très nette.

Au cours de l'hiver 1793-1794, Robespierre s'affirme comme l'un des champions de la guerre à outrance et, logique avec lui-même, s'associe aux grandes mesures par lesquelles le

(1) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 213.

(2) *Papiers inédits trouvés chez Robespierre, ... supprimés ou omis par Courtois*, t. II.

Comité prépare une campagne décisive de printemps. Il signe la circulaire du 2 nivôse aux directeurs des fourneaux destinés à couler des projectiles, celles des 8 nivôse, 14 et 22 pluviôse qui astreignent les Districts à envoyer des états décadaires de production des ateliers d'armes ou des listes d'ouvriers capables de travailler aux armes et les pressent de multiplier les fabrications de baïonnettes. Il signe l'arrêté du 7 nivôse qui renvoie Lakanal à la manufacture de fusils de Bergerac et celui du 3 pluviôse qui ordonne de saisir les soufres emmagasinés à Marseille.

Plus tard, le 7 germinal, il signe l'arrêté qui accorde aux agents salpêtriers des districts une prime à la production (1). Le 11, aux Jacobins de Paris, après lecture du rapport de Saint-Just contre les Dantonistes, « un citoyen employé à la fabrication des canons aux Invalides se plaint d'être victime des intrigants... Il entre dans des détails assez étendus pour prouver que les patriotes employés à la fabrication des armes éprouvent depuis longtemps des persécutions en raison des services qu'ils rendent à la chose publique ». Robespierre prend la parole et déclare lui aussi « que des intrigants ont trouvé le moyen de s'introduire dans l'Administration des armes » et que le Comité « a éprouvé beaucoup de difficultés à détruire les entraves qu'ils mettaient à leur fabrication ». Il conclut en invitant le citoyen qui venait de parler à faire connaître au Comité les détails qu'il avait donnés (2). Peu après, le 19, Robespierre signe, avec tous ses collègues, une circulaire priant les ouvriers de dénoncer au Comité les abus qui ont pu se glisser dans la manufacture.

A la fin du mois, il signe les arrêtés du 25 et du 29 qui affirment l'autorité de la Commission des armes et poudres. Le 6 prairial, il signe un arrêté qui étend les pouvoirs de Guyton, envoyé à Maubeuge pour surveiller les débuts de l'aérostation militaire. Le 15, le Comité, « instruit que le citoyen Billaud..., employé actuellement à l'établissement d'une fabrique d'acier, se trouve exposé à des poursuites dont le but unique pourrait être de contrarier cette institution utile et les vues du

(1) Aulard, *Recueil*, passim.

(2) *Id.*, *Jacobins*, t. VI, p. 36.

gouvernement », le met « formellement en réquisition » et « défend de le troubler dans l'exercice de ses fonctions » : Robespierre rédige l'arrêté de sa main et il le signe en compagnie de Couthon, Barère, Billaud-Varennes et Collot d'Herbois (1). Quelques jours plus tard, le 22, il insiste en faveur de la discussion de la nouvelle loi des suspects, et Barère qui lui succède à la tribune invoque les troubles qui se sont manifestés dans les ateliers d'armes et de poudres.

A peine est-il besoin de s'étendre sur le rôle, plus effacé, semble-t-il, que joua Couthon. Il suffit de constater que sa signature accompagne souvent celle de ses collègues au bas des documents qui intéressent la défense nationale. Le 13 pluviôse par exemple, il signe l'arrêté qui astreint les bataillons ou escadrons à fournir des états décadaires des militaires susceptibles de travailler aux armes ; le 25 floréal, il signe une lettre qui demande aux représentants du peuple chargés d'organiser les fonderies révolutionnaires des renseignements précis et une correspondance régulière. Le 9 prairial enfin, il rédige de sa main une longue lettre qui ordonne la destruction de la fonderie espagnole de Saint-Laurent de la Mouga et dont le texte prouve qu'il était au courant de la situation générale des fabrications de guerre.

Ainsi Barère, Billaud-Varennes, Collot d'Herbois et Fourcroy ont menti impudemment en affirmant avec insistance en l'an III que les pros crits de thermidor avaient ignoré l'organisation de la défense nationale ou tenté de l'entraver.

Soutiendra-t-on, du moins, que Robespierre, Saint-Just et Couthon n'eurent les savants qu'en médiocre estime, qu'ils ne voyaient en eux que des adversaires redoutables à supprimer et qu'ils voulaient sacrifier les intérêts supérieurs du pays à leurs vengeances particulières ?

Sans doute, le 16 germinal an II, Robespierre fit chasser des Jacobins, après un vif débat (2), le citoyen Dufourny, savant distingué, qui avait rendu des services comme membre de la Régie des poudres et avait professé l'un des cours révolutionnaires. Mais le personnage lui était suspect de longue

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 96.

(2) *Id.*, *Jacobins*, t. V, p. 670.

date. Dès le 5 nivôse, un rapport de police au ministre de l'Intérieur se fait l'écho de bruits désobligeants qui circulent sur « plusieurs individus qui ont une réputation de patriotisme, accumulent sur leur tête plusieurs places et reçoivent plusieurs traitements » et cite Dufourny (1). Peut-être Robespierre se rappelait-il l'attitude équivoque prise par Dufourny vis-à-vis du chimiste Barthélemy que soutenait le Comité (2). Il savait à coup sûr que Dufourny avait essayé, le 13 ventôse, vainement d'ailleurs, de faire exclure Hassenfratz des Jacobins (3). Mais surtout il voyait en lui l'un des complices de Fabre d'Eglantine, de Dubois-Crancé, « de Danton et de l'étranger (4) ».

Au reste, l'exemple d'Hassenfratz prouvait à Robespierre qu'on pouvait être à la fois homme de science et républicain ardent, et il signa l'arrêté du 27 brumaire qui le nommait commissaire du Comité de Salut public pour les manufactures d'armes. Objectera-t-on qu'Hassenfratz était des ses amis politiques ? Mais Robespierre savait aussi discerner le vrai mérite dans tous les partis et absoudre les erreurs passagères d'un patriotisme égaré. Chaptal s'était gravement compromis en juin 1793 dans l'agitation fédéraliste dont le département de l'Hérault fut le théâtre (5). Mais Robespierre le connaissait par un ami commun, Aigoïn, « comme un savant, surtout un excellent patriote (6) ». Son influence contribua sans doute à le sauver. Il est présent à la séance du 18 nivôse où le Comité nomme Chaptal inspecteur des poudres et salpêtres dans dix départements du Midi. En ventôse, Chaptal fut appelé à Paris pour faire partie de l'Administration révolutionnaire des poudres et salpêtres, qui venait d'être réorganisée. Il essaya de résister ; Berthollet et le Comité insistèrent, lui promirent un appui formel. Le soir même de son arrivée, ce fut Robes-

(1) P. Caron, *Paris pendant la Terreur*, t. I, p. 392.

(2) Voir plus haut, chap. XVI, II.

(3) Aulard, *Jacobins*, t. V, p. 670.

(4) *Papiers inédits trouvés chez Robespierre, ... supprimés ou omis par Courtois...*, t. II, note sur Dubois-Crancé.

(5) Julien (de Toulouse) l'avait dénoncé dans son rapport du 19 septembre 1793. (*Arch. parlem.*, t. LXXIV, p. 450.)

(6) Lettre d'Aigoïn à Robespierre, du 1^{er} décembre 1792 (*Annales révolutionnaires*, 1920, p. 43).

pierre qui lui enjoignit de pourvoir aux besoins des armées pour l'entrée de la campagne prochaine et Chaptal reconnaît lui-même que l'appui du Comité lui permit d'échapper au Tribunal révolutionnaire (1).

Cuvier, dans l'éloge de Berthollet qu'il lut en 1824 devant l'Académie des Sciences, raconte à sa façon l'histoire d'une scène assez vive qui aurait mis aux prises, peu avant le 9 thermidor, le savant et Robespierre, « le féroce dictateur ». Un échantillon d'une eau-de-vie que l'on croyait empoisonnée et que des malveillants voulaient, disait-on, distribuer aux troupes de la République, fut apporté au Comité. Berthollet, après analyse, déclara qu'elle ne renfermait rien de suspect, et comme Robespierre insistait, pour achever de le convaincre, il en but un verre. Barère, qui dans ses *Mémoires* place l'incident au début de messidor, en donne une version sensiblement différente. L'eau-de-vie aurait été apportée au Comité par Saint-Just et Lebas, qui essayèrent de communiquer leurs alarmes à leurs collègues. « Prieur, chargé spécialement de présider aux travaux des chimistes célèbres adjoints au Comité pour les armes, poudres et salpêtres..., se rendit sur-le-champ auprès de ces Messieurs. Il amena avec lui Monge et Guyton-Morveau qui reçurent l'impression des craintes répandues par Saint-Just et furent chargés d'aller faire sur-le-champ dans leur laboratoire placé près du Comité l'analyse de ces deux bouteilles d'eau-de-vie. Ils revinrent au bout d'une heure avec le rapport de leur examen et avec un résidu jaunâtre et terreux trouvé dans ces eaux-de-vie qu'ils avaient clarifiées. Ils déclarèrent que c'était simplement une matière boueuse ou une eau bourbeuse prise dans quelque fossé de la route, et dont les charretiers avaient, sans doute, rempli les barriques après avoir dérobé quelques pintes de liqueur. En même temps, pour achever la démonstration, Monge et Guyton burent un petit verre de cette eau-de-vie et en offrirent aux membres du Comité (2) ».

Le récit de Barère est inexact au moins sur un point ; à la date où il place l'incident, Guyton était absent de Paris.

(1) *Souvenirs de Chaptal*.

(2) Barère, *Mémoires*, t. II, p. 155 et suiv.

Au reste, Prieur (de la Côte-d'Or), dans ses *Souvenirs*, l'apprécie en des termes qui lui restituent sa physionomie exacte et qui lui donnent son véritable sens. « Malgré la diverse nuance d'esprit et de caractère manifestée chez les assistants, tout le Comité comprit l'avantage de pouvoir faire taire les bruits alarmants par des témoignages irrécusables, comme aussi d'avoir constamment sous la main des hommes dont les lumières et le dévouement pouvaient être d'un grand secours. » Qu'est-ce à dire, sinon que ni Robespierre ni Saint-Just n'ignoraient la présence des savants et qu'ils reconnurent, comme les autres, le prix de leurs services ? S'ils avaient eu des préventions contre eux, l'incident les dissipa. « Depuis ce moment, Prieur fut plus à l'aise dans toutes les occasions où il eut à faire au Comité des propositions relatives aux travaux des savants et, par ses manières amicales envers ceux-ci, il soutint leur zèle, les encouragea dans leurs fatigues et en obtint les plus heureux résultats, tout en les empêchant de s'écarter des vues du Comité (1). »

Ainsi, en dépit d'incidents qu'on a voulu dramatiser par la suite, tous les membres du Comité de l'an II collaborèrent avec ardeur à l'organisation industrielle et scientifique de la défense nationale. Leur solidarité à cet égard est incontestable. Démocrates et patriotes, soucieux d'assurer le bonheur du peuple et de sauver la France d'un péril mortel, ils pratiquèrent, avec une vigilance inlassable et une énergie sans défaillance, une politique vigoureuse dont il est nécessaire de préciser les tendances et de démontrer la continuité en étudiant l'attitude qu'ils prirent vis-à-vis de la masse des travailleurs et vis-à-vis de la représentation nationale.

(1) *Souvenirs* de Prieur. Ce texte semble prouver que l'incident du verre d'eau-de-vie se produisit bien avant messidor, en dépit du témoignage de Barère et de l'assertion de Cuvier.

CHAPITRE XXII

Le Comité de Salut public et les ouvriers.

I. — LES OUVRIERS D'ARMES ET LE SERVICE MILITAIRE.

L'exploitation des terres salpêtrées dans la France entière, la fabrication extraordinaire des armes de toute nature, des canons et des munitions exigèrent le concours de milliers de bras exercés. Le Comité de Salut public et les représentants du peuple qui exécutaient ses instructions ne parvinrent pas sans peine à recruter un nombre suffisant d'ouvriers habiles et à les retenir à leur tâche. Il leur fallut vaincre de multiples obstacles, et briser sans merci les résistances qui se manifestèrent.

Un décret du 2 avril 1793 avait exempté du recrutement les ouvriers attachés à la fabrication des armes, aux fonderies de canons, aux grandes forges et aux mines de fer. Le 22 août, le Comité de Salut public affirma avec force la nécessité de respecter les termes de la loi : « ...Sous aucun prétexte les ouvriers employés aux manufactures d'armes et fonderies destinées au service de la République ne pourront être requis pour marcher aux frontières ou pour aucun autre service que celui qui leur est propre. » Les autorités constituées, civiles ou militaires, devront « sous leur responsabilité... tenir rigoureusement la main à l'exécution de cet arrêté et... traiter comme gens suspects et ennemis de la République ceux qui tenteraient de s'y opposer (1) ».

Mais le décret du 23 août appela sous les drapeaux tous les

(1) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 160.

jeunes gens de 18 à 25 ans et son application souleva de graves difficultés. Dans plusieurs départements, une interprétation rigoureuse de la loi faillit paralyser les entreprises qui travaillaient pour la défense nationale. Le 2 septembre, par exemple, Quilliard, maître de forges dans la Haute-Marne, expose à la Convention que les généraux des armées de la Moselle et du Rhin ont requis « ses régisseurs, commis et ouvriers, ainsi que les coupeurs au bois, les charbonniers et les voituriers qui alimentent ses usines », et il la presse d'intervenir (1). Le 21, puis à la fin du mois, Lagnier, maître de forges dans la Côte-d'Or, demande à conserver plusieurs de ses ouvriers : sinon, il devra cesser ses travaux. Le 22, les maîtres de forges de Riaucourt (Haute-Marne) et de Sionne (Vosges) réclament, « au nom de tous leurs confrères », le rappel de leurs ouvriers qui ont dû partir comme les autres citoyens ; sinon, il leur sera impossible de remplir leurs marchés envers la République. Le 24, Edme Bureau, maître de forges à Tilchâtel, district d'Is-sur-Tille (Côte-d'Or), annonce que la réquisition lui enlève quatre affineurs sur neuf et un chef de voitures ; les commissaires de la Convention dans le département, consultés, affirment que la loi du 23 août est formelle. Le 26, Michel Gros, maître de forges à La Canche, près de Châlon-sur-Saône, se déclare prêt à fabriquer des fers, si la réquisition de ses ouvriers ne le contraint pas à chômer (2).

Le Comité de Salut public se crut d'abord autorisé à trancher la question : « Nous pensons, écrivait-il le 10 septembre aux représentants du peuple dans la Haute-Marne et les Vosges, que la loi du 23 août n'a pas dérogé à celle du 2 avril précédent... Vous convaincrez aisément les citoyens de cette vérité que ceux qui travaillent à la fabrication des armes ou à la disposition des matières premières sont aussi dans un état de réquisition dont on ne peut changer l'objet sans annuler la loi du 23 août. Nous écrivons aux administrations pour qu'en se conformant à la loi elles secondent vos travaux.

(1) *Arch. parlam.*, t. LXXIII, p. 325.

(2) A. N. AF* II 128.

Nous espérons que par vos soins les hommes marcheront et les fabrications d'armes ne seront pas interrompues (1) ».

Mais bientôt le Comité se ravisa et pour donner plus de poids à son interprétation, pour briser les résistances qu'il rencontrait à Paris même, il s'adressa à la Convention le 18 septembre. « Votre Comité, en s'occupant des moyens de faire marcher avec célérité la fabrication d'armes de cette grande ville, a vu avec douleur, déclara Jeanbon Saint-André, qu'on emploie tous les moyens pour détourner les ouvriers. Il y a cependant entre eux et les citoyens qui vont aux frontières une telle connexité que les uns ne peuvent rien sans le travail des autres. » Il demanda et obtint le vote d'un nouveau décret qui devait dissiper toute équivoque : il exemptait du recrutement « les personnes employées aux manufactures d'armes depuis plus de trois mois, tant qu'elles resteraient attachées à leurs ateliers (2) ».

Mais son application souleva un nouveau problème. Dès le 2 septembre, Dupin, adjoint au ministre de la Guerre, avait signalé au Comité la contradiction apparente qui existait entre les décrets des 2 avril et 23 août 1793 ; il insista le 17 ; le ministre, disait-il, est assailli tous les jours par les ouvriers de 18 à 25 ans, destinés à la fabrication des armes à Paris, et qui désirent savoir s'ils sont soumis à la réquisition(3). Le 13, l'Administration centrale posait la même question au sujet des ouvriers qui avaient « entrepris des parties séparées pour la construction des fusils (4) ». En fait, à Paris, on voulut enrôler tous les ouvriers qui se destinaient à y fabriquer des armes.

Le Comité protesta énergiquement et exposa sa doctrine avec force dans un long arrêté du 29 septembre. Le décret du 18, qui exempté du recrutement les ouvriers attachés depuis plus de trois mois aux manufactures, « ne préjuge rien pour ou contre ceux qui y travaillent tout récemment... ; la pénurie de fusils... doit déterminer à y employer le plus grand nombre d'ouvriers possible ». Mais Paris n'a jamais

(1) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 402.

(2) *Arch. parlém.*, t. LXXIV, p. 762, et *P. V.*, t. XXI, p. 67.

(3) A. H. G. *Reg.* A /5.

(4) A. N. AF* II 128.

eu de manufacture d'armes ; tous ceux qui peuvent y être employés « sont censés n'avoir point travaillé dans les manufactures » ; il leur faut, pour ainsi dire, se soumettre à un nouvel apprentissage. Or « le changement de travail en un autre ne se fait bien et promptement que par les jeunes gens qui sont moins routinés à un seul genre de travail ; ...si l'on faisait partir les ouvriers de Paris de 18 à 25 ans qui sont en état de travailler à la fabrication du fusil, on réduirait à près de moitié la quantité d'armes... ». Le Comité invoque les pleins pouvoirs que lui donne le décret du 23 août et « requiert tous les ouvriers de Paris en état de travailler à la fabrication des fusils... ». Tous, sans exception, indiqueront à l'Administration centrale « la partie... qu'ils peuvent exécuter » et passeront un marché « comportant la nature et la quantité de travail qu'ils peuvent fournir ». Tous ceux qui auront souscrit un marché et « ceux qui seront requis par le Comité... dans toute l'étendue de la République » recevront « un acte de réquisition avec leur signalement ». Nul ne pourra dès lors, sous aucun prétexte, les détourner « de ces travaux, pour lesquels ils sont en réquisition permanente et expresse ». Pour éviter les abus, les actes de réquisition ne seront délivrés que sur une attestation de l'Administration centrale et porteront la signature de trois membres du Comité (1).

Un décret du 9 octobre, rendu sur la proposition de Barère, sanctionna l'arrêté du Comité. « Les ouvriers, de quelque âge qu'ils soient et qui seront jugés nécessaires par les représentants du peuple envoyés dans les départements ou près les armées et pour Paris par le Comité de Salut public, pour la fabrication ou le raccommodage des armes dans les manufactures nationales et dans les ateliers établis par le ministre de la Guerre sont... mis en réquisition pour ce genre de service. (2) »

On continua pourtant, dans plusieurs sections, à arrêter des citoyens porteurs de réquisitions régulières. Le 6 brumaire (27 octobre), le Comité ordonne, par exemple, la mise en liberté immédiate de Z. Robé et de J.-B. Duparquet,

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 109-111.

(2) P. V., t. XXXII, p. 198-200.

qui travaillent aux armes à l'atelier des Quinze-Vingts et l'incarcération du lieutenant Boudet, de la section de l'Indivisibilité, qui les avait fait arrêter. Sa bonne foi fut sans doute reconnue, car, dès le 13, le Comité consentit à le relâcher (1).

Mais les incidents de ce genre se multipliaient et Barère s'en plaignit amèrement à la Convention, le 18 brumaire. « Il est possible, dit-il, que quelques citoyens aient été entraînés par excès de zèle. Il serait aussi possible que quelques-uns des ouvriers requis fussent des citoyens douteux ou inciviques ; et dans ce cas, au lieu de méconnaître le pouvoir et la réquisition du Comité, il fallait les dénoncer sur les motifs de suspicion. » Mais dans plusieurs sections, « les malveillants ont usé de ce moyen avec succès et les étrangers, qui ont un grand intérêt à nous entraver, ont favorisé ce mouvement coloré de zèle civique ». Le Comité a dû faire mettre les coupables « en état d'arrestation momentanée » ; il a cherché « à éclairer les municipalités et les sections ». Ses efforts sont restés vains. « ...Cet abus devient si nuisible que le Comité se voit obligé de le dénoncer à la Convention, afin que la publicité de nos plaintes redresse les citoyens qui ne sont qu'égarés, que les bons citoyens contribuent à déjouer cette nouvelle manœuvre de nos ennemis » et que la Convention sévise. « On choisit, s'écrie Barère, le moment du départ de quelques bataillons pour détourner les ouvriers d'un travail aussi important que celui des armes. Mais nous déclarons à la Convention que si les malveillants peuvent, sous couleur de patriotisme, enlever aux réquisitions du Comité de Salut public l'énergie et l'activité qui leur est nécessaire, il sera vrai de dire que quelques intrigants, quelques faux patriotes ou quelque parti de l'étranger l'emporte momentanément sur la volonté nationale, paralyse la fabrication la plus utile, la plus nécessaire, la plus urgente, celle que les puissances coalisées craignent le plus... Celui qui fait un fusil, un sabre ou un soc de charrue est aussi utile que celui qui s'en sert. »

Le Comité posait, en somme, la question de confiance, et déjà, semble-t-il, dénonçait à mots couverts les sourdes menées des adversaires politiques qui s'efforçaient de ruiner

(1) A. N. AF* II 121.

sa puissance. La Convention répondit à son appel et vota le décret demandé.

A l'avenir, « tout citoyen qui s'opposera à l'exécution des réquisitions ou arrêtés faits par le Comité de Salut public pour la fabrication des armes, sera mis en état d'arrestation, traduit au tribunal criminel du département et puni de deux ans de fers (1) ».

Le Comité se montra prêt à user de ses nouveaux pouvoirs. Le 2 frimaire, il prescrit une enquête sur le cas du citoyen Canaple, arrêté par ordre du comité révolutionnaire de la section des Amis de la Patrie : « s'il y a lieu, la loi du 18 brumaire sera appliquée ; mais, informations prises, Canaple a été victime de ses opinions inciviques. Le 24 nivôse, le comité révolutionnaire de la section de la Fontaine-de-Grenelle, qui refuse de remettre en liberté des ouvriers réclamés par l'Administration des canons sur l'ordre du Comité de Salut public, est sommé de rendre compte de sa conduite dans les vingt-quatre heures. Le 11 pluviôse, les deux membres du comité révolutionnaire de la section des Piques, qui n'ont pas daigné répondre à deux lettres leur enjoignant d'expliquer l'arrestation du citoyen Desprez, sont « requis de se rendre sur-le-champ au Comité de Salut public ». Le 24, « ayant appris que des membres du comité révolutionnaire de Noyon se sont emparés des actes de réquisition donnés... à Ch.-M. Lefay pour travailler aux armes », le Comité de Salut public ordonne à l'agent national du district de les mettre en état d'arrestation, conformément au décret du 18 brumaire. Le 30 germinal, sur rapport de l'Administration des armes portatives, il prescrit aux sections du Panthéon et des Quinze-Vingts d'élargir sur-le-champ deux citoyens détenus aux maisons d'arrêt des Ecossais et de Picpus (2).

Le Comité ne se borna pas à dispenser du service militaire les ouvriers de Paris ou des districts dont il croyait avoir besoin. Il entreprit aussi de tirer des armées un supplément de main-d'œuvre. Le 21 brumaire an II, Prieur et Carnot

(1) *Arch. parlem.*, t. LXXVIII, p. 598-600, et *P. V.*, t. XXV, p. 87.

(2) *A. N. AF* II 121 et 123 ; Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 619 et 649 ; t. X, p. 223 ; t. XI, p. 90.

invitèrent les généraux en chef et le ministre de la Guerre à faire établir dans tous les bataillons et tous les escadrons la liste des ouvriers en état de travailler aux armes (1). Cette circulaire fut renouvelée le mois suivant (2). A l'armée de la Moselle, Hoche s'employa avec zèle à satisfaire au vœu du Comité (3). Mais tous ne suivirent pas son exemple. Le Comité constate, le 14 pluviôse, que le ministre de la Guerre ne lui a transmis qu'un très petit nombre des états demandés le 21 brumaire et dont il a besoin « pour faire venir à Paris les ouvriers... et augmenter promptement la fabrication des armes ». Les états reçus devront être envoyés dans les cinq jours à la Section des armes et le ministre « écrira de suite à tous les bataillons et escadrons qui n'ont pas encore répondu » pour qu'ils s'exécutent sans délai (4). Au reste, dès la veille, le Comité avait établi pour l'avenir une correspondance directe entre sa Section des armes et les divers corps de l'armée. Considérant que beaucoup de soldats rendraient plus de services dans les ateliers « qu'au poste qu'ils occupent », il avait arrêté que chaque escadron ou chaque bataillon lui enverrait des états décadaires des ouvriers capables de travailler aux armes, en indiquant leur nom, leur âge, leur origine, la date de leur incorporation, leur emploi actuel, leurs occupations antérieures et leurs aptitudes. Une circulaire du même jour prescrivit aux Districts d'afficher cette décision « dans tous les lieux où il y a des troupes de la République (5) ».

De nombreux arrêtés prouvent que le Comité usa largement des ressources en main-d'œuvre que présentaient les armées. De simples soldats, des volontaires, des gendarmes, des sous-officiers furent ramenés dans les ateliers de l'intérieur. Le 15 pluviôse par exemple, d'après un état envoyé par le 2^e bataillon de l'Oise, Nicolas, sergent serrurier,

(1) Charavay, t. IV, p. 79.

(2) D'après les lettres des représentants du peuple Lémane et Bar, des 19 et 24 nivôse (Aulard, *Recueil*, t. X, p. 138 et 235).

(3) Lettre du 30 nivôse à la Section des armes et ordre général du 10 ventôse (Chuquet, *Quatre généraux de la Révolution*, t. I, p. 83 et 92).

(4) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. X, p. 619.

(5) A. N. AF* II 121 ; Aulard, *Recueil*, t. X, p. 388 ; A. D. Yonne, L. 512.

est requis « de venir à Paris pour être employé à la fabrication des platines » : il recevra un congé motivé (1). Le 22 prairial, Carnot mande au conseil d'administration du 9^e bataillon de Paris, à l'armée du Nord, que les sous-officiers employés à la fabrication des armes ne doivent pas être remplacés, car leur réquisition n'est que momentanée (2).

Le système ne fut pas appliqué aux seuls ateliers de la capitale, ni même aux seuls ateliers d'armes. Le 26 pluviôse, le Comité décide que les citoyens de la première classe « qui six mois avant la promulgation de la loi du 23 août... étaient employés à l'exploitation des bois et charbons destinés à alimenter les forges mises en réquisition pour la fabrication des armes resteront à leurs travaux, et que ceux qui les auraient quittés y seront rappelés », car déjà le manque de combustibles ralentit l'activité des forges et menace de l'anéantir. De même, le 26 germinal, il met en réquisition, jusqu'à nouvel ordre, les ouvriers et employés des mines de charbon d'Hardinghem qui « alimentent seules toutes les fonderies et manufactures d'armes établies dans le Nord ». Il persiste jusqu'au bout dans cette politique. « L'extraction des mines de la République, écrit-il le 16 brumaire an III, languit faute de bras. Nous avons pensé... qu'il était urgent de rappeler des armées les ouvriers mineurs que la première réquisition a enlevés à leurs travaux », et il prie les représentants à l'armée de Sambre-et-Meuse de les renvoyer si leur départ n'affaiblit pas trop les effectifs (3).

Le Comité intervint aussi à maintes reprises pour assurer l'activité des travaux du salpêtre et de la poudre. La loi du 28 août 1793 avait mis en réquisition tous les employés et ouvriers des ateliers ou raffineries de salpêtres et des fabriques de poudre. Beaucoup pourtant furent enrôlés et Dupin se plaignit de recevoir chaque jour des réclamations à ce sujet. Le 23 frimaire, le Comité rappelle aux Districts les termes de la loi et les charge de lui dénoncer toute infraction et de lui envoyer dans les dix jours la liste des ouvriers

(1) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 633.

(2) Charavay, t. IV, p. 416.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 139 ; t. XII, p. 597, et t. XVII, p. 822.

enrôlés, avec l'indication des corps où ils se trouvent, afin de les faire venir s'il y a lieu. Le 29 nivôse, il précise sa pensée. Pour couper court aux abus et empêcher « les lâches » de se prévaloir d'une exception que des services réels doivent justifier, les Districts désigneront au ministre de la Guerre « les citoyens employés aux poudres et salpêtres à l'époque de la loi et qui... ont été incorporés » ; le ministre prescrira sans délai leur renvoi aux ateliers. Quant à ceux « qui n'étaient pas en activité au 31 août », les Districts examineront « s'ils ont été employés d'une manière utile et effective... ». Dans l'affirmative, ils enverront au ministre les noms de ceux qui ont été incorporés et donneront à ceux qui sont d'âge militaire « un acte de réquisition motivé sur la loi... » : quiconque s'opposera à ces réquisitions sera dénoncé et poursuivi comme suspect. Les agents nationaux fourniront au Comité un compte rendu mensuel (1).

Ainsi furent soustraits à la levée en masse ou rappelés des armées, par la volonté du Comité, des milliers de jeunes citoyens qui devaient, à son sens, rendre plus de services dans les manufactures d'armes, les mines, les forges, les ateliers de salpêtre et de poudre.

Il alla plus loin encore. Un arrêté du 11 pluviôse an II prouve à quel point il tenait à ce que nulle occupation étrangère ne vînt distraire les ouvriers. « Il est nécessaire, dit-il, que chaque citoyen rende à la République tous les services qu'elle a droit d'attendre de lui ;... de deux services..., le plus important... doit être préféré ;... le besoin d'armes est le plus urgent de tous ceux que, dans ce moment de crise, éprouve la République ;... déranger pour un service quelconque les ouvriers employés à la fabrication des armes, c'est diminuer d'autant les armes qu'ils auraient fabriquées et empêcher qu'un aussi grand nombre de nos frères qui sont en présence de l'ennemi en soient munis. » Les ouvriers des ateliers publics de Paris seront donc « dispensés de monter la garde en personne » ; ils se feront remplacer, lorsque leur tour arrivera, « ainsi qu'il est d'usage pour tout fonctionnaire public (2) ».

(1) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 366, et t. X, p. 305.

(2) *Ibid.*, t. X, p. 536, et A. N. AF* II 121.

Le danger des affectations spéciales n'avait pas échappé à la vigilance du Comité. Il avait prévu que les exceptions admises dans l'intérêt général seraient exploitées par des citoyens sans scrupules et que beaucoup chercheraient à se soustraire, sans raisons valables, au devoir militaire. Il s'était efforcé d'entourer de garanties sérieuses l'octroi des actes de réquisition ; mais il dut, dans la pratique, confier l'examen des innombrables cas particuliers qui se présentaient à des autorités subalternes : Administration centrale, puis Commission des armes à Paris, Districts et municipalités dans les départements. En dépit de sa volonté d'établir un régime de véritable égalité et de mettre chacun à sa juste place, les abus se multiplièrent.

Le 18 pluviôse par exemple, les jeunes gens de la première réquisition de la commune d'Houlbec-Cocherel (district d'Evreux) dénoncent à la Convention « les abus que font des muscadins et des lâches de la loi qui met en réquisition pour la fabrication des armes les ouvriers en fer ». Dans plus d'un atelier, disaient-ils, les soufflets de forges « sont mis en activité par des mains peu républicaines qui demain ne vaqueraient plus à ce travail si la guerre finissait aujourd'hui (1) ». — A Poitiers, la Société populaire décide, le 4 germinal, de dénoncer à l'agent de la commune « les jeunes gens... qui pour se soustraire au devoir sacré de défendre leur patrie se sont mis en apprentissage... à l'atelier des armes ». Le 5, elle envoie deux commissaires au District pour qu'il les fasse partir aux armées, car ils « n'auraient pas choisi ce métier il y a deux ans, temps où la Patrie ne les appelait pas à combattre les tyrans qui veulent lui déchirer le flanc ». Le 26, elle dénonce encore des jeunes gens qui se retirent dans les ateliers de salpêtre et qui paient des sommes assez considérables aux chefs de travaux pour être reçus (2). — A Limoges, le 4 floréal, le corps municipal rejette la demande de deux réquisitionnaires qui voudraient être retenus pour la fabrication du salpêtre (3). — Le 9 messidor, une lettre de Fécamp

(1) P. V., t. XXXI, p. 39.

(2) A. D. Vienne, L. 452.

(3) *Actes de la municipalité de Limoges*, p. 150.

dénonce aux Jacobins de Paris un ci-devant noble qui s'est fait mettre en réquisition pour l'exploitation du salpêtre, afin de ne point partir à l'armée. La Société décide de signaler au Comité de Salut public tous les faits de ce genre qui parviendront à sa connaissance (1).

La Section des armes du Comité avouait à la fin de l'an II qu'il avait fallu « se mettre en garde contre l'insouciance et la lâcheté qui portaient une multitude de jeunes gens à se glisser dans les ateliers de salpêtre (2) ».

En effet, le Comité ne manqua pas une occasion de sévir. Le 10 germinal, par exemple, il transmet au représentant Siblot une dénonciation du comité révolutionnaire de Cany (Seine-Inférieure) contre les nombreux jeunes gens qui, pour échapper à la première réquisition, s'étaient glissés dans les ateliers ou manufactures. Siblot, dès le 12, prit un arrêté ordonnant aux coupables de rejoindre leurs bataillons dans les trois jours, sous peine d'être traités comme fuyards (3). — Peu après, l'agent national du district de Nantua signalait divers fabricants de salin « qui désiraient soustraire leurs enfants à la première réquisition sous le prétexte de la grande utilité dont ils leur seraient... ». Le Comité répondit, le 19 floreal, en terme très nets : « Ne leur laisse pas ignorer... qu'il n'est jamais permis d'éluder une loi et que tout citoyen qui chercherait à le faire pour un motif personnel sera justement regardé comme suspect (4). » — Un arrêté du 26 messidor ordonne l'arrestation de Lépine, administrateur des travaux publics, qui avait « obtenu par la protection de Vincent un emploi dans les manufactures d'armes d'Orléans pour son fils, de l'âge de la réquisition (5) ».

Les cas de ce genre furent sans doute très fréquents et les influences locales se donnèrent libre carrière pour faire rappeler de l'armée des ouvriers plus ou moins qualifiés. Le Comité de Salut public s'émut de ces agissements. « S'il importe..., écrivait-il le 19 messidor à la Commission des armes et pou-

(1) Aulard, *Jacobins*, t. VI, p. 192.

(2) A. N. AF II 23, d. 190, pièce 67.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 284 et 331.

(4) Charavay, t. IV, p. 352.

(5) Vellay, *Œuvres de Saint-Just*, t. II, p. 462.

dres, que les ateliers et manufactures soient pourvus du nombre d'ouvriers suffisant pour donner aux travaux toute l'activité révolutionnaire, il importe également au service des armées de ne point rappeler des bataillons ou régiments les ouvriers qui en font partie sans des motifs véritablement déterminants. Nous vous rappelons donc, comme une mesure essentielle..., de ne proposer des réquisitions, sur les demandes des municipalités, qu'après avoir obtenu, soit des agents nationaux près les districts, soit des Agences, des renseignements qui attestent que les citoyens sont indispensables au roulement des usines pour lesquelles on les requiert (1). » De même, le 28 thermidor, il renvoya à son corps le citoyen Saulnier, requis pour travailler chez un serrurier de Meulan, mais qui n'avait pas les deux années d'apprentissage exigées (2).

Dans les départements, les représentants en mission eurent souvent à sévir. A Saint-Etienne par exemple, la levée d'août 1793 « emplît les ateliers d'un grand nombre de jeunes bourgeois et de paysans aisés que la défense des frontières enthousiasmait peu ». Lorsqu'à la fin de l'année, le comité révolutionnaire et le représentant Girard (de l'Aude) s'efforcèrent de multiplier le nombre des ouvriers de la manufacture, une foule de prétendus armuriers se précipita dans les ateliers, mais leur inexpérience était telle que la production ne s'en accrut guère. Aussi, le 4 thermidor, le représentant Reverchon ordonna de mettre en route les ouvriers qui n'avaient pas trois mois d'apprentissage ; quant aux autres, on examinerait leurs aptitudes et leur travail : en cas d'insuffisance, ils partiraient à leur tour, ainsi que les suspects, les paresseux et ceux qui s'adonneraient à la débauche (3). — Le 10 thermidor, ses collègues Albitte et Laporte, en mission dans le Sud-Est, prenaient un arrêté analogue pour réprimer les abus reprochés aux chefs des ateliers de salpêtre qui faisaient réquisitionner des jeunes gens inutiles à leur service (4). — Le 12 vendémiaire an III, Bollet, représentant du

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 782.

(2) A. N. AF* II 123.

(3) Galley, *ouvrage cité*, t. II, p. 204, 226 et suiv.

(4) *Inv. Arch. dép.*, Isère, série L., t. II, p. 316.

peuple à l'armée des Côtes-de-Cherbourg, instruit que plusieurs entrepreneurs de forges avaient fait avec des jeunes gens de première réquisition « des spéculations financières » et en retenant chez eux « qui n'avaient nullement l'habitude du travail », enjoignit à tous les maîtres de forges de l'Orne, de la Sarthe, du Calvados et de la Manche de renvoyer à leurs Districts, sous peine d'être regardés comme rebelles à la loi, les jeunes gens qu'ils employaient sans réquisition du Comité de Salut public (1).

Malgré cette sévérité, on ne réussit pas à extirper les abus. Au début de l'an III, les plaintes se multiplièrent, à Paris même, contre les jeunes gens d'âge militaire qui peuplaient les bureaux de la Commission des armes et les ateliers de la manufacture. « Leurs mains, dit un rapport de police, étaient plutôt celles de peintres en miniature que de forgerons ou limeurs (2). »

Aux armées, les représentants s'effrayaient des vides que l'abus des réquisitions creusait dans les rangs des troupes soumises à leur surveillance. De l'armée de Sambre-et-Meuse, Gillet dénonça le mal avec énergie. « Toutes ces demandes, écrivait-il de Crefeld, le 8 frimaire an III, ... n'ont d'autre but que de soustraire au service tous les muscadins, tous les protégés des chefs d'ateliers, et par suite de désorganiser l'armée... » Les exceptions portées en faveur de certaines classes d'ouvriers et même, par la suite, en faveur des cultivateurs ont permis à beaucoup de gens de s'esquiver. « Tous se dirent ouvriers, laboureurs ; les uns se firent réclamer par leurs communes, les autres par des chefs d'atelier ; on fut très surpris de voir des hommes qui n'avaient exercé aucune profession jusqu'alors, des muscadins, se dire forgerons, armuriers, laboureurs... » et fournir à l'appui de leurs affirmations des certificats émanant de « chefs d'atelier complaisants », voire de commissaires des guerres. De cette manière, « on est parvenu à soustraire au service militaire plus de 100.000 hommes de la première

(1) A. N. AF II 218, d. 1879.

(2) Rapports de police des 16, 28, 30 vendémiaire et 16 brumaire (Aulard, *Réaction thermidorienne*, t. I, p. 151, 182, 186 et 222).

réquisition, qui se cachent dans l'intérieur ». Naguère, en un seul jour, par l'effet des réquisitions surprises sans doute à la bonne foi du représentant Mallarmé, le 7^e bataillon de la Meuse, qui comptait 700 hommes, s'est trouvé dissous et ne conserva que ses officiers. Au début de la campagne, Gillet et Guyton ont dû interdire à tout chef de corps de délivrer des congés, à moins d'avoir reçu directement du Comité ou des représentants du peuple une réquisition nominative. Il a fallu à Gillet, pour maintenir cette décision, beaucoup de patience et de fermeté, car il est assailli par les demandes incessantes des soldats et de leurs parents. Ses refus constants les portent à s'adresser au Comité. « Il est à ma connaissance qu'on vous trompe chaque jour, qu'on vous fait successivement désorganiser l'armée. Je connais des compagnies où il ne reste plus un seul sous-officier : tous sont en réquisition. » La 132^e demi-brigade d'infanterie a perdu de cette façon près de 200 hommes en six mois. Les jeunes gens de 18 à 25 ans ne forment pourtant qu'une très petite partie de la population. Si le Comité veut disposer pour la campagne prochaine d'une armée formidable, il doit refuser toute réquisition nouvelle, et même révoquer les anciennes. En attendant, Gillet agira : « Vous m'avez laissé la faculté de faire usage des réquisitions ou de les garder ; je trahirais ma conscience si je les faisais mettre à exécution. Je regarde cette mesure comme très funeste, et plus on en accordera, plus on vous en demandera (1)... »

Ces plaintes sont trop vives et trop précises pour qu'on puisse douter de leur exactitude. Il est certain que le système des réquisitions individuelles aboutit à des abus scandaleux. Peut-être le mal s'était-il aggravé depuis que le ressort du gouvernement révolutionnaire tendait à se relâcher, mais il datait incontestablement de l'an II : les efforts du Comité pour le combattre suffisent à le prouver.

Ainsi, les innombrables ateliers qui travaillaient, à Paris ou dans les départements, à la fabrication des armes et des munitions occupèrent des milliers d'ouvriers qu'une interprétation étroite de la loi du 23 août 1793 eût enrôlés ou maintenus

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 405-7.

dans les troupes combattantes. Le Comité de l'an II ne parvint pas sans peine à concilier les besoins contradictoires des généraux et des industries de guerre. Il lutta contre des abus inévitables, sans découvrir de remède efficace pour les détruire. Il eut du moins le mérite incontestable de comprendre, dès la fin du XVIII^e siècle, que la guerre ne se fait pas seulement avec des hommes et d'ébaucher une organisation scientifique de la défense nationale.

II. — LA POLITIQUE OUVRIÈRE DU COMITÉ.

A tous les ouvriers qui travaillaient pour la défense nationale, le Comité imposa, quelles que fussent leurs obligations militaires, une discipline rigoureuse. Instruit que dans plusieurs forges les ouvriers chôment à la fois les décadis, les dimanches et autres fêtes de l'ancien calendrier, il déclara, le 18 brumaire, que cette pratique, « surtout pour les mois de décembre et janvier, occasionnerait une perte de temps considérable et ralentirait les travaux impérieusement exigés par la défense de la République ». Or « les citoyens requis pour les travaux des forges, usines, ateliers, arsenaux, etc., peuvent être regardés comme faisant partie de l'armée, comme composant l'armée occupée à la fabrication des armes ». Ils doivent donc à la République « tout le temps dont leurs forces leur permettent de disposer » et « il serait honteux qu'ils observassent des fêtes et des dimanches lorsque leurs frères d'armes en face de l'ennemi versent tous les jours indistinctement leur sang pour la défense de la République ». En conséquence, jusqu'à la fin de la guerre, ils « ne pourront suspendre leurs travaux que les décadis et... ne pourront en être distraits pour l'observation d'aucun culte ni pour les cérémonies d'aucune confrérie, religion, association quelconque (1)... »

La doctrine du Comité n'est pas moins nette dans une lettre qu'il adresse le 22 brumaire au comité de sûreté générale de la section de la Montagne. « Il ne faut pas que des muscadins, des hommes lâches et pusillanimes abusent des réquisitions

(1) A. N. AF* II 121.

qu'on leur donne pour se dispenser de combattre l'ennemi et de travailler. Il faut que J.-B. Mairot soit rendu à son travail, qu'il remplisse les conditions pour lesquelles il est requis. Surveillez, braves républicains, non seulement J.-B. Mairot, mais encore tous ceux de votre section qui sont en réquisition pour travailler à la fabrication des armes. Obligez-les à y consacrer tout leur temps ; dites-leur bien qu'ils ne doivent s'occuper que des objets pour lesquels ils sont requis. Rendez-nous compte de tous ceux qui n'emploieraient pas tout leur temps à fabriquer des armes, afin que nous prenions ensemble des mesures qui les y obligent (1). » A la même époque, le 23 brumaire, le représentant Noël Pointe tient un langage analogue aux ouvriers de la manufacture d'armes de Moulins (2).

Le mois suivant, le Comité apprend « que plusieurs des ouvriers mis en réquisition dans un atelier en sortent quelque temps après pour exécuter des ouvrages particuliers..., que d'autres vont courant sans cesse d'un atelier dans un autre et empêchent par ce déplacement continuels que l'on puisse juger de leur capacité et compter sur leur travail ». Il se hâte, le 21 frimaire, de mettre un frein à cette humeur vagabonde : aucun ouvrier d'armes ne pourra changer d'atelier sans permission ; « les directeurs, régisseurs et inspecteurs seront chargés de faire revenir dans leur premier atelier ceux qui en seraient sortis... » ; les comités révolutionnaires des sections de Paris et les trois Administrations des armes tiendront la main à l'exécution de cet arrêté qui sera affiché dans chaque atelier (3). Le 22, instruit par Hassenfratz « que le plus grand nombre des ouvriers était absent... à l'instant où il s'est transporté à l'atelier de Bonne-Nouvelle », le Comité décide que le lendemain, à 4 heures du soir, un inspecteur ambulant de l'Administration centrale procédera à un appel et lui enverra la liste des absents (4).

Le même jour, un règlement général institue un contrôle sévère dans chaque atelier. Les ouvriers à la journée seront

(1) Charavay, t. IV, p. 85-6.

(2) Voir plus haut, chap. III, v.

(3) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 322.

(4) A. N. AF* II 121.

groupés à part ; ils devront entrer et sortir à des heures déterminées. Chaque jour, le régisseur fera l'appel ; ceux qui n'y répondront pas seront « piqués ». Des commissaires des trois Administrations visiteront les ateliers à l'improviste et vérifieront l'exactitude des listes de présence. « ...Le régisseur paiera, par forme d'amende, une journée d'ouvrier pour chaque absent... qui aura été inscrit ou réputé présent ; l'amende sera double en cas de récidive de la part du régisseur..., triple s'il commet le même abus une troisième fois..., quadruple la quatrième fois. Le régisseur sera remplacé la cinquième fois et paiera la valeur de cinq journées pour chaque ouvrier absent qu'il aura inscrit comme présent. » Le 4 nivôse, estimant que la comptabilité des fonds et des matières « suffit à occuper les régisseurs », le Comité modifie son arrêté et rejette sur les directeurs et les inspecteurs la responsabilité des appels (1).

Ainsi le Comité combat les habitudes de paresse, de vagabondage et de négligence qui risquent de rendre vains ses efforts. Il ne se contente pas d'exciter par des proclamations le zèle patriotique des sans-culottes et d'éveiller en eux le sens de la solidarité nationale ; il n'hésite pas à leur imposer des règles sévères, car il veut faire régner dans les ateliers l'ordre et l'exactitude, conditions essentielles d'un travail fécond.

La tâche fut malaisée. Le 3 nivôse, un observateur du ministre de l'Intérieur note encore beaucoup de laisser-aller dans les ateliers de forgerons. « J'ai vu des ouvriers quitter leur travail et s'aller promener dans l'avenue, ce qui fait que l'ouvrier qui a du courage à son travail est découragé, voyant que les autres perdent un temps... précieux pour la chose publique (2). » Le Comité dut à maintes reprises rappeler aux ouvriers leurs devoirs envers la Patrie. Le 7 ventôse, il renouvelle les dispositions de son arrêté du 21 frimaire, car « il y a, dit-il, des ouvriers qui aiment assez peu la République et semblent prendre assez peu d'intérêt au besoin d'armes qu'ont nos frères qui sont devant l'ennemi, pour

(1) A. N. AF* II 123, et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 347-50 et 627.

(2) P. Caron, *Paris sous la Terreur*, t. I, p. 366.

abandonner les travaux publics et ne s'occuper que de travaux particuliers ». Les mêmes règles s'appliqueront aux ateliers publics et à ceux des soumissionnaires (1).

En floréal, les frères Périet déclarent qu'ils ne peuvent mener leurs travaux avec la célérité « qu'exigent les circonstances et d'où dépend la sûreté publique », si leur zèle n'est pas secondé par leurs ouvriers. C'est en vain qu'« ils ont en dernier lieu fait tous les sacrifices possibles en augmentant considérablement le prix de leur journée ». Depuis cette époque, leur inexactitude s'est encore accrue. Pareille insubordination « ne peut convenir ni à des républicains ni aux besoins urgents de la République... », écrit le Comité le 18 floréal ; il est de toute nécessité de retracer aux ouvriers leur devoir par un règlement qui paraîtra juste à tous les bons citoyens et qui ne pourra déplaire qu'à ceux qui n'aimant pas leur patrie refusent d'employer leurs moyens pour concourir à l'affermissement de la liberté ». A l'avenir, tous les travaux de Chailiot devront être commencés à 6 heures précises du matin. La porte sera fermée aux retardataires. « La porte sera également fermée à dix heures cinq du matin et à trois heures cinq du soir et le tiers de journée sera perdu pour l'ouvrier qui ne sera pas rentré après l'heure accordée pour les repas. Aucun ouvrier ne pourra sortir... pendant le temps de travail. » Si des chefs ouvriers, « marchandeurs ou à la journée », ne se rendent pas à l'atelier, le salaire de leurs compagnons restera à leur charge. Si un « marchandeur » suspend son travail pendant vingt-quatre heures sans motif valable, « son marché sera donné à un autre, sans qu'il puisse exiger le paiement de l'ouvrage qu'il aura commencé (2)... »

Des règles analogues furent appliquées dans les départements, soit par le Comité lui-même, soit par les représentants en mission. Le 17 frimaire an II, Gauthier et Cassanyès prescrivent aux municipalités de l'Isère de fixer le salaire des ouvriers des forges et fourneaux « de manière à ce qu'ils puissent pourvoir à leurs besoins », mais ces mêmes ouvriers sont requis de continuer leurs travaux, « à peine d'être punis

(1) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 385.

(2) A. N. AF II 215^a, d. 1845.

comme suspects » ; ceux qui auront abandonné leurs ateliers devront y rentrer dans les trois jours ; passé ce délai, ils y seront reconduits par la gendarmerie, et en cas de récidive incarcérés ; il est interdit à tous citoyens « de leur procurer ni faire faire d'autres travaux, à peine de 1.000 livres d'amende (1). »

A Moulins, le représentant Noël Pointe édicte un règlement sévère, en brumaire, pour astreindre les ouvriers de la manufacture de fusils à l'exactitude (2). Plus tard, le 2 germinal, le Comité le charge d'empêcher la « désertion » des ouvriers des forges de La Chaussade (3). Le 12 en effet, instruit que 100 ouvriers des forges nationales de la marine « se disposent à faire une partie de chasse » de plusieurs jours, il proclame « que les plaisirs ou l'intérêt particulier doivent céder à tout ce qui tend au bien général » et leur interdit de s'absenter, sauf les décadis : l'agent national de la commune de Guérigny y veillera sous sa responsabilité (4).

Vers la même époque, la Commission des subsistances dénonce l'esprit « d'inquiétude et d'insubordination » qui porte les ouvriers à passer d'une mine à l'autre ; les travaux en souffrent et l'approvisionnement de Paris se trouve compromis. Le 25 germinal, le Comité affirme qu'il importe « de fixer les ouvriers en activité » ; il les met en réquisition permanente et décide que « chaque genre d'ouvrage sera exécuté à la tâche..., sans néanmoins que la durée journalière puisse être moindre de huit heures (5). »

Romme dans les départements du Sud-Ouest, Lakanal à la manufacture de Bergerac ne sont pas moins attentifs à maintenir les ouvriers dans le devoir et à les astreindre à un labeur assidu. Cette discipline n'est pas imposée seulement à ceux qui travaillent directement à la confection des armes ou des canons, mais encore aux artisans de toutes professions qui participent à la construction des établissements nouveaux, à Bergerac comme à Tulle, à Gar-dor-isle

(1) *Inv. des Arch. départementales*, série L, Isère, t. II, p. 317.

(2) Voir plus haut, chap. III, v.

(3) A. N. AF^{*} II 124.

(4) A. N. AF II 218, d. 1879.

(5) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 582.

comme dans les fonderies révolutionnaires des autres départements (1).

A la veille de la moisson, le Comité de Salut public éprouva le besoin de renouveler ses instructions. Un arrêté général du 19 messidor requiert « tous les ouvriers... des forges, fonderies, arsenaux et manufactures d'armes... de travailler sans interruption dans les ateliers où les agents de la République croiront devoir les employer » et leur interdit d'abandonner leur poste sans son aveu ou sans celui de la Commission des armes (2).

Ainsi, dans la France entière, les artisans de la défense nationale furent soumis à une discipline rigoureuse. Mais le Comité n'obtint pas sans peine l'obéissance. Il dut prévoir des sanctions sévères contre ceux qui méprisaient ses arrêtés. Le 25 messidor, instruit que « plusieurs ouvriers mis en réquisition » se sont absentés de la clouterie de Versailles et « ont été reçus et employés à Paris dans des clouteries particulières », il se déclare prêt à sévir : défense aux ouvriers de s'absenter sans permission du chef d'atelier, « sous peine d'une privation d'un demi-jour de salaire pour deux heures d'absence, d'un jour de salaire pour une absence de plus de deux heures jusqu'à un demi-jour, de dix jours de salaire pour l'absence d'un jour entier ; ceux qui s'absenteront plus d'un jour sans permission seront mis en état d'arrestation et traités comme suspects » ; défense à tous citoyens d'employer les ouvriers requis dans les ateliers de la République « sous peine d'être traités comme suspects » : ils devront, avant de recevoir aucuns ouvriers, s'assurer « du lieu de leur dernier domicile, des ateliers qu'ils ont quittés, de ceux où ils ont été employés pendant les trois derniers mois » et se faire « représenter la permission ou le congé dont les ouvriers devront être porteurs » ; enfin, les chefs d'ateliers nationaux qui se permettront d'embaucher « sans une permission expresse » des ouvriers d'autres ateliers de la République « seront privés de leur salaire ou traitement pendant dix jours (3). »

(1) Voir plus haut, chap. III et VII.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 781. — Voir aussi, t. XVI, p. 154, un arrêté ou projet d'arrêté du 29 thermidor.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 134.

Mis en réquisition permanente pour la fabrication des armes, les ouvriers ne peuvent donc ni quitter leur travail, ni s'absenter, ni changer d'atelier sans une autorisation formelle. On leur applique, en somme, les règles de la discipline militaire.

Pour ceux de la manufacture de Paris, le Comité de Salut public lui-même prononce en dernier ressort, au moins à partir de messidor, sur leurs demandes de congé ou les libère définitivement de la réquisition. Un arrêté du 3 vendémiaire an III, précisé le 22, régla la question pour l'ensemble de la République. Dans les départements, les congés ne pourront être accordés que sur demande écrite, par le Conseil d'administration dans les manufactures, par l'agent comptable ou le chef des travaux dans les ateliers de réparations. A Paris, les demandes seront visées par le Conseil d'administration, transmises à la Commission des armes, puis au Comité qui statuera. L'ouvrier qui ne rentrera pas à l'expiration de son congé « sera reconduit à son poste par la force armée, de brigade en brigade (1) ».

Les congés furent parfois accordés pour convenances personnelles. Un ouvrier de l'atelier des Piques et un platineur du Marché-aux-poissons obtiennent chacun deux décades, les 15 messidor et 1^{er} fructidor, pour aller régler des affaires de famille à Maubeuge et à Vandœuvre (district de Bar-sur-Aube). Les 6 et 9 fructidor, trois ouvriers, appelés pour des raisons identiques à Corbeil, Orléans et Charleroi, obtiennent respectivement quatre jours, cinq jours et trois décades. Des cas identiques se présentent le 2^e sans-culottide an II (2), les 21 et 24 vendémiaire an III, etc. (3).

Mais, en général, les congés sont de plus longue durée et motivés par des raisons de santé. C'est ainsi que le Comité accorde deux décades, le 19 messidor, à un ouvrier de l'atelier des Piques, pour qu'il aille se rétablir dans son pays, à Janville (Oise), — six décades, le 2 thermidor, à un armurier de la maison Tessé, qui se rendra dans l'Orne, « à

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 49 et 403.

(2) A. N. AF* II 123.

(3) A. N. AF* II 127.

cause de la faiblesse extrême de sa vue et du mauvais état de ses jambes », — quatre mois, le 5 thermidor, à un monteur de l'atelier de la Fraternité, pour soigner une hernie. Des congés analogues sont accordés les 16 et 28 thermidor, les 2, 6, 12 et 30 fructidor, le 2^e sans-culottide an II (1), les 21, 24 et 26 vendémiaire an III (2).

Dans les cas graves, les ouvriers recevaient un congé absolu, qui équivalait à la réforme. Un monteur de l'atelier des Piques est autorisé à s'en retirer, le 4 thermidor, pour « débilité » ; le 18, un congé absolu est accordé à un ouvrier de l'atelier du Panthéon français, pour infirmités durables. Des mesures identiques sont prises les 3, 12, 25 et 30 fructidor an II (3). Le congé absolu peut même être motivé par des raisons de famille : un forgeron de l'atelier Marat l'obtient, le 23 vendémiaire an III, à cause des infirmités de son père (4).

En effet, s'il exigeait des ouvriers une discipline toute militaire, le Comité savait à l'occasion se pencher sur leurs souffrances et leur tenir compte des services rendus. Dès le 20 frimaire an II, il décide, à titre exceptionnel, qu'un ouvrier de Maubeuge, venu à Paris avec femme et enfants, et malade depuis longtemps, recevra jusqu'à ce qu'il puisse travailler le tiers de sa journée, jusqu'à 3 livres au maximum, mais il stipule « que ces secours doivent être donnés avec réserve, pour ne point encourager la paresse (5) ». Il semble que plus tard il se soit montré plus libéral.

Un secours de 60 livres est accordé le 22 messidor an II, « pour substantier sa mère adoptive », au citoyen Fernet qui a reçu une blessure grave dans les ateliers de la manufacture. Le 29, le citoyen Dauré, blessé, obtient une indemnité provisoire de 100 livres ; s'il perd totalement l'usage de son œil blessé, il se pourvoira devant la Commission des secours. 100 livres sont accordées le 7 thermidor à Hubert Galand, émouleur de canons, grièvement blessé et hors d'état de soutenir sa famille depuis quatre décades ; 70 livres, le 14, puis

(1) A. N. AF* II 123.

(2) A. N. AF* II 127.

(3) A. N. AF* II 123.

(4) A. N. AF* II 127.

(5) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 302.

50 livres, le 6 fructidor, au citoyen Moutier, canonnier à l'atelier des Invalides ; 50 livres, le 16 thermidor, à un platineur blessé et privé de travail pendant deux mois ; 40 livres, le 6 fructidor, à un ouvrier de l'arsenal, blessé à l'œil ; 60 livres, le 27, à un polisseur de l'usine *la Carmagnole*, pour une fracture au bras droit ; 80 livres, le lendemain, à un canonnier des Invalides, également blessé ; 50 livres, le 30, à un de ses camarades d'atelier ; et, le même jour, 100 livres à un ouvrier de la rue des Piques, qu'une blessure contraint de renoncer à son travail et qui se trouve dans l'indigence avec sa famille (1).

Le Comité ne se borne pas à réparer, dans une certaine mesure, les accidents du travail. Il accorde des secours analogues dans les cas de maladie entraînant un chômage prolongé : 70 livres, le 29 messidor, à un ouvrier de l'atelier des Carmes, malade depuis près de deux mois, et 90 livres à un ouvrier de la rue Feydeau, malade pendant trois mois et dont l'épouse va accoucher ; 40 livres, le 14 thermidor, à un ouvrier de l'atelier des Capucins, gravement malade pendant près d'un mois, marié et père de trois enfants. Des mesures identiques sont prises les 3, 6, 27, 28, 29, 30 fructidor an II (2), les 3 et 5 vendémiaire an III (3), etc.

Parfois le secours est attribué directement à la femme du malade : le 7 fructidor, 40 livres sont accordées à l'épouse de Guillin, instructeur à la maison Tessé, qui se trouve depuis près d'un mois à l'hôpital de la Charité. Il arrive même que le Comité procure à des ouvriers incapables de poursuivre leurs travaux les moyens de rentrer dans leur pays d'origine. Le citoyen Ledoux, « qui en raison de ses infirmités a obtenu un congé absolu », reçoit 60 livres le 28 thermidor « pour retourner dans son pays avec sa femme et son enfant ». Pareille somme est octroyée le 22 fructidor à un ouvrier monteur pour retourner à Maubeuge avec sa famille.

Parfois aussi, le secours prend la forme d'une avance remboursable. Le 22 messidor, « considérant que les ouvriers

(1) A. N. AF* II 123.

(2) Même référence.

(3) A. N. AF* II 127.

qui par leur zèle, leur civisme et leur assiduité ont servi utilement la chose publique, méritent particulièrement la reconnaissance nationale », le Comité accorde au citoyen Courtès, convalescent, 50 livres qui lui seront retenues sur son salaire, à raison de 10 livres par décade (1).

Le même esprit anime plusieurs des représentants en mission dans les départements. Le 22 prairial, à Tulle, Roux-Fazillac se préoccupe du sort des ouvriers blessés ou malades (2). Le 19 fructidor, dans un arrêté qu'il adresse aux autorités constituées et aux Sociétés populaires, Romme expose une doctrine identique à celle du Comité, mais plus généreuse dans ses applications. « Ceux qui travaillent pour la Patrie méritent son estime et sa confiance ; ceux qui souffrent pour elle méritent ses soins, sa sollicitude, la reconnaissance, le respect des hommes libres. C'est pour consoler ou détruire le malheur que les vertus républicaines doivent être exercées avec cette fidélité, cet empressement, cette piété fraternelle qui appartiennent au régime de l'égalité. » Il décide que tout citoyen « qui sera blessé, mutilé ou éprouvera dans sa santé quelque accident » en travaillant dans les mines, les carrières, les bois, les transports et les fonderies, recevra des soins au nom et aux frais de la République. « Son salaire... lui sera continué pendant toute sa maladie, à titre d'indemnité et pour le soulagement de sa famille. » S'il reste « estropié de manière à ne pouvoir plus se livrer au travail » ou s'il vient à mourir, le représentant du peuple « prendra des mesures provisoires et sollicitera auprès de la Convention nationale... les mêmes secours qu'elle accorde à ceux qui versent leur sang pour la Patrie ». « Les Sociétés populaires, tous les amis de l'égalité et de l'humanité sont appelés à prendre part à l'exécution de cet arrêté par leur surveillance et leurs soins (3). »

A Paris, on hésite encore à tirer des principes de fraternité que l'on professe des conséquences aussi radicales. Le 15 thermidor, par exemple, les représentants Fayau et Guille-

(1) A. N. AF* II 123.

(2) Voir plus haut, chap. III, iv.

(3) A. N. AF II 218, d. 1882.

mardet s'étonnent qu'un instructeur de la manufacture ait été payé de ses journées pendant plus d'un mois de maladie. « Quand un ouvrier est malade, écrivent-ils, lui paye-t-on ses journées ? Les instructeurs auraient-ils seuls ce privilège ? » Par contre, leur collègue Legendre (de la Nièvre) estime, le 26 fructidor, qu'un ouvrier qu'une blessure a empêché de travailler pendant trois jours a sans aucun doute droit à une indemnité « et il ne peut en être d'autre que le prix de ces mêmes journées, que sans cet accident il eût touché sans aucune difficulté (1) ».

Dans l'ensemble, on peut donc affirmer qu'un esprit d'humanité pénètre les actes du gouvernement révolutionnaire. Impitoyables pour les conspirateurs et les fauteurs de désordre, attentifs à exiger de chacun un labeur assidu, les hommes de l'an II ne restent pas indifférents au sort des travailleurs. Les ouvriers des ateliers d'armes, de salpêtre ou de poudres, ceux des forges, des fonderies et des mines sont assimilés aux défenseurs de la Patrie. On s'applique à adoucir leur misère et l'on commence à tenir compte des services qu'ils ont rendus, lorsque la maladie leur arrache leur gagne-pain. Il y a dans les décisions du Comité de Salut public et dans celles des représentants dans les départements l'ébauche d'une législation sociale plus équitable, dont la réaction thermidorienne devait empêcher le développement.

III. — « INSURRECTIONS » OUVRIÈRES.

Le Comité de Salut public avait rassemblé et il retenait dans les ateliers d'armes et de munitions des milliers d'ouvriers. Cette concentration industrielle, imposée par les circonstances, n'allait pas sans présenter de graves dangers, à une époque où les idées de liberté et d'égalité fermentaient dans les esprits. Il était à craindre, à Paris surtout, que les ouvriers ne fussent tentés de profiter de leur nombre et de leur force pour dicter leurs volontés. Et d'autre part leur ignorance, leur crédulité faisaient d'eux une proie facile

(1) A. N. AF* II 129.

pour les conspirateurs, pour tous ceux qui rêvaient d'anéantir la République, ou du moins de renverser le Comité de Salut public. Celui-ci, où dominaient les tendances démocratiques, adopta donc vis-vis des ouvriers une politique ferme et prudente. Il s'efforça de souscrire à leurs désirs légitimes, mais il réprima avec un soin jaloux toute tentative d'agitation, parce qu'il y voyait à la fois une menace pour l'ordre public et une entrave à l'œuvre de défense nationale.

Le 14 frimaire, il apprend « que dans les ateliers des ci-devant Capucins de la rue des Piques il s'élève un mouvement insurrectionnel, dont le premier effet est de ralentir et entraver la fabrication des armes » ; il ordonne aussitôt l'arrestation des six chefs d'atelier, car ils sont « à la nomination des ouvriers et responsables de leur bonne conduite ». Le 17, « informé que le citoyen Lefort, se disant directeur de l'atelier national du Marché-aux-poissons, emploie diverses manœuvres » pour s'y faire un parti et y exciter des troubles, il ordonne de le mettre en état d'arrestation jusqu'à ce que l'ordre soit rétabli. Le 26, il consent à lui rendre sa liberté, mais seulement si le calme règne dans l'atelier et sous la condition expresse qu'il n'y rentrera pas (1). Aux Capucins, l'effervescence dura plus longtemps. Quelques ouvriers liégeois, qui outre leurs salaires recevaient une indemnité comme victimes de la Révolution, étaient pourtant « les premiers à exciter les mécontentements et à occasionner dans les travaux un ralentissement préjudiciable aux intérêts de la République ». Le Comité se demanda s'ils ne servaient pas les desseins de l'étranger, en semant « les haines et les divisions » pour paralyser la fabrication extraordinaire des armes, et il décida, le 29 frimaire, qu'ils seraient « épurés » par leurs compatriotes « réfugiés à Paris et séant à la Maison-commune ». « Indépendamment des connaissances et de l'habitude de la fabrication, une des bases de l'épuration sera le civisme, la probité et la tendance à l'ordre et à la tranquillité. » Les ouvriers éliminés sortiront des ateliers (2).

Par ailleurs, l'agitation simultanée de deux ateliers occu-

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 147, 236 et 439.

(2) A. N. AF* II 121.

pés à des tâches bien distinctes (l'un renfermait des ajusteurs-monteurs, l'autre des platineurs) devait paraître suspecte au Comité de Salut public et il n'était sans doute pas éloigné d'y voir le fruit des manœuvres de ses adversaires, qui vers la même époque lui livraient à la Convention de rudes assauts. Ces soupçons semblent se trahir dans les considérants, très curieux, d'un arrêté du 22 frimaire (1), qui détermine d'une façon précise les droits et les devoirs des ouvriers « ...La fabrication extraordinaire des armes est une mesure de salut public qui fait trembler les ennemis intérieurs et extérieurs ;... le jour où la fabrication sera dans toute sa splendeur, où elle aura toute son activité, sera un jour de deuil pour nos ennemis, parce qu'il assurera l'armement général et qu'il détruira tout espoir d'asservissement du peuple ; ...les ennemis intérieurs et extérieurs emploient tous les moyens qui sont en leur pouvoir pour arrêter et entraver cette fabrication, espérant par leurs manœuvres retarder l'armement général, prolonger la durée de la guerre et lasser le peuple français, comme si des républicains pouvaient se lasser de combattre pour la liberté ; ...un des moyens qu'ils emploient est de faire placer dans les ateliers des intrigants qui leur sont dévoués, qui excitent du désordre, retardent les travaux, font perdre du temps aux ouvriers, sèment des troubles, font naître des mouvements, échauffent les esprits en se servant adroitement de l'influence de l'intérêt particulier... Il faut arrêter ces mouvements perfides dans leur origine... »

Il est difficile de ne voir dans ce long exposé qu'une amplification oratoire. Le Comité dénonce avec insistance les ennemis du dehors et ceux du dedans, leurs menées souterraines, les projets ourdis pour asservir le peuple et lasser sa volonté guerrière ; il affirme qu'il ne croit pas à la spontanéité de l'agitation ouvrière (2). Aux attaques obscures d'adversaires masqués, il répond par un véritable défi ; il leur laisse entendre clairement qu'il accepte la lutte. Sans plus tarder, il s'applique à briser l'arme dont ils ont tenté de se servir.

(1) A. N. AF* II 121 et Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 347.

(2) Voir à ce sujet la lettre de Carnot et Prieur au mécanicien Kobierski, du 15 frimaire, citée plus haut, chap. II, IV.

« Toutes coalitions ou rassemblements d'ouvriers sont défendus ; les communications que le travail peut rendre utiles ou nécessaires entre les ouvriers de différents ateliers n'auront lieu que par l'intermédiaire ou avec la permission expresse de l'Administration dont chaque atelier dépend. »

Ce n'est pas que le Comité veuille livrer les ouvriers à l'arbitraire de leurs chefs. Bien au contraire, il leur accorde des garanties sérieuses. « Les ouvriers qui auront des plaintes particulières et personnelles à faire adresseront leurs mémoires ou pétitions à l'Administration » et s'ils se croient fondés à se plaindre de la décision de celle-ci, au Comité de Salut public lui-même. Il prévoit aussi la possibilité de revendications collectives, mais définit avec soin la procédure à suivre en pareil cas. « Si les ouvriers d'un atelier ont des plaintes à faire pour l'intérêt commun de tous ceux qui composent l'atelier, ils en préviendront les commissaires chargés de faire la visite des ateliers et leur demanderont la permission de s'assembler ; ils ne se réuniront qu'avant ou après les heures de travail, qui ne pourra être suspendu sous aucun prétexte. » Deux commissaires de leur choix présenteront leur pétition à l'administration compétente ; celle-ci résoudra les difficultés qui lui seront soumises, si elle s'y croit autorisée, ou les renverra à l'examen des trois administrations réunies, qui agiront de même ou en référeront, le cas échéant, au Comité de Salut public. « L'administration qui aura reçu le mémoire des commissaires des ouvriers leur fera remettre une réponse par écrit dans les vingt-quatre heures. »

Mais toute manifestation tumultueuse sera rigoureusement proscrite. « Dans aucun cas, les ouvriers ne pourront s'attrouper pour porter leurs plaintes ; les attroupements seront dissipés ; les auteurs et les instigateurs seront mis en état d'arrestation et punis suivant les lois. » Au reste, « les directeurs, régisseurs, inspecteurs ou chefs d'ateliers, vivant continuellement avec les ouvriers, connaissant leurs habitudes, devant mériter leur confiance, seront responsables de tous les mouvements des ateliers et seront punis pour ne pas les avoir prévenus et empêchés. »

Telles sont les principales dispositions de cet arrêté du 22 frimaire, dont les considérants ne sont peut-être pas

indifférents au point de vue de l'histoire politique de la Terreur et qui offre à coup sûr un vif intérêt pour l'histoire sociale de l'époque. Le Comité ne prétend pas réduire les ouvriers à un véritable esclavage industriel. Il respecte leur dignité de citoyens, il leur reconnaît le droit de présenter de justes réclamations, qui seront soumises à un examen équitable. Mais il n'accepte pas qu'un groupe de citoyens puisse se dresser contre la Nation et, par une agitation désordonnée, nuire aux intérêts supérieurs de la Patrie en danger.

L'arrêté portait les signatures de Robespierre, Carnot, C.-A. Prieur, Barère, Billaud-Varennes, R. Lindet. Imprimé à 400 exemplaires, il devait être lu et affiché « dans chaque partie d'atelier ». Il ne suffit pas à rétablir le calme. Un rapport de police du 4 nivôse (1) déclare que les ouvriers d'armes des Capucins Saint-Honoré se plaignent de ce qu'on a « diminué leurs journées », dénoncent l'ignorance de certains employés et l'incurie des commissaires nommés pour hâter l'armement, qui ne sont venus qu'une fois et se sont bornés à passer dans les ateliers, « sans voir seulement de quelle manière on travaillait dans cette partie ». Le 7, le Comité apprend qu'il y a « une espèce d'insurrection » à l'atelier des Carmes, place Maubert : « les ouvriers n'ont point voulu se soumettre à l'arrêté qui fixe la sortie du travail à huit heures » ; les mutins qui « se sont fait le plus remarquer... sont des jeunes gens qui se sont sauvés de la réquisition pour travailler dans les ateliers... ». Un membre de l'Administration centrale et un membre de l'Administration des platines se rendront sur les lieux dans la journée et, après enquête, feront arrêter les principaux coupables ; ils « devront employer tous les moyens de raison et de justice pour rétablir le calme et déterminer les ouvriers à obéir aux arrêtés ». Le 9, l'Administration des canons annonce une « insurrection » dans l'atelier de la maison d'Aine, rue Saint-Dominique. Sur-le-champ, le Comité prescrit une enquête : deux commissaires de l'Administration des canons « inviteront les ouvriers à rester dans le devoir et à reprendre les travaux avec courage et célérité... » ;

(1) P. Caron, *Paris pendant la Terreur*, t. I, p. 384.

ils rechercheront les auteurs du mouvement et provoqueront leur arrestation (1). Dans l'un et l'autre cas, le Comité avait réclamé un compte rendu dans le jour, ce qui prouve l'importance qu'il attachait à ces troubles et le désir qu'il avait de les étouffer dès l'origine.

Sa fermeté en imposa sans doute aux agitateurs, car il y eut ensuite une accalmie qui dura quelques décades. Il sentait pourtant que ses adversaires n'avaient pas désarmé et sa vigilance ne se démentit pas un instant. « Il a fallu, déclara Barère dans son rapport du 13 pluviôse, suivre... les ouvriers pas à pas, les maintenir dans la limite de leur devoir, empêcher les manœuvres sourdes employées pour entraver la fabrication, éclairer les ouvriers égarés, chercher le fil des manœuvres et punir les coupables. »

En ventôse, l'effervescence recommença dans les ateliers. Le 13, au nom du Comité, Barère dénonçait à la Convention les intrigues qui redoublaient au moment de l'ouverture de la campagne : « Vous vous occupez de tout ce qui peut accélérer la fabrication des armes, s'écriait-il ; eh bien ! on cherche à exciter des révoltes dans les ateliers des Invalides, de l'Indivisibilité et du Luxembourg (2)... »

Ce n'était pas une affirmation gratuite. Divers indices laissaient craindre un soulèvement des ouvriers d'armes. Les membres du comité révolutionnaire de la section de l'Indivisibilité, de service pendant la nuit du 15 au 16 ventôse, constatèrent « qu'au bas d'une affiche d'un arrêté du Comité de Salut public, placardé à une porte d'atelier d'armes, place du parc d'artillerie, avaient été tracés au crayon rouge et noir certains mots tendant à déconsidérer les membres patriotes dudit Comité ». Cet arrêté, du 12 pluviôse, était relatif aux journées des ouvriers ; il portait les signatures imprimées de Robespierre, Carnot, C.-A. Prieur, R. Lindet, Barère et Billaud-Varennes. Sous le nom de Barère, on avait écrit *anthropophage* et sous les noms de Prieur et Lindet *trompeurs du peuple, toujours bête et stupide* (au crayon noir) et *voleurs, assassins* (au crayon rouge). On pourrait être tenté

(1) A. N. AF* II 121.

(2) *Journal des Débats*, n° 530, ventôse an II, p. 180.

de ne voir dans ces épithètes désobligeantes que l'œuvre d'un mécontent isolé ou d'un mauvais plaisant. Mais il résulte de dépositions reçues par le Tribunal révolutionnaire, lors du procès des Hébertistes, « que de pareilles infamies figuraient au bas de plusieurs affiches aux environs », et surtout que « durant trois jours consécutifs les ouvriers des ateliers de la place de l'Indivisibilité ont été en état d'insurrection ». On avait opéré deux arrestations, et le comité révolutionnaire de la section avait entamé « les recherches les plus sévères pour découvrir les auteurs des troubles et déjouer les complots (1) ».

A la même date, le 19 ventôse, le Comité de Salut public ordonne que désormais le *Bulletin de la Convention*, « étant le plus authentique des journaux », sera envoyé et affiché chaque jour dans les ateliers d'armes de Paris. « C'est par de fausses nouvelles, dit-il, par l'altération des décrets et même par de faux décrets qu'on a réussi plusieurs fois à fomentier des troubles et à exciter des mouvements contre-révolutionnaires ; ces moyens perfides peuvent avoir été employés en dernier lieu par les inconnus qui s'étaient glissés dans les ateliers qui ont abandonné leurs travaux(2)... »

Les preuves nous manquent pour affirmer sans réserves qu'il y eut un lien entre l'agitation hébertiste et l'effervescence des ateliers d'armes. La simultanéité des deux mouvements ne crée qu'une présomption. Que les chefs d'une faction démagogique aient songé à s'appuyer sur une population ouvrière toujours frémissante, cela paraît assez vraisemblable. Il est certain que les contemporains et le Comité de Salut public en particulier (son arrêté du 19 ventôse en témoigne) crurent à une manœuvre politique et si la passion a pu obscurcir leur jugement, il reste qu'ils disposaient d'éléments d'information qui nous échappent aujourd'hui.

Il faut reconnaître toutefois que le triomphe du Comité ne mit pas fin aux revendications ouvrières et qu'arrivé au faite de sa puissance il eut encore à sévir. En germinal, les ouvriers des ateliers établis aux Capucins refusent de travailler

(1) Tuetey, XI, n^{os} 3 et 10.

(2) A. N. AF^{II} 123 et Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 607.

de 6 heures du matin à 8 heures du soir. Le 6, ils apportent leurs doléances à la barre de la Convention et se plaignent « de l'Administration qui, disent-ils, veut exercer sur eux la tyrannie et l'injustice... ». Le Président « leur rappelle les devoirs que l'amour de la Patrie impose aux républicains qui forgent des armes pour les tyrans » et la Convention renvoie leur pétition au Comité de Salut public (1). Celui-ci ordonne, le 15, l'arrestation de deux meneurs, les citoyens Maillet et Le Blond (2).

À l'époque de la fête de l'Être suprême, le Comité eut encore de vives inquiétudes. Après l'intervention de Robespierre, le 22 prairial, en faveur de la discussion immédiate de la nouvelle loi des suspects, Barère lui succéda à la tribune : « Malgré nos succès, dit-il, notre vigilance et les lois révolutionnaires, les ennemis de l'intérieur ne se découragent point. Avant la fête du 20, ils avaient préparé, par des intrigues secrètes, des mouvements et des insurrections dans les fabriques d'assignats, de poudre et d'armes. Les Comités de Salut public et de Sûreté générale ont été prévenus à temps et des mesures de police ont comprimé les mouvements qui auraient pu éclater dans la journée du 20 (3). »

En effet, le 18 prairial, le représentant Niou, chargé de surveiller la poudrerie de Grenelle, avait reçu des deux Comités des instructions formelles. Il « fera observer demain la plus sévère police dans cette maison et donnera des ordres pour qu'il n'y entre que des ouvriers dont il sera bien assuré et dont il fera secrètement un scrutin épuratoire. Il donnera demain, le soir, à la fin des travaux, l'ordre pour que le jour de la fête nationale à l'Être suprême personne n'entre dans les ateliers, avec carte ou sans carte, et sous quelque prétexte que ce soit. Il y établira une garde suffisante pendant la nuit du 19 au 20 et pour la journée du 20. La surveillance sera plus rigoureuse pendant la cérémonie civique qui se fera au Champ-de-Mars, et tous les magasins à poudre seront vidés dès demain (4) ». Ce texte, rédigé de la main de Barère,

(1) P. V., t. XXXIV, p. 153.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 383.

(3) *Journal des Débats*, n° 628, prairial an II, p. 336-7.

(4) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 174.

et ses affirmations du 22 ne laissent aucun doute sur l'état d'esprit des Comités de gouvernement : à tort ou à raison, ils redoutaient moins un accident qu'un attentat.

Des symptômes inquiétants les invitaient à se tenir sur leurs gardes. Vers cette époque furent incarcérés, « pour mouvements séditeux et insubordination », un monteur de fusils de l'atelier des Capucins et un platineur de la rue Avoye qui ne furent libérés que le 20 messidor, après un mois de détention (1). Barère précise dans ses déclarations du 22 prairial que trois « intrigants » ont été arrêtés à l'atelier des assignats et qu'à Grenelle, le 21, « d'autres hommes ont voulu... faire cesser les travaux avant l'heure indiquée ». Grâce à la fermeté de Niou, « les hommes suspects ont été arrêtés et l'on fera... justice de ces agents de l'étranger qui cherchent à égarer les ouvriers républicains ».

Le représentant Frécine dut aussi prendre une attitude énergique. Dans une proclamation vibrante du 23 prairial « aux citoyens employés à la construction du nouvel atelier, maison de l'Unité, et aux travaux de la raffinerie des salpêtres (2) », il repoussa leurs prétentions. « J'éprouve le plus pénible regret de me voir forcé à quitter un seul instant avec vous le langage de la fraternité pour ne vous faire entendre que celui de la raison sévère. J'apprends avec surprise et douleur que parmi vous il existe des individus qui s'opiniâtrent à vouloir obtenir une augmentation de journée qui tomberait à la charge de la République. Eh quoi ! citoyens, le détestable esprit de cupidité que la justice nationale vient d'anéantir chez les accapareurs se serait-il donc glissé dans l'âme pure des sans-culottes ? Un pareil soupçon est trop odieux pour que je veuille y croire et vous ne souffrirez pas qu'il plane sur vos têtes. »

La Convention n'a-t-elle pas donné aux ouvriers des gages de sa sollicitude ? « En obligeant le marchand avide à modérer ses bénéfices » par la loi « bienfaisante » du *maximum*, elle a voulu soulager « la portion la plus nombreuse du peuple..., la classe peu fortunée ». Encore faut-il que tous res-

(1) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 2.

(2) B. N. Lb⁴¹ 1120.

pectent la loi. « Vous demandez que cette loi s'exécute à la rigueur pour tout ce que vous achetez et vous refuseriez de l'observer pour ce que vous vendez aux autres ? Car, citoyens, vous ne pouvez vous dissimuler que vos salaires sont le prix de vos travaux, comme le blé ou l'assignat qui le représente est le prix du travail des cultivateurs. » Toute résistance serait injustifiée. « Le décret du 29 septembre 1793 sur le *maximum* a porté le prix des salaires à moitié en sus de ce qu'ils étaient en 1790, tandis qu'il n'a fixé celui des denrées qu'à un tiers en sus. Je me suis positivement assuré qu'il n'est aucun de vous qui ne gagne le double au moins du salaire de 1790, en sorte que vous avez individuellement moitié plus que la loi ne vous accorde. »

Frécine ne saurait donc tolérer aucune agitation. « Tenez-vous... pour bien avertis que, fidèle à mon devoir et aux principes, je ne permettrai point d'augmentation de salaire et que je sévirai également contre les ouvriers qui oseraient l'exiger et contre les entrepreneurs qui auraient la faiblesse de l'accorder au détriment de la République. » Il rappelle aux ouvriers qu'ils sont en réquisition jusqu'à la fin des travaux et que la loi du 13 pluviôse prévoit la détention jusqu'à la paix de « quiconque entravera ou ralentira la fabrication extraordinaire du salpêtre et de la poudre ».

Frécine ne veut pas seulement effrayer les ouvriers par la menace ; il fait appel à leur cœur et à leur raison. « Ecoutez la voix consolante de la Patrie qui vous assimile à ses autres défenseurs, qui assure à vos épouses, à vos enfants, les mêmes secours qu'aux familles de nos braves frères d'armes. » Ceux-ci ont abandonné leur état, leur famille. « Oseriez-vous comparer leur solde à vos salaires ? » La nuit, « ces intrépides soldats, exposés à toute l'intempérie des saisons, excédés de froid ou de chaleur, manquant souvent du nécessaire, combattent encore pour vous. Cependant, citoyens, quel est celui de vous qui ne les couvrirait d'opprobres si au moment de charger l'ennemi ils menaçaient de se retirer sous prétexte de l'insuffisance de leur paye ? Ne leur prodigueriez-vous pas les noms d'infâmes, de lâches, de contre-révolutionnaires... ? » Enfin, Frécine met en garde les ouvriers parisiens contre les perfides insinuations des agents de Pitt et de

Cobourg, qui voudraient les pousser à une véritable désertion ; il leur rappelle les termes du décret voté la veille par la Convention et les invite à redoubler d'efforts « pour achever l'atelier formidable où doit se préparer la foudre qui écrasera les tyrans de l'Europe coalisés contre le peuple français ».

Le 22 prairial, en effet, sur la demande du Comité de Salut public, la Convention avait chargé l'accusateur public du Tribunal révolutionnaire « de poursuivre les contre-révolutionnaires qui ont employé des manœuvres criminelles dans les ateliers de fabrication d'assignats, d'armes, de poudres et salpêtres (1)... ».

Dans la manufacture de fusils, des incidents analogues s'étaient produits. Le 25 prairial, les représentants Fayau et Guillemardet attirent l'attention du Conseil d'administration sur quatre ouvriers de l'atelier des Capucins qui « ont voulu, dit-on, empêcher leurs camarades de travailler les primidis » et recommandent la vigilance. « Surveillons, frères et amis, surveillons les ennemis de la chose publique, déjouons leurs projets (2)... » En effet, l'agitation tend à se généraliser, car le lendemain 26, « les citoyens réunis des ateliers des Jacobins écrivent à la Convention qu'ils ne savent d'où viennent les entraves que l'on met aujourd'hui dans la fabrication des armes » ; ils se plaignent des nouveaux prix du fusil et demandent « que le directeur lève les obstacles qui s'opposent à la célérité de leurs travaux (3) ».

En messidor, les manifestations d'indiscipline se multiplient. Le 12, le Comité approuve une délibération prise le 7 par le Conseil d'administration pour maintenir l'ordre dans l'atelier de la rue Plumet (4). Le même jour, un rapport de l'Agence des armes portatives à la Commission des armes et poudres (5) révèle une situation assez tendue. Divers entrepreneurs ou chefs d'atelier se plaignent depuis quelque temps du prix excessif auquel les ouvriers veulent porter

(1) *P. V.*, t. XXXIX, p. 186.

(2) *A. N. AF** II 129.

(3) *P. V.*, t. XXXIX, p. 279.

(4) *A. N. AF** II 123.

(5) *A. H. G. Reg.* A/8.

leurs journées. Seuls les ouvriers à leur compte et les entrepreneurs sont liés par les tarifs arrêtés contradictoirement au début de prairial, mais ils restent à la merci de ceux qu'ils emploient. Lorsque le citoyen Féra, « entrepreneur d'émoulerie », pressé par ses ouvriers d'augmenter leur salaire, invoque le tarif, ils lui répondent : « Nous savons bien que vous ne gagnez rien, mais cela nous est égal. » L'Agence déclare qu'une intervention s'impose. « ...L'ouvrier doit vivre honnêtement de ses travaux, mais celui qui sous un sans-culotisme hypocrite cache des prétentions déraisonnables est un mauvais citoyen. Sa bouche offre ses bras à la République ; son avidité les lui refuse. » Sans doute il est difficile de fixer le prix des journées des ouvriers, car il y a « des nuances infinies » dans la diversité de leurs talents ; mais il serait « conforme aux principes d'une justice rigoureuse et révolutionnaire d'établir dans toutes les branches de fabrication un maximum pour chaque pièce ou pour chaque journée ». L'Agence estime qu'un ouvrier « de la première classe » doit gagner par jour environ 16 livres 10 sols, un ouvrier moyen 8 livres 5 sols et le plus médiocre 3 livres.

L'indiscipline a gagné les établissements des environs de Paris (1). Le 22 messidor, la municipalité de Vert-le-Petit s'est transportée à l'usine du Bouchet « pour ramener au calme des ouvriers égarés par la méchanceté du chef » : celui-ci, Renette, « canonnier assez adroit, mais incapable de diriger les travaux », a été arrêté. Mais cet incident n'est qu'un épisode secondaire. « Deux autres mauvais citoyens, déclare l'Agence, ont menacé le commissaire que nous avons placé près cette usine ; ce sont les martineurs qui forgeaient les aciers qui manquent actuellement dans nos magasins. » L'un d'eux surtout « s'est permis des expressions qui le rendent au moins suspect ». Les travaux souffrent de ces tiraillements. L'Agence demande l'envoi d'un autre ouvrier et d'un commissaire muni « des pouvoirs suffisants pour requérir au besoin le District de Corbeil et la municipalité de faire traduire à Paris tous les désorganiseurs de cet atelier ».

(1) Rapport de l'Agence des armes à la Commission, du 24 messidor (A. H. G. Reg. A /8).

Vers la fin de messidor, l'agitation du monde ouvrier prend des proportions telles que l'Agence des armes portatives propose, dans un long rapport du 24 à la Commission des armes et poudres (1), tout un système de mesures répressives. A l'entendre, le mal est ancien et profond. « Nous vous avons déjà rendu compte plusieurs fois de l'insubordination qui depuis longtemps se manifeste dans les différents ateliers d'armes de la République et de l'impudence des ouvriers qui, abusant des besoins que la Patrie a de leurs talents et de leurs services, veulent les porter à un prix exorbitant. » Rien ne justifie de semblables prétentions. « La Nation est juste, elle est même généreuse. Le prix des ouvrages et des journées est porté très haut et l'ouvrier est peut-être le seul qui n'éprouve point de ces privations qui se font sentir à toutes les autres classes de citoyens et dont elles font volontiers le sacrifice. Quiconque a vu les ateliers d'armes d'un peu près sait qu'il suffit à un ouvrier de travailler quatre ou cinq jours par décade pour avoir de quoi satisfaire pendant les autres jours ses fantaisies et souvent son intempérance. »

Mais c'est en vain qu'on rappelle aux ouvriers l'exemple de leurs frères d'armes qui endurent les pires souffrances et se contentent d'une faible solde, et l'Agence avoue qu'elle redoute des événements graves. « Ne croyez pas, citoyens, que l'avidité du gain soit le seul, le véritable motif d'une conduite aussi anticivique ; l'emploi qu'ils font de l'argent ne permet pas de le penser. Une cause plus profondément réfléchie produit ces funestes effets. Nous ne craignons pas de vous le dire : un esprit désorganisateur dirige beaucoup de ces ouvriers et des agents perfides égarent le reste. Eux qui sous l'empire de la tyrannie se contentaient de salaires modiques et à peine suffisants, se plaignent aujourd'hui avec une arrogance qui décèle une coalition dangereuse, quand ces mêmes salaires sont presque [exagérés] pour la plupart d'entre eux. » Il n'est que temps « de mettre un frein à cette insubordination avant-courrière d'une insurrection prochaine ».

Dans un tableau saisissant, l'Agence rassemble les faits

(1) A. H. G. *Reg.* A /8.

et les indices qui motivent ses alarmes. Elle rappelle « l'insurrection qui a eu lieu il y a peu de temps » à l'atelier de l'Unité et qui contraignit le représentant Frécine à « déployer la rigueur de la loi ». Elle énumère les conflits qui se multiplient entre employeurs et salariés. Féra, fournisseur de baïonnettes, dénonce les prétentions « outrées » de ses ouvriers ; l'un d'eux gagne déjà 223 livres par décade ; un autre, moins habile, 184 livres 17 sols 6 deniers, « en ne travaillant tous deux que peu de jours » ; ils réclament une augmentation et menacent de quitter leur patron. Dumas, qui dirige aussi une fabrication de baïonnettes, « n'avait qu'un ouvrier habile et qu'il payait fort cher ; il s'est plu à en former plusieurs autres qui, à peine instruits, lui font la loi et menacent de le quitter ». Paul, chargé de fabriquer les sabres destinés aux élèves de l'École de Mars, n'a pu, « par de semblables manœuvres », remplir ses engagements. Le comité révolutionnaire de la section de Popincourt annonce au Comité de Salut public, par lettre du 16, « que deux ateliers de son arrondissement ont cessé leurs travaux et menacent les entrepreneurs d'empêcher qu'ils ne trouvent d'ouvriers ». A l'usine du Bouchet, les ouvriers, sachant l'importance de cet établissement, « en ont pris occasion pour porter leurs salaires à un prix excessif et toujours la menace de quitter est le refrain commun à tous ces cabaleurs » ; un des membres de l'Agence, Mégnié, a dû s'y transporter il y a trois jours ; il a essayé de ramener les ouvriers « aux principes de notre heureuse révolution », mais il a dû « faire parler la loi » et provoquer l'arrestation des meneurs.

L'Agence, pour répondre au vœu de la Commission des armes et poudres, s'engage à lui soumettre incessamment « un tableau de maximum » sur le prix des journées et des pièces, mais « il importe d'appliquer un remède prompt à un mal naissant et qui peut avoir les suites les plus funestes » : elle présente donc « quelques vues générales » sous forme de projet de loi.

Tout entrepreneur ou soumissionnaire d'armes tiendra registre de ses ouvriers : il indiquera le nom, l'âge et le domicile de chacun, le genre de travail pour lequel il s'est engagé, le prix convenu par pièce ou à la journée. Si l'ouvrier

a été mis en réquisition, il ne pourra sous aucun prétexte changer d'atelier sans le consentement écrit de l'entrepreneur. S'il a traité de gré à gré, il ne pourra partir sans un préavis de quinze jours. Tout entrepreneur qui aura débauché les ouvriers d'un autre ou les aura reçus sans billet de sortie sera dénoncé au comité révolutionnaire de sa section qui le fera arrêter, traduire au tribunal criminel du département et punir de deux années de fers, conformément à la loi du 18 brumaire. D'autre part, « des commissaires nommés à cet effet » établiront un tableau-type du prix des journées et des pièces ; dès lors, aucun ouvrier « ne pourra prétendre d'augmentation, si ce n'est de gré à gré ou sur des représentations faites à l'entrepreneur et sur lesquelles il devra prendre l'avis de l'Agence qui en fera faire l'estimation par deux artistes de son choix ». Mais, en aucun cas, l'ouvrier ne sera dispensé de continuer son travail avant qu'une décision ne soit intervenue. Tout ouvrier « qui aura suscité des troubles, émeutes et soulèvements dans un atelier » sera puni selon la loi.

Le projet élaboré par l'Agence n'aboutit pas. On estima sans doute qu'il suffisait d'appliquer les lois antérieures. Il se peut aussi que les graves événements qui se déroulèrent en thermidor aient détourné pour un temps du problème social l'attention du gouvernement. Mais il est certain que l'effervescence croissante qui se manifestait dans les ateliers de la capitale causa de vifs soucis au Comité de Salut public.

Une lettre que les représentants Fayau et Guillemardet lui adressèrent le 26 messidor (1) confirme les rapports de l'Agence des armes portatives et ajoute de nouvelles touches au tableau pessimiste qu'elle avait tracé. « Il n'est plus douteux, citoyens collègues, que les malveillants réunissent leurs efforts pour anéantir la manufacture de fusils... ; déjà vous connaissez les moyens qu'ils ont employés pour arriver à leur but : le feu mis au magasin des bois de monture, les bateaux chargés de charbon brisés et engloutis. Aujourd'hui les conspirateurs suivent une marche bien plus dangereuse ;

(1) A. N. AF* II 129.

ils tâchent de diviser les ouvriers ; ils provoquent des rébellions dans les ateliers ; des écrits incendiaires sont répandus et les pièces ci-jointes vous convaincront combien il importe à la tranquillité publique et aux progrès de la manufacture... de prendre des moyens vigoureux contre ceux qui par leur conduite ont dû être soupçonnés avoir des intelligences avec les moteurs des troubles. » L'atelier de l'île de la Fraternité s'agite. « Nous nous y sommes rendus..., nous avons vu les ouvriers, nous les avons entendus, et nous devons le dire, au ton d'insolence, aux propos perfides de quelques-uns, il ne nous a pas été difficile de deviner l'énigme. Une remarque importante, c'est que dans cet atelier un ouvrier patriote, nommé Roteville, et que des camarades ont surnommé Robespierre, est insulté de la manière la plus atroce par quelques-uns de ceux contre lesquels il y a des plaintes formées depuis longtemps. D'après les rapports qui nous ont été faits et d'après ce que nous avons vu nous-mêmes, nous avons cru que pour le maintien du bon ordre dans la manufacture et pour couper le fil de conspiration rattaché à quelques points de l'établissement, il fallait donner un grand exemple ; en conséquence, nous avons ordonné l'arrestation de quatre ouvriers qui nous ont paru les plus suspects. »

Les adversaires du Comité, et en particulier de Robespierre, préparaient-ils déjà par de sourdes menées la révolution du 9 thermidor ? Faut-il ne voir dans les accusations portées par les deux représentants que le fruit d'une imagination surexcitée par la maladie du soupçon ? Pour déterminer le degré de réalité de la conspiration qu'ils semblent dénoncer, il serait nécessaire de posséder des documents plus précis et d'avoir sous les yeux, par exemple, ces écrits incendiaires auxquels ils font allusion. Tout ce que nous savons avec certitude, c'est que le Comité prit l'affaire au sérieux. Le 6 thermidor, Fayau et Guillemardet écrivaient au citoyen Bonnemain, ouvrier à l'île de la Fraternité : « Le Comité de Salut public nous ayant renvoyé la lettre que tu lui as écrite sur les troubles de l'atelier dans lequel tu travailles, nous avons besoin de renseignements pour prononcer. Tu voudras donc te rendre à notre bureau, pavillon de l'Egalité, demain, à onze heures du matin, pour nous faire part de ce que tu

peux savoir sur les machinations que nous avons le plus grand intérêt de découvrir et de déjouer (1). »

Rien ne permet de préciser de quel côté allèrent les sympathies des ouvriers d'armes de Paris lors de la crise du 9 thermidor. Ils furent sans doute désorientés par des événements dont le véritable sens leur échappa comme à la plupart des contemporains, et si quelques-uns prirent part à l'insurrection tentée par la Commune de Paris, ce ne fut qu'à titre individuel. Il semble qu'en général les ateliers soient restés calmes.

Certains ouvriers ne virent dans la chute de Robespierre et de ses amis qu'une occasion de se soustraire à une discipline qui leur pesait. « Des hommes égarés, écrit Guillemardet au Conseil d'administration le 12 thermidor (2), se permettent de déchirer les règlements et arrêtés du Comité de Salut public, sous le vain prétexte que les noms de Robespierre, Couthon et Saint-Just s'y trouvent tracés. Il est instant d'arrêter un tel abus qui paraît soufflé par la malveillance. Ils seraient bien ignorants ou bien coupables les hommes qui voudraient accuser ou infirmer toutes les mesures du gouvernement parce qu'un petit nombre de traîtres a souillé pendant quelque temps un Comité qui a bien mérité de la Patrie. Autant vaudrait-il dire que tous les décrets de la Convention nationale sont nuls, parce que les Brissot, les Vergniaud, les Danton, les Lacroix ont présidé à leur discussion... Il suffira d'éclairer les ouvriers qui sont tous républicains pour leur découvrir le piège qu'on leur tend. Nous vous invitons... à prendre des mesures actives à cet égard. »

L'ordre, s'il fut troublé un instant, ne tarda guère à renaître. Quelques jours plus tard, le Comité se sentait assez fort pour rendre la liberté à quatre ouvriers de la manufacture, « soupçonnés d'avoir voulu exciter des troubles dans les ateliers et contre lesquels il n'est rien parvenu de positif (3)... » Sans doute, le 20 thermidor, les ouvriers de la maison Tessé, rue de Varennes, se plainquirent à la Convention de la

(1) A. N. AF* II 129.

(2) A. N. AF* II 129.

(3) Le 15, selon Aulard, *Recueil*, t. XV, p. 600 ; le 19, selon A. N. AF* II 123.

conduite des administrateurs, mais il s'agissait évidemment de revendications purement professionnelles ; et d'ailleurs, le surlendemain, les ouvriers de l'atelier des Capucins félicitaient l'Assemblée de son attitude au 9 thermidor (1). Vers la fin du mois, le calme règne. Un rapport de police, du 26, en témoigne : « Les rassemblements sont peu nombreux, les ouvriers assidus à leurs travaux (2)... » Le 10 fructidor, les platineurs de la maison Bachy dénoncent à la Convention nationale le Conseil d'administration qui refuse d'entendre leurs réclamations. L'Assemblée demande aux Comités de Salut public et de la Guerre un rapport dans les trois jours ; il ne semble pas que l'incident ait eu des suites immédiates (3).

Au début de l'an III, par contre, des propos « inciviques » furent prêtés à des ouvriers de l'atelier des Récollets ; mais après enquête le représentant Legendre (de la Nièvre) proclama que la dénonciation était sans fondement (4).

Ainsi, jusqu'à la fin de l'an II, le Comité de Salut public parvint à maintenir dans les règles du devoir, par une politique à la fois ferme et équitable, la masse turbulente des ouvriers d'armes de Paris. Dans les départements, les représentants en mission se guidèrent d'après des principes analogues : attentifs à pourvoir aux besoins réels des travailleurs et à souscrire à leurs légitimes revendications, ils surent à l'occasion réprimer les manifestations d'indiscipline qui risquaient de paralyser l'œuvre de défense nationale. Romme dans le Sud-Ouest, Roux-Fazillac à Tulle, Noël Pointe, puis Forestier à Moulins, Lambert au Creusot, surent allier l'énergie à la bienveillance. Démocrates et patriotes, les hommes de l'an II gouvernaient en s'appuyant sur la masse des sans-culottes ; ils s'appliquèrent à lui donner conscience de ses devoirs envers l'ensemble de la Nation et à parfaire son éducation sociale. Ils imposèrent aux ouvriers une discipline sévère, mais ils les traitèrent en citoyens d'un peuple libre. Dans l'Isère, à Charleville, à Saint-Etienne et à Moulins,

(1) P. V., t. XLII, p. 103 et 127.

(2) Aulard, *Réaction thermidorienne*, t. I, p. 40.

(3) P. V., t. XLIV, p. 175.

(4) A. N. AF* II 129. Lettre du Comité à Legendre et réponse de celui-ci (13 et 17 vendémiaire an III).

comme à Paris, ils les admirent à débattre, contradictoirement avec les employeurs et les autorités constituées, le prix de leurs travaux ; ils les appelèrent même parfois, à Paris, à Moulins et à Tulle, à collaborer, au moins dans une certaine mesure, à l'administration des manufactures.

CHAPITRE XXIII

Le Comité de Salut public et la Convention nationale.

I. — LES MANŒUVRES DES ADVERSAIRES DU COMITÉ.

Le 23, puis le 28 août 1793, la Convention nationale avait approuvé sans réserves le programme d'armements à outrance du Comité de Salut public et lui avait confié le soin d'organiser les grandes fabrications dont tous les patriotes sentaient l'urgence.

Sans perdre un instant, le Comité se mit à l'œuvre ; mais quoi qu'il fit pour presser l'établissement de la manufacture de fusils de Paris, il n'était pas en son pouvoir d'en tirer avant plusieurs semaines ou plusieurs mois les armes réclamées de toutes parts. Au reste, des obstacles imprévus se présentaient. Les sections de Paris se hâtaient d'enrôler les jeunes gens de 18 à 25 ans, et leur empressement même était de nature à paralyser jusqu'à un certain point le recrutement des ouvriers d'armes qu'il fallait réunir et former par milliers.

Le 20 septembre, les contingents des sections des Marchés et de l'Homme-Armé venaient de défiler à la Convention, au milieu des plus vifs applaudissements. Billaud-Varennes prit la parole au nom du Comité dont il faisait partie depuis quelques jours. « La Convention, dit-il, a décrété l'établissement d'une manufacture d'armes à Paris. Toutes les sections qui vous présentent leurs jeunes gens vous en demandent pour eux ; cependant, vous n'en avez point, vous ne paraissez pas près d'en avoir à leur offrir. Que font maintenant les ou-

vriers en fer ? S'occupent-ils à faire des canons de fusils ? Non. Il faut que les serruriers ne fassent plus que des armes : les serrures de la liberté sont les baïonnettes et les fusils. Vous avez mis 100 millions à la disposition du ministre de la Guerre pour cette fabrication ; elle ne se fait point et les fonds se dilapident chaque jour... J'insiste pour que vous décrétiez que les ouvriers en fer ne pourront travailler qu'à la fabrication des armes... »

Cette intervention souleva un débat très vif, mais confus. Laurent Lecointre déclara que les sections et un grand nombre d'ouvriers avaient répondu aux appels du ministre de la Guerre et du Comité, mais on avait reconnu « qu'on ne pouvait rien statuer sur le prix d'aucun corps d'arme avant l'achèvement des ateliers et des forges ». Il demanda que la proposition de Billaud-Varennès fût renvoyée au Comité de Salut public « pour accélérer, de concert avec le ministre de la Guerre », les préparatifs et la fabrication. Romme affirma, au contraire, que le Comité travaillait avec activité, mais qu'on mettait « des entraves » à ses opérations. Fabre d'Eglantine soutint que la motion de Billaud avait déjà été décrétée « en son entier » et demanda que le Comité fît « un rapport sur l'activité actuelle de ses travaux ».

Collot d'Herbois essaya à son tour, semble-t-il, de défendre le Comité auquel il avait été adjoint, le 6 septembre, en même temps que Billaud-Varennès ; mais il s'y prit avec une rare maladresse. « Ce qui retarde la fabrication des armes, s'écria-t-il, c'est de se traîner dans la routine des manufactures... N'est-ce pas la baïonnette, l'arme blanche, qui décide la supériorité des Français sur les esclaves des tyrans ? En faisant attendre des fusils, ne refroidissez-vous pas cette impulsion énergique et sainte qui porte 300.000 hommes aux frontières ? Armons nos soldats de piques et souvenons-nous de ce mot d'une Spartiate à son fils : « Mon épée est bien courte, lui disait-il. » — « Mon fils, lui répondit cette républicaine, tu feras un pas de plus ! » Eh bien ! nous ferons aussi un pas de plus, et nous n'en terrasserons que mieux les ennemis de la Liberté... »

Cette argumentation singulière émut sans doute l'Assemblée, car on pouvait y voir l'aveu mal déguisé de l'impuis-

sance du gouvernement, et derechef on demanda le renvoi au Comité de la motion de Billaud-Varennes. Celui-ci dut reprendre la parole pour s'y opposer : « C'est avec des rapports qu'on ne finit jamais, s'écria-t-il ; quel compte vous rendra le Comité de Salut public ? Celui de la marche de ses travaux ou ceux de la manufacture ? Et cependant, vous n'aurez point d'armes, et les jeunes gens frémiront d'en manquer. Décrêtez aujourd'hui, dans cette séance fameuse par l'anniversaire de la victoire qui chassa l'ennemi des plaines de Champagne, décrêtez que tous les ouvriers en fer ne pourront... travailler qu'à la fabrication des armes ; créez une commission pour y veiller et mettez à sa disposition une partie des 100 millions... »

Une seconde intervention de Collot d'Herbois détruisit l'impression qu'avait pu faire cette vigoureuse apostrophe. Sans doute il proposa de demander au Comité un rapport sur les moyens d'accorder une prime d'encouragement à ceux qui fourniraient une grande quantité d'armes, mais il répéta malencontreusement qu'il serait bon de se désaccoutumer des fusils. On entendit des murmures, et un dernier orateur critiqua sans ménagements la méthode adoptée par le Comité : « Je vois qu'au lieu d'encourager, comme il était dans les intentions de la Convention, les manufactures anciennes, on leur nuit, on les culbute pour en établir une à Paris. Sans doute elle peut devenir très utile, mais tandis qu'on détruit les autres et qu'on établit celle-là, on ne travaille dans aucune. »

L'Assemblée, sans se prononcer sur le fond, décréta le renvoi au Comité de la motion de Billaud-Varennes (1). Ainsi, la séance s'achevait sur une équivoque. Le Comité n'avait pas obtenu le décret formel qu'il désirait, mais il conservait sa liberté d'action. Il en usa bientôt. Dès le 29 septembre, un arrêté fortement motivé exempta de la réquisition militaire tous les ouvriers d'armes de Paris, quel que fût leur âge. Le 9 octobre, un décret de la Convention sanctionna cette mesure (2).

(1) *Arch. parlem.*, t. LXXIV, p. 535-6.

(2) Voir chap. XXII, I.

Le Comité connaissait mieux que personne la détresse de la République. Pour assiéger et reprendre Lyon (9 octobre), il lui fallut dégarnir d'hommes, de canons et de munitions les frontières alpestres (1). Pour dégager Maubeuge et le Nord, après la victoire incomplète du général Houchard qui n'avait pu que sauver Dunkerque, et pour écarter définitivement la menace qui continuait à peser sur Paris, il dut concentrer les maigres ressources dont il disposait. Jourdan rapporte dans ses *Mémoires* que lorsqu'il prit le commandement de l'armée du Nord la situation était « pitoyable » ; les garnisons des places fortes « étaient formées en grande partie de dépôts et de bataillons de réquisition non armés » et les arsenaux étaient vides de munitions (2).

Au début d'octobre, Carnot se rend en personne au quartier général de Jourdan, à Péronne, puis à Guise. Des opérations capitales vont s'engager ; l'armée du Nord glisse dans la direction d'Avesnes. « Les troupes sont dans les meilleures dispositions », écrit Carnot le 7 octobre ; mais le 9, il constate que les bataillons de nouvelle levée, « supérieurement vêtus », sont inutilisables : « Les soldats n'ont pas même de bâtons à la main. » Il prie le Comité d'envoyer « en toute diligence » des fusils et 15.000 baïonnettes au moins pour « charger les ennemis à la française ». A la même date, Jourdan adresse une demande analogue au ministre Bouchotte. Le 10, Carnot et Duquesnoy destituent le commandant de l'artillerie : par sa négligence, à la veille d'une opération d'où « dépend le salut de la République », l'armée du Nord « n'a que 900.000 cartouches lorsqu'il en faudrait plusieurs millions... » ; ils en demandent au moins un million, de Paris, en toute hâte.

Le Comité, ainsi aiguillonné, pressa le ministre d'agir, mais ses ordres furent exécutés trop tard. L'armée du Nord, si dépourvue, n'en remporta pas moins la victoire de Wattignies, après deux jours de lutte sévère (15-16 octobre). Mais elle ne put l'exploiter à fond. L'inertie de la garnison de Maubeuge y fut sans doute pour quelque chose, mais

(1) Voir à ce sujet des documents nombreux et précis dans *Arch. parlam.*, t. LXXVII, p. 187 et suiv.

(2) Cité par Charavay, t. III, p. 203, note 2.

Jourdan déclare par ailleurs, dans ses lettres à Bouchotte des 19, 20 et 21 octobre, que son armée « s'est trouvée dégarnie de munitions » et que cette pénurie lui interdit de profiter de la terreur de l'ennemi. En vain, le Comité et le ministre lui enjoignent de reprendre l'offensive pour achever la libération du sol national et porter la guerre en Belgique. Il s'obstine et le Comité ne semble pas avoir insisté outre mesure pour vaincre ses hésitations (1).

Des nouvelles alarmantes arrivaient, en effet, d'Alsace. Depuis de longs mois, la force de résistance des armées du Rhin et de la Moselle laissait à désirer. Il avait fallu, au début d'août 1793, leur enlever 22.000 hommes pour couvrir les places du Nord, et leur situation restait précaire. L'inaction des Prussiens sauva l'armée de la Moselle qui eut le temps de se reconstituer derrière la Sarre (2). Mais à l'armée du Rhin, le général en chef Landremont craignait de ne pouvoir tenir les lignes de Wissembourg contre les Impériaux de Wurmser ; il se plaignait de n'avoir ni obus ni munitions et déclarait que Strasbourg n'avait pas le cinquième de ses approvisionnements de guerre et ne tiendrait pas trois jours en cas de siège. Ce pessimisme le rendit suspect : il fut destitué (3).

Les représentants du peuple Milhaud et Guyardin confirmaient pourtant ses rapports : « On manque de sabres et de pistolets ; les nouveaux bataillons vont à l'armée sans fusils », écrivaient-ils le 5 octobre (4). Le résultat de ce dénuelement ne se fit pas attendre. Le 13 octobre, les lignes de Wissembourg sont forcées par l'ennemi ; bientôt nos troupes évacuent Haguenau et refluent en désordre sous le canon de Strasbourg. Le 16, jour de la victoire de Wattignies, le Comité apprend le désastre. Les représentants Milhaud et Guyardin réclament des fusils, « des cavaliers bien montés, armés et équipés ». Ils avouent à leur tour que Strasbourg n'a pas assez de poudres et de munitions pour soutenir un long siège. Le 17, Niou, Borie, Mallarmé, J.-B. Lacoste les rejoi-

(1) Charavay, t. III, p. 261, 271, 273, 277, 282, 347, 365, 371 et 397.

(2) Voir Chuquet, *Wissembourg*, p. 66 et suiv.

(3) *Ibid.*, p. 186 et suiv. Voir aussi Charavay, t. III, p. 185-9, et Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 57.

(4) Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 238.

gnent à Strasbourg ; ils écrivent le lendemain que la situation est « infiniment alarmante » ; ils demandent des renforts, un bon général, des munitions, de la poudre et des armes, « le tout en poste (1). » Dès le 17, un membre du Comité, Saint-Just, et son ami Lebas partent de Paris pour sauver l'Alsace.

Ces événements expliquent suffisamment l'impatience avec laquelle on attendait la mise en train de la fabrication extraordinaire des armes à Paris. Enfin, le 7 brumaire (28 octobre), la section de Bonne-Nouvelle annonce à la Convention que les forges établies dans son arrondissement seraient inaugurées le surlendemain. Deux députés, Gossuin et Lebon, y assistèrent et rendirent compte, le 11, du bon état des ateliers et du zèle des ouvriers (2).

Le 13, Carnot lut un long rapport dont l'impression fut ordonnée (3). Il indiquait avec précision les résultats déjà acquis et ceux que l'on espérait obtenir dans un avenir prochain ; il expliqua aussi, non sans habileté, les lenteurs reprochées au Comité. « Tout était à créer : ouvriers, matériaux, outils... Le Comité... avait moins consulté ses moyens que son propre désir, que le vœu national et que cet instinct supérieur aux calculs qui apprend aux hommes que rien n'est impossible à qui veut être libre... » D'autre part, une sécheresse, « dont il n'y a pas eu d'exemple depuis plus d'un siècle », avait presque totalement suspendu la navigation et le travail des usines ; la Convention savait déjà quels en avaient été les fâcheux effets sur la mouture et l'arrivage des grains.

Enfin, Carnot insista sur les « difficultés morales » qu'il avait fallu vaincre. Le Comité avait voulu « s'entourer de tout ce qu'il y a de plus célèbre parmi les savants et les artistes » ; mais aussitôt « la malveillance dirigea contre les uns et les autres les ressorts ordinaires du mensonge et des plus lâches manœuvres ; on sentait l'importance de l'entreprise ; on craignait l'influence nouvelle qu'elle devait avoir sur le sort de la République et l'on voulait qu'elle échouât dans son prin-

(1) *Arch. parlem.*, t. LXXVIII, p. 662 et 666-7, et Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 454 et 497.

(2) *Arch. parlem.*, t. LXXVII, p. 711, et t. LXXVIII, p. 147 et 230-1.

(3) *Ibid.*, t. LXXVIII, p. 207-220, et B. N. Le³⁸ 546.

cipe. Heureusement, les hommes dont nous avons recherché les lumières se trouvaient aussi inattaquables du côté de la probité et du civisme que du côté des talents et du zèle ; ils servirent la chose publique malgré les dégoûts qu'on voulut leur donner ; ils lui consacrèrent leurs veilles, tous leurs instants et leur seul regret a été de ne pouvoir éviter l'éclat inséparable d'un mérite supérieur, qu'ils auraient voulu pouvoir dérober, comme leur désintéressement, aux yeux de l'envie et de la persécution... »

Battus sur ce terrain, les adversaires de la République n'ont pas désarmé : « On chercha à nous enlever le petit nombre d'ouvriers instruits que nous avons rassemblés des divers points de la République, pour en former d'autres et diriger le travail des ateliers ; on tordit le sens de la loi pour les faire comprendre dans la réquisition militaire, pour les indisposer par des arrestations sans fondement et des vexations particulières ; on tenta de les soulever en excitant leurs prétentions, en éveillant en eux un sentiment d'avarice subversif de l'esprit républicain (1)... »

Carnot reconnaissait, d'ailleurs, que la Convention n'avait pas ménagé sa confiance au Comité et qu'elle avait accru ses pouvoirs. « Les décrets réitérés dont vous avez frappé ces sinistres menées et l'activité des mesures prises par le Comité... lui ont enfin assuré la faculté d'opérer le bien et de remplir vos intentions. » Bientôt la République récoltera les fruits de cette heureuse collaboration. « Paris, jadis séjour de la mollesse et de la frivolité, pourra se glorifier du titre immortel d'arsenal des peuples libres. » Sa manufacture, qui produira 1.000 fusils par jour, sera sans égale en Europe. La France, « jadis tributaire de ses propres ennemis pour les objets de première nécessité relatifs à sa défense... », vendra des armes à l'étranger ; elle deviendra « le grand magasin où les peuples qui voudront recouvrer leurs droits viendront se pourvoir des moyens d'exterminer leurs tyrans... ».

A la même séance, les trois Administrations de la fabrication extraordinaire des armes se présentèrent à la barre de la Convention, lui offrirent les six premiers fusils fabriqués

(1) Voir chapitre précédent.

à Paris et précisèrent les attaques de Carnot contre les menées des faux patriotes. « Les suppôts des puissances étrangères, de Pitt et de Cobourg, se sont agités dans tous les sens, disaient-elles, pour entraver la fabrication. Plusieurs même se sont couverts du masque du patriotisme exalté pour arriver plus sûrement à leur but. Les trois Administrations se sont réunies sous les ailes de votre Comité de Salut public et aidées de sa puissance ont vaincu tous les obstacles (1). »

Encouragé par l'accueil favorable qu'avait reçu le rapport de Carnot, le Comité réclama dès le 18 brumaire et obtint le vote d'un nouveau décret qui renforçait encore son autorité en matière de fabrications d'armes : quiconque s'opposerait à l'exécution de ses réquisitions ou de ses arrêtés serait mis en état d'arrestation, traduit au Tribunal criminel du département et puni de deux ans de fers (2).

Les accusations portées à la tribune par Carnot, puis par Barère étaient sans doute fondées ; il est probable que les adversaires du Comité se livraient dans l'ombre des sections à de sourdes manœuvres destinées à paralyser son action et à ruiner le crédit que lui accordait la Convention. Le vote du décret du 18 brumaire les détermina à rompre le silence qu'ils avaient gardé jusqu'alors dans l'Assemblée nationale.

Dès le 26, Bourdon (de l'Oise), sans attaquer ouvertement le Comité, réussit à lui porter un coup assez sensible. « Vous avez appelé la première jeunesse de la République à la défense des frontières, déclara-t-il. Il fallait les armer ; vous avez ordonné des fabrications extraordinaires, et pour leur donner une plus grande activité, vous avez envoyé des commissaires pris dans votre sein. Des représentants sont allés, pour cet objet, dans les départements, mais à Paris cette précaution a été oubliée. Je ne doute pas du zèle des ouvriers employés dans les ateliers. Cependant, après trois mois, cette fabrication est inactive. Le moulin à forer, par exemple, n'existe pas encore ; il manque de limes et d'autres objets pareils (3)... » Sur sa motion, il fut décrété séance tenante que

(1) B. N. Le³⁸ 545 et *Arch. parlam.*, t. LXXVIII, p. 230-1.

(2) *Arch. parlam.*, t. LXXVIII, p. 598.

(3) *Ibid.*, t. LXXIX, p. 333.

le Comité de Salut public serait chargé « de nommer des commissaires pris dans le sein de la Convention pour surveiller la fabrication des armes et les autres objets qui en dépendent (1). »

Le Comité n'avait pas été mis en cause directement. Mais il ne pouvait se méprendre sur le véritable sens de l'intervention de Bourdon et sur la portée de la mesure arrachée à l'inattention de l'Assemblée nationale. Sans doute on lui laissait le soin de choisir les représentants qui surveilleraient la manufacture de Paris, mais il n'était pas douteux que l'auteur de la motion avait entendu lui donner des collaborateurs et limiter sa toute-puissance. Le Comité réussit à parer le coup. Le décret du 26 brumaire ne fut pas exécuté et la Convention ne parut pas s'en émouvoir. Le 27, elle désigna des représentants chargés d'organiser dans chaque armée les troupes à cheval ; il ne fut pas question de ceux qui devaient être attachés à la manufacture de Paris (2). Le même jour, le Comité qui avait résolu en principe, dès le 22, de confier à un commissaire de son choix la surveillance de tous les établissements d'armes, attribua ce poste à Hassenfratz (3), qui avait joué à ses côtés un rôle prépondérant dans l'organisation des ateliers de la capitale.

Le 1^{er} frimaire, Cambon présentait à la Convention un long rapport sur l'aliénation des biens nationaux, au nom des Comités réunis des Domaines, de Législation et des Finances. Il acheva son exposé, très optimiste, par un éloge indirect de l'activité féconde du Comité de Salut public. « Que nos ennemis envisagent maintenant notre situation. Si la guerre... doit finir au dernier écu, qu'ils tremblent !... Attendent-ils leurs succès... du nombre d'hommes qu'ils ont à nous opposer ? La France entière est prête à les combattre. La seule première réquisition a produit plus de 800.000 hommes. Croient-ils que nous manquerons d'armes ? Qu'ils apprennent qu'à Paris seulement on fabrique 1-000 fusils par jour, et que nous avons établi d'immenses fonderies de canons qui en fabriquent

(1) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 457.

(2) *Ibid.*, t. VIII, p. 490-2.

(3) Voir plus haut, chap. II, xi.

1.000 par mois. S'imaginent-ils que nous manquerons de munitions de guerre ? L'industrie française va s'en occuper et nous ferons, s'il le faut, une fouille et une lessive générale des terres pour en extraire le salpêtre (1)...» Ainsi Cambon ne se bornait pas à exalter l'œuvre accomplie par le Comité de Salut public ; il faisait aussi une allusion très nette à des projets dont il avait reçu la confiance et qui devaient être réalisés dans un avenir prochain.

Le 7 frimaire, Barère à son tour traçait devant la Convention le tableau des opérations du Comité pendant la dernière campagne. Il rappelait la situation désespérée de la France au milieu de l'année 1793 : « des armées dénuées et incomplètes » ; la Vendée, Lyon, Toulon insurgées contre le pouvoir central ; la Convention déchirée par les factions ; « des manufactures d'armes paralysées ou d'un produit détourné ou insuffisant ». Et il soulignait l'importance des résultats obtenus : « douze armées en pleine activité, ou plutôt une nation immense devenue toute militaire, une levée de 600.000 jeunes gens commandée par un décret d'une ligne, exécutée par un mouvement spontané presque à la fois, au moment où les subsistances étaient cachées et où les armes manquaient (2)... ».

A vrai dire, Barère s'était abstenu d'insister sur l'état des fabrications d'armes. Peut-être voulait-il éviter de fournir un prétexte aux critiques des adversaires du Comité. Mais celui-ci ne tarda pas à démontrer, par des actes, qu'il travaillait sans relâche à procurer de nouveaux moyens de défense à la République. Le 14 frimaire, le jour même où l'organisation du gouvernement révolutionnaire consacra sa prépondérance politique, il prit l'initiative annoncée au début du mois par Cambon : Prieur (de la Côte-d'Or) soumit à l'Assemblée, qui les adopta sur-le-champ, un projet de loi et une instruction qui assurèrent une prompte exploitation de toutes les terres salpêtrées de la République (3).

Pourtant le Comité n'était pas sans inquiétudes. Il savait que le manque d'armes et de munitions avait empêché Jour-

(1) *Arch. parlem.*, t. LXXIX, p. 589 et suiv.

(2) *Ibid.*, t. LXXX, p. 121.

(3) *Ibid.*, t. LXXX, p. 617-622.

dan d'exploiter la victoire de Wattignies. Sur les frontières d'Alsace et de Lorraine, la situation restait grosse de périls. Hoche avait pris, le 12 brumaire (2 novembre), le commandement de l'armée de la Moselle ; il la trouva « fort dépourvue ». Le 15, il écrit à Bouchotte que la plupart des soldats de nouvelle levée n'ont pas d'armes, et le 24 que 13.000 hommes environ lui arrivent de l'armée du Rhin, mais qu'ils « manquent de tout ». Hoche prit pourtant l'offensive, mais le manque de munitions fut l'une des causes de son échec devant Kaiserslautern (8-10 frimaire). Il déclare, le 19, qu'il est « forcé de rester sur la plus absolue défensive, manquant de munitions et n'en pouvant avoir ». Le 29, il écrit encore au Comité : « Je verse chaque jour des larmes de sang, de me voir arrêté par le défaut de munitions. » Bientôt, il est vrai, elles « commencent à reparaitre » et il se prépare à agir « plus vigoureusement que jamais (1) ».

Vers la même époque, de mauvaises nouvelles arrivaient de l'Ouest. Prieur, qui au début d'octobre était allé en personne à Tours et à Saumur, avait pu se rendre compte du désarroi des troupes républicaines. Bientôt les Vendéens, refoulés au nord de la Loire après leur défaite de Cholet (17 octobre), submergèrent l'Anjou et le Maine, entamèrent la Normandie et la Bretagne, se poussèrent vers la Manche. Le représentant Garnier (de Saintes) annonçait de Rennes, le 14 brumaire, la perte d'Ernée, Mayenne, Domfront, Fougères. « Il y a encore des hommes pour se battre, mais les fusils et les munitions nous manquent », déclarait-il. Le 26, Letourneur (de la Sarthe) écrivait d'Alençon que l'armée qu'il organisait possédait quatre généraux, mais qu'elle manquait d'armes, et, le 28, qu'il ne pouvait en donner aux 14.000 hommes levés dans l'Orne. Le 28, de Coutances, Jeanbon en écrivait autant. Le 29, instruit que les citoyens de la première réquisition réunis à Fontenay-le-Peuple (2) n'avaient « ni armes ni instructeurs », le Comité se voyait contraint d'ordonner provisoirement le renvoi de ceux qu'on ne pourrait

(1) Chuquet, *Quatre généraux de la Révolution*, t. I, p. 11, 25, 41, 43, 46, 54, 56, 61, et t. III, p. 17.

(2) Fontenay-le-Comte (Vendée).

équiper et exercer. Le 6 frimaire, Francastel poussait un nouveau cri d'alarme ; il redoutait une attaque sur Angers et réclamait d'urgence 4.000 fusils. « Il existe, écrivait-il, des hommes en état de se battre, des portions d'anciens bataillons qui ne sont pas armées et que nous ne pourrions armer, faute de fusils » ; malgré les ordres et les recherches, très peu d'armes ont été ramassées à Angers ou à Saumur « et la plupart ne sont que des fusils de chasse ; il n'en existe aucun ici en magasin... Des fusils, mes chers collègues, des fusils... et l'on se conduira en vrais républicains. » Il insistait encore le 9 (1).

Le Comité ne pouvait satisfaire à toutes ces requêtes. Le 4 brumaire, il recommande à Robert Lindet et à Oudot, en mission à l'armée des Côtes-de-Cherbourg, de ne pas distribuer aux troupes de la région tous les fusils enlevés aux muscadins de Caen et de mettre tout en œuvre « pour former un noyau d'armes de réserve », car la République « a le plus grand besoin de cette ressource pour alimenter ses grandes armées ». Songez, ajoute-t-il, « à l'étonnante consommation de fusils qui s'y fait, tant à cause des hommes tués ou blessés ou prisonniers, que de ceux qui abandonnent leurs armes dans certains cas pour fuir plus vite, et sans compter les armes brisées, celles qui périssent par défaut de soin, malveillance, etc. (2) ». Le 11 brumaire, il rappelle à Dupin que le ministre ne peut délivrer des fusils sans autorisation préalable du Comité et qu'il faut les réserver aux troupes réglées (3). Le 15, il ordonne au ministre de la Guerre de faire passer aux différents corps qui opèrent dans l'Ouest « des armes, des munitions », mais surtout des boulets (4). Le 10 frimaire, il détache 10.000 hommes de l'armée des Pyrénées-Occidentales pour aller combattre les Vendéens. Le 19, il refuse des fusils aux habitants de Blois qui se croyaient menacés par les brigands et recommande de confier la défense de la Loire à des troupes exercées (5).

(1) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 232, 467, 552, 721, et t. IX, p. 244.

(2) *Ibid.*, t. VIII, p. 7.

(3) Charavay, t. IV, p. 1.

(4) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 244.

(5) *Ibid.*, t. IX, p. 61 et 284.

Sur le front pyrénéen, le manque d'armes et de munitions réduisait nos troupes à l'impuissance ou les vouait à de graves échecs. A l'Ouest et à l'Est, les représentants et les généraux ne cessaient depuis plusieurs mois de réclamer les moyens d'action qui leur faisaient défaut. Dès le 25 août 1793, Féraud se plaint du manque d'armes aux Pyrénées-Orientales ; il insiste le 13 septembre (1). L'adjudant-général Laroche écrit à son tour au Comité, le 6 octobre, que l'armée se renforce chaque jour par des troupes de nouvelle levée, mais que le besoin d'armes va croissant ; les soldats croupissent dans l'ennui et l'oisiveté. « Au nom de la Patrie, au nom de l'humanité, rendez au soldat français toute sa dignité en lui mettant une arme dans la main. » Le 22 octobre, le représentant Garrau déplore la rareté de la poudre : « Nous venons d'en demander à Bordeaux et à Toulouse 100 milliers au moins (2) ». Le 28, le Comité ordonne de faire passer à l'armée des Pyrénées-Occidentales de l'artillerie, des munitions et 2.000 fusils provenant du désarmement de Bordeaux. Mais Tallien et Ysabeau ne peuvent en expédier que 1.500 (3) et le général en chef Léonard Muller déclare encore, les 12 et 18 brumaire (2 et 8 novembre), que faute de fusils et de poudre il ne peut attaquer l'ennemi qui se retranche devant lui (4). Le 13 frimaire, Garrau, Pinet l'ainé et Monestier confirment cette opinion : depuis longtemps les batteries espagnoles d'Irun auraient été enlevées « si le Conseil exécutif, toujours prêt à promettre..., ne faisait attendre à cette armée des mortiers, des canons, des obusiers, des fusils, de la poudre... ; nos positions sont belles et le courage de nos troupes est indiscutable, mais comment profiter de ces avantages, si les moyens matériels nous manquent (5) ?... ». Ils accusaient les bureaux des ministères, mais en réalité le pouvoir central et le Comité lui-même étaient impuissants à faire droit à leurs justes demandes : le 10, dix mille hommes étaient enlevés à l'armée

(1) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 106 et 473.

(2) Charavay, t. III, p. 360 et 380.

(3) Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 75 et 343-5.

(4) Charavay, t. IV, p. 11 et 62.

(5) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 131 et suiv. (Voir aussi lettre du 16, *ibid.*, t. IX, p. 228.)

des Pyrénées-Occidentales et envoyés dans l'Ouest ; c'était la condamner à l'inertie jusqu'à des temps meilleurs.

Dans le Roussillon, la situation était encore plus précaire. Le représentant Fabre (de l'Hérault) réclame dès le 4 septembre 1793 des armes et des canons. « L'armée ennemie compte 36.000 hommes et une artillerie formidable. Perpignan va être cernée et ne pourra résister longtemps. » Il insiste le 8, Boisset, qui organise la levée en masse dans la Drôme et l'Ardèche, demande de son côté, le 15, 10.000 fusils et au moins 6 canons. Le même jour, Servièrre écrit de Montpellier « que le plus grand nombre des défenseurs de la Patrie qui s'empressent de se rendre à l'armée pour repousser les Espagnols est sans armes (1) ». Le Comité ne put répondre à ces appels qu'après la chute de Lyon. Le 2 novembre (12 brumaire), il ordonne d'envoyer incessamment à l'armée des Pyrénées-Orientales des munitions « et la partie disponible des canons trouvés à Ville-Affranchie (2) ». Il était grand temps, car le général en chef Turreau pouvait écrire au ministre, le 18 brumaire : « La pénurie de munitions est on ne peut plus inquiétante ; ...il y a trois jours, nous étions réduits à 50.000 cartouches ; ...en cas de siège Perpignan, dont les magasins sont absolument épuisés, ne pourrait faire aucune espèce de résistance (3)... » Et le 26 frimaire, le représentant Gaston affirmait qu'il était impossible d'enrayer les succès des Espagnols : « Hâtez-vous, s'écriait-il, envoyez-nous des munitions de bouche et de guerre, surtout des fusils tant de fois promis et que nous ne recevons jamais (4). » Aussi les échecs s'étaient-ils multipliés : Port-Vendres et Collioure tombaient aux mains des Espagnols ; l'armée dut se retirer en désordre sous les murs de Perpignan. Fort heureusement, l'ennemi prit ses quartiers d'hiver (5).

Sur le front des Alpes, la situation n'était guère plus brillante. Dès le 23 septembre 1793, Robespierre jeune et Ricord réclamaient de Nice 6.000 fusils, car les soldats de la

(1) Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 282, 372, 501 et 502.

(2) *Ibid.*, t. VIII, p. 175.

(3) Charavay, t. IV, p. 55-58.

(4) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 456-8.

(5) Chuquet, *Dugommier*, p. 121 et suiv.

nouvelle levée n'avaient pas d'armes (1). Vers le 24 octobre, le général Dumerbion rappelait que l'armée d'Italie « manquait de munitions de guerre en tout genre, de fusils et surtout de baïonnettes (2)... ». Le 26 brumaire, Robespierre jeune pressait le Comité d'agir : « Provoquez, nous vous en conjurons, le ministre de la Guerre ; que ses regards se tournent vers l'armée d'Italie ; qu'il lui fasse expédier la poudre dont elle manque déjà. La grande consommation de l'armée sous la ville infâme ne nous permet plus d'en tirer des deux fabriques les plus voisines ; qu'il veuille bien aussi envoyer des baïonnettes ; ...la moitié de l'armée en demande à grands cris. Les grenadiers ont brisé leurs sabres sur la tête des esclaves ; ils demandent qu'on leur en donne pour les briser encore de la même manière (3)... »

Ces appels pressants qu'il recevait des quatre coins de l'horizon ne pouvaient laisser le Comité indifférent. Mais la médiocrité des ressources le paralysait. Il eut la sagesse de rassembler sur quelques points convenablement choisis les faibles moyens d'action dont il disposait. Pour l'instant, il s'efforçait de refouler la migration vendéenne, de dégager l'Alsace et de ressaisir Toulon, dont le siège traînait en longueur.

Quand Bonaparte était arrivé devant la ville, il n'y avait trouvé qu'une artillerie insuffisante, privée de munitions (4). Le 22 octobre, il adressait aux représentants Gasparin et Saliceti une lettre qu'ils se hâtèrent de transmettre à Paris. Il fallait 1.500 milliers de poudre pour un siège régulier et on n'en avait que 112. « Je connais le dénuement total où se trouve la République de cette matière première. Cependant il n'y a pas moyen... de commencer la première batterie sans avoir au moins 600 milliers de poudre devant soi. » Le Comité ordonna, le 28 octobre, d'envoyer sans délai devant Toulon de l'artillerie de siège et de campagne, des munitions de tout genre et des boulets incendiaires, de remettre

(1) Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 27.

(2) Charavay, t. III, p. 393.

(3) Lettre trouvée dans les papiers de Robespierre (reproduite par Buchez et Roux, *Histoire parlementaire de la Révolution*, t. XXXV, p. 425.

(4) Voir Chuquet, *Toulon*.

en activité le moulin à poudre de Saint-Chamas, près Marseille, et d'y transporter « tous les salpêtres qui seront les produits des démolitions ordonnées dans Ville-Affranchie ». Le 19 brumaire (9 novembre), le représentant Saliceti annonce, du quartier général d'Ollioules, qu'on va enfin recevoir 4.000 fusils de Marseille, des munitions et des canons de l'armée de Lyon (1).

Mais les arrivages restèrent insuffisants. Le 5 frimaire, Marescot, chef de bataillon du génie, rend compte de la situation à Carnot : « Le commandant de l'artillerie a déclaré n'avoir pour le moment que 180 milliers de poudre, que 100 autres étaient sur le point d'arriver, que de plus grandes quantités étaient annoncées, mais que leur arrivée ne pouvait être très prochaine (2)... » Aussi renonça-t-on pour l'instant à un siège régulier. Mais une attaque de vive force tentée au milieu de frimaire échoua complètement. Or il fallait à tout prix « arracher Toulon aux tyrans et à leurs satellites ». « La République le veut et tente un grand effort », écrit le Comité, le 21 frimaire, aux représentants en mission dans la Gironde, et pour atteindre le but, il puise des ressources dans tout le Midi de la France. « Bordeaux fournira des armes, Toulouse et les villes voisines des hommes... Faites partir sur-le-champ 10.000 fusils pour les armer. Point d'obstacles, point de délai ; l'envoi est annoncé ; il est attendu... » Le 26, ordre est aussi donné d'expédier à l'armée devant Toulon 6.000 fusils de Saint-Etienne. Mais le même jour, de Bordeaux, Ysabeau et Tallien mandent qu'ils ne peuvent exécuter l'arrêté du 21 : ils offrent seulement un millier de volontaires « très bien armés et équipés (3) ».

L'impatience du Comité était d'autant plus vive qu'à Paris ses adversaires connaissaient ou soupçonnaient ses embarras et s'apprétaient à les exploiter. L'énergie qu'il déployait contre les conspirateurs du dedans et contre les pratiques de corruption qui déshonoraient le régime les poussait à agir (4).

Les pouvoirs du Comité devaient être confirmés de mois en

(1) Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 596-8 ; t. VIII, p. 75 et 322.

(2) Charavay, t. IV, p. 177-9.

(3) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 327, 438 et 453.

(4) Voir Mathiez, *Danton et la paix*, p. 214 et suiv.

mois. Le 22 frimaire, plusieurs députés proposèrent de le proroger en bloc pour un mois. Mais Bourdon (de l'Oise) déclara que certains de ses membres ne plaisaient pas à toute la Convention et qu'il convenait de les remplacer. L'Assemblée décida que le renouvellement aurait lieu le lendemain. Le 23, Jay-Sainte-Foy défendit énergiquement le Comité, et soutint que le moment était mal choisi pour changer le personnel gouvernemental. Sa thèse prévalut et le Comité fut conservé en son entier (1).

Dès le lendemain, les politiciens qui cherchaient un prétexte pour renverser le Comité dont la vigilance les inquiétait ou pour restreindre ses attributions et le réduire à un rôle subalterne, tentèrent de prendre leur revanche. Un projet de décret soumis à la Convention par Carnot leur fournit l'occasion d'une nouvelle attaque qu'ils poussèrent à fond. Il s'agissait d'interdire le commerce privé des armes et d'astreindre les possesseurs d'armes à feu à les déclarer avant le 1^{er} nivôse ; des peines sévères étaient prévues contre les délinquants. C'était avouer implicitement l'insuffisance des résultats donnés par les fabrications extraordinaires, puisqu'il était encore nécessaire de recourir à des expédients pour se procurer des fusils.

Le représentant Fayau ne cacha pas sa surprise, et Bourdon (de l'Oise) s'étonna qu'on eût besoin de semblables moyens, « après la brillante promesse faite il y a deux mois que les seules manufactures de Paris fourniraient 1.000 fusils par jour » ; il demanda la nomination de deux commissaires qui surveilleraient les ateliers de Paris et rendraient compte, chaque décade, à l'Assemblée. Carnot reconnut que l'on n'obtenait encore que 200 fusils par jour et plaida les circonstances atténuantes : il fallait du temps pour confectionner les outils et instruire les ouvriers ; mais on réalisait des progrès de jour en jour. Cambon soutint énergiquement le Comité, centre du gouvernement, et montra qu'il serait dangereux de disperser les responsabilités : « Si vous créez une Commission de surveillance, dites au Comité de Salut public :

(1) *Arch. parlam.*, t. LXXXI, p. 367, 400, 420 et suiv. ; *P. V.*, t. XXVII, p. 166-8.

ne vous mêlez pas de cet objet. » Charlier essaya de réfuter cette thèse : les commissaires n'auraient qu'un droit de surveillance et non une puissance d'action ; ils agiraient d'intelligence avec le Comité. Thuriot, au contraire, se rallia à l'opinion de Cambon : « Comment deux commissaires qu'on renouvellerait à chaque instant pourraient-ils embrasser tout le système, connaître le vice ou la perfection de l'établissement ? Il faut des commissaires perpétuels, et vous les avez au Comité de Salut public. »

C'est alors que les ennemis irréconciliables du Comité s'engagèrent à fond et dévoilèrent leurs secrets desseins. Bourdon (de l'Oise) reprit l'argument qu'il avait mis en avant le mois précédent : il y avait des commissaires auprès de toutes les manufactures d'armes ; seule celle de Paris échappait à la règle. Pourquoi s'opposer à ce qu'on aidât le Comité dans les opérations dont il était surchargé ? Précisant son attaque, il mit en cause l'un des principaux collaborateurs du Comité : il y a, dit-il, à la tête de la manufacture « un pèlerin de Saint-Jacques de Compostelle que je ne crois pas du tout habile en cette partie ». Carnot riposta vivement, couvrit Hassenfratz, vanta ses talents. Guyton rappela les causes « physiques » qui avaient retardé la fabrication : « la rivière a été très peu navigable ; le charbon et le fer ont manqué ».

L'opposition ne se déclara pas satisfaite. Dubois-Crancé mit en doute la sincérité des affirmations gouvernementales : « Je ne suis pas étonné du mouvement qui agite l'Assemblée. Le plus pressant besoin du peuple, ce sont les armes. Je ne sais si l'on veut nous déguiser notre faiblesse ; mais quelle que soit notre situation, il faut la connaître. J'appuie la création de nouveaux commissaires. » Maribon-Montaut se plaignit ensuite des réductions arbitraires de prix infligées aux ouvriers de l'atelier des Capucins, qui avaient suspendu le travail pendant deux ou trois jours ; à l'entendre, aucun membre du Comité n'avait pris la peine de visiter les ouvriers. Carnot n'eut pas de peine à réfuter cette accusation : il s'était rendu lui-même à l'atelier, en compagnie de Billaud-Varennes.

La discussion s'acheva par un compromis dont Romme précisa les termes. On décida que six commissaires seraient nommés, mais la liste en serait présentée à la Convention par

le Comité; ils surveilleraient, « ensemble ou séparément », les ateliers d'armes, de poudres et de salpêtres de Paris, et rendraient compte chaque primidi à la Convention, « après s'être concertés avec le Comité ». Séance tenante, sur rapport de Carnot, les représentants du peuple Peyssard, Sallengros, Maribon-Montaut, Méaulle, Bourdon (de l'Oise) et Fayau furent désignés. Quant au décret sur le commerce des armes qui avait été le prétexte de ce débat, il fut légèrement modifié et adopté le lendemain (1).

II. — LA SUPRÉMATIE DU COMITÉ.

Quelles furent les conséquences de cette longue séance du 24 frimaire, qui mit aux prises le Comité de Salut public et ses adversaires impénitents ? Ceux-ci se souciaient moins des intérêts supérieurs de la défense nationale que d'infliger au gouvernement un échec sensible et de porter atteinte à son prestige. La manœuvre à laquelle ils se livrèrent le 24 frimaire fut la conclusion logique d'une sourde campagne menée depuis la fin d'août 1793 pour discréditer la manufacture de Paris et ruiner du même coup l'autorité des hommes qui en avaient conçu le projet.

Piqués au vif par les reproches qui leur avaient été adressés à la tribune, les membres des trois Administrations de la fabrication extraordinaire des armes ripostèrent, vers la fin du mois, par une affiche (2) qui jette un jour assez curieux sur les procédés mis en œuvre par les adversaires du Comité. Lorsque la Convention, affirmant les administrateurs, eut décrété le 23 août la fabrication de 1.000 fusils par jour à Paris, « certains journalistes, joignant l'impudence à l'ironie, se permirent de publier qu'on les y fabriquait déjà ». Peu après, lorsqu'un des administrateurs « présenta à la Société des Jacobins la première platine fabriquée dans la nouvelle manufacture, les mêmes journalistes osèrent reproduire

(1) *Arch. parlem.*, t. LXXXI, p. 442-444, 455 et 467-8 ; *P. V.*, t. XXVII, p. 180-1 et 213-6.

(2) B. N. Lb⁴¹ 4823.

cette ridicule assertion. » En brumaire, quand furent offerts à la Convention les six premiers fusils fabriqués de toutes pièces à Paris, « même perfidie de la part de ces folliculaires... ; quelques-uns d'entre eux poussèrent l'audace et l'absurdité jusqu'à annoncer que nous présentions 6.000 fusils ». Les administrateurs estiment qu'ils doivent la vérité à leurs concitoyens : ils déclarent que « par la suite, on fabriquera 1.000 fusils par jour, et peut-être davantage » ; mais une aussi vaste entreprise ne pouvait être l'ouvrage et l'affaire d'un moment ». Toutes les puissances européennes n'avaient jamais produit plus de 555 fusils par jour « et on nous demandait le double ». Or, une sécheresse « dont il n'y a presque point d'exemple » a retardé les débuts de la manufacture de Paris ; il a fallu créer les ateliers, les ouvriers « et en quelque sorte des matières », combattre « la malveillance, l'intrigue, la cupidité, l'égoïsme et les manœuvres sourdes de l'aristocratie ». Les administrateurs ont réussi pourtant « à monter en quatre mois une manufacture nationale qui produit elle seule moitié autant que tous les efforts réunis de l'Europe entière », qui a déjà fourni plus de 3.000 fusils et en livre actuellement plus de 200 par jour. « Que des journaux imposteurs, dont les poisons préparés avec art circulent impunément parmi nous, cessent donc d'annoncer des résultats exagérés pour nous exposer à des reproches de négligence et d'inaction ! » Les administrateurs poursuivront leur tâche sans défaillance. La sollicitude et la surveillance immédiate du Comité de Salut public, l'aide de leurs frères de Paris et des départements leur permettront d'atteindre le but. « ...Bientôt, ce résultat formidable qui semblait tenir du roman, que de vils détracteurs, que des suppôts odieux du despotisme et de la superstition n'annonçaient que par ironie, aura lieu en dépit de tous les ennemis de la Révolution... »

Cette longue apologie ne fut pas publiée sans l'aveu du Comité. Elle suffirait à prouver qu'il lisait dans le jeu de ses adversaires et qu'il entendait leur tenir tête. Leur manœuvre du 24 frimaire avait échoué comme celle du 26 brumaire. Le Comité resta maître de la situation. A l'intérieur, il débrouillait la ténébreuse affaire de la Compagnie des Indes et portait un coup très rude à ses ennemis en dénonçant la

conspiration de l'étranger (1). Le 22 frimaire, les Vendéens sont défaits au Mans. Le 25, l'armée républicaine reprend Toulon, et le Comité l'annonce officiellement, le 4 nivôse, à la Convention qui manifeste une grande joie. Bientôt Hoche et Pichegru remportent la victoire du Geisberg (6 nivôse), forcent les lignes de Wissembourg, débloquent Landau : l'Alsace est dégagée, le Palatinat envahi ; nos troupes pénètrent à Spire. Le 12 nivôse, Barère proclame à la Convention « que le cri de la victoire a retenti des bords du Var aux bords du Rhin (2) ».

Deux jours plus tard, il développe le plan d'action du Comité, affirme sa volonté de mener de front, avec une énergie et des moyens accrus, la lutte contre l'Angleterre et contre l'Europe continentale. « Vos canons sont les ambassadeurs que vous envoyez aux puissances du continent ; les vaisseaux de guerre et les frégates sont vos ambassadeurs auprès des puissances maritimes. Soyez bien convaincus que notre diplomatie pendant la Révolution est tout entière dans l'intérêt commercial et dans la foi des traités pour les puissances neutres, dans les fonderies de canons, dans les fabriques de fusils et de salpêtres pour les puissances continentales, dans les ports, les arsenaux et les chantiers de construction pour les puissances maritimes. Ainsi donc, construisons des vaisseaux et fabriquons des armes. Aux ateliers, citoyens, aux chantiers ! c'est le cri de la République (3)... »

Plus que jamais, le Comité, fortifié par ses succès militaires et par le désarroi de ses adversaires, exerça dans leur plénitude les pouvoirs que lui avait confiés la loi du 23 août 1793. Il affirme, le 4 nivôse, qu'il a besoin pour l'appliquer dans tous ses détails d'« une connaissance absolue de tous les renseignements déposés dans les divers Comités ». Or « il a existé une commission des armes du Comité militaire » qui doit en avoir recueilli un grand nombre. Si elle existe encore, ses membres « sont invités à venir conférer avec la Section des armes du Comité de Salut public » ; dans le cas contraire, « tous les pa-

(1) Voir Mathiez, *Danton et la paix*, p. 223 et suiv.

(2) *P. V.*, t. XXVIII, p. 81 et 213.

(3) *P. V.*, t. XXVIII, p. 257 et suiv. ; *Arch. parlem.*, t. LXXXII, p. 613 et suiv.

piers qui la concernaient seront envoyés à la Section des armes (1)... ».

Au reste, s'il revendique la responsabilité totale des fabrications de guerre, il ne redoute rien de la publicité et n'entend pas se soustraire au contrôle de l'opinion et des représentants du peuple. A partir de cette époque, des états décadaires de production de la manufacture de Paris furent imprimés régulièrement : le premier date de la 1^{re} décade de nivôse an II et la série se poursuit sans interruption jusqu'en nivôse de l'an III (2).

Quant à la Commission de surveillance dont il avait dû accepter la formation le 24 frimaire, il sut la réduire à un rôle subalterne. Les documents ne nous renseignent guère sur son activité. Elle végéta pourtant pendant quelques décades, mais sans entraver la liberté d'action du Comité qui prit même l'initiative, le 8 pluviôse, de lui faire adjoindre trois nouveaux membres : Bellegarde, Cochon et Charlier (3).

Deux jours après, le 10, un vif incident mit en émoi la Convention (4). Un de ses membres accusa Dalbarade, ministre de la Marine, de n'avoir pas procédé à une nomination ordonnée par la Convention. Bourdon (de l'Oise) généralisa la question, affirma que le système ministériel n'était qu'un reste de la monarchie, qu'il fallait abolir, et réclama la comparution du ministre. Danton mit le Comité en cause, en demandant qu'il fût également entendu. Son ami Delacroix, au contraire, soutint que la Convention, saisie directement de l'affaire, n'avait pas à entendre le Comité. On peut se demander si Bourdon, Danton et Delacroix ne poursuivaient pas un même dessein et si, n'osant attaquer le Comité en face, ils ne s'efforçaient pas de saper indirectement son autorité. Si la Convention frappait Dalbarade, elle blâmerait du même coup le Comité qui lui accordait sa confiance et qui était en partie responsable de ses opérations. A une époque où le conflit se précisait entre les partisans plus ou moins masqués d'une paix de compromis et les champions de la guerre à

(1) A. N. AF* II 121.

(2) B. N. Lf 218 2.

(3) Aulard, *Recueil*, t. X, p. 480.

(4) *Journal des Débats*, n° 497, pluviôse an II, p. 134 et suiv.

outrance, il est possible que cette manœuvre ait été tentée (1).

La fermeté et la clairvoyance du Comité triomphèrent. Dalbarade se présenta et s'expliqua ; Barère prit énergiquement sa défense et passa à l'offensive : « J'ajouterai ici une réflexion importante ; tous les jours on attaque les hommes, et les vices sont dans les choses ; on attaque les ministres, et ce sont les ministères qu'il faudrait simplifier ; ils sont colossaux. » Il déclara que le Comité avait étudié le problème et qu'il proposerait dès le lendemain l'établissement de Commissions plus étroitement spécialisées pour remplacer les ministres.

Barère ne reparut que le 13 et n'apporta qu'une partie du plan annoncé ; il saisit cette occasion pour justifier la politique générale du Comité. Il retraça les efforts accomplis pour développer la fabrication des armes et des poudres ; il indiqua les résultats heureux qu'on avait obtenus ; il insista, comme il l'avait déjà fait le 12 nivôse, sur la nécessité de redoubler d'énergie pour briser la coalition et dénonça sans ménagements la campagne menée en faveur d'une paix prématurée. « Vous voulez la paix ?... Le Comité de Salut public, la Convention nationale et le peuple français veulent aussi la paix, mais le Comité a préparé une guerre terrible pour arriver à une paix solide ; mais la Convention ne peut signer qu'une paix franche et durable ; mais le peuple français ne peut vouloir qu'une paix dictée par lui à des gouvernements machiavéliques. » Barère repoussait également les conditions de paix « infamantes et dangereuses » récemment recueillies dans un pays neutre et voisin, et l'idée d'une trêve de deux ans. « Représentants des Français, la paix est la République ; la paix est la ruine des tyrans ; la paix est le réveil des peuples. La Liberté écrit ses traités de paix avec du fer sur le rocher ; le despotisme écrit ses traités diplomatiques avec de l'or sur le sable... Ne cessons donc pas de former des bataillons, de fabriquer des armes, de construire des vaisseaux, de forger des canons (2) ! ».

Le Comité estimait donc que l'heure n'était pas venue

(1) Voir A. Mathiez, *Danton et la paix*.

(2) B. N. Le⁸⁸ 677 et *Journal des Débats*, n° 500-505.

de négocier. Il ne croyait pas à la sincérité des offres équivoques des coalisés ; il n'y voyait qu'une manœuvre grossière destinée à accentuer les divisions de la Montagne et à énerver l'énergie du gouvernement républicain. Il n'entendait traiter qu'après la victoire et il préparait avec ardeur une campagne décisive de printemps.

Pour réaliser à coup sûr son programme d'armements à outrance, il voulait donner à des fabrications jusqu'alors éparses une forte organisation d'ensemble. La Convention souscrivit à ses vues et décréta la formation d'une Commission ministérielle des armes et poudres. Un second décret décide que « ceux qui entraveront ou ralentiront par des défiances ou des propos malveillants les mesures prises par le Comité de Salut public, par les sections ou les citoyens pour la fabrication extraordinaire du salpêtre seront traités comme suspects et détenus jusqu'à la paix » ; on leur appliquera « les dispositions générales portées contre ceux qui s'opposent à la fabrication des armes ou aux réquisitions du Comité de Salut public ou à celles de la Commission (1)... ».

Le 21, la Convention prorogea de nouveau pour un mois tous les membres du Comité, « en applaudissant à leurs travaux (2) ». Soutenu par la majorité, le Comité n'allait plus tarder à se débarrasser des adversaires dont les sourdes manœuvres avaient à maintes reprises entravé sa marche. Il soupçonnait en eux, à des titres divers, des fauteurs de contre-révolution et des complices de l'étranger. Tour à tour, Hébertistes et Dantonistes succombèrent. C'est entre ces deux crises que se plaça, à la fin de ventôse, la fête des poudres, véritable apothéose de la science mise au service de la défense nationale.

Dès lors, le Comité fut assuré du lendemain. Il sut ne pas abuser de la confiance de la Convention. Délivré du souci de repousser sans cesse les attaques directes ou obliques d'adversaires irréconciliables, il poursuivit avec une ardeur accrue la réalisation de son programme de fabrications à

(1) *P. V.*, t. XXX, p. 308-312.

(2) *Ibid.*, t. XXXI, p. 151.

outrance et travailla à perfectionner l'organisation qu'il avait improvisée à la hâte.

Il développe le plan qu'il a élaboré depuis plusieurs décades pour ravir à l'Angleterre l'empire des mers ou du moins de la Méditerranée ; il s'applique à multiplier les constructions navales ; il s'apprête à faire surgir les fonderies révolutionnaires qui procureront en peu de mois des milliers de canons à la marine ; il presse les travaux de la manufacture de Paris, ordonne la fabrication de centaines de milliers de baïonnettes, étudie le moyen de tirer des cloches le cuivre nécessaire à l'artillerie de terre ; il redouble d'efforts pour assurer l'exploitation révolutionnaire de toutes les terres salpêtrées ; il prépare la création de raffineries et de poudreries puissantes. Bref, il met tout en œuvre pour donner aux armées de la République les moyens d'entamer au printemps une campagne décisive.

Ainsi le Comité n'use de sa dictature que pour assurer le triomphe de la France républicaine. Au reste, s'il revendique la responsabilité totale des fabrications de guerre, il ne tente pas d'échapper à un contrôle nécessaire et continue la publication régulière des états décadaires de production de la manufacture de Paris dont il avait inauguré la série au début de nivôse. Il n'hésite pas davantage à associer à ses efforts les représentants du peuple. Dès la fin de pluviôse, il envoie Romme, Deydier, Ferry et Noël Pointe dans les départements, pour y créer les fonderies révolutionnaires de canons. Le 3 germinal, il charge le représentant Lambert de surveiller la fabrication des armes blanches dans la région de l'Est ; le 19, il confie à Niou la direction de la poudrerie de Grenelle. Le 4 floréal, il donne pleins pouvoirs à Battelier pour diriger les opérations du Commissariat de Meudon et la confection des obus de nouvelles dimensions ; le 6, il charge les représentants Fayau et Guillemardet de surveiller les ateliers de la manufacture de Paris, et leur collègue Legendre (de la Nièvre) reçoit mission, le 8, de construire les foreries et les émouleries. Le 19, Frécine est invité à présider aux travaux de la raffinerie de l'Unité.

Les faits démontrent surabondamment que le concours de toutes les bonnes volontés n'était pas superflu. Pendant de

longs mois encore, le Comité dut ménager les ressources qu'il s'appliquait à multiplier et n'en user qu'à bon escient.

Il lui avait fallu attendre la reprise de Toulon pour rétablir la situation aux deux extrémités des Pyrénées. Il ordonna, dès le 7 nivôse, de diriger sur Bayonne la majeure partie de l'artillerie et des munitions destinées au siège de Toulon, et le surplus vers Perpignan. Pourtant, aux Pyrénées-Occidentales, le représentant Féraud écrit encore, le 6 ventôse, que l'infanterie n'a pas assez d'armes et son collègue Garrau mande, le 15, qu'on attend l'arrivée de la grosse artillerie promise pour frapper un grand coup contre les Espagnols (1). Le 25, Carnot lui avoue son impuissance : « On ne peut pas se faire l'idée de toutes les difficultés qu'on éprouve lorsque 1.200.000 hommes vous demandent des armes, des habits, des subsistances, de la poudre, etc., et que cependant il n'existe pas le quart des objets qui seraient nécessaires, que toutes les ressources sont épuisées, qu'on a forcé de moyens partout, qu'on ne sait enfin auquel entendre... J'ai écrit maintes fois au ministre de la Guerre et de la manière la plus pressante pour l'armée des Pyrénées-Occidentales ; je lui en parle tous les jours ; on promet beaucoup et on fait peu de chose. Le fait est que les moyens manquent, qu'il faut renoncer à faire la guerre offensive de tous les côtés à la fois... » C'est dans le Nord, par où les ennemis peuvent arriver à Paris, qu'il faut frapper des coups décisifs, « et cependant nous n'avons pas la moitié des choses qu'il faudrait pour armer et équiper complètement cette armée ». Carnot espère pourtant que l'armée des Pyrénées-Occidentales « sera cette année une des mieux ou des moins mal pourvues (2). »

On ne saurait mieux dépeindre la situation tragique dans laquelle se trouvait le Comité. La brutale franchise de Carnot jette un jour saisissant sur ses embarras. Garrau était homme à comprendre ; il se borna à réclamer, le 16 germinal, outre des renforts, quelques mortiers, quelques pièces de gros calibre et 5 à 6.000 fusils. De son côté, le Comité ordonnait, le 20, de laisser passer quelques milliers d'armes envoyées de

(1) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 694 ; t. X, p. 67, et t. XI, p. 380.

(2) Charavay, t. IV, p. 304.

Paris, Saint-Etienne, Toul et Klingenthal aux Pyrénées-Occidentales et sur lesquelles les représentants à l'armée des Pyrénées-Orientales prétendaient mettre l'embargo (1).

Ceux-ci continuaient, en effet, à se débattre au milieu de grosses difficultés. De Perpignan, le 23 nivôse, Milhaud et Soubrany dépeignaient au Comité l'immensité des besoins : les deux tiers des soldats manquent d'armes ; les citoyens de la levée en masse sont presque tous sans fusils. Le 13 pluviôse, d'accord avec le général en chef Dugommier, ils insistent : il faut au moins 15.000 baïonnettes et 10.000 fusils (2). Leur collègue Paganel s'évertue à ramasser des armes dans le Lot, le Tarn, l'Aveyron (3) et le Comité ordonne, le 7 pluviôse, l'envoi de 3.000 fusils et 2.000 baïonnettes de Saint-Etienne. A force d'énergie, on parvint pourtant à reprendre l'offensive, à rejeter l'ennemi au delà des frontières. Une audacieuse incursion d'Augereau lui permit même, en floréal, de s'emparer de la grande fonderie espagnole de Saint-Laurent de la Mouga et de ses approvisionnements, et Barère pouvait annoncer à la Convention nationale qu'une division de l'armée des Pyrénées-Orientales s'était adjointe « par son courage » à la Commission pour la fabrication des armes. Mais il fallut bientôt reculer, et l'on ne put recommencer la marche en avant qu'au mois de fructidor, car l'armée manquait de poudres (4).

Au Sud-Est, la situation n'était pas meilleure. Le représentant Dumaz écrit, le 9 ventôse, que l'armée des Alpes manque d'armes. Son collègue Gaston précise, le 12, que l'armée qui compte 27.742 hommes a besoin de 16.000 fusils et qu'elle n'a pas assez de munitions. Dumaz affirme, le 22, que le déficit est de 21.000 fusils et que le besoin de poudre est « très urgent et très indispensable (5). »

L'armée d'Italie remporte des succès, mais Ricord insiste,

(1) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 413-5 et 484.

(2) *Ibid.*, t. X, p. 217-20 et 608. Voir aussi Chuquet, *Dugommier*, p. 185 et suiv.

(3) Lettres des 20 nivôse, 16 et 29 pluviôse au Comité (Aulard, *Recueil*, t. X, p. 147 et 692 ; t. XI, p. 430.)

(4) Chuquet, *Dugommier*.

(5) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 447, 504 et 668.

le 2 floréal, sur la nécessité de la renforcer. « La plupart des troupes qui arrivent journellement sont sans armes, et nous n'en avons point, ou très peu, à leur donner... Il nous faudrait au moins de 20 à 30.000 fusils... » Robespierre jeune déclare à son tour, le 3 prairial, « que le défaut de poudre arrête la marche victorieuse de l'armée d'Italie ». Enfin, le 2 messidor, un représentant affirme qu'il lui en faut 800 milliers « pour la rendre offensive (1). »

Les troupes qui opèrent en Lorraine et en Alsace ne sont guère mieux pourvues. Le représentant Gillet annonce, le 8 germinal, qu'un corps de 20.000 hommes se rassemble en avant de Longwy, mais il ne croit pas exagérer en évaluant ses besoins à 12.000 fusils et baïonnettes. Or les arsenaux de la région sont épuisés ; il faut envoyer de Paris « tout ce qu'il sera possible de se procurer ». De Metz, le 10, il mande que la pénurie n'est pas moins grande à l'armée de la Moselle, et J.-B. Lacoste confirme ses dires le 12. Le Comité fait flèche de tout bois ; il ordonne, le 21 germinal, de transporter 1.000 pistolets de Lyon dans les places de l'Est ; le 22, il enjoint à la Commission des armes d'envoyer sans délai à l'armée de la Moselle 4.000 fusils et environ 1.200 sabres (2). Un mois plus tard, rien n'est arrivé et les représentants réclament encore au moins 10.000 baïonnettes (3).

Cependant J.-B. Lacoste se hâte de faire réparer, pour l'armée du Rhin, 15.000 fusils des arsenaux de Landau et de Strasbourg, pris en majeure partie sur l'ennemi (4). Cette pénurie rendit particulièrement grave l'échec subi au début de prairial devant Kaiserslautern et qui fut suivi d'une retraite de près de vingt lieues. Carnot se fâcha ou affecta de se fâcher. « Une chose bien extraordinaire écrit-il le 13 prairial au représentant Hentz, c'est qu'on nous dit que parmi les hommes qu'on pourrait faire agir, beaucoup sont sans armes. Que sont donc devenues les armes de 40.000 hommes qui sont aux hôpitaux ou en prison?... Mais il est à croire que la désorganisation, la dissémination et le gaspillage sont à leur

(1) Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 746 ; t. XIII, p. 691, et t. XIV, p. 432.

(2) *Ibid.*, t. XII, p. 247, 297, 338, 500 et 517.

(3) Lettres des 20 floréal et 1^{er} prairial (Aulard, t. XIII, p. 402 et 635).

(4) Lettre du 4 floréal au Comité (Aulard, t. XIII, p. 16-20).

comble à l'armée du Rhin et les véritables causes de sa faiblesse. C'était la même chose lorsque Saint-Just et Lebas y furent envoyés... » Tous les renseignements reçus à cette époque par le Comité soulignent l'injustice au moins partielle de la semonce de Carnot. L'armée du Rhin, écrit J.-B. Lacoste, de Landau, le 15 prairial, compte 73.000 hommes pour garder une ligne très étendue qui va du Mont-Terrible à Germersheim. Mais 35.829 sont hors d'état de servir ; les uns sont dans les dépôts ou les hôpitaux ; 15.000 environ des nouveaux bataillons de réquisition sont sans armes, « quoique nous n'ayons jamais cessé de demander des armes et toujours des armes et quoique la Commission... en ait annoncé 12.000 qui sont encore à arriver ». Le lendemain, Hentz déclare à son tour, de Sarrebrück, qu'il arrive un grand nombre de citoyens de la première réquisition, mais « on n'a pas de fusils à leur donner ; j'ai fait ce que j'ai pu pour en ramasser en passant à Metz, mais cela est impossible ; il faut absolument en envoyer de Paris ».

Même détresse à l'armée de la Moselle. Elle regorge d'hommes. Il y en a à Metz, à Pont-à-Mousson, à Nancy. « Mais ils manquent tous de fusils ; il n'est pas possible de les envoyer à l'ennemi avec des bâtons. » De Landau, le même jour, Rougemont donne une note analogue sur l'armée du Rhin : c'est en vain qu'il presse les ateliers de réparations ; il ne peut armer les recrues qui viennent de l'Ouest ; le 2^e bataillon de Rhône-et-Loire a reçu 600 recrues sans armes (1).

Ainsi, sur les Pyrénées, sur les Alpes, sur le Rhin et sur la Moselle, l'insuffisance des ressources et surtout le manque d'armes portatives paralysa les opérations militaires au moins jusqu'au milieu de l'an II. Les confidences adressées par Carnot le 25 ventôse à son ami Garrau sont pleinement confirmées par les faits.

Les armées du Nord, qui dans la pensée du Comité devaient frapper les coups décisifs, étaient-elles mieux pourvues ? Malgré ses soins, le Comité ne réussit qu'à grand'peine à leur fournir le strict nécessaire ; il dut contre son gré retarder l'heure de l'offensive méditée depuis de longs mois et au cours

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 60, 126, 146-7, 148.

même des opérations capitales qui se déroulèrent sur la Sambre au début de l'été, il connut des heures d'angoisse et de doute.

Un arrêté du 3 nivôse avait chargé Prieur de se rendre dans le Nord pour étudier la situation et les besoins de l'armée ; son voyage, qui dura quatorze jours, lui permit sans doute de mesurer l'immensité de l'effort qui s'imposait (1). Dès le 7 pluviôse, le Comité mit à la disposition du général en chef de l'armée du Nord 25.000 fusils, 800 pistolets et 3.000 baïonnettes ; mais des 12.800 fusils tirés des magasins de Paris, « la moitié sera des fusils suédois venus par Le Havre » et comme ils sont « plus pesants que les autres, il est recommandé de les distribuer de préférence aux troupes de garnison ». L'insuffisance de cet envoi était évidente. Aussi, le 7 ventôse, du quartier général de Guise, le représentant Richard réclamait des fusils à Carnot (2). A la même époque, F. Guiot s'évertuait à en ramasser quelques milliers dans les districts de Lille et d'Hazebrouck (3). Le 22, il écrit qu'une offensive ennemie paraît imminente ; or, dit-il, « il nous manque des armes ; j'attends avec impatience les 12.000 fusils que nos collègues Choudieu et Richard nous ont annoncés ;... par dessus tout, envoyez-nous des fusils, des carabines et des sabres ». Il insiste encore le 25 (4).

Le Comité de Salut public ne reste pourtant pas inactif, mais ses moyens sont limités. Il ordonne, le 9 ventôse, au ministre de la Guerre d'envoyer aussitôt de Paris 14.000 fusils à l'armée du Nord et 5.000 à celle des Ardennes. Mais la distribution devra s'en faire « avec économie » ; les armes neuves seront données de préférence aux anciens soldats ; les généraux en chef « prendront les mesures les plus rigoureuses pour prévenir et réprimer toute dilapidation ». Le 14, il affirme « la nécessité de mettre à profit tous les moyens de se procurer des armes » et décide que les fusils de calibre dont se servent les préposés aux douanes seront remplacés par des fusils de chasse. Le 27 et le 28, il autorise le général

(1) Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 602.

(2) *Ibid.*, t. X, p. 458, et t. XI, p. 391.

(3) Lettres des 10 et 30 ventôse (Aulard, t. XI, p. 456-7, et t. XII, p. 75-77).

(4) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 664 et 718.

en chef de l'armée du Nord à disposer des armes de toute nature qui se trouvent dans les magasins de Maubeuge ou des autres villes de son « arrondissement (1). » Le 4 germinal, « considérant que la pénurie de poudre de guerre commence à se faire sentir d'une manière effrayante » et voulant en déterminer les causes, il enjoint à l'Agence nationale de rendre compte dans les dix jours des quantités de salpêtres et de poudres fabriquées mois par mois du 1^{er} janvier 1793 jusqu'à ce jour (2).

En floréal, l'heure des opérations décisives a sonné. Le 23, le Comité prescrit à la Commission des armes de faire passer à La Fère et à Lille les premières poudres fabriquées à Grenelle jusqu'à concurrence de 200 milliers. Le 6 prairial, il ordonne de compléter sans retard l'armement de la cavalerie concentrée à Guise (3). Saint-Just, envoyé en Belgique, écrit de Thuin, le 8 prairial : « De grâces, veillez à l'approvisionnement de cette armée ; ses combats continuels épuisent beaucoup ses munitions ; nous sommes obligés en ce moment de prendre sur l'approvisionnement de Maubeuge. Remplacez le tout promptement (4). »

Il revient à Paris pour quelques jours et il est probable qu'il insiste sur la nécessité d'un nouvel effort. En effet, le 1^{er} messidor, deux arrêtés du Comité de Salut public organisent des transports accélérés de munitions et d'armes de Paris vers la frontière du Nord, « pour soutenir le succès des armes de la République ». Chaque section choisira le jour même cinq charretiers « qui devront être rassemblés le 2, avant midi, rue de Provence », pour conduire des voitures et des caissons vers Lille, La Fère et Givet. Le 10, le Comité ordonne encore l'envoi immédiat aux armées du Nord, par Maubeuge, de 800.000 cartouches d'infanterie. Le 11, « la marche rapide des armées, leur progrès sur le territoire ennemi » le déterminent à réclamer du patriotisme parisien un nouveau sacrifice et à requérir toutes les voitures de Paris et des communes voisines « pour faire un voyage à l'armée

(1) Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 434 et 523 ; t. XII, p. 14 et 37.

(2) A. N. AF* II 123 et Aulard, *Recueil*, t. XII, p. 143.

(3) A. N. AF* II 123 et 130, et Aulard, *Recueil*, t. XIII, p. 462.

(4) Vellay, *recueil cité*, t. II, p. 420.

du Nord » et y transporter les munitions et les subsistances (1). Le même jour, Carnot félicite Jourdan de sa victoire de la Sambre et le presse d'exploiter son succès. Il s'excuse du retard que le manque de chevaux avait apporté aux envois de canons et de munitions et espère que « cet embarras » finira bientôt (2).

Les représentants qui accompagnent les troupes ne cessent d'aiguillonner le Comité. « Ne nous laissez manquer de rien », écrivent-ils le 5 messidor du quartier général, et Saint-Just, qui croit à une victoire prochaine, ajoute en *post-scriptum* : « Il nous faut beaucoup de canons et de munitions. » Le 11, Gillet annonce à Saint-Just, du quartier général, avec une évidente satisfaction, l'arrivée de 23 grosses pièces d'artillerie ; mais le 16, il lui écrit : « Les réserves commencent à nous arriver des dépôts d'infanterie, mais le défaut d'armes nous retient beaucoup (3). » De son côté, le Comité qui sait que le sort de la campagne est en jeu n'est pas d'humeur à tolérer la moindre résistance. Le 23 messidor, il apprend qu'un convoi de poudres pour Givet vient d'être arrêté à la barrière de la Villette. Il ordonne au maire de Paris de s'y rendre sur-le-champ, de lever les obstacles et de faire mettre en arrestation le lieutenant qui commande le poste de garde (4). Le même jour, la Commission des armes annonce aux représentants à l'armée de Sambre-et-Meuse qu'elle a pris « toutes les dispositions nécessaires pour faire passer sans délai de Paris à Givet 40 milliers de poudre de guerre, 500.000 cartouches à fusils et 100.000 cartouches à pistolets (5), et le Comité lui ordonne encore d'expédier à Givet et Douai 80 milliers de poudre de Grenelle, puis, le 27, d'en tirer 3 milliers par jour jusqu'à concurrence de 30 milliers pour fabriquer des cartouches à l'Arsenal (6).

Ainsi, la Belgique fut conquise grâce à la poudre révolutionnaire. Sans la méthode rapide inaugurée à Grenelle,

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 398-400, 578 et 592.

(2) Charavay, t. IV, p. 450.

(3) Aulard, *Recueil*, t. XIV, p. 473-5, 596 et 715.

(4) *Ibid.*, t. XV, p. 68.

(5) A. N. D § 3 8, d. 76.

(6) A. N. AF* II 130.

« le combat de Fleurus n'aurait pas été livré, l'armée de Sambre-et-Meuse se trouvait sans munitions, et c'était de Paris que les convois les plus importants devaient partir peu de jours avant cette fameuse bataille (1). » Cette phrase des *Mémoires* de Barère est rigoureusement exacte. Il n'est pas moins certain que sans les grandes fabrications d'armes et de canons mises en train par le Comité, d'accord avec la Convention, les troupes républicaines fussent restées impuissantes devant les armées de la coalition.

Aux meilleurs jours de l'an II, la pénurie de munitions continua à peser sur les opérations militaires. Un décret de la Convention avait ordonné de passer au fil de l'épée les garnisons autrichiennes du Quesnoy, de Valenciennes et de Condé si elles refusaient de se rendre à la première sommation. Mais elles ne se laissèrent pas intimider par cette menace, et les représentants aux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse observaient au Comité, le 27 thermidor, qu'en persistant dans l'attitude que l'on avait adoptée, on risquait de pousser les assiégés à une résistance désespérée, onéreuse pour l'assaillant. « Vous savez... que nos moyens de siège sont très faibles... et que la grande consommation de poudre et de munitions nous expose à ne pas avoir pour les armées tous les approvisionnements qui nous sont nécessaires et même indispensables... » Duquesnoy insistait le 2 fructidor : si Valenciennes continuait à se défendre, « nous serions obligés d'y consommer des munitions immenses (2). » Le Comité ne tarda pas à se rendre à ces raisons et, le 8 fructidor, autorisa le général Schérer à accepter une capitulation de Valenciennes et de Condé. « Nous ne pourrions, écrivait-il, réduire ces places que par une perte des plus considérables de nos braves frères d'armes et une consommation immense de munitions (3). » On obtint, en effet, la reddition des deux places, presque sans coup férir. Le 24, J.-B. Lacoste se félicitait des résultats obtenus : l'armée de siège n'avait pas assez d'hommes ; il lui manquait 118 bouches à feu, plus de 200.000 boulets,

(1) Barère, *Mémoires*, t. II, p. 153.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 94-98 et 213.

(3) Charavay, t. IV, p. 617-19.

bombes ou obus « et il n'y avait au parc que 37.000 livres de poudre, tandis qu'il en fallait plus de 1.200.000, sans savoir où les prendre, les places voisines étant épuisées (1)... »

Les victoires de l'été de 1794 n'eussent donc pas été possibles sans les grandes fabrications de guerre organisées par le Comité de l'an II avec l'appui de la Convention. Le 26 messidor, jour anniversaire de la prise de la Bastille, Barère célébrait à la fois les victoires des armées et le zèle des « salpêtriers sans-culottes » et de tous ceux qui avaient participé à la fabrication extraordinaire des armes ou des munitions.

Les « journées » de thermidor mirent fin à l'heureuse harmonie qui régnait depuis plusieurs mois entre la Convention et son Comité de Salut public, ébranlèrent la toute-puissance de celui-ci et ouvrirent la voie à une réaction qui ne s'attaqua pas seulement aux formes politiques du gouvernement révolutionnaire, mais aussi à ses créations industrielles.

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 619.

CHAPITRE XXIV

Les Thermidoriens et l'œuvre du Comité de l'an II

I. — JACOBINS ET THERMIDORIENS DE DROITE. ATTAQUES CONTRE L'ÉTABLISSEMENT DE MEUDON.

Dès le 11 thermidor, Cambon critiqua l'omnipotence du Comité de Salut public, indiqua la nécessité de circonscrire plus étroitement ses attributions et proposa de confier la surveillance quotidienne des Commissions exécutives à autant de Comités. Ceux-ci s'adresseraient à la Convention pour la législation ; pour les mesures d'exécution, ils « se réuniraient partiellement ou ensemble par l'envoi d'un commissaire à un centre commun qui serait le Comité de Salut public ». Cambon développa son opinion à la séance du 18. Le Comité de Salut public lui-même parut d'abord entrer dans ses vues, au moins en partie. Un projet déposé le 14 par Barrère prévoyait douze Comités « dont les travaux seraient relatifs aux opérations des Commissions exécutives », et notamment un « Comité des armes, poudres et exploitation des mines (1). » Mais le Comité de Salut public conserverait « la partie administrative et la surveillance des Commissions ».

On sentit, en effet, qu'il serait dangereux de morceler à l'excès les responsabilités. Le décret du 7 fructidor laissa au Comité de Salut public, avec le droit de requérir « les personnes et les choses », le soin de surveiller « les manufactures d'armes, les fonderies, les bouches à feu et machines de guerre, les poudres, les salpêtres, les munitions de guerre, les magasins

(1) *Journal des Débats*, nos 680, 681 et 686, thermidor an II, p. 239, 263 et 353;

et arsenaux..., les mines...». Mais à l'avenir, il serait renouvelé par quart tous les mois et les membres sortants ne seraient pas immédiatement rééligibles (1).

Dès le 13 thermidor, la Convention lui avait adjoint six nouveaux membres pour remplacer Hérault de Séchelles, Robespierre, Couthon, Saint-Just qui avaient péri, Jeanbon Saint-André et Prieur (de la Marne) qui se trouvaient en mission. Le 15 fructidor, Collot d'Herbois et Billaud-Varennes démissionnèrent et Barère fut éliminé par le sort. Le 15 vendémiaire an III, Carnot, Robert Lindet et Prieur (de la Côte-d'Or) sortirent ensemble du Comité. Mais Carnot et même Prieur continuèrent à prendre part, dans une certaine mesure, aux travaux du gouvernement, voire à rédiger des arrêtés. Carnot fut réélu dès le mois suivant et Prieur eut pour successeurs à la Section des armes, d'abord son oncle Guyton-Morveau, qui la dirigea jusqu'au 15 pluviôse, puis Fourcroy. C'est seulement après le 15 ventôse que des hommes vraiment nouveaux : Chazal, Rabaut-Pommier, Gamon, apparaissent à la tête de la Section des armes.

Ainsi, au début de l'an III, le Comité compte encore des membres qui ont pris une part active aux travaux de l'an II et qui semblent qualifiés pour continuer une politique d'armements à outrance. Mais l'esprit de réaction souffle à Paris. Les thermidoriens de droite mènent une campagne insidieuse contre les institutions révolutionnaires et contre les hommes qui les ont établies. Pour ruiner les uns et abattre les autres, tous les moyens leur parurent bons. Ils exploitèrent et développèrent, par leurs insinuations perfides, la nervosité que provoquèrent à Paris les événements de thermidor, puis l'incendie de la raffinerie de salpêtres de l'Unité (2 fructidor) et enfin l'explosion de la poudrerie de Grenelle (14 fructidor). Celle-ci surtout, qui coûta la vie à plusieurs centaines d'ouvriers, émut profondément l'opinion publique. Les uns l'attribuèrent à la négligence des chefs, d'autres à la malveillance ; certains voulurent y voir un effet des mises en liberté de suspects qui se multipliaient à l'époque (2). Le gouvernement

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVI, p. 310-20, et *P. V.*, t. XLIV, p. 104 et suiv.

(2) Voir rapports de police des 14, 15 et 16 fructidor (Aulard, *Réaction thermidorienne*, t. I, p. 69-74).

lui-même fut inquiet et Treilhard déclarait à la Convention, le lendemain, que le Comité de Salut public recherchait si l'on devait « attribuer l'événement à un coup du sort ou à la méchanceté (1). »

Aux Jacobins, le soir du 15, Fayau se fit l'écho des sourdes rumeurs qui circulaient. Vivement applaudi, il évoqua les scènes lamentables dont la plaine de Grenelle venait d'être le théâtre. « Y voyait-on ces hommes qui ne prêchent l'humanité qu'en faveur des nobles et des prêtres ? Y voyait-on ces individus élargis qui insultaient aujourd'hui sur les boulevards, dans des voitures fastueuses, à la misère des sans-culottes et ceux-là qui dans les groupes cherchent à égarer le peuple et qui travaillent journellement à séduire les citoyens avec l'or coupable qu'ils ont amassé à force de bassesses et de crimes ? On n'y voyait que les sans-culottes, qui vivent du produit de leur âpre travail : eux seuls volaient au secours de leurs frères. » Deperret fut encore plus net. « ...On a dû observer que toutes les fois que nous avions des succès aux armées, des magasins à poudre faisaient explosion... Je n'hésite pas à rejeter ces malheurs sur l'aristocratie ; elle seule en est la véritable cause. » Et, faisant à son tour l'éloge des vrais républicains, il concluait : « L'aristocratie seule a prouvé en cette circonstance, plus que jamais, qu'elle est étrangère à l'humanité. »

Le lendemain, Fayau prit Tallien à partie : « On avait dit qu'il y aurait un 10 fructidor, et dans la plaine de Grenelle on a assassiné nos frères... » Carrier insista : « Citoyens, considérez attentivement et faites un rapprochement de l'incendie de l'Abbaye, de l'explosion de la poudrerie de la plaine de Grenelle et d'un autre incendie que l'on méditait dans les départements. Calculez l'élargissement d'un grand nombre de ci-devant nobles et de ci-devant prêtres, et vous serez convaincus qu'il existe une conspiration et une faction qui la favorise : le chef est Tallien. » En vain, Tallien, puis Fréron se défendirent. La Société décida leur radiation, ainsi que celle de Lecointre qui avait attaqué « les patriotes (2) ».

(1) *Journal des Débats*, n° 711.

(2) Aulard, *Jacobins*, t. VI, p. 404, 406, 410, 412-17. — Voir le débat du

Ainsi les démocrates accusaient publiquement leurs adversaires d'avoir incendié la poudrerie de Grenelle. L'opinion publique restait troublée. Le doute subsistait sur les causes de la catastrophe ; on redoutait un nouvel attentat ou de nouveaux accidents. Bientôt les inquiétudes se portèrent du côté des établissements de Meudon (1), et les thermidoriens de droite, sans doute pour créer une diversion favorable à leurs desseins politiques, tirèrent argument du secret que le Comité de Salut public observait au sujet des expériences pour lui prêter des intentions liberticides.

Investi le 9 thermidor du commandement de la force armée parisienne, Barras reçut d'excellents citoyens, dit-il, la confiance des inquiétudes du peuple. Il se rendit au Comité, demanda que la surveillance de l'établissement fût confiée à d'autres membres que ceux du Comité ; il se heurta à un refus et n'obtint que la promesse d'un rapport à la Convention. Le 14 thermidor, en effet, Barère intervint à la tribune et donna « des éclaircissements propres à dissiper les craintes congues à cet égard (2). »

Fréron n'en continua pas moins à dénoncer, dans l'*Orateur du peuple*, la réunion d'un grand nombre de machines de guerre et de munitions à Meudon, et Bentabole rappela à la Convention, le 27 fructidor, les inquiétudes que cet établissement avait plusieurs fois déjà causées aux citoyens. Un vif débat s'engagea. Treilhard, au nom du Comité de Salut public, réclama l'ordre du jour : les expériences de Meudon devaient rester secrètes et se faisaient toujours en présence des membres du Comité. Le Montagnard Duhem l'appuya. Fréron riposta. Les redoutes, les souterrains de Meudon et des poteaux portant la peine de mort contre ceux qui oseraient approcher étaient les seules causes des inquiétudes qui se manifestaient ; pour-quoi n'avait-on pas imprimé le rapport de Barère, dont la

13 fructidor à la Convention, à la suite duquel elle décréta que les dénonciations de Lecointre contre sept membres des anciens Comités étaient « fausses et calomnieuses ». (P. V., t. XLIV, p. 232-243).

(1) Voir dans Aulard, *Paris sous la réaction thermidorienne* (t. I, p. 76, 77, 79, 90, 101 et 107), le Journal de Perlet du 17 fructidor et les rapports de police des 17, 18, 25 fructidor, 1^{er} et 3^e sans-culottides an II.

(2) *Journal des Débats*, n° 680, thermidor an II, p. 249.

Convention avait ordonné l'insertion au *Bulletin* ? Ce silence avait accru les craintes.

Barère (1) déclara qu'il avait déposé sur le bureau l'original de son rapport et qu'il ignorait pourquoi on ne l'avait pas inséré au *Bulletin*. Meudon, ajouta-t-il, inquiète non les bons citoyens, mais les amis de l'Angleterre. « Je ne connais que les amis de Pitt et de Georges qui puissent vouloir pénétrer le secret des opérations qui s'y font. » De violents murmures accueillirent cette apostrophe. Les interruptions s'entrecroisèrent. « Chacun de nous n'est-il pas surveillant comme Barère ? Barère a-t-il seul la confiance publique ? Depuis quand Barère a-t-il la confiance publique ? » Le prestige des hommes de l'an II était à son déclin. Barère dut s'expliquer. « A moins d'avoir perdu le sens commun, je ne puis avoir dit que la Convention n'a pas le droit de surveillance générale sur tous les établissements publics... Mais, citoyens, Meudon et les expériences qui s'y font sont comme vos plans de campagne : le secret en fait le succès. Vous avez le droit incontestable de demander communication de vos plans de campagne, mais jamais vous n'en avez ordonné la publicité. » Barras ne se déclara pas satisfait : « Ce qui m'étonne, c'est que l'on s'exprime encore ici comme au temps de Robespierre. Un membre conçoit-il des inquiétudes, peut-être mal fondées ? On le traite de conspirateur. Citoyens, pareille expression ne peut convenir qu'à ceux qui la prodiguent facilement (2). »

L'Assemblée passa à l'ordre du jour, mais cette séance orageuse eut un écho, le soir même, au club des Jacobins. Duhem fit part de la motion indiscrete qu'on avait présentée à la Convention, insista sur la nécessité de ne pas révéler la nature d'expériences auxquelles présidaient des patriotes comme Guyton et Fourcroy, dénonça « certains individus » qui l'avaient obsédé pour lui arracher le secret de ce qui se passait à Meudon et qui prétendaient qu'on y avait fait « des découvertes contre-révolutionnaires ». Carrier l'appuya et invita le peuple à repousser les inquiétudes que voulaient lui donner « les ennemis de la liberté ». Le 5 vendémiaire an III,

(1) Il ne faisait plus partie du Comité de Salut public depuis le 15 fructidor.

(2) *Journal des Débats*, n° 723, fructidor an II, p. 450-1.

un rapport lu à la Société par son comité de correspondance et dont elle ordonna l'envoi à toutes les sociétés affiliées, aux armées et aux 48 sections de Paris, souligna « la perfidie du prétendu orateur du peuple ». Au dire de Fréron, on ne pouvait entrer à Meudon, sous peine de mort ; l'établissement renfermait des munitions de guerre, interceptait le cours de la Seine et menaçait Paris. « Mais les déclarations des représentants du peuple ont confondu cette vile imposture, et chacun sait que les menaces de mort n'étaient autres que le cri de ralliement de tous les Français : liberté, égalité ou la mort ! Les affiches et les expériences que l'intérêt de la République fait faire à Meudon ne sont redoutables qu'aux ennemis de l'égalité. (1). »

En effet, la Convention venait de faire justice des insinuations de Fréron et de ses amis politiques. Le 2 vendémiaire an III, Guyton, vivement applaudi, lui avait exposé les services rendus par l'aérostation militaire. Le Montagnard Goujon, saisissant l'occasion propice, le pria de réfuter les calomnies répandues contre l'établissement de Meudon. Les explications de Guyton furent très nettes. Il n'avait vu à Meudon que trois poteaux, portant l'inscription ordinaire : liberté, égalité, fraternité ou la mort ! Les canons qui s'y trouvaient servaient à des expériences sur le perfectionnement de l'artillerie. Il était nécessaire d'observer le secret avec soin pour priver les ennemis des avantages de l'aérostation militaire que l'on s'efforçait sans cesse d'améliorer. Battelier, qui avait été spécialement chargé de surveiller Meudon, confirma les dires de Guyton. Sans doute, il avait dû provoquer l'arrestation de deux ci-devant nobles qui s'étaient permis de franchir l'enceinte prohibée, mais leur détention n'avait duré qu'un mois. Enfin l'arrêté pris par Battelier à la suite de cet incident portait seulement que quiconque s'introduirait furtivement à Meudon serait regardé comme suspect et traité comme tel. Il fut entendu que le Comité ferait rapport sur cet arrêté et en demanderait confirmation à la Convention.

Cette fois, Prieur (de la Côte-d'Or) s'arracha à ses bureaux

(1) Aulard, *Jacobins*, t. VI, p. 463, 465 et 521-22.

et, le 5 vendémiaire, intervint en personne. « Votre Comité, dit-il,... s'est fait un devoir de s'abstenir de tout ce qui ne tendrait qu'à exciter les passions personnelles. » La mention honorable que la Convention avait accordée aux habitants de Meudon pour leur empressement « à concourir à former la clôture de l'établissement des épreuves », le rapport du 14 thermidor qui avait été réellement inséré au *Bulletin*, les débats du 27 fructidor et du 2 vendémiaire suffisaient « pour dissiper toute espèce d'alarmes ». Au reste, « le Comité avait eu soin..., en plusieurs circonstances, de les prévenir par des avis fraternels affichés et insérés dans les papiers publics ». Il s'agissait donc « bien moins du secret même des opérations sur lequel la Convention avait donné sa sanction d'une manière non équivoque que de lui faire connaître l'origine de l'établissement..., sa nécessité, enfin le régime qui y est suivi et qu'il est indispensable de maintenir ».

Après ce préambule qui ne manquait ni d'habileté ni d'énergie, Prieur maintenait avec fermeté le point de vue du Comité. « Il n'est personne aujourd'hui qui ignore que la guerre est un art très perfectionné et qui le devient chaque jour davantage ;... la valeur des troupes a besoin d'être aidée par la nature et la qualité des armes ; l'art de la guerre offre donc un vaste champ aux inventions, et ces inventions sont un bienfait pour l'humanité... », car les progrès de l'armement rendent les combats moins meurtriers.

En 1793, au plus fort du péril, le Comité avait voulu découvrir de nouveaux moyens d'exterminer les tyrans et mettre au point, sans tarder, les expériences « faites en plusieurs lieux ». « Il n'ignorait pas que nos ennemis s'occupaient de leur côté de perfectionner leur artillerie. Mais il ne fallait pas divulguer nos essais, nos procédés... ; il fallait échapper à cette sorte de léthargie, aux lenteurs ordinaires des établissements naissants, et que l'on ne put vaincre que par l'opiniâtreté des soins et de la surveillance de l'autorité supérieure ; il fallait, en outre, pouvoir employer le génie des hommes éclairés qui se trouvaient à Paris ; il fallait pouvoir multiplier les inventions... et augmenter ainsi sans cesse nos succès ; mais, ce qui n'était pas moins difficile, il fallait garantir ces tentatives des efforts de la malveillance et de la séduction de l'é-

tranger. » Ces considérations avaient déterminé le Comité à créer l'établissement de Meudon et un commissariat des épreuves qu'il surveilla directement. « Plusieurs membres du Comité visitèrent fréquemment l'établissement, afin d'être certains par leurs propres yeux de tout ce qui s'y passait. » Pour « rendre cette surveillance encore plus constante et... pousser la fabrication des matières qui se faisait dans des districts éloignés de Paris », un représentant du peuple, Battelier, avait été désigné le 4 floréal et il s'était acquitté de sa mission « avec beaucoup de soin et de succès ».

L'établissement de Meudon avait justifié les espérances du Comité et offert à la République « de nouveaux moyens de se faire respecter ». Prieur, arrivé à ce point délicat de son rapport, évita d'en dire trop long. « Sans doute il n'est point dans l'intention de la Convention nationale que le Comité s'explique plus amplement sur les moyens dont il s'agit ; le secret est bien moins dans la quantité des matières réunies à Meudon que dans les détails des procédés qui y sont exécutés. Ce sont les effets qui justifieront, quand il en sera temps, la confiance que la Convention a déléguée à son Comité pour en user à l'avantage de la République. » Les aérostats, par exemple, ont déjà rendu de grands services, « mais les moyens de les obtenir doivent rester inconnus ».

Au reste, « les attirails ou munitions disposés à Meudon sont très peu considérables ;... elles sont évacuées à mesure qu'elles sont entièrement confectionnées ;... il n'y a pas un arsenal, pas un lieu de chargement de gargousses et de cartouches, pas un simple atelier d'artifices qui n'en contienne davantage ». Ce serait faire injure au peuple « de le rendre craintif par le seul voisinage des instruments qu'il manie avec tant d'audace dans les combats... » et « on ne parviendra pas à faire croire qu'il abusera ou laissera abuser de ces moyens, lui qui est le gardien le plus fidèle de la République et de son propre bonheur, ainsi qu'il en a donné tant de preuves ». Quant à l'arrêté pris par Battelier le 27 messidor et approuvé à l'époque par le Comité, il a été motivé par divers incidents « qui annoncèrent que des malveillants ou des curieux indiscrets rôdaient autour de l'enceinte prohibée » ; au surplus, il « ne contient que des mesures fort sages ». Enfin,

les ouvriers des ateliers et leurs chefs se distinguent par leur bonne conduite et un détachement de vétérans assure la garde de l'établissement.

« Tel est, conclut simplement Prieur, le compte que j'ai été chargé d'apporter à la Convention par votre Comité de Salut public. Presque tous les membres qui le composent aujourd'hui, ainsi que ceux qui en sont sortis et quelques autres de nos collègues, ont vu eux-mêmes l'établissement dont il s'agit et sont convaincus qu'il ne peut qu'être utile de le continuer (1) ». Nul n'osa mettre en doute les affirmations de Prieur ; on savait quel labeur formidable il avait fourni depuis de longs mois. Son rapport, ferme et mesuré, imposa silence aux détracteurs de Meudon, qui n'avaient vu dans leurs attaques qu'un moyen d'ameuter l'opinion contre les hommes de l'an II. La Convention approuva sans réserves le régime « suivi jusqu'à ce jour à l'établissement des épreuves » et décida que deux représentants du peuple, remplacés tous les trois mois, en surveilleraient les opérations, avec des pouvoirs analogues à ceux qu'avait exercés Battelier (2).

II. — LA CHUTE DE LA MANUFACTURE DE FUSILS DE PARIS.

Mais si l'établissement de Meudon survécut aux attaques perfides des thermidoriens de droite, la manufacture de fusils de Paris ne tarda pas à succomber sous leurs coups. L'insuffisance des « usines », dont la mise au point exigerait de nouvelles dépenses, la crise des transports qui risquait de compromettre l'approvisionnement de ses ateliers, le coût trop élevé de ses travaux et de son administration, fournirent des prétextes pour justifier sa disparition prochaine.

Le 23 brumaire an III, un rapport de la Commission des armes et poudres (3) conclut à la nécessité d'une vaste réforme : « L'établissement de la manufacture..., disait-il, est un des prodiges de la Révolution ;... mais il a fallu créer

(1) *Journal des Débats*, n° 736, vendémiaire-brumaire an III, p. 67 et 69-75.

(2) *P. V.*, t. XLVI, p. 107.

(3) A. N. AF II 215b, d. 1855, et AF* II 127, f°s 165-9.

tout à la fois : ateliers, magasins, usines, rassembler les matières, les outils et les ouvriers. Il était impossible que l'ordre et la régularité suivissent un mouvement aussi rapide ; il ne l'était pas moins d'obtenir un succès complet du premier jet. Les matières obtenues par la voie de la réquisition n'ont pas toutes été bonnes ; les ouvriers n'étaient pas tous expérimentés ; les instructeurs, les administrateurs même ne connaissaient pas parfaitement la partie qui leur était confiée ; il en est résulté beaucoup de rebuts, beaucoup de pertes. Le besoin d'armes était grand ; il existait beaucoup de fusils à réparer ; il fallait un grand nombre d'ouvriers et moins calculer la dépense que les fusils qu'elle produisait. Telle a été la position de la manufacture... pendant un an. Elle renferme aujourd'hui 5.300 ouvriers, non compris environ 1.000 employés par des soumissionnaires. »

Après ce préambule où l'on aurait pu trouver des arguments en faveur de la persévérance, la Commission des armes insiste sur les motifs d'économie qui appellent une réorganisation complète de la manufacture. « La réparation des fusils fait sa principale occupation ; elle pourrait dès ce moment rendre les plus grands services pour la fabrication à neuf ; mais le défaut des usines s'y oppose. On a fait à cet égard toutes les tentatives sans succès ; ce ne serait que par de nouvelles dépenses que l'on pourrait suffire au travail d'une manufacture aussi nombreuse. Telle est aujourd'hui la position que l'on est obligé de faire venir de très loin des fusils à réparer pour occuper les ouvriers. Cependant les ateliers de réparation extérieurs suffiraient... Elle s'opérerait à bien meilleur marché qu'à Paris et l'on éviterait les frais du double transport des armes et des matières. D'un autre côté, plusieurs manufactures de fusils manquent d'ouvriers, et celle de Paris en a plus qu'elle ne peut en occuper. Ces manufactures sont situées à portée des matières et il faut les amener toutes à grands frais à Paris, dans un moment où il faut être avare de transports. Le prix de l'arme à Paris est incalculable ; dans les manufactures extérieures il est fixé. Tout concourt donc à déterminer le gouvernement à accorder la plus grande protection aux manufactures d'armes dans les dé-

partements et à régulariser celle de Paris, dont l'état-major seul coûte plus de 1.800.000 livres. »

Ainsi, à la fin de brumaire an III, la Commission des armes critique âprement la politique de fabrications que le Comité de l'an II avait adoptée et qu'elle avait appliquée docilement. Au fond, ses membres n'avaient pas de convictions personnelles bien arrêtées ; après avoir servi avec ardeur les hommes de l'an II, ils servaient sans scrupules les desseins des thermidoriens.

Pour « régulariser », selon leur expression originale, la manufacture de Paris, il fallait, disaient-ils, envoyer dans les autres manufactures les ouvriers dont elles avaient besoin, — autoriser les anciens arquebusiers à rentrer dans leurs boutiques, à passer des soumissions et à prendre autant d'ouvriers qu'ils en pourraient employer, — conserver la fabrication des pièces du fusil par les soumissionnaires, conserver trois ateliers, l'un de forgerons-canonniers pour employer les lames qui restaient en magasin, « mais seulement en proportion du travail des usines de Paris », l'autre d'équipeurs-monteurs pour les menues réparations des fusils livrés par les soumissionnaires et le troisième pour la fabrication des limes et outils, — conserver enfin cinq magasins (fers, aciers et outils, — platines et pièces de garniture, — bois de fusils, — charbons, — canons de fusils, baïonnettes, baguettes et armes). On établirait par ailleurs une fabrication de canons et de culasses dans les forges qui fournissaient les lames « ou au moins très à portée », et l'on donnerait aux maîtres de forges des facilités pour la construction des usines à forer et à émoudre.

Cette transformation devrait s'opérer peu à peu. On ne pouvait sans danger disperser du jour au lendemain plusieurs milliers d'ouvriers. Aussi la Commission se préoccupait de leur assurer du travail, à Paris ou ailleurs. Les vieilles manufactures de Saint-Etienne, Tulle et Libreville et celles que l'on venait d'établir à Moulins, Clermont, Bergerac, Autun, recevraient aisément « au moins 800 ouvriers de toute espèce ». Les 60 arquebusiers de Paris, occupés jusqu'ici dans la manufacture, pourraient « monter des ateliers particuliers et employer chacun au moins 40 ouvriers », soit

en tout 2.400; 1.200 trouveraient du travail chez les soumissionnaires de fabrications partielles ; enfin les ateliers conservés en occuperaient 900 (100 aux forges des Invalides, 200 à l'atelier d'équipeurs-monteurs des Capucins, rue Honoré, 200 à l'atelier des limes et outils, 400 dans les forges à canons de fusils). Ainsi tous les ouvriers seraient employés « utilement pour eux, utilement pour la République » et leur dispersion s'opérerait « sans secousse ».

Dès lors, la fabrication des armes à Paris pourrait être organisée sur des bases nouvelles. Les canonniers, les équipeurs-monteurs des ateliers publics et les ouvriers des usines travailleraient tous aux pièces. La fabrication des canons forés, polis et émoulus serait donnée à l'entreprise. Les marchés pour confection de pièces détachées seraient conservés « surtout dans les départements », mais proportionnés à la fabrication présumée de l'arme complète à Paris ; les produits en seraient distribués aux soumissionnaires monteurs. Les arquebusiers de Paris, mis en réquisition, passeraient des marchés pour fournitures d'armes complètes : ils fabriqueraient toutes les pièces ou les achèteraient aux magasins de la République. Le magasin des fers, aciers et outils ne recevrait plus que les matières nécessaires à la fabrication parisienne ; « une grande partie des pièces détachées se fabriquant dans les districts », les approvisionnements et leur transport diminueraient « considérablement ». Enfin le prix du fer, de l'acier, des outils et du charbon serait fixé en tenant compte à la fois du prix d'achat et des frais de transport et de régie.

Bref, la République n'aurait plus à Paris que trois ateliers à son compte ; avec moins d'ouvriers, la fabrication ne serait ni ralentie ni diminuée ; le prix de l'arme serait déterminé et il en résulterait « une économie considérable ». Ce plan pourrait être entièrement exécuté dans l'espace de deux mois, mais certaines mesures générales devraient en précéder l'application « au moins d'un mois ». Dès le 26 brumaire, Guyton, au nom du Comité de Salut public, autorisa la Commission « à faire les dispositions préliminaires pour l'exécution des vues contenues dans le rapport ».

Il est assez étrange qu'il se soit prêté à une réforme qui

ne tendait à rien moins qu'à ruiner l'œuvre de son laborieux prédécesseur. Il avait été l'un des principaux auxiliaires de Prieur (de la Côte-d'Or). Il ne tardera pas à faire, dans son rapport du 14 pluviôse, l'apologie de cette manufacture de Paris dont on disait tant de mal et à la défendre par des arguments qui réfutent les affirmations de la Commission des armes. Il est donc probable que la majorité du nouveau Comité lui força la main.

L'hostilité contre le système des régies était plus forte que jamais ; d'autre part, les succès persistants de nos armées, le butin considérable que l'on avait enlevé à l'ennemi et la perspective d'une paix prochaine, au moins partielle, rendaient moins urgente la fabrication extraordinaire des fusils ; enfin la situation financière invitait les dirigeants à comprimer les dépenses. Mais il semble bien que la suppression mal déguisée de la manufacture de Paris s'explique moins par des raisons techniques ou par la haine du gaspillage que par des préoccupations d'ordre politique. La présence à Paris de plusieurs milliers d'ouvriers, enclins à défendre les conceptions démocratiques des hommes de l'an II et rapprochés par des intérêts communs, inquiétait les thermidoriens.

Au début de l'an III, une agitation croissante se développe dans les ateliers de la manufacture. Le 22 vendémiaire, les canonniers de l'esplanade des Invalides présentent à la Convention, qui les renvoie au Comité de Salut public, « des observations » sur leurs ateliers (1). Le 15 brumaire, « les ouvriers des usines le *Républicain* et la *Carmagnole* réunis, employés au forage et poli des canons de fusils », lisent à la Convention « une pétition tendante à obtenir de l'administration une réponse définitive à diverses demandes qu'ils lui ont faites (2) ». Ces manifestations, antérieures au rapport de la Commission des armes, révèlent une tension assez vive entre les travailleurs et leurs chefs. Il est vraisemblable que les projets de réforme contribuèrent à l'accentuer.

Le 27 brumaire, les ouvriers de l'atelier de l'île de la Fraternité, admis à la barre de la Convention, se plaignirent en

(1) *P. V.*, t. XLVII, p. 135.

(2) *Ibid.*, t. XLVIII, p. 197.

termes pittoresques de la tyrannie du Conseil d'administration : « ...L'on veut nous faire prendre la chandelle à six heures et demie du matin, dans un temps où les citoyens même n'en peuvent pas avoir pour leur utilité ; ...c'est une dilapidation que de prendre la chandelle pour une demi-heure de travail... Un Conseil d'administration s'autorise à casser les chefs les plus instruits et ne nous laisse que des gens qui leur sont affidés. Citoyens représentants, il est temps que l'aristocratie succombe sous le poids des républicains opprimés. Nous nous sommes présentés ce matin, comme à l'ordinaire, pour travailler à sept heures : l'on nous a refusé la porte de l'atelier... ». Les pétitionnaires appelaient aussi l'attention sur la cherté croissante des denrées, sur la modicité des salaires et demandaient à la Convention de casser un règlement qui ne leur avait été donné que par la tyrannie.

La modération et la naïveté de leur langage ne témoignaient pas d'intentions subversives. Il s'agissait, en somme, d'un conflit assez anodin, provoqué par un règlement intérieur. La Convention renvoya la pétition au Comité de Salut public et autorisa les ouvriers à rentrer tout de suite dans leurs ateliers (1); un arrêté du même jour décida que pendant les mois d'hiver (frimaire, nivôse et pluviôse) les ouvriers d'armes ne commenceraient le travail qu'à 7 heures du matin (2).

Un rapport de police reconnaît que les pétitionnaires s'étaient retirés paisiblement : certains d'entre eux pourtant avaient annoncé des manifestations plus imposantes (3). En effet, dès le lendemain, les ouvriers de l'atelier de la Réunion, rue Avoye, se présentent à la Convention et dressent un long réquisitoire contre l'administration de la manufacture. Les commissaires qu'ils nomment chaque mois pour correspondre avec elle et lui soumettre des réclamations n'obtiennent pas satisfaction : c'est en vain qu'ils dénoncent la mauvaise qualité des fers, des aciers, des corps de platines, le manque de limes et d'outils, l'augmentation constante des prix. L'administration « se rejette sur le Comité de Salut pu-

(1) *Journal des Débats*, n° 785 (vendémiaire-brumaire an III, p. 804-5) et P. V., t. XLIX, p. 244.

(2) A. N. AF* II 127.

(3) Rapport du 28 (Aulard, *Réaction thermidorienne*, t. I, p. 251).

blic, sur les fournisseurs ou magasiniers » ; elle refuse de mettre aux pièces certains forgerons « dont les complexions ou sont délicates ou dont le goût n'est pas à toutes les parties ». Les ouvriers, payés aux pièces, n'en sont pas moins soumis à des appels et on leur retient le tiers de leur journée en cas de retard. Enfin, l'hiver arrive : « ...L'ouvrier, sortant de chez lui, vient à son atelier ou mouillé ou frissonnant ; ses outils, dans ses doigts engourdis, impriment le caractère de la saison. Obligé pour s'en servir de se chauffer ou sécher en partie, la chandelle l'attend, l'heure approche et son utilité est imperceptible. Le jour au contraire, par son influence, excite l'émulation ; l'artiste alors, compliquant son devoir avec son courage, récompense le retard de la lumière universelle. » Or, « depuis trois jours, la porte ferme à six heures et demie et s'ouvre à sept ; l'appel est fait et nous perdons un tiers pour une demi-heure de retard ». L'administration se refuse à modifier ce règlement tyrannique. Au reste, son arrogance n'a plus de bornes. « Vient-elle visiter les ateliers ? Alors ils ne sont plus nationaux. La fraternité n'est qu'un mot, l'égalité une chimère et la liberté un fantôme. Nous les voyons, le chapeau sur le front menaçant..., marcher sur des esclaves, vexant et renvoyant à leur gré ce qui ne leur plaît pas et nous désignant tous comme des malheureux... » Et quand viennent les livraisons, l'inspecteur « ne fait point de différence d'un défaut de perfection à celui essentiel... ».

Les ouvriers s'adressent aux législateurs avec confiance : « ...Vous êtes nos pères et la justice n'a d'autre asile qu'ici. » Ils demandent « une administration versée dans la manipulation et métallurgie, et dont les principes soient renfermés dans les vertus républicaines, une organisation classée et définitive, où les prix, fixés... en proportion des besoins de la vie, portent la consolation aux vieillards, aux pères de famille et l'émulation aux jeunes gens ». Ils concluent en proclamant la nécessité d'une police raisonnée, « l'atelier étant plutôt composé d'honnêtes citoyens que de brigands ; ceux-ci ne seront jamais soufferts, sitôt qu'ils seront connus. Ce n'est point avec la tyrannie que l'on conduit des hommes qui mettent tout leur bonheur à travailler pour défendre la liberté, l'égalité et respecter les vertus républicaines ».

Cette adresse témoignait donc encore de sentiments de confiance et de respect pour les représentants du peuple. Mais sous une forme naïve, elle énumérait des griefs précis et plus variés ; elle insistait sur la nécessité d'élever les salaires ; venant après la manifestation de la veille, elle prouvait qu'un vent de révolte soufflait dans le monde des ouvriers d'armes. Inconsciemment, les pétitionnaires fournissaient des arguments à ceux qui redoutaient la présence à Paris d'une population turbulente et à ceux qui, jugeant trop onéreux les travaux des ateliers publics, songeaient à restreindre la manufacture, sinon à la supprimer. Les décisions prises sur-le-champ par la Convention trahissent cet état d'esprit : après avoir entendu le Comité de Salut public, elle le chargea de prendre « incessamment » des mesures pour mettre la manufacture sous la surveillance immédiate de la Commission des armes, mais elle estima, d'autre part, qu'il n'y avait pas lieu, « quant à présent, à délibérer sur la demande en augmentation de prix (1) ».

Le jour même, un arrêté du Comité de Salut public supprima le Conseil d'administration de la manufacture de Paris, à dater du 1^{er} frimaire, et la plaça sous la direction de la Commission des armes et poudres. Les assemblées prévues par l'arrêté du 3 floréal an II et auxquelles prenaient part les délégués élus des ouvriers n'auraient plus lieu. Désormais, les réclamations se feraient par écrit et seraient adressées à la Commission des armes (2). Ce n'était évidemment pas ce que demandaient les ouvriers. Sans doute, le Conseil d'administration, dont ils dénonçaient la tyrannie, disparaissait, mais on leur enlevait du même coup une garantie qu'ils jugeaient insuffisante et dont ils réclamaient le renforcement, non la suppression. En réalité, le Comité de Salut public, d'accord avec la Convention, amorçait l'exécution du plan de réforme qu'il avait arrêté l'avant-veille. Au reste, l'opinion publique semblait se prononcer contre les ouvriers :

(1) *Journal des Débats*, n° 786, vendémiaire-brumaire an III, p. 813-5, et *P. V.*, t. XLIX, p. 263 et 265-6.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 210, et *A. N. AF** II 127.

on avait remarqué, paraît-il, que les deux tiers des pétitionnaires du 28 brumaire étaient d'âge militaire (1).

Cependant, les manifestations ouvrières se succédaient. Le 29 brumaire, les platineurs des Quinze-Vingts exposèrent à leur tour leurs doléances à la Convention. « Citoyens représentants, déclara leur orateur, vous voyez devant vous un nombre de citoyens du faubourg (2) dont des intrigants voudraient se servir pour obtenir la réussite de leurs infâmes projets. N'étant occupés que de notre travail, qui contribue à l'affermissement de la République, nous regardons avec mépris ces êtres isolés et perfides qui cherchent à égarer le peuple par des discours séditieux attentatoires à la représentation nationale... » Mais il ajoutait : « Nous avons tous juré d'être libres, nous le jurons encore ; nous ne pourrons jamais souffrir qu'on nous traite en esclaves. Nous venons réclamer la suppression des appels qui se font dans nos ateliers, la suppression des veilles du matin et une augmentation sur le prix de nos travaux... » Ainsi, de l'aveu même des ouvriers, des intrigants s'efforçaient de les dresser contre la Convention. Les pétitionnaires protestaient de leur loyalisme, mais ils affirmaient aussi leur esprit d'indépendance et réclamaient énergiquement une hausse des salaires. La Convention ne voulut retenir pour l'instant que le témoignage de fidélité qui lui était apporté ; elle décida que la pétition serait insérée au *Bulletin* et renvoyée au Comité de Salut public (3).

Mais la surexcitation des ouvriers d'armes et leurs revendications continuelles inquiétaient de plus en plus la majorité thermidorienne qui se prit à redouter une explosion des fureurs populaires. Le 30 brumaire, « les ouvriers réformés qui étaient employés aux usines sur bateaux » se plaignirent de leur inspecteur et demandèrent à être entendus sur tous leurs griefs (4). Le même jour, une pétition des ateliers d'armes de la maison Jemmapes et du Bonnet-Rouge signala

(1) Rapport de police du 29 brumaire (Aulard, *Réaction thermidorienne*, t. I, p. 254).

(2) Faubourg Saint-Antoine.

(3) *Journal des Débats*, n° 787, vendémiaire-brumaire an III, p. 838-9, et *P. V.*, t. XLIX, p. 280.

(4) *P. V.*, t. XLIX, p. 315.

divers abus et se plaignit surtout de la modicité des payes qui mettait les ouvriers « dans l'impossibilité de pouvoir exister ni faire exister leurs familles ». Elle protestait contre certaines déclarations faites devant l'Assemblée : les ouvriers, avait-on dit, gagnaient 8 livres et 18 livres par jour ; or « la grande majorité d'entre eux ne gagnent que 4 livres et 5 livres... ; les pères de famille qui ont des trois et quatre enfants ne gagnent pas plus que ceux qui n'en ont que deux ». Il leur faut, en outre, « payer par mois deux gardes 8 livres, (1)... sans compter les surveillances et les gardes de salpêtre qui leur arrivent fréquemment », si bien qu'ils perdent trois jours par décade et ne reçoivent en moyenne que 3 livres par jour. La pétition demandait que quatre ou six commissaires ouvriers fussent chargés d'établir, par des faits précis, la vérité et la sincérité de ces affirmations et elle réclamait une augmentation des salaires, proportionnée « à la cherté excessive des denrées (2)... ».

L'attitude de la Convention fut significative. Elle évita de répondre directement à la requête qui lui était présentée et se borna à décréter « qu'il serait nommé une commission composée de six membres pris dans son sein, pour examiner les dépenses qu'avaient occasionnées les établissements d'armes portatives de Paris et les ressources qu'ils avaient procurées à la République (3) ».

Il est probable que les ouvriers des ateliers de Jemmapes et du Bonnet-Rouge ne se méprirent pas sur les véritables sentiments de la Convention, car dès le 3 frimaire ils tentèrent, vainement d'ailleurs, d'entraîner leurs camarades de l'atelier de la rue de l'Université à une manifestation collective (4).

Vers cette époque, les symptômes d'agitation sociale se multiplient à Paris. Les anciens ouvriers de la poudrerie de Grenelle, que l'on s'était proposé d'envoyer dans les fabriques de province, au Ripault, à La Fère, à Mézières, s'étaient refusés à quitter la capitale et continuaient néanmoins à ré-

(1) Service de la garde nationale.

(2) *Journal des Débats*, n° 788, vendémiaire-brumaire an III, p. 858-9.

(3) *P. V.*, t. XLIX, p. 320.

(4) Rapport de police du 4 frimaire (Aulard, *Réaction thermidorienne*, t. I, p. 271).

clamer de l'ouvrage ; on avait dû les employer sur place aux travaux publics (1). De leur côté, un grand nombre des ouvriers de la raffinerie de l'Unité avaient été congédiés et manifestaient un vif mécontentement (2).

La Convention incline de plus en plus à une politique de résistance et de répression. Le 1^{er} frimaire, elle renvoie purement et simplement au Comité de Salut public une adresse « des citoyens composant l'atelier d'armes de la section du Panthéon-français » : ils félicitaient la Convention « sur ses derniers décrets », mais ils terminaient « par quelques réclamations relatives à leur état (3) ». Le 4, la majorité jette le masque et révèle le fond de sa pensée. Elle écoute tout d'abord, en l'interrompant par de fréquents applaudissements, une pétition des ouvriers de l'atelier Marat. Ils dénoncèrent leurs administrateurs qui avaient « mis la terreur à l'ordre du jour contre les ateliers » ; ils critiquèrent le régime qui leur était imposé, se plaignirent d'une grille au moyen de laquelle on les enfermait chaque jour et de l'insuffisance de leurs salaires. Ils demandèrent aussi la suppression d'une nuée de commis, dont le nombre égalait au moins celui des travailleurs, et félicitèrent la Convention du grand acte de justice qui avait motivé son décret du 22 brumaire (4). Ils furent admis aux honneurs de la séance, mais leur pétition provoqua un vif débat.

Taveau appuie énergiquement la thèse des ouvriers ; il dénonce avec véhémence la foule des commis, « pour la plupart très ignorants », qu'emploient les Agences et les Commissions exécutives. « Prétendrait-on que nous avons assez d'armes ? » riposte Guyton, et comme l'Assemblée se récrie, il fait l'éloge de l'activité de la Commission des armes, dont la surveillance était particulièrement confiée au Comité de Salut public. Taveau s'explique : vivement applaudi, il déclare qu'« il ne croira la France véritablement tranquille

(1) Compte du travail du Bureau des salpêtres et poudres du Comité de Salut public, 2^e et 3^e décade de brumaire an III (A. N. AF II 217^b, d. 1877).

(2) Rapport de police du 30 brumaire (Aulard, *Réaction thermidorienne*, t. I, p. 526).

(3) *P. V.*, t. L, p. 8.

(4) Qui approuvait la suspension des séances du club des Jacobins de Paris.

et libre que quand chaque citoyen se verra un fusil et un sabre d'un côté de son chevet et la *Déclaration des droits* de l'autre » ; mais il insiste sur la nécessité d'épurer les bureaux. Bassal renchérit, dénonce « cette foule incalculable de commis qui égale les ouvriers, sinon par leur nombre, au moins par les dépenses qu'ils occasionnent » et « appelle toute la sévérité de la loi contre les jeunes gens qui, pour s'arracher à la réquisition, se sont précipités dans les bureaux ». Duquesnoy, Guyomar l'appuient. Guyton, soutenu par Cambacérès, obtient pourtant la suppression de la commission spéciale de six membres créée le 30 brumaire : la Convention laisse aux Comités de gouvernement le soin de procéder à l'épuration nécessaire.

Mais si l'Assemblée n'est pas éloignée de partager le sentiment des ouvriers à l'égard des bureaucrates, elle est de moins en moins disposée à céder à leurs mises en demeure. Monmayou prend la parole et déclare que le Comité de Sûreté générale a les yeux constamment ouverts sur les hommes qui depuis deux mois agitent les sections, cherchent à soulever les faubourgs et les ateliers. « Qu'ils tremblent ; les hommes du 9 thermidor sont las et le peuple est prêt à se lasser enfin des secousses multipliées qu'on lui donne... Citoyens, les hommes qui agitent les ateliers d'armes et qui font perdre en réclamations le temps destiné à des travaux urgents, ces hommes sont les créatures de Robespierre ; nous les connaissons, qu'ils tremblent ! Ils ne tarderont pas à rentrer dans le néant d'où ils n'auraient jamais dû sortir. » Sur sa demande, la Convention décrète sur-le-champ que les Comités de Sûreté générale et de Salut public « se réuniront pour faire cesser les désordres occasionnés par les malveillants dans les ateliers d'armes de Paris (1) ».

Dès lors, les adversaires de l'ancien Comité et de ses conceptions triomphèrent. Le 8 frimaire, Guyton reparut à la tribune et « rendit compte de la situation de la manufacture de fusils de Paris ». Plusieurs motions furent déposées, « tendantes à ce qu'il fût pris des mesures pour régulariser

(1) *Journal des Débats*, n° 792, vendémiaire-frimaire an III, p. 911-15, et *P. V.*, t. L, p. 89.

décrotée en août 1793 et qui occupa plus de 6.000 ouvriers, les fonderies des frères Périer et de leurs émules, la puissante raffinerie de l'Unité et la poudrerie de Grenelle, qui à elle seule donnait l'existence, selon le mot de Barère, à 1.200 pères de famille.

Dans les départements, des milliers d'ateliers de salpêtre surgirent et un peu partout on se mit à fabriquer des sabres, des baïonnettes, des fusils ou des pièces d'armes.

Quelques régions se distinguèrent par l'importance de leur production.

Le Nord n'était pas encore le centre par excellence de la métallurgie française ; au reste, les gisements de houille des environs de Valenciennes étaient au pouvoir de l'ennemi et l'invasion avait détruit la grande manufacture d'armes de Maubeuge. Seule la fonderie de canons de Douai put poursuivre ses travaux. Cependant le représentant Rivery parvint à organiser dans le district d'Abbeville une fabrication très originale de platines et de pièces de fusils.

Plus active fut la région voisine des Ardennes, qui possédait les ateliers de la manufacture d'armes portatives de Charleville et où un grand nombre de forges et fourneaux façonnèrent des lames à canons de fusil ou coulèrent des projectiles.

En Alsace, la manufacture d'armes de Klingenthal et la fonderie de bouches à feu de Strasbourg travaillèrent avec une énergie accrue. En Lorraine et en Champagne, les départements de la Meuse et de la Haute-Marne se distinguèrent par leur activité : Chaumont, Langres, Nogent-le-Roi produisirent des armes blanches, et les forges livrèrent à la République des quantités considérables de fers de toute espèce, de projectiles, d'obus de nouvelles dimensions.

Dans le bassin de la Saône, l'émulation ne fut pas moins vive. Les fabrications partielles de baïonnettes et de pièces de fusils se multiplièrent dans les vallées et sur les plateaux du Jura, notamment à Morez et dans le district de Besançon. On essaya sans succès de créer une manufacture d'armes complètes à Autun ; mais par contre, les fonderies en bronze de Luz-Emiland (Saône-et-Loire) et de Pont-de-Vaux (Ain) prospérèrent. Et surtout les établissements du Creusot, tirés de leur

léthargie, drainèrent les produits d'une trentaine de petites exploitations métallurgiques réparties dans plusieurs départements (Saône-et-Loire, Côte-d'Or, Haute-Saône et Jura).

L'énergie des représentants en mission arracha aussi les départements du Centre à leur torpeur. Noël Pointe et Ferry créèrent des fonderies révolutionnaires de canons de marine dans la Nièvre, l'Allier, le Cher et l'Indre, à Nevers, à Moulins, à Vierzon, à Saint-Amand-Montrond, à Clavières, etc... Les artisans de Thiers se consacrèrent à la fabrication des armes blanches. La grande manufacture d'armes de Saint-Etienne fut restaurée. Celles de Moulins et de Clermont-Ferrand commencèrent à produire. Un établissement du même genre fut organisé à Roanne. Enfin, des agents du Comité s'appliquèrent à ranimer l'exploitation des mines de houille du Bourbonnais, de l'Auvergne et du Forez.

Dans la région des Alpes, la Savoie posséda des fonderies de canons à Chambéry et Annecy ; l'Isère, qui par les aciéries de Rives alimentait une grande partie de la France, voulut aussi avoir des ateliers d'armes blanches et sa manufacture de fusils à Grenoble.

Le long de la vallée du Rhône, surgirent les fonderies de Valence et d'Avignon, et pendant quelques mois Marseille répara ou fabriqua des armes.

Dans le Sud-Ouest, une rivalité très vive s'établit entre les fonderies en bronze qui naquirent à Toulouse, Montauban, Albi, Cahors. Les efforts de représentants en mission tels que Romme, Roux-Fazillac et Lakanal ranimèrent la vieille fonderie de Ruelle, multiplièrent les fabrications de canons de fer coulé dans les pays de la Charente et de la Dordogne, réveillèrent la manufacture d'armes de Tulle, créèrent celle de Bergerac ; des ateliers furent aussi organisés à Périgueux, Brives et Limoges.

Dans la région de la Basse-Loire, les mines de charbon de Montrelais alimentèrent les ateliers d'armes et les fonderies de Nantes, Indret et Moisdon. La Bretagne proprement dite vit surgir des fonderies de canons à Brest et à Rennes. Dans la Manche, Villedieu et Saint-Lô rivalisèrent d'ardeur pour la fabrication des armes et des bouches à feu. Enfin, le représentant Deydier organisa dans l'Eure la production des

des ouvriers de l'île ; ils se portèrent ensuite à l'atelier de la rue Avoye où ils obtinrent « un succès partiel ». Le rassemblement ne tarda guère à devenir assez considérable et provoqua une vive émotion. Vers la fin de la séance de la Convention, qui fut levée à 4 heures de l'après-midi, un membre du Comité de Sûreté générale exposa « l'objet qui avait déterminé la réunion des Comités de Salut public, de Sûreté générale et de Législation. Ils venaient d'être instruits qu'un grand nombre d'ouvriers, que quelques renseignements portent les uns à six, d'autres à dix, et d'autres à quinze mille, étaient réunis pour faire une pétition à la Convention nationale. » Les Comités « étaient dans l'intention de leur envoyer trois de leurs membres pour les engager à nommer vingt d'entre eux pour porter leurs vœux à la Convention ». Au reste, « d'après les mesures prises, et d'après les intentions présumées des ouvriers, ce rassemblement n'avait rien de dangereux ». La Convention approuva la conduite du gouvernement (1).

Si l'on en croit le rapport que Boissy d'Anglas présenta le lendemain à la Convention, « le plus grand nombre des ouvriers, même parmi ceux qui ont pris part au mouvement, n'en connaissaient pas l'objet et... leur patriotisme s'affligeait de se voir en quelque sorte compromis par une démarche qui, dans la supposition des motifs les plus légitimes, aurait pu paraître suspecte par l'appareil et le nombre de ceux qui s'y étaient laissé entraîner. Des hommes étrangers au travail des ateliers, mais non sans doute aux projets des malveillants, pouvaient donner à cette réunion un caractère et des résultats qu'auraient infailliblement désavoués des républicains dont la main forge la foudre fatale aux tyrans. »

Il se peut que des adversaires du gouvernement thermidorien, que des partisans du Comité de l'an II aient songé à exploiter le mécontentement des ouvriers. Il n'en est pas moins certain que le mouvement eut pour cause la réforme de la manufacture qui allait se traduire par une diminution sensible du nombre des travailleurs et par la baisse de leurs salaires (2). Au reste, l'échec des ouvriers fut complet. Mais

(1) P. V., t. LI, p. 144-5.

(2) Voir rapport de police du 23 et *Annales patriotiques et littéraires* du même jour (Aulard, *Réaction thermidorienne*, t. I, p. 309 et 310).

sur l'instant, leur manifestation causa de vives alarmes aux Comités réunis de Salut public, de Sûreté générale, de Législation et Militaire. Leur émoi s'accrut lorsqu'ils apprirent, dans la nuit du 22 au 23, que des troubles venaient d'éclater à Versailles, où il y avait aussi des ateliers d'armes : ils décidèrent aussitôt d'y envoyer un représentant du peuple, Charles Delacroix, muni de pleins pouvoirs (1).

Le lendemain 23, à la Convention, « les ouvriers de la manufacture d'armes de Paris sont admis à la barre, représentés par vingt d'entre eux ; ils exposent... leurs sollicitudes sur la prochaine suppression de leurs ateliers » qui allait réduire au chômage beaucoup de pères de famille, à l'entrée de l'hiver, et ils affirment que le mouvement de la veille n'avait rien eu de séditieux. Le Président, Reubell, leur répondit sèchement : « La Convention sait que la Patrie doit du travail et la subsistance à tous ses enfants ; mais elle ne peut reconnaître pour ses enfants ceux qui perdent à faire des rassemblements dangereux un temps qu'ils doivent à la chose publique. L'Assemblée ne fera jamais que ce que la justice exige d'elle ; elle examinera votre pétition et quand la loi sera portée elle la fera respecter (2). »

Les applaudissements qui saluèrent ces paroles n'annonçaient rien de bon aux ouvriers. Le rapport de Boissy d'Anglas ruina leurs dernières illusions. Il exposa les vues des quatre Comités réunis sur les incidents qui venaient de se produire et justifia la politique que l'on avait adoptée. L'arrêté du 16 frimaire avait été pris par le Comité de Salut public « pour remplir les vues de la Convention nationale et pour diminuer successivement, en la régularisant, la fabrication des armes à Paris ». L'on s'était proposé de conserver « quelque emploi aux arquebusiers et autres ouvriers employés à ce genre de travaux ». Les prix nouveaux avaient été fixés, « sur l'avis de plusieurs artistes arquebusiers et ouvriers des ateliers de la manufacture », avec un véritable libéralisme : « le prix de la baïonnette, qui coûte ordinairement 4 livres dans toutes les fabriques hors de Paris, et pour la fabrication de laquelle

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 682-4.

(2) *P. V.*, t. LI, p. 155-6.

il y avait déjà de nombreuses soumissions à 5 livres et 5 livres 12 sols..., a été porté à 6 livres ». L'arrêté avait été affiché dans tous les ateliers et dès le lendemain la Commission des armes avait reçu un grand nombre de soumissions. L'atelier des Miramionnes, où était né le mouvement insurrectionnel, n'occupait que des ouvriers à la journée : leur production était si faible que la baïonnette y revenait à 15 livres la pièce. « Des réclamations sans nombre arrivées de tous les points de la République et portées dans le sein de la Convention nationale par plusieurs de ses membres » avaient poussé le gouvernement à mettre un terme à cet abus. « En plaçant à une époque assez reculée, savoir au 1^{er} pluviôse prochain », l'application de son arrêté, « il a pensé que les ouvriers, stimulés par leur propre intérêt à accélérer leurs progrès dans l'art de la fabrication, trouveraient alors, en donnant une plus grande masse de travail, le moyen d'atteindre aussi utilement pour eux que pour la République un bénéfice aussi considérable que celui qu'ils font aujourd'hui... ».

Le débat qui suivit le rapport de Boissy d'Anglas ne laisse aucun doute sur la puissance du courant de réaction qui vers cette époque emportait la Convention et sur le caractère politique des mesures qui frappaient les ouvriers. Clauzel se distingua par la violence de son intervention. « Le rapporteur... vous a dit que la malveillance était pour beaucoup dans les mouvements d'hier. Je ne vois pas quelles mesures on a pris contre les malveillants. Votre Comité de Sûreté générale sait, et peut-être aussi celui de Salut public, que ceux qui voudraient vous ramener sous le régime odieux de Robespierre appellent ses agents de tous les coins de la République... » Boudin affirma que la veille, lorsque les ouvriers rassemblés avaient défilé sur la place de Grève, il s'y trouvait « un individu qui, avec des vociférations épouvantables, excitait au pillage et au meurtre des marchands » ; arrêté par les ouvriers eux-mêmes et conduit chez l'officier de police, il s'était refusé à dire qui il était ; il n'avait ni carte de sûreté ni passeport. Legendre, qui avait parcouru les rassemblements, soutint que la masse des ouvriers était « excellente » et prétendit que la plupart ignoraient l'objet de leur démarche ; mais ils avaient cédé à des intrigants qui même, dans

quelques endroits, leur avaient fait violence. Il approuva la conduite du gouvernement. « Il est bon que ces ouvriers apprennent qu'il ne faut pas abuser du titre sacré de père de famille. Ne serait-il pas absurde de payer 15 livres des baïonnettes quand on peut les avoir pour 6 ? La Patrie doit du travail à ses enfants ; oui, elle leur doit le nécessaire, mais elle n'est pas tenue de faire la fortune de personne. Il faut que la justice et la sagesse de la Convention répandent sur toute la République une rosée salubre qui vivifie les plantes utiles, mais qui tue en même temps tous les insectes politiques ! »

De vifs applaudissements accueillirent cette profession de foi. La Convention sanctionna, par un décret formel, la politique des Comités et l'arrêté du 16 frimaire (1). La manufacture de Paris était définitivement condamnée. Le parti de la réaction triomphait ; les ouvriers, dont « une horde de malveillants » cherchait à exploiter les passions, allaient être dispersés. On allait écarter de Paris « des ateliers qui n'auraient jamais dû y être établis, si ceux qui les avaient imaginés n'avaient pas pensé qu'ils se faisaient ainsi un appui contre la raison qui commençait à éclairer leurs projets ruineux et tyranniques (2) ».

Une proclamation des quatre Comités réunis fut affichée le même jour. Elle félicitait les ouvriers qui avaient résisté aux violences des malveillants, les invitait à ne pas s'écarter des règles de la légalité et affirmait que l'on saurait atteindre et punir les perturbateurs (3). Quelques ouvriers traitèrent, paraît-il, cette proclamation « de graine de niais » ; mais ils n'osèrent bouger. Les rassemblements cessèrent et la tranquillité fut rétablie pour un temps (4).

Vers la fin de nivôse, la cherté croissante des subsistances agita de nouveau les esprits. Les ouvriers qui travaillaient encore aux armes redoutaient un chômage prochain ; d'autres,

(1) *Journal des Débats*, nos 811 et 812, vendémiaire-frimaire an III, p. 1193, 1198 et suiv., 1213 et suiv. ; Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 682.

(2) D'après les *Nouvelles politiques nationales et étrangères*, du 26 frimaire, (journal de droite), cité par Aulard, *Réaction thermidorienne*, t. I, p. 316.

(3) B. N. Lb⁴¹ 4787.

(4) Rapports de police du 24 et journaux du 26 (Aulard, *Réaction thermidorienne*, t. I, p. 312 et 316-7).

qui avaient « perdu leur état », murmuraient ; des menaces d'insurrection se faisaient entendre (1). Au début de pluviôse, une vive effervescence se manifesta parmi les forgerons des ateliers du Luxembourg, qui tenaient « des propos insultants contre la représentation nationale » et songèrent, paraît-il, à se livrer à des malfaçons systématiques (2). Il est probable que ces ressentiments furent l'une des causes lointaines des insurrections populaires de germinal et de prairial.

En effet, le Comité de Salut public avait poursuivi l'exécution du programme de réductions préparé en brumaire et sanctionné le 23 frimaire par la Convention. Dès le mois de brumaire, le personnel des trois foreries installées sur la Seine avait été réduit de moitié. Un état nominatif, signé de l'agent Roussel et des inspecteurs Cantiniaux et Dombret, nous renseigne sur les causes et les conséquences de l'opération. Elle eut pour point de départ une décision de la Commission des armes, du 21 brumaire, qui supprima le travail de nuit, « plus préjudiciable qu'utile aux intérêts de la République ». Dans chacune des trois usines, on congédia 21 ouvriers sur 42. Ils avaient été embauchés du 1^{er} pluviôse à la fin de messidor an II ; ils étaient âgés de 14 à 68 ans, et pour la plupart mariés. Beaucoup étaient natifs de Paris, d'autres de Maubeuge, Versailles, Tours, etc. Avant d'être employés comme souffleurs, forgerons, foreurs, ils avaient souvent exercé des professions singulièrement différentes : il y avait parmi eux des perruquiers, des brodeurs, des cochers, des confiseurs, des domestiques, des bouchers, etc. On élimina les incapables et les mauvaises têtes : « Nous avons conservé ceux dont les besoins, les principes et les talents nous sont parfaitement connus ; depuis longtemps nous désirions l'ordre et la paix dans nos ateliers ; tout y règne maintenant ; le père de famille n'excite plus l'enfant à la plainte ; l'ouvrage s'exécute sans murmures, ainsi que doivent le faire les vrais républicains, tous frères et amis (3) ».

(1) Aulard, *Réaction thermidorienne*, t. I, p. 379, 386, 391. (Rapports de police des 22, 25, 27 nivôse).

(2) *Ibid.*, t. I, p. 433 (Rapport de police du 11 pluviôse).

(3) A. H. G., carton *Manufacture de Paris*.

Des mesures analogues furent appliquées à l'ensemble de la manufacture. Le 21 frimaire, la Commission des armes et poudres fut autorisée à rendre insensiblement « à leur propre profession les ouvriers qui n'annoncent pas de talents dans la fabrication des armes » : la liste en sera soumise tous les cinq jours au Comité ; s'il l'approuve, les ouvriers d'âge militaire devront rejoindre leurs corps, les autres seront licenciés ; tous recevront à titre d'indemnité cinq jours de salaire. Le même jour, 13 forgerons de l'atelier des Invalides sont renvoyés, « pour cause de médiocrité de leurs talents (1)... » Le 24, la Commission est autorisée « à choisir dans les ateliers de Paris et à faire passer dans les manufactures de province le nombre d'ouvriers qu'elles demandent ». Ils recevront une feuille de route et une indemnité de 6 sols par lieue pour eux-mêmes, pour leurs femmes et pour chacun de leurs enfants, « s'ils les emmènent avec eux ». On leur fournira, en outre, des voitures « pour le transport de leurs femmes, de leurs hardes et de leurs outils ». Pleins pouvoirs sont donnés aux autorités constituées pour user de contrainte s'ils s'écartent de la route prescrite ou s'ils quittent la manufacture qui leur sera assignée.

Le même jour, un arrêté prévoit la promptre reconstitution de la manufacture de Maubeuge : le Département du Nord et le District procureront aux entrepreneurs, « par les voies ordinaires et même par la voie de la réquisition », les ouvriers nécessaires pour reconstruire à leurs frais leurs usines. La Commission des armes pourra leur fournir le nombre d'ouvriers dont ils auront besoin pour exécuter le marché qu'ils ont souscrit et « extraire ces ouvriers de tous les ateliers au compte de la République où elle jugera convenable de les prendre ».

Le 25, le Comité approuve les décisions prises par la Commission « relativement aux ouvriers supprimés sur les usines de Paris ». Le 26, il autorise l'envoi de dix ouvriers platineurs à Roanne. Le 28, la Commission lui annonce que dès le 6 elle a résolu de fermer provisoirement les ateliers de Franciade, dont les réparations dureront trois mois, et de congédier la

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 628-9, et A. N. AF* II 127.

plupart des ouvriers, en les payant jusqu'à la fin de la décade, avec promesse de les rappeler ultérieurement : leurs plaintes sont donc sans fondement ; elle propose au Comité, qui approuve, de les payer à raison de 5 livres par jour jusqu'au 20 frimaire inclusivement (1). Le 13 nivôse, l'atelier de perfectionnement de la rue Marc, rattaché au Conservatoire des arts et métiers, est placé sous l'autorité de la Commission d'agriculture et des arts. Le 21, le Comité ordonne d'évacuer dans les dix jours l'atelier des ci-devant Cordeliers, section Marat ; il sera mis à la disposition de l'École de santé, à laquelle il a été attribué en principe par décret du 14 frimaire (2).

Bientôt le mouvement s'accélère ; le Comité, considérant que « les vues qui ont déterminé la suppression de la manufacture de Paris » (il ne parle plus de régularisation) s'appliquent aux foreries et émouleries, ordonne le 3 pluviôse l'abandon des usines établies sur rivière dans l'intérieur de Paris : les ouvriers seront payés jusqu'au 20, sur le pied de 5 livres par jour ; le traitement des agents cessera à la même époque ; les bateaux et leurs agrès pourront être vendus aux soumissionnaires. Le 6, un arrêté lève la réquisition mise le 18 thermidor précédent sur le moulin de Guettard, situé sur la rivière d'Etampes, pour y établir une émoulerie de baïonnettes (3).

Dès cette époque, les mesures prises par la Commission des armes avaient vidé les ateliers de Brutus, des écuries Broglie, de Marat et des Quinze-Vingts. Ceux des ci-devant Récollets, du Marché-aux-poissons, de la rue Avoye « n'avaient plus qu'un très petit nombre d'ouvriers (4) ». Aussi, le 9 pluviôse, le Comité ordonne des réunions d'ateliers « qui opéreront une grande économie ». La manufacture comprendra désormais un atelier de 200 canonniers qui occuperont les forges des Invalides, — deux ateliers de platineurs aux Chartreux et à la maison Tessé, pour 350 ouvriers au plus, — un atelier de 200 équipeurs-monteurs aux ci-devant Jacobins, rue Dominique, — un atelier de rhabillage à la maison de

(1) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 705, 706, 726-7, 788.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 226-7 et 394.

(3) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 615 et 680.

(4) Guyton, *Rapport à la Convention*, du 14 pluviôse an III.

Bretonvilliers, île de la Fraternité, — deux ateliers de baïonnettes, cour du Manège et aux Miramionnes, — et les foreries à bras de l'Unité, à la ci-devant abbaye Saint-Germain-des-Prés. « Tous les autres ateliers... sont supprimés à compter de ce jour, ainsi que les agences qui en ont la surveillance » ; les ouvriers réformés recevront « dix jours d'indemnité (1) ». Ainsi se trouvait réalisée « la suppression des deux tiers des ateliers qui existaient précédemment », et le nombre des ouvriers était ramené de 5.400 à 1.146, travaillant tous aux pièces (2).

Mais on ne s'en tint pas là. Le 16 pluviôse, le Comité autorise la Commission des armes à congédier ceux des ouvriers liégeois envoyés par le représentant Gillet et affectés à la manufacture de Versailles, « à l'égard desquels elle ne pourra concevoir l'espérance certaine de les employer utilement à la fabrication des armes ». Il décide, le 21, que les magasins de la République ne recevront plus, à compter du 1^{er} germinal, de fournitures de corps de platines, bassinets, gâchettes, plaques de couche, embouchoirs, etc., ni d'outils, car ils en contiennent au delà des besoins ; tous les marchés passés pour articles de ce genre sont résiliés (3). Le 9 germinal, la Commission des armes est autorisée à supprimer, « d'après des vues d'économie et d'ordre », les deux ateliers de baïonnettes des Miramionnes et de la cour du Manège et à les réunir aux Carmes de la place Maubert, puis, le 15 floréal, à les placer dans la maison de la rue Avoye, celle des Carmes devant être remise à la Commission des revenus nationaux. Le 15 germinal, le Comité supprime définitivement l'usine de la Maison de Seine, près Franciade. Par contre, il est vrai, la Commission des armes pourra remettre en activité trois usines sur bateaux, en employant de préférence ceux qui se trouvent au pont de Saint-Cloud ; ils seront placés là où étaient les usines supprimées le 3 pluviôse précédent. Mais il ordonne, le 29 floréal, la restitution à leurs propriétaires des deux moulins de Pontoise requis le 13 germinal an II pour être convertis

(1) Aulard, *Recueil*, t. XIX, p. 727.

(2) Guyton, *rapport cité*.

(3) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XX, p. 62 et 159.

en foreries et émouleries de canons de fusils ; celui de Bougival, acquis le 20 pluviôse an II, est conservé le 7 prairial an III pour le service de la manufacture de Versailles, car il marche bien et son ancien propriétaire a des exigences excessives (1). Enfin, on tend à restreindre de plus en plus la fabrication des armes à Paris, même dans les ateliers privés : les marchés passés pour montage de fusils à Paris sont résiliés le 17 floreal, « sauf ceux que la Commission des armes jugera pouvoir entretenir (2) ».

Ainsi périt de mort lente la grande manufacture décrétée le 23 août 1793 et créée au prix d'efforts continus par le Comité de l'an II. Sa disparition a pu être justifiée par le coût trop élevé de ses travaux, par la difficulté des approvisionnements de matières premières, par l'insuffisance de certaines de ses installations, par l'inexpérience d'une partie de la main-d'œuvre. Il est évident, d'autre part, que la dislocation de la coalition rendait le besoin d'armes moins pressant. Mais il apparaît aussi clairement que des préoccupations d'ordre politique précipitèrent la chute de la manufacture parisienne : les thermidoriens détruisirent l'œuvre laborieuse de leurs prédécesseurs, parce que la présence de milliers d'ouvriers, attachés à une besogne commune, était un danger permanent pour l'ordre public tel qu'ils le concevaient, à une époque surtout où la crise des subsistances fournissait des arguments à ceux qui regrettaient le régime de l'an II.

III. — LE DÉCLIN DE L'EXPLOITATION RÉVOLUTIONNAIRE DES SALPÊTRES.

L'exploitation « révolutionnaire » des terres salpêtrées prit fin à la même époque.

En fructidor de l'an II, le Comité de Salut public avait recommandé aux agents nationaux des districts, par deux circulaires successives, de presser les travaux, d'en rendre

(1) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XXI, p. 377, 507 ; t. XXII, p. 646, et t. XXIII, p. 276 et 548.

(2) A. N. AF* II 127 et Aulard, *Recueil*, t. XXII, p. 715.

compte chaque décade comme par le passé et de fournir, en outre, l'état des quantités obtenues depuis la loi du 14 frimaire jusqu'au dernier jour de l'an II (1). Le 14 vendémiaire an III, le Comité décida encore que tous les salpêtres révolutionnaires, rassemblés au chef-lieu de chaque district, seraient répartis entre les diverses raffineries de la République, d'après le tableau dressé par la Commission des armes, défendit à quiconque de modifier cette répartition sans l'ordre formel du Comité et chargea les agents nationaux d'assurer les transports (2).

En fait, pendant quelques décades, l'exploitation reste très active et des adresses nombreuses continuent à renseigner la Convention sur ses progrès. Le Bureau des salpêtres et poudres (3) de la Section des armes du Comité de Salut public reçoit 400 états de production pour la dernière décade de brumaire ; il se préoccupe encore d'organiser l'extraction dans les districts « qui l'ont négligée », de la ranimer « dans ceux où elle a cessé » ; il se refuse à accepter sans contrôle les affirmations de ceux « qui prétendent que leur sol est épuisé ou... incapable de fournir du salpêtre ».

Mais en frimaire, la situation devient inquiétante. « Beaucoup de Districts continuent d'annoncer l'épuisement du sol ; ils promettent de dédommager par la fabrication du salin qui cependant n'est pas en grande vigueur » (1^{re} décade). — « La plus grande partie des Districts annonce l'épuisement du sol et la cessation des travaux, au moins pendant l'hiver. L'exploitation révolutionnaire ne s'est faite en beaucoup d'endroits qu'avec des frais exorbitants pour un produit presque nul. » Ni le Comité ni l'Agence ne se méprennent sur les véritables causes de cette stagnation : « l'indolence, la crainte de contribuer aux frais par des répartitions d'impôts très lourdes se laissent entrevoir souvent et s'annoncent ouvertement quelquefois ». (2^e décade.)

L'hiver accentue la crise, et la ruine progressive des institutions révolutionnaires encourage les résistances. En ni-

(1) A. D. Yonne, L. 512.

(2) Aulard, *Recueil*, t. XVII, p. 238.

(3) Voir les Comptes rendus décadaires de ses opérations pour les premiers mois de l'an III (A. N. AF II 217^b, d. 1877).

vôse, « la gelée interrompt nécessairement les travaux... du salin et du salpêtre, le lessivage des terres et cendres ne pouvant s'opérer... Beaucoup de communes réclament... contre les frais énormes de l'exploitation révolutionnaire, hors de toute proportion avec les produits... » (1^{re} décade). — La correspondance « annonce presque partout la cessation des travaux ou leur suspension à cause de la gelée ;... plusieurs Districts annoncent des dépenses excessives pour quelques livres de salpêtre... » (2^e décade). — D'autres signalent l'épuisement ou la stérilité du sol ; les autorités constituées multiplient les demandes d'indemnités au nom des ateliers révolutionnaires (3^e décade).

Le retour de la belle saison n'améliore pas la situation. La disparition du maximum et la restitution des églises au culte catholique compromettent plus que jamais le succès des opérations. « L'exploitation révolutionnaire a éprouvé de nouveaux échecs. Les églises ont été ouvertes ; les tonneaux et les chaudières à salpêtre ont été jetés dehors. Les autorités constituées n'ont pu réprimer ces excès » (1^{re} décade de germinal). — « Presque partout, les travaux ont été suspendus à cause de la disproportion entre le prix du salpêtre et celui des denrées ; les ateliers placés dans les églises ont été détruits par suite d'une mauvaise interprétation du décret sur la liberté des cultes » (2^e décade). — L'exploitation « paraît avoir repris son activité dans quelques districts. Cependant plusieurs agents ont écrit pour demander la suppression des ateliers, à cause de la cherté des denrées, du haut prix des journées et de l'épuisement du sol ; d'autres ont représenté que les frais excédant le bénéfice ne pouvaient être à la charge des communes, sans fouler les citoyens... » (3^e décade).

Dès le milieu de frimaire, le Comité, inquiet du ralentissement des travaux, avait consulté l'Agence des poudres sur les mesures qu'il convenait de prendre. « Il serait essentiel, déclare en nivôse un rapport de son Bureau spécial, d'organiser l'exploitation révolutionnaire..., de manière à empêcher les abus qui se sont manifestés dans quelques endroits. » Malgré l'imprécision des termes de ce document, rien ne semble annoncer à cette date le dessein d'abroger la loi du 14 frimaire an II. Pourtant, dès le 24 frimaire, le Comité lui-même pro-

nonce la suppression définitive de l'atelier révolutionnaire de Troyes et décide que les terres y seront traitées par les seuls salpêtriers commissionnés. Le 20 nivôse, il autorise la cessation des travaux à Bellême et aux environs, dans l'Orne. Le 11 pluviôse, des décisions analogues sont prises en faveur des districts de Saint-Malo et d'Aubusson (1).

En germinal, il n'essaie plus de remonter le courant qui emporte tour à tour les institutions révolutionnaires. Il se décide ou se résigne à mettre fin à l'exploitation révolutionnaire des terres salpêtrées.

Le décret du 17 germinal an III (2), voté sur rapport de Fourcroy, ne rétablit pas purement et simplement l'ancien monopole des salpêtriers commissionnés, mais il s'attache à rendre leur industrie rémunératrice et à faciliter leurs opérations. A compter du 1^{er} germinal, le salpêtre leur sera payé 6 francs la livre, « attendu le renchérissement des matières et de la main-d'œuvre ». Ils devront, par contre, s'approvisionner de potasse « par la voie du commerce » ou, s'ils en reçoivent de l'Agence, la lui payer au prix de revient. Les lois antérieures « concernant la fouille et l'enlèvement des matériaux salpêtrés provenant des démolitions » sont maintenues. Les salpêtriers seront soumis aux mêmes règlements que par le passé ; les corps administratifs leur accorderont appui et protection.

Ainsi on revenait à la vieille législation et l'on adaptait les prix aux circonstances présentes. Par ailleurs, le décret prépare une liquidation rapide des travaux révolutionnaires. Ils cessent d'être obligatoires ; les agents salpêtriers des districts et les préposés instructeurs des départements sont supprimés ; ceux qui sont encore en activité ne recevront leur traitement que jusqu'au 1^{er} prairial. Les communes pourront, si elles le désirent, continuer l'exploitation dans les mêmes conditions que les salpêtriers commissionnés. « Les ustensiles requis pour les ateliers communs où les travaux auront cessé seront restitués aux propriétaires. Ceux des ateliers conservés

(1) Aulard, *Recueil*, t. XVIII, p. 704, et t. XIX, p. 382, 764 et 765.

(2) *Journal des Débats*, n° 923, germinal an III, p. 247-9, et *Bulletin des lois de la République*, CXXXIV, 744.

seront payés par les communes au prix du commerce... Les ustensiles payés sur les fonds du trésor public et qui existeront dans les ateliers où le travail cessera seront estimés et vendus aux citoyens qui voudront entreprendre la fabrication..., mais ils devront obtenir des commissions de salpêtriers. »

La loi du 17 germinal an III rétablit donc l'unité des opérations relatives au salpêtre. Nul particulier ne pourra exploiter s'il n'est commissionné ; les municipalités qui poursuivront leurs travaux seront soumises au droit commun, et tout porte à croire qu'elles se hâteront de rejeter un fardeau qui ne leur est plus imposé par la foi patriotique ni par la rigueur des lois révolutionnaires. Une circulaire de la Commission des armes aux Districts, du 19 germinal, ne laisse aucun doute sur les intentions du gouvernement et sur l'esprit de la loi du 17. « Les communes ne pourront continuer l'exploitation... qu'à leurs risques et périls..., en observant... les formalités prescrites aux salpêtriers commissionnés... L'objet du décret ...est d'assurer, de la manière la moins dispendieuse possible, les nouvelles fournitures de salpêtre que va exiger la défense de la République. Le gouvernement a pensé que pour cela il fallait s'attacher à augmenter le nombre des salpêtriers commissionnés et ranimer en même temps le zèle et l'activité de ceux qui existent (1). »

Au surplus, le Comité avait reçu mission de réorganiser l'Agence des poudres et salpêtres, « de manière à diminuer les frais et à régulariser définitivement » ses opérations. Un arrêté du 21 germinal y pourvut. Désormais les trois membres de l'Agence dirigeront respectivement les travaux, la correspondance et la comptabilité. Ils auront sous leurs ordres quatre inspecteurs généraux ambulants, des commissaires en chef auprès de tous les établissements, des commissaires adjoints dans les principaux établissements « et dans les lieux à grande fabrication de salpêtre ». Ceux-ci seront choisis à l'avenir parmi les élèves « que l'Agence entretiendra toujours au nombre de huit et dont la première instruction se fera à Paris ».

(1) A. D. Yonne, L. 512.

Enfin, l'Agence supprimera à bref délai les préposés qui ne sont plus indispensables et réduira les employés de ses bureaux « au nombre absolument nécessaire (1) ».

Communes et Districts s'empressèrent d'user de la liberté qui leur était rendue et renoncèrent pour la plupart à l'exploitation révolutionnaire. A partir de floréal, la correspondance du Bureau spécial du Comité de Salut public devient de jour en jour moins considérable. Les Districts qui fournissent des états de production sont désormais l'exception : 37 pour la première décade de floréal, 13 pour la seconde, 61 pour la troisième. Ils n'annoncent, d'ailleurs, que des produits insignifiants : 10.652 livres de salpêtre pour la première décade, 3.020 pour la seconde, 12.670 livres pour la troisième.

En prairial, aucun doute ne subsiste sur l'efficacité de la loi du 17 germinal. « Il paraît certain que presque toutes les communes prennent le parti de cesser leurs travaux » ; elles allèguent « l'excessive cherté des denrées et le défaut de subsistances » (1^{re} décade). — Les rares agents nationaux qui envoient encore des états « annoncent que la fabrication du salpêtre n'a plus d'activité dans leur arrondissement. Quelques-uns... informent qu'une seule commune de leur district s'occupe encore des travaux de ce genre » (2^e décade). Trois états sont reçus pendant la première décade, deux pendant la seconde, aucun pendant la troisième. La production, nulle pendant la seconde décade, s'élève à 218 livres pour la première et à 315 livres pour la troisième.

Bientôt la correspondance se borne à enregistrer la fermeture successive des derniers ateliers : on apprend que les communes du district de Pau ont abandonné l'exploitation et que personne ne se présente pour la continuer (1^{re} décade de thermidor) ; que tous les districts de Saône-et-Loire ont cessé la fabrication, sauf celui de Marcigny où il se trouve quelques salpêtriers commissionnés (2^e décade de thermidor) ; que l'ex-agent salpêtrier du district de Bayeux vient de faire sa dernière cuite, qui a donné 923 livres (3^e décade de fructidor) ; que la fabrication est terminée dans l'Ardèche, les districts de

(1) Aulard, *Recueil*, t. XXI, p. 749-

Nérac, de Porrentruy et de Delémont (1^{re} décade de vendémiaire an IV) (1).

L'exploitation révolutionnaire survécut donc, çà et là, jusqu'au début de l'an IV. Mais depuis de longs mois, elle était languissante et ne donnait que des résultats insignifiants. Les thermidoriens n'avaient pas su ou n'avaient pas voulu poursuivre l'œuvre de leurs prédécesseurs. Les victoires décisives qui succédèrent à celle de Fleurus rendaient moins nécessaire l'effort unanime que le Comité de l'an II avait imposé à tous les Français. L'enthousiasme patriotique et l'esprit révolutionnaire déclinèrent simultanément. La ruine progressive des institutions nées pendant la Terreur priva le gouvernement des moyens d'action et de contrainte qui lui avaient permis de vaincre les résistances de l'égoïsme privé. Le renouvellement des autorités locales, d'où furent expulsés les terroristes, la suppression du maximum qui rendit les travaux onéreux à l'excès, la renaissance du culte catholique qui disputa les églises aux ateliers, tout concourut à précipiter la décadence de l'exploitation.

(1) Comptes rendus décadaires du Bureau des salpêtres et poudres du Comité de Salut public.

CONCLUSION

¹ Le second Comité de Salut public fut dans toute la force du terme un gouvernement de défense nationale. Impitoyable pour les ennemis du régime, qui lui apparaissaient comme les complices de l'étranger, il ne se borna pas à détruire ou à paralyser les forces du passé. Il sut aussi, contre l'ennemi du dehors, tendre toutes les énergies nationales.

Lorsqu'il prit le pouvoir en juillet 1793, la guerre civile déchirait le pays. Les troupes républicaines pliaient devant l'invasion. Paris même était menacé. A la fin de l'an II, le territoire était entièrement libéré ; nos armées franchissaient les Pyrénées, conquéraient la Belgique, atteignaient le Rhin. Sans méconnaître la valeur des jeunes généraux et des soldats de l'an II, ni le mérite de Carnot qui coordonna leurs efforts, on peut affirmer que les fabrications extraordinaires d'armes et de munitions furent l'une des conditions essentielles de leurs victoires.

Le Comité de Salut public comprit, en août 1793, qu'il était temps de renoncer aux systèmes de recrutement partiel légués à la Révolution par l'ancien régime et que seul un effort unanime pouvait sauver la République. Mais il écarta l'idée d'une levée en masse tumultueuse, car il eût été vain d'enrôler des centaines de milliers d'hommes si la Nation tout entière ne s'était associée, par son travail, à la lutte pour l'indépendance et pour la liberté.

A force d'énergie, le Comité réalisa, pour une large part, le programme qu'il avait clairement conçu. L'étroite solidarité de ses membres à cet égard ne saurait être mise en doute, mais ce n'est pas diminuer leur mérite que de reconnaître la part prépondérante que prirent aux travaux de la Section des armes l'un d'entre eux, Prieur (de la Côte-d'Or), et des

savants de premier ordre, tels que Monge, Berthollet, Vandermonde, Carny, Hassenfratz, pour ne citer que les plus illustres ou les plus actifs. Les démocrates de l'an II respectaient l'aristocratie des intelligences et l'esprit scientifique les aida à consolider les conquêtes de l'esprit philosophique.

Il fallut convaincre le pays de l'urgente nécessité d'exécuter sans défaillances les décisions du pouvoir central. Les décrets du 10 octobre 1793 et du 14 frimaire an II, qui consacrèrent la suprématie du Comité de Salut public, lui permirent d'imposer l'obéissance aux sections de Paris, aux Districts, aux municipalités, de conférer aux Sociétés populaires une puissance d'action, de diriger les travaux des représentants en mission, de créer des Administrations révolutionnaires, moins routinières et plus souples que les anciens ministères, bref, de discipliner toutes les forces vives du pays.

Le régime de la Terreur servit les desseins du Comité. Les lois rigoureuses qui frappaient les suspects immobilisèrent les conspirateurs, découragèrent les mauvaises volontés, intimidèrent les tièdes, et l'on peut se demander si les incidents qui se multiplièrent au milieu de l'an II dans les fabriques d'armes et de poudres ne furent pas l'une des causes qui déterminèrent le vote de la loi impitoyable du 22 prairial.

Enfin, il paraît certain que sans la suppression de la liberté du commerce, qui paralysa les accapareurs, et sans le système des réquisitions, il eût été impossible de se procurer des quantités suffisantes de matières premières pour les ateliers et de subsistances pour leurs ouvriers. Il n'est pas indifférent d'observer que le maximum fut établi le 29 septembre, peu de semaines après le décret du 23 août 1793.

Ainsi les grandes fabrications d'armes et de munitions, les institutions révolutionnaires, le régime de la Terreur et le maximum procédèrent de nécessités identiques : pour vaincre la coalition, pour réunir sans tarder les moyens d'assurer le triomphe de la République, il ne fallait rien moins que cette concentration des pouvoirs entre les mains d'un petit nombre d'hommes énergiques et intelligents, qui fussent capables de concevoir clairement et d'agir.

Sans l'effort considérable qu'ils surent imposer à la Nation,

l'histoire tout entière des opérations militaires à cette époque le démontre, la France était perdue. En août 1793, la pénurie d'armes et de poudres laissait prévoir de prochains désastres. En octobre, l'insuffisance des ressources que l'on avait pu rassembler interdit à l'armée du Nord d'exploiter sa victoire de Wattignies et d'achever la libération du territoire. A la fin de l'année, le siège de Toulon traîne en longueur, et en frimaire Hoche subit un échec devant Kaiserslautern, faute de munitions. Dans les Alpes et sur les Pyrénées, nos armées sont vouées à l'inertie ou à de graves insuccès. Même au printemps suivant, impuissant à doter du strict nécessaire les armées du Nord, le Comité dut retarder l'ouverture de la campagne décisive qu'il préparait depuis de longs mois ; au cours des opérations capitales qui s'engagèrent sur la Sambre et aboutirent à la grande victoire de Fleurus, il dut encore concentrer sur ce point unique toutes les ressources dont il disposait et se résigner à l'abandon du Palatinat. Au moins jusqu'à la fin de l'an II, les moyens d'entreprendre des sièges de longue haleine lui manquèrent. Il est certain que malgré son labeur inlassable la pénurie d'armes et de munitions pesa constamment sur les opérations des armées en campagne.

La politique de fabrications à outrance inaugurée par le Comité de l'an II fut donc une des causes essentielles du triomphe, péniblement obtenu, de la République sur la coalition. Sous son impulsion vigoureuse, les soldats, les artisans, les chefs d'entreprise, les savants, tous contribuèrent dans la mesure de leurs forces à sauver la Patrie. Il sut intéresser la France entière à l'œuvre de défense nationale. Le développement des ateliers existants, la construction d'établissements nouveaux, la fabrication des fusils, des baïonnettes, des canons, du salpêtre et de la poudre occupèrent des dizaines de milliers de bras. A Paris, le Comité put procurer du travail à des centaines d'artisans qui souffraient de la crise économique ; dans les départements, il ranima la métallurgie languissante ; partout, à la stagnation succéda une période d'activité intense.

Paris, foyer de la Révolution, devint aussi le grand arsenal de la République : là se trouvaient la manufacture de fusils

décidée en août 1793 et qui occupa plus de 6.000 ouvriers, les fonderies des frères Périer et de leurs émules, la puissante raffinerie de l'Unité et la poudrerie de Grenelle, qui à elle seule donnait l'existence, selon le mot de Barère, à 1.200 pères de famille.

Dans les départements, des milliers d'ateliers de salpêtre surgirent et un peu partout on se mit à fabriquer des sabres, des baïonnettes, des fusils ou des pièces d'armes.

Quelques régions se distinguèrent par l'importance de leur production.

Le Nord n'était pas encore le centre par excellence de la métallurgie française ; au reste, les gisements de houille des environs de Valenciennes étaient au pouvoir de l'ennemi et l'invasion avait détruit la grande manufacture d'armes de Maubeuge. Seule la fonderie de canons de Douai put poursuivre ses travaux. Cependant le représentant Rivery parvint à organiser dans le district d'Abbeville une fabrication très originale de platines et de pièces de fusils.

Plus active fut la région voisine des Ardennes, qui possédait les ateliers de la manufacture d'armes portatives de Charleville et où un grand nombre de forges et fourneaux façonnèrent des lames à canons de fusil ou coulèrent des projectiles.

En Alsace, la manufacture d'armes de Klingenthal et la fonderie de bouches à feu de Strasbourg travaillèrent avec une énergie accrue. En Lorraine et en Champagne, les départements de la Meuse et de la Haute-Marne se distinguèrent par leur activité : Chaumont, Langres, Nogent-le-Roi produisirent des armes blanches, et les forges livrèrent à la République des quantités considérables de fers de toute espèce, de projectiles, d'obus de nouvelles dimensions.

Dans le bassin de la Saône, l'émulation ne fut pas moins vive. Les fabrications partielles de baïonnettes et de pièces de fusils se multiplièrent dans les vallées et sur les plateaux du Jura, notamment à Morez et dans le district de Besançon. On essaya sans succès de créer une manufacture d'armes complètes à Autun ; mais par contre, les fonderies en bronze de Luz-Emiland (Saône-et-Loire) et de Pont-de-Vaux (Ain) prospérèrent. Et surtout les établissements du Creusot, tirés de leur

léthargie, drainèrent les produits d'une trentaine de petites exploitations métallurgiques réparties dans plusieurs départements (Saône-et-Loire, Côte-d'Or, Haute-Saône et Jura).

L'énergie des représentants en mission arracha aussi les départements du Centre à leur torpeur. Noël Pointe et Ferry créèrent des fonderies révolutionnaires de canons de marine dans la Nièvre, l'Allier, le Cher et l'Indre, à Nevers, à Moulins, à Vierzon, à Saint-Amand-Montrond, à Clavières, etc... Les artisans de Thiers se consacrèrent à la fabrication des armes blanches. La grande manufacture d'armes de Saint-Etienne fut restaurée. Celles de Moulins et de Clermont-Ferrand commencèrent à produire. Un établissement du même genre fut organisé à Roanne. Enfin, des agents du Comité s'appliquèrent à ranimer l'exploitation des mines de houille du Bourbonnais, de l'Auvergne et du Forez.

Dans la région des Alpes, la Savoie posséda des fonderies de canons à Chambéry et Annecy ; l'Isère, qui par les aciéries de Rives alimentait une grande partie de la France, voulut aussi avoir des ateliers d'armes blanches et sa manufacture de fusils à Grenoble.

Le long de la vallée du Rhône, surgirent les fonderies de Valence et d'Avignon, et pendant quelques mois Marseille répara ou fabriqua des armes.

Dans le Sud-Ouest, une rivalité très vive s'établit entre les fonderies en bronze qui naquirent à Toulouse, Montauban, Albi, Cahors. Les efforts de représentants en mission tels que Romme, Roux-Fazillac et Lakanal ranimèrent la vieille fonderie de Ruelle, multiplièrent les fabrications de canons de fer coulé dans les pays de la Charente et de la Dordogne, réveillèrent la manufacture d'armes de Tulle, créèrent celle de Bergerac ; des ateliers furent aussi organisés à Périgueux, Brives et Limoges.

Dans la région de la Basse-Loire, les mines de charbon de Montrelais alimentèrent les ateliers d'armes et les fonderies de Nantes, Indret et Moisdon. La Bretagne proprement dite vit surgir des fonderies de canons à Brest et à Rennes. Dans la Manche, Villedieu et Saint-Lô rivalisèrent d'ardeur pour la fabrication des armes et des bouches à feu. Enfin, le représentant Deydier organisa dans l'Eure la production des

canons de marine, et sur la Basse-Seine, des fonderies très actives travaillèrent à Rouen et aux environs, à Maromme et Romilly.

Bref, le Comité de l'an II se pénétra de cette vérité qu'avait affirmée Barère à la tribune de la Convention, le 23 août 1793 : « Le contingent de la France pour sa liberté comprend toute sa population, toute son industrie, tous ses travaux, tout son génie. » La vigueur de l'exécution répondit à la clarté de la conception. Le Comité sut obtenir du pays un effort immense, universel. Partout les cerveaux et les bras furent requis au service de la défense nationale. La France entière se leva, selon l'expression de l'époque, debout contre les tyrans et leurs satellites.

C'est ainsi que fut refoulée l'invasion et que la République triompha de l'Europe coalisée. Mais en même temps qu'il écartait le péril immédiat qui menaçait d'anéantir les conquêtes sociales de la Révolution, le Comité préparait l'avenir et en avait conscience. Il ne lui suffisait pas de défendre l'indépendance politique de la Nation, il voulait assurer sa pleine indépendance économique. Par ses soins, nos savants, qui étaient alors les premiers du monde, travaillèrent à libérer la France du tribut payé naguère à l'étranger pour les salpêtres, les aciers, le cuivre et la houille. Leurs découvertes, la diffusion des procédés ingénieux qu'ils imaginèrent, la réorganisation du service des mines, la création de l'Ecole Polytechnique amorcèrent en quelque sorte la brillante renaissance industrielle et commerciale qui suivit de près les victoires de la République, et c'est en l'an II, au plus fort du péril, que fut ébauchée l'œuvre dont on attribue souvent, à tort, tout le mérite au Consulat.

Vu, le 2 juin 1921 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

F. BRUNOT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

INDEX DES NOMS DE LIEUX

A

- Abbeville, 103, 152-6, 170, 232, 234, 802.
 Aboukir, 632.
 Abzac, 307-8, 310, 311, 703.
 Agen, 171, 309.
 Aigneau, 598.
 Aigney, 379.
 Aillant, 473.
 Ain, 22, 253, 258, 260, 515, 802.
 Aisne, 16, 21, 258, 400, 492, 505.
 Aix-en-Provence, 172, 173.
 Aix-la-Chapelle, 596, 599, 604, 609.
 Alais, 199, 226, 261.
 Albi, 171, 241, 242-3, 311, 388, 517, 803.
 Alençon, 314, 315-6, 385, 534, 549, 738.
 Allemagne, 9, 208, 214, 216, 220, 269, 425, 582, 583, 584, 585, 586, 587.
 Allevard, 196, 281, 282, 383.
 Allichamp, 355, 360, 366.
 Allier (rivière), 295, 399.
 Allier (Dép^t), 22, 128, 129, 130, 132, 133, 209, 218, 248, 258, 282, 283, 285, 296, 298, 316, 319-20, 323, 326, 366, 374, 376, 400, 401, 402, 409, 410, 415, 492, 531, 676, 803.
 Allier (L'), 312, 315, 383.
 Allipont, 390.
 Alost, 606.
 Alpes, 174, 196, 261, 329, 492, 741, 754, 756, 801, 803.
 Alsace, 2, 163, 178, 180, 202, 258, 439, 509, 583, 584, 732, 738, 742, 748, 755, 802.
 Altkirch, 174.
 Amboise, 213, 296, 370, 429, 521, 546.
 Amérique, 344, 425, 488, 583.
 Amiens, 170, 182, 234, 259, 270, 413, 558.
 Amsterdam, 426, 608.
 Ancenis, 411, 413.
 Anduze, 199.
 Angély-Boutonne, *Voir Saint-Jean d'Angély*.
 Angers, 171, 296, 546, 739.
 Angleterre, 8, 195, 208, 214, 216, 255, 277, 279, 337, 344, 459, 460, 748, 752, 766.
 Angoulême, 255, 300, 301, 310, 483.
 Angoumois, 366.
 Aniche, 398.
 Anjou, 738.
 Annecy, 218, 253, 803.
 Ans, 311.
 Anthée, 598.
 Antoigny, 316.
 Anvers, 606, 607.
 Anzin, 366, 398, 413, 414.
 Arbois, 197, 391.
 Arc, 333.
 Arcis-sur-Aube, 379.
 Ardèche, 116, 173, 258, 492, 741, 797.
 Ardennes (forge des), 255.
 Ardennes, 16, 22, 75, 84, 118, 120, 121, 125, 201-2, 212, 303, 347, 366, 368, 380, 384, 389-90, 392, 396, 492, 508, 548, 589, 593, 594, 602, 620, 757, 802.
 Ardentes, 293.
 Argentan, 143.
 Argentan, 267, 314, 385.
 Argenteuil, 303, 501.
 Ariège, 143, 199, 209, 226, 258, 366, 388, 474, 492, 517.
 Armeville, *Voir Saint-Etienne*.
 Arpajon, 381, 503.
 Arpajon, 381, 503.
 Arras, 169, 413, 506, 618.
 Ath, 597, 606.
 Aube, 223, 258, 378, 379, 492, 507-8, 548, 562.
 Auberive, 202.
 Aubeterre, 526, 549.
 Aubin, 311, 516.
 Aulois, 298.

Aubusson, 795.
 Auch, 518.
 Aude, 199, 226, 258, 388, 491, 516.
 Audelange, 391.
 Audincourt, 380.
 Aumale, 170.
 Auray, 262.
 Aurillac, 518.
 Autrey, 331, 332, 336.
 Autriche, 257, 580, 582, 585, 586.
 Autun, 8, 105, 135-8, 174, 176, 197,
 247-50, 268, 323, 327, 328, 329,
 331, 333, 410, 513, 556, 772, 802.
 Auvergne, 399, 409, 803.
 Auxerre, 236, 379, 401, 510, 511,
 557.
 Auxonne, 166, 248, 377, 513, 657.
 Auzinelle, 599.
 Avallon, 473, 510, 511-2, 551, 557.
 Avesnes, 380, 384, 506, 594, 622,
 731.
 Aveyron, 22, 244, 258, 261, 311, 411,
 474, 491, 515-6, 754.
 Avignon, 149, 173, 212, 254, 261,
 268, 269, 432, 558, 803.

B

Bagé, 515.
 Bagnères, 172.
 Baigne, 336, 391.
 Bains-sur-Seine, *Voir Saint-Ouen*.
 Bâle, 581, 582, 584, 585, 610.
 Bandiat, 300.
 Barbe (La), 336.
 Barbelaine, 375.
 Barbezieux, 526, 549.
 Barjols, 172.
 Bar-le-Duc, 147-8, 235-6, 355, 359,
 556.
 Bar-sur-Aube, 705.
 Bar-sur-Ornain, *Voir Bar-le-Duc*.
 Bar-sur-Seine, 507.
 Barthe-sur-Neste (La), 519.
 Bas-Rhin, 258, 492.
 Basses-Alpes, 492.
 Basses-Pyrénées, 205, 258, 492, 591.
 Battaye (La), 316.
 Baugé, 296, 546.
 Bayard, 355, 359, 390.
 Bayeux, 165, 658, 797.
 Bayonne, 519, 753.
 Beauchamp, 222, 326.
 Beaugency, 296.
 Beaujeux, 332, 336.
 Beaulieu, 430.
 Beaumont (Haute-Garonne), 519.

Beaumont (Nièvre), 369, 373, 375.
 Beaune, 513.
 Beauregard, 375.
 Beauvais, 170, 259, 504.
 Bec d'Ambès, *Voir Gironde*.
 Belan, 202, 379.
 Belfort, 174, 510.
 Belgique, 2, 439, 558, 570, 581, 593-
 608, 609, 610, 627, 632, 732, 759,
 799.
 Bellac, 205, 527.
 Bellefontaine, 159.
 Bellême, 795.
 Bellevue (Seine-et-Oise), 612.
 Bellevue-les-Bains, *Voir Bourbon-
 Lancy*.
 Belloy, 156.
 Belvès, 279, 301, 310, 525.
 Bercy, 501.
 Bergerac, 69, 80, 126, 140-4, 200,
 220, 302, 310, 311, 525, 680, 703,
 772, 803.
 Bergues, 259, 505.
 Bergzabern, 509.
 Bernay, 385.
 Berne, 581, 582, 586.
 Berneville, 506.
 Berry, 210, 537.
 Bérus, 413.
 Besançon, 158, 161, 174, 202, 204,
 556, 578, 586, 802.
 Béthune, 259, 506.
 Beuchau, 380.
 Bèze, 167, 377, 379.
 Béziers, 199, 516.
 Bicêtre, 454.
 Bielle, 202.
 Bienne, 581.
 Bienville, 355, 359.
 Billom, 296.
 Biscaye, 591.
 Bizy, 222, 383.
 Blanc (Le), 379.
 Blanzey, 340, 410.
 Bléneau, 512.
 Blérancourt, 400.
 Bley, 332, 336.
 Blois, 171, 296, 532, 546, 739.
 Bohain, 2.
 Boiscommun, 296.
 Bois d'Oingt, 505.
 Bologne (Haute-Garonne), 519.
 Bologne (Haute-Marne), 379.
 Bonneau, 390.
 Bonneville (La), 312-3, 383, 386.
 Bonrecueil, 385, 388.
 Bordeaux, 245, 300, 302, 307, 311,
 387, 410, 428, 560, 578, 740, 743.

Bouchain, 505.
 Bouches-du-Rhône, 254-5, 491.
 Bougival, 58, 59, 63, 792.
 Bouillac, 519.
 Bouillon, 548, 598.
 Boulay, 509.
 Boulogne-sur-Mer, 156, 170, 398, 414, 506, 556, 602.
 Boulogne-sur-Seine, 501.
 Bourbon-Lancy, 197, 222, 323.
 Bourbonnais, 399, 803.
 Bourbonne, 202.
 Bourgachard, 224.
 Bourganeuf, 146.
 Bourg-de-Sirod, 160-1, 378.
 Bourg-en-Montagne, *Voir Bourg-de-Sirod*.
 Bourges, 292, 374, 376, 433, 474, 483, 531.
 Bourg-Libre, *Voir Saint-Louis*.
 Bourgogne, 258, 391, 513, 537.
 Bourmont, 223, 379.
 Bourth, 312-3.
 Boussac, 296.
 Boutancourt, 389.
 Bouvignes, 598.
 Brame (La), 301.
 Brassac, 408, 409.
 Brasset (Le), 560.
 Bressant, 353.
 Brest, 240, 262, 338, 358, 384, 424, 433, 436, 528, 616, 617, 803.
 Bretagne, 1, 22, 170, 224, 240-1, 258, 262, 387, 411, 492, 528-31, 536, 549, 738, 803.
 Breteuil (Eure), 164-5, 170, 312-5, 381, 383.
 Breteuil (Oise), 548.
 Breurey-les-Sorans, 380.
 Briançon, 174.
 Briare, 216, 285, 295, 399, 400, 403, 404, 407, 408.
 Brienne, 223.
 Brignoles, 172.
 Brioude, 52.
 Brisgau, 582.
 Brives-la-Gaillarde, 190, 803.
 Bruges, 594, 595, 606.
 Bruxelles, 595, 596, 597, 600, 602, 606, 607, 608, 609, 628.
 Bruxy, 513.
 Bry-sur-Marne, 502.
 Buffon, 379, 380.
 Buisson (Le) 355.
 Burnot, 598.
 Burtscheid, 609, 627.
 Buzançais, 208.

C

Cadillac, 167.
 Caen, 165, 170, 191, 201, 658, 739.
 Cahors, 241, 300, 518, 803.
 Calais, 259, 601.
 Calvados, 22, 165, 170, 201, 239, 257, 413, 492, 658, 697.
 Cambrai, 2, 5, 169, 506, 675.
 Canche (La), 380, 392, 686.
 Canonnière-sur-Aubois (La), 298.
 Cantal, 131, 258, 492.
 Cany, 261, 533, 695.
 Cap-de-Bosc, 225.
 Carcassonne, 172.
 Carentan, 262.
 Carhaix, 423, 529.
 Carinthie, 209.
 Carmaux, 311, 410-11.
 Carouge, 584, 586.
 Carrouges, 316, 534.
 Castelnau, 518.
 Castille, 592.
 Castres, 517.
 Catalogne, 589, 590.
 Catelet (Le), 2.
 Caumont, 224.
 Causses, 516.
 Caux (pays de), 537.
 Cérét, 393.
 Cerfontaine, 624.
 Cérilly, 326.
 Châblis, 510, 511.
 Chagey, 380.
 Chagny, 513.
 Chalea, 281.
 Challans, 393.
 Châlons-sur-Marne, 81, 344, 345, 348, 349, 357, 558, 579, 658.
 Châlon-sur-Saône, 331, 333, 513-4, 686.
 Chambéria, 280-1.
 Chambéry, 149, 173, 176, 253, 803.
 Chamelières, 246.
 Chamesson, 379.
 Chamouilley, 353, 355, 359, 384, 390, 396.
 Champagne, 506-8, 537, 802.
 Champagnolles, 222, 391.
 Champcevrains, 512.
 Champ-de-la-Pierre, 313, 316.
 Champigneulle, 390.
 Champigneulles, 511.
 Champlitte, 332, 333, 336, 513.
 Champsecret, 387.
 Chandai, 413.
 Chanlorier, 301, 385.

- Chantay (Le), 298.
 Chanterac, 525.
 Chantilly, 63, 211, 255.
 Chapelle-Franciade (La), *Voir Chapelle Saint-Denis (La)*.
 Chapelle Saint-Denis (La), 502.
 Chapelle Saint-Robert (La), 277-8, 311, 347.
 Charbonnière (La), 318, 406.
 Charente, 258, 277, 300, 302, 304, 310, 353, 366, 381, 388, 429, 484, 491, 526, 549, 803.
 Charente-Inferieure, 22, 258, 491, 526-7.
 Charenton (Cher), 383.
 Charenton (Seine), 404.
 Charité-sur-Loire (La), 190, 327, 369, 370, 371, 373.
 Charleroi, 274, 594, 595, 598, 626, 678, 705.
 Charleville, 8, 15, 16, 17, 24, 33, 35, 36, 40, 52, 57, 75, 76, 78, 83, 105, 106, 117-22, 133, 134, 153, 159, 160, 166, 174, 176, 193, 200, 208, 372, 593, 594, 602, 633, 675, 726, 772, 802.
 Charmes-la-Grande, 508.
 Charolles, 137, 323, 336, 340, 353, 385, 513.
 Châteaubriant, 341, 531, 563.
 Château-Chinon, 531.
 Château-du-Loir, 546.
 Château-Landon, 213.
 Châteaulin, 262, 529.
 Châteauneuf, 296.
 Châteaurenaud, 546.
 Châteaurenault, 296.
 Châteauroux, 292, 293, 546.
 Château-sur-Aisne, 508.
 Château-Thierry, 258.
 Châtelier, 355, 359, 360.
 Châtellerault, 179, 180, 185-6, 188, 296, 521-2, 539, 546, 558.
 Châtillon (forge), 355, 385.
 Châtillon (Indre), 546.
 Châtillon (Seine), 501.
 Châtillon-sur-Seine, 202-3, 204, 260, 353, 377, 385, 513, 548.
 Chatou, 503.
 Chaudeau (La), 380.
 Chaulmes, 375.
 Chaumont, 183, 202, 204, 236, 378, 508, 556, 802.
 Chauny, 400.
 Chaussade (La), 208, 269, 369, 703.
 Chauvency, 368.
 Cheppy, 156.
 Cher (rivière), 410, 429.
 Cher (Dépt), 205, 209, 218, 258, 277, 282, 283, 285, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 302, 340, 366, 374, 375, 376, 381, 383, 389, 392, 402, 484, 492, 531-2, 546, 803.
 Cherbourg, 170, 181, 424, 623.
 Chichery, 511.
 Chimay, 589, 599.
 Chinon, 296, 539, 546.
 Choisy-le-Roi, 501.
 Choisy-sur-Seine, *Voir Choisy-le-Roi*.
 Cholet, 738.
 Cigogne (La), 378.
 Cirey, 379.
 Civray, 522.
 Clain, 429.
 Clairvaux (Côte-d'Or), 379.
 Clairvaux (Jura), 378, 391.
 Clavières, 165, 221, 293, 298, 366, 803.
 Clermont (Meuse), 390, 556.
 Clermont (Oise), 259, 504.
 Clermont-Ferrand, 8, 105, 139-40, 176, 196, 246-7, 268, 296, 558, 772, 803.
 Closmortier, 355, 379.
 Cognac, 301, 526.
 Collioure, 172, 741.
 Colmar, 174, 224, 235, 509.
 Cologne, 608.
 Colombes, 502.
 Commeny, 410.
 Commercy, 509.
 Commune-Affranchie, *Voir Lyon*.
 Commune d'Armes, *Voir Saint-Etienne*.
 Concarneau, 529.
 Conches, 392.
 Condé (Eure), 312.
 Condé (Nord), 2, 5, 194, 398, 615, 760.
 Confolens, 310, 526.
 Conques, 516.
 Constantinople, 252.
 Copenhague, 426.
 Corbeil, 57, 58, 63, 255, 259, 381, 382, 404, 571, 705, 720.
 Corbelin, 137.
 Cordes, 518.
 Corrèze, 122, 123, 124, 143, 146, 258, 304, 310, 491, 527-8.
 Cosne, 369, 375, 400, 433, 556.
 Côte-d'Or, 22, 166-7, 178, 202, 203, 204, 222, 248, 258, 260, 332, 336, 353, 366, 376, 377, 378, 379, 383, 385, 492, 513, 548, 551, 580, 658, 663, 686, 803.
 Côtes-du-Nord, 22, 237, 529-30.

Coulanges-la-Vineuse, 511.
 Courbevoie, 502.
 Courneuve, 26.
 Courtomer, 534.
 Courtrai, 595, 606.
 Cousances, 354, 355, 359, 384, 390.
 Coutances, 188, 189, 262, 738.
 Coutras, 307.
 Couvin, 312, 368, 380, 384, 589, 593,
 596, 598.
 Cransac, 411.
 Cravant, 511.
 Crécy-en-Brie, 503.
 Crefeld, 697.
 Creil, 438, 572.
 Creuse, 132, 146, 248, 258, 282, 296,
 492, 528.
 Creusot (Le), 202, 204, 229, 247, 248,
 280, 281, 288, 293, 319, 323, 326,
 327-38, 347, 348, 353, 366, 382,
 385, 401, 410, 633, 726, 802.
 Crochot (Le), 336.
 Cumond, 525.
 Cusset, 531.

D

Daigny, 212, 366, 368.
 Dainteville, 379.
 Damazan, 225.
 Dammarié, 359, 377.
 Dampierre, 333, 336.
 Danemark, 426.
 Darney, 224.
 Decize, 165, 324, 339, 371, 383, 403,
 404, 406, 408, 409, 539.
 Delémont, 798.
 Derval, 563.
 Deux-Ponts, 220.
 Deux-Sèvres, 258, 262, 491, 527.
 Dieppe, 27, 436, 532.
 Dieuze, 556.
 Dijon, 166, 202, 203, 204, 222, 260,
 267, 331, 336, 377, 379, 430, 437,
 510, 556, 571, 578, 619, 622, 657.
 Dinan, 170, 224-5, 530, 549.
 Dôle, 202, 336, 391.
 Domfront, 738.
 Dommartin-le-Franc, 353, 359.
 Dorat (Le), 310.
 Dordogne (rivière), 307.
 Dordogne (Dép^t), 140-4, 189, 200,
 219-20, 258, 277, 278-9, 282, 283,
 291, 299, 300, 301, 302, 304, 307,
 310, 340, 347, 353, 385, 388, 484,
 491, 525-6, 549, 803.
 Douai, 228, 232-3, 246, 259, 268,
 276, 287, 506, 596, 633, 802.

Doubs, 22, 156, 158, 204, 224, 258,
 336, 376, 380, 392, 492.
 Dourdan, 503.
 Draguignan, 172.
 Drambon, 379.
 Drôme, 251, 281, 492, 741.
 Druy, 371, 383.
 Druyes, 511.
 Dunelibre, *Voir Dunkerque*.
 Dunkerque, 358, 424, 505, 601, 614,
 658, 731.

E

Ecarbotin, 156.
 Echalonge, 331, 336.
 Ecot, 379.
 Ecouen, 612.
 Ecouville, 355.
 Egypte, 632.
 Ehn, 178.
 Eiffel, 600.
 Entremont, 172.
 Entre Sambre-et-Meuse (Pays d'),
 589, 593, 595, 596, 598.
 Entrevernes, 413, 666.
 Epernay, 235, 556.
 Epinac, 249.
 Ermites (couvent des), 574.
 Ernée, 738.
 Errouville, 379.
 Ervy, 507-8, 548.
 Escaut, 600, 601, 602.
 Esnouveaux, 379.
 Espagne, 9, 279, 552, 589-93, 597.
 Espalion, 261.
 Essonnes, 58, 382, 431, 437, 567,
 571, 576, 578, 647.
 Etampes, 62, 205, 381, 503, 790.
 Etangs (Les), 336.
 Etouars, 385, 388.
 Etravaux, 336.
 Eure, 164, 170, 216, 224, 257, 283,
 285, 312-6, 339, 353, 381, 383,
 386, 392, 492, 534-5, 598, 666,
 803.
 Eure-et-Loir, 24, 258, 381, 492.
 Eurville, 359, 379.
 Evaux, 296.
 Evran, 530.
 Evreux, 386, 694.
 Excideuil, 302, 310, 311, 525.

F

Falaise, 170, 201.
 Fauquemberg, 506.
 Fécamp, 694.

- Fère (La), 344, 345, 352, 384, 437,
 566, 571, 578, 579, 633, 667, 671,
 758, 779.
 Ferrière (La), 313, 383, 386.
 Ferté-Chandron (La), 129.
 Feuillarde, 340.
 Finistère, 237, 262, 413, 529, 678.
 Fins, 399, 408, 409.
 Flabémont, 52.
 Flandre, 601, 602.
 Flèche (La), 532.
 Fleurus, 593, 594, 597, 626, 627, 629,
 760, 798, 801.
 Foix, 210, 517.
 Follemprise, 380, 384.
 Fontainebleau, 503, 550.
 Fontaine-Française, 336, 383.
 Fontenay (Jura), 160-1.
 Fontenay-le-Comte, 262, 527, 738.
 Fontenay-le-Peuple, Voir *Fontenay-le-Comte*.
 Fontenoy, 511.
 Forez, 399, 401, 409, 803.
 Forgeneuve, 278.
 Foucherans, 336, 383.
 Fouganx, 199.
 Fougères, 262, 738.
 Fraisans, 336, 378.
 Framont, 390.
 Franc-Céré, Voir *Saint-Céré*.
 France (île de), 579.
 Franche-Comté, 258, 391, 513.
 Franciade, Voir *Saint-Denis*.
 Fraudes, 355.
 Fréjus, 261.
 Fresnes, 398, 413, 414.
 Fresnoy, 164.
 Froidmont, 599.
- G
- Gaillac, 171, 517-8, 549.
 Gand, 594, 595, 602, 606, 607.
 Gannat, 531.
 Gap, 174, 196, 261.
 Gard, 199, 226, 258, 261, 491.
 Gar-dor-isle, Voir *Abzac*.
 Garonne, 307, 491, 492.
 Gaudinière (La), 316.
 Geisberg, 748.
 Genève, 158, 417, 425, 581, 582, 584,
 586, 587.
 Gère, 188.
 Germersheim, 756.
 Gers, 180, 225, 258, 492, 518, 563.
 Gien, 296, 403.
 Gironde, 143, 167, 258, 302, 432,
 439, 491, 743.
- Givet, 602, 603, 627, 758, 759.
 Givonne, 212.
 Givors, 166.
 Givry, 513.
 Gondrecourt, 353, 384.
 Gonesse, 259, 503.
 Gournay, 261.
 Goyé, 598.
 Grancey, 379.
 Grande-Chartreuse, 148, 149.
 Grandpré, 390.
 Granson, 584.
 Granville, 425.
 Gray, 331, 333, 336, 556.
 Grenade, 519, 551.
 Grenoble, 148-9, 176, 187, 188, 196,
 218, 261, 269, 282, 377, 383, 803.
 Grésigne (forêt de), 549.
 Gretz-les-Tournan, 231.
 Greux, 373, 375.
 Grèzes, 309.
 Grossellies, 626.
 Grossouvre, 340.
 Guérard, 363.
 Guerche (La), 298, 340.
 Guéret, 296, 528.
 Guérigny, 129, 327, 370, 373, 374,
 383, 703.
 Gueugnon, 392.
 Gueutteville, 261.
 Guipuzcoa, 591.
 Guise, 731, 757, 758.
 Guntersblum, 609.
- H
- Habilly, 298.
 Haguenau, 732.
 Haine, 602.
 Hambourg, 426.
 Haraucourt, 380, 390.
 Hardinghem, 398, 414, 692.
 Haute-Garonne, 143, 226, 258, 491,
 492, 518-9, 551.
 Haute-Loire, 116, 161, 173, 258, 492.
 Haute-Marne, 22, 182-3, 188, 195,
 202, 204, 223, 236, 239, 258, 353,
 355, 360, 366, 376, 378, 379, 385,
 390, 392, 396, 492, 508-9, 686, 802.
 Haute-Saône, 22, 157, 209, 258,
 335, 336, 366, 368, 377, 378, 379,
 380, 391, 392, 492, 513, 803.
 Haute-Vienne, 144, 189, 205, 258,
 302, 304, 310, 491, 527, 528, 549,
 551.
 Hautes-Alpes, 492.
 Hautes-Pyrénées, 22, 245, 258, 492,
 519, 591.

Haut-Marteau, 380, 384.
 Haut-Rhin, 224, 258, 492.
 Havre (Le), 273, 349, 424, 544,
 561, 583, 757.
 Havre-Marat. *Voir Havre (Le)*.
 Hayange, 347, 348.
 Haye (La), 608.
 Hazebrouck, 505, 757.
 Henguy, 591.
 Hérault, 168, 199, 258, 261, 433-4,
 437, 491, 516, 682.
 Héricourt, 157.
 Hérrouville, 355, 359.
 Hesdin, 506.
 Hesse, 585.
 Hollande, 276, 279, 597, 607, 608.
 Hongrie, 9, 255, 585.
 Houdan, 503.
 Hougue (La), 349.
 Houlbec-Cocherel, 694.
 Huningue, 237, 584, 586.
 Hurtaut, 390.
 Hütte (La), 202, 223.

I

Ille-et-Vilaine, 22.
 Indes, 9, 424, 425, 426.
 Indre, 22, 144, 221, 248, 258, 277,
 283, 292, 295, 296, 297, 340, 366,
 368, 389, 392, 434, 484, 492, 531,
 546, 803.
 Indre-et-Loire, 258, 292, 296, 429-31
 439, 491, 520-1, 532, 546-7.
 Indret, 229, 240, 280, 283, 288, 291,
 298, 310, 311, 312, 333, 338-42,
 347, 366, 382, 383, 385, 396, 633,
 803.
 Ingrande, 412.
 Irun, 740.
 Isère, 115, 148-9, 186-8, 196, 209,
 215-8, 280, 281-2, 285, 343, 376,
 383, 492, 515, 702, 726, 803.
 Isigny, 413, 666.
 Isle, 307.
 Issoudun, 144-6, 546.
 Is-sur-Tille, 167, 203, 247, 336, 379,
 383, 513, 686.
 Italie, 174, 254, 255, 560, 561, 586,
 742, 754-5.
 Ivoy, 165.

J

Jandeuse, *Voir Jeand'heurs*.
 Janville, 705.
 Jeand'heurs, 355, 379.
 Jemmapes, 192, 600, 601.

Joigny, 473, 511, 557.
 Joinville, 377, 379.
 Jomelière, 311.
 Jura, 158-61, 197, 202, 222, 258, 260,
 280, 336, 376, 377, 378, 383, 391,
 392, 492, 658, 802, 803.

K

Kaiserslautern, 738, 755, 801.
 Klingenthal, 8, 57, 105, 133, 178-9,
 180, 183, 185, 198, 200, 202, 608,
 668, 754, 802.

L

Laboulée, 375.
 Laigle, 534.
 La Marche, 52, 205, 224.
 Lambusart, 626.
 Lamothe, 278.
 Landau, 4, 616, 748, 755, 756.
 Landerneau, 529.
 Landes, 199, 258, 492, 537, 591.
 Landivisiau, 529.
 Landrecies, 233.
 Langeac, 52.
 Langeais, 292, 546.
 Langres, 52, 121, 179, 182, 183, 188,
 202, 204, 223, 260, 508, 802.
 Languedoc, 491, 515.
 Languin, 413.
 Lannion, 529.
 Lanty, 379.
 Larians, 391.
 Larrey, 366.
 Lassaigne, 246.
 Lauterbourg, 509.
 Lauzerte, 518.
 Lavau, 512.
 Lavour, 198.
 Lavaure, 143, 301.
 Légé, 549.
 Lent-sur-Veille, 515.
 Lescar, 519.
 Libourne, 307.
 Libremon, *Voir Remiremont*.
 Libre-sur-Sambre, *Voir Charleroi*.
 Libreval, *Voir Saint-Amand-Mont-*
rond.
 Libreville, *Voir Charleville*.
 Licey, 336.
 Liège, 22, 24, 125, 594, 595, 598, 599,
 600, 602-5, 627, 628, 710.
 Ligny-sur-Serain, 510.
 Lille, 169, 177, 188, 201, 233, 505,
 558, 596, 606, 613; 614, 615, 616,
 676, 757, 758.

- Limoges, 80, 123, 127, 142, 144, 146-7, 190, 200, 220, 241, 268, 528, 549, 551, 694, 803.
 Lisle, 518.
 Littry, 224, 413.
 Liverdy, 504.
 Loches, 296, 429, 430, 546.
 Lodève, 261.
 Loges (Les), 567, 571, 572, 578.
 Loing, 407.
 Loire (Dépt), 110, 112, 116, 149, 514-5.
 Loire (fleuve), 1, 189, 194, 295, 326, 399, 400, 401, 429, 491, 738, 739, 803.
 Loire-Inférieure, 340, 347, 366, 530, 563.
 Loiret, 24, 165, 258, 259, 296, 297, 492, 558.
 Loir-et-Cher, 171, 258, 296, 297, 491, 532, 546.
 Longchamp (abbaye de), 571.
 Longuénoé, 549.
 Longuyon, 163.
 Longwy, 235, 755.
 Lorient, 384, 424, 579, 658.
 Lorraine, 2, 162, 258, 506, 509, 583, 738, 755, 802.
 Lot (rivière), 411.
 Lot (Dépt), 241, 258, 304, 310, 491, 492, 754.
 Lot-et-Garonne, 143, 225, 258, 304, 310, 492.
 Loudun, 522.
 Louhans, 513.
 Loulans, 391.
 Louvain, 595, 606.
 Lozère, 258, 491, 515.
 Luçay, 389.
 Luçon, 262.
 Lunéville, 556.
 Lure, 157, 391.
 Luxembourg, 610.
 Luxeuil, 380.
 Luz-Emiland, 247, 323, 802.
 Lyon, 1, 81, 108, 110, 111, 113, 184, 196, 247, 250, 251, 252, 276, 432, 513, 514, 556, 558, 586, 629-30, 668, 731, 737, 741, 743, 755.
 Lyre, 313, 386.
 Lys, 602.
- M
- Mâcon, 222, 253.
 Macou, 599.
 Madeleine-Bouvet (La), 386.
 Maestricht, 628.
 Mailleroncourt, 391.
 Maine, 738.
 Maine-et-Loire, 258, 296, 297, 340, 366, 413, 492, 546.
 Maison-de-Seine, 53, 54, 58, 59, 63, 791.
 Maison-du-Bois (La), 333.
 Malines, 606.
 Manche, 170, 181, 188-9, 200, 238-40, 257, 262, 492, 697, 738, 803.
 Mans (Le), 435, 546, 748.
 Mantes, 503.
 Marche, 598.
 Marcigny, 334, 340, 797.
 Marennes, 200, 526.
 Marey-sur-Tille, 379.
 Mariamé, 599.
 Mariembourg, 589.
 Marly, 63.
 Marnaval, 355, 359, 379.
 Marne (rivière), 354.
 Marne (Dépt), 205, 258, 259, 285, 434, 492, 508.
 Maromme, 163-4, 236-7, 270, 804.
 Marseille, 1, 172-3, 212, 254-5, 261, 558, 560, 578, 680, 743, 803.
 Marsiac, 518.
 Maubeuge, 8, 15, 16-8, 33, 34, 36, 37, 38, 65, 66, 73, 105, 118, 125, 143, 155, 165, 372, 374, 474, 597, 601, 602, 621, 624, 625, 626, 627, 628, 632, 633, 676, 680, 705, 706, 707, 731, 758, 788, 789, 802.
 Mauléon, 393.
 Mauregard, 340.
 Mayence, 2, 258, 610, 623.
 Mayenne (Dépt), 492, 546.
 Mayenne (ville), 738.
 Mayenne-et-Loire, *Voir Maine-et-Loire*.
 Mazures (Les), 390.
 Meaux, 429, 504.
 Meillant, 383.
 Mêle-sur-Sarthe, 534.
 Melle, 262.
 Melun, 60, 504.
 Ménilmontant, 612.
 Mer, 296, 532.
 Messarges, 319, 320.
 Metz, 182, 235, 260, 268, 344, 509, 556, 578, 579, 755, 756.
 Meudon, 344-60, 384, 404, 577-8, 622-4, 625, 628-9, 630, 631, 632, 633, 659, 660, 662, 666, 667, 668, 669, 679, 752, 765-70.
 Meulan, 696.
 Meurthe, 22, 258, 492, 509.

- Meuse (Dépt), 258, 347, 353, 355,
360, 376, 378, 379, 384, 385, 390,
392, 396, 492, 509, 548, 600, 601,
698, 802.
Meuse (fleuve), 593, 595, 597, 602,
609, 628.
Mévrin, 333.
Meyrac, 146.
Mézières (Ardennes), 118, 260, 437,
578, 579, 657, 675, 779.
Mézières (Haute-Marne), 508.
Mirebeau, 473, 523, 546.
Miremont, 219-20.
Monsdon, 340, 341, 366, 385, 387, 396,
803.
Mondoubleau, 164, 171.
Monistrol, 161.
Mons, 594, 597, 600, 601, 607.
Montadour, *Voir Saint-Sever*.
Montagne-Bon-Air, *Voir Saint-Ger-
main-en-Laye*.
Montagne-sur-Mer, *Voir Montreuil-
sur-Mer*.
Montagrier, 525.
Montaigu, 393.
Montaigut, 296.
Montargis, 259, 296, 403.
Mont-Armance, 557.
Montataire, 438, 572.
Montauban, 241, 242, 243-4, 261,
267, 268, 283, 803.
Montbard, 513.
Montbazou, 546.
Montbéliard, 584.
Montblainville, 390.
Mont-Blanc, 217, 218, 260, 281, 492.
Montbrison, 515.
Montbron, 526.
Montcenis, 166, 323, 328, 339, 347,
401, 410.
Montclar, 311.
Montcornet, 347, 348, 390.
Montet (Le), 353, 385.
Montflanquin, 310, 311.
Montignac, 310.
Montigny, 379.
Montigny-sur-Aube, 513.
Montisson, 300-1, 385.
Montjavoult, 562.
Montluçon, 296, 409-10, 531.
Montmarault, 296, 409.
Montmorency, 503.
Montpellier, 168, 265, 434, 437-8,
491, 496, 516, 578, 741.
Montrelais, 339, 411-2, 413, 803.
Montreuil, 355, 359.
Montreuil-sur-Mer, 159.
Montrichard, 546.
Mont-sur-Tille, 223, 379.
Mont-Terrible, 157, 223, 224, 258,
379, 431, 439, 756.
Montureux, 333, 336.
Morbihan, 200, 363, 558.
Morez, 158-60, 377, 802.
Morlaix, 200.
Morley, 353, 355, 384, 390.
Mortagne, 164, 170, 386, 534.
Mortain, 200.
Morteau, 156.
Morvan, 511, 537.
Moselle (Dépt), 194, 247, 258, 392,
396, 492, 509.
Moselle (rivière), 2, 439, 593, 686,
691, 732, 738, 755, 756.
Moulin-Bouchet, 57, 58, 381, 382,
720, 722.
Mouline (La), 279, 301, 311, 387-8.
Moulin-Galant, 382.
Moulin-le-Blanc, 15.
Moulin-Renault, 386.
Moulin-Rouge (Le), 391.
Moulins (Allier), 8, 105, 127-35, 165,
174, 176, 179, 285, 291, 319-20,
323, 324, 325, 326, 327, 369, 370,
372, 373, 409, 433, 531, 558, 700,
703, 726, 727, 772, 803.
Moulins (Belgique), 598.
Moutiers, 260.
Mouy, 504.
Mouzon, 15, 202.
Mussidan, 143, 310.
Mutzig, 163.

N

- Nailloux, 519.
Naix, 347, 348, 359, 377, 379.
Namur, 121, 594, 595, 596, 598, 599,
601.
Nancy, 180, 235, 509, 559, 578, 579,
756.
Nantes, 171, 188, 200, 214, 291, 385,
387, 410, 412, 529-30, 560, 803.
Nantua, 515, 695.
Naples, 279.
Narbonne 113, 516.
Nassau-Siegen, 608.
Navarre, 591.
Nay, 519.
Nemours, 296, 403, 504.
Nérac, 798.
Neuchâtel, 585, 586.
Neufchâtel, 532.
Neuilly, 502.
Neuville, 296.

Nevers, 165, 166, 183, 222, 283, 316-9, 320-6, 369, 370, 371, 372, 373, 383, 403, 406, 433, 483, 803.
 Newcastle, 210, 410.
 Nice, 173, 357, 741.
 Nieul, 300.
 Nièvre, 22, 129, 131, 183, 190, 208, 209, 218, 258, 282, 283, 285, 298, 316-9, 321, 323, 325, 326, 366, 369-76, 378, 383, 401, 402, 403, 433, 471, 484, 492, 531, 803.
 Nîmes, 167, 173, 491.
 Niort, 171, 527.
 Nismes, 384.
 Nivernais, 399.
 Nogaro, 225, 563.
 Nogent-le-Roi, 182-3, 188, 195, 202, 204, 802.
 Nogent-sur-Marne, 501.
 Nogent-sur-Seine, 60.
 Noncourt, 379.
 Nontron, 277, 310, 311, 347, 385.
 Nord, 2, 5, 175, 201, 274, 492, 505-6, 613, 620, 624, 625, 630, 660, 676, 692, 731, 732, 753, 756, 757-9, 760, 789, 801, 802.
 Nord-Libre, *Voir Condé*.
 Normandie, 1, 21, 163, 170, 189, 236, 261, 413, 532-35, 738.
 Nort, 413.
 Noyant, 399, 408, 409.
 Noyon, 690.

O

Obernai, 8, 178.
 Oise (Dépt), 21, 24, 211, 257, 259, 438, 492, 540-5, 548, 562, 705.
 Oise (rivière), 399, 602.
 Ollioules, 743.
 Olonzac, 516.
 Orgelet, 160, 280-1, 391.
 Orléans, 165-6, 237, 296, 399, 403, 407, 431, 556, 558, 559, 695, 705.
 Ormoy, 379.
 Ornavs, 158, 204-5.
 Orne, 22, 170, 216, 239, 257, 283, 285, 314, 315-6, 353, 385, 386-7, 413, 484, 492, 533-5, 549, 563, 666, 697, 705, 795.
 Orquevaux, 223, 366, 379.
 Ossone, 251.
 Ostende, 594, 595, 596.
 Osy-le-Ferroux, 336.
 Ouanne, 511.
 Oullins, 196.

P

Paimbœuf, 530.
 Paimpol, 529.
 Paimpont, 224.
 Palatinat, 119, 208, 220, 589, 608, 609, 748, 801.
 Paris, 2, 3, 8, 11, 12, 13-104, 105, 106, 109, 112, 113, 117, 118, 119, 133, 134, 136, 139, 142, 145, 151, 152, 153, 154, 155, 158, 165, 166, 167, 171, 175, 176, 177, 178, 179, 184, 191, 193-4, 200, 208, 212, 214, 215, 216, 229-32, 236, 237, 246, 256, 257, 260, 262, 265, 267, 273, 274-5, 276, 279, 286, 287, 288-92, 293, 295, 303, 313, 314, 318, 343, 344, 359, 360-2, 364, 365-82, 398-408, 417, 418, 423, 434, 435, 445, 447-68, 469-86, 487, 493, 494, 496, 517, 521, 525, 536, 539, 540, 541, 544, 555-8, 559, 560, 567-70, 572, 574-7, 583, 601, 602, 603, 612, 613, 614, 615, 616, 620, 621, 622, 630-1, 633, 634, 636, 638, 643, 644, 648-9, 650, 660, 662, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 674, 675, 676, 678, 679, 680, 687-90, 691, 693, 697, 698, 700-2, 703, 704, 705-8, 709-20, 722-6, 727, 728-30, 731, 733-6, 744-7, 749, 752, 754, 755, 756, 757, 758-9, 760, 763, 770-92, 796, 799, 801-2.
 Pas-de-Calais, 175, 176, 205, 492, 506.
 Passage (Le), 591.
 Pau, 167, 205, 519, 797.
 Pélincourt, 379.
 Pellerey, 336.
 Percy, 327.
 Périgord, 244, 304.
 Périgueux, 123, 124, 140, 141, 300, 301, 302, 526, 803.
 Péronne, 2, 5, 556, 731.
 Perpignan, 2, 242, 578, 591, 741, 753, 754.
 Perrecy, 392.
 Pesmes, 336, 366, 378.
 Philippeville, 589, 594, 598.
 Pithiviers, 296.
 Plancoët, 530.
 Platinerie (La), 598.
 Plombières, 139, 162.
 Poitiers, 171, 473, 522-4, 546, 694.
 Poligny, 160, 391, 556, 558.
 Pons, 526.
 Pont-à-Mousson, 509, 556, 756.
 Pontarlier, 156, 204, 235.

Pont-Audemer, 164, 170, 224.
 Pontchartrain, 51, 52.
 Pont-Croix, 262.
 Pont-de-Buis, 578, 579.
 Pont de la Planche, 332.
 Pont-du-Navoy, 391.
 Pont-de-Vaux, 251, 252-3, 260, 268, 515.
 Pont-de-la-Montagne, *Voir Saint-Cloud*.
 Pontoise, 58, 59, 60, 63, 164, 170, 503, 791.
 Pontrioux, 529.
 Pont-Saint-Ours, 183, 222, 370, 373, 374, 375.
 Pont-sur-Saulx, 355, 359, 390.
 Porrentruy, 157, 224, 798.
 Port-Brieuc, *Voir Saint-Brieuc*.
 Port-Chamas, *Voir Saint-Chamas*.
 Port de la Liberté, *Voir Port-Louis*.
 Port de la Montagne, *Voir Toulon*.
 Port-Louis, 558.
 Port-Malo, *Voir Saint-Malo*.
 Port-Vendres, 741.
 Pouancé, 340, 366.
 Poucet, 599.
 Poulthière (La), 313, 383, 386.
 Poussan, 516.
 Précy, 340.
 Prémery, 383.
 Presles (château de), 69.
 Pletin-les-Charolles, 333, 336.
 Preuilly, 296, 546.
 Privas, 173.
 Provence, 172, 491.
 Provins, 503, 562.
 Provôtère (La), 340, 387.
 Puy (Le), 173.
 Puy-de-Dôme, 123, 124, 126, 131, 139, 188, 246-7, 258, 296, 297, 311, 401, 492, 560.
 Pyrénées, 2, 122, 171, 197, 241, 243, 589-93, 753, 756, 799, 801.
 Pyrénées-Occidentales, 302, 519, 591, 739, 740, 741, 753.
 Pyrénées-Orientales, 171, 199, 244, 254, 258, 410, 491, 496, 516, 589, 591, 740, 741, 754.

Q

Quesnoy (Le), 194, 614, 760.
 Quillan, 199, 388.
 Quimper, 529.
 Quingey, 224.

R

Rabastens, 518.
 Raincy (Le), 402.
 Rambervilliers, 162, 260.
 Randonay, 386.
 Rânes, 316, 385.
 Rans, 336.
 Ransbeck (château de), 606.
 Ravaux, 327.
 Rebais, 504.
 Reims, 174, 259, 364, 508, 556.
 Remiremont, 162.
 Renaucourt, 336, 379.
 Rennes, 171, 180, 190, 240-1, 262, 268, 738, 803.
 Rethel, 508.
 Réty, 414.
 Revel, 519.
 Rhin, 2, 8, 174, 178, 184, 439, 583, 595, 597, 609-10, 658, 676, 686, 732, 738, 748, 755-6, 799.
 Rhône, 258, 269, 282, 608, 803.
 Rhône-et-Loire, 109, 258, 432.
 Riaucourt, 686.
 Ribérac, 200, 308, 525, 549.
 Rimaucourt, 379.
 Riom, 296.
 Ripault (Le), 521, 546, 559, 564, 576, 578, 647, 779.
 Rive-de-Gier, 222, 282, 410, 415.
 Rives, 184, 186, 215, 217, 218, 281, 803.
 Roanne, 69, 149-51, 176, 340, 407, 410, 514, 789, 803.
 Robert-Espagne, 390.
 Roche (La) (Ardennes), 390.
 Roche (La) (Orne), 316.
 Roche (La) (Yonne), 379.
 Rochefort (Charente-Inférieure), 228, 241, 268, 276, 311, 345, 384, 410, 424.
 Rochefort (Jura), 391.
 Rochefort (Morbihan), 200.
 Rochefoucauld (La), 300, 310.
 Rochelle (La), 171, 200, 262, 526, 558.
 Roche-Mabile (La), 563.
 Rocher-de-la-Liberté, *Voir Saint-Lô*.
 Roches, 165.
 Rochetaillée, 112.
 Rocroi, 390.
 Rodez, 261, 516.
 Rogny, 512.
 Romaine (La), 332, 336.
 Romain-Libre du Mont d'Or, *Voir Saint-Romain du Mont d'Or*.
 Roine, 379.

Roménil, 533.
 Romilly, 229, 237-8, 266, 268, 270,
 413, 433, 539, 666, 804.
 Romorantin, 296, 532, 546.
 Rosereuil, 509.
 Rossignol, 599.
 Rotterdam, 608.
 Rouen, 51, 80, 163, 188, 224, 229,
 236, 268, 270, 413, 436, 454, 492,
 543, 556, 571, 578, 601, 804.
 Roussillon, 2, 741.
 Ruelle, 287, 299-301, 306, 310, 311,
 339, 366, 382, 410, 633, 803.
 Ruffec, 310, 388.
 Rugles, 313, 383, 386.
 Russie, 279.

S

Sables d'Olonne (Les), 339.
 Saint-Aignan, 296, 546.
 Saint-Amand-Montrond, 205, 292,
 298-9, 383, 532, 803.
 Saint-Arnault, 503.
 Saint-Aubin, 598, 599.
 Saint-Avoid, 509.
 Saint-Bel, 454.
 Saint-Brieuc, 170, 530.
 Saint-Céré, 310, 393.
 Saint-Chamas, 578, 579, 743.
 Saint-Claud, 300.
 Saint-Claude, 158, 160, 260.
 Saint-Cloud, 64, 503, 791.
 Saint-Cyprien-sur-Dordogne, 526.
 Saint-Denis, 26, 53, 54, 58, 59, 62,
 63, 502, 789, 791.
 Saint-Dié, 162, 510, 547, 562.
 Saint-Dizier, 56, 353, 355, 356, 357,
 359, 377, 379, 385, 390, 509.
 Saint-Dyé-sur-Loire, 532.
 Saint-Etienne, 8, 16, 33, 35, 36, 52, 78,
 81, 105, 106, 107-117, 134, 135, 148,
 165, 174, 176, 190, 193, 215, 222,
 238, 269, 273, 285, 372, 404, 415,
 514-5, 633, 696, 726, 743, 754, 772,
 803.
 Saint-Fargeau, 260, 510-1, 512, 548,
 551.
 Saint-Florentin, 260, 510, 548.
 Saint-Georges-Châtelais, 413.
 Saint-Germain-en-Laye, 502, 550,
 567, 571.
 Saint-Gervais, 282, 343.
 Saint-Girons, 172.
 Saint-Hippolyte, 158.
 Saint-Hugon (chartreuse de), 148,
 149, 383.
 Saint-Jean d'Angély, 556, 578.

Saint-Jean de l'Isle, 58, 571, 572,
 578.
 Saint-Juéry, 243.
 Saint-Junien, 146, 225, 310.
 Saint-Just-en-Chevalet, 407, 408,
 409.
 Saint-Laurent, 334.
 Saint-Laurent de la Mouga, 589-90,
 681, 754.
 Saint-Lô, 170, 188-9, 200, 224, 238-
 40, 262, 268, 270, 413, 648, 666,
 803.
 Saint-Louis, 586.
 Saint-Malo, 424, 530, 558, 795.
 Saint-Mammès, 399, 408.
 Saint-Marcellin, 217.
 Saint-Mards-en-Othe, 562.
 Saint-Martin-des-Champs, 512.
 Saint-Martin-du-Tertre, 612.
 Saint-Médard, 578.
 Saint-Omer, 170, 190, 205, 259, 506,
 571, 578, 607, 616.
 Saint-Ouen, 502.
 Saint-Patrick, 385.
 Saint-Phal, 548, 562.
 Saint-Pourçain, 531.
 Saint-Privat, 525.
 Saint-Privé, 512.
 Saint-Quentin, 2, 399, 505.
 Saint-Rambert, 165, 403, 407, 409.
 Saint-Rémy, 599.
 Saint-Roch, 380, 384, 598.
 Saint-Romain-du-Mont-d'Or, 514.
 Saint-Sauveur, 511, 512.
 Saint-Sébastien, 591.
 Saint-Sever, 198-9.
 Saint-Sulpice, 514.
 Saint-Symphorien-de-Laye, 410.
 Saint-Valéry, 152-6, 532.
 Saint-Vincent-Jalmoutiers, 525.
 Saint-Yrieix, 146, 225, 310.
 Saintes, 526-7.
 Salins, 197.
 Salle (La), 298.
 Salvagnac, 518.
 Sambre, 274, 593, 600, 602, 626,
 757, 759, 801.
 Sambre-et-Meuse, 274, 275, 595,
 601, 604, 605, 609, 610, 627, 630,
 678, 692, 697, 759, 760.
 Sancoins, 298, 531.
 Saône, 802.
 Saône-et-Loire, 196-7, 222, 247-50,
 258, 323, 336, 353, 380, 385, 391,
 410, 492, 513-4, 531, 797, 802, 803.
 Sarlat, 310, 387, 526.
 Sarrebourg, 235.
 Sarrebruck, 220, 756.

Sarrelibre, *Voir Sarrelouis.*

Sarrelouis, 182.

Sarthe, 258, 492, 532, 534, 546, 697.

Saucourt, 379.

Saumur, 190, 295, 296, 546, 558, 738, 739.

Sautay, 340.

Sauvage, 373, 375, 378.

Sauveterre, 261, 387, 516.

Savoie, 253, 803.

Saxe, 585.

Sceaux, 503.

Scey-sur-Saône, 336, 379.

Sedan, 121, 202, 223, 235, 508.

Sées, 22, 534, 563.

Seignelay, 511.

Seine, 379, 399, 462, 464, 465, 476, 601, 602, 804.

Seine-et-Marne, 21, 24, 213, 231, 258, 363, 422, 503-4, 551, 562.

Seine-et-Oise, 24, 69, 72, 205, 257, 492, 502-3, 567, 637.

Seine-Inférieure, 22, 170, 257, 261, 434, 492, 532, 533, 535, 695.

Seine-sur-Vingeanne, 203.

Selognes, 599.

Semur, 167, 513.

Sénart (forêt de), 574.

Senlis, 63, 505.

Sens, 260, 510, 512, 551, 556, 557.

Sérierie (La), 225.

Seveux, 332, 336, 378.

Sèvres, 59, 268, 350, 472, 502.

Sézanne, 4, 205.

Sheffield, 210.

Signy, 390.

Sionne, 686.

Sivry, 589.

Smithoff, 604.

Soissonnais, 180.

Soissons, 258, 400.

Sologne, 532, 537.

Somme, 152-6, 234, 399, 434, 492.

Souppes, 213.

Souterraine (La), 296, 528.

Spire, 748.

Stenay, 380, 390.

Stolberg, 596.

Strasbourg, 4, 174, 178, 228, 233-4, 268, 276, 287, 390, 421, 556, 583, 608, 633, 676, 732-3, 755, 802.

Styrie, 209.

Suède, 9, 210, 255, 436.

Suisse, 158, 197, 237, 580-7, 676.

Sumeney, 513.

Suresnes, 503.

T

Taillefert, 598.

Taizé-Aizie, 366, 381, 388.

Talant, 260.

Tampillon, 355.

Tarare, 514.

Tarascon, 171, 226, 388, 517.

Tarbes, 245-6, 258, 268, 519, 568, 648.

Tarn, 242, 311, 492, 754.

Tartas, 199.

Tauriac, 518.

Técou, 518.

Termonde, 606.

Thann, 509.

Thermophyles (Les), *Voir Saint-Marcellin.*

Thiers, 139, 179, 183-5, 188, 196, 296, 803.

Thionville, 162.

Thouars, 527.

Thuin, 758.

Tilchâtel, 686.

Tocane, 525.

Tongres, 518.

Tonnac, 518.

Tonnerre, 473, 511, 512, 548, 551.

Torteron, 340.

Toul, 509, 754.

Toulon, 1, 173, 194, 226, 228, 251, 254, 255, 276, 277, 279, 348, 357, 370, 384, 425, 432, 438, 439, 583, 737, 742-3, 748, 753, 801.

Toulon-sur-Arroux, 323.

Toulouse, 171, 190, 197-8, 225, 241, 243, 244-5, 261, 270, 311, 363, 388, 410, 517, 518-9, 578, 591, 740, 743, 803.

Touraine, 491, 537, 547.

Tour-du-Pin (La), 218.

Tour-en-Jarez (La), 112.

Tournai, 595, 602, 606.

Tournan, 504.

Tours, 81, 171, 224, 296, 430, 490, 520-1, 546, 547, 571, 575, 679, 738, 788.

Tracy-sur-Loire, 402.

Traigner, 594.

Trébédan, 549.

Trécourt, 336.

Trey, 158.

Trézy, 375.

Tronçais (Le), 319, 326.

Troyes, 507 795.

Tulle, 8, 16, 36, 83, 105, 106, 122-7, 140, 141, 142, 146, 147, 174, 176, 193, 219-20, 247, 311, 527, 633, 703, 708, 726, 727, 772, 803.

U

Undersviller, 379.
 Unité-sur-Reyssouze, 515.
 Ussel, 528.
 Uzerches, 310.
 Uzès, 261.

V

Valais, 580, 584.
 Valençay, 389.
 Valence, 180, 187, 251-2, 260, 268,
 269, 648, 803.
 Valenciennes, 2, 5, 169, 194, 413-4.
 506, 600, 602, 615, 760, 802.
 Valengin, 586.
 Valette (La), 599.
 Valognes, 170.
 Vandœuvre, 705.
 Vanvey, 353, 385.
 Var, 491, 748.
 Vaucancourt, 336.
 Vaucluse, 254, 432-3, 439, 491.
 Vaugirard, 58, 783.
 Vaugeois, 312, 313, 386.
 Vaux, 599.
 Vedette-Républicaine, *Voir Philippeville*.
 Velars, 379.
 Vellay, 336.
 Velleuxon, 336.
 Vendée, 122, 171, 194, 258, 262, 340,
 412-3, 491, 524, 527, 543, 737,
 738, 739, 742, 748.
 Vendeuil, 548.
 Vendôme, 296, 532, 546.
 Vendresse, 389.
 Verdrat (Le), 323, 353, 385.
 Verdun (Haute-Garonne), 519.
 Verdun (Meuse), 558, 579.
 Vermenton, 511.
 Verneuil, 164, 381, 386, 483.
 Vernière (La), 373, 375.
 Versailles, 23-4, 52, 68, 59, 68, 72-4
 101, 220, 293, 344, 350, 364, 502,
 503, 622, 704, 785, 788, 791, 792.
 Vert-le-Petit, 720.
 Vertus, 259.
 Vervins, 170, 259.
 Vesoul, 174, 336, 380, 391, 556.
 Vézelay, 512.
 Vezence, 556.

Viella, 172.
 Vienne (Dépt), 258, 473, 491, 521-4,
 546.
 Vienne (rivière), 296.
 Vienne (Isère), 180, 187, 188, 218,
 515.
 Vierzon, 292, 294, 296, 297, 366,
 374, 381, 389, 803.
 Vieux-Condé, 414.
 Vif, 196.
 Vigan (Le), 199.
 Vihiers, 413.
 Villancy, 368.
 Ville-Affranchie, *Voir Lyon*.
 Villedieu, 188-9, 238, 240, 270, 803.
 Villefranche-sur-Saône, 514.
 Villejuif, 501, 502.
 Villeneuve d'Olmes, 226, 366, 388.
 Villeneuve-Saint-Georges, 73.
 Villaret, 515.
 Villers-Cotterets, 559.
 Ville-sur-Aulne, *Voir Châteaulin*.
 Vilvorde, 606.
 Vimeu, 153, 170.
 Vinauze, 546.
 Vincennes, 501, 502, 567, 571, 572,
 578.
 Vineuil-Saint-Firmin, 211.
 Vire, 170.
 Visé, 628.
 Vitry-le-François, 174.
 Viviers, 252.
 Vosges, 22, 52, 139, 162, 202, 205,
 223, 224, 260, 390, 395, 492, 510,
 537, 547, 562, 686.
 Vouges, 437.

W

Wattignies, 192, 439, 583, 731, 732,
 738, 801.
 Wetteren, 607.
 Wissembourg, 509, 732, 748.
 Würtemberg, 581.

Y

Yonne, 21, 180, 236, 258, 260, 323,
 402, 473, 492, 510-2, 548, 551.

Z

Zürich, 584.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

A

Aberet, 402.
 Aboville (d'), 566.
 Acante, 328.
 Adet, 290, 344, 417, 422, 587, 664, 671.
 Aguettan, 252.
 Aigoin, 682.
 Albitte, 110, 251, 256, 260, 515, 693.
 Allais, 78.
 Allard, 20.
 Allaud, 406.
 Alluau (Cerfeuil), 79.
 Amar, 129.
 Amelot, 366.
 Anfry, 218, 420.
 Angoulême (duc d'), 663.
 Antelmy, 81, 471.
 Arbogast, 612.
 Arnal, 223.
 Arnoult, 167.
 Artois (comte d'), 366.
 Audouin, 4.
 Augereau, 589, 754.
 Auguis, 173, 255, 346, 679.
 Auguste, 268.

B

Bacher, 582, 584, 585.
 Bagnéris, 225.
 Baillet, 20.
 Baillet-Belloy, 280-281, 315-316, 420.
 Balandreau, 403.
 Ballas, 182.
 Bar, 691.
 Barbier (de Limoges), 146-147.
 Barbier (C^{re} du C. S. P.), 52, 121.
 Barbo, 199.
 Barbot (frères), 484.
 Barère, 2, 5, 6, 7, 9, 10-11, 12, 13-14, 20, 22, 27, 49, 50, 79, 82, 85, 105, 106-107, 181, 214, 228, 250, 252, 266, 304, 343, 351, 352, 372, 382, 385, 395, 423, 424, 432, 436, 439, 460, 465, 467, 468, 474, 478, 481, 482, 485, 521, 522, 535, 537, 538, 541, 542, 543, 545, 552, 553, 555, 557, 561, 563, 565, 569, 570, 614, 615, 635-636, 637, 643, 645-646, 657, 658, 659, 671, 673, 674, 675, 677, 681, 683, 684, 688, 689, 713, 714, 716, 717, 735, 737, 748, 750, 754, 760, 761, 762, 763, 765, 766, 802, 804.
 Barge, 515.
 Barral, 383.
 Barras, 172, 254, 765, 766.
 Barrau, 245.
 Barthélemy (ambassadeur), 580-85.
 Barthélemy (chimiste), 572-574, 682.
 Bassal, 781.
 Bastard, 165.
 Bastia, 199.
 Battelier, 59, 350, 352, 353-357, 359, 360, 385, 629, 752, 767, 769.
 Bauchart, 631.
 Baudecourt, 363.
 Baudin, 20.
 Baudot, 163, 592.
 Bazil, 265.
 Beauchamp, 225.
 Becquet, 20.
 Belair, 273.
 Belfort, 593.
 Bellart, 650.
 Bellegarde, 749.
 Belleville, 173.
 Bellot, 344, 345, 348, 577.
 Belloy (de), 218.
 Bénard, 55.
 Bénézech, 73, 637, 643, 650, 653, 655.
 Benneveux, 20.
 Bentabole, 192, 765.
 Béon, 236.
 Berger (citoyenne), 481.
 Berger, 126, 641.
 Bergeron, 289.
 Berlier, 601, 616.

- Bernard (de Saintes), 331, 380, 583, 584.
 Berthas, 244.
 Berthier, 222, 380, 383.
 Berthollet, 209, 214, 344, 345, 348, 471, 472, 475, 495, 564, 568, 576, 577, 663, 665, 666, 667-8, 673, 682, 683, 800.
 Bertoult, 650.
 Bertrand, 183.
 Besson, 419, 420.
 Bettinger, 123.
 Beurier, 240.
 Beurnonville, 185.
 Bevières, 222.
 Bézard, 412.
 Bienfait, 312, 598.
 Billaud, 680.
 Billaudel, 501.
 Billaud-Varennnes, 673, 677, 681, 713, 714, 728-730, 745, 763.
 Billaz, 216, 376-378.
 Billioux, 641, 650.
 Billot, 223, 379.
 Bizet, 196.
 Blanc, 69, 150-151.
 Blanchard (C^{re} en Belgique), 594, 595.
 Blanchard (de Limoges), 190.
 Blanchet, 312.
 Blanchet (jeune), 164-165.
 Blandy, 303.
 Blavier, 420.
 Blomaert, 607.
 Bô, 171, 341, 364, 410, 411, 412, 518.
 Bochet, 353.
 Bocquet, 650.
 Bodan, 134.
 Boileau, 163.
 Boisset, 137, 249, 437, 741.
 Boissy d'Anglas, 784, 785, 786.
 Bollet, 180, 246, 696-697.
 Bonaparte, 207, 632, 742-743.
 Bonin, 267, 268, 269.
 Bonjour, 647.
 Bonnard, 81.
 Bonnejean, 315.
 Bonnemain, 619, 724.
 Bonvallet, 270.
 Borie, 4, 199, 732.
 Borson, 95.
 Borthon, 352, 358, 359.
 Bouché, 196.
 Bouchette, 293.
 Bouchot, 55.
 Bouchotte, 2, 5, 9, 75, 87, 129, 633, 679, 731, 732, 738.
 Boudet, 492, 493, 506-507.
 Boudet (lieutenant), 689.
 Boudet (veuve), 390.
 Boudin (ouvrier), 231.
 Boudin (R^t du peuple), 782-783, 786.
 Boulanger, 192.
 Boullangé, 272.
 Bouillyer, 371, 383.
 Bourbotte, 108, 171, 341.
 Bourdon (de l'Oise), 100, 654, 679, 735-736, 744, 745, 746, 749.
 Bourdon (Léonard), 477.
 Bouret, 240.
 Bourgeois, 389, 390.
 Bourguero, 233.
 Bournel, 156.
 Boursault, 180.
 Boury, 251, 252.
 Boutet, 73.
 Bouvet, 352.
 Bouvier, 578.
 Boyer (Claude), 114-116, 118.
 Boyer (de Clermont-Ferrand), 246-7.
 Boyer (maître de forges), 380.
 Brasset-Lhéraud, 184, 185.
 Bréant, 20.
 Bréard, 4, 148, 186, 338, 433, 528.
 Bréguet, 20.
 Breton, 406.
 Brézin, 229-232, 275, 279, 288-291, 476.
 Bridin, 26, 28.
 Brière (frères), 381, 383.
 Briez, 600, 601, 609.
 Brigueil, 146, 199.
 Brillantais, 128, 129, 130, 132.
 Brissot, 725.
 Brival, 122, 123, 124, 248, 522.
 Brochant, 420.
 Brochet, 438.
 Brochin, 609.
 Broglie (de), 366.
 Brongniart, 420.
 Bruce, 214.
 Brugière, 140.
 Buchot, 586.
 Buissart, 618.
 Buol (de), 582.
 Bureau (frères), 379, 383, 686.
 Burguburu, 94, 98.
 Butay, 258.

C

- Caballé, 225.
 Caberet, 290.
 Cadet de Vaux, 559.
 Caillot, 451, 495, 641.
 Calamar, 158.

- Calès, 117, 236.
 Cambacérès, 781.
 Cambon, 616, 736, 744-5, 762.
 Campagne, 643, 650.
 Campmas, 241, 278.
 Camus, 255, 257.
 Canaple, 690.
 Cantiniau, 788.
 Capon, 272, 317, 637, 643, 650, 651, 653, 654.
 Capon (J.), 247, 277, 432, 590.
 Carnot, 6, 7, 9, 10, 16, 18, 19, 38, 40, 44, 50, 51, 53, 65, 66, 67, 70, 71, 72, 75, 76, 84, 85, 100, 102, 106, 128, 140, 163, 191, 209, 211, 213, 233, 235, 237, 254, 274, 329, 352, 395, 414, 427, 439, 491, 496, 529, 615, 618, 619, 621, 631, 642, 656-9, 668, 671, 673, 674, 675, 677, 678, 690, 692, 711, 713, 714, 731, 733-4, 735, 743, 744, 745, 753, 755-6, 757, 759, 763, 799.
 Carny, 452, 471, 472, 475, 494, 552, 553, 554, 557, 559, 564-6, 567, 568, 576-8, 640, 666, 667, 669, 800.
 Carré, 26, 28.
 Carrier, 764, 766.
 Cassan, 75-6, 644.
 Cassanyès, 196, 216, 702.
 Catelain, 353.
 Caunois, 236.
 Cavaignac, 180, 302.
 Cavillier, 420.
 Cazin, 414.
 Cébet, 650.
 Chabceuf, 167, 663.
 Chabot, 108.
 Chabrol, 196.
 Chaffle, 211.
 Chaigneau, 617.
 Châles, 169.
 Chamerot, 473.
 Champeaux, 420.
 Champenne, 293.
 Champion (d'Avallon), 473.
 Champion (de Mirebeau), 523.
 Champy, 423, 429, 641, 647, 670.
 Champy (L.), 390.
 Chanrion, 149.
 Chanteton, 543.
 Chappatte, 278, 347, 349.
 Chappe (Claude), 612-18.
 Chappe (Ignace), 613.
 Chappe (Pierre), 613.
 Chaptal, 264, 421, 433-4, 491, 492, 495-7, 501, 515, 516, 557, 569, 641, 647, 668, 670, 682, 683.
 Charles X, 663.
 Charlier, 474, 745, 749.
 Charpentier, 20, 54.
 Chaudois, 258.
 Chaudron-Rousseau, 199, 244.
 Chaulet, 150-1.
 Chaumette, 370.
 Chaussier, 379, 613, 622.
 Chouvier, 527.
 Chazal, 763.
 Chazaud, 184.
 Chépy, 580.
 Chérubini, 462.
 Choderlos-Laclos, 344, 345, 348, 577.
 Choiseul (marquis de), 366.
 Choudieu, 232, 757.
 Cindrieux, 650.
 Claudot, 390.
 Clauzel, 786.
 Cléret, 204.
 Clouet (membre de la Régie), 429.
 Clouet, 24, 83, 84, 212, 223.
 Cluny, 20.
 Cobourg, 719, 735.
 Cochet, 159.
 Cochon, 749.
 Collet, 387.
 Collombier, 248, 250.
 Collot d'Herbois, 110, 191, 251, 673, 677, 681, 729-30, 763.
 Colmot, 509.
 Colombier, 162.
 Condé (prince de), 255, 366.
 Conté, 620, 624-5, 628, 630, 631, 632, 671.
 Cooppal, 607.
 Coquerel, 273.
 Cordelle, 58.
 Corenfustier, 150.
 Cormier, 258.
 Corron, 306.
 Corvillon, 392.
 Coteret, 319.
 Coubladoz, 383.
 Coupé, 485.
 Courby, 183, 185.
 Courtès, 708.
 Courtois, 377.
 Courtot, 20.
 Coutelle, 620-2, 624, 625, 626-9, 671.
 Couthon, 3, 246, 672, 674, 681, 725, 763.
 Couturier, 20.
 Crassous, 502.
 Crosne, 169.
 Croy (prince de), 366.
 Cuvier, 683, 684.

D

- Dacosta, 291, 385.
 Dalbarade, 123, 329, 348, 352, 369,
 633, 749, 750.
 Dalichamps, 356.
 Damjaud, 257.
 Damour, 20.
 Danton, 2, 5, 7, 12, 482, 658, 682,
 725, 749.
 Darcet, 212, 265-7, 270, 552, 559, 670.
 Darche, 282-3, 374, 376.
 Darnaudery, 245.
 Dartigoeyte, 190, 225, 518.
 Daubancourt, 417, 451, 495, 501,
 641.
 Daubigny, 318.
 Daumy, 265, 266, 267, 268.
 Daunou, 612.
 Dauré, 706.
 David (Martin), 293.
 Debéziis, 253.
 Decousu, 502.
 Decressac, 420.
 Deforgues, 582, 584, 585.
 Delacroix (Charles), 73, 121, 174,
 474, 547-8, 785.
 Delacroix (J.-F.), 2, 5, 6, 7, 163, 237,
 725, 749.
 Delacroix, 20.
 Delagrange, 353.
 Delalande, 474.
 Delaunay, 613.
 Delbrel, 232, 517.
 Delcher, 591, 592.
 Delespine, 44, 65, 70.
 Delhorme, 586.
 Dellié, 15.
 Delmotte, 352.
 Demandre, 380.
 Demangeat, 338, 341.
 Deperret, 764.
 Depuche, 420.
 Deroche, 135-8.
 Deschaseaux, 34.
 Descroizilles, 436, 492, 495, 557, 641,
 670.
 Desjardins, 625.
 Deslandes, 275.
 Desliards, 390.
 Desmontils, 139, 196.
 Despax, 267.
 Desprez, 690.
 Desquimard, 619.
 Deydier, 164-5, 215-6, 283, 285, 291,
 306, 312-6, 339, 342, 347, 382, 386,
 393, 404, 417, 483, 484, 598, 658,
 676, 752, 803.
 Dietrich, 421.
 Dieudonné, 473.
 Digneffe, 581.
 Dinaron, 224.
 Dinot, 258.
 Dobson, 312.
 Dolomieu, 420.
 Dombret, 788.
 Dorat-Cubières, 463.
 Dorfeuille, 110-1.
 Dorthès, 492.
 Douste, 27, 67.
 Doyen, 15.
 Drappier, 420.
 Driois, 31.
 Drouas, 641.
 Drouet, 312, 315.
 Dubenca, 179, 185-6.
 Dubois, 222.
 Dubois (de Paris), 578.
 Dubois-Crancé, 682, 745.
 Dubouchage, 300.
 Dubuisson, 582.
 Ducamp, 428, 647.
 Ducos (Roger), 169, 601.
 Dudon, 198.
 Duffau, 437-8.
 Dufourny, 54, 77, 423, 447, 448, 453,
 471, 475, 572, 573, 641, 670, 681-2.
 Dugommier, 517, 589-90, 754.
 Duhamel, 216-7, 419, 671.
 Duhem, 765, 766.
 Dulac, 204, 222, 223, 335, 391, 485.
 Dumas (Cré du C. S. P.), 283.
 Dumas (Charles), 198.
 Dumas (de Caumont), 224.
 Dumas, 722.
 Dumaz, 754.
 Dumerbion, 742.
 Dumont (André), 152, 182, 234, 259,
 532.
 Dumouriez, 2.
 Duparquet, 688.
 Dupias, 222.
 Dupin, 9, 17, 44, 112, 119, 128, 162,
 235, 237, 262, 278, 348, 362, 363,
 582, 637, 643, 651, 687, 692, 739.
 Duplessis, 212.
 Dupont, 429.
 Dupuis (maître de forges), 386.
 Dupuis (R^t du peuple), 35.
 Dupuy, 226.
 Dupuy (R^t du peuple), 514.
 Duquesnoy, 435.
 Duquesnoy (R^t du peuple), 621, 731,
 760, 781.
 Durand, 641.
 Durand (maître de forges), 383.

Durand de Maillane, 3.
Duval, 118, 593-4, 595-6, 599.
Duverger, 641.
Duvernay, 222.

E

Ehrhard, 306.
Empaytaz, 587.
Eschassériaux, 352, 654.
Espinasse, 496.
Experton, 251, 252.

F

Fabre, 344-5, 347, 348, 349, 350, 352, 577.
Fabre d'Églantine, 573, 679, 682, 729.
Fabre (de l'Hérault), 741.
Faivre, 158.
Fallet, 323, 353.
Fangle, 15.
Faucheux, 423, 579, 641.
Faujas-Saint-Fond, 419.
Faure, 52.
Faure (R^t du peuple), 180.
Favart, 235.
Fayau, 5, 24, 59, 60, 61, 95-8, 215, 708-9, 719, 723-4, 744, 746, 752, 764.
Féra, 720, 722.
Féraud, 519, 740, 753.
Fernet, 706.
Ferry (fondeur), 231, 288-91.
Ferry (R^t du peuple), 178, 283, 285, 291, 292-9, 303, 305, 306, 308, 340, 341, 342, 382, 389, 393, 483, 484, 752, 803..
Fesquet, 584.
Fillon, 293.
Fleurit-Cogniat, 254.
Fondard, 473.
Forestier, 133-4, 248, 726.
Forfait, 273.
Fort (veuve), 389.
Fouché, 110, 132, 167, 251, 252, 331, 370, 371-2, 403, 433.
Fouilhoux, 337.
Foulbert (Noisetier), 79.
Fouquier-Tinville, 496.
Fourcroy, 89, 227, 264, 265, 270, 276, 359, 416, 422, 429, 455, 460, 465, 471, 472, 475, 576, 609, 617, 619-20, 632, 663, 669, 670, 671-2, 673, 676, 681, 763, 766, 795.
Fourcy, 663.
Fournier, 491.

Foy de Veaux, 561.
Fradin, 473.
Francastel, 55.
Francastel (R^t du peuple), 185, 739.
Francoin, 26, 28.
Frappier, 231.
Frécine, 555-8, 595, 596, 603, 605-6, 717-9, 722, 752.
Frémenville, 630.
Frèrejean, 252-3.
Fréron, 172, 254, 764, 765, 767.

G

Gachet, 650, 651.
Gaillier, 156.
Galand, 706.
Galland, 391.
Galonde, 95.
Gamon, 763.
Ganivet, 269.
Garat, 128, 255.
Garnier (F. C.), 26, 28.
Garnier (C^{re} du C. S. P.), 613.
Garnier (de Saintes), 7, 380, 411, 526, 532, 533, 534, 738.
Garrau, 188, 200, 592, 740, 753, 756.
Gasparin, 2, 3, 742.
Gass, 268.
Gaston, 187, 741, 754.
Gaudelet, 231, 290.
Gaudin, 214, 387, 412.
Gauthier, 264.
Gauthier (R^t du peuple), 216, 702.
Gazeran, 285, 286, 319-20, 323, 326, 410.
Genret, 255, 257.
Genty, 53-4, 55-6, 57.
Geoffroy (Primevère), 78.
Gérentey, 55.
Gillet, 27.
Gillet (R^t du peuple), 275, 594, 603, 604, 609, 627, 697-8, 755, 759, 791.
Gillet-Laumont, 280, 283, 285, 299, 306, 417, 422, 671.
Girard (de l'Aude), 111-3, 696.
Giraucourt, 386.
Giraud, 113, 410.
Giroud, 420, 553.
Glaesner, 81.
Glizes, 199.
Glise, 44, 65, 70.
Godan, 145.
Goiral, 213.
Gombart (Cerisier), 79.
Gossec, 463.
Gossuin, 120, 121, 170, 602.

Gossuin (R^t du peuple), 5, 653, 655, 733.
 Goujon, 767.
 Gouverneur, 258.
 Granet, 474.
 Grébert, 648, 651.
 Grégoire, 82.
 Grétre, 221.
 Grimpret, 266, 268, 270.
 Gros, 380, 392, 686.
 Guerne, 15, 52, 55-6, 76.
 Guérout, 22.
 Guettard, 421.
 Guettard (d'Etampes), 62, 790.
 Guillaume, 285, 293.
 Guillaume (de Longwy), 163.
 Guillemardet, 24, 59, 60, 61, 64, 95-8, 215, 708-9, 719, 723-4, 725, 752.
 Guillemin, 431, 492, 493.
 Guillemot, 184.
 Guillin, 707.
 Guillot-Duhamel, 224, 239, 420.
 Guimberteau, 188.
 Guiot (Florent), 169, 175, 177, 188, 201, 233, 505, 614, 616, 757.
 Guy, 20.
 Guyardin, 583, 732.
 Guyomar, 781.
 Guyton-Morveau, 1, 16, 31, 69, 78, 89, 103, 106, 126, 135, 140, 146, 147, 148, 149, 151, 156, 158, 173, 207, 226, 230, 274, 276, 327, 337, 343, 345, 352, 359, 360, 392, 429, 471, 472, 475, 487, 564, 574-5, 586, 618, 619-20, 621, 625-32, 651, 655, 657, 658, 663, 666, 669-70, 673, 676, 680, 683, 698, 745, 763, 766, 767, 773-4, 780-1.

H

Hanriot, 351, 473, 569.
 Haret, 20.
 Hartaud (Fructidor), 78.
 Hassenfratz, 35, 39, 40, 75, 77, 78-9, 80-1, 84, 88, 94, 100, 142, 209, 214, 273, 280, 285, 288, 293, 344, 351, 352, 375, 402, 416, 419, 420, 422, 456, 465, 471, 475, 476, 564, 634, 640, 664, 665, 666, 667, 668-9, 679, 682, 700, 736-7, 745, 800.
 Haussmann, 600, 609.
 Hautin, 211.
 Haüy, 421.
 Hazard (d'), 31.
 Héban, 229-32, 288-91.
 Hébert, 192.
 Hellflinger, 584.

Hellot, 269.
 Henry, 226, 285.
 Hentz, 755, 756.
 Hérault de Séchelles, 2, 584, 763.
 Herba, 266.
 Hérissé, 132, 133, 135.
 Hoche, 691, 738, 748, 801.
 Hollé (Thermidor), 78.
 Houchard, 731.
 Huart, 208, 369-70, 374.
 Hubert, 44, 70.
 Hubert (C^{re} du C. S. P.), 109, 248, 329.
 Huette, 180, 187.
 Huguenin, 157.
 Humbert, 156.

I

Ichon, 180.
 Ingrand, 171, 412, 523, 524.
 Isoard, 258.

J

Jacotot, 430, 431, 432, 491, 493, 512, 520, 657.
 Jamet, 121.
 Jameth, 258.
 Janson, 130.
 Janvier, 159.
 Jarry, 413.
 Jars, 210.
 Jars (d'Essonnes), 58, 382, 431.
 Jassène, 58.
 Jaume, 641.
 Javogues, 110, 111, 112, 148, 415.
 Jay-Sainte-Foy, 744.
 Jean (frères), 236.
 Jeanbon Saint-André, 2, 117, 140, 181, 235, 239-40, 243, 244, 267, 338, 357, 413, 433, 528, 671, 687, 738, 763.
 Jeanneret, 584.
 Jommard, 290.
 Joubert, 421.
 Joubert (R^t du peuple), 604, 609.
 Jourdan, 439, 621, 626, 632, 731-2, 737-8, 759.
 Jousselin, 145.
 Juvet, 26, 28, 69, 76, 80.
 Julien (de Toulouse), 682.
 Jullien, 84, 404, 679.
 Jumelin, 22, 77, 212, 641.

K

Keith, 134.
 Kléber, 628.
 Kobierski, 39, 711.

L

- Labarre, 95.
 Labolle, 43, 84, 641.
 Labrèche, 198.
 Lacos, *Voir Choderlos-Lacos*.
 Lacombe, 20.
 Lacoste (E.), 123, 126, 140.
 Lacoste (J.-B.), 163, 169, 414, 583,
 600, 601, 732, 755, 756, 760.
 Lacroix, *Voir Delacroix (J.-F.)*.
 Lafitte, 576.
 Lafforgue, 225.
 Laforte, 432-3.
 Lagarde, 512.
 Lageneteur (Erable), 79.
 Lagnier, 686.
 Laignelot, 529.
 Lainé, 266.
 Lakanal, 69, 80, 140-4, 200, 302, 525,
 612, 626, 680, 703, 803.
 Lambert (de Lille), 505.
 Lambert (de Paris), 172.
 Lambert (de Ruelle), 299-300.
 Lambert (R^t du peuple), 202-4, 223,
 224, 335, 726, 752.
 Lamidey, 353.
 Lamotte, 217, 282, 285, 299, 306,
 307, 311.
 Lamusché, 525.
 Landremont, 732.
 Lanot, 123.
 Laplanche, 389, 433.
 Laporte, 31, 641.
 Laporte (R^t du peuple), 110, 248,
 251, 328, 331, 696.
 Lapostolle, 533.
 Lardoire, 286.
 Laroche, 740.
 Laugier, 258.
 Laurence, 188.
 Laurent, 4.
 Laute, 202.
 Laverrière, 412, 420.
 Lavoisier, 423, 429, 437, 576, 667.
 Lebas, 676, 683, 733, 756.
 Leblanc, 429, 559, 641, 670.
 Le Blond, 716.
 Lebon, 182, 259, 733.
 Leborgne, 533.
 Lebrun, 289.
 Lebrun (ministre), 580, 581, 582,
 585.
 Le Carpentier, 188-9, 224, 238-9,
 530.
 Lecointre, 380, 572, 615, 673, 729,
 764.
 Lecomte, 223, 378.
 Lecoq, 169.
 Lecomte, 223, 378.
 Lecoq, 169.
 Ledoux, 707.
 Lefay, 690.
 Lefèvre, 628.
 Lefèvre-Hellancourt, 279, 285, 312,
 315, 316, 381, 401, 417, 422, 671.
 Leflot, 241, 246.
 Lefort, 710.
 Lefrançois, 237.
 Legendre (d'Alençon), 534.
 Legendre (maître de forges), 389.
 Legendre (de la Nièvre), 16, 60, 61,
 62-4, 98, 102, 113, 128, 129, 369-
 72, 373, 376, 400, 433, 709, 726,
 752.
 Legendre (de Versailles), 4, 163,
 237, 786-7.
 Legot, 22, 384.
 Lehodey, 244, 269.
 Lehoux, 84.
 Leigradier, 57.
 Lejeune, 258.
 Lejeune (R^t du peuple), 4, 6.
 Lelaisant, 165.
 Lelièvre, 417, 420, 552, 554, 559.
 Le Lus, 559.
 Lémane, 691.
 Le Maout, 530.
 Lemerle (Floréal), 78.
 Lemoyne, 116, 415.
 Lenoir (F.), 94, 471.
 Lenoir (H.), 420.
 Le Peletier (citoyenne), 512.
 Lépine, 27, 158-60, 161, 361, 695.
 Lesaint, 257.
 Lesterpt-Beauvais, 108.
 Le Sueur, 26, 28, 69, 76, 80.
 Letourneur (de La Sarthe), 232, 738.
 Levacher-Grandmaison, 312, 386.
 Levasseur (de la Sarthe), 77, 121,
 389, 474, 594, 602, 625.
 Le Vasseur, 226.
 Levayer, 272.
 Lévis-Mirepoix (marquis de), 366.
 Leyris, 244.
 Lhomond, 620, 622, 624, 671.
 Libaude, 533.
 Libour, 514.
 Liénard (Basilic), 79.
 Liger, 179.
 Liguier (Messidor), 78.
 Limoges, 559.
 Lindet (R.), 3, 191, 211, 585, 671,
 673, 675, 679, 713, 714, 739, 763.
 Lion, 277, 278.
 Lionnet, 95.
 Loiseleur, 641.

Louchet, 163, 237.
 Louis XVI, 330, 366.
 Louvel, 473.
 Lulier, 34, 452.

M

Macquart, 421.
 Magdeleine (marquise de la), 247.
 Maibe, 384.
 Maignet, 172.
 Maillard (J.-A.), 159, 376-8.
 Maillard (maître de forges), 383.
 Maillet, 716.
 Mainvielle, 258, 263, 356.
 Mairot, 700.
 Mallard, 386.
 Mallarmé, 4, 583, 698, 732.
 Marat, 481.
 Marck (comte de la), 366.
 Marescot, 743.
 Marette, 327, 369.
 Maribon-Montaut, 182, 477, 679, 745, 746.
 Marie, 353.
 Mariette, 454-5.
 Mariez, 315.
 Marin, 312, 598.
 Marin (veuve), 52.
 Marnais, 378.
 Marre, 619.
 Martin (d'Aillant), 473.
 Martin (de Paris), 60.
 Martin (de Saint-Dizier), 356.
 Massieu, 117, 120, 148, 223, 235, 368.
 Mathieu (d'Abzac), 307.
 Mathieu (de Montauban), 420.
 Mathieu (de Valenciennes), 414, 420.
 Mathieu (l'ainé), 577.
 Matton, 595.
 Maure, 503, 508, 511, 512.
 Mayer, 15.
 Mazurier, 272.
 Méaulle, 331, 746.
 Mégnié, 84, 258, 363, 641, 644, 722.
 Mégnié (le jeune), 81.
 Meignier, 20.
 Meller, 26, 28.
 Mercier, 312.
 Mercier (R^t du peuple), 455.
 Merlin (de Thionville), 77, 609.
 Meusnier, 623.
 Meynadier, 139, 196.
 Michaud, 531.
 Miché, 420.
 Michelet, 225.
 Milhaud, 4, 590, 732, 754.
 Millet, 111.
 Millier, 451, 495, 501, 641, 647.
 Millot, 203, 379.
 Mollien, 34.
 Mollière, 165-6.
 Momoro, 462.
 Monestier, 167, 241, 246, 740.
 Monge (G.), 79, 209, 214, 228, 238, 263, 287, 344, 351, 352, 413, 436, 469, 471, 475, 476, 481, 564, 568, 619, 623, 663, 664-7, 668, 669, 673, 683, 800.
 Monge (L.), 665.
 Monmayou, 781.
 Monnet, 408, 409, 420.
 Montaubin, 521.
 Morand-Dupuch, 143.
 Moreau, 273.
 Moreau (R^t du peuple), 619.
 Morel, 160-1.
 Morlot, 626.
 Mormot, 20.
 Mouchard, 624.
 Moulin (veuve), 390.
 Moutier, 707.
 Mouton, 44, 65, 70.
 Muller (Léonard), 740.
 Musset, 73, 247.
 Muthuon, 420.

N

Narbonne (de), 129.
 Naudet, 223, 644.
 Nicolas, 546, 691.
 Nioche, 521, 546-7, 575.
 Niou, 568-70, 575, 677, 716, 717, 732, 752.
 Nodin, 380.
 Noë, 15.
 Noël, 258.
 Nouet, 31, 172.
 Nourissard, 146.

O

Odelin, 329, 331, 332, 333, 337, 348, 420.
 Olinet, 137, 247-50, 323, 327, 328.
 Olivier, 38, 391.
 Opoix, 551.
 Orford, 236, 413.
 Orléans (duc d'), 77, 256, 366, 402.
 Oudot, 739.
 Outrat, 191, 473, 523.

P

Pache, 33, 401.

Paganel, 126, 171, 242, 244, 363, 388,
515, 517, 754.
Pain, 350, 352, 472, 483, 484.
Pajot, 550.
Pampelonne (Guyon de Geis de),
248, 251, 252.
Paquin, 258.
Passabosc, 168.
Pasteur, 493.
Paul, 722.
Pein, 26.
Pelgrin, 378.
Pelletier (chimiste), 265-7, 270, 552,
554, 559, 575, 670.
Pelletier (ingénieur), 420.
Pellissier, 144.
Peltier, 408, 409.
Pelusset, 302, 306.
Pères, 506.
Périer (frères), 19, 60, 229-30, 274,
279, 291, 303, 350, 386, 702, 802.
Périer (Claude), 149.
Périer (J.-C.), 51-2, 53, 55, 57, 229
279, 288-91, 328, 386, 471, 475,
476, 576, 670, 675.
Périer (du Champ-de-la-Pierre), 313.
Perret, 28.
Perrier, 178, 179.
Perrin, 75, 117, 118, 119, 208, 589.
Perrot, 391.
Perthuies, 544.
Petit, 383.
Petit (N.), 629.
Petit de Morenville, 366.
Petitjean, 149, 217, 281-2.
Peyssard, 746.
Philippeaux, 679.
Pichegru, 748.
Pichot, 473.
Picot, 420.
Picquot, 148.
Pinet (l'aîné), 141, 302, 591, 740.
Piron, 44, 65, 70.
Pitt, 459, 461, 718, 735, 766.
Pluvinet, 471, 475, 492, 605.
Poidevin, 44, 65.
Pointe (Libre), 286.
Pointe (Noël), 35, 129-32, 138, 249,
250, 253, 282-3, 285, 291, 298, 306,
308, 316-27, 334, 337, 342, 372-6,
382, 393, 403, 483, 484, 531, 700,
703, 726, 752, 803.
Poitevin (frères), 255.
Pomme, 170.
Porcher, 166.
Portallier, 258, 263.
Portiez (de l'Oise), 601, 604, 609.
Potier, 231.

Potter, 211.
Poulain, 389, 390.
Poulet, 382.
Poultier, 167, 254.
Poupillier, 299.
Pourchet, 293.
Pourtales, 586.
Poya de Lherbay, 145.
Poyet, 17, 44-6, 47, 49, 567.
Pradier (J.-A.), 179, 183-4, 185, 225.
Pradier (N.), 179, 182-3.
Praieur, 391.
Pressoles, 120.
Prieur (de la Côte-d'Or), 6, 7, 9, 10,
40, 84, 98, 104, 140, 178, 207, 284,
306, 329, 341, 346, 351, 352, 358,
359, 360, 395, 402, 417, 422, 425,
430, 435, 436, 439-46, 491, 496,
529, 553, 557, 566, 567, 569, 570,
584, 617, 621, 631, 645, 656-60,
663, 664, 668, 670, 671, 673, 674,
675, 677, 678, 683, 684, 690, 711,
713, 714, 737, 738, 757, 763, 767-70,
774, 799.
Prieur (de la Marne), 3, 117, 188, 200,
235, 238, 341, 763.

Q

Quilliard, 686.
Quinault-Descreaux, 510.
Quinchard, 204.

R

Rabaut-Pommier, 617, 763.
Rambourg, 130, 218, 326.
Ramus, 328, 330, 331, 333, 334, 337.
Rauch, 180.
Raux, 390.
Raymond, 492, 493, 517, 518, 519-
20, 549-50.
Régnault, 20.
Régnier, 43, 54, 84, 178, 641.
Reignaud, 319.
Renaud, 183.
Renaudin, 352.
Renaux, 420.
Renette, 381, 720.
Reth, 595.
Reubell, 785.
Reverchon, 115-6, 248, 328, 514, 696.
Reynaud, 173.
Richard, 113, 229.
Richard (R^t du peuple), 232, 757.
Richebourg, 598.
Ricord, 173, 741, 754.
Riffaut, 520, 559, 575, 647.

Rivalz, 581.
 Rivery, 152-6, 802.
 Rivière, 186.
 Robé, 688.
 Roberjot, 82.
 Robert (l'aîné), 286, 318, 319, 321, 323, 325, 326.
 Robespierre, 3-4, 5, 8, 98, 346, 417, 468, 482, 491, 496, 497, 647, 659, 672-5, 678-84, 713, 714, 716, 724, 725, 763, 766, 781, 786.
 Robespierre (jeune), 173, 254, 741-2, 755.
 Rochet, 203, 379, 380, 391.
 Romme, 108, 109, 220, 282, 283, 285, 291, 299-311, 342, 343, 382, 385, 387, 388, 393, 417, 483, 484, 572, 658, 703, 708, 726, 729, 745, 752, 803.
 Roteville, 724.
 Roucelle, 44.
 Rougemont, 352, 359, 360, 756.
 Rouillard, 34.
 Roussel, 788.
 Roussillon, 432.
 Roux-Fazillac, 123-7, 140, 141, 219-21, 247, 311, 708, 726, 803.
 Rovère, 167, 254.
 Royer, 258.
 Rozat, 15.
 Rozier, 593, 594.
 Ruamps, 4.
 Ruffroy, 318.
 Rühl, 4, 183.

S

Sabonadière, 593.
 Sagey, 249.
 Saint-Just, 2, 23, 462, 482, 625, 658, 660, 672, 674, 675-8, 680, 681, 683, 684, 725, 733, 756, 758, 759, 763.
 Saliceti, 742-3.
 Sallengros, 746.
 Sauche, 370.
 Saulnier, 696.
 Saunier, 595, 608.
 Scherer, 760.
 Schmitz, 510.
 Schreiber, 420, 609.
 Schweitzer, 584.
 Seconds, 619.
 Séguillot (Colza), 79.
 Séguier-Lapique, 517.
 Séguy, 306.
 Seillier, 299.
 Sergent, 35.
 Serres, 173, 255.

Servière, 741.
 Siblot, 695.
 Signy, 44, 65, 70.
 Silvestre, 217.
 Simon, 162, 387.
 Simond, 148, 253, 260.
 Simonne, 43, 84, 222.
 Solages, 411.
 Songis, 169, 201.
 Soubrany, 108, 590, 754.
 Spohrer, 561.
 Strichard, 563.
 Suire, 293.

T

Tachereau, 543.
 Tallien, 7, 141, 740, 743, 764.
 Tartelin, 492, 493.
 Taveau, 780.
 Teissier (d'Albi), 242.
 Teissier (de Paris), 44, 47, 48.
 Tellier, 94.
 Tembé, 212.
 Térillon, 162.
 Tharaud, 146-7.
 Thibaudeau, 654.
 Thibault, 552.
 Thirion, 15.
 Thomas (P.), 374.
 Thomas (de Poitiers), 523.
 Thuriot, 3, 572, 745.
 Thury, 229-32, 288-91.
 Tirlier, 80.
 Tirel, 258.
 Tréhouart, 616-7.
 Treillard, 346, 352, 468, 615, 679, 764, 765.
 Treillard, 218.
 Trémery, 420.
 Trullard, 352, 359, 570.
 Trusson, 546, 547.
 Turgot, 423, 424.
 Turreau (général), 741.
 Turreau (R^e du peuple), 173, 185, 255.

V

Vachette, 44, 515.
 Vadier, 459.
 Valdruche, 570.
 Valot, 624.
 Vandermonde, 53-4, 57, 80-1, 180, 193, 195, 209, 290, 629-30, 663, 665, 667, 668, 673, 800.
 Van Eckhoven, 606.
 Van Olm, 606.

- Varnier, 245, 258, 388.
Vauquelin, 420, 422, 429-31, 432,
490, 491, 520, 546, 547, 679.
Vauvert, 534.
Veille, 400.
Velu, 383.
Vergniaud, 725.
Vermillet, 391.
Vermoelen, 607.
Vernelle, 38.
Vernerey, 132-3.
Véry, 354, 390.
Vidalin, 246.
Vignon, 44.
Vilarette, 434.
Villaret-Joyeuse, 358.
Villeneuve (marquis de), 128, 129,
130, 132-3.
Villeroy (de), 366.
Vilmorin, 660.
Vincent (Prairial), 78.
Vincent, 641, 695.
Vivaux, 390.
Viviant, 584, 586.
- W
- Wailly (de), 44, 65, 70.
Walville, 608.
Weiland-Stahl, 438, 572.
Welter, 350, 359.
Wendel (de), 328.
Wilfelsheim, 277, 278, 387.
Wurmser, 732.
- Y
- Yger, 533.
Ysabeau, 167, 302, 387, 740, 743.
- Z
- Zoland, 79.
-

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
AVANT-PROPOS.	VII
TABLE DES ABRÉVIATIONS.	IX
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	XI

CHAPITRE PREMIER. — *Le Comité de Salut public et la crise d'août 1793.*

1-12

I. — La Patrie en danger	1
II. — Le second Comité de Salut public, les Fédérés, les Jacobins et la Convention.	2
III. — Le programme du Comité et le décret du 23 août 1793	8

CHAPITRE II. — *La Manufacture d'armes de Paris.*

13-104

I. — Les projets du Comité de Salut public.	13
II. — Le recrutement de la main-d'œuvre.	15
III. — Le travail à domicile.	25
IV. — Les salaires.	32
V. — La construction des ateliers	43
VI. — Les forges des places publiques.	48
VII. — Les usines (foreries et émouleries).	51
VIII. — La fabrication des platines	65
IX. — Ateliers divers.	70
X. — Jury des armes et atelier de perfectionnement.	75
XI. — L'organisation administrative de la manufacture.	82
XII. — Résultats généraux.	99

CHAPITRE III. — *La fabrication des armes à feu dans les départements.*

105-176

I. — Généralités	105
II. — La manufacture d'armes de Saint-Etienne.	107

	PAGES
III. — La manufacture de Charleville.	117
IV. — La manufacture de Tulle.	122
V. — La manufacture de Moulins	127
VI. — La manufacture d'Autun	135
VII. — La manufacture de Clermont-Ferrand.	139
VIII. — Les manufactures de Périgueux et de Bergerac	140
IX. — Projets de manufactures à Issoudun et Limoges.	144
X. — Manufactures diverses (Bar-le-Duc, Grenoble, Roanne, etc.).	147
XI. — Fabrications partielles	152
XII. — Fabrications et projets divers	162
XIII. — Ateliers de réparations	168
XIV. — L'action du Comité de Salut public	174
CHAPITRE IV. — <i>La Fabrication des armes blanches.</i>	177-207
I. — Sabres.	177
II. — Piques et baïonnettes.	190
CHAPITRE V. — <i>Le Problème de l'acier.</i>	208-227
I. — Le rôle des savants.	208
II. — Les aciéries	212
CHAPITRE VI. — <i>Les fonderies en bronze.</i>	228-276
I. — Situation en 1793.	228
II. — Les fonderies de Paris.	229
III. — Les vieilles fonderies de Douai et de Strasbourg.	232
IV. — Nouvelles fonderies des départements.	234
V. — Le manque de cuivre et la descente des cloches.	255
VI. — Le « départ » du métal des cloches.	263
VII. — Les résultats de l'action du Comité.	271
CHAPITRE VII. — <i>Les canons de fonte pour la marine.</i>	277-343
I. — Les projets et l'action du Comité	277
II. — La mission du représentant Ferry.	292
III. — La mission du représentant Romme.	299
IV. — La mission du représentant Deydier	312
V. — La mission du représentant Noël Pointe	316
VI. — Le Creusot	327
VII. — Indret	338
VIII. — Résultats généraux.	342

	PAGES
CHAPITRE VIII. — <i>Les expériences de Meudon.</i>	344-360
CHAPITRE IX. — <i>Les Forges.</i>	361-397
I. — Le besoin de fers.	361
II. — Fabrication des lames à canons et des fers	365
III. — La production des fontes	382
IV. — La fabrication des projectiles.	384
V. — Résultats généraux. L'action du Comité.	392
CHAPITRE X. — <i>Les Mines de houille.</i>	398-422
I. — L'insuffisance des ressources et la crise des transports . . .	398
II. — Développement de l'extraction.	408
III. — Réorganisation administrative.	415
CHAPITRE XI. — <i>Le problème du salpêtre et de la poudre.</i>	423-446
I. — La détresse en août 1793.	423
II. — La loi du 28 août 1793 et son application.	427
III. — La législation révolutionnaire des salpêtres. — Le décret du 14 frimaire an II.	438
CHAPITRE XII. — <i>L'extraction révolutionnaire du salpêtre à Paris.</i>	447-468
I. — L'Organisation	447
II. — Les Résultats	458
CHAPITRE XIII. — <i>Les cours révolutionnaires.</i>	469-486
CHAPITRE XIV. — <i>L'extraction du salpêtre dans les départements.</i>	487-541
I. — L'impulsion du Comité et des Administrations révolutionnaires.	487
II. — Les ateliers révolutionnaires.	501
III. — Caractères généraux et résultats de l'exploitation dans les départements.	535
IV. — Les travaux de la Régie.	538
CHAPITRE XV. — <i>Salins et potasses.</i>	542-553

	PAGES
CHAPITRE XVI. — <i>La fabrication des poudres.</i>	554-579
I. — Raffineries de salpêtre	554
II. — Les poudreries	560
III. — Recherches scientifiques : la poudre de muriate	574
IV. — Résultats généraux	578
CHAPITRE XVII. — <i>Les achats à l'étranger.</i>	580-587
CHAPITRE XVIII. — <i>Les Pays conquis.</i>	588-611
I. — Politique du Comité	588
II. — Région pyrénéenne	589
III. — La Belgique	593
IV. — La Rive gauche du Rhin	608
V. — Conclusion	610
CHAPITRE XIX. — <i>Le télégraphe et l'aérostation.</i>	612-632
I. — Le télégraphe aérien	612
II. — L'aérostation militaire	618
CHAPITRE XX. — <i>La Commission des armes et poudres.</i>	633-655
I. — Sa création	633
II. — Son fonctionnement	640
III. — Sa suppression.	652
CHAPITRE XXI. — <i>Le Comité de Salut public et les savants.</i>	656-684
I. — La Section des armes du Comité	656
II. — Le rôle des savants.	663
III. — Solidarité des membres du Comité de l'an II	671
CHAPITRE XXII. — <i>Le Comité de Salut public et les ouvriers.</i>	685-727
I. — Les ouvriers d'armes et le service militaire.	685
II. — La politique ouvrière du Comité	699
III. — « Insurrections » ouvrières.	709

	PAGES
CHAPITRE XXIII. — <i>Le Comité de Salut public et la Convention nationale.</i>	728-761
I. — Les manœuvres des adversaires du Comité	728
II. — La suprématie du Comité	746
CHAPITRE XXIV. — <i>Les thermidoriens et l'œuvre du Comité de l'an II</i>	762-798
I. — Jacobins et thermidoriens de droite. Attaques contre l'é- tablissement de Meudon.	762
II. — La chute de la manufacture de fusils de Paris.	770
III. — Le déclin de l'exploitation révolutionnaire des salpêtres. . .	792
CONCLUSION	799-804
INDEX DES NOMS DE LIEUX.	805-818
INDEX DES NOMS DE PERSONNES.	819-829
TABLE DES MATIÈRES	831-835

